

**PARLEMENT DE LA REGION
DE BRUXELLES-CAPITALE**

SESSION ORDINAIRE 2005-2006

18 NOVEMBRE 2005

**PROPOSITION DE MODIFICATION
DU REGLEMENT**

AMENDEMENTS

après rapport

Voir :

Documents du Parlement :

A-158/1 – 2004-2005 : Proposition de modification du Règlement.
A-158/2 – 2004-2005 : Rapport.

**BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

GEWONE ZITTING 2005-2006

18 NOVEMBER 2005

**VOORSTEL TOT WIJZIGING
VAN HET REGLEMENT**

AMENDEMENTEN

na verslag

Zie :

Stukken van het Parlement :

A-158/1 – 2004-2005 : Voorstel tot wijziging van het Règlement.
A-158/2 – 2004-2005 : Verslag.

N° 1 de MM. Erland PISON (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres a été condamné pour infraction à la loi du 15 décembre 1980 relative aux étrangers.* ».

JUSTIFICATION

L'article 9, paragraphe 3 de la loi sur les étrangers stipule qu'un étranger qui séjourne en Belgique sans papiers ou a un statut de séjour précaire, peut, « lors de circonstances exceptionnelles », demander une régularisation de son séjour sur la base de l'article 9, paragraphe 3 de la loi du 15 décembre 1980.

À cet effet, le demandeur doit expliquer dans une lettre les raisons humanitaires pour lesquelles il demande à pouvoir séjourner légalement en Belgique. Ensuite, il doit aussi indiquer les circonstances exceptionnelles qui l'empêche de demander cette autorisation de séjour à l'étranger. En principe, une autorisation doit être demandée sur place auprès du poste diplomatique ou consulaire belge compétent.

L'étranger introduit sa demande de régularisation auprès du bourgmestre du lieu où il réside. Le bourgmestre lui donne un accusé de réception et envoie le dossier à l'Office des Étrangers. L'OE décide si le séjour peut faire l'objet d'une régularisation. Il n'est, à cet égard, pas tenu à un délai précis.

À l'automne 1999, les autorités belges ont décidé d'offrir à un grand nombre d'étrangers la possibilité de régulariser leur séjour en Belgique. Le parlement a voté une loi spéciale de régularisation. En principe, les étrangers qui étaient régularisés dans le cadre de cette campagne recevaient une autorisation de séjour d'une durée indéterminée. Au cours des trois dernières semaines de janvier 2000, 36.000 dossiers de demande ont été introduits.

Beaucoup d'étrangers qui avaient introduit une demande d'asile à l'automne 1999 ou juste avant n'ont pas pu bénéficier de la loi de régularisation car leur procédure d'asile était encore pendante.

Les campagnes de régularisation de ce genre sont légion en Europe. Elles introduisent ainsi, de manière régularisée, le cheval de Troie à l'intérieur des frontières. D'autres pays européens organisent aussi avec des « succès » divers ce genre de campagnes qui récompense l'illégalité.

Campagnes de régularisation aux Pays-Bas

À l'automne 1974, la Deuxième Chambre des Pays-Bas débattait de la présence de plusieurs milliers d'illégaux dans le pays. Dès mars 1975 la mesure de régularisation entrainait en vigueur. Tous les étrangers arrivés aux Pays-Bas avant le 1er novembre 1973 qui y résidaient normalement et qui y travaillaient régulièrement pouvaient introduire une demande de régularisation. Il fallait à l'arrivée dans le pays avoir entre 18 et 45 ans (pour les personnes qualifiées) ou entre 18 et 35 ans (personnes non qualifiées). Il fallait aussi en premier lieu disposer d'un logement adéquat.

Sous la pression de diverses organisations de gauche, les critères furent rapidement adoucis. Ainsi, la date repère fut déplacée du 1er no-

Nr. 1 van de heren Erland PISON (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor overtreding van de vreemdelingenwet van 15 december 1980.* ».

VERANTWOORDING

Artikel 9, lid 3 van de vreemdelingenwet bepaalt dat een vreemdeling die zonder papieren in België verblijft of een precair verblijfsstatuut heeft, « in buitengewone omstandigheden » een regularisatie van zijn verblijf kan aanvragen op basis van artikel 9 lid 3 van de verblijfswet.

Hiervoor dient de aanvrager in een brief de humanitaire redenen uit te leggen waarom hij een legaal verblijf in België wil verkrijgen. Daarnaast moet hij ook aangeven wat de buitengewone omstandigheden zijn waardoor hij die verblijfsmachtiging niet in het buitenland kan aanvragen. In principe moet een machtiging daar worden aangevraagd bij de bevoegde Belgische diplomatieke of consulaire post.

De vreemdeling dient zijn aanvraag tot regularisatie in bij de burgemeester van de plaats waar hij verblijft. De burgemeester geeft een ontvangstbewijs en stuurt het dossier naar de Dienst Vreemdelingenzaken. De DVZ beslist of het verblijf geregulariseerd kan worden. Hij is daarbij niet gehouden aan een bepaalde termijn.

In de herfst van 1999 besliste de Belgische overheid een grote groep vreemdelingen de kans te bieden hun verblijf in België te regulariseren. Het parlement keurde een speciale regularisatiewet goed. In principe kregen de vreemdelingen die geregulariseerd werden in het raam van deze campagne, een verblijfsmachtiging van onbepaalde duur. Tijdens de laatste drie weken van januari 2000 werden 36.000 aanvraagdossiers ingediend.

Vele vreemdelingen die tijdens of net voor het najaar van 1999 een asielaanvraag hadden ingediend, hebben geen gebruik gemaakt van de regularisatiewet omdat hun asielprocedure nog beoordeeld moest worden.

Dit soort van regularisatiecampagnes zijn legio in Europa, dat op die manier op een geregulariseerde manier het paard van Troje binnen de grenzen haalt. Ook andere Europese landen organiseerden met wisselend « succes » dit soort van campagnes waarbij de illegaliteit werd beloond.

Nederlandse regularisatiecampagnes

In het najaar van 1974 vergaderde de Nederlandse Tweede Kamer over de aanwezigheid van de vele duizenden illegalen in het land. Reeds in maart 1975 treedt de regularisatiemaatregel in werking. Alle vreemdelingen die voor 1 november 1973 in Nederland binnenkwamen en er gewoonlijk verbleven; en die regelmatig deelnamen aan het arbeidsproces zouden een aanvraag tot regularisatie kunnen indienen. Wel diende men bij aankomst in het land tussen de 18 en 45 jaar te zijn (voor geschoolden) of tussen de 18 en 35 jaar (ongeschoolden). Ook diende men in eerste instantie te beschikken over een passende woonruimte.

Onder druk van allerhande linkse organisaties worden de criteria echter al gauw verzacht. Zo verschuift de peildatum naar 1 november 1974

vembre 1973 au 1^{er} novembre 1974. Et le paiement d'un salaire et de cotisations sociales ne fut plus retenu au nombre des critères, tout comme le fait de disposer d'un logement.

Au total, quelque 18.000 étrangers en séjour illégal introduisirent une demande et 15.000 d'entre eux furent finalement régularisés. (Quelques centaines de dossiers avaient été refusés dans un premier temps, mais par la suite, sous la pression des médias de gauche et de groupes de pression, ils furent quand même acceptés.) Beaucoup d'entre eux allaient encore faire venir femme et enfants au cours des années suivantes.

Les trois centrales syndicales néerlandaises NVV, NKV et CNV avaient adopté une position différente. Elles proposaient de faire une analyse coût-bénéfice et de limiter l'immigration. C'est surtout la régularisation rapide des illégaux qui leur posait des problèmes. Leur position était qu'après une campagne de régularisation, il y aurait en moins de rien de nouveaux illégaux, de sorte que le besoin d'une nouvelle campagne de régularisation se ferait rapidement sentir. En 1970, les centrales syndicales néerlandaises voyaient donc la régularisation des illégaux comme un problème sans issue.

La nouvelle de la campagne de régularisation provoqua un afflux massif de nouveaux demandeurs d'asile. Le nombre de jeunes turcs et marocains émigrant aux Pays-Bas était huit fois plus élevé en 1975 qu'au cours des années précédentes. Du reste, en 1974, 2,3 % de la population active aux Pays-Bas était issue de l'immigration. (Contre 5 % en France et même 7 % en Belgique.)

« Depuis 1970, déclarer que les Pays-Bas n'étaient pas et ne deviendraient pas un pays d'immigration faisait déjà partie des bonnes mœurs politiques. Mais dans la pratique, des plans conduisant à l'immigration étaient régulièrement élaborés et mis en oeuvre. La position selon laquelle les Pays-Bas n'étaient pas, ne deviendraient pas et ne devaient pas devenir un pays d'immigration était déjà vide de sens dès 1970 et pouvait au mieux être interprétée comme une formule incantatoire, mais aussi comme une tentative de jeter de la poudre aux yeux de la population néerlandaise. » (Pieter Lakeman. Binnen zonder kloppen, p.79)

En mai 1980, il y eut une nouvelle campagne de régularisation dont le critère principal pour les illégaux était d'avoir travaillé sans interruption auprès d'un seul employeur entre le 1^{er} janvier 1978 et le 31 octobre 1979 et d'avoir payé au cours de cette période l'impôt sur les salaires et la sécurité sociale. On a ainsi régularisé 1.800 illégaux supplémentaires. « L'arrêté du cabinet Van Agt signifiait qu'après le pardon de 1966, après les régularisations de Marocains et de Yougoslaves lors des conventions de recrutement et après les deux régularisations de 1975, c'était maintenant la sixième fois qu'un groupe d'illégaux ne respectant pas les dispositions légales obtenait un permis de séjour. » (op. cit. p. 94) « Les six régularisations furent autant de signaux à destination des étrangers que les intérêts des étrangers aux Pays-Bas pèsent plus lourd que le maintien du droit. »

Cette nouvelle campagne de régularisation arriva après un important changement social intervenu vers 1975 aux Pays-Bas. « Toute personne qui ne voulait pas favoriser aveuglément des illégaux manifestes (...) était considérée comme raciste. Même si le caractère intimidant était identique au maccarthysme original, il y avait toutefois d'importantes différences. Aux États Unis, c'étaient les intellectuels de gauche qui avaient des opinions nuancées sur les développements de la société et le communisme qui en furent les victimes; tandis qu'aux Pays-Bas, c'étaient justement les intellectuels de gauche qui étaient les forces motrices de ce terrorisme. » (op. cit. p. 93)

Outre ces campagnes de régularisation, les Pays-Bas connaissent encore trois types de régularisation semi-permanentes.

Tout d'abord, les demandeurs d'asile prétendent tolérés avec une autorisation provisoire reçoivent un permis de séjour permanent après trois ans. S'ils trouvent un travail, ils reçoivent aussi après deux ans une autorisation d'établissement.

(i.p.v. 1 november 1973). En ook het betaald hebben van loonbelasting en sociale premies vervalt als criterium, evenals de beschikking hebben over een woonruimte.

In totaal dienden zo een 18.000 illegale vreemdelingen een aanvraag in; waarvan er uiteindelijk 15.000 werden geregulariseerd. (Een paar honderd aanvragen werden eerste geweigerd, maar later onder druk van de linkse media en drukkingsgroepen toch nog goedgekeurd.) Velen hiervan zouden in de jaren hieropvolgend ook vrouw en kinderen laten overkomen.

Een apart standpunt werd ingenomen door de drie landelijke vakcentrales NVV, NKV en CNV. Zij stelden voor een kosten-batenanalyse te maken en de immigratie te beperken. Ze hadden voornamelijk problemen met de vlotte regularisering van de illegalen. Hun standpunt was dat er na een regularisatiecampagne binnen de kortste keer weer nieuwe illegalen zijn, zodat men binnen de kortste keren weer een nieuwe aanandrang tot regularisatie gaat voelen. De regularisering van illegalen werd door de Nederlandse vakcentrales anno 1970 dus reeds gezien als een straatje zonder einde.

Het nieuws van de regularisatiecampagne zorgde voor een enorme toeloop van nieuwe asielzoekers. Het aantal naar Nederland emigrerende jonge Turken en Marokkanen was in 1975 twee respectievelijk acht keer zo groot als in de voorafgaande jaren. In 1974 was trouwens 2,3 % van de Nederlandse beroepsbevolking gastarbeider. (Ter vergelijking : in Frankrijk was dit 5 %, in België zelfs 7 %.)

« Sinds 1970 behoorde het al tot de goede politieke zeden om expliciet te stellen dat Nederland geen immigratieland was, of zou worden. In feite werden echter regelmatig plannen uitgewerkt en uitgevoerd die tot immigratie zouden leiden. De stelling dat Nederland geen immigratieland was, zou worden, of moest worden, had al sinds 1970 geen inhoudelijke betekenis en kon op zijn gunstigst als een bezweringsformule worden geïnterpreteerd, maar evengoed als een poging de Nederlandse bevolking zand in de ogen te strooien. » (Pieter Lakeman. Binnen zonder kloppen, blz. 79).

In mei 1980 komt er een nieuwe regularisatiecampagne; waarbij de voornaamste criteria zijn dat de illegaal van 1 januari 1978 tot 31 oktober 1979 onafgebroken bij één werknemer in dienst was; en dat gedurende die periode loonbelasting en sociale verzekering werd betaald. Op deze manier worden nog eens 1.800 illegalen geregulariseerd. « Het besluit van het kabinet – Van Agt betekende dat, na het pardon van 1966, na de regularisaties van Marokkanen en Joegoslaven bij de wervingsverdragen en na de beide regularisaties in 1975, nu voor een zesde keer een groep illegalen in strijd met de wettelijke bepalingen een verblijfsvergunning had gekregen. » (Cit. o.c. blz. 94). « De zes regularisaties waren evenzoveel signalen aan vreemdelingen dat de belangen van vreemdelingen in Nederland zwaarder wegen dan handhaving van het recht. »

Deze nieuwe campagne kwam er nadat zich rond 1975 in Nederland een belangrijke maatschappelijke verandering had voorgedaan. « Iedereen die niet blindelings zichtbare illegalen wilde bevoordelen (...) werd voor racist uitgemaakt. Hoewel het intimiderende karakter identiek was aan het oorspronkelijke McCarthyisme, waren er ook belangrijke verschillen. In de VS waren linkse intellectuelen die genuanceerd over maatschappelijke ontwikkelingen en het communisme dachten slachtoffer, terwijl bij de Nederlandse campagne linkse intellectuelen juist de drijvende krachten achter deze terreurbeweging waren. » (cit. o.c. blz. 93)

Naast deze regularisatiecampagnes bestaan er in Nederland ook nog drie soorten semi-permanente regularisaties.

Ten eerste kunnen zgn. gedoogde asielzoekers met een tijdelijke vergunning na drie jaar een permanente verblijfsvergunning krijgen. Indien ze werk vinden krijgen ze na twee jaar ook een vestigingsvergunning.

Ensuite, il y a la règle des trois ans qui accorde également sous certaines conditions, un permis de séjour aux étrangers qui restent plus de trois ans dans l'incertitude en ce qui concerne leur demande d'asile.

Enfin, il y a la règle des six ans pour les travailleurs étrangers qui ont travaillé pendant six ans auprès d'employeurs néerlandais, qui ont payé les cotisations et l'impôt sur les salaires et qui se sont intégrés dans une certaine mesure.

« Au cours du quart de siècle qui s'est écoulé depuis 1973, le nombre de Turcs séjournant aux Pays-Bas a augmenté de 53.500 à 280.000. Au cours de cette période, le nombre de Marocains est passé de 29.600 à 234.000, soit huit fois plus. Depuis 1990, les Pays-Bas admettent en moyenne 6.000 Marocains et 8.000 Turcs par an. Le nombre de Turc et de Marocains qui travaillent augmente beaucoup plus lentement. » (Pieter Lakeman. Binnen zonder kloppen, pp.128-129)

« Il faut constater que depuis 1983 les Pays-Bas entretiennent pratiquement toute la communauté turque et du Rif présente sur leur territoire sans contrepartie notable. » (op. cit. p.130)

« Il ressort d'un rapport que, au cours de la période 1983-1993, 20 % des demandeurs d'asile avaient des papiers d'identité, de voyage et de franchissement de frontière en ordre, principalement les demandeurs d'asile en provenance du Suriname et d'Europe de l'Est. Les demandeurs d'asile en provenance du Moyen-Orient vivaient souvent avec des faux papiers ou sans visa valable. Les demandeurs d'asile africains arrivaient pratiquement tous sans papiers. Il s'est avéré qu'un tiers des demandeurs d'asile avaient jeté à un moment ou l'autre leurs papiers de voyage et d'identité sur le conseil d'un agent de voyage ou d'autres personnes. C'était surtout le cas des demandeurs d'asile en provenance d'Asie et d'Afrique. » (op. cit. p.140)

Italie : Clandestini

Depuis de nombreuses années déjà, l'Italie est un pays de passage vers l'ouest et le nord, riches, de l'Europe. Les agissements des mafias d'Italie et d'Europe de l'Est permettent à de nombreux illégaux d'entrer en Europe par le sud de l'Italie. D'après les chiffres officiels, il y avait environ 990.000 Extracomunitari légaux (réfugiés hors UE) et quelque 250.000 Extracomunitari illégaux en août 1998.

En vertu des accords de Schengen, les réfugiés pouvaient rester 30 jours dans le pays, période au cours de laquelle les autorités devaient découvrir leur identité. À cet effet, on a notamment conclu un accord de coopération avec le Maroc par lequel les autorités marocaines s'engagent à collaborer aux identifications. Mais d'autres pays nord-africains ont refusé de signer un tel accord de coopération.

Lorsqu'ils ne peuvent être identifiés dans les 30 jours, les réfugiés peuvent quitter le camp d'accueil sous réserve de quitter immédiatement le sol italien. Une majorité écrasante se rend alors en Allemagne, en France, en Belgique,.... Celui qui reçoit un ordre d'expulsion doit quitter le pays dans les 15 jours. En juin 1998, 20.262 personnes séjournaient en Italie avec un ordre d'expulsion en poche.

En 1987, on a lancé une première campagne de régularisation. Les étrangers qui pouvaient démontrer qu'ils séjournaient en Italie avant le 27 janvier 1987, travaillaient ou étaient inscrits auprès d'un bureau de chômage, étaient susceptibles d'être régularisés. Les candidats devaient se présenter auprès des autorités provinciales de sécurité publique, où leurs déclarations concernant leur séjour et leur emploi étaient vérifiées. En cas de refus de régularisation, un recours était prévu devant les tribunaux administratifs.

En mars 1988, la loi est fortement assouplie : le travail à domicile et à temps partiel entre également en ligne compte. La période de régularisation est également prolongée au 30 septembre 1988. Au total, quelque 118.000 personnes ont pu régulariser leur séjour (90 % de travailleurs et 10 % d'indépendants).

Ten tweede is er de driejarenregeling waarbij vreemdelingen die meer dan drie jaar in onzekerheid verkeren omtrent hun asielaanvraag onder bepaalde voorwaarden eveneens een verblijfsvergunning krijgen.

Ten slotte is er de zesjarenregeling voor buitenlandse werknemers die in Nederland zes jaar hebben gewerkt bij werkgevers die premies en loonbelasting hebben betaald, en die in enige mate zijn geïntegreerd.

« In de kwart eeuw die sinds eind 1973 is verstreken, is het aantal in Nederland verblijvende Turken van 53.500 naar 280.000 gestegen. Het aantal Marokkanen steeg in deze periode van 29.600 tot 234.000, een verachtvoudiging. Sinds 1990 laat Nederland jaarlijks gemiddeld 6.000 Marokkanen en 8.000 Turken toe. Het aantal werkende Turken en Marokkanen stijgt veel langzamer.» (Cit. Pieter Lakeman. Binnen zonder kloppen., pag. 128-129)

« Geconstateerd moet worden dat Nederland sinds 1983 bijna de gehele in Nederland aanwezige Turkse en Riffijnse gemeenschap onderhoudt, zonder noemenswaardige tegenprestatie.» (Cit o.c. pag. 130)

« Blijkens een rapport had in de periode 1983-1993 twintig procent van de asielzoekers geldige identiteits-, reis- en grensoverschrijdingspapieren, vooral asielzoekers uit Suriname en Oost-Europa. Asielzoekers uit het Midden-Oosten kwamen veelal met valse papieren of zonder geldig visum. Afrikaanse asielzoekers kwamen vrijwel allen zonder papieren. Een derde deel van de asielzoekers bleek op advies van een reisagent of anderen de reis- en identiteitspapieren op enig moment te hebben weggegooid. Vooral asielzoekers uit Azië en Afrika waren daar actief in. » (Cit o.c. pag. 140)

Italië : Clandestini

Italië is voor vele reeds jaren een doorgangsland naar het rijke noorden en westen van Europa. Door toedoen van Italiaanse en Oosteuropese maffiagroepen zetten vele illegalen voor het eerst voet op westerse bodem in het zuiden van Italië. Volgens officiële cijfers waren er in augustus 1998 zo een 990.000 legale Extracomunitari (vluchtelingen van buiten de EU) in Italië, en ongeveer een 250.000 illegale Extracomunitari.

Volgens de Schengenakkoorden konden vluchtelingen 30 dagen in het land blijven; waarbij in deze periode de overheid hun identiteit diende te achterhalen. Hiertoe werd ondermeer een samenwerkingsakkoord met Marokko opgezet, waarbij de Marokkaanse overheid zou meewerken aan de identificaties. Andere Noord-Afrikaanse landen weigerden zulk een samenwerkingsakkoord echter af te sluiten.

Wanneer de identificatie binnen de 30 dagen niet lukt worden de vluchtelingen uit het opvangkamp gelost op voorwaarde dat ze onmiddellijk Italië zouden verlaten. Het overgrote deel hiervan trekt verder naar Duitsland, Frankrijk, België,.... Wie een uitwijzingsbevel krijgt dient het land binnen de 15 dagen te verlaten. In juni 1998 verbleven er in Italië 20.262 personen met zo een uitwijzingsbevel op zak.

In 1987 wordt met een eerste regularisatiecampagne gestart. Vreemdelingen die konden bewijzen dat ze voor 27 januari 1987 in Italië verbleven, werk hadden of ingeschreven waren bij een werkloosheidsbureau, kwamen voor regularisatie in aanmerking. De kandidaten dienden zich te melden bij de Provinciale Overheid van Openbare Veiligheid, waar hun verklaringen m.b.t. verblijf en tewerkstelling werden geverifieerd. Tegen de weigering van regularisatie was nog beroep voorzien bij de administratieve rechtbanken.

In maart 1988 wordt de wet danig versoepeld, en komt ook thuiswerk en deeltijds werk in aanmerking. Eveneens werd de periode voor regularisering verlengd tot 30 september 1988. In totaal konden zo een 118.000 personen hun verblijf regulariseren (waarvan 90 % werknemers en 10 % zelfstandigen).

La loi Martinelli de février 1990 prévoit une nouvelle vague de régularisations. Celui qui demandait une autorisation de séjour dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur de la loi et pouvait y joindre un document d'identité ainsi que la preuve qu'il se trouvait en Italie avant le 31 décembre 1989, entrait en ligne de compte. Les motifs que l'on pouvait invoquer pour obtenir une telle autorisation étaient d'avoir un emploi (ou d'être inscrit auprès d'un bureau de chômage!), de travailler comme indépendant ou d'être étudiant.

Afin d'assurer le succès de la campagne, il avait été décidé que les employeurs qui, dans les deux mois suivant l'entrée en vigueur de la loi, déclaraient avoir employé quelqu'un illégalement et voulaient régulariser la situation, n'étaient plus punissables. Ils ne devaient plus non plus payer les cotisations sociales pour cette période d'illégalité.

Plus de 234.800 étrangers ont ainsi pu régulariser leur séjour.

La loi Dini de novembre 1995 édictait des règles plus sévères concernant l'entrée des étrangers mais contenait aussi une nouvelle mesure de régularisation. Les illégaux qui avaient un contrat de travail d'au moins six mois pouvaient recevoir un permis de séjour permanent. Les étrangers sans emploi qui s'inscrivaient auprès d'un bureau de chômage obtenaient un permis provisoire de six mois. Si, dans ce délai, ils trouvaient un emploi, ils recevaient alors un permis de séjour permanent. Les illégaux qui répondaient aux conditions du regroupement familial pouvaient aussi introduire une demande. Fin mars 1996, la campagne fut prolongée, permettant aux illégaux arrivés avant le 31 mars 1996 de s'inscrire.

Finalement, plus de 248.500 personnes s'inscrivirent et 220.000 d'entre elles furent régularisées.

Début 1998, les autorités italiennes lancèrent leur dernière campagne de régularisation d'illégaux pouvant prouver qu'ils séjournaient déjà depuis plus de cinq ans dans le pays. L'objectif du gouvernement italien est de régulariser quelque 38.000 illégaux. Parmi les illégaux ce fut une véritable ruée et on vit apparaître un véritable marché noir de papiers (Frankfurter Allgemeine 7 novembre 1998). Vu son succès, l'opération a dû être prolongée jusqu'au 10 octobre 1998. Au total, quelque 200.000 demandes ont été introduites.

En 12 ans à peine, l'Italie a régularisé plus de 770.000 illégaux.

France : Sans-papiers

En 1973, le gouvernement français mena une action de pardon général à l'égard de tous les illégaux qui séjournaient à ce moment en France. (La Belgique allait d'ailleurs suivre cet exemple en légalisant 14.000 étrangers en août 1974.). Tout le monde pouvait obtenir inconditionnellement un permis de séjour et un permis de travail mais, après cette mesure, le pays serait définitivement fermé aux illégaux. Mais c'était sans tenir compte des socialistes. Tant en 1973, qu'en 1974, 1976 et 1979, il y eut des régularisations générales. Entre 1960 et 1973 il y avait d'ailleurs en France un système de régularisation permanent. Celui qui entrait illégalement sur le territoire à cette époque et trouvait du travail avait la possibilité de régulariser sa situation de séjour et de travail.

1981 : le gouvernement socialiste de Pierre Mauroy décide d'accorder une amnistie aux sans-papiers et un permis de séjour et de travail de dix ans à tous les immigrés.

Tous ceux qui séjournaient en France avant le 1^{er} janvier 1981 reçoivent aussi un permis de séjour de trois mois au cours desquels ils peuvent demander une « régularisation exceptionnelle ». Ici aussi, à l'instar de l'Italie, les employeurs qui employaient des illégaux se voient accorder une « amnistie » et ne doivent pas payer les arriérés de taxes.

De wet Martinelli van februari 1990 zorgt voor een nieuwe regularisatiegolf. Wie binnen de zes maanden na het inwerkingtreden van de wet een machtiging tot verblijf aanvraagde, en hierbij een identiteitsdocument kon voorleggen, en kon bewijzen dat hij zich voor 31 december 1989 in Italië bevond, kwam in aanmerking. De redenen die men kon invoeren om zulke machtiging te bekomen waren tewerkstelling (of inschrijving in een werkloosheidsbureau!), zelfstandig werk of studieredenen.

Om van de campagne een succes te maken werd beslist dat werkgevers die binnen de twee maanden na het inwerkingtreden van de wet aangifte deden van het feit dat ze iemand onwettig hadden tewerkgesteld, en deze toestand wensten te regulariseren, niet meer strafbaar waren. Ook dienden ze de sociale bijdragen voor die onwettige periode niet meer te betalen.

Iets meer dan 234.800 vreemdelingen konden op deze manier hun verblijf regulariseren.

De wet Dini van november 1995 vaardigde striktere regels uit m.b.t. de binnenkomst van vreemdelingen, maar bevatte ook een nieuwe regularisatiemaatregel. Illegalen met een arbeidscontract voor minstens zes maanden konden een permanente verblijfsvergunning krijgen. Werkloze vreemdelingen die zich inschreven in het werkloosheidsbureau kregen een voorlopige vergunning voor zes maanden. Konden zij in die tijd werk vinden volgde eveneens een permanente verblijfsvergunning. Ook illegalen die voldeden aan de voorwaarden voor gezinshereniging konden eveneens een aanvraag indienen. Einde maart 1996 werd de campagne verlengd, waarbij illegalen die voor 31 maart 1996 binnenkwamen zich konden inschrijven.

Uiteindelijk schreven meer dan 248.500 personen zich in, waarvan er 220.000 werden geregulariseerd.

Begin 1998 begon de Italiaanse overheid met de meest recente regulariseringscampagne van illegalen die kunnen aantonen dat ze reeds meer dan 5 jaar in het land verblijven. Het doel van de Italiaanse regering is om zo 38.000 illegalen te regulariseren. Bij de illegalen begint er een waren stormloop, en wordt een ware zwarte handel in papieren opgezet (Frankfurter Allgemeine 7 november 1998). Door het enorm succes van de operatie diende de periode verlengd te worden tot 10 oktober 1998. In totaal komen er zo een 200.000 aanvragen binnen.

Op amper 12 jaar tijd werden in Italië meer dan 770.000 illegalen geregulariseerd.

Frankrijk : Sans-papiers

In 1973 voerde de Franse regering een algemeen of generaal pardon door voor alle illegalen die op dat moment in Frankrijk verbleven. (België zou dit voorbeeld trouwens volgen in augustus 1974, waarbij 14.000 vreemdelingen werden gelegaliseerd.) Iedereen kon onvoorwaardelijk een verblijfs- en arbeidsvergunning krijgen; maar na deze maatregel zou het land definitief op slot gedaan worden voor illegalen. Maar dat was zonder de socialisten gerekend. Zowel in 1973, 1974, 1976, en 1979 kwamen er algemene regularisaties. Tussen 1960 en 1973 was het trouwens zo dat er in Frankrijk een systeem van permanente regularisering bestond. Wie in die periode illegaal in het land binnenkwam en er werk vond kreeg de mogelijkheid zijn arbeids- en verblijfsituatie te regulariseren.

1981: de socialistische regering Pierre Mauroy besluit amnestie te verlenen aan de sans-papiers, en een tienjarige verblijfs- en werkvergunning aan alle immigranten te verlenen.

Iedereen die voor 1 januari 1981 in Frankrijk verbleef kreeg eveneens een verblijfsvergunning van drie maanden, in welke periode ze de kans hadden om een « regularisation exceptionnelle » aan te vragen. Ook hier, zoals in Italië, kregen de werkgevers die illegalen tewerkstelden « amnestie », en dienden ze de achterstallige belastingen niet te betalen.

Au cours de cette période d'amnistie qui se termina en 1983, il y a eu au moins 145.000 demandes dont quelque 130.000 ont été approuvées.

La France est donc restée un pays d'asile ouvert sans le moindre quota. La France a bien été contrainte de mieux surveiller ses frontières vu que de nombreux illégaux rejoignaient la France depuis les pays limitrophes dans l'espoir de pouvoir aussi être régularisés.

On peut diviser le groupe des sans-papiers en deux sous-groupes. D'une part, ceux qui n'ont pas introduit de demande d'asile et qui ne souhaitent pas le faire; d'autre part, ceux dont la demande d'asile a déjà été rejetée et qui doivent quitter le territoire. En ce qui concerne cette dernière catégorie, un rapport de l'Assemblée Nationale estimait en 1998 qu'ils étaient quelque 200.000 à séjourner en France.

La majorité de ces illégaux est connue des autorités, puisqu'ils ont des comptes ou sont inscrits pour bénéficier de l'assistance médicale gratuite.

En 1991, on assiste à une nouvelle campagne de régularisation qui vise principalement la régularisation des demandeurs d'asile ayant épuisé toutes les procédures. En raison de la lenteur de fonctionnement de l'OFPRA (Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides), de nombreux demandeurs d'asile, attendaient une réponse définitive depuis des années et s'étaient déjà établis en France.

Pour être pris en compte, les illégaux devaient satisfaire aux conditions suivantes : pouvoir prouver qu'ils étaient arrivés avant le 1^{er} janvier 1989; avoir entamé la procédure depuis 2 à 3 ans; pouvoir prouver qu'ils exercent légalement une activité professionnelle depuis au moins 2 ans. Ici encore, sous la pression de diverses organisations de gauche, une circulaire paraît (3-12-1991) qui signale la possibilité d'une application plus libérale des critères établis, et ce pour raisons humanitaires.

Un peu plus de 60.000 dossiers furent introduits pour déboucher finalement sur quelque 25.000 régularisations.

En 1994, le gouvernement Balladur a proposé les lois Pasqua interdisant toute régularisation de sans-papiers; y compris par le mariage. Les maires avaient la possibilité d'empêcher un mariage s'ils soupçonnaient qu'il s'agissait d'un mariage blanc. D'autres durcissements étaient encore prévus; notamment en ce qui concerne le refus de réadmission pendant un an pour ceux qui avaient été expulsés du pays. Mais ces deux mesures ont été déclarées inconstitutionnelles par le Conseil constitutionnel français.

Le durcissement général des lois d'asile ont fortement fait chuté le nombre de demandeurs d'asile (de 135.000 en 1992 à 68.000 en 1995). Mais ces chiffres donnent une image fautive car maintenant de nombreux étrangers entrent illégalement en France et plongent immédiatement dans la clandestinité. Le nombre de ceux qu'on appelle les « sans-papiers » est passé de 8.700 en 1993 à 10.100 en 1995 et même à plus de 12.000 en 1996.

Au cours de l'été 1996, un certain nombre d'illégaux (principalement des Maliens) – tant des sans-papiers que des réfugiés à qui l'asile avait été refusé – ont commencé à occuper les églises partout en France. Ils exigeaient la régularisation de tous les illégaux en France.

Les autorités ont réagi début 1997 avec les lois Debré qui établissaient les catégories d'illégaux qui pouvaient recevoir un permis de séjour d'un an :

- L'époux (épouse) d'un citoyen français qui ne vit pas en situation de polygamie, est marié depuis un an déjà et cohabite depuis un an déjà.
- L'époux (épouse) d'un étranger disposant d'une carte de séjour, qui ne vit pas en situation de polygamie, est marié et cohabite depuis un an déjà et qui vit en France depuis au moins cinq ans ou qui a au moins un enfant à charge.

In deze amnestieperiode, die afliep in 1983, kwamen maar liefst 145.000 aanvragen binnen; waarvan er een 130.000 werden goedgekeurd.

Frankrijk bleef dus een open asieland zonder enige quota. Wel werd Frankrijk verplicht de grenzen beter te bewaken, vermits vele illegalen uit buurlanden naar Frankrijk trokken in de hoop ook voor regularisatie in aanmerking te kunnen komen.

De groep sans-papiers kan men opsplitsen in twee deelgroepen. Enerzijds zij die geen asiel hebben aangevraagd en dit ook niet wensen te doen; en anderzijds zij wiens asielaanvraag reeds werd geweigerd en het grondgebied dienen te verlaten. Van deze laatste categorie zouden er volgens een verslag van de Assemblée Nationale in 1998 zo een 200.000 in Frankrijk verblijven.

De meeste van deze illegalen zijn bij de overheid gekend, daar ze rekeningen hebben of zijn ingeschreven voor gratis medische bijstand.

In 1991 komt er een nieuwe campagne waarbij vooral gemikt wordt op de regularisatie van uitgeprocedeerde asielzoekers. De trage werking van het OFPRA (Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides) had er voor gezorgd dat veel asielzoekers reeds jaren op een definitief antwoord wachtten, en zich reeds in Frankrijk hadden gevestigd.

Om in aanmerking te komen diende de illegaal aan volgende voorwaarden te voldoen: binnenkomst bewijzen voor 1 januari 1989; minstens 2 à 3 jaar in de procedure gezeten hebben, een wettelijke professionele activiteit van minstens 2 jaar kunnen bewijzen. Ook hier komt onder druk van allerhande linkse organisaties een circulaire (3-12-1991) waar men wijst op de mogelijkheid tot een meer « liberale » toepassing van de gestelde criteria, en dit om humanitaire redenen.

Er werden iets meer dan 60.000 dossiers ingediend, waarvan er uiteindelijk een 25.000 werden geregulariseerd.

Onder de regering Balladur worden in 1994 de zogenaamde Pasqua-wetten voorgesteld. De wetten verbieden de regularisaties van papierlozen; ook bij een huwelijk. Burgemeesters worden in de mogelijkheid gesteld om een huwelijk te verbieden wanneer er een vermoeden van geregeld huwelijk (mariage blanc) bestaat. Tevens worden er nog andere verstrengingen in voorzien; o.m. dat wie het land wordt uitgezet gedurende één jaar nieuwe toegang wordt ontzegd. Deze twee maatregelen worden door het Franse Conseil Constitutionnel echter onwettig verklaard.

De algemene verstrenging van de asielwetten zorgt er wel voor dat het aantal asielzoekers sterk daalt (van 135.000 in 1992 tot 68.000 in 1995). Maar, deze cijfers geven een vals beeld, daar nu vele vreemdelingen als illegaal het land binnenkomen en onmiddellijk onderduiken. Het aantal zgn. sans-papiers stijgt van 8.700 in 1993 tot 10.100 in 1995 en zelfs meer dan 12.000 in 1996.

In de zomer van 1996 beginnen een aantal illegalen (vnl. uit Mali) – zowel papierlozen als vluchtelingen wiens asiel geweigerd werd – met kerkbezettingen in het hele Franse land. Zij eisen regularisering voor alle illegalen in Frankrijk.

De overheid reageert begin 1997 met de zgn. Debré-wetten. Hierin werd bepaald dat volgende categorieën van illegalen een verblijfsvergunning voor 1 jaar konden krijgen :

- De echtgeno(o)t(e) van een Frans burger die niet in polygamie leeft, reeds 1 jaar gehuwd is, en reeds 1 jaar samenwoont.
- De echtgeno(o)t(e) van een vreemdeling met verblijfskaart, niet in polygamie levend, minstens 1 jaar gehuwd en samenwonend; en die reeds 5 jaar in Frankrijk verblijft of minstens 1 kind ten laste heeft.

- L'époux (épouse) d'un réfugié reconnu qui ne vit pas en situation de polygamie, est marié et cohabite depuis un an déjà.
- Les familles qui ont un revenu régulier, séjournent en France depuis plusieurs années (min. 3 ans), qui ont un domicile, sont en ordre d'impôts et dont les enfants sont scolarisés.
- Les parents qui ont un enfant de moins de 16 ans à leur charge et qui séjournent en France depuis 5 ans.
- Les jeunes de 16 à 19 ans, entrés en France hors regroupement familial, dont les parents séjournent légalement en France ou sont susceptibles d'être régularisés, et qui ont été scolarisés en France pendant 5 ans.
- Les mineurs de moins de 16 ans, arrivés en France hors regroupement familial, qui peuvent bénéficier sur place d'un regroupement familial.
- Les ascendants dépendant de leurs (petits-) enfants qui vivent légalement en France, et dont les enfants disposent de revenus réguliers et sont en ordre d'impôts.
- Les personnes isolées qui séjournent en France depuis 7 ans ou peuvent prouver une période de séjour légal.
- Les étrangers souffrant de maladies graves.
- Les étrangers qui n'ont pas obtenu le statut de réfugié mais qui peuvent prouver qu'ils courent des risques réels s'ils retournent dans leur pays d'origine.

L'article 7 précise également qu'une demande d'asile introduite après un refus est considérée comme frauduleuse et conduit à une expulsion immédiate.

L'Assemblée nationale ajoute encore que les citoyens français doivent avertir les autorités lorsqu'ils hébergent un citoyen hors UE. Les maires pouvaient ainsi vérifier que ces étrangers avaient bien quitté le territoire après expiration de leur visa.

Le Parlement européen a même jugé nécessaire de prendre position contre ces lois et compare les lois Debré à la dénonciation des Juifs pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Le Conseil d'État français a aussi signalé le caractère anticonstitutionnel de la loi, ce qui a entraîné une modification importante avant son adoption par l'Assemblée. Ce sont les étrangers eux-mêmes qui doivent avertir les autorités de l'endroit où ils se trouvent.

Les lois Debré visaient quatre grands objectifs :

Rendre plus efficace le dispositif d'éloignement des étrangers en situation irrégulière. L'autorisation de la rétention judiciaire d'étrangers démunis de documents transfrontière et des étrangers s'étant soustraits à une mesure d'éloignement.

L'octroi d'un permis de séjour de courte durée aux personnes dont l'expulsion est juridiquement impossible (famille en France, ancienneté du séjour).

Le renforcement des contrôles aux frontières contre l'immigration clandestine par la route.

Une extension des contrôles d'identité pour lutter contre le travail clandestin.

Le 24 juin 1997, les autorités ont élaboré une circulaire pour étudier les possibilités de régularisation des sans-papiers (carte de séjour de 5 ou 10 ans). Quiconque pouvait prouver qu'il séjournait depuis 5 ans au moins

- De echtgeno(o)t(e) van een erkend vluchteling die niet in polygamie leeft, minstens 1 jaar gehuwd en samenwonend.
- Families met een regulier inkomen, reeds meerdere jaren in Frankrijk verblijvend (min. 3 jaar), die beschikken over een domicilie, in orde zijn met de belastingen, en waarvan de kinderen gescolariseerd zijn.
- Ouders met minstens 1 kind jonger dan 16 ter hunner laste, die reeds 5 jaar in Frankrijk verblijven.
- Jongeren tussen 16 en 19 jaar, buiten de gezinshereniging in Frankrijk binnengekomen, waarvan ouders legaal in het land verblijven of in aanmerking komen voor regularisatie, en die reeds 5 jaar in Frankrijk hebben school gelopen.
- Minderjarigen onder de 16, buiten de gezinshereniging in Frankrijk gekomen, die ter plaatse van gezinshereniging kunnen genieten.
- Ascendenten die van hun legaal in Frankrijk wonende (klein)kinderen afhankelijk zijn, en waarvan de kinderen reguliere inkomsten hebben en aan de belastingplichten voldoen.
- Alleenstaanden die reeds 7 jaar in Frankrijk verblijven of een periode van legaal verblijf kunnen aantonen.
- Ernstig zieke vreemdelingen.
- Vreemdelingen die het statuut van vluchteling niet kregen maar kunnen aantonen dat ze bij terugkeer naar hun vaderland reële risico's lopen.

In artikel 7 wordt verder bepaald dat de vraag tot asiel van wie reeds asiel werd geweigerd wordt beschouwd als frauduleuse aanvraag en leidt tot onmiddellijke uitwijzing.

De Assemblée Nationale laat hier nog aan toevoegen dat de Franse burgers de overheid dienen in te lichten wanneer ze in hun woning een niet EU-burger ontvangen. De lokale burgemeesters konden zo nagaan of deze vreemdelingen na het vervallen van hun visum effectief het land hadden verlaten.

Het Europese Parlement vindt het zelfs nodig hiertegen stelling in te nemen, en vergelijkt de Debréwetten met de verklikking van Joden in WO II.

Ook de Franse Conseil d'Etat wijst op het onconstitutionele van de wet; waardoor de Assemblée voor de goedkeuring een belangrijke wijziging doorvoert. Het zijn de vreemdelingen zelf die hun whereabouts aan de overheid dienen te melden.

De Debréwetten hadden vier grote doelstellingen voor ogen :

To render procedure van niet-reguliere legale vreemdelingen. Het laat gerechtelijke opsluiting toe van vreemdelingen zonder grensoverschrijdingspapieren, en van vreemdelingen die een deportatiebevel hebben mislopen.

Het toekennen van een kortetermijns verblijfsvergunning voor zij die niet legaal kunnen worden gedepoteerd (familie in Frankrijk, lange aanwezigheidsduur).

Strengere grensgebiedcontroles tegen clandestiene immigratie via de weg.

Uitgebreidere identiteitscontroles tegen clandestiene arbeid.

Op 24 juni 1997 komt er vanwege de overheid een circulaire om te onderzoeken of de sans-papiers kunnen worden geregulariseerd (« carte de séjour » van 5 of 10 jaar). Wie een verblijf in Frankrijk van minstens

en France (via un passeport, un compte bancaire, un certificat de l'employeur ...) entrainé en ligne de compte. À la clôture de la période de régularisation (le 1^{er} novembre 1997) 150.000 demandes avaient déjà été introduites. Environ 130.000 illégaux ont ainsi obtenu un permis de séjour temporaire. Dans la politique française on a retenu l'été 1997 comme « l'été des régularisations ».

Dans sa campagne en vue des élections de 1997, Lionel Jospin a promis de retirer les lois Pasqua et Debré. Après son élection, il a dès lors donné immédiatement l'ordre de revoir 40.000 dossiers d'illégaux. Il s'agissait principalement d'illégaux pour lesquels le regroupement familial ne s'appliquait pas. Les illégaux qui pensaient satisfaire aux critères posés pouvaient se faire connaître par écrit auprès de la préfecture. Dans leur lettre, il devaient expliquer leur situation et préciser quel titre de séjour ils demandaient et y joindre les documents nécessaires. Après examen de leur dossier, les illégaux étaient conviés à un entretien et le préfet prenait ensuite une décision. En cas de refus, un recours était toujours possible auprès du ministère de l'Intérieur.

En décembre 1997, une courte majorité adoptait les lois Guigou qui prévoyaient une « carte d'identité républicaine » pour tous les mineurs nés en France de parents d'origine étrangère. En outre, le délai d'attente pour les naturalisations par mariage est réduit de 2 ans à 1 an.

Toujours en décembre 1997, l'Assemblée débat des lois Chevènement qui prévoient un permis de séjour d'un an pour

- tous les mineurs ayant de la famille en France,
- quiconque est arrivé en France avant son 10^e anniversaire et qui séjourne encore,
- quiconque a séjourné au moins 15 ans en France,
- quiconque est marié à un citoyen français,
- les parents étrangers d'enfants de nationalité française,
- les illégaux et les demandeurs d'asile hospitalisés.

Les lois Chevènement lèvent également 3 restrictions des lois Pasqua; à savoir les dispositions qui prévoient que les parents devaient disposer d'un revenu avant de pouvoir faire venir légalement leurs enfants; la suppression du certificat d'hébergement et les parents ne doivent plus séjourner qu'un an en France au lieu de deux avant de pouvoir faire venir leurs enfants.

On peut pour l'instant admirer les résultats de ces campagnes successives dans les banlieues parisiennes.

Espagne

La loi sur les étrangers du 1^{er} juillet 1985 a offert une première possibilité de régularisation. Il ne fallait satisfaire qu'à deux critères : pouvoir prouver sa présence en Espagne avant le 24 juillet 1985; et pouvoir présenter un passeport et fournir la preuve de moyens d'existence suffisants ou pouvoir produire un contrat de travail ou une carte d'indépendant. Quelque 44.000 demandes furent introduites.

Entre le 15 juillet et le 15 décembre 1991, les illégaux ont à nouveau pu régulariser leur séjour. Il fallait pouvoir prouver son arrivée avant le 15 mai 1991, avoir un domicile et travailler comme employé ou indépendant. Sur les 128.000 demandes introduites, 110.000 ont finalement fait l'objet d'une régularisation. En outre, dans le cadre du regroupement familial, quelque 20.000 permis de séjour ont encore été délivrés.

5 jaar kon aantonen (via paspoort, bankrekening, werkgeverscertificaat, ...) kwam in aanmerking. Op de einddatum van de regulariseringsperiode (1.11.97) waren reeds 150.000 aanvragen binnengekomen. Ongeveer 130.000 illegalen kregen zo een tijdelijke verblijfsvergunning. In de Franse politiek staat de zomer van 1997 dan ook bekend als « The Summer of Regularisations ».

In de aanloop van de verkiezingen van 1997 belooft Lionel Jospin in zijn campagne de Pasqua- en Debréwetten in te trekken. Na zijn verkiezing geeft hij dan ook onmiddellijk het bevel om 40.000 dossiers van illegalen te herzien. Het ging hierbij vnl. om illegalen die buiten de procedure van gezinshereniging vielen. Illegalen die meenden te voldoen aan de gestelde criteria konden zich per aangetekend schrijven kenbaar maken bij de prefectuur. In hun schrijven dienden ze hun situatie uit te leggen, te specificeren welke verblijfstitel ze precies wilden aanvragen, en de nodige documenten bijvoegen. Na onderzoek van het dossier werd de illegaal uitgenodigd voor een interview, waarna de prefect een beslissing nam. Indien deze beslissing negatief was kon men nog steeds in beroep gaan bij het ministerie van binnenlandse zaken.

In december 1997 worden met een nipte meerderheid de zgn. Guigouwetten goedgekeurd. Hierin wordt voorzien in een « republikeinse identiteitskaart » voor iedere minderjarige in Frankrijk geboren uit ouders van vreemde afkomst. Verder wordt de wachttijd voor naturalisaties van gehuwden verminderd van 2 tot 1 jaar.

Nog in december 1997 worden de zgn. Chevènementwetten besproken in de Assemblée. Hierin wordt voorzien in verblijfsvergunningen van 1 jaar voor

- alle – 18 jarigen met familie in Frankrijk,
- iedereen die voor zijn 10de levensjaar in Frankrijk binnenkwam en er nog steeds verblijft,
- iedereen die minstens 15 jaar in Frankrijk verblijft,
- iedereen gehuwd met een Frans staatsburger,
- vreemde ouders met kinderen met de Franse nationaliteit,
- illegalen en asielzoekers die gehospitaliseerd zijn.

De Chevènementwetten heffen ook 3 beperkingen van de Pasquawetten op; nl. die beperkingen die bepalen dat ouders een inkomen dienden te hebben voor ze legaal hun kinderen konden laten overkomen; het wegwerken van de « housing-certification », en ouders dienen nu slechts 1 i.p.v. 2 jaar in Frankrijk te verblijven voor hun kinderen konden overkomen.

De resultaten van deze opeenvolgende campagnes zijn momenteel te bewonderen in de Parijse voorsteden.

Spanje

De vreemdelingenwet van 1 juli 1985 bood een eerste mogelijkheid tot regularisatie. Er waren slechts twee criteria waaraan men moest voldoen: aanwezigheid in Spanje voor 24 juli 1985 kunnen bewijzen; en een paspoort en bewijs van voldoende bestaansmiddelen kunnen voorleggen, ofwel een arbeidscontract of zelfstandigenkaart kunnen voorleggen. Er kwamen zo een 44.000 aanvragen binnen.

Tussen 15 juni en 15 december 1991 konden illegalen hun verblijf opnieuw regulariseren. Men moest de binnenkomst voor 15 mei 1991 kunnen bewijzen, een verblijfplaats hebben, en een job als werknemer of zelfstandige uitoefenen. Van de 128.000 aanvragen werden er uiteindelijk 110.000 geregulariseerd. Daarnaast werden in het kader van gezinshereniging nog eens 20.000 verblijfsvergunningen uitgereikt.

Le 23 avril 1996, on lance un nouveau programme de régularisation pour les étrangers qui résidaient en Espagne avant le 1^{er} janvier 1996. Environ 20.000 demandes sont introduites.

Alors que les statistiques de 1990 indiquaient que la moitié des étrangers établis légalement en Espagne étaient européens (à peine 17 % d'Africains), ce sont surtout des Africains (57 %), et plus particulièrement des Marocains qui ont fait appel à la campagne de régularisation.

Campagnes de régularisation portugaises

Entre 1945 et 1974, au moins deux millions d'immigrés sont arrivés au Portugal, sur une population totale de huit millions d'habitants. Environ 750.000 d'entre eux sont ensuite partis pour la France, où ils ont été enregistrés comme immigrés portugais.

En octobre 1992, le Portugal a lancé une campagne de régularisation des travailleurs illégaux. Entre le 13 octobre 1992 et le 13 février 1993, on pouvait s'inscrire si on pouvait prouver (via un passeport ou d'autres documents) qu'on séjournait au Portugal depuis le 15 avril 1992 au moins et si on pouvait présenter un contrat de travail. Cette condition ne s'appliquait pas à ceux qui pouvaient prouver qu'ils étaient déjà au Portugal avant juin 1986.

Afin d'atteindre le plus d'illégaux possible, il fut fait appel à toutes sortes d'organisations d'immigrés, aux paroisses et aux syndicats.

Sous leur pression le délai d'inscription fut prolongé au 5 mars 1993 et une déclaration du syndicat sur l'emploi de l'illégal pouvait remplacer le contrat de travail.

Environ 40.000 demandes furent introduites et un bon tiers d'entre elles furent régularisées.

Entre le 11 juin 1996 et le 12 décembre 1996, une nouvelle campagne de régularisation fut menée. Les illégaux des anciennes colonies (Angola, îles du Cap Vert, Guinée-Bissau, Mozambique, et Sao Tome e Principe) qui séjournèrent déjà au Portugal avant le 31 décembre 1995 et disposaient de moyens d'existence suffisants et les autres illégaux qui séjournèrent déjà au Portugal avant le 25 mars 1996 pouvaient s'inscrire.

Il fallait présenter trois documents : un document d'identité, une preuve de la date d'arrivée, et un contrat de travail ou une déclaration d'un syndicat ou d'une autre organisation reconnue.

Plus de 35.000 demandes furent introduites dont la majorité (23.400) par des habitants des PALOP (pays africains où le portugais est la langue officielle).

La nouvelle des régularisations s'est vite répandue à travers l'Europe, de sorte que de nombreux illégaux des pays voisins essayèrent encore de s'introduire illégalement au Portugal. Ce qui a eu pour conséquence que quelque 50.000 illégaux séjournèrent toujours dans le pays après la campagne de régularisation.

Irlande

En décembre 1997, le ministre irlandais de la Justice John O'Donoghue décidait de recourir à une procédure d'autorisation accélérée.

La Convention européenne de Dublin décidait que les demandes d'asile devaient être introduites dans le premier pays de l'UE où le « réfugié était arrivé ». Comme presque personne n'arrive en Irlande sans avoir transité d'abord par un autre pays de l'UE, environ 90 % des demandes d'asiles sont rejetées en Irlande. L'Irlande est dès lors un exemple éditant de la manière de bien faire.

Op 23 april 1996 gaat een nieuw regularisatieprogramma van start voor vreemdelingen die voor 1 januari 1996 in Spanje verbleven. Er komen ongeveer een 25.000 aanvragen binnen.

Terwijl de statistieken van 1990 aantoonde dat de helft van de legale vreemdelingen in Spanje Europeanen waren (amper 17 % Afrikanen), waren het vnl. de Afrikanen (57 %), en dan nog vnl. Marokkanen die beroep deden op de regularisatiecampagne.

Portugese regularisatiecampagnes

Tussen 1945 en 1974 kwamen in Portugal maar liefst twee miljoen immigranten binnen, op een totale bevolking van toen 8 miljoen. Van deze immigranten trokken er zo een 750.000 verder naar Frankrijk, waar ze werden geregistreerd als Portugese immigranten.

In oktober 1992 start in Portugal een campagne om de illegale arbeidskrachten te regulariseren. Tussen 13 oktober 1992 en 13 februari 1993 kon men zich inschrijven wanneer men kon bewijzen (via paspoort of andere documenten) dat men minstens vanaf 15 april 1992 in Portugal verbleef en een arbeidscontract kon voorleggen. Deze voorwaarde was niet van toepassing op diegenen die konden aantonen dat ze reeds voor juni 1986 Portugal binnenkwamen.

Om zoveel mogelijk illegalen te bereiken werd beroep gedaan op allerhande migrantenorganisaties, de parochies, en de vakbonden.

Onder hun druk wordt de inschrijvingstermijn verlengd tot 5 maart 1993; en kon een verklaring van de vakbond dat de illegaal tewerkgesteld is het arbeidscontract vervangen.

Er kwamen zo een 40.000 aanvragen binnen, waarvan goed een derde zou geregulariseerd zijn.

Tussen 11 juni 1996 en 12 december 1996 werd een nieuwe regularisatiecampagne gevoerd. Illegalen uit de vroegere kolonies (Angola, Kaapverdische eilanden, Guinée-Bissau, Mozambique en Sao Tome e Principe) die voor 31-12-1995 in Portugal verbleven, en over voldoende bestaansmiddelen beschikken; en andere illegalen die voor 25 maart 1996 in Portugal verbleven konden zich inschrijven.

Drie zaken dienden te worden voorgelegd: een identiteitsdocument, een bewijs van datum van aankomst, en een arbeidscontract of verklaring van een vakbond of andere erkende organisatie.

Er werden meer dan 35.000 aanvragen ingediend, waarvan het grootste deel (23.400) van inwoners van de PALOP (Afrikaanse landen waar het Portugees de officiële taal is).

Het nieuws van de regularisaties verspreidde zich snel doorheen Europa, zodat vele illegalen uit buurlanden alsnog trachtten illegaal Portugal binnen te dringen. Dit leidde er toe dat na de regularisatiecampagne er nog steeds een 50.000-tal illegalen in het land verbleven.

Ierland

In december 1997 besliste de Ierse justitieminister John O' Donoghue over te gaan tot een versnelde goedkeuringsprocedure.

De EU-conventie van Dublin besliste dat asielaanvragen dienden te gebeuren in het eerste EU-land waar de « vluchteling » toekomt. Daar praktisch niemand in Ierland toekomt zonder eerst door een ander EU-land te zijn gereisd; worden in Ierland ongeveer 90 % van de asielaanvragen verworpen. Ierland is dan ook een stichtend voorbeeld van hoe het wél kan.

N° 2 de MM. Erland PISON (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter in fine la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes a été condamnée pour infraction à la loi du 15 décembre 1980 relative aux étrangers. »

JUSTIFICATION

L'article 9, paragraphe 3 de la loi sur les étrangers stipule qu'un étranger qui séjourne en Belgique sans papiers ou a un statut de séjour précaire, peut, « lors de circonstances exceptionnelles », demander une régularisation de son séjour sur la base de l'article 9, paragraphe 3 de la loi du 15 décembre 1980.

À cet effet, le demandeur doit expliquer dans une lettre les raisons humanitaires pour lesquelles il demande à pouvoir séjourner légalement en Belgique. Ensuite, il doit aussi indiquer les circonstances exceptionnelles qui l'empêche de demander cette autorisation de séjour à l'étranger. En principe, une autorisation doit être demandée sur place auprès du poste diplomatique ou consulaire belge compétent.

L'étranger introduit sa demande de régularisation auprès du bourgmestre du lieu où il réside. Le bourgmestre lui donne un accusé de réception et envoie le dossier à l'Office des Étrangers. L'OE décide si le séjour peut faire l'objet d'une régularisation. Il n'est, à cet égard, pas tenu à un délai précis.

À l'automne 1999, les autorités belges ont décidé d'offrir à un grand nombre d'étrangers la possibilité de régulariser leur séjour en Belgique. Le parlement a voté une loi spéciale de régularisation. En principe, les étrangers qui étaient régularisés dans le cadre de cette campagne recevaient une autorisation de séjour d'une durée indéterminée. Au cours des trois dernières semaines de janvier 2000, 36.000 dossiers de demande ont été introduits.

Beaucoup d'étrangers qui avaient introduit une demande d'asile à l'automne 1999 ou juste avant n'ont pas pu bénéficier de la loi de régularisation car leur procédure d'asile était encore pendante.

Les campagnes de régularisation de ce genre sont légion en Europe. Elles introduisent ainsi, de manière régularisée, le cheval de Troie à l'intérieur des frontières. D'autres pays européens organisent aussi avec des « succès » divers ce genre de campagnes qui récompense l'illégalité.

Campagnes de régularisation aux Pays-Bas

À l'automne 1974, la Deuxième Chambre des Pays-Bas débattait de la présence de plusieurs milliers d'illégaux dans le pays. Dès mars 1975 la mesure de régularisation entrain en vigueur. Tous les étrangers arrivés aux Pays-Bas avant le 1^{er} novembre 1973 qui y résidaient normalement et qui y travaillaient régulièrement pouvaient introduire une demande de régularisation. Il fallait à l'arrivée dans le pays avoir entre 18 et 45 ans (pour les personnes qualifiées) ou entre 18 et 35 ans (personnes non qualifiées). Il fallait aussi en premier lieu disposer d'un logement adéquat.

Nr. 2 van de heren Erland PISON (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor overtreding van de vreemdelingenwet van 15 december 1980. »

VERANTWOORDING

Artikel 9, lid 3 van de vreemdelingenwet bepaalt dat een vreemdeling die zonder papieren in België verblijft of een precair verblijfsstatuut heeft, « in buitengewone omstandigheden » een regularisatie van zijn verblijf kan aanvragen op basis van artikel 9 lid 3 van de verblijfswet.

Hiervoor dient de aanvrager in een brief de humanitaire redenen uit te leggen waarom hij een legaal verblijf in België wil verkrijgen. Daarnaast moet hij ook aangeven wat de buitengewone omstandigheden zijn waardoor hij die verblijfsmachtiging niet in het buitenland kan aanvragen. In principe moet een machtiging daar worden aangevraagd bij de bevoegde Belgische diplomatieke of consulaire post.

De vreemdeling dient zijn aanvraag tot regularisatie in bij de burgemeester van de plaats waar hij verblijft. De burgemeester geeft een ontvangstbewijs en stuurt het dossier naar de Dienst Vreemdelingenzaken. De DVZ beslist of het verblijf geregulariseerd kan worden. Hij is daarbij niet gehouden aan een bepaalde termijn.

In de herfst van 1999 besliste de Belgische overheid een grote groep vreemdelingen de kans te bieden hun verblijf in België te regulariseren. Het parlement keurde een speciale regularisatiewet goed. In principe kregen de vreemdelingen die geregulariseerd werden in het raam van deze campagne, een verblijfsmachtiging van onbepaalde duur. Tijdens de laatste drie weken van januari 2000 werden 36.000 aanvraagdossiers ingediend.

Vele vreemdelingen die tijdens of net voor het najaar van 1999 een asielaanvraag hadden ingediend, hebben geen gebruik gemaakt van de regularisatiewet omdat hun asielpprocedure nog beoordeeld moest worden.

Dit soort van regularisatiecampagnes zijn legio in Europa, dat op die manier op een geregulariseerde manier het paard van Troje binnen de grenzen haalt. Ook andere Europese landen organiseerden met wisselend « succes » dit soort van campagnes waarbij de illegaliteit werd beloond.

Nederlandse regularisatiecampagnes

In het najaar van 1974 vergaderde de Nederlandse Tweede Kamer over de aanwezigheid van de vele duizenden illegalen in het land. Reeds in maart 1975 treedt de regularisatiemaatregel in werking. Alle vreemdelingen die voor 1 november 1973 in Nederland binnenkwamen en er gewoonlijk verbleven; en die regelmatig deelnamen aan het arbeidsproces zouden een aanvraag tot regularisatie kunnen indienen. Wel diende men bij aankomst in het land tussen de 18 en 45 jaar te zijn (voor geschoolden) of tussen de 18 en 35 jaar (ongeschoolden). Ook diende men in eerste instantie te beschikken over een passende woonruimte.

Sous la pression de diverses organisations de gauche, les critères furent rapidement adoucis. Ainsi, la date repère fut déplacée du 1^{er} novembre 1973 au 1^{er} novembre 1974. Et le paiement d'un salaire et de cotisations sociales ne fut plus retenu au nombre des critères, tout comme le fait de disposer d'un logement.

Au total, quelque 18.000 étrangers en séjour illégal introduisirent une demande et 15.000 d'entre eux furent finalement régularisés. (Quelques centaines de dossiers avaient été refusés dans un premier temps, mais par la suite, sous la pression des médias de gauche et de groupes de pression, ils furent quand même acceptés.) Beaucoup d'entre eux allaient encore faire venir femme et enfants au cours des années suivantes.

Les trois centrales syndicales néerlandaises NVV, NKV et CNV avaient adopté une position différente. Elles proposaient de faire une analyse coût-bénéfice et de limiter l'immigration. C'est surtout la régularisation rapide des illégaux qui leur posait des problèmes. Leur position était qu'après une campagne de régularisation, il y aurait en moins de rien de nouveaux illégaux, de sorte que le besoin d'une nouvelle campagne de régularisation se ferait rapidement sentir. En 1970, les centrales syndicales néerlandaises voyaient donc la régularisation des illégaux comme un problème sans issue.

La nouvelle de la campagne de régularisation provoqua un afflux massif de nouveaux demandeurs d'asile. Le nombre de jeunes turcs et marocains émigrant aux Pays-Bas était huit fois plus élevé en 1975 qu'au cours des années précédentes. Du reste, en 1974, 2,3 % de la population active aux Pays-Bas était issue de l'immigration. (Contre 5 % en France et même 7 % en Belgique.)

« Depuis 1970, déclarer que les Pays-Bas n'étaient pas et ne deviendraient pas un pays d'immigration faisait déjà partie des bonnes mœurs politiques. Mais dans la pratique, des plans conduisant à l'immigration étaient régulièrement élaborés et mis en oeuvre. La position selon laquelle les Pays-Bas n'étaient pas, ne deviendraient pas et ne devaient pas devenir un pays d'immigration était déjà vide de sens dès 1970 et pouvait au mieux être interprétée comme une formule incantatoire, mais aussi comme une tentative de jeter de la poudre aux yeux de la population néerlandaise. » (Pieter Lakeman. Binnen zonder kloppen, p.79)

En mai 1980, il y eut une nouvelle campagne de régularisation dont le critère principal pour les illégaux était d'avoir travaillé sans interruption auprès d'un seul employeur entre le 1^{er} janvier 1978 et le 31 octobre 1979 et d'avoir payé au cours de cette période l'impôt sur les salaires et la sécurité sociale. On a ainsi régularisé 1.800 illégaux supplémentaires. « L'arrêt du cabinet Van Agt signifiait qu'après le pardon de 1966, après les régularisations de Marocains et de Yougoslaves lors des conventions de recrutement et après les deux régularisations de 1975, c'était maintenant la sixième fois qu'un groupe d'illégaux ne respectant pas les dispositions légales obtenait un permis de séjour. » (op. cit. p. 94) « Les six régularisations furent autant de signaux à destination des étrangers que les intérêts des étrangers aux Pays-Bas pèsent plus lourd que le maintien du droit. »

Cette nouvelle campagne de régularisation arriva après un important changement social intervenu vers 1975 aux Pays-Bas. « Toute personne qui ne voulait pas favoriser aveuglément des illégaux manifestes (...) était considérée comme raciste. Même si le caractère intimidant était identique au maccarthysme original, il y avait toutefois d'importantes différences. Aux États Unis, c'étaient les intellectuels de gauche qui avaient des opinions nuancées sur les développements de la société et le communisme qui en furent les victimes; tandis qu'aux Pays-Bas, c'étaient justement les intellectuels de gauche qui étaient les forces motrices de ce terrorisme. » (op. cit. p. 93)

Outre ces campagnes de régularisation, les Pays-Bas connaissent encore trois types de régularisation semi-permanentes.

Tout d'abord, les demandeurs d'asile prétendent tolérés avec une autorisation provisoire reçoivent un permis de séjour permanent après trois ans. S'ils trouvent un travail, ils reçoivent aussi après deux ans une autorisation d'établissement.

Onder druk van allerhande linkse organisaties worden de criteria echter al gauw verzacht. Zo verschuift de peildatum naar 1 november 1974 (i.p.v. 1 november 1973). En ook het betaald hebben van loonbelasting en sociale premies vervalt als criterium, evenals de beschikking hebben over een woonruimte.

In totaal dienden zo een 18.000 illegale vreemdelingen een aanvraag in; waarvan er uiteindelijk 15.000 werden geregulariseerd. (Een paar honderd aanvragen werden eerste geweigerd, maar later onder druk van de linkse media en drukkingsgroepen toch nog goedgekeurd.) Velen hiervan zouden in de jaren hieropvolgend ook vrouw en kinderen laten overkomen.

Een apart standpunt werd ingenomen door de drie landelijke vakcentrales NVV, NKV en CNV. Zij stelden voor een kosten-batenanalyse te maken en de immigratie te beperken. Ze hadden voornamelijk problemen met de vlotte regularisering van de illegalen. Hun standpunt was dat er na een regularisatiecampagne binnen de kortste keer weer nieuwe illegalen zijn, zodat men binnen de kortste keren weer een nieuwe aanandrang tot regularisatie gaat voelen. De regularisering van illegalen werd door de Nederlandse vakcentrales anno 1970 dus reeds gezien als een straatje zonder einde.

Het nieuws van de regularisatiecampagne zorgde voor een enorme toeloop van nieuwe asielzoekers. Het aantal naar Nederland emigrerende jonge Turken en Marokkanen was in 1975 twee respectievelijk acht keer zo groot als in de voorafgaande jaren. In 1974 was trouwens 2,3 % van de Nederlandse beroepsbevolking gastarbeider. (Ter vergelijking: in Frankrijk was dit 5 %, in België zelfs 7 %.)

« Sinds 1970 behoorde het al tot de goede politieke zeden om expliciet te stellen dat Nederland geen immigratieland was, of zou worden. In feite werden echter regelmatig plannen uitgewerkt en uitgevoerd die tot immigratie zouden leiden. De stelling dat Nederland geen immigratieland was, zou worden, of moest worden, had al sinds 1970 geen inhoudelijke betekenis en kon op zijn gunstigst als een bezweringsformule worden geïnterpreteerd, maar evengoed als een poging de Nederlandse bevolking zand in de ogen te strooien. » (Pieter Lakeman. Binnen zonder kloppen, blz. 79)

In mei 1980 komt er een nieuwe regularisatiecampagne; waarbij de voornaamste criteria zijn dat de illegaal van 1 januari 1978 tot 31 oktober 1979 onafgebroken bij één werknemer in dienst was; en dat gedurende die periode loonbelasting en sociale verzekering werd betaald. Op deze manier worden nog eens 1.800 illegalen geregulariseerd. « Het besluit van het kabinet – Van Agt betekende dat, na het pardon van 1966, na de regularisaties van Marokkanen en Joegoslaven bij de wervingsverdragen en na de beide regularisaties in 1975, nu voor een zesde keer een groep illegalen in strijd met de wettelijke bepalingen een verblijfsvergunning had gekregen. » (Cit. o.c. blz. 94). « De zes regularisaties waren evenzoveel signalen aan vreemdelingen dat de belangen van vreemdelingen in Nederland zwaarder wegen dan handhaving van het recht. »

Deze nieuwe campagne kwam er nadat zich rond 1975 in Nederland een belangrijke maatschappelijke verandering had voorgedaan. « Iedereen die niet blindelings zichtbare illegalen wilde bevoordelen (...) werd voor racist uitgemaakt. Hoewel het intimiderende karakter identiek was aan het oorspronkelijke McCarthyisme, waren er ook belangrijke verschillen. In de VS waren linkse intellectuelen die genuanceerd over maatschappelijke ontwikkelingen en het communisme dachten slachtoffer, terwijl bij de Nederlandse campagne linkse intellectuelen juist de drijvende krachten achter deze terreurbeweging waren. » (cit. o.c. blz. 93)

Naast deze regularisatiecampagnes bestaan er in Nederland ook nog drie soorten semi-permanente regularisaties.

Ten eerste kunnen zgn. gedoogde asielzoekers met een tijdelijke vergunning na drie jaar een permanente verblijfsvergunning krijgen. Indien ze werk vinden krijgen ze na twee jaar ook een vestigingsvergunning.

Ensuite, il y a la règle des trois ans qui accorde également sous certaines conditions, un permis de séjour aux étrangers qui restent plus de trois ans dans l'incertitude en ce qui concerne leur demande d'asile.

Enfin, il y a la règle des six ans pour les travailleurs étrangers qui ont travaillé pendant six ans auprès d'employeurs néerlandais, qui ont payé les cotisations et l'impôt sur les salaires et qui se sont intégrés dans une certaine mesure.

« Au cours du quart de siècle qui s'est écoulé depuis 1973, le nombre de Turcs séjournant aux Pays-Bas a augmenté de 53.500 à 280.000. Au cours de cette période, le nombre de Marocains est passé de 29.600 à 234.000, soit huit fois plus. Depuis 1990, les Pays-Bas admettent en moyenne 6.000 Marocains et 8.000 Turcs par an. Le nombre de Turc et de Marocains qui travaillent augmente beaucoup plus lentement. » (Pieter Lakeman. Binnen zonder kloppen, pp.128-129)

« Il faut constater que depuis 1983 les Pays-Bas entretiennent pratiquement toute la communauté turque et du Rif présente sur leur territoire sans contrepartie notable. » (op. cit. p.130)

« Il ressort d'un rapport que, au cours de la période 1983-1993, 20 % des demandeurs d'asile avaient des papiers d'identité, de voyage et de franchissement de frontière en ordre, principalement les demandeurs d'asile en provenance du Suriname et d'Europe de l'Est. Les demandeurs d'asile en provenance du Moyen-Orient vivaient souvent avec des faux papiers ou sans visa valable. Les demandeurs d'asile africains arrivaient pratiquement tous sans papiers. Il s'est avéré qu'un tiers des demandeurs d'asile avaient jeté à un moment ou l'autre leurs papiers de voyage et d'identité sur le conseil d'un agent de voyage ou d'autres personnes. C'était surtout le cas des demandeurs d'asile en provenance d'Asie et d'Afrique. » (op. cit. p.140)

Italie : Clandestini

Depuis de nombreuses années déjà, l'Italie est un pays de passage vers l'ouest et le nord, riches, de l'Europe. Les agissements des mafias d'Italie et d'Europe de l'Est permettent à de nombreux illégaux d'entrer en Europe par le sud de l'Italie. D'après les chiffres officiels, il y avait environ 990.000 Extracomunitari légaux (réfugiés hors UE) et quelque 250.000 Extracomunitari illégaux en août 1998.

En vertu des accords de Schengen, les réfugiés pouvaient rester 30 jours dans le pays, période au cours de laquelle les autorités devaient découvrir leur identité. À cet effet, on a notamment conclu un accord de coopération avec le Maroc par lequel les autorités marocaines s'engagent à collaborer aux identifications. Mais d'autres pays nord-africains ont refusé de signer un tel accord de coopération. Lorsqu'ils ne peuvent être identifiés dans les 30 jours, les réfugiés peuvent quitter le camp d'accueil sous réserve de quitter immédiatement le sol italien. Une majorité écrasante se rend alors en Allemagne, en France, en Belgique,... Celui qui reçoit un ordre d'expulsion doit quitter le pays dans les 15 jours. En juin 1998, 20.262 personnes séjournait en Italie avec un ordre d'expulsion en poche.

En 1987, on a lancé une première campagne de régularisation. Les étrangers qui pouvaient démontrer qu'ils séjournait en Italie avant le 27 janvier 1987, travaillaient ou étaient inscrits auprès d'un bureau de chômage, étaient susceptibles d'être régularisés. Les candidats devaient se présenter auprès des autorités provinciales de sécurité publique, où leurs déclarations concernant leur séjour et leur emploi étaient vérifiées. En cas de refus de régularisation, un recours était prévu devant les tribunaux administratifs.

En mars 1988, la loi est fortement assouplie : le travail à domicile et à temps partiel entre également en ligne compte. La période de régularisation est également prolongée au 30 septembre 1988. Au total, quelque 118.000 personnes ont pu régulariser leur séjour (90 % de travailleurs et 10 % d'indépendants).

Ten tweede is er de driejarenregeling waarbij vreemdelingen die meer dan drie jaar in onzekerheid verkeren omtrent hun asielaanvraag onder bepaalde voorwaarden eveneens een verblijfsvergunning krijgen.

Ten slotte is er de zesjarenregeling voor buitenlandse werknemers die in Nederland zes jaar hebben gewerkt bij werkgevers die premies en loonbelasting hebben betaald, en die in enige mate zijn geïntegreerd.

« In de kwart eeuw die sinds eind 1973 is verstreken, is het aantal in Nederland verblijvende Turken van 53.500 naar 280.000 gestegen. Het aantal Marokkanen steeg in deze periode van 29.600 tot 234.000, een verachtvoudiging. Sinds 1990 laat Nederland jaarlijks gemiddeld 6.000 Marokkanen en 8.000 Turken toe. Het aantal werkende Turken en Marokkanen stijgt veel langzamer. » (Cit. Pieter Lakeman. Binnen zonder kloppen., pag. 128-129)

« Geconstateerd moet worden dat Nederland sinds 1983 bijna de gehele in Nederland aanwezige Turkse en Rifijnse gemeenschap onderhoudt, zonder noemenswaardige tegenprestatie. » (Cit o.c. pag. 130)

« Blijkens een rapport had in de periode 1983-1993 twintig procent van de asielzoekers geldige identiteits-, reis- en grensoverschrijdingspapieren, vooral asielzoekers uit Suriname en Oost-Europa. Asielzoekers uit het Midden-Oosten kwamen veelal met valse papieren of zonder geldig visum. Afrikaanse asielzoekers kwamen vrijwel allen zonder papieren. Een derde deel van de asielzoekers bleek op advies van een reisagent of anderen de reis- en identiteitspapieren op enig moment te hebben weggegooid. Vooral asielzoekers uit Azië en Afrika waren daar actief in.» (Cit o.c. pag. 140)

Italië : Clandestini

Italië is voor vele reeds jaren een doorgangsland naar het rijke noorden en westen van Europa. Door toedoen van Italiaanse en Oosteuropese maffiagroepen zetten vele illegalen voor het eerst voet op westerse bodem in het zuiden van Italië. Volgens officiële cijfers waren er in augustus 1998 zo een 990.000 legale Extracomunitari (vluchtelingen van buiten de EU) in Italië, en ongeveer een 250.000 illegale Extracomunitari.

Volgens de Schengenakkoorden konden vluchtelingen 30 dagen in het land blijven; waarbij in deze periode de overheid hun identiteit diende te achterhalen. Hiertoe werd ondermeer een samenwerkingsakkoord met Marokko opgezet, waarbij de Marokkaanse overheid zou meewerken aan de identificaties. Andere Noord-Afrikaanse landen weigerden zulk een samenwerkingsakkoord echter af te sluiten. Wanneer de identificatie binnen de 30 dagen niet lukt worden de vluchtelingen uit het opvangkamp gelost op voorwaarde dat ze onmiddellijk Italië zouden verlaten. Het overgrote deel hiervan trekt verder naar Duitsland, Frankrijk, België,... . Wie een uitwijzingsbevel krijgt dient het land binnen de 15 dagen te verlaten. In juni 1998 verbleven er in Italië 20.262 personen met zo een uitwijzingsbevel op zak.

In 1987 wordt met een eerste regularisatiecampagne gestart. Vreemdelingen die konden bewijzen dat ze voor 27 januari 1987 in Italië verbleven, werk hadden of ingeschreven waren bij een werkloosheidsbureau, kwamen voor regularisatie in aanmerking. De kandidaten dienden zich te melden bij de Provinciale Overheid van Openbare Veiligheid, waar hun verklaringen m.b.t. verblijf en tewerkstelling werden geverifieerd. Tegen de weigering van regularisatie was nog beroep voorzien bij de administratieve rechtbanken.

In maart 1988 wordt de wet danig versoepeld, en komt ook thuiswerk en deeltijds werk in aanmerking. Eveneens werd de periode voor regularisering verlengd tot 30 september 1988. In totaal konden zo een 118.000 personen hun verblijf regulariseren (waarvan 90 % werknemers en 10 % zelfstandigen).

La loi Martinelli de février 1990 prévoit une nouvelle vague de régularisations. Celui qui demandait une autorisation de séjour dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur de la loi et pouvait y joindre un document d'identité ainsi que la preuve qu'il se trouvait en Italie avant le 31 décembre 1989, entrait en ligne de compte. Les motifs que l'on pouvait invoquer pour obtenir une telle autorisation étaient d'avoir un emploi (ou d'être inscrit auprès d'un bureau de chômage!), de travailler comme indépendant ou d'être étudiant. Afin d'assurer le succès de la campagne, il avait été décidé que les employeurs qui, dans les deux mois suivant l'entrée en vigueur de la loi, déclaraient avoir employé quelqu'un illégalement et voulaient régulariser la situation, n'étaient plus punissables. Ils ne devaient plus non plus payer les cotisations sociales pour cette période d'illégalité.

Plus de 234.800 étrangers ont ainsi pu régulariser leur séjour.

La loi Dini de novembre 1995 édictait des règles plus sévères concernant l'entrée des étrangers mais contenait aussi une nouvelle mesure de régularisation. Les illégaux qui avaient un contrat de travail d'au moins six mois pouvaient recevoir un permis de séjour permanent. Les étrangers sans emploi qui s'inscrivaient auprès d'un bureau de chômage obtenaient un permis provisoire de six mois. Si, dans ce délai, ils trouvaient un emploi, ils recevaient alors un permis de séjour permanent. Les illégaux qui régularisaient aux conditions du regroupement familial pouvaient aussi introduire une demande. Fin mars 1996, la campagne fut prolongée, permettant aux illégaux arrivés avant le 31 mars 1996 de s'inscrire. Finalement, plus de 248.500 personnes s'inscrivirent et 220.000 d'entre elles furent régularisées.

Début 1998, les autorités italiennes lancèrent leur dernière campagne de régularisation d'illégaux pouvant prouver qu'ils séjournaient déjà depuis plus de cinq ans dans le pays. L'objectif du gouvernement italien est de régulariser quelque 38.000 illégaux. Parmi les illégaux ce fut une véritable ruée et on vit apparaître un véritable marché noir de papiers (Frankfurter Allgemeine 7 novembre 1998). Vu son succès, l'opération a dû être prolongée jusqu'au 10 octobre 1998. Au total, quelque 200.000 demandes ont été introduites.

En 12 ans à peine, l'Italie a régularisé plus de 770.000 illégaux.

France : Sans-papiers

En 1973, le gouvernement français mena une action de pardon général à l'égard de tous les illégaux qui séjournaient à ce moment en France. (La Belgique allait d'ailleurs suivre cet exemple en légalisant 14.000 étrangers en août 1974.). Tout le monde pouvait obtenir inconditionnellement un permis de séjour et un permis de travail mais, après cette mesure, le pays serait définitivement fermé aux illégaux. Mais c'était sans tenir compte des socialistes. Tant en 1973, qu'en 1974, 1976 et 1979, il y eut des régularisations générales. Entre 1960 et 1973 il y avait d'ailleurs en France un système de régularisation permanent. Celui qui entrait illégalement sur le territoire à cette époque et trouvait du travail avait la possibilité de régulariser sa situation de séjour et de travail.

1981 : le gouvernement socialiste de Pierre Mauroy décide d'accorder une amnistie aux sans-papiers et un permis de séjour et de travail de dix ans à tous les immigrés.

Tous ceux qui séjournaient en France avant le 1^{er} janvier 1981 reçoivent aussi un permis de séjour de trois mois au cours desquels ils peuvent demander une « régularisation exceptionnelle ». Ici aussi, à l'instar de l'Italie, les employeurs qui employaient des illégaux se voient accorder une « amnistie » et ne doivent pas payer les arriérés de taxes.

Au cours de cette période d'amnistie qui se termina en 1983, il y a eu au moins 145.000 demandes dont quelque 130.000 ont été approuvées.

De wet Martinelli van februari 1990 zorgt voor een nieuwe regularisatiegolf. Wie binnen de zes maanden na het inwerkingtreden van de wet een machtiging tot verblijf aanvraagde, en hierbij een identiteitsdocument kon voorleggen, en kon bewijzen dat hij zich voor 31 december 1989 in Italië bevond, kwam in aanmerking. De redenen die men kon invoeren om zulke machtiging te bekomen waren tewerkstelling (of inschrijving in een werkloosheidsbureau!), zelfstandig werk of studieredenen. Om van de campagne een succes te maken werd beslist dat werkgevers die binnen de twee maanden na het inwerkingtreden van de wet aangifte deden van het feit dat ze iemand onwettig hadden tewerkgesteld, en deze toestand wensten te regulariseren, niet meer strafbaar waren. Ook dienden ze de sociale bijdragen voor die onwettige periode niet meer te betalen.

Iets meer dan 234.800 vreemdelingen konden op deze manier hun verblijf regulariseren.

De wet Dini van november 1995 vaardigde striktere regels uit m.b.t. de binnenkomst van vreemdelingen, maar bevatte ook een nieuwe regularisatiemaatregel. Illegalen met een arbeidscontract voor minstens zes maanden konden een permanente verblijfsvergunning krijgen. Werkloze vreemdelingen die zich inschreven in het werkloosheidsbureau kregen een voorlopige vergunning voor zes maanden. Konden zij in die tijd werk vinden volgde eveneens een permanente verblijfsvergunning. Ook illegalen die voldeden aan de voorwaarden voor gezinshereniging konden eveneens een aanvraag indienen. Einde maart 1996 werd de campagne verlengd, waarbij illegalen die voor 31 maart 1996 binnenkwamen zich konden inschrijven. Uiteindelijk schreven meer dan 248.500 personen zich in, waarvan er 220.000 werden geregulariseerd.

Begin 1998 begon de Italiaanse overheid met de meest recente regulariseringscampagne van illegalen die kunnen aantonen dat ze reeds meer dan 5 jaar in het land verblijven. Het doel van de Italiaanse regering is om zo 38.000 illegalen te regulariseren. Bij de illegalen begint er een ware stormloop, en wordt een ware zwarte handel in papieren opgezet (Frankfurter Allgemeine 7 november 1998). Door het enorm succes van de operatie diende de periode verlengd te worden tot 10 oktober 1998. In totaal komen er zo een 200.000 aanvragen binnen.

Op amper 12 jaar tijd werden in Italië meer dan 770.000 illegalen geregulariseerd.

Frankrijk : Sans-papiers

In 1973 voerde de Franse regering een algemeen of generaal pardon door voor alle illegalen die op dat moment in Frankrijk verbleven. (België zou dit voorbeeld trouwens volgen in augustus 1974, waarbij 14.000 vreemdelingen werden gelegaliseerd.) Iedereen kon onvoorwaardelijk een verblijfs- en arbeidsvergunning krijgen; maar na deze maatregel zou het land definitief op slot gedaan worden voor illegalen. Maar dat was zonder de socialisten gerekend. Zowel in 1973, 1974, 1976, en 1979 kwamen er algemene regularisaties. Tussen 1960 en 1973 was het trouwens zo dat er in Frankrijk een systeem van permanente regularisering bestond. Wie in die periode illegaal in het land binnenkwam en er werk vond kreeg de mogelijkheid zijn arbeids- en verblijfsituatie te regulariseren.

1981 : de socialistische regering Pierre Mauroy besluit amnestie te verlenen aan de sans-papiers, en een tienjarige verblijfs- en werkvergunning aan alle immigranten te verlenen.

Iedereen die voor 1 januari 1981 in Frankrijk verbleef kreeg eveneens een verblijfsvergunning van drie maanden, in welke periode ze de kans hadden om een « regularisation exceptionnelle » aan te vragen. Ook hier, zoals in Italië, kregen de werkgevers die illegalen tewerkstelden « amnestie », en dienden ze de achterstallige taxes niet te betalen.

In deze amnestieperiode, die afliep in 1983, kwamen maar liefst 145.000 aanvragen binnen; waarvan er een 130.000 werden goedgekeurd.

La France est donc restée un pays d'asile ouvert sans le moindre quota. La France a bien été contrainte de mieux surveiller ses frontières vu que de nombreux illégaux rejoignaient la France depuis les pays limitrophes dans l'espoir de pouvoir aussi être régularisés.

On peut diviser le groupe des sans-papiers en deux sous-groupes. D'une part, ceux qui n'ont pas introduit de demande d'asile et qui ne souhaitent pas le faire; d'autre part, ceux dont la demande d'asile a déjà été rejetée et qui doivent quitter le territoire. En ce qui concerne cette dernière catégorie, un rapport de l'Assemblée Nationale estimait en 1998 qu'ils étaient quelque 200.000 à séjourner en France.

La majorité de ces illégaux est connue des autorités, puisqu'ils ont des comptes ou sont inscrits pour bénéficier de l'assistance médicale gratuite.

En 1991, on assiste à une nouvelle campagne de régularisation qui vise principalement la régularisation des demandeurs d'asile ayant épuisé toutes les procédures. En raison de la lenteur de fonctionnement de l'OFPRA (Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides), de nombreux demandeurs d'asile, attendaient une réponse définitive depuis des années et s'étaient déjà établis en France.

Pour être pris en compte, les illégaux devaient satisfaire aux conditions suivantes : pouvoir prouver qu'ils étaient arrivés avant le 1^{er} janvier 1989; avoir entamé la procédure depuis 2 à 3 ans; pouvoir prouver qu'ils exercent légalement une activité professionnelle depuis au moins 2 ans. Ici encore, sous la pression de diverses organisations de gauche, une circulaire paraît (3-12-1991) qui signale la possibilité d'une application plus libérale des critères établis, et ce pour raisons humanitaires.

Un peu plus de 60.000 dossiers furent introduits pour déboucher finalement sur quelque 25.000 régularisations.

En 1994, le gouvernement Balladur a proposé les lois Pasqua interdisant toute régularisation de sans-papiers; y compris par le mariage. Les maires avaient la possibilité d'empêcher un mariage s'ils soupçonnaient qu'il s'agissait d'un mariage blanc. D'autres durcissements étaient encore prévus; notamment en ce qui concerne le refus de réadmission pendant un an pour ceux qui avaient été expulsés du pays. Mais ces deux mesures ont été déclarées inconstitutionnelles par le Conseil constitutionnel français.

Le durcissement général des lois d'asile ont fortement fait chuté le nombre de demandeurs d'asile (de 135.000 en 1992 à 68.000 en 1995). Mais ces chiffres donnent une image fautive car maintenant de nombreux étrangers entrent illégalement en France et plongent immédiatement dans la clandestinité. Le nombre de ceux qu'on appelle les « sans-papiers » est passé de 8.700 en 1993 à 10.100 en 1995 et même à plus de 12.000 en 1996.

Au cours de l'été 1996, un certain nombre d'illégaux (principalement des Maliens) – tant des sans-papiers que des réfugiés à qui l'asile avait été refusé – ont commencé à occuper les églises partout en France. Ils exigeaient la régularisation de tous les illégaux en France.

Les autorités ont réagi début 1997 avec les lois Debré qui établissaient les catégories d'illégaux qui pouvaient recevoir un permis de séjour d'un an :

- L'époux (épouse) d'un citoyen français qui ne vit pas en situation de polygamie, est marié depuis un an déjà et cohabite depuis un an déjà.
- L'époux (épouse) d'un étranger disposant d'une carte de séjour, qui ne vit pas en situation de polygamie, est marié et cohabite depuis un an déjà et qui vit en France depuis au moins cinq ans ou qui a au moins un enfant à charge.
- L'époux (épouse) d'un réfugié reconnu qui ne vit pas en situation de polygamie, est marié et cohabite depuis un an déjà.

Frankrijk bleef dus een open asieland zonder enige quota. Wel werd Frankrijk verplicht de grenzen beter te bewaken, vermits vele illegalen uit buurlanden naar Frankrijk trokken in de hoop ook voor regularisatie in aanmerking te kunnen komen.

De groep sans-papiers kan men opsplitsen in twee deelgroepen. Enerzijds zij die geen asiel hebben aangevraagd en dit ook niet wensen te doen; en anderzijds zij wiens asielaanvraag reeds werd geweigerd en het grondgebied dienen te verlaten. Van deze laatste categorie zouden er volgens een verslag van de Assemblée Nationale in 1998 zo een 200.000 in Frankrijk verblijven.

De meeste van deze illegalen zijn bij de overheid gekend, daar ze rekeningen hebben of zijn ingeschreven voor gratis medische bijstand.

In 1991 komt er een nieuwe campagne waarbij vooral gemikt wordt op de regularisatie van uitgeprocedeerde asielzoekers. De trage werking van het OFPRA (Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides) had er voor gezorgd dat veel asielzoekers reeds jaren op een definitief antwoord wachtten, en zich reeds in Frankrijk hadden gevestigd.

Om in aanmerking te komen diende de illegaal aan volgende voorwaarden te voldoen: binnenkomst bewijzen voor 1 januari 1989; minstens 2 à 3 jaar in de procedure gezeten hebben, een wettelijke professionele activiteit van minstens 2 jaar kunnen bewijzen. Ook hier komt onder druk van allerhande linkse organisaties een circulaire (3-12-1991) waar men wijst op de mogelijkheid tot een meer « liberale » toepassing van de gestelde criteria, en dit om humanitaire redenen.

Er werden iets meer dan 60.000 dossiers ingediend, waarvan er uiteindelijk een 25.000 werden geregulariseerd.

Onder de regering Balladur worden in 1994 de zogenaamde Pasquawetten voorgesteld. De wetten verbieden de regularisaties van papierlozen; ook bij een huwelijk. Burgemeesters worden in de mogelijkheid gesteld om een huwelijk te verbieden wanneer er een vermoeden van geregeld huwelijk (mariage blanc) bestaat. Tevens worden er nog andere verstrengingen in voorzien; o.m. dat wie het land wordt uitgezet gedurende één jaar nieuwe toegang wordt ontzegd. Deze twee maatregelen worden door het Franse Conseil Constitutionnel echter onwettig verklaard.

De algemene verstrenging van de asielwetten zorgt er wel voor dat het aantal asielzoekers sterk daalt (van 135.000 in 1992 tot 68.000 in 1995). Maar, deze cijfers geven een vals beeld, daar nu vele vreemdelingen als illegaal het land binnenkomen en onmiddellijk onderduiken. Het aantal zgn. sans-papiers stijgt van 8.700 in 1993 tot 10.100 in 1995 en zelfs meer dan 12.000 in 1996.

In de zomer van 1996 beginnen een aantal illegalen (vnl. uit Mali) – zowel papierlozen als vluchtelingen wiens asiel geweigerd werd – met kerkbezettingen in het hele Franse land. Zij eisen regularisering voor alle illegalen in Frankrijk.

De overheid reageert begin 1997 met de zgn. Debré-wetten. Hierin werd bepaald dat volgende categorieën van illegalen een verblijfsvergunning voor 1 jaar konden krijgen :

- De echtgeno(o)t(e) van een Frans burger die niet in polygamie leeft, reeds 1 jaar gehuwd is, en reeds 1 jaar samenwoont.
- De echtgeno(o)t(e) van een vreemdeling met verblijfskaart, niet in polygamie levend, minstens 1 jaar gehuwd en samenwonend; en die reeds 5 jaar in Frankrijk verblijft of minstens 1 kind ten laste heeft.
- De echtgeno(o)t(e) van een erkend vluchteling die niet in polygamie leeft, minstens 1 jaar gehuwd en samenwonend.

- Les familles qui ont un revenu régulier, séjournent en France depuis plusieurs années (min. 3 ans), qui ont un domicile, sont en ordre d'impôts et dont les enfants sont scolarisés.
- Les parents qui ont un enfant de moins de 16 ans à leur charge et qui séjournent en France depuis 5 ans.
- Les jeunes de 16 à 19 ans, entrés en France hors regroupement familial, dont les parents séjournent légalement en France ou sont susceptibles d'être régularisés, et qui ont été scolarisés en France pendant 5 ans.
- Les mineurs de moins de 16 ans, arrivés en France hors regroupement familial, qui peuvent bénéficier sur place d'un regroupement familial.
- Les ascendants dépendant de leurs (petits-) enfants qui vivent légalement en France, et dont les enfants disposent de revenus réguliers et sont en ordre d'impôts.
- Les personnes isolées qui séjournent en France depuis 7 ans ou peuvent prouver une période de séjour légal.
- Les étrangers souffrant de maladies graves.
- Les étrangers qui n'ont pas obtenu le statut de réfugié mais qui peuvent prouver qu'ils courent des risques réels s'ils retournent dans leur pays d'origine.

L'article 7 précise également qu'une demande d'asile introduite après un refus est considérée comme frauduleuse et conduit à une expulsion immédiate.

L'Assemblée nationale ajoute encore que les citoyens français doivent avertir les autorités lorsqu'ils hébergent un citoyen hors UE. Les maires pouvaient ainsi vérifier que ces étrangers avaient bien quitté le territoire après expiration de leur visa.

Le Parlement européen a même jugé nécessaire de prendre position contre ces lois et compare les lois Debré à la dénonciation des Juifs pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Le Conseil d'État français a aussi signalé le caractère anticonstitutionnel de la loi, ce qui a entraîné une modification importante avant son adoption par l'Assemblée. Ce sont les étrangers eux-mêmes qui doivent avertir les autorités de l'endroit où ils se trouvent.

Les lois Debré visaient quatre grands objectifs :

Rendre plus efficace le dispositif d'éloignement des étrangers en situation irrégulière. L'autorisation de la rétention judiciaire d'étrangers démunis de documents transfrontière et des étrangers s'étant soustraits à une mesure d'éloignement.

L'octroi d'un permis de séjour de courte durée aux personnes dont l'expulsion est juridiquement impossible (famille en France, ancienneté du séjour). Le renforcement des contrôles aux frontières contre l'immigration clandestine par la route. Une extension des contrôles d'identité pour lutter contre le travail clandestin.

Le 24 juin 1997, les autorités ont élaboré une circulaire pour étudier les possibilités de régularisation des sans-papiers (carte de séjour de 5 ou 10 ans). Quiconque pouvait prouver qu'il séjournait depuis 5 ans au moins en France (via un passeport, un compte bancaire, un certificat de l'employeur...) entraînait ligne de compte. À la clôture de la période de régularisation (le 1^{er} novembre 1997) 150.000 demandes avaient déjà été introduites. Environ 130.000 illégaux ont ainsi obtenu un permis de séjour temporaire. Dans la politique française on a retenu l'été 1997 comme « l'été des régularisations ».

- Families met een regulier inkomen, reeds meerdere jaren in Frankrijk verblijvend (min. 3 jaar), die beschikken over een domicilie, in orde zijn met de belastingen, en waarvan de kinderen gescolariseerd zijn.
- Ouders met minstens 1 kind jonger dan 16 ter hunner laste, die reeds 5 jaar in Frankrijk verblijven.
- Jongeren tussen 16 en 19 jaar, buiten de gezinshereniging in Frankrijk binnengekomen, waarvan ouders legaal in het land verblijven of in aanmerking komen voor regularisatie, en die reeds 5 jaar in Frankrijk hebben school gelopen.
- Minderjarigen onder de 16, buiten de gezinshereniging in Frankrijk gekomen, die ter plaatse van gezinshereniging kunnen genieten.
- Ascendenten die van hun legaal in Frankrijk wonende (klein)kinderen afhankelijk zijn, en waarvan de kinderen reguliere inkomsten hebben en aan de belastingplichten voldoen.
- Alleenstaanden die reeds 7 jaar in Frankrijk verblijven of een periode van legaal verblijf kunnen aantonen.
- Ernstig zieke vreemdelingen
- Vreemdelingen die het statuut van vluchteling niet kregen maar kunnen aantonen dat ze bij terugkeer naar hun vaderland reële risico's lopen.

In artikel 7 wordt verder bepaald dat de vraag tot asiel van wie reeds asiel werd geweigerd wordt beschouwd als frauduleuse aanvraag en leidt tot onmiddellijke uitwijzing.

De Assemblée Nationale laat hier nog aan toevoegen dat de Franse burgers de overheid dienen in te lichten wanneer ze in hun woning een niet EU-burger ontvangen. De lokale burgemeesters konden zo nagaan of deze vreemdelingen na het vervallen van hun visum effectief het land hadden verlaten.

Het Europese Parlement vindt het zelfs nodig hiertegen stelling in te nemen, en vergelijkt de Debréwetten met de verklikking van Joden in WO II.

Ook de Franse Conseil d'Etat wijst op het onconstitutionele van de wet; waardoor de Assemblée voor de goedkeuring een belangrijke wijziging doorvoert. Het zijn de vreemdelingen zelf die hun whereabouts aan de overheid dienen te melden.

De Debréwetten hadden vier grote doelstellingen voor ogen :

To render procedure van niet-reguliere legale vreemdelingen. Het laat gerechtelijke opsluiting toe van vreemdelingen zonder grensoverschrijdingspapieren, en van vreemdelingen die een deportatiebevel hebben mislopen.

Het toekennen van een kortetermijns verblijfsvergunning voor zij die niet legaal kunnen worden gedeporteerd (familie in Frankrijk, lange aanwezigheidsduur). Strengere grensgebiedcontroles tegen clandestiene immigratie via de weg. Uitgebreidere identiteitscontroles tegen clandestiene arbeid.

Op 24 juni 1997 komt er vanwege de overheid een circulaire om te onderzoeken of de sans-papiers kunnen worden geregulariseerd (« carte de séjour » van 5 of 10 jaar). Wie een verblijf in Frankrijk van minstens 5 jaar kon aantonen (via paspoort, bankrekening, werkgeverscertificaat,...) kwam in aanmerking. Op de einddatum van de regulariseringsperiode (1 november 1997) waren reeds 150.000 aanvragen binnengekomen. Ongeveer 130.000 illegalen kregen zo een tijdelijke verblijfsvergunning. In de Franse politiek staat de zomer van 1997 dan ook bekend als « The Summer of Regularisations ».

Dans sa campagne en vue des élections de 1997, Lionel Jospin a promis de retirer les lois Pasqua et Debré. Après son élection, il a dès lors donné immédiatement l'ordre de revoir 40.000 dossiers d'illégaux. Il s'agissait principalement d'illégaux pour lesquels le regroupement familial ne s'appliquait pas. Les illégaux qui pensaient satisfaire aux critères posés pouvaient se faire connaître par écrit auprès de la préfecture. Dans leur lettre, il devaient expliquer leur situation et préciser quel titre de séjour ils demandaient et y joindre les documents nécessaires. Après examen de leur dossier, les illégaux étaient conviés à un entretien et le préfet prenait ensuite une décision. En cas de refus, un recours était toujours possible auprès du ministère de l'Intérieur.

En décembre 1997, une courte majorité adoptait les lois Guigou qui prévoyaient une « carte d'identité républicaine » pour tous les mineurs nés en France de parents d'origine étrangère. En outre, le délai d'attente pour les naturalisations par mariage est réduit de 2 ans à 1 an.

Toujours en décembre 1997, l'Assemblée débat des lois Chevènement qui prévoient un permis de séjour d'un an pour

- tous les mineurs ayant de la famille en France,
- quiconque est arrivé en France avant son 10e anniversaire et qui séjourne encore,
- quiconque a séjourné au moins 15 ans en France,
- quiconque est marié à un citoyen français,
- les parents étrangers d'enfants de nationalité française,
- les illégaux et les demandeurs d'asile hospitalisés.

Les lois Chevènement lèvent également 3 restrictions des lois Pasqua; à savoir les dispositions qui prévoient que les parents devaient disposer d'un revenu avant de pouvoir faire venir légalement leurs enfants; la suppression du certificat d'hébergement et les parents ne doivent plus séjourner qu'un an en France au lieu de deux avant de pouvoir faire venir leurs enfants.

On peut pour l'instant admirer les résultats de ces campagnes successives dans les banlieues parisiennes.

Espagne

La loi sur les étrangers du 1er juillet 1985 a offert une première possibilité de régularisation. Il ne fallait satisfaire qu'à deux critères : pouvoir prouver sa présence en Espagne avant le 24 juillet 1985; et pouvoir présenter un passeport et fournir la preuve de moyens d'existence suffisants ou pouvoir produire un contrat de travail ou une carte d'indépendant. Quelque 44.000 demandes furent introduites.

Entre le 15 juillet et le 15 décembre 1991, les illégaux ont à nouveau pu régulariser leur séjour. Il fallait pouvoir prouver son arrivée avant le 15 mai 1991, avoir un domicile et travailler comme employé ou indépendant. Sur les 128.000 demandes introduites, 110.000 ont finalement fait l'objet d'une régularisation. En outre, dans le cadre du regroupement familial, quelque 20.000 permis de séjour ont encore été délivrés.

Le 23 avril 1996, on lance un nouveau programme de régularisation pour les étrangers qui résidaient en Espagne avant le 1^{er} janvier 1996. Environ 20.000 demandes sont introduites.

Alors que les statistiques de 1990 indiquaient que la moitié des étrangers établis légalement en Espagne étaient européens (à peine 17 % d'Africains), ce sont surtout des Africains (57 %), et plus particulièrement des Marocains qui ont fait appel à la campagne de régularisation.

In de aanloop van de verkiezingen van 1997 belooft Lionel Jospin in zijn campagne de Pasqua- en Debréwetten in te trekken. Na zijn verkiezing geeft hij dan ook onmiddellijk het bevel om 40.000 dossiers van illegalen te herzien. Het ging hierbij vnl. om illegalen die buiten de procedure van gezinshereniging vielen. Illegalen die meenden te voldoen aan de gestelde criteria konden zich per aangetekend schrijven kenbaar maken bij de prefectuur. In hun schrijven dienden ze hun situatie uit te leggen, te specificeren welke verblijfstitel ze precies wilden aanvragen, en de nodige documenten bijvoegen. Na onderzoek van het dossier werd de illegaal uitgenodigd voor een interview, waarna de prefect een beslissing nam. Indien deze beslissing negatief was kon men nog steeds in beroep gaan bij het ministerie van binnenlandse zaken.

In december 1997 worden met een nipte meerderheid de zgn. Guigouwetten goedgekeurd. Hierin wordt voorzien in een « republikeinse identiteitskaart » voor iedere minderjarige in Frankrijk geboren uit ouders van vreemde afkomst. Verder wordt de wachttijd voor naturalisaties van gehuwden verminderd van 2 tot 1 jaar.

Nog in december 1997 worden de zgn. Chevènementwetten besproken in de Assemblée. Hierin wordt voorzien in verblijfsvergunningen van 1 jaar voor

- alle –18 jarigen met familie in Frankrijk
- iedereen die voor zijn 10de levensjaar in Frankrijk binnenkwam en er nog steeds verblijft
- iedereen die minstens 15 jaar in Frankrijk verblijft
- iedereen gehuwd met een Frans staatsburger
- vreemde ouders met kinderen met de Franse nationaliteit
- illegalen en asielzoekers die gehospitaliseerd zijn

De Chevènementwetten heffen ook 3 beperkingen van de Pasquawetten op; nl. die beperkingen die bepalen dat ouders een inkomen dienden te hebben voor ze legaal hun kinderen konden laten overkomen; het wegwerken van de « housing-certification », en ouders dienen nu slechts 1 i.p.v. 2 jaar in Frankrijk te verblijven voor hun kinderen konden overkomen.

De resultaten van deze opeenvolgende campagnes zijn momenteel te bewonderen in de Parijse voorsteden.

Spanje

De vreemdelingenwet van 1 juli 1985 bood een eerste mogelijkheid tot regularisatie. Er waren slechts twee criteria waaraan men moest voldoen : aanwezigheid in Spanje voor 24 juli 1985 kunnen bewijzen; en een paspoort en bewijs van voldoende bestaansmiddelen kunnen voorleggen, ofwel een arbeidscontract of zelfstandigenkaart kunnen voorleggen. Er kwamen zo een 44.000 aanvragen binnen.

Tussen 15 juni en 15 december 1991 konden illegalen hun verblijf opnieuw regulariseren. Men moest de binnenkomst voor 15 mei 1991 kunnen bewijzen, een verblijfplaats hebben, en een job als werknemer of zelfstandige uitoefenen. Van de 128.000 aanvragen werden er uiteindelijk 110.000 geregulariseerd. Daarnaast werden in het kader van gezinshereniging nog eens 20.000 verblijfsvergunningen uitgereikt.

Op 23 april 1996 gaat een nieuw regularisatieprogramma van start voor vreemdelingen die voor 1 januari 1996 in Spanje verbleven. Er komen ongeveer een 25.000 aanvragen binnen.

Terwijl de statistieken van 1990 aantoonde dat de helft van de legale vreemdelingen in Spanje Europeanen waren (amper 17 % Afrikanen), waren het vnl. de Afrikanen (57 %), en dan nog vnl. Marokkanen die beroep deden op de regularisatiecampagne.

Campagnes de régularisation portugaises

Entre 1945 et 1974, au moins deux millions d'immigrés sont arrivés au Portugal, sur une population totale de huit millions d'habitants. Environ 750.000 d'entre eux sont ensuite partis pour la France, où ils ont été enregistrés comme immigrés portugais.

En octobre 1992, le Portugal a lancé une campagne de régularisation des travailleurs illégaux. Entre le 13 octobre 1992 et le 13 février 1993, on pouvait s'inscrire si on pouvait prouver (via un passeport ou d'autres documents) qu'on séjournait au Portugal depuis le 15 avril 1992 au moins et si on pouvait présenter un contrat de travail. Cette condition ne s'appliquait pas à ceux qui pouvaient prouver qu'ils étaient déjà au Portugal avant juin 1986.

Afin d'atteindre le plus d'illégaux possible, il fut fait appel à toutes sortes d'organisations d'immigrés, aux paroisses et aux syndicats.

Sous leur pression le délai d'inscription fut prolongé au 5 mars 1993 et une déclaration du syndicat sur l'emploi de l'illégal pouvait remplacer le contrat de travail.

Environ 40.000 demandes furent introduites et un bon tiers d'entre elles furent régularisées.

Entre le 11 juin 1996 et le 12 décembre 1996, une nouvelle campagne de régularisation fut menée. Les illégaux des anciennes colonies (Angola, îles du Cap Vert, Guinée-Bissau, Mozambique, et Sao Tome e Principe) qui séjournèrent déjà au Portugal avant le 31 décembre 1995 et disposaient de moyens d'existence suffisants et les autres illégaux qui séjournèrent déjà au Portugal avant le 25 mars 1996 pouvaient s'inscrire. Il fallait présenter trois documents : un document d'identité, une preuve de la date d'arrivée, et un contrat de travail ou une déclaration d'un syndicat ou d'une autre organisation reconnue.

Plus de 35.000 demandes furent introduites dont la majorité (23.400) par des habitants des PALOP (pays africains où le portugais est la langue officielle).

La nouvelle des régularisations s'est vite répandue à travers l'Europe, de sorte que de nombreux illégaux des pays voisins essayèrent encore de s'introduire illégalement au Portugal. Ce qui a eu pour conséquence que quelque 50.000 illégaux séjournèrent toujours dans le pays après la campagne de régularisation.

Irlande

En décembre 1997, le ministre irlandais de la Justice John O'Donoghue décidait de recourir à une procédure d'autorisation accélérée.

La Convention européenne de Dublin décidait que les demandes d'asile devaient être introduites dans le premier pays de l'UE où le « réfugié était arrivé ». Comme presque personne n'arrive en Irlande sans avoir transité d'abord par un autre pays de l'UE, environ 90 % des demandes d'asiles sont rejetées en Irlande. L'Irlande est dès lors un exemple édifiant de la manière de bien faire.

N° 3 de MM. Erland PISON (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter in fine la phrase suivante :

Portugese regularisatiecampagnes

Tussen 1945 en 1974 kwamen in Portugal maar liefst twee miljoen immigranten binnen, op een totale bevolking van toen 8 miljoen. Van deze immigranten trokken er zo een 750.000 verder naar Frankrijk, waar ze werden geregistreerd als Portugese immigranten.

In oktober 1992 start in Portugal een campagne om de illegale arbeidskrachten te regulariseren. Tussen 13 oktober 1992 en 13 februari 1993 kon men zich inschrijven wanneer men kon bewijzen (via paspoort of andere documenten) dat men minstens vanaf 15 april 1992 in Portugal verbleef en een arbeidscontract kon voorleggen. Deze voorwaarde was niet van toepassing op diegenen die konden aantonen dat ze reeds voor juni 1986 Portugal binnenkwamen.

Om zoveel mogelijk illegalen te bereiken werd beroep gedaan op allerhande migrantenorganisaties, de parochies, en de vakbonden.

Onder hun druk wordt de inschrijvingstermijn verlengd tot 5 maart 1993; en kon een verklaring van de vakbond dat de illegaal tewerkgesteld is het arbeidscontract vervangen.

Er kwamen zo een 40.000 aanvragen binnen, waarvan goed een derde zou geregulariseerd zijn.

Tussen 11 juni 1996 en 12 december 1996 werd een nieuwe regularisatiecampagne gevoerd. Illegalen uit de vroegere kolonies (Angola, Kaapverdische eilanden, Guinée-Bissau, Mozambique en Sao Tome e Principe) die voor 31 december 1995 in Portugal verbleven, en over voldoende bestaansmiddelen beschikken; en andere illegalen die voor 25 maart 1996 in Portugal verbleven konden zich inschrijven. Drie zaken dienden te worden voorgelegd: een identiteitsdocument, een bewijs van datum van aankomst, en een arbeidscontract of verklaring van een vakbond of andere erkende organisatie.

Er werden meer dan 35.000 aanvragen ingediend, waarvan het grootste deel (23.400) van inwoners van de PALOP (Afrikaanse landen waar het Portugees de officiële taal is).

Het nieuws van de regularisaties verspreidde zich snel doorheen Europa, zodat vele illegalen uit buurlanden alsnog trachtten illegaal Portugal binnen te dringen. Dit leidde er toe dat na de regularisatiecampagne er nog steeds een 50.000-tal illegalen in het land verbleven.

Ierland

In december 1997 besliste de Ierse justitieminister John O'Donoghue over te gaan tot een versnelde goedkeuringsprocedure.

De EU-conventie van Dublin besliste dat asielaanvragen dienden te gebeuren in het eerste EU-land waar de « vluchteling » toekomt. Daar praktisch niemand in Ierland toekomt zonder eerst door een ander EU-land te zijn gereisd; worden in Ierland ongeveer 90 % van de asielaanvragen verworpen. Ierland is dan ook een stichtend voorbeeld van hoe het wel kan.

Nr. 3 van de heren Erland PISON (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à enfreindre la loi du 15 décembre 1980 relative aux étrangers. ».

JUSTIFICATION

L'article 9, paragraphe 3 de la loi sur les étrangers stipule qu'un étranger qui séjourne en Belgique sans papiers ou a un statut de séjour précaire, peut, « lors de circonstances exceptionnelles », demander une régularisation de son séjour sur la base de l'article 9, paragraphe 3 de la loi du 15 décembre 1980.

À cet effet, le demandeur doit expliquer dans une lettre les raisons humanitaires pour lesquelles il demande à pouvoir séjourner légalement en Belgique. Ensuite, il doit aussi indiquer les circonstances exceptionnelles qui l'empêche de demander cette autorisation de séjour à l'étranger. En principe, une autorisation doit être demandée sur place auprès du poste diplomatique ou consulaire belge compétent.

L'étranger introduit sa demande de régularisation auprès du bourgmestre du lieu où il réside. Le bourgmestre lui donne un accusé de réception et envoie le dossier à l'Office des Étrangers. L'OE décide si le séjour peut faire l'objet d'une régularisation. Il n'est, à cet égard, pas tenu à un délai précis.

À l'automne 1999, les autorités belges ont décidé d'offrir à un grand nombre d'étrangers la possibilité de régulariser leur séjour en Belgique. Le parlement a voté une loi spéciale de régularisation. En principe, les étrangers qui étaient régularisés dans le cadre de cette campagne recevaient une autorisation de séjour d'une durée indéterminée. Au cours des trois dernières semaines de janvier 2000, 36.000 dossiers de demande ont été introduits.

Beaucoup d'étrangers qui avaient introduit une demande d'asile à l'automne 1999 ou juste avant n'ont pas pu bénéficier de la loi de régularisation car leur procédure d'asile était encore pendante.

Les campagnes de régularisation de ce genre sont légion en Europe. Elles introduisent ainsi, de manière régularisée, le cheval de Troie à l'intérieur des frontières. D'autres pays européens organisent aussi avec des « succès » divers ce genre de campagnes qui récompense l'illégalité.

Campagnes de régularisation aux Pays-Bas

À l'automne 1974, la Deuxième Chambre des Pays-Bas débattait de la présence de plusieurs milliers d'illégaux dans le pays. Dès mars 1975 la mesure de régularisation entrainait en vigueur. Tous les étrangers arrivés aux Pays-Bas avant le 1er novembre 1973 qui y résidaient normalement et qui y travaillaient régulièrement pouvaient introduire une demande de régularisation. Il fallait à l'arrivée dans le pays avoir entre 18 et 45 ans (pour les personnes qualifiées) ou entre 18 et 35 ans (personnes non qualifiées). Il fallait aussi en premier lieu disposer d'un logement adéquat.

Sous la pression de diverses organisations de gauche, les critères furent rapidement adoucis. Ainsi, la date repère fut déplacée du 1er novembre 1973 au 1er novembre 1974. Et le paiement d'un salaire et de cotisations sociales ne fut plus retenu au nombre des critères, tout comme le fait de disposer d'un logement.

Au total, quelque 18.000 étrangers en séjour illégal introduisirent une demande et 15.000 d'entre eux furent finalement régularisés. (Quelques centaines de dossiers avaient été refusés dans un premier temps, mais par

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot overtreding van de vreemdelingenwet van 15 december 1980. ».

VERANTWOORDING

Artikel 9, lid 3 van de vreemdelingenwet bepaalt dat een vreemdeling die zonder papieren in België verblijft of een precair verblijfsstatuut heeft, « in buitengewone omstandigheden » een regularisatie van zijn verblijf kan aanvragen op basis van artikel 9 lid 3 van de verblijfswet.

Hiervoor dient de aanvrager in een brief de humanitaire redenen uit te leggen waarom hij een legaal verblijf in België wil verkrijgen. Daarnaast moet hij ook aangeven wat de buitengewone omstandigheden zijn waardoor hij die verblijfsmachtiging niet in het buitenland kan aanvragen. In principe moet een machtiging daar worden aangevraagd bij de bevoegde Belgische diplomatieke of consulaire post.

De vreemdeling dient zijn aanvraag tot regularisatie in bij de burgemeester van de plaats waar hij verblijft. De burgemeester geeft een ontvangstbewijs en stuurt het dossier naar de Dienst Vreemdelingenzaken. De DVZ beslist of het verblijf geregulariseerd kan worden. Hij is daarbij niet gehouden aan een bepaalde termijn.

In de herfst van 1999 besliste de Belgische overheid een grote groep vreemdelingen de kans te bieden hun verblijf in België te regulariseren. Het parlement keurde een speciale regularisatiewet goed. In principe kregen de vreemdelingen die geregulariseerd werden in het raam van deze campagne, een verblijfsmachtiging van onbepaalde duur. Tijdens de laatste drie weken van januari 2000 werden 36.000 aanvraagdossiers ingediend.

Vele vreemdelingen die tijdens of net voor het najaar van 1999 een asielaanvraag hadden ingediend, hebben geen gebruik gemaakt van de regularisatiewet omdat hun asielprocedure nog beoordeeld moest worden.

Dit soort van regularisatiecampagnes zijn legio in Europa, dat op die manier op een geregulariseerde manier het paard van Troje binnen de grenzen haalt. Ook andere Europese landen organiseerden met wisselend « succes » dit soort van campagnes waarbij de illegaliteit werd beloond.

Nederlandse regularisatiecampagnes

In het najaar van 1974 vergaderde de Nederlandse Tweede Kamer over de aanwezigheid van de vele duizenden illegalen in het land. Reeds in maart 1975 treedt de regularisatiemaatregel in werking. Alle vreemdelingen die voor 1 november 1973 in Nederland binnenkwamen en er gewoonlijk verbleven; en die regelmatig deelnamen aan het arbeidsproces zouden een aanvraag tot regularisatie kunnen indienen. Wel diende men bij aankomst in het land tussen de 18 en 45 jaar te zijn (voor geschoolden) of tussen de 18 en 35 jaar (ongeschoolden). Ook diende men in eerste instantie te beschikken over een passende woonruimte.

Onder druk van allerhande linkse organisaties worden de criteria echter al gauw verzacht. Zo verschuift de peildatum naar 1 november 1974 (i.p.v. 1 november 1973). En ook het betaald hebben van loonbelasting en sociale premies vervalt als criterium, evenals de beschikking hebben over een woonruimte.

In totaal dienden zo een 18.000 illegale vreemdelingen een aanvraag in; waarvan er uiteindelijk 15.000 werden geregulariseerd. (Een paar honderd aanvragen werden eerste geweigerd, maar later onder druk van de

la suite, sous la pression des médias de gauche et de groupes de pression, ils furent quand même acceptés.) Beaucoup d'entre eux allaient encore faire venir femme et enfants au cours des années suivantes.

Les trois centrales syndicales néerlandaises NVV, NKV et CNV avaient adopté une position différente. Elles proposaient de faire une analyse coût-bénéfice et de limiter l'immigration. C'est surtout la régularisation rapide des illégaux qui leur posait des problèmes. Leur position était qu'après une campagne de régularisation, il y aurait en moins de rien de nouveaux illégaux, de sorte que le besoin d'une nouvelle campagne de régularisation se ferait rapidement sentir. En 1970, les centrales syndicales néerlandaises voyaient donc la régularisation des illégaux comme un problème sans issue.

La nouvelle de la campagne de régularisation provoqua un afflux massif de nouveaux demandeurs d'asile. Le nombre de jeunes turcs et marocains émigrant aux Pays-Bas était huit fois plus élevé en 1975 qu'au cours des années précédentes. Du reste, en 1974, 2,3 % de la population active aux Pays-Bas était issue de l'immigration. (Contre 5 % en France et même 7 % en Belgique.)

« Depuis 1970, déclarer que les Pays-Bas n'étaient pas et ne deviendraient pas un pays d'immigration faisait déjà partie des bonnes mœurs politiques. Mais dans la pratique, des plans conduisant à l'immigration étaient régulièrement élaborés et mis en oeuvre. La position selon laquelle les Pays-Bas n'étaient pas, ne deviendraient pas et ne devaient pas devenir un pays d'immigration était déjà vide de sens dès 1970 et pouvait au mieux être interprétée comme une formule incantatoire, mais aussi comme une tentative de jeter de la poudre aux yeux de la population néerlandaise. » (Pieter Lakeman. Binnen zonder kloppen, p.79)

En mai 1980, il y eut une nouvelle campagne de régularisation dont le critère principal pour les illégaux était d'avoir travaillé sans interruption auprès d'un seul employeur entre le 1^{er} janvier 1978 et le 31 octobre 1979 et d'avoir payé au cours de cette période l'impôt sur les salaires et la sécurité sociale. On a ainsi régularisé 1.800 illégaux supplémentaires. « L'arrêt du cabinet Van Agt signifiait qu'après le pardon de 1966, après les régularisations de Marocains et de Yougoslaves lors des conventions de recrutement et après les deux régularisations de 1975, c'était maintenant la sixième fois qu'un groupe d'illégaux ne respectant pas les dispositions légales obtenait un permis de séjour. » (op. cit. p. 94) « Les six régularisations furent autant de signaux à destination des étrangers que les intérêts des étrangers aux Pays-Bas pèsent plus lourd que le maintien du droit. »

Cette nouvelle campagne de régularisation arriva après un important changement social intervenu vers 1975 aux Pays-Bas. « Toute personne qui ne voulait pas favoriser aveuglément des illégaux manifestes (...) était considérée comme raciste. Même si le caractère intimidant était identique au maccarthysme original, il y avait toutefois d'importantes différences. Aux États Unis, c'étaient les intellectuels de gauche qui avaient des opinions nuancées sur les développements de la société et le communisme qui en furent les victimes; tandis qu'aux Pays-Bas, c'étaient justement les intellectuels de gauche qui étaient les forces motrices de ce terrorisme. » (op. cit. p. 93)

Outre ces campagnes de régularisation, les Pays-Bas connaissent encore trois types de régularisation semi-permanentes.

Tout d'abord, les demandeurs d'asile prétendent tolérés avec une autorisation provisoire reçoivent un permis de séjour permanent après trois ans. S'ils trouvent un travail, ils reçoivent aussi après deux ans une autorisation d'établissement.

Ensuite, il y a la règle des trois ans qui accorde également sous certaines conditions, un permis de séjour aux étrangers qui restent plus de trois ans dans l'incertitude en ce qui concerne leur demande d'asile.

Enfin, il y a la règle des six ans pour les travailleurs étrangers qui ont travaillé pendant six ans auprès d'employeurs néerlandais, qui ont payé les cotisations et l'impôt sur les salaires et qui se sont intégrés dans une certaine mesure.

linkse media en drukkingsgroepen toch nog goedgekeurd.) Velen hiervan zouden in de jaren hieropvolgend ook vrouw en kinderen laten overkomen.

Een apart standpunt werd ingenomen door de drie landelijke vakcentrales NVV, NKV en CNV. Zij stelden voor een kosten-batenanalyse te maken en de immigratie te beperken. Ze hadden voornamelijk problemen met de vlotte regularisering van de illegalen. Hun standpunt was dat er na een regularisatiecampagne binnen de kortste keer weer nieuwe illegalen zijn, zodat men binnen de kortste keren weer een nieuwe aanandrang tot regularisatie gaat voelen. De regularisering van illegalen werd door de Nederlandse vakcentrales anno 1970 dus reeds gezien als een straatje zonder einde.

Het nieuws van de regularisatiecampagne zorgde voor een enorme toeloop van nieuwe asielzoekers. Het aantal naar Nederland emigrerende jonge Turken en Marokkanen was in 1975 twee respectievelijk acht keer zo groot als in de voorafgaande jaren. In 1974 was trouwens 2,3 % van de Nederlandse beroepsbevolking gastarbeider. (Ter vergelijking: in Frankrijk was dit 5 %, in België zelfs 7 %.)

« Sinds 1970 behoorde het al tot de goede politieke zeden om expliciet te stellen dat Nederland geen immigratieland was, of zou worden. In feite werden echter regelmatig plannen uitgewerkt en uitgevoerd die tot immigratie zouden leiden. De stelling dat Nederland geen immigratieland was, zou worden, of moest worden, had al sinds 1970 geen inhoudelijke betekenis en kon op zijn gunstigst als een bezweringsformule worden geïnterpreteerd, maar evengoed als een poging de Nederlandse bevolking zand in de ogen te strooien. » (Pieter Lakeman. Binnen zonder kloppen, blz. 79).

In mei 1980 komt er een nieuwe regularisatiecampagne; waarbij de voornaamste criteria zijn dat de illegaal van 1 januari 1978 tot 31 oktober 1979 onafgebroken bij één werknemer in dienst was; en dat gedurende die periode loonbelasting en sociale verzekering werd betaald. Op deze manier worden nog eens 1.800 illegalen geregulariseerd. « Het besluit van het kabinet – Van Agt betekende dat, na het pardon van 1966, na de regularisaties van Marokkanen en Joegoslaven bij de wervingsverdragen en na de beide regularisaties in 1975, nu voor een zesde keer een groep illegalen in strijd met de wettelijke bepalingen een verblijfsvergunning had gekregen. » (Cit. o.c. blz. 94). « De zes regularisaties waren evenzoveel signalen aan vreemdelingen dat de belangen van vreemdelingen in Nederland zwaarder wegen dan handhaving van het recht. »

Deze nieuwe campagne kwam er nadat zich rond 1975 in Nederland een belangrijke maatschappelijke verandering had voorgedaan. « Iedereen die niet blindelings zichtbare illegalen wilde bevoordelen (...) werd voor racist uitgemaakt. Hoewel het intimiderende karakter identiek was aan het oorspronkelijke McCarthyisme, waren er ook belangrijke verschillen. In de VS waren linkse intellectuelen die genuanceerd over maatschappelijke ontwikkelingen en het communisme dachten slachtoffer, terwijl bij de Nederlandse campagne linkse intellectuelen juist de drijvende krachten achter deze terreurbeweging waren. » (cit. o.c. blz. 93)

Naast deze regularisatiecampagnes bestaan er in Nederland ook nog drie soorten semi-permanente regularisaties.

Ten eerste kunnen zgn. gedoogde asielzoekers met een tijdelijke vergunning na drie jaar een permanente verblijfsvergunning krijgen. Indien ze werk vinden krijgen ze na twee jaar ook een vestigingsvergunning.

Ten tweede is er de driejarenregeling waarbij vreemdelingen die meer dan drie jaar in onzekerheid verkeren omtrent hun asielaanvraag onder bepaalde voorwaarden eveneens een verblijfsvergunning krijgen.

Ten slotte is er de zesjarenregeling voor buitenlandse werknemers die in Nederland zes jaar hebben gewerkt bij werkgevers die premies en loonbelasting hebben betaald, en die in enige mate zijn geïntegreerd.

« Au cours du quart de siècle qui s'est écoulé depuis 1973, le nombre de Turcs séjournant aux Pays-Bas a augmenté de 53.500 à 280.000. Au cours de cette période, le nombre de Marocains est passé de 29.600 à 234.000, soit huit fois plus. Depuis 1990, les Pays-Bas admettent en moyenne 6.000 Marocains et 8.000 Turcs par an. Le nombre de Turc et de Marocains qui travaillent augmente beaucoup plus lentement. » (Pieter Lakeman. Binnen zonder kloppen, pp.128-129)

« Il faut constater que depuis 1983 les Pays-Bas entretiennent pratiquement toute la communauté turque et du Rif présente sur leur territoire sans contrepartie notable. » (op. cit. p.130)

« Il ressort d'un rapport que, au cours de la période 1983-1993, 20 % des demandeurs d'asile avaient des papiers d'identité, de voyage et de franchissement de frontière en ordre, principalement les demandeurs d'asile en provenance du Suriname et d'Europe de l'Est. Les demandeurs d'asile en provenance du Moyen-Orient vivaient souvent avec des faux papiers ou sans visa valable. Les demandeurs d'asile africains arrivaient pratiquement tous sans papiers. Il s'est avéré qu'un tiers des demandeurs d'asile avaient jeté à un moment ou l'autre leurs papiers de voyage et d'identité sur le conseil d'un agent de voyage ou d'autres personnes. C'était surtout le cas des demandeurs d'asile en provenance d'Asie et d'Afrique. » (op. cit. p.140)

Italie : Clandestini

Depuis de nombreuses années déjà, l'Italie est un pays de passage vers l'ouest et le nord, riches, de l'Europe. Les agissements des mafias d'Italie et d'Europe de l'Est permettent à de nombreux illégaux d'entrer en Europe par le sud de l'Italie. D'après les chiffres officiels, il y avait environ 990.000 Extracomunitari légaux (réfugiés hors UE) et quelque 250.000 Extracomunitari illégaux en août 1998.

En vertu des accords de Schengen, les réfugiés pouvaient rester 30 jours dans le pays, période au cours de laquelle les autorités devaient découvrir leur identité. À cet effet, on a notamment conclu un accord de coopération avec le Maroc par lequel les autorités marocaines s'engagent à collaborer aux identifications. Mais d'autres pays nord-africains ont refusé de signer un tel accord de coopération.

Lorsqu'ils ne peuvent être identifiés dans les 30 jours, les réfugiés peuvent quitter le camp d'accueil sous réserve de quitter immédiatement le sol italien. Une majorité écrasante se rend alors en Allemagne, en France, en Belgique,... Celui qui reçoit un ordre d'expulsion doit quitter le pays dans les 15 jours. En juin 1998, 20.262 personnes séjournaient en Italie avec un ordre d'expulsion en poche.

En 1987, on a lancé une première campagne de régularisation. Les étrangers qui pouvaient démontrer qu'ils séjournaient en Italie avant le 27 janvier 1987, travaillaient ou étaient inscrits auprès d'un bureau de chômage, étaient susceptibles d'être régularisés. Les candidats devaient se présenter auprès des autorités provinciales de sécurité publique, où leurs déclarations concernant leur séjour et leur emploi étaient vérifiées. En cas de refus de régularisation, un recours était prévu devant les tribunaux administratifs.

En mars 1988, la loi est fortement assouplie : le travail à domicile et à temps partiel entre également en ligne compte. La période de régularisation est également prolongée au 30 septembre 1988. Au total, quelque 118.000 personnes ont pu régulariser leur séjour (90 % de travailleurs et 10 % d'indépendants).

La loi Martinelli de février 1990 prévoit une nouvelle vague de régularisations. Celui qui demandait une autorisation de séjour dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur de la loi et pouvait y joindre un document d'identité ainsi que la preuve qu'il se trouvait en Italie avant le 31 décembre 1989, entrait en ligne de compte. Les motifs que l'on pouvait invoquer pour obtenir une telle autorisation étaient d'avoir un emploi (ou d'être inscrit auprès d'un bureau de chômage!), de travailler comme indépendant ou d'être étudiant.

« In de kwart eeuw die sinds eind 1973 is verstreken, is het aantal in Nederland verblijvende Turken van 53.500 naar 280.000 gestegen. Het aantal Marokkanen steeg in deze periode van 29.600 tot 234.000, een verachtvoudiging. Sinds 1990 laat Nederland jaarlijks gemiddeld 6.000 Marokkanen en 8.000 Turken toe. Het aantal werkende Turken en Marokkanen stijgt veel langzamer.» (Cit. Pieter Lakeman. Binnen zonder kloppen., pag. 128-129)

« Geconstateerd moet worden dat Nederland sinds 1983 bijna de gehele in Nederland aanwezige Turkse en Rifijnse gemeenschap onderhoudt, zonder noemenswaardige tegenprestatie.» (Cit o.c. pag. 130)

« Blijkens een rapport had in de periode 1983-1993 twintig procent van de asielzoekers geldige identiteits-, reis- en grensoverschrijdingspapieren, vooral asielzoekers uit Suriname en Oost-Europa. Asielzoekers uit het Midden-Oosten kwamen veelal met valse papieren of zonder geldig visum. Afrikaanse asielzoekers kwamen vrijwel allen zonder papieren. Een derde deel van de asielzoekers bleek op advies van een reisagent of anderen de reis- en identiteitspapieren op enig moment te hebben weggegooid. Vooral asielzoekers uit Azië en Afrika waren daar actief in. » (Cit o.c. pag. 140)

Italië : Clandestini

Italië is voor vele reeds jaren een doorgangsland naar het rijke noorden en westen van Europa. Door toedoen van Italiaanse en Oosteuropese maffiagroepen zetten vele illegalen voor het eerst voet op westerse bodem in het zuiden van Italië. Volgens officiële cijfers waren er in augustus 1998 zo een 990.000 legale Extracomunitari (vluchtelingen van buiten de EU) in Italië, en ongeveer een 250.000 illegale Extracomunitari.

Volgens de Schengenakkoorden konden vluchtelingen 30 dagen in het land blijven; waarbij in deze periode de overheid hun identiteit diende te achterhalen. Hiertoe werd ondermeer een samenwerkingsakkoord met Marokko opgezet, waarbij de Marokkaanse overheid zou meewerken aan de identificaties. Andere Noord-Afrikaanse landen weigerden zulk een samenwerkingsakkoord echter af te sluiten.

Wanneer de identificatie binnen de 30 dagen niet lukt worden de vluchtelingen uit het opvangkamp gelost op voorwaarde dat ze onmiddellijk Italië zouden verlaten. Het overgrote deel hiervan trekt verder naar Duitsland, Frankrijk, België,... Wie een uitwijzingsbevel krijgt dient het land binnen de 15 dagen te verlaten. In juni 1998 verbleven er in Italië 20.262 personen met zo een uitwijzingsbevel op zak.

In 1987 wordt met een eerste regularisatiecampagne gestart. Vreemdelingen die konden bewijzen dat ze voor 27 januari 1987 in Italië verbleven, werk hadden of ingeschreven waren bij een werkloosheidsbureau, kwamen voor regularisatie in aanmerking. De kandidaten dienden zich te melden bij de Provinciale Overheid van Openbare Veiligheid, waar hun verklaringen m.b.t. verblijf en tewerkstelling werden geverifieerd. Tegen de weigering van regularisatie was nog beroep voorzien bij de administratieve rechtbanken.

In maart 1988 wordt de wet danig versoepeld, en komt ook thuiswerk en deeltijds werk in aanmerking. Eveneens werd de periode voor regularisering verlengd tot 30 september 1988. In totaal konden zo een 118.000 personen hun verblijf regulariseren (waarvan 90 % werknemers en 10 % zelfstandigen).

De wet Martinelli van februari 1990 zorgt voor een nieuwe regularisatiegolf. Wie binnen de zes maanden na het inwerkingtreden van de wet een machtiging tot verblijf aanvraagde, en hierbij een identiteitsdocument kon voorleggen, en kon bewijzen dat hij zich voor 31 december 1989 in Italië bevond, kwam in aanmerking. De redenen die men kon invoeren om zulke machtiging te bekomen waren tewerkstelling (of inschrijving in een werkloosheidsbureau!), zelfstandig werk of studieredenen.

Afin d'assurer le succès de la campagne, il avait été décidé que les employeurs qui, dans les deux mois suivant l'entrée en vigueur de la loi, déclaraient avoir employé quelqu'un illégalement et voulaient régulariser la situation, n'étaient plus punissables. Ils ne devaient plus non plus payer les cotisations sociales pour cette période d'illégalité.

Plus de 234.800 étrangers ont ainsi pu régulariser leur séjour.

La loi Dini de novembre 1995 édictait des règles plus sévères concernant l'entrée des étrangers mais contenait aussi une nouvelle mesure de régularisation. Les illégaux qui avaient un contrat de travail d'au moins six mois pouvaient recevoir un permis de séjour permanent. Les étrangers sans emploi qui s'inscrivaient auprès d'un bureau de chômage obtenaient un permis provisoire de six mois. Si, dans ce délai, ils trouvaient un emploi, ils recevaient alors un permis de séjour permanent. Les illégaux qui répondaient aux conditions du regroupement familial pouvaient aussi introduire une demande. Fin mars 1996, la campagne fut prolongée, permettant aux illégaux arrivés avant le 31 mars 1996 de s'inscrire.

Finalement, plus de 248.500 personnes s'inscrivirent et 220.000 d'entre elles furent régularisées.

Début 1998, les autorités italiennes lancèrent leur dernière campagne de régularisation d'illégaux pouvant prouver qu'ils séjournèrent déjà depuis plus de cinq ans dans le pays. L'objectif du gouvernement italien est de régulariser quelque 38.000 illégaux. Parmi les illégaux ce fut une véritable ruée et on vit apparaître un véritable marché noir de papiers (Frankfurter Allgemeine 7 novembre 1998). Vu son succès, l'opération a dû être prolongée jusqu'au 10 octobre 1998. Au total, quelque 200.000 demandes ont été introduites.

En 12 ans à peine, l'Italie a régularisé plus de 770.000 illégaux.

France : Sans-papiers

En 1973, le gouvernement français mena une action de pardon général à l'égard de tous les illégaux qui séjournèrent à ce moment en France. (La Belgique allait d'ailleurs suivre cet exemple en légalisant 14.000 étrangers en août 1974.). Tout le monde pouvait obtenir inconditionnellement un permis de séjour et un permis de travail mais, après cette mesure, le pays serait définitivement fermé aux illégaux. Mais c'était sans tenir compte des socialistes. Tant en 1973, qu'en 1974, 1976 et 1979, il y eut des régularisations générales. Entre 1960 et 1973 il y avait d'ailleurs en France un système de régularisation permanent. Celui qui entrait illégalement sur le territoire à cette époque et trouvait du travail avait la possibilité de régulariser sa situation de séjour et de travail.

1981 : le gouvernement socialiste de Pierre Mauroy décide d'accorder une amnistie aux sans-papiers et un permis de séjour et de travail de dix ans à tous les immigrés.

Tous ceux qui séjournèrent en France avant le 1^{er} janvier 1981 reçoivent aussi un permis de séjour de trois mois au cours desquels ils peuvent demander une « régularisation exceptionnelle ». Ici aussi, à l'instar de l'Italie, les employeurs qui employaient des illégaux se voient accorder une « amnistie » et ne doivent pas payer les arriérés de taxes.

Au cours de cette période d'amnistie qui se termina en 1983, il y a eu au moins 145.000 demandes dont quelque 130.000 ont été approuvées.

La France est donc restée un pays d'asile ouvert sans le moindre quota. La France a bien été contrainte de mieux surveiller ses frontières vu que de nombreux illégaux rejoignaient la France depuis les pays limitrophes dans l'espoir de pouvoir aussi être régularisés.

Om van de campagne een succes te maken werd beslist dat werkgevers die binnen de twee maanden na het inwerkingtreden van de wet aangifte deden van het feit dat ze iemand onwettig hadden tewerkgesteld, en deze toestand wensten te regulariseren, niet meer strafbaar waren. Ook dienden ze de sociale bijdragen voor die onwettige periode niet meer te betalen.

Iets meer dan 234.800 vreemdelingen konden op deze manier hun verblijf regulariseren.

De wet Dini van november 1995 vaardigde striktere regels uit m.b.t. de binnenkomst van vreemdelingen, maar bevatte ook een nieuwe regularisatiemaatregel. Illegalen met een arbeidscontract voor minstens zes maanden konden een permanente verblijfsvergunning krijgen. Werkloze vreemdelingen die zich inschreven in het werkloosheidsbureau kregen een voorlopige vergunning voor zes maanden. Konden zij in die tijd werk vinden volgde eveneens een permanente verblijfsvergunning. Ook illegalen die voldeden aan de voorwaarden voor gezinshereniging konden eveneens een aanvraag indienen. Einde maart 1996 werd de campagne verlengd, waarbij illegalen die voor 31 maart 1996 binnenkwamen zich konden inschrijven.

Uiteindelijk schreven meer dan 248.500 personen zich in, waarvan er 220.000 werden geregulariseerd.

Begin 1998 begon de Italiaanse overheid met de meest recente regulariseringscampagne van illegalen die kunnen aantonen dat ze reeds meer dan 5 jaar in het land verblijven. Het doel van de Italiaanse regering is om zo 38.000 illegalen te regulariseren. Bij de illegalen begint er een ware stormloop, en wordt een ware zwarte handel in papieren opgezet (Frankfurter Allgemeine 7 november 1998). Door het enorm succes van de operatie diende de periode verlengd te worden tot 10 oktober 1998. In totaal komen er zo een 200.000 aanvragen binnen.

Op amper 12 jaar tijd werden in Italië meer dan 770.000 illegalen geregulariseerd.

Frankrijk : Sans-papiers

In 1973 voerde de Franse regering een algemeen of generaal pardon door voor alle illegalen die op dat moment in Frankrijk verbleven. (België zou dit voorbeeld trouwens volgen in augustus 1974, waarbij 14.000 vreemdelingen werden gelegaliseerd.) Iedereen kon onvoorwaardelijk een verblijfs- en arbeidsvergunning krijgen; maar na deze maatregel zou het land definitief op slot gedaan worden voor illegalen. Maar dat was zonder de socialisten gerekend. Zowel in 1973, 1974, 1976, en 1979 kwamen er algemene regularisaties. Tussen 1960 en 1973 was het trouwens zo dat er in Frankrijk een systeem van permanente regularisering bestond. Wie in die periode illegaal in het land binnenkwam en er werk vond kreeg de mogelijkheid zijn arbeids- en verblijfssituatie te regulariseren.

1981: de socialistische regering Pierre Mauroy besluit amnestie te verlenen aan de sans-papiers, en een tienjarige verblijfs- en werkvergunning aan alle immigranten te verlenen.

Iedereen die voor 1 januari 1981 in Frankrijk verbleef kreeg eveneens een verblijfsvergunning van drie maanden, in welke periode ze de kans hadden om een « regularisation exceptionnelle » aan te vragen. Ook hier, zoals in Italië, kregen de werkgevers die illegalen tewerkstelden « amnestie », en dienden ze de achterstallige taxes niet te betalen.

In deze amnestieperiode, die afliep in 1983, kwamen maar liefst 145.000 aanvragen binnen; waarvan er een 130.000 werden goedgekeurd.

Frankrijk bleef dus een open asieland zonder enige quota. Wel werd Frankrijk verplicht de grenzen beter te bewaken, vermits vele illegalen uit buurlanden naar Frankrijk trokken in de hoop ook voor regularisatie in aanmerking te kunnen komen.

On peut diviser le groupe des sans-papiers en deux sous-groupes. D'une part, ceux qui n'ont pas introduit de demande d'asile et qui ne souhaitent pas le faire; d'autre part, ceux dont la demande d'asile a déjà été rejetée et qui doivent quitter le territoire. En ce qui concerne cette dernière catégorie, un rapport de l'Assemblée Nationale estimait en 1998 qu'ils étaient quelque 200.000 à séjourner en France.

La majorité de ces illégaux est connue des autorités, puisqu'ils ont des comptes ou sont inscrits pour bénéficier de l'assistance médicale gratuite.

En 1991, on assiste à une nouvelle campagne de régularisation qui vise principalement la régularisation des demandeurs d'asile ayant épuisé toutes les procédures. En raison de la lenteur de fonctionnement de l'OFPPRA (Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides), de nombreux demandeurs d'asile, attendaient une réponse définitive depuis des années et s'étaient déjà établis en France.

Pour être pris en compte, les illégaux devaient satisfaire aux conditions suivantes : pouvoir prouver qu'ils étaient arrivés avant le 1^{er} janvier 1989; avoir entamé la procédure depuis 2 à 3 ans; pouvoir prouver qu'ils exercent légalement une activité professionnelle depuis au moins 2 ans. Ici encore, sous la pression de diverses organisations de gauche, une circulaire paraît (3-12-1991) qui signale la possibilité d'une application plus libérale des critères établis, et ce pour raisons humanitaires.

Un peu plus de 60.000 dossiers furent introduits pour déboucher finalement sur quelque 25.000 régularisations.

En 1994, le gouvernement Balladur a proposé les lois Pasqua interdisant toute régularisation de sans-papiers; y compris par le mariage. Les maires avaient la possibilité d'empêcher un mariage s'ils soupçonnaient qu'il s'agissait d'un mariage blanc. D'autres durcissements étaient encore prévus; notamment en ce qui concerne le refus de réadmission pendant un an pour ceux qui avaient été expulsés du pays. Mais ces deux mesures ont été déclarées inconstitutionnelles par le Conseil constitutionnel français.

Le durcissement général des lois d'asile ont fortement fait chuté le nombre de demandeurs d'asile (de 135.000 en 1992 à 68.000 en 1995). Mais ces chiffres donnent une image fautive car maintenant de nombreux étrangers entrent illégalement en France et plongent immédiatement dans la clandestinité. Le nombre de ceux qu'on appelle les « sans-papiers » est passé de 8.700 en 1993 à 10.100 en 1995 et même à plus de 12.000 en 1996.

Au cours de l'été 1996, un certain nombre d'illégaux (principalement des Maliens) – tant des sans-papiers que des réfugiés à qui l'asile avait été refusé – ont commencé à occuper les églises partout en France. Ils exigeaient la régularisation de tous les illégaux en France.

Les autorités ont réagi début 1997 avec les lois Debré qui établissaient les catégories d'illégaux qui pouvaient recevoir un permis de séjour d'un an :

- L'époux (épouse) d'un citoyen français qui ne vit pas en situation de polygamie, est marié depuis un an déjà et cohabite depuis un an déjà.
- L'époux (épouse) d'un étranger disposant d'une carte de séjour, qui ne vit pas en situation de polygamie, est marié et cohabite depuis un an déjà et qui vit en France depuis au moins cinq ans ou qui a au moins un enfant à charge.
- L'époux (épouse) d'un réfugié reconnu qui ne vit pas en situation de polygamie, est marié et cohabite depuis un an déjà.
- Les familles qui ont un revenu régulier, séjournent en France depuis plusieurs années (min. 3 ans), qui ont un domicile, sont en ordre d'impôts et dont les enfants sont scolarisés.
- Les parents qui ont un enfant de moins de 16 ans à leur charge et qui séjournent en France depuis 5 ans.

De groep sans-papiers kan men opsplitsen in twee deelgroepen. Enerzijds zij die geen asiel hebben aangevraagd en dit ook niet wensen te doen; en anderzijds zij wiens asielaanvraag reeds werd geweigerd en het grondgebied dienen te verlaten. Van deze laatste categorie zouden er volgens een verslag van de Assemblée Nationale in 1998 zo een 200.000 in Frankrijk verblijven.

De meeste van deze illegalen zijn bij de overheid gekend, daar ze rekeningen hebben of zijn ingeschreven voor gratis medische bijstand.

In 1991 komt er een nieuwe campagne waarbij vooral gemikt wordt op de regularisatie van uitgeprocedeerde asielzoekers. De trage werking van het OFPPRA (Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides) had er voor gezorgd dat veel asielzoekers reeds jaren op een definitief antwoord wachtten, en zich reeds in Frankrijk hadden gevestigd.

Om in aanmerking te komen diende de illegaal aan volgende voorwaarden te voldoen: binnenkomst bewijzen voor 1 januari 1989; minstens 2 à 3 jaar in de procedure gezeten hebben, een wettelijke professionele activiteit van minstens 2 jaar kunnen bewijzen. Ook hier komt onder druk van allerhande linkse organisaties een circulaire (3-12-1991) waar men wijst op de mogelijkheid tot een meer « liberale » toepassing van de gestelde criteria, en dit om humanitaire redenen.

Er werden iets meer dan 60.000 dossiers ingediend, waarvan er uiteindelijk een 25.000 werden geregulariseerd.

Onder de regering Balladur worden in 1994 de zogenaamde Pasquawetten voorgesteld. De wetten verbieden de regularisaties van papierlozen; ook bij een huwelijk. Burgemeesters worden in de mogelijkheid gesteld om een huwelijk te verbieden wanneer er een vermoeden van geregeld huwelijk (mariage blanc) bestaat. Tevens worden er nog andere verstrengingen in voorzien; o.m. dat wie het land wordt uitgezet gedurende één jaar nieuwe toegang wordt ontzegd. Deze twee maatregelen worden door het Franse Conseil Constitutionnel echter onwettig verklaard.

De algemene verstrenging van de asielwetten zorgt er wel voor dat het aantal asielzoekers sterk daalt (van 135.000 in 1992 tot 68.000 in 1995). Maar, deze cijfers geven een vals beeld, daar nu vele vreemdelingen als illegaal het land binnenkomen en onmiddellijk onderduiken. Het aantal zgn. sans-papiers stijgt van 8.700 in 1993 tot 10.100 in 1995 en zelfs meer dan 12.000 in 1996.

In de zomer van 1996 beginnen een aantal illegalen (vnl. uit Mali) – zowel papierlozen als vluchtelingen wiens asiel geweigerd werd – met kerkbezettingen in het hele Franse land. Zij eisen regularisering voor alle illegalen in Frankrijk.

De overheid reageert begin 1997 met de zgn. Debré-wetten. Hierin werd bepaald dat volgende categorieën van illegalen een verblijfsvergunning voor 1 jaar konden krijgen :

- De echtgeno(o)t(e) van een Frans burger die niet in polygamie leeft, reeds 1 jaar gehuwd is, en reeds 1 jaar samenwoont.
- De echtgeno(o)t(e) van een vreemdeling met verblijfskaart, niet in polygamie levend, minstens 1 jaar gehuwd en samenwonend; en die reeds 5 jaar in Frankrijk verblijft of minstens 1 kind ten laste heeft.
- De echtgeno(o)t(e) van een erkend vluchteling die niet in polygamie leeft, minstens 1 jaar gehuwd en samenwonend.
- Families met een regulier inkomen, reeds meerdere jaren in Frankrijk verblijvend (min. 3 jaar), die beschikken over een domicilie, in orde zijn met de belastingen, en waarvan de kinderen gescolariseerd zijn.
- Ouders met minstens 1 kind jonger dan 16 ter hunner laste, die reeds 5 jaar in Frankrijk verblijven.

- Les jeunes de 16 à 19 ans, entrés en France hors regroupement familial, dont les parents séjournent légalement en France ou sont susceptibles d'être régularisés, et qui ont été scolarisés en France pendant 5 ans.
- Les mineurs de moins de 16 ans, arrivés en France hors regroupement familial, qui peuvent bénéficier sur place d'un regroupement familial.
- Les ascendants dépendant de leurs (petits-) enfants qui vivent légalement en France, et dont les enfants disposent de revenus réguliers et sont en ordre d'impôts.
- Les personnes isolées qui séjournent en France depuis 7 ans ou peuvent prouver une période de séjour légal.
- Les étrangers souffrant de maladies graves.
- Les étrangers qui n'ont pas obtenu le statut de réfugié mais qui peuvent prouver qu'ils courent des risques réels s'ils retournent dans leur pays d'origine.

L'article 7 précise également qu'une demande d'asile introduite après un refus est considérée comme frauduleuse et conduit à une expulsion immédiate.

L'Assemblée nationale ajoute encore que les citoyens français doivent avertir les autorités lorsqu'ils hébergent un citoyen hors UE. Les maires pouvaient ainsi vérifier que ces étrangers avaient bien quitté le territoire après expiration de leur visa.

Le Parlement européen a même jugé nécessaire de prendre position contre ces lois et compare les lois Debré à la dénonciation des Juifs pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Le Conseil d'État français a aussi signalé le caractère anticonstitutionnel de la loi, ce qui a entraîné une modification importante avant son adoption par l'Assemblée. Ce sont les étrangers eux-mêmes qui doivent avertir les autorités de l'endroit où ils se trouvent.

Les lois Debré visaient quatre grands objectifs :

Rendre plus efficace le dispositif d'éloignement des étrangers en situation irrégulière. L'autorisation de la rétention judiciaire d'étrangers démunis de documents transfrontière et des étrangers s'étant soustraits à une mesure d'éloignement.

L'octroi d'un permis de séjour de courte durée aux personnes dont l'expulsion est juridiquement impossible (famille en France, ancienneté du séjour).

Le renforcement des contrôles aux frontières contre l'immigration clandestine par la route.

Une extension des contrôles d'identité pour lutter contre le travail clandestin.

Le 24 juin 1997, les autorités ont élaboré une circulaire pour étudier les possibilités de régularisation des sans-papiers (carte de séjour de 5 ou 10 ans). Quiconque pouvait prouver qu'il séjournait depuis 5 ans au moins en France (via un passeport, un compte bancaire, un certificat de l'employeur...) entraînait en ligne de compte. À la clôture de la période de régularisation (le 1^{er} novembre 1997) 150.000 demandes avaient déjà été introduites. Environ 130.000 illégaux ont ainsi obtenu un permis de séjour temporaire. Dans la politique française on a retenu l'été 1997 comme « l'été des régularisations ».

Dans sa campagne en vue des élections de 1997, Lionel Jospin a promis de retirer les lois Pasqua et Debré. Après son élection, il a dès lors donné immédiatement l'ordre de revoir 40.000 dossiers d'illégaux. Il

- Jongeren tussen 16 en 19 jaar, buiten de gezinshereniging in Frankrijk binnengekomen, waarvan ouders legaal in het land verblijven of in aanmerking komen voor regularisatie, en die reeds 5 jaar in Frankrijk hebben school gelopen.
- Minderjarigen onder de 16, buiten de gezinshereniging in Frankrijk gekomen, die ter plaatse van gezinshereniging kunnen genieten.
- Ascendenten die van hun legaal in Frankrijk wonende (klein)kinderen afhankelijk zijn, en waarvan de kinderen reguliere inkomsten hebben en aan de belastingplichten voldoen.
- Alleenstaanden die reeds 7 jaar in Frankrijk verblijven of een periode van legaal verblijf kunnen aantonen.
- Ernstig zieke vreemdelingen.
- Vreemdelingen die het statuut van vluchteling niet kregen maar kunnen aantonen dat ze bij terugkeer naar hun vaderland reële risico's lopen.

In artikel 7 wordt verder bepaald dat de vraag tot asiel van wie reeds asiel werd geweigerd wordt beschouwd als frauduleuse aanvraag en leidt tot onmiddellijke uitwijzing.

De Assemblée Nationale laat hier nog aan toevoegen dat de Franse burgers de overheid dienen in te lichten wanneer ze in hun woning een niet EU-burger ontvangen. De lokale burgemeesters konden zo nagaan of deze vreemdelingen na het vervallen van hun visum effectief het land hadden verlaten.

Het Europese Parlement vindt het zelfs nodig hiertegen stelling in te nemen, en vergelijkt de Debréwetten met de verklikking van Joden in WO II.

Ook de Franse Conseil d'Etat wijst op het onconstitutionele van de wet; waardoor de Assemblée voor de goedkeuring een belangrijke wijziging doorvoert. Het zijn de vreemdelingen zelf die hun whereabouts aan de overheid dienen te melden.

De Debréwetten hadden vier grote doelstellingen voor ogen :

To render procedure van niet-reguliere legale vreemdelingen. Het laat gerechtelijke opsluiting toe van vreemdelingen zonder grensoverschrijdingspapieren, en van vreemdelingen die een deportatiebevel hebben mislopen.

Het toekennen van een kortetermijns verblijfsvergunning voor zij die niet legaal kunnen worden gedeporteerd (familie in Frankrijk, lange aanwezigheidsduur).

Strengere grensgebiedcontroles tegen clandestiene immigratie via de weg.

Uitgebreidere identiteitscontroles tegen clandestiene arbeid.

Op 24 juni 1997 komt er vanwege de overheid een circulaire om te onderzoeken of de sans-papiers kunnen worden geregulariseerd (« carte de séjour » van 5 of 10 jaar). Wie een verblijf in Frankrijk van minstens 5 jaar kon aantonen (via paspoort, bankrekening, werkgeverscertificaat,...) kwam in aanmerking. Op de einddatum van de regulariseringsperiode (1 november 1997) waren reeds 150.000 aanvragen binnengekomen. Ongeveer 130.000 illegalen kregen zo een tijdelijke verblijfsvergunning. In de Franse politiek staat de zomer van 1997 dan ook bekend als « The Summer of Regularisations ».

In de aanloop van de verkiezingen van 1997 belooft Lionel Jospin in zijn campagne de Pasqua- en Debréwetten in te trekken. Na zijn verkiezing geeft hij dan ook onmiddellijk het bevel om 40.000 dossiers van ille-

s'agissait principalement d'illégaux pour lesquels le regroupement familial ne s'appliquait pas. Les illégaux qui pensaient satisfaire aux critères posés pouvaient se faire connaître par écrit auprès de la préfecture. Dans leur lettre, il devaient expliquer leur situation et préciser quel titre de séjour ils demandaient et y joindre les documents nécessaires. Après examen de leur dossier, les illégaux étaient conviés à un entretien et le préfet prenait ensuite une décision. En cas de refus, un recours était toujours possible auprès du ministère de l'Intérieur.

En décembre 1997, une courte majorité adoptait les lois Guigou qui prévoyaient une « carte d'identité républicaine » pour tous les mineurs nés en France de parents d'origine étrangère. En outre, le délai d'attente pour les naturalisations par mariage est réduit de 2 ans à 1 an.

Toujours en décembre 1997, l'Assemblée débat des lois Chevènement qui prévoient un permis de séjour d'un an pour

- tous les mineurs ayant de la famille en France,
- quiconque est arrivé en France avant son 10^e anniversaire et qui séjourne encore,
- quiconque a séjourné au moins 15 ans en France,
- quiconque est marié à un citoyen français,
- les parents étrangers d'enfants de nationalité française,
- les illégaux et les demandeurs d'asile hospitalisés.

Les lois Chevènement lèvent également 3 restrictions des lois Pasqua; à savoir les dispositions qui prévoient que les parents devaient disposer d'un revenu avant de pouvoir faire venir légalement leurs enfants; la suppression du certificat d'hébergement et les parents ne doivent plus séjourner qu'un an en France au lieu de deux avant de pouvoir faire venir leurs enfants.

On peut pour l'instant admirer les résultats de ces campagnes réussies dans les banlieues parisiennes.

Espagne

La loi sur les étrangers du 1^{er} juillet 1985 a offert une première possibilité de régularisation. Il ne fallait satisfaire qu'à deux critères : pouvoir prouver sa présence en Espagne avant le 24 juillet 1985; et pouvoir présenter un passeport et fournir la preuve de moyens d'existence suffisants ou pouvoir produire un contrat de travail ou une carte d'indépendant. Quelque 44.000 demandes furent introduites.

Entre le 15 juillet et le 15 décembre 1991, les illégaux ont à nouveau pu régulariser leur séjour. Il fallait devoir pouvoir prouver son arrivée avant le 15 mai 1991, avoir un domicile et travailler comme employé ou indépendant. Sur les 128.000 demandes introduites, 110.000 ont finalement fait l'objet d'une régularisation. En outre, dans le cadre du regroupement familial, quelque 20.000 permis de séjour ont encore été délivrés.

Le 23 avril 1996, on lance un nouveau programme de régularisation pour les étrangers qui résidaient en Espagne avant le 1^{er} janvier 1996. Environ 20.000 demandes sont introduites.

Alors que les statistiques de 1990 indiquaient que la moitié des étrangers établis légalement en Espagne étaient européens (à peine 17 % d'Africains), ce sont surtout des Africains (57 %), et plus particulièrement des Marocains qui ont fait appel à la campagne de régularisation.

galen te herzien. Het ging hierbij vnl. om illegalen die buiten de procedure van gezinshereniging vielen. Illegalen die meenden te voldoen aan de gestelde criteria konden zich per aangetekend schrijven kenbaar maken bij de prefectuur. In hun schrijven dienden ze hun situatie uit te leggen, te specificeren welke verblijfstitel ze precies wilden aanvragen, en de nodige documenten bijvoegen. Na onderzoek van het dossier werd de illegaal uitgenodigd voor een interview, waarna de prefect een beslissing nam. Indien deze beslissing negatief was kon men nog steeds in beroep gaan bij het ministerie van binnenlandse zaken.

In december 1997 worden met een nipte meerderheid de zgn. Guigou-wetten goedgekeurd. Hierin wordt voorzien in een « republikeinse identiteitskaart » voor iedere minderjarige in Frankrijk geboren uit ouders van vreemde afkomst. Verder wordt de wachttijd voor naturalisaties van gehuwden verminderd van 2 tot 1 jaar.

Nog in december 1997 worden de zgn. Chevènementwetten besproken in de Assemblée. Hierin wordt voorzien in verblijfsvergunningen van 1 jaar voor

- alle – 18 jarigen met familie in Frankrijk,
- iedereen die voor zijn 10de levensjaar in Frankrijk binnenkwam en er nog steeds verblijft,
- iedereen die minstens 15 jaar in Frankrijk verblijft,
- iedereen gehuwd met een Frans staatsburger,
- vreemde ouders met kinderen met de Franse nationaliteit,
- illegalen en asielzoekers die gehospitaliseerd zijn.

De Chevènementwetten heffen ook 3 beperkingen van de Pasqua-wetten op; nl. die beperkingen die bepalen dat ouders een inkomen dienden te hebben voor ze legaal hun kinderen konden laten overkomen; het wegwerken van de « housing-certification », en ouders dienen nu slechts 1 i.p.v. 2 jaar in Frankrijk te verblijven voor hun kinderen konden overkomen.

De resultaten van deze opeenvolgende campagnes zijn momenteel te bewonderen in de Parijse voorsteden.

Spanje

De vreemdelingenwet van 1 juli 1985 bood een eerste mogelijkheid tot regularisatie. Er waren slechts twee criteria waaraan men moest voldoen : aanwezigheid in Spanje voor 24 juli 1985 kunnen bewijzen; en een paspoort en bewijs van voldoende bestaansmiddelen kunnen voorleggen, ofwel een arbeidscontract of zelfstandigenkaart kunnen voorleggen. Er kwamen zo een 44.000 aanvragen binnen.

Tussen 15 juni en 15 december 1991 konden illegalen hun verblijf opnieuw regulariseren. Men moest de binnenkomst voor 15 mei 1991 kunnen bewijzen, een verblijfplaats hebben, en een job als werknemer of zelfstandige uitoefenen. Van de 128.000 aanvragen werden er uiteindelijk 110.000 geregulariseerd. Daarnaast werden in het kader van gezinshereniging nog eens 20.000 verblijfsvergunningen uitgereikt.

Op 23 april 1996 gaat een nieuw regularisatieprogramma van start voor vreemdelingen die voor 1 januari 1996 in Spanje verbleven. Er komen ongeveer een 25.000 aanvragen binnen.

Terwijl de statistieken van 1990 aantoonde dat de helft van de legale vreemdelingen in Spanje Europeanen waren (amper 17 % Afrikanen), waren het vnl. de Afrikanen (57 %), en dan nog vnl. Marokkanen die beroep deden op de regularisatiecampagne.

Campagnes de régularisation portugaises

Entre 1945 et 1974, au moins deux millions d'immigrés sont arrivés au Portugal, sur une population totale de huit millions d'habitants. Environ 750.000 d'entre eux sont ensuite partis pour la France, où ils ont été enregistrés comme immigrés portugais.

En octobre 1992, le Portugal a lancé une campagne de régularisation des travailleurs illégaux. Entre le 13 octobre 1992 et le 13 février 1993, on pouvait s'inscrire si on pouvait prouver (via un passeport ou d'autres documents) qu'on séjournait au Portugal depuis le 15 avril 1992 au moins et si on pouvait présenter un contrat de travail. Cette condition ne s'appliquait pas à ceux qui pouvaient prouver qu'ils étaient déjà au Portugal avant juin 1986.

Afin d'atteindre le plus d'illégaux possible, il fut fait appel à toutes sortes d'organisations d'immigrés, aux paroisses et aux syndicats.

Sous leur pression le délai d'inscription fut prolongé au 5 mars 1993 et une déclaration du syndicat sur l'emploi de l'illégal pouvait remplacer le contrat de travail.

Environ 40.000 demandes furent introduites et un bon tiers d'entre elles furent régularisées.

Entre le 11 juin 1996 et le 12 décembre 1996, une nouvelle campagne de régularisation fut menée. Les illégaux des anciennes colonies (Angola, îles du Cap Vert, Guinée-Bissau, Mozambique, et Sao Tome e Principe) qui séjournèrent déjà au Portugal avant le 31 décembre 1995 et disposaient de moyens d'existence suffisants et les autres illégaux qui séjournèrent déjà au Portugal avant le 25 mars 1996 pouvaient s'inscrire.

Il fallait présenter trois documents : un document d'identité, une preuve de la date d'arrivée, et un contrat de travail ou une déclaration d'un syndicat ou d'une autre organisation reconnue.

Plus de 35.000 demandes furent introduites dont la majorité (23.400) par des habitants des PALOP (pays africains où le portugais est la langue officielle).

La nouvelle des régularisations s'est vite répandue à travers l'Europe, de sorte que de nombreux illégaux des pays voisins essayèrent encore de s'introduire illégalement au Portugal. Ce qui a eu pour conséquence que quelque 50.000 illégaux séjournèrent toujours dans le pays après la campagne de régularisation.

Irlande

En décembre 1997, le ministre irlandais de la Justice John O'Donoghue décidait de recourir à une procédure d'autorisation accélérée.

La Convention européenne de Dublin décidait que les demandes d'asile devaient être introduites dans le premier pays de l'UE où le « réfugié était arrivé ». Comme presque personne n'arrive en Irlande sans avoir transité d'abord par un autre pays de l'UE, environ 90 % des demandes d'asiles sont rejetées en Irlande. L'Irlande est dès lors un exemple édifiant de la manière de bien faire.

N° 4 de MM. Erland PISON (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

Portugese regularisatiecampagnes

Tussen 1945 en 1974 kwamen in Portugal maar liefst twee miljoen immigranten binnen, op een totale bevolking van toen 8 miljoen. Van deze immigranten trokken er zo een 750.000 verder naar Frankrijk, waar ze werden geregistreerd als Portugese immigranten.

In oktober 1992 start in Portugal een campagne om de illegale arbeidskrachten te regulariseren. Tussen 13 oktober 1992 en 13 februari 1993 kon men zich inschrijven wanneer men kon bewijzen (via paspoort of andere documenten) dat men minstens vanaf 15 april 1992 in Portugal verbleef en een arbeidscontract kon voorleggen. Deze voorwaarde was niet van toepassing op diegenen die konden aantonen dat ze reeds voor juni 1986 Portugal binnenkwamen.

Om zoveel mogelijk illegalen te bereiken werd beroep gedaan op allerhande migrantenorganisaties, de parochies, en de vakbonden.

Onder hun druk wordt de inschrijvingstermijn verlengd tot 5 maart 1993; en kon een verklaring van de vakbond dat de illegaal tewerkgesteld is het arbeidscontract vervangen.

Er kwamen zo een 40.000 aanvragen binnen, waarvan goed een derde zou geregulariseerd zijn.

Tussen 11 juni 1996 en 12 december 1996 werd een nieuwe regularisatiecampagne gevoerd. Illegalen uit de vroegere kolonies (Angola, Kaapverdische eilanden, Guinée-Bissau, Mozambique en Sao Tome e Principe) die voor 31-12-1995 in Portugal verbleven, en over voldoende bestaansmiddelen beschikken; en andere illegalen die voor 25 maart 1996 in Portugal verbleven konden zich inschrijven.

Drie zaken dienden te worden voorgelegd: een identiteitsdocument, een bewijs van datum van aankomst, en een arbeidscontract of verklaring van een vakbond of andere erkende organisatie.

Er werden meer dan 35.000 aanvragen ingediend, waarvan het grootste deel (23.400) van inwoners van de PALOP (Afrikaanse landen waar het Portugees de officiële taal is).

Het nieuws van de regularisaties verspreidde zich snel doorheen Europa, zodat vele illegalen uit buurlanden alsnog trachtten illegaal Portugal binnen te dringen. Dit leidde er toe dat na de regularisatiecampagne er nog steeds een 50.000-tal illegalen in het land verbleven.

Ierland

In december 1997 besliste de Ierse justitieminister John O' Donoghue over te gaan tot een versnelde goedkeuringsprocedure.

De EU-conventie van Dublin besliste dat asielaanvragen dienden te gebeuren in het eerste EU-land waar de « vluchteling » toekomt. Daar praktisch niemand in Ierland toekomt zonder eerst door een ander EU-land te zijn gereisd; worden in Ierland ongeveer 90 % van de asielaanvragen verworpen. Ierland is dan ook een stichtend voorbeeld van hoe het wél kan.

Nr. 4 van de heren Erland PISON (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à enfreindre la loi du 15 décembre 1980 relative aux étrangers. ».

JUSTIFICATION

L'article 9, paragraphe 3 de la loi sur les étrangers stipule qu'un étranger qui séjourne en Belgique sans papiers ou a un statut de séjour précaire, peut, « lors de circonstances exceptionnelles », demander une régularisation de son séjour sur la base de l'article 9, paragraphe 3 de la loi du 15 décembre 1980.

À cet effet, le demandeur doit expliquer dans une lettre les raisons humanitaires pour lesquelles il demande à pouvoir séjourner légalement en Belgique. Ensuite, il doit aussi indiquer les circonstances exceptionnelles qui l'empêche de demander cette autorisation de séjour à l'étranger. En principe, une autorisation doit être demandée sur place auprès du poste diplomatique ou consulaire belge compétent.

L'étranger introduit sa demande de régularisation auprès du bourgmestre du lieu où il réside. Le bourgmestre lui donne un accusé de réception et envoie le dossier à l'Office des Étrangers. L'OE décide si le séjour peut faire l'objet d'une régularisation. Il n'est, à cet égard, pas tenu à un délai précis.

À l'automne 1999, les autorités belges ont décidé d'offrir à un grand nombre d'étrangers la possibilité de régulariser leur séjour en Belgique. Le parlement a voté une loi spéciale de régularisation. En principe, les étrangers qui étaient régularisés dans le cadre de cette campagne recevaient une autorisation de séjour d'une durée indéterminée. Au cours des trois dernières semaines de janvier 2000, 36.000 dossiers de demande ont été introduits.

Beaucoup d'étrangers qui avaient introduit une demande d'asile à l'automne 1999 ou juste avant n'ont pas pu bénéficier de la loi de régularisation car leur procédure d'asile était encore pendante.

Les campagnes de régularisation de ce genre sont légion en Europe. Elles introduisent ainsi, de manière régularisée, le cheval de Troie à l'intérieur des frontières. D'autres pays européens organisent aussi avec des « succès » divers ce genre de campagnes qui récompense l'illégalité.

Campagnes de régularisation aux Pays-Bas

À l'automne 1974, la Deuxième Chambre des Pays-Bas débattait de la présence de plusieurs milliers d'illégaux dans le pays. Dès mars 1975 la mesure de régularisation entra en vigueur. Tous les étrangers arrivés aux Pays-Bas avant le 1er novembre 1973 qui y résidaient normalement et qui y travaillaient régulièrement pouvaient introduire une demande de régularisation. Il fallait à l'arrivée dans le pays avoir entre 18 et 45 ans (pour les personnes qualifiées) ou entre 18 et 35 ans (personnes non qualifiées). Il fallait aussi en premier lieu disposer d'un logement adéquat.

Sous la pression de diverses organisations de gauche, les critères furent rapidement adoucis. Ainsi, la date repère fut déplacée du 1er novembre 1973 au 1er novembre 1974. Et le paiement d'un salaire et de cotisations sociales ne fut plus retenu au nombre des critères, tout comme le fait de disposer d'un logement.

Au total, quelque 18.000 étrangers en séjour illégal introduisirent une demande et 15.000 d'entre eux furent finalement régularisés. (Quelques centaines de dossiers avaient été refusés dans un premier temps, mais par la suite, sous la pression des médias de gauche et de groupes de pression,

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot overtreding van de vreemdelingenwet van 15 december 1980. ».

VERANTWOORDING

Artikel 9, lid 3 van de vreemdelingenwet bepaalt dat een vreemdeling die zonder papieren in België verblijft of een precair verblijfsstatuut heeft, « in buitengewone omstandigheden » een regularisatie van zijn verblijf kan aanvragen op basis van artikel 9 lid 3 van de verblijfswet.

Hiervoor dient de aanvrager in een brief de humanitaire redenen uit te leggen waarom hij een legaal verblijf in België wil verkrijgen. Daarnaast moet hij ook aangeven wat de buitengewone omstandigheden zijn waardoor hij die verblijfsmachtiging niet in het buitenland kan aanvragen. In principe moet een machtiging daar worden aangevraagd bij de bevoegde Belgische diplomatieke of consulaire post.

De vreemdeling dient zijn aanvraag tot regularisatie in bij de burgemeester van de plaats waar hij verblijft. De burgemeester geeft een ontvangstbewijs en stuurt het dossier naar de Dienst Vreemdelingenzaken. De DVZ beslist of het verblijf geregulariseerd kan worden. Hij is daarbij niet gehouden aan een bepaalde termijn.

In de herfst van 1999 besliste de Belgische overheid een grote groep vreemdelingen de kans te bieden hun verblijf in België te regulariseren. Het parlement keurde een speciale regularisatiewet goed. In principe kregen de vreemdelingen die geregulariseerd werden in het raam van deze campagne, een verblijfsmachtiging van onbepaalde duur. Tijdens de laatste drie weken van januari 2000 werden 36.000 aanvraagdossiers ingediend.

Vele vreemdelingen die tijdens of net voor het najaar van 1999 een asielaanvraag hadden ingediend, hebben geen gebruik gemaakt van de regularisatiewet omdat hun asielprocedure nog beoordeeld worden.

Dit soort van regularisatiecampagnes zijn legio in Europa, dat op die manier op een geregulariseerde manier het paard van Troje binnen de grenzen haalt. Ook andere Europese landen organiseerden met wisselend « succes » dit soort van campagnes waarbij de illegaliteit werd beloond.

Nederlandse regularisatiecampagnes

In het najaar van 1974 vergaderde de Nederlandse Tweede Kamer over de aanwezigheid van de vele duizenden illegalen in het land. Reeds in maart 1975 treedt de regularisatiemaatregel in werking. Alle vreemdelingen die voor 1 november 1973 in Nederland binnenkwamen en er gewoonlijk verbleven; en die regelmatig deelnamen aan het arbeidsproces zouden een aanvraag tot regularisatie kunnen indienen. Wel diende men bij aankomst in het land tussen de 18 en 45 jaar te zijn (voor geschoolden) of tussen de 18 en 35 jaar (ongeschoolden). Ook diende men in eerste instantie te beschikken over een passende woonruimte.

Onder druk van allerhande linkse organisaties worden de criteria echter al gauw verzacht. Zo verschuift de peildatum naar 1 november 1974 (i.p.v. 1 november 1973). En ook het betaald hebben van loonbelasting en sociale premies vervalt als criterium, evenals de beschikking hebben over een woonruimte.

In totaal dienden zo een 18.000 illegale vreemdelingen een aanvraag in; waarvan er uiteindelijk 15.000 werden geregulariseerd. (Een paar honderd aanvragen werden eerste geweigerd, maar later onder druk van de linkse media en drukingsgroepen toch nog goedgekeurd.) Velen hiervan

ils furent quand même acceptés.) Beaucoup d'entre eux allaient encore faire venir femme et enfants au cours des années suivantes.

Les trois centrales syndicales néerlandaises NVV, NKV et CNV avaient adopté une position différente. Elles proposaient de faire une analyse coût-bénéfice et de limiter l'immigration. C'est surtout la régularisation rapide des illégaux qui leur posait des problèmes. Leur position était qu'après une campagne de régularisation, il y aurait en moins de rien de nouveaux illégaux, de sorte que le besoin d'une nouvelle campagne de régularisation se ferait rapidement sentir. En 1970, les centrales syndicales néerlandaises voyaient donc la régularisation des illégaux comme un problème sans issue.

La nouvelle de la campagne de régularisation provoqua un afflux massif de nouveaux demandeurs d'asile. Le nombre de jeunes turcs et marocains émigrant aux Pays-Bas était huit fois plus élevé en 1975 qu'au cours des années précédentes. Du reste, en 1974, 2,3 % de la population active aux Pays-Bas était issue de l'immigration. (Contre 5 % en France et même 7 % en Belgique.)

« Depuis 1970, déclarer que les Pays-Bas n'étaient pas et ne deviendraient pas un pays d'immigration faisait déjà partie des bonnes mœurs politiques. Mais dans la pratique, des plans conduisant à l'immigration étaient régulièrement élaborés et mis en oeuvre. La position selon laquelle les Pays-Bas n'étaient pas, ne deviendraient pas et ne devaient pas devenir un pays d'immigration était déjà vide de sens dès 1970 et pouvait au mieux être interprétée comme une formule incantatoire, mais aussi comme une tentative de jeter de la poudre aux yeux de la population néerlandaise. » (Pieter Lakeman. Binnen zonder kloppen, p.79)

En mai 1980, il y eut une nouvelle campagne de régularisation dont le critère principal pour les illégaux était d'avoir travaillé sans interruption auprès d'un seul employeur entre le 1^{er} janvier 1978 et le 31 octobre 1979 et d'avoir payé au cours de cette période l'impôt sur les salaires et la sécurité sociale. On a ainsi régularisé 1.800 illégaux supplémentaires. « L'arrêté du cabinet Van Agt signifiait qu'après le pardon de 1966, après les régularisations de Marocains et de Yougoslaves lors des conventions de recrutement et après les deux régularisations de 1975, c'était maintenant la sixième fois qu'un groupe d'illégaux ne respectant pas les dispositions légales obtenait un permis de séjour. » (op. cit. p. 94) « Les six régularisations furent autant de signaux à destination des étrangers que les intérêts des étrangers aux Pays-Bas pèsent plus lourd que le maintien du droit. »

Cette nouvelle campagne de régularisation arriva après un important changement social intervenu vers 1975 aux Pays-Bas. « Toute personne qui ne voulait pas favoriser aveuglément des illégaux manifestes (...) était considérée comme raciste. Même si le caractère intimidant était identique au macarthysme original, il y avait toutefois d'importantes différences. Aux États Unis, c'étaient les intellectuels de gauche qui avaient des opinions nuancées sur les développements de la société et le communisme qui en furent les victimes; tandis qu'aux Pays-Bas, c'étaient justement les intellectuels de gauche qui étaient les forces motrices de ce terrorisme. » (op. cit. p. 93)

Outre ces campagnes de régularisation, les Pays-Bas connaissent encore trois types de régularisation semi-permanentes.

Tout d'abord, les demandeurs d'asile prétendent tolérés avec une autorisation provisoire reçoivent un permis de séjour permanent après trois ans. S'ils trouvent un travail, ils reçoivent aussi après deux ans une autorisation d'établissement.

Ensuite, il y a la règle des trois ans qui accorde également sous certaines conditions, un permis de séjour aux étrangers qui restent plus de trois ans dans l'incertitude en ce qui concerne leur demande d'asile.

Enfin, il y a la règle des six ans pour les travailleurs étrangers qui ont travaillé pendant six ans auprès d'employeurs néerlandais, qui ont payé les cotisations et l'impôt sur les salaires et qui se sont intégrés dans une certaine mesure.

zouden in de jaren hieropvolgend ook vrouw en kinderen laten overkomen.

Een apart standpunt werd ingenomen door de drie landelijke vakcentrales NVV, NKV en CNV. Zij stelden voor een kosten-batenanalyse te maken en de immigratie te beperken. Ze hadden voornamelijk problemen met de vlotte regularisering van de illegalen. Hun standpunt was dat er na een regularisatiecampagne binnen de kortste keer weer nieuwe illegalen zijn, zodat men binnen de kortste keren weer een nieuwe aanandrang tot regularisatie gaat voelen. De regularisering van illegalen werd door de Nederlandse vakcentrales anno 1970 dus reeds gezien als een straatje zonder einde.

Het nieuws van de regularisatiecampagne zorgde voor een enorme toeloop van nieuwe asielzoekers. Het aantal naar Nederland emigrerende jonge Turken en Marokkanen was in 1975 twee respectievelijk acht keer zo groot als in de voorafgaande jaren. In 1974 was trouwens 2,3 % van de Nederlandse beroepsbevolking gastarbeider. (Ter vergelijking : in Frankrijk was dit 5 %, in België zelfs 7 %.)

« Sinds 1970 behoorde het al tot de goede politieke zeden om expliciet te stellen dat Nederland geen immigratieland was, of zou worden. In feite werden echter regelmatig plannen uitgewerkt en uitgevoerd die tot immigratie zouden leiden. De stelling dat Nederland geen immigratieland was, zou worden, of moest worden, had al sinds 1970 geen inhoudelijke betekenis en kon op zijn gunstigst als een bezweringsformule worden geïnterpreteerd, maar evengoed als een poging de Nederlandse bevolking zand in de ogen te strooien. » (Pieter Lakeman. Binnen zonder kloppen, blz. 79).

In mei 1980 komt er een nieuwe regularisatiecampagne; waarbij de voornaamste criteria zijn dat de illegaal van 1 januari 1978 tot 31 oktober 1979 onafgebroken bij één werknemer in dienst was; en dat gedurende die periode loonbelasting en sociale verzekering werd betaald. Op deze manier worden nog eens 1.800 illegalen geregulariseerd. « Het besluit van het kabinet – Van Agt betekende dat, na het pardon van 1966, na de regularisaties van Marokkanen en Joegoslaven bij de wervingsverdragen en na de beide regularisaties in 1975, nu voor een zesde keer een groep illegalen in strijd met de wettelijke bepalingen een verblijfsvergunning had gekregen. » (Cit. o.c. blz. 94). « De zes regularisaties waren evenzoveel signalen aan vreemdelingen dat de belangen van vreemdelingen in Nederland zwaarder wegen dan handhaving van het recht. »

Deze nieuwe campagne kwam er nadat zich rond 1975 in Nederland een belangrijke maatschappelijke verandering had voorgedaan. « Iedereen die niet blindelings zichtbare illegalen wilde bevoordelen (...) werd voor racist uitgemaakt. Hoewel het intimiderende karakter identiek was aan het oorspronkelijke McCarthyisme, waren er ook belangrijke verschillen. In de VS waren linkse intellectuelen die genuanceerd over maatschappelijke ontwikkelingen en het communisme dachten slachtoffer, terwijl bij de Nederlandse campagne linkse intellectuelen juist de drijvende krachten achter deze terreurbeweging waren. » (cit. o.c. blz. 93)

Naast deze regularisatiecampagnes bestaan er in Nederland ook nog drie soorten semi-permanente regularisaties.

Ten eerste kunnen zgn. gedoogde asielzoekers met een tijdelijke vergunning na drie jaar een permanente verblijfsvergunning krijgen. Indien ze werk vinden krijgen ze na twee jaar ook een vestigingsvergunning.

Ten tweede is er de driejarenregeling waarbij vreemdelingen die meer dan drie jaar in onzekerheid verkeren omtrent hun asielaanvraag onder bepaalde voorwaarden eveneens een verblijfsvergunning krijgen.

Ten slotte is er de zesjarenregeling voor buitenlandse werknemers die in Nederland zes jaar hebben gewerkt bij werkgevers die premies en loonbelasting hebben betaald, en die in enige mate zijn geïntegreerd.

« Au cours du quart de siècle qui s'est écoulé depuis 1973, le nombre de Turcs séjournant aux Pays-Bas a augmenté de 53.500 à 280.000. Au cours de cette période, le nombre de Marocains est passé de 29.600 à 234.000, soit huit fois plus. Depuis 1990, les Pays-Bas admettent en moyenne 6.000 Marocains et 8.000 Turcs par an. Le nombre de Turc et de Marocains qui travaillent augmente beaucoup plus lentement. » (Pieter Lakeman. Binnen zonder kloppen, pp.128-129)

« Il faut constater que depuis 1983 les Pays-Bas entretiennent pratiquement toute la communauté turque et du Rif présente sur leur territoire sans contrepartie notable. » (op. cit. p.130)

« Il ressort d'un rapport que, au cours de la période 1983-1993, 20 % des demandeurs d'asile avaient des papiers d'identité, de voyage et de franchissement de frontière en ordre, principalement les demandeurs d'asile en provenance du Suriname et d'Europe de l'Est. Les demandeurs d'asile en provenance du Moyen-Orient vivaient souvent avec des faux papiers ou sans visa valable. Les demandeurs d'asile africains arrivaient pratiquement tous sans papiers. Il s'est avéré qu'un tiers des demandeurs d'asile avaient jeté à un moment ou l'autre leurs papiers de voyage et d'identité sur le conseil d'un agent de voyage ou d'autres personnes. C'était surtout le cas des demandeurs d'asile en provenance d'Asie et d'Afrique. » (op. cit. p.140)

Italie : Clandestini

Depuis de nombreuses années déjà, l'Italie est un pays de passage vers l'ouest et le nord, riches, de l'Europe. Les agissements des mafias d'Italie et d'Europe de l'Est permettent à de nombreux illégaux d'entrer en Europe par le sud de l'Italie. D'après les chiffres officiels, il y avait environ 990.000 Extracomunitari légaux (réfugiés hors UE) et quelque 250.000 Extracomunitari illégaux en août 1998.

En vertu des accords de Schengen, les réfugiés pouvaient rester 30 jours dans le pays, période au cours de laquelle les autorités devaient découvrir leur identité. À cet effet, on a notamment conclu un accord de coopération avec le Maroc par lequel les autorités marocaines s'engagent à collaborer aux identifications. Mais d'autres pays nord-africains ont refusé de signer un tel accord de coopération.

Lorsqu'ils ne peuvent être identifiés dans les 30 jours, les réfugiés peuvent quitter le camp d'accueil sous réserve de quitter immédiatement le sol italien. Une majorité écrasante se rend alors en Allemagne, en France, en Belgique,... Celui qui reçoit un ordre d'expulsion doit quitter le pays dans les 15 jours. En juin 1998, 20.262 personnes séjournaient en Italie avec un ordre d'expulsion en poche.

En 1987, on a lancé une première campagne de régularisation. Les étrangers qui pouvaient démontrer qu'ils séjournaient en Italie avant le 27 janvier 1987, travaillaient ou étaient inscrits auprès d'un bureau de chômage, étaient susceptibles d'être régularisés. Les candidats devaient se présenter auprès des autorités provinciales de sécurité publique, où leurs déclarations concernant leur séjour et leur emploi étaient vérifiées. En cas de refus de régularisation, un recours était prévu devant les tribunaux administratifs.

En mars 1988, la loi est fortement assouplie : le travail à domicile et à temps partiel entre également en ligne compte. La période de régularisation est également prolongée au 30 septembre 1988. Au total, quelque 118.000 personnes ont pu régulariser leur séjour (90 % de travailleurs et 10 % d'indépendants).

La loi Martinelli de février 1990 prévoit une nouvelle vague de régularisations. Celui qui demandait une autorisation de séjour dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur de la loi et pouvait y joindre un document d'identité ainsi que la preuve qu'il se trouvait en Italie avant le 31 décembre 1989, entrait en ligne de compte. Les motifs que l'on pouvait invoquer pour obtenir une telle autorisation étaient d'avoir un emploi (ou d'être inscrit auprès d'un bureau de chômage!), de travailler comme indépendant ou d'être étudiant.

« In de kwart eeuw die sinds eind 1973 is verstreken, is het aantal in Nederland verblijvende Turken van 53.500 naar 280.000 gestegen. Het aantal Marokkanen steeg in deze periode van 29.600 tot 234.000, een verachtvoudiging. Sinds 1990 laat Nederland jaarlijks gemiddeld 6.000 Marokkanen en 8.000 Turken toe. Het aantal werkende Turken en Marokkanen stijgt veel langzamer. » (Cit. Pieter Lakeman. Binnen zonder kloppen., pag. 128-129)

« Geconstateerd moet worden dat Nederland sinds 1983 bijna de gehele in Nederland aanwezige Turkse en Riffijnse gemeenschap onderhoudt, zonder noemenswaardige tegenprestatie. » (Cit o.c. pag. 130)

« Blijkens een rapport had in de periode 1983-1993 twintig procent van de asielzoekers geldige identiteits-, reis- en grensoverschrijdingspapieren, vooral asielzoekers uit Suriname en Oost-Europa. Asielzoekers uit het Midden-Oosten kwamen veelal met valse papieren of zonder geldig visum. Afrikaanse asielzoekers kwamen vrijwel allen zonder papieren. Een derde deel van de asielzoekers bleek op advies van een reisagent of anderen de reis- en identiteitspapieren op enig moment te hebben weggegooid. Vooral asielzoekers uit Azië en Afrika waren daar actief in. » (Cit o.c. pag. 140)

Italië : Clandestini

Italië is voor vele reeds jaren een doorgangslaan naar het rijke noorden en westen van Europa. Door toedoen van Italiaanse en Oosteuropese maffiagroepen zetten vele illegalen voor het eerst voet op westerse bodem in het zuiden van Italië. Volgens officiële cijfers waren er in augustus 1998 zo een 990.000 legale Extracomunitari (vluchtelingen van buiten de EU) in Italië, en ongeveer een 250.000 illegale Extracomunitari.

Volgens de Schengenakkoorden konden vluchtelingen 30 dagen in het land blijven; waarbij in deze periode de overheid hun identiteit diende te achterhalen. Hiertoe werd ondermeer een samenwerkingsakkoord met Marokko opgezet, waarbij de Marokkaanse overheid zou meewerken aan de identificaties. Andere Noord-Afrikaanse landen weigerden zulk een samenwerkingsakkoord echter af te sluiten.

Wanneer de identificatie binnen de 30 dagen niet lukt worden de vluchtelingen uit het opvangkamp gelost op voorwaarde dat ze onmiddellijk Italië zouden verlaten. Het overgrote deel hiervan trekt verder naar Duitsland, Frankrijk, België,... Wie een uitwijzingsbevel krijgt dient het land binnen de 15 dagen te verlaten. In juni 1998 verbleven er in Italië 20.262 personen met zo een uitwijzingsbevel op zak.

In 1987 wordt met een eerste regularisatiecampagne gestart. Vreemdelingen die konden bewijzen dat ze voor 27 januari 1987 in Italië verbleven, werk hadden of ingeschreven waren bij een werkloosheidsbureau, kwamen voor regularisatie in aanmerking. De kandidaten dienden zich te melden bij de Provinciale Overheid van Openbare Veiligheid, waar hun verklaringen m.b.t. verblijf en tewerkstelling werden geverifieerd. Tegen de weigering van regularisatie was nog beroep voorzien bij de administratieve rechtbanken.

In maart 1988 wordt de wet danig versoepeld, en komt ook thuiswerk en deeltijds werk in aanmerking. Eveneens werd de periode voor regularisering verlengd tot 30 september 1988. In totaal konden zo een 118.000 personen hun verblijf regulariseren (waarvan 90 % werknemers en 10 % zelfstandigen).

De wet Martinelli van februari 1990 zorgt voor een nieuwe regularisatiegolf. Wie binnen de zes maanden na het inwerkingtreden van de wet een machtiging tot verblijf aanvraagde, en hierbij een identiteitsdocument kon voorleggen, en kon bewijzen dat hij zich voor 31 december 1989 in Italië bevond, kwam in aanmerking. De redenen die men kon invoeren om zulke machtiging te bekomen waren tewerkstelling (of inschrijving in een werkloosheidsbureau!), zelfstandig werk of studieredenen.

Afin d'assurer le succès de la campagne, il avait été décidé que les employeurs qui, dans les deux mois suivant l'entrée en vigueur de la loi, déclaraient avoir employé quelqu'un illégalement et voulaient régulariser la situation, n'étaient plus punissables. Ils ne devaient plus non plus payer les cotisations sociales pour cette période d'illégalité.

Plus de 234.800 étrangers ont ainsi pu régulariser leur séjour.

La loi Dini de novembre 1995 édictait des règles plus sévères concernant l'entrée des étrangers mais contenait aussi une nouvelle mesure de régularisation. Les illégaux qui avaient un contrat de travail d'au moins six mois pouvaient recevoir un permis de séjour permanent. Les étrangers sans emploi qui s'inscrivaient auprès d'un bureau de chômage obtenaient un permis provisoire de six mois. Si, dans ce délai, ils trouvaient un emploi, ils recevaient alors un permis de séjour permanent. Les illégaux qui répondaient aux conditions du regroupement familial pouvaient aussi introduire une demande. Fin mars 1996, la campagne fut prolongée, permettant aux illégaux arrivés avant le 31 mars 1996 de s'inscrire.

Finalement, plus de 248.500 personnes s'inscrivirent et 220.000 d'entre elles furent régularisées.

Début 1998, les autorités italiennes lancèrent leur dernière campagne de régularisation d'illégaux pouvant prouver qu'ils séjournèrent déjà depuis plus de cinq ans dans le pays. L'objectif du gouvernement italien est de régulariser quelque 38.000 illégaux. Parmi les illégaux ce fut une véritable ruée et on vit apparaître un véritable marché noir de papiers (Frankfurter Allgemeine 7 novembre 1998). Vu son succès, l'opération a dû être prolongée jusqu'au 10 octobre 1998. Au total, quelque 200.000 demandes ont été introduites.

En 12 ans à peine, l'Italie a régularisé plus de 770.000 illégaux.

France : Sans-papiers

En 1973, le gouvernement français mena une action de pardon général à l'égard de tous les illégaux qui séjournèrent à ce moment en France. (La Belgique allait d'ailleurs suivre cet exemple en légalisant 14.000 étrangers en août 1974.). Tout le monde pouvait obtenir inconditionnellement un permis de séjour et un permis de travail mais, après cette mesure, le pays serait définitivement fermé aux illégaux. Mais c'était sans tenir compte des socialistes. Tant en 1973, qu'en 1974, 1976 et 1979, il y eut des régularisations générales. Entre 1960 et 1973 il y avait d'ailleurs en France un système de régularisation permanent. Celui qui entrait illégalement sur le territoire à cette époque et trouvait du travail avait la possibilité de régulariser sa situation de séjour et de travail.

1981 : le gouvernement socialiste de Pierre Mauroy décide d'accorder une amnistie aux sans-papiers et un permis de séjour et de travail de dix ans à tous les immigrés.

Tous ceux qui séjournèrent en France avant le 1^{er} janvier 1981 reçoivent aussi un permis de séjour de trois mois au cours desquels ils peuvent demander une « régularisation exceptionnelle ». Ici aussi, à l'instar de l'Italie, les employeurs qui employaient des illégaux se voient accorder une « amnistie » et ne doivent pas payer les arriérés de taxes.

Au cours de cette période d'amnistie qui se termina en 1983, il y a eu au moins 145.000 demandes dont quelque 130.000 ont été approuvées.

La France est donc restée un pays d'asile ouvert sans le moindre quota. La France a bien été contrainte de mieux surveiller ses frontières vu que de nombreux illégaux rejoignaient la France depuis les pays limitrophes dans l'espoir de pouvoir aussi être régularisés.

Om van de campagne een succes te maken werd beslist dat werkgevers die binnen de twee maanden na het inwerkingtreden van de wet aangifte deden van het feit dat ze iemand onwettig hadden tewerkgesteld, en deze toestand wensten te regulariseren, niet meer strafbaar waren. Ook dienden ze de sociale bijdragen voor die onwettige periode niet meer te betalen.

Iets meer dan 234.800 vreemdelingen konden op deze manier hun verblijf regulariseren.

De wet Dini van november 1995 vaardigde striktere regels uit m.b.t. de binnenkomst van vreemdelingen, maar bevatte ook een nieuwe regularisatiemaatregel. Illegalen met een arbeidscontract voor minstens zes maanden konden een permanente verblijfsvergunning krijgen. Werkloze vreemdelingen die zich inschreven in het werkloosheidsbureau kregen een voorlopige vergunning voor zes maanden. Konden zij in die tijd werk vinden volgde eveneens een permanente verblijfsvergunning. Ook illegalen die voldeden aan de voorwaarden voor gezinshereniging konden eveneens een aanvraag indienen. Einde maart 1996 werd de campagne verlengd, waarbij illegalen die voor 31 maart 1996 binnenkwamen zich konden inschrijven.

Uiteindelijk schreven meer dan 248.500 personen zich in, waarvan er 220.000 werden geregulariseerd.

Begin 1998 begon de Italiaanse overheid met de meest recente regulariseringscampagne van illegalen die kunnen aantonen dat ze reeds meer dan 5 jaar in het land verblijven. Het doel van de Italiaanse regering is om zo 38.000 illegalen te regulariseren. Bij de illegalen begint er een ware stormloop, en wordt een ware zwarte handel in papieren opgezet (Frankfurter Allgemeine 7 november 1998). Door het enorm succes van de operatie diende de periode verlengd te worden tot 10 oktober 1998. In totaal komen er zo een 200.000 aanvragen binnen.

Op amper 12 jaar tijd werden in Italië meer dan 770.000 illegalen geregulariseerd.

Frankrijk : Sans-papiers

In 1973 voerde de Franse regering een algemeen of generaal pardon door voor alle illegalen die op dat moment in Frankrijk verbleven. (België zou dit voorbeeld trouwens volgen in augustus 1974, waarbij 14.000 vreemdelingen werden gelegaliseerd.) Iedereen kon onvoorwaardelijk een verblijfs- en arbeidsvergunning krijgen; maar na deze maatregel zou het land definitief op slot gedaan worden voor illegalen. Maar dat was zonder de socialisten gerekend. Zowel in 1973, 1974, 1976, en 1979 kwamen er algemene regularisaties. Tussen 1960 en 1973 was het trouwens zo dat er in Frankrijk een systeem van permanente regularisering bestond. Wie in die periode illegaal in het land binnenkwam en er werk vond kreeg de mogelijkheid zijn arbeids- en verblijfssituatie te regulariseren.

1981 : de socialistische regering Pierre Mauroy besluit amnestie te verlenen aan de sans-papiers, en een tienjarige verblijfs- en werkvergunning aan alle immigranten te verlenen.

Iedereen die voor 1 januari 1981 in Frankrijk verbleef kreeg eveneens een verblijfsvergunning van drie maanden, in welke periode ze de kans hadden om een « regularisation exceptionnelle » aan te vragen. Ook hier, zoals in Italië, kregen de werkgevers die illegalen tewerkstelden « amnestie », en dienden ze de achterstallige taxes niet te betalen.

In deze amnestieperiode, die afliep in 1983, kwamen maar liefst 145.000 aanvragen binnen; waarvan er een 130.000 werden goedgekeurd.

Frankrijk bleef dus een open asieland zonder enige quota. Wel werd Frankrijk verplicht de grenzen beter te bewaken, vermits vele illegalen uit buurlanden naar Frankrijk trokken in de hoop ook voor regularisatie in aanmerking te kunnen komen.

On peut diviser le groupe des sans-papiers en deux sous-groupes. D'une part, ceux qui n'ont pas introduit de demande d'asile et qui ne souhaitent pas le faire; d'autre part, ceux dont la demande d'asile a déjà été rejetée et qui doivent quitter le territoire. En ce qui concerne cette dernière catégorie, un rapport de l'Assemblée Nationale estimait en 1998 qu'ils étaient quelque 200.000 à séjourner en France.

La majorité de ces illégaux est connue des autorités, puisqu'ils ont des comptes ou sont inscrits pour bénéficier de l'assistance médicale gratuite.

En 1991, on assiste à une nouvelle campagne de régularisation qui vise principalement la régularisation des demandeurs d'asile ayant épuisé toutes les procédures. En raison de la lenteur de fonctionnement de l'OFPPA (Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides), de nombreux demandeurs d'asile, attendaient une réponse définitive depuis des années et s'étaient déjà établis en France.

Pour être pris en compte, les illégaux devaient satisfaire aux conditions suivantes : pouvoir prouver qu'ils étaient arrivés avant le 1^{er} janvier 1989; avoir entamé la procédure depuis 2 à 3 ans; pouvoir prouver qu'ils exercent légalement une activité professionnelle depuis au moins 2 ans. Ici encore, sous la pression de diverses organisations de gauche, une circulaire paraît (3-12-1991) qui signale la possibilité d'une application plus libérale des critères établis, et ce pour raisons humanitaires.

Un peu plus de 60.000 dossiers furent introduits pour déboucher finalement sur quelque 25.000 régularisations.

En 1994, le gouvernement Balladur a proposé les lois Pasqua interdisant toute régularisation de sans-papiers; y compris par le mariage. Les maires avaient la possibilité d'empêcher un mariage s'ils soupçonnaient qu'il s'agissait d'un mariage blanc. D'autres durcissements étaient encore prévus; notamment en ce qui concerne le refus de réadmission pendant un an pour ceux qui avaient été expulsés du pays. Mais ces deux mesures ont été déclarées inconstitutionnelles par le Conseil constitutionnel français.

Le durcissement général des lois d'asile ont fortement fait chuté le nombre de demandeurs d'asile (de 135.000 en 1992 à 68.000 en 1995). Mais ces chiffres donnent une image fautive car maintenant de nombreux étrangers entrent illégalement en France et plongent immédiatement dans la clandestinité. Le nombre de ceux qu'on appelle les « sans-papiers » est passé de 8.700 en 1993 à 10.100 en 1995 et même à plus de 12.000 en 1996.

Au cours de l'été 1996, un certain nombre d'illégaux (principalement des Maliens) – tant des sans-papiers que des réfugiés à qui l'asile avait été refusé – ont commencé à occuper les églises partout en France. Ils exigeaient la régularisation de tous les illégaux en France.

Les autorités ont réagi début 1997 avec les lois Debré qui établissaient les catégories d'illégaux qui pouvaient recevoir un permis de séjour d'un an :

- L'époux (épouse) d'un citoyen français qui ne vit pas en situation de polygamie, est marié depuis un an déjà et cohabite depuis un an déjà.
- L'époux (épouse) d'un étranger disposant d'une carte de séjour, qui ne vit pas en situation de polygamie, est marié et cohabite depuis un an déjà et qui vit en France depuis au moins cinq ans ou qui a au moins un enfant à charge.
- L'époux (épouse) d'un réfugié reconnu qui ne vit pas en situation de polygamie, est marié et cohabite depuis un an déjà.
- Les familles qui ont un revenu régulier, séjournent en France depuis plusieurs années (min. 3 ans), qui ont un domicile, sont en ordre d'impôts et dont les enfants sont scolarisés.
- Les parents qui ont un enfant de moins de 16 ans à leur charge et qui séjournent en France depuis 5 ans.

De groep sans-papiers kan men opsplitsen in twee deelgroepen. Enerzijds zij die geen asiel hebben aangevraagd en dit ook niet wensen te doen; en anderzijds zij wiens asielaanvraag reeds werd geweigerd en het grondgebied dienen te verlaten. Van deze laatste categorie zouden er volgens een verslag van de Assemblée Nationale in 1998 zo een 200.000 in Frankrijk verblijven.

De meeste van deze illegalen zijn bij de overheid gekend, daar ze rekeningen hebben of zijn ingeschreven voor gratis medische bijstand.

In 1991 komt er een nieuwe campagne waarbij vooral gemikt wordt op de regularisatie van uitgeprocedeerde asielzoekers. De trage werking van het OFPPA (Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides) had er voor gezorgd dat veel asielzoekers reeds jaren op een definitief antwoord wachtten, en zich reeds in Frankrijk hadden gevestigd.

Om in aanmerking te komen diende de illegaal aan volgende voorwaarden te voldoen: binnenkomst bewijzen voor 1 januari 1989; minstens 2 à 3 jaar in de procedure gezeten hebben, een wettelijke professionele activiteit van minstens 2 jaar kunnen bewijzen. Ook hier komt onder druk van allerhande linkse organisaties een circulaire (3-12-1991) waar men wijst op de mogelijkheid tot een meer « liberale » toepassing van de gestelde criteria, en dit om humanitaire redenen.

Er werden iets meer dan 60.000 dossiers ingediend, waarvan er uiteindelijk een 25.000 werden geregulariseerd.

Onder de regering Balladur worden in 1994 de zogenaamde Pasqua-wetten voorgesteld. De wetten verbieden de regularisaties van papierlozen; ook bij een huwelijk. Burgemeesters worden in de mogelijkheid gesteld om een huwelijk te verbieden wanneer er een vermoeden van geregeld huwelijk (mariage blanc) bestaat. Tevens worden er nog andere verstrengingen in voorzien; o.m. dat wie het land wordt uitgezet gedurende één jaar nieuwe toegang wordt ontzegd. Deze twee maatregelen worden door het Franse Conseil Constitutionnel echter onwettig verklaard.

De algemene verstrenging van de asielwetten zorgt er wel voor dat het aantal asielzoekers sterk daalt (van 135.000 in 1992 tot 68.000 in 1995). Maar, deze cijfers geven een vals beeld, daar nu vele vreemdelingen als illegaal het land binnenkomen en onmiddellijk onderduiken. Het aantal zgn. sans-papiers stijgt van 8.700 in 1993 tot 10.100 in 1995 en zelfs meer dan 12.000 in 1996.

In de zomer van 1996 beginnen een aantal illegalen (vnl. uit Mali) – zowel papierlozen als vluchtelingen wiens asiel geweigerd werd – met kerkbezettingen in het hele Franse land. Zij eisen regularisering voor alle illegalen in Frankrijk.

De overheid reageert begin 1997 met de zgn. Debré-wetten. Hierin werd bepaald dat volgende categorieën van illegalen een verblijfsvergunning voor 1 jaar konden krijgen :

- De echtgeno(o)t(e) van een Frans burger die niet in polygamie leeft, reeds 1 jaar gehuwd is, en reeds 1 jaar samenwoont.
- De echtgeno(o)t(e) van een vreemdeling met verblijfskaart, niet in polygamie levend, minstens 1 jaar gehuwd en samenwonend; en die reeds 5 jaar in Frankrijk verblijft of minstens 1 kind ten laste heeft.
- De echtgeno(o)t(e) van een erkend vluchteling die niet in polygamie leeft, minstens 1 jaar gehuwd en samenwonend.
- Families met een regulier inkomen, reeds meerdere jaren in Frankrijk verblijvend (min. 3 jaar), die beschikken over een domicilie, in orde zijn met de belastingen, en waarvan de kinderen gescolariseerd zijn.
- Ouders met minstens 1 kind jonger dan 16 ter hunner laste, die reeds 5 jaar in Frankrijk verblijven.

- Les jeunes de 16 à 19 ans, entrés en France hors regroupement familial, dont les parents séjournent légalement en France ou sont susceptibles d'être régularisés, et qui ont été scolarisés en France pendant 5 ans.
- Les mineurs de moins de 16 ans, arrivés en France hors regroupement familial, qui peuvent bénéficier sur place d'un regroupement familial.
- Les ascendants dépendant de leurs (petits-) enfants qui vivent légalement en France, et dont les enfants disposent de revenus réguliers et sont en ordre d'impôts.
- Les personnes isolées qui séjournent en France depuis 7 ans ou peuvent prouver une période de séjour légal.
- Les étrangers souffrant de maladies graves.
- Les étrangers qui n'ont pas obtenu le statut de réfugié mais qui peuvent prouver qu'ils courent des risques réels s'ils retournent dans leur pays d'origine.

L'article 7 précise également qu'une demande d'asile introduite après un refus est considérée comme frauduleuse et conduit à une expulsion immédiate.

L'Assemblée nationale ajoute encore que les citoyens français doivent avertir les autorités lorsqu'ils hébergent un citoyen hors UE. Les maires pouvaient ainsi vérifier que ces étrangers avaient bien quitté le territoire après expiration de leur visa.

Le Parlement européen a même jugé nécessaire de prendre position contre ces lois et compare les lois Debré à la dénonciation des Juifs pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Le Conseil d'État français a aussi signalé le caractère anticonstitutionnel de la loi, ce qui a entraîné une modification importante avant son adoption par l'Assemblée. Ce sont les étrangers eux-mêmes qui doivent avertir les autorités de l'endroit où ils se trouvent.

Les lois Debré visaient quatre grands objectifs :

Rendre plus efficace le dispositif d'éloignement des étrangers en situation irrégulière. L'autorisation de la rétention judiciaire d'étrangers démunis de documents transfrontière et des étrangers s'étant soustraits à une mesure d'éloignement.

L'octroi d'un permis de séjour de courte durée aux personnes dont l'expulsion est juridiquement impossible (famille en France, ancienneté du séjour).

Le renforcement des contrôles aux frontières contre l'immigration clandestine par la route.

Une extension des contrôles d'identité pour lutter contre le travail clandestin.

Le 24 juin 1997, les autorités ont élaboré une circulaire pour étudier les possibilités de régularisation des sans-papiers (carte de séjour de 5 ou 10 ans). Quiconque pouvait prouver qu'il séjournait depuis 5 ans au moins en France (via un passeport, un compte bancaire, un certificat de l'employeur...) entraînait en ligne de compte. À la clôture de la période de régularisation (le 1^{er} novembre 1997) 150.000 demandes avaient déjà été introduites. Environ 130.000 illégaux ont ainsi obtenu un permis de séjour temporaire. Dans la politique française on a retenu l'été 1997 comme « l'été des régularisations ».

Dans sa campagne en vue des élections de 1997, Lionel Jospin a promis de retirer les lois Pasqua et Debré. Après son élection, il a dès lors donné immédiatement l'ordre de revoir 40.000 dossiers d'illégaux. Il

- Jongeren tussen 16 en 19 jaar, buiten de gezinshereniging in Frankrijk binnengekomen, waarvan ouders legaal in het land verblijven of in aanmerking komen voor regularisatie, en die reeds 5 jaar in Frankrijk hebben school gelopen.
- Minderjarigen onder de 16, buiten de gezinshereniging in Frankrijk gekomen, die ter plaatse van gezinshereniging kunnen genieten.
- Ascendenten die van hun legaal in Frankrijk wonende (klein)kinderen afhankelijk zijn, en waarvan de kinderen reguliere inkomsten hebben en aan de belastingplichten voldoen.
- Alleenstaanden die reeds 7 jaar in Frankrijk verblijven of een periode van legaal verblijf kunnen aantonen.
- Ernstig zieke vreemdelingen.
- Vreemdelingen die het statuut van vluchteling niet kregen maar kunnen aantonen dat ze bij terugkeer naar hun vaderland reële risico's lopen.

In artikel 7 wordt verder bepaald dat de vraag tot asiel van wie reeds asiel werd geweigerd wordt beschouwd als frauduleuse aanvraag en leidt tot onmiddellijke uitwijzing.

De Assemblée Nationale laat hier nog aan toevoegen dat de Franse burgers de overheid dienen in te lichten wanneer ze in hun woning een niet EU-burger ontvangen. De lokale burgemeesters konden zo nagaan of deze vreemdelingen na het vervallen van hun visum effectief het land hadden verlaten.

Het Europese Parlement vindt het zelfs nodig hiertegen stelling in te nemen, en vergelijkt de Debréwetten met de verklikking van Joden in WO II.

Ook de Franse Conseil d'Etat wijst op het onconstitutionele van de wet; waardoor de Assemblée voor de goedkeuring een belangrijke wijziging doorvoert. Het zijn de vreemdelingen zelf die hun whereabouts aan de overheid dienen te melden.

De Debréwetten hadden vier grote doelstellingen voor ogen :

To render procedure van niet-reguliere legale vreemdelingen. Het laat gerechtelijke opsluiting toe van vreemdelingen zonder grensoverschrijdingspapieren, en van vreemdelingen die een deportatiebevel hebben mislopen.

Het toekennen van een kortetermijns verblijfsvergunning voor zij die niet legaal kunnen worden gedeporteerd (familie in Frankrijk, lange aanwezigheidsduur).

Strengere grensgebiedcontroles tegen clandestiene immigratie via de weg.

Uitgebreidere identiteitscontroles tegen clandestiene arbeid.

Op 24 juni 1997 komt er vanwege de overheid een circulaire om te onderzoeken of de sans-papiers kunnen worden geregulariseerd (« carte de séjour » van 5 of 10 jaar). Wie een verblijf in Frankrijk van minstens 5 jaar kon aantonen (via paspoort, bankrekening, werkgeverscertificaat,...) kwam in aanmerking. Op de einddatum van de regulariseringsperiode (1 november 1997) waren reeds 150.000 aanvragen binnengekomen. Ongeveer 130.000 illegalen kregen zo een tijdelijke verblijfsvergunning. In de Franse politiek staat de zomer van 1997 dan ook bekend als « The Summer of Regularisations ».

In de aanloop van de verkiezingen van 1997 belooft Lionel Jospin in zijn campagne de Pasqua- en Debréwetten in te trekken. Na zijn verkiezing geeft hij dan ook onmiddellijk het bevel om 40.000 dossiers van ille-

s'agissait principalement d'illégaux pour lesquels le regroupement familial ne s'appliquait pas. Les illégaux qui pensaient satisfaire aux critères posés pouvaient se faire connaître par écrit auprès de la préfecture. Dans leur lettre, il devaient expliquer leur situation et préciser quel titre de séjour ils demandaient et y joindre les documents nécessaires. Après examen de leur dossier, les illégaux étaient conviés à un entretien et le préfet prenait ensuite une décision. En cas de refus, un recours était toujours possible auprès du ministère de l'Intérieur.

En décembre 1997, une courte majorité adoptait les lois Guigou qui prévoyaient une « carte d'identité républicaine » pour tous les mineurs nés en France de parents d'origine étrangère. En outre, le délai d'attente pour les naturalisations par mariage est réduit de 2 ans à 1 an.

Toujours en décembre 1997, l'Assemblée débat des lois Chevènement qui prévoient un permis de séjour d'un an pour

- tous les mineurs ayant de la famille en France,
- quiconque est arrivé en France avant son 10^e anniversaire et qui séjourne encore,
- quiconque a séjourné au moins 15 ans en France,
- quiconque est marié à un citoyen français,
- les parents étrangers d'enfants de nationalité française,
- les illégaux et les demandeurs d'asile hospitalisés.

Les lois Chevènement lèvent également 3 restrictions des lois Pasqua; à savoir les dispositions qui prévoient que les parents devaient disposer d'un revenu avant de pouvoir faire venir légalement leurs enfants; la suppression du certificat d'hébergement et les parents ne doivent plus séjourner qu'un an en France au lieu de deux avant de pouvoir faire venir leurs enfants.

On peut pour l'instant admirer les résultats de ces campagnes successives dans les banlieues parisiennes.

Espagne

La loi sur les étrangers du 1^{er} juillet 1985 a offert une première possibilité de régularisation. Il ne fallait satisfaire qu'à deux critères : pouvoir prouver sa présence en Espagne avant le 24 juillet 1985; et pouvoir présenter un passeport et fournir la preuve de moyens d'existence suffisants ou pouvoir produire un contrat de travail ou une carte d'indépendant. Quelque 44.000 demandes furent introduites.

Entre le 15 juillet et le 15 décembre 1991, les illégaux ont à nouveau pu régulariser leur séjour. Il fallait devoir pouvoir prouver son arrivée avant le 15 mai 1991, avoir un domicile et travailler comme employé ou indépendant. Sur les 128.000 demandes introduites, 110.000 ont finalement fait l'objet d'une régularisation. En outre, dans le cadre du regroupement familial, quelque 20.000 permis de séjour ont encore été délivrés.

Le 23 avril 1996, on lance un nouveau programme de régularisation pour les étrangers qui résidaient en Espagne avant le 1^{er} janvier 1996. Environ 20.000 demandes sont introduites.

Alors que les statistiques de 1990 indiquaient que la moitié des étrangers établis légalement en Espagne étaient européens (à peine 17 % d'Africains), ce sont surtout des Africains (57 %), et plus particulièrement des Marocains qui ont fait appel à la campagne de régularisation.

galen te herzien. Het ging hierbij vnl. om illegalen die buiten de procedure van gezinshereniging vielen. Illegalen die meenden te voldoen aan de gestelde criteria konden zich per aangetekend schrijven kenbaar maken bij de prefectuur. In hun schrijven dienden ze hun situatie uit te leggen, te specificeren welke verblijfstitel ze precies wilden aanvragen, en de nodige documenten bijvoegen. Na onderzoek van het dossier werd de illegaal uitgenodigd voor een interview, waarna de prefect een beslissing nam. Indien deze beslissing negatief was kon men nog steeds in beroep gaan bij het ministerie van binnenlandse zaken.

In december 1997 worden met een nipte meerderheid de zgn. Guigou-wetten goedgekeurd. Hierin wordt voorzien in een « republikeinse identiteitskaart » voor iedere minderjarige in Frankrijk geboren uit ouders van vreemde afkomst. Verder wordt de wachttijd voor naturalisaties van gehuwden verminderd van 2 tot 1 jaar.

Nog in december 1997 worden de zgn. Chevènementwetten besproken in de Assemblée. Hierin wordt voorzien in verblijfsvergunningen van 1 jaar voor

- alle – 18 jarigen met familie in Frankrijk,
- iedereen die voor zijn 10de levensjaar in Frankrijk binnenkwam en er nog steeds verblijft,
- iedereen die minstens 15 jaar in Frankrijk verblijft,
- iedereen gehuwd met een Frans staatsburger,
- vreemde ouders met kinderen met de Franse nationaliteit,
- illegalen en asielzoekers die gehospitaliseerd zijn.

De Chevènementwetten heffen ook 3 beperkingen van de Pasqua-wetten op; nl. die beperkingen die bepalen dat ouders een inkomen dienden te hebben voor ze legaal hun kinderen konden laten overkomen; het wegwerken van de « housing-certification », en ouders dienen nu slechts 1 i.p.v. 2 jaar in Frankrijk te verblijven voor hun kinderen konden overkomen.

De resultaten van deze opeenvolgende campagnes zijn momenteel te bewonderen in de Parijse voorsteden.

Spanje

De vreemdelingenwet van 1 juli 1985 bood een eerste mogelijkheid tot regularisatie. Er waren slechts twee criteria waaraan men moest voldoen: aanwezigheid in Spanje voor 24 juli 1985 kunnen bewijzen; en een paspoort en bewijs van voldoende bestaansmiddelen kunnen voorleggen, ofwel een arbeidscontract of zelfstandigenkaart kunnen voorleggen. Er kwamen zo een 44.000 aanvragen binnen.

Tussen 15 juni en 15 december 1991 konden illegalen hun verblijf opnieuw regulariseren. Men moest de binnenkomst voor 15 mei 1991 kunnen bewijzen, een verblijfplaats hebben, en een job als werknemer of zelfstandige uitoefenen. Van de 128.000 aanvragen werden er uiteindelijk 110.000 geregulariseerd. Daarnaast werden in het kader van gezinshereniging nog eens 20.000 verblijfsvergunningen uitgereikt.

Op 23 april 1996 gaat een nieuw regularisatieprogramma van start voor vreemdelingen die voor 1 januari 1996 in Spanje verbleven. Er komen ongeveer een 25.000 aanvragen binnen.

Terwijl de statistieken van 1990 aantoonde dat de helft van de legale vreemdelingen in Spanje Europeanen waren (amper 17 % Afrikanen), waren het vnl. de Afrikanen (57 %), en dan nog vnl. Marokkanen die beroep deden op de regularisatiecampagne.

Campagnes de régularisation portugaises

Entre 1945 et 1974, au moins deux millions d'immigrés sont arrivés au Portugal, sur une population totale de huit millions d'habitants. Environ 750.000 d'entre eux sont ensuite partis pour la France, où ils ont été enregistrés comme immigrés portugais.

En octobre 1992, le Portugal a lancé une campagne de régularisation des travailleurs illégaux. Entre le 13 octobre 1992 et le 13 février 1993, on pouvait s'inscrire si on pouvait prouver (via un passeport ou d'autres documents) qu'on séjournait au Portugal depuis le 15 avril 1992 au moins et si on pouvait présenter un contrat de travail. Cette condition ne s'appliquait pas à ceux qui pouvaient prouver qu'ils étaient déjà au Portugal avant juin 1986.

Afin d'atteindre le plus d'illégaux possible, il fut fait appel à toutes sortes d'organisations d'immigrés, aux paroisses et aux syndicats.

Sous leur pression le délai d'inscription fut prolongé au 5 mars 1993 et une déclaration du syndicat sur l'emploi de l'illégal pouvait remplacer le contrat de travail.

Environ 40.000 demandes furent introduites et un bon tiers d'entre elles furent régularisées.

Entre le 11 juin 1996 et le 12 décembre 1996, une nouvelle campagne de régularisation fut menée. Les illégaux des anciennes colonies (Angola, îles du Cap Vert, Guinée-Bissau, Mozambique, et Sao Tome e Principe) qui séjournèrent déjà au Portugal avant le 31 décembre 1995 et disposaient de moyens d'existence suffisants et les autres illégaux qui séjournèrent déjà au Portugal avant le 25 mars 1996 pouvaient s'inscrire.

Il fallait présenter trois documents : un document d'identité, une preuve de la date d'arrivée, et un contrat de travail ou une déclaration d'un syndicat ou d'une autre organisation reconnue.

Plus de 35.000 demandes furent introduites dont la majorité (23.400) par des habitants des PALOP (pays africains où le portugais est la langue officielle).

La nouvelle des régularisations s'est vite répandue à travers l'Europe, de sorte que de nombreux illégaux des pays voisins essayèrent encore de s'introduire illégalement au Portugal. Ce qui a eu pour conséquence que quelque 50.000 illégaux séjournèrent toujours dans le pays après la campagne de régularisation.

Irlande

En décembre 1997, le ministre irlandais de la Justice John O'Donoghue décidait de recourir à une procédure d'autorisation accélérée.

La Convention européenne de Dublin décidait que les demandes d'asile devaient être introduites dans le premier pays de l'UE où le « réfugié était arrivé ». Comme presque personne n'arrive en Irlande sans avoir transité d'abord par un autre pays de l'UE, environ 90 % des demandes d'asiles sont rejetées en Irlande. L'Irlande est dès lors un exemple édifiant de la manière de bien faire.

N° 5 de MM. Erland PISON (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

Portugese regularisatiecampagnes

Tussen 1945 en 1974 kwamen in Portugal maar liefst twee miljoen immigranten binnen, op een totale bevolking van toen 8 miljoen. Van deze immigranten trokken er zo een 750.000 verder naar Frankrijk, waar ze werden geregistreerd als Portugese immigranten.

In oktober 1992 start in Portugal een campagne om de illegale arbeidskrachten te regulariseren. Tussen 13 oktober 1992 en 13 februari 1993 kon men zich inschrijven wanneer men kon bewijzen (via paspoort of andere documenten) dat men minstens vanaf 15 april 1992 in Portugal verbleef en een arbeidscontract kon voorleggen. Deze voorwaarde was niet van toepassing op diegenen die konden aantonen dat ze reeds voor juni 1986 Portugal binnenkwamen.

Om zoveel mogelijk illegalen te bereiken werd beroep gedaan op allerlei migrantenorganisaties, de parochies, en de vakbonden.

Onder hun druk wordt de inschrijvingstermijn verlengd tot 5 maart 1993; en kon een verklaring van de vakbond dat de illegaal tewerkgesteld is het arbeidscontract vervangen.

Er kwamen zo een 40.000 aanvragen binnen, waarvan goed een derde zou geregulariseerd zijn.

Tussen 11 juni 1996 en 12 december 1996 werd een nieuwe regularisatiecampagne gevoerd. Illegalen uit de vroegere kolonies (Angola, Kaapverdische eilanden, Guinée-Bissau, Mozambique en Sao Tome e Principe) die voor 31-12-1995 in Portugal verbleven, en over voldoende bestaansmiddelen beschikken; en andere illegalen die voor 25 maart 1996 in Portugal verbleven konden zich inschrijven.

Drie zaken dienden te worden voorgelegd: een identiteitsdocument, een bewijs van datum van aankomst, en een arbeidscontract of verklaring van een vakbond of andere erkende organisatie.

Er werden meer dan 35.000 aanvragen ingediend, waarvan het grootste deel (23.400) van inwoners van de PALOP (Afrikaanse landen waar het Portugees de officiële taal is).

Het nieuws van de regularisaties verspreidde zich snel doorheen Europa, zodat vele illegalen uit buurlanden alsnog trachtten illegaal Portugal binnen te dringen. Dit leidde er toe dat na de regularisatiecampagne er nog steeds een 50.000-tal illegalen in het land verbleven.

Ierland

In december 1997 besliste de Ierse justitieminister John O' Donoghue over te gaan tot een versnelde goedkeuringsprocedure.

De EU-conventie van Dublin besliste dat asielaanvragen dienden te gebeuren in het eerste EU-land waar de « vluchteling » toekomt. Daar praktisch niemand in Ierland toekomt zonder eerst door een ander EU-land te zijn gereisd; worden in Ierland ongeveer 90 % van de asielaanvragen verworpen. Ierland is dan ook een stichtend voorbeeld van hoe het wél kan.

Nr. 5 van de heren Erland PISON (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres a été condamné pour infraction à la loi garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques. ».

JUSTIFICATION

La loi du 16 juillet 1973 règle la protection des tendances idéologiques et philosophiques.

La notion de tendance idéologique et philosophique est fondée sur une conception de la vie ou de l'organisation de la société. La représentation des tendances est fondée sur leur présence au sein de l'assemblée représentative de l'autorité publique correspondante.

Pour l'application de la présente loi, aucune personne, aucune organisation, aucune institution ne peut être considérée sans son accord comme appartenant à une tendance idéologique ou philosophique déterminée.

L'article 4 de ladite loi énonce clairement : Toute autorité publique, tout organisme créé par un pouvoir public ou à son initiative, tout organisme ou personne disposant en permanence d'une infrastructure appartenant à un pouvoir public, et sous réserve de ce qui est dit à l'article 5, s'abstiennent de quelque forme que ce soit de discrimination, d'exclusion, de restriction ou de préférence pour des motifs idéologiques ou philosophiques ayant pour effet d'annihiler ou de compromettre l'exercice des droits et libertés, l'agrégation ou le bénéfice de l'application des lois, décrets et règlements.

L'article 5 dont il est question énonce : Aucune autorité publique ne peut mettre de manière permanente une infrastructure à la disposition d'un organisme relevant d'une tendance idéologique ou philosophique que si elle est à même d'octroyer dans un délai raisonnable un avantage équivalent aux autres organismes qui en font la demande. Cette mise à disposition ne peut dépasser en tout cas le délai restant à courir jusqu'au renouvellement par voie d'élection, de l'organe représentatif de l'autorité publique qui prend la décision. Si l'autorité publique ne dispose que d'une infrastructure, elle ne peut mettre celle-ci à la disposition des différentes tendances idéologiques ou philosophiques que par roulement.

Chapitre III – De la participation à l'élaboration de la politique culturelle.

En application de l'article 3 de la présente loi, les autorités publiques doivent associer, avec voix délibérative ou consultative, dans une juste représentation démocratique et effective, les groupements utilisateurs ainsi que les tendances idéologiques et philosophiques, à la gestion des institutions culturelles créées par les autorités publiques ou ressortissant à celles-ci. Le droit à la participation dans un organe de gestion, d'administration ou de consultation, se fonde :

- soit sur l'existence d'une organisation utilisatrice représentative dans le rayon couvert par la compétence du pouvoir public;
- soit sur la présence d'une représentation de la tendance idéologique ou philosophique au sein de l'assemblée représentative de l'autorité publique correspondante.

Les règles d'agrégation et d'octroi de subsides en espèces ou en nature en faveur d'activités culturelles régulières ne peuvent être établies selon les cas qu'en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une délibération de l'assemblée représentative de l'autorité publique. En l'absence de pareilles dispositions, l'octroi de tous subsides et avantages doit faire l'objet d'une inscription nominative particulière dans un budget.

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor overtreding van de wet op de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen. ».

VERANTWOORDING

De wet van 16 juli 1973 regelt de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen.

Het begrip filosofische en ideologische strekking steunt op een levensbeschouwelijke opvatting of op een maatschappijvisie. De vertegenwoordiging van de strekkingen steunt op hun aanwezigheid in de vertegenwoordigende vergadering van de overeenstemmende overheid.

Voor de toepassing van deze wet mag geen enkele persoon, geen enkele organisatie, geen enkele instelling zonder zijn instemming beschouwd worden als te behoren tot een bepaalde ideologische of filosofische strekking.

Artikel 4 van bedoelde wet stelt duidelijk : Alle overheden, alle instellingen door een overheid of op haar initiatief opgericht, elke organisatie of elke persoon die permanent beschikt over een infrastructuur van de overheid en onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 5, onthouden zich van enigerlei vorm van discriminatie, uitsluiting, beperking of voorkeur om ideologische of filosofische redenen die tot gevolg hebben de uitoefening van de rechten en vrijheden, de erkenning of het voordeel van de toepassing van de wetten, decreten en verordeningen onmogelijk te maken of aan te tasten.

Artikel 5 waarvan sprake stelt: De overheid mag een infrastructuur slechts permanent ter beschikking stellen van een instelling met een ideologische en filosofische strekking, indien zij in staat is binnen een redelijke termijn ook een gelijkaardig voordeel toe te kennen aan de andere instellingen die het vragen. De terbeschikkingstelling mag in geen geval langer duren dan de termijn die loopt tot de vernieuwing bij verkiezing van de vertegenwoordigende vergadering van de overheid die de beslissing neemt. Indien de overheid slechts over één enkele infrastructuur beschikt, mag zij die alleen bij toerbeurt aan verschillende ideologische of filosofische strekkingen in gebruik geven.

Hoofdstuk III – Deelneming aan de voorbereiding en de uitvoering van het cultuurbeleid.

In toepassing van artikel 3 moeten de overheden de gebruikersgroeperingen en de ideologische en filosofische strekkingen volgens een billijke democratische en werkelijke vertegenwoordiging met medebeslissende of adviserende stem betrekken bij het beheer van de culturele instellingen, opgericht door of ressorterend onder de overheid. Het recht op vertegenwoordiging in een lichaam van beheer, bestuur of advies steunt

- hetzij op het bestaan van een vertegenwoordigende gebruikersorganisatie in het bevoegdheidsgebied van de overheid;
- hetzij op het bestaan van een vertegenwoordiging van de ideologische en filosofische strekking in de vertegenwoordigende vergadering van de overeenstemmende overheid.

De regels inzake erkenning en subsidiëring in geld of natura van geregelde culturele activiteiten mogen, naargelang van het geval, slechts worden vastgesteld krachtens een wet, een decreet of een beraadslaging van de vertegenwoordigende vergadering van de overheid. Bij ontstentenis van dergelijke regels moeten alle toelagen en voordelen het voorwerp zijn van een speciale begrotingspost op naam.

Lorsqu'il s'agit d'organismes reconnus, exerçant des activités destinées à l'ensemble d'une communauté culturelle, le décret prévoit que l'intervention financière des autorités publiques doit consister simultanément dans :

- le subventionnement d'un noyau d'agents;
- l'octroi annuel d'un subside forfaitaire de fonctionnement;
- l'octroi de subsides en fonction d'activités effectivement prestées.

Les conditions et la procédure d'agrément sont fixées par une loi ou par un décret, selon le cas.

Toute organisation ou groupement culturel dûment agréé, qu'il se réclame ou non d'une tendance idéologique ou philosophique, peut utiliser l'infrastructure culturelle gérée sous l'autorité d'un pouvoir public et se prêtant à cette utilisation par sa nature et le statut de l'établissement.

Les règles fixant les conditions d'utilisation tiennent compte uniquement des caractéristiques matérielles propres à l'infrastructure culturelle considérée.

La programmation ou le contenu des activités qui se déroulent au sein de l'infrastructure culturelle ne peuvent faire l'objet d'intervention de la part des autorités publiques, ni des organes de gestion et d'administration, sauf en ce qui concerne les mesures qui relèvent du droit pénal, du droit social, du droit fiscal ou de la réglementation économique, et sans préjudice des garanties constitutionnelles.

Chaque tendance idéologique et philosophique représentée dans un Conseil culturel doit avoir accès aux moyens d'expression relevant des pouvoirs publics de la communauté concernée.

Les instituts de la radio et de la télévision doivent dans la composition de leurs organes d'administration et de gestion, respecter la représentation proportionnelle des groupes politiques au sein de chacun des Conseils culturels. Les organes d'administration et de gestion doivent être assistés d'une commission consultative permanente, au sein de laquelle sont représentés tous les utilisateurs reconnus et toutes les tendances idéologiques et philosophiques. Cette commission a droit à une information complète sur les actes des organes d'administration et de gestion.

N° 6 de MM. Erland PISON (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter in fine la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes a été condamné pour infraction à la loi garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques.* ».

JUSTIFICATION

La loi du 16 juillet 1973 règle la protection des tendances idéologiques et philosophiques.

Wanneer het gaat om erkende instellingen die activiteiten uitoefenen gericht op eengehele cultuurgemeenschap, bepaalt het decreet dat de financiële tegemoetkoming van de overheden gelijktijdig omvat :

- de subsidiëring van een kern van personeelsleden;
- de jaarlijkse toekenning van een basistoelage voor de werking;
- de subsidiëring op grond van werkelijk gepresteerde activiteiten.

De voorwaarden en de procedure van erkenning worden naargelang van het geval bij wet of decreet vastgelegd.

Elke erkende culturele groepering of organisatie, die zich al dan niet beroept op een ideologische of filosofische strekking, zal de culturele infrastructuur kunnen gebruiken, die beheerd worden onder het gezag van een overheid en die zich door de aard en het statuut van de instelling lenen tot dit gebruik.

De regels tot vaststelling van de gebruiksvoorwaarden houden uitsluitend rekening met de eigen materiële kenmerken van de desbetreffende culturele infrastructuur.

De programmatie of de inhoud van de activiteiten die plaatsgrijpen in de culturele infrastructuur mogen niet het voorwerp zijn van enige inmenging vanwege de overheden, of van de bestuurs- en beheersorganen, behalve wat betreft de maatregelen die behoren tot het strafrecht, het sociaal recht, het belastingrecht, de economische reglementering en onverminderd de grondwettelijke waarborgen.

Elke ideologische of filosofische strekking vertegenwoordigd in een Cultuurraad, moet toegang hebben tot de middelen voor meningsuitdrukking die afhangen van de overheden in de betrokken gemeenschap.

De instituten voor radio en televisie moeten, in de samenstelling van hun bestuurs- en beheersorganen, de evenredige vertegenwoordiging van de politieke fracties in elke Cultuurraad in acht nemen. De bestuurs- en beheersorganen moeten worden bijgestaan door een vaste adviescommissie waarin alle erkende verenigingen van gebruikers en alle ideologische en filosofische strekkingen vertegenwoordigd zijn. Die adviescommissie heeft recht op volledige informatie over de daden van de bestuurs- en beheersorganen.

Nr. 6 van de heren Erland PISON (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor overtreding van de wet op de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen.* ».

VERANTWOORDING

De wet van 16 juli 1973 regelt de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen.

La notion de tendance idéologique et philosophique est fondée sur une conception de la vie ou de l'organisation de la société. La représentation des tendances est fondée sur leur présence au sein de l'assemblée représentative de l'autorité publique correspondante.

Pour l'application de la présente loi, aucune personne, aucune organisation, aucune institution ne peut être considérée sans son accord comme appartenant à une tendance idéologique ou philosophique déterminée.

L'article 4 de ladite loi énonce clairement : Toute autorité publique, tout organisme créé par un pouvoir public ou à son initiative, tout organisme ou personne disposant en permanence d'une infrastructure appartenant à un pouvoir public, et sous réserve de ce qui est dit à l'article 5, s'abstiennent de quelque forme que ce soit de discrimination, d'exclusion, de restriction ou de préférence pour des motifs idéologiques ou philosophiques ayant pour effet d'annihiler ou de compromettre l'exercice des droits et libertés, l'agrégation ou le bénéfice de l'application des lois, décrets et règlements.

L'article 5 dont il est question énonce : Aucune autorité publique ne peut mettre de manière permanente une infrastructure à la disposition d'un organisme relevant d'une tendance idéologique ou philosophique que si elle est à même d'octroyer dans un délai raisonnable un avantage équivalent aux autres organismes qui en font la demande. Cette mise à disposition ne peut dépasser en tout cas le délai restant à courir jusqu'au renouvellement par voie d'élection, de l'organe représentatif de l'autorité publique qui prend la décision. Si l'autorité publique ne dispose que d'une infrastructure, elle ne peut mettre celle-ci à la disposition des différentes tendances idéologiques ou philosophiques que par roulement.

Chapitre III – De la participation à l'élaboration de la politique culturelle.

En application de l'article 3 de la présente loi, les autorités publiques doivent associer, avec voix délibérative ou consultative, dans une juste représentation démocratique et effective, les groupements utilisateurs ainsi que les tendances idéologiques et philosophiques, à la gestion des institutions culturelles créées par les autorités publiques ou ressortissant à celles-ci. Le droit à la participation dans un organe de gestion, d'administration ou de consultation, se fonde :

- soit sur l'existence d'une organisation utilisatrice représentative dans le rayon couvert par la compétence du pouvoir public;
- soit sur la présence d'une représentation de la tendance idéologique ou philosophique au sein de l'assemblée représentative de l'autorité publique correspondante.

Les règles d'agrégation et d'octroi de subsides en espèces ou en nature en faveur d'activités culturelles régulières ne peuvent être établies selon les cas qu'en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une délibération de l'assemblée représentative de l'autorité publique. En l'absence de pareilles dispositions, l'octroi de tous subsides et avantages doit faire l'objet d'une inscription nominative particulière dans un budget.

Lorsqu'il s'agit d'organismes reconnus, exerçant des activités destinées à l'ensemble d'une communauté culturelle, le décret prévoit que l'intervention financière des autorités publiques doit consister simultanément dans :

- le subventionnement d'un noyau d'agents;
- l'octroi annuel d'un subside forfaitaire de fonctionnement;
- l'octroi de subsides en fonction d'activités effectivement prestées.

Les conditions et la procédure d'agrégation sont fixées par une loi ou par un décret, selon le cas.

Toute organisation ou groupement culturel dûment agréé, qu'il se réclame ou non d'une tendance idéologique ou philosophique, peut utili-

Het begrip filosofische en ideologische strekking steunt op een levensbeschouwelijke opvatting of op een maatschappijvisie. De vertegenwoordiging van de strekkingen steunt op hun aanwezigheid in de vertegenwoordigende vergadering van de overeenstemmende overheid.

Voor de toepassing van deze wet mag geen enkele persoon, geen enkele organisatie, geen enkele instelling zonder zijn instemming beschouwd worden als te behoren tot een bepaalde ideologische of filosofische strekking.

Artikel 4 van bedoelde wet stelt duidelijk : Alle overheden, alle instellingen door een overheid of op haar initiatief opgericht, elke organisatie of elke persoon die permanent beschikt over een infrastructuur van de overheid en onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 5, onthouden zich van enigerlei vorm van discriminatie, uitsluiting, beperking of voorkeur om ideologische of filosofische redenen die tot gevolg hebben de uitoefening van de rechten en vrijheden, de erkenning of het voordeel van de toepassing van de wetten, decreten en verordeningen onmogelijk te maken of aan te tasten.

Artikel 5 waarvan sprake stelt: De overheid mag een infrastructuur slechts permanent ter beschikking stellen van een instelling met een ideologische en filosofische strekking, indien zij in staat is binnen een redelijke termijn ook een gelijkaardig voordeel toe te kennen aan de andere instellingen die het vragen. De terbeschikkingstelling mag in geen geval langer duren dan de termijn die loopt tot de vernieuwing bij verkiezing van de vertegenwoordigende vergadering van de overheid die de beslissing neemt. Indien de overheid slechts over één enkele infrastructuur beschikt, mag zij die alleen bij toerbeurt aan verschillende ideologische of filosofische strekkingen in gebruik geven.

Hoofdstuk III – Deelneming aan de voorbereiding en de uitvoering van het cultuurbeleid.

In toepassing van artikel 3 moeten de overheden de gebruikersgroeperingen en de ideologische en filosofische strekkingen volgens een billijke democratische en werkelijke vertegenwoordiging met medebeslissende of adviserende stem betrekken bij het beheer van de culturele instellingen, opgericht door of ressorterend onder de overheid. Het recht op vertegenwoordiging in een lichaam van beheer, bestuur of advies steunt

- hetzij op het bestaan van een vertegenwoordigende gebruikersorganisatie in het bevoegdheidsgebied van de overheid;
- hetzij op het bestaan van een vertegenwoordiging van de ideologische en filosofische strekking in de vertegenwoordigende vergadering van de overeenstemmende overheid.

De regels inzake erkenning en subsidiëring in geld of natura van geregelde culturele activiteiten mogen, naargelang van het geval, slechts worden vastgesteld krachtens een wet, een decreet of een beraadslaging van de vertegenwoordigende vergadering van de overheid. Bij ontstentenis van dergelijke regels moeten alle toelagen en voordelen het voorwerp zijn van een speciale begrotingspost op naam.

Wanneer het gaat om erkende instellingen die activiteiten uitoefenen gericht op een gehele cultuurgemeenschap, bepaalt het decreet dat de financiële tegemoetkoming van de overheden gelijktijdig omvat :

- de subsidiëring van een kern van personeelsleden;
- de jaarlijkse toekenning van een basistoelage voor de werking;
- de subsidiëring op grond van werkelijk gevestigde activiteiten.

De voorwaarden en de procedure van erkenning worden naargelang van het geval bij wet of decreet vastgelegd.

Elke erkende culturele groepering of organisatie, die zich al dan niet beroept op een ideologische of filosofische strekking, zal de culturele

ser l'infrastructure culturelle gérée sous l'autorité d'un pouvoir public et se prêtant à cette utilisation par sa nature et le statut de l'établissement.

Les règles fixant les conditions d'utilisation tiennent compte uniquement des caractéristiques matérielles propres à l'infrastructure culturelle considérée.

La programmation ou le contenu des activités qui se déroulent au sein de l'infrastructure culturelle ne peuvent faire l'objet d'intervention de la part des autorités publiques, ni des organes de gestion et d'administration, sauf en ce qui concerne les mesures qui relèvent du droit pénal, du droit social, du droit fiscal ou de la réglementation économique, et sans préjudice des garanties constitutionnelles.

Chaque tendance idéologique et philosophique représentée dans un Conseil culturel doit avoir accès aux moyens d'expression relevant des pouvoirs publics de la communauté concernée.

Les instituts de la radio et de la télévision doivent dans la composition de leurs organes d'administration et de gestion, respecter la représentation proportionnelle des groupes politiques au sein de chacun des Conseils culturels. Les organes d'administration et de gestion doivent être assistés d'une commission consultative permanente, au sein de laquelle sont représentés tous les utilisateurs reconnus et toutes les tendances idéologiques et philosophiques. Cette commission a droit à une information complète sur les actes des organes d'administration et de gestion.

N° 7 de MM. Erland PISON (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter in fine la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à enfreindre la loi garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques. ».

JUSTIFICATION

La loi du 16 juillet 1973 règle la protection des tendances idéologiques et philosophiques.

La notion de tendance idéologique et philosophique est fondée sur une conception de la vie ou de l'organisation de la société. La représentation des tendances est fondée sur leur présence au sein de l'assemblée représentative de l'autorité publique correspondante.

Pour l'application de la présente loi, aucune personne, aucune organisation, aucune institution ne peut être considérée sans son accord comme appartenant à une tendance idéologique ou philosophique déterminée.

L'article 4 de ladite loi énonce clairement : Toute autorité publique, tout organisme créé par un pouvoir public ou à son initiative, tout organisme ou personne disposant en permanence d'une infrastructure apparte-

infrastructurelles peuvent être utilisées, qui sont gérées sous l'autorité d'un pouvoir public et se prêtent à cette utilisation par leur nature et leur statut.

De regels tot vaststelling van de gebruiksvoorwaarden houden uitsluitend rekening met de eigen materiële kenmerken van de desbetreffende culturele infrastructuur.

De programmatie of de inhoud van de activiteiten die plaatsgrijpen in de cultureelinfrastructureel mogen niet het voorwerp zijn van enige inmenging vanwege de overheden, of van de bestuurs- en beheersorganen, behalve wat betreft de maatregelen die behoren tot het strafrecht, het sociaal recht, het belastingrecht, de economische reglementering en onverminderd de grondwettelijke waarborgen.

Elke ideologische of filosofische strekking vertegenwoordigd in een Cultuurraad, moet toegang hebben tot de middelen voor meningsuitdrukking die afhangen van de overheden in de betrokken gemeenschap.

De instituten voor radio en televisie moeten, in de samenstelling van hun bestuurs- en beheersorganen, de evenredige vertegenwoordiging van de politieke fracties in elke Cultuurraad in acht nemen. De bestuurs- en beheersorganen moeten worden bijgestaan door een vaste adviescommissie waarin alle erkende verenigingen van gebruikers en alle ideologische en filosofische strekkingen vertegenwoordigd zijn. Die adviescommissie heeft recht op volledige informatie over de daden van de bestuurs- en beheersorganen

Nr. 7 van de heren Erland PISON (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot overtreding van de wet op de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen. ».

VERANTWOORDING

De wet van 16 juli 1973 regelt de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen.

Het begrip filosofische en ideologische strekking steunt op een levensbeschouwelijke opvatting of op een maatschappijvisie. De vertegenwoordiging van de strekkingen steunt op hun aanwezigheid in de vertegenwoordigende vergadering van de overeenstemmende overheid.

Voor de toepassing van deze wet mag geen enkele persoon, geen enkele organisatie, geen enkele instelling zonder zijn instemming beschouwd worden als te behoren tot een bepaalde ideologische of filosofische strekking.

Artikel 4 van bedoelde wet stelt duidelijk : Alle overheden, alle instellingen door een overheid of op haar initiatief opgericht, elke organisatie of elke persoon die permanent beschikt over een infrastructuur van de

nant à un pouvoir public, et sous réserve de ce qui est dit à l'article 5, s'abstiennent de quelque forme que ce soit de discrimination, d'exclusion, de restriction ou de préférence pour des motifs idéologiques ou philosophiques ayant pour effet d'annihiler ou de compromettre l'exercice des droits et libertés, l'agrégation ou le bénéfice de l'application des lois, décrets et règlements.

L'article 5 dont il est question énonce : Aucune autorité publique ne peut mettre de manière permanente une infrastructure à la disposition d'un organisme relevant d'une tendance idéologique ou philosophique que si elle est à même d'octroyer dans un délai raisonnable un avantage équivalent aux autres organismes qui en font la demande. Cette mise à disposition ne peut dépasser en tout cas le délai restant à courir jusqu'au renouvellement par voie d'élection, de l'organe représentatif de l'autorité publique qui prend la décision. Si l'autorité publique ne dispose que d'une infrastructure, elle ne peut mettre celle-ci à la disposition des différentes tendances idéologiques ou philosophiques que par roulement.

Chapitre III – De la participation à l'élaboration de la politique culturelle.

En application de l'article 3 de la présente loi, les autorités publiques doivent associer, avec voix délibérative ou consultative, dans une juste représentation démocratique et effective, les groupements utilisateurs ainsi que les tendances idéologiques et philosophiques, à la gestion des institutions culturelles créées par les autorités publiques ou ressortissant à celles-ci. Le droit à la participation dans un organe de gestion, d'administration ou de consultation, se fonde :

- soit sur l'existence d'une organisation utilisatrice représentative dans le rayon couvert par la compétence du pouvoir public;
- soit sur la présence d'une représentation de la tendance idéologique ou philosophique au sein de l'assemblée représentative de l'autorité publique correspondante.

Les règles d'agrégation et d'octroi de subsides en espèces ou en nature en faveur d'activités culturelles régulières ne peuvent être établies selon les cas qu'en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une délibération de l'assemblée représentative de l'autorité publique. En l'absence de pareilles dispositions, l'octroi de tous subsides et avantages doit faire l'objet d'une inscription nominative particulière dans un budget.

Lorsqu'il s'agit d'organismes reconnus, exerçant des activités destinées à l'ensemble d'une communauté culturelle, le décret prévoit que l'intervention financière des autorités publiques doit consister simultanément dans :

- le subventionnement d'un noyau d'agents;
- l'octroi annuel d'un subside forfaitaire de fonctionnement;
- l'octroi de subsides en fonction d'activités effectivement prestées.

Les conditions et la procédure d'agrégation sont fixées par une loi ou par un décret, selon le cas.

Toute organisation ou groupement culturel dûment agréé, qu'il se réclame ou non d'une tendance idéologique ou philosophique, peut utiliser l'infrastructure culturelle gérée sous l'autorité d'un pouvoir public et se prêtant à cette utilisation par sa nature et le statut de l'établissement.

Les règles fixant les conditions d'utilisation tiennent compte uniquement des caractéristiques matérielles propres à l'infrastructure culturelle considérée.

La programmation ou le contenu des activités qui se déroulent au sein de l'infrastructure culturelle ne peuvent faire l'objet d'intervention de la part des autorités publiques, ni des organes de gestion et d'administration,

overheid en onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 5, onthouden zich van enigerlei vorm van discriminatie, uitsluiting, beperking of voorkeur om ideologische of filosofische redenen die tot gevolg hebben de uitoefening van de rechten en vrijheden, de erkenning of het voordeel van de toepassing van de wetten, decreten en verordeningen onmogelijk te maken of aan te tasten.

Artikel 5 waarvan sprake stelt: De overheid mag een infrastructuur slechts permanent ter beschikking stellen van een instelling met een ideologische en filosofische strekking, indien zij in staat is binnen een redelijke termijn ook een gelijkaardig voordeel toe te kennen aan de andere instellingen die het vragen. De terbeschikkingstelling mag in geen geval langer duren dan de termijn die loopt tot de vernieuwing bij verkiezing van de vertegenwoordigende vergadering van de overheid die de beslissing neemt. Indien de overheid slechts over één enkele infrastructuur beschikt, mag zij die alleen bij toerbeurt aan verschillende ideologische of filosofische strekkingen in gebruik geven.

Hoofdstuk III – Deelneming aan de voorbereiding en de uitvoering van het cultuurbeleid.

In toepassing van artikel 3 moeten de overheden de gebruikersgroeperingen en de ideologische en filosofische strekkingen volgens een billijke democratische en werkelijke vertegenwoordiging met medebeslissende of adviserende stem betrekken bij het beheer van de culturele instellingen, opgericht door of ressorterend onder de overheid. Het recht op vertegenwoordiging in een lichaam van beheer, bestuur of advies steunt

- hetzij op het bestaan van een vertegenwoordigende gebruikersorganisatie in het bevoegdheidsgebied van de overheid;
- hetzij op het bestaan van een vertegenwoordiging van de ideologische en filosofische strekking in de vertegenwoordigende vergadering van de overeenstemmende overheid.

De regels inzake erkenning en subsidiëring in geld of natura van geregelde cultureelactiviteiten mogen, naargelang van het geval, slechts worden vastgesteld krachtens een wet, een decreet of een beraadslaging van de vertegenwoordigende vergadering van de overheid. Bij ontstentenis van dergelijke regels moeten alle toelagen en voordelen het voorwerp zijn van een speciale begrotingspost op naam.

Wanneer het gaat om erkende instellingen die activiteiten uitoefenen gericht op een gehele cultuurgemeenschap, bepaalt het decreet dat de financiële tegemoetkoming van de overheden gelijktijdig omvat :

- de subsidiëring van een kern van personeelsleden;
- de jaarlijkse toekenning van een basistoelage voor de werking;
- de subsidiëring op grond van werkelijk gepresteerde activiteiten.

De voorwaarden en de procedure van erkenning worden naargelang van het geval bij wet of decreet vastgelegd.

Elke erkende culturele groepering of organisatie, die zich al dan niet beroept op een ideologische of filosofische strekking, zal de culturele infrastructuur kunnen gebruiken, die beheerd worden onder het gezag van een overheid en die zich door de aard en het statuut van de instelling lenen tot dit gebruik.

De regels tot vaststelling van de gebruiksvoorwaarden houden uitsluitend rekening met de eigen materiële kenmerken van de desbetreffende culturele infrastructuur.

De programmatie of de inhoud van de activiteiten die plaatsgrijpen in de culturele infrastructuur mogen niet het voorwerp zijn van enige inmenging vanwege de overheden, of van de bestuurs- en beheersorganen,

sauf en ce qui concerne les mesures qui relèvent du droit pénal, du droit social, du droit fiscal ou de la réglementation économique, et sans préjudice des garanties constitutionnelles.

Chaque tendance idéologique et philosophique représentée dans un Conseil culturel doit avoir accès aux moyens d'expression relevant des pouvoirs publics de la communauté concernée.

Les instituts de la radio et de la télévision doivent dans la composition de leurs organes d'administration et de gestion, respecter la représentation proportionnelle des groupes politiques au sein de chacun des Conseils culturels. Les organes d'administration et de gestion doivent être assistés d'une commission consultative permanente, au sein de laquelle sont représentés tous les utilisateurs reconnus et toutes les tendances idéologiques et philosophiques. Cette commission a droit à une information complète sur les actes des organes d'administration et de gestion.

N° 8 de MM. Erland PISON (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à enfreindre la loi garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques.* ».

JUSTIFICATION

La loi du 16 juillet 1973 règle la protection des tendances idéologiques et philosophiques.

La notion de tendance idéologique et philosophique est fondée sur une conception de la vie ou de l'organisation de la société. La représentation des tendances est fondée sur leur présence au sein de l'assemblée représentative de l'autorité publique correspondante.

Pour l'application de la présente loi, aucune personne, aucune organisation, aucune institution ne peut être considérée sans son accord comme appartenant à une tendance idéologique ou philosophique déterminée.

L'article 4 de ladite loi énonce clairement : Toute autorité publique, tout organisme créé par un pouvoir public ou à son initiative, tout organisme ou personne disposant en permanence d'une infrastructure appartenant à un pouvoir public, et sous réserve de ce qui est dit à l'article 5, s'abstient de quelque forme que ce soit de discrimination, d'exclusion, de restriction ou de préférence pour des motifs idéologiques ou philosophiques ayant pour effet d'annihiler ou de compromettre l'exercice des droits et libertés, l'agrégation ou le bénéfice de l'application des lois, décrets et règlements.

L'article 5 dont il est question énonce : Aucune autorité publique ne peut mettre de manière permanente une infrastructure à la disposition d'un organisme relevant d'une tendance idéologique ou philosophique que si elle est à même d'octroyer dans un délai raisonnable un avantage équivalent aux autres organismes qui en font la demande. Cette mise à disposition ne peut dépasser en tout cas le délai restant à courir jusqu'au renou-

veler de ce qui concerne les mesures qui relèvent du droit pénal, du droit social, du droit fiscal ou de la réglementation économique, et sans préjudice des garanties constitutionnelles.

Chaque tendance idéologique et philosophique représentée dans un Conseil culturel doit avoir accès aux moyens d'expression relevant des pouvoirs publics de la communauté concernée.

Les instituts de la radio et de la télévision doivent dans la composition de leurs organes d'administration et de gestion, respecter la représentation proportionnelle des groupes politiques au sein de chacun des Conseils culturels. Les organes d'administration et de gestion doivent être assistés d'une commission consultative permanente, au sein de laquelle sont représentés tous les utilisateurs reconnus et toutes les tendances idéologiques et philosophiques. Cette commission a droit à une information complète sur les actes des organes d'administration et de gestion.

Nr. 8 van de heren Erland PISON (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aanwezig wordt tot overtreding van de wet op de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen.* ».

VERANTWOORDING

De wet van 16 juli 1973 regelt de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen.

Het begrip filosofische en ideologische strekking steunt op een levensbeschouwelijke opvatting of op een maatschappijvisie. De vertegenwoordiging van de strekkingen steunt op hun aanwezigheid in de vertegenwoordigende vergadering van de overeenstemmende overheid.

Voor de toepassing van deze wet mag geen enkele persoon, geen enkele organisatie, geen enkele instelling zonder zijn instemming beschouwd worden als te behoren tot een bepaalde ideologische of filosofische strekking.

Artikel 4 van bedoelde wet stelt duidelijk : Alle overheden, alle instellingen door een overheid of op haar initiatief opgericht, elke organisatie of elke persoon die permanent beschikt over een infrastructuur van de overheid en onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 5, onthouden zich van enigerlei vorm van discriminatie, uitsluiting, beperking of voorkeur om ideologische of filosofische redenen die tot gevolg hebben de uitoefening van de rechten en vrijheden, de erkenning of het voordeel van de toepassing van de wetten, decreten en verordeningen onmogelijk te maken of aan te tasten.

Artikel 5 waarvan sprake stelt: De overheid mag een infrastructuur slechts permanent ter beschikking stellen van een instelling met een ideologische en filosofische strekking, indien zij in staat is binnen een redelijke termijn ook een gelijkaardig voordeel toe te kennen aan de andere instellingen die het vragen. De terbeschikkingstelling mag in geen geval langer duren dan de termijn die loopt tot de vernieuwing bij verkiezing

vement par voie d'élection, de l'organe représentatif de l'autorité publique qui prend la décision. Si l'autorité publique ne dispose que d'une infrastructure, elle ne peut mettre celle-ci à la disposition des différentes tendances idéologiques ou philosophiques que par roulement.

Chapitre III – De la participation à l'élaboration de la politique culturelle.

En application de l'article 3 de la présente loi, les autorités publiques doivent associer, avec voix délibérative ou consultative, dans une juste représentation démocratique et effective, les groupements utilisateurs ainsi que les tendances idéologiques et philosophiques, à la gestion des institutions culturelles créées par les autorités publiques ou ressortissant à celles-ci. Le droit à la participation dans un organe de gestion, d'administration ou de consultation, se fonde :

- soit sur l'existence d'une organisation utilisatrice représentative dans le rayon couvert par la compétence du pouvoir public;
- soit sur la présence d'une représentation de la tendance idéologique ou philosophique au sein de l'assemblée représentative de l'autorité publique correspondante.

Les règles d'agrégation et d'octroi de subsides en espèces ou en nature en faveur d'activités culturelles régulières ne peuvent être établies selon les cas qu'en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une délibération de l'assemblée représentative de l'autorité publique. En l'absence de pareilles dispositions, l'octroi de tous subsides et avantages doit faire l'objet d'une inscription nominative particulière dans un budget.

Lorsqu'il s'agit d'organismes reconnus, exerçant des activités destinées à l'ensemble d'une communauté culturelle, le décret prévoit que l'intervention financière des autorités publiques doit consister simultanément dans :

- le subventionnement d'un noyau d'agents;
- l'octroi annuel d'un subside forfaitaire de fonctionnement;
- l'octroi de subsides en fonction d'activités effectivement prestées.

Les conditions et la procédure d'agrégation sont fixées par une loi ou par un décret, selon le cas.

Toute organisation ou groupement culturel dûment agréé, qu'il se réclame ou non d'une tendance idéologique ou philosophique, peut utiliser l'infrastructure culturelle gérée sous l'autorité d'un pouvoir public et se prêtant à cette utilisation par sa nature et le statut de l'établissement.

Les règles fixant les conditions d'utilisation tiennent compte uniquement des caractéristiques matérielles propres à l'infrastructure culturelle considérée.

La programmation ou le contenu des activités qui se déroulent au sein de l'infrastructure culturelle ne peuvent faire l'objet d'intervention de la part des autorités publiques, ni des organes de gestion et d'administration, sauf en ce qui concerne les mesures qui relèvent du droit pénal, du droit social, du droit fiscal ou de la réglementation économique, et sans préjudice des garanties constitutionnelles.

Chaque tendance idéologique et philosophique représentée dans un Conseil culturel doit avoir accès aux moyens d'expression relevant des pouvoirs publics de la communauté concernée.

Les instituts de la radio et de la télévision doivent dans la composition de leurs organes d'administration et de gestion, respecter la représentation proportionnelle des groupes politiques au sein de chacun des Conseils culturels. Les organes d'administration et de gestion doivent être assistés d'une commission consultative permanente, au sein de laquelle

van de vertegenwoordigende vergadering van de overheid die de beslissing neemt. Indien de overheid slechts over één enkele infrastructuur beschikt, mag zij die alleen bij toerbeurt aan verschillende ideologische of filosofische strekkingen in gebruik geven.

Hoofdstuk III – Deelneming aan de voorbereiding en de uitvoering van het cultuurbeleid.

In toepassing van artikel 3 moeten de overheden de gebruikersgroeperingen en de ideologische en filosofische strekkingen volgens een billijke democratische en werkelijke vertegenwoordiging met medebeslissende of adviserende stem betrekken bij het beheer van de culturele instellingen, opgericht door of ressorterend onder de overheid. Het recht op vertegenwoordiging in een lichaam van beheer, bestuur of advies steunt

- hetzij op het bestaan van een vertegenwoordigende gebruikersorganisatie in het bevoegdheidsgebied van de overheid;
- hetzij op het bestaan van een vertegenwoordiging van de ideologische en filosofische strekking in de vertegenwoordigende vergadering van de overeenstemmende overheid.

De regels inzake erkenning en subsidiëring in geld of natura van geregelde culturele activiteiten mogen, naargelang van het geval, slechts worden vastgesteld krachtens een wet, een decreet of een beraadslaging van de vertegenwoordigende vergadering van de overheid. Bij ontstentenis van dergelijke regels moeten alle toelagen en voordelen het voorwerp zijn van een speciale begrotingspost op naam.

Wanneer het gaat om erkende instellingen die activiteiten uitoefenen gericht op een gehele cultuurgemeenschap, bepaalt het decreet dat de financiële tegemoetkoming van de overheden gelijktijdig omvat :

- de subsidiëring van een kern van personeelsleden;
- de jaarlijkse toekenning van een basistoelage voor de werking;
- de subsidiëring op grond van werkelijk gepresteerde activiteiten.

De voorwaarden en de procedure van erkenning worden naargelang van het geval bij wet of decreet vastgelegd.

Elke erkende culturele groepering of organisatie, die zich al dan niet beroept op een ideologische of filosofische strekking, zal de culturele infrastructuur kunnen gebruiken, die beheerd worden onder het gezag van een overheid en die zich door de aard en het statuut van de instelling lenen tot dit gebruik.

De regels tot vaststelling van de gebruiksvoorwaarden houden uitsluitend rekening met de eigen materiële kenmerken van de desbetreffende culturele infrastructuur.

De programmatie of de inhoud van de activiteiten die plaatsgrijpen in de culturele infrastructuur mogen niet het voorwerp zijn van enige inmenging vanwege de overheden, of van de bestuurs- en beheersorganen, behalve wat betreft de maatregelen die behoren tot het strafrecht, het sociaal recht, het belastingrecht, de economische reglementering en onverminderd de grondwettelijke waarborgen.

Elke ideologische of filosofische strekking vertegenwoordigd in een Cultuurraad, moet toegang hebben tot de middelen voor meningsuitdrukking die afhangen van de overheden in de betrokken gemeenschap.

De instituten voor radio en televisie moeten, in de samenstelling van hun bestuurs- en beheersorganen, de evenredige vertegenwoordiging van de politieke fracties in elke Cultuurraad in acht nemen. De bestuurs- en beheersorganen moeten worden bijgestaan door een vaste adviescommissie waarin alle erkende verenigingen van gebruikers en alle ideologische

sont représentés tous les utilisateurs reconnus et toutes les tendances idéologiques et philosophiques. Cette commission a droit à une information complète sur les actes des organes d'administration et de gestion.

N° 9 de M. Erland PISON (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter in fine les mots suivants :

« Ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide organisé par Staline au moyen d'une famine organisée en Ukraine en 1932-1933. ».

JUSTIFICATION

En 1948, l'ONU adopta une résolution qui décrivait en 19 articles comment prévenir et punir le génocide. Il avait été convenu que la collaboration internationale était une nécessité en cas de génocide. Cela signifie qu'en cas de génocide, la communauté internationale est tenue d'intervenir. Malheureusement cela signifie que la majorité des États membres hésitent longtemps avant de considérer qu'un massacre est un génocide, afin d'échapper à cette obligation. La définition que cette convention internationale donne du génocide est la suivante : « Le génocide s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein d'un groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants d'un groupe à un autre groupe. ».

Au début des années 1930, Joseph Staline (de son vrai nom : Joseph Vissarionovitch Djougachvili) a provoqué intentionnellement une famine en Ukraine afin de punir cette province « rebelle » qui luttait pour son indépendance. En 1929, il a commencé par arrêter plus de 5.000 intellectuels, leaders religieux ou culturels. Ils furent sommairement exécutés ou envoyés dans des camps de prisonniers tristement célèbres.

Les paysans furent contraints à la collectivisation de leurs terres par l'État communiste. De paysans indépendants, ils furent transformés en ouvriers dans de grandes fermes collectives. Les riches paysans, les « koulaks » furent déclarés « ennemis du peuple ». Dix millions de personnes furent chassées de leur pays et déportées vers des « lieux spéciaux d'implantation » en Sibérie. Beaucoup travaillèrent comme esclaves dans des mines et de grands projets industriels.

en filosofische strekkingen vertegenwoordigd zijn. Die adviescommissie heeft recht op volledige informatie over de daden van de bestuurs- en beheersorganen.

Erland PISON (N)
Jos VAN ASSCHE (N)

Nr. 9 van de heer Erland PISON (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de door Stalin georganiseerde genocide door middel van georganiseerde hongersnood in Oekraïne in 1932-1933. ».

VERANTWOORDING

In 1948 nam de VN een resolutie aan. Hierin werd in 19 artikelen beschreven hoe genocide moet worden voorkomen en gestraft. Er werd afgesproken dat in geval van genocide internationale samenwerking noodzakelijk is. Dit betekent dat de internationale gemeenschap in het geval van genocide verplicht is in te grijpen. Helaas betekent dit dat de meeste lidstaten lang aarzelen alvorens massamoorden als genocide aan te merken, om onder deze verplichting uit te komen. De definitie in deze internationale conventie luidt als volgt : « Genocide betekent een van de volgende daden, gepleegd met de intentie een nationale, etnische, raciale of religieuze groep gedeeltelijk of totaal te vernietigen. Hieronder vallen :

- a) Vermoorden van leden van de groep;
- b) Veroorzaken van ernstige geestelijke of lichamelijke schade aan leden van de groep;
- c) Het opzettelijk implementeren van leefomstandigheden die gericht zijn op gedeeltelijke of totale fysieke vernietiging van de groep;
- d) Maatregelen die erop gericht zijn geboorten binnen een groep te verhinderen;
- e) Het onder dwang transformeren van kinderen van de ene groep naar een andere groep. ».

Joseph Stalin (echte naam: Josip Vissarionowitsj Dsjoegasiwili) veroorzaakte begin jaren '30 opzettelijk een hongersnood in de Oekraïne, om deze « opstandige » provincie te straffen voor de onafhankelijkheidsstrijd die er gevoerd werd. In 1929 begon hij hiermee door meer dan 5000 intellectuelen, culturele en religieuze leiders te arresteren. Zij werden standrechtelijk geëxecuteerd of naar beruchte gevangenkampen gestuurd.

Boeren werden door de communistische staat gedwongen tot collectivisatie van hun land. Van onafhankelijke boeren werden zij gedeformeerd tot werkers op grote collectieve boerderijen. Rijke boeren, de zogenaamde « kulakken » werden verklaard tot « vijanden van het volk ». Tien miljoen mensen werden van hun land verjaagd en geporteerd naar « speciale vestigingsplaatsen » in Siberië. Velen werden als slaven tewerkgesteld in mijnen en grote industriële projecten.

Les Ukrainiens ne soumièrent pas. En dépit de la propagande et des menaces proférées par les autorités soviétiques, ils résistèrent en incendiant leurs propriétés plutôt que de les céder à l'État. Même lorsqu'on assassina systématiquement les paysans qui ne collaboraient pas, la population continua à résister.

En 1932, alors que presque 75 % des fermes avaient été collectivisées, le socialiste Staline releva les quotas de nourriture que devait exporter l'Ukraine. Le blé fut vendu à perte sur les marchés étrangers pour permettre à Staline de financer ses plans de modernisation de l'Union soviétique et son important dispositif militaire. Il ne resta alors plus de nourriture pour les Ukrainiens eux-mêmes.

Staline commença à verrouiller systématiquement les frontières de l'Ukraine pour empêcher le blé d'entrer dans le pays. Les policiers soviétiques allèrent de porte en porte afin de s'emparer de tout ce qui pouvait être mangé.

Dans les villes, des gens mouraient dans les rues. Les citoyens désespérés mangeaient des arbres, des arbrisseaux, des souris, des grenouilles, des oiseaux, des chiens et des chats. Certains, rendus fous par la faim, se livraient au cannibalisme. Dans le même temps, des soldats gardaient les granges ukrainiennes, pleines de blé « de réserve ». Parfois du blé et des pommes de terre étaient entreposés à l'extérieur. Toute personne qui tentait de s'en emparer était abattue.

Au printemps 1933, à l'apogée de cette famine, quelque 25.000 personnes mouraient chaque jour. L'occident ignora cette famine. Staline achetait des marchandises et des technologies en grandes quantités à l'ouest. Les pays occidentaux ne voulaient pas mettre en péril ces contrats lucratifs.

Finalement, la famine a coûté la vie à près d'un quart de la population. Après que 7 millions de personnes sont mortes, Staline, ayant atteint son objectif, laissa à nouveau la nourriture entrer en Ukraine.

N° 10 de M. Erland PISON (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« Ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide organisé par Staline au moyen d'une famine organisée en Ukraine en 1932-1933. ».

JUSTIFICATION

En 1948, l'ONU adopta une résolution qui décrivait en 19 articles comment prévenir et punir le génocide. Il avait été convenu que la collaboration internationale était une nécessité en cas de génocide. Cela signifie qu'en cas de génocide, la communauté internationale est tenue d'intervenir. Malheureusement cela signifie que la majorité des États membres hésitent longtemps avant de considérer qu'un massacre est un génocide, afin d'échapper à cette obligation. La définition que cette convention internationale donne du génocide est la suivante : « Le génocide s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

De Oekraïners legden zich hier niet bij neer. Ondanks propaganda en bedreiging door de sovjetautoriteiten, verzetten zij zich door hun eigendommen te verbranden in plaats van over te dragen aan de staat. Zelfs toen boeren die niet meewerkten, systematisch werden vermoord, bleef de bevolking zich verzetten.

In 1932, toen bijna 75 % van de boerderijen waren gecollectiviseerd, verhoogde de socialist Stalin de quota van het voedsel dat de Oekraïne moest exporteren. Het graan werd gedumpt op buitenlandse markten zodat Stalin zijn plannen voor de modernisatie van de Sovjet-Unie en zijn omvangrijke militaire apparaat kon bekostigen. Hierdoor bleef er geen voedsel over voor de Oekraïners zelf.

Stalin begon systematisch de grenzen van Oekraïne af te grendelen zodat er geen graankorrel het land inkwam. Sovjet politietroepen gingen van deur tot deur om alles wat eetbaar was, in beslag te nemen.

In de steden vielen mensen dood neer in de straten. De wanhopige burgers aten bomen, struiken, muizen, kikkers, vogels, honden en katten. Sommige gingen – gek van de honger – over tot kannibalisme. Ondertussen stonden er volle graanschuren in de Oekraïne met « reservegraan » die bewaakt werden door soldaten. Soms werden graan en aardappelen buiten opgestapeld. Iedereen die een poging ondernam voedsel weg te nemen, werd neergeschoten.

Op het hoogtepunt van de hongersnood, in het voorjaar van 1933, vielen er zo'n 25.000 doden per dag. In het westen werd de hongernood genegeerd. Stalin kocht grote hoeveelheden goederen en technologie in het westen. Westerse landen wilden de lucratieve deals niet op de tocht zetten.

Uiteindelijk zou de hongernood bijna 25 % van de bevolking het leven kosten. Nadat er 7 miljoen doden waren gevallen, liet Stalin – die zijn doel had bereikt – weer voedsel het land in.

Nr. 10 van de heer Erland PISON (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de door Stalin georganiseerde genocide door middel van georganiseerde hongersnood in Oekraïne in 1932-1933. ».

VERANTWOORDING

In 1948 nam de VN een resolutie aan. Hierin werd in 19 artikelen beschreven hoe genocide moet worden voorkomen en gestraft. Er werd afgesproken dat in geval van genocide internationale samenwerking noodzakelijk is. Dit betekent dat de internationale gemeenschap in het geval van genocide verplicht is in te grijpen. Helaas betekent dit dat de meeste lidstaten lang aarzelen alvorens massamoorden als genocide aan te merken, om onder deze verplichting uit te komen. De definitie in deze internationale conventie luidt als volgt : « Genocide betekent een van de volgende daden, gepleegd met de intentie een nationale, etnische, raciale of religieuze groep gedeeltelijk of totaal te vernietigen. Hieronder vallen :

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein d'un groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants d'un groupe à un autre groupe. ».

Au début des années 1930, Joseph Staline (de son vrai nom : Joseph Vissarionovitch Djougachvili) a provoqué intentionnellement une famine en Ukraine afin de punir cette province « rebelle » qui luttait pour son indépendance. En 1929, il a commencé par arrêter plus de 5.000 intellectuels, leaders religieux ou culturels. Ils furent sommairement exécutés ou envoyés dans des camps de prisonniers tristement célèbres.

Les paysans furent contraints à la collectivisation de leurs terres par l'État communiste. De paysans indépendants, ils furent transformés en ouvriers dans de grandes fermes collectives. Les riches paysans, les « koulaks » furent déclarés « ennemis du peuple ». Dix millions de personnes furent chassées de leur pays et déportées vers des « lieux spéciaux d'implantation » en Sibérie. Beaucoup travaillèrent comme esclaves dans des mines et de grands projets industriels.

Les Ukrainiens ne soumièrent pas. En dépit de la propagande et des menaces proférées par les autorités soviétiques, ils résistèrent en incendiant leurs propriétés plutôt que de les céder à l'État. Même lorsqu'on assassina systématiquement les paysans qui ne collaboraient pas, la population continua à résister.

En 1932, alors que presque 75 % des fermes avaient été collectivisées, le socialiste Staline releva les quotas de nourriture que devait exporter l'Ukraine. Le blé fut vendu à perte sur les marchés étrangers pour permettre à Staline de financer ses plans de modernisation de l'Union soviétique et son important dispositif militaire. Il ne resta alors plus de nourriture pour les Ukrainiens eux-mêmes.

Staline commença à verrouiller systématiquement les frontières de l'Ukraine pour empêcher le blé d'entrer dans le pays. Les policiers soviétiques allèrent de porte en porte afin de s'emparer de tout ce qui pouvait être mangé.

Dans les villes, des gens mourraient dans les rues. Les citoyens désespérés mangeaient des arbres, des arbrisseaux, des souris, des grenouilles, des oiseaux, des chiens et des chats. Certains, rendus fous par la faim, se livraient au cannibalisme. Dans le même temps, des soldats gardaient les granges ukrainiennes, pleines de blé « de réserve ». Parfois du blé et des pommes de terre étaient entreposés à l'extérieur. Toute personne qui tentait de s'en emparer était abattue.

Au printemps 1933, à l'apogée de cette famine, quelque 25.000 personnes mouraient chaque jour. L'occident ignore cette famine. Staline achetait des marchandises et des technologies en grandes quantités à l'ouest. Les pays occidentaux ne voulaient pas mettre en péril ces contrats lucratifs.

Finalement, la famine a coûté la vie à près d'un quart de la population. Après que 7 millions de personnes sont mortes, Staline, ayant atteint son objectif, laissa à nouveau la nourriture entrer en Ukraine.

- a) Vermoorden van leden van de groep;
- b) Veroorzaken van ernstige geestelijke of lichamelijke schade aan leden van de groep;
- c) Het opzettelijk implementeren van leefomstandigheden die gericht zijn op gedeeltelijke of totale fysieke vernietiging van de groep;
- d) Maatregelen die erop gericht zijn geboorten binnen een groep te verhinderen;
- e) Het onder dwang transformeren van kinderen van de ene groep naar een andere groep. ».

Joseph Stalin (echte naam: Josip Vissarionowitsj Dsjoegasiwili) veroorzaakte begin jaren '30 opzettelijk een hongersnood in de Oekraïne, om deze « opstandige » provincie te straffen voor de onafhankelijkheidsstrijd die er gevoerd werd. In 1929 begon hij hiermee door meer dan 5000 intellectuelen, culturele en religieuze leiders te arresteren. Zij werden standrechtelijk geëxecuteerd of naar beruchte gevangenkampen gestuurd.

Boeren werden door de communistische staat gedwongen tot collectivisatie van hun land. Van onafhankelijke boeren werden zij gedeformeerd tot werkers op grote collectieve boerderijen. Rijke boeren, de zogenaamde « kulakken » werden verklaard tot « vijanden van het volk ». Tien miljoen mensen werden van hun land verjaagd en geporteerd naar « speciale vestigingsplaatsen » in Siberië. Velen werden als slaven tewerkgesteld in mijnen en grote industriële projecten.

De Oekraïners legden zich hier niet bij neer. Ondanks propaganda en bedreiging door de sovjetautoriteiten, verzetten zij zich door hun eigendommen te verbranden in plaats van over te dragen aan de staat. Zelfs toen boeren die niet meewerkten, systematisch werden vermoord, bleef de bevolking zich verzetten.

In 1932, toen bijna 75 % van de boerderijen waren gecollectiviseerd, verhoogde de socialist Stalin de quota van het voedsel dat de Oekraïne moest exporteren. Het graan werd gedumpt op buitenlandse markten zodat Stalin zijn plannen voor de modernisatie van de Sovjet-Unie en zijn omvangrijke militaire apparaat kon bekostigen. Hierdoor bleef er geen voedsel over voor de Oekraïners zelf.

Stalin begon systematisch de grenzen van Oekraïne af te grendelen zodat er geen graankorrel het land inkwam. Sovjet politietroepen gingen van deur tot deur om alles wat eetbaar was, in beslag te nemen.

In de steden vielen mensen dood neer in de straten. De wanhopige burgers aten bomen, struiken, muizen, kikkers, vogels, honden en katten. Sommige gingen – gek van de honger – over tot kannibalisme. Ondertussen stonden er volle graanschuren in de Oekraïne met « reservegraan » die bewaakt werden door soldaten. Soms werden graan en aardappelen buiten opgestapeld. Iedereen die een poging ondernam voedsel weg te nemen, werd neergeschoten.

Op het hoogtepunt van de hongersnood, in het voorjaar van 1933, vielen er zo'n 25.000 doden per dag. In het westen werd de hongersnood genegeerd. Stalin kocht grote hoeveelheden goederen en technologie in het westen. Westerse landen wilden de lucratieve deals niet op de tocht zetten.

Uiteindelijk zou de hongersnood bijna 25 % van de bevolking het leven kosten. Nadat er 7 miljoen doden waren gevallen, liet Stalin – die zijn doel had bereikt – weer voedsel het land in.

N° 11 de M. Jos VAN ASSCHE (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes nie, minimise, justifie ou approuve le génocide des chrétiens coptes par les musulmans nord-africains.* ».

JUSTIFICATION

Lors du passage à l'an 2000, des émeutes ont éclaté à El-Kosheh Bilan : des dizaines de morts, tous des chrétiens coptes. En 1998, El-Kosheh fut le théâtre de violations des droits de l'homme à grande échelle. Au cours d'une enquête de routine, la police du village avait, selon les estimations, martyrisé 1200 chrétiens coptes. Lorsque l'affaire fut rendue publique, les autorités égyptiennes critiquèrent vivement l'évêque copte Wissa ainsi que l'organisation égyptienne des droits de l'homme EOHR. Le secrétaire-général de l'EOHR, Hafez Abu Seada, fut emprisonné pendant quelques jours et rasé tandis que quelques policiers, arrêtés lorsque l'affaire avait éclaté, recevaient après leur libération une récompense pour « bonne conduite ».

Le christianisme apparaît très tôt à Alexandrie, en provenance de la Syrie et de la Judée. Selon la tradition, la christianisation est l'œuvre de l'évangéliste Marc. Les patriarches d'Alexandrie se considèrent comme les successeurs de Marc qui aurait été leur premier évêque. En 312, l'édit de Milan reconnut la religion chrétienne comme l'une des religions autorisées dans l'Empire romain avant qu'elle ne devienne en 385 la seule religion d'État autorisée. L'Égypte faisait partie depuis 323 AD partie de la orientale de l'Empire romain (connu par la suite en tant qu'Empire byzantin) qui s'était entre-temps divisé. En 391, des lois interdirent les anciennes pratiques égyptiennes et fermèrent les temples. Attisées par des prêtres et des évêques fanatiques qui voulaient effacer le passé païen (qui naturellement était particulièrement visible dans le paysage égyptien), des vagues de dévastation balayaient de temps à autres le pays, des tombes étaient pillées, des murs d'anciens monuments étaient effacés et des statues étaient renversées.

Aux 4^e et 5^e siècles, de nombreux anciens temples de la rive ouest de Thèbes furent transformés en monastères. Le temple à la mémoire d'Hatchepsout fut rebaptisé Deir el Bahari et celui dédié à Ptolémée devint Deir el Medina. Le temple à la mémoire de Ramsès III (Medinat Habu) servit d'église tout comme la cour d'Amenhotep III dans le temple de Luxor. Au milieu du 6^e siècle, une nouvelle église fut érigée à l'intérieur du temple d'Hathor à Dendera.

Aux 4^e, 5^e et 6^e siècles, des conflits successifs opposèrent les Patriarches d'Alexandrie (Cyrillus et Dioscurus) à ceux de Constantinople (Nestorius et Eutyches). L'église copte perçut de plus en plus les directives de Constantinople comme de l'ingérence et de l'oppression. En réaction, elle s'afficha de plus en plus comme une église nationale avec des caractéristiques liturgiques, théologiques et spirituelles très marquées. Enfin, elle rejeta même le grec et la langue parlée de l'époque, l'ancien égyptien ou demotique, devint la langue liturgique. Aujourd'hui, le copte est toujours utilisé dans la liturgie.

L'invasion arabe au 7^e siècle n'entraîna pas une islamisation immédiate de l'Égypte. Les chrétiens restèrent majoritaires au moins jusqu'à la

Nr. 11 van de heer Jos VAN ASSCHE (N) et mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan de genocide door Noord-Afrikaanse moslims tegen Koptische Christenen ontkent, minimaliseert, rechtvaardigt of goedkeurt.* ».

VERANTWOORDING

Tijdens de millenniumwisseling braken in El-Kosheh rellen uit. Balans : tientallen doden, allen Koptische christenen. El-Kosheh was in oktober 1998 het toneel van grootschalige mensenrechtenschendingen. Tijdens een routine-onderzoek martelde de politie van het dorp naar schatting twaalfhonderd Koptische christenen. Zowel de Koptische bisschop Wissa als de EOHR (mensenrechtenorganisatie) werden naar aanleiding van de openbaarmakingen hevig bekritiseerd door de Egyptische autoriteiten. De secretaris-generaal van de EOHR, Hafez Abu Seada, werd enkele dagen vastgezet en kaalgeschoren, terwijl enkele politieagenten die naar aanleiding van de affaire waren gearresteerd, na vrijlating een beloning kregen omdat ze « correct gehandeld » zouden hebben.

Het christendom deed al vroeg zijn intrede in Alexandrië, vanuit Syrië en Judea. Volgens de overlevering gebeurde de kerstening door de evangelist Marcus. De patriarchen van Alexandrië beschouwen zich als de opvolgers van Marcus die volgens hen de eerste bisschop was. In 312 AD (Edict van Milaan) werd het christendom een toegestane godsdienst van het Romeinse Rijk en in 385 de enig toegestane staatsgodsdienst van het rijk. Egypte was een deel van het Oostelijke deel van het inmiddels gesplitste Romeinse Rijk (later bekend als Byzantijnse Rijk) sinds 323 n. Chr. In 391 n. Chr. kwamen er wetten met als doel de oude Egyptische gebruiken te verbieden en de tempels te sluiten. Opgezwepen door fanatieke priesters en bisschoppen, die het « heidense » verleden (wat natuurlijk dominant zichtbaar was in het Egyptische landschap) wilden uitwissen, trokken er van tijd tot tijd golven van verwoesting over het land, waarbij graftombes werden geplunderd, muren van oude monumenten werden afgeschraapt en beelden werden omgeduwd.

In de 4^e en 5^e eeuw werden vele oude tempels op de westoever van Thebe omgebouwd tot kloosters. Hatshepsut's herdenkingstempel werd omgedoopt tot Deir el Bahari. De tempel van Ptolemaeus werd omgedoopt tot Deir el Medina. De herdenkingstempel van Ramses III (Medinat Habu) werd gebruikt als kerk. Dit was ook het geval voor de binnenplaats van Amenhotep III in de tempel van Luxor. In het midden van de 6^e eeuw werd binnen de tempel van Hathor in Dendera een nieuwe kerk gebouwd.

In de 4^e, 5^e en 6^e eeuw waren er opeenvolgende geschillen tussen de Patriarchen van Alexandrië (Cyrillus en Dioscurus) en deze van Constantinopel (Nestorius, Eutyches). De richtlijnen uit Constantinopel werden steeds meer als bemoeizuchtig en onderdrukkend ervaren en als reactie daarop werd de koptische kerk steeds meer een nationale kerk met zeer uitgesproken liturgische, theologische en spirituele kenmerken. Tenslotte werd zelfs het Grieks verworpen en werd de toenmalige volkstaal, het oud-egyptisch oftewel het Demotisch, als kerkelijke taal aangenomen. In de liturgie wordt nog steeds het Koptisch gebruikt.

De Arabische inval in de zevende eeuw resulteerde niet in een onmiddellijke islamisering van Egypte. De christenen bleven minstens tot aan

fin du 9^e siècle. Aujourd'hui ils représenteraient encore 6 à 20 % de la population.

L'Église copte a pour pape S.S. Shenouda III, Pape d'Alexandrie et Patriarche de la Prédication de Saint-Marc et de toute l'Afrique (résidence : Le Caire, Égypte).

L'apparition d'une diaspora (Amérique, Australie, Europe, Arabie, États du Golfe, etc.) est un phénomène nouveau. Cette migration s'explique par des problèmes économiques et par le pouvoir croissant de l'islamisme politique.

L'Église orthodoxe copte reconnaît les décisions des trois premiers conciles qui, en résumé, affirment :

Nicée 325 : définition de la divinité du Christ égale à celle du père (au contraire de l'arianisme : Arius niait la divinité du Christ).

Constantinople 381 : le Saint-Esprit est mis sur le même pied que le Père et le Fils. C'est ainsi qu'est née la prière de la profession de foi du christianisme, le credo de Nicée-Constantinople qui est encore en usage aujourd'hui. L'arianisme et l'apollinarisme furent condamnés.

Éphèse 431 : rejet de la thèse de Nestorius qui sépare la nature divine et la nature humaine du Christ; le concile confirme que Jésus est Dieu fait homme et que la Sainte Vierge Marie est la Mère de Jésus le Dieu fait homme et pas seulement la Mère de l'Homme.

La véritable origine de l'Église orthodoxe copte remonte au concile de Chalcedoine en 451. Cette Église a rejeté les décisions de ce concile et s'est séparée du Patriarchat d'Alexandrie qui était considéré comme le prolongement de Constantinople. L'Église orthodoxe orientale perdit ainsi presque tous ses membres en Égypte en raison de la lutte constante qui opposait les patriarches de Constantinople et d'Alexandrie. Des éléments politiques ont certainement aussi joué leur rôle. Selon les coptes, ce dernier concile visait au renversement politique de l'Empire byzantin. L'Église orthodoxe copte professe, comme les autres Églises orthodoxes orientales non-chalcédoniennes, que le Christ a une nature unique qui réunit parfaitement et indépendamment sa nature divine et sa nature humaine, sans qu'elles se mêlent, se confondent et se corrompent. Le Christ a donc une seule nature humaine et divine.

N^o 12 de M. Jos VAN ASSCHE (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes nie, minimise, justifie ou approuve le génocide de la communauté druze par les musulmans.* ».

JUSTIFICATION

Les druzes sont apparus au 11^e siècle lorsque Ismael Al-Darazi (dont le nom a été déformé en « druze ») a cru reconnaître dans le calife égyptien Al-Hakim le dernier calife disparu des chiites. Une foule de croyants enthousiastes se rallia à lui. Cette secte chiite s'est de plus en plus écartée de l'islam officiel. Les poursuites ne tardèrent pas et les druzes se retirèrent

het einde van de negende eeuw in de meerderheid. Tegenwoordig zouden ze nog 6 tot 20 % van de bevolking van de bevolking uitmaken.

De paus van de kerk is Z. H. Shenouda III, Paus van Alexandrië en Patriarch van de Prediking van de Heilige Marcus en van gans Afrika (residentie : Caïro, Egypte).

Een nieuw verschijnsel is het opkomen van een diaspora (Amerika, Australie, Europa, Arabië, de Golfstaten, enz.). Migratie ten gevolge van economische problemen en ten gevolge van de machtsontplooiing van het politieke islamisme ligt aan de basis.

De Koptisch-Orthodoxe Kerk nam de uitspraken van de drie eerste oecumenische concilies aan. Samengevat stelden deze concilies :

Nicea 325 : De definitie van Christus' Godheid, gelijk aan en met de vader. (tegen het arianisme : Arius loochende de Godheid van Christus).

Constantinopel 381: De Heilige Geest werd gelijkgesteld aan de Vader en de Zoon. Op deze wijze ontstond de nu nog gebruikte geloofsbelijdenis van het christendom, de zogenaamde Niceens-Constantinopolitaanse belijdenis. Het arianisme en het apollinarisme werden veroordeeld.

Efeze 431: De bewering van Nestorius, dat Jezus God en Mens afzonderlijk is, werd weerlegd; er werd bevestigd dat Jezus God-Mens is en dat de Heilige Maagd Maria de Moeder is van Jezus de God-Mens en niet de Moeder van de Mens alleen.

De eigenlijk oorsprong van de Koptisch-orthodoxe Kerk gaat terug tot het Concilie van Chalcedon in 451. Deze Kerk verwierp de uitspraken van dit concilie en scheidde zich af van het Patriarchaat van Alexandrië wat als verlengstuk van Constantinopel werd gezien. Hiermee verloor de Oosters-orthodoxe Kerk bijna al haar leden in Egypte. Veel had te maken met de voortdurende strijd tussen de patriarchen van Constantinopel en Alexandrië. Politieke elementen hebben zeker ook meegespeeld. Volgens de Kopten beoogde dit laatste concilie de politieke overheersing van het Byzantijnse Rijk. De Koptisch-Orthodoxe kerk belijdt zoals de andere niet-chalcedoonse oriëntaals-orthodoxe kerken dat Christus één natuur heeft, waarin op een volmaakte wijze zijn Godheid en mensheid onafhankelijk verenigd zijn, zonder vermenging, zonder verwarring en zonder verandering. Christus heeft aldus één god-menselijke natuur.

Nr. 12 van de heer Jos VAN ASSCHE (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden de genocide door moslims tegen de Druzen-gemeenschap ontkent, minimaliseert, rechtvaardigt of goedkeurt.* ».

VERANTWOORDING

De Druzen ontstonden in de 11de eeuw, toen Ismael Al-Darazi (wiens naam verbasterd werd tot « Druus ») in de Egyptische kalief Al-Hakim de laatste verdwenen kalief van de sjiïeten meenden te herkennen. Een schare enthousiaste gelovigen sloot zich bij hem aan. Deze sjiïetische sekte evolueerde steeds verder weg van de officiële islam. Vervolgingen

rent sur le au mont Hermon qui était inaccessible. Plus tard, ils se dispersèrent dans le sud du Liban et de la Syrie d'aujourd'hui et dans le nord d'Israël. Des siècles durant, ils vécurent dans des clans (souvent en conflit) administrés par des émirs et repoussaient littéralement toute attaque contre leur autonomie.

Après la création de l'État d'Israël en 1948, les druzes de Galilée occidentale et du mont Carmel se révélèrent être des citoyens loyaux.

Au Liban, en Syrie, en Israël et en Jordanie, les druzes sont officiellement reconnus comme une communauté religieuse distincte qui dispose d'un système judiciaire propre. Ils servent dans l'armée et votent aux élections. Les druzes qui vivent sur les hauteurs du Golan se déclarent Syriens et forment une exception.

La religion des Druzes est assez peu connue car les dogmes ne peuvent être révélés aux profanes. Ils ne montrent que peu d'aspects de leur croyance en public et traditionnellement ils n'acceptent pas les conversions. Cette attitude s'explique par le fait qu'ils ont dû se défendre à maintes reprises des persécutions des musulmans qui les considéraient comme des athées.

Les druzes croient en l'unité de Dieu. Ils sont monothéistes. Leur théologie porte un regard néo-platonicien sur l'action de Dieu dans le monde par le biais d'émanations et elle ressemble aussi quelque peu à certains courants gnostiques et à d'autres courants ésotériques. Les druzes sont aussi influencés par le soufisme.

Ils croient manifestement que Dieu est en mesure de s'incarner dans un homme. Les principes de la foi druze sont : faire attention à ses paroles, protéger ses frères, respecter les anciens, aider les autres et croire en un Dieu. Une autre caractéristique connue de la religion druze est la croyance ferme en la réincarnation – exclusivement sous une forme humaine – de tous les membres de la communauté.

Les druzes croient dans les prophètes de la Bible ainsi qu'en Jésus et en Mahomet. Ils croient aussi en la sagesse de philosophes grecs classiques comme Platon. Ils ont en outre plusieurs « sages » qui ont fondé la religion au 11^e siècle après JC. Il n'y a pas chez les druzes de prière individuelle comme dans l'islam. Il est interdit de fumer, de boire de l'alcool et de manger du porc. Les druzes n'ont pas le droit de se marier avec des musulmans, des juifs ou des fidèles d'autres religions. Mais ces règles ne sont plus guère suivies dans la société moderne.

Le livre « Hikme » (ou le livre de la sagesse) est le livre saint des druzes. Ils rejettent le matérialisme en particulier le matérialisme dans la religion. C'est pourquoi leurs lieux de culte sont généralement très modestes et leurs dignitaires religieux mènent une vie très sobre. Ils prient discrètement, en famille ou entre amis. Au contraire d'autres religions comme le christianisme, la communauté religieuse n'a pas de hiérarchie officielle, à l'exception du « Sheikh A'el » dont le rôle est plus politique et social que religieux. Les dignitaires religieux sont admirés pour leur sagesse et leur mode de vie.

Les femmes druzes portent un voile blanc, lâche et transparent, surtout en présence de religieux. À tous points de vues, elles sont considérées comme les égales des hommes. Et contrairement à la plupart des usages, elles peuvent prendre part au « Conseil des Anciens ».

Traditionnellement, on ne peut pas se convertir mais des changements sont intervenus récemment et quelques conversions ont été autorisées. Ils n'admettent pas s'être convertis. Ils peuvent dissimuler le fait qu'ils sont druzes et prétendre qu'il se sont convertis à une autre religion pour éviter les persécutions.

Aujourd'hui, de nombreuses informations contradictoires ainsi que des informations fausses circulent sur les druzes principalement parce que des dogmes ont été inventés pour éviter les persécutions. Les profanes ne

bleven niet uit en de Druzen trokken zich terug op de ontoegankelijke Hermonberg. Later waaierden ze weer uit over het zuiden van het huidige Libanon en Syrië, en het noorden van Israël. Eeuwenlang leefden ze onder leiding van emirs in – vaak onderling ruziënde – clans en sloegen elke aanval af op hun autonomie letterlijk af.

Na de vorming van de staat Israel in 1948 ontpopten de Druzen in West-Galilea en op de Karmelberg zich tot loyale burgers.

In Libanon, Syrië, Israël en Jordanië worden de Druzen officieel erkend als een afzonderlijke religieuze gemeenschap met een eigen rechtstelsysteem. Zij dienen in het leger en stemmen bij verkiezingen. Een uitzondering vormen de Druzen die op de Golanhoogte leven, die zichzelf als Syriërs beschouwen.

De religie van de Druzen is vrij ongekend want het staat niet toe dat de leerstellingen worden bekendgemaakt aan buitenstaanders. Er zijn maar weinig elementen van hun geloof waar zij open over zijn tegenover het publiek, en zij accepteren traditioneel geen bekeerlingen tot hun religie. Dit komt doordat zij zich herhaaldelijk hebben moeten verdedigen tegen vervolging door moslims die hen als ongelovigen beschouwden.

De Druzen geloven in de eenheid van God. Het zijn monotheïsten, en hun theologie heeft een neo-platonische kijk op hoe God handelt in de wereld door middel van emanaties en lijkt ook enigszins op bepaalde gnostische en andere esoterische stromingen. Zij zijn tevens beïnvloed door de soefi-filosofie.

Kennelijk geloven zij, dat God mogelijk in staat is om te incarneren in een mens. De principes van het geloof van de Druzen zijn: het waken over wat men zegt, het beschermen van de broeders, het respecteren van de ouderen, het helpen van andere, en het geloof in een God. Een andere bekende eigenschap van de religie van de Druzen is het vaste geloof in de reïncarnatie van alle leden van de gemeenschap, enkel in mensen.

Druzen geloven in profeten die in de Bijbel worden genoemd en in Jezus en Mohammed. Zij geloven ook in de wijsheid van klassieke Griekse filosofen als Plato. Daarbij hebben zij een aantal « wijze mannen » die de religie in de 11^e eeuw n. Chr. hebben gesticht. Het individuele gebed, als in de islam, bestaat niet bij de Druzen. Roken, alcohol en het eten van varkensvlees zijn verboden. Het is de Druzen niet toegestaan te trouwen met moslims, joden, of aanhangers van andere religies. In de moderne samenlevingen houdt men zich echter vaak niet aan deze regels.

Het heilige boek van de Druzen heet het « Hikme » boek (of het boek van de wijsheid). Zij wijzen het materialisme af, in het bijzonder materialisme binnen de religie. Daarom zijn hun gebedsplaatsen normaal gesproken zeer bescheiden, en belangrijke religieuze personen (« Ajaweed ») hebben een zeer sobere levensstijl. Gebed vindt meestal zeer discreet plaats, onder familie en vrienden. In tegenstelling tot andere religies zoals het christendom kent de religieuze gemeenschap geen officiële hiërarchie, met uitzondering van de « Sheikh A'el », wiens rol eerder politiek en sociaal is dan religieus. De belangrijke religieuze worden bewonderd om hun wijsheid en levensstijl.

Vrouwen van de Druzen dragen een « Mandiel » (transparente losse witte sluier) vooral in het bijzijn van religieuze personen. Zij worden in alle aspecten als gelijkwaardig aan de man beschouwd. In tegenstelling tot de meeste gebruiken, is het hun toegestaan om deel te hebben aan de « Raad van de Oudsten ».

Traditioneel kan men zich niet tot het geloof bekeren, maar recentelijk zijn er wat veranderingen geweest, waardoor enkele bekeerlingen toegestaan werden. Zij zullen niet toegeven dat zij zich hebben bekeerd, en het verhullen van iemands Druze-zijn en het doen alsof men bekeerd is tot een andere religie is toegestaan om vervolging te voorkomen.

Vandaag de dag is er veel tegenstrijdige informatie over de Druzen voorhanden, en is er ook onjuiste informatie, voornamelijk vanwege leerstellingen die verzonnen werden om vervolging te voorkomen. Voor bui-

savent par exemple toujours pas si les druzes suivent les mêmes traditions que les musulmans et s'ils jeûnent pendant le mois de Ramadan parce qu'ils ont suivi ces usages durant des siècles pour se protéger. En réalité, ils devraient respecter une autre tradition de jeûne qui est encore suivie par les religieux.

N° 13 de M. Jos VAN ASSCHE (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres nie, minimise, justifie ou approuve le génocide des chrétiens coptes par les musulmans nord-africains.* ».

JUSTIFICATION

Lors du passage à l'an 2000, des émeutes ont éclaté à El-Kosheh Bilan : des dizaines de morts, tous des chrétiens coptes. En 1998, El-Kosheh fut le théâtre de violations des droits de l'homme à grande échelle. Au cours d'une enquête de routine, la police du village avait, selon les estimations, martyrisé 1200 chrétiens coptes. Lorsque l'affaire fut rendue publique, les autorités égyptiennes critiquèrent vivement l'évêque copte Wissa ainsi que l'organisation égyptienne des droits de l'homme EOHR. Le secrétaire-général de l'EOHR, Hafez Abu Seada, fut emprisonné pendant quelques jours et rasé tandis que quelques policiers, arrêtés lorsque l'affaire avait éclaté, recevaient après leur libération une récompense pour « bonne conduite ».

Le christianisme apparaît très tôt à Alexandrie, en provenance de la Syrie et de la Judée. Selon la tradition, la christianisation est l'œuvre de l'évangéliste Marc. Les patriarches d'Alexandrie se considèrent comme les successeurs de Marc qui aurait été leur premier évêque. En 312, l'édit de Milan reconnut la religion chrétienne comme l'une des religions autorisées dans l'Empire romain avant qu'elle ne devienne en 385 la seule religion d'État autorisée. L'Égypte faisait partie depuis 323 AD partie de la orientale de l'Empire romain (connu par la suite en tant qu'Empire byzantin) qui s'était entre-temps divisé. En 391, des lois interdirent les anciennes pratiques égyptiennes et fermèrent les temples. Attisés par des prêtres et des évêques fanatiques qui voulaient effacer le passé païen (qui naturellement était particulièrement visible dans le paysage égyptien), des vagues de dévastation balayaient de temps à autres le pays, des tombes étaient pillées, des murs d'anciens monuments étaient effacés et des statues étaient renversées.

Aux 4^e et 5^e siècles, de nombreux anciens temples de la rive ouest de Thèbes furent transformés en monastères. Le temple à la mémoire d'Hatchepsout fut rebaptisé Deir el Bahari et celui dédié à Ptolémée devint Deir el Medina. Le temple à la mémoire de Ramsès III (Medinat Habu) servit d'église tout comme la cour d'Amenhotep III dans le temple de Luxor. Au milieu du 6^e siècle, une nouvelle église fut érigée à l'intérieur du temple d'Hathor à Dendera.

Aux 4^e, 5^e et 6^e siècles, des conflits successifs opposèrent les Patriarches d'Alexandrie (Cyrillus et Dioscurus) à ceux de Constantinople (Nestorius et Eutyches). L'église copte perçut de plus en plus les directives de Constantinople comme de l'ingérence et de l'oppression. En réac-

tionnaires is het bijvoorbeeld nog altijd onduidelijk, of de Druzen dezelfde tradities volgen ten aanzien van het vasten in de maand Ramadan als de moslims. Dit komt doordat de Druzen deze gebruiken eeuwenlang hebben gevolgd, om zich te beschermen. In werkelijkheid zouden zij zich aan een andere vastentraditie moeten houden, die nog altijd door religieuze personen wordt gevolgd.

Nr. 13 van de heer Jos VAN ASSCHE (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden de genocide door Noord-Afrikaanse moslims tegen Koptische Christenen ontkent, minimaliseert, rechtvaardigt of goedkeurt.* ».

VERANTWOORDING

Tijdens de millenniumwisseling braken in El-Kosheh rellen uit. Balans : tientallen doden, allen Koptische christenen. El-Kosheh was in oktober 1998 het toneel van grootschalige mensenrechtenschendingen. Tijdens een routine-onderzoek martelde de politie van het dorp naar schatting twaalfhonderd Koptische christenen. Zowel de Koptische bisschop Wissa als de EOHR (mensenrechtenorganisatie) werden naar aanleiding van de openbaarmakingen hevig bekritiseerd door de Egyptische autoriteiten. De secretaris-generaal van de EOHR, Hafez Abu Seada, werd enkele dagen vastgezet en kaalgeschoren, terwijl enkele politieagenten die naar aanleiding van de affaire waren gearresteerd, na vrijlating een beloning kregen omdat ze « correct gehandeld » zouden hebben.

Het christendom deed al vroeg zijn intrede in Alexandrië, vanuit Syrië en Judea. Volgens de overlevering gebeurde de kerstening door de evangelist Marcus. De patriarchen van Alexandrië beschouwen zich als de opvolgers van Marcus die volgens hen de eerste bisschop was. In 312 AD (Edict van Milaan) werd het christendom een toegestane godsdienst van het Romeinse Rijk en in 385 de enig toegestane staatsgodsdienst van het rijk. Egypte was een deel van het Oostelijke deel van het inmiddels gesplitste Romeinse Rijk (later bekend als Byzantijnse Rijk) sinds 323 n. Chr. In 391 n. Chr. kwamen er wetten met als doel de oude Egyptische gebruiken te verbieden en de tempels te sluiten. Opgezwepen door fanatieke priesters en bisschoppen, die het « heidense » verleden (wat natuurlijk dominant zichtbaar was in het Egyptische landschap) wilden uitwissen, trokken er van tijd tot tijd golven van verwoesting over het land, waarbij graftombes werden geplunderd, muren van oude monumenten werden afgeschraapt en beelden werden omgeduwd.

In de 4^e en 5^e eeuw werden vele oude tempels op de westoever van Thebe omgebouwd tot kloosters. Hatshepsut's herdenkingstempel werd omgedoopt tot Deir el Bahari. De tempel van Ptolemaeus werd omgedoopt tot Deir el Medina. De herdenkingstempel van Ramses III (Medinat Habu) werd gebruikt als kerk. Dit was ook het geval voor de binnenplaats van Amenhotep III in de tempel van Luxor. In het midden van de 6^e eeuw werd binnen de tempel van Hathor in Dendera een nieuwe kerk gebouwd.

In de 4^e, 5^e en 6^e eeuw waren er opeenvolgende geschillen tussen de Patriarchen van Alexandrië (Cyrillus en Dioscurus) en deze van Constantinople (Nestorius, Eutyches). De richtlijnen uit Constantinople werden steeds meer als bemoeizuchtig en onderdrukkend ervaren en als reactie

tion, elle s'afficha de plus en plus comme une église nationale avec des caractéristiques liturgiques, théologiques et spirituelles très marquées. Enfin, elle rejeta même le grec et la langue parlée de l'époque, l'ancien égyptien ou démotique, devint la langue liturgique. Aujourd'hui, le copte est toujours utilisé dans la liturgie.

L'invasion arabe au 7^e siècle n'entraîna pas une islamisation immédiate de l'Égypte. Les chrétiens restèrent majoritaires au moins jusqu'à la fin du 9^e siècle. Aujourd'hui ils représenteraient encore 6 à 20 % de la population.

L'église copte a pour pape S.S. Shenouda III, Pape d'Alexandrie et Patriarche de la Prédication de Saint-Marc et de toute l'Afrique (résidence : Le Caire, Égypte).

L'apparition d'une diaspora (Amérique, Australie, Europe, Arabie, États du Golfe, etc.) est un phénomène nouveau. Cette migration s'explique par des problèmes économiques et par le pouvoir croissant de l'islamisme politique.

L'Église orthodoxe copte reconnaît les décisions des trois premiers conciles qui, en résumé, affirment :

Nicée 325 : définition de la divinité du Christ égale à celle du père (au contraire de l'arianisme : Arius niait la divinité du Christ).

Constantinople 381 : le Saint-Esprit est mis sur le même pied que le Père et le Fils. C'est ainsi qu'est née la prière de la profession de foi du christianisme, le credo de Nicée-Constantinople qui est encore en usage aujourd'hui. L'arianisme et l'apollinarisme furent condamnés.

Éphèse 431 : rejet de la thèse de Nestorius qui sépare la nature divine et la nature humaine du Christ; le concile confirme que Jésus est Dieu fait homme et que la Sainte Vierge Marie est la Mère de Jésus le Dieu fait homme et pas seulement la Mère de l'Homme.

La véritable origine de l'Église orthodoxe copte remonte au concile de Chalcedoine en 451. Cette église a rejeté les décisions de ce concile et s'est séparée du Patriarchat d'Alexandrie qui était considéré comme le prolongement de Constantinople. L'Église orthodoxe orientale perdit ainsi presque tous ses membres en Égypte en raison de la lutte constante qui opposait les patriarches de Constantinople et d'Alexandrie. Des éléments politiques ont certainement aussi joué leur rôle. Selon les coptes, ce dernier concile visait au renversement politique de l'Empire byzantin. L'Église orthodoxe copte professe, comme les autres églises orthodoxes orientales non-chalcedoniennes, que le Christ a une nature unique qui réunit parfaitement et indépendamment sa nature divine et sa nature humaine, sans qu'elles se mêlent, se confondent et se corrompent. Le Christ a donc une seule nature humaine et divine.

N^o 14 de Mme Valérie SEYNS (N) et M. Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres nie,*

daarop werd de koptische kerk steeds meer een nationale kerk met zeer uitgesproken liturgische, theologische en spirituele kenmerken. Tenslotte werd zelfs het Grieks verworpen en werd de toenmalige volkstaal, het oud-egyptisch oftewel het Demotisch, als kerkelijke taal aangenomen. In de liturgie wordt nog steeds het Koptisch gebruikt.

De Arabische inval in de zevende eeuw resulteerde niet in een onmiddellijke islamisering van Egypte. De christenen bleven minstens tot aan het einde van de negende eeuw in de meerderheid. Tegenwoordig zouden ze nog 6 tot 20 % van de bevolking van de bevolking uitmaken.

De paus van de kerk is Z. H. Shenouda III, Paus van Alexandrië en Patriarch van de Prediking van de Heilige Marcus en van gans Afrika (residentie : Caïro, Egypte).

Een nieuw verschijnsel is het opkomen van een diaspora (Amerika, Australie, Europa, Arabië, de Golfstaten, enz.). Migratie ten gevolge van economische problemen en ten gevolge van de machtsontplooiing van het politieke islamisme ligt aan de basis.

De Koptisch-Orthodoxe Kerk nam de uitspraken van de drie eerste oecumenische concilies aan. Samengevat stelden deze concilies :

Nicea 325 : De definitie van Christus' Godheid, gelijk aan en met de vader. (tegen het arianisme : Arius loochende de Godheid van Christus).

Constantinopel 381: De Heilige Geest werd gelijkgesteld aan de Vader en de Zoon. Op deze wijze ontstond de nu nog gebruikte geloofsbelijdenis van het christendom, de zogenaamde. Niceens-Constantinopolitaanse belijdenis. Het arianisme en het apollinarisme werden veroordeeld.

Efeze 431: De bewering van Nestorius, dat Jezus God en Mens afzonderlijk is, werd weerlegd; er werd bevestigd dat Jezus God-Mens is en dat de Heilige Maagd Maria de Moeder is van Jezus de God-Mens en niet de Moeder van de Mens alleen.

De eigenlijk oorsprong van de Koptisch-orthodoxe Kerk gaat terug tot het Concilie van Chalcedon in 451. Deze Kerk verwierp de uitspraken van dit concilie en scheidde zich af van het Patriarchaat van Alexandrië wat als verlengstuk van Constantinopel werd gezien. Hiermee verloor de Oosters-orthodoxe Kerk bijna al haar leden in Egypte. Veel had te maken met de voortdurende strijd tussen de patriarchen van Constantinopel en Alexandrië. Politieke elementen hebben zeker ook meegespeeld. Volgens de Kopten beoogde dit laatste concilie de politieke overheersing van het Byzantijnse Rijk. De Koptisch-Orthodoxe kerk belijdt zoals de andere niet-chalcedoonse oriëntaals-orthodoxe kerken dat Christus één natuur heeft, waarin op een volmaakte wijze zijn Godheid en mensheid onafhankelijk verenigd zijn, zonder vermenging, zonder verwarring en zonder verandering. Christus heeft aldus één god-menselijke natuur.

Jos VAN ASSCHE (N)

Valérie SEYNS (N)

Nr. 14 van mevr. Valérie SEYNS (N) en de heer Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervullen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden*

minimise, justifie ou approuve le génocide des hindous et des sikhs du Pakistan par les musulmans. ».

JUSTIFICATION

Au Pakistan islamique pieux que les musulmans appellent « le pays des purs », on a vu dans un petit village du Penjab, un garçonnet de onze ans (!) de la tribu Gujuru se promener avec une fille de la tribu supérieure des Mastoi, alors que celle-ci n'était pas accompagnée d'un chaperon. Les Mastoi ont donc estimé qu'il s'agissait d'une atteinte à « l'honneur » de leur clan. Vous vous attendez peut-être à ce que le pauvre garçonnet de onze ans soit sévèrement puni, cela prouve seulement que vous ne comprenez pas la logique islamique. On convoqua un conseil tribal, appelé un panchyat, qui ne condamna pas le garçonnet lui-même mais qui ordonna le viol collectif d'une fille de dix-huit ans de la tribu Gujuru afin de restaurer « l'honneur » des Mastoi. Non, il ne s'agissait pas de la fille qui avait participé à la promenade « criminelle », mais simplement d'une autre jeune fille de sa tribu. La fille assistait dans le public au procès, et la peine fut exécutée sur le champ. Quatre hommes Mastoi dont l'un des membres du panchyat extirpèrent la fille du public, la traînèrent dehors jusqu'à une hutte et la violèrent tour à tour tandis que des centaines de Mastoi enthousiastes et rieurs les acclamaient à l'extérieur. Ensuite la fille fut contrainte de se montrer nue dans le village. Sa famille n'a pas osé s'opposer parce que le panchyat avait menacé de violer dans ce cas toutes les autres femmes de la famille.

Cette information est parue sur le site www.news.independant.co.uk et semble si aberrante et invraisemblable qu'ils étaient évidemment nombreux à ne pouvoir ou ne vouloir le croire. Pourtant, de telles atrocités collectives n'ont rien d'exceptionnel au Pakistan. Elles sont typiques d'un schéma sadique et psychopathe qui gangrène toute la société, en particulier depuis l'islamisation forcée du pays.

Le Pakistan a célébré son indépendance dans un horrible bain de sang en massacrant de centaines de milliers de sikhs et d'hindous. Des centaines de milliers de femmes non islamiques furent violées ou enlevées et contraintes au mariage avec des musulmans. De nombreuses filles hindoues furent même vendues aux enchères sur des marchés d'esclaves improvisés. Beaucoup finirent dans des bordels. Des villages hindous entiers furent détruits. Rien que dans les environs de Rawalpindi 10.000 hindous furent assassinés. Les caniveaux de Lahore se transformèrent en de véritables ruisseaux sanglants. Des quartiers hindous entiers furent pillés et incendiés, tandis que des policiers et des soldats islamiques acquis regardaient et participaient même souvent avec enthousiasme aux vols, aux viols et aux meurtres. Des mollahs fanatiques déclaraient dans leurs prêches que tout musulman qui tuait ou forçait à se convertir un homme hindou, ou qui violait une femme hindoue était assuré d'aller au Paradis. Il y avait tellement de cadavres sur les routes de l'exode vers l'Inde que les vautours faisaient la fine bouche et ne consommaient plus que les foies et les yeux des morts. Le raisonnement des musulmans était très simple : « Maintenant que le Pakistan est à nous, les magasins, les fermes, les maisons et les usines des hindous et des sikhs nous appartiennent aussi. Cette logique de vols et de rapines ne s'appliquait pas seulement aux biens matériels mais aussi aux femmes. L'Hindustan Times écrivait à ce sujet le 22 juillet 1947 : « Les musulmans sont désormais obsédés par la pensée qu'après [l'indépendance du Pakistan] ils régneront en maîtres sur cette partie du pays. Les hindous seront leurs serviteurs, et les musulmans deviendront propriétaires de tous leurs biens, y compris de leurs femmes. ». Cela témoigne non seulement d'une mentalité de Herrenvolk (race supérieure), mais aussi d'un mépris terrible pour les femmes, qui sont uniquement perçues comme des biens, au même titre que du matériel agricole, des ânes ou des vaches. Il ne s'agit là que d'une variante du thème islamique universel : « Le monde entier appartient à Allah, le monde entier appartient donc à ses disciples. ». C'est la même argumentation que le président du conseil des mosquées a utilisée à

de genocide door moslims tegen Hindoes en Sikhs in Pakistan ontkent, minimaliseert, rechtvaardigt of goedkeurt. ».

VERANTWOORDING

In het vrome islamitische Pakistan, dat door de moslims « het Land der Zuiveren » wordt genoemd, in een dorpje in de Punjab, werd een elfjarig (!) jongetje van de Gujuru-stam opgemerkt terwijl hij een wandeling maakte met een meisje van de Mastoi-stam, die hoger op de maatschappelijke ladder stond. Dat meisje werd op dat ogenblik niet in het gezelschap van een chaperonne, dus de Mastoi vonden dat de « eer » van hun clan was aangetast. Misschien verwacht U nu dat dat arme jongetje van elf op een gruwelijke manier gestraft zou worden, maar dat bewijst alleen dat U de islamitische logica niet begrijpt. Er werd een dorpsrechtbank samengeroepen, een zogenaamde panchyat. Het jongetje zelf werd niet veroordeeld, maar de panchyat oordeelde dat een achttienjarig meisje van de Gujuru-stam collectief verkracht moest worden om de « eer » van de Mastoi te wreken. Nee, dat was niet het meisje dat die « misdadige » wandeling had gemaakt, maar gewoon een ander meisje van haar stam. Het meisje zat in het publiek dat de rechtszaak bijwoonde, en de straf werd onmiddellijk voltrokken. Vier Mastoi-mannen, onder wie één van de juryleden uit de panchyat, sleurden het meisje uit het publiek naar buiten, brachten haar naar een hut en verkrachtten haar om beurten, terwijl honderden enthousiaste en lachende Mastoi hen buiten stonden toe te juichen. Nadien werd het meisje gedwongen naakt door het dorp te paraderen. Haar familie durfde zich niet verzetten. De panchyat had immers bedreigd dat dan alle andere vrouwen van die familie ook verkracht zouden worden.

Dit bericht verscheen op de website www.news.independant.co.uk en het klinkt zo krankzinnig en onwaarschijnlijk dat velen het allicht niet konden of wilden geloven. Nochtans zijn zulke collectieve wreedheden in Pakistan geen bizarre uitzonderingen. Ze zijn tekenend voor een patroon van sadisme en psychopathie dat heel de samenleving heeft verziekt, vooral sinds de doorgedreven islamisering van het land.

De onafhankelijkheid van Pakistan werd gevierd met een verschrikkelijk bloedbad waarbij honderdduizenden hindoes en Sikhs werden afgeslacht. Honderdduizenden niet-islamitische vrouwen werden verkracht, of ontvoerd en tot huwelijken met moslims gedwongen. Vele hindoemeisjes werden zelfs bij opbod verkocht op geïmproviseerde slavenmarkten. Velen eindigden in bordelen. Hele hindoedorpen werden volledig uitgeroeid. Alleen al in de omgeving van Rawalpindi werden 10.000 hindoes vermoord. Door de straatgoten van Lahore stroomden letterlijk beken van bloed. Volledige hindoewijken werden leegegeplunderd en in brand gestoken, terwijl islamitische politiemannen en soldaten goedkeurend toekeken, en dikwijls zelfs enthousiast mee roofden, verkrachtten en moordden. Fanatieke mullahs verkondigden dat iedere moslim zeker naar het Paradijs zou gaan als hij een mannelijke hindoe kon doden of tot bekeering dwingen, of een hindoenvrouw kon verkrachten. Er lagen zoveel lijken op de vluchtroutes naar Indië dat de gieren kieskeurig werden en alleen nog de levers en de ogen van de doden uitpikten. De redenering van de moslims was heel eenvoudig : « Pakistan is nu van ons, dus de winkels, boerderijen, huizen en fabrieken van de hindoes en de Sikhs zijn ook van ons. Die dieven- en roverslogica werd niet alleen toegepast op materiële bezittingen, maar ook op vrouwen. De Hindustan Times schreef daarover op 22 juli 1947: « De moslims zijn nu geobsedeerd door de gedachte dat zij na [de onafhankelijkheid van Pakistan] als meesters over dit deel van het land zullen heersen. De hindoes zullen als hun dienaren moeten leven, en de moslims zullen het eigendomsrecht krijgen over al hun bezittingen, inclusief hun vrouwen. ». Dit wijst niet alleen op een Herrenvolk-mentaliteit, maar ook op een verschrikkelijke verachting voor vrouwen, die immers slechts als bezittingen gezien werden, net zoals landbouwwerktuigen, ezels of koeien. Dit is slechts een variant op het universele islamitische thema : « Heel de wereld behoort toe aan Allah, dus hij behoort toe aan zijn volgelingen. ». Dezelfde argumentatie die de voorzitter van de raad van Moskeeën in Bradford tijdens de Rushdie-affaire gebruikte in zijn oproep tot heilige oorlog tegen Groot-Brittan-

Bradford lors de l'affaire Rushdie dans son appel à la guerre sainte contre la Grande-Bretagne : « Les musulmans qui ne supportent pas l'idée de vivre dans un Royaume Uni contaminé par le virus Rushdie doivent considérer sérieusement les solutions islamiques : soit émigrer vers la Maison de l'Islam, soit mener une guerre sainte contre la Maison du Refus. Cette dernière peut très bien passer pour une sorte de militantisme hâtif dont il ne peut être question, bien que, avec Dieu, on ne soit jamais minoritaire. Et, l'Angleterre, comme toutes les autres choses, appartient à Dieu. ».

Dans la chronique criminelle de tous les pays, on trouve des tueurs en série et des violeurs en série, mais le Bengale oriental islamique (le Bangladesh d'aujourd'hui qui faisait anciennement partie du Pakistan) est le théâtre de génocides et de massacres en série depuis un demi-siècle déjà. Il y a eu des pogroms et des massacres d'hindous et de bouddhistes en 1944, 1946, 1947, 1950, 1954, 1958, 1960, 1964, 1971, 1989 et 1992. Ce ne furent là que les paroxysmes. Au cours des années intermédiaires, des hindous ont aussi été assassinés et humiliés et terrorisés de toutes sortes de manières, mais à plus petite échelle : ici une série de meurtres, d'enlèvements et de viols, là un village réduit en cendres, ailleurs une série de familles hindoues chassées de leurs maisons par des policiers, ... Les meurtres et les viols d'hindous sont aussi courants au Bengale oriental, que l'extermination des rats musqués chez nous. Depuis la fin de l'administration coloniale britannique, des millions de personnes ont été massacrées au Bengale oriental. Ils sont encore plus nombreux à avoir été maltraités, mutilés, dépouillés et chassés de leurs maisons et de leurs champs. Couper le penis d'un hindou et violer sa femme et ses filles était une pratique courante. En 1964, près de neuf millions d'hindous avaient déjà fui le Bengale oriental. Et c'était avant le grand génocide qui allait éclater cette année-là ... On peut trouver une brève histoire des massacres au Bengale oriental dans les livres *The Prolonged Partition and its Pogroms* de A.J. Kamra, paru chez Voice of India, et *Lajja* de Taslima Nasreen, paru chez De Kern Baarn/Standaard Antwerpen. Et contrairement au Cambodge, à l'Allemagne nazie ou à l'Union soviétique, ces massacres n'étaient pas seulement le fait d'un petit groupe de dirigeants, d'un parti ou des forces armées. Tous les pays peuvent tomber aux mains de dirigeants criminels ou psychopathes. Un peuple n'est pas toujours responsable collectivement pour les crimes de ses hommes politiques ou de ses généraux, en particulier dans les régimes dictatoriaux. Mais ici le mal a atteint toutes les couches de la population. Au cours du demi siècle écoulé, des dizaines de milliers de musulmans ordinaires ont pris part au massacre de leurs voisins, de leurs collègues, des habitants de leur village au Pakistan et au Bangladesh. Ces explosions n'étaient pas suivies de périodes de repentir, de réflexion, d'examen de conscience. Aucun journal, aucun homme politique, aucun chef religieux ne protestait. Taslima Nasreen fut la seule exception. Les auteurs de ces atrocités ne furent jamais poursuivis. Le Pakistan et le Bangladesh ne sont pas seulement dirigés par des psychopathes. Le mal est plus profond. Ce sont des sociétés psychopathes.

Des fous qui possèdent des armes nucléaires. Et ce qui est pire encore : ces psychopathes pakistanais ont maintenant des armes atomiques. Et s'ils perdent la raison, ils ne devront plus s'aider de haches, de fusils, de bidons d'essence ou de flacons de vitriol pour tuer ou mutiler les femmes une à une. Avec leurs armes nucléaires, ils peuvent désormais donner libre cours à leur sadisme à grande échelle. Ils pourront déverser simultanément le feu de leur sainte colère islamique sur des millions de gens ...

N° 15 de Mme Valérie SEYNS (N) et M. Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

nië : « De moslims die het een ondraaglijk idee vinden te leven in een Verenigd Koninkrijk dat besmet is door het Rushdie-virus, moeten ernstig de islamitische alternatieven overwegen: hetzij emigratie naar het Huis van de Islam, hetzij een heilige oorlog tegen het Huis van de Afwijzing. Dat laatste kan heel goed een soort overhaaste militantie lijken, waarvan geen sprake kan zijn, hoewel men, met God aan zijn zijde, nooit in de minderheid is. En Engeland behoort, net als alle andere dingen, toe aan God. ».

In de misdaadkronieken van alle landen vinden we individuele serie-moordenaars en serieverkrachters, maar het islamitische Oost-Bengalen (vroeger een deel van Pakistan, nu Bangladesh) is al een halve eeuw lang het taferaal van serial genocides en massamoorden. Er waren pogroms en massamoorden tegen hindoes en boeddhisten in 1944, 1946, 1947, 1950, 1954, 1958, 1960, 1964, 1971, 1989 en 1992. Dat waren slechts de hoogtepunten. Ook in de tussenliggende jaren werden hindoes vermoord en op allerlei manieren vernederd en geterroriseerd, zij het dan op kleinere schaal : hier een reeks moorden, ontvoeringen en verkrachtingen, daar platgebrand dorp, elders een aantal hindoe-families die door de politie uit haar huizen wordt verdreven ... Het doden en verkrachten van hindoes is in Oost-Bengalen even alledaags als bij ons te het verdelgen van muskusratten. Sinds het einde van het Britse koloniale bestuur zijn in Oost-Bengalen miljoenen mensen afgeslacht. Nog veel meer zijn mishandeld, verminkt, uitgeplunderd en van hun huizen en akkers verdreven. Het afsnijden van de penis van een hindoe en het verkrachten van zijn vrouw en zijn dochters waren standaardpraktijken. In 1964 waren reeds bijna negen miljoen hindoes uit Oost-Bengalen gevlucht. En dat was voor de grote genocide die dat jaar ontketend zou worden ... Een korte geschiedenis van de massamoorden in Oost-Bengalen vindt men in het boek *The Prolonged Partition and its Pogroms* van A.J. Kamra, uitg. Voice of India, en in *Lajja* van Taslima Nasreen, uitg. De Kern Baarn/ Standaard Antwerpen. En anders dan in Cambodja, Nazi-Duitsland of de Sowjetunie waren deze massamoorden niet het werk van een kleine groep machthebbers, van één partij of van de strijdkrachten alleen. Ieder land kan in handen vallen van criminele of psychopathische machthebbers. Een volk is niet altijd collectief verantwoordelijk voor de misdaden van zijn politici of zijn generaals, zeker niet in dictatoriale staten. Maar hier heeft het kwaad alle lagen van de bevolking meegesleept. De voorbije halve eeuw namen tienduizenden gewone moslims in Pakistan en Bangladesh deel aan het afslachten van hun burens, hun collega's, hun dorpsgenoten ... Na die uitbarstingen volgden geen periode van berouw, bezinning of gewetensonderzoek. Geen enkele krant, geen enkele politicus, geen enkele religieuze leider protesteerde. Taslima Nasreen was de enige uitzondering. De daders van deze gruwelen werden nooit vervolgd. Pakistan en Bangladesh hebben niet alleen psychopathische regeerders. De kwaal zit veel dieper. Het zijn psychopathische samenlevingen.

Krankzinnigen met kernwapens En wat nog het ergste is : die Pakistaanse psychopaten hebben nu atoomwapens. Als zij de kolder in hun kop krijgen, moeten zij zich niet langer behelpen met bijlen, geweren, benzineblikken of flesjes zwavelzuur om vrouwen één voor één te vermoorden of te verminken. Met hun kernwapens kunnen zij hun sadisme nu op grote schaal botvieren. Zij zullen het vuur van hun heilige islamitische woede nu over miljoenen mensen tegelijk kunnen uitgieten ...

Nr. 15 van mevr. Valérie SEYNS (N) en de heer Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes nie, minimise, justifie ou approuve le génocide des hindous et des sikhs du Pakistan par les musulmans. ».

JUSTIFICATION

Au Pakistan islamique pieux que les musulmans appellent « le pays des purs », on a vu dans un petit village du Penjab, un garçonnet de onze ans (!) de la tribu Gujar se promener avec une fille de la tribu supérieure des Mastoi, alors que celle-ci n'était pas accompagnée d'un chaperon. Les Mastoi ont donc estimé qu'il s'agissait d'une atteinte à « l'honneur » de leur clan. Vous vous attendez peut-être à ce que le pauvre garçonnet de onze ans soit sévèrement puni, cela prouve seulement que vous ne comprenez pas la logique islamique. On convoqua un conseil tribal, appelé un panchyat, qui ne condamna pas le garçonnet lui-même mais qui ordonna le viol collectif d'une fille de dix-huit ans de la tribu Gujar afin de restaurer « l'honneur » des Mastoi. Non, il ne s'agissait pas de la fille qui avait participé à la promenade « criminelle », mais simplement d'une autre jeune fille de sa tribu. La fille assistait dans le public au procès, et la peine fut exécutée sur le champ. Quatre hommes Mastoi dont l'un des membres du panchyat extirpèrent la fille du public, la traînèrent dehors jusqu'à une hutte et la violèrent tour à tour tandis que des centaines de Mastoi enthousiastes et rieurs les acclamaient à l'extérieur. Ensuite la fille fut contrainte de se montrer nue dans le village. Sa famille n'a pas osé s'opposer parce que le panchyat avait menacé de violer dans ce cas toutes les autres femmes de la famille.

Cette information est parue sur le site www.news.independant.co.uk et semble si aberrante et invraisemblable qu'ils étaient évidemment nombreux à ne pouvoir ou ne vouloir le croire. Pourtant, de telles atrocités collectives n'ont rien d'exceptionnel au Pakistan. Elles sont typiques d'un schéma sadique et psychopathe qui gangrène toute la société, en particulier depuis l'islamisation forcée du pays.

Le Pakistan a célébré son indépendance dans un horrible bain de sang en massacrant de centaines de milliers de sikhs et d'hindous. Des centaines de milliers de femmes non islamiques furent violées ou enlevées et contraintes au mariage avec des musulmans. De nombreuses filles hindoues furent même vendues aux enchères sur des marchés d'esclaves improvisés. Beaucoup finirent dans des bordels. Des villages hindous entiers furent détruits. Rien que dans les environs de Rawalpindi 10.000 hindous furent assassinés. Les caniveaux de Lahore se transformèrent en de véritables ruisseaux sanglants. Des quartiers hindous entiers furent pillés et incendiés, tandis que des policiers et des soldats islamiques acquis regardaient et participaient même souvent avec enthousiasme aux vols, aux viols et aux meurtres. Des mollahs fanatiques déclaraient dans leurs prêches que tout musulman qui tuait ou forçait à se convertir un homme hindou, ou qui violait une femme hindoue était assuré d'aller au Paradis. Il y avait tellement de cadavres sur les routes de l'exode vers l'Inde que les vautours faisaient la fine bouche et ne consommaient plus que les foies et les yeux des morts. Le raisonnement des musulmans était très simple : « Maintenant que le Pakistan est à nous, les magasins, les fermes, les maisons et les usines des hindous et des sikhs nous appartiennent aussi. Cette logique de vols et de rapines ne s'appliquait pas seulement aux biens matériels mais aussi aux femmes. L'Hindustan Times écrivait à ce sujet le 22 juillet 1947 : « Les musulmans sont désormais obsédés par la pensée qu'après [l'indépendance du Pakistan] ils régneront en maîtres sur cette partie du pays. Les hindous seront leurs serviteurs, et les musulmans deviendront propriétaires de tous leurs biens, y compris

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan de genocide door moslims tegen Hindoes en Sikhs in Pakistan ontkennt, minimaliseert, rechtvaardigt of goedkeurt. ».

VERANTWOORDING

In het vrome islamitische Pakistan, dat door de moslims « het Land der Zuiveren » wordt genoemd, in een dorpje in de Punjab, werd een elfjarig (!) jongetje van de Gujar-stam opgemerkt terwijl hij een wandeling maakte met een meisje van de Mastoi-stam, die hoger op de maatschappelijke ladder stond. Dat meisje werd op dat ogenblik niet in het gezelschap van een chaperonne, dus de Mastoi vonden dat de « eer » van hun clan was aangetast. Misschien verwacht U nu dat dat arme jongetje van elf op een gruwelijke manier gestraft zou worden, maar dat bewijst alleen dat U de islamitische logica niet begrijpt. Er werd een dorpsrechtbank samengeroepen, een zogenaamde panchyat. Het jongetje zelf werd niet veroordeeld, maar de panchyat oordeelde dat een achttienjarig meisje van de Gujarstam collectief verkracht moest worden om de « eer » van de Mastoi te wreken. Nee, dat was niet het meisje dat die « misdadige » wandeling had gemaakt, maar gewoon een ander meisje van haar stam. Het meisje zat in het publiek dat de rechtszaak bijwoonde, en de straf werd onmiddellijk voltrokken. Vier Mastoi-mannen, onder wie één van de juryleden uit de panchyat, sleurden het meisje uit het publiek naar buiten, brachten haar naar een hut en verkrachtten haar om beurten, terwijl honderden enthousiaste en lachende Mastoi hen buiten stonden toe te juichen. Nadien werd het meisje gedwongen naakt door het dorp te paraderen. Haar familie durfde zich niet verzetten. De panchyat had immers bedreigd dat dan alle andere vrouwen van die familie ook verkracht zouden worden.

Dit bericht verscheen op de website www.news.independant.co.uk en het klinkt zo krankzinnig en onwaarschijnlijk dat velen het allicht niet konden of wilden geloven. Nochtans zijn zulke collectieve wreedheden in Pakistan geen bizarre uitzonderingen. Ze zijn tekenend voor een patroon van sadisme en psychopathie dat heel de samenleving heeft verziekt, vooral sinds de doorgedreven islamisering van het land.

De onafhankelijkheid van Pakistan werd gevierd met een verschrikkelijk bloedbad waarbij honderdduizenden hindoes en Sikhs werden afgeslacht. Honderdduizenden niet-islamitische vrouwen werden verkracht, of ontvoerd en tot huwelijken met moslims gedwongen. Vele hindoemeisjes werden zelfs bij opbod verkocht op geïmproviseerde slavenmarkten. Velen eindigden in bordelen. Hele hindoedorpen werden volledig uitgeroeid. Alleen al in de omgeving van Rawalpindi werden 10.000 hindoes vermoord. Door de straatgoten van Lahore stroomden letterlijk beken van bloed. Volledige hindoewijken werden leeggeplunderd en in brand gestoken, terwijl islamitische politiemannen en soldaten goedkeurend toekijken, en dikwijls zelfs enthousiast mee roofden, verkrachtten en moordden. Fanatieke mollahs verkondigden dat iedere moslim zeker naar het Paradijs zou gaan als hij een mannelijke hindoe kon doden of tot bekeering dwingen, of een hindoevrouw kon verkrachten. Er lagen zoveel lijken op de vluchtroutes naar Indië dat de gieren kieskeurig werden en alleen nog de levers en de ogen van de doden uitpikten. De redenering van de moslims was heel eenvoudig: « Pakistan is nu van ons, dus de winkels, boerderijen, huizen en fabrieken van de hindoes en de Sikhs zijn ook van ons. Die dieven- en roverslogica werd niet alleen toegepast op materiële bezittingen, maar ook op vrouwen. De Hindustan Times schreef daarover op 22 juli 1947 : « De moslims zijn nu geobsedeerd door de gedachte dat zij na [de onafhankelijkheid van Pakistan] als meesters over dit deel van het land zullen heersen. De hindoes zullen als hun dienaren moeten leven, en de moslims zullen het eigendomsrecht krijgen over al hun bezittingen, inclusief hun vrouwen. » Dit wijst niet alleen op een

de leurs femmes. ». Cela témoigne non seulement d'une mentalité de Herrenvolk (race supérieure), mais aussi d'un mépris terrible pour les femmes, qui sont uniquement perçues comme des biens, au même titre que du matériel agricole, des ânes ou des vaches. Il ne s'agit là que d'une variante du thème islamique universel : « Le monde entier appartient à Allah, le monde entier appartient donc à ses disciples. ». C'est la même argumentation que le président du conseil des mosquées a utilisée à Bradford lors de l'affaire Rushdie dans son appel à la guerre sainte contre la Grande-Bretagne : « Les musulmans qui ne supportent pas l'idée de vivre dans un Royaume Uni contaminé par le virus Rushdie doivent considérer sérieusement les solutions islamiques : soit émigrer vers la Maison de l'Islam, soit mener une guerre sainte contre la Maison du Refus. Cette dernière peut très bien passer pour une sorte de militantisme hâtif dont il ne peut être question, bien que, avec Dieu, on ne soit jamais minoritaire. Et, l'Angleterre, comme toutes les autres choses, appartient à Dieu. ».

Dans la chronique criminelle de tous les pays, on trouve des tueurs en série et des violeurs en série, mais le Bengale oriental islamique (le Bangladesh d'aujourd'hui qui faisait anciennement partie du Pakistan) est le théâtre de génocides et de massacres en série depuis un demi-siècle déjà. Il y a eu des pogroms et des massacres d'hindous et de bouddhistes en 1944, 1946, 1947, 1950, 1954, 1958, 1960, 1964, 1971, 1989 et 1992. Ce ne furent là que les paroxysmes. Au cours des années intermédiaires, des hindous ont aussi été assassinés et humiliés et terrorisés de toutes sortes de manières, mais à plus petite échelle : ici une série de meurtres, d'enlèvements et de viols, là un village réduit en cendres, ailleurs une série de familles hindoues chassées de leurs maisons par des policiers, ... Les meurtres et les viols d'hindous sont aussi courants au Bengale oriental, que l'extermination des rats musqués chez nous. Depuis la fin de l'administration coloniale britannique, des millions de personnes ont été massacrées au Bengale oriental. Ils sont encore plus nombreux à avoir été maltraités, mutilés, dépouillés et chassés de leurs maisons et de leurs champs. Couper le pénis d'un hindou et violer sa femme et ses filles était une pratique courante. En 1964, près de neuf millions d'hindous avaient déjà fui le Bengale oriental. Et c'était avant le grand génocide qui allait éclater cette année-là ... On peut trouver une brève histoire des massacres au Bengale oriental dans les livres *The Prolonged Partition and its Pogroms* de A.J. Kamra, paru chez Voice of India, et *Lajja* de Taslima Nasreen, paru chez De Kern Baarn/Standaard Antwerpen. Et contrairement au Cambodge, à l'Allemagne nazie ou à l'Union soviétique, ces massacres n'étaient pas seulement le fait d'un petit groupe de dirigeants, d'un parti ou des forces armées. Tous les pays peuvent tomber aux mains de dirigeants criminels ou psychopathes. Un peuple n'est pas toujours responsable collectivement pour les crimes de ses hommes politiques ou de ses généraux, en particulier dans les régimes dictatoriaux. Mais ici le mal a atteint toutes les couches de la population. Au cours du demi siècle écoulé, des dizaines de milliers de musulmans ordinaires ont pris part au massacre de leurs voisins, de leurs collègues, des habitants de leur village au Pakistan et au Bangladesh. Ces explosions n'étaient pas suivies de périodes de repentir, de réflexion, d'examen de conscience. Aucun journal, aucun homme politique, aucun chef religieux ne protestait. Taslima Nasreen fut la seule exception. Les auteurs de ces atrocités ne furent jamais poursuivis. Le Pakistan et le Bangladesh ne sont pas seulement dirigés par des psychopathes. Le mal est plus profond. Ce sont des sociétés psychopathes.

Des fous qui possèdent des armes nucléaires. Et ce qui est pire encore : ces psychopathes pakistanais ont maintenant des armes atomiques. Et s'ils perdent la raison, ils ne devront plus s'aider de haches, de fusils, de bidons d'essence ou de flacons de vitriol pour tuer ou mutiler les femmes une à une. Avec leurs armes nucléaires, ils peuvent désormais donner libre cours à leur sadisme à grande échelle. Ils pourront déverser simultanément le feu de leur sainte colère islamique sur des millions de gens ...

Herrenvolk-mentaliteit, maar ook op een verschrikkelijke verachting voor vrouwen, die immers slechts als bezittingen gezien worden, net zoals landbouwwerktuigen, ezels of koeien. Dit is slechts een variant op het universele islamitische thema: « Heel de wereld behoort toe aan Allah, dus hij behoort toe aan zijn volgelingen. ». Dezelfde argumentatie die de voorzitter van de raad van Moskeeën in Bradford tijdens de Rushdie-affaire gebruikte in zijn oproep tot heilige oorlog tegen Groot-Brittannië : « De moslims die het een ondraaglijk idee vinden te leven in een Verenigd Koninkrijk dat besmet is door het Rushdie-virus, moeten ernstig de islamitische alternatieven overwegen : hetzij emigratie naar het Huis van de Islam, hetzij een heilige oorlog tegen het Huis van de Afwijzing. Dat laatste kan heel goed een soort overhaaste militantie lijken, waarvan geen sprake kan zijn, hoewel men, met God aan zijn zijde, nooit in de minderheid is. En Engeland behoort, net als alle andere dingen, toe aan God ».

In de misdaadkronieken van alle landen vinden we individuele serie-moordenaars en serieverkrachters, maar het islamitische Oost-Bengalen (vroeger een deel van Pakistan, nu Bangladesh) is al een halve eeuw lang het taferel van serial genocides en massamoorden. Er waren pogroms en massamoorden tegen hindoes en boeddhisten in 1944, 1946, 1947, 1950, 1954, 1958, 1960, 1964, 1971, 1989 en 1992. Dat waren slechts de hoogtepunten. Ook in de tussenliggende jaren werden hindoes vermoord en op allerlei manieren vernederd en geterroriseerd, zij het dan op kleinere schaal: hier een reeks moorden, ontvoeringen en verkrachtingen, daar platgebrand dorp, elders een aantal hindoe-families die door de politie uit haar huizen wordt verdreven ... Het doden en verkrachten van hindoes is in Oost-Bengalen even alledaags als bij ons te het verdelen van muskusratten. Sinds het einde van het Britse koloniale bestuur zijn in Oost-Bengalen miljoenen mensen afgeslacht. Nog veel meer zijn mishandeld, verminkt, uitgeplunderd en van hun huizen en akkers verdreven. Het afsnijden van de penis van een hindoe en het verkrachten van zijn vrouw en zijn dochters waren standaardpraktijken. In 1964 waren reeds bijna negen miljoen hindoes uit Oost-Bengalen gevlucht. En dat was voor de grote genocide die dat jaar ontketend zou worden ... Een korte geschiedenis van de massamoorden in Oost-Bengalen vindt men in het boek *The Prolonged Partition and its Pogroms* van A.J. Kamra, uitg. Voice of India, en in *Lajja* van Taslima Nasreen, uitg. De Kern Baarn/ Standaard Antwerpen. En anders dan in Cambodja, Nazi-Duitsland of de Sowjetunie waren deze massamoorden niet het werk van een kleine groep machthebbers, van één partij of van de strijdkrachten alleen. Ieder land kan in handen vallen van criminele of psychopathische machthebbers. Een volk is niet altijd collectief verantwoordelijk voor de misdaden van zijn politici of zijn generaals, zeker niet in dictatoriale staten. Maar hier heeft het kwaad alle lagen van de bevolking meegesleept. De voorbije halve eeuw namen tienduizenden gewone moslims in Pakistan en Bangladesh deel aan het afslachten van hun burens, hun collega's, hun dorpsgenoten ... Na die uitbarstingen volgden geen periode van berouw, bezinning of gewetensonderzoek. Geen enkele krant, geen enkele politicus, geen enkele religieuze leider protesteerde. Taslima Nasreen was de enige uitzondering. De daders van deze gruwelen werden nooit vervolgd. Pakistan en Bangladesh hebben niet alleen psychopathische regeerders. De kwaal zit veel dieper. Het zijn psychopathische samenlevingen.

Krankzinnigen met kernwapens En wat nog het ergste is : die Pakistaanse psychopaten hebben nu atoomwapens. Als zij de kolder in hun kop krijgen, moeten zij zich niet langer behelpen met bijlen, geweren, benzineblikken of flesjes zwavelzuur om vrouwen één voor één te vermoorden of te verminken. Met hun kernwapens kunnen zij hun sadisme nu op grote schaal botvieren. Zij zullen het vuur van hun heilige islamitische woede nu over miljoenen mensen tegelijk kunnen uitgieten ...

N° 16 de M. Jos VAN ASSCHE (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres nie, minimise, justifie ou approuve le génocide de la communauté maronite du Liban par les musulmans.* ».

JUSTIFICATION

L'histoire de l'Église maronite commence dans un monastère qui, selon la tradition, aurait été fondé par des disciples de Maron à sa mémoire : Beth Maron, la « Maison (monastère) de Maron ». Ce monastère se situait près de Hama, sur la rivière de l'Oronte. Les moines de Beth Maron parlaient syrien. À partir du 5^e siècle, à la suite du concile de Chalcédoine (451), un schisme s'est produit dans la Syrie chrétienne. Beth Maron s'est prononcé en faveur de Chalcédoine.

À l'époque, Église et État étaient étroitement liés dans l'Empire romain chrétien (= byzantin) dont faisait aussi partie la Syrie. L'État était favorable à Chalcédoine tandis que certains groupes chrétiens s'y opposaient. Le conflit religieux autour de Chalcédoine était donc aussi une pomme de discorde politique. L'empereur Héraclius (610-641) voulut y remédier. Il proposa donc un compromis théologique visant à réconcilier les partisans et les adversaires de Chalcédoine: le monothélisme (le Christ n'a qu'une seule volonté). Les moines de Beth Maron l'acceptèrent en partisans loyaux de la politique religieuse impériale.

Entre-temps, les Arabo-musulmans firent la conquête du Moyen-Orient (vers 640). Les moines de Beth Maron se retrouvèrent isolés de l'empereur chrétien de la lointaine Constantinople. Lorsque, en 681, un concile condamna le monothélisme, les moines de Beth Maron ne suivirent pas ce changement de cap dogmatique. Cette exception théologique combinée avec une cohabitation durable des moines avec leur environnement de « croyants profanes » a permis l'émergence d'une communauté religieuse propre dans l'ouest de la Syrie. À partir du 8^e siècle, lorsque la communauté maronite se retrouva dans une situation difficile, elle se réfugia au Liban, plus sûr.

Dans le Moyen-Orient d'aujourd'hui, l'origine est particulièrement importante pour l'identité d'une communauté. En interprétant sa propre histoire une communauté livre une partie de la vision qu'elle a d'elle-même. Les origines multiples ont mené à une identité maronite multiple et parfois confuse. De nombreux maronites se considèrent comme de (les) vrais Libanais et font souvent remonter leur identité libanaise aux anciens Phéniciens. C'est bien sûr étrange parce qu'ils viennent de l'ouest de la Syrie, qui n'est pas la région d'origine des anciens Phéniciens. Selon certains, les maronites se seraient mêlés à la population chrétienne du Liban. La création d'un mythe sur les origines apparaît clairement. Il n'est pas toujours aisé de connaître la vérité historique.

Il en va de même pour le passé de l'Église des maronites. De nombreux maronites nient que leur église ait jamais adhéré au monothélisme et disent qu'elle a toujours été « orthodoxe ». De nombreux maronites sont aussi fiers que leur église ne se soit jamais séparée de l'Église catholique romaine; bien que le lien avec Rome soit enveloppé de ténèbres en raison de l'isolement, il n'a jamais été rompu. Historiquement, environ un siècle après l'arrivée des croisés d'occident

Nr. 16 van de heer Jos VAN ASSCHE (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden de genocide door moslims tegen de Maronieten-gemeenschap in Libanon ontkent, minimaliseert, rechtvaardigt of goedkeurt.* ».

VERANTWOORDING

De geschiedenis van de Maronitische kerk begint met een klooster dat volgens de traditie door leerlingen van Maron te zijner nagedachtenis zou zijn gesticht: Beth Maron, « Huis (= klooster) van Maron ». Dit lag bij Hama aan de rivier de Orontes. De monniken van Beth Maron waren Syrischtalig. Vanaf de 5^e eeuw ontstond er naar aanleiding van het Concilie van Chalcedon (451) een scheiding in christelijk Syrië. Beth Maron koos vóór het Concilie van Chalcedon.

Kerk en Staat waren destijds verstrengeld in het christelijke Romeinse (= Byzantijnse) Rijk, waartoe ook Syrië behoorde. De Staat was voor Chalcedon en sommige christelijke groepen tegen. Het kerkelijk conflict rond Chalcedon was daarmee ook een politieke splijtzwam. Keizer Heraclius (610-641) wilde daar iets aan doen. Hij promoveerde een compromis-theologie die de voor- en tegenstanders van Chalcedon met elkaar zou moeten verzoenen: het monothelisme (= Christus heeft slechts één wil). De monniken van Beth Maron accepteerden als loyale aanhangers van de keizerlijke kerkpolitiek.

Ondertussen veroverden de moslim-Arabieren het Midden-Oosten (± 640). De monniken van Beth Maron raakten in een isolement ten opzichte van de christelijke keizer in het verre Constantinopel. Toen daar in 681 op een concilie het monothelisme werd veroordeeld, namen de monniken van Beth Maron deze leerstellige koerswijziging niet meer over. Deze theologische uitzonderingspositie, gevoegd bij een hecht samenleven van de monniken met hun omgeving van « leke-gelovigen », zorgde ervoor dat er een eigen geloofsgemeenschap ontstond in West-Syrië. Vanaf de 8^e eeuw, toen de « Maronitische » gemeenschap in een moeilijke situatie terecht kwam, nam deze de wijk naar het veiligere Libanon.

Afkomst is in het huidige Midden-Oosten voor de eigen identiteit van groot belang. De opvattingen over de eigen geschiedenis drukken iets uit van hoe een gemeenschap zichzelf verstaat. De « veelzijdige » voorgeschiedenis leent zich tot een veelzijdige en soms verwar(rende) identiteitsbepaling van de Maronieten. Veel Maronieten beschouwen zich als (de) echte Libanezen en voeren hun Libanese identiteit vaak terug op de oude Feniciërs. Dit is natuurlijk vreemd omdat ze afkomstig zijn uit West-Syrië, dat niet het oorsprongsgebied van de oude Feniciërs is. Volgens sommigen hebben de Maronieten zich in Libanon vermengd met de plaatselijke christelijke bevolking. Mythe-vorming over de afkomst ligt voor de hand. Het is daarbij niet altijd duidelijk wat historisch waar is.

Hetzelfde geldt voor de kerkelijk achtergrond van de Maronieten. Vele Maronieten ontkennen dat hun kerk ooit het monothelisme heeft aangehangen en zeggen dat ze altijd « rechtzinnig » geweest is. Ook zijn veel Maronieten er trots op dat hun kerk nooit van de katholieke kerk van Rome afgescheiden zou zijn geweest; door het isolement was de band met Rome weliswaar in duisternis gehuld, ze is echter nooit onderbroken geweest. Historisch is dat een kleine eeuw na de komst van de westerse

au Moyen-Orient (1099), les Églises maronite et romaine ont conclu une union (12^e siècle). Au départ des croisés (13^e siècle), les relations entre les maronites et Rome furent mises en veilleuse. Vers 1500, les liens se resserrent. Ce fut le début d'une forte latinisation par phases. L'Église et le culte (vêtements, textes, rituels) reprirent de plus en plus d'éléments romains, même si la langue liturgique demeurait le syrien. Dans le même temps, les maronites adoptaient de plus en plus l'arabe comme langue (à quelques fragments syriens près) de sorte que la liturgie maronite tardive est complètement en arabe. À partir du 16^e siècle, le Moyen-Orient fit partie de l'empire ottoman. Les ottomans organisaient leur société en « millets », c'est-à-dire en communautés religieuses qui étaient considérées comme des nations. Ce qui donna à l'Église maronite le caractère d'une communauté quasi-ethnique.

Le lien de cette communauté avec l'occident, et plus particulièrement avec la France, se renforça à partir du 17^e siècle dans la langue et la culture. La francophonie est l'un des éléments de l'identité maronite. En visitant un musée ou dans un café du quartier chrétien chic d'Achrafieh à Beyrouth on peut entendre les gens converser agréablement dans un mélange de français et de libanais/arabe.

Durant des siècles, les maronites ont mené une vie rurale dans les montagnes. Au 19^e siècle, ils se sont installés dans les villes côtières, et plus particulièrement à Beyrouth. Ils se sont aussi installés aussi un peu partout au Moyen-Orient et en occident. Ce processus a duré jusqu'au 20^e siècle.

Après la Première Guerre mondiale, le Liban est devenu une région distincte sous administration française. Les chrétiens libanais formaient encore une majorité par rapport aux musulmans. En 1943, le Liban accéda à l'indépendance. Le régime libanais donna une place prépondérante aux chrétiens, particulièrement aux maronites. Le président devait toujours être un maronite. Cet accord vaut encore aujourd'hui. L'arrivée des Palestiniens, en majorité musulmans, depuis 1948 ainsi que le taux de natalité plus élevé parmi les musulmans autochtones a fait pencher le rapport numérique entre musulmans et chrétiens toujours plus en faveur des premiers. La constitution au Liban d'une force militaire propre aux Palestiniens à partir de 1970 ainsi que la croissance du mécontentement social parmi les Libanais ont mené en 1975 à la guerre civile (jusqu'en 1990) qui s'est principalement déroulée le long de la ligne de démarcation entre chrétiens et musulmans. Les membres de la communauté maronite y ont joué un rôle important politique et militaire dans les milices « chrétiennes ». Après 1990, la communauté maronite a dû renoncer à une importante partie de son pouvoir socio-politique traditionnel au Liban. De nombreux chrétiens, dont des maronites, ont quitté le Liban pendant et après la guerre civile. Le patriarche maronite, le cardinal Sfeir, a encore exprimé récemment ses inquiétudes à ce sujet.

L'héritage spirituel de l'Église maronite est passionnant. Sa spiritualité mêle les anciennes traditions syriennes et les croyances occidentales. Les manuscrits du patriarcat de Bkerke (dans les montagnes au nord de Beyrouth) comprennent des textes syriens d'Efrem (5^e siècle) mais aussi des traductions arabes de Thomas à Kempis et d'autres auteurs de la spiritualité occidentale. La liturgie maronite reconnaît les sept sacrements dont l'eucharistie mais aussi la prière des Heures. La tradition maronite a plusieurs niveaux, provenant des diverses périodes et régions : des éléments d'Antioche (en grec), du nord de la Mésopotamie (en syrien) mais aussi de Jérusalem. L'Église orthodoxe syrienne a exercé une influence mais pas autant que la tradition latine (latinisation). Depuis Vatican II, l'Église maronite est retournée à ses racines orientales. L'Église maronite est une église populaire mêlant occident et orient. En tant que telle, elle constitue une importante communauté locale de croyants au sein de l'Église catholique universelle et de toute la chrétienté.

Les maronites sont actuellement traités de manière discriminatoire par leurs concitoyens musulmans et parfois même persécutés.

kruisvaarders naar het Midden-Oosten (1099), een unie werd gesloten tussen de Maronitische Kerk en de Kerk van Rome (12^e eeuw). Toen de kruisvaarders weer vertrokken (einde 13^e eeuw), kwamen de relaties tussen de Maronieten en Rome op een zeer laag pitje te staan. Tegen 1500 werden de banden weer aangehaald. Dat was het begin van een sterke latinisering in fasen. In kerkstructuur en eredienst (kleding, teksten, rituelen) kwamen steeds meer Romeinse elementen, al bleef de liturgische taal Syrisch. Tezelfdertijd gingen de Maronieten steeds meer over op het Arabisch als hun taal, zodat – op enkele Syrische fragmenten na – de latere Maronitische liturgie volledig Arabischstalig werd. Vanaf begin 16^e eeuw hoorde het Midden-Oosten tot het Osmaanse Rijk. De Osmanen richtten hun maatschappij in volgens « millets », dat wil zeggen : religieuze gemeenschappen die als naties werden beschouwd. Hierdoor werd het karakter van de Maronitische kerk als een quasi-etnische gemeenschap verstrekt.

Door de band van deze gemeenschap met het westen, met name met Frankrijk, was er vanaf de 17^e eeuw een groeiende Franse invloed in taal en cultuur. De francophonie hoort tot de Maronitische identiteit. Bij een bezoek aan een museum of een bistro in de sjieke christelijke wijk Achrafieh in Beiroet kan men mensen genoeglijk horen keuvelen in een mengeling van Frans en Libanees-Arabisch.

Eeuwenlang leidden Maronieten een agrarisch bestaan in de bergen. In de 19^e eeuw trekken de Maronieten naar de kuststeden, met name Beiroet. Men waaierde ook uit over heel het Midden-Oosten en de westerse wereld. Dit proces is doorggegaan tot in de 20^{ste} eeuw.

Na de Eerste Wereldoorlog werd Libanon een apart gebied onder Frans bestuur. De Libanese christenen vormden nog net de meerderheid ten opzichte van de moslims. In 1943 werd Libanon zelfstandig. Het Libanese staatsbestel werd ingericht met een grote plaats voor de christenen, met name de Maronieten. De president moest altijd een Maroniet zijn. Die afspraak geldt ook nu nog. Door de komst van Palestijnen – voor een groot gedeelte moslim – sinds 1948, maar ook door het hogere geboortecijfer onder autochtone moslims verschoof de getalsmatige verhouding tussen moslims en christenen steeds meer in het voordeel van de eerste. Toen vanaf 1970 de Palestijnen in Libanon een eigen militaire macht gingen vormen en er tevens onder Libanezen sociale onrust groeide, brak in 1975 de Libanese Burgeroorlog uit (tot 1990), die in belangrijke mate langs de islamistisch-christelijke scheidslijn werd gevoerd. Mensen uit de Maronitische gemeenschap hebben een grote rol gespeeld in deze oorlog, met name als politici en als leden van « christelijke » militieën. Na 1990 moest de Maronitische gemeenschap een belangrijk deel van haar traditionele maatschappelijk-politieke macht in Libanon afstaan. Veel christenen, onder wie Maronieten, hebben tijdens en na de burgeroorlog Libanon verlaten. De Maronitische patriarch, kardinaal Sfeir, heeft daarover onlangs nog zijn zorg uitgesproken.

Het geestelijke erfgoed van de Maronitische kerk is boeiend. In haar spiritualiteit lopen oude Syrische tradities en westerse geloofsvormen door elkaar. Handschriften in het patriarchaat te Bkerke (in de bergen ten noorden van Beiroet) bevatten Syrische teksten van Efrem (5^e eeuw), maar ook Arabische vertalingen van Thomas à Kempis en andere westerse spirituele auteurs. De Maronitische liturgie kent de zeven sacramenten, waaronder de eucharistie, maar ook het getijdengebed. De Maronitische traditie heeft vele lagen, stammend uit verschillende periodes maar ook uit uiteenlopende regio's : materiaal uit (Griekstalig) Antiochië, uit Syrischstalig Noord-Mesopotamië, maar ook uit Jeruzalem. Er was invloed vanuit de Syrisch-orthodoxe kerk, maar vooral vanuit de Latijnse traditie (latinisering). Sinds Vaticanum II gaat de Maronitische kerk terug naar haar oosterse wortels. De Maronitische kerk is een volkskerk waarin oost en west zijn samengevloerd. Als zodanig is ze een waardevolle lokale geloofsgemeenschap binnen de katholieke wereldkerk en heel het christendom.

De Maronieten worden momenteel door hun Islamitische landgenoten op een discriminatoire manier behandeld en soms ook vervolgd.

N° 17 de M. Jos VAN ASSCHE (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes nie, minimise, justifie ou approuve le génocide de la communauté maronite du Liban par les musulmans.* ».

JUSTIFICATION

L'histoire de l'Église maronite commence dans un monastère qui, selon la tradition, aurait été fondé par des disciples de Maron à sa mémoire : Beth Maron, la « Maison (monastère) de Maron ». Ce monastère se situait près de Hama, sur la rivière de l'Oronte. Les moines de Beth Maron parlaient syrien. À partir du 5^e siècle, à la suite du concile de Chalcédoine (451), un schisme s'est produit dans la Syrie chrétienne. Beth Maron s'est prononcé en faveur de Chalcédoine.

À l'époque, Église et État étaient étroitement liés dans l'Empire romain chrétien (= byzantin) dont faisait aussi partie la Syrie. L'État était favorable à Chalcédoine tandis que certains groupes chrétiens s'y opposaient. Le conflit religieux autour de Chalcédoine était donc aussi une pomme de discorde politique. L'empereur Héraclius (610-641) voulut y remédier. Il proposa donc un compromis théologique visant à réconcilier les partisans et les adversaires de Chalcédoine : le monothélisme (le Christ n'a qu'une seule volonté). Les moines de Beth Maron l'acceptèrent en partisans loyaux de la politique religieuse impériale.

Entre-temps, les Arabo-musulmans firent la conquête du Moyen-Orient (vers 640). Les moines de Beth Maron se retrouvèrent isolés de l'empereur chrétien de la lointaine Constantinople. Lorsque, en 681, un concile condamna le monothélisme, les moines de Beth Maron ne suivirent pas ce changement de cap dogmatique. Cette exception théologique combinée avec une cohabitation durable des moines avec leur environnement de « croyants profanes » a permis l'émergence d'une communauté religieuse propre dans l'ouest de la Syrie. À partir du 8^e siècle, lorsque la communauté maronite se retrouva dans une situation difficile, elle se réfugia au Liban, plus sûr.

Dans le Moyen-Orient d'aujourd'hui, l'origine est particulièrement importante pour l'identité d'une communauté. En interprétant sa propre histoire une communauté livre une partie de la vision qu'elle a d'elle-même. Les origines multiples ont mené à une identité maronite multiple et parfois confuse. De nombreux maronites se considèrent comme de (les) vrais Libanais et font souvent remonter leur identité libanaise aux anciens Phéniciens. C'est bien sûr étrange parce qu'ils viennent de l'ouest de la Syrie, qui n'est pas la région d'origine des anciens Phéniciens. Selon certains, les maronites se seraient mêlés à la population chrétienne du Liban. La création d'un mythe sur les origines apparaît clairement. Il n'est pas toujours aisé de connaître la vérité historique.

Il en va de même pour le passé de l'Église des maronites. De nombreux maronites nient que leur église ait jamais adhéré au monothélisme et disent qu'elle a toujours été « orthodoxe ». De nombreux maronites sont aussi fiers que leur église ne se soit jamais séparée de l'Église catholique romaine; bien que le lien avec Rome soit enveloppé de ténèbres en raison de l'isolement, il n'a jamais été rompu. Historiquement, environ un siècle après l'arrivée des croisés d'occident au Moyen-Orient (1099), les Églises maronite et romaine ont conclu une union (12^e siècle). Au départ

Nr. 17 van de heer Jos VAN ASSCHE (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan de genocide door moslims tegen de Maronieten-gemeenschap in Libanon ontkent, minimaliseert, rechtvaardigt of goedkeurt.* ».

VERANTWOORDING

De geschiedenis van de Maronitische kerk begint met een klooster dat volgens de traditie door leerlingen van Maron te zijner nagedachtenis zou zijn gesticht: Beth Maron, « Huis (= klooster) van Maron ». Dit lag bij Hama aan de rivier de Orontes. De monniken van Beth Maron waren Syrischtalig. Vanaf de 5^e eeuw ontstond er naar aanleiding van het Concilie van Chalcedon (451) een scheiding in christelijk Syrië. Beth Maron koos vóór het Concilie van Chalcedon.

Kerk en Staat waren destijds verstrengeld in het christelijke Romeinse (= Byzantijnse) Rijk, waartoe ook Syrië behoorde. De Staat was voor Chalcedon en sommige christelijke groepen tegen. Het kerkelijk conflict rond Chalcedon was daarmee ook een politieke splijtzwam. Keizer Heraclius (610-641) wilde daar iets aan doen. Hij promoveerde een compromis-theologie die de voor- en tegenstanders van Chalcedon met elkaar zou moeten verzoenen: het monothelisme (= Christus heeft slechts één wil). De monniken van Beth Maron accepteerden als loyale aanhangers van de keizerlijke kerkpolitiek.

Ondertussen veroverden de moslim-Arabieren het Midden-Oosten (± 640). De monniken van Beth Maron raakten in een isolement ten opzichte van de christelijke keizer in het verre Constantinopel. Toen daar in 681 op een concilie het monothelisme werd veroordeeld, namen de monniken van Beth Maron deze leerstellige koerswijziging niet meer over. Deze theologische uitzonderingspositie, gevoegd bij een hecht samenleven van de monniken met hun omgeving van « leke-gelovigen », zorgde ervoor dat er een eigen geloofsgemeenschap ontstond in West-Syrië. Vanaf de 8^e eeuw, toen de 'Maronitische' gemeenschap in een moeilijke situatie terecht kwam, nam deze de wijk naar het veiligere Libanon.

Afkomst is in het huidige Midden-Oosten voor de eigen identiteit van groot belang. De opvattingen over de eigen geschiedenis drukken iets uit van hoe een gemeenschap zichzelf verstaat. De « veelzijdige » voorgeschiedenis leent zich tot een veelzijdige en soms verwar(ren)de identiteitsbepaling van de Maronieten. Veel Maronieten beschouwen zich als (de) echte Libanezen en voeren hun Libanese identiteit vaak terug op de oude Feniciërs. Dit is natuurlijk vreemd omdat ze afkomstig zijn uit West-Syrië, dat niet het oorsprongsgebied van de oude Feniciërs is. Volgens sommigen hebben de Maronieten zich in Libanon vermengd met de plaatselijke christelijke bevolking. Mythe-vorming over de afkomst ligt voor de hand. Het is daarbij niet altijd duidelijk wat historisch waar is.

Hetzelfde geldt voor de kerkelijk achtergrond van de Maronieten. Vele Maronieten ontkennen dat hun kerk ooit het monothelisme heeft aangehangen en zeggen dat ze altijd « rechtzinnig » geweest is. Ook zijn veel Maronieten er trots op dat hun kerk nooit van de katholieke kerk van Rome afgescheiden zou zijn geweest; door het isolement was de band met Rome weliswaar in duisternis gehuld, ze is echter nooit onderbroken geweest. Historisch is dat een kleine eeuw na de komst van de westerse kruisvaarders naar het Midden-Oosten (1099), een unie werd gesloten tus-

des croisés (13^e siècle), les relations entre les maronites et Rome furent mises en veilleuse. Vers 1500, les liens se resserrent. Ce fut le début d'une forte latinisation par phases. L'Église et le culte (vêtements, textes, rituels) reprirent de plus en plus d'éléments romains, même si la langue liturgique demeurait le syrien. Dans le même temps, les maronites adoptaient de plus en plus l'arabe comme langue (à quelques fragments syriens près) de sorte que la liturgie maronite tardive est complètement en arabe. À partir du 16^e siècle, le Moyen-Orient fit partie de l'empire ottoman. Les ottomans organisaient leur société en « millets », c'est-à-dire en communautés religieuses qui étaient considérées comme des nations. Ce qui donna à l'Église maronite le caractère d'une communauté quasi-ethnique.

Le lien de cette communauté avec l'occident, et plus particulièrement avec la France, se renforça à partir du 17^e siècle dans la langue et la culture. La francophonie est l'un des éléments de l'identité maronite. En visitant un musée ou dans un café du quartier chrétien chic d'Achrafieh à Beyrouth on peut entendre les gens converser agréablement dans un mélange de français et de libanais/arabe.

Durant des siècles, les maronites ont mené une vie rurale dans les montagnes. Au 19^e siècle, ils se sont installés dans les villes côtières, et plus particulièrement à Beyrouth. Ils se sont aussi installés aussi un peu partout au Moyen-Orient et en occident. Ce processus a duré jusqu'au 20^e siècle.

Après la Première Guerre mondiale, le Liban est devenu une région distincte sous administration française. Les chrétiens libanais formaient encore une majorité par rapport aux musulmans. En 1943, le Liban accéda à l'indépendance. Le régime libanais donna une place prépondérante aux chrétiens, particulièrement aux maronites. Le président devait toujours être un maronite. Cet accord vaut encore aujourd'hui. L'arrivée des Palestiniens, en majorité musulmans, depuis 1948 ainsi que le taux de natalité plus élevé parmi les musulmans autochtones a fait pencher le rapport numérique entre musulmans et chrétiens toujours plus en faveur des premiers. La constitution au Liban d'une force militaire propre aux Palestiniens à partir de 1970 ainsi que la croissance du mécontentement social parmi les Libanais ont mené en 1975 à la guerre civile (jusqu'en 1990) qui s'est principalement déroulée le long de la ligne de démarcation entre chrétiens et musulmans. Les membres de la communauté maronite y ont joué un rôle important politique et militaire dans les milices « chrétiennes ». Après 1990, la communauté maronite a dû renoncer à une importante partie de son pouvoir socio-politique traditionnel au Liban. De nombreux chrétiens, dont des maronites, ont quitté le Liban pendant et après la guerre civile. Le patriarche maronite, le cardinal Sfeir, a encore exprimé récemment ses inquiétudes à ce sujet.

L'héritage spirituel de l'Église maronite est passionnant. Sa spiritualité mêle les anciennes traditions syriennes et les croyances occidentales. Les manuscrits du patriarcat de Bkerke (dans les montagnes au nord de Beyrouth) comprennent des textes syriens d'Efrem (5^e siècle) mais aussi des traductions arabes de Thomas à Kempis et d'autres auteurs de la spiritualité occidentale. La liturgie maronite reconnaît les sept sacrements dont l'eucharistie mais aussi la prière des Heures. La tradition maronite a plusieurs niveaux, provenant des diverses périodes et régions : des éléments d'Antioche (en grec), du nord de la Mésopotamie (en syrien) mais aussi de Jérusalem. L'Église orthodoxe syrienne a exercé une influence mais pas autant que la tradition latine (latinisation). Depuis Vatican II, l'Église maronite est retournée à ses racines orientales. L'Église maronite est une église populaire mêlant occident et orient. En tant que telle, elle constitue une importante communauté locale de croyants au sein de l'Église catholique universelle et de toute la chrétienté.

Les maronites sont actuellement traités de manière discriminatoire par leurs concitoyens musulmans et parfois même persécutés.

sen de Maronitische Kerk en de Kerk van Rome (12^e eeuw). Toen de kruisvaarders weer vertrokken (einde 13^e eeuw), kwamen de relaties tussen de Maronieten en Rome op een zeer laag pitje te staan. Tegen 1500 werden de banden weer aangehaald. Dat was het begin van een sterke latinisering in fasen. In kerkstructuur en eredienst (kleding, teksten, rituelen) kwamen steeds meer Romeinse elementen, al bleef de liturgische taal Syrisch. Tezelfdertijd gingen de Maronieten steeds meer over op het Arabisch als hún taal, zodat – op enkele Syrische fragmenten na – de latere Maronitische liturgie volledig Arabischstalig werd. Vanaf begin 16de eeuw hoorde het Midden-Oosten tot het Osmaanse Rijk. De Osmanen richtten hun maatschappij in volgens « millets », dat wil zeggen : religieuze gemeenschappen die als naties werden beschouwd. Hierdoor werd het karakter van de Maronitische kerk als een quasi-etnische gemeenschap verstrekt.

Door de band van deze gemeenschap met het westen, met name met Frankrijk, was er vanaf de 17^e eeuw een groeiende Franse invloed in taal en cultuur. De francophonie hoort tot de Maronitische identiteit. Bij een bezoek aan een museum of een bistro in de sjieke christelijke wijk Achrafieh in Beiroet kan men mensen genoeglijk horen keuvelen in een mengeling van Frans en Libanees-Arabisch.

Eeuwenlang leidden Maronieten een agrarisch bestaan in de bergen. In de 19^e eeuw trekken de Maronieten naar de kuststeden, met name Beiroet. Men waaierde ook uit over heel het Midden-Oosten en de westerse wereld. Dit proces is doorggegaan tot in de 20^e eeuw.

Na de Eerste Wereldoorlog werd Libanon een apart gebied onder Frans bestuur. De Libanese christenen vormden nog net de meerderheid ten opzichte van de moslims. In 1943 werd Libanon zelfstandig. Het Libanese staatsbestel werd ingericht met een grote plaats voor de christenen, met name de Maronieten. De president moest altijd een Maroniet zijn. Die afspraak geldt ook nu nog. Door de komst van Palestijnen – voor een groot gedeelte moslim – sinds 1948, maar ook door het hogere geboortecijfer onder autochtone moslims verschoof de getalsmatige verhouding tussen moslims en christenen steeds meer in het voordeel van de eerste. Toen vanaf 1970 de Palestijnen in Libanon een eigen militaire macht gingen vormen en er tevens onder Libanezen sociale onrust groeide, brak in 1975 de Libanese Burgeroorlog uit (tot 1990), die in belangrijke mate langs de islamistisch-christelijke scheidslijn werd gevoerd. Mensen uit de Maronitische gemeenschap hebben een grote rol gespeeld in deze oorlog, met name als politici en als leden van « christelijke » militias. Na 1990 moest de Maronitische gemeenschap een belangrijk deel van haar traditionele maatschappelijk-politieke macht in Libanon afstaan. Veel christenen, onder wie Maronieten, hebben tijdens en na de burgeroorlog Libanon verlaten. De Maronitische patriarch, kardinaal Sfeir, heeft daarover onlangs nog zijn zorg uitgesproken.

Het geestelijke erfgoed van de Maronitische kerk is boeiend. In haar spiritualiteit lopen oude Syrische tradities en westerse geloofsvormen door elkaar. Handschriften in het patriarchaat te Bkerke (in de bergen ten noorden van Beiroet) bevatten Syrische teksten van Efrem (5^e eeuw), maar ook Arabische vertalingen van Thomas à Kempis en andere westerse spirituele auteurs. De Maronitische liturgie kent de zeven sacramenten, waaronder de eucharistie, maar ook het getijdengebed. De Maronitische traditie heeft vele lagen, stammend uit verschillende periodes maar ook uit uiteenlopende regio's: materiaal uit (Griekstalig) Antiochië, uit Syrischtalig Noord-Mesopotamië, maar ook uit Jeruzalem. Er was invloed vanuit de Syrisch-orthodoxe kerk, maar vooral vanuit de Latijnse traditie (latinisering). Sinds Vaticanum II gaat de Maronitische kerk terug naar haar oosterse wortels. De Maronitische kerk is een volkskerk waarin oost en west zijn samengevloerd. Als zodanig is ze een waardevolle lokale geloofsgemeenschap binnen de katholieke wereldkerk en heel het christendom.

De Maronieten worden momenteel door hun Islamitische landgenoten op een discriminatoire manier behandeld en soms ook vervolgd.

Jos VAN ASSCHE (N)
Valérie SEYNS (N)

N° 18 de Mme Valérie SEYNS (N) et M. Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« *Ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des génocides yougoslaves.* ».

JUSTIFICATION

En 1948, l'ONU adopta une résolution qui décrivait en 19 articles comment prévenir et punir le génocide. Il avait été convenu que la collaboration internationale était une nécessité en cas de génocide. Cela signifie qu'en cas de génocide, la communauté internationale est tenue d'intervenir. Malheureusement cela signifie que la majorité des États membres hésitent longtemps avant de considérer qu'un massacre est un génocide, afin d'échapper à cette obligation. La définition que cette convention internationale donne du génocide est la suivante : « Le génocide s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe.
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe.
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle.
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein d'un groupe.
- e) Transfert forcé d'enfants d'un groupe à un autre groupe. ».

Pendant la période communiste d'après-guerre, les dirigeants yougoslaves ont dû – après la rupture avec Staline en 1948 – trouver leur propre modèle de marxisme, adapté aux conditions spécifiques du pays. Trois principes furent mis en avant : l'autonomie économique, l'indépendance et la résolution des rancunes nationalistes entre les différents peuples. On tenta d'atteindre ce dernier point par une administration centralisée *de facto* et la création d'une identité yougoslave. Le nationalisme ethnique – principalement serbe et croate – était tabou. La Yougoslavie – tout comme la Belgique-devint un État artificiel doté d'une identité artificielle. Le pays fut divisé en six républiques dont les frontières internes se basaient sur les différences ethniques et historiques. Toutefois des minorités étaient présentes partout, les Serbes en particulier étaient dispersés dans tout le pays. En 1981, un an après la mort de Tito, les Albanais du Kosovo manifestèrent en masse pour obtenir le statut de république. Cette revendication fut rejetée et les manifestations furent réprimées violemment par l'armée. On assista alors à la résurgence du nationalisme serbe, alimenté et soutenu par le parti communiste.

Le socialiste Milosevic s'érigea en défenseur des minorités serbes et monténégrines du Kosovo. De plus, il plaisait à la population avec son idée de la « révolution anti-bureaucratique » qui lui permit d'éradiquer toute critique au sein de son parti.

En 1988, l'administration de la province de Vojvodine et le gouvernement de la république du Monténégro démissionnèrent sous la pression de manifestations de masse – organisées par les communistes serbes pour faire de la place à une administration favorable à Milosevic. Ce qui donna au dirigeant du parti une influence notable au niveau fédéral. En 1989, la

Nr. 18 van mevr. Valérie SEYNS (N) en de heer Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« *Of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de Joegoslavische genocides.* ».

VERANTWOORDING

In 1948 nam de VN een resolutie aan. Hierin werd in 19 artikelen beschreven hoe genocide moet worden voorkomen en gestraft. Er werd afgesproken dat in geval van genocide internationale samenwerking noodzakelijk is. Dit betekent dat de internationale gemeenschap in het geval van genocide verplicht is in te grijpen. Helaas betekent dit dat de meeste lidstaten lang aarzelen alvorens massamoorden als genocide aan te merken, om onder deze verplichting uit te komen. De definitie in deze internationale conventie luidt als volgt : « Genocide betekent een van de volgende daden, gepleegd met de intentie een nationale, etnische, raciale of religieuze groep gedeeltelijk of totaal te vernietigen. Hieronder vallen :

- a) Vermoorden van leden van de groep.
- b) Veroorzaken van ernstige geestelijke of lichamelijke schade aan leden van de groep.
- c) Het opzettelijk implementeren van leefomstandigheden die gericht zijn op gedeeltelijke of totale fysieke vernietiging van de groep.
- d) Maatregelen die erop gericht zijn geboorten binnen een groep te verhinderen.
- e) Het onder dwang transformeren van kinderen van de ene groep naar een andere groep. ».

In het na-oorlogse communistische tijdperk moesten de Joegoslavische machthebbers – na de breuk met Stalin in 1948 – hun eigen model van marxisme vinden, toegepast op de specifieke condities van het land. Drie principes stonden daarbij voorop : economische zelfredzaamheid, onafhankelijkheid en het oplossen van de nationalistische vetes tussen de verschillende volkeren. Dit laatste trachtte men te bereiken door een *de facto* centralistisch bestuur en het creëren van een Joegoslavische identiteit. Etnisch nationalisme – vooral het Servische en het Kroatische – was taboe. Joegoslavië werd – net zoals België – een artificieel land met een artificiële identiteit. Het land werd verdeeld in zes republieken waarvan de interne grenzen gebaseerd waren op etnische en historische verschillen. Toch bevonden zich overal minderheden, vooral de Serviërs woonde verspreid over het land. In 1981, een jaar na Tito's dood, demonstreerden de Albanezen in Kosovo massaal voor de status van republiek. Deze eis werd afgewezen en de betogingen werden met militair geweld uiteen geslagen. Dit was de aanleiding van een opflakkerend Servisch nationalisme dat door de Communistische partij werd gevoed en ondersteund.

De socialist Milosevic, stelde zich op als de verdediger van de Servische en Montenegrijnse minderheden in Kosovo. Verder sprak hij de bevolking aan met zijn thema van de « anti-burecratische revolutie » – wat hem in staat stelde de partij te zuiveren van zijn critici.

In 1988 namen het provinciebestuur van Vojvodina en de republieksregering van Montenegro ontslag onder druk van massale protestbijeenkomsten – georganiseerd door de Servische communisten, om plaats te maken voor Milosevic-gezinde bestuurders. Dit gaf de partijleider aanzienlijke invloed op federaal niveau. In 1989 werd de grondwet veran-

constitution fut modifiée : elle restreignait fortement l'autonomie des deux provinces autonomes de Serbie avec l'accord des parlements du Kosovo et de Vojvodine, qui étaient exposés à une forte pression. Toutefois, cette décision provoqua des grèves et des émeutes, qui s'accompagnèrent de morts au Kosovo. La « réunification de la Serbie » entraîna la prise de mesures discriminatoires à l'égard des minorités hongroises et albanaises, surtout en matière de langue et d'enseignement.

En 1990, le parlement kosovar proclama l'indépendance. En réponse Belgrade renvoya le gouvernement et le parlement chez eux. Dorénavant, le Kosovo serait administré depuis la capitale serbe. Quelques mois plus tard, les députés albanais proclamèrent leur propre constitution et élurent un président : Ibrahim Rugova. Cet homme a toujours voulu un règlement pacifique avec les Serbes, au contraire de l'armée de libération UCK, une organisation marxiste qui veut unifier le Kosovo, une partie de la Macédoine et une partie de la Grèce en une Grande Albanie islamique.

En juin 1991, la Slovénie et la Croatie proclament leur indépendance. L'armée fédérale (principalement composée de Serbes) intervient. Il y aura dix jours de guerre contre la Slovénie et la guerre durera jusqu'au début 1992 contre la Croatie. Dans les deux cas, les autorités fédérales perdront. Lorsqu'en septembre, la Macédoine proclamera son indépendance, il n'y aura pas d'intervention. C'est la partie la plus pauvre de la république et l'armée est fort occupée par sa guerre contre les Croates.

En février 1992, les électeurs de Bosnie-Herzégovine se prononcent majoritairement en faveur de l'indépendance. Les Serbes de Bosnie, soutenus par la Serbie, s'y opposent. La guerre, marquée des deux côtés par des atrocités et des épurations ethniques, durera jusque fin 1995 et la conclusion des accords de Dayton.

La guerre a entraîné des déplacements massifs de population suivant les lignes ethniques. Sous la pression des circonstances et souvent de graves contraintes physiques, des centaines de milliers de personnes ont quitté leur maison, souvent précipitamment, pour se rendre dans une région contrôlée par leur propre groupe ethnique. Les campagnes d'épuration ethnique s'accompagnaient de violences graves. Les expatriés s'installaient dans les habitations de familles qui avaient elles-mêmes ou fui ou été chassées ou ils arrivaient dans des centres collectifs pour réfugiés installés dans des salles de sport, des écoles maternelles, des usines désaffectées, etc. Toutes les parties se livrèrent aux épurations ethniques. Tant les troupes régulières du leader socialiste serbe Milosevic que les troupes de l'ancien tueur à gages Raznjatovic (alias Arkan) et que les kosovars islamiques de l'UCK se sont rendus coupables de massacres et de viols ethniques.

En ex-Yougoslavie, des viols ont eu lieu dans tous les groupes, mais ce sont surtout les femmes bosniaques qui ont été les victimes du projet socialiste de Grande Serbie. En 1992, de vingt mille à cinquante mille femmes de 7 à 65 ans furent violées en cinq mois en Bosnie. Les viols visaient à l'épuration ethnique et à répandre une terreur telle qu'elles fuiraient et pour ne jamais revenir. La stratégie incluait des grossesses forcées et des incarcérations de longue durée pour empêcher les avortements. Le but était de faire de la Bosnie un État serbe en faisant des enfants serbes à des mères bosniaques. Mais les Serbes aussi furent victimes d'épurations ethniques. De mai 1992 à avril 1993, ce furent d'abord les villages à minorité serbe qui furent attaqués depuis Srebrenica, puis les villages serbes entourés de villages musulmans et finalement des régions où la population serbe était fortement implantée, comme Podravanja, Kravica et Skelani. L'hebdomadaire bosno-serbe Javnost évoquait, le 23 décembre 1995, 192 villages réduits en cendres, faisant 2.800 morts et six mille blessés, pour toute la Podrinje, la région située sur la rive bosniaque de la Drina, entre Zvornik au nord et Visegrad au sud. Rien que dans la région de Milici-Srebrenica-Bratunac-Skelani, il y avait plus de cent villages habités par des Serbes, parmi ces « villages », il faut aussi entendre des parties de villages et des hameaux. Ces crimes attendent toujours une enquête indépendante bien qu'ils aient été confirmés par des casques bleus néerlandais qui étaient rentrés chez eux. Le lieutenant Jasper Verplanke du Korps Commandotroepen déclarait dans le Nieuwsblad van het Noorden du 17 août 1995 : « En appliquant la tactique de la terre brûlée, Nasr Oric

derd : de zelfstandigheid van de twee autonome provincies in Servië werd fel beknot. Dit gebeurde met de toestemming van de parlementen in Kosovo en Vojvodina, die blootstonden aan grote druk. Het leidde evenwel tot stakingen en rellen waarbij doden vielen in Kosovo. De « hereniging van Servië » bracht discriminerende maatregelen tegen de Hongaarse en Albanese minderheden met zich mee, vooral dan op gebied van taal en onderwijs.

In 1990 roept het Kosovaarse parlement de onafhankelijkheid uit, waarop Belgrado de regering en parlement naar huis stuurde – Kosovo werd vanaf dan vanuit de Servische hoofdstad bestuurd. Enkele maanden later proclameerden de Albanese afgevaardigden een eigen grondwet en verkozen ze een president : Ibrahim Rugova. Deze man heeft steeds een vreedzame regeling gewild met de Serviërs, in tegenstelling tot het bevrijdingsleger UCK – dit is een marxistische organisatie die Kosovo, een deel van Macedonië en een deel Griekenland wil verenigen in een islamitisch Groot-Albanië.

1991: in juni verklaren Slovenië en Kroatië zich onafhankelijk. Het federale leger (voornamelijk bestaande uit Serviërs) grijpt in. Tien dagen oorlog tegen Slovenië; tegen Kroatië duurt de oorlog tot begin 1992. In beide gevallen verliest de federale overheid. Tegen de onafhankelijkheid van Macedonië, in september, wordt niet opgetreden. Het is de armste deelrepubliek, en het leger heeft de handen vol aan de oorlog tegen de Kroaten.

In februari 1992 kiest een meerderheid van de kiezers in Bosnië-Herzegovina voor onafhankelijkheid. Bosnische Serviërs, gesteund door Servië, komen in verzet. De oorlog, die langs beide zijden gekenmerkt werd door wreedheden en etnische zuiveringen, duurde voort tot eind 1995, toen de Dayton-akkoorden bereikt werden.

De oorlog bracht een massale bevolkingsverschuiving langs etnische lijnen teweeg. Onder druk van de omstandigheden en niet zelden onder grove fysieke dwang verlieten honderdduizenden mensen, vaak halsoverkop, hun woonplaats en trokken naar een gebied dat werd gecontroleerd door hun eigen etnische groep. Campagnes van etnische zuiveringen gingen gepaard met ernstig geweld. Ontheemden trokken in woningen van families die zelf waren vertrokken of verjaagd of ze kwamen terecht in collectieve vluchtelingencentra, ingericht in sportzalen, kleuterscholen, leegstaande fabriekspanden en dergelijke. De etnische zuiveringen gebeurden door alle betrokken partijen. Zowel de reguliere troepen van de socialistische Servische leider Milosevic, als de troepen van voormalige huurmoordenaar Raznjatovic (alias Arkan) als de islamitische Kosovaren van het UCK maakten zich schuldig aan etnisch gerichte moordpartijen en verkrachtingen.

In voormalig Joegoslavië vond verkrachting plaats bij alle partijen, maar vooral Bosnische vrouwen werden het slachtoffer van het socialistische Groot-Servische project. In vijf maanden in 1992 werden twintig tot vijftig duizend vrouwen tussen de 7 en 65 verkracht in Bosnië. De verkrachtingen gebeurden als etnische zuivering en om terreur te verspreiden, zo erg, dat ze zouden vluchten en nooit meer zouden terugkeren. De strategie omvatte gedwongen zwangerschappen en langdurige gevangenschap zodat abortus niet meer mogelijk was. De bedoeling was van Bosnië een Servische staat te maken door Servische kinderen te verwekken bij Bosnische moeders. Maar ook Serviërs werden getroffen door etnische zuiveringen. Van mei 1992 tot april 1993 werden vanuit Srebrenica eerst de dorpen met een Servische minderheid aangevallen, daarna Servische dorpen omringd door Moslimdorpen, en uiteindelijk waren plaatsen aan de beurt in compacte Servische vestigingsgebieden, zoals Podravanja, Kravica en Skelani. Voor heel de Podrinje – het gebied aan de Bosnische oever van de Drina tussen Zvornik in het noorden en Visegrad in het zuiden – maakte het Bosnisch-Servische weekblad Javnost op 23 december 1995 melding van 192 platgebrande dorpen, met 2800 doden en zesduizend gewonden. Alleen al in de regio Milici-Srebrenica-Bratunac-Skelani gaat het om meer dan honderd dorpen waar Serviërs woonden, waarbij onder « dorpen » ook dorpsdelen en gehuchten moeten worden verstaan. Deze misdaden wachten nog op onafhankelijk onderzoek, hoewel ze zijn bevestigd door teruggekeerde Nederlandse VN-militairen. Luitenant Jasper Verplanke van het Korps Commandotroepen zei in het Nieuwsblad

(le commandant en chef de Srebrenica, alias « la bête de Bosnie ») a contrôlé au début de la guerre de grandes parties de la Bosnie où il a perpétré d'importants massacres au sein de la population serbe. ».

Bien qu'on ait déjà retrouvé de nombreux charniers, l'extrême gauche prétend que les communistes serbes n'ont pas de génocide sur la conscience. Ils ne parlent que d'une guerre d'agression menée par l'ONU à l'encontre de la Yougoslavie.

Pourtant, la responsabilité conjointe dans le génocide des diverses parties concernées en ex-Yougoslavie est de notoriété publique.

N° 19 de Mme Valérie SEYNS (N) et M. Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« *Ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des génocides yougoslaves.* ».

JUSTIFICATION

En 1948, l'ONU adopta une résolution qui décrivait en 19 articles comment prévenir et punir le génocide. Il avait été convenu que la collaboration internationale était une nécessité en cas de génocide. Cela signifie qu'en cas de génocide, la communauté internationale est tenue d'intervenir. Malheureusement cela signifie que la majorité des États membres hésitent longtemps avant de considérer qu'un massacre est un génocide, afin d'échapper à cette obligation. La définition que cette convention internationale donne du génocide est la suivante : « Le génocide s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein d'un groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants d'un groupe à un autre groupe. ».

Pendant la période communiste d'après-guerre, les dirigeants yougoslaves ont dû – après la rupture avec Staline en 1948 – trouver leur propre modèle de marxisme, adapté aux conditions spécifiques du pays. Trois principes furent mis en avant : l'autonomie économique, l'indépendance et la résolution des rancunes nationalistes entre les différents peuples. On tenta d'atteindre ce dernier point par une administration centralisée *de facto* et la création d'une identité yougoslave. Le nationalisme ethnique – principalement serbe et croate – était tabou. La Yougoslavie – tout comme la Belgique – devint un État artificiel doté d'une identité artificielle. Le pays fut divisé en six républiques dont les frontières internes se basaient sur les différences ethniques et historiques. Toutefois des minorités étaient

van het Noorden van 17 augustus 1995 : « Door de tactiek van de verschroeiende aarde toe te passen heeft Nasr Oric (De opperbevelhebber in Srebrenica, ook gekend als « het beest van Bosnië ») in het begin van de oorlog grote delen van Bosnië in handen gehad. Daarbij zijn grote slachtpartijen onder de Servische bevolking aangericht.

Alhoewel reeds vele massagraven van slachtoffers werden gevonden, wordt vanuit extreem-linkse hoek beweerd dat de Servische communisten geen genocide op hun geweten hebben. Zij spreken enkel van een agressie-oorlog van de VN tegen Joegoslavië.

Nochtans wordt de medeverantwoordelijkheid van de diverse betrokken partijen in ex-Joegoslavië voor de genocide algemeen erkend.

Nr. 19 van mevr. Valérie SEYNS (N) en de heer Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervullen :

« *Of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de Joegoslavische genocide.* ».

VERANTWOORDING

In 1948 nam de VN een resolutie aan. Hierin werd in 19 artikelen beschreven hoe genocide moet worden voorkomen en gestraft. Er werd afgesproken dat in geval van genocide internationale samenwerking noodzakelijk is. Dit betekent dat de internationale gemeenschap in het geval van genocide verplicht is in te grijpen. Helaas betekent dit dat de meeste lidstaten lang aarzelen alvorens massamoorden als genocide aan te merken, om onder deze verplichting uit te komen. De definitie in deze internationale conventie luidt als volgt : « Genocide betekent een van de volgende daden, gepleegd met de intentie een nationale, etnische, raciale of religieuze groep gedeeltelijk of totaal te vernietigen. Hieronder vallen :

- a) Vermoorden van leden van de groep;
- b) Veroorzaken van ernstige geestelijke of lichamelijke schade aan leden van de groep;
- c) Het opzettelijk implementeren van leefomstandigheden die gericht zijn op gedeeltelijke of totale fysieke vernietiging van de groep;
- d) Maatregelen die erop gericht zijn geboorten binnen een groep te verhinderen;
- e) Het onder dwang transformeren van kinderen van de ene groep naar een andere groep. ».

In het na-oorlogse communistische tijdperk moesten de Joegoslavische machthebbers – na de breuk met Stalin in 1948 – hun eigen model van marxisme vinden, toegepast op de specifieke condities van het land. Drie principes stonden daarbij voorop: economische zelfredzaamheid, onafhankelijkheid en het oplossen van de nationalistische vetes tussen de verschillende volkeren. Dit laatste trachtte men te bereiken door een *de facto* centralistisch bestuur en het creëren van een Joegoslavische identiteit. Etnisch nationalisme – vooral het Servische en het Kroatische – was taboe. Joegoslavië werd – net zoals België – een artificieel land met een artificiële identiteit. Het land werd verdeeld in zes republieken waarvan de interne grenzen gebaseerd waren op etnische en historische verschil-

ent présentes partout, les Serbes en particulier étaient dispersés dans tout le pays.

En 1981, un an après la mort de Tito, les Albanais du Kosovo manifestèrent en masse pour obtenir le statut de république. Cette revendication fut rejetée et les manifestations furent réprimées violemment par l'armée. On assista alors à la résurgence du nationalisme serbe, alimenté et soutenu par le parti communiste.

Le socialiste Milosevic s'érigea en défenseur des minorités serbes et monténégrines du Kosovo. De plus, il plaisait à la population avec son idée de la « révolution anti-bureaucratique » qui lui permit d'éradiquer toute critique au sein de son parti. En 1988, l'administration de la province de Vojvodine et le gouvernement de la république du Monténégro démissionnèrent sous la pression de manifestations de masse – organisées par les communistes serbes pour faire de la place à une administration favorable à Milosevic. Ce qui donna au dirigeant du parti une influence notable au niveau fédéral. En 1989, la constitution fut modifiée : elle restreignait fortement l'autonomie des deux provinces autonomes de Serbie avec l'accord des parlements du Kosovo et de Vojvodine, qui étaient exposés à une forte pression. Toutefois, cette décision provoqua des grèves et des émeutes, qui s'accompagnèrent de morts au Kosovo. La « réunification de la Serbie » entraîna la prise de mesures discriminatoires à l'égard des minorités hongroises et albanaises, surtout en matière de langue et d'enseignement.

En 1990, le parlement kosovar proclama l'indépendance. En réponse Belgrade renvoya le gouvernement et le parlement chez eux. Dorénavant, le Kosovo serait administré depuis la capitale serbe. Quelques mois plus tard, les députés albanais proclamèrent leur propre constitution et élurent un président : Ibrahim Rugova. Cet homme a toujours voulu un règlement pacifique avec les Serbes, au contraire de l'armée de libération UCK, une organisation marxiste qui veut unifier le Kosovo, une partie de la Macédoine et une partie de la Grèce en une Grande Albanie islamique.

En juin 1991, la Slovénie et la Croatie proclament leur indépendance. L'armée fédérale (principalement composée de Serbes) intervient. Il y aura dix jours de guerre contre la Slovénie et la guerre durera jusqu'au début 1992 contre la Croatie. Dans les deux cas, les autorités fédérales perdront. Lorsqu'en septembre, la Macédoine proclamera son indépendance, il n'y aura pas d'intervention. C'est la partie la plus pauvre de la république et l'armée est fort occupée par sa guerre contre les Croates.

En février 1992, les électeurs de Bosnie-Herzégovine se prononcent majoritairement en faveur de l'indépendance. Les Serbes de Bosnie, soutenus par la Serbie, s'y opposent. La guerre, marquée des deux côtés par des atrocités et des épurations ethniques, durera jusque fin 1995 et la conclusion des accords de Dayton.

La guerre a entraîné des déplacements massifs de population suivant les lignes ethniques. Sous la pression des circonstances et souvent de graves contraintes physiques, des centaines de milliers de personnes ont quitté leur maison, souvent précipitamment, pour se rendre dans une région contrôlée par leur propre groupe ethnique. Les campagnes d'épuration ethnique s'accompagnaient de violences graves. Les expatriés s'installaient dans les habitations de familles qui avaient elles-mêmes ou fui ou été chassés ou ils arrivaient dans des centres collectifs pour réfugiés installés dans des salles de sport, des écoles maternelles, des usines désaffectées, etc. Toutes les parties se livrèrent aux épurations ethniques. Tant les troupes régulières du leader socialiste serbe Milosevic que les troupes de l'ancien tueur à gages Raznjatovic (alias Arkan) et que les kosovars islamiques de l'UCK se sont rendus coupables de massacres et de viols ethniques.

En ex-Yougoslavie, des viols ont eu lieu dans tous les groupes, mais ce sont surtout les femmes bosniaques qui ont été les victimes du projet socialiste de Grande Serbie. En 1992, de vingt mille à cinquante mille femmes de 7 à 65 ans furent violées en cinq mois en Bosnie. Les viols visaient à l'épuration ethnique et à répandre une terreur telle qu'elles fuiraient et pour ne jamais revenir. La stratégie incluait des grossesses

len. Toch bevonden zich overal minderheden, vooral de Serviërs woonde verspreid over het land.

In 1981, een jaar na Tito's dood, demonstreerden de Albanen in Kosovo massaal voor de status van republiek. Deze eis werd afgewezen en de betogingen werden met militair geweld uiteen geslagen. Dit was de aanleiding van een opflakkerend Servisch nationalisme dat door de Communistische partij werd gevoed en ondersteund.

De socialist Milosevic, stelde zich op als de verdediger van de Servische en Montenegrijnse minderheden in Kosovo. Verder sprak hij de bevolking aan met zijn thema van de « anti-burocratische revolutie » – wat hem in staat stelde de partij te zuiveren van zijn critici. In 1988 namen het provinciebestuur van Vojvodina en de republieksregering van Montenegro ontslag onder druk van massale protestbijeenkomsten – georganiseerd door de Servische communisten, om plaats te maken voor Milosevic-gezinde bestuurders. Dit gaf de partijleider aanzienlijke invloed op federaal niveau. In 1989 werd de grondwet veranderd: de zelfstandigheid van de twee autonome provincies in Servië werd fel beknot. Dit gebeurde met de toestemming van de parlementen in Kosovo en Vojvodina, die blootstonden aan grote druk. Het leidde evenwel tot stakingen en rellen waarbij doden vielen in Kosovo. De « hereniging van Servië » bracht discriminerende maatregelen tegen de Hongaarse en Albanese minderheden met zich mee, vooral dan op gebied van taal en onderwijs.

In 1990 roept het Kosovaarse parlement de onafhankelijkheid uit, waarop Belgrado de regering en parlement naar huis stuurde – Kosovo werd vanaf dan vanuit de Servische hoofdstad bestuurd. Enkele maanden later proclameerden de Albanese afgevaardigden een eigen grondwet en verkozen ze een president : Ibrahim Rugova. Deze man heeft steeds een vreedzame regeling gewild met de Serviërs, in tegenstelling tot het bevrijdingsleger UCK – dit is een marxistische organisatie die Kosovo, een deel van Macedonië en een deel Griekenland wil verenigen in een islamitisch Groot-Albanië.

1991 : in juni verklaren Slovenië en Kroatië zich onafhankelijk. Het federale leger (voornamelijk bestaande uit Serviërs) grijpt in. Tien dagen oorlog tegen Slovenië; tegen Kroatië duurt de oorlog tot begin 1992. In beide gevallen verliest de federale overheid. Tegen de onafhankelijkheid van Macedonië, in september, wordt niet opgetreden. Het is de armste deelrepubliek, en het leger heeft de handen vol aan de oorlog tegen de Kroaten.

In februari 1992 kiest een meerderheid van de kiezers in Bosnië-Herzegovina voor onafhankelijkheid. Bosnische Serviërs, gesteund door Servië, komen in verzet. De oorlog, die langs beide zijden gekenmerkt werd door wreedheden en etnische zuiveringen, duurde voort tot eind 1995, toen de Dayton-akkoorden bereikt werden.

De oorlog bracht een massale bevolkingsverschuiving langs etnische lijnen teweeg. Onder druk van de omstandigheden en niet zelden onder grove fysieke dwang verlieten honderdduizenden mensen, vaak halsoverkop, hun woonplaats en trokken naar een gebied dat werd gecontroleerd door hun eigen etnische groep. Campagnes van etnische zuiveringen gingen gepaard met ernstig geweld. Ontheemden trokken in woningen van families die zelf waren vertrokken of verjaagd of ze kwamen terecht in collectieve vluchtelingencentra, ingericht in sportzalen, kleuterscholen, leegstaande fabriekspanden en dergelijke. De etnische zuiveringen gebeurden door alle betrokken partijen. Zowel de reguliere troepen van de socialistische Servische leider Milosevic, als de troepen van voormalige huurmoordenaar Raznjatovic (alias Arkan) als de islamitische Kosovaren van het UCK maakten zich schuldig aan etnisch gerichte moordpartijen en verkrachtingen.

In voormalig Joegoslavië vond verkrachting plaats bij alle partijen, maar vooral Bosnische vrouwen werden het slachtoffer van het socialistische Groot-Servische project. In vijf maanden in 1992 werden twintig tot vijftig duizend vrouwen tussen de 7 en 65 verkracht in Bosnië. De verkrachtingen gebeurden als etnische zuivering en om terreur te verspreiden, zo erg, dat ze zouden vluchten en nooit meer zouden terugkeren. De

forcées et des incarcérations de longue durée pour empêcher les avortements. Le but était de faire de la Bosnie un État serbe en faisant des enfants serbes à des mères bosniaques. Mais les Serbes aussi furent victimes d'épurations ethniques. De mai 1992 à avril 1993, ce furent d'abord les villages à minorité serbe qui furent attaqués depuis Srebrenica, puis les villages serbes entourés de villages musulmans et finalement des régions où la population serbe était fortement implantée, comme Podravanja, Kravica et Skelani. L'hebdomadaire bosno-serbe Javnost évoquait, le 23 décembre 1995, 192 villages réduits en cendres, faisant 2.800 morts et six mille blessés, pour toute la Podrinje, la région située sur la rive bosniaque de la Drina, entre Zvornik au nord et Visegrad au sud. Rien que dans la région de Milici-Srebrenica-Bratunac-Skelani, il y avait plus de cent villages habités par des Serbes, parmi ces « villages », il faut aussi entendre des parties de villages et des hameaux. Ces crimes attendent toujours une enquête indépendante bien qu'ils aient été confirmés par des casques bleus néerlandais qui étaient rentrés chez eux. Le lieutenant Jasper Verplanke du Korps Commandotroepen déclarait dans le Nieuwsblad van het Noorden du 17 août 1995 : « En appliquant la tactique de la terre brûlée, Nasr Oric (le commandant en chef de Srebrenica, alias « la bête de Bosnie ») a contrôlé au début de la guerre de grandes parties de la Bosnie où il a perpétré d'importants massacres au sein de la population serbe. ».

Bien qu'on ait déjà retrouvé de nombreux charniers, l'extrême gauche prétend que les communistes serbes n'ont pas de génocide sur la conscience. Ils ne parlent que d'une guerre d'agression menée par l'ONU à l'encontre de la Yougoslavie.

Pourtant, la responsabilité conjointe dans le génocide des diverses parties concernées en ex-Yougoslavie est de notoriété publique.

N° 20 de MM. Erland PISON (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« *Ou qu'un des membres de ce groupe politique se rend coupable de la glorification de la personne d'Ernesto « Che » Guevara, et de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des crimes commis par cette personne.* ».

JUSTIFICATION

Fils de bonne famille né à Buenos-Aires en 1928, Ernesto Guevara sillonne très tôt le sous-continent américain. Ce jeune bourgeois fragilisé par un asthme chronique termine ses études de médecine après un périple à mobyette dans la Pampa et la jungle d'Amérique centrale. Au début des années cinquante, il rencontre la misère au Guatemala à l'époque du régime progressiste de Jacobo Arbenz qui est renversé par les Américains – Guevara apprend à haïr les États-Unis. « J'appartiens, de par ma formation idéologique, à ceux qui croient que la solution des problèmes de ce monde est derrière ce que l'on appelle le « rideau de fer » écrit-il à un ami en 1957 (lettre à René Ramos Latour, cité par Jeannine Verdès-Leroux). Une nuit de 1955, au Mexique, il rencontre un jeune avocat cubain exilé qui prépare son retour à Cuba, Fidel Castro. Guevara décide de suivre ces cubains qui débarqueront sur l'île en décembre 1956.

strategie omvatte gedwongen zwangerschappen en langdurige gevangenschap zodat abortus niet meer mogelijk was. De bedoeling was van Bosnië een Servische staat te maken door Servische kinderen te verwekken bij Bosnische moeders. Maar ook Serviërs werden getroffen door etnische zuiveringen. Van mei 1992 tot april 1993 werden vanuit Srebrenica eerst de dorpen met een Servische minderheid aangevallen, daarna Servische dorpen omringd door Moslimdorpen, en uiteindelijk waren plaatsen aan de beurt in compacte Servische vestigingsgebieden, zoals Podravanja, Kravica en Skelani. Voor heel de Podrinje – het gebied aan de Bosnische oever van de Drina tussen Zvornik in het noorden en Visegrad in het zuiden – maakte het Bosnisch-Servische weekblad Javnost op 23 december 1995 melding van 192 platgebrande dorpen, met 2800 doden en zesduizend gewonden. Alleen al in de regio Milici-Srebrenica-Bratunac-Skelani gaat het om meer dan honderd dorpen waar Serviërs woonden, waarbij onder « dorpen » ook dorpsdelen en gehuchten moeten worden verstaan. Deze misdaden wachten nog op onafhankelijk onderzoek, hoewel ze zijn bevestigd door teruggekeerde Nederlandse VN-militairen. Luitenant Jasper Verplanke van het Korps Commandotroepen zei in het Nieuwsblad van het Noorden van 17 augustus 1995 : « Door de tactiek van de verschroeiende aarde toe te passen heeft Nasr Oric (De opperbevelhebber in Srebrenica, ook gekend als « het beest van Bosnië ») in het begin van de oorlog grote delen van Bosnië in handen gehad. Daarbij zijn grote slachtpartijen onder de Servische bevolking aangericht. ».

Alhoewel reeds vele massagraven van slachtoffers werden gevonden, wordt vanuit extreem-linkse hoek beweerd dat de Servische communisten geen genocide op hun geweten hebben. Zij spreken enkel van een agressie-oorlog van de VN tegen Joegoslavië.

Nochtans wordt de medeverantwoordelijkheid van de diverse betrokken partijen in ex-Joegoslavië voor de genocide algemeen erkend.

Valérie SEYNS (N)
Jos VAN ASSCHE (N)

Nr. 20 van de heren Erland PISON (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervullen :

« *Of een van de leden van die politieke fractie zich bezondigt aan het verheerlijken van de persoon Ernesto « Ché » Guevara, en het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de misdaden gepleegd door deze persoon.* ».

VERANTWOORDING

Che Guevara, zoon van een gegoede familie, geboren in 1928 in Buenos Aires, doorkruist op zeer jonge leeftijd het Amerikaanse subcontinent. Deze jonge bourgeois, verzwakt door een chronische astma, volbrengt zijn studie geneeskunde na een rondreis op de brommer door de pampa en de jungle van Midden-Amerika. Aan het begin van de jaren vijftig komt hij in Guatemala in aanraking met de armoede ten tijde van het progressieve bewind van Jacobo Arbenz, dat omvergeworpen is door de Amerikanen – Guevara leert de Verenigde Staten te haten. « Door mijn ideologische vorming hoor ik bij degenen die geloven dat de oplossing van de problemen in deze wereld te vinden is achter wat het IJzeren Gordijn genoemd wordt, » schrijft hij in 1957 aan een vriend (brief aan René Ramos Latour, geciteerd in: Jeannine Verdès-Leroux) Op een nacht in 1955 ontmoet hij in Mexico een jonge verbannen Cubaanse advocaat,

Nommé dans un maquis commandant d'une « colonne », il se fait très vite remarquer par sa dureté. Un gamin, guérillero de sa colonne, qui a volé un peu de nourriture, est immédiatement fusillé, sans autre forme de procès. Ce partisan de « l'autoritarisme » à tout crin, selon son ancien compagnon de Bolivie Régis Debray (Loués soient nos seigneurs, Gallimard, 1996, p 184) – qui veut déjà imposer une révolution communiste, se heurte à plusieurs commandants cubains authentiquement démocrates. À l'automne 1958, il ouvre un second front dans la plaine de Las Villas, au centre de l'île. Il remporte un succès éclatant en attaquant à Santa-Clara un train de renforts militaires envoyé par Batista : les militaires s'enfuient, refusant le combat. Une fois la victoire acquise, Guevara occupe la charge de « procureur », et décide des recours en grâce. En tout état de cause, la prison tristement célèbre de la Cabana où il officie pendant quatre ans comme commandant est le théâtre de nombreuses exécutions, notamment d'anciens compagnons d'armes demeurés démocrates. Au cours de cette période, il a, selon les estimations, fait exécuter 500 prisonniers politiques. De nombreux témoins confirment l'intérêt particulier que Guevara portait aux interrogatoires musclés, à la torture et aux exécutions.

Pendant la guérilla contre le gouvernement de Batista à Cuba, Guevara a fait une carrière éclair dans l'armée révolutionnaire de Fidel Castro. Il était alors responsable de l'exécution des informateurs, des soldats subordonnés, des déserteurs et des espions, réels ou supposés. Il ne laissait pas toujours le sale boulot à ses subordonnés : il a exécuté de sa propre main un homme qu'il soupçonnait d'être un informateur. Après la prise de pouvoir, Guevara devint président de la Banque nationale et ministre de l'Industrie. En 1962, Guevara faisait partie de la délégation cubaine qui, à Moscou, a approuvé le placement de missiles nucléaires russes à Cuba. La crise des missiles qui en a résulté a mis le monde au bord d'une guerre nucléaire. Les soviétiques cédèrent et retirèrent leurs missiles en échange de la promesse que les Américains n'envahiraient pas Cuba. Ce n'était pas du goût de Che Guevara. Il déclara à un correspondant du journal marxiste *Daily Worker* que les Cubains auraient lancé les missiles si ceux-ci avaient été sous leur commandement. En 1964, il dirigea la première intervention cubaine en Afrique. En compagnie de Laurent Kabila, encore inconnu à l'époque, il prit part à la sanglante révolte des Simba, au cours de laquelle des centaines de blancs furent pris en otage. Plus de soixante d'entre eux furent assassinés.

Selon le mythe du héros bâti ensuite autour du Che Guevara, il délaissa en 1967 sa vie tranquille de grand patron de la nomenclatura cubaine pour aller combattre comme chef de la guérilla en Bolivie. C'était loin d'être aussi idéaliste qu'il n'y paraît. Des années auparavant, Guevara était déjà tombé en disgrâce. En avril 1965, il avait perdu ses fonctions officielles et avait même disparu de la circulation. Cette disgrâce s'expliquait par le conflit croissant entre l'URSS et la Chine. Castro avait choisi le camp de l'URSS, Guevara celui de Mao. Le fanatisme aveugle de Guevara est apparu clairement à cette époque lorsqu'il a appelé à la création d'une douzaine de Vietnam. Au seul Vietnam, 1,5 à 2 millions de personnes avaient déjà été tués et des millions d'autres avaient fui. On peut imaginer la boucherie qui aurait résulté d'une telle révolution mondiale avec une douzaine de Vietnam.

En 1967, l'armée bolivienne n'avait d'armée que le nom. La plupart des soldats étaient encore armés de fusils à un coup de la Deuxième Guerre mondiale. Naturellement, les hommes de Guevara, avec leurs armes automatiques, ont pu remporter aisément les premiers combats. Au cours des six premiers mois, 30 soldats boliviens sont morts contre un seul guérillero. Les choses n'ont changé que lorsque les Boliviens reçurent l'appui des conseillers des Forces spéciales américaines qui étaient à la tête d'un bataillon de rangers, spécialisés dans les combats dans la jungle. Ils finirent par arriver à encercler le groupe de Guevara. Guevara ne mourut pas les armes à la main. Lorsque les rangers furent tout près, il cria très héroïquement : « Ne tirez pas ! Je suis Che Guevara et je vaudrais plus vivant que mort. » Il fut fait prisonnier et exécuté peu après, bien que les Américains souhaitent l'obtenir vivant pour l'interroger ...

Fidel Castro. Guevara besluit de Cubanen te volgen, die in december 1956 op het eiland landen. In het verzet wordt hij benoemd tot commandant van een « colonne » en hij valt al snel op door zijn hardheid. Een jochie, guerrillastrijder in zijn colonne, die wat voedsel heeft gestolen, wordt onmiddellijk gefusilleerd, zonder enige vorm van proces. Deze « voorstander van het autoritair optreden met hart en ziel » – in de woorden van zijn voormalige compagnon uit Bolivia, Régis Debray (Loués soient nos seigneurs, Gallimard, 1996, p. 184) – die al een communistische revolutie wil opleggen, stuit op een aantal oorspronkelijk democratisch gezinde Cubaanse commandanten. In de herfst 1958 opent hij een tweede front in de vlakte van Las Villas, in het midden van het eiland. Hij behaalt een opzienbarende overwinning door in Santa Clara een trein met versterkingstroepen die Batista heeft gezonden, aan te vallen. De militairen gaan de strijd niet aan en slaan op de vlucht. Als de overwinning eenmaal binnen is, vervult Guevara de taak van « officier van justitie » en hij neemt beslissingen over de gratieverzoeken. Hoe het ook zij, de Cabaña-gevangenis is het toneel van talrijke executies, met name van vroegere wapenbroeders die de democratie zijn toegedaan. Hij was vier jaar lang commandant van het beruchte gevangenisfort La Cabana. In die periode liet hij naar schatting vijfhonderd politieke gevangenen executeren. Vele getuigenissen bevestigen dat Guevara een bijzondere interesse had voor harde ondervragingen, foltering en executies.

Tijdens de guerrilla tegen de regering van Batista op Cuba maakte Guevara zeer snel carrière in het revolutionaire leger van Fidel Castro. Hij was toen verantwoordelijk voor de executie van informanten, ongehoorzame soldaten, deserteurs en echte of vermeende spionnen. Hij liet het vuile werk niet alleen aan ondergeschikten over: hij executeerde eigenhandig een man die ervan verdacht werd een informant te zijn. Na de machtsovername werd Guevara president van de Nationale Bank en minister van Industrie. In 1962 maakte Guevara deel uit van de Cubaanse delegatie die in Moskou de plaatsing van Russische atoomraketten op Cuba goedkeurde. De rakettencrisis die daaruit volgde, bracht de wereld op de rand van een atoomoorlog. De Sowjets bonden in en haalden hun raketten weg, in ruil voor de belofte dat de Amerikanen niet in Cuba zouden binnenvallen. Dat was niet naar de zin van Che Guevara. Hij vertelde een correspondent van de marxistische krant *Daily Worker* dat de Cubanen de raketten afgevuurd zouden hebben als zij onder hun bevel hadden gestaan. In 1964 leidde hij de eerste Cubaanse interventie in Afrika. Samen met de toen nog onbekende Laurent Kabila nam hij deel aan de bloedige Simba-opstand, waarbij honderden blanken werden gegijzeld. Meer dan zestig daarvan werden vermoord.

Volgens de heldenmythe die later rond Che Guevara werd opgebouwd, liet hij in 1967 zijn comfortabele leventje als topman van de Cubaanse nomenclatura in de steek om als guerrillaleider in Bolivia te gaan vechten. Het klinkt heel idealistisch, maar het is niet waar. Jaren tevoren was Guevara al in ongenade gevallen. In april 1965 had hij al zijn officiële functies verloren en hij was zelfs spoorloos verdwenen. De reden daarvoor lag in het groeiende conflict tussen de Sowjetunie en China. Castro had daarin de kant van de Sowjets gekozen, Guevara die van Mao. Guevara's blinde fanatisme bleek duidelijk toen hij in die periode opriep om een dozijn Vietnams te creëren. In het éne Vietnam werden anderhalf tot twee miljoen mensen gedood, en nog eens miljoenen anderen sloegen op de vlucht. Men kan zich voorstellen wat een massaslachting zo'n wereldrevolutie met « een dozijn Vietnams » zou zijn geworden.

De Bolivianen hadden in 1967 slechts een lomp leger. De meeste soldaten hadden nog enkelschotsgeweren uit de Tweede Wereldoorlog. Natuurlijk konden Guevara's mannen met hun moderne automatische wapens de eerste gevechten met gemak winnen. Tijdens de eerste zes maanden sneuvelden er dertig Boliviaanse soldaten en slechts één guerrillero. Dat veranderde pas toen de Bolivianen de hulp kregen van Amerikaanse adviseurs van de *Special Forces*. Die leidden een elitebataljon rangers op, die gespecialiseerd waren in gevechten in de jungle. Zij konden de groep van Guevara tenslotte omsingelen. Guevara stierf niet met de wapens in de hand. Toen de rangers vlakbij waren, schreeuwde hij heel heldhaftig : « Niet schieten ! Ik ben Che Guevara en ik ben levend meer waard dan dood ». Hij werd gevangengenomen en kort daarop geëxecuteerd, hoewel de Amerikanen hem zielsgraag levend te pakken hadden gekregen om hem te ondervragen ...

Selon la légende, Guevara avait le soutien massif de la population locale. Mais c'est là aussi un mensonge de la propagande. Dans son journal, Guevara se plaignait constamment de l'indifférence voire de l'hostilité de la population locale, qui ne s'intéressait absolument pas à la révolution marxiste. Ce n'est pas tellement surprenant. Pour préparer leur expédition bolivienne, les hommes de Guevara s'étaient donné beaucoup de peine pour apprendre le quichua, une ancienne langue inca. Une tentative louable ... Mais dans la partie de la Bolivie où ils voulaient commencer leur révolution mondiale, on ne parlait pas le quichua.

De nos jours, certains groupes et même des partis politiques idolâtrèrent ce criminel. Les auteurs souhaitent que soient privés de leur dotation les partis politiques dont les représentants idolâtrèrent cet assassin et ce criminel et souillent ainsi la mémoire de ses innombrables victimes.

N° 21 de MM. Erland PISON (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« *Ou se rend coupable de la glorification de la personne d'Ernesto « Che » Guevara, et de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des crimes commis par cette personne.* ».

JUSTIFICATION

Fils de bonne famille né à Buenos-Aires en 1928, Ernesto Guevara sillonne très tôt le sous-continent américain. Ce jeune bourgeois fragilisé par un asthme chronique termine ses études de médecine après un périple à mobylette dans la Pampa et la jungle d'Amérique centrale. Au début des années cinquante, il rencontre la misère au Guatemala à l'époque du régime progressiste de Jacobo Arbenz qui est renversé par les Américains – Guevara apprend à haïr les États-Unis. « J'appartiens, de par ma formation idéologique, à ceux qui croient que la solution des problèmes de ce monde est derrière ce que l'on appelle le « rideau de fer » écrit-il à un ami en 1957 (lettre à René Ramos Latour, cité par Jeannine Verdès-Leroux). Une nuit de 1955, au Mexique, il rencontre un jeune avocat cubain exilé qui prépare son retour à Cuba, Fidel Castro. Guevara décide de suivre ces cubains qui débarqueront sur l'île en décembre 1956. Nommé dans un maquis commandant d'une « colonne », il se fait très vite remarquer par sa dureté. Un gamin, guérillero de sa colonne, qui a volé un peu de nourriture, est immédiatement fusillé, sans autre forme de procès. Ce partisan de « l'autoritarisme » à tout crin, selon son ancien compagnon de Bolivie Régis Debray (Loués soient nos seigneurs, Gallimard, 1996, p 184) – qui veut déjà imposer une révolution communiste, se heurte à plusieurs commandants cubains authentiquement démocrates. À l'automne 1958, il ouvre un second front dans la plaine de Las Villas, au centre de l'île. Il remporte un succès éclatant en attaquant à Santa-Clara

Volgens de legende kreeg Guevara massale steun van de plaatselijke bevolking. Maar ook dat is een propagandistische leugen. In zijn dagboek deed Guevara voortdurend zijn beklag over de onverschilligheid en zelfs de vijandigheid van de plaatselijke bevolking, die absoluut geen belangstelling had voor de marxistische revolutie. Dat is niet zo verbazend. Als voorbereiding op hun Boliviaanse expeditie hadden Guevara's mannen met veel moeite de oude Incataal Quechua geleerd. Een verdienstelijke poging ... Maar in het deel van Bolivië waar zij hun wereldrevolutie wilden beginnen, werd geen Quechua gesproken.

Tegenwoordig dwepen bepaalde groepen en zelfs politieke partijen met deze misdadiger. De indianers wensen dat politieke partijen wiens vertegenwoordigers dwepen met deze moordenaar en misdadiger, en zo de nagedachtenis van zijn talloze slachtoffers bezoedelen, hun dotatie zouden verliezen.

Nr. 21 van de heren Erland PISON (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« *Of zich bezondigt aan het verheerlijken van de persoon Ernesto « Ché » Guevara, en het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de misdaden gepleegd door deze persoon.* ».

VERANTWOORDING

Che Guevara, zoon van een gegoede familie, geboren in 1928 in Buenos Aires, doorkruist op zeer jonge leeftijd het Amerikaanse subcontinent. Deze jonge bourgeois, verzwakt door een chronische astma, volbrengt zijn studie geneeskunde na een rondreis op de brommer door de pampa en de jungle van Midden-Amerika. Aan het begin van de jaren vijftig komt hij in Guatemala in aanraking met de armoede ten tijde van het progressieve bewind van Jacobo Arbenz, dat omvergeworpen is door de Amerikanen – Guevara leert de Verenigde Staten te haten. « Door mijn ideologische vorming hoor ik bij degenen die geloven dat de oplossing van de problemen in deze wereld te vinden is achter wat het IJzeren Gordijn genoemd wordt, » schrijft hij in 1957 aan een vriend (brief aan René Ramos Latour, geciteerd in: Jeannine Verdès-Leroux) Op een nacht in 1955 ontmoet hij in Mexico een jonge verbannen Cubaanse advocaat, Fidel Castro. Guevara besluit de Cubanen te volgen, die in december 1956 op het eiland landen. In het verzet wordt hij benoemd tot commandant van een « colonne » en hij valt al snel op door zijn hardheid. Een jochie, guerrillastrijder in zijn colonne, die wat voedsel heeft gestolen, wordt onmiddellijk gefusilleerd, zonder enige vorm van proces. Deze « voorstander van het autoritair optreden met hart en ziel » – in de woorden van zijn voormalige compagnon uit Bolivia, Régis Debray (Loués soient nos seigneurs, Gallimard, 1996, p. 184) – die al een communistische revolutie wil opleggen, stuit op een aantal oorspronkelijk democratisch gezinde

un train de renforts militaires envoyé par Batista : les militaires s'enfuient, refusant le combat. Une fois la victoire acquise, Guevara occupe la charge de « procureur », et décide des recours en grâce. En tout état de cause, la prison tristement célèbre de la Cabana où il officie pendant quatre ans comme commandant est le théâtre de nombreuses exécutions, notamment d'anciens compagnons d'armes demeurés démocrates. Au cours de cette période, il a, selon les estimations, fait exécuter 500 prisonniers politiques. De nombreux témoins confirment l'intérêt particulier que Guevara portait aux interrogatoires musclés, à la torture et aux exécutions.

Pendant la guérilla contre le gouvernement de Batista à Cuba, Guevara a fait une carrière éclair dans l'armée révolutionnaire de Fidel Castro. Il était alors responsable de l'exécution des informateurs, des soldats insubordonnés, des déserteurs et des espions, réels ou supposés. Il ne laissait pas toujours le sale boulot à ses subordonnés : il a exécuté de sa propre main un homme qu'il soupçonnait d'être un informateur. Après la prise de pouvoir, Guevara devint président de la Banque nationale et ministre de l'Industrie. En 1962, Guevara faisait partie de la délégation cubaine qui, à Moscou, a approuvé le placement de missiles nucléaires russes à Cuba. La crise des missiles qui en a résulté a mis le monde au bord d'une guerre nucléaire. Les soviétiques cédèrent et retirèrent leurs missiles en échange de la promesse que les Américains n'envahiraient pas Cuba. Ce n'était pas du goût de Che Guevara. Il déclara à un correspondant du journal marxiste *Daily Worker* que les Cubains auraient lancé les missiles si ceux-ci avaient été sous leur commandement. En 1964, il dirigea la première intervention cubaine en Afrique. En compagnie de Laurent Kabila, encore inconnu à l'époque, il prit part à la sanglante révolte des Simba, au cours de laquelle des centaines de blancs furent pris en otage. Plus de soixante d'entre eux furent assassinés.

Selon le mythe du héros bâti ensuite autour du Che Guevara, il délaissa en 1967 sa vie tranquille de grand patron de la nomenclatura cubaine pour aller combattre comme chef de la guérilla en Bolivie. C'était loin d'être aussi idéaliste qu'il n'y paraît. Des années auparavant, Guevara était déjà tombé en disgrâce. En avril 1965, il avait perdu ses fonctions officielles et avait même disparu de la circulation. Cette disgrâce s'expliquait par le conflit croissant entre l'URSS et la Chine. Castro avait choisi le camp de l'URSS, Guevara celui de Mao. Le fanatisme aveugle de Guevara est apparu clairement à cette époque lorsqu'il a appelé à la création d'une douzaine de Vietnam. Au seul Vietnam, 1,5 à 2 millions de personnes avaient déjà été tuées et des millions d'autres avaient fui. On peut imaginer la boucherie qui aurait résulté d'une telle révolution mondiale avec une douzaine de Vietnam.

En 1967, l'armée bolivienne n'avait d'armée que le nom. La plupart des soldats étaient encore armés de fusils à un coup de la Deuxième Guerre mondiale. Naturellement, les hommes de Guevara, avec leurs armes automatiques, ont pu remporter aisément les premiers combats. Au cours des six premiers mois, 30 soldats boliviens sont morts contre un seul guérillero. Les choses n'ont changé que lorsque les Boliviens reçurent l'appui des conseillers des Forces spéciales américaines qui étaient à la tête d'un bataillon de rangers, spécialisés dans les combats dans la jungle. Ils finirent par arriver à encercler le groupe de Guevara. Guevara ne mourut pas les armes à la main. Lorsque les rangers furent tout près, il cria très héroïquement : « Ne tirez pas ! Je suis Che Guevara et je vaudrais plus vivant que mort. » Il fut fait prisonnier et exécuté peu après, bien que les Américains souhaitaient l'obtenir vivant pour l'interroger ...

Selon la légende, Guevara avait le soutien massif de la population locale. Mais c'est là aussi un mensonge de la propagande. Dans son journal, Guevara se plaignait constamment de l'indifférence voire de l'hostilité de la population locale, qui ne s'intéressait absolument pas à la révolution marxiste. Ce n'est pas tellement surprenant. Pour préparer leur expédition bolivienne, les hommes de Guevara s'étaient donné beaucoup de peine pour apprendre le quichua, une ancienne langue inca. Une tentative louable ... Mais dans la partie de la Bolivie où ils voulaient commencer leur révolution mondiale, on ne parlait pas le quichua.

Cubaanse commandanten. In de herfst 1958 opent hij een tweede front in de vlakte van Las Villas, in het midden van het eiland. Hij behaalt een opzienbarende overwinning door in Santa Clara een trein met versterkingstroepen die Batista heeft gezonden, aan te vallen. De militairen gaan de strijd niet aan en slaan op de vlucht. Als de overwinning eenmaal binnen is, vervult Guevara de taak van « officier van justitie » en hij neemt beslissingen over de gratieverzoeken. Hoe het ook zij, de Cabaña-gevangenis is het toneel van talrijke executies, met name van vroegere wapenbroeders die de democratie zijn toegedaan. Hij was vier jaar lang commandant van het beruchte gevangenisfort La Cabana. In die periode liet hij naar schatting vijfhonderd politieke gevangenen executeren. Vele gebeurtenissen bevestigden dat Guevara een bijzondere interesse had voor harde ondervragingen, foltering en executies.

Tijdens de guerrilla tegen de regering van Batista op Cuba maakte Guevara zeer snel carrière in het revolutionaire leger van Fidel Castro. Hij was toen verantwoordelijk voor de executie van informanten, ongehoorzame soldaten, deserteurs en echte of vermeende spionnen. Hij liet het vuile werk niet alleen aan ondergeschikten over: hij executeerde eigenhandig een man die ervan verdacht werd een informant te zijn. Na de machtsovername werd Guevara president van de Nationale Bank en minister van Industrie. In 1962 maakte Guevara deel uit van de Cubaanse delegatie die in Moskou de plaatsing van Russische atoomraketten op Cuba goedkeurde. De raketten crisis die daaruit volgde, bracht de wereld op de rand van een atoomoorlog. De Sowjets bonden in en haalden hun raketten weg, in ruil voor de belofte dat de Amerikanen niet in Cuba zouden binnenvallen. Dat was niet naar de zin van Che Guevara. Hij vertelde een correspondent van de marxistische krant *Daily Worker* dat de Cubanen de raketten afgevuurd zouden hebben als zij onder hun bevel hadden gestaan. In 1964 leidde hij de eerste Cubaanse interventie in Afrika. Samen met de toen nog onbekende Laurent Kabila nam hij deel aan de bloedige Simba-opstand, waarbij honderden blanken werden gegijzeld. Meer dan zestig daarvan werden vermoord.

Volgens de heldenmythe die later rond Che Guevara werd opgebouwd, liet hij in 1967 zijn comfortabele leventje als topman van de Cubaanse nomenclatura in de steek om als guerrillaleider in Bolivia te gaan vechten. Het klinkt heel idealistisch, maar het is niet waar. Jaren tevoren was Guevara al in ongenade gevallen. In april 1965 had hij al zijn officiële functies verloren en hij was zelfs spoorloos verdwenen. De reden daarvoor lag in het groeiende conflict tussen de Sowjetunie en China. Castro had daarin de kant van de Sowjets gekozen, Guevara die van Mao. Guevara's blinde fanatisme bleek duidelijk toen hij in die periode oppiep om een dozijn Vietnams te creëren. In het éne Vietnam werden anderhalf tot twee miljoen mensen gedood, en nog eens miljoenen anderen sloegen op de vlucht. Men kan zich voorstellen wat een massaslachting zo'n wereldrevolutie met « een dozijn Vietnams » zou zijn geworden.

De Bolivianen hadden in 1967 slechts een lomp leger. De meeste soldaten hadden nog enkelschotsgeweren uit de Tweede Wereldoorlog. Natuurlijk konden Guevara's mannen met hun moderne automatische wapens de eerste gevechten met gemak winnen. Tijdens de eerste zes maanden sneuvelde er dertig Boliviaanse soldaten en slechts één guerrillero. Dat veranderde pas toen de Bolivianen de hulp kregen van Amerikaanse adviseurs van de *Special Forces*. Die leidden een elitebataljon rangers op, die gespecialiseerd waren in gevechten in de jungle. Zij konden de groep van Guevara tenslotte omsingelen. Guevara stierf niet met de wapens in de hand. Toen de rangers vlakbij waren, schreeuwde hij heel heldhaftig: « Niet schieten ! Ik ben Che Guevara en ik ben levend meer waard dan dood ». Hij werd gevangengenomen en kort daarop geëxecuteerd, hoewel de Amerikanen hem zielsgraag levend te pakken hadden gekregen om hem te ondervragen ...

Volgens de legende kreeg Guevara massale steun van de plaatselijke bevolking. Maar ook dat is een propagandistische leugen. In zijn dagboek deed Guevara voortdurend zijn beklag over de onverschilligheid en zelfs de vijandigheid van de plaatselijke bevolking, die absoluut geen belangstelling had voor de marxistische revolutie. Dat is niet zo verbazend. Als voorbereiding op hun Boliviaanse expeditie hadden Guevara's mannen met veel moeite de oude Incataal Quechua geleerd. Een verdienstelijke poging ... Maar in het deel van Bolivia waar zij hun wereldrevolutie wilden beginnen, werd geen Quechua gesproken.

De nos jours, certains groupes et même des partis politiques idolâtrèrent ce criminel. Les auteurs souhaitent que soient privés de leur dotation les partis politiques dont les représentants idolâtrèrent cet assassin et ce criminel et souillent ainsi la mémoire de ses innombrables victimes.

N° 22 de M. Johan DEMOL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour le meurtre de républicains. ».

JUSTIFICATION

Bien qu'il s'agisse d'une affaire ancienne, le meurtre de Julien Lahaut constitue un important précédent en tant que dérapage politique de la justice en Belgique. En 1950, Julien Lahaut avait fait usage de son droit à la liberté d'expression en criant « Vive la République ! » pendant la prestation de serment du roi Baudouin. Peu de temps après, il était assassiné. Son meurtrier avait des commanditaires haut placés, mais ce ne devint clair qu'en 1985 lorsque deux historiens retrouvèrent sa trace. Il faisait partie des léopoldistes, un cercle de nobles et de militaires entourant le roi déposé, Léopold III. Ils firent obstruction à l'enquête judiciaire de sorte que leur homme ne fut jamais pris.

N° 23 de M. Johan DEMOL (N) et mevr. Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour le meurtre de républicains. ».

JUSTIFICATION

Bien qu'il s'agisse d'une affaire ancienne, le meurtre de Julien Lahaut constitue un important précédent en tant que dérapage politique de la justice en Belgique. En 1950, Julien Lahaut avait fait usage de son droit à la liberté d'expression en criant « Vive la République ! » pendant la prestation de serment du roi Baudouin. Peu de temps après, il était assassiné. Son meurtrier avait des commanditaires haut placés, mais ce ne devint

Tegenwoordig dwepen bepaalde groepen en zelfs politieke partijen met deze misdadiger. De indieners wensen dat politieke partijen wiens vertegenwoordigers dwepen met deze moordenaar en misdadiger, en zo de nagedachtenis van zijn talloze slachtoffers bezoedelen, hun dotatie zouden verliezen.

Erland PISON (N)
Jos VAN ASSCHE (N)

Nr. 22 van de heer Johan DEMOL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor de moord op republikeinen. ».

VERANTWOORDING

Een oud dossier, maar belangrijk als precedent voor de politieke ontsporing van de rechtspraak in België, is de moord op Julien Lahaut. In 1950 maakte Julien Lahaut tijdens de beëdiging van koning Boudewijn gebruik van zijn recht op vrije meningsuiting door « Vive la République ! » te roepen. Korte tijd later werd hij vermoord. De dader had hooggeplaatste opdrachtgevers, maar dat werd pas duidelijk in 1985, toen twee historici hem op het spoor kwamen. Hij behoorde tot de leopoldisten, een kring van edelen en militairen rond de afgezette Leopold III. Zij blokkeerden het gerechtelijk onderzoek, zodat hun man nimmer werd gepakt.

Nr. 23 van de heer Johan DEMOL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor de moord op republikeinen. ».

VERANTWOORDING

Een oud dossier, maar belangrijk als precedent voor de politieke ontsporing van de rechtspraak in België, is de moord op Julien Lahaut. In 1950 maakte Julien Lahaut tijdens de beëdiging van koning Boudewijn gebruik van zijn recht op vrije meningsuiting door « Vive la République ! » te roepen. Korte tijd later werd hij vermoord. De dader had hooggeplaatste opdrachtgevers, maar dat werd pas duidelijk in 1985, toen twee

clair qu'en 1985 lorsque deux historiens retrouvèrent sa trace. Il faisait partie des léopoldistes, un cercle de nobles et de militaires entourant le roi déposé, Léopold III. Ils firent obstruction à l'enquête judiciaire de sorte que leur homme ne fut jamais pris.

N° 24 de M. Johan DEMOL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour infraction à la loi relative à la protection des mineurs. ».

JUSTIFICATION

Abuser des besoins, des faiblesses et des passions d'un mineur est puni en vertu de l'article 493 du Code pénal.

Les témoignages au sujet des « ballets roses » constituent le dossier le plus fantomatique et le plus explosif de la politique belge. En 1981, l'hebdomadaire *Pour* faisait pour la première fois état de ces soirées fines où on consommait de la cocaïne et où on aurait violé des mineurs.

Selon les déclarations des callgirls, des gendarmes et des participants (dont le banquier Léon Finné), les fêtes étaient organisées par le réseau de prostitution Tuna (dont le nom est inspiré de la maquerelle Fortunato Israël). Cette maquerelle fut protégée par des industriels participants (au nombre desquels Roger Boas, le directeur de la fabrique d'armes belge Asco), des fonctionnaires de services de sécurité (dont le général de gendarmerie Fernand Beaurir) et des hommes politiques. Parmi ces derniers on trouve bien entendu « VdB »; de nombreux participants à ces ballets avaient en fait des intérêts financiers dans les grandes commandes de la défense auprès d'Asco et les transactions avec l'Arabie Saoudite du holding national Société Générale, représenté à l'époque par le prince Albert.

« VdB » se retira en 1979 lorsque la police des mœurs se retrouva sur la trace de ses débauches tant « roses » que financières. L'enquête fut arrêtée sur ordre du procureur Jean Deprêtre (PSC). En 1983, les Tueurs du Brabant assassinaient Finné ainsi que les propriétaires de sex-club Jacques Fourez et Elise Dewit qui avaient mis leurs immeubles à disposition.

N° 25 de M. Johan DEMOL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti poli-

historici hem op het spoor kwamen. Hij behoorde tot de leopoldisten, een kring van edelen en militairen rond de afgezette Leopold III. Zij blokkeerden het gerechtelijk onderzoek, zodat hun man nimmer werd gepakt.

Nr. 24 van de heer Johan DEMOL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor overtreding van de wet op de bescherming van minderjarigen. ».

VERANTWOORDING

Het misbruik maken van behoeften, zwakheden en hartstochten van minderjarigen wordt bestraft volgens artikel 493 van het strafwetboek.

De getuigenissen over de zogenaamde roze balletten vormen het schimmigste en tegelijk meest explosieve dossier in de Belgische politiek. In 1981 berichtte het weekblad *Pour* voor het eerst over de seksuiven, waar cocaïne werd gebruikt en naar verluidt minderjarigen werden verkracht.

Volgens verklaringen van callgirls, rijkswachters en deelnemers (onder wie bankier Léon Finné) werden de feesten georganiseerd door het prostitutienetwerk Tuna, genoemd naar hoerenmadam Fortunato Israël. Zij werd geprotégeerd door de deelnemende industriëlen (onder anderen directeur Roger Boas van de Belgische wapenfabriek Asco), veiligheidsfunctionarissen (onder anderen rijkswachtgeneraal Fernand Beaurir) en politici. Onder die laatsten uiteraard minister van Defensie « VdB »; veel balletgangers hadden namelijk financieel belang bij grote defensieorders voor Asco en bij transacties van de nationale holding Société Générale met Saoedi-Arabië, vertegenwoordigd door toenmalig prins Albert.

« VdB » trad in 1979 af toen de zedenpolitie behalve zijn roze ook zijn financiële uitspattingen op het spoor kwam. Het onderzoek werd op last van procureur Jean Deprêtre (PSC) stopgezet. In 1983 vermoordde de Bende van Nijvel zowel Finné als de seksclubeigenaars Jacques Fourez en Elise Dewit, die hun panden ter beschikking hadden gesteld.

Nr. 25 van de heer Johan DEMOL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij

tique auquel il appartient, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour infraction à la loi relative à la protection des mineurs. ».

JUSTIFICATION

Abuser des besoins, des faiblesses et des passions d'un mineur est puni en vertu de l'article 493 du Code pénal.

Les témoignages au sujet des « ballets roses » constituent le dossier le plus fantomatique et le plus explosif de la politique belge. En 1981, l'hebdomadaire Pour faisait pour la première fois état de ces soirées fines où on consommait de la cocaïne et où on aurait violé des mineurs.

Selon les déclarations des callgirls, des gendarmes et des participants (dont le banquier Léon Finné), les fêtes étaient organisées par le réseau de prostitution Tuna (dont le nom est inspiré de la maquerelle Fortunato Israël). Cette maquerelle fut protégée par des industriels participants (au nombre desquels Roger Boas, le directeur de la fabrique d'armes belge Asco), des fonctionnaires de services de sécurité (dont le général de gendarmerie Fernand Beurir) et des hommes politiques. Parmi ces derniers on trouve bien entendu « VdB »; de nombreux participants à ces ballets avaient en fait des intérêts financiers dans les grandes commandes de la défense auprès d'Asco et les transactions avec l'Arabie Saoudite du holding national Société Générale, représenté à l'époque par le prince Albert.

« VdB » se retira en 1979 lorsque la police des mœurs se retrouva sur la trace de ses débauches tant « roses » que financières. L'enquête fut arrêtée sur ordre du procureur Jean Deprêtre (PSC). En 1983, les Tueurs du Brabant assassinaient Finné ainsi que les propriétaires de sex-club Jacques Fourez et Elise Dewit qui avaient mis leurs immeubles à disposition.

N° 26 de MM. Johan DEMOL (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« Ou se rend coupable de la promotion active ou passive d'une politique bruxelloise impérialiste à l'égard d'autres régions. ».

JUSTIFICATION

Ces derniers temps, nous entendons dans la presse et les parlements des déclarations intransigeantes de la part de certains hommes politiques qui plaident en faveur d'une extension du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale. Ils plaident pour un *Anschluss* du territoire flamand entourant Bruxelles.

Il s'agit bien entendu d'une violation directe de l'article 2 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles qui décrit clairement la limite territoriale de la Région flamande : « (...) le territoire des provinces d'Anvers, de Flandre occidentale, de Flandre orientale et de Limbourg, ainsi que le territoire des arrondissements administratifs de Hal-Vilvorde et de Louvain. ».

waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor overtreding van de wet op de bescherming van minderjarigen. ».

VERANTWOORDING

Het misbruik maken van behoeften, zwakheden en hartstochten van minderjarigen wordt bestraft volgens artikel 493 van het strafwetboek.

De getuigenissen over de zogenaamde roze balletten vormen het schimmigste en tegelijk meest explosieve dossier in de Belgische politiek. In 1981 berichtte het weekblad Pour voor het eerst over de seksfeiven, waar cocaïne werd gebruikt en naar verluidt minderjarigen werden verkracht.

Volgens verklaringen van callgirls, rijkswachters en deelnemers (onder wie bankier Léon Finné) werden de feesten georganiseerd door het prostitutienetwerk Tuna, genoemd naar hoerenmadam Fortunato Israël. Zij werd geïmagineerd door de deelnemende industriëlen (onder anderen directeur Roger Boas van de Belgische wapenfabriek Asco), veiligheidsfunctionarissen (onder anderen rijkswachtgeneraal Fernand Beurir) en politici. Onder die laatsten uiteraard minister van Defensie « VdB »; veel balletgangers hadden namelijk financieel belang bij grote defensieorders voor Asco en bij transacties van de nationale holding Société Générale met Saoedi-Arabië, vertegenwoordigd door toenmalig prins Albert.

« VdB » trad in 1979 af toen de zedenpolitie behalve zijn roze ook zijn financiële uitspattingen op het spoor kwam. Het onderzoek werd op last van procureur Jean Deprêtre (PSC) stopgezet. In 1983 vermoordde de Bende van Nijvel zowel Finné als de seksclubbegeenars Jacques Fourez en Elise Dewit, die hun panden ter beschikking hadden gesteld.

Johan DEMOL (N)
Valérie SEYNS (N)

Nr. 26 van de heren Johan DEMOL (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« Of zich bezondigt aan het actief of passief promoten van een imperialistische Brusselse politiek ten aanzien van andere gewesten. ».

VERANTWOORDING

De laatste tijd horen we in de pers en de parlementen stoere verklaringen van bepaalde politici die pleiten om het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk gewest uit te breiden. Ze pleiten in deze voor een *Anschluss* van Vlaams grondgebied bij het Brussels Gewest.

Zulks is uiteraard een regelrechte inbreuk op artikel twee van de Bijzondere Wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, dat duidelijk de territoriale afbakening van het Vlaams Gewest omschrijft : het grondgebied van de provincies Antwerpen, Limburg, Oost-Vlaanderen, West-Vlaanderen en Vlaams-Brabant.

Le territoire sur lequel lorgnent certains hommes politiques impérialistes fait donc partie intégrante de la province de Brabant flamand et dépend donc sans conteste de la Région flamande. Aspirer à annexer à Bruxelles des parties de ce territoire est donc une forme manifeste de vol de territoire.

Cette politique d'*Anschluss* est une forme de politique très dangereuse, qui a mené, par le passé, à la guerre et au malheur dans d'autres pays. Les auteurs demandent donc qu'une telle politique impérialiste soit fermement condamnée.

Avancer l'argument qu'une majorité des habitants de ce territoire seraient francophones n'en est pas un. Établissons, par exemple, une comparaison avec le Kosovo. Tout comme à Bruxelles et dans la périphérie, la minorité d'aujourd'hui au Kosovo avait été une majorité cent ans auparavant. Ce n'est pas seulement un différentiel des naissances qui a provoqué la perte des Serbes en voie de sécularisation par rapport aux Albanais islamistes, il a aussi fallu que s'y ajoute la discrimination tout comme c'est aussi le cas en Belgique aujourd'hui. Sous Mussolini, les Albanais du Kosovo avaient eu leur grande Albanie, ce qui leur avait donné l'occasion de chasser de nombreux Serbes pour les remplacer par des immigrants venus d'Albanie. Tito n'a pas autorisé les Serbes qui avaient été chassés à revenir dans leurs foyers alors que, sous son régime, l'immigration des Albanais se poursuivait. C'est ainsi que les Serbes ont perdu leur Kosovo tandis que les Flamands ont perdu leur Bruxelles et ensuite leurs communes à facilités.

C'est seulement sur des bases historiques que la Flandre peut revendiquer ses territoires francisés; presque comme dans la conception de la démocratie de Burke, où les générations précédentes bénéficient également d'une forme de droit de vote, et peuvent ainsi continuer à voter depuis leur tombe pour leur « Bruxelles flamand » familial.

La population majoritairement francophone d'aujourd'hui n'est donc rien d'autre que la conséquence d'une politique impérialiste intentionnelle, et ne peut servir d'argument légitime pour organiser un vol de territoire.

Les auteurs sont donc d'avis qu'il faut priver de leur dotation les partis dont les représentants plaident ouvertement pour cet *Anschluss*, et aspirent ainsi intentionnellement à un modèle conflictuel impérialiste avec toutes les conséquences possibles, et en outre pensent pouvoir violer les lois existantes (à savoir la loi spéciale d'août 1980) afin d'indiquer clairement que la Région de Bruxelles-Capitale souhaite vivre en paix et en bon voisinage avec les autres régions de ce pays.

N° 27 de MM. Johan DEMOL (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« *Ou se rend coupable de la promotion active ou passive d'une politique bruxelloise impérialiste à l'égard d'autres régions.* ».

JUSTIFICATION

Ces derniers temps, nous entendons dans la presse et les parlements des déclarations intransigeantes de la part de certains hommes politiques qui plaident en faveur d'une extension du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale. Ils plaident pour un *Anschluss* du territoire flamand entourant Bruxelles.

Het grondgebied dat bepaalde imperialistische politici voor hun *Anschluss* beogen maakt integraal deel uit van de provincie Vlaams-Brabant, en valt dus zonder enige discussie onder het Vlaams Gewest. Streven naar een aansluiting van delen van dit gebied bij Brussel is dan ook ene onverkapte vorm van gebiedsroof.

Deze *Anschluss*-politiek is een zeer gevaarlijke vorm van politiek, die in andere landen het verleden reeds geleid heeft tot oorlogen en ellende. De indianers vragen dan ook dat zulke imperialistische politiek scherp wordt veroordeeld.

Het argument dat een meerderheid van de inwoners van dit gebied Franstalig zou zijn is een non-argument. Laten we bijvoorbeeld maar eens de vergelijking maken met de kwestie Kosovo. Net als in Brussel en de Rand was in Kosovo de minderheid van vandaag honderd jaar geleden de meerderheid. Het is niet alleen het verschil in geboortecijfer dat de seculariserende Serviërs de das heeft omgedaan ten voordele van de islamitische Albanezen, daartoe was ook discriminatie nodig zoals men ook in België gewend is. Onder Mussolini hadden de Kosovaarse Albanezen hun groot-Albanië, wat hun de gelegenheid gaf om vele Serven te verdrijven, wier plaats ingenomen werd door inwijkelingen uit Albanië. Tito liet de Servische verdrevenen niet toe om terug naar hun haardsteden te trekken, terwijl onder zijn bewind de inwijking van Albanezen verder ging. En zo verloren de Serven hun Kosovo, terwijl de Vlamingen hun Brussel en vervolgens hun faciliteitengemeenten kwijtraakten.

Het is alleen al op historische gronden dat Vlaanderen op zijn verfranstste gebieden aanspraak kan maken; bijna als in de Burkeaanse opvatting van democratie, waarin de vorige generaties ook een soort stemrecht hebben, zodat zij vanuit het graf voor hun vertrouwd « Vlaams Brussel » blijven kiezen.

De huidige francofone bevolkingsmeerderheid is er dus enkel het gevolg van een doelbewuste imperialistische politiek, en kan dus geen enkel legitiem argument zijn om gebiedsroof te organiseren.

De indianers zijn dan ook van mening dat die partijen waarvan hun vertegenwoordigers openlijk pleiten voor deze *Anschluss*, en zodoende doelbewust een imperialistisch conflictmodel met alle mogelijke gevolgen van dien nastreven, en daarbij de bestaande wetten (i.c. de bijzondere wet van augustus 1980) denken te mogen overtreden, hun dotatie dient ontnomen te worden, teneinde een duidelijk signaal te geven dat het Brussels Gewest in vrede en goed nabuurschap wenst samen te leven met de andere gewesten in dit land.

Nr. 27 van de heren Johan DEMOL (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« *Of zich bezondigt aan het actief of passief promoten van een imperialistische Brusselse politiek ten aanzien van andere gewesten.* ».

VERANTWOORDING

De laatste tijd horen we in de pers en de parlementen stoere verklaringen van bepaalde politici die pleiten om het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk gewest uit te breiden. Ze pleiten in deze voor een *Anschluss* van Vlaams grondgebied bij het Brussels Gewest.

Il s'agit bien entendu d'une violation directe de l'article 2 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles qui décrit clairement la limite territoriale de la Région flamande : « (...) le territoire des provinces d'Anvers, de Flandre occidentale, de Flandre orientale et de Limbourg, ainsi que le territoire des arrondissements administratifs de Hal-Vilvorde et de Louvain. ».

Le territoire sur lequel lorgnent certains hommes politiques impérialistes fait donc partie intégrante de la province de Brabant flamand et dépend donc sans conteste de la Région flamande. Aspirer à annexer à Bruxelles des parties de ce territoire est donc une forme manifeste de vol de territoire.

Cette politique d'*Anschluss* est une forme de politique très dangereuse, qui a mené, par le passé, à la guerre et au malheur dans d'autres pays. Les auteurs demandent donc qu'une telle politique impérialiste soit fermement condamnée.

Avancer l'argument qu'une majorité des habitants de ce territoire seraient francophones n'en est pas un. Établissons, par exemple, une comparaison avec le Kosovo. Tout comme à Bruxelles et dans la périphérie, la minorité d'aujourd'hui au Kosovo avait été une majorité cent ans auparavant. Ce n'est pas seulement un différentiel des naissances qui a provoqué la perte des Serbes en voie de sécularisation par rapport aux Albanais islamistes, il a aussi fallu que s'y ajoute la discrimination tout comme c'est aussi le cas en Belgique aujourd'hui. Sous Mussolini, les Albanais du Kosovo avaient eu leur grande Albanie, ce qui leur avait donné l'occasion de chasser de nombreux Serbes pour les remplacer par des immigrants venus d'Albanie. Tito n'a pas autorisé les Serbes qui avaient été chassés à revenir dans leurs foyers alors que, sous son régime, l'immigration des Albanais se poursuivait. C'est ainsi que les Serbes ont perdu leur Kosovo tandis que les Flamands ont perdu leur Bruxelles et ensuite leurs communes à facilités.

C'est seulement sur des bases historiques que la Flandre peut revendiquer ses territoires francisés; presque comme dans la conception de la démocratie de Burke, où les générations précédentes bénéficient également d'une forme de droit de vote, et peuvent ainsi continuer à voter depuis leur tombe pour leur « Bruxelles flamand » familial.

La population majoritairement francophone d'aujourd'hui n'est donc rien d'autre que la conséquence d'une politique impérialiste intentionnelle, et ne peut servir d'argument légitime pour organiser un vol de territoire.

Les auteurs sont donc d'avis qu'il faut priver de leur dotation les partis dont les représentants plaident ouvertement pour cet *Anschluss*, et aspirent ainsi intentionnellement à un modèle conflictuel impérialiste avec toutes les conséquences possibles, et en outre pensent pouvoir violer les lois existantes (à savoir la loi spéciale d'août 1980) afin d'indiquer clairement que la Région de Bruxelles-Capitale souhaite vivre en paix et en bon voisinage avec les autres régions de ce pays.

N° 28 de MM. Jos VAN ASSCHE (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

Zulks is uiteraard een regelrechte inbreuk op artikel twee van de Bijzondere Wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, dat duidelijk de territoriale afbakening van het Vlaams Gewest omschrijft : het grondgebied van de provincies Antwerpen, Limburg, Oost-Vlaanderen, West-Vlaanderen en Vlaams-Brabant.

Het grondgebied dat bepaalde imperialistische politici voor hun *Anschluss* beogen maakt integraal deel uit van de provincie Vlaams-Brabant, en valt dus zonder enige discussie onder het Vlaams Gewest. Streven naar een aansluiting van delen van dit gebied bij Brussel is dan ook ene onverkapte vorm van gebiedsroof.

Deze *Anschluss*-politiek is een zeer gevaarlijke vorm van politiek, die in andere landen het verleden reeds geleid heeft tot oorlogen en ellende. De indianers vragen dan ook dat zulke imperialistische politiek scherp wordt veroordeeld.

Het argument dat een meerderheid van de inwoners van dit gebied Franstalig zou zijn is een non-argument. Laten we bijvoorbeeld maar eens de vergelijking maken met de kwestie Kosovo. Net als in Brussel en de Rand was in Kosovo de minderheid van vandaag honderd jaar geleden de meerderheid. Het is niet alleen het verschil in geboortecijfer dat de seculariserende Serviërs de das heeft omgedaan ten voordele van de islamitische Albanezen, daartoe was ook discriminatie nodig zoals men ook in België gewend is. Onder Mussolini hadden de Kosovaarse Albanezen hun groot-Albanië, wat hun de gelegenheid gaf om vele Serven te verdrijven, wier plaats ingenomen werd door inwijkelingen uit Albanië. Tito liet de Servische verdrevenen niet toe om terug naar hun haardsteden te trekken, terwijl onder zijn bewind de inwijking van Albanezen verder ging. En zo verloren de Serven hun Kosovo, terwijl de Vlamingen hun Brussel en vervolgens hun faciliteitengemeenten kwijtraakten.

Het is alleen al op historische gronden dat Vlaanderen op zijn verfranst gebieden aanspraak kan maken; bijna als in de Burkeaanse opvatting van democratie, waarin de vorige generaties ook een soort stemrecht hebben, zodat zij vanuit het graf voor hun vertrouwd « Vlaams Brussel » blijven kiezen.

De huidige francofone bevolkingsmeerderheid is er dus enkel het gevolg van een doelbewuste imperialistische politiek, en kan dus geen enkel legitiem argument zijn om gebiedsroof te organiseren.

De indianers zijn dan ook van mening dat die partijen waarvan hun vertegenwoordigers openlijk pleiten voor deze *Anschluss*, en zodoende doelbewust een imperialistisch conflictmodel met alle mogelijke gevolgen van dien nastreven, en daarbij de bestaande wetten (i.c. de bijzondere wet van augustus 1980) denken te mogen overtreden, hun dotatie dient ontnomen te worden, teneinde een duidelijk signaal te geven dat het Brussels Gewest in vrede en goed nabuurschap wenst samen te leven met de andere gewesten in dit land.

Johan DEMOL (N)
Jos VAN ASSCHE (N)

Nr. 28 van de heren Jos VAN ASSCHE (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« *Ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis au Rwanda au cours des années 90 du 20^e siècle, et de la responsabilité de l'État belge dans ce génocide.* ».

JUSTIFICATION

En 1948, l'ONU adopta une résolution qui décrivait en 19 articles comment prévenir et punir le génocide. Il avait été convenu que la collaboration internationale était une nécessité en cas de génocide. Cela signifie qu'en cas de génocide, la communauté internationale est tenue d'intervenir. Malheureusement cela signifie que la majorité des États membres hésitent longtemps avant de considérer qu'un massacre est un génocide, afin d'échapper à cette obligation. La définition que cette convention internationale donne du génocide est la suivante : « Le génocide s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein d'un groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants d'un groupe à un autre groupe. ».

Avant l'arrivée du colonisateur belge, il était question au Rwanda de deux classes sociales aux délimitations floues. L'administration coloniale utilisa la classe sociale élevée des Tutsis en leur confiant des postes administratifs. Les deux groupes furent ainsi dressés l'un contre l'autre, ce qui entraîna la formation de deux identités ethniques différentes. L'identité ethnique fut renforcée par l'introduction de cartes d'identité indiquant si le détenteur était Hutu ou Tutsi. On vit apparaître un mythe sur l'origine. Les Tutsis seraient à l'origine des éleveurs en provenance d'Éthiopie. Cet argument fut utilisé dans les pogroms qui ont eu lieu à partir des années 1950, pour justifier pourquoi les Tutsis n'auraient pas leur place au Rwanda.

Bien que les Hutus représentaient quelque 90 % de la population, ils ont été dominés dans le passé par la minorité tutsi. Après l'accession à l'indépendance par rapport à la Belgique en 1962, la majorité hutu arriva au pouvoir et les Tutsis furent victimes de discriminations et de menaces. Plus de 200.000 Tutsis fuirent vers les pays voisins où ils formèrent une armée de guérilla, le Front patriotique rwandais (FPR).

En 1990, cette armée envahit le Rwanda. Après une période de combats au cours de laquelle le FPR a contraint des milliers de Hutus fuir et où plus de 1.000 civils tutsis ont été assassinés dans des pogroms, il fut convenu en 1992 que le FPR ferait partie du gouvernement et intégrerait l'armée rwandaise.

Lorsque le président hutu du Burundi voisin fut assassiné, il y eut un fort regain de tension. Une mission de paix de l'ONU fut envoyée au Rwanda afin de maintenir l'équilibre instable entre le gouvernement hutu et les rebelles tutsis. Des extrémistes hutus dressèrent en secret une liste des Tutsis en vue et des Hutus modérés qu'ils souhaitaient tuer le moment venu.

Sur cette liste figuraient aussi le président rwandais Habyarimana et le nouveau président du Burundi, qui menaient des pourparlers de paix avec les rebelles tutsis. Alors qu'ils revenaient d'une rencontre en Tan-

« *Of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide in de jaren '90 van de 20ste eeuw in Rwanda, en de verantwoordelijk in deze van de Belgische Staat.* ».

VERANTWOORDING

In 1948 nam de VN een resolutie aan. Hierin werd in 19 artikelen beschreven hoe genocide moet worden voorkomen en gestraft. Er werd afgesproken dat in geval van genocide internationale samenwerking noodzakelijk is. Dit betekent dat de internationale gemeenschap in het geval van genocide verplicht is in te grijpen. Helaas betekent dit dat de meeste lidstaten lang aarzelen alvorens massamoorden als genocide aan te merken, om onder deze verplichting uit te komen. De definitie in deze internationale conventie luidt als volgt : « Genocide betekent een van de volgende daden, gepleegd met de intentie een nationale, etnische, raciale of religieuze groep gedeeltelijk of totaal te vernietigen. Hieronder vallen :

- a) Vermoorden van leden van de groep;
- b) Veroorzaken van ernstige geestelijke of lichamelijke schade aan leden van de groep;
- c) Het opzettelijk implementeren van leefomstandigheden die gericht zijn op gedeeltelijke of totale fysieke vernietiging van de groep;
- d) Maatregelen die erop gericht zijn geboorten binnen een groep te verhinderen;
- e) Het onder dwang transformeren van kinderen van de ene groep naar een andere groep. ».

Vóór de komst van de Belgische koloniale overheerser was er in Rwanda sprake van twee sociale klassen waartussen de grens lang niet altijd duidelijk getrokken kon worden. Het koloniale bewind gebruikte de hogere sociale Tutsi-klasse door hen op administratieve posten te benoemen. De twee groepen werden zo tegen elkaar uitgespeeld, wat de vorming van twee onderscheiden etnische identiteiten in de hand werkte. De etnische identiteit werd versterkt door de invoering van pasjes waarop stond of iemand Hutu of Tutsi was. Er ontstond mythevorming over de afstamming. De Tutsi zouden van oorsprong veetelers zijn afkomstig uit Ethiopië. In de pogroms die vanaf de jaren '50 plaatsvonden werd dit als argument gebruikt waarom Tutsi niet zouden thuishoren in Rwanda.

Hoewel de Hutu zo'n 90 % van de bevolking vormden, werden zij in het verleden dus gedomineerd door de Tutsi minderheid. Na de onafhankelijkheid van België in 1962, kwam de Hutu meerderheid aan de macht en werden Tutsi's gediscrimineerd en bedreigd. Meer dan 200.000 Tutsi's vluchtten naar omliggende landen waar zij een guerrillaleger vormden, het Rwandees Patriottisch Front (RPF).

In 1990 viel dit leger Rwanda binnen. Na een periode van strijd waarin het RPF duizenden Hutu's op vlucht had doen slaan en in pogroms meer dan 1000 Tutsi burgers waren vermoord, werd er in september 1992 afgesproken dat het RPF deel uit zou maken van de regering en het Rwandese leger.

Op het moment dat de Hutu-president van buurland Burundi werd vermoord, namen de spanningen aanzienlijk toe. Een vredesmissie van de VN werd naar Rwanda gestuurd om het wankele evenwicht tussen de Hutu regering en de Tutsi rebellen te bewaren. Extremistische Hutu's stelden in het geheim een lijst samen van prominente Tutsi's en gematigde Hutu's die zij – wanneer de mogelijkheid zich voor zou doen – om het leven wilden brengen.

Op deze lijst stonden ook de Rwandese president Habyarimana en de nieuwe president van Burundi, die vredesbesprekingen voerden met Tutsi rebellen. Toen zij op 6 april 1994 van een bespreking in Tanzania terug-

zanie, leur avion fut abattu par des missiles au-dessus du Rwanda le 6 avril 1994. Après leur mort, on assista au déclenchement d'une spirale de violence, lorsque les extrémistes hutus commencèrent à éliminer les personnes figurant sur leur liste.

Les massacres perpétrés par les milices hutus s'étendirent à l'ensemble du pays, les Tutsis étaient tués à coups de machettes, de gourdins et de fusils. En outre, suite à la prise de mauvaises décisions par le haut-commandement de l'armée belge, dix casques bleus belges furent aussi torturés et assassinés. Les États Unis, la France, la Belgique et l'Italie ne savaient pas à quel rythme ils devaient rapatrier leurs soldats. Tant l'ONU que les États Unis ont évité d'utiliser le terme de « génocide », vu qu'ils auraient alors été obligés d'intervenir. Au lieu de cela, on considéra les massacres comme « une pause dans le cessez-le-feu entre Tutsis et Hutus. ».

Après le départ des dernières troupes de l'ONU (à l'exception de 200 hommes), les milices extrémistes hutus profitèrent de l'opportunité. Les familles tutsis furent tuées en masse. Les cartes d'identité indiquant l'ethnie héritées de l'époque coloniale permettaient de savoir qui était tutsi ou non. La radio publique attisa la haine par une propagande qui décrivait les Tutsis comme des cafards à détruire. « Qui nous aidera à remplir les tombes ? » scandait la radio sur un fond de musique swing et de blagues grivoises. Les extrémistes hutus requèrent l'aide des médecins, des avocats, des journalistes et des scientifiques ainsi que de jeunes chômeurs et de paysans hutus qui ont tuèrent des Tutsis pour s'emparer de leurs biens.

De nombreux Tutsis se réfugièrent dans des églises, ce qui ironiquement allait hâter leur fin. À Musha, 1.200 Tutsis qui s'étaient cachés dans une église furent tués lors d'un massacre qui dura une journée entière.

D'innombrables histoires et témoignages oculaires rapportent les événements les plus horribles. Des parents ont ainsi été forcés de tuer leurs enfants, des femmes enceintes ont été éventrées vivantes et des gens les tripes à l'air et amputés agonisaient lentement.

Entre-temps, le monde regardait la rivière Kiraga charrier des milliers de corps vers le lac Victoria. Les meurtres ne cessèrent qu'en juillet 1994, lorsque les rebelles tutsis des pays voisins vainquirent les milices hutus. Un dixième de la population, environ 800.000 personnes, avait déjà été assassiné. (chiffres Genocide Infocentrum)

N° 29 de MM. Jos VAN ASSCHE (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« Ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis au Rwanda au cours des années 90 du 20^e siècle, et de la responsabilité de l'État belge dans ce génocide. ».

JUSTIFICATION

En 1948, l'ONU adopta une résolution qui décrivait en 19 articles comment prévenir et punir le génocide. Il avait été convenu que la collaboration internationale était une nécessité en cas de génocide. Cela signifie qu'en cas de génocide, la communauté internationale est tenue d'intervenir. Malheureusement cela signifie que la majorité des États membres

vlogen, werd het vliegtuigje in Rwanda neergeschoten door raketten. Na hun dood kwam er een spiraal van geweld op gang, toen Hutu extremisten hun dodenlijst begonnen af te werken.

De moordpartijen door Hutu militieën verbreidden zich over het hele land, waarbij Tutsi burgers werden vermoord met machetes, knuppels en geweren. Hierbij werden door foutieve beslissingen van de Belgische leger ook tien Belgische soldaten van de VN vredesmissie gemarteld en vermoord. De Verenigde Staten, Frankrijk, België en Italië wisten niet hoe snel ze hun eigen soldaten naar huis moesten laten terugkeren. Zowel de VN als de VS ontweken het gebruik van de term genocide, aangezien dat zou betekenen dat zij dan actie moesten ondernemen. In plaats daarvan werden de moordpartijen afgedaan als een « pauze in het staakt-het-vuren tussen Tutsi's en Hutu's ».

Nadat de overgebleven VN-troepen zich hadden teruggetrokken (op 200 man na), zagen extremistische Hutu militieën hun kans schoon. Op grote schaal werden Tutsi families vermoord. De « stammen » pasjes uit de koloniale tijd toonden aan wie Tutsi was en wie niet. Op de staatsradio werd de haat aangewakkerd door middel van propaganda waarin Tutsi's werden afgeschilderd als kakkerlakken die vernietigd moesten worden. « Wie helpt ons het graf te vullen ? » scandeerde de radiozender onder begeleiding van swingende muziek en schuine moppen. De Hutu extremisten werden geholpen door de professionele klasse van dokters, advocaten, journalisten en wetenschappers samen met werkeloze Hutu jongeren en boeren die Tutsi's vermoordden om hun bezittingen te stelen.

Veel Tutsi's vluchtten naar kerken, wat ironisch genoeg juist hun ondergang zou betekenen. In Musha kwamen 1.200 Tutsi's die zich schuilhielden in een kerk om het leven in een moordpartij die een hele dag duurde.

Tallose verhalen en ooggetuigenverslagen zijn opgetekend van de meest gruwelijke gebeurtenissen. Zo werden ouders gedwongen hun kinderen te doden, zwangere vrouwen werden levend opgesneden en mensen met uitpuilende ingewanden en afgehakte lichaamsdelen stierven een langzame dood.

Ondertussen keek de wereld toe hoe duizenden lichamen de Kigara rivier afdreven op weg naar het Victoria-meer. De moorden stopten pas toen Tutsi rebellen uit buurlanden in juli 1994 de Hutu militieën versloegen. Een tiende van de bevolking, zo'n 800.000 mensen, waren toen reeds vermoord. (cijfers Genocide Infocentrum)

Nr. 29 van de heren Jos VAN ASSCHE (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« Of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide in de jaren '90 van de 20^e eeuw in Rwanda, en de verantwoordelijk in deze van de Belgische Staat. ».

VERANTWOORDING

In 1948 nam de VN een resolutie aan. Hierin werd in 19 artikelen beschreven hoe genocide moet worden voorkomen en gestraft. Er werd afgesproken dat in geval van genocide internationale samenwerking noodzakelijk is. Dit betekent dat de internationale gemeenschap in het geval van genocide verplicht is in te grijpen. Helaas betekent dit dat de meeste

hésitent longtemps avant de considérer qu'un massacre est un génocide, afin d'échapper à cette obligation. La définition que cette convention internationale donne du génocide est la suivante : « Le génocide s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein d'un groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants d'un groupe à un autre groupe. ».

Avant l'arrivée du colonisateur belge, il était question au Rwanda de deux classes sociales aux délimitations floues. L'administration coloniale utilisa la classe sociale élevée des Tutsis en leur confiant des postes administratifs. Les deux groupes furent ainsi dressés l'un contre l'autre, ce qui entraîna la formation de deux identités ethniques différentes. L'identité ethnique fut renforcée par l'introduction de cartes d'identité indiquant si le détenteur était Hutu ou Tutsi. On vit apparaître un mythe sur l'origine. Les Tutsis seraient à l'origine des éleveurs en provenance d'Éthiopie. Cet argument fut utilisé dans les pogroms qui ont eu lieu à partir des années 1950, pour justifier pourquoi les Tutsis n'auraient pas leur place au Rwanda.

Bien que les Hutus représentaient quelque 90 % de la population, ils ont été dominés dans le passé par la minorité tutsi. Après l'accession à l'indépendance par rapport à la Belgique en 1962, la majorité hutu arriva au pouvoir et les Tutsis furent victimes de discriminations et de menaces. Plus de 200.000 Tutsis fuirent vers les pays voisins où ils formèrent une armée de guérilla, le Front patriotique rwandais (FPR).

En 1990, cette armée envahit le Rwanda. Après une période de combats au cours de laquelle le FPR a contraint des milliers de Hutus fuir et où plus de 1.000 civils tutsis ont été assassinés dans des pogroms, il fut convenu en 1992 que le FPR ferait partie du gouvernement et intégrerait l'armée rwandaise.

Lorsque le président hutu du Burundi voisin fut assassiné, il y eut un fort regain de tension. Une mission de paix de l'ONU fut envoyée au Rwanda afin de maintenir l'équilibre instable entre le gouvernement hutu et les rebelles tutsis. Des extrémistes hutus dressèrent en secret une liste des Tutsis en vue et des Hutus modérés qu'ils souhaitaient tuer le moment venu.

Sur cette liste figuraient aussi le président rwandais Habyarimana et le nouveau président du Burundi, qui menaient des pourparlers de paix avec les rebelles tutsis. Alors qu'ils revenaient d'une rencontre en Tanzanie, leur avion fut abattu par des missiles au-dessus du Rwanda le 6 avril 1994. Après leur mort, on assista au déclenchement d'une spirale de violence, lorsque les extrémistes hutus commencèrent à éliminer les personnes figurant sur leur liste.

Les massacres perpétrés par les milices hutus s'étendirent à l'ensemble du pays, les Tutsis étaient tués à coups de machettes, de gourdins et de fusils. En outre, suite à la prise de mauvaises décisions par le haut-commandement de l'armée belge, dix casques bleus belges furent aussi torturés et assassinés. Les États Unis, la France, la Belgique et l'Italie ne savaient pas à quel rythme ils devaient rapatrier leurs soldats. Tant l'ONU que les États Unis ont évité d'utiliser le terme de « génocide », vu qu'ils auraient alors été obligés d'intervenir. Au lieu de cela, on considéra les massacres comme « une pause dans le cessez-le-feu entre Tutsis et Hutus. ».

lidstaten lang aarzelen alvorens massamoorden als genocide aan te merken, om onder deze verplichting uit te komen. De definitie in deze internationale conventie luidt als volgt : « Genocide betekent een van de volgende daden, gepleegd met de intentie een nationale, etnische, raciale of religieuze groep gedeeltelijk of totaal te vernietigen. Hieronder vallen :

- a) Vermoorden van leden van de groep;
- b) Veroorzaken van ernstige geestelijke of lichamelijke schade aan leden van de groep;
- c) Het opzettelijk implementeren van leefomstandigheden die gericht zijn op gedeeltelijke of totale fysieke vernietiging van de groep;
- d) Maatregelen die erop gericht zijn geboorten binnen een groep te verhinderen;
- e) Het onder dwang transformeren van kinderen van de ene groep naar een andere groep. ».

Vóór de komst van de Belgische koloniale overheerser was er in Rwanda sprake van twee sociale klassen waartussen de grens lang niet altijd duidelijk getrokken kon worden. Het koloniale bewind gebruikte de hogere sociale Tutsi-klasse door hen op administratieve posten te benoemen. De twee groepen werden zo tegen elkaar uitgespeeld, wat de vorming van twee onderscheiden etnische identiteiten in de hand werkte. De etnische identiteit werd versterkt door de invoering van pasjes waarop stond of iemand Hutu of Tutsi was. Er ontstond mythevorming over de afstamming. De Tutsi zouden van oorsprong veetelers zijn afkomstig uit Ethiopië. In de pogroms die vanaf de jaren '50 plaatsvonden werd dit als argument gebruikt waarom Tutsi niet zouden thuishoren in Rwanda.

Hoewel de Hutu zo'n 90 % van de bevolking vormden, werden zij in het verleden dus gedomineerd door de Tutsi minderheid. Na de onafhankelijkheid van België in 1962, kwam de Hutu meerderheid aan de macht en werden Tutsi's gediscrimineerd en bedreigd. Meer dan 200.000 Tutsi's vluchtten naar omliggende landen waar zij een guerrillaleger vormden, het Rwandees Patriotisch Front (RPF).

In 1990 viel dit leger Rwanda binnen. Na een periode van strijd waarin het RPF duizenden Hutu's op vlucht had doen slaan en in pogroms meer dan 1000 Tutsi burgers waren vermoord, werd er in september 1992 afgesproken dat het RPF deel uit zou maken van de regering en het Rwandese leger.

Op het moment dat de Hutu-president van buurland Burundi werd vermoord, namen de spanningen aanzienlijk toe. Een vredesmissie van de VN werd naar Rwanda gestuurd om het wankele evenwicht tussen de Hutu regering en de Tutsi rebellen te bewaren. Extremistische Hutu's stelden in het geheim een lijst samen van prominente Tutsi's en gematigde Hutu's die zij – wanneer de mogelijkheid zich voor zou doen – om het leven wilden brengen.

Op deze lijst stonden ook de Rwandese president Habyarimana en de nieuwe president van Burundi, die vredesbesprekingen voerden met Tutsi rebellen. Toen zij op 6 april 1994 van een bespreking in Tanzania terugvlogen, werd het vliegtuigje in Rwanda neergeschoten door raketten. Na hun dood kwam er een spiraal van geweld op gang, toen Hutu extremisten hun dodenlijst begonnen af te werken.

De moordpartijen door Hutu milities verbreidden zich over het hele land, waarbij Tutsi burgers werden vermoord met machetes, knuppels en geweren. Hierbij werden door foutieve beslissingen van de Belgische leger ook tien Belgische soldaten van de VN vredesmissie gemarteld en vermoord. De Verenigde Staten, Frankrijk, België en Italië wisten niet hoe snel ze hun eigen soldaten naar huis moesten laten terugkeren. Zowel de VN als de VS ontweken het gebruik van de term genocide, aangezien dat zou betekenen dat zij dan actie moesten ondernemen. In plaats daarvan werden de moordpartijen afgedaan als een « pauze in het staakt-het-vuren tussen Tutsi's en Hutu's ».

Après le départ des dernières troupes de l'ONU (à l'exception de 200 hommes), les milices extrémistes hutus profitèrent de l'opportunité. Les familles tutsis furent tuées en masse. Les cartes d'identité indiquant l'ethnie héritées de l'époque coloniale permettaient de savoir qui était tutsi ou non. La radio publique attisa la haine par une propagande qui décrivait les Tutsis comme des cafards à détruire. « Qui nous aidera à remplir les tombes ? » scandait la radio sur un fond de musique swing et de blagues grivoises. Les extrémistes hutus reçurent l'aide des médecins, des avocats, des journalistes et des scientifiques ainsi que de jeunes chômeurs et de paysans hutus qui ont tuèrent des Tutsis pour s'emparer de leurs biens.

De nombreux Tutsis se réfugièrent dans des églises, ce qui ironiquement allait hâter leur fin. À Musha, 1.200 Tutsis qui s'étaient cachés dans une église furent tués lors d'un massacre qui dura une journée entière.

D'innombrables histoires et témoignages oculaires rapportent les événements les plus horribles. Des parents ont ainsi été forcés de tuer leurs enfants, des femmes enceintes ont été éventrées vivantes et des gens les tripes à l'air et amputés agonisaient lentement.

Entre-temps, le monde regardait la rivière Kiraga charrier des milliers de corps vers le lac Victoria. Les meurtres ne cessèrent qu'en juillet 1994, lorsque les rebelles tutsis des pays voisins vainquirent les milices hutus. Un dixième de la population, environ 800.000 personnes, avait déjà été assassiné. (chiffres Genocide Infocentrum)

N° 30 de M. Johan DEMOL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« *Ou lorsque celui-ci se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des crimes commis par la dictature communiste dans l'ex-RDA contre les dissidents politiques et religieux.* »

JUSTIFICATION

La RDA est née le 7 octobre 1949 avec l'entrée en vigueur de sa constitution, un peu plus de quatre mois après la RFA. La création de ces deux États va institutionnaliser la division de l'Allemagne d'après guerre. La RDA a cessé d'exister le 3 octobre 1990, jour de sa réunification avec la Bundesrepublik.

La RDA était un État communiste dirigé par le parti communiste SED (*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*). Le SED est né de la fusion forcée entre le SPD et le KPD. Le SED était dirigé par un comité central et un politburo. Les autres partis politiques étaient autorisés mais n'avaient pas de véritable pouvoir. Il y avait le CDUD (*Christlich-Demokratische Union Deutschlands*), le LDPD (*Liberaldemokratische Partei Deutschlands*), le DBD (*Demokratische Bauernpartei Deutschlands*) et le NDPD (*Nationaldemokratische Partei Deutschlands*). Tous ces partis et

Nadat de overgebleven VN-troepen zich hadden teruggetrokken (op 200 man na), zagen extremistische Hutu militieën hun kans schoon. Op grote schaal werden Tutsi families vermoord. De « stammen » pasjes uit de koloniale tijd toonden aan wie Tutsi was en wie niet. Op de staatsradio werd de haat aangewakkerd door middel van propaganda waarin Tutsi's werden afgeschilderd als kakkerlakken die vernietigd moesten worden. « Wie helpt ons het graf te vullen ? » scandeerde de radiozender onder begeleiding van swingende muziek en schuine moppen. De Hutu extremisten werden geholpen door de professionele klasse van dokters, advocaten, journalisten en wetenschappers samen met werkeloze Hutu jongeren en boeren die Tutsi's vermoordden om hun bezittingen te stelen.

Veel Tutsi's vluchtten naar kerken, wat ironisch genoeg juist hun ondergang zou betekenen. In Musha kwamen 1.200 Tutsi's die zich schuilhielden in een kerk om het leven in een moordpartij die een hele dag duurde.

Tallose verhalen en ooggetuigenverslagen zijn opgetekend van de meest gruwelijke gebeurtenissen. Zo werden ouders gedwongen hun kinderen te doden, zwangere vrouwen werden levend opengesneden en mensen met uitpuilende ingewanden en afgehakte lichaamsdelen stierven een langzame dood.

Ondertussen keek de wereld toe hoe duizenden lichamen de Kigara rivier afdreven op weg naar het Victoria-meer. De moorden stopten pas toen Tutsi rebellen uit buurlanden in juli 1994 de Hutu militieën versloegen. Een tiende van de bevolking, zo'n 800.000 mensen, waren toen reeds vermoord. (cijfers Genocide Infocentrum)

Jos VAN ASSCHE (N)
Johan DEMOL (N)

Nr. 30 van de heer Johan DEMOL (N) et mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« *Of wanneer deze zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de misdaden die de communistische dictatuur in het voormalige Oost-Duitsland pleegde tegen politieke en religieuze dissidenten.* »

VERANTWOORDING

De DDR ontstond op 7 oktober 1949 met het van kracht worden van de grondwet, ruim vier maanden na de Bondsrepubliek Duitsland. Door de stichting van deze twee staten was de tweedeling van het na oorlogse Duitsland een feit. De DDR hield op 3 oktober 1990 op te bestaan, toen het grondgebied deel ging uitmaken van de Bondsrepubliek.

De DDR was een communistische staat die geregeerd werd door de communistische partij SED (*Socialistische Eenheidspartij Duitsland*). De SED kwam tot stand na een gedwongen fusie tussen de SPD (*Sociaal-Democratische Partij van Duitsland*) en de KPD (*Communistische Partij van Duitsland*). De SED werd bestuurd door een centraal comité en een politburo. Andere politieke partijen waren toegestaan, maar hadden geen werkelijke macht. De andere partijen waren : de CDUD (*Christlich Demokratische Union Deutschlands*), de LDPD (*Liberaldemokratische Partei*

le SED ainsi que les autres organisations de masse (syndicat, syndicat des femmes, *Freie Deutsche Jugend, Kulturbund*) étaient réunis au sein d'un ensemble appelé Nationale Front. On ne pouvait donc pas parler d'une réelle démocratie en RDA. Dans les faits, l'opposition était interdite vu que les partis ne pouvaient et n'avaient l'autorisation d'exister que par la grâce du SED. L'organe suprême de l'État était le *Volkskammer* (parlement).

Le SED y détenait 127 sièges, les autres partis en détenaient chacun 52. La fonction de chef de l'État fut occupée de 1949, année de la création de la RDA, à 1960 par un président, Wilhelm Pieck. Après sa mort, le président du Staatsrat serait aussi le chef de l'État.

En 1950, Walter Ulbricht devint secrétaire-général du SED, la plus haute fonction de la RDA. Le pouvoir du président Pieck et du premier ministre Otto Grotewohl était formel, surtout cérémoniel. Après qu'Ulbricht a pris la tête du parti, le SED s'est transformé de parti modéré en marxiste-léniniste orthodoxe. Tout comme le chancelier ouest-allemand Konrad Adenauer, Ulbricht voulait réunifier la RDA et la RFA. Toutefois, Ulbricht rêvait d'une Allemagne unitaire marxiste, tandis qu'Adenauer rêvait d'une Allemagne tournée à l'ouest. Les rapports entre la RDA et la RFA étaient difficiles. En 1952, la RDA, qui jusque là avait été un État fédéral, fut réformée pour devenir un État unitaire centralisé. Les entités fédérées furent divisées en districts (Bezirken) dirigés par les secrétaires de parti du SED. La répression impitoyable qui caractérisa la RDA entre 1950 et 1953 pris fin à la mort du dirigeant russe Staline en 1953. Toutefois, la RDA connut en 1953 un important soulèvement, particulièrement hostile au pouvoir officiel.

En 1956, la RDA adhéra au Pacte de Varsovie. En 1959, une crise éclata entre l'URSS et la RFA parce que l'URSS tentait de persuader la RFA de reconnaître la RDA. Comme les Allemands de l'Est qualifiés étaient de plus en plus nombreux à tenter de fuir vers Berlin-Ouest, la direction du parti décida de bâtir un mur sur la frontière entre Berlin-Est et Berlin-Ouest. La construction du mur, que la RDA qualifiait de mur de défense contre le fascisme, débuta en 1961 en dépit des protestations internationales. Les personnes qui tentaient de fuir étaient abattues par les gardes frontières.

En 1960, le président Wilhelm Pieck décédait et les dirigeants de la RDA décidèrent de remplacer la fonction de président par une direction collective, le Staatsrat. Walter Ulbricht, le chef du parti fut élu Président du Staatsrat. Le plus grand parti et la fonction la plus importante de l'État étaient désormais aux mains d'une seule personne.

Au cours de ses quarante années d'existence, la RDA fut confrontée en permanence à deux problèmes structurels: un développement économique difficile (voir à ce sujet le chapitre consacré à l'économie), d'une part, et un manque de crédibilité politique du pays même d'autre part. Ces problèmes ont suscité un vif mécontentement au sein de la population est-allemande. Au cours des années 1950, des centaines de milliers de citoyens ont fui à l'Ouest. La construction du Mur de Berlin en 1961 mit fin à cet exode sans pour autant résoudre le problème. Même après la construction du Mur, l'économie est-allemande de planification est restée inefficace et a continué à mal fonctionner en dépit de quelques petits succès économiques.

Depuis le début, une partie de la population n'a pas soutenu le « communisme sur le sol allemand ». En 1953, il y a même eu un soulèvement contre le régime du SED, qui fut maté par les chars russes. Le SED a sans cesse tenté d'accroître la légitimité de la RDA en réprimant l'opposition, en recourant à la propagande intense, en recherchant les succès économiques et en cherchant à obtenir la reconnaissance internationale. Mais dans les années 1980, il est apparu clairement que la propagande ne fonctionnait pas et que la confiance dans le régime du SED était au plus bas aussi à cause de la terreur que faisait régner la Stasi – les services secrets redoutés.

Deutschlands), de BDB (*Demokratische Bauernpartei Deutschlands*) en de NDPD (*Nationaldemokratische Partei Deutschlands*). Al deze partijen waren samen met de SED en de andere massaorganisaties (vakbond, vrouwenbond, *Freie Deutsche Jugend, Kulturbund*) verenigd in het Nationale Front. Er was in de DDR dus geen sprake van werkelijke democratie. Echte oppositie was er verboden, aangezien de partijen slechts konden en mochten bestaan bij gratie van de SED. Het hoogste orgaan van de staat was de *Volkskammer* (volksvertegenwoordiging).

De SED had 127 zetels in de Volkskammer, de overige partijen ieder 52 zetels. Het ambt van staatshoofd werd vanaf de oprichting van de DDR in 1949 tot 1960 vervuld door een president, Wilhelm Pieck. Na zijn dood gold de voorzitter van de Staatsraad als staatshoofd.

In 1950 werd Walter Ulbricht secretaris-generaal van de SED, het belangrijkste ambt in de DDR. De macht van president Pieck en premier Otto Grotewohl was formeel vooral ceremonieel. Nadat Ulbricht partijchef was geworden, veranderde de gematigde koers van de SED, zij werd een orthodox marxistisch-leninistische partij. Ulbricht streefde net als de West-Duitse bondskanselier Konrad Adenauer naar eenwording van de DDR en de Bondsrepubliek Duitsland (BRD). Alleen wilde Ulbricht dat geheel Duitsland een marxistische eenheidsstaat werd, terwijl Adenauer naar een op het Westen gericht Duitsland streefde. De verhouding tussen de DDR en de BRD was stroef. In 1952 werd de DDR, tot dan toe een bondsrepubliek, omgevormd tot een gecentraliseerde eenheidsstaat. De deelstaten werden opgesplitst in districten (Bezirken) die onder leiding van kwamen te staan van partijsecretarissen van de SED. De keiharde repressie die de DDR tussen de 1950 en 1953 kenmerkte kwam na de dood van de Russische leider Stalin in 1953 ten einde. Toch was er in 1953 wel een grote opstand in Oost-Duitsland, die scherp gekant was tegen het officiële beleid.

In 1956 trad de DDR toe tot het Warschau-pact. In 1959 ontstond er een crisis tussen de USSR en de BRD, omdat de USSR probeerde de BRD over te halen om de DDR te erkennen. Omdat steeds meer goed opgeleide Oost-Duitsers naar West-Berlijn probeerden te vluchten, besloot de partijleiding van de DDR om een muur op te richten op de grens van Oost- en West-Berlijn. Ondanks de internationale protesten kwam de door de Oost-Duitse leiding genoemde « Antifascistische verdedigingswal » er wel. In 1961 begon men aan de bouw. Mensen die probeerden te vluchten werden door de grenswachten neergeschoten.

In 1960 overleed president Wilhelm Pieck en de leiding van de DDR besloot om het ambt van president te vervangen door dat van een collectief staatshoofd, de Staatsraad. Partijchef Walter Ulbricht werd tot Voorzitter van de Staatsraad gekozen. De belangrijkste partij en staatsfunctie waren nu in één persoon verenigd.

Tijdens de veertig jaar van haar bestaan heeft de DDR voortdurend met twee structurele problemen te kampen gehad. In de eerste plaats de moeizame economische ontwikkeling (zie hiervoor ook het hoofdstuk Economie), in de tweede plaats een gebrek aan politieke geloofwaardigheid in eigen land. Deze problemen leidden tot grote ontevredenheid bij de Oost-Duitse bevolking. Honderdduizenden burgers vluchtten in de jaren vijftig naar het Westen. De bouw van de Berlijnse Muur in 1961 maakte een einde aan deze vluchtelingenstroom. De problemen waren hierdoor echter niet opgelost. Ook na de bouw van de Muur bleef de Oost-Duitse planeconomie ondanks enkele kleine economische successen inefficiënt en gebrekkig functioneren.

Een deel van de bevolking ondersteunde vanaf het begin het « communisme op Duitse bodem » niet. In 1953 brak zelfs een opstand uit tegen het SED-regime, die door Russische tanks werd neergeslagen. De SED heeft voortdurend geprobeerd om door onderdrukking van de oppositie, felle propaganda, het jagen op economische successen en het streven naar internationale erkenning de legitimiteit van de DDR te vergroten. In de jaren tachtig werd echter duidelijk dat de propaganda niet werkte en dat het vertrouwen in de SED-regering, mede door de terreur van de Stasi – de gevreesde geheime dienst – een absoluut dieptepunt had bereikt.

Le régime socialo-communiste de la RDA a des milliers de morts sur la conscience en raison de sa politique de terreur et de répression, qui consistait à abattre ceux qui voulaient fuir à l'Ouest et à enfermer et exécuter les dissidents dans des camps disciplinaires.

Minimiser, nier ou justifier cette terreur politique serait une gifle directe non seulement aux milliers de victimes de la dictature est-allemande mais aussi à tous les Allemands et tous les Européens qui ont souffert sous le joug des dictatures socialo-communistes en Europe de l'Est.

N° 31 de M. Johan DEMOL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« Ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des crimes commis par la dictature communiste dans l'ex-RDA contre les dissidents politiques et religieux. ».

JUSTIFICATION

La RDA est née le 7 octobre 1949 avec l'entrée en vigueur de sa constitution, un peu plus de quatre mois après la RFA. La création de ces deux États va institutionnaliser la division de l'Allemagne d'après guerre. La RDA a cessé d'exister le 3 octobre 1990, jour de sa réunification avec la Bundesrepublik.

La RDA était un État communiste dirigé par le parti communiste SED (*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*). Le SED est né de la fusion forcée entre le SPD (...) et le KPD (...). Le SED était dirigé par un comité central et un politburo. Les autres partis politiques étaient autorisés mais n'avaient pas de véritable pouvoir. Il y avait le CDUD (*Christlich-Demokratische Union Deutschlands*), le LDPD (*Liberaldemokratische Partei Deutschlands*), le DBD (*Demokratische Bauernpartei Deutschlands*) et le NDPD (*Nationaldemokratische Partei Deutschlands*). Tous ces partis et le SED ainsi que les autres organisations de masse (syndicat, syndicat des femmes, *Freie Deutsche Jugend, Kulturbund*) étaient réunis au sein d'un ensemble appelé Nationale Front. On ne pouvait donc pas parler d'une réelle démocratie en RDA. Dans les faits, l'opposition était interdite vu que les partis ne pouvaient et n'avaient l'autorisation d'exister que par la grâce du SED. L'organe suprême de l'État était le *Volkskammer* (parlement).

Le SED y détenait 127 sièges, les autres partis en détenaient chacun 52. La fonction de chef de l'État fut occupée de 1949, année de la création de la RDA, à 1960 par un président, Wilhelm Pieck. Après sa mort, le président du Staatsrat serait aussi le chef de l'État.

Het socialistisch-communistische regime van de DDR heeft door haar politiek van terreur en onderdrukking, waarbij mensen die naar het Westen wilden vluchten werden neergeschoten, en waarbij dissidenten in strafkampen werden opgesloten en werden geëxecuteerd, vele duizenden doden op haar geweten.

Deze politieke terreur minimaliseren, ontkennen of goedpraten zou een regelrechte slag in het gezicht zijn, niet alleen van de duizenden slachtoffers van de Oost-Duitse dictatuur, maar tevens van alle Duitsers en alle Europeanen die geleden hebben onder de vuist van de socialistisch-communistische dictaturen in Oost-Europa.

Nr. 31 van de heer Johan DEMOL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« *Of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de misdaden die de communistische dictatuur in het voormalige Oost-Duitsland pleegde tegen politieke en religieuze dissidenten.* ».

VERANTWOORDING

De DDR ontstond op 7 oktober 1949 met het van kracht worden van de grondwet, ruim vier maanden na de Bondsrepubliek Duitsland. Door de stichting van deze twee staten was de tweedeling van het naoorlogse Duitsland een feit. De DDR hield op 3 oktober 1990 op te bestaan, toen het grondgebied deel ging uitmaken van de Bondsrepubliek.

De DDR was een communistische staat die geregeerd werd door de communistische partij SED (*Socialistische Eenheidspartij Duitsland*). De SED kwam tot stand na een gedwongen fusie tussen de SPD (Sociaal-Democratische Partij van Duitsland) en de KPD (Communistische Partij van Duitsland). De SED werd bestuurd door een centraal comité en een politburo. Andere politieke partijen waren toegestaan, maar hadden geen werkelijke macht. De andere partijen waren: de CDUD (*Christlich Demokratische Union Deutschlands*), de LDPD (*Liberaldemokratische Partei Deutschlands*), de BDB (*Demokratische Bauernpartei Deutschlands*) en de NDPD (*Nationaldemokratische Partei Deutschlands*). Al deze partijen waren samen met de SED en de andere massaorganisaties (vakbond, vrouwenbond, *Freie Deutsche Jugend, Kulturbund*) verenigd in het Nationale Front. Er was in de DDR dus geen sprake van werkelijke democratie. Echte oppositie was er verboden, aangezien de partijen slechts konden en mochten bestaan bij gratie van de SED. Het hoogste orgaan van de staat was de *Volkskammer* (volksvertegenwoordiging).

De SED had 127 zetels in de *Volkskammer*, de overige partijen ieder 52 zetels. Het ambt van staatshoofd werd vanaf de oprichting van de DDR in 1949 tot 1960 vervuld door een president, Wilhelm Pieck. Na zijn dood gold de voorzitter van de Staatsraad als staatshoofd.

En 1950, Walter Ulbricht devint secrétaire-général du SED, la plus haute fonction de la RDA. Le pouvoir du président Pieck et du premier ministre Otto Grotewohl était formel, surtout cérémoniel. Après qu'Ulbricht a pris la tête du parti, le SED s'est transformé de parti modéré en marxiste-léniniste orthodoxe. Tout comme le chancelier ouest-allemand Konrad Adenauer, Ulbricht voulait réunifier la RDA et la RFA. Toutefois, Ulbricht rêvait d'une Allemagne unitaire marxiste, tandis qu'Adenauer rêvait d'une Allemagne tournée à l'ouest. Les rapports entre la RDA et la RFA étaient difficiles. En 1952, la RDA, qui jusque là avait été un État fédéral, fut réformée pour devenir un État unitaire centralisé. Les entités fédérées furent divisées en districts (Bezirken) dirigés par les secrétaires de parti du SED. La répression impitoyable qui caractérisa la RDA entre 1950 et 1953 pris fin à la mort du dirigeant russe Staline en 1953. Toutefois, la RDA connut en 1953 un important soulèvement, particulièrement hostile au pouvoir officiel.

En 1956, la RDA adhéra au Pacte de Varsovie. En 1959, une crise éclata entre l'URSS et la RFA parce que l'URSS tentait de persuader la RFA de reconnaître la RDA. Comme les Allemands de l'Est qualifiés étaient de plus en plus nombreux à tenter de fuir vers Berlin-Ouest, la direction du parti décida de bâtir un mur sur la frontière entre Berlin-Est et Berlin-Ouest. La construction du mur, que la RDA qualifiait de mur de défense contre le fascisme, débuta en 1961 en dépit des protestations internationales. Les personnes qui tentaient de fuir étaient abattues par les gardes frontières.

En 1960, le président Wilhelm Pieck décédait et les dirigeants de la RDA décidèrent de remplacer la fonction de président par une direction collective, le Staatsrat. Walter Ulbricht, le chef du parti fut élu Président du Staatsrat. Le plus grand parti et la fonction la plus importante de l'État étaient désormais aux mains d'une seule personne.

Au cours de ses quarante années d'existence, la RDA fut confrontée en permanence à deux problèmes structurels: un développement économique difficile (voir à ce sujet le chapitre consacré à l'économie), d'une part, et un manque de crédibilité politique du pays même d'autre part. Ces problèmes ont suscité un vif mécontentement au sein de la population est-allemande. Au cours des années 1950, des centaines de milliers de citoyens ont fui à l'Ouest. La construction du Mur de Berlin en 1961 mit fin à cet exode sans pour autant résoudre le problème. Même après la construction du Mur, l'économie est-allemande de planification est restée inefficace et a continué à mal fonctionner en dépit de quelques petits succès économiques.

Depuis le début, une partie de la population n'a pas soutenu le « communisme sur le sol allemand ». En 1953, il y a même eu un soulèvement contre le régime du SED, qui fut maté par les chars russes. Le SED a sans cesse tenté d'accroître la légitimité de la RDA en réprimant l'opposition, en recourant à la propagande intense, en recherchant les succès économiques et en cherchant à obtenir la reconnaissance internationale. Mais dans les années 1980, il est apparu clairement que la propagande ne fonctionnait pas et que la confiance dans le régime du SED était au plus bas aussi à cause de la terreur que faisait régner la Stasi - les services secrets redoutés.

Le régime socialo-communiste de la RDA a des milliers de morts sur la conscience en raison de sa politique de terreur et de répression, qui consistait à abattre ceux qui voulaient fuir à l'Ouest et à enfermer et exécuter les dissidents dans des camps disciplinaires.

Minimiser, nier ou justifier cette terreur politique serait une gifle directe non seulement aux milliers de victimes de la dictature est-allemande mais aussi à tous les Allemands et tous les Européens qui ont souffert sous le joug des dictatures socialo-communistes en Europe de l'Est.

In 1950 werd Walter Ulbricht secretaris-generaal van de SED, het belangrijkste ambt in de DDR. De macht van president Pieck en premier Otto Grotewohl was formeel vooral ceremonieel. Nadat Ulbricht partijchef was geworden, veranderde de gematigde koers van de SED, zij werd een orthodox marxistisch-leninistische partij. Ulbricht streefde net als de West-Duitse bondskanselier Konrad Adenauer naar eenwording van de DDR en de Bondsrepubliek Duitsland (BRD). Alleen wilde Ulbricht dat geheel Duitsland een marxistische eenheidsstaat werd, terwijl Adenauer naar een op het Westen gericht Duitsland streefde. De verhouding tussen de DDR en de BRD was stroef. In 1952 werd de DDR, tot dan toe een bondsrepubliek, omgevormd tot een gecentraliseerde eenheidsstaat. De deelstaten werden opgesplitst in districten (Bezirken) die onder leiding kwamen te staan van partijsecretarissen van de SED. De keiharde repressie die de DDR tussen de 1950 en 1953 kenmerkte kwam na de dood van de Russische leider Stalin in 1953 ten einde. Toch was er in 1953 wel een grote opstand in Oost-Duitsland, die scherp gekant was tegen het officiële beleid.

In 1956 trad de DDR toe tot het Warschau-pact. In 1959 ontstond er een crisis tussen de USSR en de BRD, omdat de USSR probeerde de BRD over te halen om de DDR te erkennen. Omdat steeds meer goed opgeleide Oost-Duitsers naar West-Berlijn probeerden te vluchten, besloot de partijleiding van de DDR om een muur op te richten op de grens van Oosten West-Berlijn. Ondanks de internationale protesten kwam de door de Oost-Duitse leiding genoemde « Antifascistische verdedigingswal » er wel. In 1961 begon men aan de bouw. Mensen die probeerden te vluchten werden door de grenswachten neergeschoten.

In 1960 overleed president Wilhelm Pieck en de leiding van de DDR besloot om het ambt van president te vervangen door dat van een collectief staatshoofd, de Staatsraad. Partijchef Walter Ulbricht werd tot Voorzitter van de Staatsraad gekozen. De belangrijkste partij en staatsfunctie waren nu in één persoon verenigd.

Tijdens de veertig jaar van haar bestaan heeft de DDR voortdurend met twee structurele problemen te kampen gehad. In de eerste plaats de moeizame economische ontwikkeling (zie hiervoor ook het hoofdstuk Economie), in de tweede plaats een gebrek aan politieke geloofwaardigheid in eigen land. Deze problemen leidden tot grote ontevredenheid bij de Oost-Duitse bevolking. Honderdduizenden burgers vluchtten in de jaren vijftig naar het Westen. De bouw van de Berlijnse Muur in 1961 maakte een einde aan deze vluchtelingenstroom. De problemen waren hierdoor echter niet opgelost. Ook na de bouw van de Muur bleef de Oost-Duitse planeconomie ondanks enkele kleine economische successen inefficiënt en gebrekkig functioneren.

Een deel van de bevolking ondersteunde vanaf het begin het « communisme op Duitse bodem » niet. In 1953 brak zelfs een opstand uit tegen het SED-regime, die door Russische tanks werd neergeslagen. De SED heeft voortdurend geprobeerd om door onderdrukking van de oppositie, felle propaganda, het jagen op economische successen en het streven naar internationale erkenning de legitimiteit van de DDR te vergroten. In de jaren tachtig werd echter duidelijk dat de propaganda niet werkte en dat het vertrouwen in de SED-regering, mede door de terreur van de Stasi - de gevreesde geheime dienst - een absoluut dieptepunt had bereikt.

Het socialistisch-communistische regime van de DDR heeft door haar politiek van terreur en onderdrukking, waarbij mensen die naar het Westen wilden vluchten werden neergeschoten, en waarbij dissidenten in strafkampen werden opgesloten en werden geëxecuteerd, vele duizenden doden op haar geweten.

Deze politieke terreur minimaliseren, ontkennen of goedpraten zou een regelrechte slag in het gezicht zijn, niet alleen van de duizenden slachtoffers van de Oost-Duitse dictatuur, maar tevens van alle Duitsers en alle Europeanen die geleden hebben onder de vuist van de socialistisch-communistische dictaturen in Oost-Europa.

Johan DEMOL (N)
Valérie SEYNS (N)

N° 32 de Mme Valérie SEYNS (N) et M. Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou auquel un de ses membres appartient se rend coupable de financement illégal du parti.* ».

JUSTIFICATION

La première des nombreuses affaires impliquant Leo Delcroix fut celle du « *smeerpip* ». Une conduite installée dans les années 1970 entre Genk et Anvers, afin de transporter les eaux usées industrielles et de les rejeter dans l'Escaut après épuration. Le projet prit beaucoup plus de temps qu'initialement prévu et coûta aussi bien plus cher que le prix avancé au départ. Toutefois son plus gros défaut est de n'avoir jamais fonctionné : la conduite n'avait pas été prévue pour cela et n'a donc jamais transporté la moindre goutte d'eau usée. Les entrepreneurs avaient toutefois eu le toupet d'assigner l'État en justice pour les retards accumulés; en retour, l'État les avait poursuivis pour la mauvaise qualité des travaux. Delcroix a joué un rôle clé dans une tentative de conciliation qui a abouti au paiement par l'État d'un montant de 200 millions de francs (11 millions de florins) aux entrepreneurs. C'était en 1991. Un résultat remarquable selon le Comité supérieur de contrôle belge. Le CVP a-t-il bénéficié de cadeaux en échange ? Auquel cas il y avait financement illégal du parti. Des perquisitions ont eu lieu, notamment au siège du CVP. Delcroix et un ministre furent interrogés. L'affaire du *smeerpip* a hanté les esprits flamands durant dix ans mais s'est terminée au début de l'année passée en pétard mouillé, lorsque la justice a décidé de ne pas entamer de poursuites. Delcroix a réagi triomphalement par l'intermédiaire de son site internet : « *Après dix ans, le smeerpip a été enterré. C'est vraiment dommage pour une bande de journalistes qui, avec quelques « enquêteurs » maffieux du Comité supérieur de contrôle ...* » etc.

Le classement de l'affaire n'efface pas toutes les questions. En 1997, l'hebdomadaire flamand *Knack* écrivait que la piste de la section gantoise du CVP, intéressante parce que l'entrepreneur du *smeerpip* avait son siège à Gand, n'avait mené à rien. *Knack* : « *La comptabilité était en effet introuvable et le trésorier, qui savait où elle était, venait de décéder.* ».

Des choses et d'autres manquaient aussi au secrétariat national du parti. Willy Buijs, le porte-parole du CVP, en dit trop à ce sujet en 1997. Ce qui mena à sa démission avant qu'il ne devienne le collaborateur de l'ancien premier ministre Wilfried Martens. Toutefois il fut encore ultérieurement candidat CVP pour le Sénat. En 1999, Buijs déclarait à Humo qu'en 1990-1991, « *les grandes années de Leo Delcroix, (...) on a magouillé massivement* ».

Toute une série de factures datant de cette époque manquent à l'appel dans la comptabilité du CVP.

En dépit des soupçons, Delcroix fut élu sénateur en 1991 (les mauvaises langues prétendirent que c'était pour lui garantir l'immunité parlementaire) et ministre de la Défense en 1992. Il se rendit populaire en réalisant de fortes économies au sein des forces armées et supprimant le service militaire obligatoire mais finit par chuter sur une affaire privée : une villa sur la Côte d'Azur au financement obscur et construite par des agents de la poste travaillant au noir.

Le coup majeur à la réputation de Delcroix fut porté en 1997. Au cours de l'enquête sur le *smeerpip* en 1991, neuf carnets remplis d'annotations

Nr. 32 van mevr. Valérie SEYNS (N) en de heer Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waartoe een van haar leden behoort zich schuldig maakt aan illegale partijfinanciering.* ».

VERANTWOORDING

De eerste van de vele zaken waar Delcroix in genoemd wordt, is de zogeheten smeerpipaffaire. Een in de jaren zeventig aangelegde pijpleiding van Genk naar Antwerpen, bedoeld om industrieel afvalwater af te voeren en gezuiverd de Schelde in te loodsen. Het project duurde veel langer dan beoogd, het kostte ook een veelvoud van het oorspronkelijke bedrag, maar vooral: het werkte niet, de pijp was niet op zijn functie berekend en heeft dus nooit een druppel afvalwater vervoerd. De aannemers hadden niettemin het lef om de overheid te dagvaarden wegens vertragingen, de overheid op haar beurt sloeg terug wegens de ondeugdelijkheid van het werk. Delcroix speelde een sleutelrol in een bemiddelingspoging die erop uitliep dat de staat 200 miljoen frank (11 miljoen gulden) aan de aannemers moest betalen. Dat was in 1991. Een merkwaardige uitkomst, vond het Belgische Hoog Comité van Toezicht. Had de CVP in ruil hiervoor soms giften ontvangen ? Dan was er dus sprake van illegale partijfinanciering. Er vonden huiszoekingen plaats, onder meer op het CVP-hoofdkwartier. Delcroix en een minister werden ondervraagd. De smeerpipaffaire heeft tien jaar lang de Vlaamse gemoederen bezig gehouden maar eindigde begin vorig jaar met een sisser, toen justitie besloot niet te vervolgen. Delcroix reageerde triomfantelijk via zijn website : « *Na tien jaar werd het smeerpipje gedood. Echt jammer voor een stuk journaal, dat in combinatie met enkele maffieuze « onderzoekers » van het (...) Hoog Comité van Toezicht ...»* et cetera.

Het sepot neemt echter niet alle vragen weg. In '97 schreef het Vlaamse weekblad *Knack* dat het spoor naar de Gentse CVP-afdeling, van belang vanwege een smeerpipaannemer die in Gent zetelde, doodliep. *Knack* : « *De boekhouding bleek namelijk zoek en de penningmeester, die kon weten waar ze lag, was net overleden.* ».

Ook op het nationale partijsecretariaat mankeerde er het een en ander. Daarover deed CVP-woordvoerder Willy Buijs in '97 een boekje open. Het leidde tot zijn ontslag, waarna hij medewerker werd van ex-premier Wilfried Martens. Later was hij toch nog CVP-kandidaat voor de Senaat. Buijs vertelde in 1999 aan Humo dat in de jaren '90-'91, « *de grote jaren van Leo Delcroix, (...) massaal is gefoeteld* ».

Uit die periode ontbreken allerlei facturen in de CVP-boekhouding.

Ondanks de verdenkingen werd Delcroix in '91 senator (boze tongen beweerden dat dat gebeurde om hem parlementaire onschendbaarheid te bezorgen) en in '92 minister van defensie. Hij maakte zich populair met stevige bezuinigingen op de krijgsmacht en de afschaffing van de dienstplicht, maar viel uiteindelijk over een privé-affaire : een villa aan de Côte d'Azur waarvan de financiering duister was en die door zwartwerkende postbeambten was gebouwd.

De grootste klap voor Delcroix' reputatie kwam in '97. Tijdens het smeerpiponderzoek in '91 werd van partijsecretaris Delcroix een negen-

concernant toutes sortes d'affaires pour la période 1990-1991 et appartenant au secrétaire du parti Delcroix furent saisis. Après plusieurs années, des copies de ces carnets échouèrent dans les rédactions du journal *De Morgen* et de l'hebdomadaire *Humo*. Delcroix qui avait pour habitude de tout nier avec véhémence ne put rien faire cette fois-ci : ils étaient authentiques. Que prouvaient-ils ? Des affaires que le secrétaire de parti avait toujours ignorées et dans lesquelles il n'avait jamais été impliqué figurèrent bel et bien dans ses carnets. Et cela allait de la plus grande à la plus petite affaire : d'importantes nominations dans le monde politique et judiciaire, des marchés publics, mais aussi le soutien à l'aménagement illégal d'un terrain de golf, comme le reconstruisait le journal *De Morgen*. Les carnets firent de lui la risée de la nation, du moins de sa partie qui n'était pas démocrate-chrétienne. Mais le CVP n'a pas non plus dû être ravi de savoir qu'une de ses figures de proue, que certains voyaient à une époque comme le successeur de Dehaene, aurait maintenant la réputation d'être un menteur notoire. *Humo* l'avait surnommé « l'homme qui ment plus vite que son ombre ».

Il devint aussi douloureusement clair, bien qu'on sût pour partie avant, qu'il entretenait bien des relations très étroites avec des hommes d'affaires douteux ou condamnés pour fraude. De toute façon, la liste des scandales impliquant Delcroix est longue. L'ancien porte-parole du CVP, Buijs, se rappelle encore de son style pour récolter des fonds dans le pays, où il gardait par exemple toujours 15 % des fonds récoltés lors des dîners pour le « CVP national ». « Il était monsieur 15 % ». Ce qu'il advenait de cet argent (« La recette cash était mise dans un sac et confiée à Leo »), le porte-parole ne peut le dire : « Je ne sais pas dans quelle comptabilité cela figurait. Je me demande d'ailleurs comment on peut faire figurer de l'argent noir dans une comptabilité. Bien entendu, tous ces dons n'étaient pas officiels. ».

Plus tard, il fut mêlé à l'affaire des « boîtes vertes ». Il s'agit ici d'un marché public de 1990 pour la production de deux millions de boîtes vertes (pour les petits déchets chimiques) où deux sociétés étaient en concurrence. Après l'intervention de Delcroix, secrétaire national du CVP depuis 1984, le marché fut plus ou moins partagé. Par la suite, une des entreprises versa (légalement) de l'argent dans la caisse du parti, mais les choses n'en restèrent pas là. Il y eut encore un don secret de 150.000 florins qui, selon le quotidien belge *De Standaard*, « fut dissimulée via un carrousel de fausses factures ». Le 23 octobre 2003, Delcroix est reconnu coupable de faux (pour avoir dissimulé un don de Plascobel au CVP) et condamné à dix mois de prison avec sursis et à une amende de 7.436 euros. En outre, il est déchu pour cinq ans de ses droits politiques. Jean-Pierre Bleyen est condamné à une peine de travail de 40 heures et à la même amende, et annonce vouloir exécuter sa peine. Maurits Roggeman écope de 7 mois de prison avec sursis et aussi de cette amende. Les trois autres inculpés sont simplement déclarés coupables.

Et puis, il y a encore naturellement cette fâcheuse vague de scandales qui implique même Agalev. Après l'affaire des cartes VISA à Anvers (les échevins Agalev avaient été mis en cause après l'achat d'un costume et d'un sac à main en cuir aux frais de la ville, c'est-à-dire avec l'argent du contribuable), Erwin Pairon et Chantal Pauwels se sont accrochés avec acharnement et sans vergogne à leur mandat. Ensuite, leurs deux noms ont encore été évoqués dans un possible scandale de financement illégal du parti. Une fausse étude sur la « durabilité » a été confiée à un bureau publicitaire ami qui se chargeait aussi, par le plus grand des hasards, de la campagne électorale du parti. Étude payée – bien entendu – avec de l'argent public.

Le père spirituel de « Generatie 2016 », Vincent Van Quickenborne – appelé « sénateur Q » dans une vie antérieure de sénateur – a financé le site internet (conformiste) de sa cellule de réflexion avec de l'argent public, donc avec l'argent du contribuable. C'est ce qui ressort des données de DNS, une organisation qui publie sur internet toutes les données relatives aux sites finissant en « .be ». Et que disent ces données ? Que le serveur de « Generatie 2016 » est le même que celui des autorités fédérales. On peut aussi trouver sur le site de DNS que le service de communication du premier ministre Guy Verhofstadt est responsable de la gestion du site, site qui est « officiellement » la propriété du secrétaire

tal schrijfjes meegenomen, vol aantekeningen over allerhande zaken in de periode '90-'91. Na jaren belandden kopieën daarvan op de burelen van *De Morgen* en *Humo*. Delcroix, die er een gewoonte van maakte altijd alles met klem te ontkennen, kon er deze keer niet omheen : ze waren echt. Wat bleek ? Zaken waarvan de partijsecretaris altijd had volgehouden niet op de hoogte, laat staan erbij betrokken te zijn geweest, hadden in werkelijkheid zijn agenda bepaald. En het ging van groot naar klein: belangrijke politieke en justitiële benoemingen, overheidscontracten, maar ook steun voor de illegale aanleg van een golfterrein, zoals *De Morgen* reconstrueerde. De schrijfjes maakten hem tot de risee van de natie, althans het niet-christendemocratische deel daarvan. Maar ook de CVP kan niet gelukkig zijn geweest met de wetenschap dat een van haar prominenten, ooit nog genoemd als opvolger van Dehaene, nu te boek stond als een notoire leugenaar. *Humo* noemde hem « de man die sneller liegt dan zijn schaduw ».

Tevens werd pijnlijk duidelijk, maar dat was voor een deel al eerder bekend, dat hij wel zeer nauwe relaties onderhield met twijfelachtige dan wel inderdaad veroordeelde frauduleuze zakenlieden. De lijst van schandalen waarin Delcroix' naam valt, is in ieder geval lang. Ex-CVP-woordvoerder Buijs memoreert nog zijn stijl van fondswerving in den lande, waarbij hij bijvoorbeeld na fundraising dinners altijd 15 procent achterhield voor de « CVP nationaal ». « Hij was Mister 15 procent ». Wat er met dat geld gebeurde (« De opbrengst, cash, werd in een zak gestopt en naar Leo gebracht ») kon de woordvoerder niet zeggen : « Ik weet niet in welke boekhouding dat werd bijgehouden. Ik vraag me trouwens af hoe je zwart geld in een boekhouding kunt opnemen. Het waren natuurlijk niet allemaal officiële giften. ».

Later kreeg hij te maken met de zogenoemde milieuboxenaffaire. Het gaat hier om een overheidsbestelling voor de productie van twee miljoen milieuboxen (voor klein chemisch afval) in 1990, waarbij twee bedrijven streden om de order. Na bemoeienis van Delcroix, sinds 1984 nationaal secretaris van de Christelijke Volkspartij, werd de order min of meer verdeeld. Een der bedrijven stortte vervolgens (legaal) geld in de CVP-kas, maar daar bleef het niet bij. Er volgde nog een geheime schenking van een of anderhalve ton, die, volgens de Belgische krant *De Standaard*, « werd verborgen via een carrousel van nepfacturen ». Op 23 oktober 2003 wordt Delcroix schuldig bevonden aan valsheid in geschrifte (door een schenking van Plascobel aan de CVP te verhelen) en veroordeeld tot 10 maanden cel met uitstel en een boete van 7.436 euro. Bovendien verliest hij voor vijf jaar het recht een openbaar ambt te bekleden. Jean-Pierre Bleyen wordt veroordeeld tot een werkstraf van 40 uren en een zelfde boete, en kondigt aan zijn straf te willen voldoen. Maurits Roggeman krijgt 7 maanden cel met uitstel en ook die boete. De drie andere beklaagden krijgen slechts een eenvoudige schuldverklaring.

En dan is er natuurlijk nog de onverkwikkelijke golf van schandalen waarin ook Agalev werd meegesleept. Na de VISA-affaire in Antwerpen, klampten Erwin Pairon en Chantal Pauwels (de schepenen van Agalev waren in opspraak gekomen na de aankoop van een kostuum en een leren handtas, op kosten van de stad en met andere woorden de belastingbetaler) zich krampachtig en schaamteloos vast aan hun mandaat. Nadien werden beiden ook nog eens vernoemd in een mogelijk schandaal rond illegale partijfinanciering. Zo werd bij een bevriend reclamebureau, dat toevallig ook verantwoordelijk is voor de verkiezingscampagnes van de partij, een nepstudie geplaatst over « duurzaamheid ». Betaald met – jawel – overheidsgeld.

De geestesvader van « Generatie 2016 »; Vincent Van Quickenborne – in een vroeger leven als senator ook wel eens « senator Q » genoemd – financierde de website van zijn (conformistische) denktank met overheidsmiddelen, en dus ook met het geld van de belastingbetaler. Dat blijkt uit de gegevens van DNS, een organisatie die via internet alle gegevens vrijgeeft van alle domeinen die eindigen op .be . En wat bleek uit deze gegevens ? Dat de server van « Generatie 2016 » dezelfde was als die van de federale overheid ! Ook stond er op de webstek van DNS te vinden dat de communicatiedienst van premier Verhofstadt instaat voor het beheer van de website. De website zelf was 'officieel' wel eigendom van staats-

d'État Vincent Van Quickenborne. En résumé, les autorités fédérales ont tous les droits sur ce site internet !

En parallèle à l'enquête Agusta-Dassault, l'argent noir des comptabilités du PS et du SP fut mis au jour. En février 1995, on sut comment l'ancien trésorier du SP, Etienne Mangé, finança des dépenses du parti avec une partie des millions d'Agusta. Frank Vandenbroucke, le président du SP, fut aussi mis en cause pour avoir voulu brûler l'argent quand il en découvrit la provenance. Vandenbroucke ne fut pas poursuivi mais démissionna néanmoins. En revanche, Mangé et les cadres du parti Carla Galle, la secrétaire, Guido van Biessen et Guido Triest furent condamnés pour faux en écriture, falsification de la comptabilité et blanchiment. Dans le dossier de financement du PS, Patrick Moriau et le réviseur d'entreprises Fernand Detaille furent condamnés.

N° 33 de Mme Valérie SEYNS (N) et M. Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes se rend coupable de financement illégal du parti.* ».

JUSTIFICATION

La première des nombreuses affaires impliquant Leo Delcroix fut celle du « *smeerpip* ». Une conduite installée dans les années 1970 entre Genk et Anvers, afin de transporter les eaux usées industrielles et de les rejeter dans l'Escaut après épuration. Le projet prit beaucoup plus de temps qu'initialement prévu et coûta aussi bien plus cher que le prix avancé au départ. Toutefois son plus gros défaut est de n'avoir jamais fonctionné : la conduite n'avait pas été prévue pour cela et n'a donc jamais transporté la moindre goutte d'eau usée. Les entrepreneurs avaient toutefois eu le toupet d'assigner l'État en justice pour les retards accumulés; en retour, l'État les avait poursuivis pour la mauvaise qualité des travaux. Delcroix a joué un rôle clé dans une tentative de conciliation qui a abouti au paiement par l'État d'un montant de 200 millions de francs (11 millions de florins) aux entrepreneurs. C'était en 1991. Un résultat remarquable selon le Comité supérieur de contrôle belge. Le CVP a-t-il bénéficié de cadeaux en échange ? Auquel cas il y avait financement illégal du parti. Des perquisitions ont eu lieu, notamment au siège du CVP. Delcroix et un ministre furent interrogés. L'affaire du *smeerpip* a hanté les esprits flamands durant dix ans mais s'est terminée au début de l'année passée en pétard mouillé, lorsque la justice a décidé de ne pas entamer de poursuites. Delcroix a réagi triomphalement par l'intermédiaire de son site internet : « *Après dix ans, le smeerpip a été enterré. C'est vraiment dommage pour une bande de journaliers qui, avec quelques « enquêteurs » maffieux du Comité supérieur de contrôle...* » etc.

Le classement de l'affaire n'efface pas toutes les questions. En 1997, l'hebdomadaire flamand *Knack* écrivait que la piste de la section gantoise du CVP, intéressante parce que l'entrepreneur du *smeerpip* avait son siège à Gand, n'avait mené à rien. *Knack* : « *La comptabilité était en effet introuvable et le trésorier, qui savait où elle était, venait de décéder.* ».

Des choses et d'autres manquaient aussi au secrétariat national du parti. Willy Buijs, le porte-parole du CVP, en dit trop à ce sujet en 1997. Ce qui mena à sa démission avant qu'il ne devienne le collaborateur de l'ancien premier ministre Wilfried Martens. Toutefois il fut encore ultérieu-

secretaris Vincent Van Quickenborne. Kortom, de federale overheid heeft alle rechten op de website !

Parallel met het Agusta/Dassault-onderzoek kwam aan het licht hoe smeergeld in de boekhouding van de PS en SP werd opgenomen. In februari '95 bleek hoe gewezen SP-penningmeester Etienne Mangé een deel van de Agusta-miljoenen voor uitgaven van de partij gebruikte. In opspraak kwam ook SP-voorzitter Frank Vandenbroucke, die het geld wou verbranden toen hij er weet van kreeg. Vandenbroucke wordt niet vervolgd, maar neemt wel ontslag. Wel veroordeeld wegens schriftvervalsing, vervalsing van de boekhouding en witwaspraktijken worden Mangé en de SP-kaderleden secretaris Carla Galle, Guido van Biesen en Guido Triest. In het dossier over de financiering van de PS worden Patrick Moriau en bedrijfsrevisor Fernand Detaille beschuldigd.

Nr. 33 van mevr. Valérie SEYNS (N) en de heer Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten zich schuldig maakt aan illegale partijfinanciering.* ».

VERANTWOORDING

De eerste van de vele zaken waar Delcroix in genoemd wordt, is de zogeheten smeerpipaffaire. Een in de jaren zeventig aangelegde pijpleiding van Genk naar Antwerpen, bedoeld om industrieel afvalwater af te voeren en gezuiverd de Schelde in te loodsen. Het project duurde veel langer dan beoogd, het kostte ook een veelvoud van het oorspronkelijke bedrag, maar vooral: het werkte niet, de pijp was niet op zijn functie berekend en heeft dus nooit een druppel afvalwater vervoerd. De aannemers hadden niettemin het lef om de overheid te dagvaarden wegens vertragingen, de overheid op haar beurt sloeg terug wegens de ondeugdelijkheid van het werk. Delcroix speelde een sleutelrol in een bemiddelingspoging die erop uitliep dat de staat 200 miljoen frank (11 miljoen gulden) aan de aannemers moest betalen. Dat was in 1991. Een merkwaardige uitkomst, vond het Belgische Hoog Comité van Toezicht. Had de CVP in ruil hiervoor soms giften ontvangen ? Dan was er dus sprake van illegale partijfinanciering. Er vonden huiszoekingen plaats, onder meer op het CVP-hoofdkwartier. Delcroix en een minister werden ondervraagd. De smeerpipaffaire heeft tien jaar lang de Vlaamse gemoederen bezig gehouden maar eindigde begin vorig jaar met een sisser, toen justitie besloot niet te vervolgen. Delcroix reageerde triomfantelijk via zijn website : « *Na tien jaar werd het smeerpipje gedooft. Echt jammer voor een stuk journaal, dat in combinatie met enkele maffieuze « onderzoekers » van het (...) Hoog Comité van Toezicht ...»* » et cetera.

Het sepot neemt echter niet alle vragen weg. In '97 schreef het Vlaamse weekblad *Knack* dat het spoor naar de Gentse CVP-afdeling, van belang vanwege een smeerpipaannemer die in Gent zetelde, doodliep. *Knack* : « *De boekhouding bleek namelijk zoek en de penningmeester, die kon weten waar ze lag, was net overleden.* ».

Ook op het nationale partijsecretariaat mankeerde er het een en ander. Daarover deed CVP-woordvoerder Willy Buijs in '97 een boekje open. Het leidde tot zijn ontslag, waarna hij medewerker werd van ex-premier Wilfried Martens. Later was hij toch nog CVP-kandidaat voor de Senaat.

eurement candidat CVP pour le Sénat. En 1999, Buijs déclarait à Humo qu'en 1990-1991, « les grandes années de Leo Delcroix, (...) on a magouillé massivement ».

Toute une série de factures datant de cette époque manquent à l'appel dans la comptabilité du CVP.

En dépit des soupçons, Delcroix fut élu sénateur en 1991 (les mauvaises langues prétendirent que c'était pour lui garantir l'immunité parlementaire) et ministre de la Défense en 1992. Il se rendit populaire en réalisant de fortes économies au sein des forces armées et supprimant le service militaire obligatoire mais finit par chuter sur une affaire privée : une villa sur la Côte d'Azur au financement obscur et construite par des agents de la poste travaillant au noir.

Le coup majeur à la réputation de Delcroix fut porté en 1997. Au cours de l'enquête sur le smeerpijp en 1991, neufs carnets remplis d'annotations concernant toutes sortes d'affaires pour la période 1990-1991 et appartenant au secrétaire du parti Delcroix furent saisis. Après plusieurs années, des copies de ces carnets échouèrent dans les rédactions du journal *De Morgen* et de l'hebdomadaire *Humo*. Delcroix qui avait pour habitude de tout nier avec véhémence ne put rien faire cette fois-ci : ils étaient authentiques. Que prouvaient-ils ? Des affaires que le secrétaire de parti avait toujours ignorées et dans lesquelles il n'avait jamais été impliqué figurait bel et bien dans ses carnets. Et cela allait de la plus grande à la plus petite affaire : d'importantes nominations dans le monde politique et judiciaire, des marchés publics, mais aussi le soutien à l'aménagement illégal d'un terrain de golf, comme le reconstitua le journal *De Morgen*. Les carnets firent de lui la risée de la nation, du moins de sa partie qui n'était pas démocrate-chrétienne. Mais le CVP n'a pas non plus dû être ravi de savoir qu'une de ses figures de proue, que certains voyaient à une époque comme le successeur de Dehaene, aurait maintenant la réputation d'être un menteur notoire. *Humo* l'avait surnommé « l'homme qui ment plus vite que son ombre ».

Il devint aussi douloureusement clair, bien qu'on sût pour partie avant, qu'il entretenait bien des relations très étroites avec des hommes d'affaires douteux ou condamnés pour fraude. De toute façon, la liste des scandales impliquant Delcroix est longue. L'ancien porte-parole du CVP, Buijs, se rappelle encore de son style pour récolter des fonds dans le pays, où il gardait par exemple toujours 15 % des fonds récoltés lors des dîners pour le « CVP national ». « Il était monsieur 15 % ». Ce qu'il advient de cet argent (« La recette cash était mise dans un sac et confiée à Leo »), le porte-parole ne peut le dire : « Je ne sais pas dans quelle comptabilité cela figurait. Je me demande d'ailleurs comment on peut faire figurer de l'argent noir dans une comptabilité. Bien entendu, tous ces dons n'étaient pas officiels. ».

Plus tard, il fut mêlé à l'affaire des « boîtes vertes ». Il s'agit ici d'un marché public de 1990 pour la production de deux millions de boîtes vertes (pour les petits déchets chimiques) où deux sociétés étaient en concurrence. Après l'intervention de Delcroix, secrétaire national du CVP depuis 1984, le marché fut plus ou moins partagé. Par la suite, une des entreprises versa (légalement) de l'argent dans la caisse du parti, mais les choses n'en restèrent pas là. Il y eut encore un don secret de 150.000 florins qui, selon le quotidien belge *De Standaard*, « fut dissimulée via un carrousel de fausses factures ». Le 23 octobre 2003, Delcroix est reconnu coupable de faux (pour avoir dissimulé un don de Plascobel au CVP) et condamné à dix mois de prison avec sursis et à une amende de 7.436 euros. En outre, il est déchu pour cinq ans de ses droits politiques. Jean-Pierre Bleyen est condamné à une peine de travail de 40 heures et à la même amende, et annonce vouloir exécuter sa peine. Maurits Roggeman écope de 7 mois de prison avec sursis et aussi de cette amende. Les trois autres inculpés sont simplement déclarés coupables.

Et puis, il y a encore naturellement cette fâcheuse vague de scandales qui implique même Agalev. Après l'affaire des cartes VISA à Anvers (les échevins Agalev avaient été mis en cause après l'achat d'un costume et d'un sac à main en cuir aux frais de la ville, c'est-à-dire avec l'argent du contribuable), Erwin Pairon et Chantal Pauwels se sont accrochés avec

Buijs vertelde in 1999 aan Humo dat in de jaren '90-'91, « de grote jaren van Leo Delcroix, (...) massaal is gefoeteld ».

Uit die periode ontbreken allerlei facturen in de CVP-boekhouding.

Ondanks de verdenkingen werd Delcroix in '91 senator (boze tongen beweerden dat dat gebeurde om hem parlementaire onschendbaarheid te bezorgen) en in '92 minister van defensie. Hij maakte zich populair met stevige bezuinigingen op de krijgsmacht en de afschaffing van de dienstplicht, maar viel uiteindelijk over een privé-affaire: een villa aan de Côte d'Azur waarvan de financiering duister was en die door zwartwerkende postbeambten was gebouwd.

De grootste klap voor Delcroix' reputatie kwam in '97. Tijdens het smeerpijponderzoek in '91 werd van partijsecretaris Delcroix een negental schriftjes meegenomen, vol aantekeningen over allerhande zaken in de periode '90-'91. Na jaren belandden kopieën daarvan op de burelen van *De Morgen* en *Humo*. Delcroix, die er een gewoonte van maakt altijd alles met klem te ontkennen, kon er deze keer niet omheen: ze waren echt. Wat bleek? Zaken waarvan de partijsecretaris altijd had volgehouden niet op de hoogte, laat staan erbij betrokken te zijn geweest, hadden in werkelijkheid zijn agenda bepaald. En het ging van groot naar klein: belangrijke politieke en justitiële benoemingen, overheidscontracten, maar ook steun voor de illegale aanleg van een golfterrein, zoals *De Morgen* reconstrueerde. De schriftjes maakten hem tot de risée van de natie, althans het niet-christendemocratische deel daarvan. Maar ook de CVP kan niet gelukkig zijn geweest met de wetenschap dat een van haar prominenten, ooit nog genoemd als opvolger van Dehaene, nu te boek stond als een notoire leugenaar. *Humo* noemde hem « de man die sneller liegt dan zijn schaduw ».

Tevens werd pijnlijk duidelijk, maar dat was voor een deel al eerder bekend, dat hij wel zeer nauwe relaties onderhield met twijfelachtige dan wel inderdaad veroordeelde frauduleuze zakenlieden. De lijst van schandalen waarin Delcroix' naam valt, is in ieder geval lang. Ex-CVP-woordvoerder Buijs memoreert nog zijn stijl van fondswerving in den lande, waarbij hij bijvoorbeeld na fundraising dinners altijd 15 procent achterhield voor de « CVP nationaal ». « Hij was Mister 15 procent ». Wat er met dat geld gebeurde (« De opbrengst, cash, werd in een zak gestopt en naar Leo gebracht ») kon de woordvoerder niet zeggen : « Ik weet niet in welke boekhouding dat werd bijgehouden. Ik vraag me trouwens af hoe je zwart geld in een boekhouding kunt opnemen. Het waren natuurlijk niet allemaal officiële giften. ».

Later kreeg hij te maken met de zogenoemde milieuboxenaffaire. Het gaat hier om een overheidsbestelling voor de productie van twee miljoen milieuboxen (voor klein chemisch afval) in 1990, waarbij twee bedrijven streden om de order. Na bemoeienis van Delcroix, sinds 1984 nationaal secretaris van de Christelijke Volkspartij, werd de order min of meer verdeeld. Een der bedrijven stortte vervolgens (legaal) geld in de CVP-kas, maar daar bleef het niet bij. Er volgde nog een geheime schenking van een of anderhalve ton, die, volgens de Belgische krant *De Standaard*, « werd verborgen via een carrousel van nepfacturen ». Op 23 oktober 2003 wordt Delcroix schuldig bevonden aan valsheid in geschrifte (door een schenking van Plascobel aan de CVP te verhehlen) en veroordeeld tot 10 maanden cel met uitstel en een boete van 7.436 euro. Bovendien verliest hij voor vijf jaar het recht een openbaar ambt te bekleden. Jean-Pierre Bleyen wordt veroordeeld tot een werkstraf van 40 uren en een zelfde boete, en kondigt aan zijn straf te willen voldoen. Maurits Roggeman krijgt 7 maanden cel met uitstel en ook die boete. De drie andere beklaagden krijgen slechts een eenvoudige schuldigeverklaring.

En dan is er natuurlijk nog de onverkwikkelijke golf van schandalen waarin ook Agalev werd meegesleept. Na de VISA-affaire in Antwerpen, klampten Erwin Pairon en Chantal Pauwels (de schepenen van Agalev waren in opspraak gekomen na de aankoop van een kostuum en een leren handtas, op kosten van de stad en met andere woorden de belastingbeta-

acharnement et sans vergogne à leur mandat. Ensuite, leurs deux noms ont encore été évoqués dans un possible scandale de financement illégal du parti. Une fausse étude sur la « durabilité » a été confiée à un bureau publicitaire ami qui se chargeait aussi, par le plus grand des hasards, de la campagne électorale du parti. Étude payée – bien entendu – avec de l'argent public.

Le père spirituel de « *Generatie 2016* », Vincent Van Quickenborne – appelé « sénateur Q » dans une vie antérieure de sénateur – a financé le site internet (conformiste) de sa cellule de réflexion avec de l'argent public, donc avec l'argent du contribuable. C'est ce qui ressort des données de DNS, une organisation qui publie sur internet toutes les données relatives aux sites finissant en « .be ». Et que disent ces données ? Que le serveur de « *Generatie 2016* » est le même que celui des autorités fédérales. On peut aussi trouver sur le site de DNS que le service de communication du premier ministre Guy Verhofstadt est responsable de la gestion du site, site qui est « officiellement » la propriété du secrétaire d'État Vincent Van Quickenborne. En résumé, les autorités fédérales ont tous les droits sur ce site internet !

En parallèle à l'enquête Agusta-Dassault, l'argent noir des comptabilités du PS et du SP fut mis au jour. En février 1995, on sut comment l'ancien trésorier du SP, Etienne Mangé, finança des dépenses du parti avec une partie des millions d'Agusta. Frank Vandembroucke, le président du SP, fut aussi mis en cause pour avoir voulu brûler l'argent quand il en découvrit la provenance. Vandembroucke ne fut pas poursuivi mais démissionna néanmoins. En revanche, Mangé et les cadres du parti Carla Galle, la secrétaire, Guido van Biesen et Guido Triest furent condamnés pour faux en écriture, falsification de la comptabilité et blanchiment. Dans le dossier de financement du PS, Patrick Moriau et le réviseur d'entreprises Fernand Detaille furent condamnés.

N° 34 de MM. Dominiek LOOTENS-STAEL (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Par « racisme » ou discrimination sur la base de la race, il y a lieu d'entendre dans la présente loi tout acte qui a incontestablement été inspiré par l'idée qu'une race est supérieure à une autre race et, partant, qu'on peut ou qu'il est permis d'utiliser d'autres critères vis-à-vis d'une race que par rapport à une autre race. »

JUSTIFICATION

Bien qu'au terme du titre on pourrait conclure que la loi du 30 juillet 1981 vise à réprimer les actes inspirés par le racisme, le premier alinéa de l'article premier de la loi montre que la loi vise à punir toute forme de différence. On donne donc une définition bien trop vaste du concept, non seulement parce qu'on vise les formes de discrimination autres que raciales, mais aussi parce qu'on vise aussi la préférence.

Il existe une différence essentielle entre la discrimination de personnes ou groupes, d'une part, et la préférence pour telle personne ou tel groupe, d'autre part. D'ailleurs, dans la vie quotidienne, on exprime con-

ler) zich krampachtig en schaamteloos vast aan hun mandaat. Nadien werden beiden ook nog eens vernoemd in een mogelijk schandaal rond illegale partijfinanciering. Zo werd bij een bevriend reclamebureau, dat toevallig ook verantwoordelijk is voor de verkiezingscampagnes van de partij, een nepstudie geplaatst over « duurzaamheid ». Betaald met – jawel – overheidsgeld.

De geestesvader van « *Generatie 2016* »; Vincent Van Quickenborne – in een vroeger leven als senator ook wel eens « senator Q » genoemd – financierde de website van zijn (conformistische) denktank met overheidsmiddelen, en dus ook met het geld van de belastingbetaler. Dat blijkt uit de gegevens van DNS, een organisatie die via internet alle gegevens vrijgeeft van alle domeinen die eindigen op .be . En wat bleek uit deze gegevens ? Dat de server van « *Generatie 2016* » dezelfde was als die van de federale overheid! Ook stond er op de webstek van DNS te vinden dat de communicatiedienst van premier Verhofstadt instaat voor het beheer van de website. De website zelf was « officieel » wel eigendom van staatssecretaris Vincent Van Quickenborne. Kortom, de federale overheid heeft alle rechten op de website !

Parallel met het Agusta/Dassault-onderzoek kwam aan het licht hoe smeergeld in de boekhouding van de PS en SP werd opgenomen. In februari 1995 bleek hoe gewezen SP-penningmeester Etienne Mangé een deel van de Agusta-miljoenen voor uitgaven van de partij gebruikte. In opspraak kwam ook SP-voorzitter Frank Vandembroucke, die het geld wou verbranden toen hij er weet van kreeg. Vandembroucke wordt niet vervolgd, maar neemt wel ontslag. Wel veroordeeld wegens schriefvervalsing, vervalsing van de boekhouding en witwaspraktijken worden Mangé en de SP-kaderleden secretaris Carla Galle, Guido van Biesen en Guido Triest. In het dossier over de financiering van de PS worden Patrick Moriau en bedrijfsrevisor Fernand Detaille beschuldigd.

Valérie SEYNS (N)

Johan DEMOL (N)

Nr. 34 van de heren Dominiek LOOTENS-STAEL (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, een tweede lid toe te voegen, luidend :

« Onder « racisme » of discriminatie op grond van ras in de zin van deze wet dient te worden verstaan elke daad die onbetwistbaar is ingegeven door de opvatting dat het ene ras superieur is aan het andere en, daaruit voortvloeiend, dat ten aanzien van het ene ras andere maatstaven kunnen of mogen gehanteerd worden dan ten aanzien van het andere ras. »

VERANTWOORDING

Hoewel men er afgaande op de titel zou kunnen toe besluiten dat de wet van 30 juli 1981 er toe strekt om door racisme ingegeven daden te beteugelen, blijkt uit het eerste lid van artikel 1 van de wet dat de wet beoogt om het maken van om het even welke onderscheid strafbaar te stellen. Er wordt dus een veel te ruime definitie aan het begrip gegeven, niet alleen omdat ook discriminatie op andere gronden dan op grond van ras gevisieerd worden, maar tevens omdat men het ook heeft over voorkeur.

Er bestaat een wezenlijk onderscheid tussen enerzijds het discrimineren van personen of groepen en anderzijds het hebben van een voorkeur voor deze of gene persoon dan wel groep. Personen doen overigens in het

stamment des préférences vis-à-vis d'autres personnes, ce qui inclut toujours une forme d'exclusion des autres personnes. Le mariage en est un exemple car il entraîne une forme d'exclusivité dans les relations humaines. Le droit successoral en est un autre ou pour des raisons évidentes la filiation joue un rôle. On ne peut pas non plus parler de racisme quand un employeur préfère engager du personnel de son propre peuple, c.-à-d. des personnes de sa nationalité. Tout d'abord, sanctionner pénalement la pratique précitée implique que les personnes d'une même nationalité appartiennent toutes à la même race, ce qui revient à raisonner en catégories raciales. On se base en effet sur une nomenclature où les concepts de « race » et de « nationalité » se recourent à cent pour cent. Cela signifierait que la nationalité est exclusivement réservée à des personnes d'une race déterminée. On peut alors se poser la question de savoir pourquoi il existe toujours un Code de la nationalité belge.

En outre, l'application de la loi à ce qui n'est rien d'autre que la mise en pratique du principe « *eigen volk eerst* » (notre peuple d'abord) en matière d'emploi est une atteinte grave à la liberté de l'employeur de choisir son propre personnel et mène inévitablement à une politique du « *eigen volk laatst* » (notre peuple en dernier) où l'employeur, par crainte d'être poursuivi pour prétendu racisme, engage un travailleur étranger même si d'autres candidats répondent mieux aux exigences posées. En effet, le travailleur de nationalité étrangère qui n'a pas obtenu un poste précis peut toujours prétendre qu'il a subi une discrimination. Les auteurs du présent amendement sont d'avis que, afin d'éviter une nouvelle chasse aux sorcières ou une nouvelle inquisition, il faut définir le racisme de telle manière que ce concept n'englobe pas toute forme de distinction.

N° 35 de MM. Dominiek LOOTENS-STAEL et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, insérer un deuxième alinéa (nouveau) rédigé comme suit :

« Par « racisme » ou discrimination sur la base de la race, il y a lieu d'entendre dans la présente loi tout acte qui a incontestablement été inspiré par l'idée qu'une race est supérieure à une autre race et, partant, qu'on peut ou qu'il est permis d'utiliser d'autres critères vis-à-vis d'une race que par rapport à une autre race. »

JUSTIFICATION

Bien qu'au terme du titre on pourrait conclure que la loi du 30 juillet 1981 vise à réprimer les actes inspirés par le racisme, le premier alinéa de l'article premier de la loi montre que la loi vise à punir toute forme de différence. On donne donc une définition bien trop vaste du concept, non seulement parce qu'on vise les formes de discrimination autres que raciales, mais aussi parce qu'on vise aussi la préférence.

Il existe une différence essentielle entre la discrimination de personnes ou groupes, d'une part, et la préférence pour telle personne ou tel groupe, d'autre part. D'ailleurs, dans la vie quotidienne, on exprime constamment des préférences vis-à-vis d'autres personnes, ce qui inclut tou-

jours rien d'autre que la mise en pratique du principe « *eigen volk eerst* » (notre peuple d'abord) en matière d'emploi est une atteinte grave à la liberté de l'employeur de choisir son propre personnel et mène inévitablement à une politique du « *eigen volk laatst* » (notre peuple en dernier) où l'employeur, par crainte d'être poursuivi pour prétendu racisme, engage un travailleur étranger même si d'autres candidats répondent mieux aux exigences posées. En effet, le travailleur de nationalité étrangère qui n'a pas obtenu un poste précis peut toujours prétendre qu'il a subi une discrimination. Les auteurs du présent amendement sont d'avis que, afin d'éviter une nouvelle chasse aux sorcières ou une nouvelle inquisition, il faut définir le racisme de telle manière que ce concept n'englobe pas toute forme de distinction.

dagelijks leven niets anders dan het voortdurend uiten van voorkeuren voor andere personen, wat steeds een vorm van uitsluiting inhoudt van andere personen. Een voorbeeld daarvan is het huwelijk waarbij sprake is van een zekere exclusiviteit in de menselijke relaties of het erfrecht, waarbij om evidente redenen de afstamming een relevante rol speelt. Net zomin kan men spreken van racisme, wanneer een werkgever bij de aanwerving van personeel de voorkeur geeft aan mensen van het eigen volk, dit wil zeggen aan mensen met dezelfde nationaliteit. Eerst en vooral impliceert het strafrechtelijk sanctioneerbaar stellen van voornoemde praktijk dat de mensen van een bepaalde nationaliteit allen tot hetzelfde ras behoren, wat zelf op een denken in raciale categorieën neerkomt. Men gaat immers uit van een nomenclatuur, waarbij de betekenissen van de begrippen « ras » en « nationaliteit » elkaar voor honderd procent dekken. Dit zou inhouden dat de nationaliteit slechts opengesteld wordt voor de mensen van een bepaald ras. Dit roept de vraag op waarom er dan nog iets bestaat als een wetboek der Belgische nationaliteit.

Bovendien betekent de toepassing van de wet op wat niets anders is dan het in de praktijk brengen van het « eigen volk eerst » – beginsel op het vlak van tewerkstelling een ernstige aantasting van de vrijheid van de werkgever om zijn eigen personeel te kiezen. Dit leidt onvermijdelijk tot een « eigen volk laatst » – politiek, waarbij de werkgever uit angst om wegens vermeend racisme vervolgd te worden, voor een vreemde werknemer kiest, ook al zouden er andere kandidaten voorhanden zijn, die beter voldoen aan de gestelde vereisten. De werknemer van vreemde nationaliteit die naast een bepaalde functie gegrepen heeft, kan immers steeds aanvoeren dat hij gediscrimineerd werd. De indieners van het onderhavige amendement zijn van mening dat men, teneinde een soort nieuwe heksenwaan of inquisitie te vermijden, racisme op een dusdanige manier moet definiëren, dat niet om het even welk onderscheid onder het begrip valt.

Nr. 35 van de heren Dominiek LOOTENS-STAEL (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, een tweede lid (nieuw) in te voegen, luidend :

« Onder « racisme » of discriminatie op grond van ras in de zin van deze wet dient te worden verstaan elke daad die onbetwistbaar is ingegeven door de opvatting dat het ene ras superieur is aan het andere en, daaruit voortvloeiend, dat ten aanzien van het ene ras andere maatstaven kunnen of mogen gehanteerd worden dan ten aanzien van het andere ras. »

VERANTWOORDING

Hoewel men er afgaande op de titel zou kunnen toe besluiten dat de wet van 30 juli 1981 er toe strekt om door racisme ingegeven daden te beteugelen, blijkt uit het eerste lid van artikel 1 van de wet dat de wet beoogt om het maken van om het even welk onderscheid strafbaar te stellen. Er wordt dus een veel te ruime definitie aan het begrip gegeven, niet alleen omdat ook discriminatie op andere gronden dan op grond van ras gevisieerd worden, maar tevens omdat men het ook heeft over voorkeur.

Er bestaat een wezenlijk onderscheid tussen enerzijds het discrimineren van personen of groepen en anderzijds het hebben van een voorkeur voor deze of gene persoon dan wel groep. Personen doen overigens in het dagelijks leven niets anders dan het voortdurend uiten van voorkeuren

jours une forme d'exclusion des autres personnes. Le mariage en est un exemple car il entraîne une forme d'exclusivité dans les relations humaines. Le droit successoral en est un autre ou pour des raisons évidentes la filiation joue un rôle. On ne peut pas non plus parler de racisme quand un employeur préfère engager du personnel de son propre peuple, c'est-à-dire des personnes de sa nationalité. Tout d'abord, sanctionner pénalement la pratique précitée implique que les personnes d'une même nationalité appartiennent toutes à la même race, ce qui revient à raisonner en catégories raciales. On se base en effet sur une nomenclature où les concepts de « race » et de « nationalité » se recoupent à cent pour cent. Cela signifierait que la nationalité est exclusivement réservée à des personnes d'une race déterminée. On peut alors se poser la question de savoir pourquoi il existe toujours un Code de la nationalité belge.

En outre, l'application de la loi à ce qui n'est rien d'autre que la mise en pratique du principe « *eigen volk eerst* » (notre peuple d'abord) en matière d'emploi est une atteinte grave à la liberté de l'employeur de choisir son propre personnel et mène inévitablement à une politique du « *eigen volk laatst* » (notre peuple en dernier) où l'employeur, par crainte d'être poursuivi pour prétendu racisme, engage un travailleur étranger même si d'autres candidats répondent mieux aux exigences posées. En effet, le travailleur de nationalité étrangère qui n'a pas obtenu un poste précis peut toujours prétendre qu'il a subi une discrimination. Les auteurs du présent amendement sont d'avis que, afin d'éviter une nouvelle chasse aux sorcières ou une nouvelle inquisition, il faut définir le racisme de telle manière que ce concept n'englobe pas toute forme de distinction.

N° 36 de MM. Dominiek LOOTENS-STAELE (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, supprimer les termes « ou la xénophobie ».

JUSTIFICATION

La xénophobie en tant que telle n'a que peu à voir avec le racisme et, à certains égards, en est l'opposé. En effet la xénophobie n'est rien d'autre que la peur de l'étranger. Il est franchement absurde de punir une phobie, quel qu'en soit sa nature car elle est le produit de mécanismes psychologiques compliqués. Alors que le racisme est agressif ou discriminatoire, la xénophobie est un moyen de défense mû par la crainte d'être dominé par l'autre. Comme l'a notamment avancé l'ethnologue juif français de gauche Claude Lévi-Strauss lors d'une conférence de l'Unesco en 1971, la xénophobie est une stratégie contre la domination de l'Autre tandis que le racisme vise à nier voire à détruire l'identité de l'Autre.

À côté de l'hétéro-racisme, il existe aussi une forme d'auto-racisme, où le sujet raciste est dans le même temps l'objet du racisme. Ce qui mène à la négation de sa propre identité voire à la volonté latente ou non d'abolir sa propre identité, c'est-à-dire de gommer la différence entre le Soi et l'Autre. Les théories multiculturelles qui sont surtout défendues par des idéologues de gauche, en sont des exemples. Ces théories visent *in fine* la réalisation d'un melting pot et la création d'une nouvel être humain supérieur : le métisse ou le créole. Les auteurs rejettent les deux formes de racisme pour des raisons morales mais estiment pour le reste qu'il n'est

pour d'autres personnes, wat steeds een vorm van uitsluiting inhoudt van andere personen. Een voorbeeld daarvan is het huwelijk waarbij sprake is van een zekere exclusiviteit in de menselijke relaties of het erfreisrecht, waarbij om evidente redenen de afstamming een relevante rol speelt. Net zomin kan men spreken van racisme, wanneer een werkgever bij de aanwerving van personeel de voorkeur geeft aan mensen van het eigen volk, dit wil zeggen aan mensen met dezelfde nationaliteit. Eerst en vooral impliceert het strafrechtelijk sanctioneerbaar stellen van voornoemde praktijk dat de mensen van een bepaalde nationaliteit allen tot hetzelfde ras behoren, wat zelf op een denken in raciale categorieën neerkomt. Men gaat immers uit van een nomenclatuur, waarbij de betekenissen van de begrippen « ras » en « nationaliteit » elkaar voor honderd procent dekken. Dit zou inhouden dat de nationaliteit slechts opengesteld wordt voor de mensen van een bepaald ras. Dit roept de vraag op waarom er dan nog iets bestaat als een wetboek der Belgische nationaliteit.

Bovendien betekent de toepassing van de wet op wat niets anders is dan het in de praktijk brengen van het « eigen volk eerst » – beginsel op het vlak van tewerkstelling een ernstige aantasting van de vrijheid van de werkgever om zijn eigen personeel te kiezen. Dit leidt onvermijdelijk tot een « eigen volk laatst » – politiek, waarbij de werkgever uit angst om wegens vermeend racisme vervolgd te worden, voor een vreemde werknemer kiest, ook al zouden er andere kandidaten voorhanden zijn, die beter voldoen aan de gestelde vereisten. De werknemer van vreemde nationaliteit die naast een bepaalde functie gegrepen heeft, kan immers steeds aanvoeren dat hij gediscrimineerd werd. De indieners van het onderhavige amendement zijn van mening dat men, teneinde een soort nieuwe heksenwaan of inquisitie te vermijden, racisme op een dusdanige manier moet definiëren, dat niet om het even welk onderscheid onder het begrip valt.

Nr. 36 van de heren Dominiek LOOTENS-STAELE (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de woorden « of xenofobie » te doen vervallen.

VERANTWOORDING

Xenofobie heeft als dusdanig weinig met racisme te maken en is er in bepaalde opzichten de antipode ervan. Xenofobie is immers niets anders dan de vrees voor datgene wat vreemd is. Het is ronduit absurd om een fobie, van welke aard dan ook, strafbaar te stellen, daar zij het product is van ingewikkelde psychologische mechanismen. Terwijl racisme aanvallend of discriminerend is ingesteld, is xenofobie in wezen op verdediging gericht en ingegeven door de angst om door de Andere overheerst te worden. Xenofobie is – zoals onder meer de linkse Joods-Franse etnoloog Claude Lévi-Strauss in 1971 op een conferentie van de Unesco poneerde – een strategie tegen overheersing door de Andere, terwijl racisme erop uit is om de identiteit van de Andere te ontkennen of zelfs te vernietigen.

Naast het hetero-racisme bestaat er ook zoiets als een auto-racisme, waarbij het racistische subject tegelijk het object van de racistische ingesteldheid vormt. Dit leidt dan tot ontkenning van de eigen identiteit of zelfs tot de al dan niet latente wil om de eigen identiteit op te heffen, dit wil zeggen om het onderscheid tussen het Eigene en het Andere uit te vlakken. Voorbeelden van dit laatste zijn de vooral door linkse ideologen verdedigde multiculturele theorieën die *in fine* gericht zijn op het tot stand brengen van een melting pot en de creatie van een nieuwe superieure mens : de métisse of de creool. De indieners verwerpen beide vormen van

pas souhaitable de les sanctionner pénalement au moyen d'une loi spécifique.

Les auteurs du présent amendement sont partisans de la suppression du mot « xénophobie » dans le titre. Si on part du principe que les concepts de « xénophobie » et de « racisme » ont la même signification, la mention d'un seul de ces deux concepts suffit. Dans ce cas, il serait plus indiqué d'opter pour le deuxième concept, étant donné qu'il s'agit du terme le plus utilisé pour désigner le phénomène visé. Pour le reste, les auteurs signalent que dans le corps même du texte de la loi du 30 juillet 1981 le terme « xénophobie » n'est pas du tout pertinent pour décrire les délits à poursuivre.

N° 37 de MM. Dominiek LOOTENS-STAEEL (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au premier alinéa du point 4 a) de l'article 9 du règlement, supprimer les termes « ou la xénophobie ».

JUSTIFICATION

La xénophobie en tant que telle n'a que peu à voir avec le racisme et, à certains égards, en est l'opposé. En effet la xénophobie n'est rien d'autre que la peur de l'étranger. Il est franchement absurde de punir une phobie, quel qu'en soit sa nature car elle est le produit de mécanismes psychologiques compliqués. Alors que le racisme est agressif ou discriminatoire, la xénophobie est un moyen de défense dû par la crainte d'être dominé par l'autre. Comme l'a notamment avancé l'ethnologue juif français de gauche Claude Lévi-Strauss lors d'une conférence de l'Unesco en 1971, la xénophobie est une stratégie contre la domination de l'Autre tandis que le racisme vise à nier voire à détruire l'identité de l'Autre.

À côté de l'hétéro-racisme, il existe aussi une forme d'auto-racisme, où le sujet raciste est dans le même temps l'objet du racisme. Ce qui mène à la négation de sa propre identité voire à la volonté latente ou non d'abolir sa propre identité, c'est-à-dire de gommer la différence entre le Soi et l'Autre. Les théories multiculturelles qui sont surtout défendues par des idéologues de gauche, en sont des exemples. Ces théories visent *in fine* la réalisation d'un melting pot et la création d'une nouvel être humain supérieur : le métisse ou le créole. Les auteurs rejettent les deux formes de racisme pour des raisons morales mais estiment pour le reste qu'il n'est pas souhaitable de les sanctionner pénalement au moyen d'une loi spécifique.

Les auteurs du présent amendement sont partisans de la suppression du mot « xénophobie » dans le titre. Si on part du principe que les concepts de « xénophobie » et de « racisme » ont la même signification, la mention d'un seul de ces deux concepts suffit. Dans ce cas, il serait plus indiqué d'opter pour le deuxième concept, étant donné qu'il s'agit du terme le plus utilisé pour désigner le phénomène visé. Pour le reste, les auteurs signalent que dans le corps même du texte de la loi du 30 juillet 1981 le terme « xénophobie » n'est pas du tout pertinent pour décrire les délits à poursuivre.

racisme op morele gronden, maar achten het voor het overige niet wenselijk om ze door middel van een specifieke wet strafrechtelijk sanctionneerbaar te stellen.

De indieners van onderhavig amendement zijn er voorstander van om de verwijzing in de titel naar het begrip « xenofobie » achterwege te laten. Wanneer men er vanuit gaat dat de begrippen « xenofobie » en « racisme » dezelfde betekenis hebben, volstaat de verwijzing naar één van beide begrippen. Het zou in dat geval aangewezen zijn om te kiezen voor het tweede begrip, aangezien dit de meest gebruikelijke benaming is voor het bedoelde fenomeen. Overigens wijzen de indieners erop dat in de eigenlijke tekst van de wet van 30 juli 1981 de term « xenofobie » geen enkele relevantie heeft voor de omschrijving van de misdrijven waarvan men de vervolging beoogt.

Nr. 37 van de heren Dominiek LOOTENS-STAEEL (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

In het eerste lid van punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, de woorden « of xenofobie » te doen vervallen.

VERANTWOORDING

Xenofobie heeft als dusdanig weinig met racisme te maken en is er in bepaalde opzichten de antipode ervan. Xenofobie is immers niets anders dan de vrees voor datgene wat vreemd is. Het is ronduit absurd om een fobie, van welke aard dan ook, strafbaar te stellen, daar zij het product is van ingewikkelde psychologische mechanismen. Terwijl racisme aanvalend of discriminerend is ingesteld, is xenofobie in wezen op verdediging gericht en ingegeven door de angst om door de Andere overheerst te worden. Xenofobie is – zoals onder meer de linkse Joods-Franse etnoloog Claude Lévi-Strauss in 1971 op een conferentie van de Unesco poneerde – een strategie tegen overheersing door de Andere, terwijl racisme erop uit is om de identiteit van de Andere te ontkennen of zelfs te vernietigen.

Naast het hetero-racisme bestaat er ook zoiets als een auto-racisme, waarbij het racistische subject tegelijk het object van de racistische ingesteldheid vormt. Dit leidt dan tot ontkenning van de eigen identiteit of zelfs tot de al dan niet latente wil om de eigen identiteit op te heffen, dit wil zeggen om het onderscheid tussen het Eigene en het Andere uit te vlakken. Voorbeelden van dit laatste zijn de vooral door linkse ideologen verdedigde multiculturele theorieën die *in fine* gericht zijn op het tot stand brengen van een melting pot en de creatie van een nieuwe superieure mens : de métisse of de creool. De indieners verwerpen beide vormen van racisme op morele gronden, maar achten het voor het overige niet wenselijk om ze door middel van een specifieke wet strafrechtelijk sanctionneerbaar te stellen.

De indieners van onderhavig amendement zijn er voorstander van om de verwijzing in de titel naar het begrip « xenofobie » achterwege te laten. Wanneer men er vanuit gaat dat de begrippen « xenofobie » en « racisme » dezelfde betekenis hebben, volstaat de verwijzing naar één van beide begrippen. Het zou in dat geval aangewezen zijn om te kiezen voor het tweede begrip, aangezien dit de meest gebruikelijke benaming is voor het bedoelde fenomeen. Overigens wijzen de indieners erop dat in de eigenlijke tekst van de wet van 30 juli 1981 de term « xenofobie » geen enkele relevantie heeft voor de omschrijving van de misdrijven waarvan men de vervolging beoogt.

Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)
Erland PISON (N)

N° 38 de MM. Erland PISON (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« *Ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des crimes commis en Corée du Nord par la dictature communiste contre les dissidents politiques et religieux.* ».

JUSTIFICATION

En 1948, l'ONU adopta une résolution qui décrivait en 19 articles comment prévenir et punir le génocide. Il avait été convenu que la collaboration internationale était une nécessité en cas de génocide. Cela signifie qu'en cas de génocide, la communauté internationale est tenue d'intervenir. Malheureusement cela signifie que la majorité des États membres hésitent longtemps avant de considérer qu'un massacre est un génocide, afin d'échapper à cette obligation. La définition que cette convention internationale donne du génocide est la suivante : « Le génocide s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein d'un groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants d'un groupe à un autre groupe. ».

Après la Deuxième Guerre mondiale, la Corée du Nord s'est rapidement transformée en un État communiste doté d'un parti central et d'une série de comités populaires qui ont entrepris de confisquer les terres. Cette politique de développement a reçu le soutien d'intellectuels français dont Jean-Paul Sartre et Claude Bourlet. Afin de perpétuer le système, la Corée du Nord reçut une aide financière massive de l'Union soviétique et de la Chine. S'ensuivirent en interne des épurations dirigées contre des personnes et des groupes accusés de révisionnisme. Lentement mais sûrement, la Corée du Nord développa son propre coréanisme communiste et nationaliste, qui obtint les sympathies de dirigeants politiques comme Tito, Pol Pot, Ceausescu, Robert Mugabe, Georges Marchais (dirigeant des communistes français), Fidel Castro et même François Mitterand.

Cependant, du point de vue économique, la politique nord-coréenne est catastrophique. Le pays ne s'alimente pas mais il s'arme. Il ressort de rapports internationaux que, depuis 1995, plus de deux millions de Nord-Coréens sont morts de faim. Près de la moitié des enfants en Corée du Nord sont sous-alimentés. Les paysans cultivent la terre à la main car il n'y a presque pas de machines. L'économie planifiée interdit la production personnelle et les bénéfices, la Corée du Nord ne parvient donc pas à produire assez de nourriture pour couvrir les besoins de sa population. À cela s'ajoutent la déforestation, l'érosion et le manque de moyens techniques. La chute de l'Union soviétique a également tari cette source d'aide. Le pays ne survit que grâce à l'énorme aide alimentaire des USA et de l'UE dans le cadre du PAM. Mais le manque de nourriture reste d'ailleurs un problème structurel. D'ailleurs un des flux migratoires les moins connus au monde est celui qui va de la Corée du Nord vers la Chine. On

Nr. 38 van de heren Erland PISON (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« *Of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de misdaden die de communistische dictatuur in Noord-Korea pleegde tegen politieke en religieuze dissidenten.* ».

VERANTWOORDING

In 1948 nam de VN een resolutie aan. Hierin werd in 19 artikelen beschreven hoe genocide moet worden voorkomen en gestraft. Er werd afgesproken dat in geval van genocide internationale samenwerking noodzakelijk is. Dit betekent dat de internationale gemeenschap in het geval van genocide verplicht is in te grijpen. Helaas betekent dit dat de meeste lidstaten lang aarzelen alvorens massamoorden als genocide aan te merken, om onder deze verplichting uit te komen. De definitie in deze internationale conventie luidt als volgt : « Genocide betekent een van de volgende daden, gepleegd met de intentie een nationale, etnische, raciale of religieuze groep gedeeltelijk of totaal te vernietigen. Hieronder vallen :

- a) Vermoorden van leden van de groep;
- b) Veroorzaken van ernstige geestelijke of lichamelijke schade aan leden van de groep;
- c) Het opzettelijk implementeren van leefomstandigheden die gericht zijn op gedeeltelijke of totale fysieke vernietiging van de groep;
- d) Maatregelen die erop gericht zijn geboorten binnen een groep te verhinderen;
- e) Het onder dwang transformeren van kinderen van de ene groep naar een andere groep. ».

Na de Tweede Wereldoorlog ontwikkelde Noord-Korea snel tot een communistische staat met een centrale partij en een reeks volkscomités die begonnen met de confiscatie van de gronden. Deze politieke ontwikkeling kreeg de steun van Franse intelligentia waaronder Jean-Paul Sartre en Claude Bourlet. Om het systeem in stand te houden kregen de Noord-Koreanen massale financiële steun van de Sovjet-Unie en China. Intern volgden zuiveringen tegen personen en groepen die beschuldigd werden van revisionisme. Langzaam maar zeker ontwikkelde Noord-Korea een eigen communistisch en nationalistisch koreanisme. Het kreeg de sympathie van politieke leiders als Tito, Pol Pot, Ceausescu, Robert Mugabe, Georges Marchais (leider van de Franse communisten), Fidel Castro en zelfs van François Mitterand.

Economisch is de Noord-Koreaanse politiek evenwel een ramp. Het land eet niet maar bewapent zich wel. Uit internationale rapporten blijkt dat sinds 1995 meer dan 2 miljoen Noord-Koreanen stierven bij gebrek aan eten. Bijna de helft van de kinderen in Noord-Korea is ondervoed. Landbouwers bewerken er het land met de hand want er zijn bijna geen machines. Door de collectivistische planeconomie die persoonlijke productie en winst verbiedt, slaagt men er niet in voldoende voedsel te produceren voor de eigen bevolking. Daarbij komen nog ontbossing, erosie en gebrek aan technische hulpmiddelen. Sinds de val van de Sovjet-Unie komt er ook vanuit die hoek geen hulp meer. Het land kan alleen overleven dankzij enorme voedselsteun van de VS en de Europese Unie in het kader van het World Food Program. Het tekort aan voedsel blijft er evenwel een structureel probleem. Een van de minst gekende vluchtelingenstromen in de wereld is dan ook die van Noord-Korea naar China. Naar

estime que 300 000 Nord-Coréens se cachent en Chine. Ils fuient la faim et les poursuites. Les autorités chinoises renvoient impitoyablement en Corée du Nord les réfugiés qu'elles attrapent. Dans leur pays, ils courent un risque réel d'être emprisonnés, maltraités ou même tués.

La Corée du Nord stalinienne a toujours eu la même attitude affligante vis-à-vis de la liberté de religion : la liberté de religion est inexistante. Le régime nord-coréen dispose toujours de camps de travail politiques où croupissent quelque 200 000 personnes. Des dizaines de milliers d'entre eux sont emprisonnés parce qu'ils sont chrétiens, d'autres parce qu'ils ont osé critiquer la politique meurtrière du paradis des travailleurs socialiste nord-coréen. Dans les camps, ils sont confrontés à la torture, à la faim et à la mort.

Le grand leader du Suryong est au-dessus de chaque institution et norme juridique et constitutionnelle. Les déplacements, les opinions et les informations (sur machines à écrire et photocopieuses) sont contrôlés. Celui qui ne se soumet pas est rééduqué et les plus récalcitrants sont emprisonnés avec toute leur famille. Le programme télévisé néerlandais NOVA a donné une bonne idée de l'endoctrinement des enfants en réalisant un sujet sur la traduction du Journal d'Anne Frank en nord-coréen et sa grande popularité auprès des écoliers locaux. L'histoire d'une jeune fille juive qui doit se cacher de l'occupant fasciste cadre apparemment avec l'idéologie dominante opposée à l'impérialisme de Bush et des autres pays capitalistes.

Le reportage de NOVA sur cet événement est révélateur. Les enseignants nord-coréens utilisent le livre comme moyen de propagande efficace. On peut ainsi voir quelques écoliers lire des passages sciemment choisis pour incriminer l'ennemi américain d'aujourd'hui. Lorsque le journaliste a posé une question sur la cause du manque de nourriture, dont Anne Frank a aussi souffert, les accompagnateurs officiels de l'équipe de télévision se sont rapidement interposés. Cette question n'était pas prévue et a visiblement troublé les écoliers interrogés. Une institutrice a rapidement soufflé la réponse aux enfants. « Le manque de nourriture s'expliquait par le fait que les bourgeois privaient le prolétariat de nourriture », telle fut la réponse après une courte pause. Exactement les mots qu'on avait soufflés de façon audible aux enfants devant la caméra. Cette courte scène résume à elle seule comment la Corée du Nord, l'un des derniers bastions du communisme, s'accommode de la vérité.

On ne parle pratiquement jamais des camps de travail nord-coréens. Le comité américain de défense des droits de l'homme a pourtant publié fin 2003 un rapport alarmant. Quelque 200.000 personnes croupissent dans ces camps, ils ne reçoivent pratiquement rien à manger ni à boire et sont mal en point.

L'ensemble de la société gémit sous le régime du cher Leader Kim Jong Il, mais les chrétiens, sont encore - si c'est possible - persécutés plus durement. Croire en un autre Dieu que Kim Jong Il est une offense directe au gouvernement punie d'une peine qui ravale un homme en-dessous d'un cochon. Les chrétiens ne peuvent pas regarder le ciel sous peine d'être condamnés à une mort horrible. Soon Ok Lee décrit la mort de codétenus chrétiens qui se recroquevillent littéralement après qu'on a versé sur eux du fer en fusion à 650 degrés. Naturellement à la plus grande gloire du dictateur socialiste lui-même.

La chaîne britannique BBC a diffusé en juillet 2004 une interview d'un chimiste nord-coréen qui disait avoir expérimenté un gaz mortel sur des prisonniers politiques. « Nous voulions connaître la quantité de gaz nécessaire pour détruire Séoul. ».

L'homme, appelé Dr Kim, disait que les expériences visaient à déterminer le délai pour tuer quelqu'un. Kim décrivait une chambre à gaz aux parois de verre permettant aux scientifiques de voir le gazage des prisonniers. Kim a été mêlé à de telles expériences à partir de 1979. En 2002, il a fui en Corée du Sud. Son histoire présente des similitudes avec celle d'un autre Nord-Coréen, Kwon Hyok. Cet homme, ancien officier des services de renseignements militaires nord-coréens selon ses dires, a joué un rôle clé dans un documentaire de la BBC diffusé en février 2004 qui abor-

schattung 300.000 Noord-Koreanen verbergen zich in China. Zij zijn op de vlucht voor honger en vervolging. De Chinese overheid stuurt opgepakte vluchtelingen zonder pardon terug naar Noord-Korea. Daar lopen ze een reëel risico om gevangen, mishandeld of zelfs gedood te worden.

In stalinistisch Noord-Korea is het ook met de godsdienstvrijheid onveranderd bedroevend gesteld : er is absoluut geen vrijheid van godsdienst. Het Noord-Koreaanse regime heeft nog steeds politieke werk-kampen waar ongeveer 200.000 mensen worden vastgehouden. Tienduizenden van hen zitten er gevangen omdat ze christen zijn, anderen omdat ze het moordende beleid van het Noord-Koreaanse socialistische arbeidersparadijs durven bekritisieren. Zij hebben in de kampen te maken met marteling, honger en dood.

De Grote Leider of Suryong staat boven elke instellingen en juridische en constitutionele regelgeving. Er bestaat controle op verplaatsingen, meningen en informatie (op schrijfmachines en kopieerapparaten). Wie zich niet plooit wordt heropgevoed en wie echt moeilijk doet wordt gekozen gezet samen met de hele familie. Een goed staaltje van de indoctrinatie van kinderen was te zien in het Nederlandse televisieprogramma NOVA. Onderwerp was de vertaling van het boek Het Achterhuis van Anne Frank in het Noord-Koreaanse en de grote populariteit ervan onder de plaatselijke scholieren. De geschiedenis van het joodse meisje dat zich moest schuilhouden voor de fascistische bezetters past blijkbaar in de heersende ideologie tegen het imperialisme van Bush en andere kapitalistische landen.

De reportage van NOVA over deze gebeurtenis is onthullend. Het boek wordt door onderwijzers in Noord-Korea gebruikt als een efficiënt propagandamiddel. Zo zie je hoe enkele scholieren doelbewust gekozen fragmenten voorlezen als aanklacht tegen de hedendaagse Amerikaanse vijand. Toen de interviewer een vraag stelde over de oorzaak van het voedseltekort, iets waar ook Anne Frank onder leed, kwamen de officiële begeleiders van de cameraploeg vlug tussenbeide. Die vraag was onvoor-zien en bracht de geïnterviewde scholieren duidelijk in verwarring. Een juffrouw kwam de kinderen snel het antwoord influisteren. « Voedseltekort was te wijten aan de bourgeois die het eten wegielden voor het proletariaat », zo klonk het na een korte onderbreking. Net dezelfde woorden die de kinderen hoorbaar voor de camera werden ingefluisterd. Die korte scène maakte in één klap duidelijk hoe Noord-Korea als een van de laatste communistische bolwerken omgaat met de waarheid.

De strafkampen in Noord-Korea komen bijna nooit in het nieuws. Het Amerikaanse Comité voor de Mensenrechten publiceerde er einde 2003 nochtans een alarmerend rapport over. Zo wat tweehonderdduizend mensen zitten in die kampen, ze krijgen nauwelijks te eten en te drinken en zijn er slecht aan toe.

De hele samenleving zucht onder het bewind van de « goddelijk Kim Jong Il », maar christenen worden, zo mogelijk, nog harder vervolgd. Geloof in zoiets als een God, behalve Kim Jong Il zelf, is een regelrechte belediging van de regering en daar staat een straf op die een mens lager maakt dan een varken. Christenen mogen niet naar de hemel kijken, doen ze dat wel, dan volgt een verschrikkelijke dood. Soon Ok Lee beschrijft de dood van christelijke kampgenoten die, overgoten met kokend ijzer van 650 graden letterlijk in elkaar schrompelen. Uiteraard ter meerdere eer en glorie van de socialistische dictator zelf.

De Britse omroep BBC heeft in juli 2004 een interview uitgezonden met een Noord-Koreaanse chemicus die zegt experimenten met dodelijk gas te hebben uitgevoerd op politieke gevangenen. « We wilden weten hoe veel gas nodig was om heel Seoul uit te roeien. ».

De man, aangeduid als Dr. Kim, zei dat de experimenten waren bedoeld om vast te stellen hoe lang het duurde voor iemand doodgaat. Kim beschreef een gaskamer met glazen wanden waar wetenschappers toekijken hoe gevangenen werden vergast. Kim was vanaf 1979 bij dergelijke experimenten betrokken. In 2002 vluchtte hij naar Zuid-Korea. Kims verhaal vertoont overeenkomsten met dat van een andere Noord-Koreaan, Kwon Hyok. Deze man, naar eigen zeggen een voormalige officier van de militaire inlichtingendienst van Noord-Korea, speelde een hoofdrol in

daît les expériences faites avec des gaz toxiques dans les camps nord-coréens. Lui aussi évoquait les chambres à gaz aux parois de verre.

Selon les auteurs du rapport du comité américain de défense des droits de l'homme mentionné ci-dessus, les goulags nord-coréens ont été bâtis suivant le modèle stalinien. Des documents montrent que dans les années 1950 des « spécialistes » soviétiques ont aidé à la construction de ces camps nord-coréens.

Le rapport mentionne l'arrestation et l'emprisonnement de prétendus criminels politiques, accusés d'avoir lu des journaux étrangers, chanté des chansons pop sud-coréennes ou offensé le dictateur nord-coréen.

Ces prisonniers, parmi lesquels des enfants, se voyaient imposer des quotas particulièrement inhumains dans les camps de travail et étaient soumis à des humiliations et des mauvais traitements des plus cruels.

Le rapport distingue deux types de camps en Corée du Nord. Tout d'abord, les « goulags » nord-coréens, des camps de travail où des prisonniers politiques sont enfermés avec des criminels de droit commun et sont contraints à un travail lourd et inhumain, souvent jusqu'à ce que mort s'en suive. Le travail pénible, les tortures, les exécutions et le manque de nourriture ont causé la mort de dizaines de milliers de détenus dans les camps. Les exécutions publiques, par pendaison ou devant un peloton d'exécution, y sont pratiquées. Les prisonniers de ces camps sont souvent enfermés pendant des années sans procès. Même les membres de leur famille sont arrêtés et emprisonnés jusqu'à la troisième génération.

Il y a ensuite des camps plus petits, le long de la frontière avec la Chine, où on trouve surtout des Coréens qui ont voulu fuir pour chercher de la nourriture en Chine en raison de la famine qui règne au paradis des travailleurs et que la Chine a livré à la Corée du Nord.

Dans les deux types de camps, les violations des droits de l'homme sont flagrantes, allant des tortures et des mauvais traitements aux avortements forcés et même aux meurtres de nouveaux-nés. Les autorités de la Corée du Nord stalinienne agiraient ainsi de crainte que les femmes aient été mises enceintes par des Chinois. Une ancienne prisonnière a raconté qu'elle avait été obligée de déclencher le travail et d'étrangler ensuite le nouveau-né avec un essuie humide sous les yeux de sa mère. D'autres racontent que de nombreux bébés sont enterrés vivants où sont placés le visage contre le sol pour qu'ils meurent.

Certains de ces camps se chargent également de la rééducation politique des prisonniers; c'est par exemple le cas dans le camp de Yodok, dans la province du Hamgyong du Sud. Inutile de préciser que cette « rééducation » s'accompagne de violences physiques et mentales.

Kang Chol-Hwan avait neuf ans quand il fut enfermé dans le camp pénitentiaire de Yodok parce que son grand-père avait fait l'éloge du capitalisme japonais. Dix ans plus tard, il put s'échapper et raconta son expérience dans le livre *Les Aquariums* de Pyongyang. Ahn Myong-chol qui fut gardien au camp 22 de Hoeryong pendant sept ans a livré un autre témoignage. Il a pu fuir le pays en traversant la rivière Tuman, qui marque la frontière avec la Chine voisine. Tous deux insistent sur la terreur systématique, la répression et les traitements inhumains dans leur pays. En dépit de cela, des organisations d'extrême gauche occidentales présentent toujours la Corée du Nord communiste comme un État modèle et la dernière nation à mettre en oeuvre le socialisme authentique.

Entre-temps, l'auteur français Stéphane Courtois estime que la dictature socialiste a causé la mort de plus de 2.000.000 de personnes en Corée du Nord.

een in februari 2004 uitgezonden BBC-documentaire over gifgasexperimenten in Noord-Koreaanse kampen. Ook hij vertelde over gaskamers met wanden van glas.

Voor de auteurs van het eerder genoemde rapport van het Amerikaanse Comité voor de Mensenrechten werden de Noord-Koreaanse gulagkampen gebouwd naar Stalinistisch model. Documenten tonen aan dat in de jaren 1950 Sovjetrussische « specialisten » hielpen bij het bouwen van deze Koreaanse kampen.

Het rapport maakt melding van de arrestatie en opsluiting van zogenaamde « politieke misdadigers » die zich schuldig hadden gemaakt aan zaken zoals het lezen van een buitenlandse krant, het zingen van Zuid-Koreaanse popliedjes, of het beledigen van de Noord-Koreaanse dictator.

Deze gevangenen, waaronder ook kinderen, kregen onmenselijk zware quota's opgelegd in de werkkampen, en werden onderworpen aan de meest wrede vernederingen en mishandelingen.

Het rapport stelt dat er in Noord-Korea twee verschillende soorten kampen zijn. Ten eerste de zogenaamde Noord-Koreaanse *Gulags* – werkkampen – waar politieke gevangenen samen worden opgesloten met misdadigers van gemeen recht, en waar ze verplicht worden tot onmenselijk harde arbeid, vaak tot de dood volgt. De zware arbeid, de folteringen, de executies, en het gebrek aan voedsel zorgde ervoor dat tienduizenden de kampen niet overleefd hebben. Publieke executies, door ophanging of door een vuurpeloton, zijn er de orde van de dag. De gevangenen in deze kampen worden vaak zonder enige vorm van proces jarenlang opgesloten. Zelfs hun familieleden tot in de derde generatie worden opgepakt en geïnterneerd.

Ten tweede onderscheidt men de kleinere kampen nabij de Koreaans-Chinese grens waar voornamelijk Koreanen worden in opgesloten die omwille van de grote hongersnood in het arbeidersparadijs naar China vluchtten op zoek naar eten, en door het Chinese regime weer werden uitgeleverd aan Noord-Korea.

In beide soorten kampen is sprake van flagrante schendingen van de mensenrechten, gaande van mishandelingen en folteringen, tot verplichte abortussen voor zwangere vrouwen en zelfs kindermoord op pasgeboren baby's. De autoriteiten in het stalinistische Noord-Korea zouden dat doen omdat ze vrezen dat de vrouwen door Chinese mannen zijn bevrucht. Eén van de voormalige gevangenen vertelde verplicht te zijn geweest mee te werken aan het kunstmatig opwekken van weeën, om vervolgens toe te moeten zien hoe de ter wereld gebrachte baby voor de ogen van haar moeder met een natte handdoek werd gewurgd. Anderen vertellen dat veel baby's levens worden begraven of met hun gezicht op de grond worden gelegd om te sterven.

Sommige van deze kampen houden zich ook bezig met de politieke heropvoeding van de gevangenen; zoals bijvoorbeeld het Yodok-kamp in de zuidelijke Hamgyong Provincie. Dat deze « heropvoeding » gepaard gaat met zowel fysiek als mentaal geweld behoeft geen verder betoog.

Kang Chol-Hwan was negen jaar oud toen hij werd opgesloten in het strafkamp Yodok omdat zijn grootvader zich positief had uitgelaten over het kapitalisme in Japan. Een decennium later kon hij ontvluchten en schreef hij zijn ervaringen neer in het boek *The Aquariums of Pyongyang*. Een andere getuigenis komt van Ahn Myong-chol die zeven jaar bewaker was in kamp 22 van Hoeryong. Hij kon het land ontvluchten door de Tuman-rivier met buurland China over te steken. Beiden wijzen ze op de systematische terreur, de onderdrukking en onmenselijke behandeling in hun land. Ondanks dit alles stellen uiterst linkse organisaties in het Westen het communistische Noord-Korea nog steeds voor als een modelstaat en als de ultieme natie die het ware socialisme toepast.

De Franse auteur Stéphane Courtois berekende dat de socialistische dictatuur in Noord-Korea intussen het leven heeft gekost aan meer dan 2.000.000 mensen.

N° 39 de MM. Erland PISON (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« *Ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des crimes commis en Corée du Nord par la dictature communiste contre les dissidents politiques et religieux.* ».

JUSTIFICATION

En 1948, l'ONU adopta une résolution qui décrivait en 19 articles comment prévenir et punir le génocide. Il avait été convenu que la collaboration internationale était une nécessité en cas de génocide. Cela signifie qu'en cas de génocide, la communauté internationale est tenue d'intervenir. Malheureusement cela signifie que la majorité des États membres hésitent longtemps avant de considérer qu'un massacre est un génocide, afin d'échapper à cette obligation. La définition que cette convention internationale donne du génocide est la suivante : « Le génocide s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein d'un groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants d'un groupe à un autre groupe. ».

Après la Deuxième Guerre mondiale, la Corée du Nord s'est rapidement transformée en un État communiste doté d'un parti central et d'une série de comités populaires qui ont entrepris de confisquer les terres. Cette politique de développement a reçu le soutien d'intellectuels français dont Jean-Paul Sartre et Claude Bourlet. Afin de perpétuer le système, la Corée du Nord reçut une aide financière massive de l'Union soviétique et de la Chine. S'ensuivirent en interne des épurations dirigées contre des personnes et des groupes accusés de révisionnisme. Lentement mais sûrement, la Corée du Nord développa son propre coréanisme communiste et nationaliste, qui obtint les sympathies de dirigeants politiques comme Tito, Pol Pot, Ceausescu, Robert Mugabe, Georges Marchais (dirigeant des communistes français), Fidel Castro et même François Mitterand.

Cependant, du point de vue économique, la politique nord-coréenne est catastrophique. Le pays ne s'alimente pas mais il s'arme. Il ressort de rapports internationaux que, depuis 1995, plus de deux millions de Nord-Coréens sont morts de faim. Près de la moitié des enfants en Corée du Nord sont sous-alimentés. Les paysans cultivent la terre à la main car il n'y a presque pas de machines. L'économie planifiée interdit la production personnelle et les bénéfices, la Corée du Nord ne parvient donc pas à produire assez de nourriture pour couvrir les besoins de sa population. À cela s'ajoutent la déforestation, l'érosion et le manque de moyens techniques. La chute de l'Union soviétique a également tari cette source d'aide. Le pays ne survit que grâce à l'énorme aide alimentaire des USA et de l'UE dans le cadre du PAM. Mais le manque de nourriture reste d'ailleurs un problème structurel. D'ailleurs un des flux migratoires les moins connus au monde est celui qui va de la Corée du Nord vers la Chine. On

Nr. 39 van de heren Erland PISON (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« *Of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de misdaden die de communistische dictatuur in Noord-Korea pleegde tegen politieke en religieuze dissidenten.* ».

VERANTWOORDING

In 1948 nam de VN een resolutie aan. Hierin werd in 19 artikelen beschreven hoe genocide moet worden voorkomen en gestraft. Er werd afgesproken dat in geval van genocide internationale samenwerking noodzakelijk is. Dit betekent dat de internationale gemeenschap in het geval van genocide verplicht is in te grijpen. Helaas betekent dit dat de meeste lidstaten lang aarzelen alvorens massamoorden als genocide aan te merken, om onder deze verplichting uit te komen. De definitie in deze internationale conventie luidt als volgt : « Genocide betekent een van de volgende daden, gepleegd met de intentie een nationale, etnische, raciale of religieuze groep gedeeltelijk of totaal te vernietigen. Hieronder vallen :

- a) Vermoorden van leden van de groep;
- b) Veroorzaken van ernstige geestelijke of lichamelijke schade aan leden van de groep;
- c) Het opzettelijk implementeren van leefomstandigheden die gericht zijn op gedeeltelijke of totale fysieke vernietiging van de groep;
- d) Maatregelen die erop gericht zijn geboorten binnen een groep te verhinderen;
- e) Het onder dwang transformeren van kinderen van de ene groep naar een andere groep. ».

Na de Tweede Wereldoorlog ontwikkelde Noord-Korea snel tot een communistische staat met een centrale partij en een reeks volkscomités die begonnen met de confiscatie van de gronden. Deze politieke ontwikkeling kreeg de steun van Franse intelligentia waaronder Jean-Paul Sartre en Claude Bourlet. Om het systeem in stand te houden kregen de Noord-Koreanen massale financiële steun van de Sovjet-Unie en China. Intern volgden zuiveringen tegen personen en groepen die beschuldigd werden van revisionisme. Langzaam maar zeker ontwikkelde Noord-Korea een eigen communistisch en nationalistisch koreanisme. Het kreeg de sympathie van politieke leiders als Tito, Pol Pot, Ceausescu, Robert Mugabe, Georges Marchais (leider van de Franse communisten), Fidel Castro en zelfs van François Mitterand.

Economisch is de Noord-Koreaanse politiek evenwel een ramp. Het land eet niet maar bewapent zich wel. Uit internationale rapporten blijkt dat sinds 1995 meer dan 2 miljoen Noord-Koreanen stierven bij gebrek aan eten. Bijna de helft van de kinderen in Noord-Korea is ondervoed. Landbouwers bewerken er het land met de hand want er zijn bijna geen machines. Door de collectivistische planeconomie die persoonlijke productie en winst verbiedt, slaagt men er niet in voldoende voedsel te produceren voor de eigen bevolking. Daarbij komen nog ontbossing, erosie en gebrek aan technische hulpmiddelen. Sinds de val van de Sovjet-Unie komt er ook vanuit die hoek geen hulp meer. Het land kan alleen overleven dankzij enorme voedselsteun van de VS en de Europese Unie in het kader van het World Food Program. Het tekort aan voedsel blijft er evenwel een structureel probleem. Een van de minst gekende vluchtelingenstromen in de wereld is dan ook die van Noord-Korea naar China. Naar

estime que 300.000 Nord-Coréens se cachent en Chine. Ils fuient la faim et les poursuites. Les autorités chinoises renvoient impitoyablement en Corée du Nord les réfugiés qu'elles attrapent. Dans leur pays, ils courent un risque réel d'être emprisonnés, maltraités ou même tués.

La Corée du Nord stalinienne a toujours eu la même attitude affligante vis-à-vis de la liberté de religion : la liberté de religion est inexistante. Le régime nord-coréen dispose toujours de camps de travail politiques où crouissent quelque 200.000 personnes. Des dizaines de milliers d'entre eux sont emprisonnés parce qu'ils sont chrétiens, d'autres parce qu'ils ont osé critiquer la politique meurtrière du paradis des travailleurs socialiste nord-coréen. Dans les camps, ils sont confrontés à la torture, à la faim et à la mort.

Le grand leader du Suryong est au-dessus de chaque institution et norme juridique et constitutionnelle. Les déplacements, les opinions et les informations (sur machines à écrire et photocopieuses) sont contrôlés. Celui qui ne se soumet pas est rééduqué et les plus récalcitrants sont emprisonnés avec toute leur famille. Le programme télévisé néerlandais NOVA a donné une bonne idée de l'endoctrinement des enfants en réalisant un sujet sur la traduction du Journal d'Anne Frank en nord-coréen et sa grande popularité auprès des écoliers locaux. L'histoire d'une jeune fille juive qui doit se cacher de l'occupant fasciste cadre apparemment avec l'idéologie dominante opposée à l'impérialisme de Bush et des autres pays capitalistes.

Le reportage de NOVA sur cet événement est révélateur. Les enseignants nord-coréens utilisent le livre comme moyen de propagande efficace. On peut ainsi voir quelques écoliers lire des passages sciemment choisis pour incriminer l'ennemi américain d'aujourd'hui. Lorsque le journaliste a posé une question sur la cause du manque de nourriture, dont Anne Frank a aussi souffert, les accompagnateurs officiels de l'équipe de télévision se sont rapidement interposés. Cette question n'était pas prévue et a visiblement troublé les écoliers interrogés. Une institutrice a rapidement soufflé la réponse aux enfants. « Le manque de nourriture s'expliquait par le fait que les bourgeois privaient le prolétariat de nourriture », telle fut la réponse après une courte pause. Exactement les mots qu'on avait soufflés de façon audible aux enfants devant la caméra. Cette courte scène résume à elle seule comment la Corée du Nord, l'un des derniers bastions du communisme, s'accommode de la vérité.

On ne parle pratiquement jamais des camps de travail nord-coréens. Le comité américain de défense des droits de l'homme a pourtant publié fin 2003 un rapport alarmant. Quelque 200.000 personnes crouissent dans ces camps, ils ne reçoivent pratiquement rien à manger ni à boire et sont mal en point.

L'ensemble de la société gémit sous le régime du Cher Leader Kim Jong Il, mais les chrétiens, sont encore – si c'est possible – persécutés plus durement. Croire en un autre Dieu que Kim Jong Il est une offense directe au gouvernement punie d'une peine qui ravale un homme en-dessous d'un cochon. Les chrétiens ne peuvent pas regarder le ciel sous peine d'être condamnés à une mort horrible. Soon Ok Lee décrit la mort de codétenus chrétiens qui se recroquevillent littéralement après qu'on a versé sur eux du fer en fusion à 650 degrés. Naturellement à la plus grande gloire du dictateur socialiste lui-même.

La chaîne britannique BBC a diffusé en juillet 2004 une interview d'un chimiste nord-coréen qui disait avoir expérimenté un gaz mortel sur des prisonniers politiques. « Nous voulions connaître la quantité de gaz nécessaire pour détruire Séoul. ».

L'homme, appelé Dr Kim, disait que les expériences visaient à déterminer le délai pour tuer quelqu'un. Kim décrivait une chambre à gaz aux parois de verre permettant aux scientifiques de voir le gazage des prisonniers. Kim a été mêlé à de telles expériences à partir de 1979. En 2002, il a fui en Corée du Sud. Son histoire présente des similitudes avec celle d'un autre Nord-Coréen, Kwon Hyok. Cet homme, ancien officier des services de renseignements militaires nord-coréens selon ses dires, a joué un rôle clé dans un documentaire de la BBC diffusé en février 2004 qui abordait les expériences faites avec des gaz toxiques dans les camps

schatting 300.000 Noord-Koreanen verbergen zich in China. Zij zijn op de vlucht voor honger en vervolging. De Chinese overheid stuurt opgepakte vluchtelingen zonder pardon terug naar Noord-Korea. Daar lopen ze een reëel risico om gevangen, mishandeld of zelfs gedood te worden.

In stalinistisch Noord-Korea is het ook met de godsdienstvrijheid onveranderd bedroevend gesteld : er is absoluut geen vrijheid van godsdienst. Het Noord-Koreaanse regime heeft nog steeds politieke werk-kampen waar ongeveer 200.000 mensen worden vastgehouden. Tien-duizenden van hen zitten er gevangen omdat ze christen zijn, anderen omdat ze het moordende beleid van het Noord-Koreaanse socialistische arbeidersparadijs durven bekritisieren. Zij hebben in de kampen te maken met marteling, honger en dood.

De Grote Leider of Suryong staat boven elke instellingen en juridische en constitutionele regelgeving. Er bestaat controle op verplaatsingen, meningen en informatie (op schrijfmachines en kopieerapparaten). Wie zich niet plooit wordt heropgevoed en wie echt moeilijk doet wordt gevangen gezet samen met de hele familie. Een goed staaltje van de indoctrinatie van kinderen was te zien in het Nederlandse televisieprogramma NOVA. Onderwerp was de vertaling van het boek Het Achterhuis van Anne Frank in het Noord-Koreaanse en de grote populariteit ervan onder de plaatselijke scholieren. De geschiedenis van het joodse meisje dat zich moest schuilhouden voor de fascistische bezetters past blijkbaar in de heersende ideologie tegen het imperialisme van Bush en andere kapitalistische landen.

De reportage van NOVA over deze gebeurtenis is onthullend. Het boek wordt door onderwijzers in Noord-Korea gebruikt als een efficiënt propagandamiddel. Zo zie je hoe enkele scholieren doelbewust gekozen fragmenten voorlezen als aanklacht tegen de hedendaagse Amerikaanse vijand. Toen de interviewer een vraag stelde over de oorzaak van het voedseltekort, iets waar ook Anne Frank onder leed, kwamen de officiële begeleiders van de cameraploeg vlug tussenbeide. Die vraag was onvoorzien en bracht de geïnterviewde scholieren duidelijk in verwarring. Een juffrouw kwam de kinderen snel het antwoord influisteren. « Voedseltekort was te wijten aan de bourgeois die het eten weghielden voor het proletariaat », zo klonk het na een korte onderbreking. Net dezelfde woorden die de kinderen hoorbaar voor de camera werden ingefluisterd. Die korte scène maakte in één klap duidelijk hoe Noord-Korea als een van de laatste communistische bolwerken omgaat met de waarheid.

De strafkampen in Noord-Korea komen bijna nooit in het nieuws. Het Amerikaanse Comité voor de Mensenrechten publiceerde er einde 2003 nochtans een alarmerend rapport over. Zo wat tweehonderdduizend mensen zitten in die kampen, ze krijgen nauwelijks te eten en te drinken en zijn er slecht aan toe.

De hele samenleving zucht onder het bewind van de « goddelijk Kim Jong Il », maar christenen worden, zo mogelijk, nog harder vervolgd. Geloof in zoiets als een God, behalve Kim Jong Il zelf, is een regelrechte belediging van de regering en daar staat een straf op die een mens lager maakt dan een varken. Christenen mogen niet naar de hemel kijken, doen ze dat wel, dan volgt een verschrikkelijke dood. Soon Ok Lee beschrijft de dood van christelijke kampgenoten die, overgoten met kokend ijzer van 650 graden letterlijk in elkaar schrompelen. Uiteraard ter meerdere eer en glorie van de socialistische dictator zelf.

De Britse omroep BBC heeft in juli 2004 een interview uitgezonden met een Noord-Koreaanse chemicus die zegt experimenten met dodelijk gas te hebben uitgevoerd op politieke gevangenen. « We wilden weten hoe veel gas nodig was om heel Seoul uit te roeien. ».

De man, aangeduid als Dr. Kim, zei dat de experimenten waren bedoeld om vast te stellen hoe lang het duurde voor iemand doodgaat. Kim beschreef een gaskamer met glazen wanden waar wetenschappers toekeken hoe gevangenen werden vergast. Kim was vanaf 1979 bij dergelijke experimenten betrokken. In 2002 vluchtte hij naar Zuid-Korea. Kims verhaal ver-toont overeenkomsten met dat van een andere Noord-Koreaan, Kwon Hyok. Deze man, naar eigen zeggen een voormalige officier van de militaire inlichtingendienst van Noord-Korea, speelde een hoofdrol in een in februari 2004 uitgezonden BBC-documentaire over gifgasexperimenten in

nord-coréens. Lui aussi évoquait les chambres à gaz aux parois de verre.

Selon les auteurs du rapport du comité américain de défense des droits de l'homme mentionné ci-dessus, les goulags nord-coréens ont été bâtis suivant le modèle stalinien. Des documents montrent que dans les années 1950 des « spécialistes » soviétiques ont aidé à la construction de ces camps nord-coréens.

Le rapport mentionne l'arrestation et l'emprisonnement de prétendus criminels politiques, accusés d'avoir lu des journaux étrangers, chanté des chansons pop sud-coréennes ou offensé le dictateur nord-coréen.

Ces prisonniers, parmi lesquels des enfants, se voyaient imposer des quotas particulièrement inhumains dans les camps de travail et étaient soumis à des humiliations et des mauvais traitements des plus cruels.

Le rapport distingue deux types de camps en Corée du Nord. Tout d'abord, les « goulags » nord-coréens, des camps de travail où des prisonniers politiques sont enfermés avec des criminels de droit commun et sont contraints à un travail lourd et inhumain, souvent jusqu'à ce que mort s'ensuive. Le travail pénible, les tortures, les exécutions et le manque de nourriture ont causé la mort de dizaines de milliers de détenus dans les camps. Les exécutions publiques, par pendaison ou devant un peloton d'exécution, y sont pratiquées. Les prisonniers de ces camps sont souvent enfermés pendant des années sans procès. Même les membres de leur famille sont arrêtés et emprisonnés jusqu'à la troisième génération.

Il y a ensuite des camps plus petits, le long de la frontière avec la Chine, où on trouve surtout des Coréens qui ont voulu fuir pour chercher de la nourriture en Chine en raison de la famine qui règne au paradis des travailleurs et que la Chine a livré à la Corée du Nord.

Dans les deux types de camps, les violations des droits de l'homme sont flagrantes, allant des tortures et des mauvais traitements aux avortements forcés et même aux meurtres de nouveaux-nés. Les autorités de la Corée du Nord stalinienne agiraient ainsi de crainte que les femmes aient été mises enceintes par des Chinois. Une ancienne prisonnière a raconté qu'elle avait été obligée de déclencher le travail et d'étrangler ensuite le nouveau-né avec un essuie humide sous les yeux de sa mère. D'autres racontent que de nombreux bébés sont enterrés vivants où sont placés le visage contre le sol pour qu'ils meurent.

Certains de ces camps se chargent également de la rééducation politique des prisonniers; c'est par exemple le cas dans le camp de Yodok, dans la province du Hamgyong du Sud. Inutile de préciser que cette « rééducation » s'accompagne de violences physiques et mentales.

Kang Chol-Hwan avait neuf ans quand il fut enfermé dans le camp pénitentiaire de Yodok parce que son grand-père avait fait l'éloge du capitalisme japonais. Dix ans plus tard, il put s'échapper et raconta son expérience dans le livre *Les Aquariums* de Pyongyang. Ahn Myong-chol qui fut gardien au camp 22 de Hoeryong pendant sept ans a livré un autre témoignage. Il a pu fuir le pays en traversant la rivière Tuman, qui marque la frontière avec la Chine voisine. Tous deux insistent sur la terreur systématique, la répression et les traitements inhumains dans leur pays. En dépit de cela, des organisations d'extrême gauche occidentales présentent toujours la Corée du Nord communiste comme un État modèle et la dernière nation à mettre en oeuvre le socialisme authentique.

Entre-temps, l'auteur français Stéphane Courtois estime que la dictature socialiste a causé la mort de plus de 2.000.000 de personnes en Corée du Nord.

Noord-Koreaanse kampen. Ook hij vertelde over gaskamers met wanden van glas.

Voor de auteurs van het eerder genoemde rapport van het Amerikaanse Comité voor de Mensenrechten werden de Noord-Koreaanse gulagkampen gebouwd naar Stalinistisch model. Documenten tonen aan dat in de jaren 1950 Sovjetrussische « specialisten » hielpen bij het bouwen van deze Koreaanse kampen.

Het rapport maakt melding van de arrestatie en opsluiting van zogenaamde « politieke misdadigers » die zich schuldig hadden gemaakt aan zaken zoals het lezen van een buitenlandse krant, het zingen van Zuid-Koreaanse popliedjes, of het beledigen van de Noord-Koreaanse dictator.

Deze gevangenen, waaronder ook kinderen, kregen onmenselijk zware quota's opgelegd in de werkkampen, en werden onderworpen aan de meest wrede vernederingen en mishandelingen.

Het rapport stelt dat er in Noord-Korea twee verschillende soorten kampen zijn. Ten eerste de zogenaamde Noord-Koreaanse Gulags – werkkampen – waar politieke gevangenen samen worden opgesloten met misdadigers van gemeen recht, en waar ze verplicht worden tot onmenselijk harde arbeid, vaak tot de dood volgt. De zware arbeid, de folteringen, de executies, en het gebrek aan voedsel zorgde ervoor dat tienduizenden de kampen niet overleefd hebben. Publieke executies, door ophanging of door een vuurpeloton, zijn er de orde van de dag. De gevangenen in deze kampen worden vaak zonder enige vorm van proces jarenlang opgesloten. Zelfs hun familieleden tot in de derde generatie worden opgepakt en geïnterneerd.

Ten tweede onderscheidt men de kleinere kampen nabij de Koreaans-Chinese grens waar voornamelijk Koreanen worden in opgesloten die omwille van de grote hongersnood in het arbeidersparadijs naar China vluchtten op zoek naar eten, en door het Chinese regime weer werden uitgeleverd aan Noord-Korea.

In beide soorten kampen is sprake van flagrante schendingen van de mensenrechten, gaande van mishandelingen en folteringen, tot verplichte abortussen voor zwangere vrouwen en zelfs kindermoord op pasgeboren baby's. De autoriteiten in het stalinistische Noord-Korea zouden dat doen omdat ze vrezen dat de vrouwen door Chinese mannen zijn bevrucht. Eén van de voormalige gevangenen vertelde verplicht te zijn geweest mee te werken aan het kunstmatig opwekken van weeën, om vervolgens toe te moeten zien hoe de ter wereld gebrachte baby voor de ogen van haar moeder met een natte handdoek werd gewurgd. Anderen vertellen dat veel baby's levens worden begraven of met hun gezicht op de grond worden gelegd om te sterven.

Sommige van deze kampen houden zich ook bezig met de politieke heropvoeding van de gevangenen; zoals bijvoorbeeld het Yodok-kamp in de zuidelijke Hamgyong Provincie. Dat deze « heropvoeding » gepaard gaat met zowel fysiek als mentaal geweld behoeft geen verder betoog.

Kang Chol-Hwan was negen jaar oud toen hij werd opgesloten in het strafkamp Yodok omdat zijn grootvader zich positief had uitgelaten over het kapitalisme in Japan. Een decennium later kon hij ontvluchten en schreef hij zijn ervaringen neer in het boek *The Aquariums* of Pyongyang. Een andere getuigenis komt van Ahn Myong-chol die zeven jaar bewaker was in kamp 22 van Hoeryong. Hij kon het land ontvluchten door de Tuman-rivier met buurland China over te steken. Beiden wijzen ze op de systematische terreur, de onderdrukking en onmenselijke behandeling in hun land. Ondanks dit alles stellen uiterst linkse organisaties in het Westen het communistische Noord-Korea nog steeds voor als een modelstaat en als de ultieme natie die het ware socialisme toepast.

De Franse auteur Stéphane Courtois berekende dat de socialistische dictatuur in Noord-Korea intussen het leven heeft gekost aan meer dan 2.000.000 mensen.

Erland PISON (N)
Johan DEMOL (N)

N° 40 de MM. Johan DEMOL (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« Ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des nettoyages violents et inhumains de la répression et de l'épuration qui ont suivi la deuxième guerre mondiale. ».

JUSTIFICATION

À la libération, tous les pays qui ont connu l'occupation allemande pendant la Deuxième Guerre mondiale ont réglé leur compte aux citoyens soupçonnés de collaboration.

Peu après la libération et à nouveau en mai 1945, au retour des prisonniers politiques des camps allemands, la population belge a passé sa colère sur des milliers de citoyens soupçonnés de collaboration. Ces répressions du peuple et de la rue prennent la forme d'exécutions sommaires, de mauvais traitements, de pillages et d'incendies volontaires.

Toutefois, la répression est aussi l'affaire des autorités. Elle est axée sur quatre points. L'épuration administrative, premièrement, chasse les « inciviques » de la politique et de la fonction publique. Il s'agit des dirigeants et des fonctionnaires qui ont été nommés ou qui sont restés à leur poste pendant l'occupation et qui se sont conduits d'une manière antipatriotique en continuant à exercer leur fonction...

Une deuxième manière de s'en prendre aux personnes soupçonnées d'incivisme est de leur refuser un « certificat de civisme » et de les isoler ainsi de la société. Dans de nombreuses situations (par exemple, inscription dans une université de l'État, obtention d'un permis de conduire, droit à une réparation pour des dégâts liés à la guerre), il faut produire ce certificat. Ce système de sanction se fourvoie : le recours à cette formule devient épidémique et n'est longtemps soumis à aucune règle.

Un troisième élément est le jugement pénal par les conseils de guerre (première instance) et les cours martiales (appel). Ces tribunaux militaires, présidés par un auditeur, traitent principalement les dossiers de port d'armes, de dénonciation, de collaboration économique et les formes graves de collaboration politique avec l'occupant. Au total, de septembre 1944 à fin 1949, on a ouvert 405.067 dossiers, dont 14 % ont donné lieu à une affaire pénale; 1.247 collaborateurs ont été condamnés à la peine de mort et 242 ont été exécutés. Un point que certains opposants à la peine de mort semblent parfois oublier.

Le quatrième aspect est l'épuration civile. L'auditeur peut, sans que le conseil de guerre n'intervienne, écarter de la vie publique certains collaborateurs politiques et militaires s'il estime détenir les preuves de leur culpabilité. Être membre d'un mouvement qui a collaboré suffit pour être déchu à vie d'un ou plusieurs droits civils et politiques (dont les droits de voter et de travailler comme enseignant, prêtre, journaliste, médecin ou avocat). La loi décrit cette sanction, qui a frappé quelque 40.000 belges, comme une sanction civile et non pénale. En conséquence, la perte de ces droits n'entre pas en ligne de compte pour l'une ou l'autre forme de grâce.

Comme les autorités, des organisations privées ont aussi mené une épuration dans leurs propres rangs, ce fut le cas de l'Ordre des Avocats, de l'enseignement catholique ou du mouvement ouvrier socialiste. Cet examen de conscience interne est souvent un prolongement de la répression menée par les autorités. Une condamnation par le conseil de guerre

Nr. 40 van de heren Johan DEMOL (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« Of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de gewelddadige en onmenselijke uitwassen van de repressie en epuratie na de tweede wereldoorlog. ».

VERANTWOORDING

Alle landen die tijdens de Tweede Wereldoorlog een Duitse bezetting gekend hebben, rekenen na de bevrijding af met van collaboratie verdachte burgers.

Kort na de bevrijding en een tweede maal in mei 1945, bij de terugkeer van de politieke gevangenen uit de Duitse kampen, koelt de Belgische bevolking haar woede op duizenden burgers verdacht van collaboratie. Deze volks- of straatrepressie neemt zijn toevlucht tot standrechtelijke executies, mishandeling, plundering en brandstichting.

De repressie is echter ook een zaak van de overheid en loopt over vier sporen. De administratieve epuratie, ten eerste, verwijdert « incivieken » uit de politiek en de ambtenarij. Het gaat om bestuurders en ambtenaren die tijdens de bezetting benoemd zijn of op hun vooroorlogse post zijn gebleven en zich zo gezegd « onvaderlands » hebben gedragen door hun werk te blijven doen.

Een tweede middel om van incivisme verdachte personen te treffen is hun een bewijs van burgertrouw te weigeren en hen zo maatschappelijk te isoleren. Voor tal van zaken (zoals inschrijving aan een rijksuniversiteit, het verkrijgen van een verkeersvergunning, het recht op een vergoeding bij oorlogsschade) moet dit certificaat worden voorgelegd. Dit systeem van bestraffing ontspoorde: het gebruik van deze formule neemt epidemische vormen aan en is lange tijd aan geen enkele regeling onderworpen.

Een derde element is de strafrechtelijke berechting voor de krijgsraden (eerste aanleg) en -hoven (beroep). Deze militaire rechtbanken, voorgezeten door een auditeur, behandelen hoofdzakelijk de gevallen van wapendracht, verklikking, economische collaboratie en de ernstige vormen van politieke samenwerking met de bezetter. In totaal zijn tussen september 1944 en eind 1949 405.067 dossiers geopend. Daarvan heeft 14 % tot een strafrechtzaak geleid. Tegen 1247 collaborateurs is een doodstraf uitgesproken. In 242 gevallen is overgegaan tot de executie. Een zaak die sommige tegenstanders van de doodstraf soms lijken te vergeten.

Ten vierde is er de burgerlijke epuratie. De auditeur kan zonder tussenkomst van de krijgsraad bepaalde politieke en militaire collaborateurs van wie hij de schuld bewezen acht, uit het openbare leven verwijderen. Het lidmaatschap van een collaborerende beweging is voldoende om levenslang vervallen verklaard te worden van een of meerdere politieke en burgerlijke rechten (waaronder het recht om te stemmen en te werken als lesgever, priester, journalist, arts of advocaat). De wet omschrijft deze sanctie, die zo'n 40.000 Belgen gekregen hebben, als een burgerlijke en niet als een rechterlijke straf. Hierdoor komt dit verlies van rechten niet in aanmerking voor een of andere vorm van genade.

Niet alleen de overheid, ook particuliere organisaties (zoals de Orde van Advocaten, het katholieke onderwijs of de socialistische arbeidersbeweging) voeren een zuivering in eigen rangen door. Dit interne gewetensonderzoek is vaak een verlengstuk van de overheidsrepressie. Een veroordeling voor de krijgsraad leidt automatisch tot de verwijdering uit

entraîne automatiquement une mise à l'écart de la communauté professionnelle. Dans bien des cas, cette répression à visages multiples a mené à une accumulation des sanctions pour une même personne.

Les cas de personnes victimes de la répression et de l'épuration uniquement par vengeance personnelle sont nombreux.

À cela, s'ajoute également la répression de la rue. Les membres de la Witte Brigade – que certains n'ont « rejoint » qu'après la guerre – ainsi que des citoyens ont passé leur colère et leur agressivité sur les personnes soupçonnées de collaboration. Sans autre forme de procès, ils ont violé, humilié, dépouillé, volé voire parfois tué leurs victimes. Les autorités ont refusé d'intervenir, au contraire, elles ont même encouragé ce comportement civique.

Les enfants ne furent pas non plus épargnés. Rien que parce qu'ils ont fait partie d'un mouvement de jeunesse nationaliste flamand pendant la guerre, des enfants ont aussi été emprisonnés et maltraités par les représentants de la terreur orchestrée par la rue. La répression de la rue se caractérisa par des brutalités épouvantables, indignes d'un État de droit moderne. Arrestations arbitraires, mauvais traitements, tortures, viols, incarcérations dans les cages du zoo, humiliations (personnes enduites de poix, femmes tondues ...) et destructions de tout le mobilier étaient au programme.

On ne tint pas compte du degré de la collaboration. Entretenir des relations avec un soldat allemand était aussi grave que collaborer avec la gestapo.

La répression qui a sévi au lendemain de la Seconde guerre mondiale était « sans mesure et sans fin », comme l'exprime parfaitement le titre de l'ouvrage du professeur Raymond Derine (« *Repressie zonder maat of einde ?* ») consacré à la répression. À cette époque déjà, on était conscient de l'injustice et des excès de cette répression. Le Wallon Pholien, qui devait ensuite devenir premier ministre, a caractérisé la justice rendue à l'époque de la répression par une formule immortelle : « une justice de rois nègres », par laquelle il visait le pouvoir sans frein des auditeurs militaires. Le professeur Wildiers a, quant à lui, parlé d'une « décadence juridique telle que notre pays n'en a jamais connue ».

Des milliers de personnes ont été condamnées sur la base de lois à effet rétroactif, ce qui constitue une violation flagrante de tous les principes de l'État de droit. Des fraudes ont été commises systématiquement lors de la constitution des dossiers : les éléments qui plaidaient en faveur du prévenu étaient écartés. Les témoins de la défense étaient intimidés, menacés de poursuites ou n'étaient tout simplement pas autorisés à s'exprimer. Des milliers de témoignages accablants ont été fabriqués, bien souvent avec la complicité des magistrats. C'est surtout le pouvoir des auditeurs militaires qui était démesuré et grotesque. Ils étaient à la fois procureur du Roi, juge d'instruction, chambre du conseil pour le Conseil de guerre et en appel et ministère public pour la Cour militaire.

Un magistrat a décrit cette situation avec beaucoup de cynisme : « Après avoir fait rapport, assis dans les fauteuils de droite, en ma qualité de juge d'instruction, je vais m'asseoir à gauche, où je formule mon réquisitoire en qualité de ministère public. Ensuite, je vais m'asseoir au milieu, où j'entends la défense en tant que juge. Et enfin, je statue ». Le 21 juin 1951, à la Chambre, le ministre d'État socialiste Soudan a eu des mots durs à l'égard des méthodes utilisées par les tribunaux d'exception militaires : « Ainsi nous avons vu – vous en avez été témoins – certaines juridictions militaires siégeant comme au théâtre. La foule était là, applaudissant les déclarations patriotiques des magistrats; la foule était là, qui réclamait des condamnations sévères, et la presse suivait. A certains moments – et il est bon actuellement de le rappeler – nous avions le sentiment de nous trouver devant certains tribunaux de la Révolution française ». Afin de pouvoir maintenir les tribunaux d'exception, la Belgique d'après-guerre n'a reculé devant rien pour recourir à des fictions juridiques. Ainsi, l'état de guerre a été prolongé artificiellement jusqu'au 15 juin 1949 ! (Arrêté-loi du 9 mai 1944). Des centaines de milliers de dossiers n'étaient rien d'autre qu'un ramassis de faux témoignages, d'accusations

de beroepsgemeenschap. In vele gevallen heeft de « meer-sporen-repressie » tot een opeenhoping van sancties geleid voor eenzelfde persoon.

De gevallen waarbij mensen getroffen werden door de repressie en epuratie, enkel en, alleen omwille van persoonlijke afrekeningen, zijn talrijk.

Hiernaast kende men dus ook de straatrepressie. Leden van de Witte Brigades – waarvan sommigen pas « wit » werden na de oorlog – zowel als burgers koelden hun woede en agressie op van collaboratie verdachte mensen. Zonder enige vorm van proces werden de slachtoffers verkracht, vernederd, ontheemd, bestolen en soms ook vermoord. De overheid weigerde op te treden, in tegendeel : dit civieke gedrag werd zelfs aangemoedigd.

Ook kinderen werden niet gespaard. Enkel en alleen omdat ze tijdens de oorlog lid waren van een Vlaams-nationale jeugdbeweging werden zelfs kinderen opgesloten en mishandeld door de vertegenwoordigers van de straatterror. De straatrepressie bestond uit afschuwelijke brutaliteiten, een moderne rechtsstaat onwaardig. Willekeurige aanhoudingen, mishandeling, foltering, verkrachting, opsluiting in dierentuinkooien, vernedering (insmeren met pek, haar van vrouwen afknippen ...) en vernieling van de volledige inboedel waren aan de orde van de dag.

Met de graad van collaboreren werd geen rekening gehouden. Een relatie hebben met een Duits soldaat was even erg als samenwerken met de Gestapo.

De repressie na de Tweede Wereldoorlog was er een « zonder maat of einde », zoals de titel van het boek van Professor Raymond Derine over de repressie het zo treffend uitdrukt. Ook tijdsgenoten waren zich reeds van het onrechtvaardige en excessieve karakter van de repressie bewust. De Waal en latere eerste minister Pholien vatte heel de repressierechtpraak samen in een onsterflijke uitdrukking : « *une justice de rois nègres* », waarmee hij doelde op de ongebreidelde macht van de krijgsauditeurs. Professor Wildiers sprak over « een juridische decadentie zoals ons land er nooit een gekend heeft ».

Duizenden mensen werden veroordeeld op basis van wetten met terugwerkende kracht, hetgeen een flagrante schending is van alle principes van de rechtsstaat. Bij de samenstelling van dossiers werd systematisch bedrog gepleegd. Wat ten gunste van de beklagde pleitte, werd verwijderd. Getuigen van de verdediging werden geïntimideerd, met vervolging bedreigd of gewoon niet aan het woord gelaten. Er werden op grote schaal belastende getuigenissen gefabriceerd, dikwijls met medeplichtigheid van de magistraten. Vooral de macht van de krijgsauditeurs was buitensporig en grotesk. Zij waren tegelijk procureur des Konings, onderzoeksrechter, raadkamer voor de krijgsraad en in beroep van openbaar ministerie voor het krijgshof.

Een magistraat formuleerde dat heel cynisch : « Na van in de zetels rechts in mijn hoedanigheid van onderzoeksrechter verslag uitgebracht te hebben, ga ik links zitten, waar ik in mijn hoedanigheid van openbaar ministerie, vorder. Ten slotte ga ik in het midden zitten, waar ik als rechter de verdediging hoor. Nadien statueer ik ». De socialistische staatsminister Soudan heeft in de Kamer op 21 juni 1951 harde woorden gesproken in verband met de rechtspleging door de militaire uitzonderingsrechtbanken : « *Ainsi nous avons vu – vous en avez été témoins – certaines juridictions militaires siégeaient comme au théâtre. La foule était là, applaudissant les déclarations patriotiques des magistrats; la foule était là, qui réclamait des condamnations sévères, et la presse suivait. A certains moments – et il est bon actuellement de le rappeler – nous avions le sentiment de nous trouver devant certains tribunaux de la Révolution française* ». Om de uitzonderingsrechtbanken in stand te kunnen houden, deinsde het naoorlogse België er niet voor terug om zijn toevlucht te zoeken tot juridische ficties. Zo liet men de oorlogstijd op fictieve wijze voortduren tot 15 juni 1949 ! (Besluitwet van 9 mei 1944) Honderd-duizenden dossiers bestonden slechts uit een samenraapsel van valse

malveillantes et gratuites et de règlements de comptes personnels. Mais cela suffisait à l'époque pour être condamné à mort, à une amende de plusieurs dizaines de millions ou à une peine d'emprisonnement de longue durée.

Il est donc légitime et raisonnable de dire que certains épisodes de l'épuration et de la répression peuvent sans aucun doute tenir la comparaison avec les brutalités et les crimes perpétrés dans les camps allemands. Dans les deux cas, des faits inhumains se sont produits, des faits indignes d'une civilisation.

Hélas, l'indignation se limite trop souvent à une seule des parties. La loi interdit la négation, la minimisation ou la justification des crimes d'une des parties concernées. La négation, la minimisation ou la justification des crimes de l'autre partie ne pose aucun problème dans ce pays et est même encouragée dans le monde politique, l'enseignement et les médias.

Les auteurs protestent vigoureusement contre cette indignation unilatérale.

N° 41 de MM. Johan DEMOL (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« Ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des nettoyages violents et inhumains de la répression et de l'épuration qui ont suivi la deuxième guerre mondiale. »

JUSTIFICATION

À la libération, tous les pays qui ont connu l'occupation allemande pendant la Deuxième Guerre mondiale ont réglé leur compte aux citoyens soupçonnés de collaboration.

Peu après la libération et à nouveau en mai 1945, au retour des prisonniers politiques des camps allemands, la population belge a passé sa colère sur des milliers de citoyens soupçonnés de collaboration. Ces répressions du peuple et de la rue prennent la forme d'exécutions sommaires, de mauvais traitements, de pillages et d'incendies volontaires.

Toutefois, la répression est aussi l'affaire des autorités. Elle est axée sur quatre points. L'épuration administrative, premièrement, chasse les « inciviques » de la politique et de la fonction publique. Il s'agit des dirigeants et des fonctionnaires qui ont été nommés ou qui sont restés à leur poste pendant l'occupation et qui se sont conduits d'une manière antipatriotique en continuant à exercer leur fonction ...

Une deuxième manière de s'en prendre aux personnes soupçonnées d'incivisme est de leur refuser un « certificat de civisme » et de les isoler ainsi de la société. Dans de nombreuses situations (par exemple, inscription dans une université de l'État, obtention d'un permis de conduire, droit à une réparation pour des dégâts liés à la guerre), il faut produire ce certificat. Ce système de sanction se fourvoie : le recours à cette formule devient épidémique et n'est longtemps soumis à aucune règle.

Un troisième élément est le jugement pénal par les conseils de guerre (première instance) et les cours martiales (appel). Ces tribunaux militaires, présidés par un auditeur, traitent principalement les dossiers de port

getuigenissen, onbewezen verdachtmakingen en afrekeningen in persoonlijke vetes. Maar dat was toen genoeg voor een doodvonnis, een boete van tientallen miljoenen frank of een lange gevangenisstraf.

Men kan dus met recht en rede stellen dat bepaalde uitwassen van de epuratie en de repressie zeker de vergelijking met de brutaliteiten en misdaden in de Duitse kampen kunnen doorstaan. In beide gevallen gebeurden er zaken die onmenselijk zijn, zaken die een beschaving onwaardig zijn.

Helaas beperkt de verontwaardiging zich maar al te vaak tot één kant van de zaak. Het ontkennen, minimaliseren of goedpraten van de misdaden van één betrokken partij is bij wet verboden. Het ontkennen, minimaliseren of goedpraten van de misdaden van een andere betrokken partij kan in dit land perfect, en wordt zelfs aangemoedigd in de politiek, in het onderwijs en in de media.

De indieners protesteren met klem tegen deze eenzijdige verontwaardiging.

Nr. 41 van de heren Johan DEMOL (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« Of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de gewelddadige en onmenselijke uitwassen van de repressie en epuratie na de tweede wereldoorlog. »

VERANTWOORDING

Alle landen die tijdens de Tweede Wereldoorlog een Duitse bezetting gekend hebben, rekenen na de bevrijding af met van collaboratie verdachte burgers.

Kort na de bevrijding en een tweede maal in mei 1945, bij de terugkeer van de politieke gevangenen uit de Duitse kampen, koelt de Belgische bevolking haar woede op duizenden burgers verdacht van collaboratie. Deze volks- of straatrepressie neemt zijn toevlucht tot standrechtelijke executies, mishandeling, plundering en brandstichting.

De repressie is echter ook een zaak van de overheid en loopt over vier sporen. De administratieve epuratie, ten eerste, verwijdert « incivieken » uit de politiek en de ambtenarij. Het gaat om bestuurders en ambtenaren die tijdens de bezetting benoemd zijn of op hun vooroorlogse post zijn gebleven en zich zogezegd « onvaderlands » hebben gedragen door hun werk te blijven doen.

Een tweede middel om van incivisme verdachte personen te treffen is hun een bewijs van burgertrouw te weigeren en hen zo maatschappelijk te isoleren. Voor tal van zaken (zoals inschrijving aan een rijksuniversiteit, het verkrijgen van een verkeersvergunning, het recht op een vergoeding bij oorlogsschade) moet dit certificaat worden voorgelegd. Dit systeem van bestraffing ontspoorde : het gebruik van deze formule neemt epidemische vormen aan en is lange tijd aan geen enkele regeling onderworpen.

Een derde element is de strafrechtelijke berechting voor de krijgsraden (eerste aanleg) en -hoven (beroep). Deze militaire rechtbanken, voorgezeten door een auditeur, behandelen hoofdzakelijk de gevallen van

d'armes, de dénonciation, de collaboration économique et les formes graves de collaboration politique avec l'occupant. Au total, de septembre 1944 à fin 1949, on a ouvert 405.067 dossiers, dont 14 % ont donné lieu à une affaire pénale ; 1.247 collaborateurs ont été condamnés à la peine de mort et 242 ont été exécutés. Un point que certains opposants à la peine de mort semblent parfois oublier.

Le quatrième aspect est l'épuration civile. L'auditeur peut, sans que le conseil de guerre n'intervienne, écarter de la vie publique certains collaborateurs politiques et militaires s'il estime détenir les preuves de leur culpabilité. Être membre d'un mouvement qui a collaboré suffit pour être déchu à vie d'un ou plusieurs droits civils et politiques (dont les droits de voter et de travailler comme enseignant, prêtre, journaliste, médecin ou avocat). La loi décrit cette sanction, qui a frappé quelque 40.000 belges, comme une sanction civile et non pénale. En conséquence, la perte de ces droits n'entre pas en ligne de compte pour l'une ou l'autre forme de grâce.

Comme les autorités, des organisations privées ont aussi mené une épuration dans leurs propres rangs, ce fut le cas de l'Ordre des Avocats, de l'enseignement catholique ou du mouvement ouvrier socialiste. Cet examen de conscience interne est souvent un prolongement de la répression menée par les autorités. Une condamnation par le conseil de guerre entraîne automatiquement une mise à l'écart de la communauté professionnelle. Dans bien des cas, cette répression à visages multiples a mené à une accumulation des sanctions pour une même personne.

Les cas de personnes victimes de la répression et de l'épuration uniquement par vengeance personnelle sont nombreux.

À cela, s'ajoute également la répression de la rue. Les membres de la Witte Brigade – que certains n'ont « rejoint » qu'après la guerre – ainsi que des citoyens ont passé leur colère et leur agressivité sur les personnes soupçonnées de collaboration. Sans autre forme de procès, ils ont violé, humilié, dépouillé, volé voire parfois tué leurs victimes. Les autorités ont refusé d'intervenir, au contraire, elles ont même encouragé ce comportement civique.

Les enfants ne furent pas non plus épargnés. Rien que parce qu'ils ont fait partie d'un mouvement de jeunesse nationaliste flamand pendant la guerre, des enfants ont aussi été emprisonnés et maltraités par les représentants de la terreur orchestrée par la rue. La répression de la rue se caractérisa par des brutalités épouvantables, indignes d'un État de droit moderne. Arrestations arbitraires, mauvais traitements, tortures, viols, incarcérations dans les cages du zoo, humiliations (personnes enduites de poix, femmes tondues, ...) et destructions de tout le mobilier étaient au programme.

On ne tint pas compte du degré de la collaboration. Entretenir des relations avec un soldat allemand était aussi grave que collaborer avec la gestapo.

La répression qui a sévi au lendemain de la Seconde guerre mondiale était « sans mesure et sans fin », comme l'exprime parfaitement le titre de l'ouvrage du professeur Raymond Derine (« *Repressie zonder maat of einde ?* ») consacré à la répression. À cette époque déjà, on était conscient de l'injustice et des excès de cette répression. Le Wallon Pholien, qui devait ensuite devenir premier ministre, a caractérisé la justice rendue à l'époque de la répression par une formule immortelle : « une justice de rois nègres », par laquelle il visait le pouvoir sans frein des auditeurs militaires. Le professeur Wildiers a, quant à lui, parlé d'une « décadence juridique telle que notre pays n'en a jamais connue ».

Des milliers de personnes ont été condamnées sur la base de lois à effet rétroactif, ce qui constitue une violation flagrante de tous les principes de l'État de droit. Des fraudes ont été commises systématiquement lors de la constitution des dossiers : les éléments qui plaidaient en faveur du prévenu étaient écartés. Les témoins de la défense étaient intimidés, menacés de poursuites ou n'étaient tout simplement pas autorisés à s'exprimer. Des milliers de témoignages accablants ont été fabriqués, bien

wapendracht, verklikking, economische collaboratie en de ernstige vormen van politieke samenwerking met de bezetter. In totaal zijn tussen september 1944 en eind 1949 405.067 dossiers geopend. Daarvan heeft 14 % tot een strafrechtzaak geleid. Tegen 1247 collaborateurs is een doodstraf uitgesproken. In 242 gevallen is overgegaan tot de executie. Een zaak die sommige tegenstanders van de doodstraf soms lijken te vergeten.

Ten vierde is er de burgerlijke epuratie. De auditeur kan zonder tussenkomst van de krijgsraad bepaalde politieke en militaire collaborateurs van wie hij de schuld bewezen acht, uit het openbare leven verwijderen. Het lidmaatschap van een collaborerende beweging is voldoende om levenslang vervallen verklaard te worden van een of meerdere politieke en burgerlijke rechten (waaronder het recht om te stemmen en te werken als lesgever, priester, journalist, arts of advocaat). De wet omschrijft deze sanctie, die zo'n 40.000 Belgen gekregen hebben, als een burgerlijke en niet als een rechterlijke straf. Hierdoor komt dit verlies van rechten niet in aanmerking voor een of andere vorm van genade.

Niet alleen de overheid, ook particuliere organisaties (zoals de Orde van Advocaten, het katholieke onderwijs of de socialistische arbeidersbeweging) voeren een zuivering in eigen rangen door. Dit interne gewetsonderzoek is vaak een verlengstuk van de overheidsrepressie. Een veroordeling voor de krijgsraad leidt automatisch tot de verwijdering uit de beroepsgemeenschap. In vele gevallen heeft de « meer-sporen-repressie » tot een opeenhoping van sancties geleid voor eenzelfde persoon.

De gevallen waarbij mensen getroffen werden door de repressie en epuratie, enkel en, alleen omwille van persoonlijke afrekeningen, zijn talrijk.

Hiernaast kende men dus ook de straatrepressie. Leden van de Witte Brigades – waarvan sommigen pas « wit » werden na de oorlog – zowel als burgers koelden hun woede en agressie op van collaboratie verdachte mensen. Zonder enige vorm van proces werden de slachtoffers verkracht, vernederd, ontheemd, bestolen en soms ook vermoord. De overheid weigerde op te treden, in tegendeel : dit civieke gedrag werd zelfs aangemoedigd.

Ook kinderen werden niet gespaard. Enkel en alleen omdat ze tijdens de oorlog lid waren van een Vlaams-nationale jeugdbeweging werden zelfs kinderen opgesloten en mishandeld door de vertegenwoordigers van de straatrepressie. De straatrepressie bestond uit afschuwelijke brutaliteiten, een moderne rechtsstaat onwaardig. Willekeurige aanhoudingen, mishandeling, foltering, verkrachting, opsluiting in dierentuinkooien, vernedering (insmeren met pek, haar van vrouwen afknippen ...) en vernieling van de volledige inboedel waren aan de orde van de dag.

Met de graad van collaboreren werd geen rekening gehouden. Een relatie hebben met een Duits soldaat was even erg als samenwerken met de Gestapo.

De repressie na de Tweede Wereldoorlog was er een « zonder maat of einde », zoals de titel van het boek van Professor Raymond Derine over de repressie het zo treffend uitdrukt. Ook tijdsgenoten waren zich reeds van het onrechtvaardige en excessieve karakter van de repressie bewust. De Waal en latere eerste minister Pholien vatte heel de repressierechtpraak samen in een onsterflijke uitdrukking : « *une justice de rois nègres* », waarmee hij doelde op de ongebreidelde macht van de krijgsauditeurs. Professor Wildiers sprak over « een juridische decadentie zoals ons land er nooit een gekend heeft ».

Duizenden mensen werden veroordeeld op basis van wetten met terugwerkende kracht, hetgeen een flagrante schending is van alle principes van de rechtsstaat. Bij de samenstelling van dossiers werd systematisch bedrog gepleegd. Wat ten gunste van de beklagde pleitte, werd verwijderd. Getuigen van de verdediging werden geïntimideerd, met vervolging bedreigd of gewoon niet aan het woord gelaten. Er werden op grote schaal belastende getuigenissen gefabriceerd, dikwijls met medeplichtigheid van

souvent avec la complicité des magistrats. C'est surtout le pouvoir des auditeurs militaires qui était démesuré et grotesque. Ils étaient à la fois procureur du Roi, juge d'instruction, chambre du conseil pour le Conseil de guerre et en appel et ministère public pour la Cour militaire.

Un magistrat a décrit cette situation avec beaucoup de cynisme : « Après avoir fait rapport, assis dans les fauteuils de droite, en ma qualité de juge d'instruction, je vais m'asseoir à gauche, où je formule mon réquisitoire en qualité de ministère public. Ensuite, je vais m'asseoir au milieu, où j'entends la défense en tant que juge. Et enfin, je statue ». Le 21 juin 1951, à la Chambre, le ministre d'État socialiste Soudan a eu des mots durs à l'égard des méthodes utilisées par les tribunaux d'exception militaires : « Ainsi nous avons vu – vous en avez été témoins – certaines juridictions militaires siégeant comme au théâtre. La foule était là, applaudissant les déclarations patriotiques des magistrats; la foule était là, qui réclamait des condamnations sévères, et la presse suivait. A certains moments – et il est bon actuellement de le rappeler – nous avions le sentiment de nous trouver devant certains tribunaux de la Révolution française ». Afin de pouvoir maintenir les tribunaux d'exception, la Belgique d'après-guerre n'a reculé devant rien pour recourir à des fictions juridiques. Ainsi, l'état de guerre a été prolongé artificiellement jusqu'au 15 juin 1949 ! (Arrêté-loi du 9 mai 1944). Des centaines de milliers de dossiers n'étaient rien d'autre qu'un ramassis de faux témoignages, d'accusations malveillantes et gratuites et de règlements de comptes personnels. Mais cela suffisait à l'époque pour être condamné à mort, à une amende de plusieurs dizaines de millions ou à une peine d'emprisonnement de longue durée.

Il est donc légitime et raisonnable de dire que certains épisodes de l'épuration et de la répression peuvent sans aucun doute tenir la comparaison avec les brutalités et les crimes perpétrés dans les camps allemands. Dans les deux cas, des faits inhumains se sont produits, des faits indignes d'une civilisation.

Hélas, l'indignation se limite trop souvent à une seule des parties. La loi interdit la négation, la minimisation ou la justification des crimes d'une des parties concernées. La négation, la minimisation ou la justification des crimes de l'autre partie ne pose aucun problème dans ce pays et est même encouragée dans le monde politique, l'enseignement et les médias.

Les auteurs protestent vigoureusement contre cette indignation unilatérale.

N° 42 de MM. Johan DEMOL (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« Ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des crimes commis par la dictature communiste de Mugabe au Zimbabwe. »

JUSTIFICATION

En 1948, l'ONU adoptait une résolution qui décrivait en 19 articles décrivait comment prévenir et punir le génocide. La collaboration internationale avait été reconnue comme une nécessité en cas de génocide. Ce

de magistraten. Vooral de macht van de krijgsauditeurs was buitensporig en grotesk. Zij waren tegelijk procureur des Konings, onderzoeksrechter, raadkamer voor de krijgsraad en in beroep van openbaar ministerie voor het krijshof.

Een magistraat formuleerde dat heel cynisch : « Na van in de zetels rechts in mijn hoedanigheid van onderzoeksrechter verslag uitgebracht te hebben, ga ik links zitten, waar ik in mijn hoedanigheid van openbaar ministerie, vorder. Ten slotte ga ik in het midden zitten, waar ik als rechter de verdediging hoor. Nadien statueer ik ». De socialistische staatsminister Soudan heeft in de Kamer op 21 juni 1951 harde woorden gesproken in verband met de rechtspleging door de militaire uitzonderingsrechtbanken : « *Ainsi nous avons vu – vous en avez été témoins – certaines juridictions militaires siégeaient comme au théâtre. La foule était là, applaudissant les déclarations patriotiques des magistrats; la foule était là, qui réclamait des condamnations sévères, et la presse suivait. A certains moments – et il est bon actuellement de le rappeler – nous avions le sentiment de nous trouver devant certains tribunaux de la Révolution française* ». Om de uitzonderingsrechtbanken in stand te kunnen houden, deinsde het naoorlogse België er niet voor terug om zijn toevlucht te zoeken tot juridische ficties. Zo liet men de oorlogstijd op fictieve wijze voortduren tot 15 juni 1949 ! (Besluitwet van 9 mei 1944) Honderdduizenden dossiers bestonden slechts uit een samenraapsel van valse getuigenissen, onbewezen verdachtmakingen en afrekeningen in persoonlijke vetes. Maar dat was toen genoeg voor een doodvonnis, een boete van tientallen miljoenen frank of een lange gevangenisstraf.

Men kan dus met recht en rede stellen dat bepaalde uitwassen van de epuratie en de repressie zeker de vergelijking met de brutaliteiten en misdaden in de Duitse kampen kunnen doorstaan. In beide gevallen gebeurden er zaken die onmenselijk zijn, zaken die een beschaving onwaardig zijn.

Helaas beperkt de verontwaardiging zich maar al te vaak tot één kant van de zaak. Het ontkennen, minimaliseren of goedpraten van de misdaden van één betrokken partij is bij wet verboden. Het ontkennen, minimaliseren of goedpraten van de misdaden van een andere betrokken partij kan in dit land perfect, en wordt zelfs aangemoedigd in de politiek, in het onderwijs en in de media.

De indieners protesteren met klem tegen deze eenzijdige verontwaardiging.

Nr. 42 van de heren Johan DEMOL (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« Of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de misdaden van de communistische dictatuur van Mugabe in Zimbabwe. »

VERANTWOORDING

In 1948 nam de VN een resolutie aan. Hierin werd in 19 artikelen beschreven hoe genocide moet worden voorkomen en gestraft. Er werd afgesproken dat in geval van genocide internationale samenwerking nood-

qui signifie qu'en cas de génocide, la communauté internationale est dans l'obligation d'agir. Malheureusement cela signifie que les États membres hésitent pour la plupart avant de considérer qu'un massacre est un génocide, afin d'échapper à cette obligation. La définition que cette convention internationale donne du génocide est la suivante : « Le génocide s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe. ».

Après une longue lutte violente, la minorité blanche de Ian Smith au pouvoir en Rhodésie a dû céder la place, en 1980, aux « combattants de la liberté » de Robert Mugabe. Salisbury s'appellerait désormais Harare et la Rhodésie, le Zimbabwe. Le Zimbabwe avec son dirigeant marxiste Mugabe fut naturellement bombardé en État modèle surtout par la gauche: après les échecs en Union soviétique, en Chine et à Cuba, la révolution devait au moins réussir cette fois-ci.

Aujourd'hui, près de 25 ans plus tard, il s'avère que la révolution a comme toujours dévoré ses propres enfants. Le pays est au bord du gouffre. Mugabe tente, dans une dernière tentative désespérée, de mettre son peuple à genou en recourant à l'intimidation et à la terreur.

Mais les noirs ne sont pas les seules victimes de la folie marxiste de Mugabe, c'est aussi et surtout la population blanche qui souffre de la terreur semée par Mugabe et ses troupes. Mugabe mène au Zimbabwe une véritable politique d'épuration ethnique.

Aujourd'hui, il ne reste plus que 30.000 des 250.000 blancs présents initialement. Le nombre de fermiers blancs a spectaculairement chuté : de 4.000 il y a quelques années, ils sont à peine 300 maintenant. Et ces derniers envisagent également de quitter le pays. Les fidèles du parti de Mugabe reçoivent carte blanche des services d'ordre pour attaquer les fermes des blancs, tuer leurs occupants et revendiquer leurs terres. Dans de nombreux cas, ces attaques s'accompagnent des pires atrocités, de viols et de tortures. En 2001, la Cour suprême du Zimbabwe avait encore qualifié d'inconstitutionnelle la politique d'occupation des terres menée par Mugabe. En réponse Mugabe, furieux, avait décrété que la Cour suprême était le plus important parti d'opposition du pays et son président, Anthony Gubbay, avait dû démissionner en raison de menaces et d'intimidations. Mugabe tenta ainsi de gagner à sa cause tout le système politique, économique et juridique.

Il n'y a pas non plus de liberté de la presse au Zimbabwe. Les journaux critiques qui avaient commenté la fraude et les intimidations lors des dernières élections ont été fermés. En 2003, le seul journal indépendant, le *Daily Mail*, fut interdit et la rédaction en chef fut jetée en prison. Le *Daily Mail* avait refusé de respecter une nouvelle loi sur les médias qui exigeait que toute publication soit d'abord soumise pour approbation au gouvernement. Les syndicalistes du Zimbabwe sont aussi menacés de mort par Mugabe et ses troupes.

Amnesty International a également exprimé son inquiétude concernant des centaines d'arrestations intervenues à la suite de grèves. De nombreuses personnes arrêtées ont été sérieusement maltraitées par des policiers, des miliciens, des soldats, et des membres des services de sécurité. Parmi les personnes arrêtées se trouvaient plusieurs parlementaires du MDC.

zakelijk is. Dit betekent dat de internationale gemeenschap in het geval van genocide verplicht is in te grijpen. Helaas betekent dit dat de meeste lidstaten lang aarzelen alvorens massamoorden als genocide aan te merken, om onder deze verplichting uit te komen. De definitie in deze internationale conventie luidt als volgt : « Genocide betekent een van de volgende daden, gepleegd met de intentie een nationale, etnische, raciale of religieuze groep gedeeltelijk of totaal te vernietigen. Hieronder vallen :

- a) Vermoorden van leden van de groep;
- b) Veroorzaken van ernstige geestelijke of lichamelijke schade aan leden van de groep;
- c) Het opzettelijk implementeren van leefomstandigheden die gericht zijn op gedeeltelijke of totale fysieke vernietiging van de groep
- d) Maatregelen die erop gericht zijn geboorten binnen een groep te verhinderen;
- e) Het onder dwang transformeren van kinderen van de ene groep naar een andere groep. ».

Na een lange en gewelddadige strijd moest in 1980 het blanke minderheidsbewind van Ian Smith in Rhodesië plaats maken voor de « vrijheidsstrijders » van Robert Mugabe. Salisbury heette voortaan Harare, Rhodesië werd Zimbabwe. Vooral vanuit de linkse hoek werd Zimbabwe met haar marxistische leider Mugabe ongevraagd tot modelstaat gebombardeerd: na de mislukking van de Sovjet Unie, China en Cuba moest de revolutie hier dan eindelijk toch een keer lukken.

Nu bijna 25 jaar later blijkt de revolutie als vanouds zijn eigen kinderen te hebben verslonden. Het land staat aan de rand van de afgrond, Mugabe probeert in een laatste desperate poging door middel van intimidatie en terreur zijn volk op de knieën te dwingen.

Maar niet alleen zijn eigen zwarte onderdanen zijn het slachtoffer van de marxistische waanzin van Mugabe, ook en vooral de blanke bevolking heeft zwaar te lijden onder de terreur van Mugabe en zijn troepen. Mugabe voert in Zimbabwe een ware politiek van etnische zuiveringen.

Momenteel blijven in Zimbabwe amper 30.000 van de aanvankelijk 250.000 blanken over. Het aantal blanke boeren is er spectaculair gedaald van 4.000 enkele jaren geleden tot amper 300 nu. En ook deze laatste overwegen het land te verlaten. Partijgetrouwen van Mugabe krijgen van de ordediensten carte-blanche om blanke boerderijen aan te vallen, de bewoners te vermoorden, en de gronden op te eisen. In vele gevallen gaat dit gepaard met enorme wreedheden, verkrachtingen en foltering. In 2001 noemde het Zimbabwaanse hooggerechtshof Mugabes politiek van landbezettingen nog ongrondwettelijk. Een boze Mugabe noemde daarop het hooggerechtshof de belangrijkste oppositiepartij van het land, en de voorzitter van het hooggerechtshof, Anthony Gubbay, moest onder druk van dreigementen en intimidaties opstappen. Op deze manier tracht Mugabe het volledige politieke, economische en juridische systeem naar zijn hand te zetten.

Ook persvrijheid is onbestaande in Zimbabwe. Kritische kranten die commentaar hadden op de fraude en op de intimidaties tijdens de jongste verkiezingen, werden gesloten. In 2003 werd het enige onafhankelijke dagblad, *The Daily Mail*, verboden en de hoofdredactie in de gevangenis gegooid. *The Daily Mail* weigerde navolging te geven aan een nieuwe mediawet die eist dat alles wat wordt gepubliceerd eerst ter goedkeuring aan de regering moet worden voorgelegd. Ook vakbondsmensen in Zimbabwe worden door Mugabe en zijn troepen met de dood bedreigd.

Ook Amnesty International heeft haar bezorgdheid uitgesproken over honderden arrestaties in Zimbabwe n.a.v. van stakingen. Veel arrestanten zijn zwaar mishandeld door de politie, milities, soldaten en veiligheidsdiensten. Onder de arrestanten bevonden zich een aantal parlementariërs van de MDC.

N° 43 de MM. Johan DEMOL (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« *Ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des crimes commis par la dictature communiste de Mugabe au Zimbabwe.* ».

JUSTIFICATION

En 1948, l'ONU adoptait une résolution qui décrivait en 19 articles décrivait comment prévenir et punir le génocide. La collaboration internationale avait été reconnue comme une nécessité en cas de génocide. Ce qui signifie qu'en cas de génocide, la communauté internationale est dans l'obligation d'agir. Malheureusement cela signifie que les États membres hésitent pour la plupart avant de considérer qu'un massacre est un génocide, afin d'échapper à cette obligation. La définition que cette convention internationale donne du génocide est la suivante : « Le génocide s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe. ».

Après une longue lutte violente, la minorité blanche de Ian Smith au pouvoir en Rhodésie a dû céder la place, en 1980, aux « combattants de la liberté » de Robert Mugabe. Salisbury s'appellerait désormais Harare et la Rhodésie, le Zimbabwe. Le Zimbabwe avec son dirigeant marxiste Mugabe fut naturellement bombardé en État modèle surtout par la gauche: après les échecs en Union soviétique, en Chine et à Cuba, la révolution devait au moins réussir cette fois-ci.

Aujourd'hui, près de 25 ans plus tard, il s'avère que la révolution a comme toujours dévoré ses propres enfants. Le pays est au bord du gouffre. Mugabe tente, dans une dernière tentative désespérée, de mettre son peuple à genou en recourant à l'intimidation et à la terreur.

Mais les noirs ne sont pas les seules victimes de la folie marxiste de Mugabe, c'est aussi et surtout la population blanche qui souffre de la terreur semée par Mugabe et ses troupes. Mugabe mène au Zimbabwe une véritable politique d'épuration ethnique.

Aujourd'hui, il ne reste plus que 30.000 des 250.000 blancs présents initialement. Le nombre de fermiers blancs a spectaculairement chuté : de 4.000 il y a quelques années, ils sont à peine 300 maintenant. Et ces derniers envisagent également de quitter le pays. Les fidèles du parti de Mugabe reçoivent carte blanche des services d'ordre pour attaquer les fermes des blancs, tuer leurs occupants et revendiquer leurs terres. Dans de nombreux cas, ces attaques s'accompagnent des pires atrocités, de viols et de tortures. En 2001, la Cour suprême du Zimbabwe avait encore qualifié d'inconstitutionnelle la politique d'occupation des terres menée par

Nr. 43 van de heren Johan DEMOL (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« *Of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de misdaden van de communistische dictatuur van Mugabe in Zimbabwe.* ».

VERANTWOORDING

In 1948 nam de VN een resolutie aan. Hierin werd in 19 artikelen beschreven hoe genocide moet worden voorkomen en gestraft. Er werd afgesproken dat in geval van genocide internationale samenwerking noodzakelijk is. Dit betekent dat de internationale gemeenschap in het geval van genocide verplicht is in te grijpen. Helaas betekent dit dat de meeste lidstaten lang aarzelen alvorens massamoorden als genocide aan te merken, om onder deze verplichting uit te komen. De definitie in deze internationale conventie luidt als volgt : « Genocide betekent een van de volgende daden, gepleegd met de intentie een nationale, etnische, raciale of religieuze groep gedeeltelijk of totaal te vernietigen. Hieronder vallen :

- a) Vermoorden van leden van de groep;
- b) Veroorzaken van ernstige geestelijke of lichamelijke schade aan leden van de groep;
- c) Het opzettelijk implementeren van leefomstandigheden die gericht zijn op gedeeltelijke of totale fysieke vernietiging van de groep;
- d) Maatregelen die erop gericht zijn geboorten binnen een groep te verhinderen;
- e) Het onder dwang transformeren van kinderen van de ene groep naar een andere groep. ».

Na een lange en gewelddadige strijd moest in 1980 het blanke minderheidsbewind van Ian Smith in Rhodesië plaats maken voor de « vrijheidsstrijders » van Robert Mugabe. Salisbury heette voortaan Harare, Rhodesië werd Zimbabwe. Vooral vanuit de linkse hoek werd Zimbabwe met haar marxistische leider Mugabe ongevraagd tot modelstaat gebombardeerd: na de mislukking van de Sovjet Unie, China en Cuba moest de revolutie hier dan eindelijk toch een keer lukken.

Nu bijna 25 jaar later blijkt de revolutie als vanouds zijn eigen kinderen te hebben verslonden. Het land staat aan de rand van de afgrond, Mugabe probeert in een laatste desperate poging door middel van intimidatie en terreur zijn volk op de knieën te dwingen.

Maar niet alleen zijn eigen zwarte onderdanen zijn het slachtoffer van de marxistische waanzin van Mugabe, ook en vooral de blanke bevolking heeft zwaar te lijden onder de terreur van Mugabe en zijn troepen. Mugabe voert in Zimbabwe een ware politiek van etnische zuivering.

Momenteel blijven in Zimbabwe amper 30.000 van de aanvankelijk 250.000 blanken over. Het aantal blanke boeren is er spectaculair gedaald van 4.000 enkele jaren geleden tot amper 300 nu. En ook deze laatsten overwegen het land te verlaten. Partijgetrouwen van Mugabe krijgen van de ordediensten carte-blanche om blanke boerderijen aan te vallen, de bewoners te vermoorden, en de gronden op te eisen. In vele gevallen gaat dit gepaard met enorme wreedheden, verkrachtingen en foltering. In 2001 noemde het Zimbabwaanse hooggerechtshof Mugabes politiek van landbezettingen nog ongrondwettelijk. Een boze Mugabe noemde daarop

Mugabe. En réponse Mugabe, furieux, avait décrété que la Cour suprême était le plus important parti d'opposition du pays et son président, Anthony Gubbay, avait dû démissionner en raison de menaces et d'intimidations. Mugabe tenta ainsi de gagner à sa cause tout le système politique, économique et juridique.

Il n'y a pas non plus de liberté de la presse au Zimbabwe. Les journaux critiques qui avaient commenté la fraude et les intimidations lors des dernières élections ont été fermés. En 2003, le seul journal indépendant, le *Daily Mail*, fut interdit et la rédaction en chef fut jetée en prison. Le *Daily Mail* avait refusé de respecter une nouvelle loi sur les médias qui exigeait que toute publication soit d'abord soumise pour approbation au gouvernement. Les syndicalistes du Zimbabwe sont aussi menacés de mort par Mugabe et ses troupes.

Amnesty International a également exprimé son inquiétude concernant des centaines d'arrestations intervenues à la suite de grèves. De nombreuses personnes arrêtées ont été sérieusement maltraitées par des policiers, des miliciens, des soldats, et des membres des services de sécurité. Parmi les personnes arrêtées se trouvaient plusieurs parlementaires du MDC.

N° 44 de MM. Erland PISON (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« Ou se rend coupable de la limitation tant active que passive de la liberté de presse. ».

JUSTIFICATION

Bien que l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 16 décembre 1966 déclare que « Nul ne peut être inquiété pour ses opinions » et que « Toute personne a droit à la liberté d'expression (...) », nous constatons qu'en Belgique aussi les hommes politiques et les partis qui se montrent critiques sont poursuivis en raison de leurs idées et que les journalistes critiques sont mis sous pression et privés de leur gagne-pain par le régime politique dominant.

Rappelons ici qu'un parti d'opposition nationaliste flamand a été condamné par un tribunal politisé en raison de son opinion sur certaines options politiques et de société. On a criminalisé, ce faisant, les convictions politiques de près d'un million de Flamands.

Dans ce pays, les journalistes critiques eux aussi muselés par la caste politique au pouvoir. Nous en voulons pour preuve la façon dont le journaliste Derk-Jan Eppink a été traité quand il a écrit des articles critiques sur le premier ministre belge Verhofstadt.

Il y a quelque temps, Luc Van der Kelen (*Het Laatste Nieuws*) donnait dans le *NRC-Handelsblad* (16 novembre 2002) une illustration saisissante de la manière dont Guy Verhofstadt avait tenté de faire tourner un reportage à son avantage : « Il me téléphone dans ma salle de bain, alors que je suis aux toilettes. (...) Le samedi soir, à onze heures et demie, il essaie encore de me dire ce que je dois écrire. ». Comme Van der Kelen put en faire l'expérience, on n'hésite pas à employer d'autres moyens encore face aux récalcitrants : selon Derk-Jan Eppink, « Les chefs de file

het hooggerechtshof de belangrijkste oppositiepartij van het land, en de voorzitter van het hooggerechtshof, Anthony Gubbay, moest onder druk van dreigementen en intimidaties opstappen. Op deze manier tracht Mugabe het volledige politieke, economische en juridische systeem naar zijn hand te zetten.

Ook persvrijheid is onbestaande in Zimbabwe. Kritische kranten die commentaar hadden op de fraude en op de intimidaties tijdens de jongste verkiezingen, werden gesloten. In 2003 werd het enige onafhankelijke dagblad, *The Daily Mail*, verboden en de hoofdredactie in de gevangenis gegooid. *The Daily Mail* weigerde navolging te geven aan een nieuwe mediawet die eist dat alles wat wordt gepubliceerd eerst ter goedkeuring aan de regering moet worden voorgelegd. Ook vakbondsmensen in Zimbabwe worden door Mugabe en zijn troepen met de dood bedreigd.

Ook Amnesty International heeft haar bezorgdheid uitgesproken over honderden arrestaties in Zimbabwe n.a.v. van stakingen. Veel arrestanten zijn zwaar mishandeld door de politie, militie, soldaten en veiligheidsdiensten. Onder de arrestanten bevonden zich een aantal parlementariërs van de MDC.

Johan DEMOL (N)

Erland PISON (N)

Nr. 44 van de heren Erland PISON (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« Of zich bezondigt aan het zowel actief als passief beperken van de vrijheid van pers. ».

VERANTWOORDING

Alhoewel artikel 19 van het Internationaal Verdrag inzake Burgerrechten en Politieke Rechten van 16 december 1966 bepaalt dat eenieder het recht heeft om zonder inmenging een bepaalde mening te koesteren, en dat eenieder het recht op vrijheid van meningsuiting heeft, stellen we vast dat ook in eigen land kritische politici en partijen worden vervolgd omwille van hun ideeën, en dat kritische journalisten onder druk worden gezet en worden gebroodroefd door het heersende politieke regime.

We verwijzen hierbij naar het gegeven dat een Vlaams-nationale oppositiepartij door een gepolitiseerde rechtbank werd veroordeeld omwille van haar mening over bepaalde politiek-maatschappelijke vraagstukken. Op deze manier werd de politieke overtuiging van zowat een miljoen Vlamingen gecriminaliseerd.

Ook kritische journalisten wordt in dit land de mond gesnoerd door de heersende politieke caste. We denken maar aan de manier waarop journalist Derk-Jan Eppink werd behandeld toen hij kritische stukken schreef over de Belgische premier Verhofstadt.

Enige tijd geleden gaf Luc Van der Kelen van *Het Laatste Nieuws* in *NRC-Handelsblad* (16.11.2002) een treffende illustratie van de manier waarop Verhofstadt de verslaggeving naar zijn hand probeert te zetten : « Hij belt me in de badkamer, op de wc en als ik een tongetje sta te bakken. (...) Hij probeert me op zaterdagavond om half twaalf nog te vertellen wat ik moet schrijven. ». Zoals Van der Kelen mocht ondervinden, worden tegen « onwilligen » ook andere middelen niet geschuwd : « VLD-voormannen zetten zelfs collega's tegen hem op. (...) Men maakt hem

du VLD ont même dressé ses collègues contre lui. (...) On l'a dénigré, des libéraux haut placés l'ont harcelé au téléphone. Il serait bon que les dirigeants du VLD cessent d'intimider Van der Kelen. C'est en effet indigne des libéraux. » (*De standaard*, 15 mars 2002). De plus, c'est inutile vu que la presse n'a pas une opinion particulièrement mauvaise de ce gouvernement. « La plupart s'efforcent de plaire au « nouveau régime ». Ils lui font des courbettes et l'encensent pour « en faire partie », « dit Eppink qui ajoute que la vie serait particulièrement ennuyeuse si le paysage médiatique n'était plus composé que de perroquets gouvernementaux, » des versions flamandes de la Pravda et de Izvestia » (*De Standard*, 8 juillet 2000).

Même après avoir quitté le journalisme pour un travail à la Commission européenne, Eppink jetait encore régulièrement un regard critique sur le petit monde politique belge, au travers de billets forts lus. Ce que n'a pu apparemment digérer l'estomac médiatiquement sensible de Verhofstadt, qui s'en est plaint après de la Commission. En conséquence, Eppink fut placé devant un choix par son employeur : « Écrire ou travailler pour la Commission. Il optera pour la deuxième solution. » (NRC, 16 novembre 2002).

La victime suivante de cette culture tant vantée du « débat ouvert » fut Jürgen Verstrepen du talk-show politique « *Zwart of Wit* ». Jusqu'à récemment, il écrivait régulièrement des commentaires politiques indépendants pour le site d'information « politicsinfo », qui ont fini par déclencher la réaction « nécessaire » : « Si Verstrepen continuait à écrire « des conneries dans ses billets », lui assurera-t-on à gauche et à droite, « le premier ministre ferait en sorte que plus aucun dirigeant politique n'apparaisse dans son émission de télévision. ». » (NRC, 16 novembre 2002). Les menaces n'ont pas raté le but recherché. Verstrepen : « Si plus personne ne regarde mon émission, je perds mon travail. Je veux pouvoir payer mes factures à la fin du mois. » (NRC, 16 novembre 2002).

Et récemment, Siegfried Bracke, journaliste à la VRT, s'est fait taper sur les doigts par la VRT et les décideurs politiques parce qu'il avait accepté d'animer un débat politique, à la demande du Vlaams Belang. Mais malheureusement, Siegfried Bracke n'est pas le seul à penser que le premier parti de Flandre, qui représente un million d'électeurs, ne peut plus être traité en paria. La VRT a pourtant décidé de renforcer le « cor-don médiatique » autour du *Vlaams Belang*. Les nouvelles directives à l'encontre du *Vlaams Belang* rappellent les heures les plus sombres de la RDA, quand la télévision d'État n'annonçait que les bonnes nouvelles du régime et que l'opposition était entièrement réduite au silence. La VRT doit réaliser qu'on ne peut étouffer purement et simplement les voix d'un million d'électeurs du Vlaams Belang qui sont aussi, en définitive, des contribuables.

Cette nouvelle directive met une nouvelle fois à mal l'objectivité et la neutralité de la VRT. Après les propos tenus par Leo Hellemans, le rédacteur en chef de la VRT-télévision, dans *le Standard* du 25 mars 2005 (« Le *Vlaams Belang* est un parti populiste et extrémiste qui abuse de la télévision publique »), c'est là une énième atteinte à la liberté d'opinion. Dans notre pays, la démocratie est sur une pente glissante si le plus grand parti d'opposition, qui représente 25 % des électeurs flamands, n'a pas la possibilité de s'exprimer librement dans les médias en général et à la télévision d'État en particulier.

Le temps où il faudra choisir : « socialiste ou chômeur » – mais dans une variante libérale – ne semble plus guère éloigné. À l'étranger aussi, on n'en pense pas moins de la manière dont le régime, dans notre pays, traite la presse (critique) : des journaux renommés tels le *NRC-Handelsblad* ou le *Monde y* ont porté une large attention.

Je conclus par une dernière citation de Luc Van der Kelen : « Le gouvernement arc-en-ciel fait tout différemment. Normalement, l'opposition attaque la majorité qui se défend. Ici, c'est la majorité qui attaque l'opposition, elle menace de la déchirer et enferme les seuls qui restent dans une cage à lions. Cette majorité agit de même vis-à-vis des journalistes. Tout d'abord, deux d'entre eux ont été transférés dans des cabinets afin d'enjo-

zwart et hooggeplaatste VLD'ers bestoken hem met telefoonterreur. Het zou gepast zijn mocht de VLD-top ermee ophouden Van der Kelen te intimideren. Het is liberalen namelijk onwaardig, » aldus Derk Jan Eppink in *De Standard*. (15 maart 2002) Het is bovendien onnodig, aangezien de pers deze regering niet bepaald slecht gezind is. « De meesten verdringen zich om het « nieuwe bestel » te behagen. Zij slijmen en vleien om « erbij te horen », « aldus Eppink, eraan toevoegend dat het wel erg saai zou zijn als het perslandschap, » met Vlaamse versies van de Pravda en Izvestia » alleen nog bestaat uit regeringspapegaaien. (*De Standard*, 8 juli 2000).

Ook nadat hij de journalistiek had ingeruild voor een baan bij de Europese Commissie, gaf Eppink in een veelgelezen column nog regelmatig zijn kritische kijk op het Belgische politieke wereldje. Dat bleek onverteerbaar voor de uiterst gevoelige mediatische maag van Verhofstadt, die er bij de Commissie dan ook zijn beklag over deed. Vervolgens werd Eppink door zijn werkgever voor de keuze geplaatst : « of schrijven of voor de Commissie werken. Eppink koos voor het laatste ». (NRC, 16 november 2002).

Het volgende slachtoffer van de hooggeprezen « open debat »-cultuur was Jürgen Verstrepen van het politieke praatprogramma « *Zwart of Wit* ». Tot voor kort schreef hij op de nieuwssite « politicsinfo » regelmatig onafhankelijke politieke commentaren die uiteindelijk de « nodige » reactie uitlokten : « Als Verstrepen met « die kloterij in die columns » zou doorgaan, werd hem links en rechts verzekerd, « zou de premier ervoor zorgen dat geen enkele gezagsdrager meer in mijn tv-programma verschijnt » ». (NRC, 16 november.2002). De dreigementen misten de beoogde uitwerking niet. « Als er geen hond meer naar mijn programma kijkt, ben ik mijn job kwijt. Ik wil mijn rekeningen aan het eind van de maand kunnen betalen, » aldus Verstrepen. (NRC, 16. november 2002).

En onlangs werd ook VRT-journalist Siegfried Bracke door de VRT en de politieke machthebbers op de vingers getikt omdat hij op vraag van het Vlaams Belang een politiek debat had gemoderend. Siegfried Bracke staat evenwel gelukkig niet alleen met zijn mening dat men de grootste partij van Vlaanderen, die 1 miljoen kiezers vertegenwoordigt, niet langer als een paria kan behandelen. De VRT besloot echter om het « cordon médiatique » rond het VB te verstrengen. De nieuwe richtlijnen tegen het Vlaams Belang doen denken aan de meest sombere DDR-tijden, waarbij de staatszender enkel nog de tolk was van de goed-nieuws-show van het regime en de oppositie volledig monddood werd gemaakt. De VRT moet beseffen dat de stem van 1 miljoen Vlaams-Belangkiezers, die tenslotte ook belastingbetalers zijn, niet zomaar kan gesmoord worden.

De objectiviteit en de neutraliteit van de VRT komt met deze nieuwe richtlijn eens te meer in het gedrang. Na de uitspraken van algemeen hoofdredacteur VRT-televisie Leo Hellemans (« Het Vlaams Belang is een populistische en extremistische partij, die misbruik maakt van de openbare omroep ») in *De Standard* van 25 maart 2005, is dit een zoveelste aanslag op de vrije meningsuiting. De democratie in ons land staat op een hellend vlak indien de grootste oppositiepartij die 25 % van de Vlaamse kiezers vertegenwoordigt, niet de mogelijkheid krijgt om zich in de media in het algemeen en op de staatszender in het bijzonder vrij te uiten.

Het aloude « rood of geen brood » - zij het dan in een blauwe variant – lijkt niet ver meer af. Dat men ondertussen ook in het buitenland zo het zijne denkt over de manier waarop het regime in dit land met de (kritische) pers omgaat, bleek uit het feit dat gerenommeerde kranten als *NRC-Handelsblad* en *Le Monde* er uitgebreid aandacht aan besteedden.

Ik besluit met een laatste citaat van Luk Van der Kelen : « Paars-groen doet alles anders. Normaal valt de oppositie de meerderheid aan, die zich verdedigt. Hier valt de meerderheid de oppositie aan, ze dreigt haar te verscheuren en sluit de enigen die overblijven op in een leeuwenkooi. Dat doet deze meerderheid ook met de journalisten. Eerst werden er twee getransfereerd naar kabinetten om de gedachten van de premier en de minis-

liver les idées du Premier et du Ministre-Président. (...) Ensuite, deux autres ont été engagés pour donner une forme littéraire à la nouvelle stratégie. On manipule, on influence tous les autres, on les couvre d'éloges et on les attire à coups de primeurs. Et si, au bout du compte, cela ne suffit pas, il reste toujours l'intimidation comme moyen ultime pour ramener le dernier dissident russe à de meilleures pensées. Il est temps que cela cesse et que les journalistes se libèrent du carcan arc-en-ciel. » (*De Morgen*, 7 novembre 2001).

N° 45 de MM Erland PISON (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« *Ou se rend coupable de la limitation tant active que passive de la liberté de presse.* ».

JUSTIFICATION

Bien que l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 16 décembre 1966 déclare que « Nul ne peut être inquiété pour ses opinions » et que « Toute personne a droit à la liberté d'expression (...) », nous constatons qu'en Belgique aussi les hommes politiques et les partis qui se montrent critiques sont poursuivis en raison de leurs idées et que les journalistes critiques sont mis sous pression et privés de leur gagne-pain par le régime politique dominant.

Rappelons ici qu'un parti d'opposition nationaliste flamand a été condamné par un tribunal politisé en raison de son opinion sur certaines options politiques et de société. On a criminalisé, ce faisant, les convictions politiques de près d'un million de Flamands.

Dans ce pays, les journalistes critiques eux aussi muselés par la caste politique au pouvoir. Nous en voulons pour preuve la façon dont le journaliste Derk-Jan Eppink a été traité quand il a écrit des articles critiques sur le premier ministre belge Verhofstadt.

Il y a quelque temps, Luc Van der Kelen (*Het Laatste Nieuws*) donnait dans le *NRC-Handelsblad* (16 novembre 2002) une illustration saisissante de la manière dont Guy Verhofstadt avait tenté de faire tourner un reportage à son avantage : « Il me téléphone dans ma salle de bain, alors que je suis aux toilettes. (...) Le samedi soir, à onze heures et demie, il essaie encore de me dire ce que je dois écrire. » Comme Van der Kelen put en faire l'expérience, on n'hésite pas à employer d'autres moyens encore face aux récalcitrants : selon Derk-Jan Eppink, « Les chefs de file du VLD ont même dressé ses collègues contre lui. (...) On l'a dénigré, des libéraux haut placés l'ont harcelé au téléphone. Il serait bon que les dirigeants du VLD cessent d'intimider Van der Kelen. C'est en effet indigne des libéraux. » (*De standaard*, 15 mars 2002). De plus, c'est inutile vu que la presse n'a pas une opinion particulièrement mauvaise de ce gouvernement. « La plupart s'efforcent de plaire au « nouveau régime ». Ils lui font des courbettes et l'encensent pour « en faire partie », « dixit Eppink qui ajoute que la vie serait particulièrement ennuyeuse si le paysage médiatique n'était plus composé que de perroquets gouvernementaux, » des versions flamandes de la Pravda et de Izvestia » (*De Standaard*, 8 juillet 2000).

ter-president fraaier te doen klinken (...) Daarna werden er twee ingehuurd om de nieuwe strategie literair vorm te geven. Alle anderen worden bewerkt, beïnvloed, gevleid, warm gemaakt met primeurs. En als dat uiteindelijk niet werkt, blijft er nog altijd de intimidatie als ultiem middel om de laatste Russische dissident tot betere gedachten te brengen. Het wordt tijd dat dit stopt en de journalisten zich bevrijden uit het paars-groene keurslijf.» (*De Morgen* van 7 november 2001).

Nr. 45 van de heren Erland PISON (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« *Of zich bezondigt aan het zowel actief als passief beperken van de vrijheid van pers.* ».

VERANTWOORDING

Alhoewel artikel 19 van het Internationaal Verdrag inzake Burgerrechten en Politieke Rechten van 16 december 1966 bepaalt dat eenieder het recht heeft om zonder inmenging een bepaalde mening te koesteren, en dat eenieder het recht op vrijheid van meningsuiting heeft, stellen we vast dat ook in eigen land kritische politici en partijen worden vervolgd omwille van hun ideeën, en dat kritische journalisten onder druk worden gezet en worden gebroodroefd door het heersende politieke regime.

We verwijzen hierbij naar het gegeven dat een Vlaams-nationale oppositiepartij door een gepolitiseerde rechtbank werd veroordeeld omwille van haar mening over bepaalde politiek-maatschappelijke vraagstukken. Op deze manier werd de politieke overtuiging van zowat een miljoen Vlamingen gecriminaliseerd.

Ook kritische journalisten wordt in dit land de mond gesnoerd door de heersende politieke caste. We denken maar aan de manier waarop journalist Derk-Jan Eppink werd behandeld toen hij kritische stukken schreef over de Belgische premier Verhofstadt.

Enige tijd geleden gaf Luc Van der Kelen van *Het Laatste Nieuws* in *NRC-Handelsblad* (16 november 2002) een treffende illustratie van de manier waarop Verhofstadt de verslaggeving naar zijn hand probeert te zetten : « Hij belt me in de badkamer, op de wc en als ik een tongetje sta te bakken. (...) Hij probeert me op zaterdagavond om half twaalf nog te vertellen wat ik moet schrijven. » Zoals Van der Kelen mocht ondervinden, worden tegen « onwilligen » ook andere middelen niet geschuwd : « VLD-voormannen zetten zelfs collega's tegen hem op. (...) Men maakt hem zwart en hooggeplaatste VLD'ers bestoken hem met telefoonerreur. Het zou gepast zijn mocht de VLD-top ermee ophouden Van der Kelen te intimideren. Het is liberalen namelijk onwaardig, » aldus Derk Jan Eppink in *De Standaard*. (15 maart 2002). Het is bovendien onnodig, aangezien de pers deze regering niet bepaald slecht gezind is. « De meesten verdringen zich om het « nieuwe bestel » te behagen. Zij slijmen en vleien om « erbij te horen », « aldus Eppink, eraan toevoegend dat het wel erg saai zou zijn als het perslandschap, « met Vlaamse versies van de Pravda en Izvestia » alleen nog bestaat uit regeringspapegaaien. (*De Standaard*, 8 juli 2000).

Même après avoir quitté le journalisme pour un travail à la Commission européenne, Eppink jetait encore régulièrement un regard critique sur le petit monde politique belge, au travers de billets forts lus. Ce que n'a pu apparemment digérer l'estomac médiatiquement sensible de Verhofstadt, qui s'en est plaint après de la Commission. En conséquence, Eppink fut placé devant un choix par son employeur : « Écrire ou travailler pour la Commission. Il optera pour la deuxième solution. » (NRC, 16 novembre 2002).

La victime suivante de cette culture tant vantée du « débat ouvert » fut Jürgen Verstrepen du talk-show politique « *Zwart of Wit* ». Jusqu'à récemment, il écrivait régulièrement des commentaires politiques indépendants pour le site d'information « politicsinfo », qui ont fini par déclencher la réaction « nécessaire » : « Si Verstrepen continuait à écrire « des conneries dans ses billets », lui assurera-t-on à gauche et à droite, « le premier ministre ferait en sorte que plus aucun dirigeant politique n'apparaisse dans son émission de télévision. ». » (NRC, 16 novembre 2002). Les menaces n'ont pas raté le but recherché. Verstrepen : « Si plus personne ne regarde mon émission, je perds mon travail. Je veux pouvoir payer mes factures à la fin du mois. » (NRC, 16 novembre 2002).

Et récemment, Siegfried Bracke, journaliste à la VRT, s'est fait taper sur les doigts par la VRT et les décideurs politiques parce qu'il avait accepté d'animer un débat politique, à la demande du *Vlaams Belang*. Mais malheureusement, Siegfried Bracke n'est pas le seul à penser que le premier parti de Flandre, qui représente un million d'électeurs, ne peut plus être traité en paria. La VRT a pourtant décidé de renforcer le « cordon médiatique » autour du *Vlaams Belang*. Les nouvelles directives à l'encontre du *Vlaams Belang* rappellent les heures les plus sombres de la RDA, quand la télévision d'État n'annonçait que les bonnes nouvelles du régime et que l'opposition était entièrement réduite au silence. La VRT doit réaliser qu'on ne peut étouffer purement et simplement les voix d'un million d'électeurs du *Vlaams Belang* qui sont aussi, en définitive, des contribuables.

Cette nouvelle directive met une nouvelle fois à mal l'objectivité et la neutralité de la VRT. Après les propos tenus par Leo Hellemans, le rédacteur en chef de la VRT-télévision, dans le *Standaard* du 25 mars 2005 (« Le *Vlaams Belang* est un parti populiste et extrémiste qui abuse de la télévision publique »), c'est là une énième atteinte à la liberté d'opinion. Dans notre pays, la démocratie est sur une pente glissante si le plus grand parti d'opposition, qui représente 25 % des électeurs flamands, n'a pas la possibilité de s'exprimer librement dans les médias en général et à la télévision d'État en particulier.

Le temps où il faudra choisir : « socialiste ou chômeur » – mais dans une variante libérale – ne semble plus guère éloigné. À l'étranger aussi, on n'en pense pas moins de la manière dont le régime, dans notre pays, traite la presse (critique) : des journaux renommés tels le *NRC-Handelsblad* ou le *Monde* y ont porté une large attention.

Je conclus par une dernière citation de Luc Van der Kelen : « Le gouvernement arc-en-ciel fait tout différemment. Normalement, l'opposition attaque la majorité qui se défend. Ici, c'est la majorité qui attaque l'opposition, elle menace de la déchirer et enferme les seuls qui restent dans une cage à lions. Cette majorité agit de même vis-à-vis des journalistes. Tout d'abord, deux d'entre eux ont été transférés dans des cabinets afin d'enjoindre les idées du Premier et du Ministre-Président. (...) Ensuite, deux autres ont été engagés pour donner une forme littéraire à la nouvelle stratégie. On manipule, on influence tous les autres, on les couvre d'éloges et on les attire à coups de primeurs. Et si, au bout du compte, cela ne suffit pas, il reste toujours l'intimidation comme moyen ultime pour ramener le dernier dissident russe à de meilleures pensées. Il est temps que cela cesse et que les journalistes se libèrent du carcan arc-en-ciel. » (*De Morgen*, 7 novembre 2001).

Ook nadat hij de journalistiek had ingeruild voor een baan bij de Europese Commissie, gaf Eppink in een veelgelezen column nog regelmatig zijn kritische kijk op het Belgische politieke wereldje. Dat bleek onverteerbaar voor de uiterst gevoelige mediatische maag van Verhofstadt, die er bij de Commissie dan ook zijn beklag over deed. Vervolgens werd Eppink door zijn werkgever voor de keuze geplaatst : « of schrijven of voor de Commissie werken. Eppink koos voor het laatste ». (NRC, 16 november 2002).

Het volgende slachtoffer van de hooggeprezen « open debat »-cultuur was Jürgen Verstrepen van het politieke praatprogramma « *Zwart of Wit* ». Tot voor kort schreef hij op de nieuwssite « politicsinfo » regelmatig onafhankelijke politieke commentaren die uiteindelijk de « nodige » reactie uitlokten : « Als Verstrepen met « die kloterij in die columns » zou doorgaan, werd hem links en rechts verzekerd, « zou de premier ervoor zorgen dat geen enkele gezagsdrager meer in mijn tv-programma verschijnt » ». (NRC, 16 november 2002) De dreigementen misten de beoogde uitwerking niet. « Als er geen hond meer naar mijn programma kijkt, ben ik mijn job kwijt. Ik wil mijn rekeningen aan het eind van de maand kunnen betalen, » aldus Verstrepen. (NRC, 16 november 2002)

En onlangs werd ook VRT-journalist Siegfried Bracke door de VRT en de politieke machthebbers op de vingers getikt omdat hij op vraag van het *Vlaams Belang* een politiek debat had gemoderend. Siegfried Bracke staat evenwel gelukkig niet alleen met zijn mening dat men de grootste partij van Vlaanderen, die 1 miljoen kiezers vertegenwoordigt, niet langer als een paria kan behandelen. De VRT besloot echter om het « cordon médiatique » rond het VB te verstrengen. De nieuwe richtlijnen tegen het *Vlaams Belang* doen denken aan de meest sombere DDR-tijden, waarbij de staatszender enkel nog de tolk was van de goed-nieuws-show van het regime en de oppositie volledig monddood werd gemaakt. De VRT moet beseffen dat de stem van 1 miljoen Vlaams-Belangkiezers, die tenslotte ook belastingbetalers zijn, niet zomaar kan gesmoord worden.

De objectiviteit en de neutraliteit van de VRT komt met deze nieuwe richtlijn eens te meer in het gedrang. Na de uitspraken van algemeen hoofdredacteur VRT-televisie Leo Hellemans (« Het *Vlaams Belang* is een populistische en extremistische partij, die misbruik maakt van de openbare omroep ») in *De Standaard* van 25 maart 2005, is dit een zoveelste aanslag op de vrije meningsuiting. De democratie in ons land staat op een hellend vlak indien de grootste oppositiepartij die 25 % van de Vlaamse kiezers vertegenwoordigt, niet de mogelijkheid krijgt om zich in de media in het algemeen en op de staatszender in het bijzonder vrij te uiten.

Het aloude « rood of geen brood » – zij het dan in een blauwe variant – lijkt niet ver meer af. Dat men ondertussen ook in het buitenland zo het zijne denkt over de manier waarop het regime in dit land met de (kritische) pers omgaat, bleek uit het feit dat gerenommeerde kranten als *NRC-Handelsblad* en *Le Monde* er uitgebreid aandacht aan besteedden.

Ik besluit met een laatste citaat van Luk Van der Kelen : « Paars-groen doet alles anders. Normaal valt de oppositie de meerderheid aan, die zich verdedigt. Hier valt de meerderheid de oppositie aan, ze dreigt haar te verscheuren en sluit de enigen die overblijven op in een leeuwenkooi. Dat doet deze meerderheid ook met de journalisten. Eerst werden er twee getransfereerd naar kabinetten om de gedachten van de premier en de minister-president fraaier te doen klinken (...) Daarna werden er twee ingehuurd om de nieuwe strategie literair vorm te geven. Alle anderen worden bewerkt, beïnvloed, gevlaid, warm gemaakt met primeurs. En als dat uiteindelijk niet werkt, blijft er nog altijd de intimidatie als ultiem middel om de laatste Russische dissident tot betere gedachten te brengen. Het wordt tijd dat dit stopt en de journalisten zich bevrijden uit het paars-groene keurslijf. » (*De Morgen* van 7 november 2001)

Erland PISON (N)
Johan DEMOL (N)

N° 46 de MM. Johan DEMOL (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, insérer un deuxième alinéa (*nouveau*) rédigé comme suit :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou auquel un de ses membres appartient ou lorsqu'un des membres lui-même ou un ou plusieurs collaborateurs remet, en tant que responsable administratif, de faux CV dans lesquels il ment au sujet des diplômes obtenus.* ».

JUSTIFICATION

L'ancienne secrétaire d'État à l'Organisation du travail et au Bien-être au travail, Anissa Temsamani a démissionné après avoir été mise en cause par un mensuel (*Deng*) parce qu'elle aurait menti sur ses diplômes.

Le 17 juillet 2003, Anissa Temsamani prêtait serment comme secrétaire d'État à l'Organisation du travail et au Bien-être au travail adjointe au ministre de l'Emploi. Elle avait suivi l'option sciences économiques en secondaire et avait ensuite entamé des études de sciences commerciales et financières à l'Administratieve en *Economische Hogeschool* de Bruxelles. Elle avait réussi sa première candidature mais n'avait pas terminé sa deuxième candidature parce qu'elle était enceinte.

Deng a écrit qu'Anissa Temsamani avait menti sur ses diplômes. Après sa nomination au poste de secrétaire d'État, sa biographie mentionnait qu'elle avait obtenu un diplôme en sciences commerciales alors qu'elle n'avait en fait qu'un diplôme du secondaire. *Deng* a aussi écrit que Temsamani avait laissé une série de chèques sans provision et de factures impayées, après la faillite de sa société. Mais pour la faillite, le tribunal l'a épargnée.

« Je ne sais pas comment cette information erronée a été relayée sur le site internet et dans les interviews, » avait déclaré Temsamani alors qu'elle avait elle-même déclaré dans plusieurs interviews posséder un diplôme de candidate en sciences commerciales. On pouvait aussi lire cette information noir sur blanc sur le site internet du cabinet de l'Intégration Sociale où elle avait travaillé auparavant.

N° 47 de MM. Johan DEMOL (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque des membres du parti politique qu'il représente ou qui représentent celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes remet, en tant que responsable administratif, de faux CV dans lesquels il ment au sujet des diplômes obtenus.* ».

Nr. 46 van de heren Johan DEMOL (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, een tweede lid (*nieuw*) in te voegen, luidend :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waartoe een van haar leden behoort, of wanneer een van haar leden zelf één of meerdere medewerkers als bestuursverantwoordelijke valse CV's opgeeft waarin gelogen wordt over behaalde diploma's.* ».

VERANTWOORDING

Gewezen staatssecretaris voor Arbeidsorganisatie en Welzijn op het werk Anissa Temsamani diende haar ontslag in nadat ze volgens een maandblad (*Deng*) in opspraak kwam omdat ze zou gelogen hebben over haar diploma.

Anissa Temsamani legde op 17 juli 2003 de eed af als staatssecretaris van Welzijn op het Werk en Arbeidsorganisatie, toegevoegd aan de minister van Werk. Ze volgde de richting Economische Wetenschappen in het secundair onderwijs, en begon daarna de studies Handels- en Financiële Wetenschappen aan de Administratieve en Economische Hogeschool in Brussel. Ze slaagde voor haar eerste kandidatuur, maar maakte de tweede kandidatuur niet meer af omdat ze zwanger werd.

Deng schreef dat Anissa Temsamani gelogen had over haar diploma. Na haar benoeming als staatssecretaris vermeldde haar biografie dat ze een diploma Handelswetenschappen had gehaald, terwijl ze in feite enkel een diploma middelbaar onderwijs op zak had. *Deng* schreef ook dat Temsamani na het faillissement van haar handelszaak een aantal ongedekte cheques en onbetaalde facturen had achtergelaten. Voor het faillissement werd ze evenwel verschoond door de rechtbank.

« Ik weet echt niet hoe die foute informatie op de webstek en in die interviews is terechtgekomen. » verklaarde Temsamani. Nochtans verklaarde ze zelf in een aantal interviews dat ze een diploma behaalde van kandidaat in de handelswetenschappen. Ook op de website van het kabinet van Maatschappelijke Integratie waar ze vroeger werkte, stond deze informatie zwart op wit te lezen.

Nr. 47 van de heren Johan DEMOL (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, een tweede lid toe te voegen, luidend :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer leden van de politieke partij die ze vertegenwoordigt, die de partij vertegenwoordigen die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan als bestuursverantwoordelijke valse CV's opgeeft waarin gelogen wordt over behaalde diploma's.* ».

JUSTIFICATION

L'ancienne secrétaire d'État à l'Organisation du travail et au Bien-être au travail, Anissa Tamsamani a démissionné après avoir été mise en cause par un mensuel (*Deng*) parce qu'elle aurait menti sur ses diplômes.

Le 17 juillet 2003, Anissa Tamsamani prêtait serment comme secrétaire d'État à l'Organisation du travail et au Bien-être au travail adjointe au ministre de l'Emploi. Elle avait suivi l'option sciences économiques en secondaire et avait ensuite entamé des études de sciences commerciales et financières à l'Administratieve en *Economische Hogeschool* de Bruxelles. Elle avait réussi sa première candidature mais n'avait pas terminé sa deuxième candidature parce qu'elle était enceinte.

Deng a écrit qu'Anissa Tamsamani avait menti sur ses diplômes. Après sa nomination au poste de secrétaire d'État, sa biographie mentionnait qu'elle avait obtenu un diplôme en sciences commerciales alors qu'elle n'avait en fait qu'un diplôme du secondaire. *Deng* a aussi écrit que Tamsamani avait laissé une série de chèques sans provision et de factures impayées, après la faillite de sa société. Mais pour la faillite, le tribunal l'a épargnée.

« Je ne sais pas comment cette information erronée a été relayée sur le site internet et dans les interviews, » avait déclaré Tamsamani alors qu'elle avait elle-même déclaré dans plusieurs interviews posséder un diplôme de candidate en sciences commerciales. On pouvait aussi lire cette information noir sur blanc sur le site internet du cabinet de l'Intégration Sociale où elle avait travaillé auparavant.

N° 48 de MM. Dominiek LOOTENS-STAEEL (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« *Ainsi que pour la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par l'État turc contre les Arméniens chrétiens.* ».

JUSTIFICATION

En 1948, l'ONU adopta une résolution qui décrivait en 19 articles comment prévenir et punir le génocide. Il avait été convenu que la collaboration internationale était une nécessité en cas de génocide. Cela signifie qu'en cas de génocide, la communauté internationale est tenue d'intervenir. Malheureusement cela signifie que la majorité des États membres hésitent longtemps avant de considérer qu'un massacre est un génocide, afin d'échapper à cette obligation. La définition que cette convention internationale donne du génocide est la suivante : « Le génocide s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;

VERANTWOORDING

Gewezen staatssecretaris voor Arbeidsorganisatie en Welzijn op het werk Anissa Tamsamani diende haar ontslag in nadat ze volgens een maandblad (*Deng*) in opspraak kwam omdat ze zou gelogen hebben over haar diploma.

Anissa Tamsamani legde op 17 juli 2003 de eed af als staatssecretaris van Welzijn op het Werk en Arbeidsorganisatie, toegevoegd aan de minister van Werk. Ze volgde de richting Economische Wetenschappen in het secundair onderwijs, en begon daarna de studies Handels- en Financiële Wetenschappen aan de Administratieve en Economische Hogeschool in Brussel. Ze slaagde voor haar eerste kandidatuur, maar maakte de tweede kandidatuur niet meer af omdat ze zwanger werd.

Deng schreef dat Anissa Tamsamani gelogen had over haar diploma. Na haar benoeming als staatssecretaris vermeldde haar biografie dat ze een diploma Handelswetenschappen had gehaald, terwijl ze in feite enkel een diploma middelbaar onderwijs op zak had. *Deng* schreef ook dat Tamsamani na het faillissement van haar handelszaak een aantal ongedekte cheques en onbetaalde facturen had achtergelaten. Voor het faillissement werd ze evenwel verschoond door de rechtbank.

« Ik weet echt niet hoe die foute informatie op de webstek en in die interviews is terechtgekomen. » verklaarde Tamsamani. Nochtans verklaarde ze zelf in een aantal interviews dat ze een diploma behaalde van kandidaat in de handelswetenschappen. Ook op de website van het kabinet van Maatschappelijke Integratie waar ze vroeger werkte, stond deze informatie zwart op wit te lezen.

Johan DEMOL (N)
Erland PISON (N)

Nr. 48 van de heren Dominiek LOOTENS-STAEEL (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« *Evenals voor het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die de Turkse Staat heeft gevoerd tegen de Christelijke Armeniërs.* ».

VERANTWOORDING

In 1948 nam de VN een resolutie aan. Hierin werd in 19 artikelen beschreven hoe genocide moet worden voorkomen en gestraft. Er werd afgesproken dat in geval van genocide internationale samenwerking noodzakelijk is. Dit betekent dat de internationale gemeenschap in het geval van genocide verplicht is in te grijpen. Helaas betekent dit dat de meeste lidstaten lang aarzelen alvorens massamoorden als genocide aan te merken, om onder deze verplichting uit te komen. De definitie in deze internationale conventie luidt als volgt : « Genocide betekent een van de volgende daden, gepleegd met de intentie een nationale, etnische, raciale of religieuze groep gedeeltelijk of totaal te vernietigen. Hieronder vallen :

- a) Vermoorden van leden van de groep;
- b) Veroorzaken van ernstige geestelijke of lichamelijke schade aan leden van de groep;

- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein d'un groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants d'un groupe à un autre groupe. ».

En 1915 et 1916, en pleine Première Guerre mondiale, on estime qu'entre 800.000 et plus d'un million d'Arméniens (hommes, femmes et enfants) ont péri dans l'Empire turc-ottoman à la suite d'un génocide. Bien qu'à l'époque le mot « génocide » n'existait pas encore, on peut affirmer sans conteste que la persécution et l'extermination organisées de manière centralisée des Arméniens a été le premier grand génocide du 20^e siècle. D'ailleurs, avant ces événements, la minorité arménienne de l'Empire ottoman avait déjà été confrontée à des violences meurtrières à grande échelle. Entre 1894 et 1896, une série de pogroms dans tout l'empire avaient déjà causé la mort de cent à cent cinquante mille Arméniens; en 1909, un massacre près de la ville d'Adana dans le sud-est de la Turquie avait fait, selon les estimations, de dix à vingt mille morts. Entre 1917 et 1922, des persécutions ont encore causé la mort de plusieurs dizaines de milliers de personnes. Au total, un million et demi d'Arméniens sont probablement morts entre 1894 et 1922 suite à des actes génocides.

À la fin du 19^e siècle, l'Arménie faisait partie de l'immense Empire ottoman. Cet empire tombait alors déjà lentement en ruines. Les Arméniens, essentiellement chrétiens, se révoltèrent contre les Ottomans musulmans. Sur ordre du Sultan Abdul Hamid II, des milliers d'Arméniens furent assassinés à la fin du 19^e siècle. Cette épuration ethnique n'était pourtant que le premier jalon vers le véritable génocide des Arméniens.

La décision de persécuter et d'exterminer quasi complètement et collectivement les Arméniens de l'Empire ottoman fut probablement prise fin 1914 début 1915 par le triumvirat à la tête de l'État central qui dirigeait politiquement et militairement l'empire à l'époque. Il s'agissait de Talaat, ministre de l'intérieur, d'Enver Pasja, général et ministre de la guerre, et de Djemal Pasja, général, ministre de la marine et gouverneur militaire de Syrie, qui était encore à l'époque une province de l'Empire ottoman. Talaat n'était pas seulement ministre de l'intérieur, il était aussi le principal leader du mouvement politique Ittihad ve Terakki, littéralement « Comité Union et Progrès », plus connu en occident comme le « mouvement des Jeunes Turcs ».

En 1908, les Jeunes Turcs prirent le pouvoir en Turquie. Prise de pouvoir soutenue initialement par les Arméniens. Pendant la Première Guerre mondiale, l'Empire ottoman et les Jeunes Turcs prirent le parti de l'Allemagne et l'Empire ottoman se retrouva donc en guerre contre la Russie. De nombreux Arméniens vivaient à proximité de la ligne de front (en Turquie orientale). De crainte que les Arméniens ne se rallient aux Russes, le gouvernement turc décida de déporter les Arméniens loin du front car ils joueraient double jeu. Le 24 avril, mille membres de l'élite arménienne furent aussi assassinés.

La persécution des Arméniens était, pour ses auteurs, tout d'abord un moyen d'éliminer les Arméniens les mieux à même de se défendre. En février et en mars 1915, selon les estimations, 150 à 200.000 officiers et soldats arméniens de l'armée ottomane furent désarmés et placés dans des « bataillons de travail », et contraints d'effectuer dans de très mauvaises conditions des travaux pénibles de fortification, de transport militaire et d'entretien des routes; ils furent décimés par la faim, les mauvais traitements et les massacres directs perpétrés par des unités turques de l'armée et des troupes auxiliaires kurdes. Des rumeurs ne tardèrent pas à circuler dans l'Empire au sujet d'une extermination prochaine de tous les Arméniens. Dans la nuit du 24 avril 1915 et les jours suivants, plusieurs centaines d'Arméniens de premier plan (hommes politiques, journalistes, hommes d'affaires, artistes et intellectuels) furent arrêtés dans la capitale Istanbul au cours d'une action soigneusement coordonnée, emmenés en train et presque tous assassinés peu après. (C'est pourquoi aujourd'hui le

- c) Het opzettelijk implementeren van leefomstandigheden die gericht zijn op gedeeltelijke of totale fysieke vernietiging van de groep;
- d) Maatregelen die erop gericht zijn geboorten binnen een groep te verhinderen;
- e) Het onder dwang transformeren van kinderen van de ene groep naar een andere groep. ».

In 1915 en 1916, ten tijde van de Eerste Wereldoorlog, zijn naar bereende schatting tussen de achthonderdduizend en ruim een miljoen Armeniërs – mannen, vrouwen en kinderen – in het Ottomaans-Turkse Rijk om het leven gekomen ten gevolge van een tegen hen gerichte genocide. Hoewel het woord « genocide » destijds nog niet bestond, kan zonder meer gesteld worden dat de centraal georganiseerde vervolging en vernietiging van de Armeniërs de eerste grote genocide van de 20^e eeuw is geweest. Overigens had de Armeense minderheid in het Ottomaanse Rijk ook al voor die jaren te kampen gehad met grootschalig moorddadig geweld. Tussen 1894 en 1896 waren bij een reeks pogroms in het gehele rijk honderd- tot honderdvijftigduizend Armeniërs vermoord; bij een massaslachting in 1909 in en nabij de stad Adana in het zuidoosten van Turkije naar schatting tien- tot twintigduizend. En ook tussen 1917 en 1922 zijn tijdens episoden van vervolging nog vele tienduizenden om het leven gebracht. Al bij al zijn tussen 1894 en 1922 waarschijnlijk anderhalf miljoen Armeniërs door genocidale activiteiten omgekomen.

Einde 19^e eeuw maakte Armenië deel uit van het grote Ottomaanse Rijk. Dit rijk was toen reeds bezig langzaam uiteen te vallen. De overwegend christelijke Armeniërs kwamen in opstand tegen de islamitische Ottomanen. Op bevel van sultan Abdul Hamid II werden eind 19^e eeuw duizenden Armeniërs vermoord. Deze etnische zuivering was echter nog maar de eerste aanzet tot de echte genocide op de Armeniërs.

Het besluit over te gaan tot een nagenoeg complete collectieve vervolging en vernietiging van de Armeniërs in het Ottomaans-Turkse rijk, is waarschijnlijk eind 1914, begin 1915 genomen door het driemanschap dat destijds op het niveau van de centrale staat de politieke en militaire leiding had over het rijk. Deze drie leiders waren Talaat, minister van binnenlandse zaken; Enver Pasja, generaal en minister van oorlog; en Djemal Pasja, generaal, minister van marine, en militair gouverneur van Syrië, dat toen nog een provincie van het Ottomaanse rijk was. Behalve minister van binnenlandse zaken was Talaat ook de voornaamste leider van de politieke beweging Ittihad ve Terakki, letterlijk vertaald « Comité voor Eenheid en Vooruitgang », in het Westen beter bekend als de « Jong-Turkse beweging ».

In 1908 vond er in Turkije namelijk een machtsovername plaats door de Jonge Turken. Deze machtsovername werd door de Armeniërs aanvankelijk gesteund. Tijdens de Eerste Wereldoorlog koos het Ottomaanse Rijk en de Jonge Turken partij voor Duitsland., waardoor het Ottomaanse Rijk in oorlog kwam met Rusland. Rondom de frontlinie (in Oost-Turkije) woonden veel Armeniërs. Uit angst dat de Armeniërs zich bij de Russen zouden aansluiten, besloot de Turkse regering tot deportatie van de Armeniërs, weg bij de frontlinie omdat de Armenen een dubbelspel zouden spelen. Ook werden op 24 april 1000 leden van de Armeense.

Bij de vervolging van de Armeniërs waren de vervolgers er allereerst op uit het meest weerbare deel van de Armeense bevolkingsgroep uit te schakelen. In februari en maart 1915 werden de naar schatting 150 à 200.000 Armeense officieren en soldaten in het Ottomaanse leger ontwapend, geplaatst in zogenaamde « arbeidsbataljons », en onder zeer slechte omstandigheden aan zware dwangarbeid onderworpen ten behoeve van fortificaties, militair transport en het onderhoud van wegen. Decimering door uithongering, mishandeling, en regelrechte massamoorden door Turkse legereenheden en Koerdische hulptroepen bepaalden verder het lot van deze grote groep Armeense mannen. Al spoedig begonnen geruchten te circuleren in het rijk dat een algemene massamoord op alle Armeniërs ophanden was. In de nacht van 24 april 1915 en in de daaropvolgende dagen werden vele honderden leidende Armeniërs – politici, journalisten, zakenlieden, kunstenaars en intellectuelen – in de hoofdstad Istanbul in een zorgvuldig gecoördineerde actie opgepakt, per trein afgevoerd, en kort

24 avril est devenu la journée mondiale de commémoration du génocide arménien.) Ces deux grandes actions ont décapité l'élite de la nation arménienne.

Dans les semaines et les mois qui ont suivi, un gigantesque mouvement de déportation s'enclencha dans tout l'Empire – à l'exception d'Istanbul et de Smyrne (Izmir).

Bien que la majorité des Arméniens vécussent dans les six provinces (vilayets) orientales d'Anatolie, d'importantes communautés d'Arméniens étaient réparties sur l'ensemble du territoire. Partout, les gendarmes et les soldats les contraignirent à quitter leurs domiciles, les rassemblèrent et les emmenèrent collectivement, le plus souvent à pied, parfois pour partie en train, vers des destinations reculées dans les provinces ottomanes du sud (Syrie et Irak contemporains) : Alep, Rakka, Deir-el-Zor, Mossoul et même Bagdad. Ils devaient laisser derrière eux presque tous leurs biens; on avançait souvent s'agissant d'une « évacuation » liée à la guerre, d'une « réinstallation » ou la nécessité de « coloniser de nouvelles régions ». La guerre offrait non seulement une couverture mais aussi la possibilité et la justification ultime du génocide.

À de très rares exceptions près, un sort horrible attendait les déportés. Subitement chassés de leurs maisons et lieux de travail, souvent déjà séparés de leurs parents (hommes), sans équipement adapté ni nourriture suffisante, les déportés étaient pratiquement sans défense. Ils moururent de faim et de soif, suite à la violence directe de leurs gardiens, ou encore de troupes ou de bandits (spécialement recrutés à cet effet dans les prisons) placés en embuscade ainsi que suite aux conditions pénibles dans lesquelles se déroulaient ces déportations. Les témoignages recueillis et la correspondance diplomatique font état d'innombrables cas de mauvais traitements sévères et de massacres de grands groupes, de viols et d'humiliations sexuelles des femmes et des jeunes filles, de personnes enterrées vivantes dans des tombes qu'elles avaient elles-mêmes creusées, de morts collectives par le feu, de pendaisons et de noyades massives. Beaucoup moururent aussi de faim, de soif, d'épuisement et de maladies dans des camps de concentration improvisés le long des routes. Parfois, les jeunes femmes et les enfants recevaient la possibilité de se convertir à l'islam et d'échapper ainsi à une mort certaine, dans d'autres cas, ils étaient vendus comme esclaves.

Vers 1920, la persécution et l'extermination des Arméniens étaient connues de tous en Europe occidentale et aux États-Unis. Dès la fin du 19^e siècle, l'opinion publique occidentale s'était intéressée considérablement au sort des Arméniens majoritairement chrétiens. Pendant et peu après la « Grande Guerre », on avait créé dans de nombreux pays occidentaux des comités de soutien qui collectaient des fonds pour les réfugiés arméniens et les journaux, les principaux médias de masse de l'époque, avaient décrit abondamment et en détail ce qu'on appelait alors la « question arménienne ». Mais l'intérêt retomba dans les années 1920. Au départ, il y eut des tentatives, tant en Turquie qu'au niveau international, pour traduire en justice les principaux responsables du génocide mais rapidement ces efforts ne menèrent à rien. Ensuite, avec la création de la nouvelle république turque en 1922-23, les autorités turques adoptèrent une politique de négation systématique des événements. La diaspora des réfugiés arméniens, durement touchée et répartie dans de nombreux pays, n'eut pendant longtemps ni les possibilités ni les moyens de demander qu'on se penche sur leur horrible sort. Et en Europe même, les nuages sombres annonciateurs d'une nouvelle guerre et d'un autre génocide catastrophique s'accumulaient au cours des années 1920 et 1930. À la veille de cette guerre, Adolf Hitler proclamait haut et fort à ses généraux avant l'invasion éclair de la Pologne en septembre 1939 : « *Wer redet heute noch von der Vernichtung der Armenier ?* » (Qui parle encore de l'extermination des Arméniens ?) Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le génocide arménien avait pratiquement disparu de la mémoire collective occidentale et ce n'est pas sans raison que ce génocide est parfois appelé « le génocide oublié ». Ce n'est qu'au cours de la dernière décennie qu'il y a eu une nouvelle prise de conscience historique de la catastrophe arménienne qui s'est accompagnée d'une reconnaissance publique et politique large, notamment aux États-Unis et dans certains pays européens. Bien

daarop vrijwel allemaal vermoord. (Tegenwoordig geldt daarom 24 april wereldwijd als herdenkingsdag van de Armeense genocide.) Met deze twee grote acties was als het ware de ruggengraat van de Armeense bevolkingsgroep gebroken.

In de daaropvolgende weken en maanden kwam over het gehele rijk – met uitzondering van Istanbul en Smyrna (Izmir) – een reusachtige deportatiebeweging op gang.

Hoewel de meeste Armeniërs in de zes oostelijke provincies (vilayets) van Anatolië leefden, woonden grote groepen van hen verspreid over het hele territorium. Overal werden zij nu door gendarmes en soldaten gedwongen hun woonplaatsen te verlaten, bijgedreven, en veelal te voet, soms gedeeltelijk per trein, collectief op transport gesteld naar verafgelegen bestemmingen in de Zuid-Ottomaanse provincies (het tegenwoordige Syrië en Irak) : Aleppo, Rakka, Deir-el-Zor, Mosul en zelfs Bagdad. Nagenoeg alle bezittingen dienden te worden achtergelaten, als reden kreeg men vaak te horen dat het ging om « evacuatie » in verband met de oorlogsomstandigheden, om « hervestiging » of om noodzakelijke « kolonisering van nieuwe gebieden ». De oorlogssituatie diende zowel als dekmantel, bood de mogelijkheid, en vormde de ultieme rechtvaardiging voor de genocide.

De gedeporteerden wachtte vrijwel zonder uitzondering een gruwelijk lot. Plotseling verdreven van hun woon- en werkplaatsen, vaak al gescheiden van (mannelijke) verwanten, zonder geschikte uitrusting en zonder voldoende levensmiddelen waren de gedeporteerden nagenoeg weerloos. Ze vielen ten slachtoffer aan hongersnood en dorst, aan het directe geweld van bewakers, of van in hinderlaag liggende troepen of criminele bendes – die speciaal voor dit doel gerecruiteerd waren uit gevangenisstraf – en aan de andere zware omstandigheden waaronder de deportaties plaatsvonden. Uit verzamelingen ooggetuigenverslagen en diplomatieke correspondentie blijken talloze gevallen van zware mishandeling en moord op grote groepen, van verkrachting en seksuele verminking van vrouwen en meisjes, van levend begraven worden in zelf gedolven graven, van collectieve verbranding, ophanging en massale verdrinking. Velen stierven ook door uit-hongering, verdrosting, uitputting en ziekten in geïmproviseerde concentratiekampen langs de routes. Soms kregen jonge vrouwen en kinderen de gelegenheid over te gaan tot de Islam en zo te ontsnappen aan een zekere dood, in andere gevallen werden zij ook wel verkocht als slaven.

Deze gegevens over de vervolging en vernietiging van de Armeniërs waren in West-Europa en de Verenigde Staten omstreeks 1920 algemeen bekend. Vanaf de latere 19^e eeuw had in het Westen een aanzienlijke publieke belangstelling voor het lot van de in grote meerderheid christelijke Armeniërs bestaan. Tijdens en kort na de « grote oorlog » waren in vele Westerse landen ook steuncomité's opgericht die geld inzamelden voor Armeense vluchtelingen en de kranten, de voornaamste massa-media van die tijd, hadden veel en uitvoerig geschreven over wat toen het « Armeense vraagstuk » heette. Maar in de jaren '20 luwde de belangstelling. Aanvankelijk werden zowel in Turkije zelf als vanuit internationaal verband pogingen ondernomen de voornaamste verantwoordelijken voor de genocide te berechten maar deze inspanningen liepen al spoedig op niets uit. Daarnaast zette met de vestiging van de nieuwe Turkse republiek in 1922-1923 vanuit de Turkse overheid een politiek van systematische ontkenning van het gebeurde in. Aan de kant van de zwaar getroffen Armeense vluchtelingdiaspora, verspreid over vele landen, ontbrak het lang aan mogelijkheden en middelen om meer aandacht te vragen voor hun verschrikkelijke lot. En in Europa zelf paktten zich in de jaren '20 en '30 de donkere wolken samen van een volgende oorlog en een volgende catastrofale genocide. Aan de vooravond van die oorlog kon Adolf Hitler, toen hij zijn generaals voorbereidde op de nietsontziende aanval op Polen in september 1939, al retorisch uitroepen : « *Wer redet heute noch von der Vernichtung der Armenier ?* » In de periode na de Tweede Wereldoorlog was de Armeense genocide praktisch verdwenen uit de collectieve publieke herinnering in het Westen en niet ten onrechte is deze volkerenmoord daarom soms wel aangeduid als « de vergeten genocide ». Pas in de laatste decennia is er sprake van een hernieuwde historische bewustwording van de Armeense catastrofe en is in ruimere kring, onder andere in de Verenigde Staten en in enkele Europese landen, een publieke en

que ce processus de reconnaissance se heurte toujours ça et là à des résistances parfois fortes, le génocide arménien ne peut plus aujourd'hui être qualifié « d'oublié ».

Selon le gouvernement turc, il n'y aurait eu « que » 300 à 500.000 victimes contre 1,5 million (sur un total de deux millions) selon des historiens objectifs. La Turquie déclare également qu'il n'y a pas eu génocide mais que les victimes ont succombé à la famine et d'autres fléaux semblables qui sévissaient dans la région à l'époque. La Turquie insiste également auprès d'autres pays pour qu'ils nient l'existence du génocide ou en tout cas ne le reconnaissent pas officiellement. En Turquie, il est même punissable de reconnaître le génocide arménien.

Entre-temps, divers pays européens dont les Pays-Bas, la France (dès 1998), la Grèce et la Belgique ont reconnu le génocide arménien. Il n'empêche, dans notre pays, des hommes politiques issus de divers partis trouvent encore nécessaire de nier, minimiser ou justifier le génocide arménien.

Entre-temps, le parlement européen a aussi imposé à la Turquie la reconnaissance du génocide comme condition d'adhésion à l'Union européenne.

N° 49 de MM. Dominiek LOOTENS-STAEL (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« Ainsi que pour la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par l'État turc contre les Arméniens chrétiens. ».

JUSTIFICATION

En 1948, l'ONU adopta une résolution qui décrivait en 19 articles comment prévenir et punir le génocide. Il avait été convenu que la collaboration internationale était une nécessité en cas de génocide. Cela signifie qu'en cas de génocide, la communauté internationale est tenue d'intervenir. Malheureusement cela signifie que la majorité des États membres hésitent longtemps avant de considérer qu'un massacre est un génocide, afin d'échapper à cette obligation. La définition que cette convention internationale donne du génocide est la suivante : « Le génocide s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein d'un groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants d'un groupe à un autre groupe. ».

En 1915 et 1916, en pleine Première Guerre mondiale, on estime qu'entre 800.000 et plus d'un million d'Arméniens (hommes, femmes et

politieke erkenning op gang gekomen. Hoewel dit proces van erkenning hier en daar nog steeds op soms aanzienlijke weerstanden stuit, kan de Armeense genocide tegenwoordig zeker niet meer als « vergeten » gelden.

Volgens de Turkse regering zouden er « slechts » 300.000 tot 500.000 slachtoffers zijn, tegen 1 1/2 miljoen (uit een totaal van 2 miljoen) volgens objectieve historici. Ook verklaart Turkije dat er geen sprake was van genocide, maar dat de doden het slachtoffer zijn geworden hongersnoden en dergelijke die toen in het gebied heersten. Turkije ook druk uit op andere landen om het bestaan van de genocide te ontkennen, of in elk geval niet officieel te bevestigen. In Turkije is het zelfs strafbaar om de Armeense genocide te erkennen.

Verscheidene Europese landen, waaronder Nederland, Frankrijk (reeds in 1998), Griekenland en België, hebben de genocide op de Armeniërs intussen erkend. Nochtans zijn er in ons land nog steeds politici uit diverse partijen die het nodig vinden de genocide op de Armeniërs te ontkennen, te minimaliseren of te rechtvaardigen.

Ook het Europese Parlement heeft aan Turkije de erkenning van de genocide op de Armeniërs inmiddels als voorwaarde gesteld om toe te kunnen treden tot de Europese Unie.

Nr. 49 van de heren Dominiek LOOTENS-STAEL (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« Evenals voor het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die de Turkse Staat heeft gevoerd tegen de Christelijke Armeniërs. ».

VERANTWOORDING

In 1948 nam de VN een resolutie aan. Hierin werd in 19 artikelen beschreven hoe genocide moet worden voorkomen en gestraft. Er werd afgesproken dat in geval van genocide internationale samenwerking noodzakelijk is. Dit betekent dat de internationale gemeenschap in het geval van genocide verplicht is in te grijpen. Helaas betekent dit dat de meeste lidstaten lang aarzelen alvorens massamoorden als genocide aan te merken, om onder deze verplichting uit te komen. De definitie in deze internationale conventie luidt als volgt : « Genocide betekent een van de volgende daden, gepleegd met de intentie een nationale, etnische, raciale of religieuze groep gedeeltelijk of totaal te vernietigen. Hieronder vallen :

- a) Vermoorden van leden van de groep;
- b) Veroorzaken van ernstige geestelijke of lichamelijke schade aan leden van de groep;
- c) Het opzettelijk implementeren van leefomstandigheden die gericht zijn op gedeeltelijke of totale fysieke vernietiging van de groep;
- d) Maatregelen die erop gericht zijn geboorten binnen een groep te verhinderen;
- e) Het onder dwang transformeren van kinderen van de ene groep naar een andere groep. ».

In 1915 en 1916, ten tijde van de Eerste Wereldoorlog, zijn naar berekende schatting tussen de achthonderduizend en ruim een miljoen

enfants) ont péri dans l'Empire turc-ottoman à la suite d'un génocide. Bien qu'à l'époque le mot « génocide » n'existait pas encore, on peut affirmer sans conteste que la persécution et l'extermination organisées de manière centralisée des Arméniens a été le premier grand génocide du 20^e siècle. D'ailleurs, avant ces événements, la minorité arménienne de l'Empire ottoman avait déjà été confrontée à des violences meurtrières à grande échelle. Entre 1894 et 1896, une série de pogroms dans tout l'empire avaient déjà causé la mort de cent à cent cinquante mille Arméniens; en 1909, un massacre près de la ville d'Adana dans le sud-est de la Turquie avait fait, selon les estimations, de dix à vingt mille morts. Entre 1917 et 1922, des persécutions ont encore causé la mort de plusieurs dizaines de milliers de personnes. Au total, un million et demi d'Arméniens sont probablement morts entre 1894 et 1922 suite à des actes génocides.

À la fin du 19^e siècle, l'Arménie faisait partie de l'immense Empire ottoman. Cet empire tombait alors déjà lentement en ruines. Les Arméniens, essentiellement chrétiens, se révoltèrent contre les Ottomans musulmans. Sur ordre du Sultan Abdul Hamid II, des milliers d'Arméniens furent assassinés à la fin du 19^e siècle. Cette épuration ethnique n'était pourtant que le premier jalon vers le véritable génocide des Arméniens.

La décision de persécuter et d'exterminer quasi complètement et collectivement les Arméniens de l'Empire ottoman fut probablement prise fin 1914 début 1915 par le triumvirat à la tête de l'État central qui dirigeait politiquement et militairement l'empire à l'époque. Il s'agissait de Talaat, ministre de l'intérieur, d'Enver Pasja, général et ministre de la guerre, et de Djemal Pasja, général, ministre de la marine et gouverneur militaire de Syrie, qui était encore à l'époque une province de l'Empire ottoman. Talaat n'était pas seulement ministre de l'intérieur, il était aussi le principal leader du mouvement politique Ittihad ve Terakki, littéralement « Comité Union et Progrès », plus connu en occident comme le « mouvement des Jeunes Turcs ».

En 1908, les Jeunes Turcs prirent le pouvoir en Turquie. Prise de pouvoir soutenue initialement par les Arméniens. Pendant la Première Guerre mondiale, l'Empire ottoman et les Jeunes Turcs prirent le parti de l'Allemagne et l'Empire ottoman se retrouva donc en guerre contre la Russie. De nombreux Arméniens vivaient à proximité de la ligne de front (en Turquie orientale). De crainte que les Arméniens ne se rallient aux Russes, le gouvernement turc décida de déporter les Arméniens loin du front car ils joueraient double jeu. Le 24 avril, mille membres de l'élite arménienne furent aussi assassinés.

La persécution des Arméniens était, pour ses auteurs, tout d'abord un moyen d'éliminer les Arméniens les mieux à même de se défendre. En février et en mars 1915, selon les estimations, 150 à 200.000 officiers et soldats arméniens de l'armée ottomane furent désarmés et placés dans des « bataillons de travail », et contraints d'effectuer dans de très mauvaises conditions des travaux pénibles de fortification, de transport militaire et d'entretien des routes; ils furent décimés par la faim, les mauvais traitements et les massacres directs perpétrés par des unités turques de l'armée et des troupes auxiliaires kurdes. Des rumeurs ne tardèrent pas à circuler dans l'Empire au sujet d'une extermination prochaine de tous les Arméniens. Dans la nuit du 24 avril 1915 et les jours suivants, plusieurs centaines d'Arméniens de premier plan (hommes politiques, journalistes, hommes d'affaires, artistes et intellectuels) furent arrêtés dans la capitale Istanbul au cours d'une action soigneusement coordonnée, emmenés en train et presque tous assassinés peu après. (C'est pourquoi aujourd'hui le 24 avril est devenu la journée mondiale de commémoration du génocide arménien.) Ces deux grandes actions ont décapité l'élite de la nation arménienne.

Dans les semaines et les mois qui ont suivi, un gigantesque mouvement de déportation s'enclencha dans tout l'Empire – à l'exception d'Istanbul et de Smyrne (Izmir).

Bien que la majorité des Arméniens vécussent dans les six provinces (vilayets) orientales d'Anatolie, d'importantes communautés d'Arméniens

Armeniërs – mannen, vrouwen en kinderen – in het Ottomaans-Turkse Rijk om het leven gekomen ten gevolge van een tegen hen gerichte genocide. Hoewel het woord « genocide » destijds nog niet bestond, kan zonder meer gesteld worden dat de centraal georganiseerde vervolging en vernietiging van de Armeniërs de eerste grote genocide van de 20^e eeuw is geweest. Overigens had de Armeense minderheid in het Ottomaanse Rijk ook al voor die jaren te kampen gehad met grootschalig moorddadig geweld. Tussen 1894 en 1896 waren bij een reeks pogroms in het gehele rijk honderd- tot honderdvijftigduizend Armeniërs vermoord; bij een massaslachting in 1909 in en nabij de stad Adana in het zuidoosten van Turkije naar schatting tien- tot twintigduizend. En ook tussen 1917 en 1922 zijn tijdens episodes van vervolging nog vele tienduizenden om het leven gebracht. Al bij al zijn tussen 1894 en 1922 waarschijnlijk anderhalf miljoen Armeniërs door genocidale activiteiten omgekomen.

Einde 19^e eeuw maakte Armenië deel uit van het grote Ottomaanse Rijk. Dit rijk was toen reeds bezig langzaam uiteen te vallen. De overwegend christelijke Armeniërs kwamen in opstand tegen de islamitische Ottomanen. Op bevel van sultan Abdul Hamid II werden eind 19^e eeuw duizenden Armeniërs vermoord. Deze etnische zuivering was echter nog maar de eerste aanzet tot de echte genocide op de Armeniërs.

Het besluit over te gaan tot een nagenoeg complete collectieve vervolging en vernietiging van de Armeniërs in het Ottomaans-Turkse rijk, is waarschijnlijk eind 1914, begin 1915 genomen door het driemanschap dat destijds op het niveau van de centrale staat de politieke en militaire leiding had over het rijk. Deze drie leiders waren Talaat, minister van binnenlandse zaken; Enver Pasja, generaal en minister van oorlog; en Djemal Pasja, generaal, minister van marine, en militair gouverneur van Syrië, dat toen nog een provincie van het Ottomaanse rijk was. Behalve minister van binnenlandse zaken was Talaat ook de voornaamste leider van de politieke beweging Ittihad ve Terakki, letterlijk vertaald « Comité voor Eenheid en Vooruitgang », in het Westen beter bekend als de « Jong-Turkse beweging ».

In 1908 vond er in Turkije namelijk een machtsovername plaats door de Jonge Turken. Deze machtsovername werd door de Armeniërs aanvankelijk gesteund. Tijdens de Eerste Wereldoorlog koos het Ottomaanse Rijk in oorlog kwam met Rusland. Rondom de frontlinie (in Oost-Turkije) woonden veel Armeniërs. Uit angst dat de Armeniërs zich bij de Russen zouden aansluiten, besloot de Turkse regering tot deportatie van de Armeniërs, weg bij de frontlinie omdat de Armenen een dubbelspel zouden spelen. Ook werden op 24 april 1000 leden van de Armeense.

Bij de vervolging van de Armeniërs waren de vervolgers er allereerst op uit het meest weerbare deel van de Armeense bevolkingsgroep uit te schakelen. In februari en maart 1915 werden de naar schatting 150 à 200.000 Armeense officieren en soldaten in het Ottomaanse leger ontwapend, geplaatst in zogenaamde « arbeidsbataljons », en onder zeer slechte omstandigheden aan zware dwangarbeid onderworpen ten behoeve van fortificaties, militair transport en het onderhoud van wegen. Decimering door uithongering, mishandeling, en regelrechte massamoorden door Turkse legereenheden en Koerdische hulptroepen bepaalden verder het lot van deze grote groep Armeense mannen. Al spoedig begonnen geruchten te circuleren in het rijk dat een algemene massamoord op alle Armeniërs ophanden was. In de nacht van 24 april 1915 en in de daaropvolgende dagen werden vele honderden leidende Armeniërs – politici, journalisten, zakenlieden, kunstenaars en intellectuelen – in de hoofdstad Istanbul in een zorgvuldig gecoördineerde actie opgepakt, per trein afgevoerd, en kort daarop vrijwel allemaal vermoord. (Tegenwoordig geldt daarom 24 april wereldwijd als herdenkingsdag van de Armeense genocide.) Met deze twee grote acties was als het ware de ruggengraat van de Armeense bevolkingsgroep gebroken.

In de daaropvolgende weken en maanden kwam over het gehele rijk – met uitzondering van Istanbul en Smyrna (Izmir) – een reusachtige deportatiebeweging op gang.

Hoewel de meeste Armeniërs in de zes oostelijke provincies (vilayets) van Anatolië leefden, woonden grote groepen van hen verspreid

étaient réparties sur l'ensemble du territoire. Partout, les gendarmes et les soldats les contraignirent à quitter leurs domiciles, les rassemblèrent et les emmenèrent collectivement, le plus souvent à pied, parfois pour partie en train, vers des destinations reculées dans les provinces ottomanes du sud (Syrie et Irak contemporains) : Alep, Rakka, Deir-el-Zor, Mossoul et même Bagdad. Ils devaient laisser derrière eux presque tous leurs biens; on avançait souvent s'agissait d'une « évacuation » liée à la guerre, d'une « réinstallation » ou la nécessité de « coloniser de nouvelles régions ». La guerre offrait non seulement une couverture mais aussi la possibilité et la justification ultime du génocide.

À de très rares exceptions près, un sort horrible attendait les déportés. Subitement chassés de leurs maisons et lieux de travail, souvent déjà séparés de leurs parents (hommes), sans équipement adapté ni nourriture suffisante, les déportés étaient pratiquement sans défense. Ils moururent de faim et de soif, suite à la violence directe de leurs gardiens, ou encore de troupes ou de bandits (spécialement recrutés à cet effet dans les prisons) placés en embuscade ainsi que suite aux conditions pénibles dans lesquelles se déroulaient ces déportations. Les témoignages recueillis et la correspondance diplomatique font état d'innombrables cas de mauvais traitements sévères et de massacres de grands groupes, de viols et d'humiliations sexuelles des femmes et des jeunes filles, de personnes enterrées vivantes dans des tombes qu'elles avaient elles-mêmes creusées, de morts collectives par le feu, de pendaisons et de noyades massives. Beaucoup moururent aussi de faim, de soif, d'épuisement et de maladies dans des camps de concentration improvisés le long des routes. Parfois, les jeunes femmes et les enfants recevaient la possibilité de se convertir à l'islam et d'échapper ainsi à une mort certaine, dans d'autres cas, ils étaient vendus comme esclaves.

Vers 1920, la persécution et l'extermination des Arméniens étaient connues de tous en Europe occidentale et aux États-Unis. Dès la fin du 19^e siècle, l'opinion publique occidentale s'était intéressée considérablement au sort des Arméniens majoritairement chrétiens. Pendant et peu après la « Grande Guerre », on avait créé dans de nombreux pays occidentaux des comités de soutien qui collectaient des fonds pour les réfugiés arméniens et les journaux, les principaux médias de masse de l'époque, avaient décrit abondamment et en détail ce qu'on appelait alors la « question arménienne ». Mais l'intérêt retomba dans les années 1920. Au départ, il y eut des tentatives, tant en Turquie qu'au niveau international, pour traire en justice les principaux responsables du génocide mais rapidement ces efforts ne menèrent à rien. Ensuite, avec la création de la nouvelle république turque en 1922-23, les autorités turques adoptèrent une politique de négation systématique des événements. La diaspora des réfugiés arméniens, durement touchée et répartie dans de nombreux pays, n'eut pendant longtemps ni les possibilités ni les moyens de demander qu'on se penche sur leur horrible sort. Et en Europe même, les nuages sombres annonciateurs d'une nouvelle guerre et d'un autre génocide catastrophique s'accumulaient au cours des années 1920 et 1930. À la veille de cette guerre, Adolf Hitler proclamait haut et fort à ses généraux avant l'invasion éclair de la Pologne en septembre 1939 : « *Wer redet heute noch von der Vernichtung der Armenier ?* » (Qui parle encore de l'extermination des Arméniens ?) Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le génocide arménien avait pratiquement disparu de la mémoire collective occidentale et ce n'est pas sans raison que ce génocide est parfois appelé « le génocide oublié ». Ce n'est qu'au cours de la dernière décennie qu'il y a eu une nouvelle prise de conscience historique de la catastrophe arménienne qui s'est accompagnée d'une reconnaissance publique et politique large, notamment aux États-Unis et dans certains pays européens. Bien que ce processus de reconnaissance se heurte toujours ça et là à des résistances parfois fortes, le génocide arménien ne peut plus aujourd'hui être qualifié « d'oublié ».

Selon le gouvernement turc, il n'y aurait eu « que » 300 à 500.000 victimes contre 1,5 million (sur un total de deux millions) selon des historiens objectifs. La Turquie déclare également qu'il n'y a pas eu génocide mais que les victimes ont succombé à la famine et d'autres fléaux semblables qui sévissaient dans la région à l'époque. La Turquie insiste également auprès d'autres pays pour qu'ils nient l'existence du génocide ou

over het hele territorium. Overal werden zij nu door gendarmes en soldaten gedwongen hun woonplaatsen te verlaten, bijeengereven, en veelal te voet, soms gedeeltelijk per trein, collectief op transport gesteld naar verafgelegen bestemmingen in de Zuid-Ottomaanse provincies (het tegenwoordige Syrië en Irak): Aleppo, Rakka, Deir-el-Zor, Mosul en zelfs Bagdad. Nagenoeg alle bezittingen dienden te worden achtergelaten, als reden kreeg men vaak te horen dat het ging om « evacuatie » in verband met de oorlogsomstandigheden, om « hervestiging » of om noodzakelijke « kolonisering van nieuwe gebieden ». De oorlogssituatie diende zowel als dekmantel, bood de mogelijkheid, en vormde de ultieme rechtvaardiging voor de genocide.

De gedeporteerden wachtte vrijwel zonder uitzondering een gruwelijk lot. Plotseling verdreven van hun woon- en werkplaatsen, vaak al gescheiden van (mannelijke) verwanten, zonder geschikte uitrusting en zonder voldoende levensmiddelen waren de gedeporteerden nagenoeg weerloos. Ze vielen ten slachtoffer aan honger en dorst, aan het directe geweld van bewakers, of van in hinderlaag liggende troepen of criminele bendes – die speciaal voor dit doel gerecruteerd waren uit gevangenen – en aan de andere zware omstandigheden waaronder de deportaties plaatsvonden. Uit verzamelingen ooggetuigenverslagen en diplomatieke correspondentie blijken talloze gevallen van zware mishandeling en moord op grote groepen, van verkrachting en seksuele verminking van vrouwen en meisjes, van levend begraven worden in zelf gedolven graven, van collectieve verbranding, ophanging en massale verdrinking. Velen stierven ook door uit-hongering, verdorsting, uitputting en ziekten in geïmproviseerde concentratiekampen langs de routes. Soms kregen jonge vrouwen en kinderen de gelegenheid over te gaan tot de Islam en zo te ontsnappen aan een zekere dood, in andere gevallen werden zij ook wel verkocht als slaven.

Deze gegevens over de vervolging en vernietiging van de Armeniërs waren in West-Europa en de Verenigde Staten omstreeks 1920 algemeen bekend. Vanaf de latere 19^e eeuw had in het Westen een aanzienlijke publieke belangstelling voor het lot van de in grote meerderheid christelijke Armeniërs bestaan. Tijdens en kort na de « grote oorlog » waren in vele Westerse landen ook steuncomités opgericht die geld inzamelden voor Armeense vluchtelingen en de kranten, de voornaamste massa-media van die tijd, hadden veel en uitvoerig geschreven over wat toen het « Armeense vraagstuk » heette. Maar in de jaren '20 luwde de belangstelling. Aanvankelijk werden zowel in Turkije zelf als vanuit internationaal verband pogingen ondernomen de voornaamste verantwoordelijken voor de genocide te berechten maar deze inspanningen liepen al spoedig op niets uit. Daarnaast zette met de vestiging van de nieuwe Turkse republiek in 1922-1923 vanuit de Turkse overheid een politiek van systematische ontkenning van het gebeurde in. Aan de kant van de zwaar getroffen Armeense vluchtelingendiaspora, verspreid over vele landen, ontbrak het lang aan mogelijkheden en middelen om meer aandacht te vragen voor hun verschrikkelijke lot. En in Europa zelf paktten zich in de jaren '20 en '30 de donkere wolken samen van een volgende oorlog en een volgende catastrofale genocide. Aan de vooravond van die oorlog kon Adolf Hitler, toen hij zijn generaals voorbereidde op de nietsontziende aanval op Polen in september 1939, al retorisch uitroepen : « *Wer redet heute noch von der Vernichtung der Armenier ?* » In de periode na de Tweede Wereldoorlog was de Armeense genocide praktisch verdwenen uit de collectieve publieke herinnering in het Westen en niet ten onrechte is deze volkerenmoord daarom soms wel aangeduid als « de vergeten genocide ». Pas in de laatste decennia is er sprake van een hernieuwde historische bewustwording van de Armeense catastrofe en is in ruimere kring, onder andere in de Verenigde Staten en in enkele Europese landen, een publieke en politieke erkenning op gang gekomen. Hoewel dit proces van erkenning hier en daar nog steeds op soms aanzienlijke weerstanden stuit, kan de Armeense genocide tegenwoordig zeker niet meer als « vergeten » gelden.

Volgens de Turkse regering zouden er « slechts » 300.000 tot 500.000 slachtoffers zijn, tegen 1 1/2 miljoen (uit een totaal van 2 miljoen) volgens objectieve historici. Ook verklaart Turkije dat er geen sprake was van genocide, maar dat de doden het slachtoffer zijn geworden hongersnoden en dergelijke die toen in het gebied heersten. Turkije ook druk uit op andere landen om het bestaan van de genocide te ontkennen,

en tout cas ne le reconnaissent pas officiellement. En Turquie, il est même punissable de reconnaître le génocide arménien.

Entre-temps, divers pays européens dont les Pays-Bas, la France (dès 1998), la Grèce et la Belgique ont reconnu le génocide arménien. Il n'empêche, dans notre pays, des hommes politiques issus de divers partis trouvent encore nécessaire de nier, minimiser ou justifier le génocide arménien.

Entre-temps, le parlement européen a aussi imposé à la Turquie la reconnaissance du génocide comme condition d'adhésion à l'Union européenne.

N° 50 de MM. Erland PISON (N) et Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes a été condamné pour le non-respect de la loi sur les marchés publics.* ».

JUSTIFICATION

En 1973, les révélations de P. Demaegt, ingénieur en chef-architecte-directeur suspendu de la Régie des Télégraphes et Téléphones (RTT), faisaient éclater le scandale RTT en Belgique. Ses révélations sur les énormes gaspillages dans la construction et l'aménagement des bâtiments de la RTT comportaient trois accusations précises :

1. Depuis quelques années, la RTT avait renoncé au système de l'adjudication publique pour de la construction de bâtiments. Elle faisait désormais édifier ses bâtiments par un promoteur dans le cadre d'un contrat sous seing privé sans comparaison de prix.
2. Un promoteur complètement inconnu sur le marché, à savoir la s.a. Société d'Implantation et d'Investissements Immobiliers (en abrégé III), fondée le 16 septembre 1970 avec un capital de 15 millions de francs, décrocha immédiatement de gros contrats auprès de la RTT, pour un montant total de plus de trois milliards de francs. Si on compare les prix, les bâtiments III sont aux moins deux fois plus chers, au mètre carré de surface utile, que les bâtiments de la RTT construits à la suite d'une procédure d'adjudication classique.
3. Cette manière de procéder remontait à la nomination de G. Baudrin au poste d'administrateur général de la RTT en juin 1970. Il s'est d'ailleurs avéré que l'administrateur général était aussi intéressé directement et personnellement dans une autre société créée peu auparavant, Equimo, chargée par la direction de la RTT de l'achat du mobilier destiné aux bâtiments de la RTT. Il est apparu que l'épouse et le fils d'un secrétaire d'État en poste, Abel Dubois, figuraient parmi les actionnaires de cette société. Après avoir vainement adressé cette plainte à des fonctionnaires et des membres du gouvernement, l'ingénieur en chef Demaegt s'est tourné vers les rédactions de divers journaux et hebdomadaires.

of in elk geval niet officieel te bevestigen. In Turkije is het zelfs strafbaar om de Armeense genocide te erkennen.

Verscheidene Europese landen, waaronder Nederland, Frankrijk (reeds in 1998), Griekenland en België, hebben de genocide op de Armeniërs intussen erkend. Nochtans zijn er in ons land nog steeds politici uit diverse partijen die het nodig vinden de genocide op de Armeniërs te ontkennen, te minimaliseren of te rechtvaardigen.

Ook het Europese Parlement heeft aan Turkije de erkenning van de genocide op de Armeniërs inmiddels als voorwaarde gesteld om toe te kunnen treden tot de Europese Unie.

Dominiek LOOTENS-STAEL (N)
Erland PISON (N)

Nr. 50 van de heren Erland PISON (N) en Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan is veroordeeld voor het niet naleven van de wet op overheidsopdrachten.* ».

VERANTWOORDING

In 1973 barste in België het zogenaamde RTT-schandaal los, na onthullingen door een geschorste hoofdingenieur-architect-directeur bij de Regie van Telegrafie en Telefonie (RTT), P. Demaegt, aan de pers over enorme verspillingen bij het optrekken en inrichten van gebouwen voor de RTT. Zijn onthullingen bevatten drie precieze beschuldigingen :

1. Sedert enkele jaren is de RTT voor het optrekken van gebouwen afgestapt van het stelsel van de openbare aanbesteding. Zij laat de gebouwen nu optrekken met onderhandse contracten zonder prijsvergelijking, of door een promotor.
2. Een op de markt totaal onbekende promotor, nl. de N.V. *Société d'Implantation et d'Investissements Immobilières* (afgekort III), opgericht op 16 september 1970 met een kapitaal van 15 miljoen frank, verkreeg onmiddellijk grote contracten van de RTT, voor een gezamenlijk bedrag van meer dan drie miljard frank. Bij prijsvergelijking met andere gebouwen, opgetrokken volgens het klassieke RTT-aanbestedingsproces, zijn de III-gebouwen per vierkante meter nuttige oppervlakte ten minste tweemaal duurder.
3. Deze gang van zaken was begonnen sedert de benoeming van G. Baudrin tot administrateur-generaal van de RTT in juni 1970. De administrateur-generaal bleek trouwens ook rechtstreekse en persoonlijke belangen te hebben in een andere pas opgerichte vennootschap, Equimo, die door de RTT-directie werd ingeschakeld bij de aankoop van meubelen voor RTT-gebouwen. Aandeelhouders in deze vennootschap bleken o.m. de echtgenote en de zoon van een staatssecretaris in functie, Abel Dubois. Na zich tevergeefs met deze klacht tot ambtenaren en regeringsleden te hebben gewend, bezocht hoofdingenieur Demaegt verscheidene kranten- en weekbladredacties.

L'hebdomadaire Humo a publié des éléments du dossier le 17 mai 1973. Toutefois, ce fut l'interview de P. Demaeght publiée en première page du journal De Standaard le 18 mai 1973 qui agita particulièrement le monde politique et l'opinion publique. Ce journal entama une campagne contre le gaspillage et la corruption à la RTT et réclama, dans des dizaines d'articles de la main du rédacteur politique Hugo De Ridder, qu'une enquête approfondie soit menée et que les coupables soient sanctionnés. Le 21 mai, le premier ministre Leburton chargea le Comité supérieur de Contrôle (un comité indépendant dirigé par un magistrat et dont la tâche est de traquer les abus au sein de l'administration) d'enquêter sur les accusations émises. Le 28 mai, l'administrateur général Baudrin se mit en congé afin de ne pas gêner l'enquête après avoir été accusé par De Standaard d'avoir fait disparaître certaines preuves accablantes.

Le 30 mai, il y eut des interpellations à la Chambre et au Sénat au sujet de l'affaire RTT et le 4 juillet le secrétaire d'État Dubois démissionna. Le 22 juin, le Comité supérieur de Contrôle avait réuni suffisamment d'éléments à charge contre l'administrateur général Baudrin pour transmettre son dossier au parquet. Le 30 juillet, Baudrin fut suspendu et, le 31 juillet il fut officiellement inculpé, en même temps que deux gestionnaires d'Equimo, de faux en écriture et d'abus de fonction.

Entre-temps, il était apparu que l'ancien ministre des PTT Anseele (ministre des Communications sous le gouvernement Leburton et ministre de tutelle du secrétaire d'État Daems en charge des PTT) était politiquement responsable d'avoir permis ces abus. L'opposition et le CVP, partenaire au gouvernement, insistèrent sur son éviction du gouvernement. Le 23 octobre, Anseele démissionnait pour des raisons de santé. Une semaine auparavant, la suspension de Demaeght avait été levée. Le 14 novembre, le Comité supérieur de Contrôle remettait son rapport secret au premier ministre Leburton. Deux semaines plus tard, De Standaard en publiait un large résumé et, le 14 janvier 1974, le rapport était disponible dans les librairies.

Les membres de la commission parlementaire spéciale chargée d'examiner le rapport n'avaient même pas pu en prendre officiellement connaissance. À la requête du gouvernement, le parquet ouvrit une enquête sur l'origine de la fuite. Le rapport RTT du Comité supérieur de Contrôle confirma la plainte de Demaeght et mit en lumière toute une série d'autres pratiques frauduleuses. Pour trois contrats III, la RTT a payé 617 millions de francs de plus que le prix usuel. Pour les autres contrats sous seing privé aussi, le surcoût a atteint plusieurs centaines de millions. Le Comité supérieur n'a toutefois pas pu identifier le bénéficiaire. Le rapport fait simplement état d'une déclaration de l'architecte Henri Guchez, conseiller technique et aussi bailleur secret de III, qui explique qu'il a notamment manifesté sa gratitude pour les marchés obtenus en versant de l'argent au fonds électoral du parti socialiste (toutes les personnes impliquées dans l'affaire RTT, à savoir Anseele, Dubois, Baudrin, Guchez, font partie du parti socialiste belge).

N° 51 de MM. Erland PISON (N) et Dominiek LOOTENS-STAELE (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient, ou auquel un de ses membres appartient ou lorsqu'un des membres lui-même est condamné pour le non-respect de la loi sur les marchés publics. ».

Elementen uit het dossier verschenen op 17 mei 1973 in het weekblad Humo. De politieke wereld en de publieke opinie werden echter vooral opgeschrikt door een interview met P. Demaeght, op de eerste pagina van De Standaard van 18 mei 1973. Dit blad begon een campagne tegen de verspilling en de corruptie bij de RTT en drong in tientallen artikelen, van de hand van politiek redacteur Hugo De Ridder, aan op een grondig onderzoek en op bestraffing van de schuldigen. Op 21 mei belastte eerste-minister Leburton het Hoog Komitee van Toezicht (een onafhankelijk comité, dat tot taak heeft misbruiken in de administratie op te sporen onder de leiding van een magistraat) met een onderzoek naar de geuite beschuldigingen. Op 28 mei ging administrateur-generaal Baudrin met verlof om het onderzoek niet te storen, zulks nadat hij in De Standaard ervan beschuldigd was bepaalde bezwarende bewijsstukken te hebben doen verdwijnen.

Op 30 mei werd in Kamer en Senaat over de RTT-zaak geïnterpeleerd, en op 4 juni nam staatssecretaris Dubois ontslag. Op 22 juni had het Hoog Komitee van Toezicht voldoende bezwarende feiten tegen administrateur-generaal Baudrin verzameld om zijn dossier aan het parket over te leggen. Op 30 juli werd Baudrin geschorst en op 31 juli werd hij samen met twee Equimo-beheerders officieel in staat van beschuldiging gesteld wegens valsheid in geschrifte en misbruik van zijn ambt.

Inmiddels was gebleken dat de voormalige PTT-minister Anseele (in de regering-Leburton minister van Verkeerswezen en voogdijminister over PTT-staatssecretaris Daems) politieke verantwoordelijkheid droeg voor het mogelijk maken van die misbruiken. De oppositie en de CVP-regeringspartner drongen aan op zijn verwijdering uit de regering. Op 23 oktober nam Anseele ontslag om gezondheidsredenen. Een week tevoren was de schorsing van Demaeght opgeheven. Op 14 november overhandigde het Hoog Komitee van Toezicht zijn geheim rapport aan premier Leburton. Veertien dagen later verscheen er reeds een ruime samenvatting in De Standaard, en op 14 januari 1974 was het rapport verkrijgbaar in de boekhandel.

De parlementsleden van de bijzondere commissie, belast met het onderzoek van het rapport, hadden er niet eens officieel kennis kunnen van nemen. Op verzoek van de regering stelde het parket een onderzoek naar het lek in. Het RTT-rapport van het Hoog Komitee van Toezicht bevestigde de aanklacht van Demaeght en ontdekte nog allerlei andere zwenkelpraktijken. Voor drie III-contracten betaalde de RTT 617 miljoen frank meer dan de gangbare prijs. Voor de andere onderhandse contracten werden ook honderden miljoenen teveel betaald. Het Hoog Komitee heeft echter niet achterhaald naar wie de winst afvloede. Het rapport vermeldt slechts een verklaring van architect Henri Guchez, technisch raadgever en tevens geheim geldschietster van III, dat hij zijn dankbaarheid voor de verkregen opdrachten o.m. heeft getoond door geld te storten in het verkiezingsfonds van de socialistische partij (alle betrokkenen in de RTT-zaak, nl. Anseele, Dubois, Baudrin, Guchez, behoren tot de BSP).

Nr. 51 van de heren Erland PISON (N) en Dominiek LOOTENS-STAELE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waartoe een van haar leden behoort, of wanneer een van haar leden zelf wordt veroordeeld voor het niet naleven van de wet op overheidsopdrachten. ».

JUSTIFICATION

En 1973, les révélations de P. Demaegt, ingénieur en chef-architecte-directeur suspendu de la Régie des Télégraphes et Téléphones (RTT), faisaient éclater le scandale RTT en Belgique. Ses révélations sur les énormes gaspillages dans la construction et l'aménagement des bâtiments de la RTT comportaient trois accusations précises :

1. Depuis quelques années, la RTT avait renoncé au système de l'adjudication publique pour de la construction de bâtiments. Elle faisait désormais édifier ses bâtiments par un promoteur dans le cadre d'un contrat sous seing privé sans comparaison de prix.
2. Un promoteur complètement inconnu sur le marché, à savoir la s.a. Société d'Implantation et d'Investissements Immobiliers (en abrégé III), fondée le 16 septembre 1970 avec un capital de 15 millions de francs, décrocha immédiatement de gros contrats auprès de la RTT, pour un montant total de plus de trois milliards de francs. Si on compare les prix, les bâtiments III sont aux moins deux fois plus chers, au mètre carré de surface utile, que les bâtiments de la RTT construits à la suite d'une procédure d'adjudication classique.
3. Cette manière de procéder remontait à la nomination de G. Baudrin au poste d'administrateur général de la RTT en juin 1970. Il s'est d'ailleurs avéré que l'administrateur général était aussi intéressé directement et personnellement dans une autre société créée peu auparavant, Equimo, chargée par la direction de la RTT de l'achat du mobilier destiné aux bâtiments de la RTT. Il est apparu que l'épouse et le fils d'un secrétaire d'État en poste, Abel Dubois, figuraient parmi les actionnaires de cette société. Après avoir vainement adressé cette plainte à des fonctionnaires et des membres du gouvernement, l'ingénieur en chef Demaegt s'est tourné vers les rédactions de divers journaux et hebdomadaires.

L'hebdomadaire Humo a publié des éléments du dossier le 17 mai 1973. Toutefois, ce fut l'interview de P. Demaegt publiée en première page du journal De Standaard le 18 mai 1973 qui agita particulièrement le monde politique et l'opinion publique. Ce journal entama une campagne contre le gaspillage et la corruption à la RTT et réclama, dans des dizaines d'articles de la main du rédacteur politique Hugo De Ridder, qu'une enquête approfondie soit menée et que les coupables soient sanctionnés. Le 21 mai, le premier ministre Leburton chargea le Comité supérieur de Contrôle (un comité indépendant dirigé par un magistrat et dont la tâche est de traquer les abus au sein de l'administration) d'enquêter sur les accusations émises. Le 28 mai, l'administrateur général Baudrin se mit en congé afin de ne pas gêner l'enquête après avoir été accusé par De Standaard d'avoir fait disparaître certaines preuves accablantes.

Le 30 mai, il y eut des interpellations à la Chambre et au Sénat au sujet de l'affaire RTT et le 4 juillet le secrétaire d'État Dubois démissionna. Le 22 juin, le Comité supérieur de Contrôle avait réuni suffisamment d'éléments à charge contre l'administrateur général Baudrin pour transmettre son dossier au parquet. Le 30 juillet, Baudrin fut suspendu et, le 31 juillet il fut officiellement inculpé, en même temps que deux gestionnaires d'Equimo, de faux en écriture et d'abus de fonction.

Entre-temps, il était apparu que l'ancien ministre des PTT Anseele (ministre des Communications sous le gouvernement Leburton et ministre de tutelle du secrétaire d'État Daems en charge des PTT) était politiquement responsable d'avoir permis ces abus. L'opposition et le CVP, partenaire au gouvernement, insistèrent sur son éviction du gouvernement. Le 23 octobre, Anseele démissionnait pour des raisons de santé. Une semaine auparavant, la suspension de Demaegt avait été levée. Le 14 novembre, le Comité supérieur de Contrôle remettait son rapport secret au premier ministre Leburton. Deux semaines plus tard, De Standaard en publiait un large résumé et, le 14 janvier 1974, le rapport était disponible dans les librairies.

Les membres de la commission parlementaire spéciale chargée d'examiner le rapport n'avaient même pas pu en prendre officiellement con-

VERANTWOORDING

In 1973 barste in België het zogenaamde RTT-schandaal los, na onthullingen door een geschorste hoofdingenieur-architect-directeur bij de Regie van Telegrafie en Telefonie (RTT), P. Demaegt, aan de pers over enorme verspillingen bij het optrekken en inrichten van gebouwen voor de RTT. Zijn onthullingen bevatten drie precieze beschuldigingen :

1. Sedert enkele jaren is de RTT voor het optrekken van gebouwen afgepast van het stelsel van de openbare aanbesteding. Zij laat de gebouwen nu optrekken met onderhandse contracten zonder prijsvergelijking, of door een promotor.
2. Een op de markt totaal onbekende promotor, nl. de N.V. *Société d'Implantation et d'Investissements Immobilières* (afgekort III), opgericht op 16 sept. 1970 met een kapitaal van 15 miljoen frank, verkreeg onmiddellijk grote contracten van de RTT, voor een gezamenlijk bedrag van meer dan drie miljard frank. Bij prijsvergelijking met andere gebouwen, opgetrokken volgens het klassieke RTT-aanbestedingsprocédé, zijn de III-gebouwen per vierkante meter nuttige oppervlakte ten minste tweemaal duurder.
3. Deze gang van zaken was begonnen sedert de benoeming van G. Baudrin tot administrateur-generaal van de RTT in juni 1970. De administrateur-generaal bleek trouwens ook rechtstreekse en persoonlijke belangen te hebben in een andere pas opgerichte vennootschap, Equimo, die door de RTT-directie werd ingeschakeld bij de aankoop van meubelen voor RTT-gebouwen. Aandeelhouders in deze vennootschap bleken o.m. de echtgenote en de zoon van een staatssecretaris in functie, Abel Dubois. Na zich tevergeefs met deze klacht tot ambtenaren en regeringsleden te hebben gewend, bezocht hoofdingenieur Demaegt verscheidene kranten- en weekbladredacties.

Elementen uit het dossier verschenen op 17 mei 1973 in het weekblad Humo. De politieke wereld en de publieke opinie werden echter vooral opgeschrikt door een interview met P. Demaegt, op de eerste pagina van De Standaard van 18 mei 1973. Dit blad begon een campagne tegen de verspilling en de corruptie bij de RTT en drong in tientallen artikelen, van de hand van politiek redacteur Hugo De Ridder, aan op een grondig onderzoek en op bestraffing van de schuldigen. Op 21 mei belastte eerste-minister Leburton het Hoog Comité van Toezicht (een onafhankelijk comité, dat tot taak heeft misbruiken in de administratie op te sporen onder de leiding van een magistraat) met een onderzoek naar de geuite beschuldigingen. Op 28 mei ging administrateur-generaal Baudrin met verlof om het onderzoek niet te storen, zulks nadat hij in De Standaard ervan beschuldigd was bepaalde bezwarende bewijsstukken re hebben doen verdwijnen.

Op 30 mei werd in Kamer en Senaat over de RTT-zaak geïnterpeleerd, en op 4 juni nam staatssecretaris Dubois ontslag. Op 22 juni had het Hoog Comité van Toezicht voldoende bezwarende feiten tegen administrateur-generaal Baudrin verzameld om zijn dossier aan het parket over te leggen. Op 30 juli werd Baudoin geschorst en op 31 juli werd hij samen met twee Equimo-beheerders officieel in staat van beschuldiging gesteld wegens valsheid in geschrifte en misbruik van zijn ambt.

Inmiddels was gebleken dat de voormalige PTT-minister Anseele (in de regering-Leburton minister van Verkeerswezen en voogdijminister over PTT-staatssecretaris Daems) politieke verantwoordelijkheid droeg voor het mogelijk maken van die misbruiken. De oppositie en de CVP-regeringspartner drongen aan op zijn verwijdering uit de regering. Op 23 oktober nam Anseele ontslag om gezondheidsredenen. Een week tevoren was de schorsing van Demaegt opgeheven. Op 14 november overhandigde het Hoog Comité van Toezicht zijn geheim rapport aan premier Leburton. Veertien dagen later verscheen er reeds een ruime samenvatting in De Standaard, en op 14 januari 1974 was het rapport verkrijgbaar in de boekhandel.

De parlementsleden van de bijzondere commissie, belast met het onderzoek van het rapport, hadden er niet eens officieel kennis kunnen van

naissance. À la requête du gouvernement, le parquet ouvrit une enquête sur l'origine de la fuite. Le rapport RTT du Comité supérieur de Contrôle confirma la plainte de Demaegt et mit en lumière toute une série d'autres pratiques frauduleuses. Pour trois contrats III, la RTT a payé 617 millions de francs de plus que le prix usuel. Pour les autres contrats sous seing privé aussi, le surcoût a atteint plusieurs centaines de millions. Le Comité supérieur n'a toutefois pas pu identifier le bénéficiaire. Le rapport fait simplement état d'une déclaration de l'architecte Henri Guchez, conseiller technique et aussi baillieur secret de III, qui explique qu'il a notamment manifesté sa gratitude pour les marchés obtenus en versant de l'argent au fonds électoral du parti socialiste (toutes les personnes impliquées dans l'affaire RTT, à savoir Anseele, Dubois, Baudrin, Guchez, font partie du parti socialiste belge).

N° 52 de MM. Jos VAN ASSCHE (N) et Frederic ERENS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« Ou lorsque celui-ci se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des crimes commis par la dictature communiste en Union soviétique contre les dissidents politiques et religieux. ».

JUSTIFICATION

En 1948, l'ONU adopta une résolution qui décrivait en 19 articles comment prévenir et punir le génocide. Il avait été convenu que la collaboration internationale était une nécessité en cas de génocide. Cela signifie qu'en cas de génocide, la communauté internationale est tenue d'intervenir. Malheureusement cela signifie que la majorité des États membres hésitent longtemps avant de considérer qu'un massacre est un génocide, afin d'échapper à cette obligation. La définition que cette convention internationale donne du génocide est la suivante : « Le génocide s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein d'un groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants d'un groupe à un autre groupe. ».

La politique du « socialisme dans un seul pays » menée par Staline visait à rendre impossible toute forme d'opposition politique organisée. Il n'y avait pas d'élections libres ni démocratiques et des millions d'« ennemis du peuple » ou de « contre-révolutionnaires », c.-à-d. de dissidents, disparurent dans les goulags ou devant les pelotons d'exécution. Goulag est l'abréviation de « *Glavnoïe Upravlenie Lagerei* », l'appellation russe de la « Direction principale des camps », qui a existé de 1930 à 1960.

nemen. Op verzoek van de regering stelde het parket een onderzoek naar het lek in. Het RTT-rapport van het Hoog Komitee van Toezicht bevestigde de aanklacht van Demaegt en ontdekte nog allerlei andere zwendelpraktijken. Voor drie III-contracten betaalde de RTT 617 miljoen frank meer dan de gangbare prijs. Voor de andere onderhandse contracten werden ook honderden miljoenen teveel betaald. Het Hoog Komitee heeft echter niet achterhaald naar wie de winst afvloede. Het rapport vermeld slechts een verklaring van architect Henri Guchez, technisch raadgever en tevens geheim geldschietser van III, dat hij zijn dankbaarheid voor de verkregen opdrachten o.m. heeft getoond door geld te storten in het verkiezingsfonds van de socialistische partij (alle betrokkenen in de RTT-zaak, nl. Anseele, Dubois, Baudrin, Guchez, behoren tot de BSP).

Erland PISON (N)
Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Nr. 52 van de heren Jos VAN ASSCHE (N) en Frederic ERENS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« Of wanneer deze zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de misdaden die de communistische dictatuur in de Sovjet-Unie pleegde tegen politieke en religieuze dissidenten. ».

VERANTWOORDING

In 1948 nam de VN een resolutie aan. Hierin werd in 19 artikelen beschreven hoe genocide moet worden voorkomen en gestraft. Er werd afgesproken dat in geval van genocide internationale samenwerking noodzakelijk is. Dit betekent dat de internationale gemeenschap in het geval van genocide verplicht is in te grijpen. Helaas betekent dit dat de meeste lidstaten lang aarzelen alvorens massamoorden als genocide aan te merken, om onder deze verplichting uit te komen. De definitie in deze internationale conventie luidt als volgt : « Genocide betekent een van de volgende daden, gepleegd met de intentie een nationale, etnische, raciale of religieuze groep gedeeltelijk of totaal te vernietigen. Hieronder vallen :

- a) Vermoorden van leden van de groep;
- b) Veroorzaken van ernstige geestelijke of lichamelijke schade aan leden van de groep;
- c) Het opzettelijk implementeren van leefomstandigheden die gericht zijn op gedeeltelijke of totale fysieke vernietiging van de groep;
- d) Maatregelen die erop gericht zijn geboorten binnen een groep te verhinderen;
- e) Het onder dwang transformeren van kinderen van de ene groep naar een andere groep. ».

De politiek van Stalin, « Socialisme in één natie », bestond erin om iedere georganiseerde politieke tegenstand onmogelijk te maken. Vrije en democratische verkiezingen bestonden niet, en miljoenen « tegenstanders van het volk » of « contra-revolutionairen », zoals de dissidenten werden genoemd, verdwenen voorgoed in de strafkampen en voor de executiepelotons. Goulag is de afkorting van « *Glavnoe upravlenie lagerei* », de Russische naam van « Hoofddirectoraat van de Kampen », dat heeft

Depuis la parution de la trilogie d'Alexandre Soljenitsyne *L'Archipel du goulag* (1973), le concept est passé dans la langue courante pour désigner le système socialo-communiste des camps de travail forcé qui a existé depuis l'époque de Lénine jusqu'à la mort de Staline.

Le Goulag était la structure administrative de 476 complexes de « camps de travail et de rééducation » dans les endroits les plus reculés d'Union soviétique, chacun se composant de dizaines, voire de centaines d'annexes appelées *lagpunkty*.

Au total, Anne Applebaum (auteur de *Gulag : A History*, New York 2003) estime que 18 millions de prisonniers sont passés par le Goulag, un quart à un tiers d'entre eux étaient ce que nous considérons selon nos critères comme des prisonniers politiques (et comme des « ennemis du peuple » dans la terminologie soviétique). Il faut en outre y ajouter les quelque dix millions de déportés et prisonniers de guerre, ce qui porte le total à un bon 28 millions.

En général, on associe le Goulag à la terreur stalinienne. Sous Khroutchev, la déstalinisation ne mettra pas définitivement fin au système de camps de concentration pour prisonniers politiques. À partir des années 1950, des milliers de dissidents y ont été envoyés. Essentiellement des intellectuels qui avaient osé se plaindre de la dictature socialo-communiste et de ses excès, comme par exemple Alexandre Soljenitsyne qui recevra plus tard le prix Nobel.

Depuis 1929, les prisonniers ont travaillé à des projets économiques : couper du bois, extraire de l'or, du charbon et d'autres matières premières, aménager des canaux et des voies ferrées, essentiellement dans des régions reculées où les travailleurs libres étaient rares et chers.

Ils ont payé un lourd tribut aux conditions climatiques extrêmes (plusieurs dizaines de degrés sous zéro en hiver), au travail pénible et mal outillé et à une alimentation insuffisante (par rapport à la charge de travail); au plus fort de la Seconde Guerre mondiale, un prisonnier sur quatre mourait chaque année. Les données officielles font état de 2,7 millions de prisonniers morts dans les camps, mais on considère généralement que plus de 20 millions de personnes ont succombé dans les camps du Goulag socialo-communiste.

Applebaum place la fin du Goulag dans la deuxième moitié des années 1980, quand Gorbatchev, le secrétaire général du parti, libère les derniers dissidents après la mort dans un camp du dissident Anatoli Martchenko. Cela ne signifie nullement que les États qui ont succédé à l'Union soviétique n'ont plus connu de prisonniers d'opinion.

Aujourd'hui, en Asie centrale, de nombreuses personnes sont emprisonnées pour de vagues activités « dangereuses pour l'État ».

Il serait exagéré d'affirmer que le Goulag occupe en Russie une place dans la mémoire collective. De nombreux Russes évoquent avec nostalgie l'ère soviétique, préféreront oublier la terreur quand ils ne la justifient pas. Dans leur propre pays aussi, il reste malheureusement des hommes politiques qui s'enthousiasment pour les prétendus paradis des travailleurs où l'oppression et le meurtre des dissidents politiques était davantage la règle que l'exception.

Contrairement à ce qui s'est par exemple passé en Allemagne après 1945, la Russie n'a pas connu après 1991 de rupture radicale avec le passé. L'élite politique en place provient directement de la nomenklatura soviétique, à commencer par le président Poutine, un ancien du KGB. La mentalité de la population n'a pas non plus fondamentalement changé.

C'est donc un groupe relativement restreint qui n'est pas encouragé par le gouvernement qui perpétue la mémoire du Goulag. L'État n'a pas non plus pris l'initiative d'un musée sur la terreur ni d'un monument à la mémoire des victimes de la part de l'État. Les initiatives sont le fait de particuliers, comme la pierre du camp des îles Solovki dans la mer Blanche devant le quartier général de l'ancien KGB. Lorsqu'il y a deux ans, des diplomates néerlandais ont proposé à la reine des Pays-Bas de s'arrêter devant ce monument lors de la visite d'État en Russie, les auto-

bestaan van 1930 tot 1960. Sinds het verschijnen van Aleksandr Solzjenitsyns trilogie *De Goelag Archipel* (1973) staat het begrip in het algemene spraakgebruik voor het hele socialistisch-communistische strafkampensysteem van Lenin tot na Stalins dood.

De Goelag was de administratieve structuur van 476 complexen van « correctieve arbeidskampen » tot in de verste uithoeken van de Sovjet-Unie, ieder bestaand uit tientallen, soms zelfs honderden kampeenheden (*lagpoenky*).

In totaal zijn er volgens de schatting van auteur Anne Applebaum (*Gulag: A History*, New York 2003) achttien miljoen gevangenen door de Goelag gegaan, van wie een kwart tot een derde volgens onze begrippen als politieke gevangenen (in sovjetterminologie « vijanden van het volk ») te beschouwen zijn. Daarnaast waren er nog zo'n tien miljoen gedeporteerden en krijgsgevangenen, zodat het totaal uitkomt op ruim 28 miljoen. De Goelag wordt in de regel gekoppeld aan Stalins terreur.

De destalinisatie onder Chroesjtsjov maakte echter geen definitief einde aan het systeem van concentratiekampen met politieke gevangenen. Vanaf de jaren vijftig werden er duizenden dissidenten heen gestuurd. Meestal intellectuelen die het aandurfden om de socialistisch-communistische dictatuur met al haar excessen aan te klagen, zoals bijvoorbeeld de latere Nobelprijswinnaar Alexander Solzjenitsyn.

Sedert 1929 werden de gevangenen ingezet voor economische projecten, zoals het kappen van hout, het delven van goud, steenkool en andere grondstoffen, het aanleggen van kanalen en spoorlijnen, veelal in afgelegen gebieden waar vrije arbeid moeilijk te vinden en duur was.

De extreme klimatologische omstandigheden ('s winters tientallen graden onder nul), het zware en slecht geoutilleerde werk en onvoldoende voedsel (gerelateerd aan de arbeidsprestatie) eisten een zeer zware tol; in de moeilijkste tijd gedurende de oorlog stierf per jaar een op de vier gevangenen. Volgens officiële gegevens zijn er 2,7 miljoen gevangenen in de kampen gestorven, maar algemeen wordt aangenomen dat meer dan 20.000.000 mensen de socialistisch-communistische Gulagkampen niet hebben overleefd.

Applebaum laat de Goelag eindigen in de tweede helft van de jaren tachtig, als partijleider Gorbatsjov na Anatoli Martsjenko's kampdood de laatste dissidenten vrijlaat. Dat wil niet zeggen dat de opvolgerstaten van de Sovjet-Unie geen gewetensgevangenen meer kennen.

In Centraal-Azië zitten vandaag de dag talloze mensen om vage « staatsgevaarlijke » activiteiten vast.

Het zou overdreven zijn te beweren dat in Rusland de Goelag een plek heeft gekregen in het collectieve geheugen. Veel Russen denken met nostalgie terug aan de sovjettijd, daarbij de terreur maar liever vergetend, zo ze die al niet gerechtvaardigd vinden. Ook in eigen land zijn er helaas nog steeds politici die dwepen met de zogenaamde arbeidersparadijzen waar de onderdrukking van en de moord op politieke dissidenten meer regel dan uitzondering was.

Anders dan bijvoorbeeld in Duitsland na 1945, heeft er in Rusland na 1991 geen radicale breuk met het verleden plaatsgevonden. De zittende politieke elite komt rechtstreeks voort uit de sovjet-nomenklatoera, met president Poetin als gewezen KGB-er voorop. Ook de bevolking heeft geen ingrijpende mentaliteitsverandering doorgemaakt.

Het instandhouden van de herinnering aan de Goelag is dus het werk van een betrekkelijk kleine groep, en wordt door de regering niet gestimuleerd. Een museum over de terreur of een monument voor de slachtoffers van staatswege ontbreekt. Wat er is komt voort uit particulier initiatief, zoals de kei van de Solovki-kampeilanden in de Witte Zee vóór het hoofdkwartier van de voormalige KGB. Toen Nederlandse diplomaten twee jaar geleden de Nederlandse koningin voorstelden bij haar staatsbezoek aan Rusland dit monument te laten aandoen, achtten de Russische

rités russes ont jugé la chose inopportune. Une telle chose serait inconcevable dans des pays qui ont été impliqués dans l'holocauste, où ce genre d'attention a été élevé au rang de rituel.

Cela s'explique aussi par le fait qu'en occident le Goulag a reçu moins d'attention que l'holocauste; ici on pense encore souvent que les choses ont quelque peu dérapé en URSS mais pas qu'il n'y avait rien de fondamentalement anormal comme avec l'Allemagne nazie.

Il en va bien sûr tout autrement pour ceux qui sont revenus du Goulag. Le syndrome des camps de concentration n'est pas reconnu en Russie, les survivants recherchent donc de l'aide auprès d'anciens prisonniers des camps et auprès d'organisations comme Memorial. Certains ont couché sur le papier leurs souvenirs des camps.

Un de ces auteurs est Janusz Bardach, un juif polonais qui fut enrôlé dans l'armée soviétique en 1940 après l'annexion de l'est de la Pologne avant d'être arrêté pour « sabotage » un an plus tard et condamné à dix ans de camp. Il se retrouva dans les mines d'or de Kolyma.

En 1945, il bénéficia d'une libération anticipée grâce à l'intervention de son frère devenu entre-temps un diplomate polonais. Il mit sept mois avant de pouvoir effectivement quitter cette région reculée et de rejoindre Moscou, période pendant laquelle il a travaillé pour un hôpital de camp. En 1998, en collaboration avec l'auteur américain de biographies, Kathleen Gleeson, il a publié le livre *Man Is Wolf to Man : Surviving Stalin's Gulag*.

Les dictatures socialo-communistes ont coûté la vie à plus de 100 millions des personnes dans le monde.

N° 53 de MM. Jos VAN ASSCHE (N) et Frederic ERENS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« *Ou lorsqu'un des membres se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des crimes commis par la dictature communiste en Union soviétique contre les dissidents politiques et religieux.* ».

JUSTIFICATION

En 1948, l'ONU adopta une résolution qui décrivait en 19 articles comment prévenir et punir le génocide. Il avait été convenu que la collaboration internationale était une nécessité en cas de génocide. Cela signifie qu'en cas de génocide, la communauté internationale est tenue d'intervenir. Malheureusement cela signifie que la majorité des États membres hésitent longtemps avant de considérer qu'un massacre est un génocide, afin d'échapper à cette obligation. La définition que cette convention internationale donne du génocide est la suivante : « Le génocide s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;

autoriteiten dit niet opportuun. Zoiets zou ondenkbaar zijn in landen die met de Holocaust te maken hebben gehad, waar aandacht daarvoor tot het vaste ritueel pleegt te behoren.

Het komt ook doordat het Westen de Goelag veel minder aandacht geeft dan de Holocaust; men heeft hier vaak nog het idee dat er in de Sovjet-Unie enkel iets verkeerd is gegaan, maar dat er niet iets fundamenteel mis was zoals in nazi-Duitsland.

Anders is het natuurlijk voor hen die uit de Goelag zijn teruggekeerd. Het KZ-syndroom wordt in Rusland niet erkend, dus zoeken overlevenden steun bij elkaar en bij organisaties als Memorial. Sommigen hebben herinneringen geschreven aan hun kamptijd.

Een auteur van kampherinneringen is Janusz Bardach, een joodse Pool die in 1940 na de inlijving van Oost-Polen bij de Sovjet-Unie werd opgevoerd voor het sovjetleger, om een jaar later wegens « sabotage » te worden gearresteerd en veroordeeld tot tien jaar kamp. Hij belandde in de goudmijnen van Kolyma.

In 1945 werd hij op voorspraak van zijn broer, inmiddels Pools diplomaat, vervroegd vrijgelaten; het kostte hem zeven maanden voordat hij daadwerkelijk uit deze afgelegen streek naar Moskou weg kon komen, een tijd waarin hij voor een kampziekenhuis werkte. Over zijn kamptijd publiceerde hij in 1998 in samenwerking met de Amerikaanse non-fictieauteur Kathleen Gleeson het boek *Man Is Wolf to Man : Surviving Stalin's Gulag*.

Wereldwijd kostte de socialistisch-communistische dictaturen het leven aan meer dan 100.000.000 mensen.

Nr. 53 van de heren Jos VAN ASSCHE (N) en Frederic ERENS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervullen :

« *Of wanneer een van haar leden zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de misdaden die de communistische dictatuur in de Sovjet-Unie pleegde tegen politieke en religieuze dissidenten.* ».

VERANTWOORDING

In 1948 nam de VN een resolutie aan. Hierin werd in 19 artikelen beschreven hoe genocide moet worden voorkomen en gestraft. Er werd afgesproken dat in geval van genocide internationale samenwerking noodzakelijk is. Dit betekent dat de internationale gemeenschap in het geval van genocide verplicht is in te grijpen. Helaas betekent dit dat de meeste lidstaten lang aarzelen alvorens massamoorden als genocide aan te merken, om onder deze verplichting uit te komen. De definitie in deze internationale conventie luidt als volgt: Genocide betekent een van de volgende daden, gepleegd met de intentie een nationale, etnische, raciale of religieuze groep gedeeltelijk of totaal te vernietigen. Hieronder vallen :

- a) Vermoorden van leden van de groep;
- b) Veroorzaken van ernstige geestelijke of lichamelijke schade aan leden van de groep;

- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein d'un groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants d'un groupe à un autre groupe. ».

La politique du « socialisme dans un seul pays » menée par Staline visait à rendre impossible toute forme d'opposition politique organisée. Il n'y avait pas d'élections libres ni démocratiques et des millions d'« ennemis du peuple » ou de « contre-révolutionnaires », c.-à-d. de dissidents, disparurent dans les goulags ou devant les pelotons d'exécution.

Goulag est l'abréviation de « *Glavnoïe Upravlenie Lagerei* », l'appellation russe de la « Direction principale des camps », qui a existé de 1930 à 1960. Depuis la parution de la trilogie d'Alexandre Soljenitsyne *L'Archipel du goulag* (1973), le concept est passé dans la langue courante pour désigner le système socialo-communiste des camps de travail forcé qui a existé depuis l'époque de Lénine jusqu'après la mort de Staline.

Le Goulag était la structure administrative de 476 complexes de « camps de travail et de rééducation » dans les endroits les plus reculés d'Union soviétique, chacun se composant de dizaines, voire de centaines d'annexes appelées *lagpunkty*.

Au total, Anne Applebaum (auteur de *Gulag : A History*, New York 2003) estime que 18 millions de prisonniers sont passés par le Goulag, un quart à un tiers d'entre eux étaient ce que nous considérons selon nos critères comme des prisonniers politiques (et comme des « ennemis du peuple » dans la terminologie soviétique). Il faut en outre y ajouter les quelque dix millions de déportés et prisonniers de guerre, ce qui porte le total à un bon 28 millions.

En général, on associe le Goulag à la terreur stalinienne. Sous Khrouchtchev, la déstalinisation ne mettra pas définitivement fin au système de camps de concentration pour prisonniers politiques. À partir des années 1950, des milliers de dissidents y ont été envoyés. Essentiellement des intellectuels qui avaient osé se plaindre de la dictature socialo-communiste et de ses excès, comme par exemple Alexandre Soljenitsyne qui recevrait plus tard le prix Nobel.

Depuis 1929, les prisonniers ont travaillé à des projets économiques : couper du bois, extraire de l'or, du charbon et d'autres matières premières, aménager des canaux et des voies ferrées, essentiellement dans des régions reculées où les travailleurs libres étaient rares et chers.

Ils ont payé un lourd tribut aux conditions climatiques extrêmes (plusieurs dizaines de degrés sous zéro en hiver), au travail pénible et mal outillé et à une alimentation insuffisante (par rapport à la charge de travail); au plus fort de la Seconde Guerre mondiale, un prisonnier sur quatre mourait chaque année. Les données officielles font état de 2,7 millions de prisonniers morts dans les camps, mais on considère généralement que plus de 20 millions de personnes ont succombé dans les camps du Goulag socialo-communiste.

Applebaum place la fin du Goulag dans la deuxième moitié des années 1980, quand Gorbatchev, le secrétaire général du parti, libère les derniers dissidents après la mort dans un camp du dissident Anatoli Martchenko. Cela ne signifie nullement que les États qui ont succédé à l'Union soviétique n'ont plus connu de prisonniers d'opinion.

Aujourd'hui, en Asie centrale, de nombreuses personnes sont emprisonnées pour de vagues activités « dangereuses pour l'État ».

Il serait exagéré d'affirmer que le Goulag occupe en Russie une place dans la mémoire collective. De nombreux Russes évoquent avec nostalgie l'ère soviétique, préféreront oublier la terreur quand ils ne la justifient pas. Dans leur propre pays aussi, il reste malheureusement des hommes

- c) Het opzettelijk implementeren van leefomstandigheden die gericht zijn op gedeeltelijke of totale fysieke vernietiging van de groep;
- d) Maatregelen die erop gericht zijn geboorten binnen een groep te verhinderen;
- e) Het onder dwang transformeren van kinderen van de ene groep naar een andere groep. ».

De politiek van Stalin, « Socialisme in één natie », bestond erin om iedere georganiseerde politieke tegenstand onmogelijk te maken. Vrije en democratische verkiezingen bestonden niet, en miljoenen « tegenstanders van het volk » of « contra-revolutionairen », zoals de dissidenten werden genoemd, verdwenen voorgoed in de strafkampen en voor de executie-pelotons.

Goelag is de afkorting van « *Glavnoe upravlenie lagerei* », de Russische naam van « Hoofddirectoraat van de Kampen », dat heeft bestaan van 1930 tot 1960. Sinds het verschijnen van Aleksandr Solzenitsyns trilogie. De Goelag Archipel (1973) staat het begrip in het algemene spraakgebruik voor het hele socialistisch-communistische strafkampensysteem van Lenin tot na Stalins dood.

De Goelag was de administratieve structuur van 476 complexen van « correctieve arbeidskampen » tot in de verste uithoeken van de Sovjet-Unie, ieder bestaand uit tientallen, soms zelfs honderden kampeenheden (*lagpoenky*).

In totaal zijn er volgens de schatting van auteur Anne Applebaum (*Gulag : A History*, New York 2003) achttien miljoen gevangenen door de Goelag gegaan, van wie een kwart tot een derde volgens onze begrippen als politieke gevangenen (in sovjetterminologie « vijanden van het volk ») te beschouwen zijn. Daarnaast waren er nog zo'n tien miljoen gedeporteerden en krijgsgevangenen, zodat het totaal uitkomt op ruim 28 miljoen.

De Goelag wordt in de regel gekoppeld aan Stalins terreur. De destalinisatie onder Chroesjtsjov maakte echter geen definitief einde aan het systeem van concentratiekampen met politieke gevangenen. Vanaf de jaren vijftig werden er duizenden dissidenten heen gestuurd. Meestal intellectuelen die het aandurften om de socialistisch-communistische dictatuur met al haar excessen aan te klagen, zoals bijvoorbeeld de latere Nobelprijswinnaar Alexander Solzenitsyn.

Sedert 1929 werden de gevangenen ingezet voor economische projecten, zoals het kappen van hout, het delven van goud, steenkool en andere grondstoffen, het aanleggen van kanalen en spoorlijnen, veelal in afgelegen gebieden waar vrije arbeid moeilijk te vinden en duur was.

De extreme klimatologische omstandigheden ('s winters tientallen graden onder nul), het zware en slecht geoutilleerde werk en onvoldoende voedsel (gerelateerd aan de arbeidsprestatie) eisten een zeer zware tol; in de moeilijkste tijd gedurende de oorlog stierf per jaar een op de vier gevangenen. Volgens officiële gegevens zijn er 2,7 miljoen gevangenen in de kampen gestorven, maar algemeen wordt aangenomen dat meer dan 20.000.000 mensen de socialistisch-communistische Gulagkampen niet hebben overleefd.

Applebaum laat de Goelag eindigen in de tweede helft van de jaren tachtig, als partijleider Gorbatsjov na Anatoli Martsjenko's kampdood de laatste dissidenten vrijlaat. Dat wil niet zeggen dat de opvolgerstaten van de Sovjet-Unie geen gewetensgevangenen meer kennen.

In Centraal-Azië zitten vandaag de dag talloze mensen om vage « staatsgevaarlijke » activiteiten vast.

Het zou overdreven zijn te beweren dat in Rusland de Goelag een plek heeft gekregen in het collectieve geheugen. Veel Russen denken met nostalgie terug aan de sovjettijd, daarbij de terreur maar liever vergetend, zo ze die al niet gerechtvaardigd vinden. Ook in eigen land zijn er helaas nog

politiques qui s'enthousiasment pour les prétendus paradis des travailleurs où l'oppression et le meurtre des dissidents politiques était davantage la règle que l'exception.

Contrairement à ce qui s'est par exemple passé en Allemagne après 1945, la Russie n'a pas connu après 1991 de rupture radicale avec le passé. L'élite politique en place provient directement de la nomenklatura soviétique, à commencer par le président Poutine, un ancien du KGB. La mentalité de la population n'a pas non plus fondamentalement changé.

C'est donc un groupe relativement restreint qui n'est pas encouragé par le gouvernement qui perpétue la mémoire du Goulag. L'État n'a pas non plus pris l'initiative d'un musée sur la terreur ni d'un monument à la mémoire des victimes de la part de l'État. Les initiatives sont le fait de particuliers, comme la pierre du camp des îles Solovki dans la mer Blanche devant le quartier général de l'ancien KGB. Lorsqu'il y a deux ans, des diplomates néerlandais ont proposé à la reine des Pays-Bas de s'arrêter devant ce monument lors de la visite d'État en Russie, les autorités russes ont jugé la chose inopportune. Une telle chose serait inconcevable dans des pays qui ont été impliqués dans l'holocauste, où ce genre d'attention a été élevé au rang de rituel.

Cela s'explique aussi par le fait qu'en occident le Goulag a reçu moins d'attention que l'holocauste; ici on pense encore souvent que les choses ont quelque peu dérapé en URSS mais pas qu'il n'y avait rien de fondamentalement anormal comme avec l'Allemagne nazie.

Il en va bien sûr tout autrement pour ceux qui sont revenus du Goulag. Le syndrome des camps de concentration n'est pas reconnu en Russie, les survivants recherchent donc de l'aide auprès d'anciens prisonniers des camps et auprès d'organisations comme Memorial. Certains ont couché sur le papier leurs souvenirs des camps.

Un de ces auteurs est Janusz Bardach, un juif polonais qui fut enrôlé dans l'armée soviétique en 1940 après l'annexion de l'est de la Pologne avant d'être arrêté pour « sabotage » un an plus tard et condamné à dix ans de camp. Il se retrouva dans les mines d'or de Kolyma.

En 1945, il bénéficia d'une libération anticipée grâce à l'intervention de son frère devenu entre-temps un diplomate polonais. Il mit sept mois avant de pouvoir effectivement quitter cette région reculée et de rejoindre Moscou, période pendant laquelle il a travaillé pour un hôpital de camp. En 1998, en collaboration avec l'auteur américain de biographies, Kathleen Gleeson, il a publié le livre *Man Is Wolf to Man : Surviving Stalin's Gulag*.

Les dictatures socialo-communistes ont coûté la vie à plus de 100 millions des personnes dans le monde.

N° 54 de MM. Dominiek LOOTENS-STAEL (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou*

steeds politici die dwepen met de zogenaamde arbeidersparadijzen waar de onderdrukking van en de moord op politieke dissidenten meer regel dan uitzondering was.

Anders dan bijvoorbeeld in Duitsland na 1945, heeft er in Rusland na 1991 geen radicale breuk met het verleden plaatsgevonden. De zittende politieke elite komt rechtstreeks voort uit de sovjet-nomenklatoera, met president Poetin als gewezen KGB-er voorop. Ook de bevolking heeft geen ingrijpende mentaliteitsverandering doorgemaakt.

Het instandhouden van de herinnering aan de Goelag is dus het werk van een betrekkelijk kleine groep, en wordt door de regering niet gestimuleerd. Een museum over de terreur of een monument voor de slachtoffers van staatswege ontbreekt. Wat er is komt voort uit particulier initiatief, zoals de kei van de Solovki-kampeilanden in de Witte Zee vóór het hoofdkwartier van de voormalige KGB. Toen Nederlandse diplomaten twee jaar geleden de Nederlandse koningin voorstelden bij haar staatsbezoek aan Rusland dit monument te laten aandoen, achtten de Russische autoriteiten dit niet opportuun. Zoiets zou ondenkbaar zijn in landen die met de Holocaust te maken hebben gehad, waar aandacht daarvoor tot het vaste ritueel pleegt te behoren.

Het komt ook doordat het Westen de Goelag veel minder aandacht geeft dan de Holocaust; men heeft hier vaak nog het idee dat er in de Sovjet-Unie enkel iets verkeerd is gegaan, maar dat er niet iets fundamenteel mis was zoals in nazi-Duitsland.

Anders is het natuurlijk voor hen die uit de Goelag zijn teruggekeerd. Het KZ-syndroom wordt in Rusland niet erkend, dus zoeken overlevenden steun bij elkaar en bij organisaties als Memorial. Sommigen hebben herinneringen geschreven aan hun kamptijd.

Een auteur van kampherinneringen is Janusz Bardach, een joodse Pool die in 1940 na de inlijving van Oost-Polen bij de Sovjet-Unie werd opgeroepen voor het sovjetleger, om een jaar later wegens « sabotage » te worden gearresteerd en veroordeeld tot tien jaar kamp. Hij belandde in de goudmijnen van Kolyma.

In 1945 werd hij op voorspraak van zijn broer, inmiddels Pools diplomaat, vervroegd vrijgelaten; het kostte hem zeven maanden voordat hij daadwerkelijk uit deze afgelegen streek naar Moskou weg kon komen, een tijd waarin hij voor een kamptiekenhuis werkte. Over zijn kamptijd publiceerde hij in 1998 in samenwerking met de Amerikaanse non-fictieauteur Kathleen Gleeson het boek *Man Is Wolf to Man : Surviving Stalin's Gulag*.

Wereldwijd kostte de socialistisch-communistische dictaturen het leven aan meer dan 100.000.000 mensen.

Jos VAN ASSCHE (N)
Frederic ERENS (N)

Nr. 54 van de heren Dominiek LOOTENS-STAEL (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste*

une de leurs composantes nie, minimise, justifie ou approuve le commerce des esclaves par les Arabes. ».

JUSTIFICATION

L'esclavage dans le monde arabe est un point auquel on n'a pas prêté suffisamment attention. Certes beaucoup pensent que l'esclavage a existé partout dans le monde mais que c'est surtout l'occident qui, en fin de compte, a pratiqué le commerce d'esclaves à grande échelle. L'ampleur du commerce d'esclaves arabe n'avait pourtant rien à envier à celui de l'Europe. Il commença déjà environ 1.000 ans avant le commerce européen de l'époque coloniale et ne cessa que plus d'un siècle plus tard. S'il y avait des esclaves à transporter par bateaux, c'était d'abord grâce aux esclaves que proposaient des Arabes et des Noirs africains associés dans le commerce d'esclaves sur la côte ouest de l'Afrique. Finalement, sous la forte pression politique de l'occident, l'esclavage disparut des dernières régions arabes en 1990. On estime que les Arabes ont arraché quelque 11 millions d'esclaves à l'Afrique, ce qui équivaut à peu près au nombre d'esclaves que les Européens ont fait transporté d'Afrique vers leurs colonies américaines. Le commerce des esclaves par les Arabes ne se limite toutefois pas à l'Afrique. Dans les années 1620-1630, des villages entiers d'Islande et d'Irlande furent précipités dans l'esclavage en Afrique du Nord.

En 1840, le sultan Sayyid Said décida de déplacer définitivement la capitale d'Oman (Muscat) vers Zanzibar afin d'y exploiter le commerce florissant des esclaves. La population s'accrut en même temps que le pouvoir et la richesse. C'est David Livingstone qui protesta violemment auprès du gouvernement britannique contre l'inhumanité du commerce des esclaves. Ces protestations débouchèrent en 1873 sur une attaque par la marine britannique qui mit le sultan hors la loi et interdit le commerce des esclaves.

L'historien Delathuy a d'ailleurs écrit ce qui suit dans son livre sur le Congo : « Le roi [i.e. Léopold II] avait toujours été partisan de la collaboration avec les Arabes et les arabisés dans l'est du pays, d'où l'installation de fonctionnaires de l'État comme résidents auprès des cheikhs de Stanley Falls et de Kasongo, respectivement Hamed ben Mohammed (alias Tippo-Tip) et son fils Sef ben Hamed. Le résident de Kasongo, l'officier J. Lippens, et son adjoint H. Debruyne se terrèrent tels des rats dans un trou lorsque l'inspecteur d'État Gaspard Edouard Fivé lança la campagne contre les Arabes ... à l'encontre de l'ordre exprès du roi. En guise de « remerciements », il fut d'ailleurs rappelé en Belgique. Tandis qu'on érigerait à Blankenberge une statue en l'honneur de Lippens et Debruyne, on introduisait partout au Congo le tristement célèbre système « *sentri* », le système arabe de piquets de garde composés de 2 ou 3 hommes armés dans chaque village afin de surveiller l'exécution des corvées.

Tout au long de l'histoire, les Arabes ont été responsables du transport par bateaux des millions de Noirs qui devinrent les esclaves du Nouveau Monde.

N° 55 de MM. Dominiek LOOTENS-STAEEL (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti poli-

opgevolgd is of een van de componenten ervan de slavenhandel door Arabieren ontkent, minimaliseert, rechtvaardigt of goedkeurt. ».

VERANTWOORDING

Slavernij in de Arabische wereld is een onderbelicht punt. Velen denken dat slavernij weliswaar overal op de wereld voorkwam, maar dat het toch vooral de westerse wereld was die uiteindelijk op grote schaal aan slavenhandel deed. De Arabische slavenhandel was echter van een omvang die absoluut niet onderdeed voor de Europese. Zij begon al ongeveer 1000 jaar voor de Europese in de koloniale tijd, en eindigde pas meer dan een eeuw later. Dat er slaven te verschepen waren, is in de eerste plaats te danken aan het aanbod van slaven door Arabieren en zwarte Afrikanen, die in vereniging handelden om aan de Afrikaanse westkust slaven op de markt te brengen. Uiteindelijk werd de slavernij onder hevige politieke druk van de westerse wereld in de laatste Arabische gebieden in 1990 afgeschaft. Men schat dat de Arabieren zo'n 11 miljoen slaven uit Afrika haalden, hetgeen ongeveer gelijk is aan het aantal slaven dat door Europese landen vanuit Afrika naar hun Amerikaanse koloniën werd gebracht. De Arabische slavenhandel beperkte zich echter niet tot Afrika. Hele dorpen op IJsland en Ierland zijn in de jaren '20 en '30 van de 17^e eeuw in de Noord-Afrikaanse slavernij gestort.

Sultan Sayyid Said besliste in 1840 om de hoofdstad van Oman (Muscat) definitief te verhuizen naar Zanzibar om er de bloeiende slavenhandel te exploiteren. Met de macht en de rijkdom groeide ook de bevolking aan. Het was David Livingstone die bij de Britse regering heftig protesteerde tegen de onmenselijke slavenhandel. Dit protest leidde in 1873 tot een aanval van de Britse Marine die de Sultan buiten de wet stelde en de slavenhandel verbood.

Historicus Delathuy schreef trouwens in zijn boek over Congo het volgende : « De koning [i.e. Leopold II] was altijd voorstander geweest van samenwerking met de Arabieren en gearabiseerden in het oosten van het land; vandaar de installatie van staatsambtenaren als residenten bij de sjeiks van Stanley Falls en Kasongo, respectievelijk Hamed ben Mohammed (alias Tippo-Tip) en zijn zoon Sef ben Hamed. De resident te Kasongo, de officier J. Lippens, en zijn adjunct H. Debruyne bleven dood als ratten in een val toen staatsinspecteur Gaspard Edouard Fivé de campagne tegen de Arabieren startte ... tegen de uitdrukkelijke bevelen van de koning. Hij werd daarvoor trouwens gestraft met terugroeping naar België. Terwijl Lippens en Debruyne een standbeeld zouden krijgen te Blankenberge werd het Arabische systeem van piketten van twee of drie gewapende mannen in elk dorp, voor toezicht op de uitvoering van de herendiensten, overal in Kongo ingevoerd (het beruchte *sentri*-systeem) ».

Doorheen de geschiedenis zijn de Arabieren verantwoordelijk geweest voor de verscheping van miljoenen zwarten die als slaaf werden ingezet in de Nieuwe Wereld.

Nr. 55 van de heren Dominiek LOOTENS-STAEEL (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij

tique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes nie, minimise, justifie ou approuve le commerce des esclaves par les Arabes. ».

JUSTIFICATION

L'esclavage dans le monde arabe est un point auquel on n'a pas prêté suffisamment attention. Certes beaucoup pensent que l'esclavage a existé partout dans le monde mais que c'est surtout l'occident qui, en fin de compte, a pratiqué le commerce d'esclaves à grande échelle. L'ampleur du commerce d'esclaves arabe n'avait pourtant rien à envier à celui de l'Europe. Il commença déjà environ 1.000 ans avant le commerce européen de l'époque coloniale et ne cessa que plus d'un siècle plus tard. S'il y avait des esclaves à transporter par bateaux, c'était d'abord grâce aux esclaves que proposaient des Arabes et des Noirs africains associés dans le commerce d'esclaves sur la côte ouest de l'Afrique. Finalement, sous la forte pression politique de l'occident, l'esclavage disparut des dernières régions arabes en 1990. On estime que les Arabes ont arraché quelque 11 millions d'esclaves à l'Afrique, ce qui équivaut à peu près au nombre d'esclaves que les Européens ont fait transporté d'Afrique vers leurs colonies américaines. Le commerce des esclaves par les Arabes ne se limite toutefois pas à l'Afrique. Dans les années 1620-1630, des villages entiers d'Islande et d'Irlande furent précipités dans l'esclavage en Afrique du Nord.

En 1840, le sultan Sayyid Said décida de déplacer définitivement la capitale d'Oman (Muscat) vers Zanzibar afin d'y exploiter le commerce florissant des esclaves. La population s'accrut en même temps que le pouvoir et la richesse. C'est David Livingstone qui protesta violemment auprès du gouvernement britannique contre l'inhumanité du commerce des esclaves. Ces protestations débouchèrent en 1873 sur une attaque par la marine britannique qui mit le sultan hors la loi et interdit le commerce des esclaves.

L'historien Delathuy a d'ailleurs écrit ce qui suit dans son livre sur le Congo : « Le roi [i.c. Léopold II] avait toujours été partisan de la collaboration avec les Arabes et les arabisés dans l'est du pays, d'où l'installation de fonctionnaires de l'État comme résidents auprès des cheikhs de Stanley Falls et de Kasongo, respectivement Hamed ben Mohammed (alias Tippto-Tip) et son fils Sef ben Hamed. Le résident de Kasongo, l'officier J. Lippens, et son adjoint H. Debruyne se terrèrent tels des rats dans un trou lorsque l'inspecteur d'État Gaspard Edouard Fivé lança la campagne contre les Arabes ... à l'encontre de l'ordre exprès du roi. En guise de « remerciements », il fut d'ailleurs rappelé en Belgique. Tandis qu'on érigerait à Blankenberge une statue en l'honneur de Lippens et Debruyne, on introduisait partout au Congo le tristement célèbre système « *sentri* », le système arabe de piquets de garde composés de 2 ou 3 hommes armés dans chaque village afin de surveiller l'exécution des corvées.

Tout au long de l'histoire, les Arabes ont été responsables du transport par bateaux des millions de Noirs qui devinrent les esclaves du Nouveau Monde.

N° 56 de MM. Frederic ERENS (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan de slavenhandel door Arabieren ontkent, minimaliseert, rechtvaardigt of goedkeurt. ».

VERANTWOORDING

Slavernij in de Arabische wereld is een onderbelicht punt. Velen denken dat slavernij weliswaar overal op de wereld voorkwam, maar dat het toch vooral de westerse wereld was die uiteindelijk op grote schaal aan slavenhandel deed. De Arabische slavenhandel was echter van een omvang die absoluut niet onderdeed voor de Europese. Zij begon al ongeveer 1000 jaar voor de Europese in de koloniale tijd, en eindigde pas meer dan een eeuw later. Dat er slaven te verschepen waren, is in de eerste plaats te danken aan het aanbod van slaven door Arabieren en zwarte Afrikanen, die in vereniging handelden om aan de Afrikaanse westkust slaven op de markt te brengen. Uiteindelijk werd de slavernij onder hevige politieke druk van de westerse wereld in de laatste Arabische gebieden in 1990 afgeschaft. Men schat dat de Arabieren zo'n 11 miljoen slaven uit Afrika haalden, hetgeen ongeveer gelijk is aan het aantal slaven dat door Europese landen vanuit Afrika naar hun Amerikaanse koloniën werd gebracht. De Arabische slavenhandel beperkte zich echter niet tot Afrika. Hele dorpen op IJsland en Ierland zijn in de jaren '20 en '30 van de 17^e eeuw in de Noord-Afrikaanse slavernij gestort.

Sultan Sayyid Said besliste in 1840 om de hoofdstad van Oman (Muscat) definitief te verhuizen naar Zanzibar om er de bloeiende slavenhandel te exploiteren. Met de macht en de rijkdom groeide ook de bevolking aan. Het was David Livingstone die bij de Britse regering heftig protesteerde tegen de onmenselijke slavenhandel. Dit protest leidde in 1873 tot een aanval van de Britse Marine die de Sultan buiten de wet stelde en de slavenhandel verbood.

Historicus Delathuy schreef trouwens in zijn boek over Congo het volgende : « De koning [i.c. Leopold II] was altijd voorstander geweest van samenwerking met de Arabieren en gearbiseerden in het oosten van het land; vandaar de installatie van staatsambtenaren als residenten bij de sjeiks van Stanley Falls en Kasongo, respectievelijk Hamed ben Mohammed (alias Tippto-Tip) en zijn zoon Sef ben Hamed. De resident te Kasongo, de officier J. Lippens, en zijn adjunct H. Debruyne bleven dood als ratten in een val toen staatsinspecteur Gaspard Edouard Fivé de campagne tegen de Arabieren startte ... tegen de uitdrukkelijke bevelen van de koning. Hij werd daarvoor trouwens gestraft met terugroeping naar België. Terwijl Lippens en Debruyne een standbeeld zouden krijgen te Blankenberge werd het Arabische systeem van piketten van twee of drie gewapende mannen in elk dorp, voor toezicht op de uitvoering van de herendiensten, overal in Kongo ingevoerd (het beruchte *sentri*-systeem) ».

Doorheen de geschiedenis zijn de Arabieren verantwoordelijk geweest voor de verscheping van miljoenen zwarten die als slaaf werden ingezet in de Nieuwe Wereld.

Dominiek LOOTENS-STAELE (N)
Jos VAN ASSCHE (N)

Nr. 56 van de heren Frederic ERENS (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« *Ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des crimes commis par la Chine communiste dans les camps de concentration chinois appelés laogai.* ».

JUSTIFICATION

En 1948, l'ONU adopta une résolution qui décrivait en 19 articles comment prévenir et punir le génocide. Il avait été convenu que la collaboration internationale était une nécessité en cas de génocide. Cela signifie qu'en cas de génocide, la communauté internationale est tenue d'intervenir. Malheureusement cela signifie que la majorité des États membres hésitent longtemps avant de considérer qu'un massacre est un génocide, afin d'échapper à cette obligation. La définition que cette convention internationale donne du génocide est la suivante : « Le génocide s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein d'un groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants d'un groupe à un autre groupe. ».

La Chine, et plus particulièrement l'immense marché (des débouchés) qu'elle constitue, peut se réjouir de l'intérêt croissant de l'occident. Les laogaïs toujours présents en Chine forment toutefois une réalité que le monde libre ne connaît guère ni ne semble guère vouloir connaître. Les laogaïs sont des camps de prisonniers instaurés par les dirigeants socialo-communistes chinois, des camps de « rééducation » selon les autorités, comparables aux goulags soviétiques d'antan.

Dans ces laogaïs, les prisonniers sont contraints de travailler. Les conditions de vie et de travail sont souvent misérables. Celui qui ne travaille pas ne reçoit pas à manger, les journées de travail sont de dix à douze heures, les mauvais traitements ne sont pas exceptionnels et les prisonniers subissent un lavage de cerveau.

On ignore le nombre de Chinois emprisonnés dans des laogaïs, mais ils sont probablement plusieurs millions. Dans 10 % des cas environ, il s'agirait de prisonniers politiques. On ne connaît pas leur nombre exact parce que les autorités chinoises refusent de donner les chiffres. Il est toutefois établi que la Chine compte au moins 1.000 camps de concentration de ce genre répartis sur son territoire. Des estimations prudentes parlent de quatre à six millions de détenus, dont quelque 500.000 milles prisonniers politiques.

Bien que les lois chinoises l'interdisent, dans la pratique, on recourt encore toujours à la torture dans les camps chinois afin d'extorquer des confessions. On utilise ensuite ces confessions arrachées sous la contrainte pour faire condamner les dissidents par un tribunal. Dans ses rapports sur la Chine, l'organisation de défense des droits de l'homme Amnesty International donne de nombreux détails sur les différentes méthodes de torture utilisées, de l'électrocution à l'affamation.

Différentes organisations de défense des droits de l'homme, dont la *Laogai Research Foundation*, font également état du prélèvement des organes des prisonniers exécutés afin de les vendre à des Chinois privilégiés ou à de riches étrangers. L'exécution de dissidents est ainsi devenue une affaire lucrative.

« *Of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de door communistisch China begane misdaden in de zogenaamde Chinese Laogai.* ».

VERANTWOORDING

In 1948 nam de VN een resolutie aan. Hierin werd in 19 artikelen beschreven hoe genocide moet worden voorkomen en gestraft. Er werd afgesproken dat in geval van genocide internationale samenwerking noodzakelijk is. Dit betekent dat de internationale gemeenschap in het geval van genocide verplicht is in te grijpen. Helaas betekent dit dat de meeste lidstaten lang aarzelen alvorens massamoorden als genocide aan te merken, om onder deze verplichting uit te komen. De definitie in deze internationale conventie luidt als volgt : « Genocide betekent een van de volgende daden, gepleegd met de intentie een nationale, etnische, raciale of religieuze groep gedeeltelijk of totaal te vernietigen. Hieronder vallen :

- a) Vermoorden van leden van de groep;
- b) Veroorzaken van ernstige geestelijke of lichamelijke schade aan leden van de groep;
- c) Het opzettelijk implementeren van leefomstandigheden die gericht zijn op gedeeltelijke of totale fysieke vernietiging van de groep;
- d) Maatregelen die erop gericht zijn geboorten binnen een groep te verhinderen;
- e) Het onder dwang transformeren van kinderen van de ene groep naar een andere groep. ».

China, en dan met name de immense Chinese (afzet)markt, mag zich verheugen in een toenemende belangstelling van het westen. De nog steeds bestaande Chinese laogai vormen echter een werkelijkheid die de vrije wereld nauwelijks kent of lijkt te willen kennen. De laogai zijn door de socialistisch-communistische heersers van China ingestelde gevangenkampen – « heropvoedingskampen » volgens de autoriteiten – te vergelijken met de Sovjetrussische Goelags van weleer.

In deze laogai worden de gevangenen gedwongen te werken. De leef- en werkomstandigheden zijn vaak miserabel. Wie niet werkt krijgt geen eten, werkdagen duren tien tot twaalf uur, mishandeling is niet ongewoon en de gevangenen worden gehersenspoeld.

Hoeveel Chinezen in laogai vastzitten is niet bekend, maar het zijn er waarschijnlijk vele miljoenen. In zo'n 10 procent van de gevallen zou het gaan om politieke gevangenen. Het juiste aantal is niet gekend omdat de Chinese overheid de cijfers weigert vrij te geven. Wel staat vast dat er minstens 1.000 van dergelijke concentratiekampen verspreid liggen over het Chinese grondgebied. Voorzichtige ramingen spreken van vier tot zes miljoen gedetineerden. Dat houdt in dat er ongeveer een half miljoen politieke gevangenen in China worden vastgehouden in deze kampen.

Alhoewel de Chinese wetten foltering verbiedt, wordt foltering teneinde bekentenissen af te dwingen in de praktijk nog steeds toegepast in de Chinese kampen. Deze onder dwang afgelegde bekentenissen worden daarna gebruikt om dissidenten door een rechtbank te laten veroordelen. De mensenrechtenorganisatie Amnesty International geeft in haar rapporten over China veelvuldige details over de verschillende foltermethodes die gebruikt worden, gaande van elektrocutie tot uithongering.

Verschillende mensenrechtenorganisaties – ondermeer de *Laogai Research Foundation* – melden ook dat bij geëxecuteerden organen worden weggenomen om ze door te verkopen aan geprivilegieerde Chinezen of kapitaalkrachtige buitenlanders. Het executeren van dissidenten is dan ook een winstgevend business geworden.

Harry Wu, un survivant des laogaï devenu entre-temps un auteur très renommé livre son témoignage sur les camps chinois : « En 1960, je fus considéré comme un contre-révolutionnaire parce que j'avais critiqué l'invasion de la Hongrie par les soviétiques. Je fus arrêté et envoyé dans un camp de rééducation. J'y suis resté 19 années pendant lesquelles j'ai dû travailler comme esclave dans une mine de charbon. J'ai failli y mourir de faim lors de la famine qui accompagna le Grand Bond en Avant. J'ai passé des journées, enfermé seul, dans une petite cage en ciment froide et humide pour avoir essayé d'envoyer sans permission des lettres à ma famille. J'ai subi des mauvais traitements à maintes reprises et une fois on m'a laissé pour mort dans la mine de charbon. Beaucoup n'ont pas eu ma chance, ils en sont morts. Je sais que mon témoignage en est un parmi tant d'autres. Des millions d'histoires d'arrestations, de tortures, de faim, de mauvais traitements et d'autres violations des droits de l'homme dans les camps.

Dans une interview à un journal néerlandais (De Groene Amsterdammer, 1996), Harry Wu déclarait : « Le slogan d'Hitler était « le travail rend libre », notre slogan c'est « le travail donne une vie nouvelle ». Laogaï signifie travail et réforme. Hitler était bête, il n'avait pas d'idées. Ils forçaient les gens à travailler, pour fabriquer des munitions, construire des routes. Comment ? En recourant à la contrainte et aux armes. Les communistes chinois sont plus malins. Leur politique repose sur deux piliers : épuisier les gens par le travail afin de leur laver le cerveau. Mentalement je suis détruit. Je ne suis pas détruit physiquement. Je n'ai pas été gazé. Si vous tuez physiquement les gens comme Hitler, l'histoire vous fait une mauvaise réputation. Or les Chinois ont bonne réputation. ».

N° 57 de MM. Frederic ERENS (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« Ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des crimes commis par la Chine communiste dans les camps de concentration chinois appelés laogaï. ».

JUSTIFICATION

En 1948, l'ONU adopta une résolution qui décrivait en 19 articles comment prévenir et punir le génocide. Il avait été convenu que la collaboration internationale était une nécessité en cas de génocide. Cela signifie qu'en cas de génocide, la communauté internationale est tenue d'intervenir. Malheureusement cela signifie que la majorité des États membres hésitent longtemps avant de considérer qu'un massacre est un génocide, afin d'échapper à cette obligation. La définition que cette convention internationale donne du génocide est la suivante : « Le génocide s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;

En overlevende van de Laogai, een intussen zeer gerenomeerde auteur Harry Wu, getuigde over de Chinese kampen : In 1960 werd ik beschouwd als een contra-revolutionair, omdat ik kritiek uitte op de invasie van de Sovjets in Hongarije. Ik werd gearresteerd en naar een heropvoedingskamp gestuurd. Ik werd 19 jaar lang vastgehouden. Gedurende die tijd moest ik slavenarbeid verrichten in een koolmijn, en kwam bijna om van de honger tijdens de grote hongersnood die veroorzaakt werd door de Grote Sprong Voorwaarts. Ik bracht dagen in eenzame opsluiting door in een cementen kooi die klein, koud en vochtig was, enkel omdat ik zonder toestemming brieven had getracht te versturen naar het thuisfront. Ik werd herhaaldelijk mishandeld, en eenmaal voor dood achtergelaten in de koolmijn. Ik zag zovelen die niet zo gelukkig waren als ik, en er de dood vonden. Ik weet dat mijn getuigenis er slechts een uit de miljoenen is. Miljoenen verhalen over arrestaties, foltering, honger, mishandelingen en andere schendingen van de mensenrechten in de kampen.

In een interview met een Nederlandse krant (De Groene Amsterdammer, 1996) verklaarde Wu : « Hitler had de slogan : « Arbeid maakt vrij ». Wij hebben de slogan : « Arbeid maakt een nieuw leven ». Laogai betekent arbeid en hervorming. Hitler was dom, hij had geen ideeën. Hij dwong mensen te werken, om munitie te maken, een weg aan te leggen. Hoe ? Met dwang en wapens. Chinese communisten zijn slimmer. Hun beleid heeft twee pijlers : zware arbeid is de weg, gedachtenhervorming is het doel. Ik ben mentaal vernietigd. Ik ben niet fysiek vernietigd. Ik ben niet naar de gaskamer gegaan. Maar ik draag een gaskamer in mij mee : een mentale gaskamer. Als je mensen fysiek vernietigt, zoals Adolf Hitler deed, krijg je een slechte naam in de geschiedenis. Maar de Chinezen hebben een goede naam. ».

Nr. 57 van de heren Frederic ERENS (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« Of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de door communistisch China begane misdaden in de zogenaamde Chinese Laogai. ».

VERANTWOORDING

In 1948 nam de VN een resolutie aan. Hierin werd in 19 artikelen beschreven hoe genocide moet worden voorkomen en gestraft. Er werd afgesproken dat in geval van genocide internationale samenwerking noodzakelijk is. Dit betekent dat de internationale gemeenschap in het geval van genocide verplicht is in te grijpen. Helaas betekent dit dat de meeste lidstaten lang aarzelen alvorens massamoorden als genocide aan te merken, om onder deze verplichting uit te komen. De definitie in deze internationale conventie luidt als volgt : « Genocide betekent een van de volgende daden, gepleegd met de intentie een nationale, etnische, raciale of religieuze groep gedeeltelijk of totaal te vernietigen. Hieronder vallen :

- a) Vermoorden van leden van de groep;
- b) Veroorzaken van ernstige geestelijke of lichamelijke schade aan leden van de groep;
- c) Het opzettelijk implementeren van leefomstandigheden die gericht zijn op gedeeltelijke of totale fysieke vernietiging van de groep;

- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein d'un groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants d'un groupe à un autre groupe. ».

La Chine, et plus particulièrement l'immense marché (des débouchés) qu'elle constitue, peut se réjouir de l'intérêt croissant de l'occident. Les laogaïs toujours présents en Chine forment toutefois une réalité que le monde libre ne connaît guère ni ne semble guère vouloir connaître. Les laogaïs sont des camps de prisonniers instaurés par les dirigeants socialo-communistes chinois, des camps de « rééducation » selon les autorités, comparables aux goulags soviétiques d'antan.

Dans ces laogaïs, les prisonniers sont contraints de travailler. Les conditions de vie et de travail sont souvent misérables. Celui qui ne travaille pas ne reçoit pas à manger, les journées de travail sont de dix à douze heures, les mauvais traitements ne sont pas exceptionnels et les prisonniers subissent un lavage de cerveau.

On ignore le nombre de Chinois emprisonnés dans des laogaïs, mais ils sont probablement plusieurs millions. Dans 10 % des cas environ, il s'agirait de prisonniers politiques. On ne connaît pas leur nombre exact parce que les autorités chinoises refusent de donner les chiffres. Il est toutefois établi que la Chine compte au moins 1.000 camps de concentration de ce genre répartis sur son territoire. Des estimations prudentes parlent de quatre à six millions de détenus, dont quelque 500.000 milles prisonniers politiques.

Bien que les lois chinoises l'interdisent, dans la pratique, on recourt encore toujours à la torture dans les camps chinois afin d'extorquer des confessions. On utilise ensuite ces confessions arrachées sous la contrainte pour faire condamner les dissidents par un tribunal. Dans ses rapports sur la Chine, l'organisation de défense des droits de l'homme Amnesty International donne de nombreux détails sur les différentes méthodes de torture utilisées, de l'électrocution à l'affamation.

Différentes organisations de défense des droits de l'homme, dont la Laogaï Research Foundation, font également état du prélèvement des organes des prisonniers exécutés afin de les vendre à des Chinois privilégiés ou à de riches étrangers. L'exécution de dissidents est ainsi devenue une affaire lucrative.

Harry Wu, un survivant des laogaï devenu entre-temps un auteur très renommé livre son témoignage sur les camps chinois : « En 1960, je fus considéré comme un contre-révolutionnaire parce que j'avais critiqué l'invasion de la Hongrie par les soviétiques. Je fus arrêté et envoyé dans un camp de rééducation. J'y suis resté 19 années pendant lesquelles j'ai dû travailler comme esclave dans une mine de charbon. J'ai failli y mourir de faim lors de la famine qui accompagna le Grand Bond en Avant. J'ai passé des journées, enfermé seul, dans une petite cage en ciment froide et humide pour avoir essayé d'envoyer sans permission des lettres à ma famille. J'ai subi des mauvais traitements à maintes reprises et une fois on m'a laissé pour mort dans la mine de charbon. Beaucoup n'ont pas eu ma chance, ils en sont morts. Je sais que mon témoignage en est un parmi tant d'autres. Des millions d'histoires d'arrestations, de tortures, de faim, de mauvais traitements et d'autres violations des droits de l'homme dans les camps.

Dans une interview à un journal néerlandais (De Groene Amsterdammer, 1996), Harry Wu déclarait : « Le slogan d'Hitler était « le travail rend libre », notre slogan c'est « le travail donne une vie nouvelle ». Laogaï signifie travail et réforme. Hitler était bête, il n'avait pas d'idées. Ils forçaient les gens à travailler, pour fabriquer des munitions, construire des routes. Comment ? En recourant à la contrainte et aux armes. Les communistes chinois sont plus malins. Leur politique repose sur deux piliers : épuiser les gens par le travail afin de leur laver le cerveau. Mentalement je suis détruit. Je ne suis pas détruit physiquement. Je n'ai pas été gazé. Si vous tuez physiquement les gens comme Hitler, l'histoire vous fait une mauvaise réputation. Or les Chinois ont bonne réputation. ».

- d) &Maatregelen die erop gericht zijn geboorten binnen een groep te verhinderen;
- e) Het onder dwang transformeren van kinderen van de ene groep naar een andere groep. ».

China, en dan met name de immense Chinese (afzet)markt, mag zich verheugen in een toenemende belangstelling van het westen. De nog steeds bestaande Chinese laogai vormen echter een werkelijkheid die de vrije wereld nauwelijks kent of lijkt te willen kennen. De laogai zijn door de socialistisch-communistische heersers van China ingestelde gevangenenkampen – « heropvoedingskampen » volgens de autoriteiten – te vergelijken met de Sovjetrussische Goelags van weleer.

In deze laogai worden de gevangenen gedwongen te werken. De leef- en werkomstandigheden zijn vaak miserabel. Wie niet werkt krijgt geen eten, werkdagen duren tien tot twaalf uur, mishandeling is niet ongevoel en de gevangen worden gehersenspoeld.

Hoeveel Chinezen in laogai vastzitten is niet bekend, maar het zijn er waarschijnlijk vele miljoenen. In zo'n 10 procent van de gevallen zou het gaan om politieke gevangenen. Het juiste aantal is niet gekend omdat de Chinese overheid de cijfers weigert vrij te geven. Wel staat vast dat er minstens 1.000 van dergelijke concentratiekampen verspreid liggen over het Chinese grondgebied. Voorzichtige ramingen spreken van vier tot zes miljoen gedetineerden. Dat houdt in dat er ongeveer een half miljoen politieke gevangen in China worden vastgehouden in deze kampen.

Alhoewel de Chinese wetten foltering verbiedt, wordt foltering ten einde bekentenissen af te dwingen in de praktijk nog steeds toegepast in de Chinese kampen. Deze onder dwang afgelegde bekentenissen worden daarna gebruikt om dissidenten door een rechtbank te laten veroordelen. De mensenrechtenorganisatie Amnesty International geeft in haar rapporten over China veelvuldige details over de verschillende foltermethodes die gebruikt worden, gaande van elektrocutie tot uithongering.

Verschillende mensenrechtenorganisaties – ondermeer de Laogai Research Foundation – melden ook dat bij geëxecuteerden organen worden weggenomen om ze door te verkopen aan geprivilegieerde Chinezen of kapitaalkrachtige buitenlanders. Het executeren van dissidenten is dan ook een winstgevende business geworden.

Een overlevende van de Laogai, een intussen zeer gerenomeerde auteur Harry Wu, getuigde over de Chinese kampen : In 1960 werd ik beschouwd als een contra-revolutionair, omdat ik kritiek uitte op de invasie van de Sovjets in Hongarije. Ik werd gearresteerd en naar een heropvoedingskamp gestuurd. Ik werd 19 jaar lang vastgehouden. Gedurende die tijd moest ik slavenarbeid verrichten in een koolmijn, en kwam bijna om van de honger tijdens de grote hongersnood die veroorzaakt werd door de Grote Sprong Voorwaarts. Ik bracht dagen in eenzame opsluiting door in een cementen kooi die klein, koud en vochtig was, enkel omdat ik zonder toestemming brieven had getracht te versturen naar het thuisfront. Ik werd herhaaldelijk mishandeld, en eenmaal voor dood achtergelaten in de koolmijn. Ik zag zovelen die niet zo gelukkig waren als ik, en er de dood vonden. Ik weet dat mijn getuigenis er slechts een uit de miljoenen is. Miljoenen verhalen over arrestaties, folteringen, honger, mishandelingen en andere schendingen van de mensenrechten in de kampen.

In een interview met een Nederlandse krant (De Groene Amsterdammer, 1996) verklaarde Wu : Hitler had de slogan : « Arbeid maakt vrij. » Wij hebben de slogan : « Arbeid maakt een nieuw leven. » Laogai betekent arbeid en hervorming. Hitler was dom, hij had geen ideeën. Hij dwong mensen te werken, om munitie te maken, een weg aan te leggen. Hoe ? Met dwang en wapens. Chinese communisten zijn slimmer. Hun beleid heeft twee pijlers : zware arbeid is de weg, gedachtenhervorming is het doel. Ik ben mentaal vernietigd. Ik ben niet fysiek vernietigd. Ik ben niet naar de gaskamer gegaan. Maar ik draag een gaskamer in mij mee: een mentale gaskamer. Als je mensen fysiek vernietigt, zoals Adolf Hitler deed, krijg je een slechte naam in de geschiedenis. Maar de Chinezen hebben een goede naam. ».

N° 58 de MM. Frederic ERENS (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« ou se rend coupable de la négation ou la minimisation du caractère historiquement flamand de Bruxelles ».

JUSTIFICATION

Vers l'an 980, il s'agissait d'un hameau champêtre avec une population flamande.

Aux 13^e et 14^e siècles, Bruxelles devint la capitale du duché de Brabant, après avoir longtemps été en concurrence avec Louvain. La Charte de Bruxelles (1229), la Charte de Cortenberg (1312) et la Joyeuse Entrée à Louvain (1356) marquèrent le tout début de la juridiction et de la démocratie urbaines et étaient les lointains prédécesseurs de nos constitutions d'aujourd'hui.

Sous le règne de Charles Quint, la Flandre fut éclipsée par le Brabant, avec Anvers comme centre économique et Bruxelles comme centre politique et postal. Des artistes comme Rogier van der Weijden et Pierre Breughel s'y sentaient chez eux, les jésuites les y ont suivis en 1585.

En 1830, à l'instigation de la France, les Belges se révoltent contre Guillaume I^{er}. La Belgique voit le jour et se tourne vers son glorieux passé : les statues des héros nationaux tels Godefroid de Bouillon, André Vésale ou Charles de Basse-Lotharingie, apparaissent à Bruxelles. Les Galeries Saint-Hubert sont une première en Europe : ce sont les plus anciennes de cette taille couvertes et vitrées.

Le roi Léopold II poursuit le travail de son prédécesseur et crée des avenues, des places, des parcs, édifie un immense arc de triomphe dans le parc du Cinquantenaire, un palais de justice pachydermique et entame la construction d'une basilique de Koekelberg bien trop grande (1905).

Quiconque consulte les archives bruxelloises du Moyen-Âge, sera frappé par le nombre de documents rédigés en néerlandais. En examinant de manière très approfondie tous les documents des archives de la ville, des artisans, des églises, des monastères, etc. datant d'avant 1500, un historien bruxellois en a conclu qu'au Moyen-Âge Bruxelles était l'une des principales villes du Brabant. Même les actes des ducs de Bourgogne sont pour la plupart rédigés en néerlandais.

Dans une phase ultérieure, cet historien a examiné de manière systématique l'énorme masse de documents établis entre 1500 et 1794, début de l'occupation française. Eh bien, la quasi totalité de la vie administrative et publique à Bruxelles s'est déroulée en néerlandais jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. Sur l'ensemble des proclamations officielles, donc destinées à la population, 95 % étaient rédigées en néerlandais et seulement 5 % étaient bilingues, et encore, il s'agissait là de questions telles que les relations internationales.

À la veille de l'invasion et de l'occupation française, à peine 10 % des Bruxellois parlaient français. C'est ce qu'il ressort d'une étude de l'historien Hervé Hasquin, une source tout à fait fiable. En comparaison, Berlin comptait en 1700 quelque 25 % de francophones, essentiellement des huguenots français. Le français y était la langue véhiculaire, mais pas à Bruxelles. Des villes comme Anvers et Malines, qui étaient restées pendant un certain temps sous la domination du comte de Flandre, étaient à l'époque plus francisées que Bruxelles. La Flandre était en effet un fief du roi de France. Bruxelles et le Brabant avaient toujours fait partie de la sphère d'influence de l'Empire Germanique moyen-âgeux.

Nr. 58 van de heren Frederic ERENS (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« of zich bezondigt aan het ontkennen of minimaliseren, van het historisch Vlaamse karakter van Brussel ».

VERANTWOORDING

Omstreeks het jaar 980 was het gehucht een landelijk gehucht met een Vlaamse bevolking.

In die 13^e en 14^e eeuw werd Brussel de hoofdstad van het hertogdom Brabant, na lange concurrentie met Leuven. De « Stadskeur van Brussel » (1229), de 1 Keure van Kortenberg » (1312) en de « Blijde Inkomst » in Leuven (1356) waren het prille begin van stedelijke rechtspraak en democratie en tegelijk de verre voorlopers van onze huidige grondwetten.

Tijdens Karel V werd Vlaanderen overvleugeld door Brabant, met Antwerpen als economisch centrum en Brussel als centrum van de politiek en de post. Kunstenaars zoals Rogier van der Weijden en Pieter Breughel voelden zich er thuis, de jezuïeten volgden in.

In 1830 lukt de door Frankrijk georchestreerde Belgische opstand tegen Willem I. België ontstaat, het gaat op zoek naar een groots verleden en in Brussel komen standbeelden voor nationale helden, zoals Godefroid van Bouillon, Andreas Vesalius, Karel van Lotharingen. De St.-Hubertusgalerij is een Europese primeur : de oudste van die omvang en overdekt met glas.

Koning Leopold II zet het werk van zijn voorganger verder met de aanleg van lanen, pleinen, parken, een heuse triomfboog in het Jubelpark, een mastodont van een Justitiepaleis en de start van een veel te grote Basiliek van Koekelberg (1905).

Wie de middeleeuwse Brusselse archieven raadpleegt, valt het op hoeveel van die documenten in het Nederlands waren gesteld. Een zeer uitgebreid onderzoek van een Brussels historicus naar alle documenten van voor 1500 van het stadsarchief, de ambachten, de kerken en kloosters enz. en kwam tot de bevinding dat Brussel in de middeleeuwen een op en top Brabantse stad was. Zelfs de akten van de hertogen van Bourgondië zijn meestal in het Nederlands gesteld.

In een latere fase onderzocht deze historicus systematisch de gigantische massa documenten tussen 1500 en 1794, het begin van de Franse bezetting. Welnu, vrijwel het gehele bestuurlijke en openbare leven in Brussel verliep in het Nederlands tot aan het einde van het *Ancien Régime*. Van alle officiële afkondigingen, de berichten dus aan de bevolking, was 95 % in het Nederlands gesteld, en slechts 5 % was tweetalig, en dan nog omdat het over zaken handelde zoals internationale betrekkingen.

Aan de vooravond van de Franse invasie en bezetting sprak 10 % van de Brusselaars Frans. Dat blijkt uit onderzoek van de historicus Hervé Hasquin, toch een onverdachte bron. Ter vergelijking : in het Berlijn van 1700 waren rond de 25 % Franstaligen, voornamelijk Franse Hugenoten. Daar was het Frans de voertaal, maar niet in Brussel. Steden zoals Antwerpen en Mechelen, die een tijdlang onder de heerschappij van de graaf van Vlaanderen stonden, waren destijds meer verfranst dan Brussel. Vlaanderen was immers een leen van de koning van Frankrijk. Brussel en Brabant hadden altijd tot de invloedssfeer van het middeleeuwse Duitse Rijk behoord.

On n'a pas pu imposer d'emblée le français à Bruxelles car le peuple ne le comprenait tout simplement pas. Après la bataille de Waterloo, les Pays-Bas furent réunifiés sous la couronne de Guillaume I^{er}, ce qui fit remonter les chances du néerlandais, mais pas pour longtemps. À partir de 1830, l'État unique belge serait géré exclusivement en français, y compris dans les coins les plus reculés de Flandre. L'installation de l'appareil centralisé de l'État à Bruxelles accéléra la francisation de Bruxelles et accentua la pression sociale. Les Bruxellois ne maîtrisant pas suffisamment le français, on fit appel à des Wallons et même à des Français.

Si l'instruction avait été rendue obligatoire dès le 19^e siècle, l'enseignement francophone aurait créé en Flandre la situation que nous connaissons aujourd'hui dans les Flandres françaises. Heureusement ce ne fut pas le cas, car l'instruction ne fut rendue obligatoire qu'en 1914, alors que le mouvement flamand était déjà en marche. L'Irlande, où l'instruction est devenue obligatoire vers 1830 a été anglicisée de manière systématique.

La ville s'est fortement étendue après la Deuxième Guerre mondiale et, à la longue, les communes entourant Bruxelles ont été incorporées à la capitale pour former une seule région urbaine, l'agglomération bruxelloise. Le centre-ville avec ses immeubles de bureaux se dépeuple lentement. De plus en plus de personnes, surtout de nombreux immigrants wallons, ont veillé à ce que la « tache d'huile bruxelloise » (une région francophone au cœur d'une province flamande) ne cesse de s'étendre. Après la Deuxième Guerre mondiale, de nombreux travailleurs étrangers et employés des institutions européennes vinrent vivre à Bruxelles. En majorité, ils choisirent le français comme langue véhiculaire.

Dans les années 1950 et 1960, les Flamands protestèrent en organisant de nombreuses marches sur Bruxelles. Ce qui n'empêcha pas la francisation toujours plus forte de Bruxelles dans les années 1960.

Avant cette période, Bruxelles avait donc été, neuf siècles durant, une ville flamande dont la langue originelle avait été, en 1830 puis une nouvelle fois après la Deuxième Guerre mondiale, systématiquement et délibérément défaits par la minorité francophone dirigeante.

À cause de petits jeux purement électoralistes et pour des motifs idéologiques communautaires, il y a encore aujourd'hui des partis et des hommes politiques qui nient ou minimisent le caractère historiquement flamand de Bruxelles. C'est une forme de révisionnisme communautaire qui est toléré et même encouragé jusque dans les plus hautes sphères de ce pays.

N^o 59 de MM. Frederic ERENS (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« ou se rend coupable de la négation ou la minimisation du caractère historiquement flamand de Bruxelles ».

JUSTIFICATION

Vers l'an 980, il s'agissait d'un hameau champêtre avec une population flamande.

Aux 13^e et 14^e siècles, Bruxelles devint la capitale du duché de Brabant, après avoir longtemps été en concurrence avec Louvain. La Charte de Bruxelles (1229), la Charte de Cortenberg (1312) et la Joyeuse Entrée à Louvain (1356) marquèrent le tout début de la juridiction et de la démo-

Men heeft het Frans in Brussel niet meteen aan de bevolking kunnen opdringen, want de volksmensen verstonden het eenvoudigweg niet. Toen na de slag van Waterloo de Nederlanden werden herenigd onder Willem I kreeg het Nederlands weer meer kansen, echter niet voor lang. Vanaf 1830 zou de Belgische eenheidsstaat volledig in het Frans worden bestuurd, ook tot in de uithoeken van Vlaanderen. Maar omdat het centrale staatsapparaat in Brussel was gevestigd, ging de verfransing in Brussel crescendo en was de sociale druk groot. Omdat niet voldoende Brusselaars het Frans beheersten, deed men volop Walen en zelfs Fransen.

Had men in 19^e eeuw de leerplicht ingevoerd, dan zou het Franstalig onderwijs ervoor gezorgd hebben dat we nu in heel Vlaanderen in een toestand zouden verkeren zoals in Frans-Vlaanderen. Dat is gelukkig niet gebeurd, omdat de leerplicht pas in 1914 is ingevoerd, toen de Vlaamse beweging al aan haar opstanding was begonnen. Een land als Ierland, waar de leerplicht al rond 1830 werd ingevoerd, werd op zeer systematische wijze verengelst.

De stad breidde zich na de tweede wereldoorlog sterk uit, de randgemeenten van Brussel werden op den duur bij de hoofdstad ingelijfd en vormden één stadsgebied, de Brusselse agglomeratie. De binnenstad met zijn kantoorgebouwen raakte langzamerhand ontvolkt. Steeds meer mensen, vooral ook talrijke immigranten uit Wallonië, zorgden ervoor dat de « Brusselse olievlék » – een Franstalig gebied in het midden van de Vlaamse provincie – steeds groter. Na de Tweede Wereldoorlog kwamen veel gastarbeiders en werknemers van de Europese instellingen in Brussel wonen. Zij kozen meestal voor het Frans als voertaal.

In de jaren vijftig en zestig vonden veel protestmarsen van Vlamingen op Brussel plaats. Desondanks werd Brussel tot ver in de jaren zestig steeds meer Franstalig.

Voor die periode was Brussel dus gedurende negen eeuwen een Vlaamse stad waar de oorspronkelijke taal toen (1830) en nogmaals na de Tweede Wereldoorlog stelselmatig en doelbewust de das om gedaan werd door de heersende francofone minderheid.

Omwille van plat-electorale spelletjes en omwille van communautair-ideologische redenen zijn er nu nog steeds partijen en politici die het historisch Vlaamse karakter van Brussel ontkennen of minimaliseren. Het is een vorm van communautair revisionisme dat tot op de allerhoogste niveaus in dit land niet alleen wordt getolereerd maar zelfs aangemoedigd.

Nr. 59 van de heren Frederic ERENS (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« of zich bezondigt aan het ontkennen of minimaliseren, van het historisch Vlaamse karakter van Brussel ».

VERANTWOORDING

Omstreeks het jaar 980 was het gehucht een landelijk gehucht met een Vlaamse bevolking.

In die 13^e en 14^e eeuw werd Brussel de hoofdstad van het hertogdom Brabant, na lange concurrentie met Leuven. De « Stadskeur van Brussel » (1229), de « Keure van Kortenberg » (1312) en de « Blijde Inkomst » in Leuven (1356) waren het prille begin van stedelijke recht-

cratie urbaines et étaient les lointains prédécesseurs de nos constitutions d'aujourd'hui.

Sous le règne de Charles Quint, la Flandre fut éclipsée par le Brabant, avec Anvers comme centre économique et Bruxelles comme centre politique et postal. Des artistes comme Rogier van der Weijden et Pierre Breughel s'y sentaient chez eux, les jésuites les y ont suivis en 1585.

En 1830, à l'instigation de la France, les Belges se révoltent contre Guillaume Ier. La Belgique voit le jour et se tourne vers son glorieux passé : les statues des héros nationaux tels Godefroid de Bouillon, André Vésale ou Charles de Basse-Lotharingie, apparaissent à Bruxelles. Les Galeries Saint-Hubert sont une première en Europe : ce sont les plus anciennes de cette taille couvertes et vitrées.

Le roi Léopold II poursuit le travail de son prédécesseur et crée des avenues, des places, des parcs, édifie un immense arc de triomphe dans le parc du Cinquantenaire, un palais de justice pachydermique et entame la construction d'une basilique de Koekelberg bien trop grande (1905).

Quiconque consulte les archives bruxelloises du Moyen-Âge, sera frappé par le nombre de documents rédigés en néerlandais. En examinant de manière très approfondie tous les documents des archives de la ville, des artisans, des églises, des monastères, etc. datant d'avant 1500, un historien bruxellois en a conclu qu'au Moyen-Âge Bruxelles était l'une des principales villes du Brabant. Même les actes des ducs de Bourgogne sont pour la plupart rédigés en néerlandais.

Dans une phase ultérieure, cet historien a examiné de manière systématique l'énorme masse de documents établis entre 1500 et 1794, début de l'occupation française. Eh bien, la quasi totalité de la vie administrative et publique à Bruxelles s'est déroulée en néerlandais jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. Sur l'ensemble des proclamations officielles, donc destinées à la population, 95 % étaient rédigées en néerlandais et seulement 5 % étaient bilingues, et encore, il s'agissait là de questions telles que les relations internationales.

À la veille de l'invasion et de l'occupation française, à peine 10 % des Bruxellois parlaient français. C'est ce qu'il ressort d'une étude de l'historien Hervé Hasquin, une source tout à fait fiable. En comparaison, Berlin comptait en 1700 quelque 25 % de francophones, essentiellement des huguenots français. Le français y était la langue véhiculaire, mais pas à Bruxelles. Des villes comme Anvers et Malines, qui étaient restées pendant un certain temps sous la domination du comte de Flandre, étaient à l'époque plus francisées que Bruxelles. La Flandre était en effet un fief du roi de France. Bruxelles et le Brabant avaient toujours fait partie de la sphère d'influence de l'Empire Germanique moyen-âgeux.

On n'a pas pu imposer d'emblée le français à Bruxelles car le peuple ne le comprenait tout simplement pas. Après la bataille de Waterloo, les Pays-Bas furent réunifiés sous la couronne de Guillaume I^{er}, ce qui fit remonter les chances du néerlandais, mais pas pour longtemps. À partir de 1830, l'État unique belge serait géré exclusivement en français, y compris dans les coins les plus reculés de Flandre. L'installation de l'appareil centralisé de l'État à Bruxelles accéléra la francisation de Bruxelles et accentua la pression sociale. Les Bruxellois ne maîtrisant pas suffisamment le français, on fit appel à des Wallons et même à des Français.

Si l'instruction avait été rendue obligatoire dès le 19^e siècle, l'enseignement francophone aurait créé en Flandre la situation que nous connaissons aujourd'hui dans les Flandres françaises. Heureusement ce ne fut pas le cas, car l'instruction ne fut rendue obligatoire qu'en 1914, alors que le mouvement flamand était déjà en marche. L'Irlande, où l'instruction est devenue obligatoire vers 1830 a été anglicisée de manière systématique.

La ville s'est fortement étendue après la Deuxième Guerre mondiale et, à la longue, les communes entourant Bruxelles ont été incorporées à la capitale pour former une seule région urbaine, l'agglomération bruxelloise. Le centre-ville avec ses immeubles de bureaux se dépeuple lentement. De plus en plus de personnes, surtout de nombreux immigrants wal-

spraak en democratie en tegelijk de verre voorlopers van onze huidige grondwetten.

Tijdens Karel V werd Vlaanderen overvleugeld door Brabant, met Antwerpen als economisch centrum en Brussel als centrum van de politiek en de post. Kunstenaars zoals Rogier van der Weijden en Pieter Breughel voelden zich er thuis, de jezuïeten volgden in.

In 1830 lukt de door Frankrijk georchestreerde Belgische opstand tegen Willem I. België ontstaat, het gaat op zoek naar een groots verleden en in Brussel komen standbeelden voor nationale helden, zoals Godfried van Bouillon, Andreas Vesalius, Karel van Lotharingen. De St.-Hubertusgalerij is een Europese primeur: de oudste van die omvang en overdekt met glas.

Koning Leopold II zet het werk van zijn voorganger verder met de aanleg van lanen, pleinen, parken, een heuse triomfboog in het Jubelpark, een mastodont van een Justitiepaleis en de start van een veel te grote Basiliek van Koekelberg (1905).

Wie de middeleeuwse Brusselse archieven raadpleegt, valt het op hoeveel van die documenten in het Nederlands waren gesteld. Een zeer uitgebreid onderzoek van een Brussels historicus naar alle documenten van voor 1500 van het stadsarchief, de ambachten, de kerken en kloosters enz. en kwam tot de bevinding dat Brussel in de middeleeuwen een op en top Brabantse stad was. Zelfs de akten van de hertogen van Bourgondië zijn meestal in het Nederlands gesteld.

In een latere fase onderzocht deze historicus systematisch de gigantische massa documenten tussen 1500 en 1794, het begin van de Franse bezetting. Welnu, vrijwel het gehele bestuurlijke en openbare leven in Brussel verliep in het Nederlands tot aan het einde van het *Ancien Régime*. Van alle officiële afkondigingen, de berichten dus aan de bevolking, was 95 % in het Nederlands gesteld, en slechts 5 % was tweetalig, en dan nog omdat het over zaken handelde zoals internationale betrekkingen.

Aan de vooravond van de Franse invasie en bezetting sprak 10 % van de Brusselaars Frans. Dat blijkt uit onderzoek van de historicus Hervé Hasquin, toch een onverdachte bron. Ter vergelijking: in het Berlijn van 1700 waren rond de 25 % Franstaligen, voornamelijk Franse Hugenoten. Daar was het Frans de voertaal, maar niet in Brussel. Steden zoals Antwerpen en Mechelen, die een tijdlang onder de heerschappij van de graaf van Vlaanderen stonden, waren destijds meer verfranst dan Brussel. Vlaanderen was immers een leen van de koning van Frankrijk. Brussel en Brabant hadden altijd tot de invloedssfeer van het middeleeuwse Duitse Rijk behoord.

Men heeft het Frans in Brussel niet meteen aan de bevolking kunnen opdringen, want de volksmensen verstonden het eenvoudigweg niet. Toen na de slag van Waterloo de Nederlanden werden herenigd onder Willem I kreeg het Nederlands weer meer kansen, echter niet voor lang. Vanaf 1830 zou de Belgische eenheidsstaat volledig in het Frans worden bestuurd, ook tot in de uithoeken van Vlaanderen. Maar omdat het centrale staatsapparaat in Brussel was gevestigd, ging de verfransing in Brussel crescendo en was de sociale druk groot. Omdat niet voldoende Brusselaars het Frans beheersten, deed men volop Walen en zelfs Fransen.

Had men in 19^e eeuw de leerplicht ingevoerd, dan zou het Franstalig onderwijs ervoor gezorgd hebben dat we nu in heel Vlaanderen in een toestand zouden verkeren zoals in Frans-Vlaanderen. Dat is gelukkig niet gebeurd, omdat de leerplicht pas in 1914 is ingevoerd, toen de Vlaamse beweging al aan haar opstanding was begonnen. Een land als Ierland, waar de leerplicht al rond 1830 werd ingevoerd, werd op zeer systematische wijze verengelt.

De stad breidde zich na de tweede wereldoorlog sterk uit, de randgemeenten van Brussel werden op den duur bij de hoofdstad ingelijfd en vormden één stadsgebied, de Brusselse agglomeratie. De binnenstad met zijn kantoorgebouwen raakte langzamerhand ontvolkt. Steeds meer mensen, vooral ook talrijke immigranten uit Wallonië, zorgden ervoor dat de

lons, ont veillé à ce que la « tache d'huile bruxelloise » (une région francophone au cœur d'une province flamande) ne cesse de s'étendre. Après la Deuxième Guerre mondiale, de nombreux travailleurs étrangers et employés des institutions européennes vinrent vivre à Bruxelles. En majorité, ils choisirent le français comme langue véhiculaire.

Dans les années 1950 et 1960, les Flamands protestèrent en organisant de nombreuses marches sur Bruxelles. Ce qui n'empêcha pas la francisation toujours plus forte de Bruxelles dans les années 1960.

Avant cette période, Bruxelles avait donc été, neuf siècles durant, une ville flamande dont la langue originelle avait été, en 1830 puis une nouvelle fois après la Deuxième Guerre mondiale, systématiquement et délibérément défaits par la minorité francophone dirigeante.

À cause de petits jeux purement électoralistes et pour des motifs idéologiques communautaires, il y a encore aujourd'hui des partis et des hommes politiques qui nient ou minimisent le caractère historiquement flamand de Bruxelles. C'est une forme de révisionnisme communautaire qui est toléré et même encouragé jusque dans les plus hautes sphères de ce pays.

N° 60 de MM. Frederic ERENS (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou auquel un de ses membres appartient se rend coupable de corruption active et/ou passive. ».

JUSTIFICATION

Il y a plusieurs années, JC Decaux fut condamné à Liège pour corruption et, par après, le parquet d'Anvers ouvrit également une enquête à ce sujet à la demande de l'Office central pour la répression de la corruption (OCRC) de Bruxelles. Anvers avait quatre contrats en cours avec JC Decaux pour le placement d'abris aux arrêts de tram et de bus, de panneaux avec le plan de la ville et de bornes d'informations. Le premier contrat de 1991 fut immédiatement suspendu par le gouverneur de la province. Le deuxième, de 1992, aurait une durée de 20 ans et fut source de scandale parce que ce contrat était très défavorable à la ville en raison de l'absence de recettes publicitaires. La ville engagea un avocat pour examiner le coût de la résiliation des contrats pour la ville. Dans un cas semblable, Bruxelles avait déjà payé 9 millions d'euros.

Une enquête fut ouverte à Anvers pour corruption active et passive : des fonctionnaires de la ville auraient été mêlés à la réalisation des contrats lucratifs en faveur de Decaux. C'est déjà ce qui avait été avancé lors du procès Stuyck au début des années 1990 : Cauchie, le dirigeant de JC Decaux de l'époque avait reconnu la corruption d'hommes politiques anversois mais il ne fut pas inculpé et n'a donc pas pu non plus être poursuivi pour ce délit. Selon Stuyck, le secrétaire communal Fred Nolf a joué un rôle central dans cette affaire.

JC Decaux avait déjà été mis en cause précédemment : dès l'automne 2002 le parquet d'Anvers avait ouvert une instruction à l'encontre de la section locale du CD&V concernant un éventuel financement illégal du parti. Les recettes de prétendus dîners de collecte de fonds auraient atterris dans la caisse du CD&V anversois ainsi qu'il est apparu quand, en août

« Brusselse olievlek » – een Franstalig gebied in het midden van de Vlaamse provincie – steeds groter. Na de Tweede Wereldoorlog kwamen veel gastarbeiders en werknemers van de Europese instellingen in Brussel wonen. Zij kozen meestal voor het Frans als voertaal.

In de jaren vijftig en zestig vonden veel protestmarsen van Vlamingen op Brussel plaats. Desondanks werd Brussel tot ver in de jaren zestig steeds meer Franstalig.

Voor die periode was Brussel dus gedurende negen eeuwen een Vlaamse stad waar de oorspronkelijke taal toen (1830) en nogmaals na de Tweede Wereldoorlog stelselmatig en doelbewust de das om gedaan werd door de heersende francofone minderheid.

Omwillen van plat-electorale spelletjes en omwillen van communautair-ideologische redenen zijn er nu nog steeds partijen en politici die het historisch Vlaamse karakter van Brussel ontkennen of minimaliseren. Het is een vorm van communautair revisionisme dat tot op de allerhoogste niveaus in dit land niet alleen wordt getolereerd maar zelfs aangemoedigd.

Nr. 60 van de heren Frederic ERENS (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waartoe een van haar leden behoort zich schuldig maakt aan actieve en/of passieve omkoping. ».

VERANTWOORDING

JC Decaux werd jaren geleden in Luik veroordeeld voor corruptiepraktijken en waartegen later ook bij het Antwerpse parket – op vraag van de Brusselse Centrale Dienst ter Bestrijding van Corruptie (CDBC) – een corruptieonderzoek liep. Antwerpen had met JC Decaux vier lopende contracten rond het plaatsen van wachthuisjes aan de halteplaatsen van tram en bus, stadsplanborden en infozuilen. Het eerste contract, uit 1991, werd meteen door de provinciegouverneur geschorst. Het tweede, van 1992, zou 20 jaar lopen en was steen des aanstoots omdat dit contract – door het derven van reclameinkomsten – zeer nadelig was voor de stad. De stad stelde een advocaat aan om na te gaan wat het de stad kost om de contracten te verbreken. Brussel heeft in een gelijkaardig geval al 9 miljoen euro betaald.

Het onderzoek in Antwerpen was er één n.a.v. actieve en passieve corruptie : stadsambtenaren zouden zijn betrokken bij de totstandkoming van de lucratieve contracten voor JC Decaux. In het proces-Stuyck werd dit begin jaren '90 ook al beweerd : toenmalig topman Cauchie van JC Decaux gaf de omkoping van Antwerpse politici toe, maar stond voor dit misdrijf niet terecht en kon er dus niet voor vervolgd worden. Volgens Stuyck speelde hierbij stadssecretaris Fred Nolf een centrale rol.

JC Decaux kwam al eerder in opspraak : al in het najaar van 2002 startte het Antwerpse parket met een onderzoek naar mogelijke illegale partijfinanciering bij de lokale afdeling van de CD&V. Opbrengsten van zogenaamde fundraising diners zouden naar de partijkas van de Antwerpse CD&V zijn gevloeid, zo bleek toen in augustus 2002 een gewezen ad-

2002, un ancien collaborateur administratif de JC Decaux est allé voir l'OCRC avec une histoire de fausses factures et d'hommes d'affaires qui avaient dîné avec des hommes politiques du CD&V anversois contre de fortes sommes d'argent.

L'ancien vice-premier ministre Guy Coëme fut condamné en 1996 dans l'affaire INUSOP pour faux en écriture, escroquerie et corruption passive. Fin 1998, il fut reconnu coupable de faux en écriture et de corruption passive au procès Augusta-Dassault. Dans l'affaire INUSOP, il était aussi question de faux en écriture et de corruption. L'INUSOP réalisait des sondages d'opinion sur toutes sortes de sujets. Le ministre Coëme commanda plusieurs sondages à l'INUSOP, que son ministère payait bien trop cher. L'INUSOP reversait une partie de cet argent ... au PS.

La corruption est contraire à l'intégrité de la personne corrompue. Dans bien des pays, les fonctionnaires prêtent un serment professionnel à cet effet. Le Code pénal belge (art. 246-253) qualifie la corruption publique, qu'elle soit active ou passive, d'acte contre l'ordre public.

N° 61 de MM. Frederic ERENS (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes se rend coupable de corruption active et/ou passive.* ».

JUSTIFICATION

Il y a plusieurs années, JC Decaux fut condamné à Liège pour corruption et, par après, le parquet d'Anvers ouvrit également une enquête à ce sujet à la demande de l'Office central pour la répression de la corruption (OCRC) de Bruxelles. Anvers avait quatre contrats en cours avec JC Decaux pour le placement d'abris aux arrêts de tram et de bus, de panneaux avec le plan de la ville et de bornes d'informations. Le premier contrat de 1991 fut immédiatement suspendu par le gouverneur de la province. Le deuxième, de 1992, aurait une durée de 20 ans et fut source de scandale parce que ce contrat était très défavorable à la ville en raison de l'absence de recettes publicitaires. La ville engagea un avocat pour examiner le coût de la résiliation des contrats pour la ville. Dans un cas semblable, Bruxelles avait déjà payé 9 millions d'euros.

Une enquête fut ouverte à Anvers pour corruption active et passive : des fonctionnaires de la ville auraient été mêlés à la réalisation des contrats lucratifs en faveur de Decaux. C'est déjà ce qui avait été avancé lors du procès Stuyck au début des années 1990 : Cauchie, le dirigeant de JC Decaux de l'époque avait reconnu la corruption d'hommes politiques anversois mais il ne fut pas inculpé et n'a donc pas pu non plus être poursuivi pour ce délit. Selon Stuyck, le secrétaire communal Fred Nolf a joué un rôle central dans cette affaire.

ministratieve medewerkster van JC Decaux bij de CDBC langsging met een verhaal over valse facturen en zakenlui die tegen forse betaling hadden gedineerd met Antwerpse CD&V-politici.

De gewezen vice-premier Guy Coëme werd in 1996 in de Uniop-zaak veroordeeld voor valsheid in geschrifte, oplichting en passieve omkoping. Eind '98 werd hij in het Augusta-Dassault-proces schuldig bevonden aan valsheid in geschrifte en passieve corruptie. De zaak UNIOP ging eveneens over omkoping en schriftvervalsing. Het bedrijfje UNIOP ondervroeg de bevolking over allerlei onderwerpen. Minister Coëme bestelde meerdere keren een onderzoek bij UNIOP. Daarvoor betaalde zijn ministerie echter veel te veel geld. Een deel van het geld stortte UNIOP naar de... PS.

Corruptie is in strijd met de integriteit van de corrupte persoon. In veel landen leggen ambtenaren hiervoor een ambtseed af. Het Belgische Strafwetboek (art. 246-253) noemt publieke omkoping, zowel actieve als passieve een daad tegen de openbare orde.

Nr. 61 van de heren Frederic ERENS (N) en Erland PISON (N)

Enige artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten zich schuldig maakt aan actieve en/of passieve omkoping.* ».

VERANTWOORDING

JC Decaux werd jaren geleden in Luik veroordeeld voor corruptiepraktijken en waartegen later ook bij het Antwerpse parket – op vraag van de Brusselse Centrale Dienst ter Bestrijding van Corruptie (CDBC) – een corruptieonderzoek liep. Antwerpen had met JC Decaux vier lopende contracten rond het plaatsen van wachthuisjes aan de halteplaatsen van tram en bus, stadsplanborden en infozuilen. Het eerste contract, uit 1991, werd meteen door de provinciegouverneur geschorst. Het tweede, van 1992, zou 20 jaar lopen en was steen des aanstoots omdat dit contract – door het derven van reclameinkomsten – zeer nadelig was voor de stad. De stad stelde een advocaat aan om na te gaan wat het de stad kost om de contracten te verbreken. Brussel heeft in een gelijkaardig geval al 9 miljoen euro betaald.

Het onderzoek in Antwerpen was er één n.a.v. actieve en passieve corruptie: stadsambtenaren zouden zijn betrokken bij de totstandkoming van de lucratieve contracten voor JC Decaux. In het proces-Stuyck werd dit begin jaren '90 ook al beweerd : toenmalig topman Cauchie van JC Decaux gaf de omkoping van Antwerpse politici toe, maar stond voor dit misdrijf niet terecht en kon er dus niet voor vervolgd worden. Volgens Stuyck speelde hierbij stadssecretaris Fred Nolf een centrale rol.

JC Decaux avait déjà été mis en cause précédemment : dès l'automne 2002 le parquet d'Anvers avait ouvert une instruction à l'encontre de la section locale du CD&V concernant un éventuel financement illégal du parti. Les recettes de prétendus dîners de collecte de fonds auraient atterris dans la caisse du CD&V anversoïis ainsi qu'il est apparu quand, en août 2002, un ancien collaborateur administratif de JC Decaux est allé voir l'OCRC avec une histoire de fausses factures et d'hommes d'affaires qui avaient dîné avec des hommes politiques du CD&V anversoïis contre de fortes sommes d'argent.

L'ancien vice-premier ministre Guy Coëme fut condamné en 1996 dans l'affaire INUSOP pour faux en écriture, escroquerie et corruption passive. Fin 1998, il fut reconnu coupable de faux en écriture et de corruption passive au procès Agusta-Dassault. Dans l'affaire INUSOP, il était aussi question de faux en écriture et de corruption. L'INUSOP réalisait des sondages d'opinion sur toutes sortes de sujets. Le ministre Coëme commanda plusieurs sondages à l'INUSOP, que son ministère payait bien trop cher. L'INUSOP reversait une partie de cet argent ... au PS.

La corruption est contraire à l'intégrité de la personne corrompue. Dans bien des pays, les fonctionnaires prêtent un serment professionnel à cet effet. Le Code pénal belge (art. 246-253) qualifie la corruption publique, qu'elle soit active ou passive, d'acte contre l'ordre public.

N° 62 de MM. Frederic ERENS (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres nie, minimise, justifie ou approuve le génocide des chrétiens par les musulmans au Cameroun. ».

JUSTIFICATION

À Garoua, la ville la plus importante du nord du Cameroun, on trouve partout des prospectus qui appellent les musulmans à haïr les chrétiens. Des fanatiques islamiques encouragent les hommes musulmans à épouser des filles chrétiennes afin de les convertir ainsi à l'islam. Et même si elles ne se convertissent pas, leurs enfants seront naturellement élevés dans la religion musulmane. Yves Steven, évêque d'Aroua, une ville du nord, a aussi mis en garde contre ces « mariages de conversion » et contre la brutalité croissante des musulmans : « Plusieurs familles chrétiennes sont déjà venues se plaindre chez moi. Elles avaient été victimes de violences psychiques. Des chrétiens ont aussi été chassés de leurs domiciles sous la menace de gourdins et de couteaux. On ne leur a même pas donné l'occasion d'emporter leurs biens. ». Les villes camerounaises de Garoua et de Maroua se situent dans une bande de terre coincée entre le Nigeria et le Tchad musulman. Seulement 20 % de la population camerounaise est musulmane pour environ 40 % de chrétiens et 40 % d'animistes. Mais l'histoire compte de nombreux exemples de minorités arrogantes et brutales qui ont dominé des groupes de population bien plus nombreux qu'eux. Et, avec l'aide de leurs millions de frères musulmans du Nigeria, les musulmans du Cameroun peuvent sans aucun doute aussi imposer dans ce pays les bienfaits de l'islam à tous les « athées ».

JC Decaux kwam al eerder in opspraak : al in het najaar van 2002 startte het Antwerpse parket met een onderzoek naar mogelijke illegale partijfinanciering bij de lokale afdeling van de CD&V. Opbrengsten van zogenaamde fundraising diners zouden naar de partijkas van de Antwerpse CD&V zijn gevloeid, zo bleek toen in augustus 2002 een gewezen administratieve medewerkster van JC Decaux bij de CDBC langsging met een verhaal over valse facturen en zakenlui die tegen forse betaling hadden gedineerd met Antwerpse CD&V-politici.

De gewezen vice-premier Guy Coëme werd in 1996 in de Uniop-zaak veroordeeld voor valsheid in geschrifte, oplichting en passieve omkoping. Eind '98 werd hij in het Agusta-Dassault-proces schuldig bevonden aan valsheid in geschrifte en passieve corruptie. De zaak UNIOP ging eveneens over omkoping en schriftvervalsing. Het bedrijfje UNIOP ondervroeg de bevolking over allerlei onderwerpen. Minister Coëme bestelde meerdere keren een onderzoek bij UNIOP. Daarvoor betaalde zijn ministerie echter veel te veel geld. Een deel van het geld stortte UNIOP naar de ... PS.

Corruptie is in strijd met de integriteit van de corrupte persoon. In veel landen leggen ambtenaren hiervoor een ambtseed af. Het Belgische Strafwetboek (art. 246-253) noemt publieke omkoping, zowel actieve als passieve een daad tegen de openbare orde.

Nr. 62 van de heren Frederic ERENS (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden de genocide door moslims tegen christenen in Kameroen ontkent, minimaliseert, rechtvaardigt of goedkeurt. ».

VERANTWOORDING

In Garoua, de belangrijkste stad van Noord-Kameroen, vindt men overal folders die moslims oproepen tot haat tegen christenen. Islamitische fanatici moedigen mannelijke moslims aan te trouwen met christelijke meisjes, om hen zo tot de islam te bekeren. En zelfs als ze zich niet bekeren, dan moeten hun kinderen natuurlijk toch islamitisch opgevoed worden. Yves Steven, de bisschop van de noordelijke stad Maroua, waar schuwde ook voor die « bekeringshuwelijken » en voor de toenemende brutaliteit van de moslims : « Verschillende families hebben al bij mij geklaagd. Zij waren het slachtoffer van psychisch geweld. Ook zijn er christenen onder dreiging van knuppels en messen uit hun woningen verdreven. Zij kregen zelfs geen gelegenheid om hun eigendommen mee te nemen. ». De steden Garoua en Maroua liggen in een smal uitsteeksel van Kameroen, dat ingeklemd ligt tussen Nigeria en het islamitische Tsjaad. Slechts 20 % van de bevolking van Kameroen is islamitisch tegenover ongeveer 40 % christenen en 40 % animisten. Maar de geschiedenis kent vele voorbeelden van brutale, arrogante minderheden die de plak hebben zwaaien over bevolkingsgroepen die veel groter zijn dan zichzelf. En met hulp van hun miljoenen geloofsbroeders uit Nigeria kunnen de moslims in Kameroen ongetwijfeld de zegeningen van de islam ook daar aan alle « ongelovigen » opleggen.

N° 63 de MM. Frederic ERENS (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes nie, minimise, justifie ou approuve le génocide des chrétiens par les musulmans au Cameroun.* ».

JUSTIFICATION

À Garoua, la ville la plus importante du nord du Cameroun, on trouve partout des prospectus qui appellent les musulmans à haïr les chrétiens. Des fanatiques islamiques encouragent les hommes musulmans à épouser des filles chrétiennes afin de les convertir ainsi à l'islam. Et même si elles ne se convertissent pas, leurs enfants seront naturellement élevés dans la religion musulmane. Yves Steven, évêque d'Arroua, une ville du nord, a aussi mis en garde contre ces « mariages de conversion » et contre la brutalité croissante des musulmans : « Plusieurs familles chrétiennes sont déjà venues se plaindre chez moi. Elles avaient été victimes de violences psychiques. Des chrétiens ont aussi été chassés de leurs domiciles sous la menace de gourdins et de couteaux. On ne leur a même pas donné l'occasion d'emporter leurs biens. ». Les villes camerounaises de Garoua et de Maroua se situent dans une bande de terre coincée entre le Nigeria et le Tchad musulman. Seulement 20 % de la population camerounaise est musulmane pour environ 40 % de chrétiens et 40 % d'animistes. Mais l'histoire compte de nombreux exemples de minorités arrogantes et brutales qui ont dominé des groupes de population bien plus nombreux qu'eux. Et, avec l'aide de leurs millions de frères musulmans du Nigeria, les musulmans du Cameroun peuvent sans aucun doute aussi imposer dans ce pays les bienfaits de l'islam à tous les « athées ».

N° 64 de MM. Frederic ERENS (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres nie, minimise, justifie ou approuve le génocide des chrétiens par les musulmans au Nigeria.* ».

JUSTIFICATION

De nombreuses personnes ne connaissent le Nigeria qu'au travers de courriels dans lesquels des ministres, des directeurs de banques et d'authentiques princesses de cet État pétrolier africain proposent des transactions susceptibles de rapporter de plantureux bénéfices. Ils envoient même sur demande des contrats et des actions aux filigranes merveilleusement authentiques, des en-têtes de ministères et des signatures impressionnantes de personnages importants. Si vous souhaitez perdre rapidement

Nr. 63 van de heren Frederic ERENS (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan de genocide door moslims tegen christenen in Kameroen ontkent, minimaliseert, rechtvaardigt of goedkeurt.* ».

VERANTWOORDING

In Garoua, de belangrijkste stad van Noord-Kameroen, vindt men overal folders die moslims oproepen tot haat tegen christenen. Islamitische fanatici moedigen mannelijke moslims aan te trouwen met christelijke meisjes, om hen zo tot de islam te bekeren. En zelfs als ze zich niet bekeren, dan moeten hun kinderen natuurlijk toch islamitisch opgevoed worden. Yves Steven, de bisschop van de noordelijke stad Maroua, waarschuwt ook voor die « bekeringshuwelijken » en voor de toenemende brutaliteit van de moslims : « Verschillende families hebben al bij mij geklaagd. Zij waren het slachtoffer van psychisch geweld. Ook zijn er christenen onder dreiging van knuppels en messen uit hun woningen verdreven. Zij kregen zelfs geen gelegenheid om hun eigendommen mee te nemen. ». De steden Garoua en Maroua liggen in een smal uitsteeksel van Kameroen, dat ingeklemd ligt tussen Nigeria en het islamitische Tsjaad. Slechts 20 % van de bevolking van Kameroen is islamitisch tegenover ongeveer 40 % christenen en 40 % animisten. Maar de geschiedenis kent vele voorbeelden van brutale, arrogante minderheden die de plak hebben zwaaien over bevolkingsgroepen die veel groter zijn dan zijzelf. En met hulp van hun miljoenen geloofsbroeders uit Nigeria kunnen de moslims in Kameroen ongetwijfeld de zegeningen van de islam ook daar aan alle « ongelovigen » opleggen.

Nr. 64 van de heren Frederic ERENS (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden de genocide door moslims tegen christenen in Nigeria ontkent, minimaliseert, rechtvaardigt of goedkeurt.* ».

VERANTWOORDING

Vele mensen kennen Nigeria alleen uit e-mails waarin ministers, bankdirecteurs en heuse prinsessen uit dat Afrikaanse olieland ongelooflijk winstgevende transacties voorstellen. Op verzoek sturen ze zelfs contracten en aandelen met wonderbaarlijk echte watermerken, briefhoofdningen van ministeries en indrukwekkende handtekeningen van prominenten. Als U snel een fortuin wil kwijtraken, dan is Nigeria *the place to be*. Oudere mensen herinneren zich van Nigeria misschien nog de verschrikkelijke

une fortune, le Nigeria est fait pour vous. Les plus anciens se souviennent peut-être encore du Nigeria pour les scènes horribles de la guerre du Biafra, lorsque les Ibos avaient tenté d'établir un État indépendant. La faim et les bombardements les avaient mis à genoux et, à l'époque, les images d'enfants du Biafra décharnés, le ventre gonflé par la verminose, étaient quasi quotidiennes dans les journaux télévisés. Par après, le Nigeria a pratiquement disparu de l'actualité. Injustement, car le pays est enlisé dans une guerre civile sanglante qui risque de dégénérer comme ce fut le cas au Soudan. Si ce conflit finit par exploser, les conséquences seront bien plus terribles qu'elles ne le furent au Biafra. Car aussi cruel que fut ce conflit, il n'en demeura pas moins limité à une toute petite portion du territoire nigerian.

En dépit du désintérêt général, certains signes annonciateurs d'une guerre civile au Nigeria sont toutefois parvenus aux médias occidentaux, certains tragi-comiques, d'autres carrément tragiques. Le cas tragi-comique concerne bien entendu les émeutes liées à l'élection de Miss Monde en 2002. Le cas tragique est celui d'Amina Lawal qui illustre parfaitement bien le sort de bien des femmes dans les États musulmans du Nigeria. Nous y reviendrons plus tard ...

Une élection de miss...seuls les féministes et les musulmans se font du souci à ce sujet. Oui, il se forme parfois d'étranges alliances. Pour les musulmans, cette stupide élection de miss était particulièrement grave au propre comme au figuré. Lors de manifestations particulièrement violentes, on a utilisé des slogans tels « Miss Monde c'est un péché » et « *Down with Beauty* », littéralement « À bas la beauté ». Il résume involontairement un des points figurant au programme de l'islam militant : se débarrasser de la beauté des femmes, des statues de Bouddha en Afghanistan, du sphinx et des pyramides d'Égypte, de la musique polyphonique, des peintures et des sculptures. Se débarrasser de la beauté des livres païens ainsi que des cathédrales, des fresques et des objets d'art de l'époque préislamique. « *Down with Beauty !* » aurait pu être un cri de guerre des talibans.

Dans un billet paru dans un journal nigerian, un journaliste islamique, au sens de l'humour sain mais hélas atypique, tenta de relativiser quelque peu l'indignation causée par l'élection des miss. Il avançait l'hypothèse que le prophète Mahommed lui-même ne s'en serait probablement pas offusqué et qu'il aurait peut-être même demandé en mariage l'une des participantes. Connaissant son appétit pour la beauté des femmes, l'hypothèse n'était pas si sottise. Mais les musulmans nigerians ne l'ont bien sûr pas entendu de cette oreille. L'infortuné journaliste fut menacé de mort. On a émis une fatwa à son encontre, il a dû se cacher de la foule des musulmans en colère, un bureau local de son journal a été incendié bien que sa rédaction ait pris expressément ses distances par rapport à ce billet et ait présenté ses excuses à plusieurs reprises. Plaisanter dans un pays musulman est effectivement une activité dangereuse. Profitez encore des bonnes blagues tant que vous le pouvez car vers 2050 ou 2060 ce sera terminé. Si vous ne me croyez pas, lisez les écrits de Bernard Lewis ou de Fritz Bolkestein à ce sujet.

Au Nigeria, cette élection de miss a mis les musulmans dans une fureur telle, qu'ils sont descendus dans les rues de plusieurs villes pour tuer, piller et incendier; 175 personnes y ont laissé la vie, pour la plupart des chrétiens qui n'avaient aucun lien avec toute cette agitation autour de l'élection de Miss Monde et qui la trouvaient peut-être aussi déplacée et ridicule. Dans la ville de Kaduna, au nord-ouest de Lagos, des églises ont été réduites en cendres et des chrétiens ont été poignardés, frappés à mort ou brûlés vifs en rue. Des magasins ont été pillés et des voitures incendiées. Ça et là des barricades ont été dressées. Un collaborateur nigerian de l'organisation de défense des droits de l'homme *Civil Right Congress* a vu une foule en colère poignarder un jeune homme. Ensuite, ils ont aspergé d'essence des chiffons dans un pneu placé autour de son cou et l'ont brûlé vif, dans le bon vieux style cher à l'ANC. Il a fallu des centaines d'hommes de l'armée fédérale ont été nécessaires pour rétablir l'ordre.

Depuis 1999, la charia a été introduite dans environ la moitié des 36 États, avec pour conséquence l'interdiction de bâtir des églises, d'or-

taferelen uit de Biafraanse oorlog, toen de Ibo's probeerden een onafhankelijke staat op te richten. Zij werden toen door uithongering en bombardementen op de knieën gedwongen, en op de tv-schermen waren toen bijna dagelijks beelden te zien van uitgemergelde Biafraanse kinderen, met een uitpuilende buik van de worminfecties. Maar verder is Nigeria grotendeels uit de actualiteit verdwenen. Ten onrechte, want het land is verwickeld in een bloedige burgeroorlog die waarschijnlijk even erg zal worden als die in Soedan. Als die heksenketel ooit echt tot explosie komt, dan zullen de gevolgen veel en veel erger zijn dan destijds in Biafra. Want hoe wreed dat conflict ook was, het bleef geografisch beperkt tot een heel klein stukje van het Nigeriaanse grondgebied.

Ondanks de algemene desinteresse zijn enkele voortekenen die de Nigeriaanse burgeroorlog aankondigen, toch tot de westerse media doorgedrongen, het ene tragikomisch, het andere ronduit tragisch. Het tragikomische geval betreft natuurlijk de rellen naar aanleiding van de verkiezingen voor Miss-World in 2002. Het tragische geval is de zaak-Amina Lawal, die als pars pro toto geldt voor het lot van vele vrouwen in de islamitische deelstaten van Nigeria. Maar daarover later...

Missverkiezingen ... alleen feministen en moslims maken zich daar echt druk over. Tja, soms ontstaan er heel merkwaardige allianties. Voor de moslims waren die onnozele missverkiezingen letterlijk en figuurlijk bloedige ernst. In bijzonder gewelddadige manifestaties werden slogans gebruikt als « Miss World is zonde » en « *Down with Beauty* ». Letterlijk vertaald : « Weg met Schoonheid ». Het vatte onbedoeld één van de programapunten van de militante islam samen : weg met de schoonheid van vrouwen, van boeddhabeelden in Afghanistan, van de sfinx en de piramiden in Egypte, van de polyfone muziek, van schilderingen en beeldhouwwerken. Weg met de schoonheid van heidense boeken en kathedralen en fresco's en kunstvoorwerpen uit het pre-islamitische tijd. « *Down with Beauty !* » Het had een strijdkreet kunnen zijn van de Taliban.

Een islamitische journalist, met een gezond maar helaas atypisch gevoel voor humor, schreef een column in een Nigeriaanse krant, waarin hij probeerde die opgeklapte verontwaardiging over de Missverkiezing een beetje te relativiseren. Hij opperde de veronderstelling dat de profeet Mohammed zelf daar waarschijnlijk geen aanstoot aan zou hebben genomen, en dat hij misschien één van de deelnemers ten huwelijk zou hebben gevraagd. Mohammeds appetijt voor vrouwelijk schoon kennende, was dat niet eens zo'n dwaze hypothese. Maar zo begrepen de Nigeriaanse moslims het natuurlijk niet. Die onfortuinlijke columnist werd met de dood bedreigd. Hij kreeg een fatwa over zich heen, hij moest onderduiken voor de islamitische volkswoede en een plaatselijk kantoor van zijn krant werd platgebrand, hoewel de redactie uitdrukkelijk afstand had genomen van die column, en zich herhaaldelijk had verontschuldigd. Tja, lachen in een islamitische land is een gevaarlijke bezigheid. Geniet nog maar een tijdje van goeie grappen, want zo rond 2050 of 2060 zal het ermee gedaan zijn. Als U mij niet gelooft, lees dan maar eens wat Bernard Lewis of Frits Bolkestein daarover hebben geschreven.

De Nigeriaanse moslims werden zelfs zo woest van die missverkiezingen dat ze moordend, plunderend en brandstichtend door de straten van verschillende steden trokken. Daar bij werden 175 mensen vermoord. Meestal gewone christenen die met heel die show rond Miss World niets te maken hadden, en die het misschien ook allemaal ongepast en belachelijk vonden. In de stad Kaduna, ten noordwesten van Lagos, werden kerken platgebrand en christenen werden op straat neergestoken, doodgeslagen of levend verbrand. Er werden winkels geplunderd en auto's in brand gestoken. Hier en daar werden barricaden opgeworpen. Een Nigeriaanse medewerkster van de mensenrechtenorganisatie *Civil Rights Congress* zag hoe een jonge man door een woedende menigte met messen werd bewerkt. Daarna hingen ze een autoband rond zijn nek met in benzine gedrenkte lappen erin, en ze lieten hem levend verbranden, helemaal in de goeie ouwe ANC-stijl. Er waren honderden manschappen van het federale leger nodig om de orde te herstellen.

Sinds 1999 werd reeds in zowat de helft van de zesendertig deelstaten de sjaria ingevoerd. Als gevolg daarvan werd het in die deelstaten ver-

ganiser des représentations musicales ou de consommer de l'alcool dans ces États. Les femmes ne peuvent plus porter de pantalons et hommes et femmes ne peuvent pas partager le même taxi. Dans les écoles qui dépendent de l'État de Kano, toutes les filles, y compris les chrétiennes, doivent porter le hijab. Presque toutes les écoles chrétiennes privées ont été fermées parce qu'elles refusaient d'engager des imams. Dans l'État voisin de Bauchi, douze infirmières chrétiennes ont été licenciées parce qu'elles refusaient de porter des habits islamiques au lieu de l'habituel uniforme hygiénique du personnel soignant.

Le respect de la charia sera imposé par des lapidations, des flagellations et des amputations de mains. Les fondamentalistes nigériens sont soutenus et encouragés par leurs coreligionnaires à l'étranger. Le Nigeria a déjà reçu la visite de délégations de fondamentalistes soudanais, pakistanais, saoudiens, palestiniens et syriens, qui ont tous promis de soutenir l'islamisation par tous les moyens disponibles. Entre-temps, la résistance des chrétiens et des animistes, qui représentent la moitié de la population au Nigeria, se fait encore plus vive. Oui, le pays est peut-être plus proche d'un « scénario à la soudanaise » que beaucoup ne le pense.

L'élection de Miss Monde était-elle vraiment la cause de ces émeutes, comme l'ont écrit les journaux ? Bien sûr que non. Le Nigeria est en proie à la violence islamique depuis de nombreuses années, bien avant qu'il ne fut question de l'élection de Miss Monde. Cette élection fut tout au plus le détonateur. La vraie cause est bien plus profonde : les musulmans veulent faire du Nigeria un État islamique. Ils saisissent n'importe quel prétexte pour massacrer et terroriser les chrétiens. Le 11 septembre en fut un, l'élection de Miss Monde en fut un autre. Et naturellement, sur une chaîne néerlandaise, on a fait venir un « spécialiste » noir qui a prétendu que le conflit n'avait rien avoir avec la religion et sûrement pas avec l'islam. Selon lui, il s'agissait de simples dissensions entre tribus. C'est ainsi qu'on tente de passer sous silence la menace islamique. De telles déclarations sont un non sens pur et simple. Si, dans de nombreux États nigériens, la législation repose intégralement sur la charia, c'est sans doute aussi la conséquence de conflits tribaux ?

Les attentats perpétrés par Al Qaïda le 11 septembre 2001 n'avaient absolument aucun lien avec le Nigeria et sûrement pas avec d'éventuels conflits entre tribus locales, mais ils ont immédiatement entraîné de nouveaux massacres dans la ville de Jos. Les musulmans du coin étaient fous d'allégresse après les actes perpétrés par Al Qaïda. Le même jour, un attentat à la bombe était encore commis contre une église dans un faubourg. Au moins 500 personnes ont péri dans des attaques de militants musulmans contre des chrétiens. Dans l'État voisin de Kano, des centaines de chrétiens ont encore été tués. Des maisons, des églises, des entreprises et des magasins ont été détruits et réduits en cendres et 1.600 personnes, presque toutes chrétiennes, se sont retrouvées sans abri.

Dans la ville de Yelwa, en février 2004, une cinquantaine de chrétiens ont été assassinés par des bandes de musulmans armés de fusils, d'arcs et de flèches. La plupart des victimes sont mortes dans une église où elles s'étaient réfugiées. Ce massacre fut la énième escalade dans un conflit régional qui fait rage depuis 2001. À l'époque, à Jos, plus de mille personnes avaient péri en une semaine. Depuis 1999, au moins dix mille personnes sont mortes au cours d'attaques perpétrées par des musulmans contre des chrétiens et lors de représailles organisées par les milices chrétiennes. Dix mille personnes, cela correspond en moyenne à quelque six victimes par jour. Mais bien évidemment les médias évitent soigneusement d'en parler. En avril de l'année dernière, la Croix rouge nigérienne a confirmé qu'en une semaine, les combats entre chrétiens et musulmans avaient fait plus de cent morts à la frontière entre les États de Plateau et de Taraba. Selon le porte-parole de la Croix rouge, le nombre final de morts pouvait encore être plus élevé car les lignes téléphoniques ne fonctionnaient plus dans l'État de Taraba et les nouvelles arrivaient au compte-gouttes. Six villages ont été touchés par les combats et près de six mille personnes ont fui.

En mai 2004, un nouveau pas a été franchi dans l'escalade vers une guerre civile entre chrétiens et musulmans. Le gouverneur islamique de l'État de Zamfara a alors lancé la deuxième phase de son projet charia, qui devait mener à l'islamisation complète de l'État. La première phase

boden kerken te bouwen, muzikale optredens te organiseren of alcohol te drinken. Vrouwen mogen geen broeken meer dragen en mannen en vrouwen mogen niet samen in een taxi zitten. In de scholen die afhangen van de deelstaat Kano moeten alle schoolmeisjes, ook de christelijke, de hidjaab dragen. Bijna alle christelijke privé-scholen werden gesloten omdat zij weigerden imams in dienst te nemen. In de naburige deelstaat Bauchi werden twaalf christelijke verpleegsters ontslagen omdat zij weigerden islamitische gewaden te dragen in plaats van de gebruikelijke hygiënische uniformen voor verplegend personeel.

De naleving van de sjaria zal afgedwongen worden met stenigingen, geselingen en het amputeren van handen. De Nigeriaanse fundamentalisten worden gesteund en aangemoedigd door hun geestesgenoten in het buitenland. Nigeria kreeg reeds delegaties op bezoek van Soedanese, Pakistaanse Saoudische, Palestijnse en Syrische fundamentalisten, die allemaal beloofden de islamisering met alle beschikbare middelen te steunen. Intussen groeit het verzet van de christenen en de animisten in Nigeria, die samen de helft van de bevolking uitmaken. Ja, het land staat misschien dichterbij een « Soedanees scenario » dan men meest denkt.

Waren de Miss-Worldverkiezingen echt de oorzaak van die rellen, zoals de kranten schreven ? Natuurlijk niet. Nigeria wordt al vele jaren gesteerd door islamitisch geweld, al lang voor er zelfs maar sprake was van Missverkiezingen. Die waren hoogstens de aanleiding. De echte oorzaak zit veel dieper: de moslims willen van Nigeria een islamitische staat maken. Zij grijpen ieder voorwendsel aan om christenen af te slachten en te terroriseren. 11 september was zo'n voorwendsel, de Missverkiezingen waren ook zo'n voorwendsel. En natuurlijk liet men op een Nederlandse zender een zwarte « specialist » opdraven die beweerde dat het conflict niets te maken had met godsdienst en zeker niet met de islam. Volgens hem ging het alleen om tegenstellingen tussen stammen. Zo probeert men het islamitische gevaar buiten beeld te houden. Zulke verklaringen zijn baarlijke nonsens. Als de wetgeving in vele Nigeriaanse deelstaten volledig op de sjaria gebaseerd wordt, is dat dan misschien ook het gevolg van stammenconflicten ?

De aanslagen van Al Qaeda op 11 september 2001 hadden in de verste verte niets te maken met Nigeria, en zeker niet met eventuele conflicten tussen plaatselijke stammen, maar toch leidden zij onmiddellijk tot nieuwe moordpartijen in de stad Jos. De plaatselijke moslims waren wild van enthousiasme over de geslaagde actie van Al Qaeda. Dezelfde dag nog werd een bomaanslag gepleegd tegen een kerk in een buitenwijk. Minstens vijfhonderd mensen werden gedood bij aanvallen van militante moslim op christenen. In het naburige Kano werden nog eens honderden christenen afgemaakt. Huizen, kerken, bedrijfjes en winkels werden vernield en platgebrand. Zestienduizend mensen, bijna allemaal christenen, werden dakloos.

In de stad Yelwa werden in februari 2004 een vijftigtal christenen vermoord door benden moslims die gewapend waren met geweren en met pijl en boog. De meeste slachtoffers vielen in een kerk waar zij hun toevlucht hadden gezocht. Deze massamoord was de zoveelste escalatie in een conflict dat in die streek al sinds 2001 woedde. Toen werden in het plaatsje Jos in één week tijd meer dan duizend mensen gedood. Sinds 1999 zijn bij aanvallen van moslims op christenen, en bij represailles van christelijke militieën, minstens tienduizend doden gevallen. Tienduizend ! Dat is een gemiddelde van ongeveer zes slachtoffers per dag. Maar in de media werd dat natuurlijk deskundig doodgezwegen. In april van vorig jaar bevestigde het Nigeriaanse Rode Kruis dat in één week tijd meer dan honderd mensen waren gedood bij gevechten tussen moslims en christenen in het grensgebied tussen de staten Plateau en Taraba. Het echte dodental kon nog oplopen, meldde de woordvoerder van het Rode Kruis, want de telefoonlijnen in Taraba werkten niet meer en berichten sijpelden slechts met mondjesmaat door. Zes dorpen werden door de gevechten geteisterd. Bijna zesduizend mensen waren op de vlucht geslagen.

In mei 2004 werd weer een nieuwe stap gezet in de escalatie naar een burgeroorlog tussen moslims en christenen. De islamitische gouverneur van de deelstaat Zamfara lanceerde toen de tweede fase van zijn « Sjaria project ». Dat moest leiden tot de volledige islamisering van de deelstaat.

avait été l'introduction de la charia dans le droit en 2000. Pour la deuxième phase, le gouverneur a ordonné la destruction de toutes les églises chrétiennes de Zamfara. Ce qui est en opposition flagrante avec la constitution nigériane, qui garantit la liberté de culte. C'était également contraire à la volonté des plus hautes instances, qui voyaient le spectre d'une guerre de religions se profiler à l'horizon. Mais l'introduction de la charia à Zamfara et dans d'autres États était aussi contraire à la volonté des autorités fédérales. Et c'était quand même arrivé ...

L'introduction de lois reposant sur la charia a conduit à diverses condamnations à mort, où des filles et des femmes ont été condamnées à être lapidées parce qu'elles étaient tombées enceintes à la suite d'un viol. Les violeurs étaient systématiquement relaxés. Il ne s'agit pas d'un raisonnement tortueux typiquement nigérian et encore moins de l'expression de la primitivité africaine. C'est une conséquence de l'application du droit islamique. Ces règles injustes et barbares sont d'application partout où la charia est en vigueur. Si une fille est enceinte sans être mariée, cela prouve qu'elle a eu des relations sexuelles hors mariage. N'est-ce pas ? Elle est donc coupable de débauche et doit donc être lapidée. La logique islamique est irréfutable. Essayez seulement de trouver une faille dans ce raisonnement. Le parlement iranien a même eu l'extrême gentillesse d'enrichir ce droit d'une disposition concernant le calibre des pierres à utiliser dans de telles circonstances. Elles doivent être plus grosses que des oeufs sans quoi on ne parviendrait peut-être pas à tuer ces femmes méprisables. Mais elles doivent aussi être plus petites que des poings serrés, sous peine de tuer trop rapidement la femme et de priver les lapidateurs de leur plaisir. Ces femmes maudites doivent avoir tout le temps de prendre conscience pendant leur lapidation de leur dépravation et de la supériorité du droit islamique.

Parfois, y compris au Nigeria, ce droit islamique est d'une clémence surprenante. Par exemple, la lapidation d'Amina Lawal a été suspendue pour qu'elle puisse donner le sein à son enfant. L'affaire d'Amina Lawal a aussi retenu l'attention des médias occidentaux. Ce qui a probablement contribué à l'annulation en février 2004 par la cour d'appel islamique de sa condamnation à mort. La cour, dans son infinie sagesse, a estimé qu'Amina Lawal ne devait pas être lapidée car, dans son État, ... la charia n'avait été introduite qu'après qu'elle est tombée enceinte et même les juges de la charia ont estimé qu'il ne pouvait pas y avoir rétroactivité dans l'application des lois. Sur ce point du moins, il se sont montrés un peu plus justes que certains juges répressifs belges. Mais le jugement ne s'est bien sûr pas prononcé sur le fond. La condamnation d'Amina Lawal n'a été invalidée que sur la base d'une erreur de procédure. La prochaine mère célibataire sera bel et bien lapidée. Même si elle s'est retrouvée enceinte à la suite d'un viol. C'est là l'univers psychopathe et cauchemardesque de la charia : les violeurs sont libres parce que le témoignage d'une femme ne fait pas le poids face à celui d'un homme et les victimes sont lapidées pour débauche. Tant qu'aucun homme n'est témoin des faits, les femmes peuvent être violées en toute impunité. Ce n'est pas ma conclusion. C'est aussi la conclusion d'Amnesty International et du groupe africain de défense des droits de l'homme « *Baobab for Women's human rights* » au sujet de la réalité juridique dans les États islamiques du Nord du Nigeria.

N° 65 de MM. Frederic ERENS (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti poli-*

De eerste fase was de invoering van de sjaria in de rechtspraak in het jaar 2000. Voor de tweede fase gaf de gouverneur bevel alle christelijke kerken in Zamfara te verwoesten. Dat was flagrant in strijd met de Nigériaanse grondwet, die de godsdienstvrijheid garandeert. Het was ook tegen de zin van de hogere autoriteiten, die het spookbeeld van een godsdienstoorlog aan de horizon zagen opdoemen. Maar de invoering van de sjaria in Zamfara en andere deelstaten was óók tegen de zin van de federale regering. En het was toch gebeurd ...

De invoering van wetten op basis van de sjaria leidde tot verschillende doodvonnissen waarbij meisjes en vrouwen tot stening werden veroordeeld omdat zij na een verkrachting zwanger waren geworden. De mannelijke daders gingen telkens vrijuit. Dat is geen typisch Nigeriaanse hersenkronkel en al evenmin een uiting van Afrikaanse primitiviteit. Het is een consequente toepassing van de islamitische rechtspraak. Die onrechtvaardige en barbaarse rechtsregels worden overal toegepast waar de sjaria van kracht is. Als een meisje zwanger is zonder dat ze getrouwd is, dan bewijst dat dat zij seksuele betrekkingen heeft gehad buiten het huwelijk. Ja toch ? Dus is ze schuldig aan ontucht, dus moet zij gestenigd worden. Kijk, dat is nu de onwrikbare islamitische logica. Probeer maar eens een fout in die redenering te vinden. Het Iraanse parlement is zo vriendelijk geweest de rechtspraak te verrijken met een bepaling over de grootte van de stenen die daarbij gebruikt moeten worden. Die moeten groter zijn dan eieren, anders gaan die ellendige vrouwen misschien helemaal niet dood. Maar ze moeten ook kleiner zijn dan gebalde vuisten, anders gaan ze te vlug dood en dan is de lol er voor de stenensmijters ook af. Die vermaledijde vrouwen moeten rustig de tijd krijgen om zich tijdens hun stening bewust te worden van hun verdorvenheid en van de superioriteit van het islamitisch recht.

Soms is dat islamitisch recht zelfs in Nigeria verrassend mild. De stening van Amina Lawal werd bijvoorbeeld opgeschort zodat zij haar baby de borst kon geven. De zaak-Amina Lawal kreeg ook in de westerse media enige aandacht. Dat heeft waarschijnlijk bijgedragen tot de nietigverklaring van haar doodvonnis door het Sjaria Hof van Beroep in februari 2004. Dat oordeelde in zijn oneindige wijsheid dat Amina Lawal niet gestenigd moest worden omdat ... de sjaria in haar deelstaat pas was ingevoerd nadat zij zwanger was geworden, en zelfs sjariarechters vonden dat wetten nu eenmaal niet met terugwerkende kracht toegepast konden worden. Tenminste in dat opzicht waren ze toch een tikje eerlijker dan vele Belgische repressierechters. Maar dat vonnis heeft natuurlijk de grond van de zaak niet geraakt. Amina Lawals veroordeling is alleen ongeldig verklaard op grond van een procedurefout. De volgende ongehuwde moeder zal wél gestenigd worden. Zelfs als zij ook zwanger is geworden door een verkrachting. Dat is de psychopatische, nachtmerrie-achtige wereld van de sjaria: verkrachters gaan vrijuit omdat het getuigenis van een vrouw niet opweegt tegen dat van een man. En de slachtoffers worden gestenigd omdat zij ontucht hebben gepleegd. Zolang je maar zorgt dat er geen mannelijke getuigen zijn, kun je ongestraft vrouwen verkrachten. Dat is niet mijn samenvatting van de situatie. Dat is ook de samenvatting die Amnesty International en de Afrikaanse mensenrechtengroep « *Baobab for Women's human rights* » geven van de juridische werkelijkheid in de islamitische deelstaten van Noord-Nigeria.

Nr. 65 van de heren Frederic ERENS (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij*

tique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes nie, minimise, justifie ou approuve le génocide des chrétiens par les musulmans au Nigéria. ».

JUSTIFICATION

De nombreuses personnes ne connaissent le Nigeria qu'au travers de courriels dans lesquels des ministres, des directeurs de banques et d'authentiques princesses de cet État pétrolier africain proposent des transactions susceptibles de rapporter de plantureux bénéfices. Ils envoient même sur demande des contrats et des actions aux filigranes merveilleusement authentiques, des en-têtes de ministères et des signatures impressionnantes de personnages importants. Si vous souhaitez perdre rapidement une fortune, le Nigeria est fait pour vous. Les plus anciens se souviennent peut-être encore du Nigeria pour les scènes horribles de la guerre du Biafra, lorsque les Ibos avaient tenté d'établir un État indépendant. La faim et les bombardements les avaient mis à genoux et, à l'époque, les images d'enfants du Biafra décharnés, le ventre gonflé par la vermine, étaient quasi quotidiennes dans les journaux télévisés. Par après, le Nigeria a pratiquement disparu de l'actualité. Injustement, car le pays est enlisé dans une guerre civile sanglante qui risque de dégénérer comme ce fut le cas au Soudan. Si ce conflit finit par exploser, les conséquences seront bien plus terribles qu'elles ne le furent au Biafra. Car aussi cruel que fut ce conflit, il n'en demeura pas moins limité à une toute petite portion du territoire nigérian.

En dépit du désintéret général, certains signes annonciateurs d'une guerre civile au Nigeria sont toutefois parvenus aux médias occidentaux, certains tragi-comiques, d'autres carrément tragiques. Le cas tragi-comique concerne bien entendu les émeutes liées à l'élection de Miss Monde en 2002. Le cas tragique est celui d'Amina Lawal qui illustre parfaitement bien le sort de bien des femmes dans les États musulmans du Nigeria. Nous y reviendrons plus tard ...

Une élection de miss ... seuls les féministes et les musulmans se font du souci à ce sujet. Oui, il se forme parfois d'étranges alliances. Pour les musulmans, cette stupide élection de miss était particulièrement grave au propre comme au figuré. Lors de manifestations particulièrement violentes, on a utilisé des slogans tels « Miss Monde c'est un péché » et « *Down with Beauty* », littéralement « À bas la beauté ». Il résume involontairement un des points figurant au programme de l'islam militant : se débarrasser de la beauté des femmes, des statues de Bouddha en Afghanistan, du sphinx et des pyramides d'Égypte, de la musique polyphonique, des peintures et des sculptures. Se débarrasser de la beauté des livres païens ainsi que des cathédrales, des fresques et des objets d'art de l'époque préislamique. « *Down with Beauty !* » aurait pu être un cri de guerre des talibans.

Dans un billet paru dans un journal nigérian, un journaliste islamique, au sens de l'humour sain mais hélas atypique, tenta de relativiser quelque peu l'indignation causée par l'élection des miss. Il avançait l'hypothèse que le prophète Mahommed lui-même ne s'en serait probablement pas offusqué et qu'il aurait peut-être même demandé en mariage l'une des participantes. Connaissant son appétit pour la beauté des femmes, l'hypothèse n'était pas si sottise. Mais les musulmans nigériens ne l'ont bien sûr pas entendu de cette oreille. L'infortuné journaliste fut menacé de mort. On a émis une fatwa à son encontre, il a dû se cacher de la foule des musulmans en colère, un bureau local de son journal a été incendié bien que sa rédaction ait pris expressément ses distances par rapport à ce billet et ait présenté ses excuses à plusieurs reprises. Plaisanter dans un pays musulman est effectivement une activité dangereuse. Profitez encore des bonnes blagues tant que vous le pouvez car vers 2050 ou 2060 ce sera terminé. Si vous ne me croyez pas, lisez les écrits de Bernard Lewis ou de Fritz Bolkestein à ce sujet.

Au Nigeria, cette élection de miss a mis les musulmans dans une fureur telle, qu'ils sont descendus dans les rues de plusieurs villes pour tuer, piller

die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan de genocide door moslims tegen christenen in Nigeria ontkent, minimaliseert, rechtvaardigt of goedkeurt. ».

VERANTWOORDING

Vele mensen kennen Nigeria alleen uit e-mails waarin ministers, bankdirecteurs en heuse prinsessen uit dat Afrikaanse olieland ongelooflijk winstgevendende transacties voorstellen. Op verzoek sturen ze zelfs contracten en aandelen met wonderbaarlijk echte watermerken, briefhoofdingen van ministeries en indrukwekkende handtekeningen van prominenten. Als U snel een fortuin wil kwijtraken, dan is Nigeria *the place to be*. Oudere mensen herinneren zich van Nigeria misschien nog de verschrikkelijke tafereelen uit de Biafraanse oorlog, toen de Ibo's probeerden een onafhankelijke staat op te richten. Zij werden toen door uithongering en bombardementen op de knieën gedwongen, en op de tv-schermen waren toen bijna dagelijks beelden te zien van uitgemergelde Biafraanse kinderen, met een uitpuilende buik van de worminfecties. Maar verder is Nigeria grotendeels uit de actualiteit verdwenen. Ten onrechte, want het land is verwickeld in een bloedige burgeroorlog die waarschijnlijk even erg zal worden als die in Soedan. Als die heksenketel ooit echt tot explosie komt, dan zullen de gevolgen veel en veel erger zijn dan destijds in Biafra. Want hoe wreed dat conflict ook was, het bleef geografisch beperkt tot een heel klein stukje van het Nigeriaanse grondgebied.

Ondanks de algemene desinteresse zijn enkele voortekenen die de Nigeriaanse burgeroorlog aankondigen, toch tot de westerse media doorgedrongen, het ene tragikomisch, het andere ronduit tragisch. Het tragi-komische geval betreft natuurlijk de rellen naar aanleiding van de verkiezingen voor Miss-World in 2002. Het tragische geval is de zaak-Amina Lawal, die als *pars pro toto* geldt voor het lot van vele vrouwen in de islamitische deelstaten van Nigeria. Maar daarover later...

Missverkiezingen... alleen feministen en moslims maken zich daar echt druk over. Tja, soms ontstaan er heel merkwaardige allianties. Voor de moslims waren die onnozele missverkiezingen letterlijk en figuurlijk bloedige ernst. In bijzonder gewelddadige manifestaties werden slogans gebruikt als « Miss World is zonde » en « *Down with Beauty* ». Letterlijk vertaald : « Weg met Schoonheid ». Het vatte onbedoeld één van de programmapunten van de militante islam samen : weg met de schoonheid van vrouwen, van boeddhabeelden in Afghanistan, van de sfinx en de piramiden in Egypte, van de polyfone muziek, van schilderijen en beeldhouwwerken. Weg met de schoonheid van heidense boeken en kathedralen en fresco's en kunstvoorwerpen uit het pre-islamitische tijd. « *Down with Beauty !* » Het had een strijdkreet kunnen zijn van de Taliban.

Een islamitische journalist, met een gezond maar helaas atypisch gevoel voor humor, schreef een column in een Nigeriaanse krant, waarin hij probeerde die opgeklopte verontwaardiging over de Missverkiezing een beetje te relativiseren. Hij offerde de veronderstelling dat de profeet Mohammed zelf daar waarschijnlijk geen aanstoot aan zou hebben genomen, en dat hij misschien één van de deelnemers ten huwelijk zou hebben gevraagd. Mohammeds appetijt voor vrouwelijk schoon kennende, was dat niet eens zo'n dwaze hypothese. Maar zo begrepen de Nigeriaanse moslims het natuurlijk niet. Die onfortuinlijke columnist werd met de dood bedreigd. Hij kreeg een fatwa over zich heen, hij moest onderduiken voor de islamitische volkswaede en een plaatselijk kantoor van zijn krant werd platgebrand, hoewel de redactie uitdrukkelijk afstand had genomen van die column, en zich herhaaldelijk had verontschuldigd. Tja, lachen in een islamitische land is een gevaarlijke bezigheid. Geniet nog maar een tijdje van goeie grappen, want zo rond 2050 of 2060 zal het ermee gedaan zijn. Als U mij niet gelooft, lees dan maar eens wat Bernard Lewis of Frits Bolkestein daarover hebben geschreven.

De Nigeriaanse moslims werden zelfs zo woest van die missverkiezingen dat ze moordend, plunderend en brandstichtend door de straten van

et incendier; 175 personnes y ont laissé la vie, pour la plupart des chrétiens qui n'avaient aucun lien avec toute cette agitation autour de l'élection de Miss Monde et qui la trouvaient peut-être aussi déplacée et ridicule. Dans la ville de Kaduna, au nord-ouest de Lagos, des églises ont été réduites en cendres et des chrétiens ont été poignardés, frappés à mort ou brûlés vifs en rue. Des magasins ont été pillés et des voitures incendiées. Ça et là des barricades ont été dressées. Un collaborateur nigérian de l'organisation de défense des droits de l'homme *Civil Right Congress* a vu une foule en colère poignarder un jeune homme. Ensuite, ils ont aspergé d'essence des chiffons dans un pneu placé autour de son cou et l'ont brûlé vif, dans le bon vieux style cher à l'ANC. Il a fallu des centaines d'hommes de l'armée fédérale ont été nécessaires pour rétablir l'ordre.

Depuis 1999, la charia a été introduite dans environ la moitié des 36 États, avec pour conséquence l'interdiction de bâtir des églises, d'organiser des représentations musicales ou de consommer de l'alcool dans ces États. Les femmes ne peuvent plus porter de pantalons et hommes et femmes ne peuvent pas partager le même taxi. Dans les écoles qui dépendent de l'État de Kano, toutes les filles, y compris les chrétiennes, doivent porter le hijab. Presque toutes les écoles chrétiennes privées ont été fermées parce qu'elles refusaient d'engager des imams. Dans l'État voisin de Bauchi, douze infirmières chrétiennes ont été licenciées parce qu'elles refusaient de porter des habits islamiques au lieu de l'habituel uniforme hygiénique du personnel soignant.

Le respect de la charia sera imposé par des lapidations, des flagellations et des amputations de mains. Les fondamentalistes nigériens sont soutenus et encouragés par leurs coreligionnaires à l'étranger. Le Nigeria a déjà reçu la visite de délégations de fondamentalistes soudanais, pakistanais, saoudiens, palestiniens et syriens, qui ont tous promis de soutenir l'islamisation par tous les moyens disponibles. Entre-temps, la résistance des chrétiens et des animistes, qui représentent la moitié de la population au Nigeria, se fait encore plus vive. Oui, le pays est peut-être plus proche d'un « scénario à la soudanaise » que beaucoup ne le pense.

L'élection de Miss Monde était-elle vraiment la cause de ces émeutes, comme l'ont écrit les journaux ? Bien sûr que non. Le Nigeria est en proie à la violence islamique depuis de nombreuses années, bien avant qu'il ne fut question de l'élection de Miss Monde. Cette élection fut tout au plus le détonateur. La vraie cause est bien plus profonde : les musulmans veulent faire du Nigeria un État islamique. Ils saisissent n'importe quel prétexte pour massacrer et terroriser les chrétiens. Le 11 septembre en fut un, l'élection de Miss Monde en fut un autre. Et naturellement, sur une chaîne néerlandaise, on a fait venir un « spécialiste » noir qui a prétendu que le conflit n'avait rien avoir avec la religion et sûrement pas avec l'islam. Selon lui, il s'agissait de simples dissensions entre tribus. C'est ainsi qu'on tente de passer sous silence la menace islamique. De telles déclarations sont un non sens pur et simple. Si, dans de nombreux États nigériens, la législation repose intégralement sur la charia, c'est sans doute aussi la conséquence de conflits tribaux ?

Les attentats perpétrés par Al Qaïda le 11 septembre 2001 n'avaient absolument aucun lien avec le Nigeria et sûrement pas avec d'éventuels conflits entre tribus locales, mais ils ont immédiatement entraîné de nouveaux massacres dans la ville de Jos. Les musulmans du coin étaient fous d'allégresse après les actes perpétrés par Al Qaïda. Le même jour, un attentat à la bombe était encore commis contre une église dans un faubourg. Au moins 500 personnes ont péri dans des attaques de militants musulmans contre des chrétiens. Dans l'État voisin de Kano, des centaines de chrétiens ont encore été tués. Des maisons, des églises, des entreprises et des magasins ont été détruits et réduits en cendres et 1600 personnes, presque toutes chrétiennes, se sont retrouvées sans abri.

Dans la ville de Yelwa, en février 2004, une cinquantaine de chrétiens ont été assassinés par des bandes de musulmans armés de fusils, d'arcs et de flèches. La plupart des victimes sont mortes dans une église où elles s'étaient réfugiées. Ce massacre fut la énième escalade dans un conflit régional qui fait rage depuis 2001. À l'époque, à Jos, plus de mille personnes avaient péri en une semaine. Depuis 1999, au moins dix mille per-

verschillende steden trokken. Daar bij werden 175 mensen vermoord. Meestal gewone christenen die met heel die show rond Miss World niets te maken hadden, en die het misschien ook allemaal ongepast en belachelijk vonden. In de stad Kaduna, ten noordwesten van Lagos, werden kerken platgebrand en christenen werden op straat neergestoken, doodgeslagen of levend verbrand. Er werden winkels geplunderd en auto's in brand gestoken. Hier en daar werden barricaden opgeworpen. Een Nigeriaanse medewerkster van de mensenrechtenorganisatie *Civil Rights Congress* zag hoe een jonge man door een woedende menigte met messen werd bewerkt. Daarna hingen ze een autoband rond zijn nek met in benzine gedrenkte lappen erin, en ze lieten hem levend verbranden, helemaal in de goeie ouwe ANC-stijl. Er waren honderden manschappen van het federale leger nodig om de orde te herstellen.

Sinds 1999 werd reeds in zowat de helft van de zesendertig deelstaten de sjaria ingevoerd. Als gevolg daarvan werd het in die deelstaten verboden kerken te bouwen, muzikale optredens te organiseren of alcohol te drinken. Vrouwen mogen geen broeken meer dragen en mannen en vrouwen mogen niet samen in een taxi zitten. In de scholen die afhangen van de deelstaat Kano moeten alle schoolmeisjes, ook de christelijke, de hidjaab dragen. Bijna alle christelijke privéscholen werden gesloten omdat zij weigerden imams in dienst te nemen. In de naburige deelstaat Bauchi werden twaalf christelijke verpleegsters ontslagen omdat zij weigerden islamitische gewaden te dragen in plaats van de gebruikelijke hygiënische uniformen voor verplegend personeel.

De naleving van de sjaria zal afgedwongen worden met stenigingen, geselingen en het amputeren van handen. De Nigeriaanse fundamentalisten worden gesteund en aangemoedigd door hun geestesgenoten in het buitenland. Nigeria kreeg reeds delegaties op bezoek van Soedanese, Pakistaanse Saoudische, Palestijnse en Syrische fundamentalisten, die allemaal beloofden de islamisering met alle beschikbare middelen te steunen. Intussen groeit het verzet van de christenen en de animisten in Nigeria, die samen de helft van de bevolking uitmaken. Ja, het land staat misschien dichter bij een « Soedanees scenario » dan men meest denkt.

Waren de Miss-Worldverkiezingen echt de oorzaak van die rellen, zoals de kranten schreven ? Natuurlijk niet. Nigeria wordt al vele jaren geteisterd door islamitisch geweld, al lang voor er zelfs maar sprake was van Missverkiezingen. Die waren hoogstens de aanleiding. De echte oorzaak zit veel dieper : de moslims willen van Nigeria een islamitische staat maken. Zij grijpen ieder voorwendsel aan om christenen af te slachten en te terroriseren. 11 september was zo'n voorwendsel, de Missverkiezingen waren ook zo'n voorwendsel. En natuurlijk liet men op een Nederlandse zender een zwarte « specialist » opdraven die beweerde dat het conflict niets te maken had met godsdienst en zeker niet met de islam. Volgens hem ging het alleen om tegenstellingen tussen stammen. Zo probeert men het islamitische gevaar buiten beeld te houden. Zulke verklaringen zijn baarljke nonsens. Als de wetgeving in vele Nigeriaanse deelstaten volledig op de sjaria gebaseerd wordt, is dat dan misschien ook het gevolg van stammenconflicten ?

De aanslagen van Al Qaëda op 11 september 2001 hadden in de verste verte niets te maken met Nigeria, en zeker niet met eventuele conflicten tussen plaatselijke stammen, maar toch leidden zij onmiddellijk tot nieuwe moordpartijen in de stad Jos. De plaatselijke moslims waren wild van enthousiasme over de geslaagde actie van Al Qaëda. Dezelfde dag nog werd een bomaanslag gepleegd tegen een kerk in een buitenwijk. Minstens vijfhonderd mensen werden gedood bij aanvallen van militante moslim op christenen. In het naburige Kano werden nog eens honderden christenen afgemaakt. Huizen, kerken, bedrijfjes en winkels werden vernield en platgebrand. Zestienduizend mensen, bijna allemaal christenen, werden dakloos.

In de stad Yelwa werden in februari 2004 een vijftigtal christenen vermoord door benden moslims die gewapend waren met geweren en met pijl en boog. De meeste slachtoffers vielen in een kerk waar zij hun toevlucht hadden gezocht. Deze massamoord was de zoveelste escalatie in een conflict dat in die streek al sinds 2001 woedde. Toen werden in het plaatsje Jos in één week tijd meer dan duizend mensen gedood. Sinds

sonnes sont mortes au cours d'attaques perpétrées par des musulmans contre des chrétiens et lors de représailles organisées par les milices chrétiennes. Dix mille personnes, cela correspond en moyenne à quelque six victimes par jour. Mais bien évidemment les médias évitent soigneusement d'en parler. En avril de l'année dernière, la Croix rouge nigériane a confirmé qu'en une semaine, les combats entre chrétiens et musulmans avaient fait plus de cent morts à la frontière entre les États de Plateau et de Taraba. Selon le porte-parole de la Croix rouge, le nombre final de morts pouvait encore être plus élevé car les lignes téléphoniques ne fonctionnaient plus dans l'État de Taraba et les nouvelles arrivaient au compte-gouttes. Six villages ont été touchés par les combats et près de six mille personnes ont fui.

En mai 2004, un nouveau pas a été franchi dans l'escalade vers une guerre civile entre chrétiens et musulmans. Le gouverneur islamique de l'État de Zamfara a alors lancé la deuxième phase de son projet charia, qui devait mener à l'islamisation complète de l'État. La première phase avait été l'introduction de la charia dans le droit en 2000. Pour la deuxième phase, le gouverneur a ordonné la destruction de toutes les églises chrétiennes de Zamfara. Ce qui est en opposition flagrante avec la constitution nigériane, qui garantit la liberté de culte. C'était également contraire à la volonté des plus hautes instances, qui voyaient le spectre d'une guerre de religions se profiler à l'horizon. Mais l'introduction de la charia à Zamfara et dans d'autres États était aussi contraire à la volonté des autorités fédérales. Et c'était quand même arrivé ...

L'introduction de lois reposant sur la charia a conduit à diverses condamnations à mort, où des filles et des femmes ont été condamnées à être lapidées parce qu'elles étaient tombées enceintes à la suite d'un viol. Les violeurs étaient systématiquement relaxés. Il ne s'agit pas d'un raisonnement tortueux typiquement nigérian et encore moins de l'expression de la primitivité africaine. C'est une conséquence de l'application du droit islamique. Ces règles injustes et barbares sont d'application partout où la charia est en vigueur. Si une fille est enceinte sans être mariée, cela prouve qu'elle a eu des relations sexuelles hors mariage. N'est-ce pas ? Elle est donc coupable de débauche et doit donc être lapidée. La logique islamique est irréfutable. Essayez seulement de trouver une faille dans ce raisonnement. Le parlement iranien a même eu l'extrême gentillesse d'enrichir ce droit d'une disposition concernant le calibre des pierres à utiliser dans de telles circonstances. Elles doivent être plus grosses que des oeufs sans quoi on ne parviendrait peut-être pas à tuer ces femmes méprisables. Mais elles doivent aussi être plus petites que des poings serrés, sous peine de tuer trop rapidement la femme et de priver les lapidateurs de leur plaisir. Ces femmes maudites doivent avoir tout le temps de prendre conscience pendant leur lapidation de leur dépravation et de la supériorité du droit islamique.

Parfois, y compris au Nigeria, ce droit islamique est d'une clémence surprenante. Par exemple, la lapidation d'Amina Lawal a été suspendue pour qu'elle puisse donner le sein à son enfant. L'affaire d'Amina Lawal a aussi retenu l'attention des médias occidentaux. Ce qui a probablement contribué à l'annulation en février 2004 par la cour d'appel islamique de sa condamnation à mort. La cour, dans son infinie sagesse, a estimé qu'Amina Lawal ne devait pas être lapidée car, dans son État, ... la charia n'avait été introduite qu'après qu'elle est tombée enceinte et même les juges de la charia ont estimé qu'il ne pouvait pas y avoir rétroactivité dans l'application des lois. Sur ce point du moins, il se sont montrés un peu plus justes que certains juges répressifs belges. Mais le jugement ne s'est bien sûr pas prononcé sur le fond. La condamnation d'Amina Lawal n'a été invalidée que sur la base d'une erreur de procédure. La prochaine mère célibataire sera bel et bien lapidée. Même si elle s'est retrouvée enceinte à la suite d'un viol. C'est là l'univers psychopathe et cauchemardesque de la charia : les violeurs sont libres parce que le témoignage d'une femme ne fait pas le poids face à celui d'un homme et les victimes sont lapidées pour débauche. Tant qu'aucun homme n'est témoin des faits, les femmes peuvent être violées en toute impunité. Ce n'est pas ma conclusion. C'est aussi la conclusion d'Amnesty International et du groupe africain de défense des droits de l'homme « *Baabab for Women's human rights* » au sujet de la réalité juridique dans les États islamiques du Nord du Nigeria.

1999 zijn bij aanvallen van moslims op christenen, en bij represailles van christelijke milities, minstens tienduizend doden gevallen. Tienduizend ! Dat is een gemiddelde van ongeveer zes slachtoffers per dag. Maar in de media werd dat natuurlijk deskundig doodgezwegen. In april van vorig jaar bevestigde het Nigeriaanse Rode Kruis dat in één week tijd meer dan honderd mensen waren gedood bij gevechten tussen moslims en christenen in het grensgebied tussen de staten Plateau en Taraba. Het echte dodental kon nog oplopen, meldde de woordvoerder van het Rode Kruis, want de telefoonlijnen in Taraba werkten niet meer en berichten sijnelden slechts met mondjesmaat door. Zes dorpen werden door de gevechten geteisterd. Bijna zesduizend mensen waren op de vlucht geslagen.

In mei 2004 werd weer een nieuwe stap gezet in de escalatie naar een burgeroorlog tussen moslims en christenen. De islamitische gouverneur van de deelstaat Zamfara lanceerde toen de tweede fase van zijn « Sjaria project ». Dat moest leiden tot de volledige islamisering van de deelstaat. De eerste fase was de invoering van de sjaria in de rechtspraak in het jaar 2000. Voor de tweede fase gaf de gouverneur bevel alle christelijke kerken in Zamfara te verwoesten. Dat was flagrant in strijd met de Nigeriaanse grondwet, die de godsdienstvrijheid garandeert. Het was ook tegen de zin van de hogere autoriteiten, die het spookbeeld van een godsdienstoorlog aan de horizon zagen opdoemen. Maar de invoering van de sjaria in Zamfara en andere deelstaten was óók tegen de zin van de federale regering. En het was toch gebeurd ...

De invoering van wetten op basis van de sjaria leidde tot verschillende doodvonnissen waarbij meisjes en vrouwen tot stening werden veroordeeld omdat zij na een verkrachting zwanger waren geworden. De mannelijke daders gingen telkens vrijuit. Dat is geen typisch Nigeriaanse herenkwinkel en al evenmin een uiting van Afrikaanse primitiviteit. Het is een consequente toepassing van de islamitische rechtspraak. Die onrechtvaardige en barbaarse rechtsregels worden overal toegepast waar de sjaria van kracht is. Als een meisje zwanger is zonder dat ze getrouwd is, dan bewijst dat dat zij seksuele betrekkingen heeft gehad buiten het huwelijk. Ja toch ? Dus is ze schuldig aan ontucht, dus moet zij gestenigd worden. Kijk, dat is nu de onwrikbare islamitische logica. Probeer maar eens een fout in die redenering te vinden. Het Iraanse parlement is zo vriendelijk geweest de rechtspraak te verrijken met een bepaling over de grootte van de stenen die daarbij gebruikt moeten worden. Die moeten groter zijn dan eieren, anders gaan die ellendige vrouwen misschien helemaal niet dood. Maar ze moeten ook kleiner zijn dan gebalde vuisten, anders gaan ze te vlug dood en dan is de lol er voor de stenenslijters ook af. Die vermaledijde vrouwen moeten rustig de tijd krijgen om zich tijdens hun stening bewust te worden van hun verdorvenheid en van de superioriteit van het islamitisch recht.

Soms is dat islamitisch recht zelfs in Nigeria verrassend mild. De stening van Amina Lawal werd bijvoorbeeld opgeschort zodat zij haar baby de borst kon geven. t. De zaak-Amina Lawal kreeg ook in de westerse media enige aandacht. Dat heeft waarschijnlijk bijgedragen tot de nietigverklaring van haar doodvonnis door het Sjaria Hof van Beroep in februari 2004. Dat oordeelde in zijn oneindige wijsheid dat Amina Lawal niet gestenigd moest worden omdat ... de sjaria in haar deelstaat pas was ingevoerd nadat zij zwanger was geworden, en zelfs sjaria-rechters vonden dat wetten nu eenmaal niet met terugwerkende kracht toegepast konden worden. Tenminste in dat opzicht waren ze toch een tikje eerlijker dan vele Belgische repressierechters. Maar dat vonnis heeft natuurlijk de grond van de zaak niet geraakt. Amina Lawals veroordeling is alleen ongeldig verklaard op grond van een procedurefout. De volgende ongehuwde moeder zal wél gestenigd worden. Zelfs als zij ook zwanger is geworden door een verkrachting. Dat is de psychopatische, nachtmerrie-achtige wereld van de sjaria: verkrachters gaan vrijuit omdat het getuigenis van een vrouw niet opweegt tegen dat van een man. En de slachtoffers worden gestenigd omdat zij ontucht hebben gepleegd. Zolang je maar zorgt dat er geen mannelijke getuigen zijn, kun je ongestraft vrouwen verkrachten. Dat is niet mijn samenvatting van de situatie. Dat is ook de samenvatting die Amnesty International en de Afrikaanse mensenrechtengroep « *Baabab for Women's human rights* » geven van de juridische werkelijkheid in de islamitische deelstaten van Noord-Nigeria.

N° 66 de MM. Frederic ERENS (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres nie, minimise, justifie ou approuve le génocide des chrétiens par les musulmans en Indonésie. ».

JUSTIFICATION

Il y a quelques années, à la veille de Noël, des bombes à fragmentation de confection professionnelle ont explosé entre 20h30 et 21h00 à proximité de onze églises de plusieurs villes indonésiennes. De nombreux chrétiens furent blessés ou tués, notamment à Sumatra. Trois musulmans furent tués et deux autres blessés lorsqu'une de leurs bombes explosa prématurément. Deux agents de police indonésiens perdirent également la vie en tentant de désamorcer une bombe placée à proximité d'une église. Le jour même de Noël, de nombreux chrétiens n'osèrent pas se rendre à la messe. Depuis des siècles, dans les pays musulmans, semer la terreur et le désordre lors de fêtes chrétiennes ou « païennes » – perturber un cortège funèbre, disperser une procession ou lancer des pierres sur quelques chrétiens voulant se rendre à la messe – est considéré comme une bonne blague. Lorsque l'Inde était encore sous domination musulmane, attaquer les mariages hindous, enlever la mariée et la violer à plusieurs reprises était un sport national. Pour échapper à cette pratique horrible, les hindous ont célébré, pendant des siècles, leurs mariages de nuit.

Les bombes placées à proximité des églises indonésiennes ont été actionnées par des détonateurs numériques. Leurs charges n'étaient pas composées d'explosifs artisanaux mais bien de TNT. Au total, ces attentats de Noël ont fait 16 morts et 118 blessés.

En Indonésie, l'église catholique a réagi à ces attentats avec une prudence teintée de peur. Le cardinal de Djakarta a appelé les croyants à l'indulgence : « Même si nous savons qui se trouve derrière ces attentats, j'appelle encore tous les chrétiens à pardonner. ». La peur est visiblement déjà bien ancrée ... Je ne m'attends pas à ce qu'un évêque catholique bénisse les armes des miliciens comme l'a fait l'archevêque cypriot Makarios dans les années 1960 pour les guérilleros grecs qui luttaient contre les turcs. Mais un peu moins de servilité et un peu plus de résistance aurait été opportune. Ce n'est plus de la piété. C'est ramper de peur. Un intellectuel catholique en vue est même allé plus loin. Il a demandé à tous les chrétiens de serrer les rangs avec les croyants des autres religions, « et en particulier avec les musulmans, qui ne sont pas tous coupables ». Non, c'est un fait. Bien sûr, tous les musulmans indonésiens n'ont pas participé à cette campagne d'attentats à la bombe. Mais il est quand même significatif que tous ces appels au pardon et à la coopération émanent de religieux et d'intellectuels chrétiens. Pas un seul musulman éminent n'a voulu ni osé condamner ouvertement ces attentats.

Les attentats à la bombe de Noël n'étaient que la partie visible du djihad qui fait actuellement rage en Indonésie. Dans les Moluques, une nou-

Nr. 66 van de heren Frederic ERENS (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan de genocide door moslims tegen christenen in Indonesië ontkent, minimaliseert, rechtvaardigt of goedkeurt. ».

VERANTWOORDING

Een paar jaar terug, op kerstavond, tussen halfnegen en negen uur 's avonds, ontploften in steden over heel Indonesië uiterst professioneel vervaardigde splinterbommen bij elf verschillende kerken. Onder andere op Sumatra werden daarbij vele christenen gedood of gewond. Drie moslims werden gedood en twee anderen gewond toen één van hun bommen te vroeg ontplofte. Ook twee Indonesische politiemannen kwamen om het leven toen zij probeerden een bom bij een kerk te ontmantelen. Op Kerstmis zelf durfden vele christenen niet naar de mis gaan. Het terroriseren en verstoren van christelijke of « heidense » feesten wordt in islamitische landen al eeuwenlang als een goede grap beschouwd: een begrafenistoet verstoren, een processie uiteenjagen of wat christenen stenigen die naar de mis willen gaan. Toen India nog door de moslims werd overheerst was het een nationale sport bruilofsfeesten van hindoes te overvallen, de bruid te ontvoeren en haar een aantal keren te verkrachten. Om aan die verschrikkelijke praktijk te ontsnappen vierden hindoes eeuwenlang hun bruiloften 's nachts.

De bommen bij de Indonesische kerken werden tot ontploffing gebracht met digitale ontstekers. Ze waren niet vervaardigd met zelfgemaakte explosieven, maar met TNT. In totaal vielen bij die « kerstaanslagen » 16 doden en 118 gewonden.

De katholieke kerk in Indonesië reageerde angstvallig voorzichtig op die aanslagen. De kardinaal van Djakarta riep de gelovigen op tot vergevingsgezindheid : « Zelfs als we weten wie er achter deze bomaanslagen steekt, dan nog roep ik alle christenen op hen te vergeven. ». De angst zit er klaarblijkelijk al heel diep in ... Ik verwacht niet dat een katholieke bisschop de wapens van militiestrijders gaat zegenen, zoals de Cypriotische aartsbisschop Makarios in de jaren '60 deed voor de Griekse guerrillastrijders die tegen de Turken vochten. Maar een beetje minder kruiperigheid en een beetje meer weerbaarheid zouden toch wel gepast zijn. Dit is geen vroomheid meer. Dit is kruipen van angst. Een vooraanstaand katholiek intellectueel ging zelfs nog verder. Hij vroeg alle christenen de rangen te sluiten met gelovigen van andere religies, « en in het bijzonder met de moslims, die er niet allemaal bij betrokken zijn. ». Nee, dat zal wel kloppen. Natuurlijk zijn niet alle Indonesische moslims betrokken bij die bommencampagne. Maar het toch ook veelbetekenend dat al die oproepen tot verzoening en samenwerking uitgingen van christelijke geestelijken en intellectuelen. Niet één vooraanstaande moslim wilde of durfde die aanslagen openlijk veroordelen.

De bomaanslagen met Kerstmis waren slechts de zichtbare kant van de djihad die momenteel Indonesië verscheurt. Op de Molukken barstte

velle vague de violence s'est déchaînée contre les chrétiens. Cette nouvelle campagne de terreur est si cruelle et si barbare qu'elle ne peut être passée sous silence.

La plupart des habitants du village situé sur l'île de Kesui dans l'archipel des Moluques étaient catholiques. Ils avaient longtemps vécu en paix avec leurs voisins musulmans, mais il y a quelque temps, leur village fut rattrapé par le destin. L'histoire de Thomas et de sa petite fille de six ans Emiliana est symbolique des calamités qui se sont abattues sur Kesui à l'arrivée d'un groupe de musulmans en provenance de deux îles voisines. Ils étaient vêtus de blanc et armés de sabres. Ils ont exigé que les catholiques se convertissent à l'islam sans quoi leur village serait attaqué et réduit en cendres. Les hommes en blancs appartenaient au Laskar Jihad, une association de musulmans militants et pieux qui s'occupent officiellement d'aide humanitaire mais qui dans la pratique sont des terroristes impitoyables et cruels. Tout comme des dizaines d'autres catholiques, Thomas pensa qu'il n'avait pas le choix et que la conversion à l'islam était un moindre mal. Mais le pire était encore à venir. Début décembre quelques femmes musulmanes vinrent au village et obligèrent Emiliana à subir une excision. La fillette fut mutilée sexuellement avec un couteau rouillé et émoussé. Son père, Thomas dut lui aussi subir une circoncision. Le couteau était tellement émoussé que l'ablation du prépuce se transforma en un long calvaire atroce. Pour couronner le tout, la blessure s'infecta et commença à suppurer. Quelques semaines plus tard, Thomas et quelques dizaines d'autres catholiques se réfugièrent sur l'île voisine d'Ambon. Des 69 réfugiés, 63 avaient subi une excision ou une circoncision forcée. Et, d'un certain point de vue, ils étaient plutôt chanceux. Lors de pogroms organisés par les musulmans contre les hindous en Inde, au Pakistan et au Bangladesh, les incroyants ne subissent pas de circoncision : les musulmans leur coupent simplement le pénis. L'excision des femmes et des filles n'est pas non plus habituelle. Ce rituel initiatique est généralement remplacé par un ou plusieurs viols et éventuellement un mariage forcé avec un musulman pieux. Et il ne s'agit pas ici d'un cas isolé.

Tommy Rusin a témoigné d'une attaque d'un autre village par des musulmans sur l'île de Kesui. « Ils demandaient que nous nous convertissions à l'islam. Si nous ne le faisons pas, les hommes de Laskar Jihad viendraient et nous serions tués. » Un villageois, un enseignant du nom de David Balubum a refusé de renier sa foi. Les musulmans lui ont coupé la tête et l'ont portée en triomphe à travers le village à titre d'avertissement pour les chrétiens. Deux autres villageois chrétiens furent également décapités et leurs têtes furent exposées sur une table à proximité de la mosquée du village. Avant et pendant la guerre d'indépendance d'Israël, c'était aussi un divertissement populaire musulman apprécié. Il existe des photos très romantiques de villageois arabes qui posent fièrement en 1948 autour de la tête coupée d'un juif, brandie joliment comme un trophée au milieu de la composition. Ce genre de photos du bon vieux temps a le même effet sentimental sur de nombreux musulmans qu'une vieille photo de classe ou de vacances avec un amour de jeunesse sur nous. Oui, il fut un temps ... À l'époque, ils pouvaient encore en toute impunité lapider, décapiter ou castrer des juifs ou couper les seins de leurs femmes sans courir le risque d'être abattus par les troupes d'occupation israéliennes.

Les catholiques de Kesui n'avaient hélas ni milices ni groupes d'auto-défense, comme c'était le cas à l'époque pour les juifs de Palestine. Ils ne pouvaient pas rendre les coups, ... ils ne pouvaient pas se défendre, ils ne pouvaient pas chasser leurs bourreaux les armes à la main. Ils n'avaient d'autre choix que de se soumettre. Les têtes coupées étaient un argument puissant. Sur ordre des musulmans, ils subissaient le bain purificateur rituel et ils nouaient autour de leur tête des linges blancs avec des textes arabes qu'ils ne savaient pas lire. Mais ici encore, la soumission symbolique ne suffisait pas. Les femmes devaient également être excisées et les hommes circoncis, aussi bien les enfants de deux ans que les vieillards et les invalides trop faibles pour quitter leur lit. Cette fois, les musulmans utilisèrent des lames Gillette. Une femme a vu avec horreur que la lame Gillette qui allait la mutiler était encore couverte du sang séché des victimes précédentes. Elle ne pouvait qu'espérer qu'elle n'était pas contaminée, ni par le sida ni par l'hépatite.

een nieuwe golf van terreur tegen de christenen los. Deze nieuwe terreur-campagne is zo wreed en barbaars dat er niet over gezwegen mag worden.

De meeste inwoners van het dorp op het eilandje Kesui in de Molukken waren katholiek. Zij hadden heel lang in vrede naast hun moslimburen geleefd, maar enige tijd geleden werd hun dorpje door het noodlot achterhaald. Het verhaal van Thomas en zijn zesjarige dochtertje Emiliana is symbolisch voor de verschrikkingen die over Kesui neerdaalden toen daar een groep moslims van twee naburige eilanden aankwam. Zij waren in het wit gekleed en gewapend met zwaarden. Zij eisten dat de katholieken zich tot de islam zouden bekeren. Anders zouden hun dorpen aangevallen en platgebrand worden. De mannen in het wit behoorden tot de Laskar Jihad, een vereniging van militante en vrome moslims, die zich officieel bezighouden met humanitaire hulpverlening, maar die in werkelijkheid meedogenloze en wrede terroristen zijn. Samen met tientallen andere katholieken dacht Thomas dat hij geen keuze had, en dat de bekering tot de islam het minste van beide kwaden was. Maar het ergste moest nog komen. Begin december kwamen enkele moslimvrouwen naar het dorp, en zij dwongen Emiliana een besnijdenis te ondergaan. Het kind werd seksueel verminkt met een roestig, bot scheermes. Ook haar vader Thomas moest een besnijdenis ondergaan. Het mes was zo bot dat het wegsnijden van de voorhuid tot een langdurige en wrede marteling ont-aardde. Tot overmaat van ramp raakte wonden geïnfecteerd en begon ze te etteren. Enige weken later vluchtte Thomas met enige tientallen andere katholieken naar het naburige eiland Ambon. Van de 69 vluchtelingen hadden er 63 een gedwongen besnijdenis ondergaan. En in zekere zin hadden zij nog geluk. Bij pogroms van moslims tegen hindoes in Indië, Pakistan en Bangladesh worden de ongelovigen niet eens besneden: de moslims hakken hun gewoon hun penis af. Het besnijden van vrouwen en meisjes is daar ook niet gebruikelijk. Dat wordt als inwijdingsritueel meestal vervangen door één of meerdere verkrachtingen, en eventueel een gedwongen huwelijk met een vrome moslim. En het gaat hier echt niet om een geïsoleerd geval.

Tommy Rusin getuigde over een aanval van moslims op een ander dorp op het eiland Kesui. « Zij vroegen dat we ons tot de islam zouden bekeren. Als we dat niet deden, zou de Laskar Jihad komen, en we zouden gedood worden. » Eén dorpeling, een leraar die David Balubum heette, weigerde zijn geloof af te zweren. De moslims hakten zijn hoofd af en droegen het in triomf doorheen het dorp als een waarschuwing aan de christenen. Twee andere christelijke dorpelingen werden eveneens onthoofd, en hun hoofden werden tentoongesteld op een tafel bij de dorpsmoskee. Ook voor en tijdens de Israëlische onafhankelijkheidsoorlog was dat een geliefd islamitisch volksvermaak. Er bestaan heel romantische foto's van Arabische dorpelingen die in 1948 trots poseren rond het afgehakte hoofd van een jood dat mooi in het midden van de compositie als trofee omhooggehouden wordt. Vele moslims worden van dat soort foto's uit de goede oude tijd even sentimenteel als wij van een oude klasfoto of een vakantiefilmpje met een verloren jeugdliefde. Ja, dat waren nog dagen ... Toen konden ze nog ongestraft joden stenigen, onthoofden, castreren of hun vrouwen de borsten afsnijden zonder dat ze het risico liepen doodgeheten te worden door Israëlische bezettingstroepen.

De katholieken op Kesui hadden helaas geen milities en geen zelfverdedigingsgroepen, zoals de joden destijds in Palestina. Zij konden niet terugvechten, zij konden zich niet verdedigen, zij konden hun beulen niet met de wapens in de hand uit het land verjagen. Ze moesten zich onderwerpen. De afgehakte hoofden waren een krachtig argument. Op bevel van de moslims ondergingen zij het rituele zuiverende bad en zij bonden witte linten rond hun hoofd met daarop Arabische teksten die zij niet konden lezen. Maar ook hier was die symbolische onderwerping was niet voldoende. Ook zij moesten zich laten besnijden, zowel de mannen als de vrouwen, zowel tweejarige kinderen als bejaarden en invaliden die te zwak waren om uit hun bed te komen. Dit keer gebruikten de moslims Gillette-scheermesjes. Eén vrouwelijk slachtoffer zag met afgrijzen hoe het Gillette-mesje waarmee zij besneden werd nog vol zat met het opgedroogde bloed van de vorige slachtoffers. Zij kan alleen maar hopen dat ze niet besmet is met aids of hepatitis.

N° 67 de MM. Frederic ERENS (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes nie, minimise, justifie ou approuve le génocide des chrétiens par les musulmans en Indonésie.* ».

JUSTIFICATION

Il y a quelques années, à la veille de Noël, des bombes à fragmentation de confection professionnelle ont explosé entre 20h30 et 21h00 à proximité de onze églises de plusieurs villes indonésiennes. De nombreux chrétiens furent blessés ou tués, notamment à Sumatra. Trois musulmans furent tués et deux autres blessés lorsqu'une de leurs bombes explosa prématurément. Deux agents de police indonésiens perdirent également la vie en tentant de désamorcer une bombe placée à proximité d'une église. Le jour même de Noël, de nombreux chrétiens n'osèrent pas se rendre à la messe. Depuis des siècles, dans les pays musulmans, semer la terreur et le désordre lors de fêtes chrétiennes ou « païennes » – perturber un cortège funèbre, disperser une procession ou lancer des pierres sur quelques chrétiens voulant se rendre à la messe – est considéré comme une bonne blague. Lorsque l'Inde était encore sous domination musulmane, attaquer les mariages hindous, enlever la mariée et la violer à plusieurs reprises était un sport national. Pour échapper à cette pratique horrible, les hindous ont célébré, pendant des siècles, leurs mariages de nuit.

Les bombes placées à proximité des églises indonésiennes ont été actionnées par des détonateurs numériques. Leurs charges n'étaient pas composées d'explosifs artisanaux mais bien de TNT. Au total, ces attentats de Noël ont fait 16 morts et 118 blessés.

En Indonésie, l'église catholique a réagi à ces attentats avec une prudence teintée de peur. Le cardinal de Djakarta a appelé les croyants à l'indulgence : « Même si nous savons qui se trouve derrière ces attentats, j'appelle encore tous les chrétiens à pardonner. ». La peur est visiblement déjà bien ancrée ... Je ne m'attends pas à ce qu'un évêque catholique bénisse les armes des miliciens comme l'a fait l'archevêque cypriot Makarios dans les années 1960 pour les guérilleros grecs qui luttaient contre les turcs. Mais un peu moins de servilité et un peu plus de résistance aurait été opportune. Ce n'est plus de la piété. C'est ramper de peur. Un intellectuel catholique en vue est même allé plus loin. Il a demandé à tous les chrétiens de serrer les rangs avec les croyants des autres religions, « et en particulier avec les musulmans, qui ne sont pas tous coupables ». Non, c'est un fait. Bien sûr, tous les musulmans indonésiens n'ont pas participé à cette campagne d'attentats à la bombe. Mais il est quand même significatif que tous ces appels au pardon et à la coopération émanent de religieux et d'intellectuels chrétiens. Pas un seul musulman éminent n'a voulu ni osé condamner ouvertement ces attentats.

Les attentats à la bombe de Noël n'étaient que la partie visible du djihad qui fait actuellement rage en Indonésie. Dans les Moluques, une nouvelle vague de violence s'est déchaînée contre les chrétiens. Cette nouvelle campagne de terreur est si cruelle et si barbare qu'elle ne peut être passée sous silence.

Nr. 67 van de heren Frederic ERENS (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan de genocide door moslims tegen christenen in Indonesië ontkent, minimaliseert, rechtvaardigt of goedkeurt.* ».

VERANTWOORDING

Een paar jaar terug, op kerstavond, tussen halfnegen en negen uur 's avonds, ontploften in steden over heel Indonesië uiterst professioneel vervaardigde splinterbommen bij elf verschillende kerken. Onder andere op Sumatra werden daarbij vele christenen gedood of gewond. Drie moslims werden gedood en twee anderen gewond toen één van hun bommen te vroeg ontplofte. Ook twee Indonesische politiemannen kwamen om het leven toen zij probeerden een bom bij een kerk te ontmantelen. Op Kerstmis zelf durfden vele christenen niet naar de mis gaan. Het terroriseren en verstoren van christelijke of « heidense » feesten wordt in islamitische landen al eeuwenlang als een goede grap beschouwd: een begrafenisstoet verstoren, een processie uiteenjagen of wat christenen stenigen die naar de mis willen gaan. Toen India nog door de moslims werd overheerst was het een nationale sport bruilofsfeesten van hindoes te overvallen, de bruid te ontvoeren en haar een aantal keren te verkrachten. Om aan die verschrikkelijke praktijk te ontsnappen vierden hindoes eeuwenlang hun bruiloften 's nachts.

De bommen bij de Indonesische kerken werden tot ontploffing gebracht met digitale ontstekers. Ze waren niet vervaardigd met zelfgemaakte explosieven, maar met TNT. In totaal vielen bij die « kerstaanslagen » 16 doden en 118 gewonden.

De katholieke kerk in Indonesië reageerde angstvallig voorzichtig op die aanslagen. De kardinaal van Djakarta riep de gelovigen op tot vergevingsgezindheid : « Zelfs als we weten wie er achter deze bomaanslagen steekt, dan nog roep ik alle christenen op hen te vergeven. ». De angst zit er klaarblijkelijk al heel diep in ... Ik verwacht niet dat een katholieke bisschop de wapens van militiestrijders gaat zegenen, zoals de Cypriotische aartsbisschop Makarios in de jaren '60 deed voor de Griekse guerrillastrijders die tegen de Turken vochten. Maar een beetje minder kruiperigheid en een beetje meer weerbaarheid zouden toch wel gepast zijn. Dit is geen vroomheid meer. Dit is kruipen van angst. Een vooraanstaand katholiek intellectueel ging zelfs nog verder. Hij vroeg alle christenen de rangen te sluiten met gelovigen van andere religies, « en in het bijzonder met de moslims, die er niet allemaal bij betrokken zijn ». Nee, dat zal wel kloppen. Natuurlijk zijn niet alle Indonesische moslims betrokken bij die bommencampagne. Maar het toch ook veelbetekenend dat al die oproepen tot verzoening en samenwerking uitgingen van christelijke geestelijken en intellectuelen. Niet één vooraanstaande moslim wilde of durfde die aanslagen openlijk veroordelen.

De bomaanslagen met Kerstmis waren slechts de zichtbare kant van de djihad die momenteel Indonesië verscheurt. Op de Molukken barstte een nieuwe golf van terreur tegen de christenen los. Deze nieuwe terreurcampagne is zo wreed en barbaars dat er niet over gezwegen mag worden.

La plupart des habitants du village situé sur l'île de Kesui dans l'archipel des Moluques étaient catholiques. Ils avaient longtemps vécu en paix avec leurs voisins musulmans, mais il y a quelque temps, leur village fut rattrapé par le destin. L'histoire de Thomas et de sa petite fille de six ans Emiliana est symbolique des calamités qui se sont abattues sur Kesui à l'arrivée d'un groupe de musulmans en provenance de deux îles voisines. Ils étaient vêtus de blanc et armés de sabres. Ils ont exigé que les catholiques se convertissent à l'islam sans quoi leur village serait attaqué et réduit en cendres. Les hommes en blancs appartenaient au Laskar Jihad, une association de musulmans militants et pieux qui s'occupent officiellement d'aide humanitaire mais qui dans la pratique sont des terroristes impitoyables et cruels. Tout comme des dizaines d'autres catholiques, Thomas pensa qu'il n'avait pas le choix et que la conversion à l'islam était un moindre mal. Mais le pire était encore à venir. Début décembre quelques femmes musulmanes vinrent au village et obligèrent Emiliana à subir une excision. La fillette fut mutilée sexuellement avec un couteau rouillé et émoussé. Son père, Thomas dut lui aussi subir une circoncision. Le couteau était tellement émoussé que l'ablation du prépuce se transforma en un long calvaire atroce. Pour couronner le tout, la blessure s'infecta et commença à suppurer. Quelques semaines plus tard, Thomas et quelques dizaines d'autres catholiques se réfugièrent sur l'île voisine d'Ambon. Des 69 réfugiés, 63 avaient subi une excision ou une circoncision forcée. Et, d'un certain point de vue, ils étaient plutôt chanceux. Lors de pogroms organisés par les musulmans contre les hindous en Inde, au Pakistan et au Bangladesh, les incroyants ne subissent pas de circoncision : les musulmans leur coupent simplement le pénis. L'excision des femmes et des filles n'est pas non plus habituelle. Ce rituel initiatique est généralement remplacé par un ou plusieurs viols et éventuellement un mariage forcé avec un musulman pieux. Et il ne s'agit pas ici d'un cas isolé.

Tommy Rusin a témoigné d'une attaque d'un autre village par des musulmans sur l'île de Kesui. « Ils demandaient que nous nous convertissions à l'islam. Si nous ne le faisons pas, les hommes de Laskar Jihad viendraient et nous serions tués. » Un villageois, un enseignant du nom de David Balubum a refusé de renier sa foi. Les musulmans lui ont coupé la tête et l'ont portée en triomphe à travers le village à titre d'avertissement pour les chrétiens. Deux autres villageois chrétiens furent également décapités et leurs têtes furent exposées sur une table à proximité de la mosquée du village. Avant et pendant la guerre d'indépendance d'Israël, c'était aussi un divertissement populaire musulman apprécié. Il existe des photos très romantiques de villageois arabes qui posent fièrement en 1948 autour de la tête coupée d'un juif, brandie joliment comme un trophée au milieu de la composition. Ce genre de photos du bon vieux temps a le même effet sentimental sur de nombreux musulmans qu'une vieille photo de classe ou de vacances avec un amour de jeunesse sur nous. Oui, il fut un temps ... À l'époque, ils pouvaient encore en toute impunité lapider, décapiter ou castrer des juifs ou couper les seins de leurs femmes sans courir le risque d'être abattus par les troupes d'occupation israéliennes.

Les catholiques de Kesui n'avaient hélas ni milices ni groupes d'autodéfense, comme c'était le cas à l'époque pour les juifs de Palestine. Ils ne pouvaient pas rendre les coups, ... ils ne pouvaient pas se défendre, ils ne pouvaient pas chasser leurs bourreaux les armes à la main. Ils n'avaient d'autre choix que de se soumettre. Les têtes coupées étaient un argument puissant. Sur ordre des musulmans, ils subissaient le bain purificateur rituel et ils nouaient autour de leur tête des linges blancs avec des textes arabes qu'ils ne savaient pas lire. Mais ici encore, la soumission symbolique ne suffisait pas. Les femmes devaient également être excisées et les hommes circoncis, aussi bien les enfants de deux ans que les vieillards et les invalides trop faibles pour quitter leur lit. Cette fois, les musulmans utilisèrent des lames Gillette. Une femme a vu avec horreur que la lame Gillette qui allait la mutiler était encore couverte du sang séché des victimes précédentes. Elle ne pouvait qu'espérer qu'elle n'était pas contaminée, ni par le sida ni par l'hépatite.

De meeste inwoners van het dorp op het eilandje Kesui in de Molukken waren katholiek. Zij hadden heel lang in vrede naast hun moslimburen geleefd, maar enige tijd geleden werd hun dorpje door het noodlot achterhaald. Het verhaal van Thomas en zijn zesjarige dochtertje Emiliana is symbolisch voor de verschrikkingen die over Kesui needaalden toen daar een groep moslims van twee naburige eilanden aankwam. Zij waren in het wit gekleed en gewapend met zwaarden. Zij eisten dat de katholieken zich tot de islam zouden bekeren. Anders zouden hun dorpen aangevallen en platgebrand worden. De mannen in het wit behoorden tot de Laskar Jihad, een vereniging van militante en vrome moslims, die zich officieel bezighouden met humanitaire hulpverlening, maar die in werkelijkheid meedogenloze en wrede terroristen zijn. Samen met tientallen andere katholieken dacht Thomas dat hij geen keuze had, en dat de bekering tot de islam het minste van beide kwaden was. Maar het ergste moest nog komen. Begin december kwamen enkele moslimvrouwen naar het dorp, en zij dwongen Emiliana een besnijdenis te ondergaan. Het kind werd seksueel verminkt met een roestig, bot scheermes. Ook haar vader Thomas moest een besnijdenis ondergaan. Het mes was zo bot dat het wegsnijden van de voorhuid tot een langdurige en wrede marteling ontaardde. Tot overmaat van ramp raakte wonden geïnfecteerd en begon ze te etteren. Enige weken later vluchtte Thomas met enige tientallen andere katholieken naar het naburige eiland Ambon. Van de 69 vluchtelingen hadden er 63 een gedwongen besnijdenis ondergaan. En in zekere zin hadden zij nog geluk. Bij pogroms van moslims tegen hindoes in Indië, Pakistan en Bangladesh worden de ongelovigen niet eens besneden : de moslims hakken hun gewoon hun penis af. Het besnijden van vrouwen en meisjes is daar ook niet gebruikelijk. Dat wordt als inwijdingsritueel meestal vervangen door één of meerdere verkrachtingen, en eventueel een gedwongen huwelijk met een vrome moslim. En het gaat hier echt niet om een geïsoleerd geval.

Tommy Rusin getuigde over een aanval van moslims op een ander dorp op het eiland Kesui. « Zij vroegen dat we ons tot de islam zouden bekeren. Als we dat niet deden, zou de Laskar Jihad komen, en we zouden gedood worden. » Eén dorpeling, een leraar die David Balubum heette, weigerde zijn geloof af te zweren. De moslims hakten zijn hoofd af en droegen het in triomf doorheen het dorp als een waarschuwing aan de christenen. Twee andere christelijke dorpelingen werden eveneens onthoofd, en hun hoofden werden tentoongesteld op een tafel bij de dorpsmoskee. Ook voor en tijdens de Israëlische onafhankelijkheidsoorlog was dat een geliefd islamitisch volksvermaak. Er bestaan heel romantische foto's van Arabische dorpelingen die in 1948 trots poseren rond het afgehakte hoofd van een jood dat mooi in het midden van de compositie als trofee omhooggehouden wordt. Vele moslims worden van dat soort foto's uit de goede oude tijd even sentimenteel als wij van een oude klasfoto of een vakantieflmpje met een verloren jeugdliefde. Ja, dat waren nog dagen ... Toen konden ze nog ongestraft joden stenigen, onthoofden, castreren of hun vrouwen de borsten afsnijden zonder dat ze het risico liepen doodgeschoten te worden door Israëlische bezettingstroepen.

De katholieken op Kesui hadden helaas geen milities en geen zelfverdedigingsgroepen, zoals de joden destijds in Palestina. Zij konden niet terugvechten, zij konden zich niet verdedigen, zij konden hun beulen niet met de wapens in de hand uit het land verjagen. Ze moesten zich onderwerpen. De afgehakte hoofden waren een krachtig argument. Op bevel van de moslims ondergingen zij het rituele zuiverende bad en zij bonden witte linten rond hun hoofd met daarop Arabische teksten die zij niet konden lezen. Maar ook hier was die symbolische onderwerping was niet voldoende. Ook zij moesten zich laten besnijden, zowel de mannen als de vrouwen, zowel tweejarige kinderen als bejaarden en invaliden die te zwak waren om uit hun bed te komen. Dit keer gebruikten de moslims Gillette-scheermesjes. Eén vrouwelijk slachtoffer zag met afgrijzen hoe het Gillette-mesje waarmee zij besneden werd nog vol zat met het opgedroogde bloed van de vorige slachtoffers. Zij kan alleen maar hopen dat ze niet besmet is met aids of hepatitis.

N° 68 de Mme Valérie SEYNS (N) et M. Frederic ERENS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« *Ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des crimes commis par la Chine communiste au Tibet ainsi que de l'annexion violente du Tibet.* ».

JUSTIFICATION

En 1948, l'ONU adopta une résolution qui décrivait en 19 articles comment prévenir et punir le génocide. Il avait été convenu que la collaboration internationale était une nécessité en cas de génocide. Cela signifie qu'en cas de génocide, la communauté internationale est tenue d'intervenir. Malheureusement cela signifie que la majorité des États membres hésitent longtemps avant de considérer qu'un massacre est un génocide, afin d'échapper à cette obligation. La définition que cette convention internationale donne du génocide est la suivante : « Le génocide s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein d'un groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants d'un groupe à un autre groupe. ».

Tout au long de l'histoire, le Tibet, probablement un des pays les plus isolés au monde de par sa situation géographique, a toujours mené une politique délibérément isolationniste. Délibérément parce que le Tibet était une proie convoitée par les nations qui désiraient étendre leur pouvoir dans la région.

Le Tibet est resté un État indépendant jusqu'en 1949 cette année-là les communistes prirent le pouvoir en Chine. En octobre 1949, les troupes communistes envahirent l'Est du Tibet avec une violence inouïe. Début 1950, ils atteignirent Lhasa. En 1951 les Tibétains furent contraints de signer ce qu'on appelle « l'Accord en 17 points » qui établissait la souveraineté de la Chine sur le Tibet et qui promettait au Tibet une certaine autonomie. Cette autonomie n'exista jamais que sur papier et l'occupant communiste entreprit la destruction systématique de la culture et de la religion tibétaines ainsi que la sinisation du pays.

Lorsqu'en 1959 l'occupant chinois voulut emprisonner le leader spirituel et politique des Tibétains, le Dalaï Lama, sa tentative déclencha une révolte que l'armée d'occupation réprima dans le sang, causant la mort de 87.000 Tibétains. Le Dalaï Lama dut se réfugier en Inde avec ses disciples et les occupants chinois ont poursuivi la destruction de milliers de lieux saints. La grande majorité du clergé fut forcée de renoncer à la vie monacale.

Nr. 68 van mevr. Valérie SEYNS (N) en de heer Frederic ERENS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« *Of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de door communistisch China begane misdaden in Tibet en de gewelddadige annexatie van Tibet.* ».

VERANTWOORDING

In 1948 nam de VN een resolutie aan. Hierin werd in 19 artikelen beschreven hoe genocide moet worden voorkomen en gestraft. Er werd afgesproken dat in geval van genocide internationale samenwerking noodzakelijk is. Dit betekent dat de internationale gemeenschap in het geval van genocide verplicht is in te grijpen. Helaas betekent dit dat de meeste lidstaten lang aarzelen alvorens massamoorden als genocide aan te merken, om onder deze verplichting uit te komen. De definitie in deze internationale conventie luidt als volgt : « Genocide betekent een van de volgende daden, gepleegd met de intentie een nationale, etnische, raciale of religieuze groep gedeeltelijk of totaal te vernietigen. Hieronder vallen :

- a) Vermoorden van leden van de groep;
- b) Veroorzaken van ernstige geestelijke of lichamelijke schade aan leden van de groep;
- c) Het opzettelijk implementeren van leefomstandigheden die gericht zijn op gedeeltelijke of totale fysieke vernietiging van de groep;
- d) Maatregelen die erop gericht zijn geboorten binnen een groep te verhinderen;
- e) Het onder dwang transformeren van kinderen van de ene groep naar een andere groep.

Doorheen heel de geschiedenis heeft het door haar geografische ligging waarschijnlijk meest geïsoleerde land ter wereld, Tibet, steeds een bewuste isolationistische politiek gevoerd. Bewust, omdat Tibet een geëerde buit was voor de naties die in de regio hun macht wilden uitbreiden.

Tot 1949 bleef Tibet een onafhankelijke staat. In dat jaar echter kwamen de communisten in China aan de macht. Met een nietsontziende wreedheid trokken de communistische troepen in oktober 1949 Oost-Tibet binnen, en begin 1950 bereikten ze Lhasa. In 1951 werden de Tibetanen gedwongen de zogenaamde « Zeventienpunten Overeenkomst » te ondertekenen. Hierin werd China's soevereiniteit over Tibet vastgelegd, en werd Tibet een zekere mate van autonomie beloofd. Van deze autonomie kwam echter niets in huis, en de communistische bezettingsmacht begon met de systematische vernietiging van de Tibetaanse cultuur en religie, en met de verchinezing van het land.

Wanneer in 1959 de Chinese bezettingsmacht de geestelijke en politieke leider van de Tibetanen, de Dalai lama wil gevangen nemen komt het tot een opstand die door het bezettingsleger zeer bloedig wordt neergeslagen; en waarbij 87.000 Tibetanen omkomen. De Dalai Lama diende met zijn volgelingen te vluchten naar India, en de Chinese bezetters gingen verder met de vernietiging van duizenden heiligdommen. Het overgrote deel van de geestelijkheid werd gedwongen het kloosterleven op te geven.

La « Révolution Culturelle », qui a sévi sous l'ère du dirigeant communiste Mao Tsé Tung en Chine entre 1966 et 1976, a fait des millions de victimes innocentes. Au Tibet aussi cette révolution socialiste a laissé des traces. Plusieurs milliers de Tibétains furent emprisonnés, torturés et finalement exécutés.

Suite à une politique de déplacements forcés de population et d'épurations ethniques les Tibétains sont actuellement minoritaires dans leur propre pays. Les Tibétains sont traités en citoyens de seconde zone dans leur propre pays, tant culturellement que religieusement, socialement et économiquement.

La communauté internationale a toujours protesté contre l'occupation chinoise du Tibet et les violations fondamentales des droits de l'homme au Tibet. Dès 1959, l'ONU a adopté une première résolution qui demandait – vainement – aux autorités chinoises que « les droits fondamentaux de l'homme et le particularisme culturel et religieux du peuple tibétain soient respectés ». L'ONU a également pris d'autres résolutions en ce sens en 1961 et 1965. En 1991, la sous-commission des Nations Unies sur la prévention des discriminations et la protection des minorités a adopté une résolution dans laquelle l'ONU exprimait son inquiétude concernant les violations continuelles des droits fondamentaux de l'homme et des libertés fondamentales qui menacent l'identité culturelle, religieuse et nationale du peuple tibétain.

L'Europe aussi a pris une résolution en 1987 appelant les autorités chinoises à respecter le droit du peuple tibétain à la liberté religieuse et culturelle. Le régime chinois d'extrême gauche n'y a pas donné suite. Il y a encore eu d'autres résolutions en 1992, 1993 et 1995.

Il est donc clair que la communauté internationale n'accepte pas l'invasion et l'occupation du Tibet par la Chine.

Au Tibet (du moins ce qu'il en reste), les droits de l'homme et la liberté d'expression n'existent plus. La Chine occupe le pays depuis 1950 et on ne peut nier qu'elle utilise depuis tous les moyens pour faire disparaître les Tibétains et leur culture de la surface de la terre.

Depuis l'invasion du pays par l'armée chinoise au début des années 1950, plus de 1,2 million de Tibétains sont déjà morts des suites directes de l'occupation chinoise. Toute expression de la culture tibétaine est strictement interdite. Le gouvernement encourage les immigrants chinois à s'installer dans le pays et entre-temps leur nombre dépasse largement celui des Tibétains. Les autochtones sont aussi traités en citoyens de seconde zone sur les marchés du travail et du logement. D'un peuple libre, les Tibétains sont passés en trente ans à l'état d'une minorité opprimée dans leur propre pays ! Et les choses ne s'arrêtent pas là.

Des équipes chinoises de stérilisation parcourent les villages tibétains, pratiquent des avortements jusqu'au neuvième mois de grossesse et tuent des nouveaux-nés en leur injectant de l'air. Il est tout à fait incompréhensible que le monde reste aveugle face à cette horrible extermination systématique de tout un peuple.

Le monde ne fait rien. Les chefs de gouvernement n'hésitent pas à coopérer dans bien des domaines avec un régime qui commet des crimes depuis plus d'un demi-siècle. Des crimes qui peuvent certainement soutenir une comparaison avec la solution finale.

En avril 2002, quelques Tibétains dont un éminent religieux ont été arrêtés pour avoir participé à un attentat à la bombe au Sichuan et pour « séparatisme », un terme chinois qui désigne la lutte active en faveur de l'indépendance du Tibet. Il n'y avait aucune preuve et en dépit de la promesse d'un procès équitable devant la cour suprême chinoise, ils furent tous deux secrètement condamnés à mort le 26 janvier 2003. L'un d'eux fut immédiatement exécuté.

Pendant des années, il avait milité en faveur du développement d'institutions sociales, éducatives, médicales et religieuses pour les nomades

De zogenaamde Culturele Revolutie die onder de communistische leider Mao Zedong tussen 1966 en 1976 woedde in China veroorzaakte de dood van vele miljoenen onschuldige slachtoffers. Ook in Tibet liet deze socialistische revolutie haar sporen na. Vele duizenden Tibetanen werden gevangen genomen, gemarteld en tenslotte geëxecuteerd.

Door een politieke van gedwongen volksverhuizingen en etnische zuiveringen zijn de Tibetanen momenteel een minderheid in eigen land geworden. Zowel op cultureel, religieus, sociaal en economisch vlak worden de Tibetanen in hun eigen land behandeld als tweederangsburgers.

De internationale gemeenschap heeft steeds geprotesteerd tegen de Chinese bezetting van Tibet en de fundamentele schendingen van de mensenrechten in Tibet. Reeds in 1959 namen de Verenigde Naties een eerste resolutie aan waarbij de Chinese overheid – tevergeefs – werd gevraagd de « fundamentele mensenrechten van het Tibetaanse volk en zijn culturele en religieuze gebruiken te respecteren ». Ook in 1961 en 1965 kwamen er soortgelijke resoluties. In 1991 nam de VN-subcommissie ter Voorkoming van Discriminatie en ter Bescherming van Minderheden een resolutie aan waarin de VN haar bezorgdheid uitsprak over « de aanhoudende schendingen van fundamentele mensenrechten en vrijheden die de eigen culturele, religieuze en nationale identiteit van het Tibetaanse volk bedreigen ».

Ook Europa nam in 1987 een resolutie aan die de Chinese overheid opriep het recht van het Tibetaanse volk op religieuze en culturele vrijheid te respecteren. Het extreem-linkse regime in China ging hier echter niet op in. Soortgelijke resoluties kwamen er in 1992, 1993 en 1995.

Het mag dus duidelijk zijn dat de internationale gemeenschap de inval en bezetting van Tibet door het communistische China niet aanvaardt.

In Tibet – of wat er nog van over is – bestaat er niet meer zoiets als mensenrechten of een vrije mening. China houdt het land al sinds 1950 bezet en er valt op geen enkele wijze omheen te draaien dat het er sindsdien alles aan doet om de Tibetanen en hun cultuur voor eens en voor altijd van deze aardbodem weg te vagen.

Sinds het Chinese leger begin jaren '50 het land in nam zijn er al meer dan 1,2 miljoen (!) Tibetanen omgekomen als direct gevolg van de Chinese bezetting. Elke uiting van de Tibetaanse cultuur is strikt verboden. Chinese immigranten worden door de regering aangemoedigd om zich in het gebied te vestigen en overtreffen het aantal etnische Tibetanen inmiddels met een ruime meerderheid. Ook worden de oorspronkelijke bewoners als tweederangsburgers behandeld op de arbeids- en huizenmarkt. De Tibetanen waren binnen dertig jaar, van een in vrijheid levende bevolking, verworpen tot een onderdrukte minderheid in eigen land ! Daar blijft het echter niet bij.

Chinese sterilisatieteams trekken van Tibetaans dorp naar dorp, abortussen worden uitgevoerd tot in de negende maand van de zwangerschap en pas geboren baby's worden door middel van luchtinjectie's omgebracht. Het is absoluut onbegrijpelijk dat de wereld blind is voor deze gruwelijke systematische uitroeiing van een compleet volk. De wereld doet niets.

Regeringsleiders werken op veel gebieden ongestoord samen met een regime wat meer dan een halve eeuw aan misdaden op zijn naam heeft staan. Misdaden waarvan een vergelijking met de meest exuberante uitwassen van het nazisme absoluut niet misplaatst zijn.

In april 2002 werden enkele Tibetanen waaronder een vooraanstaande geestelijke gearresteerd op beschuldiging van betrokkenheid bij een bom-aanslag in Sichuan en « splijtisme », een Chinese term voor het actieve streven naar Tibetaanse onafhankelijkheid. Er was geen enkel bewijs en ondanks de belofte op een eerlijk proces voor het Chinese hooggerechts-hof, werden de twee op 26 januari 2003 in het geheim ter dood veroordeeld. Eén van hen werd meteen geëxecuteerd.

Hij was jarenlang actief in de ontwikkeling van sociale, educatieve, medische en religieuze instellingen voor de Tibetaanse nomaden in de

tibétains de la province du Sichuan. Il était en outre un partisan de la philosophie du Dalai Lama qui prônait une lutte exclusivement non violente contre l'occupation chinoise. Aux yeux des Chinois, sa lutte pour le maintien de la culture tibétaine et son influence sur la population locale en ont fait une menace pour le contrôle de la région. Il est très probable que c'est pour cette seule raison que les Chinois ont voulu s'en débarrasser.

Au Tibet même, des centaines de prisonniers politiques croupissent encore aujourd'hui dans les geôles chinoises. Crier « le Tibet libre » peut vous valoir jusqu'à trois ans de prison. Il arrive que des peines soient prolongées jusqu'à dépasser vingt ans. Quatre-vingt pour cent des prisonniers politiques sont des moines ou des nonnes. Le clergé tibétain a toujours joué un rôle prépondérant dans les manifestations en faveur de l'indépendance et les actions de protestation.

Plusieurs jeunes religieuses ont été accusées de crimes « constituant une menace pour la sécurité de l'État ». Elles ont été emprisonnées sans procès pour avoir crié des slogans en faveur de la liberté du Tibet et soutenu une longue vie au Dalai Lama. En prison, elles ont été torturées. La torture commence souvent dès les premiers interrogatoires comme méthode pour obtenir des aveux et des informations. Les prisonniers sont frappés avec des bâtons, exposés à des températures extrêmes, attaqués par des chiens ou soumis à des décharges électriques. Les femmes reçoivent des décharges électriques non seulement dans la bouche mais aussi au niveau des parties génitales. L'effet de ces tortures est décuplé par le manque de nourriture et de soins médicaux adéquats.

Jusqu'à ce jour, trois à quatre mille Tibétains furent chaque année à travers l'Himalaya par crainte des arrestations arbitraires, des tortures et des « disparitions ». Depuis le début de l'occupation chinoise en 1949, la répression du peuple tibétain s'est poursuivie et la situation des droits de l'homme se détériore de jour en jour. Dans bien des domaines (enseignement, soins de santé, développement économique, liberté d'expression et religion), les Tibétains sont victimes de discriminations. L'oppression religieuse se traduit par la « rééducation politique » des moines et des nonnes et l'obligation de quitter les ordres. Récemment encore, il y a eu des destructions à grande échelle de centres bouddhistes dans l'Est du Tibet.

Il est donc révoltant qu'en occident libre il se trouve encore des nations qui considèrent l'occupant chinois comme un partenaire privilégié. Afin de défendre leur position, ils nient, minimisent ou justifient délibérément les crimes et le génocide commis par la Chine socialiste au Tibet.

Cette attitude permet la poursuite immuable des crimes contre le peuple et la culture du Tibet.

N° 69 de Mme Valérie SEYNS (N) et M. Frederic ERENS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des crimes commis par la Chine communiste au Tibet ainsi que de l'annexion violente du Tibet ».

JUSTIFICATION

En 1948, l'ONU adopta une résolution qui décrivait en 19 articles comment prévenir et punir le génocide. Il avait été convenu que la collaboration internationale était une nécessité en cas de génocide. Cela signifie

province Sichuan. Verder was hij ook een behartiger van de Dalai Lama's filosofie om het verzet tegen de Chinese bezetting absoluut gewelddoos te houden. Door zijn streven naar het behoud van de Tibetaanse cultuur en zijn invloed op de lokale bevolking zagen de Chinezen hem als een bedreiging voor hun controle over de regio. Het is zeer aannemelijk dat de Chinezen hem enkel daarom uit de weg willen ruimen.

In Tibet zelf zitten nu nog steeds honderden politieke gevangenen in Chinese gevangenis. Het roepen van « Vrij Tibet » kan al drie jaar straf tot gevolg hebben. Verlenging van straffen tot meer dan 20 jaar komt voor. Tachtig procent van de politieke gevangenen is monnik of non. De Tibetaanse geestelijkheid heeft altijd een voortrekkersrol gespeeld bij onafhankelijkheidsdemonstraties en protestacties.

Verscheidene jonge vrouwelijke geestelijken werden aangeklaagd voor misdaden die de « staatsveiligheid in gevaar brengen ». Vanwege het roepen van leuzen voor de vrijheid van Tibet en een lang leven voor de Dalai Lama werden zij zonder proces vastgezet. In de gevangenis zijn ze gemarteld. Martelingen beginnen vaak al tijdens de eerste ondervragingen als methode om bekentenissen en informatie los te krijgen. Gevangenen worden geslagen met stokken, blootgesteld aan extreme temperaturen, aangevallen door honden of er worden elektrische schokken toegevend. Behalve in de mond krijgen vrouwen deze schokken ook in hun geslachtsdelen. Het effect van de martelingen wordt versterkt door het gebrek aan voedsel en goede medische verzorging.

Tot op de dag van vandaag vluchten per jaar drie- à vierduizend Tibetanen over de Himalaya uit angst voor willekeurige arrestatie, marteling en « verdwijning ». Sinds de Chinese bezetting in 1949 gaat de onderdrukking van het Tibetaanse volk onverminderd door en verslechtert de mensenrechtensituatie met de dag. De Tibetanen worden op veel gebieden gediscrimineerd, zoals scholing, gezondheidszorg, economische ontwikkeling, vrijheid van meningsuiting en godsdienst. Religieuze onderdrukking uit zich door het « politiek heropvoeden » van monniken en nonnen en het dwingen tot uittreding uit de religieuze orde. Ook recentelijk vonden er nog grootschalige vernietigingen plaats van boeddhistische centra in Oost-Tibet.

Het is dan ook hemelsgoed dat in het vrije westen er nog steeds naties zijn die in de Chinese bezetter een bevooroordeelde partner zien. Doelbewust worden ter verdediging hiervan de misdaden en genocide van socialistisch China in Tibet geminimaliseerd, ontkend of goedgepraat.

Deze houding zorgt ervoor dat de misdaden tegen het volk en de cultuur van Tibet onverminderd verder gaan.

Nr. 69 van mevr. Valérie SEYNS (N) en de heer Frederic ERENS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de door communistisch China begane misdaden in Tibet en de gewelddadige van Tibet ».

VERANTWOORDING

In 1948 nam de VN een resolutie aan. Hierin werd in 19 artikelen beschreven hoe genocide moet worden voorkomen en gestraft. Er werd afgesproken dat in geval van genocide internationale samenwerking nood-

qu'en cas de génocide, la communauté internationale est tenue d'intervenir. Malheureusement cela signifie que la majorité des États membres hésitent longtemps avant de considérer qu'un massacre est un génocide, afin d'échapper à cette obligation. La définition que cette convention internationale donne du génocide est la suivante : « Le génocide s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein d'un groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants d'un groupe à un autre groupe. ».

Tout au long de l'histoire, le Tibet, probablement un des pays les plus isolés au monde de par sa situation géographique, a toujours mené une politique délibérément isolationniste. Délibérément parce que le Tibet était une proie convoitée par les nations qui désiraient étendre leur pouvoir dans la région.

Le Tibet est resté un État indépendant jusqu'en 1949 cette année-là les communistes prirent le pouvoir en Chine. En octobre 1949, les troupes communistes envahirent l'Est du Tibet avec une violence inouïe. Début 1950, ils atteignirent Lhassa. En 1951 les Tibétains furent contraints de signer ce qu'on appelle « l'Accord en 17 points » qui établissait la souveraineté de la Chine sur le Tibet et qui promettait au Tibet une certaine autonomie. Cette autonomie n'exista jamais que sur papier et l'occupant communiste entreprit la destruction systématique de la culture et de la religion tibétaines ainsi que la sinisation du pays.

Lorsqu'en 1959 l'occupant chinois voulut emprisonner le leader spirituel et politique des Tibétains, le Dalaï Lama, sa tentative déclencha une révolte que l'armée d'occupation réprima dans le sang, causant la mort de 87.000 Tibétains. Le Dalaï Lama dut se réfugier en Inde avec ses disciples et les occupants chinois ont poursuivi la destruction de milliers de lieux saints. La grande majorité du clergé fut forcée de renoncer à la vie monacale.

La « Révolution Culturelle », qui a sévi sous l'ère du dirigeant communiste Mao Tsé Tung en Chine entre 1966 et 1976, a fait des millions de victimes innocentes. Au Tibet aussi cette révolution socialiste a laissé des traces. Plusieurs milliers de Tibétains furent emprisonnés, torturés et finalement exécutés.

Suite à une politique de déplacements forcés de population et d'épurations ethniques les Tibétains sont actuellement minoritaires dans leur propre pays. Les Tibétains sont traités en citoyens de seconde zone dans leur propre pays, tant culturellement que religieusement, socialement et économiquement.

La communauté internationale a toujours protesté contre l'occupation chinoise du Tibet et les violations fondamentales des droits de l'homme au Tibet. Dès 1959, l'ONU a adopté une première résolution qui demandait – vainement – aux autorités chinoises que « les droits fondamentaux de l'homme et le particularisme culturel et religieux du peuple tibétain soient respectés ». L'ONU a également pris d'autres résolutions en ce sens en 1961 et 1965. En 1991, la sous-commission des Nations Unies sur la prévention des discriminations et la protection des minorités a adopté une résolution dans laquelle l'ONU exprimait son inquiétude concernant les violations continuelles des droits fondamentaux de l'homme et des libertés fondamentales qui menacent l'identité culturelle, religieuse et nationale du peuple tibétain.

zakelijk is. Dit betekent dat de internationale gemeenschap in het geval van genocide verplicht is in te grijpen. Helaas betekent dit dat de meeste lidstaten lang aarzelen alvorens massamoorden als genocide aan te merken, om onder deze verplichting uit te komen. De definitie in deze internationale conventie luidt als volgt : « Genocide betekent een van de volgende daden, gepleegd met de intentie een nationale, etnische, raciale of religieuze groep gedeeltelijk of totaal te vernietigen. Hieronder vallen :

- a) Vermoorden van leden van de groep;
- b) Veroorzaken van ernstige geestelijke of lichamelijke schade aan leden van de groep;
- c) Het opzettelijk implementeren van leefomstandigheden die gericht zijn op gedeeltelijke of totale fysieke vernietiging van de groep;
- d) Maatregelen die erop gericht zijn geboorten binnen een groep te verhinderen;
- e) Het onder dwang transformeren van kinderen van de ene groep naar een andere groep.

Doorheen heel de geschiedenis heeft het door haar geografische ligging waarschijnlijk meest geïsoleerde land ter wereld, Tibet, steeds een bewuste isolationistische politiek gevoerd. Bewust, omdat Tibet een geëerde buit was voor de naties die in de regio hun macht wilden uitbreiden.

Tot 1949 bleef Tibet een onafhankelijke staat. In dat jaar echter kwamen de communisten in China aan de macht. Met een nietsontziende wreedheid trokken de communistische troepen in oktober 1949 Oost-Tibet binnen, en begin 1950 bereikten ze Lhassa. In 1951 werden de Tibetanen gedwongen de zogenaamde « Zeventienpunten Overeenkomst » te ondertekenen. Hierin werd China's soevereiniteit over Tibet vastgelegd, en werd Tibet een zekere mate van autonomie beloofd. Van deze autonomie kwam echter niets in huis, en de communistische bezettingsmacht begon met de systematische vernietiging van de Tibetaanse cultuur en religie, en met de verchinezing van het land.

Wanneer in 1959 de Chinese bezettingsmacht de geestelijke en politieke leider van de Tibetanen, de Dalai lama wil gevangen nemen komt het tot een opstand die door het bezettingsleger zeer bloedig wordt neergeslagen; en waarbij 87.000 Tibetanen omkomen. De Dalai Lama diende met zijn volgelingen te vluchten naar India, en de Chinese bezetters gingen verder met de vernietiging van duizenden heiligdommen. Het overgrote deel van de geestelijkheid werd gedwongen het kloosterleven op te geven.

De zogenaamde Culturele Revolutie die onder de communistische leider Mao Zedong tussen 1966 en 1976 woedde in China veroorzaakte de dood van vele miljoenen onschuldige slachtoffers. Ook in Tibet liet deze socialistische revolutie haar sporen na. Vele duizenden Tibetanen werden gevangen genomen, gemarteld en tenslotte geëxecuteerd.

Door een politieke van gedwongen volksverhuizingen en etnische zuiveringen zijn de Tibetanen momenteel een minderheid in eigen land geworden. Zowel op cultureel, religieus, sociaal en economisch vlak worden de Tibetanen in hun eigen land behandeld als tweederangsburgers.

De internationale gemeenschap heeft steeds geprotesteerd tegen de Chinese bezetting van Tibet en de fundamentele schendingen van de mensenrechten in Tibet. Reeds in 1959 namen de Verenigde Naties een eerste resolutie aan waarbij de Chinese overheid – tevergeefs – werd gevraagd de « fundamentele mensenrechten van het Tibetaanse volk en zijn culturele en religieuze gebruiken te respecteren ». Ook in 1961 en 1965 kwamen er soortgelijke resoluties. In 1991 nam de VN-subcommissie ter Voorkoming van Discriminatie en ter Bescherming van Minderheden een resolutie aan waarin de VN haar bezorgdheid uitsprak over « de aanhoudende schendingen van fundamentele mensenrechten en vrijheden die de eigen culturele, religieuze en nationale identiteit van het Tibetaanse volk bedreigen ».

L'Europe aussi a pris une résolution en 1987 appelant les autorités chinoises à respecter le droit du peuple tibétain à la liberté religieuse et culturelle. Le régime chinois d'extrême gauche n'y a pas donné suite. Il y a encore eu d'autres résolutions en 1992, 1993 et 1995.

Il est donc clair que la communauté internationale n'accepte pas l'invasion et l'occupation du Tibet par la Chine.

Au Tibet (du moins ce qu'il en reste), les droits de l'homme et la liberté d'expression n'existent plus. La Chine occupe le pays depuis 1950 et on ne peut nier qu'elle utilise depuis lors tous les moyens pour faire disparaître les Tibétains et leur culture de la surface de la terre.

Depuis l'invasion du pays par l'armée chinoise au début des années 1950, plus de 1,2 million de Tibétains sont déjà morts des suites directes de l'occupation chinoise. Toute expression de la culture tibétaine est strictement interdite. Le gouvernement encourage les immigrants chinois à s'installer dans le pays et entre-temps leur nombre dépasse largement celui des Tibétains. Les autochtones sont aussi traités en citoyens de seconde zone sur les marchés du travail et du logement. D'un peuple libre, les Tibétains sont passés en trente ans à l'état d'une minorité opprimée dans leur propre pays ! Et les choses ne s'arrêtent pas là.

Des équipes chinoises de stérilisation parcourent les villages tibétains, pratiquent des avortements jusqu'au neuvième mois de grossesse et tuent des nouveaux-nés en leur injectant de l'air. Il est tout à fait incompréhensible que le monde reste aveugle face à cette horrible extermination systématique de tout un peuple.

Le monde ne fait rien. Les chefs de gouvernement n'hésitent pas à coopérer dans bien des domaines avec un régime qui commet des crimes depuis plus d'un demi-siècle. Des crimes qui peuvent certainement soutenir une comparaison avec la solution finale.

En avril 2002, quelques Tibétains dont un éminent religieux ont été arrêtés pour avoir participé à un attentat à la bombe au Sichuan et pour « séparatisme », un terme chinois qui désigne la lutte active en faveur de l'indépendance du Tibet. Il n'y avait aucune preuve et en dépit de la promesse d'un procès équitable devant la cour suprême chinoise, ils furent tous deux secrètement condamnés à mort le 26 janvier 2003. L'un d'eux fut immédiatement exécuté.

Pendant des années, il avait milité en faveur du développement d'institutions sociales, éducatives, médicales et religieuses pour les nomades tibétains de la province du Sichuan. Il était en outre un partisan de la philosophie du Dalai Lama qui prônait une lutte exclusivement non violente contre l'occupation chinoise. Aux yeux des Chinois, sa lutte pour le maintien de la culture tibétaine et son influence sur la population locale en ont fait une menace pour le contrôle de la région. Il est très probable que c'est pour cette seule raison que les Chinois ont voulu s'en débarrasser.

Au Tibet même, des centaines de prisonniers politiques croupissent encore aujourd'hui dans les geôles chinoises. Crier « le Tibet libre » peut vous valoir jusqu'à trois ans de prison. Il arrive que des peines soient prolongées jusqu'à dépasser vingt ans. Quatre-vingt pour cent des prisonniers politiques sont des moines ou des nonnes. Le clergé tibétain a toujours joué un rôle prépondérant dans les manifestations en faveur de l'indépendance et les actions de protestation.

Plusieurs jeunes religieuses ont été accusées de crimes « constituant une menace pour la sécurité de l'État ». Elles ont été emprisonnées sans procès pour avoir crié des slogans en faveur de la liberté du Tibet et souhaité une longue vie au Dalai Lama. En prison, elles ont été torturées. La torture commence souvent dès les premiers interrogatoires comme méthode pour obtenir des aveux et des informations. Les prisonniers sont frappés avec des bâtons, exposés à des températures extrêmes, attaqués par des chiens ou soumis à des décharges électriques. Les femmes reçoivent des décharges électriques non seulement dans la bouche mais aussi

Ook Europa nam in 1987 een resolutie aan die de Chinese overheid oppriep het recht van het Tibetaanse volk op religieuze en culturele vrijheid te respecteren. Het extreem-linkse regime in China ging hier echter niet op in. Soortgelijke resoluties kwamen er in 1992, 1993 en 1995.

Het mag dus duidelijk zijn dat de internationale gemeenschap de inval en bezetting van Tibet door het communistische China niet aanvaard.

In Tibet – of wat er nog van over is – bestaat er niet meer zoiets als mensenrechten of een vrije mening. China houdt het land al sinds 1950 bezet en er valt op geen enkele wijze omheen te draaien dat het er sindsdien alles aan doet om de Tibetanen en hun cultuur voor eens en voor altijd van deze aardbodem weg te vagen.

Sinds het Chinese leger begin jaren '50 het land in nam zijn er al meer dan 1,2 miljoen (!) Tibetanen omgekomen als direct gevolg van de Chinese bezetting. Elke uiting van de Tibetaanse cultuur is strikt verboden. Chinese immigranten worden door de regering aangemoedigd om zich in het gebied te vestigen en overtreffen het aantal etnische Tibetanen inmiddels met een ruime meerderheid. Ook worden de oorspronkelijke bewoners als tweederangsburgers behandeld op de arbeids- en huizenmarkt. De Tibetanen waren binnen dertig jaar, van een in vrijheid levende bevolking, verworpen tot een onderdrukte minderheid in eigen land ! Daar blijft het echter niet bij.

Chinese sterilisatieteams trekken van Tibetaans dorp naar dorp, abortussen worden uitgevoerd tot in de negende maand van de zwangerschap en pas geboren baby's worden door middel van luchtinjectie's omgebracht. Het is absoluut onbegrijpelijk dat de wereld blind is voor deze gruwelijke systematische uitroeiing van een compleet volk. De wereld doet niets.

Regeringsleiders werken op veel gebieden ongestoord samen met een regime wat meer dan een halve eeuw aan misdaden op zijn naam heeft staan. Misdaden waarvan een vergelijking met de meest exuberante uitwassen van het nazisme absoluut niet misplaatst zijn.

In april 2002 werden enkele Tibetanen waaronder een vooraanstaande geestelijke gearresteerd op beschuldiging van betrokkenheid bij een bom-aanslag in Sichuan en « splijtisme », een Chinese term voor het actieve streven naar Tibetaanse onafhankelijkheid. Er was geen enkel bewijs en ondanks de belofte op een eerlijk proces voor het Chinese hooggerechts-hof, werden de twee op 26 januari 2003 in het geheim ter dood veroordeeld. Eén van hen werd meteen geëxecuteerd.

Hij was jarenlang actief in de ontwikkeling van sociale, educatieve, medische en religieuze instellingen voor de Tibetaanse nomaden in de provincie Sichuan. Verder was hij ook een behartiger van de Dalai Lama's filosofie om het verzet tegen de Chinese bezetting absoluut geweldloos te houden. Door zijn streven naar het behoud van de Tibetaanse cultuur en zijn invloed op de lokale bevolking zagen de Chinezen hem als een bedreiging voor hun controle over de regio. Het is zeer aannemelijk dat de Chinezen hem enkel daarom uit de weg willen ruimen.

In Tibet zelf zitten nu nog steeds honderden politieke gevangenen in Chinese gevangenissen. Het roepen van « Vrij Tibet » kan al drie jaar straf tot gevolg hebben. Verlenging van straffen tot meer dan 20 jaar komt voor. Tachtig procent van de politieke gevangenen is monnik of non. De Tibetaanse geestelijkheid heeft altijd een voortrekkersrol gespeeld bij onafhankelijkheidsdemonstraties en protestaties.

Verscheidene jonge vrouwelijke geestelijken werden aangeklaagd voor misdaden die de « staatsveiligheid in gevaar brengen ». Vanwege het roepen van leuzen voor de vrijheid van Tibet en een lang leven voor de Dalai Lama werden zij zonder proces vastgezet. In de gevangenis zijn ze gemarteld. Martelingen beginnen vaak al tijdens de eerste ondervragingen als methode om bekentenissen en informatie los te krijgen. Gevangenen worden geslagen met stokken, blootgesteld aan extreme temperaturen, aangevallen door honden of er worden elektrische schokken toegediend. Behalve in de mond krijgen vrouwen deze schokken ook in

au niveau des parties génitales. L'effet de ces tortures est décuplé par le manque de nourriture et de soins médicaux adéquats.

Jusqu'à ce jour, trois à quatre mille Tibétains fuient chaque année à travers l'Himalaya par crainte des arrestations arbitraires, des tortures et des « disparitions ». Depuis le début de l'occupation chinoise en 1949, la répression du peuple tibétain s'est poursuivie et la situation des droits de l'homme se détériore de jour en jour. Dans bien des domaines (enseignement, soins de santé, développement économique, liberté d'expression et religion), les Tibétains sont victimes de discriminations. L'oppression religieuse se traduit par la « rééducation politique » des moines et des nonnes et l'obligation de quitter les ordres. Récemment encore, il y a eu des destructions à grande échelle de centres bouddhistes dans l'Est du Tibet.

Il est donc révoltant qu'en occident libre il se trouve encore des nations qui considèrent l'occupant chinois comme un partenaire privilégié. Afin de défendre leur position, ils nient, minimisent ou justifient délibérément les crimes et le génocide commis par la Chine socialiste au Tibet.

Cette attitude permet la poursuite immuable des crimes contre le peuple et la culture du Tibet.

N° 70 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou auquel un de ses membres appartient paie ses amendes de roulage personnelles avec l'argent du cabinet et donc avec l'argent des impôts. »

JUSTIFICATION

Le 6 novembre 2003, le député bruxellois Dominiek Lootens avait demandé à Éric Tomas, ministre à l'époque, s'il payait lui-même ses amendes de roulage ou s'il chargeait son cabinet de les payer (avec l'argent du contribuable). Le 10 décembre, le ministre Tomas, soutenu en cela par le ministre du Budget Guy Vanhengel, faisait savoir que – bien évidemment ! – il payait lui-même ses amendes. À une question similaire relative à ses fonctions en tant que membre de la CCC, il avait fourni la même réponse.

Muni d'extraits de la comptabilité du ministre Tomas, M. Lootens posa une nouvelle question. Si M. Tomas paie lui-même ses amendes, comment se fait-il que celles-ci figurent soudain dans la comptabilité de juillet 2002 ? Le 19 janvier 2004, Eric Tomas n'a pu que concéder que cela avait par hasard échappé à ses services.

En résumé, on a utilisé l'argent du cabinet – donc des contribuables – pour payer l'amende de roulage du ministre.

hun geslachtsdelen. Het effect van de martelingen wordt versteekt door het gebrek aan voedsel en goede medische verzorging.

Tot op de dag van vandaag vluchten per jaar drie- à vierduizend Tibetanen over de Himalaya uit angst voor willekeurige arrestatie, marteling en « verdwijning ». Sinds de Chinese bezetting in 1949 gaat de onderdrukking van het Tibetaanse volk onverminderd door en verslechtert de mensenrechtensituatie met de dag. De Tibetanen worden op veel gebieden gediscrimineerd, zoals scholing, gezondheidszorg, economische ontwikkeling, vrijheid van meningsuiting en godsdienst. Religieuze onderdrukking uit zich door het « politiek heropvoeden » van monniken en nonnen en het dwingen tot uittreding uit de religieuze orde. Ook recentelijk vonden er nog grootschalige vernietigingen plaats van boeddhistische centra in Oost-Tibet.

Het is dan ook hemeltergend dat in het vrije westen er nog steeds naties zijn die in de Chinese bezetter een bevoorrechte partner zien. Doelbewust worden ter verdediging hiervan de misdaden en genocide van socialistisch China in Tibet geminimaliseerd, ontkend of goedgepraat.

Deze houding zorgt ervoor dat de misdaden tegen het volk en de cultuur van Tibet onverminderd verder gaan.

Valérie SEYNS (N)
Frederic ERENS (N)

Nr. 70 van de heer Frederic ERENS en mevr. Valérie SEYNS

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervullen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waartoe een van haar leden behoort, persoonlijke verkeersboetes betaalt met kabinetsgelden en dus belastinggelden. »

VERANTWOORDING

Op 6 november 2003 stelde Brussels volksvertegenwoordiger Dominiek Lootens toenmalig minister Eric Tomas de vraag of hij zijn verkeersboetes zelf betaalde, ofwel of hij die door zijn kabinet (i.c. de belastingbetaler) liet betalen. Op 10 december liet Tomas, hierin gesteund door begrotingsminister Guy Vanhengel weten dat hij – uiteraard ! – zelf zijn boetes betaalde. Op een gelijkaardige vraag voor wat betreft zijn functie als Collegelid in de GGC kwam een zelfde antwoord.

Met uittreksels van de boekhouding van minister Tomas in de hand stelde Lootens een nieuwe vraag. Als Tomas zijn boetes zelf betaalt, hoe komen die dan plots terecht in de boekhouding van juli 2002? Op 19 januari 2004 kon Eric Tomas dus niet anders dan toegeven dat zijn diensten dit toevallig over het hoofd hadden gezien.

Kortom, de verkeersboete van de minister werd betaald met kabinets- en dus belastinggelden.

N° 71 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes paie des amendes de roulage personnelles avec l'argent du cabinet et donc avec l'argent des impôts.* ».

JUSTIFICATION

Le 6 novembre 2003, le député bruxellois Dominiek Lootens avait demandé à Éric Tomas, ministre à l'époque, s'il payait lui-même ses amendes de roulage ou s'il chargeait son cabinet de les payer (avec l'argent du contribuable). Le 10 décembre, le ministre Tomas, soutenu en cela par le ministre du Budget Guy Vanhengel, faisait savoir que – bien évidemment ! – il payait lui-même ses amendes. À une question similaire relative à ses fonctions en tant que membre de la CCC, il avait fourni la même réponse.

Muni d'extraits de la comptabilité du ministre Tomas, M. Lootens posa une nouvelle question. Si M. Tomas paie lui-même ses amendes, comment se fait-il que celles-ci figurent soudain dans la comptabilité de juillet 2002 ? Le 19 janvier 2004, Eric Tomas n'a pu que concéder que cela avait par hasard échappé à ses services.

En résumé, on a utilisé l'argent du cabinet – donc des contribuables – pour payer l'amende de roulage du ministre.

N° 72 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est responsable du meurtre d'adversaires politiques, au sein ou non de son propre parti.* ».

JUSTIFICATION

Il est très vite apparu que le lâche assassinat d'André Cools était en fait un règlement de compte politique. En effet, il s'est avéré qu'une série de collaborateurs de Cools avaient partie liée avec la mafia italo-liégeoise qui avait infiltré les rouages du pouvoir par l'intermédiaire du Parti Socialiste. Au moment de son assassinat, André Cools n'était plus ministre du gouvernement belge ni président des socialistes wallons, toutefois, il n'en demeurait pas moins en arrière-plan le « parrain », toujours incontournable : Cools tirait encore toutes les ficelles et prenait les grandes déci-

Nr. 71 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan persoonlijke verkeersboetes betaalt met kabinetsgelden en dus belastingsgelden.* ».

VERANTWOORDING

Op 6 november 2003 stelde Brussels volksvertegenwoordiger Dominiek Lootens toenmalig minister Eric Tomas de vraag of hij zijn verkeersboetes zelf betaalde, ofwel of hij die door zijn kabinet (i.c. de belastingbetaler) liet betalen. Op 10 december liet Tomas, hierin gesteund door begrotingsminister Guy Vanhengel weten dat hij – uiteraard ! – zelf zijn boetes betaalde. Op een gelijkaardige vraag voor wat betreft zijn functie als Collegelid in de GGC kwam een zelfde antwoord.

Met uittreksels van de boekhouding van minister Tomas in de hand stelde Lootens een nieuwe vraag. Als Tomas zijn boetes zelf betaalt, hoe komen die dan plots terecht in de boekhouding van juli 2002? Op 19 januari 2004 kon Eric Tomas dus niet anders dan toegeven dat zijn diensten dit toevallig over het hoofd hadden gezien.

Kortom, de verkeersboete van de minister werd betaald met kabinets- en dus belastingsgelden.

Nr. 72 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan verantwoordelijk is voor de moord op politieke tegenstanders, al dan niet binnen de eigen partij.* ».

VERANTWOORDING

Na de laffe moord op André Cools is snel duidelijk dat het hier om een politieke afrekening gaat. Zeker als blijkt dat een aantal medewerkers van Cools gelieerd worden aan de Luiks-Italiaanse mafia die via de Parti Socialiste op bestuursniveau is doorgedrongen. Op het moment van de moord was Cools niet langer minister in de Belgische regering of partijvoorzitter van de Waalse socialisten, maar desondanks was « de peetvader » op de achtergrond nog altijd « *incontournable* » : Cools had nog altijd de touwtjes in handen en nam de grote beslissingen. Vermoedelijk

sions. Il en savait probablement trop et ce qu'il savait gênait certaines personnes.

André Cools, qui avait quitté la vie politique active à peine un an auparavant, fut tué à la veille de son 64^e anniversaire, le matin du 18 juillet 1991 alors qu'il quittait l'appartement de sa maîtresse à Cointe (Liège). Cools avait beau ne plus être le président du plus grand parti wallon, le PS, et ne plus détenir aucun mandat politique (sauf celui de bourgmestre de Flémalle), il continuait de tirer les ficelles en coulisses. Les pontes du PS, Guy « Dieu » Spitaels, Philippe Moureaux, Jean-Marie Happart et *tutti quanti*, lui mangeaient dans la main.

Son amie et secrétaire, Marie-Hélène Joiret est le témoin principal du meurtre d'André Cools. Lors de l'assassinat, elle est également grièvement blessée par balle et voit le tueur qu'elle identifiera formellement ultérieurement. Elle n'a pas vu le deuxième tueur : celui-ci se cachait dans les buissons pour chasser ou abattre d'éventuels témoins. Les auteurs prennent la fuite en moto. Plus tard, il est apparu que la veille ils avaient déjà vainement attendu Cools en embuscade.

L'enquête pour retrouver les meurtriers mène très vite le juge d'instruction Connerotte vers le milieu de la mafia sicilienne et deux tueurs à gages tunisiens. Calogero Todaro, un maffieux sicilien (qui sera assassiné trois ans plus tard), les avait recrutés en Sicile. Ils furent arrêtés à Tunis à l'automne 1996 suite à un mandat d'arrêt international délivré par la juge d'instruction Ancia (qui avait repris entre-temps le dossier du juge Connerotte).

Abdel Majid Almi et Abdel Jelil Ben Brahim avouent le meurtre qu'ils ont accompli sur ordre d'un « homme de nationalité européenne » qui leur aurait dit que Cools était un trafiquant de drogue notoire.

En 1998, peu avant d'être jugés à Tunis, ils sont tous deux confrontés par vidéo-conférence aux suspects présents à Liège qui doivent s'aligner devant la caméra aux côtés de policiers. Les Tunisiens identifient sans difficulté Pino Di Mauro et Cosimo Solazzo comme leurs contacts. Ils se souvenaient même des noms Pino et Simon.

Début juin 1998, ils sont tous deux condamnés à Tunis. Ils écoperont chacun de 20 ans pour le meurtre d'André Cools et de cinq années supplémentaires pour la tentative d'assassinat sur Marie-Hélène Joiret.

Au départ, neuf inculpés étaient susceptibles d'être renvoyés devant les assises mais l'ancien ministre Alain Van der Biest, qui a d'ailleurs toujours nié une quelconque implication, se suicide le 17 mars 2002. Dès lors, l'action publique à son encontre est « éteinte ».

Le rôle d'Alain Van der Biest, ancien ministre des Pensions au gouvernement fédéral et ministre des Affaires intérieures au gouvernement wallon (où il remplaça Cools en 1990 lorsque ce dernier se retira de la vie politique active), restera probablement obscur. L'homme politique/écrivain/alcoolique est décrit par les uns (et par lui-même) comme un naïf impuissant, ignorant les malversations de son entourage. D'autres voient l'intellectuel toujours prometteur comme un opportuniste ambitieux qui voulait se libérer de l'ingérence de son père politique qui, même s'il n'était plus actif en politique, continuait par l'intermédiaire de ses collaborateurs de le surveiller et de critiquer ses affaires louches. La justice liégeoise en est convaincue. Notamment par l'examen des notes prises par Van der Biest dans ses carnets. Ainsi, il écrit en janvier 1989 : « Je prie pour que Cools soit obligé de me reconnaître comme ministre. J'implore le Seigneur pour que Cools prenne sa retraite le plus vite possible. ». Et aussi par le témoignage de Carlo Todarello.

Le fait est que Van der Biest devait son ascension à Cools. En 1973, Cools fait du jeune Van der Biest, alors assistant en littérature à l'université de Liège, le secrétaire national de ce qui est encore à l'époque le Parti

was hij van net iets te veel op de hoogte geweest en werd zijn kennis voor bepaalde mensen hinderlijk.

André Cools is, kort voor zijn 64^e verjaardag, nog maar één jaar teruggetreden uit de actieve politiek als hij op de ochtend van 18 juli 1991 bij het verlaten van het appartement van zijn maîtresse in Cointe (stad Luik) wordt vermoord. Cools mocht dan niet langer voorzitter zijn van de grootste Waalse partij, de socialistische partij, de PS, en geen politiek mandaat meer bekleden (behalve burgemeester van Flémalle) : hij hield achter de schermen nog steeds de touwtjes in handen. PS-toplui als Guy « Dieu » Spitaels, Philippe Moureaux, Jean-Marie Happart en *tutti quanti* aten uit zijn hand.

Kroongetuige van de moord op Cools is zijn vriendin en secretaresse Marie-Helene Joiret. Zij wordt tijdens de moordaanslag ook geraakt door de kogels en ziet, zwaargewond, de moordenaar. Die zij later ook formeel zal herkennen. De tweede dader heeft zij niet gezien; die zat verscholen in het struikgewas om eventuele getuigen te verjagen of neer te schieten. De daders ontkomen op een motorfiets. Later blijkt dat ze de dag tevoren al in een hinderlaag lagen, maar dat ze vergeefs op Cools gewacht hebben.

Het onderzoek naar de moordenaars leidt onderzoeksrechter Connerotte al gauw naar het maffia-milieu van Sicilië en naar twee Tunesische huurmoordenaars. De twee, die in Sicilië gerecruteerd worden door een plaatselijke maffioso, Colagero Todaro (die drie jaar later zou vermoord worden), worden in het najaar van '96, op basis van een internationaal aanhoudingsbevel van onderzoeksrechter Ancia (die inmiddels de zaak heeft overgenomen van Connerotte) gearresteerd in Tunis.

Abdel Majid Almi en Abdel Jelil Ben Brahim bekennen de moord, die ze uitgevoerd hebben in opdracht van « een man van Europese nationaliteit ». Volgens hen had die hen gezegd dat Cools een berucht drugshandelaar was.

Kort voordat de twee in Tunis berecht worden, worden zij via in '98 een videoconferencing op afstand geconfronteerd met de verdachten die zich in Luik bevinden. Die moeten in *line-up* poseren voor de camera, in een rij met politiemensen naast zich. De Tunesiërs duiden zonder moeite Pino Di Mauro en Cosimo Solazzo tussen de anderen aan als de personen met wie zij contact gehad hebben. Zij herinnerden zich zelfs de namen « Pino » en « Simon ».

Begin juni '98 worden de twee in Tunis veroordeeld. Zij krijgen elk 20 jaar gevangenisstraf voor de moord op Cools en vijf jaar extra voor de moordpoging op Joiret.

Aanvankelijk waren er negen beschuldigen voor potentiële verwijzing naar assisen aangeduid, maar op 17 maart 2002 pleegt ex-minister Alain Van der Biest, die overigens altijd elke betrokkenheid heeft ontkend, zelfmoord, zodat in dit geval de strafvordering is « uitgedoofd ».

De rol van Van der Biest, voormalig minister van pensioenen in de federale regering en minister van binnenlandse zaken in de Waalse regering (waar hij in '90 Cools verving die zich terugtrekt uit de actieve politiek), zal allicht onduidelijk blijven. De politicus/schrijver/alcoholicus wordt door de enen – en zichzelf – beschouwd als machteloze naïeveling, onwetend van de malversations van zijn entourage. Anderen zien de altijd veelbelovende intellectueel als een ambitieuze opportunist die zich wou bevrijden van de bemoeienissen van zijn politieke vader die hem, zelfs na vertrek uit de actieve politiek, via zijn medewerkers op de vingers bleef kijken en zijn louche zaakjes bekritiseerde. Het Luikse gerecht is hiervan overtuigd. Onder meer door onderzoek van notities van Van der Biest in zijn agenda's. Zo schrijft hij in januari 1989 : « Ik bid dat Cools verplicht wordt mij als minister te erkennen. Ik bid dat Cools zo vlug mogelijk met pensioen gaat. ». Maar ook door getuigenissen van Carlo Todarello.

Feit is dat Van der Biest zijn opgang te danken had aan Cools. In 1973 draagt Cools de jonge Van der Biest, die dan assistent letterkunde aan de Luikse universiteit is, voor als nationaal secretaris van de dan nog Bel-

socialiste belge. Trois ans plus tard, Van der Biest devient le bourgmestre de Grâce-Berleur. Encore un an plus tard, en 1977, il est élu à la Chambre, où, en 1984, il devient le chef de groupe du PS. Après les élections de 1987, où le PS remporte plus de 43 % des suffrages à la Chambre, le président du PS, Guy Spitaels lui offre un portefeuille ministériel.

Mais là, il déçoit. Entre-temps, il est devenu alcoolique et il est mal entouré, entre autres par l'ancien gendarme Richard Taxquet, de Grâce-Hollogne, qui voit en lui l'homme de paille idéal pour ses affaires louches avec le milieu italo-liégeois, notamment un commerce de titres volés.

Fin 1990, début 1991, la tension monte entre Van der Biest et Cools. Ainsi il écrit dans ses carnets le 30 décembre 1990 qu'il « faut trouver une solution pour faire craquer Cools et Demolin. Il est étrange que je retrouve toujours des figures de la mafia sur mon chemin chaque fois que je suis sur le point de prendre les rênes de la fédération du PS. Je dois coincer Verjus, l'obliger à quitter mon cabinet. (...) Il est clair que ce sont des gangsters. Je dois me replier et les combattre avec leurs propres méthodes, le terrorisme. ». Lambert Verjus est un ancien chef de cabinet de Willy Claes et André Cools; Maurice Demolin est secrétaire de la fédération liégeoise du PS, échevin de Grâce-Hollogne à l'époque et partisan de Cools (et il introduira d'ailleurs Taxquet en mai 1988 au cabinet Van der Biest).

Cools critique la façon dont Van der Biest gère son cabinet et veut qu'il se débarrasse de Taxquet, le « joueur de mandoline ». Il empêche que Taxquet obtienne, à la demande de Van der Biest, une liste des entreprises financées par le PS. Il est possible que Van der Biest ait voulu utiliser cette liste pour faire chanter Cools. Taxquet n'en est pas ravi.

Et Van der Biest aussi est « puni » : Cools ne veut lui accorder que la 13^e place sur la liste de la Chambre, pour le faire siéger ultérieurement au Parlement européen. Mais Van der Biest sent clairement qu'il est mis sur une voie de garage. En mai 1991, cela conduit à une violente dispute. Alors que Taxquet et Di Mauro qui en ont plus que marre du regard hargneux de Cools sont entre-temps déjà en train de fomenter de noirs desseins, Van der Biest, très probablement ivre, donne son fiat au meurtre de Cools. D'ailleurs, Van der Biest téléphone, régulièrement sous l'influence de l'alcool et pas toujours anonymement, à des collaborateurs du PS et laisse entendre que quelque chose de grave va arriver à Cools.

Après le meurtre de Cools, Van der Biest se retrouve immédiatement sur le devant de la scène. L'enquête met au jour une série de pratiques douteuses au sein de son ancien cabinet. Van der Biest est arrêté en septembre 1996 (en pleine affaire Dutroux) en même temps que ses anciens collaborateurs de son cabinet, Taxquet et Di Mauro (libéré en janvier 1997). Il est condamné en juin 1996 à une peine de 30 mois, dont la moitié avec sursis pour faux en écriture et détournements de fonds au sein du cabinet entre mai 1990 et janvier 1992 (notamment frais d'essence trop élevés, voyages payés par la Région mais jamais effectués, attribution d'études sur la problématique de l'eau en région wallonne à un couple d'amis liégeois, etc.). En appel (février 2000), la peine est réduite à un an avec sursis. Un pourvoi en cassation avait été rejeté.

Les 8 inculpés :

- La seule autre personne non-italienne est Richard Taxquet (45) : ancien gendarme, par la suite secrétaire privé au cabinet Van der Biest. Lui aussi continue de nier être lié à l'affaire, même lorsque les tueurs à gages tunisiens le désignent comme le commanditaire.

Quand Taxquet et Van der Biest sont arrêtés, ils s'accusent mutuellement. Selon l'ancien ministre, Taxquet, contré par Cools, avait développé une telle haine à son encontre qu'il voulait régler l'affaire comme une « affaire de famille ». Selon Taxquet, Van der Biest lui a demandé de nouer des contacts en vue d'éliminer Cools. Van der Biest lui aurait dit « qu'il était le maître, qu'il allait faire le grand nettoyage » et que « la récréation était terminée ».

gische Socialistische Partij. Drie jaar later wordt hij burgemeester van Grâce-Berleur. Nog eens een jaar later, in '77, wordt hij verkozen voor de Kamer, waar hij in '84 fractieleider wordt voor de PS. Na de verkiezingen van '87, waar de PS liefst 43 % van de stemmen voor de Kamer haalt, biedt PS-voorzitter Guy Spitaels hem een ministerportefeuille aan.

Daar stelt hij echter teleur. Hij is inmiddels aan de drank en slecht omringd, door o.a. voormalig rijkswachter Richard Taxquet uit Grâce-Hollogne, die in hem een ideale stroman ziet voor zijn louche zaken i.s.m. Luiks-Italiaanse onderwereldfiguren, o.a. een handeltje in gestolen waardepapieren.

Einde 1990, begin 1991 escaleert de spanning tussen Van der Biest en Cools. Zo leert zijn agenda op 30 december 1990 : « Ik moet enkele zaken vinden om Cools en Demolin te kraken. Vreemd dat ik altijd maffiafiguren op mijn weg vind, terwijl ik toch op het punt stond de leiding van de PS-federatie op mij te nemen. Ik moet Verjus klem zetten, hem verplichten het kabinet te verlaten. (...) Het is duidelijk dat het gangsters zijn. Ik moet me terugplooiën en hen bestrijden met hun methoden, het terrorisme. ». Lambert Verjus is een oud-kabinetschef van Willy Claes en André Cools; Maurice Demolin is secretaris van de Luikse PS-federatie en danmalig schepen van Grâce-Hollogne, een Cools-aanhanger (die overigens Taxquet in mei '88 op het kabinet-Van der Biest introduceert).

Cools heeft kritiek op hoe Van der Biest zijn kabinet bestuurt en wil dat hij « mandolinespeler » Taxquet buitenzet. Hij verhindert dat Taxquet, op vraag van Van der Biest, een lijst te pakken krijgt van door de PS gefinancierde bedrijven. Mogelijk wou Van der Biest hier Cools mee chanteren. Taxquet is er niet goed van.

En ook Van der Biest wordt « gestraft » : Cools wil hem slechts de 13^e plaats geven op de Kamerlijst, zagezegd om hem in de toekomst in het Europees parlement uit te spelen. Maar Van der Biest voelt duidelijk aan dat hij op een zijspoor gezet wordt. In mei '91 leidt dit tot een flinke ruzie. Als Taxquet en Di Mauro, die het boze oog van Cools meer dan beu zijn, inmiddels al snode plannen aan het smeden zijn, geeft Van der Biest – allicht in een dronken bui – zijn fiat voor de moord. Overigens laat Van der Biest regelmatig, onder invloed en al dan niet in anonieme telefoontjes aan PS-medewerkers, blijken dat Cools nog wel iets ergs zal overkomen.

De moord op Cools brengt Van der Biest onmiddellijk in de spotlights. Het onderzoek brengt een heleboel onfrisse praktijken op zijn voormalige kabinet aan het licht. Van der Biest wordt in september '96 – in volle Dutroux-periode – samen met zijn gewezen kabinetsmedewerkers Taxquet en Di Mauro gearresteerd (vrij in januari '97). Bewijzen van schriftvervalsing en geldverduistering op het kabinet tussen mei '90 en januari '92 (o.a. te hoge benzinekosten, door het Gewest betaalde maar nooit uitgevoerde reizen, het toewijzen van studies over de Waalse waterproblematiek aan een bevriend Luiks koppel, enz.) leiden in juni '96 tot een veroordeling van 30 maanden, waarvan de helft met uitstel. In beroep (februari 2000) wordt de straf vermindert tot 1 jaar met uitstel. Een cassatieverzoek wordt verworpen.

De 8 beschuldigen :

- De enige andere niet-Italiaan is Richard Taxquet (45) : gewezen rijkswachter, later privé-secretaris op het kabinet van Van der Biest. Ook hij blijft ontkennen iets met de zaak te maken te hebben, ook al wordt hij door de Tunesische huurmoordenaars aangeduid als de opdrachtgever.

Wanneer zowel Taxquet als Van der Biest gearresteerd worden, beschuldigen zij elkaar. Volgens de ex-minister heeft Taxquet na tegenwerking door Cools een zodanige haat tegen hem opgevat dat hij de zaak « als een familiezaak zou regelen ». Volgens Taxquet heeft Van Der Biest hem gevraagd de contacten te leggen voor de eliminatie van Cools. Van Der Biest zou hem hebben gezegd «dat hij de baas was, dat hij grote schoonmaak zou houden» en dat « de speeltijd voorbij was ».

À d'autres moments, Taxquet nie l'implication de Van der Biest. En mars 2003 il déclare qu'on a utilisé ses déclarations pour faire de lui le principal accusateur de Van der Biest et qu'il avait fait ces déclarations en se basant sur son ressenti mais qu'il ne voyait pas pourquoi il l'aurait accusé au procès en assises.

C'est pourtant ce qu'il fait : au troisième jour du procès Cools fin octobre 2003 Taxquet accuse l'absent Van der Biest d'être le commanditaire du meurtre. Il dépeint aussi une fois de plus une image moins belle de l'alcoolique. Il semble que Taxquet ait profité de la mort de Van der Biest pour se disculper.

- Un autre homme de Van der Biest est impliqué dans les préparatifs du meurtre : l'ancien gardien de prison devenu le chauffeur personnel d'Alain Van der Biest, Pino Di Mauro (58). Il a utilisé la Citroën ministérielle à d'autres fins que de simples voyages officiels. Ainsi, il a transporté des titres volés à l'insu d'Alain Van der Biest. Di Mauro et Taxquet se livraient ensemble à des escroqueries. Il nie alors que les tueurs tunisiens l'ont formellement identifié. Ils les aurait accompagnés dans notre pays et leur aurait notamment indiqué le lieu du crime.
- En mars 1991, Taxquet contacte (avec Di Mauro) à Tongres son oncle par alliance, Carlo Todarello (62), un truand qui a déjà séjourné plusieurs fois derrière les barreaux (notamment pour des braquages) et ils lui offrent 5 à 7.000 euros pour un boulot. Todarello est le seul, avec Castellino le sous-fifre, à avoir partiellement avoué les faits. Initialement ce sont des Yougoslaves qui avaient été contactés pour le boulot mais ils étaient trop chers au goût de Taxquet et Di Mauro (50.000 euros). Et un tueur à gages allemand est parti avec une avance de 7.500 euros sans plus donner de nouvelles. Les conjurés arrivèrent finalement en Sicile par l'intermédiaire de Castellino (voir plus loin) dont son ami Luigi Contrino était originaire et où il connaissait Calogero Todaro, un gangster local en concurrence avec la mafia sicilienne.
- Un autre oncle de Taxquet, Silvio de Benedictis (57) aurait, en tant que joaillier et commerçant en or, avancé l'argent à son neveu pour payer les tueurs tunisiens par l'intermédiaire de Todarello. Ce qu'il nie avec véhémence. Tout comme il nie avoir fourni une voiture pour la fuite des tueurs, voiture qui n'a d'ailleurs jamais servi parce qu'elle était trop voyante. Il aurait également fourni une deuxième arme, qui n'aurait pas non plus servi.
- Silvio De Santis (54) aurait aussi participé aux préparatifs du meurtre: cet ouvrier aurait fourni l'arme du crime à Di Mauro et contacté d'autres tueurs à gages éventuels (dans le milieu albanais) bien qu'il nie toute implication. Cette arme n'aurait pas non plus servi.
- L'ouvrier du bâtiment Luigi Iachino « Jacky » Contrino (42) a fourni une planque à Liège aux tueurs. Une fois le service rendu, il serait allé les payer en Sicile : 8 millions de lires (4.000 euros). Il nie également.
- Cosimo « Simon » Solazzo (53) était le directeur de l'entreprise de nettoyage Sodonet, qui tournait presque exclusivement grâce à des contrats publics) qui a fourni les instructions aux Tunisiens (selon eux) et les a hébergés pendant leur séjour à Liège dans son propre appartement. Il a été contacté par Todarello et il a demandé 20.000 euros pour le boulot. Il nie.
- Enfin, il y a encore l'homme de main Domenico « Mimo » Castellino (47), qui, à la demande de Solazzo a amené les tueurs depuis la Sicile jusqu'à Liège et les a reconduits en Italie une fois le boulot exécuté. Sur ses indications (il espère une peine moins lourde grâce à ses aveux), les enquêteurs ont retrouvé l'arme du crime dans l'Ourthe, où il l'avait lui-même jetée. Actuellement, il est emprisonné en Sicile pour trafic de drogue.

Op andere momenten ontkent Taxquet de betrokkenheid van Van der Biest. In maart 2003 zegt hij : « Men heeft mijn verklaringen gebruikt om mij als belangrijkste aanklager van Alain Van der Biest aan te duiden. Ik heb die verklaringen afgelegd op basis van wat ik had ervaren. Maar ik zou niet weten waarom ik hem op het assisenproces zou hebben beschuldigd. ».

Dat is toch wat hij doet: op de derde dag van het proces-Cools eind oktober 2003 beschuldigt Taxquet de afwezige Van der Biest als de opdrachtgever van de moord. Hij schetst ook nog eens een minder fraai beeld van de alcoholicus. Het lijkt erop dat Taxquet van de dode Van der Biest profiteerde om zichzelf vrij te pleiten.

- Nog een Van der Biest-man is betrokken bij de voorbereidingen : privé-chauffeur van Alain Van der Biest en gewezen gevangenisdiscipliner Pino Di Mauro (58). Hij gebruikte de ministeriële Citroën voor meer dan alleen officiële ritjes. Zo werden – allicht zonder medeweten van Van der Biest – gestolen waardepapieren vervoerd. Di Mauro zat in zwendelzaken verwickeld met Taxquet. Hij ontkent, al is hij door de Tunesische huurdoers formeel herkend. Hij zou hen in ons land begeleid hebben en o.a. hen de plaats van de misdaad aangewezen hebben.
- Taxquet contacteert in maart of april '91 (samen met Di Mauro) in Tongeren zijn aangetrouwde oom Carlo Todarello (62), een zware jongen die al een paar keer in de gevangenis zat (o.a. voor hold-ups) en bieden hem 5 à 7.000 euro voor een klus. Todarello is, behalve kleine luis Castellino, de enige die gedeeltelijke bekentenissen aflegt. Aanvankelijk waren Joegoslaven gecontacteerd voor de klus, maar die waren te duur voor Taxquet en Di Mauro (50.000 euro was de offerte). En een Duitse huurmoordenaar gaat er vandoor met een voorschot van 7.500 euro zonder nog iets van zich te laten horen. Via Castellino (zie onder) komen de samenweerders uiteindelijk in Sicilië terecht, waar diens compaan Luigi Contrino van afkomstig is en Calogero Todaro kent, een plaatselijke gangster die de Siciliaanse mafia beconcuereert.
- Een andere oom van Taxquet, Silvio de Benedictis (57) zou, als juwelier en goudhandelaar, zijn neef het geld hebben voorgesloten om via Todarello de Tunesische huurmoordenaars te betalen. Wat hij ten stelligste ontkent. En ook dat hij voor een vluchtauto zou gezorgd hebben, die echter nooit gebruikt werd omdat hij te opvallend was. Hij zorgde ook voor een tweede wapen, dat ook niet gebruikt werd.
- Ook bezig geweest bij de voorbereidingen is Silvio De Santis (54), een arbeider die de het moordwapen geleverd zou hebben aan Di Mauro en die andere mogelijke huurdoers (in het Albanese milieu) gecontacteerd heeft. Al ontkent hij er iets mee te maken te hebben gehad. Dit moordwapen wordt ook niet gebruikt.
- Bouwvakker Luigi Iachino « Jacky » Contrino (42) gaf de Tunesische huurmoordenaars een onderduikadres in Luik. Na bewezen diensten zou hij hen in Sicilië zijn gaan uitbetalen: 8 miljoen lire (4.000 euro). Ook hij ontkent.
- Cosimo « Simon » Solazzo (53) was de bedrijfsleider (van het schoonmaakbedrijf Sodonet, dat overigens zo goed als alleen op overheidsopdrachten draaide) die de Tunesiërs instructies gaf (volgens hen) en die hen huisvestte tijdens hun verblijf in Luik in zijn eigen appartement. Hij werd gecontacteerd door Todarello en vraagt voor de klus 20.000 euro. Hij ontkent.
- En tenslotte is er nog klusjesman Domenico « Mimo » Castellino (47), die op vraag van Solazzo de moordenaars van Sicilië naar Luik bracht en hen ook weer naar Italië reed na de klus. Op zijn aanwijzingen (met bekentenissen hoopt hij een lagere straf te krijgen) vonden de speurders het moordwapen in de Ourthe, waar hij het zelf had weggegooid. Hij zit nu gevangen in Sicilië voor drugstrafiek.

Le jury a estimé que Richard Taxquet et Pino Di Mauro étaient les commanditaires du meurtre d'André Cools. Ils ont tous deux écopé d'une peine relativement légère : 20 ans de prison, tout comme Cosimo Solazzo et Domenico Castellino. Ioachino Contrino et Carlo Todarello ont été condamnés à 5 ans de prison. Mauro De Santis et Silvio De Benedictis ont été acquittés.

N° 73 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou auquel un de ses membres appartient ou lorsqu'un des membres lui-même est responsable du meurtre d'adversaires politiques, au sein ou non de son propre parti.* ».

JUSTIFICATION

Il est très vite apparu que le lâche assassinat d'André Cools était en fait un règlement de compte politique. En effet, il s'est avéré qu'une série de collaborateurs de Cools avaient partie liée avec la mafia italo-liégeoise qui avait infiltré les rouages du pouvoir par l'intermédiaire du Parti Socialiste. Au moment de son assassinat, André Cools n'était plus ministre du gouvernement belge ni président des socialistes wallons, toutefois, il n'en demeurait pas moins en arrière-plan le « parrain », toujours incontournable : Cools tirait encore toutes les ficelles et prenait les grandes décisions. Il en savait probablement trop et ce qu'il savait gênait certaines personnes.

André Cools, qui avait quitté la vie politique active à peine un an auparavant, fut tué à la veille de son 64^e anniversaire, le matin du 18 juillet 1991 alors qu'il quittait l'appartement de sa maîtresse à Cointe (Liège). Cools avait beau ne plus être le président du plus grand parti wallon, le PS, et ne plus détenir aucun mandat politique (sauf celui de bourgmestre de Flémalle), il continuait de tirer les ficelles en coulisses. Les pontes du PS, Guy « Dieu » Spitaels, Philippe Moureaux, Jean-Marie Happart et *tutti quanti*, lui mangeaient dans la main.

Son amie et secrétaire, Marie-Hélène Joiret est le témoin principal du meurtre d'André Cools. Lors de l'assassinat, elle est également grièvement blessée par balle et voit le tueur qu'elle identifiera formellement ultérieurement. Elle n'a pas vu le deuxième tueur : celui-ci se cachait dans les buissons pour chasser ou abattre d'éventuels témoins. Les auteurs prennent la fuite en moto. Plus tard, il est apparu que la veille ils avaient déjà vainement attendu Cools en embuscade.

L'enquête pour retrouver les meurtriers mène très vite le juge d'instruction Connerotte vers le milieu de la mafia sicilienne et deux tueurs à gages tunisiens. Calogero Todaro, un maffieux sicilien (qui sera assassiné trois ans plus tard), les avait recrutés en Sicile. Ils furent arrêtés à Tunis à l'automne 1996 suite à un mandat d'arrêt international délivré par la juge d'instruction Anicia (qui avait repris entre-temps le dossier du juge Connerotte).

Abdel Majid Almi et Abdel Jelil Ben Brahim avouent le meurtre qu'ils ont accompli sur ordre d'un « homme de nationalité européenne » qui leur aurait dit que Cools était un trafiquant de drogue notoire.

De jury oordeelde dat Richard Taxquet en Pino Di Mauro de opdrachtgevers voor moord op André Cools waren. Ze twee kregen relatief lichte straffen : twintig jaar cel, evenveel als Cosimo Solazzo en Domenico Castellino. Ioachino Contrino en Carlo Todarello moesten vijf jaar de cel in. Mauro De Santis en Silvio De Benedictus werden vrijgesproken.

Nr.73 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden behoort, of wanneer een van haar leden zelf verantwoordelijk is voor de moord op politieke tegenstanders, al dan niet binnen de eigen partij.* ».

VERANTWOORDING

Na de laffe moord op André Cools is snel duidelijk dat het hier om een politieke afrekening gaat. Zeker als blijkt dat een aantal medewerkers van Cools gelieerd worden aan de Luiks-Italiaanse mafia die via de Parti Socialiste op bestuursniveau is doorgedrongen. Op het moment van de moord was Cools niet langer minister in de Belgische regering of partijvoorzitter van de Waalse socialisten, maar desondanks was « de peetvader » op de achtergrond nog altijd « *incontournable* » : Cools had nog altijd de touwtjes in handen en nam de grote beslissingen. Vermoedelijk was hij van net iets te veel op de hoogte geweest en werd zijn kennis voor bepaalde mensen hinderlijk.

André Cools is, kort voor zijn 64^e verjaardag, nog maar één jaar teruggetreden uit de actieve politiek als hij op de ochtend van 18 juli 1991 bij het verlaten van het appartement van zijn maîtresse in Cointe (stad Luik) wordt vermoord. Cools mocht dan niet langer voorzitter zijn van de grootste Waalse partij, de socialistische partij, de PS, en geen politiek mandaat meer bekleden (behalve burgemeester van Flémalle) : hij hield achter de schermen nog steeds de touwtjes in handen. PS-toplui als Guy « Dieu » Spitaels, Philippe Moureaux, Jean-Maïe Happart en *tutti quanti* aten uit zijn hand.

Kroongetuige van de moord op Cools is zijn vriendin en secretaresse Marie-Helene Joiret. Zij wordt tijdens de moordaanslag ook geraakt door de kogels en ziet, zwaargewond, de moordenaar. Die zij later ook formeel zal herkennen. De tweede dader heeft zij niet gezien; die zat verscholen in het struikgewas om eventuele getuigen te verjagen of neer te schieten. De daders ontkomen op een motorfiets. Later blijkt dat ze de dag tevoren al in een hinderlaag lagen, maar dat ze vergeefs op Cools gewacht hebben.

Het onderzoek naar de moordenaars leidt onderzoeksrechter Connerotte al gauw naar het mafia-milieu van Sicilië en naar twee Tunesische huurmoordenaars. De twee, die in Sicilië gerecrueteerd worden door een plaatselijke maffioso, Colagero Todaro (die drie jaar later zou vermoord worden), worden in het najaar van '96, op basis van een internationaal aanhoudingsbevel van onderzoeksrechter Anicia (die inmiddels de zaak heeft overgenomen van Connerotte) gearresteerd in Tunis.

Abdel Majid Almi en Abdel Jelil Ben Brahim bekennen de moord, die ze uitgevoerd hebben in opdracht van « een man van Europese nationaliteit ». Volgens hen had die hen gezegd dat Cools een berucht drugshandelenaar was.

En 1998, peu avant d'être jugés à Tunis, ils sont tous deux confrontés par vidéo-conférence aux suspects présents à Liège qui doivent s'aligner devant la caméra aux côtés de policiers. Les Tunisiens identifient sans difficulté Pino Di Mauro et Cosimo Solazzo comme leurs contacts. Ils se souvenaient même des noms Pino et Simon.

Début juin 1998, ils sont tous deux condamnés à Tunis. Ils écoperont chacun de 20 ans pour le meurtre d'André Cools et de cinq années supplémentaires pour la tentative d'assassinat sur Marie-Hélène Joiret.

Au départ, neuf inculpés étaient susceptibles d'être renvoyés devant les assises mais l'ancien ministre Alain Van der Biest, qui a d'ailleurs toujours nié une quelconque implication, se suicide le 17 mars 2002. Dès lors, l'action publique à son encontre est « éteinte ».

Le rôle d'Alain Van der Biest, ancien ministre des Pensions au gouvernement fédéral et ministre des Affaires intérieures au gouvernement wallon (où il remplaça Cools en 1990 lorsque ce dernier se retira de la vie politique active), restera probablement obscur. L'homme politique/écrivain/alcoolique est décrit par les uns (et par lui-même) comme un naïf impuissant, ignorant les malversations de son entourage. D'autres voient intellectuel toujours prometteur comme un opportuniste ambitieux qui voulait se libérer de l'ingérence de son père politique qui, même s'il n'était plus actif en politique, continuait par l'intermédiaire de ses collaborateurs de le surveiller et de critiquer ses affaires louches. La justice liégeoise en est convaincue. Notamment par l'examen des notes prises par Van der Biest dans ses carnets. Ainsi, il écrit en janvier 1989 : « Je prie pour que Cools soit obligé de me reconnaître comme ministre. J'implore le Seigneur pour que Cools prenne sa retraite le plus vite possible. ». Et aussi par le témoignage de Carlo Todarello.

Le fait est que Van der Biest devait son ascension à Cools. En 1973, Cools fait du jeune Van der Biest, alors assistant en littérature à l'université de Liège, le secrétaire national de ce qui est encore à l'époque le Parti socialiste belge. Trois ans plus tard, Van der Biest devient le bourgmestre de Grâce-Berleur. Encore un an plus tard, en 1977, il est élu à la Chambre, où, en 1984, il devient le chef de groupe du PS. Après les élections de 1987, où le PS remporte plus de 43 % des suffrages à la Chambre, le président du PS, Guy Spitaels lui offre un portefeuille ministériel.

Mais là, il déçoit. Entre-temps, il est devenu alcoolique et il est mal entouré, entre autres par l'ancien gendarme Richard Taxquet, de Grâce-Hollogne, qui voit en lui l'homme de paille idéal pour ses affaires louches avec le milieu italo-liégeois, notamment un commerce de titres volés.

Fin 1990, début 1991, la tension monte entre Van der Biest et Cools. Ainsi il écrit dans ses carnets le 30 décembre 1990 qu'il « faut trouver une solution pour faire craquer Cools et Demolin. Il est étrange que je retrouve toujours des figures de la mafia sur mon chemin chaque fois que je suis sur le point de prendre les rênes de la fédération du PS. Je dois coïncider Verjus, l'obliger à quitter mon cabinet. (...) Il est clair que ce sont des gangsters. Je dois me replier et les combattre avec leurs propres méthodes, le terrorisme. ». Lambert Verjus est un ancien chef de cabinet de Willy Claes et André Cools; Maurice Demolin est secrétaire de la fédération liégeoise du PS, échevin de Grâce-Hollogne à l'époque et partisan de Cools (et il introduira d'ailleurs Taxquet en mai 1988 au cabinet Van der Biest).

Cools critique la façon dont Van der Biest gère son cabinet et veut qu'il se débarrasse de Taxquet, le « joueur de mandoline ». Il empêche que Taxquet obtienne, à la demande de Van der Biest, une liste des entreprises financées par le PS. Il est possible que Van der Biest ait voulu utiliser cette liste pour faire chanter Cools. Taxquet n'en est pas ravi.

Et Van der Biest aussi est « puni » : Cools ne veut lui accorder que la 13^e place sur la liste de la Chambre, pour le faire siéger ultérieurement au Parlement européen. Mais Van der Biest sent clairement qu'il est mis sur une voie de garage. En mai 1991, cela conduit à une violente dispute.

Kort voordat de twee in Tunis berecht worden, worden zij via in '98 een videoconferencing op afstand geconfronteerd met de verdachten die zich in Luik bevinden. Die moeten in *line-up* poseren voor de camera, in een rij met politiemensen naast zich. De Tunesiërs duiden zonder moeite Pino Di Mauro en Cosimo Solazzo tussen de anderen aan als de personen met wie zij contact gehad hebben. Zij herinnerden zich zelfs de namen « Pino » en « Simon ».

Begin juni '98 worden de twee in Tunis veroordeeld. Zij krijgen elk 20 jaar gevangenisstraf voor de moord op Cools en vijf jaar extra voor de moordpoging op Joiret.

Aanvankelijk waren er negen beschuldigen voor potentiële verwijzing naar assisen aangeduid, maar op 17 maart 2002 pleegt ex-minister Alain Van der Biest, die overigens altijd elke betrokkenheid heeft ontkend, zelfmoord, zodat in dit geval de strafvordering is « uitgedoofd ».

De rol van Van der Biest, voormalig minister van pensioenen in de federale regering en minister van binnenlandse zaken in de Waalse regering (waar hij in '90 Cools verving die zich terugtrekt uit de actieve politiek), zal allicht onduidelijk blijven. De politicus/schrijver/alcoholicus wordt door de enen – en zichzelf – beschouwd als machteloze naïeveling, onwetend van de malversaties van zijn entourage. Anderen zien de altijd veelbelovende intellectueel als een ambitieuze opportunist die zich wou bevrijden van de bemoeienissen van zijn politieke vader die hem, zelfs na vertrek uit de actieve politiek, via zijn medewerkers op de vingers bleef kijken en zijn louche zaakjes bekritiseerde. Het Luikse gerecht is hiervan overtuigd. Onder meer door onderzoek van notities van Van der Biest in zijn agenda's. Zo schrijft hij in januari 1989 : « Ik bid dat Cools verplicht wordt mij als minister te erkennen. Ik bid dat Cools zo vlug mogelijk met pensioen gaat. ». Maar ook door getuigenissen van Carlo Todarello.

Feit is dat Van der Biest zijn opgang te danken had aan Cools. In 1973 draagt Cools de jonge Van der Biest, die dan assistent letterkunde aan de Luikse universiteit is, voor als nationaal secretaris van de dan nog Belgische Socialistische Partij. Drie jaar later wordt hij burgemeester van Grâce-Berleur. Nog eens een jaar later, in '77, wordt hij verkozen voor de Kamer, waar hij in '84 fractieleider wordt voor de PS. Na de verkiezingen van '87, waar de PS liefst 43 % van de stemmen voor de Kamer haalt, biedt PS-voorzitter Guy Spitaels hem een ministerportefeuille aan.

Daar stelt hij echter teleur. Hij is inmiddels aan de drank en slecht omringd, door o.a. voormalig rijkswachter Richard Taxquet uit Grâce-Hollogne, die in hem een ideale stroman ziet voor zijn louche zaken i.s.m. Luiks-Italiaanse onderwereldfiguren, o.a. een handeltje in gestolen waardepapieren.

Einde 1990, begin 1991 escaleert de spanning tussen Van der Biest en Cools. Zo leert zijn agenda op 30 december 1990 : « Ik moet enkele zaken vinden om Cools en Demolin te kraken. Vreemd dat ik altijd maffiafiguren op mijn weg vind, terwijl ik toch op het punt stond de leiding van de PS-federatie op mij te nemen. Ik moet Verjus klem zetten, hem verplichten het kabinet te verlaten. (...) Het is duidelijk dat het gangsters zijn. Ik moet me terugplooiën en hen bestrijden met hun methoden, het terrorisme. ». Lambert Verjus is een oud-kabinetschef van Willy Claes en André Cools; Maurice Demolin is secretaris van de Luikse PS-federatie en danmalig schepen van Grâce-Hollogne, een Cools-aanhanger (die overigens Taxquet in mei '88 op het kabinet-Van der Biest introduceert).

Cools heeft kritiek op hoe Van der Biest zijn kabinet bestuurt en wil dat hij « mandolinespeler » Taxquet buitenzet. Hij verhindert dat Taxquet, op vraag van Van der Biest, een lijst te pakken krijgt van door de PS gefinancierde bedrijven. Mogelijk wou Van der Biest hier Cools mee chanteren. Taxquet is er niet goed van.

En ook Van der Biest wordt « gestraft » : Cools wil hem slechts de 13^e plaats geven op de Kamerlijst, zozeggd om hem in de toekomst in het Europees parlement uit te spelen. Maar Van der Biest voelt duidelijk aan dat hij op een zijspoor gezet wordt. In mei '91 leidt dit tot een flinke

Alors que Taxquet et Di Mauro qui en ont plus que marre du regard hargneux de Cools sont entre-temps déjà en train de fomenter de noirs desseins, Van der Biest, très probablement ivre, donne son fiat au meurtre de Cools. D'ailleurs, Van der Biest téléphone, régulièrement sous l'influence de l'alcool et pas toujours anonymement, à des collaborateurs du PS et laisse entendre que quelque chose de grave va arriver à Cools.

Après le meurtre de Cools, Van der Biest se retrouve immédiatement sur le devant de la scène. L'enquête met au jour une série de pratiques douteuses au sein de son ancien cabinet. Van der Biest est arrêté en septembre 1996 (en pleine affaire Dutroux) en même temps que ses anciens collaborateurs de son cabinet, Taxquet et Di Mauro (libéré en janvier 1997). Il est condamné en juin 1996 à une peine de 30 mois, dont la moitié avec sursis pour faux en écriture et détournements de fonds au sein du cabinet entre mai 1990 et janvier 1992 (notamment frais d'essence trop élevés, voyages payés par la Région mais jamais effectués, attribution d'études sur la problématique de l'eau en région wallonne à un couple d'amis liégeois, etc.). En appel (février 2000), la peine est réduite à un an avec sursis. Un pourvoi en cassation avait est rejeté.

Les 8 inculpés :

- La seule autre personne non-italienne est Richard Taxquet (45) : ancien gendarme, par la suite secrétaire privé au cabinet Van der Biest. Lui aussi continue de nier être lié à l'affaire, même lorsque les tueurs à gages tunisiens le désignent comme le commanditaire.

Quand Taxquet et Van der Biest sont arrêtés, ils s'accusent mutuellement. Selon l'ancien ministre, Taxquet, contré par Cools, avait développé une telle haine à son encontre qu'il voulait régler l'affaire comme une « affaire de famille ». Selon Taxquet, Van der Biest lui a demandé de nouer des contacts en vue d'éliminer Cools. Van der Biest lui aurait dit « qu'il était le maître, qu'il allait faire le grand nettoyage » et que « la récréation était terminée ».

- À d'autres moments, Taxquet nie l'implication de Van der Biest. En mars 2003 il déclare qu'on a utilisé ses déclarations pour faire de lui le principal accusateur de Van der Biest et qu'il avait fait ces déclarations en se basant sur son ressenti mais qu'il ne voyait pas pourquoi il l'aurait accusé au procès en assises.

C'est pourtant ce qu'il fait : au troisième jour du procès Cools fin octobre 2003 Taxquet accuse l'absent Van der Biest d'être le commanditaire du meurtre. Il dépeint aussi une fois de plus une image moins belle de l'alcoolique. Il semble que Taxquet ait profité de la mort de Van der Biest pour se disculper.

- Un autre homme de Van der Biest est impliqué dans les préparatifs du meurtre : l'ancien gardien de prison devenu le chauffeur personnel d'Alain Van der Biest, Pino Di Mauro (58). Il a utilisé la Citroën ministérielle à d'autres fins que de simples voyages officiels. Ainsi, il a transporté des titres volés à l'insu d'Alain Van der Biest. Di Mauro et Taxquet se livraient ensemble à des escroqueries. Il nie alors que les tueurs tunisiens l'ont formellement identifié. Ils les aurait accompagnés dans notre pays et leur aurait notamment indiqué le lieu du crime.
- En mars 1991, Taxquet contacte (avec Di Mauro) à Tongres son oncle par alliance, Carlo Todarello (62), un truand qui a déjà séjourné plusieurs fois derrière les barreaux (notamment pour des braquages) et ils lui offrent 5 à 7.000 euros pour un boulot. Todarello est le seul, avec Castellino le sous-fifre, à avoir partiellement avoué les faits. Initialement ce sont des Yougoslaves qui avaient été contactés pour le boulot mais ils étaient trop chers au goût de Taxquet et Di Mauro (50.000 euros). Et un tueur à gages allemand est parti avec une avance de 7.500 euros sans plus donner de nouvelles. Les conjurés arrivèrent finalement en Sicile par l'intermédiaire de Castellino (voir plus loin) dont son ami Luigi Contrino était originaire et où il connaissait

ruzie. Als Taxquet en Di Mauro, die het boze oog van Cools meer dan beu zijn, inmiddels al snode plannen aan het smeden zijn, geeft Van der Biest – allicht in een dronken bui – zijn fiat voor de moord. Overigens laat Van der Biest regelmatig, onder invloed en al dan niet in anonieme telefoontjes aan PS-medewerkers, blijken dat Cools nog wel iets ergs zal overkomen.

De moord op Cools brengt Van der Biest onmiddellijk in de spotlights. Het onderzoek brengt een heleboel onfrisse praktijken op zijn voormalige kabinet aan het licht. Van der Biest wordt in september '96 – in volle Dutroux-periode – samen met zijn gewezen kabinetsmedewerkers Taxquet en Di Mauro gearresteerd (vrij in januari '97). Bewijzen van schriftvervalsing en geldverduistering op het kabinet tussen mei '90 en januari '92 (o.a. te hoge benzinekosten, door het Gewest betaalde maar nooit uitgevoerde reizen, het toewijzen van studies over de Waalse waterproblematiek aan een bevriend Luiks koppel, enz.) leiden in juni '96 tot een veroordeling van 30 maanden, waarvan de helft met uitstel. In beroep (februari 2000) wordt de straf verminderd tot 1 jaar met uitstel. Een cassatieverzoek wordt verworpen.

De 8 beschuldigen :

- De enige andere niet-Italiaan is Richard Taxquet (45): gewezen rijkswachter, later privé-secretaris op het kabinet van Van der Biest. Ook hij blijft ontkennen iets met de zaak te maken te hebben, ook al wordt hij door de Tunesische huurmoordenaars aangeduid als de opdrachtgever.

Wanneer zowel Taxquet als Van der Biest gearresteerd worden, beschuldigen zij elkaar. volgens de ex-minister heeft Taxquet na tegenwerking door Cools een zodanige haat tegen hem opgevat dat hij de zaak « als een familiezaak zou regelen ». Volgens Taxquet heeft Van Der Biest hem gevraagd de contacten te leggen voor de eliminatie van Cools. Van Der Biest zou hem hebben gezegd « dat hij de baas was, dat hij grote schoonmaak zou houden » en dat « de speeltijd voorbij was ».

- Op andere momenten ontkent Taxquet de betrokkenheid van Van der Biest. In maart 2003 zegt hij « Men heeft mijn verklaringen gebruikt om mij als belangrijkste aanklager van Alain Van der Biest aan te duiden. Ik heb die verklaringen afgelegd op basis van wat ik had ervaren. Maar ik zou niet weten waarom ik hem op het assisenproces zou hebben beschuldigd. ».

Dat is toch wat hij doet : op de derde dag van het proces-Cools eind oktober 2003 beschuldigt Taxquet de afwezige Van der Biest als de opdrachtgever van de moord. Hij schetst ook nog eens een minder fraai beeld van de alcoholicus. Het lijkt erop dat Taxquet van de dode Van der Biest profiteerd om zichzelf vrij te pleiten.

- Nog een Van der Biest-man is betrokken bij de voorbereidingen : privé-chauffeur van Alain Van der Biest en gewezen gevangenispijper Pino Di Mauro (58). Hij gebruikte de ministeriële Citroën voor meer dan alleen officiële ritjes. Zo werden – allicht zonder medeweten van Van der Biest – gestolen waardepapieren vervoerd. Di Mauro zat in zwendelzaken verwickeld met Taxquet. Hij ontkent, al is hij door de Tunesische huurmoordenaars formeel herkend. Hij zou hen in ons land begeleid hebben en o.a. hen de plaats van de misdaad aangewezen hebben.
- Taxquet contacteert in maart of april '91 (samen met Di Mauro) in Tongeren zijn aangetrouwde oom Carlo Todarello (62), een zware jongen die al een paar keer in de gevangenis zat (o.a. voor hold-ups) en bieden hem 5 à 7.000 euro voor een klus. Todarello is, behalve kleine luis Castellino, de enige die gedeeltelijke bekentenissen aflegt. Aanvankelijk waren Joegoslaven gecontacteerd voor de klus, maar die waren te duur voor Taxquet en Di Mauro (50.000 euro was de offerte). En een Duitse huurmoordenaar gaat er vandoor met een voorschot van 7.500 euro zonder nog iets van zich te laten horen. Via Castellino (zie onder) komen de samenzweerders uiteindelijk in Sicilië terecht, waar diens compaan Luigi Contrino van afkomstig is

Calogero Todaro, un gangster local en concurrence avec la mafia sicilienne.

- Un autre oncle de Taxquet, Silvio de Benedictis (57) aurait, en tant que joaillier et commerçant en or, avancé l'argent à son neveu pour payer les tueurs tunisiens par l'intermédiaire de Todarello. Ce qu'il nie avec véhémence. Tout comme il nie avoir fourni une voiture pour la fuite des tueurs, voiture qui n'a d'ailleurs jamais servi parce qu'elle était trop voyante. Il aurait également fourni une deuxième arme, qui n'aurait pas non plus servi.
- Silvio De Santis (54) aurait aussi participé aux préparatifs du meurtre: cet ouvrier aurait fourni l'arme du crime à Di Mauro et contacté d'autres tueurs à gages éventuels (dans le milieu albanais) bien qu'il nie toute implication. Cette arme n'aurait pas non plus servi.
- L'ouvrier du bâtiment Luigi Iachino « Jacky » Contrino (42) a fourni une planque à Liège aux tueurs. Une fois le service rendu, il serait allé les payer en Sicile : 8 millions de lires (4.000 euros). Il nie également.
- Cosimo « Simon » Solazzo (53) était le directeur de l'entreprise de nettoyage Sodont, qui tournait presque exclusivement grâce à des contrats publics) qui a fourni les instructions aux Tunisiens (selon eux) et les a hébergés pendant leur séjour à Liège dans son propre appartement. Il a été contacté par Todarello et il a demandé 20.000 euros pour le boulot. Il nie.
- Enfin, il y a encore l'homme de main Domenico « Mimo » Castellino (47), qui, à la demande de Solazzo a amené les tueurs depuis la Sicile jusqu'à Liège et les a reconduits en Italie une fois le boulot exécuté. Sur ses indications (il espère une peine moins lourde grâce à ses aveux), les enquêteurs ont retrouvé l'arme du crime dans l'Ourthe, où il l'avait lui-même jetée. Actuellement, il est emprisonné en Sicile pour trafic de drogue.

Le jury a estimé que Richard Taxquet et Pino Di Mauro étaient les commanditaires du meurtre d'André Cools. Ils ont tous deux écoupé d'une peine relativement légère : 20 ans de prison, tout comme Cosimo Solazzo et Domenico Castellino. Ioachino Contrino et Carlo Todarello ont été condamnés à 5ans de prison. Mauro De Santis et Silvio De Benedictis ont été acquittés.

N° 74 de MM. Frederic ERENS (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou auquel un de ses membres appartient ou lorsqu'un des membres lui-même, un ou plusieurs collaborateurs, rémunèrent des collaborateurs personnels ou des collaborateurs du parti lui-même, avec de l'argent en noir. ».

en Calogero Todaro kent, een plaatselijke gangster die de Siciliaanse mafia beconcoreert.

- Een andere oom van Taxquet, Silvio de Benedictis (57) zou, als juwelier en goudhandelaar, zijn neef het geld hebben voorgeschoten om via Todarello de Tunesische huurmoordenaars te betalen. Wat hij ten stelligste ontkent. En ook dat hij voor een vluchtauto zou gezorgd hebben, die echter nooit gebruikt werd omdat hij te opvallend was. Hij zorgde ook voor een tweede wapen, dat ook niet gebruikt werd.
- Ook bezig geweest bij de voorbereidingen is Silvio De Santis (54), een arbeider die de het moordwapen geleverd zou hebben aan Di Mauro en die andere mogelijke huurdoeders (in het Albanese milieu) gecontacteerd heeft. Al ontkent hij er iets mee te maken te hebben gehad. Dit moordwapen wordt ook niet gebruikt.
- Bouwvakker Luigi Iachino « Jacky » Contrino (42) gaf de Tunesische huurmoordenaars een onderduikadres in Luik. Na bewezen diensten zou hij hen in Sicilië zijn gaan uitbetalen : 8 miljoen lire (4.000 euro). Ook hij ontkent.
- Cosimo « Simon » Solazzo (53) was de bedrijfsleider (van het schoonmaakbedrijf Sodont, dat overigens zo goed als alleen op overheidsopdrachten draaide) die de Tunesiërs instructies gaf (volgens hen) en die hen huisvestte tijdens hun verblijf in Luik in zijn eigen appartement. Hij werd gecontacteerd door Todarello en vraagt voor de klus 20.000 euro. Hij ontkent.
- En tenslotte is er nog klusjesman Domenico « Mimo » Castellino (47), die op vraag van Solazzo de moordenaars van Sicilië naar Luik bracht en hen ook weer naar Italië reed na de klus. Op zijn aanwijzingen (met bekentenissen hoopt hij een lagere straf te krijgen) vonden de speurders het moordwapen in de Ourthe, waar hij het zelf had weggegooid. Hij zit nu gevangen in Sicilië voor drugstrafiek.

De jury oordeelde dat Richard Taxquet en Pino Di Mauro de opdrachtgevers voor moord op André Cools waren. Ze twee kregen relatief lichte straffen : twintig jaar cel, evenveel als Cosimo Solazzo en Domenico Castellino. Ioachino Contrino en Carlo Todarello moesten vijf jaar de cel in. Mauro De Santis en Silvio De Benedictus werden vrijgesproken.

Frederic ERENS (N)
Valérie SEYNS (N)

Nr. 74 van de heren Frederic ERENS (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waartoe een van haar leden behoort, of wanneer een van haar leden zelf één of meerdere medewerkers, zowel persoonlijke medewerkers als medewerkers van die partij zelf, met zwart geld uitbetalen. ».

JUSTIFICATION

Edwin Ysebaert, ancien présentateur du programme radio « *Eenzame Hartenburo* » et du *Socialistische Omroep* (SOM) a déposé le 10 avril 2001 auprès de la police fédérale une plainte dirigée contre le ministre Frank Vandebroucke et Mme Carla Galle.

À ce sujet, Ysebaert a déclaré à la presse : « Pendant des années, SOM m'a payé au noir. Carla Galle en était le grand patron. Elle a refusé de m'inscrire officiellement. Pour mon travail, je touchais 25.000 francs par mois, payés au noir. Après chaque émission, elle me donnait un chèque que je pouvais encaisser à la CODEP, la banque du parti. Presque tous ceux qui travaillaient pour la SOM étaient payés au noir. ».

« Je pensais que le parti socialiste était le parti des petites gens. Mais les pratiques auxquelles j'ai participé ont porté un sale coup à ma foi dans le parti et la démocratie. En outre, par la faute de Carla Galle, j'ai été obligé de mentir au fisc. ».

« Au début des années 1990, dans un entretien avec Frank Vandebroucke, j'ai demandé à régulariser ma situation mais il a répondu » que ce serait sans doute trop onéreux. « Je n'ai plus eu de nouvelles après. ».

Il va de soi qu'il est inacceptable que des hommes politiques ou des partis politiques paient leurs collaborateurs au noir. Ils escroquent l'État belge de la sorte, ce qui est bien entendu inacceptable dans un État de droit.

N° 75 de MM. Frederic ERENS (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes a été condamné pour la rémunération de collaborateurs du parti, de celui auquel ce dernier a succédé ou d'une de leurs composantes, avec de l'argent en noir.* ».

JUSTIFICATION

Edwin Ysebaert, ancien présentateur du programme radio « *Eenzame Hartenburo* » et du *Socialistische Omroep* (SOM) a déposé le 10 avril 2001 auprès de la police fédérale une plainte dirigée contre le ministre Frank Vandebroucke et Mme Carla Galle.

À ce sujet, Ysebaert a déclaré à la presse : « Pendant des années, SOM m'a payé au noir. Carla Galle en était le grand patron. Elle a refusé de m'inscrire officiellement. Pour mon travail, je touchais 25.000 francs par mois, payés au noir. Après chaque émission, elle me donnait un chèque que je pouvais encaisser à la CODEP, la banque du parti. Presque tous ceux qui travaillaient pour la SOM étaient payés au noir. ».

« Je pensais que le parti socialiste était le parti des petites gens. Mais les pratiques auxquelles j'ai participé ont porté un sale coup à ma foi dans le parti et la démocratie. En outre, par la faute de Carla Galle, j'ai été obligé de mentir au fisc. ».

VERANTWOORDING

Edwin Ysebaert, ex-presentator van het radioprogramma « *Eenzame Hartenburo* » en van de *Socialistische Omroep* (SOM), diende op 10 april 2001 bij de federale politie in Gent klacht in tegen minister Frank Vandebroucke en tegen mevrouw Carla Galle.

Ysebaert gaf hierover in de pers de volgende verklaring : « Bij de SOM werd ik jarenlang in het zwart betaald. Carla Galle was daar de grote baas. Zij weigerde mij officieel in te schrijven. Ik kreeg voor mijn werk 25.000 frank per maand, in het zwart betaald. Na elke uitzending kreeg ik van haar een cheque die ik mocht gaan innen bij de CODEP, de bank van de partij. Bijna al wie voor de SOM werkte, werd zwart betaald. ».

« Ik dacht dat de socialistische partij de partij van de kleine man was. Maar de praktijken die ik daar heb meegemaakt, hebben mijn geloof in de partij en de democratie een flinke deuk gegeven. Bovendien was ik door de schuld van Galle gedwongen om tegen de fiscus te liegen. ».

« Ik heb begin jaren '90 in een onderhoud aan Frank Vandebroucke gevraagd om mijn situatie te regulariseren maar hij antwoordde : « dat dit waarschijnlijk te duur zou zijn ». « Ik heb er later niets meer van gehoord. ».

« Het spreekt voor zich dat het onaanvaardbaar is dat politici of politieke partijen hun medewerkers in het zwart betalen. Hiermee lichten ze de Belgische Staat op. Zulks is in een rechtsstaat uiteraard niet te accepteren. ».

Nr. 75 van de heren Frederic ERENS (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan is veroordeeld voor het uitbetalen van medewerkers van de partij, de partij die door die laatste is opgevolgd of een van de componenten ervan, met zwart geld.* ».

VERANTWOORDING

Edwin Ysebaert, ex-presentator van het radioprogramma « *Eenzame Hartenburo* » en van de *Socialistische Omroep* (SOM), diende op 10 april 2001 bij de federale politie in Gent klacht in tegen minister Frank Vandebroucke en tegen mevrouw Carla Galle.

Ysebaert gaf hierover in de pers de volgende verklaring : « Bij de SOM werd ik jarenlang in het zwart betaald. Carla Galle was daar de grote baas. Zij weigerde mij officieel in te schrijven. Ik kreeg voor mijn werk 25.000 frank per maand, in het zwart betaald. Na elke uitzending kreeg ik van haar een cheque die ik mocht gaan innen bij de CODEP, de bank van de partij. Bijna al wie voor de SOM werkte, werd zwart betaald. ».

« Ik dacht dat de socialistische partij de partij van de kleine man was. Maar de praktijken die ik daar heb meegemaakt, hebben mijn geloof in de partij en de democratie een flinke deuk gegeven. Bovendien was ik door de schuld van Galle gedwongen om tegen de fiscus te liegen. ».

« Au début des années 1990, dans un entretien avec Frank Vandenbroucke, j'ai demandé à régulariser ma situation mais il a répondu » que ce serait sans doute trop onéreux. « Je n'ai plus eu de nouvelles après. ».

Il va de soi qu'il est inacceptable que des hommes politiques ou des partis politiques paient leurs collaborateurs au noir. Ils escroquent l'État belge de la sorte, ce qui est bien entendu inacceptable dans un État de droit.

N° 76 de MM. Frederic ERENS (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation de l'interdiction de la liberté d'expression. ».

JUSTIFICATION

La liberté d'expression est l'un des fondements absolus de toute société démocratique. Cette liberté d'expression ne peut ni ne doit s'en tenir ni se limiter à quelques lieux communs, aux idées de la caste politique dominante ou aux règles du politiquement correct. La liberté d'opinion implique aussi et surtout qu'on puisse et qu'on doive entendre la voix de la critique, de la dissidence.

Le principe de la liberté d'expression, telle que définie à l'article 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen d'août 1789, ne peut être remis en cause ni par le meurtre, ni par l'incarcération et les persécutions, encore moins par le biais d'un procès politique.

Le meurtre du réalisateur néerlandais Theo Van Gogh fut une nouvelle démonstration de l'intolérance dont semble faire preuve une partie de la communauté musulmane à travers le monde. Étant donné la fréquence et la gravité des attentats, des meurtres, des décapitations et autres dont sont victimes les civils, on peut difficilement encore parler de cas isolés. De plus en plus d'observateurs craignent d'ailleurs d'ailleurs qu'il ne s'agisse là que de la partie émergée de l'iceberg.

À cet égard, deux aspects de ce dernier meurtre sont particulièrement choquants : tout d'abord, il ne s'est pas produit dans une région en guerre mais dans un pays européen extrêmement tolérant, accueillant et pacifique et, ensuite, ce n'était pas un attentat terroriste aveugle mais l'élimination délibérée d'une personne en raison de ses opinions. Les Pays-Bas savent maintenant aussi que tolérance et indulgence extrêmes ne suffisent pas à refréner les fanatiques.

Les meurtres de Van Gogh et Fortuyn par exemple n'étaient pas des actes émotionnels, pour lesquels on peut invoquer des circonstances atténuantes, mais plutôt l'assassinat cruel et soigneusement préparé d'un citoyen néerlandais, parce qu'il avait sa propre opinion et qu'il osait également l'exprimer.

Le plus inquiétant dans cette nouvelle atteinte à la démocratie c'est le silence intrigant de la communauté bien pensante des autochtones européens et de ceux qui préconisent toujours les principes de la liberté d'expression, déjà formulés du temps des Lumières et de la Révolution française et qui sont toujours d'application aujourd'hui. On dirait même que

« Ik heb begin jaren '90 in een onderhoud aan Frank Vandenbroucke gevraagd om mijn situatie te regulariseren maar hij antwoordde : « dat dit waarschijnlijk te duur zou zijn ». « Ik heb er later niets meer van gehoord. ».

« Het spreekt voor zich dat het onaanvaardbaar is dat politici of politieke partijen hun medewerkers in het zwart betalen. Hiermee lichten ze de Belgische Staat op. Zulks is in een rechtsstaat uiteraard niet te accepteren.

Nr.76 van de heren Frederic ERENS (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervullen :

« of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de moord op de vrije meningsuiting. ».

VERANTWOORDING

De vrijheid van meningsuiting is één van de absolute fundamenten van iedere democratische samenleving. Deze vrijheid van meningsuiting kan en mag niet gebonden zijn aan, en beperkt worden tot enkel die meningen die stroken met het algemeen gangbare, met de ideeën van de heersende politieke kaste, of met de regels van de politieke correctheid. Vrijheid van mening houdt ook en vooral in dat eveneens de stem van de criticus, van de dissident mag en moet gehoord worden.

Het beginsel van de vrije meningsuiting, zoals dat sedert augustus 1789 in artikel 11 van de universele verklaring van de rechten van de mens en van de burger geboekstaafd staat, is niet voor discussie vatbaar. Niet via moord, niet door middel van opsluiting en vervolging, evenmin via een politiek proces.

De moord op de Nederlandse regisseur Theo Van Gogh in Nederland was opnieuw een uiting van een unilaterale onverdraagzaamheid die een deel van de moslimgemeenschap zowat overal ter wereld bijwijlen lijkt tentoon te spreiden. Gezien de frequentie en de ernst van de aanslagen, moorden, onthoofdingen enz. van burgers kan men immers nog moeilijk van geïsoleerde gevallen spreken. En spreken steeds meer waarnemers de vrees uit dat we slechts de top van de ijsberg hebben gezien.

Bijzonder schokkend zijn echter wel de twee aspecten van de meest recente moord uit deze hoek: vooreerst gebeurde ze niet in een oorlogsgebied, maar in een volstrekt tolerante, gastvrije en vredelievende Europese Staat, en ten tweede is het geen blinde terroristische aanslag, maar de bewuste uitschakeling van een mens, omdat die er een eigen mening op nahoudt. Meteen weet nu ook Nederland dat zelfs verregaande tolerantie en toegevendheid niet volstaan om fanatici in toom te houden.

De moorden op Van Gogh en Fortuyn bijvoorbeeld waren geen emotionele daden, waarbij verzachtende omstandigheden kunnen gelden, maar veeleer een zorgvuldig voorbereide, wrede afslachting van een Nederlandse burger – omdat die een eigen mening had, en die ook durfde uiten.

Wat het meest verontrustend is bij deze nieuwe aanslag op de democratie, is de intrigerende stilte vanwege de weldenkende autochtone Europese gemeenschap, vanwege hen die nog steeds de principes van de vrije meningsuiting voorstaan, zoals die al ten tijde van de Verlichting en de Franse Revolutie zijn geformuleerd, en vandaag de dag nog steeds onver-

cette fois-ci on se tait aussi par crainte, de peur peut-être d'être la prochaine victime, car il s'avère que notre société est des moins en moins en mesure de protéger suffisamment ses citoyens bien pensants. Si cette analyse devait s'avérer exacte, ce serait désastreux, alarmant et inacceptable.

Depuis la mort de Van Gogh et Fortuyn, nous sommes déjà inondés depuis plusieurs mois, sur les ondes de la radio et de la télévision, de boniments interminables sur la compréhension et la tolérance, sur les « sensibilités » d'un certain groupe alors qu'on parle à peine du nœud du problème, à savoir que pour la première fois depuis la période fasciste du siècle dernier, on assassine des gens en Europe à cause de leurs déclarations. N'avons-nous pas lutté, il y a soixante ans, pendant six longues années pour éliminer ce type d'extrémité ?

Où reste le Parlement européen qui aime tant s'exprimer à chaque occasion sur des sujets politiquement corrects ? La liberté d'expression ne compte peut-être pas lorsqu'elle traduit une opinion divergente ? Où reste la condamnation univoque ?

Il est surprenant voire même choquant que cette même partie de la caste politique dominante, qui se décrit elle-même comme tolérante et ouverte d'esprit trouve nécessaire de minimiser voire même justifier ce genre d'assassinats politiques – qui sont une atteinte à la liberté d'expression. Des « commentateurs » professionnels et des « bien pensants » auto-proclamés ont aussi jugé nécessaire de faire des déclarations en ce sens sur la VRT, notre propre chaîne de télévision publique.

Pim Fortuyn était politiquement incorrect, il était de droite, il l'a donc cherché, a-t-on pu entendre. Theo Van Gogh était également intolérant. Il a donc cherché lui-même à être tué, tel était le « raisonnement » tenu par certains. Certes c'est là le discours typique des puissants. Pour les dirigeants communistes de l'Union soviétique, Soljenitsyne était aussi responsable de son internement.

Il n'en demeure pas moins qu'il s'agit au fond d'un meurtre direct de la liberté d'expression, un meurtre hélas encore trop souvent justifié par ceux qui se situent à l'opposé de l'idéologie de la victime.

D'autres vont encore plus loin et osent même nier que le meurtre de Fortuyn et Van Gogh, ou les procès politiques intentés au Vlaams Blok puissent être des atteintes à la liberté d'expression. Nous osons répondre à ces personnes par les mots de Job Cohen, le bourgmestre d'Amsterdam : « C'est un meurtre lâche et une atteinte énorme à la liberté d'expression. ». Et par la réaction de la Federatie Koerden in Nederland (fédération des Kurdes aux Pays-Bas) : « Cet attentat est un attentat contre la liberté d'expression aux Pays-Bas. ».

Pour les auteurs, le degré de liberté d'expression est une indication du degré de démocratie et de civilisation civile et politique. Justifier ou minimiser l'assassinat de la liberté d'expression revient à se rendre complice de ce qui mènera inévitablement à l'assassinat de la démocratie elle-même.

N° 77 de MM. Frederic ERENS (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation de l'interdiction de la liberté d'expression ».

anderd gelden. Het lijkt er zowaar zelfs op dat men ditmaal ook nog uit angst zwijgt, uit vrees om misschien het volgende slachtoffer te worden – want steeds meer blijkt dat onze maatschappij niet in staat is om haar weldenkende burgers afdoende te beschermen. Mocht deze analyse kloppen, dan is dit funest, verontrustend, en onaanvaardbaar.

Sedert de dood van Van Gogh en Fortuyn worden we nu reeds maandenlang op radio- en televisiezenders overspoeld met eindeloos gezwets over begrip en verdraagzaamheid, over « gevoeligheden » van een bepaalde kant. Anderzijds wordt er nauwelijks gesproken over de kern van de zaak, namelijk dat voor het eerst sedert de fascistische tijden van de vorige eeuw, mensen in Europa worden vermoord omwille van hun uitspraken. Hadden we daar zestig jaar geleden geen zes jaar lange wereldoorlog voor over, om dit soort uitwassen uit te roeien ?

Waar blijft nu het Europees Parlement, dat telkens weer zo graag van zich laat horen, als het over politiek correcte aangelegenheden gaat ? Is de vrije meningsuiting misschien van geen tel, wanneer ze een afwijkende mening vertokt ? Waar blijft de ondubbelzinnige veroordeling ?

Het is merkwaardig en zelfs schokkend dat net dat deel van de heersende politieke kaste, dat zichzelf beschouwt als zijnde verdraagzaam en breeddenkend, het nodig vinden dit soort van politieke moorden – aanslagen op de vrije meningsuiting ! – te minimaliseren en zelfs goed te praten. Ook professionele « duiders » en zelfverklaarde « weldenkenden » op onze eigen openbare televisie-omroep VRT vonden het nodig om uitspraken in die richting te doen.

Pim Fortuyn was politiek incorrect, hij was rechts, hij heeft het dus zelf gekocht, zo konden we vernemen. Ook Theo Van Gogh was onverdraagzaam en heeft zijn dood zelf gekocht, zo wordt « geredeneerd ». Dit is uiteraard het typische discours van de machthebber. Volgens de communistische machthebbers in de Sovjetunie had ook Solzenitsyn zijn in-ternering zelf gezocht.

Feit blijft echter dat het in wezen gaat om een regelrechte moord op de vrije meningsuiting; een moord die helaas nog al te vaak wordt goedgepraat door zij die aan de andere kant van het ideologische spectrum van het slachtoffer staan.

Anderen gaan nog verder en durven zelfs ontkennen dat de moord op Fortuyn en Van Gogh, of de politieke processen tegen het Vlaams Blok, geen aanslag tegen de vrijheid van meningsuiting zouden zijn. Deze mensen durven wij te antwoorden met de woorden van burgemeester Job Cohen van Amsterdam : « Het is een laffe moord die een enorme inbreuk op de vrijheid van meningsuiting is. ». En met de reactie van de Federatie Koerden in Nederland : « Deze aanslag is een aanslag op de vrijheid van meningsuiting in Nederland. ».

De graad van vrijheid van meningsuiting is voor de indianers een indicatie voor de graad van democratie en politiek-maatschappelijke beschaving. Door de moord op de vrije meningsuiting goed te praten of te minimaliseren, is men medeverantwoordelijk op wat onvermijdelijk zal leiden tot de moord op de democratie zelf.

Nr. 77 van de heren Frederic ERENS (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de moord op de vrije meningsuiting ».

JUSTIFICATION

La liberté d'expression est l'un des fondements absolus de toute société démocratique. Cette liberté d'expression ne peut ni ne doit s'en tenir ni se limiter à quelques lieux communs, aux idées de la caste politique dominante ou aux règles du politiquement correct. La liberté d'opinion implique aussi et surtout qu'on puisse et qu'on doive entendre la voix de la critique, de la dissidence.

Le principe de la liberté d'expression, telle que définie à l'article 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen d'août 1789, ne peut être remis en cause ni par le meurtre, ni par l'incarcération et les persécutions, encore moins par le biais d'un procès politique.

Le meurtre du réalisateur néerlandais Theo Van Gogh fut une nouvelle démonstration de l'intolérance dont semble faire preuve une partie de la communauté musulmane à travers le monde. Étant donné la fréquence et la gravité des attentats, des meurtres, des décapitations et autres dont sont victimes les civils, on peut difficilement encore parler de cas isolés. De plus en plus d'observateurs craignent d'ailleurs d'ailleurs qu'il ne s'agisse là que de la partie émergée de l'iceberg.

À cet égard, deux aspects de ce dernier meurtre sont particulièrement choquants : tout d'abord, il ne s'est pas produit dans une région en guerre mais dans un pays européen extrêmement tolérant, accueillant et pacifique et, ensuite, ce n'était pas un attentat terroriste aveugle mais l'élimination délibérée d'une personne en raison de ses opinions. Les Pays-Bas savent maintenant aussi que tolérance et indulgence extrêmes ne suffisent pas à refréner les fanatiques.

Les meurtres de Van Gogh et Fortuyn par exemple n'étaient pas des actes émotionnels, pour lesquels on peut invoquer des circonstances atténuantes, mais plutôt l'assassinat cruel et soigneusement préparé d'un citoyen néerlandais, parce qu'il avait sa propre opinion et qu'il osait également l'exprimer.

Le plus inquiétant dans cette nouvelle atteinte à la démocratie c'est le silence intrigant de la communauté bien pensante des autochtones européens et de ceux qui préconisent toujours les principes de la liberté d'expression, déjà formulés du temps des Lumières et de la Révolution française et qui sont toujours d'application aujourd'hui. On dirait même que cette fois-ci on se tait aussi par crainte, de peur peut-être d'être la prochaine victime, car il s'avère que notre société est des moins en moins en mesure de protéger suffisamment ses citoyens bien pensants. Si cette analyse devait s'avérer exacte, ce serait désastreux, alarmant et inacceptable.

Depuis la mort de Van Gogh et Fortuyn, nous sommes déjà inondés depuis plusieurs mois, sur les ondes de la radio et de la télévision, de boniments interminables sur la compréhension et la tolérance, sur les « sensibilités » d'un certain groupe alors qu'on parle à peine du nœud du problème, à savoir que pour la première fois depuis la période fasciste du siècle dernier, on assassine des gens en Europe à cause de leurs déclarations. N'avons-nous pas lutté, il y a soixante ans, pendant six longues années pour éliminer ce type d'extrémité ?

Où reste le Parlement européen qui aime tant s'exprimer à chaque occasion sur des sujets politiquement corrects ? La liberté d'expression ne compte peut-être pas lorsqu'elle traduit une opinion divergente ? Où reste la condamnation univoque ?

Il est surprenant voire même choquant que cette même partie de la caste politique dominante, qui se décrit elle-même comme tolérante et ouverte d'esprit trouve nécessaire de minimiser voire même justifier ce genre d'assassinats politiques – qui sont une atteinte à la liberté d'expression. Des « commentateurs » professionnels et des « bien pensants » auto-proclamés ont aussi jugé nécessaire de faire des déclarations en ce sens sur la VRT, notre propre chaîne de télévision publique.

VERANTWOORDING

De vrijheid van meningsuiting is één van de absolute fundamenteën van iedere democratische samenleving. Deze vrijheid van meningsuiting kan en mag niet gebonden zijn aan, en beperkt worden tot enkel die meningen die stroken met het algemeen gangbare, met de ideeën van de heersende politieke kaste, of met de regels van de politieke correctheid. Vrijheid van mening houdt ook en vooral in dat eveneens de stem van de criticus, van de dissident mag en moet gehoord worden.

Het beginsel van de vrije meningsuiting, zoals dat sedert augustus 1789 in artikel 11 van de universele verklaring van de rechten van de mens en van de burger geboekstaafd staat, is niet voor discussie vatbaar. Niet via moord, niet door middel van opsluiting en vervolging, evenmin via een politiek proces.

De moord op de Nederlandse regisseur Theo Van Gogh in Nederland was opnieuw een uiting van een unilaterale onverdraagzaamheid die een deel van de moslimgemeenschap zowat overal ter wereld bijwijlen lijkt tentoon te spreiden. Gezien de frequentie en de ernst van de aanslagen, moorden, onthoofdingen enz. van burgers kan men immers nog moeilijk van geïsoleerde gevallen spreken. En spreken steeds meer waarnemers de vrees uit dat we slechts de top van de ijsberg hebben gezien.

Bijzonder schokkend zijn echter wel twee aspecten van de meest recente moord uit deze hoek: vooreerst gebeurde ze niet in een oorlogsgebied, maar in een volstrekt tolerante, gastvrije en vredelievende Europese Staat, en ten tweede is het geen blinde terroristische aanslag, maar de bewuste uitschakeling van een mens, omdat die er een eigen mening op nahoudt. Meteen weet nu ook Nederland dat zelfs verregaande tolerantie en toegevendheid niet volstaan om fanatici in toom te houden.

De moorden op Van Gogh en Fortuyn bijvoorbeeld waren geen emotionele daden, waarbij verzachtende omstandigheden kunnen gelden, maar veeleer een zorgvuldig voorbereide, wrede afslachting van een Nederlandse burger – omdat die een eigen mening had, en die ook durfde uiten.

Wat het meest verontrustend is bij deze nieuwe aanslag op de democratie, is de intrigerende stilte vanwege de weldenkende autochtone Europese gemeenschap, vanwege hen die nog steeds de principes van de vrije meningsuiting voorstaan, zoals die al ten tijde van de Verlichting en de Franse Revolutie zijn geformuleerd, en vandaag de dag nog steeds onveranderd gelden. Het lijkt er zowaar zelfs op dat men ditmaal ook nog uit angst zwijgt, uit vrees om misschien het volgende slachtoffer te worden – want steeds meer blijkt dat onze maatschappij niet in staat is om haar weldenkende burgers afdoende te beschermen. Mocht deze analyse kloppen, dan is dit funest, verontrustend, en onaanvaardbaar.

Sedert de dood van Van Gogh en Fortuyn worden we nu reeds maandenlang op radio- en televisiezenders overspoeld met eindeloos gezwets over begrip en verdraagzaamheid, over « gevoeligheden » van een bepaalde kant. Anderzijds wordt er nauwelijks gesproken over de kern van de zaak, namelijk dat voor het eerst sedert de fascistische tijden van de vorige eeuw, mensen in Europa worden vermoord omwille van hun uitspraken. Hadden we daar zestig jaar geleden geen zes jaar lange wereldoorlog voor over, om dit soort uitwassen uit te roeien ?

Waar blijft nu het Europees Parlement, dat telkens weer zo graag van zich laat horen, als het over politiek correcte aangelegenheden gaat ? Is de vrije meningsuiting misschien van geen tel, wanneer ze een afwijkende mening vertokt ? Waar blijft de ondubbelzinnige veroordeling ?

Het is merkwaardig en zelfs schokkend dat net dat deel van de heersende politieke kaste, dat zichzelf beschouwt als zijnde verdraagzaam en breeddenkend, het nodig vinden dit soort van politieke moorden – aanslagen op de vrije meningsuiting ! – te minimaliseren en zelfs goed te praten. Ook professionele « duiders » en zelfverklaarde « weldenkenden » op onze eigen openbare televisie-omroep VRT vonden het nodig om uitspraken in die richting te doen.

Pim Fortuyn était politiquement incorrect, il était de droite, il l'a donc cherché, a-t-on pu entendre. Theo Van Gogh était également intolérant. Il a donc cherché lui-même à être tué, tel était le « raisonnement » tenu par certains. Certes c'est là le discours typique des puissants. Pour les dirigeants communistes de l'Union soviétique, Soljenitsyne était aussi responsable de son internement.

Il n'en demeure pas moins qu'il s'agit au fond d'un meurtre direct de la liberté d'expression, un meurtre hélas encore trop souvent justifié par ceux qui se situent à l'opposé de l'idéologie de la victime.

D'autres vont encore plus loin et osent même nier que le meurtre de Fortuyn et Van Gogh, ou les procès politiques intentés au Vlaams Blok puissent être des atteintes à la liberté d'expression. Nous osons répondre à ces personnes par les mots de Job Cohen, le bourgmestre d'Amsterdam : « C'est un meurtre lâche et une atteinte énorme à la liberté d'expression. ». Et par la réaction de la Federatie Koerden in Nederland (fédération des Kurdes aux Pays-Bas) : « Cet attentat est un attentat contre la liberté d'expression aux Pays-Bas. ».

Pour les auteurs, le degré de liberté d'expression est une indication du degré de démocratie et de civilisation civile et politique. Justifier ou minimiser l'assassinat de la liberté d'expression revient à se rendre complice de ce qui mènera inévitablement à l'assassinat de la démocratie elle-même.

N° 78 de Mme Valérie SEYNS (N) et M. Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des crimes commis sous la dictature d'Idi Amin en Ouganda ».

JUSTIFICATION

En 1948, l'ONU adopta une résolution qui décrivait en 19 articles comment prévenir et punir le génocide. Il avait été convenu que la collaboration internationale était une nécessité en cas de génocide. Cela signifie qu'en cas de génocide, la communauté internationale est tenue d'intervenir. Malheureusement cela signifie que la majorité des États membres hésitent longtemps avant de considérer qu'un massacre est un génocide, afin d'échapper à cette obligation. La définition que cette convention internationale donne du génocide est la suivante : « Le génocide s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

a) Meurtre de membres du groupe;

Pim Fortuyn was politiek incorrect, hij was rechts, hij heeft het dus zelf gekocht, zo konden we vernemen. Ook Theo Van Gogh was onverdraagzaam en heeft zijn dood zelf gekocht, zo wordt « geredeneerd ». Dit is uiteraard het typische discours van de machthebber. Volgens de communistische machthebbers in de Sovjetunie had ook Solzenitsyn zijn internering zelf gezocht.

Feit blijft echter dat het in wezen gaat om een regelrechte moord op de vrije meningsuiting; een moord die helaas nog al te vaak wordt goedgepraat door zij die aan de andere kant van het ideologische spectrum van het slachtoffer staan.

Anderen gaan nog verder en durven zelfs ontkennen dat de moord op Fortuyn en Van Gogh, of de politieke processen tegen het Vlaams Blok, geen aanslag tegen de vrijheid van meningsuiting zouden zijn. Deze mensen durven wij te antwoorden met de woorden van burgemeester Job Cohen van Amsterdam : « Het is een laffe moord die een enorme inbreuk op de vrijheid van meningsuiting is. ». En met de reactie van de Federatie Koerden in Nederland : « Deze aanslag is een aanslag op de vrijheid van meningsuiting in Nederland. ».

De graad van vrijheid van meningsuiting is voor de indieners een indicatie voor de graad van democratie en politiek-maatschappelijke beschaving. Door de moord op de vrije meningsuiting goed te praten of te minimaliseren, is men medeverantwoordelijk op wat onvermijdelijk zal leiden tot de moord op de democratie zelf.

Frederic ERENS (N)
Johan DEMOL (N)

Nr. 78 van mevr. Valérie SEYNS (N) en de heer Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de misdaden van de dictatuur van Idi Amin in Oeganda ».

VERANTWOORDING

In 1948 nam de VN een resolutie aan. Hierin werd in 19 artikelen beschreven hoe genocide moet worden voorkomen en gestraft. Er werd afgesproken dat in geval van genocide internationale samenwerking noodzakelijk is. Dit betekent dat de internationale gemeenschap in het geval van genocide verplicht is in te grijpen. Helaas betekent dit dat de meeste lidstaten lang aarzelen alvorens massamoorden als genocide aan te merken, om onder deze verplichting uit te komen. De definitie in deze internationale conventie luidt als volgt : « Genocide betekent een van de volgende daden, gepleegd met de intentie een nationale, etnische, raciale of religieuze groep gedeeltelijk of totaal te vernietigen. Hieronder vallen :

a) Vermoorden van leden van de groep;

- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein d'un groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants d'un groupe à un autre groupe. ».

Idi Amin Dada Oumee fut dictateur en Ouganda de 1971 à 1979. Son régime est considéré comme l'un des plus sanglants de l'histoire africaine contemporaine. Il fut surnommé le boucher de l'Afrique; son régime coûta la vie à plus d'un demi-million de personnes.

Son ami Milton Obote devint premier ministre d'Ouganda en 1962, lorsque les Britanniques se retirèrent de leur ancienne colonie. En dépit des rumeurs de tortures, Obote nomma Amin Dada à la tête de l'armée. Amin Dada obtint un large soutien de l'armée en recrutant essentiellement des soldats de l'ethnie Kakwa à laquelle il appartenait. Lors d'une crise politique en 1971, l'armée poussa donc Amin Dada en avant.

Ce fut le début d'un régime de terreur surréaliste de huit ans. À peine arrivé au pouvoir, Amin Dada ordonna l'exécution massive des partisans d'Obote. Les victimes des exécutions télévisées devaient être vêtues de blanc afin qu'on voie mieux le sang.

Pour le monde extérieur, les premières folies du professeur et maréchal autoproclamés semblaient encore innocentes. Ainsi, il se proclama roi d'Écosse et habilla ses troupes d'élite de kilts parce qu'il avait gardé d'excellents souvenirs de sa formation avec les légionnaires écossais.

Amin Dada se révéla être un dirigeant sanguinaire et seul Jean-Bedel Bokassa l'a peut-être dépassé dans son pouvoir délirant grotesque en s'autoproclamant « empereur » de la République centrafricaine. Lorsqu'il dut fuir l'Ouganda, Amin Dada laissa derrière lui plus d'un demi-million de morts. Essentiellement des chrétiens appartenant aux ethnies Langi et Acholi, ses anciennes ethnies rivales. Il aurait voulu islamiser le pays mais seuls 10 % de la population était musulmane.

En 1972, il chassa hors d'Ouganda la communauté indienne (environ 40.000 personnes); il prétendit y avoir été appelé par Dieu. Les Indiens qui refusèrent de partir furent assassinés par les troupes d'Amin Dada. Ceci fut sans aucun doute, une forme caractérisée d'épuration ethnique. En 1972, outre les asiatiques, les Israéliens furent aussi chassés. Les militaires sur qui Amin Dada s'appuyait eurent le champ libre pour assurer la « sécurité nationale ». Au cours des années suivantes, plus d'un demi-million de personnes périrent. D'autres furent contraintes à l'exil ou disparurent sans laisser de traces (dont d'importantes figures politiques).

En 1976, Idi Amin Dada apporta son soutien à une action terroriste du groupe terroriste palestinien OLP, en autorisant ces derniers à poser à l'aéroport ougandais d'Entebbe un avion détourné d'Air France avec ses passagers et à adresser leurs exigences à Israël. Le 4 juillet 1976, une action éclair de l'armée israélienne mit fin à la prise d'otages (qui coûta la vie au commandant israélien Jonathan Netanyahu).

En 1978, les troupes d'Amin Dada envahirent la Tanzanie. En 1979, la Tanzanie, aidée de la guérilla ougandaise, parvint à chasser Amin Dada. L'ancien président ougandais, Milton Obote, revint au pouvoir. Amin Dada fuit vers la Libye. À la fin des années 1980, il déménagea en Arabie Saoudite, où il vécut d'une pension d'État saoudienne, entouré de ses quatre épouses. Durant son séjour saoudien, il ne cessa de regretter l'Ouganda. Une nostalgie qui prit parfois la forme de contrebande d'armes et de tentatives de retour au pouvoir aidé de rebelles islamiques. Il fut aussi constamment soupçonné de continuer à se livrer à du commerce de matières premières en provenance d'Ouganda. Il est décédé le 16 août 2003.

- b) Veroorzaken van ernstige geestelijke of lichamelijke schade aan leden van de groep;
- c) Het opzettelijk implementeren van leefomstandigheden die gericht zijn op gedeeltelijke of totale fysieke vernietiging van de groep;
- d) Maatregelen die erop gericht zijn geboorten binnen een groep te verhinderen;
- e) Het onder dwang transformeren van kinderen van de ene groep naar een andere groep. ».

Idi Amin Dada Oumee was van 1971 tot 1979 dictator in Oeganda. Zijn regeringstijd wordt als een van de bloedigste in de moderne Afrikaanse geschiedenis beschouwd. Hij droeg de bijnaam slachter van Afrika; zijn bewind kostte meer dan een half miljoen mensen het leven.

Zijn vriend Milton Obote werd in 1962 premier van Oeganda, toen de Britten zich uit hun voormalige kolonie terugtrokken. Ondanks geruchten over martelingen benoemde Obote Amin tot hoofd van het leger. Omdat Amin vooral soldaten uit zijn eigen Kakwa-stam aannam, kon hij brede militaire steun verwerven. Tijdens een politieke crisis in 1971 schoof het leger Amin Dada dan ook naar voren.

Het was het begin van acht jaar surrealistisch terreurbewind. Nog maar net aan de macht gaf Amin bevel tot massa-executies van aanhangers van Obote. Slachtoffers van tv-executies moesten witte kleren dragen, opdat het bloed beter te zien zou zijn.

Voor de buitenwereld leken de eerste dwaasheden van de zelfbenoemde professor en veldmaarschalk nog onschuldig. Zo riep hij zich uit tot koning van Schotland en doste hij zijn elitetroepen uit met kilts. Dit omdat hij warme herinneringen koesterde aan zijn opleidingstijd met Schotse legionairs.

Amin bleek een bloeddorstige leider die in groteske machtswaan mischien alleen overtroffen werd door Jean-Bedel Bokassa, de zelfgekroonde « keizer » van de Centraal-Afrikaanse Republiek. Toen Amin Oeganda moest verlaten, liet hij meer dan een half miljoen doden na. Vooral christelijke leden van de Langi- en Acholistammen, zijn vroegere stamrivalen, werden vermoord. Hij zou het land hebben willen islamiseren, maar slechts 10 procent van de inwoners was moslim.

In 1972 heeft hij de Indiase gemeenschap van Oeganda (circa 40.000) uit Oeganda verjaagd; hij beweerde daartoe opgeroepen te zijn door God. Indiase inwoners die weigerden te vertrekken, werden uitgemord door Amins troepen. Dit was zonder enige twijfel een duidelijke vorm van etnische zuivering. In 1972 moeten behalve de Aziaten ook alle Israëliërs het land uit. De militairen waarop Amin steunt krijgen de vrij spel bij hun toezicht op de « nationale veiligheid ». In de volgende jaren vinden ruim een half miljoen mensen de dood. Anderen worden het land uitgedreven of verdwijnen zonder een spoor na te laten (onder hen belangrijke politici).

In 1976 ondersteunde Idi Amin een terroristische actie van de Palestijnse terreurgroepering PLO, door deze organisatie toe te staan een geïkapt toestel van Air France en de passagiers onder te brengen op het Oegandese vliegveld Entebbe en van daaruit eisen te stellen aan Israël. Een bliksemactie van het Israëliëse defensieleger op 4 juli 1976 (waarbij de Israëlische veldcommandant Jonathan Netanyahu omkwam) maakte een eind aan de gijzeling.

In 1978 vielen Amins troepen Tanzania binnen. In 1979 lukte het Tanzania, met behulp van Oegandese guerrillastrijders, om Amin te verjagen. De vroegere president van Oeganda, Milton Obote, kwam weer aan de macht. Amin vluchtte naar Libië. Eind jaren '80 verhuisde hij naar Saudi-Arabië, waar hij met zijn vier vrouwen van een Saudisch staatspensioen leefde. Tijdens zijn verblijf in Saudi-Arabië bleef hij wel terugverlangen naar Oeganda. Een heimwee die soms de vorm aannam van wapensmokkel en pogingen om via islamitische rebellen terug aan de macht te komen. Ook werd hij ervan verdacht nog steeds handel te drijven in grondstoffen uit Oeganda. Hij overleed op 16 augustus 2003.

N° 79 de Mme Valérie SEYNS (N) et M. Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« *ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des crimes commis sous la dictature d'Idi Amin en Ouganda* ».

JUSTIFICATION

En 1948, l'ONU adopta une résolution qui décrivait en 19 articles comment prévenir et punir le génocide. Il avait été convenu que la collaboration internationale était une nécessité en cas de génocide. Cela signifie qu'en cas de génocide, la communauté internationale est tenue d'intervenir. Malheureusement cela signifie que la majorité des États membres hésitent longtemps avant de considérer qu'un massacre est un génocide, afin d'échapper à cette obligation. La définition que cette convention internationale donne du génocide est la suivante : « Le génocide s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein d'un groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants d'un groupe à un autre groupe. ».

Idi Amin Dada Oumee fut dictateur en Ouganda de 1971 à 1979. Son régime est considéré comme l'un des plus sanglants de l'histoire africaine contemporaine. Il fut surnommé le boucher de l'Afrique; son régime coûta la vie à plus d'un demi-million de personnes.

Son ami Milton Obote devint premier ministre d'Ouganda en 1962, lorsque les Britanniques se retirèrent de leur ancienne colonie. En dépit des rumeurs de tortures, Obote nomma Amin Dada à la tête de l'armée. Amin Dada obtint un large soutien de l'armée en recrutant essentiellement des soldats de l'ethnie Kakwa à laquelle il appartenait. Lors d'une crise politique en 1971, l'armée poussa donc Amin Dada en avant.

Ce fut le début d'un régime de terreur surréaliste de huit ans. À peine arrivé au pouvoir, Amin Dada ordonna l'exécution massive des partisans d'Obote. Les victimes des exécutions télévisées devaient être vêtues de blanc afin qu'on voie mieux le sang.

Pour le monde extérieur, les premières folies du professeur et maréchal autoproclamés semblaient encore innocentes. Ainsi, il se proclama roi d'Écosse et habilla ses troupes d'élite de kilts parce qu'il avait gardé d'excellents souvenirs de sa formation avec les légionnaires écossais.

Amin Dada se révéla être un dirigeant sanguinaire et seul Jean-Bedel Bokassa l'a peut-être dépassé dans son pouvoir délirant grotesque en s'autoproclamant « empereur » de la République centrafricaine. Lorsqu'il dut fuir l'Ouganda, Amin Dada laissa derrière lui plus un demi-million de morts. Essentiellement des chrétiens appartenant aux ethnies Langi et

Nr. 79 van mevr. Valérie SEYNS (N) en de heer Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« *of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de misdaden van de dictatuur van Idi Amin in Oeganda* ».

VERANTWOORDING

In 1948 nam de VN een resolutie aan. Hierin werd in 19 artikelen beschreven hoe genocide moet worden voorkomen en gestraft. Er werd afgesproken dat in geval van genocide internationale samenwerking noodzakelijk is. Dit betekent dat de internationale gemeenschap in het geval van genocide verplicht is in te grijpen. Helaas betekent dit dat de meeste lidstaten lang aarzelen alvorens massamoorden als genocide aan te merken, om onder deze verplichting uit te komen. De definitie in deze internationale conventie luidt als volgt : « Genocide betekent een van de volgende daden, gepleegd met de intentie een nationale, etnische, raciale of religieuze groep gedeeltelijk of totaal te vernietigen. Hieronder vallen :

- a) Vermoorden van leden van de groep;
- b) Veroorzaken van ernstige geestelijke of lichamelijke schade aan leden van de groep;
- c) Het opzettelijk implementeren van leefomstandigheden die gericht zijn op gedeeltelijke of totale fysieke vernietiging van de groep;
- d) Maatregelen die erop gericht zijn geboorten binnen een groep te verhinderen;
- e) Het onder dwang transformeren van kinderen van de ene groep naar een andere groep. ».

Idi Amin Dada Oumee was van 1971 tot 1979 dictator in Oeganda. Zijn regeringstijd wordt als een van de bloedigste in de moderne Afrikaanse geschiedenis beschouwd. Hij droeg de bijnaam slachter van Afrika; zijn bewind kostte meer dan een half miljoen mensen het leven.

Zijn vriend Milton Obote werd in 1962 premier van Oeganda, toen de Britten zich uit hun voormalige kolonie terugtrokken. Ondanks geruchten over martelingen benoemde Obote Amin tot hoofd van het leger. Omdat Amin vooral soldaten uit zijn eigen Kakwa-stam aannam, kon hij brede militaire steun verwerven. Tijdens een politieke crisis in 1971 schoof het leger Amin Dada dan ook naar voren.

Het was het begin van acht jaar surrealistisch terreurbewind. Nog maar net aan de macht gaf Amin bevel tot massa-executies van aanhangers van Obote. Slachtoffers van tv-executies moesten witte kleren dragen, opdat het bloed beter te zien zou zijn.

Voor de buitenwereld leken de eerste dwaasheden van de zelfbenoemde professor en veldmaarschalk nog onschuldig. Zo riep hij zich uit tot koning van Schotland en doste hij zijn elitetroepen uit met kilts. Dit omdat hij warme herinneringen koesterde aan zijn opleidingstijd met Schotse legionairs.

Amin bleek een bloeddorstige leider die in groteske machtswaan mischien alleen overtroffen werd door Jean-Bedel Bokassa, de zelfgekroonde « keizer » van de Centraal-Afrikaanse Republiek. Toen Amin Oeganda moest verlaten, liet hij meer dan een half miljoen doden na. Vooral christelijke leden van de Langi- en Acholistammen, zijn vroegere stamrivalen,

Acholi, ses anciennes ethnies rivales. Il aurait voulu islamiser le pays mais seuls 10 % de la population était musulmane.

En 1972, il chassa hors d'Ouganda la communauté indienne (environ 40.000 personnes); il prétendit y avoir été appelé par Dieu. Les Indiens qui refusèrent de partir furent assassinés par les troupes d'Amin Dada. Ceci fut sans aucun doute, une forme caractérisée d'épuration ethnique. En 1972, outre les asiatiques, les Israéliens furent aussi chassés. Les militaires sur qui Amin Dada s'appuyait eurent le champs libre pour assurer la « sécurité nationale ». Au cours des années suivantes, plus d'un demi-million de personnes périrent. D'autres furent contraintes à l'exil ou disparurent sans laisser de traces (dont d'importantes figures politiques).

En 1976, Idi Amin Dada apporta son soutien à une action terroriste du groupe terroriste palestinien OLP, en autorisant ces derniers à poser à l'aéroport ougandais d'Entebbe un avion détourné d'Air France avec ses passagers et à adresser leurs exigences à Israël. Le 4 juillet 1976, une action éclair de l'armée israélienne mit fin à la prise d'otages (qui coûta la vie au commandant israélien Jonathan Netanyahu).

En 1978, les troupes d'Amin Dada envahirent la Tanzanie. En 1979, la Tanzanie, aidée de la guérilla ougandaise, parvint à chasser Amin Dada. L'ancien président ougandais, Milton Obote, revint au pouvoir. Amin Dada fuit vers la Lybie. À la fin des années 1980, il déménagea en Arabie Saoudite, où il vécut d'une pension d'État saoudienne, entouré de ses quatre épouses. Durant son séjour saoudien, il ne cessa de regretter l'Ouganda. Une nostalgie qui prit parfois la forme de contrebande d'armes et de tentatives de retour au pouvoir aidé de rebelles islamiques. Il fut aussi constamment soupçonné de continuer à se livrer à du commerce de matières premières en provenance d'Ouganda. Il est décédé le 16 août 2003.

N° 80 de M. Dominiek LOOTENS-STAEL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation de la dictature à Cuba ou plaide activement ou passivement pour une collaboration avec ce régime dictatorial ».

JUSTIFICATION

A la fin des années 1950, Fidel Castro et quelques fidèles ont pris le pouvoir par les armes à Cuba. Très rapidement, il a mis en place un régime de terreur basé sur le modèle communiste.

Les élections démocratiques furent une farce : Castro avait simplement interdit les partis et courants politiques autres que le sien. Les dissidents qui osèrent protester furent jetés en prison ou exécutés. Il fut soutenu en cela par son ancien compagnon d'armes Ernesto Guevara qui dirigeait à Cuba les redoutés camps de prisonniers. Le jeune bourgeois Guevara avait rejoint l'armée de Castro et avait d'emblée été frappé par sa cruauté : un jeune guérillero de sa colonne qui avait volé de la nourriture fut fusillé sur le champ. Il était partisan d'un autoritarisme total mais au départ il se heurta encore à la résistance de commandants plus démocra-

ten vermoord. Hij zou het land hebben willen islamiseren, maar slechts 10 procent van de inwoners was moslim.

In 1972 heeft hij de Indiase gemeenschap van Oeganda (circa 40.000) uit Oeganda verjaagd; hij beweerde daartoe opgeroepen te zijn door God. Indiase inwoners die weigerden te vertrekken, werden uitgemoord door Amins troepen. Dit was zonder enige twijfel een duidelijke vorm van etnische zuivering. In 1972 moeten behalve de Aziaten ook alle Israëliërs het land uit. De militairen waarop Amin steunt krijgen de vrij spel bij hun toezicht op de « nationale veiligheid ». In de volgende jaren vinden ruim een half miljoen mensen de dood. Anderen worden het land uitgedreven of verdwijnen zonder een spoor na te laten (onder hen belangrijke politici).

In 1976 ondersteunde Idi Amin een terroristische actie van de Palestijnse terreurgroepering PLO, door deze organisatie toe te staan een gekaapt toestel van Air France en de passagiers onder te brengen op het Oegandese vliegveld Entebbe en van daaruit eisen te stellen aan Israël. Een bliksemactie van het Israëliëse defensieleger op 4 juli 1976 (waarbij de Israëlische veldcommandant Jonathan Netanyahu omkwam) maakte een eind aan de gijzeling.

In 1978 vielen Amins troepen Tanzania binnen. In 1979 lukte het Tanzania, met behulp van Oegandese guerrillastrijders, om Amin te verjagen. De vroegere president van Oeganda, Milton Obote, kwam weer aan de macht. Amin vluchtte naar Libië. Eind jaren '80 verhuisde hij naar Saudi-Arabië, waar hij met zijn vier vrouwen van een Saudisch staatspensioen leefde. Tijdens zijn verblijf in Saudi-Arabië bleef hij wel terugverlangen naar Oeganda. Een heimwee die soms de vorm aannam van wapensmokkel en pogingen om via islamitische rebellen terug aan de macht te komen. Ook werd hij ervan verdacht nog steeds handel te drijven in grondstoffen uit Oeganda. Hij overleed op 16 augustus 2003.

Valérie SEYNS (N)
Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Nr. 80 van de heer Dominiek LOOTENS-STAEL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de dictatuur op Cuba, of actief of passief pleit voor samenwerking met dit dictatorial regime ».

VERANTWOORDING

Einde jaren 1950 greep Fidel Castro samen met enkele getrouwen gewapenderhand de macht in Cuba. Al snel installeerde hij er een schrikbewind dat gestoeld werd op communistische leest.

Democratische verkiezingen werden een farce : Castro verbood eenvoudigweg andere politieke partijen of stromingen dan de zijne. Dissidenten die hiertegen durfden te protesteren werden gevangen gezet of geëxecuteerd. Hij werd hiertoe bijgestaan door zijn vroegere strijdmakker Ernesto Guevara, die in Cuba het bewind mocht voeren over de gevreesde gevangenenkampen. Guevara sloot zich als jonge bourgeois aan bij het leger van Castro, en viel meteen op door zijn wreedheid : een jonge guerrillastrijder in zijn colonne, die wat voedsel had gestolen, werd meteen gefusilleerd. Hij was voorstander van een totaal autoritair gezag, maar

tiques. Après les purges stalinienne, il devint avec grand plaisir le responsable de la prison de Cabana, où il avait pouvoir de vie et de mort, il s'ensuivit plusieurs dizaines d'exécutions. Comme ministre il mena une vie luxueuse mais ruina la banque centrale. Il est ainsi coresponsable de la pauvreté de Cuba. Il élaborait un système de « rééducation par le travail »; des dizaines de milliers de Cubains ont déjà fait l'expérience de ses camps de concentration. Dans son testament, cet élève de l'école de la « Terreur » loue la haine efficace qui fait de l'homme une efficace, violente, sélective et froide machine à tuer. « Je ne peux pas être ami avec quelqu'un s'il ne partage pas mes idées », avoue ce sectaire qui baptise son fils Vladimir, en hommage à Lénine. Dogmatique, froid et intransigent, le « Che » (expression argentine) est en complet décalage avec le naturel ouvert et chaleureux des Cubains. A Cuba, il est l'un des artisans de l'embrigadement de la jeunesse, sacrifiant au culte de l'homme nouveau. Désireux d'exporter la révolution dans sa version cubaine, aveuglé par un anti-américanisme sommaire, il s'emploie à propager des guérillas à travers le monde, selon son slogan : « créer deux, trois, de nombreux Vietnam ! » (Mai 1967). En 1963, il séjourne en Algérie puis à Dar-es-salam avant de gagner le Congo où il croise le chemin d'un certain Désiré Kabila, un marxiste devenu le tyran du Zaïre qui ne répugne pas aux massacres de populations civiles.

La dictature cubaine ne tente pas seulement d'opprimer la population au niveau politique et économique, il n'y a pas non plus de liberté religieuse au pays du Lider Maximo, Fidel Castro. Ainsi les Cubains en majorité chrétiens ne peuvent pas célébrer les fêtes chrétiennes telles que Noël. Toute forme d'expression religieuse y est considérée comme réactionnaire et elle peut mener à une condamnation.

Mais les dissidents politiques qui s'opposent à la dictature absolutiste cubaine ainsi que les journalistes qui se permettent de critiquer le Lider Maximo et son népotisme sont, aujourd'hui encore jetés en prison. Les choses vont même plus loin. Depuis le début de la révolution cubaine en 1959, 5.000 à 6.000 personnes ont été exécutées. C'est ce qu'il ressort d'un rapport de novembre 2004 rédigé par la Commission cubaine des droits de l'homme et de la réconciliation nationale. La majorité des exécutions faisaient suite à de prétendus « crimes contre l'État » ou étaient politiques. Il doit donc être bien clair que Cuba est une dictature au sens le plus propre du terme. Le rapport susmentionné critique également le fait que Cuba ne fournisse aucune information à des organisations internationales comme la Croix Rouge et Amnesty International sur la situation actuelle des condamnés à mort.

Ce mystère peut conduire à tout moment à la reprise silencieuse de l'exécution de la peine de mort. La loi cubaine prévoit d'ailleurs pas moins de 70 crimes passibles de la peine de mort.

Amnesty International, l'organisation internationale de défense des droits de l'homme, est très claire au sujet de Cuba. Dans son rapport de 2003 elle écrivait : « Les restrictions à la liberté d'expression, de réunion et d'association étaient toujours inscrites dans la législation cubaine. ». « [En 2002], le nombre de nouvelles arrestations s'est accru, apportant la preuve manifeste que les autorités continuent de réprimer sévèrement toute dissidence potentielle à l'intérieur du pays. En décembre, Oscar Elías Biscet a été de nouveau arrêté, en compagnie de plusieurs militants qui participaient avec lui à un groupe de discussion sur les droits humains. »

Hélas, trop d'hommes politiques et de partis politiques belges pensent encore qu'il faut entretenir de bons contacts avec cette dictature. Cela va des contacts avec le dictateur Castro au soutien matériel et financier accordé à cette dictature.

Il va de soi que cette attitude est une véritable gifle pour tous les réfugiés cubains, pour tous les dissidents qui croupissent toujours à l'heure actuelle dans les prisons de Cuba pour des motifs politiques et religieux et pour les nombreux milliers de victimes qui ont succombé sous le régime de terreur communiste de Castro, Guevara et autres.

stuite aanvankelijk nog op weerstand van meer democratisch gezinde commandanten. Na de stalinistische zuiveringen werd hij met veel plezier verantwoordelijke van de Cabana-gevangenis, waar hij oordeelde over leven en dood, met vele tientallen executies tot gevolg. Als minister leefde hij luxueus, maar ruïneerde de centrale bank en legde zo mede de grondslag voor Cuba's armoede. Hij bedacht een systeem van « heropvoeding via dwangarbeid »; tienduizenden Cubanen maakten reeds kennis met zijn concentratiekampen. In zijn testament prijst deze adept van de Terreur-school de doeltreffende haat die van de mens een efficiënte, gewelddadige, selectieve en koude moordmachine maakt « Ik kan geen vriend zijn met iemand als deze mijn ideeën niet deelt », bekent deze fanaticus, die zijn zoon Vladimir doopt, als eerbetoon aan Lenin. Dogmatisch, koud en onverdraagzaam is « Che » (Argentijnse uitdrukking), volledig in tegenspraak met de open en hartelijke inborst van de Cubanen. In Cuba is hij een van de voorstanders van de rekrutering van de jeugd, die wordt opgeofferd voor de cultus van de nieuwe mens. Met de wens de revolutie in Cubaanse versie te exporteren, verblind door een vluchtig anti-amerikanisme, maakt hij zich op om de guerrillastrijd over de hele wereld te propageren, volgens de slogan : « Maak twee, drie ... talloze Vietnams ! » (mei 1967). In 1963 is hij in Algerije, vervolgens in Dar es Salaam, alvorens zich naar Kongo te bewegen, waar hij het pad kruist van een zekere Désiré Kabila, een marxist die op dit moment leider is van Zaïre, die er niet voor terugschrikt de burgerbevolking uit te moorden.

De Cubaanse dictatuur tracht niet alleen de bevolking op politiek en economisch vlak te onderdrukken, ook religieuze vrijheid is onbekend in het land van de Lider Maximo, Fidel Castro. Zo mogen de overwegend christelijke Cubanen geen christelijke feestdagen zoals Kerstmis vieren. Iedere vorm van religieuze uiting wordt er beschouwd als reactionair, en kan leiden tot veroordeling.

Maar ook politieke dissidenten, die zich verzetten tegen de absolute dictatuur van Cuba, alsmede journalisten die het zich permitteren kritisch te schrijven over de Lider Maximo en zijn nepotisme, worden vandaag de dag nog steeds gevangen gezet. Het gaat echter verder dan dat. Tussen de 5.000 en 6.000 personen zijn sinds het begin van de Cubaanse revolutie in 1959 geëxecuteerd. Dat zegt de Cubaanse Commissie voor Mensenrechten en Verzoening in Havana in een rapport dat dateert uit november 2004. De meeste executies waren het gevolg van zogenaamde « misdaden tegen de staat » of hadden politieke kenmerken. Het moge dus duidelijk zijn dat Cuba een dictatuur in de meest concrete betekenis van het woord is. In het eerder vermeldde rapport wordt ook het feit bekritiseerd dat Cuba geen informatie verstrekt aan internationale organisaties zoals het Rode Kruis en Amnesty International over de toestand waarin de huidige ter dood veroordeelden zich bevinden.

Deze geheimzinnigheid kan er toe leiden dat op een bepaald moment de ten uitvoerlegging van de doodstraf weer geruisloos wordt opgenomen. In de Cubaanse wet worden trouwens maar liefst 70 vergrijpen genoemd die bestraft kunnen worden met de doodstraf.

Amnesty International, de internationale mensenrechtenorganisatie, is zeer duidelijk over Cuba. In haar rapport van 2003 schrijft AI : « Bependingen betreffende vrijheid van meningsuiting, vereniging en vergadering blijven van kracht volgens het Cubaanse recht. ». « In 2002 werden er weer meer gewetensgevangenen geteld, waarmee wordt aangetoond dat de overheid zeer strenge maatregelen blijft nemen om iedere dissidentie de kop in te drukken. In December werd Oscar Elías Biscet samen met een aantal andere activisten, opgesloten, omdat ze lid waren van een discussiegroep over mensenrechten. »

Helaas zijn er nog al te veel Belgische politici en politieke partijen die menen goede contacten te moeten onderhouden met deze dictatuur. Het gaat daarbij van contacten onderhouden met de dictator Castro, tot het verlenen van financiële en materiële steun aan de dictatuur.

Het spreekt voor zich dat deze houding een regelrechte slag in het gezicht is van alle Cubaanse vluchtelingen, alle dissidenten die nu nog steeds in Cuba worden vastgehouden omwille van politieke en religieuze redenen, en van de vele duizenden slachtoffers die vielen onder het communistische terreurbewind van Castro, Guevara en co.

Par cet amendement, les auteurs souhaitent faire comprendre que la Région de Bruxelles-Capitale condamne fermement la dictature cubaine et tous ses excès, et qu'elle ne fait aucune différence entre cette dictature et d'autres dictatures du passé qui sont ou ont été condamnées expressément.

N° 81 de M. Dominiek LOOTENS-STAEL (N) et
Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation de la dictature à Cuba ou plaide activement ou passivement pour une collaboration avec ce régime dictatorial ».

JUSTIFICATION

À la fin des années 1950, Fidel Castro et quelques fidèles ont pris le pouvoir par les armes à Cuba. Très rapidement, il a mis en place un régime de terreur basé sur le modèle communiste.

Les élections démocratiques furent une farce : Castro avait simplement interdit les partis et courants politiques autres que le sien. Les dissidents qui osèrent protester furent jetés en prison ou exécutés. Il fut soutenu en cela par son ancien compagnon d'armes Ernesto Guevara qui dirigeait à Cuba les redoutés camps de prisonniers. Le jeune bourgeois Guevara avait rejoint l'armée de Castro et avait d'emblée été frappé par sa cruauté : un jeune guérillero de sa colonne qui avait volé de la nourriture fut fusillé sur le champ. Il était partisan d'un autoritarisme total mais au départ il se heurta encore à la résistance de commandants plus démocratiques. Après les purges stalinienne, il devint avec grand plaisir le responsable de la prison de Cabana, où il avait pouvoir de vie et de mort, il s'ensuivit plusieurs dizaines d'exécutions. Comme ministre il mena une vie luxueuse mais ruina la banque centrale. Il est ainsi coresponsable de la pauvreté de Cuba. Il élaborait un système de « rééducation par le travail »; des dizaines de milliers de Cubains ont déjà fait l'expérience de ses camps de concentration. Dans son testament, cet élève de l'école de la « Terreur » loue la haine efficace qui fait de l'homme une efficace, violente, sélective et froide machine à tuer. « Je ne peux pas être ami avec quelqu'un s'il ne partage pas mes idées », avoue ce sectaire qui baptise son fils Vladimir, en hommage à Lénine. Dogmatique, froid et intransigent, le « Che » (expression argentine) est en complet décalage avec le naturel ouvert et chaleureux des Cubains. A Cuba, il est l'un des artisans de l'embrigadement de la jeunesse, sacrifiant au culte de l'homme nouveau. Désireux d'exporter la révolution dans sa version cubaine, aveuglé par un anti-américanisme sommaire, il s'emploie à propager des guérillas à travers le monde, selon son slogan : « créer deux, trois, de nombreux Vietnam ! » (Mai 1967). En 1963, il séjourne en Algérie puis à Dar-es-salam avant de gagner le Congo où il croise le chemin d'un certain Désiré Kabila, un marxiste devenu le tyran du Zaïre qui ne répugne pas aux massacres de populations civiles.

La dictature cubaine ne tente pas seulement d'opprimer la population au niveau politique et économique, il n'y a pas non plus de liberté religieuse au pays du Lider Maximo, Fidel Castro. Ainsi les Cubains en majorité chrétiens ne peuvent pas célébrer les fêtes chrétiennes telles que Noël. Toute forme d'expression religieuse y est considérée comme réactionnaire et elle peut mener à une condamnation.

Met dit amendement willen de indieners duidelijk maken dat het Brussels Gewest de Cubaanse dictatuur met al haar excessen sterk veroordeelt, en dat ze geen onderscheid maakt tussen deze dictatuur en andere dictaturen uit het verleden, die terecht wel uitdrukkelijk werden en worden veroordeeld.

Nr. 81 van de heer Dominiek LOOTENS-STAEL (N)
en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervullen :

« of wanneer een van haar leden zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de dictatuur op Cuba, of actief of passief pleit voor samenwerking met dit dictatoriale regime ».

VERANTWOORDING

Einde jaren 1950 greep Fidel Castro samen met enkele getrouwen gewapenderhand de macht in Cuba. Al snel installeerde hij er een schrikbewind dat gestoeld werd op communistische leest.

Democratische verkiezingen werden een farce : Castro verbood eenvoudigweg andere politieke partijen of stromingen dan de zijne. Dissidenten die hiertegen durfden te protesteren werden gevangen gezet of geëxecuteerd. Hij werd hiertoe bijgestaan door zijn vroegere strijdmakker Ernesto Guevara, die in Cuba het bewind mocht voeren over de gevreesde gevangenenkampen. Guevara sloot zich als jonge bourgeois aan bij het leger van Castro, en viel meteen op door zijn wreedheid : een jonge guerrillastrijder in zijn colonne, die wat voedsel had gestolen, werd meteen gefusilleerd. Hij was voorstander van een totaal autoritair gezag, maar stuitte aanvankelijk nog op weerstand van meer democratisch gezinde commandanten. Na de stalinistische zuiveringen werd hij met veel plezier verantwoordelijke van de Cabana-gevangenis, waar hij oordeelde over leven en dood, met vele tientallen executies tot gevolg. Als minister leefde hij luxueus, maar ruïneerde de centrale bank en legde zo mede de grondslag voor Cuba's armoede. Hij bedacht een systeem van « heropvoeding via dwangarbeid »; tienduizenden Cubanen maakten reeds kennis met zijn concentratiekampen. In zijn testament prijst deze adept van de Terreur-school de doeltreffende haat die van de mens een efficiënte, gewelddadige, selectieve en koude moordmachine maakt « Ik kan geen vriend zijn met iemand als deze mijn ideeën niet deelt », bekent deze fanaticus, die zijn zoon Vladimir doopt, als eerbetoon aan Lenin. Dogmatisch, koud en onverdraagzaam is « Che » (Argentijnse uitdrukking), volledig in tegenspraak met de open en hartelijke inborst van de Cubanen. In Cuba is hij een van de voorstanders van de rekrutering van de jeugd, die wordt opgeofferd voor de cultus van de nieuwe mens. Met de wens de revolutie in Cubaanse versie te exporteren, verblind door een vluchtig anti-amerikanisme, maakt hij zich op om de guerrillastrijd over de hele wereld te propageren, volgens de slogan : « Maak twee, drie ... talloze Vietnams ! » (mei 1967). In 1963 is hij in Algerije, vervolgens in Dar es Salaam, alvorens zich naar Kongo te bewegen, waar hij het pad kruist van een zekere Désiré Kabila, een marxist die op dit moment leider is van het Zaïre, die er niet voor terugschrikt de burgerbevolking uit te moorden.

De Cubaanse dictatuur tracht niet alleen de bevolking op politiek en economisch vlak te onderdrukken, ook religieuze vrijheid is onbekend in het land van de Lider Maximo, Fidel Castro. Zo mogen de overwegend christelijke Cubanen geen christelijke feestdagen zoals Kerstmis vieren. Iedere vorm van religieuze uiting wordt er beschouwd als reactionair, en kan leiden tot veroordeling.

Mais les dissidents politiques qui s'opposent à la dictature absolutiste cubaine ainsi que les journalistes qui se permettent de critiquer le Lider Maximo et son népotisme sont, aujourd'hui encore jetés en prison. Les choses vont même plus loin. Depuis le début de la révolution cubaine en 1959, 5.000 à 6.000 personnes ont été exécutées. C'est ce qu'il ressort d'un rapport de novembre 2004 rédigé par la Commission cubaine des droits de l'homme et de la réconciliation nationale. La majorité des exécutions faisaient suite à de prétendus « crimes contre l'État » ou étaient politiques. Il doit donc être bien clair que Cuba est une dictature au sens le plus propre du terme. Le rapport susmentionné critique également le fait que Cuba ne fournisse aucune information à des organisations internationales comme la Croix Rouge et Amnesty International sur la situation actuelle des condamnés à mort.

Ce mystère peut conduire à tout moment à la reprise silencieuse de l'exécution de la peine de mort. La loi cubaine prévoit d'ailleurs pas moins de 70 crimes passibles de la peine de mort.

Amnesty International, l'organisation internationale de défense des droits de l'homme, est très claire au sujet de Cuba. Dans son rapport de 2003 elle écrivait : « Les restrictions à la liberté d'expression, de réunion et d'association étaient toujours inscrites dans la législation cubaine. ». « [En 2002], le nombre de nouvelles arrestations s'est accru, apportant la preuve manifeste que les autorités continuent de réprimer sévèrement toute dissidence potentielle à l'intérieur du pays. En décembre, Oscar Elias Biscet a été de nouveau arrêté, en compagnie de plusieurs militants qui participaient avec lui à un groupe de discussion sur les droits humains. ».

Hélas, trop d'hommes politiques et de partis politiques belges pensent encore qu'il faut entretenir de bons contacts avec cette dictature. Cela va des contacts avec le dictateur Castro au soutien matériel et financier accordé à cette dictature.

Il va de soi que cette attitude est une véritable gifle pour tous les réfugiés cubains, pour tous les dissidents qui croupissent toujours à l'heure actuelle dans les prisons de Cuba pour des motifs politiques et religieux et pour les nombreux milliers de victimes qui ont succombé sous le régime de terreur communiste de Castro, Guevara et autres.

Par cet amendement, les auteurs souhaitent faire comprendre que la Région de Bruxelles-Capitale condamne fermement la dictature cubaine et tous ses excès, et qu'elle ne fait aucune différence entre cette dictature et d'autres dictatures du passé qui sont ou ont été condamnées expressément.

N° 82 de MM. Dominiek LOOTENS-STAEL (N) et Frederic ERENS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du caractère antiflamand et anti-intellectuels flamands de la répression et de l'épuration qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale ».

Maar ook politieke dissidenten, die zich verzetten tegen de absolute dictatuur van Cuba, alsmede journalisten die het zich permitteren kritisch te schrijven over de Lider Maximo en zijn nepotisme, worden vandaag de dag nog steeds gevangen gezet. Het gaat echter verder dan dat. Tussen de 5.000 en 6.000 personen zijn sinds het begin van de Cubaanse revolutie in 1959 geëxecuteerd. Dat zegt de Cubaanse Commissie voor Mensenrechten en Verzoening in Havana in een rapport dat dateert uit november 2004. De meeste executies waren het gevolg van zogenaamde « misdaden tegen de staat » of hadden politieke kenmerken. Het moge dus duidelijk zijn dat Cuba een dictatuur in de meest concrete betekenis van het woord is. In het eerder vermeldde rapport wordt ook het feit bekritiseerd dat Cuba geen informatie verstrekt aan internationale organisaties zoals het Rode Kruis en Amnesty International over de toestand waarin de huidige ter dood veroordeelden zich bevinden.

Deze geheimzinnigheid kan er toe leiden dat op een bepaald moment de ten uitvoerlegging van de doodstraf weer geruisloos wordt opgenomen. In de Cubaanse wet worden trouwens maar liefst 70 vergripen genoemd die bestraft kunnen worden met de doodstraf.

Amnesty International, de internationale mensenrechtenorganisatie, is zeer duidelijk over Cuba. In haar rapport van 2003 schrijft AI : « Beperkingen betreffende vrijheid van meningsuiting, vereniging en vergadering blijven van kracht volgens het Cubaanse recht. ». « In 2002 werden er weer meer gewetensgevangenen geteld, waarmee wordt aangetoond dat de overheid zeer strenge maatregelen blijft nemen om iedere dissidentie de kop in te drukken. In December werd Oscar Elias Biscet samen met een aantal andere activisten, opgesloten, omdat ze lid waren van een discussiegroep over mensenrechten. ».

Helaas zijn er nog al te veel Belgische politici en politieke partijen die menen goede contacten te moeten onderhouden met deze dictatuur. Het gaat daarbij van contacten onderhouden met de dictator Castro, tot het verlenen van financiële en materiële steun aan de dictatuur.

Het spreekt voor zich dat deze houding een regelrechte slag in het gezicht is van alle Cubaanse vluchtelingen, alle dissidenten die nu nog steeds in Cuba worden vastgehouden omwille van politieke en religieuze redenen, en van de vele duizenden slachtoffers die vielen onder het communistische terreurbewind van Castro, Guevara en co.

Met dit amendement willen de indieners duidelijk maken dat het Brussels Gewest de Cubaanse dictatuur met al haar excessen sterk veroordeelt, en dat ze geen onderscheid maakt tussen deze dictatuur en andere dictaturen uit het verleden, die terecht wel uitdrukkelijk werden en worden veroordeeld.

Dominiek LOOTENS-STAEL (N)
Valérie SEYNS (N)

Nr. 82 van de heren Dominiek LOOTENS-STAEL (N) en Frederic ERENS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van het anti-Vlaamse en anti-Vlaams-intellectuele karakter van de repressie en epuratie na de Tweede Wereldoorlog ».

JUSTIFICATION

La répression de la collaboration n'a été qu'un prétexte dont on s'est servi pour frapper le mouvement flamand, ce que le journal francophone anversois *Le Matin* du 4 novembre 1944 a confirmé sans équivoque : « Puisqu'on fait le nettoyage, il faut le faire complètement et radicalement, une fois pour toutes ... Il faut détruire tout ce qui était inspiré, directement ou indirectement, par le nationalisme flamand. ». Cela explique pourquoi tant de personnes issues des milieux culturels flamands ont été touchées par la répression. Cela explique également pourquoi un dossier a été constitué à charge d'un démocrate-chrétien aussi intègre que Leo Delwaide, qui, en tant que bourgmestre d'Anvers pendant la guerre, avait opposé une résistance si farouche aux Allemands que les SS en voulaient à sa vie et que son nom figurait en 1945 sur une liste de la Gestapo contenant les noms des personnes à arrêter immédiatement.

On comprendra également à quel point la justice belge de l'époque était bornée, aveugle et haineuse si l'on sait qu'un dossier a même été ouvert contre Van Eyck et Rembrandt van Rijn, accusés de collaboration, ou qu'un dossier comportait, comme élément à charge, la découverte chez le suspect d'un « livre très antipatriotique » : « Elias of het gevecht met de nachtegaal » de Maurice Gilliams. Des dizaines de milliers de Flamands étaient aussi innocents que Rembrandt, mais ils avaient la malchance d'être encore en vie. Quatre mois après leur arrestation, des milliers de prisonniers n'avaient même pas encore été interrogés. En revanche, ils avaient été battus ou violés et leur maison avait été saccagée. La Belgique ne serait pas ce qu'elle est sans les discriminations qu'on a coutume d'y établir. Pour ne citer qu'un seul cas : un général wallon, qui s'était battu sur le front de l'Est, a été condamné à quinze ans d'emprisonnement. Un major flamand, qui avait seulement signé un mémorandum afin d'être libéré d'un camp de prisonniers allemands, a été condamné à vingt ans d'emprisonnement et à une amende d'un demi-million de francs.

Dès le 11 octobre 1944, le libéral Julius Hoste écrivait, dans l'éditorial du journal *Het Laatste Nieuws*, que des innocents avaient été arrêtés sur simple accusation d'attitude proflamande. Il cite l'exemple d'un professeur flamand qui fut arrêté par des hommes armés parce qu'il était membre du Willemsfonds. Et Hoste déclare en guise de conclusion que « nous ne pouvons recourir nous-mêmes à des pratiques nazies et faire payer des innocents à la place des coupables ». Tant le socialiste wallon Van Walleghem (séance du 7 novembre 1944, Compte rendu analytique, p. 24) que le libéral Van Glabbeke (séance du 8 novembre 1944, Compte rendu analytique, pp. 30-31) exigèrent devant la Chambre des représentants qu'il soit mis fin à l'emprisonnement d'innocents. Van Glabbeke alla plus loin : « Des milliers de braves gens sont victimes de soupçons injustifiés. Les droits sacrés de la défense sont ignorés dans la pratique (...). Les prisons et les camps d'internement sont le théâtre d'actes scandaleux ... Je serais indigné et profondément déçu si mon pays pouvait un jour se voir reprocher la même barbarie que celle que nous avons violemment combattue. ». La veille, un membre francophone de son parti, Mundeleer, avait fait une déclaration analogue (séance du 7 novembre 1944, Compte rendu analytique, p. 24). Il reprochait au gouvernement de ne pas intervenir contre les groupes qui s'approprièrent le « droit » sans en avoir les compétences. Et cela fut également confirmé par le député catholique Verbist, futur ministre, au cours d'une réunion tenue le 24 décembre 1944 à Bruxelles : « L'abus, l'arbitraire et les excès qui ont prévalu au lendemain de la guerre constitueront une page noire dans l'histoire des groupes de la résistance ». Il s'exprima avec plus de virulence encore par la suite : « les bourreaux allemands de Breendonk ont fait école ». Dans une interpellation, le sénateur de Dorlodot, fervent patriote belge, déclara : « Des dizaines de milliers de Belges ont été arrêtés arbitrairement par des gens non mandatés, ils ont été enfermés dans les camps de la honte qui étaient souvent des camps de torture, ils sont restés parqués des semaines et des mois parmi des individus aux antécédents les plus divers, sans être interrogés, sans même savoir si leur arrestation était liée à des motifs autres que la vengeance et la jalousie ... ». Le catholique wallon d'Aspremont Lynden, ancien ministre du gouvernement de Londres en exil, déclara, lui aussi, le 7 novembre 1945 : « Des gens ont été arrêtés de façon totalement arbitraire et sont toujours prisonniers dans des camps d'internement et des prisons. » (*Annales du Congrès de la*

VERANTWOORDING

De bestraffing van de collaboratie werd aangegrepen om de Vlaamse beweging te treffen. De Antwerpse Franstalige krant *Le Matin* van 4 november 1944 bevestigde dit ondubbelzinnig : « Aangezien men met de kuis bezig is, moet men het volledig en radicaal doen, eens en voor altijd ... Men moet alles wat rechtstreeks of onrechtstreeks Vlaams-nationaal geïnspireerd was vernietigen. ». Dat verklaart waarom zoveel mensen uit de Vlaamse cultuurwereld door de repressie werden getroffen. Dat verklaart ook waarom er zelfs een dossier werd samengesteld tegen een integer christen-democraat als Leo Delwaide, die zich als oorlogsburgemeester van Antwerpen zo koppig tegen de Duitsers had verzet dat de SS het op zijn leven gemunt had en dat zijn naam in 1945 voorkwam op een Gestapolijs van personen die onmiddellijk gearresteerd moesten worden.

Hoe stompzinig, blind en haatdragend de Belgische justitie toen was, kan ook blijken uit het feit dat men zelfs een dossier opende tegen de oude Vlaamse meesters Van Eyck en Rembrandt van Rijn, die beschuldigd werden van collaboratie. Of uit het dossier waarin als bezwarend element was opgenomen dat men bij de verdachte een « zeer onvaderlands boek » had aangetroffen : « Elias of het gevecht met de nachtegaal » van Maurice Gilliams. Tienduizenden Vlamingen waren even onschuldig als Rembrandt. Maar zij hadden het ongeluk nog in leven te zijn. Vier maanden na hun arrestatie waren duizenden en duizenden gevangenen nog niet eens verhoord. Meestal waren ze intussen al wel afgeranseld of verkracht en was hun woning leeggeplunderd. België zou België niet zijn zonder de gewone discriminaties. Slechts een van de vele gevallen : een Waalse generaal die aan het Oostfront had gevochten kreeg 15 jaar. Een Vlaamse majoor die alleen een memorandum had ondertekend om uit een Duits krijgsgevangenenkamp te worden vrijgelaten, kreeg 20 jaar en hij moest een half miljoen frank boete betalen.

Reeds op 11 oktober 1944 schreef de liberaal Julius Hoste in het hoofdartikel van de krant *Het Laatste Nieuws* dat onschuldige mensen werden gearresteerd, uitsluitend op beschuldiging van « Vlaamsgezindheid ». Hij haalt het voorbeeld aan van een Vlaamse leraar die door gewapende mannen werd aangehouden omdat hij lid was van ... het Willemsfonds. En Hoste besluit : « Wij mogen zelf geen nazi-praktijken gebruiken, geen onschuldigen voor schuldigen doen boeten. ». Zowel de Waalse socialist Van Walleghem (Kamerzitting 7 november 1944, Beknopt Verslag, blz. 24) als de liberaal Van Glabbeke (Kamerzitting 8 november 1944, Beknopt Verslag, blz. 3031) eisten in de Kamer dat er een einde zou komen aan de opsluiting van onschuldigen. Van Glabbeke ging verder : « Duizenden brave mensen zijn het slachtoffer van ongerechtvaardigde verdenkingen. In praktijk worden de heilige rechten van de verdediging miskend (...) In de gevangenissen en de interneringskampen gebeuren schandelijke dingen ... Ik zou verontwaardigd en diep teleurgesteld zijn als men mijn land ooit dezelfde barbaarsheid kon verwijten als diawaartegen wij zo heftig hebben gestreden. ». Zijn Franstalige partijgenoot Mundeleer had de vorige dag een verklaring van dezelfde strekking afgelegd (Kamerzitting 7 november 1944, Beknopt Verslag, blz. 24). Hij verweet de regering niet op te treden tegen groepen die het « recht » in eigen hand namen zonder daartoe bevoegd te zijn. Ook de katholieke volksvertegenwoordiger Verbist, die later minister zou worden, bevestigde dit tijdens een meeting in Brussel op 24 december 1944 : « In de geschiedenis der weerstandsgroepen zal een zwarte bladzijde geschreven worden : die over misbruik, willekeur en ontarding ». Later liet hij zich nog scherper uit : « De Duitse beulen van Breendonk hebben school gemaakt ». De vurige Belgische patriot senator de Dorlodot verklaarde in een interpellatie : « Tienduizenden Belgen werden willekeurig aangehouden door mensen zonder mandaat, zij werden opgesloten in de kampen der schande die dikwijls folterkampen waren, zij zijn daar gedurende weken en maanden gebleven in een hatelijk door elkaar mengen van allerlei elementen, zonder te worden ondervraagd, zonder zelfs te weten waarom zij werden aangehouden, tenzij dan uit wraakzucht en uit jaloezie ... ». Ook de Waalse katholieke d'Aspremont Lynden, gewezen minister van de Londense regering in ballingschap zei op 7 november 1945 : « Men heeft volkomen willekeurig mensen aangehouden die nu nog altijd in interneringskampen en gevangenissen zitten ». (*Handelingen van het Kongres van het Vlaams Verzet*, blz. 66). Struye maakte dezelfde vergelijking :

Résistance flamande, p. 66). Struye fit la même comparaison : « Jeter des Belges en prison par milliers, sans qu'ils sachent souvent pour quels motifs ils ont été arrêtés. Des gens entassés les uns sur les autres pendant des mois dans des prisons sans qu'un magistrat soit appelé pour se prononcer sur leur sort. Nous devons l'admettre : ce sont des méthodes nazies. » (allocution prononcée à Bruxelles le 24 décembre 1944, p. 23). Cela a été confirmé une fois de plus, le 25 janvier 1945, dans une lettre pastorale du cardinal Van Roey : « Il serait inadmissible que les méthodes allemandes, tant haïes sous l'occupation, puissent survivre sous le régime belge. Que l'on cesse de faire peser des soupçons injustifiés sur nombre de bons citoyens qui ont œuvré, de leur mieux, pour le bien-être de la population ou de la communauté, dans des circonstances extrêmement difficiles et dangereuses, inimaginables pour qui ne les a pas vécues. Nous voudrions que la vengeance fasse place à la véritable justice, la haine à la charité. » (H. Mertens, « De kerk tegenover repressie en amnestie, » *Kultuurleven*, 1976, p. 632).

Les auteurs présentent cet amendement en mémoire de tous les innocents, victimes de la répression pour la seule et unique raison qu'ils étaient Flamands. De simples citoyens, des femmes, des enfants. Mais la présente accuse aussi la répression d'avoir visé à décapiter la Flandre et à la réduire au silence en éliminant son élite culturelle et intellectuelle. Les auteurs pensent plus particulièrement à (la liste est loin d'être exhaustive) :

- Dirk Baksteen, peintre et graveur;
- Pater Callewaert, écrivain;
- Ernest Claes, écrivain;
- Prof. Dr Frans Daels, professeur de médecine;
- André Demedts, poète et écrivain;
- Valère De Pauw, homme de lettres;
- Filip De Pillecijn, écrivain;
- Prosper De Troyer, artiste peintre;
- Prof. Dr De Vleeschauwer, professeur de philosophie;
- Lieven Duvosel, compositeur;
- Prof. Dr Elaut, professeur de médecine;
- Gaston Feremans, compositeur;
- Remi Ghesquière, compositeur;
- Prof. Dr Corneel Heymans, professeur et prix Nobel;
- Emiel Hullebroeck, compositeur;
- Prof. Dr Paul Heymans, président du Secours d'hiver;
- Prof. Dr Leurs, professeur d'histoire de l'art;
- Marcel Mathijs, homme de lettres;
- Arthur Meulemans, compositeur;
- Armand Preud'homme, compositeur;
- Albert Servaes, artiste peintre;
- Jozef Simons, homme de lettres;
- Prof. Dr Speelers, professeur de médecine;
- Stijn Streuvels, homme de lettres;
- Felix Timmermans, homme de lettres;
- Van Immerseel, graphiste;
- Ferdinand Verknoeke, poète;
- Veremans, compositeur;
- ...

N° 83 de MM. Dominiek LOOTENS-STAEL (N) et Frederic ERENS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« *ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du caractère antiflamand et anti-intellectuels flamands de la répression et de l'épuration qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale* ».

« Belgen bij karrenvrachten tegelijk in de gevangenis gooien, dikwijls zonder dat ze weten waarom ze gearresteerd zijn. Mensen die maandenlang in de gevangenis blijven, soms op elkaar gepakt als slaven, zonder dat er een magistraat wordt bijgeroepen om uitspraak te doen over hun zaak. We moeten het toegeven : dit zijn nazi-methoden ». (Spreekbeurt te Brussel, 24 december 1944, blz. 23). Op 25 januari 1945 werd dit nog eens bevestigd in een pastoraal schrijven van kardinaal Van Roey : « Het mag niet gezegd worden dat de Duitse methoden, die wij tijdens de bezetting verafschuwden, onder Belgisch regime in voege zouden blijven. Men houde ook op onrechtmatig verdacht te maken tal van goede burgers, die zich, naar best vermogen, toegewijd hebben aan het welzijn van de bevolking of van het gemenebest, in uiterst moeilijke en gevaarlijke omstandigheden, ondenkbaar voor wie ze niet beleefd heeft. Wij zouden willen dat de wraakneming de plaats ruile voor de waarachtige rechtvaardigheid, dat de haat wijke voor de naastenliefde. ». (H. Mertens, *De kerk tegenover repressie en amnestie*, *Kultuurleven*, 1976, blz. 632).

De indieners stellen dit amendement voor, ter nagedachtenis van alle onschuldigen, die enkel en alleen door de repressie werden getroffen omdat ze Vlaming waren. Gewone burgers, vrouwen kinderen. Maar tevens wordt hiermee aangeklaagd dat de repressie mede tot doel had Vlaanderen te onthoofden en monddood te maken door haar culturele en intellectuele elite uit te schakelen. De indieners denken hierbij ondermeer (de lijst is verre van compleet) aan :

- Dirk Baksteen, schilder en etsen;
- Pater Callewaert, schrijver;
- Ernest Claes, schrijver;
- Prof. Dr. Frans Daels, professor in de geneeskunde;
- André Demedts, dichter en schrijver;
- Valère De Pauw, letterkundige;
- Filip De Pillecijn, schrijver;
- Prosper De Troyer, kunstschilder;
- Prof. Dr. De Vleeschauwer, professor in de wijsbegeerte;
- Lieven Duvosel, componist;
- Prof. Dr. Elaut, professor in de geneeskunde;
- Gaston Feremans, componist;
- Remi Ghesquière, componist;
- Prof. Dr. Corneel Heymans, professor en Nobelprijswinnaar;
- Emiel Hullebroeck, componist;
- Prof. Dr. Paul Heymans, voorzitter van Winterhulp;
- Prof. Dr. Leurs, professor in de kunstgeschiedenis;
- Marcel Mathijs, letterkundige;
- Arthur Meulemans, componist;
- Armand Preud'homme, componist;
- Albert Servaes, kunstschilder;
- Jozef Simons, letterkundige;
- Prof. Dr. Speelers, professor in de geneeskunde;
- Stijn Streuvels, letterkundige;
- Felix Timmermans, letterkundige;
- Van Immerseel, graficus;
- Ferdinand Verknoeke, dichter;
- Veremans, componist;
- ...

Nr. 83 van de heren Dominiek LOOTENS-STAEL (N) en Frederic ERENS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« *of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van het anti-Vlaamse en anti-Vlaams-intellectuele karakter van de repressie en epuratie na de Tweede Wereldoorlog* ».

JUSTIFICATION

La répression de la collaboration n'a été qu'un prétexte dont on s'est servi pour frapper le mouvement flamand, ce que le journal francophone anversois *Le Matin* du 4 novembre 1944 a confirmé sans équivoque : « Puisqu'on fait le nettoyage, il faut le faire complètement et radicalement, une fois pour toutes ... Il faut détruire tout ce qui était inspiré, directement ou indirectement, par le nationalisme flamand. ». Cela explique pourquoi tant de personnes issues des milieux culturels flamands ont été touchées par la répression. Cela explique également pourquoi un dossier a été constitué à charge d'un démocrate-chrétien aussi intègre que Leo Delwaide, qui, en tant que bourgmestre d'Anvers pendant la guerre, avait opposé une résistance si farouche aux Allemands que les SS en voulaient à sa vie et que son nom figurait en 1945 sur une liste de la Gestapo contenant les noms des personnes à arrêter immédiatement.

On comprendra également à quel point la justice belge de l'époque était bornée, aveugle et haineuse si l'on sait qu'un dossier a même été ouvert contre Van Eyck et Rembrandt van Rijn, accusés de collaboration, ou qu'un dossier comportait, comme élément à charge, la découverte chez le suspect d'un « livre très antipatriotique » : « Elias of het gevecht met de nachtegaal » de Maurice Gilliams. Des dizaines de milliers de Flamands étaient aussi innocents que Rembrandt, mais ils avaient la malchance d'être encore en vie. Quatre mois après leur arrestation, des milliers de prisonniers n'avaient même pas encore été interrogés. En revanche, ils avaient été battus ou violés et leur maison avait été saccagée. La Belgique ne serait pas ce qu'elle est sans les discriminations qu'on a coutume d'y établir. Pour ne citer qu'un seul cas : un général wallon, qui s'était battu sur le front de l'Est, a été condamné à quinze ans d'emprisonnement. Un major flamand, qui avait seulement signé un mémorandum afin d'être libéré d'un camp de prisonniers allemands, a été condamné à vingt ans d'emprisonnement et à une amende d'un demi-million de francs.

Dès le 11 octobre 1944, le libéral Julius Hoste écrivait, dans l'éditorial du journal *Het Laatste Nieuws*, que des innocents avaient été arrêtés sur simple accusation d'attitude proflamande. Il cite l'exemple d'un professeur flamand qui fut arrêté par des hommes armés parce qu'il était membre du Willemsfonds. Et Hoste déclare en guise de conclusion que « nous ne pouvons recourir nous-mêmes à des pratiques nazies et faire payer des innocents à la place des coupables ». Tant le socialiste wallon Van Walleghem (séance du 7 novembre 1944, Compte rendu analytique, p. 24) que le libéral Van Glabbeke (séance du 8 novembre 1944, Compte rendu analytique, pp. 30-31) exigèrent devant la Chambre des représentants qu'il soit mis fin à l'emprisonnement d'innocents. Van Glabbeke alla plus loin : « Des milliers de braves gens sont victimes de soupçons injustifiés. Les droits sacrés de la défense sont ignorés dans la pratique (...). Les prisons et les camps d'internement sont le théâtre d'actes scandaleux ... Je serais indigné et profondément déçu si mon pays pouvait un jour se voir reprocher la même barbarie que celle que nous avons violemment combattue. ». La veille, un membre francophone de son parti, Mundeleer, avait fait une déclaration analogue (séance du 7 novembre 1944, Compte rendu analytique, p. 24). Il reprochait au gouvernement de ne pas intervenir contre les groupes qui s'approprièrent le « droit » sans en avoir les compétences. Et cela fut également confirmé par le député catholique Verbist, futur ministre, au cours d'une réunion tenue le 24 décembre 1944 à Bruxelles : « L'abus, l'arbitraire et les excès qui ont prévalu au lendemain de la guerre constitueront une page noire dans l'histoire des groupes de la résistance ». Il s'exprima avec plus de virulence encore par la suite : « les bourreaux allemands de Breendonk ont fait école ». Dans une interpellation, le sénateur de Dorlodot, fervent patriote belge, déclara : « Des dizaines de milliers de Belges ont été arrêtés arbitrairement par des gens non mandatés, ils ont été enfermés dans les camps de la honte qui étaient souvent des camps de torture, ils sont restés parqués des semaines et des mois parmi des individus aux antécédents les plus divers, sans être interrogés, sans même savoir si leur arrestation était liée à des motifs autres que la vengeance et la jalousie ... ». Le catholique wallon d'Aspremont Lynden, ancien ministre du gouvernement de Londres en exil, déclara, lui aussi, le 7 novembre 1945 : « Des gens ont été arrêtés de façon totalement arbitraire et sont toujours prisonniers dans des camps d'internement et des prisons. » (Annales du Congrès de la Résistance flamande, p. 66). Struye fit la même comparaison : « Jeter des

VERANTWOORDING

De bestraffing van de collaboratie werd aangegrepen om de Vlaamse beweging te treffen. De Antwerpse Franstalige krant *Le Matin* van 4 november 1944 bevestigde dit ondubbelzinnig : « Aangezien men met de kuis bezig is, moet men het volledig en radicaal doen, eens en voor altijd ... Men moet alles wat rechtstreeks of onrechtstreeks Vlaams-nationaal geïnspireerd was vernietigen. ». Dat verklaart waarom zoveel mensen uit de Vlaamse cultuurwereld door de repressie werden getroffen. Dat verklaart ook waarom er zelfs een dossier werd samengesteld tegen een integer christen-democraat als Leo Delwaide, die zich als oorlogsburgemeester van Antwerpen zo koppig tegen de Duitsers had verzet dat de SS het op zijn leven gemunt had en dat zijn naam in 1945 voorkwam op een Gestapolijst van personen die onmiddellijk gearresteerd moesten worden.

Hoe stompzinig, blind en haatdragend de Belgische justitie toen was, kan ook blijken uit het feit dat men zelfs een dossier opende tegen de oude Vlaamse meesters Van Eyck en Rembrandt van Rijn, die beschuldigd werden van collaboratie. Of uit het dossier waarin als bezwarend element was opgenomen dat men bij de verdachte een « zeer onvaderlands boek » had aangetroffen : « Elias of het gevecht met de nachtegaal » van Maurice Gilliams. Tienduizenden Vlamingen waren even onschuldig als Rembrandt. Maar zij hadden het ongeluk nog in leven te zijn. Vier maanden na hun arrestatie waren duizenden en duizenden gevangenen nog niet eens verhoord. Meestal waren ze intussen al wel afgeranseld of verkracht en was hun woning leeggeplunderd. België zou België niet zijn zonder de gewone discriminaties. Slechts een van de vele gevallen : een Waalse generaal die aan het Oostfront had gevochten kreeg 15 jaar. Een Vlaamse majoor die alleen een memorandum had ondertekend om uit een Duits krijgsgevangenenkamp te worden vrijgelaten, kreeg 20 jaar en hij moest een half miljoen frank boete betalen.

Reeds op 11 oktober 1944 schreef de liberaal Julius Hoste in het hoofdartikel van de krant *Het Laatste Nieuws* dat onschuldige mensen werden gearresteerd, uitsluitend op beschuldiging van « Vlaamsgezindheid ». Hij haalt het voorbeeld aan van een Vlaamse leraar die door gewapende mannen werd aangehouden omdat hij lid was van ... het Willemsfonds. En Hoste besluit : « Wij mogen zelf geen nazi-praktijken gebruiken, geen onschuldigen voor schuldigen doen boeten. ». Zowel de Waalse socialist Van Walleghem (Kamerzitting 7 november 1944, Beknopt Verslag, blz. 24) als de liberaal Van Glabbeke (Kamerzitting 8 november 1944, Beknopt Verslag, blz. 3031) eisten in de Kamer dat er een einde zou komen aan de opsluiting van onschuldigen. Van Glabbeke ging verder : « Duizenden brave mensen zijn het slachtoffer van ongerechtvaardigde verdenkingen. In praktijk worden de heilige rechten van de verdediging miskend (...) In de gevangnissen en de interneringskampen gebeuren schandelijke dingen ... Ik zou verontwaardigd en diep teleurgesteld zijn als men mijn land ooit dezelfde barbaarsheid kon verwijten als diewaartegen wij zo heftig hebben gestreden. ». Zijn Franstalige partijgenoot Mundeleer had de vorige dag een verklaring van dezelfde strekking afgelegd (Kamerzitting 7 november 1944, Beknopt Verslag, blz. 24). Hij verweet de regering niet op te treden tegen groepen die het « recht » in eigen hand namen zonder daartoe bevoegd te zijn. Ook de katholieke volksvertegenwoordiger Verbist, die later minister zou worden, bevestigde dit tijdens een meeting in Brussel op 24 december 1944 : « In de geschiedenis der weerstandsgroepen zal een zwarte bladzijde geschreven worden : die over misbruik, willekeur en ontwaarding ». Later liet hij zich nog scherper uit : « De Duitse beulen van Breendonk hebben school gemaakt ». De vorige Belgische patriot senator de Dorlodot verklaarde in een interpellatie : « Tienduizenden Belgen werden willekeurig aangehouden door mensen zonder mandaat, zij werden opgesloten in de kampen der schande die dikwijls folterkampen waren, zij zijn daar gedurende weken en maanden gebleven in een hatelijk door elkaar mengen van allerlei elementen, zonder te worden ondervraagd, zonder zelfs te weten waarom zij werden aangehouden, tenzij dan uit wraakzucht en uit jaloezie ... ». Ook de Waalse katholiek d'Aspremont Lynden, gewezen minister van de Londense regering in ballingschap zei op 7 november 1945 : « Men heeft volkomen willekeurig mensen aangehouden die nu nog altijd in interneringskampen en gevangnissen zitten ». (Handelingen van het Kongres van het Vlaams Verzet, blz. 66). Struye maakte dezelfde vergelijking :

Belges en prison par milliers, sans qu'ils sachent souvent pour quels motifs ils ont été arrêtés. Des gens entassés les uns sur les autres pendant des mois dans des prisons sans qu'un magistrat soit appelé pour se prononcer sur leur sort. Nous devons l'admettre : ce sont des méthodes nazies. » (allocution prononcée à Bruxelles le 24 décembre 1944, p. 23). Cela a été confirmé une fois de plus, le 25 janvier 1945, dans une lettre pastorale du cardinal Van Roey : « Il serait inadmissible que les méthodes allemandes, tant haïes sous l'occupation, puissent survivre sous le régime belge. Que l'on cesse de faire peser des soupçons injustifiés sur nombre de bons citoyens qui ont œuvré, de leur mieux, pour le bien-être de la population ou de la communauté, dans des circonstances extrêmement difficiles et dangereuses, inimaginables pour qui ne les a pas vécues. Nous voudrions que la vengeance fasse place à la véritable justice, la haine à la charité. » (H. Mertens, « De kerk tegenover repressie en amnestie, » *Kultuurleven*, 1976, p. 632).

Les auteurs présentent cet amendement en mémoire de tous les innocents, victimes de la répression pour la seule et unique raison qu'ils étaient Flamands. De simples citoyens, des femmes, des enfants. Mais la présente accuse aussi la répression d'avoir visé à décapiter la Flandre et à la réduire au silence en éliminant son élite culturelle et intellectuelle. Les auteurs pensent plus particulièrement à (la liste est loin d'être exhaustive) :

- Dirk Baksteen, peintre et graveur;
- Pater Callewaert, écrivain;
- Ernest Claes, écrivain;
- Prof. Dr Frans Daels, professeur de médecine;
- André Demedts, poète et écrivain;
- Valère De Pauw, homme de lettres;
- Filip De Pillecijn, écrivain;
- Prosper De Troyer, artiste peintre;
- Prof. Dr De Vleeschauwer, professeur de philosophie;
- Lieven Duvosel, compositeur;
- Prof. Dr Elaut, professeur de médecine;
- Gaston Feremans, compositeur;
- Remi Ghesquière, compositeur;
- Prof. Dr Corneel Heymans, professeur et prix Nobel;
- Emiel Hullebroeck, compositeur;
- Prof. Dr Paul Heymans, président du Secours d'hiver;
- Prof. Dr Leurs, professeur d'histoire de l'art;
- Marcel Mathijs, homme de lettres;
- Arthur Meulemans, compositeur;
- Armand Preud'homme, compositeur;
- Albert Servaes, artiste peintre;
- Jozef Simons, homme de lettres;
- Prof. Dr Speelers, professeur de médecine;
- Stijn Streuvels, homme de lettres;
- Felix Timmermans, homme de lettres;
- Van Immerseel, graphiste;
- Ferdinand Verknoeke, poète;
- Veremans, compositeur;
- ...

N° 84 de MM. Jos VAN ASSCHE (N) et Frederic ERENS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Belgen bij karrenvrachten tegelijk in de gevangenis gooien, dikwijls zonder dat ze weten waarom ze gearresteerd zijn. Mensen die maandenlang in de gevangenis blijven, soms op elkaar gepakt als slaven, zonder dat er een magistraat wordt bijgeroepen om uitspraak te doen over hun zaak. We moeten het toegeven : dit zijn nazi-methoden ». (Spreekbeurt te Brussel, 24 december 1944, blz. 23). Op 25 januari 1945 werd dit nog eens bevestigd in een pastoraal schrijven van kardinaal Van Roey: « Het mag niet gezegd worden dat de Duitse methoden, die wij tijdens de bezetting verafschuwden, onder Belgisch regime in voege zouden blijven. Men houde ook op onrechtmatig verdacht te maken tal van goede burgers, die zich, naar best vermogen, toegewijd hebben aan het welzijn van de bevolking of van het gemenebest, in uiterst moeilijke en gevaarlijke omstandigheden, ondenkbaar voor wie ze niet beleefd heeft. Wij zouden willen dat de wraakneming de plaats ruile voor de waarachtige rechtvaardigheid, dat de haat wijke voor de naastenliefde. ». (H. Mertens, *De kerk tegenover repressie en amnestie*, *Kultuurleven*, 1976, blz. 632).

De indieners stellen dit amendement voor, ter nagedachtenis van alle onschuldigen, die enkel en alleen door de repressie werden getroffen omdat ze Vlaming waren. Gewone burgers, vrouwen kinderen. Maar tevens wordt hiermee aangeklaagd dat de repressie mede tot doel had Vlaanderen te onthoofden en monddood te maken door haar culturele en intellectuele elite uit te schakelen. De indieners denken hierbij ondermeer (de lijst is verre van compleet) aan :

- Dirk Baksteen, schilder en etsen;
- Pater Callewaert, schrijver;
- Ernest Claes, schrijver;
- Prof. Dr. Frans Daels, professor in de geneeskunde;
- André Demedts, dichter en schrijver;
- Valère De Pauw, letterkundige;
- Filip De Pillecijn, schrijver;
- Prosper De Troyer, kunstschilder;
- Prof. Dr. De Vleeschauwer, professor in de wijsbegeerte;
- Lieven Duvosel, componist;
- Prof. Dr. Elaut, professor in de geneeskunde;
- Gaston Feremans, componist;
- Remi Ghesquière, componist;
- Prof. Dr. Corneel Heymans, professor en Nobelprijswinnaar;
- Emiel Hullebroeck, componist;
- Prof. Dr. Paul Heymans, voorzitter van Winterhulp;
- Prof. Dr. Leurs, professor in de kunstgeschiedenis;
- Marcel Mathijs, letterkundige;
- Arthur Meulemans, componist;
- Armand Preud'homme, componist;
- Albert Servaes, kunstschilder;
- Jozef Simons, letterkundige;
- Prof. Dr. Speleers, professor in de geneeskunde;
- Stijn Streuvels, letterkundige;
- Felix Timmermans, letterkundige;
- Van Immerseel, graficus;
- Ferdinand Verknoeke, dichter;
- Veremans, componist;
- ...

Dominiek LOOTENS-STAEL (N)
Frederic ERENS (N)

Nr. 84 van de heren Jos VAN ASSCHE (N) en Frederic ERENS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres incite des tiers à brûler de l'argent ou à le détruire de quelque manière que ce soit, ou brûle ou détruit lui-même de l'argent.* ».

JUSTIFICATION

Tout ce qui altère la valeur de l'argent, donc aussi la contrefaçon ou la destruction d'argent, relève du faux-monnayage, punissable de 25 ans de travaux forcés.

À l'occasion de toute l'affaire Agusta-Dassault, où les partis socialistes de ce pays avaient reçu de l'argent noir de commerçants d'armes, un gros bonnet du SP avait déclaré que pour lui on pouvait brûler cet argent.

N° 85 de M. Jos VAN ASSCHE (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes nie, minimise, justifie ou approuve le génocide de la communauté druze par les musulmans.* ».

JUSTIFICATION

Les druzes sont apparus au 11^e siècle lorsque Ismael Al-Darazi (dont le nom a été déformé en 'druze') a cru reconnaître dans le calife égyptien Al-Hakim le dernier calife disparu des chiïtes. Une foule de croyants enthousiastes se rallia à lui. Cette secte chiïte s'est de plus en plus écartée de l'islam officiel. Les poursuites ne tardèrent pas et les druzes se retirèrent sur le au mont Hermon qui était inaccessible. Plus tard, ils se dispersèrent dans le sud du Liban et de la Syrie d'aujourd'hui et dans le nord d'Israël. Des siècles durant, ils vécurent dans des clans (souvent en conflit) administrés par des émirs et repoussaient littéralement toute attaque contre leur autonomie. Après la création de l'État d'Israël en 1948, les druzes de Galilée occidentale et du mont Carmel se révélèrent être des citoyens loyaux.

Au Liban, en Syrie, en Israël et en Jordanie, les druzes sont officiellement reconnus comme une communauté religieuse distincte qui dispose d'un système judiciaire propre. Ils servent dans l'armée et votent aux élections. Les druzes qui vivent sur les hauteurs du Golan se déclarent Syriens et forment une exception. La religion des druzes est assez peu connue car les dogmes ne peuvent être révélés aux profanes. Ils ne montrent que peu d'aspects de leur croyance en public et traditionnellement ils n'acceptent pas les conversions. Cette attitude s'explique par le fait qu'ils ont dû se défendre à maintes reprises des persécutions des musulmans qui les considéraient comme des athées. Les druzes croient en l'unité de Dieu. Ils sont monothéistes. Leur théologie porte un regard néo-platonicien sur l'ac-

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden derden aanspoort geld in brand te steken of op welke andere manier dan ook te vernietigen, of zelf geld in brand steekt of vernietigt.* ».

VERANTWOORDING

Alles wat de waarde van de munt verandert, dus ook het namaken of vernietigen van geld, valt onder de noemer valsmunterij, bestrafbaar met 25 jaar dwangarbeid.

Naar aanleiding van de hele Agusta/Dassault-affaire waarbij de socialistische partijen in dit land illegaal geld kregen toegestopt van wapenhandelaars, verklaarde een kopstuk van de Socialistische Partij, dat wat hem betreft het geld in brand mocht gestoken worden.

Jos VAN ASSCHE (N)

Frederic ERENS (N)

Nr. 85 van de heer Jos VAN ASSCHE (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan de genocide door moslims tegen de Druzen-gemeenschap ontkent, minimaliseert, rechtvaardigt of goedkeurt.* ».

VERANTWOORDING

De Druzen ontstonden in de 11^e eeuw, toen Ismael Al-Darazi (wiens naam verbasterd werd tot « Druus ») in de Egyptische kalief Al-Hakim de laatste verdwenen kalief van de sjiieten meenden te herkennen. Een schare enthousiaste gelovigen sloot zich bij hem aan. Deze sjiiëtische sekte evolueerde steeds verder weg van de officiële islam. Vervolgelingen bleven niet uit en de Druzen trokken zich terug op de ontoegankelijke Hermonberg. Later waaierden ze weer uit over het zuiden van het huidige Libanon en Syrië, en het noorden van Israël. Eeuwenlang leefden ze onder leiding van emirs in – vaak onderling ruziënde – clans en sloegen elke aanval af op hun autonomie letterlijk af. Na de vorming van de staat Israël in 1948 ontpopten de Druzen in West-Galilea en op de Karmelberg zich tot loyale burgers.

In Libanon, Syrië, Israël en Jordanië worden de Druzen officieel erkend als een afzonderlijke religieuze gemeenschap met een eigen rechtssysteem. Zij dienen in het leger en stemmen bij verkiezingen. Een uitzondering vormen de Druzen die op de Golanhoogte leven, die zichzelf als Syriërs beschouwen. De religie van de Druzen is vrij ongekend want het staat niet toe dat de leerstellingen worden bekendgemaakt aan buitenstaanders. Er zijn maar weinig elementen van hun geloof waar zij open over zijn tegenover het publiek, en zij accepteren traditioneel geen bekeerlingen tot hun religie. Dit komt doordat zij zich herhaaldelijk hebben moeten verdedigen tegen vervolging door moslims die hen als ongelovigen beschouwden. De Druzen geloven in de eenheid van God. Het zijn mono-

tion de Dieu dans le monde par le biais d'émanations et elle ressemble aussi quelque peu à certains courants gnostiques et à d'autres courants ésotériques. Les druzes sont aussi influencés par le soufisme. Ils croient manifestement que Dieu est en mesure de s'incarner dans un homme. Les principes de la foi druze sont : faire attention à ses paroles, protéger ses frères, respecter les anciens, aider les autres et croire en un Dieu. Une autre caractéristique connue de la religion druze est la croyance ferme en la réincarnation – exclusivement sous une forme humaine – de tous les membres de la communauté.

Les druzes croient dans les prophètes de la Bible ainsi qu'en Jésus et en Mahomet. Ils croient aussi en la sagesse de philosophes grecs classiques comme Platon. Ils ont en outre plusieurs « sages » qui ont fondé la religion au 11^e siècle après JC. Il n'y a pas chez les druzes de prière individuelle comme dans l'islam. Il est interdit de fumer, de boire de l'alcool et de manger du porc. Les druzes n'ont pas le droit de se marier avec des musulmans, des juifs ou des fidèles d'autres religions. Mais ces règles ne sont plus guère suivies dans la société moderne.

Le livre « Hikme » (ou le livre de la sagesse) est le livre saint des druzes. Ils rejettent le matérialisme en particulier le matérialisme dans la religion. C'est pourquoi leurs lieux de culte sont généralement très modestes et leurs dignitaires religieux mènent une vie très sobre. Ils prient discrètement, en famille ou entre amis. Au contraire d'autres religions comme le christianisme, la communauté religieuse n'a pas de hiérarchie officielle, à l'exception du « Sheikh A'el » dont le rôle est plus politique et social que religieux. Les dignitaires religieux sont admirés pour leur sagesse et leur mode de vie.

Les femmes druzes portent un voile blanc, lâche et transparent, surtout en présence de religieux. À tous points de vues, elles sont considérées comme les égales des hommes. Et contrairement à la plupart des usages, elles peuvent prendre part au « Conseil des Anciens ».

Traditionnellement, on ne peut pas se convertir mais des changements sont intervenus récemment et quelques conversions ont été autorisées. Ils n'admettront pas s'être convertis. Ils peuvent dissimuler le fait qu'ils sont druzes et prétendre qu'il se sont convertis à une autre religion pour éviter les persécutions.

Aujourd'hui, de nombreuses informations contradictoires ainsi que des informations fausses circulent sur les druzes principalement parce que des dogmes ont été inventés pour éviter les persécutions. Les profanes ne savent par exemple toujours pas si les druzes suivent les mêmes traditions que les musulmans et s'ils jeûnent pendant le mois de Ramadan parce qu'ils ont suivi ces usages durant des siècles pour se protéger. En réalité, ils devraient respecter une autre tradition de jeûne qui est encore suivie par les religieux.

N^o 86 de MM. Frederic ERENS (N) et Dominiek LOOTENS-STAELE (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des crimes et des meurtres

theïsten, en hun theologie heeft een neo-platonische kijk op hoe God handelt in de wereld door middel van emanaties en lijkt ook enigszins op bepaalde gnostische en andere esoterische stromingen. Zij zijn tevens beïnvloed door de soefi-filosofie. Kennelijk geloven zij, dat God mogelijk in staat is om te incarneren in een mens. De principes van het geloof van de Druzen zijn : het waken over wat men zegt, het beschermen van de broeders, het respecteren van de ouderen, het helpen van andere, en het geloof in een God. Een andere bekende eigenschap van de religie van de Druzen is het vaste geloof in de reïncarnatie van alle leden van de gemeenschap, enkel in mensen.

Druzen geloven in profeten die in de Bijbel worden genoemd en in Jezus en Mohammed. Zij geloven ook in de wijsheid van klassieke Griekse filosofen als Plato. Daarbij hebben zij een aantal « wijze mannen » die de religie in de 11^e eeuw n. Chr. hebben gesticht. Het individuele gebed, als in de islam, bestaat niet bij de Druzen. Roken, alcohol en het eten van varkensvlees zijn verboden. Het is de Druzen niet toegestaan te trouwen met moslims, joden, of aanhangers van andere religies. In de moderne samenleving houdt men zich echter vaak niet aan deze regels.

Het heilige boek van de Druzen heet het « Hikme » boek (of het boek van de wijsheid). Zij wijzen het materialisme af, in het bijzonder materialisme binnen de religie. Daarom zijn hun gebedsplaatsen normaal gesproken zeer bescheiden, en belangrijke religieuze personen (« *Ajaweed* ») hebben een zeer sobere levensstijl. Gebed vindt meestal zeer discreet plaats, onder familie en vrienden. In tegenstelling tot andere religies zoals het christendom kent de religieuze gemeenschap geen officiële hiërarchie, met uitzondering van de « *Sheikh A'el* », wiens rol eerder politiek en sociaal is dan religieus. De belangrijke religieuzen worden bewonderd om hun wijsheid en levensstijl.

Vrouwen van de Druzen dragen een « *Mandiel* » (transparente losse witte sluijer) vooral in het bijzijn van religieuze personen. Zij worden in alle aspecten als gelijkwaardig aan de man beschouwd. In tegenstelling tot de meeste gebruiken, is het hun toegestaan om deel te hebben aan de « Raad van de Oudsten ».

Traditioneel kan men zich niet tot het geloof bekeren, maar recentelijk zijn er wat veranderingen geweest, waardoor enkele bekeerlingen toegestaan werden. Zij zullen niet toegeven dat zij zich hebben bekeerd, en het verhullen van iemands Druze-zijn en het doen alsof men bekeerd is tot een andere religie is toegestaan om vervolging te voorkomen.

Vandaag de dag is er veel tegenstrijdige informatie over de Druzen voorhanden, en is er ook onjuiste informatie, voornamelijk vanwege leerstellingen die verzonnen werden om vervolging te voorkomen. Voor buitenstaanders is het bijvoorbeeld nog altijd onduidelijk, of de Druzen dezelfde tradities volgen ten aanzien van het vasten in de maand Ramadan als de moslims. Dit komt doordat de Druzen deze gebruiken eeuwenlang hebben gevolgd, om zich te beschermen. In werkelijkheid zouden zij zich aan een andere vastentraditie moeten houden, die nog altijd door religieuze personen wordt gevolgd.

Jos VAN ASSCHE (N)

Valérie SEYNS (N)

Nr. 86 van de heren Frederic ERENS (N) en Dominiek LOOTENS-STAELE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de misdaden en moor-

commis dans les camps de concentration du mouvement communiste sud-africain ANC. ».

JUSTIFICATION

La lutte qu'a menée le mouvement marxiste ANC en Afrique du Sud entre 1948 et 1994 a été marquée par des atrocités indescriptibles, des exécutions et des camps de concentration où les noirs africains dissidents étaient enfermés et torturés. La commission officielle de vérité et réconciliation (*Truth and Reconciliation Commission* – TRC) a récemment mis au jour une grande partie de ces crimes commis par l'ANC en Afrique du Sud.

Durant des décennies, la dictature soviétique a financé, conseillé et entraîné l'ANC. Depuis l'Angola voisin, des attaques étaient organisées contre l'État sud-africain et plus particulièrement contre les Afrikaners. Les crimes ainsi commis par l'ANC sont nombreux.

Ainsi, il y avait les lynchages au moyen du fameux supplice du pneu. Les commandos de la terreur de l'ANC, dirigés par Winnie Mandela, capturaient des opposants politiques, leur accrochaient au cou un pneu rempli d'essence auquel ils mettaient ensuite le feu. Une autre stratégie utilisée consistait à semer la terreur dans les rues par des attentats à la bombe. Lors du « *Church Street Massacre* », pour ne citer que cet événement, Nelson Mandela, lauréat du prix Nobel de la Paix, donna personnellement l'ordre de faire exploser une bombe en pleine heure de pointe, afin de tuer un maximum d'enfants afrikaners.

Tout aussi choquants sont les témoignages sur les camps de concentration édifiés par l'ANC en Angola, Ouganda et Tanzanie. La TRC a mis au jour l'existence, jusque là toujours niée par l'ANC, de ces camps où des milliers de cadres de l'ANC opposés à la politique de la terreur menée par la famille Mandela ont été « rééduqués ».

L'ANC a finalement dû reconnaître devant la TRC l'existence de ces camps et la brutalité inouïe qui y régnait et qui a aussi causé à la mort des prisonniers. Il ressort du rapport de la TRC que l'activiste de l'ANC Chris Hani fut notamment l'un des principaux responsables de ces camps de la mort. Bien que le lauréat du prix Nobel de la Paix Nelson Mandela ait lui-même dû reconnaître que les camps de l'ANC existaient bel et bien et que des atrocités indescriptibles y avaient été commises, il a refusé de présenter des excuses à ce sujet.

Le rapport de la TRC donne aussi la parole aux survivants de ces camps, qui rapportent souvent des témoignages poignants et choquants. Ils ont déclaré avoir été torturés pour le seul motif qu'ils ne pouvaient accepter la politique de meurtres et de terreur menée par l'ANC contre la population civile, qu'ils ne pouvaient être d'accord avec le cours marxiste très doctrinaire que prenait l'ANC, qu'ils avaient osé critiquer les dirigeants de l'ANC, qu'ils avaient été accusés d'espionnage ou qu'ils voulaient quitter l'ANC. En résumé, le rapport montre clairement que l'ANC était une organisation terroriste marxiste au fonctionnement sectaire. Même Joe Slovo, le colonel lituanien du KGB qui est devenu président du parti communiste sud-africain devait encore avouer avant sa mort qu'il y a eu beaucoup de morts dans les camps de rééducation de l'ANC.

Le plus connu et le plus redouté des camps de concentration de l'ANC était le camp Quatro en Angola au sujet duquel le rapport de la TRC écrit que les conditions y étaient désastreuses. Les prisonniers y subissaient humiliations et mauvais traitements d'une brutalité inouïe. Ils devaient ramper dans des colonies de fourmis rouges, ne recevaient ni eau, ni nourriture ni soins médicaux. On versait de l'eau bouillante sur la tête de certains prisonniers et on cognait ensuite leur tête à plusieurs reprises contre un arbre afin d'empêcher la cicatrisation de leurs plaies. On extirpait des aveux aux prisonniers par la violence. Certains prisonniers passaient devant le peloton d'exécution sans aucune forme de procès, soi-disant parce qu'ils s'étaient insurgés contre la direction de l'ANC. Ainsi, en 1981, un collaborateur de

den in de concentratiekampen van de Zuid-Afrikaanse communistische beweging ANC. ».

VERANTWOORDING

De strijd die de marxistische beweging ANC tussen 1948 en 1994 in Zuid-Afrika voerde, is een strijd die gekenmerkt wordt door onnoembare wreedheden, executies, en concentratiekampen waarin dissidente zwarte Afrikanen werden opgesloten en gefolterd. De officiële *Truth and Reconciliation Commission* (TRC) in Zuid-Afrika heeft onlangs een groot deel van deze misdaden van het ANC openbaar gemaakt.

Gedurende decennia heeft de Sovjete-dictatuur het ANC voorzien van financiële middelen, raadgevers en training. Vanuit buurland Angola werden er aanvallen georganiseerd tegen de Zuid-Afrikaanse Staat en de Afrikaners in het bijzonder. De misdaden die hierbij door het ANC werden begaan zijn veelvuldig.

Zo waren er de beruchte « halsbandmoorden » waarbij ANC-terreur-commando's onder het commando van Winnie Mandela politieke tegenstanders gevangen namen, ze een autoband gevuld met benzine rond de nek hingen, en deze autoband daarna in brand staken. Een andere gebruikte strategie was die van de straatterreur door bomaanslagen. We verwijzen enkel maar naar de zogenaamde « *Church Street Massacre* » waarbij Nobelprijswinnaar voor de vrede Nelson Mandela hoogstpersoonlijk de opdracht gaf om midden het spitsuur een bom tot ontploffing te laten brengen, teneinde zoveel mogelijk Afrikaner kinderen te kunnen doden.

Schokkend zijn ook de getuigenissen over de concentratiekampen die door het ANC in Angola, Oeganda en Tanzania werden opgericht. Het TRC bracht aan het licht dat in deze kampen, waarvan het ANC het bestaan voordien steeds ontkende, duizenden kaders van het ANC zelf, die protesteerden tegen de politiek van terreur van de familie Mandela, werden « heropgevoed ».

Het ANC moest voor de TRC het bestaan van de kampen uiteindelijk erkennen, en moest toegeven dat er in deze kampen ongehoorde brutaliteiten plaatsvonden, die ook tot de dood van de geïnterneerden hebben geleid. Uit het rapport van de TRC blijkt dat ondermeer de ANC-activist Chris Hani één van de hoofdverantwoordelijken voor deze moordkampen was. Alhoewel ook vredesprijswinnaar Nelson Mandela zelf moest erkennen dat de ANC-kampen wel degelijk bestonden en dat er ongehoorde wreedheden gebeurden in deze kampen, weigerde hij zijn excuses ervoor aan te bieden.

Het rapport van de TRC laat ook overlevenden van de kampen aan het woord, die vaak pakkende en schokkende getuigenissen brengen. Ze verklaarden dat ze werden gefolterd, enkel omdat ze zich niet konden verzoenen met de politiek van moord en terreur tegen de burgerbevolking door het ANC, omdat ze niet akkoord konden gaan met de zeer doctrinaire marxistische koers van het ANC, omdat ze de ANC-leiding durfden te bekritisieren, omdat ze beschuldigd werden van spionage, of omdat ze uit het ANC wilden stappen. Kortom, het rapport toont duidelijk aan dat het ANC een marxistische terreurorganisatie was, die zeer sectair te werk ging. Zelfs Joe Slovo, de Lithouwse KGB-kolonel die voorzitter werd van de Zuid-Afrikaanse Communistische Partij, moest voor zijn dood nog bekennen dat velen stierven in de heropvoedingskampen van het ANC.

Het meest gekende en gevreesde ANC-concentratiekamp was kamp Quatro in Angola. Over dit kamp schrijft het officiële rapport van de TRC dat de omstandigheden er nefast waren. Gevangenen werden er vernederd en mishandeld met een ongekende brutotheid. Ze werden verplicht door hopen rode mieren te kruipen, kregen water, voedsel noch medische verzorging. Sommige gevangenen werd kokend water over het hoofd gegoten, en daarna werden ze herhaaldelijk met een hoofd tegen een boom geslagen, teneinde te voorkomen dat hun wonden zouden genezen. Gevangenen werd met geweld getuigenissen afgedwongen. Sommige gevangenen werden zonder enige vorm van proces door een executiepeloton doodgeschoten, zozeggend omdat ze deel hadden gehad aan opstanden tegen de

l'ANC fut enfermé et maltraité pendant plus de trois ans au camp Quatro parce qu'il avait osé critiquer le népotisme et les abus sexuels en vigueur au sein de la direction de l'ANC. De nombreux prisonniers mouraient des suites de leurs blessures, de la malaria ou d'autres maladies. Le rapport donne les noms des responsables de ces cruautés : ce sont des personnes qui occupent encore aujourd'hui de hautes fonctions dans les services de sécurité de l'ANC.

Aujourd'hui encore, le président sud-africain, Thabo Mbeki, encourage toujours la violence (contre les blancs). Il a ainsi accueilli favorablement la politique menée au Zimbabwe par Mugabe, dont les troupes de choc assassinaient les fermiers blancs pour s'emparer de leurs biens.

Il y a unanimité dans le monde pour condamner les crimes du régime d'Apartheid sud-africain. Les crimes du mouvement marxiste ANC et de ses dirigeants tant contre les blancs (*One Boer, One Bullet* - un boer, une balle) que contre les dissidents xhosas ne sont malheureusement que trop souvent minimisés, justifiés voire carrément niés. C'est une insulte à toutes les victimes de la terreur de l'ANC et une insulte à la recherche objective de la vérité.

N° 87 de MM. Frederic ERENS (N) et Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des crimes et des meurtres commis dans les camps de concentration du mouvement communiste sud-africain ANC. ».

JUSTIFICATION

La lutte qu'a menée le mouvement marxiste ANC en Afrique du Sud entre 1948 et 1994 a été marquée par des atrocités indescriptibles, des exécutions et des camps de concentration où les noirs africains dissidents étaient enfermés et torturés. La commission officielle de vérité et réconciliation (*Truth and Reconciliation Commission* – TRC) a récemment mis au jour une grande partie de ces crimes commis par l'ANC en Afrique du Sud.

Durant des décennies, la dictature soviétique a financé, conseillé et entraîné l'ANC. Depuis l'Angola voisin, des attaques étaient organisées contre l'État sud-africain et plus particulièrement contre les Afrikaners. Les crimes ainsi commis par l'ANC sont nombreux.

Ainsi, il y avait les lynchages au moyen du fameux supplice du pneu. Les commandos de la terreur de l'ANC, dirigés par Winnie Mandela, capturaient des opposants politiques, leur accrochaient au cou un pneu rempli d'essence auquel ils mettaient ensuite le feu. Une autre stratégie utilisée consistait à semer la terreur dans les rues par des attentats à la bombe.

ANC-leiding. Zo werd in 1981 een ANC-medewerker meer dan drie jaar lang in Kamp Quatro opgesloten en mishandeld, omdat hij commentaar durfde te leveren op het nepotisme van en seksueel misbruik door de ANC-leiding. Vele gevangenen bezweken aan verwondingen, aan malaria of aan andere ziektes. Het rapport meldt met naam de verantwoordelijken voor deze wreedheden; het zijn personen die tot vandaag de dag hoge functies bekleden binnen de veiligheidsdiensten van het ANC.

Vandaag de dag moedigt de Zuid-Afrikaanse president Thabo Mbeki het geweld (tegen blanken) nog steeds aan. Zo verwelkomde hij de politiek van Mugabe in Zimbabwe, wiens stoottroepen blanke boeren vermoordden om hun eigendommen in beslag te kunnen nemen.

Overal ter wereld bestaat er eensgezindheid over het feit dat de misdaden van het Zuid-Afrikaanse Apartheidsregime dienen te worden veroordeeld. De misdaden van de marxistische beweging ANC en haar leiders, zowel tegen blanken (*One Boer, one Bullet*) als tegen dissidente Xhosas worden helaas maar al te vaak geminimaliseerd, goedgepraat of zelfs brutootweg ontkend. Dit is een belediging tegenover alle slachtoffers van de terreur van het ANC, en een belediging van het objectief streven naar de waarheid.

Nr. 87 van de heren Frederic ERENS (N) en Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de misdaden en moorden in de concentratiekampen van de Zuid-Afrikaanse communistische beweging ANC. ».

VERANTWOORDING

De strijd die de marxistische beweging ANC tussen 1948 en 1994 in Zuid-Afrika voerde, is een strijd die gekenmerkt wordt door onnoembare wreedheden, executies, en concentratiekampen waarin dissidente zwarte Afrikanen werden opgesloten en gefolterd. De officiële *Truth and Reconciliation Commission* (TRC) in Zuid-Afrika heeft onlangs een groot deel van deze misdaden van het ANC openbaar gemaakt.

Gedurende decennia heeft de Sovjete-dictatuur het ANC voorzien van financiële middelen, raadgevers en training. Vanuit buurland Angola werden er aanvallen georganiseerd tegen de Zuid-Afrikaanse Staat en de Afrikaners in het bijzonder. De misdaden die hierbij door het ANC werden begaan zijn veelvuldig.

Zo waren er de beruchte « halsbandmoorden » waarbij ANC-terreurcommando's onder het commando van Winnie Mandela politieke tegenstanders gevangen namen, ze een autoband gevuld met benzine rond de nek hingen, en deze autoband daarna in brand staken. Een andere gebruikte strategie was die van de straatterror door bomaanslagen. We verwij-

Lors du « Church Street Massacre », pour ne citer que cet événement, Nelson Mandela, lauréat du prix Nobel de la Paix, donna personnellement l'ordre de faire exploser une bombe en pleine heure de pointe, afin de tuer un maximum d'enfants afrikaners.

Tout aussi choquants sont les témoignages sur les camps de concentration édifiés par l'ANC en Angola, Ouganda et Tanzanie. La TRC a mis au jour l'existence, jusque là toujours niée par l'ANC, de ces camps où des milliers de cadres de l'ANC opposés à la politique de la terreur menée par la famille Mandela ont été « rééduqués ».

L'ANC a finalement dû reconnaître devant la TRC l'existence de ces camps et la brutalité inouïe qui y régnait et qui a aussi causé à la mort des prisonniers. Il ressort du rapport de la TRC que l'activiste de l'ANC Chris Hani fut notamment l'un des principaux responsables de ces camps de la mort. Bien que le lauréat du prix Nobel de la Paix Nelson Mandela ait lui-même dû reconnaître que les camps de l'ANC existaient bel et bien et que des atrocités indescriptibles y avaient été commises, il a refusé de présenter des excuses à ce sujet.

Le rapport de la TRC donne aussi la parole aux survivants de ces camps, qui rapportent souvent des témoignages poignants et choquants. Ils ont déclaré avoir été torturés pour le seul motif qu'ils ne pouvaient accepter la politique de meurtres et de terreur menée par l'ANC contre la population civile, qu'ils ne pouvaient être d'accord avec le cours marxiste très doctrinaire que prenait l'ANC, qu'ils avaient osé critiquer les dirigeants de l'ANC, qu'ils avaient été accusés d'espionnage ou qu'ils voulaient quitter l'ANC. En résumé, le rapport montre clairement que l'ANC était une organisation terroriste marxiste au fonctionnement sectaire. Même Joe Slovo, le colonel lituanien du KGB qui est devenu président du parti communiste sud-africain devait encore avouer avant sa mort qu'il y a eu beaucoup de morts dans les camps de rééducation de l'ANC.

Le plus connu et le plus redouté des camps de concentration de l'ANC était le camp Quatro en Angola au sujet duquel le rapport de la TRC écrit que les conditions y étaient désastreuses. Les prisonniers y subissaient humiliations et mauvais traitements d'une brutalité inouïe. Ils devaient ramper dans des colonies de fourmis rouges, ne recevaient ni eau, ni nourriture ni soins médicaux. On versait de l'eau bouillante sur la tête de certains prisonniers et on cognait ensuite leur tête à plusieurs reprises contre un arbre afin d'empêcher la cicatrisation de leurs plaies. On extirpait des aveux aux prisonniers par la violence. Certains prisonniers passaient devant le peloton d'exécution sans aucune forme de procès, soi-disant parce qu'ils s'étaient insurgés contre la direction de l'ANC. Ainsi, en 1981, un collaborateur de l'ANC fut enfermé et maltraité pendant plus de trois ans au camp Quatro parce qu'il avait osé critiquer le népotisme et les abus sexuels en vigueur au sein de la direction de l'ANC. De nombreux prisonniers mouraient des suites de leurs blessures, de la malaria ou d'autres maladies. Le rapport donne les noms des responsables de ces cruautés : ce sont des personnes qui occupent encore aujourd'hui de hautes fonctions dans les services de sécurité de l'ANC.

Aujourd'hui encore, le président sud-africain, Thabo Mbeki, encourage toujours la violence (contre les blancs). Il a ainsi accueilli favorablement la politique menée au Zimbabwe par Mugabe, dont les troupes de choc assassinaient les fermiers blancs pour s'emparer de leurs biens.

Il y a unanimité dans le monde pour condamner les crimes du régime d'Apartheid sud-africain. Les crimes du mouvement marxiste ANC et de ses dirigeants tant contre les blancs (*One Boer, One Bullet* – un boer, une balle) que contre les dissidents xhosas ne sont malheureusement que trop souvent minimisés, justifiés voire carrément niés. C'est une insulte à toutes les victimes de la terreur de l'ANC et une insulte à la recherche objective de la vérité.

zen enkel maar naar de zogenaamde « Church Street Massacre » waarbij Nobelprijswinnaar voor de vrede Nelson Mandela hoogstpersoonlijk de opdracht gaf om midden het spitsuur een bom tot ontploffing te laten brengen, teneinde zoveel mogelijk Afrikaner kinderen te kunnen doden.

Schokkend zijn ook de getuigenissen over de concentratiekampen die door het ANC in Angola, Oeganda en Tanzania werden opgericht. Het TRC bracht aan het licht dat in deze kampen, waarvan het ANC het bestaan voordien steeds ontkende, duizenden kaders van het ANC zelf, die protesteerden tegen de politiek van terreur van de familie Mandela, werden « heropgevoed ».

Het ANC moest voor de TRC het bestaan van de kampen uiteindelijk erkennen, en moest toegeven dat er in deze kampen ongehoorde brutaliteiten plaatsvonden, die ook tot de dood van de geïnterneerden hebben geleid. Uit het rapport van de TRC blijkt dat ondermeer de ANC-activist Chris Hani één van de hoofdverantwoordelijken voor deze moordkampen was. Alhoewel ook vredesprijswinnaar Nelson Mandela zelf moest erkennen dat de ANC-kampen wel degelijk bestonden en dat er ongehoorde wreedheden gebeurden in deze kampen, weigerde hij zijn excuses ervoor aan te bieden.

Het rapport van de TRC laat ook overlevenden van de kampen aan het woord, die vaak pakkende en schokkende getuigenissen brengen. Ze verklaarden dat ze werden gefolterd, enkel omdat ze zich niet konden verzoenen met de politiek van moord en terreur tegen de burgerbevolking door het ANC, omdat ze niet akkoord konden gaan met de zeer doctrinaire marxistische koers van het ANC, omdat ze de ANC-leiding durfden te bekritisieren, omdat ze beschuldigd werden van spionage, of omdat ze uit het ANC wilden stappen. Kortom, het rapport toont duidelijk aan dat het ANC een marxistische terreurorganisatie was, die zeer sectair te werk ging. Zelfs Joe Slovo, de Lithouwse KGB-kolonel die voorzitter werd van de Zuid-Afrikaanse Communistische Partij, moest voor zijn dood nog bekennen dat velen stierven in de heropvoedingskampen van het ANC.

Het meest gekende en gevreesde ANC-concentratiekamp was kamp Quatro in Angola. Over dit kamp schrijft het officiële rapport van de TRC dat de omstandigheden er nefast waren. Gevangenen werden er vernederd en mishandeld met een ongekende brutotheid. Ze werden verplicht door hopen rode mieren te kruipen, kregen water, voedsel noch medische verzorging. Sommige gevangenen werd kokend water over het hoofd gegoten, en daarna werden ze herhaaldelijk met een hoofd tegen een boom geslagen, teneinde te voorkomen dat hun wonden zouden genezen. Gevangenen werd met geweld getuigenissen afgedwongen. Sommige gevangenen werden zonder enige vorm van proces door een executiepeloton doodgeschoten, zogezegd omdat ze deel hadden gehad aan opstanden tegen de ANC-leiding. Zo werd in 1981 een ANC-medewerker meer dan drie jaar lang in Kamp Quatro opgesloten en mishandeld, omdat hij commentaar durfde te leveren op het nepotisme van en seksueel misbruik door de ANC-leiding. Vele gevangenen bezweken aan verwondingen, aan malaria of aan andere ziektes. Het rapport meldt met naam de verantwoordelijken voor deze wreedheden; het zijn personen die tot vandaag de dag hoge functies bekleden binnen de veiligheidsdiensten van het ANC.

Vandaag de dag moedigt de Zuid-Afrikaanse president Thabo Mbeki het geweld (tegen blanken) nog steeds aan. Zo verwelkomde hij de politiek van Mugabe in Zimbabwe, wiens stoottroepen blanke boeren vermoordden om hun eigendommen in beslag te kunnen nemen.

Overal ter wereld bestaat er eensgezindheid over het feit dat de misdaden van het Zuid-Afrikaanse Apartheidsregime dienen te worden veroordeeld. De misdaden van de marxistische beweging ANC en haar leiders, zowel tegen blanken (*One Boer, one Bullet*) als tegen dissidente Xhosas worden helaas maar al te vaak geminimaliseerd, goedgepraat of zelfs brutothegeweg ontkend. Dit is een belediging tegenover alle slachtoffers van de terreur van het ANC, en een belediging van het objectief streven naar de waarheid.

Frederic ERENS (N)
Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

N° 88 de MM. Dominiek LOOTENS-STAEL (N) et
Frederic ERENS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide organisé par les Khmers rouges et Pol Pot au Cambodge ».

JUSTIFICATION

En 1948, l'ONU adopta une résolution qui décrivait en 19 articles comment prévenir et punir le génocide. Il avait été convenu que la collaboration internationale était une nécessité en cas de génocide. Cela signifie qu'en cas de génocide, la communauté internationale est tenue d'intervenir. Malheureusement cela signifie que la majorité des États membres hésitent longtemps avant de considérer qu'un massacre est un génocide, afin d'échapper à cette obligation. La définition que cette convention internationale donne du génocide est la suivante : « Le génocide s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein d'un groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants d'un groupe à un autre groupe. ».

La tentative des Khmers rouges de Pol Pot de transformer le Cambodge en un État agraire idéal a coûté la vie à 25 % de la population.

Avant son arrivée au pouvoir en 1975, Pol Pot se cachait dans la forêt vierge d'où il lança une guerre de guérilla. Tout d'abord contre le prince Norodom Sihanouk qu'un putsch militaire poussa dans les bras de Pol Pot. Ensemble, ils luttèrent contre la nouvelle autorité militaire qui, aidée des États-Unis, avait chassé le prince du pouvoir. Les Khmers rouges furent également rejoints par des combattants nord-vietnamiens que les bombardements américains chassaient toujours plus profondément au Cambodge. Le bombardement des sanctuaires nord-vietnamiens dans le nord du Cambodge eut pour effet supplémentaire de faire fuir des centaines de milliers de paysans vers la capitale Phnom Penh. La dislocation économique et militaire du pays contribua à la popularité croissante de Pol Pot.

Après le retrait américain du Vietnam en 1975, le régime militaire au Cambodge perdit tout soutien des Américains. Les Khmers rouges, en majorité de très jeunes paysans guérilleros, parvinrent à renverser le gouvernement militaire gangrené par la corruption et l'incompétence.

Inspiré par la Révolution culturelle de Mao Tsé-Tung en Chine, Pol Pot voulait créer une Utopie agraire. Il fallait purifier la société de tous les éléments occidentaux, capitalistes et religieux. On chassa tous les étrangers du pays. On refusa l'aide économique et médicale. On interdit les langues étrangères, l'argent, la pratique d'une religion, la télévision et la radio furent interdits. On envoya de force les citoyens à la campagne

Nr. 88 van de heren Dominiek LOOTENS-STAEL (N) en Frederic ERENS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de door de Rode Khmer en Pol Pot georganiseerde genocide in Cambodja ».

VERANTWOORDING

In 1948 nam de VN een resolutie aan. Hierin werd in 19 artikelen beschreven hoe genocide moet worden voorkomen en gestraft. Er werd afgesproken dat in geval van genocide internationale samenwerking noodzakelijk is. Dit betekent dat de internationale gemeenschap in het geval van genocide verplicht is in te grijpen. Helaas betekent dit dat de meeste lidstaten lang aarzelen alvorens massamoorden als genocide aan te merken, om onder deze verplichting uit te komen. De definitie in deze internationale conventie luidt als volgt : « Genocide betekent een van de volgende daden, gepleegd met de intentie een nationale, etnische, raciale of religieuze groep gedeeltelijk of totaal te vernietigen. Hieronder vallen :

- a) Vermoorden van leden van de groep;
- b) Veroorzaken van ernstige geestelijke of lichamelijke schade aan leden van de groep;
- c) Het opzettelijk implementeren van leefomstandigheden die gericht zijn op gedeeltelijke of totale fysieke vernietiging van de groep
- d) Maatregelen die erop gericht zijn geboorten binnen een groep te verhinderen;
- e) Het onder dwang transformeren van kinderen van de ene groep naar een andere groep. ».

De poging van Pol Pot's Rode Khmer om Cambodja te veranderen in een communistische boerenheilstaat, kostte 25 % van de bevolking het leven.

Voordat Pol Pot in 1975 aan de macht kwam, hield hij zich verschoon in het oerwoud waar hij een guerrilla-oorlog begon. In de eerste instantie tegen leider Prins Norodom Sihanouk die door een militaire coup in de armen van Pol Pot werd gedreven. Samen vochten zij tegen de nieuwe militaire overheid die met behulp van de VS de prins had verdreven. Ook Noord-Vietnamese strijders die na bombardementen van de VS steeds dieper Cambodja invluchtten, sloten zich bij de Rode Khmer aan. Het bombarderen van Noord-Vietnamese heiligdommen in het noorden van Cambodja, had bovendien tot resultaat dat honderdduizenden boeren naar de hoofdstad Phnom Penh vluchtten. De economische en militaire ontvracting van het land, droegen bij aan de stijgende populariteit van Pol Pot.

Nadat de V.S zich in 1975 terugtrokken uit Vietnam, verloor het militaire regime in Cambodja alle Amerikaanse steun. Geplaagd door corruptie en incompetentie, wist de Rode Khmer, die grotendeels bestond uit zeer jonge boerenguerrilla's, de militaire staat omver te werpen.

Geïnspireerd door de Culturele Revolutie van Mao Zedong in China, wilde Pol Pot een agrarisch Utopia creëren. De samenleving moest worden gezuiverd van alle westerse, kapitalistische en religieuze elementen. Alle buitenlanders werden het land uitgezet. Economische en medische hulp werd geweigerd. Buitenlandse talen, geld, het uitoefenen van een religie, televisie en radio werden verboden. Stadsbewoners werden ge-

où ils durent travailler comme des esclaves dans les « *Killing Fields* » (champs de la mort). Les journées de travail de 18 heures et une mauvaise alimentation (une poignée de riz par jour) ont coûté la vie à des centaines de milliers de Cambodgiens.

On assassina systématiquement les scientifiques, les moines bouddhistes, les médecins, les avocats, les enseignants. Le slogan des Khmers rouges était le suivant : « il faut extirper tout ce qui est pourri ».

Vingt mille personnes furent torturées et assassinées dans la tristement célèbre prison de Tuol Sleng. Seules sept personnes en sont sorties vivantes.

Les Khmers rouges s'en prirent à plus de vingt ethnies. La moitié des quelque 425.000 Chinois du Cambodge y laissa la vie.

En 1979, excédé par les attaques frontalières des Khmers rouges, le Vietnam renversa Pol Pot qui se retira en Thaïlande d'où il mena à nouveau 17 années de guérilla contre les différents gouvernements cambodgiens. Après son arrestation en 1998, il décéda d'une crise cardiaque avant qu'on ait pu le traduire devant un tribunal international.

Au total, l'utopie socialiste des Khmers rouges a coûté la vie à plus de deux millions de personnes.

On qualifie officiellement les Killing Fields sont un « Centre de génocide ». En 1980, un paysan, alerté par l'énorme puanteur et les moustiques au-dessus du champ, découvrit par hasard un charnier. À l'époque, on soupçonna le pire. Au total, on découvrit à cet endroit 8.985 corps dans 86 fosses communes, 43 tombes n'ont pas encore été vidées. En 1988, on a construit un stupa à la mémoire des victimes. Le stupa est une construction de 17 étages, avec à chaque étages, des crânes sélectionnés en fonction de l'âge et du sexe. De nombreux crânes présentent des fractures, signe que les victimes ont été frappées. Les dirigeants doctrinaires de gauche des Khmers rouges estimaient que le martyre de la population était la meilleure méthode de rééducation pour en faire de bons socialistes. Chaque famille cambodgienne compte des témoins des brutalités et des tortures les plus diverses infligées par des Khmers rouges.

À ce jour, le régime de terreur a laissé de profondes traces dans la société cambodgienne. L'instabilité politique a paralysé l'économie. Le tourisme croissant doit aider le pays des Killing Fields à obtenir des devises fortes. La majorité des Cambodgiens survivent grâce aux quelques légumes qu'ils cultivent eux-mêmes. Ce qui n'est pas sans risques car les champs cambodgiens abritent encore des millions de mines.

Presque toutes les familles cambodgiennes ont perdu l'un des leurs sous ce régime violent. Souvent ceux qui ont survécu aux tortures sont encore toujours traumatisés.

Les spécialistes des traumatismes pensent que traduire en justice les principaux responsables aurait non seulement un effet bénéfique sur les victimes mais aussi sur la société cambodgienne. Selon eux, l'impunité actuelle est l'une des causes des chiffres élevés de la violence et de la criminalité. En traduisant en justice les Khmers rouges il pourrait y avoir un retournement de la situation.

N° 89 de MM. Dominiek LOOTENS-STAEEL (N) et Frederic ERENS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

dwongen naar het platteland te emigreren waar zij slavenarbeid moesten verrichten op de « *killingfields* ». Als gevolg van de 18-urige werkdagen en het slechte eten (een handje rijst per dag), lieten honderdduizenden Cambodjanen het leven.

Wetenschappers, boeddhistische monniken, dokters, advocaten, leraren werden systematisch vermoord. « Wat rot is moet worden verwijderd » was de slogan van de Rode Khmer.

Twintigduizend personen werden gemarteld en vermoord in de beruchte Tuol Sleng gevangenis. Slechts zeven mensen wisten deze gevangenis levend uit te komen.

Meer dan twintig etnische groeperingen werden aangevallen. De helft van de ongeveer 425.000 Chinezen in Cambodja liet hierbij het leven.

Begin 1979 werd Pol Pot omvergeworpen door Vietnam die de grensaanvallen van de Rode Khmer zat waren. Pol Pot trok zich terug in Thailand en voerde 17 jaar lang een nieuwe guerrilla oorlog tegen verschillende Cambodjaanse regeringen. Na zijn arrestatie in 1998, stierf hij aan een hartaanval, nog voordat hij berecht kon worden door een internationaal tribunaal.

In totaal lieten meer dan twee miljoen mensen het leven in de socialistische heilstaat van de Rode Khmer.

Officieel worden de Killing Fields een « Genocide Center » genoemd. In 1980 zijn hier bij toeval massagraven. Een boer rook een enorme stank en zag veel muggen boven het veld. Toen werd het ergste vermoed. In totaal zijn er op deze plaats 8.985 lichamen in 86 massagraven gevonden, 43 graven zijn nog niet leeggehaald. In 1988 is er een *stupa* gebouwd ter nagedachtenis aan de slachtoffers. De *stupa* is een gebouw van zeventien verdiepingen, met op iedere verdieping schedels, geselecteerd naar leeftijd en geslacht. Veel van de schedels vertonen breuken, wat erop duidt dat ze geslagen zijn. De links-doctrinaire leiders van de Rode Khmer waren van oordeel dat het martelen van de bevolking een ideale manier was om ze te heropvoeden tot goede socialistes. Getuigenissen over de meest diverse wredeheden en folteringen door de Rode Khmer zijn in Cambodja in iedere familie wel te vinden.

Het schrikbewind heeft tot op de dag van vandaag dan ook diepe sporen getrokken in de Cambodjaanse maatschappij. Politieke instabiliteit heeft de economie verlamd. Groeiend toerisme moet het land van de Killing Fields aan harde valuta helpen. De meeste Cambodjanen houden zich in leven met de weinige groenten die ze zelf verbouwen. Niet zonder risico want de Cambodjaanse akkers herbergen nog miljoenen mijnen.

Bijna iedere Cambodjaan heeft ten minste een familielid dat onder het gewelddadige regime is omgekomen. Degenen die de martelingen hebben overleefd zijn vaak nog steeds getraumatiseerd.

Traumadeskundigen denken dat de berechting van de hoofdverantwoordelijken niet alleen helend kan zijn voor de slachtoffers, maar ook voor de Cambodjaanse samenleving. Volgens hen is de huidige straffeloosheid een van de oorzaken van de hoge geweld- en criminaliteitscijfers. Berechting van de Rode Khmerleiders zou het tij kunnen keren.

Nr. 89 van de heren Dominiek LOOTENS-STAEEL (N) en Frederic ERENS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide organisé par les Khmers rouges et Pol Pot au Cambodge ».

JUSTIFICATION

En 1948, l'ONU adopta une résolution qui décrivait en 19 articles comment prévenir et punir le génocide. Il avait été convenu que la collaboration internationale était une nécessité en cas de génocide. Cela signifie qu'en cas de génocide, la communauté internationale est tenue d'intervenir. Malheureusement cela signifie que la majorité des États membres hésitent longtemps avant de considérer qu'un massacre est un génocide, afin d'échapper à cette obligation. La définition que cette convention internationale donne du génocide est la suivante : « Le génocide s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein d'un groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants d'un groupe à un autre groupe. ».

La tentative des Khmers rouges de Pol Pot de transformer le Cambodge en un État agraire idéal a coûté la vie à 25 % de la population.

Avant son arrivée au pouvoir en 1975, Pol Pot se cachait dans la forêt vierge d'où il lança une guerre de guérilla. Tout d'abord contre le prince Norodom Sihanouk qu'un putsch militaire poussa dans les bras de Pol Pot. Ensemble, ils luttèrent contre la nouvelle autorité militaire qui, aidée des États-Unis, avait chassé le prince du pouvoir. Les Khmers rouges furent également rejoints par des combattants nord-vietnamiens que les bombardements américains chassaient toujours plus profondément au Cambodge. Le bombardement des sanctuaires nord-vietnamiens dans le nord du Cambodge eut pour effet supplémentaire de faire fuir des centaines de milliers de paysans vers la capitale Phnom Penh. La dislocation économique et militaire du pays contribua à la popularité croissante de Pol Pot.

Après le retrait américain du Vietnam en 1975, le régime militaire au Cambodge perdit tout soutien des Américains. Les Khmers rouges, en majorité de très jeunes paysans guérilleros, parvinrent à renverser le gouvernement militaire gangrené par la corruption et l'incompétence.

Inspiré par la Révolution culturelle de Mao Tsê-Tung en Chine, Pol Pot voulait créer une Utopie agraire. Il fallait purifier la société de tous les éléments occidentaux, capitalistes et religieux. On chassa tous les étrangers du pays. On refusa l'aide économique et médicale. On interdit les langues étrangères, l'argent, la pratique d'une religion, la télévision et la radio furent interdits. On envoya de force les citoyens à la campagne où ils durent travailler comme des esclaves dans les « *Killing Fields* » (champs de la mort). Les journées de travail de 18 heures et une mauvaise alimentation (une poignée de riz par jour) ont coûté la vie à des centaines de milliers de Cambodgiens.

On assassina systématiquement les scientifiques, les moines bouddhistes, les médecins, les avocats, les enseignants. Le slogan des Khmers rouges était le suivant : « il faut extirper tout ce qui est pourri ».

« of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de door de Rode Khmer en Pol Pot georganiseerde genocide in Cambodja ».

VERANTWOORDING

In 1948 nam de VN een resolutie aan. Hierin werd in 19 artikelen beschreven hoe genocide moet worden voorkomen en gestraft. Er werd afgesproken dat in geval van genocide internationale samenwerking noodzakelijk is. Dit betekent dat de internationale gemeenschap in het geval van genocide verplicht is in te grijpen. Helaas betekent dit dat de meeste lidstaten lang aarzelen alvorens massamoorden als genocide aan te merken, om onder deze verplichting uit te komen. De definitie in deze internationale conventie luidt als volgt : « Genocide betekent een van de volgende daden, gepleegd met de intentie een nationale, etnische, raciale of religieuze groep gedeeltelijk of totaal te vernietigen. Hieronder vallen :

- a) Vermoorden van leden van de groep;
- b) Veroorzaken van ernstige geestelijke of lichamelijke schade aan leden van de groep;
- c) Het opzettelijk implementeren van leefomstandigheden die gericht zijn op gedeeltelijke of totale fysieke vernietiging van de groep;
- d) Maatregelen die erop gericht zijn geboorten binnen een groep te verhinderen;
- e) Het onder dwang transformeren van kinderen van de ene groep naar een andere groep. ».

De poging van Pol Pot's Rode Khmer om Cambodja te veranderen in een communistische boerenheilstaat, kostte 25 % van de bevolking het leven.

Voordat Pol Pot in 1975 aan de macht kwam, hield hij zich verschoolen in het oerwoud waar hij een guerrilla-oorlog begon. In de eerste instantie tegen leider Prins Norodom Sihanouk die door een militaire coup in de armen van Pol Pot werd gedreven. Samen vochten zij tegen de nieuwe militaire overheid die met behulp van de VS de prins had verdreven. Ook Noord-Vietnamese strijders die na bombardementen van de VS steeds dieper Cambodja invluchtten, sloten zich bij de Rode Khmer aan. Het bombarderen van Noord-Vietnamese heiligdommen in het noorden van Cambodja, had bovendien tot resultaat dat honderdduizenden boeren naar de hoofdstad Phnom Penh vluchtten. De economische en militaire ontwrichting van het land, droegen bij aan de stijgende populariteit van Pol Pot.

Nadat de V.S zich in 1975 terugtrokken uit Vietnam, verloor het militaire regime in Cambodja alle Amerikaanse steun. Geplaagd door corruptie en incompetentie, wist de Rode Khmer, die grotendeels bestond uit zeer jonge boerenguerrilla's, de militaire staat omver te werpen.

Geïnspireerd door de Culturele Revolutie van Mao Zedong in China, wilde Pol Pot een agrarisch Utopia creëren. De samenleving moest worden gezuiverd van alle westerse, kapitalistische en religieuze elementen. Alle buitenlanders werden het land uitgezet. Economische en medische hulp werd geweigerd. Buitenlandse talen, geld, het uitoefenen van een religie, televisie en radio werden verboden. Stadsbewoners werden gedwongen naar het platteland te emigreren waar zij slavenarbeid moesten verrichten op de « *killingfields* ». Als gevolg van de 18-urige werkdagen en het slechte eten (een handje rijst per dag), lieten honderdduizenden Cambodjanen het leven.

Wetenschappers, boeddhistische monniken, dokters, advocaten, leraren werden systematisch vermoord. « Wat rot is moet worden verwijderd » was de slogan van de Rode Khmer.

Vingt mille personnes furent torturées et assassinées dans la tristement célèbre prison de Tuol Sleng. Seules sept personnes en sont sorties vivantes.

Les Khmers rouges s'en prirent à plus de vingt ethnies. La moitié des quelque 425.000 Chinois du Cambodge y laissa la vie.

En 1979, excédé par les attaques frontalières des Khmers rouges, le Vietnam renversa Pol Pot qui se retira en Thaïlande d'où il mena à nouveau 17 années de guérilla contre les différents gouvernements cambodgiens. Après son arrestation en 1998, il décéda d'une crise cardiaque avant qu'on ait pu le traduire devant un tribunal international.

Au total, l'utopie socialiste des Khmers rouges a coûté la vie à plus de deux millions de personnes.

On qualifie officiellement les Killing Fields sont un « Centre de génocide ». En 1980, un paysan, alerté par l'énorme puanteur et les moustiques au-dessus du champ, découvrit par hasard un charnier. À l'époque, on soupçonna le pire. Au total, on découvrit à cet endroit 8.985 corps dans 86 fosses communes, 43 tombes n'ont pas encore été vidées. En 1988, on a construit un stupa à la mémoire des victimes. Le stupa est une construction de 17 étages, avec à chaque étage, des crânes sélectionnés en fonction de l'âge et du sexe. De nombreux crânes présentent des fractures, signe que les victimes ont été frappées. Les dirigeants doctrinaires de gauche des Khmers rouges estimaient que le martyre de la population était la meilleure méthode de rééducation pour en faire de bons socialistes. Chaque famille cambodgienne compte des témoins des brutalités et des tortures les plus diverses infligées par des Khmers rouges.

À ce jour, le régime de terreur a laissé de profondes traces dans la société cambodgienne. L'instabilité politique a paralysé l'économie. Le tourisme croissant doit aider le pays des Killing Fields à obtenir des devises fortes. La majorité des Cambodgiens survivent grâce aux quelques légumes qu'ils cultivent eux-mêmes. Ce qui n'est pas sans risques car les champs cambodgiens abritent encore des millions de mines.

Presque toutes les familles cambodgiennes ont perdu l'un des leurs sous ce régime violent. Souvent ceux qui ont survécu aux tortures sont encore toujours traumatisés.

Les spécialistes des traumatismes pensent que traduire en justice les principaux responsables aurait non seulement un effet bénéfique sur les victimes mais aussi sur la société cambodgienne. Selon eux, l'impunité actuelle est l'une des causes des chiffres élevés de la violence et de la criminalité. En traduisant en justice les Khmers rouges il pourrait y avoir un retournement de la situation.

N° 90 de MM. Frederic ERENS (N) et Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti poli-*

Twintigduizend personen werden gemarteld en vermoord in de beruchte Tuol Sleng gevangenis. Slechts zeven mensen wisten deze gevangenis levend uit te komen.

Meer dan twintig etnische groepingen werden aangevallen. De helft van de ongeveer 425.000 Chinezen in Cambodja liet hierbij het leven.

Begin 1979 werd Pol Pot omvergeworpen door Vietnam die de grensaanvallen van de Rode Khmer zat waren. Pol Pot trok zich terug in Thailand en voerde 17 jaar lang een nieuwe guerrilla oorlog tegen verschillende Cambodjaanse regeringen. Na zijn arrestatie in 1998, stierf hij aan een hartaanval, nog voordat hij berecht kon worden door een internationaal tribunaal.

In totaal lieten meer dan twee miljoen mensen het leven in de socialistische heilstaat van de Rode Khmer.

Officieel worden de Killing Fields een « Genocide Center » genoemd. In 1980 zijn hier bij toeval massagraven. Een boer rook een enorme stank en zag veel muggen boven het veld. Toen werd het ergste vermoed. In totaal zijn er op deze plaats 8985 lichamen in 86 massagraven gevonden, 43 graven zijn nog niet leeggehaald. In 1988 is er een *stupa* gebouwd ter nagedachtenis aan de slachtoffers. De *stupa* is een gebouw van zeventien verdiepingen, met op iedere verdieping schedels, geselecteerd naar leeftijd en geslacht. Veel van de schedels vertonen breuken, wat erop duidt dat ze geslagen zijn. De links-doctrinaire leiders van de Rode Khmer waren van oordeel dat het martelen van de bevolking een ideale manier was om ze te heropvoeden tot goede socialistes. Getuigenissen over de meest diverse wredeheden en foltering door de Rode Khmer zijn in Cambodja in iedere familie wel te vinden.

Het schrikbewind heeft tot op de dag van vandaag dan ook diepe sporen getrokken in de Cambodjaanse maatschappij. Politieke instabiliteit heeft de economie verlamd. Groeiend toerisme moet het land van de Killing Fields aan harde valuta helpen. De meeste Cambodjanen houden zich in leven met de weinige groenten die ze zelf verbouwen. Niet zonder risico want de Cambodjaanse akkers herbergen nog miljoenen mijnen.

Bijna iedere Cambodjaan heeft ten minste een familielid dat onder het gewelddadige regime is omgekomen. Degenen die de martelingen hebben overleefd zijn vaak nog steeds getraumatiseerd.

Traumadeskundigen denken dat de berechting van de hoofdverantwoordelijken niet alleen helend kan zijn voor de slachtoffers, maar ook voor de Cambodjaanse samenleving. Volgens hen is de huidige straffeloosheid een van de oorzaken van de hoge geweld- en criminaliteitscijfers. Berechting van de Rode Khmerleiders zou het tij kunnen keren.

Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)
Frederic ERENS (F)

Nr. 90 van de heren Frederic ERENS (N) en Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervullen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij*

tique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour infraction aux lois sur le bien-être animal. ».

JUSTIFICATION

La fête du sacrifice ou *Aïd el Kébir* (grande fête) est pratiquement la plus grande et la plus importante des fêtes des musulmans sunnites. À cette occasion, il est notamment de tradition de sacrifier un ovin. Mais ce sacrifice n'est pas obligatoire, il ne fait pas partie des cinq piliers de l'islam. Les abattages rituels doivent toujours être effectués dans un abattoir agréé ou dans un autre établissement agréé par le ministère compétent. L'abattage doit aussi obligatoirement être effectué par une personne habilitée à ce faire (arrêté royal du 11 février 1988).

Ce qui implique donc clairement qu'aucun abattage rituel ne peut avoir lieu au domicile privé.

En page 7, le « Vademecum relatif à l'organisation des abattages rituels lors de la fête de l'Aïd-Adha » du ministre fédéral Rudy Demotte est tout aussi explicite : « Afin d'éviter toute confusion, il est indispensable que les autorités fédérales, régionales et communales adoptent la même attitude par rapport au respect de la réglementation et qu'en aucun cas, elles n'autorisent, même tacitement, que des abattages rituels puissent avoir lieu à domicile. ».

C'est surtout la dernière partie de la phrase qui est importante ici. Les autorités ne peuvent donc pas non plus contribuer tacitement aux abattages à domicile, ce qui implique notamment l'interdiction de prévoir certaines facilités qui permettent les abattages à domicile. On peut sans conteste répertorier les conteneurs pour les déchets d'abattages illégaux au nombre de ces facilités.

Manifestement, tout le monde ne partage pas cet avis. Lors de la réunion de la commission de l'environnement du 21 décembre 2004, un représentant du groupe MR a déclaré que lors de la fête du sacrifice il ne fallait pas seulement tenir compte de la propreté publique (et donc de la législation en la matière) mais aussi des convictions religieuses des musulmans. Or dans un État de droit, les préceptes d'une religion sont évidemment soumis aux lois du pays lui-même. Affirmer que l'on peut enfreindre la loi pour des raisons religieuses équivaut à dire que la loi est subordonnée à la religion.

Dans sa réponse à l'intervention susmentionnée en commission, le secrétaire d'État Kir a d'ailleurs déclaré qu'il ferait effectivement placer des conteneurs pour les déchets d'abattages illégaux. En cela le ministre s'oppose diamétralement aux directives prescrites par le ministre fédéral Demotte : « ...en aucun cas, elles (les autorités) n'autorisent, même tacitement, que des abattages rituels puissent avoir lieu à domicile. ». Pourtant la Région soutient l'illégalité en installant des conteneurs pour accueillir les déchets de ces abattages illégaux. À première vue, l'installation de ces conteneurs peut sembler acceptable du point de vue de la propreté publique et de la santé publique mais en facilitant des pratiques illégales, les autorités lancent un signal totalement erroné aux contrevenants. Le ministre Demotte l'indique clairement dans son vademecum : « Il ne faut pas non plus inciter les particuliers à abattre à leur domicile en disposant des containers à déchets en dehors des abattoirs ou lieux temporaire d'abattage. ».

Non seulement le ministre Kir ne respecte pas cette loi, mais en outre, en plaçant les pratiques de l'islam au dessus des lois belges, il viole la séparation entre l'Église et l'État.

waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor overtreding van de wetten op het dierenwelzijn. ».

VERANTWOORDING

Het Offerfeest of *Aïd El Kebir* (Groot Feest) is zowat het grootste en belangrijkste feest van de soennitische moslims. Eén van de tradities is dat tijdens dit feest een schaap wordt geofferd. Dit offer is echter niet verplicht; het maakt geen deel uit van de vijf pijlers van de Islam. De rituele slachtingen dienen steeds plaats te vinden in een erkend slachthuis of in een andere door het bevoegde ministerie erkende slachtinrichting. Tevens dient de slachting verplicht te worden uitgevoerd door iemand die hiertoe als bekwaam is aangesteld (koninklijk besluit van 11 februari 1988).

Dit houdt dus duidelijk in dat een rituele slachting in geen geval bij een particulier thuis mag gebeuren.

Het « Vademecum betreffende de organisatie van de rituele slachtingen tijdens het Offerfeest » (2005) van federaal minister Rudy Demotte stelt eveneens zeer duidelijk (pagina zeven) : « Om alle verwarring te vermijden is het nodig dat de federale, regionale en gemeentelijke overheden dezelfde houding aannemen wat het respect voor de reglementering betreft en in geen geval mogen ze toestaan, zelfs niet impliciet, dat rituele slachtingen thuis mogen plaatsvinden. ».

Voor het laatste deel van de zin is hier van belang. De overheden mogen er dus ook niet IMPLICIET toe bijdragen dat er thuis wordt geslacht. Dit houdt ondermeer in dat het voorzien in bepaalde faciliteiten voor de thuislachtingen niet mag. Onder die bepaalde faciliteiten kan men zonder enige vorm van twijfel ook de afvalcontainers voor het illegaal slachtafval catalogeren.

Blijkbaar is niet iedereen het daar mee eens. Tijdens de zitting van de commissie leefmilieu van 21 december 2004 verklaarde een vertegenwoordiger van de MR dat er bij het Offerfeest niet alleen moet rekening worden gehouden met de openbare netheid (en dus de wetgeving terzake) maar ook met de geloofsovertuiging van de moslims. Echter, in een rechtsstaat zijn de regels van een godsdienst onderworpen aan de wetten van het land zelf natuurlijk. Stellen dat omwille van godsdienstige redenen de wet mag overtreden worden, is hetzelfde als stellen dat de wet ondergeschikt is aan de godsdienst.

In zijn antwoord op voornoemde tussenkomst in de commissie verklaarde Staatssecretaris Kir trouwens dat hij wel degelijk containers voor illegaal slachtafval zou laten plaatsen. Hiermee gaat de minister lijnrecht in tegen de richtlijnen zoals voorgeschreven door de federale minister Demotte : « ... in geen geval mogen ze (de overheden) toestaan, zelfs niet impliciet, dat rituele slachtingen thuis mogen plaatsvinden ». Door het plaatsen van afvalcontainers voor deze illegale slachtingen ondersteunt het Gewest echter de wetteloosheid. Het plaatsen van deze afvalcontainers kan op het eerste zicht aanvaardbaar lijken vanuit het standpunt van de openbare netheid en de volksgezondheid; maar het is een totaal verkeerd signaal naar de wetsovertreders toe, dat de overheid faciliteiten biedt voor illegale praktijken. Minister Demotte meldt duidelijk in zijn Vademecum terzake : « De particulieren mogen ook niet aangezet worden om thuis te slachten doordat er vuilniscontainers buiten de slachthuizen of de tijdelijke slachtplaatsen staan. ».

Niet alleen overtreedt minister Kir in deze de wet, tevens schendt hij – door de gewoonten van de islam boven de Belgische wetten te stellen – de scheiding tussen kerk en staat.

N° 91 de MM. Frederic ERENS (N) et Dominiek LOOTENS-STAELE (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour infraction aux lois sur le bien-être animal.* ».

JUSTIFICATION

La fête du sacrifice ou Aïd el Kébir (grande fête) est pratiquement la plus grande et la plus importante des fêtes des musulmans sunnites. A cette occasion, il est notamment de tradition de sacrifier un ovin. Mais ce sacrifice n'est pas obligatoire, il ne fait pas partie des cinq piliers de l'islam. Les abattages rituels doivent toujours être effectués dans un abattoir agréé ou dans un autre établissement agréé par le ministère compétent. L'abattage doit aussi obligatoirement être effectué par une personne habilitée à ce faire (AR du 11 février 1988).

Ce qui implique donc clairement qu'aucun abattage rituel ne peut avoir lieu au domicile privé.

En page 7, le « Vademecum relatif à l'organisation des abattages rituels lors de la fête de l'Aïd-Adha » du ministre fédéral Rudy Demotte est tout aussi explicite : « Afin d'éviter toute confusion, il est indispensable que les autorités fédérales, régionales et communales adoptent la même attitude par rapport au respect de la réglementation et qu'en aucun cas, elles n'autorisent, même tacitement, que des abattages rituels puissent avoir lieu à domicile. ».

C'est surtout la dernière partie de la phrase qui est importante ici. Les autorités ne peuvent donc pas non plus contribuer tacitement aux abattages à domicile, ce qui implique notamment l'interdiction de prévoir certaines facilités qui permettent les abattages à domicile. On peut sans contester répertorier les conteneurs pour les déchets d'abattages illégaux au nombre de ces facilités.

Manifestement, tout le monde ne partage pas cet avis. Lors de la réunion de la commission de l'environnement du 21 décembre 2004, un représentant du groupe MR a déclaré que lors de la fête du sacrifice il ne fallait pas seulement tenir compte de la propriété publique (et donc de la législation en la matière) mais aussi des convictions religieuses des musulmans. Or dans un État de droit, les préceptes d'une religion sont évidemment soumis aux lois du pays lui-même. Affirmer que l'on peut enfreindre la loi pour des raisons religieuses équivaut à dire que la loi est subordonnée à la religion.

Dans sa réponse à l'intervention susmentionnée en commission, le secrétaire d'État Kir a d'ailleurs déclaré qu'il ferait effectivement placer des conteneurs pour les déchets d'abattages illégaux. En cela le ministre s'oppose diamétralement aux directives prescrites par le ministre fédéral Demotte : « ... en aucun cas, elles (les autorités) n'autorisent, même tacitement, que des abattages rituels puissent avoir lieu à domicile. ». Pourtant la Région soutient l'illégalité en installant des conteneurs pour accueillir les déchets de ces abattages illégaux. A première vue, l'installation de ces conteneurs peut sembler acceptable du point de vue de la propriété publique et de la santé publique mais en facilitant des pratiques illégales, les autorités lancent un signal totalement erroné aux contrevenants. Le ministre Demotte l'indique clairement dans son vademecum : « Il ne faut pas non plus inciter les particuliers à abattre à leur domicile en disposant

Nr. 91 van de heren Frederic ERENS (N) en Dominiek LOOTENS-STAELE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor overtreding van de wetten op het dierenwelzijn.* ».

VERANTWOORDING

Het Offerfeest of Aïd El Kebir (Groot Feest) is zowat het grootste en belangrijkste feest van de soennitische moslims. Eén van de tradities is dat tijdens dit feest een schaap wordt geofferd. Dit offer is echter niet verplicht; het maakt geen deel uit van de vijf pijlers van de Islam. De rituele slachtingen dienen steeds plaats te vinden in een erkend slachthuis of in een andere door het bevoegde ministerie erkende slachtinrichting. Tevens dient de slachting verplicht te worden uitgevoerd door iemand die hiertoe als bekwaam is aangesteld (KB 11 februari 1988).

Dit houdt dus duidelijk in dat een rituele slachting in geen geval bij een particulier thuis mag gebeuren.

Het « Vademecum betreffende de organisatie van de rituele slachtingen tijdens het Offerfeest » (2005) van federaal minister Rudy Demotte stelt eveneens zeer duidelijk (pagina zeven) : « Om alle verwarring te vermijden is het nodig dat de federale, regionale en gemeentelijke overheden dezelfde houding aannemen wat het respect voor de reglementering betreft en in geen geval mogen ze toestaan, zelfs niet impliciet, dat rituele slachtingen thuis mogen plaatsvinden. ».

Vooral het laatste deel van de zin is hier van belang. De overheden mogen er dus ook niet IMPLICIET toe bijdragen dat er thuis wordt geslacht. Dit houdt ondermeer in dat het voorzien in bepaalde faciliteiten voor de thuislachtingen niet mag. Onder die bepaalde faciliteiten kan men zonder enige vorm van twijfel ook de afvalcontainers voor het illegaal slachtafval catalogeren.

Blijkbaar is niet iedereen het daar mee eens. Tijdens de zitting van de commissie leefmilieu van 21 december 2004 verklaarde een vertegenwoordiger van de MR dat er bij het Offerfeest niet alleen moet rekening worden gehouden met de openbare netheid (en dus de wetgeving terzake) maar ook met de geloofsovertuiging van de moslims. Echter, in een rechtsstaat zijn de regels van een godsdienst onderworpen aan de wetten van het land zelf natuurlijk. Stellen dat omwille van godsdienstige redenen de wet mag overtreden worden, is hetzelfde als stellen dat de wet ondergeschikt is aan de godsdienst.

In zijn antwoord op voornoemde tussenkomst in de commissie verklaarde Staatssecretaris Kir trouwens dat hij wel degelijk containers voor illegaal slachtafval zou laten plaatsen. Hiermee gaat de minister lijnrecht in tegen de richtlijnen zoals voorgeschreven door de federale minister Demotte : « ... in geen geval mogen ze (de overheden) toestaan, zelfs niet impliciet, dat rituele slachtingen thuis mogen plaatsvinden ». Door het plaatsen van afvalcontainers voor deze illegale slachtingen ondersteunt het Gewest echter de wetteloosheid. Het plaatsen van deze afvalcontainers kan op het eerste zicht aanvaardbaar lijken vanuit het standpunt van de openbare netheid en de volksgezondheid; maar het is een totaal verkeerd signaal naar de wetsovertreders toe, dat de overheid faciliteiten biedt voor illegale praktijken. Minister Demotte meldt duidelijk in zijn Vademecum terzake : « De particulieren mogen ook niet aangezet wor-

des containers à déchets en dehors des abattoirs ou lieux temporaire d'abattage. ».

Non seulement le ministre Kir ne respecte pas cette loi, mais en outre, en plaçant les pratiques de l'islam au dessus des lois belges, il viole la séparation entre l'Église et l'État.

N° 92 de MM. Frederic ERENS (N) et Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à enfreindre la loi sur le bien-être animal.* ».

JUSTIFICATION

La fête du sacrifice ou Aïd el Kébir (grande fête) est pratiquement la plus grande et la plus importante des fêtes des musulmans sunnites. A cette occasion, il est notamment de tradition de sacrifier un ovin. Mais ce sacrifice n'est pas obligatoire, il ne fait pas partie des cinq piliers de l'islam. Les abattages rituels doivent toujours être effectués dans un abattoir agréé ou dans un autre établissement agréé par le ministère compétent. L'abattage doit aussi obligatoirement être effectué par une personne habilitée à ce faire (AR du 11 février 1988).

Ce qui implique donc clairement qu'aucun abattage rituel ne peut avoir lieu au domicile privé.

En page 7, le « Vademecum relatif à l'organisation des abattages rituels lors de la fête de l'Aïd-Adha » du ministre fédéral Rudy Demotte est tout aussi explicite : « Afin d'éviter toute confusion, il est indispensable que les autorités fédérales, régionales et communales adoptent la même attitude par rapport au respect de la réglementation et qu'en aucun cas, elles n'autorisent, même tacitement, que des abattages rituels puissent avoir lieu à domicile. ». C'est surtout la dernière partie de la phrase qui est importante ici. Les autorités ne peuvent donc pas non plus contribuer tacitement aux abattages à domicile, ce qui implique notamment l'interdiction de prévoir certaines facilités qui permettent les abattages à domicile. On peut sans contester répertorier les conteneurs pour les déchets d'abattages illégaux au nombre de ces facilités.

Manifestement, tout le monde ne partage pas cet avis. Lors de la réunion de la commission de l'environnement du 21 décembre 2004, un représentant du groupe MR a déclaré que lors de la fête du sacrifice il ne fallait pas seulement tenir compte de la propriété publique (et donc de la législation en la matière) mais aussi des convictions religieuses des musulmans. Or dans un État de droit, les préceptes d'une religion sont évidemment soumis aux lois du pays lui-même. Affirmer que l'on peut enfreindre la loi pour des raisons religieuses équivaut à dire que la loi est subordonnée à la religion.

Dans sa réponse à l'intervention susmentionnée en commission, le secrétaire d'État Kir a d'ailleurs déclaré qu'il ferait effectivement placer des conteneurs pour les déchets d'abattages illégaux. En cela le ministre s'oppose diamétralement aux directives prescrites par le ministre fédéral Demotte : « ... en aucun cas, elles (les autorités) n'autorisent, même tacite-

den om thuis te slachten doordat er vuilniscontainers buiten de slachthuizen of de tijdelijke slachtplaatsen staan.

Niet alleen overtreedt minister Kir in deze de wet, tevens schendt hij – door de gewoonten van de islam boven de Belgische wetten te stellen – de scheiding tussen kerk en staat.

Nr. 92 van de heren Frederic ERENS (N) en Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot de overtreding van de wet op het dierenwelzijn.* ».

VERANTWOORDING

Het Offerfeest of Aïd El Kebir (Groot Feest) is zowat het grootste en belangrijkste feest van de soennitische moslims. Eén van de tradities is dat tijdens dit feest een schaap wordt geofferd. Dit offer is echter niet verplicht; het maakt geen deel uit van de vijf pijlers van de Islam. De rituele slachtingen dienen steeds plaats te vinden in een erkend slachthuis of in een andere door het bevoegde ministerie erkende slachtingrichting. Tevens dient de slachting verplicht te worden uitgevoerd door iemand die hiertoe als bekwaam is aangesteld (KB 11 februari 1988).

Dit houdt dus duidelijk in dat een rituele slachting in geen geval bij een particulier thuis mag gebeuren.

Het « Vademecum betreffende de organisatie van de rituele slachtingen tijdens het Offerfeest » (2005) van federaal minister Rudy Demotte stelt eveneens zeer duidelijk (pagina zeven) : « Om alle verwarring te vermijden is het nodig dat de federale, regionale en gemeentelijke overheden dezelfde houding aannemen wat het respect voor de reglementering betreft en in geen geval mogen ze toestaan, zelfs niet impliciet, dat rituele slachtingen thuis mogen plaatsvinden. ». Vooral het laatste deel van de zin is hier van belang. De overheden mogen er dus ook niet IMPLICIET toe bijdragen dat er thuis wordt geslacht. Dit houdt ondermeer in dat het voorzien in bepaalde faciliteiten voor de thuis-slachtingen niet mag. Onder die bepaalde faciliteiten kan men zonder enige vorm van twijfel ook de afvalcontainers voor het illegaal slachtafval catalogeren.

Blijkbaar is niet iedereen het daar mee eens. Tijdens de zitting van de commissie leefmilieu van 21 december 2004 verklaarde een vertegenwoordiger van de MR dat er bij het Offerfeest niet alleen moet rekening worden gehouden met de openbare netheid (en dus de wetgeving terzake) maar ook met de geloofsovertuiging van de moslims. Echter, in een rechtsstaat zijn de regels van een godsdienst onderworpen aan de wetten van het land zelf natuurlijk. Stellen dat omwille van godsdienstige redenen de wet mag overtreden worden, is hetzelfde als stellen dat de wet ondergeschikt is aan de godsdienst.

In zijn antwoord op voornoemde tussenkomst in de commissie verklaarde Staatssecretaris Kir trouwens dat hij wel degelijk containers voor illegaal slachtafval zou laten plaatsen. Hiermee gaat de minister lijnrecht in tegen de richtlijnen zoals voorgeschreven door de federale minister Demotte : « ... in geen geval mogen ze (de overheden) toestaan, zelfs niet

tement, que des abattages rituels puissent avoir lieu à domicile. ». Pourtant la Région soutient l'illégalité en installant des conteneurs pour accueillir les déchets de ces abattages illégaux. A première vue, l'installation de ces conteneurs peut sembler acceptable du point de vue de la propreté publique et de la santé publique mais en facilitant des pratiques illégales, les autorités lancent un signal totalement erroné aux contrevenants. Le ministre Demotte l'indique clairement dans son vademecum : « Il ne faut pas non plus inciter les particuliers à abattre à leur domicile en disposant des containers à déchets en dehors des abattoirs ou lieux temporaire d'abattage. ».

Non seulement le ministre Kir ne respecte pas cette loi, mais en outre, en plaçant les pratiques de l'islam au dessus des lois belges, il viole la séparation entre l'Église et l'État.

N° 93 de MM. Frederic ERENS (N) et Dominiek LOOTENS-STAELE (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à enfreindre les lois sur le bien-être animal.* ».

JUSTIFICATION

La fête du sacrifice ou Aïd el Kébir (grande fête) est pratiquement la plus grande et la plus importante des fêtes des musulmans sunnites. À cette occasion, il est notamment de tradition de sacrifier un ovin. Mais ce sacrifice n'est pas obligatoire, il ne fait pas partie des cinq piliers de l'islam. Les abattages rituels doivent toujours être effectués dans un abattoir agréé ou dans un autre établissement agréé par le ministère compétent. L'abattage doit aussi obligatoirement être effectué par une personne habilitée à ce faire (arrêté royal du 11 février 1988).

Ce qui implique donc clairement qu'aucun abattage rituel ne peut avoir lieu au domicile privé.

En page 7, le « Vademecum relatif à l'organisation des abattages rituels lors de la fête de l'Aïd-Adha » du ministre fédéral Rudy Demotte est tout aussi explicite : « Afin d'éviter toute confusion, il est indispensable que les autorités fédérales, régionales et communales adoptent la même attitude par rapport au respect de la réglementation et qu'en aucun cas, elles n'autorisent, même tacitement, que des abattages rituels puissent avoir lieu à domicile. ». C'est surtout la dernière partie de la phrase qui est importante ici. Les autorités ne peuvent donc pas non plus contribuer tacitement aux abattages à domicile, ce qui implique notamment l'interdiction de prévoir certaines facilités qui permettent les abattages à domicile. On peut sans conteste répertorier les conteneurs pour les déchets d'abattages illégaux au nombre de ces facilités.

Manifestement, tout le monde ne partage pas cet avis. Lors de la réunion de la commission de l'environnement du 21 décembre 2004, un représentant du groupe MR a déclaré que lors de la fête du sacrifice il ne fallait pas seulement tenir compte de la propreté publique (et donc de la législation en la matière) mais aussi des convictions religieuses des musulmans. Or dans un État de droit, les préceptes d'une religion sont évidemment soumis aux lois du pays lui-même. Affirmer que l'on peut enfreindre

implicite, que des abattages rituels puissent avoir lieu à domicile. ». Door het plaatsen van afvalcontainers voor deze illegale slachtingen ondersteunt het Gewest echter de wetteloosheid. Het plaatsen van deze afvalcontainers kan op het eerste zicht aanvaardbaar lijken vanuit het standpunt van de openbare netheid en de volksgezondheid; maar het is een totaal verkeerd signaal naar de wetsovertreders toe, dat de overheid faciliteiten biedt voor illegale praktijken. Minister Demotte meldt duidelijk in zijn Vademecum terzake : « De particulieren mogen ook niet aangezet worden om thuis te slachten doordat er vuilniscontainers buiten de slachthuizen of de tijdelijke slachtplaatsen staan.

Niet alleen overtreedt minister Kir in deze de wet, tevens schendt hij – door de gewoonten van de islam boven de Belgische wetten te stellen – de scheiding tussen kerk en staat.

Nr. 93 van de heren Frederic ERENS (N) en Dominiek LOOTENS-STAELE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot overtreding van de wetten op het dierenwelzijn.* ».

VERANTWOORDING

Het Offerfeest of Aïd El Kebir (Groot Feest) is zowat het grootste en belangrijkste feest van de soennitische moslims. Eén van de tradities is dat tijdens dit feest een schaap wordt geofferd. Dit offer is echter niet verplicht; het maakt geen deel uit van de vijf pijlers van de Islam. De rituele slachtingen dienen steeds plaats te vinden in een erkend slachthuis of in een andere door het bevoegde ministerie erkende slachtingrichting. Tevens dient de slachting verplicht te worden uitgevoerd door iemand die hiertoe als bekwaam is aangesteld (koninklijk besluit van 11 februari 1988).

Dit houdt dus duidelijk in dat een rituele slachting in geen geval bij een particulier thuis mag gebeuren.

Het « Vademecum betreffende de organisatie van de rituele slachtingen tijdens het Offerfeest » (2005) van federaal minister Rudy Demotte stelt eveneens zeer duidelijk (pagina zeven) : « Om alle verwarring te vermijden is het nodig dat de federale, regionale en gemeentelijke overheden dezelfde houding aannemen wat het respect voor de reglementering betreft en in geen geval mogen ze toestaan, zelfs niet impliciet, dat rituele slachtingen thuis mogen plaatsvinden. ». Vooral het laatste deel van de zin is hier van belang. De overheden mogen er dus ook niet IMPLICIET toe bijdragen dat er thuis wordt geslacht. Dit houdt ondermeer in dat het voorzien in bepaalde faciliteiten voor de thuis-slachtingen niet mag. Onder die bepaalde faciliteiten kan men zonder enige vorm van twijfel ook de afvalcontainers voor het illegaal slachtafval catalogeren.

Blijkbaar is niet iedereen het daar mee eens. Tijdens de zitting van de commissie leefmilieu van 21 december 2004 verklaarde een vertegenwoordiger van de MR dat er bij het Offerfeest niet alleen moet rekening worden gehouden met de openbare netheid (en dus de wetgeving terzake) maar ook met de geloofsovertuiging van de moslims. Echter, in een rechtsstaat zijn de regels van een godsdienst onderworpen aan de wetten van het land zelf natuurlijk. Stellen dat omwille van godsdienstige rede-

la loi pour des raisons religieuses équivaut à dire que la loi est subordonnée à la religion. Dans sa réponse à l'intervention susmentionnée en commission, le secrétaire d'État Kir a d'ailleurs déclaré qu'il ferait effectivement placer des conteneurs pour les déchets d'abattages illégaux. En cela le ministre s'oppose diamétralement aux directives prescrites par le ministre fédéral Demotte : « ...en aucun cas, elles (les autorités) n'autorisent, même tacitement, que des abattages rituels puissent avoir lieu à domicile. ». Pourtant la Région soutient l'illégalité en installant des conteneurs pour accueillir les déchets de ces abattages illégaux. À première vue, l'installation de ces conteneurs peut sembler acceptable du point de vue de la propreté publique et de la santé publique mais en facilitant des pratiques illégales, les autorités lancent un signal totalement erroné aux contrevenants. Le ministre Demotte l'indique clairement dans son vademecum : « Il ne faut pas non plus inciter les particuliers à abattre à leur domicile en disposant des containers à déchets en dehors des abattoirs ou lieux temporaire d'abattage. ».

Non seulement le ministre Kir ne respecte pas cette loi, mais en outre, en plaçant les pratiques de l'islam au dessus des lois belges, il viole la séparation entre l'Église et l'État.

N° 94 de MM. Dominiek LOOTENS-STAELE (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des crimes commis par la Chine communiste contre la liberté de religion ».

JUSTIFICATION

En 1948, l'ONU adopta une résolution qui décrivait en 19 articles comment prévenir et punir le génocide. Il avait été convenu que la collaboration internationale était une nécessité en cas de génocide. Cela signifie qu'en cas de génocide, la communauté internationale est tenue d'intervenir. Malheureusement cela signifie que la majorité des États membres hésitent longtemps avant de considérer qu'un massacre est un génocide, afin d'échapper à cette obligation. La définition que cette convention internationale donne du génocide est la suivante : « Le génocide s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein d'un groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants d'un groupe à un autre groupe. ».

nen de wet mag overtreden worden, is hetzelfde als stellen dat de wet ondergeschikt is aan de godsdienst. In zijn antwoord op voornoemde tussenkomenst in de commissie verklaarde Staatssecretaris Kir trouwens dat hij wel degelijk containers voor illegaal slachtafval zou laten plaatsen. Hiermee gaat de minister lijnrecht in tegen de richtlijnen zoals voorgeschreven door de federale minister Demotte : « ... in geen geval mogen ze (de overheden) toestaan, zelfs niet impliciet, dat rituele slachtingen thuis mogen plaatsvinden ». Door het plaatsen van afvalcontainers voor deze illegale slachtingen ondersteunt het Gewest echter de wetteloosheid. Het plaatsen van deze afvalcontainers kan op het eerste zicht aanvaardbaar lijken vanuit het standpunt van de openbare netheid en de volksgezondheid; maar het is een totaal verkeerd signaal naar de wetsovertreders toe, dat de overheid faciliteiten biedt voor illegale praktijken. Minister Demotte meldt duidelijk in zijn Vademecum terzake : « De particulieren mogen ook niet aangezet worden om thuis te slachten doordat er vuilniscontainers buiten de slachthuizen of de tijdelijke slachtplaatsen staan. ».

Niet alleen overtreedt minister Kir in deze de wet, tevens schendt hij – door de gewoonten van de islam boven de Belgische wetten te stellen – de scheiding tussen kerk en staat

Frederic ERENS (N)
Dominiek LOOTENS-STAELE (N)

Nr. 94 van de heren Dominiek LOOTENS-STAELE (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de door communistisch China begane misdaden tegen de vrijheid van religie ».

VERANTWOORDING

In 1948 nam de VN een resolutie aan. Hierin werd in 19 artikelen beschreven hoe genocide moet worden voorkomen en gestraft. Er werd afgesproken dat in geval van genocide internationale samenwerking noodzakelijk is. Dit betekent dat de internationale gemeenschap in het geval van genocide verplicht is in te grijpen. Helaas betekent dit dat de meeste lidstaten lang aarzelen alvorens massamoorden als genocide aan te merken, om onder deze verplichting uit te komen. De definitie in deze internationale conventie luidt als volgt : « Genocide betekent een van de volgende daden, gepleegd met de intentie een nationale, etnische, raciale of religieuze groep gedeeltelijk of totaal te vernietigen. Hieronder vallen :

- a) Vermoorden van leden van de groep;
- b) Veroorzaken van ernstige geestelijke of lichamelijke schade aan leden van de groep;
- c) Het opzettelijk implementeren van leefomstandigheden die gericht zijn op gedeeltelijke of totale fysieke vernietiging van de groep;
- d) Maatregelen die erop gericht zijn geboorten binnen een groep te verhinderen;
- e) Het onder dwang transformeren van kinderen van de ene groep naar een andere groep. ».

Le gouvernement chinois réprime toujours plus sévèrement le mouvement spirituel Falun Gong. Pour ses disciples, le Falun Gong n'est rien d'autre qu'une doctrine de méditation et mouvement basée sur le Qigong. Des millions de Chinois pratiquent le matin dans les parcs les mouvements méditatifs lents du Qigong, issus des arts martiaux spirituels.

Le Falun Gong fixe le nombre de ses adeptes à 100 millions, dont 80 millions en Chine. Le gouvernement chinois quant à lui évoque plutôt 2 millions d'adeptes. Néanmoins il a lancé une campagne de diffamation contre les adeptes du Falun Gong, campagne d'une ampleur que les citoyens chinois n'avaient plus connue depuis la Révolution Culturelle (1966-1976). Qu'est-ce qui fait si peur au gouvernement et le pousse à des mesures aussi drastiques ? Pour le sinologue et chercheur de la NWO, l'organisation néerlandaise de la recherche scientifique, le docteur Jan A.M. De Meyer, « ce n'est pas seulement le pouvoir des masses qui inquiète les autorités chinoises. Le Falun Gong contient un mélange d'éléments bouddhistes et, dans une moindre mesure, taoïstes. Cela fait des siècles que le mot « taoïsme » rend les autorités chinoises extrêmement nerveuses. Pour elles, il est synonyme de rébellion et de troubles potentiels contre le pouvoir. Le taoïsme, philosophie qui met l'accent sur une valeur comme la spontanéité, existait déjà avant notre ère; lorsqu'on laisse les choses suivre leur cours (tao), elles trouvent naturellement leur place. Ce qui sous-entend l'inutilité du gouvernement. Des mouvements populaires d'inspiration taoïste se sont régulièrement soulevés contre le pouvoir, dans le passé, par exemple lorsque les conditions de vie étaient trop dures ou l'exploitation insupportable. ». Mais Jan De Meyer pense que le gouvernement se méfie aussi du Falun Gong en raison des liens du mouvement avec le bouddhisme. « L'histoire a connu de nombreux Bouddhas. Sakyamuni est le bouddha historique mais des textes anciens font aussi état du bouddha Maitreya. Ce sont des messies qui viendront un jour pour sauver le monde.

Pendant longtemps, les autorités socialistes chinoises se sont efforcées de ridiculiser le mouvement en mettant l'accent sur les aspects surnaturels, « non scientifiques » du Falun Gong. Toutefois, leur attitude s'est durcie peu à peu : ces derniers temps, on arrête en grand nombre ses dirigeants et ses membres, on les traduit en justice.

Ce ne sont pas seulement le Falun Gong et les nombreux autres groupements Qigong qui posent problème aux dirigeants chinois. D'autres religions et philosophies remportent elles aussi de plus en plus de succès en Chine. Certaines d'entre elles sont même inspirées du christianisme. Il y avait ainsi la secte du Beiliwang (le roi établi) dans le sud de la Chine dont le dirigeant a entre-temps été exécuté il y a quelques années.

Les membres et les disciples du Falun Gong sont souvent torturés après leur arrestation. Amnesty International a publié un rapport sur la torture en Chine dont sont aussi victimes les disciples du Falun Gong. Amnesty a signalé que la rhétorique creuse dirigée contre le mouvement spirituel Falun Gong, interdit en juillet 1999 car organisation hérétique, s'est intensifiée dans les médias officiels, ce qui a manifestement renforcé le climat d'agression et d'intolérance à l'encontre du Falun Gong. Les pratiquants emprisonnés du Falun Gong, dont de nombreuses femmes, courent le risque d'être torturés, et les femmes risquent aussi d'être abusées sexuellement si elles refusent de renoncer à leur foi. Selon des sources expatriées du Falun Gong, plus de 800 personnes détenues en raison de leurs liens avec le Falun Gong seraient décédées depuis 1999, dans la plupart des cas des suites de tortures ou de mauvais traitements. Depuis, le nombre de victimes dépasse déjà largement le millier.

Selon des sources en Chine et des milliers d'aveux de victimes au cours des quatre dernières années, le dirigeant du parti communiste Jiang Zeming a mis en place des persécutions à tous les niveaux de pouvoir suivant un système triple : destruction physique des pratiquants, destruction de leur réputation et destruction financière.

Il a émis d'innombrables ordres illégaux et inconstitutionnels que les machines de sécurité et de propagande n'avaient d'autre choix que de suivre. En juillet 1999, il a décrété, par l'intermédiaire du Bureau des Affaires Civiles (une branche administrative), que le Falun Gong était une organisation illégale. En vertu des articles 2, 80 et 81 de la Constitution

De la Chine, la répression se poursuit toujours plus sévèrement contre le mouvement spirituel Falun Gong. Falun Gong n'est rien d'autre qu'une doctrine de méditation et mouvement basée sur le Qigong. Des millions de Chinois pratiquent le matin dans les parcs les mouvements méditatifs lents du Qigong, issus des arts martiaux spirituels.

Le Falun Gong fixe le nombre de ses adeptes à 100 millions, dont 80 millions en Chine. Le gouvernement chinois quant à lui évoque plutôt 2 millions d'adeptes. Néanmoins il a lancé une campagne de diffamation contre les adeptes du Falun Gong, campagne d'une ampleur que les citoyens chinois n'avaient plus connue depuis la Révolution Culturelle (1966-1976). Qu'est-ce qui fait si peur au gouvernement et le pousse à des mesures aussi drastiques ? Pour le sinologue et chercheur de la NWO, l'organisation néerlandaise de la recherche scientifique, le docteur Jan A.M. De Meyer : « Het is niet alleen de macht van het getal die de Chinese autoriteiten zorgen baart. Falun Gong bevat een mengeling van boeddhistische en in mindere mate ook taoïstische elementen. Al eeuwenlang worden Chinese overheden uiterst nerveus zodra het woord « taoïsme » valt. Dat staat voor hen synoniem voor potentiële onrust en rebelle tegen het gezag. Het taoïsme is al voor onze jaartelling ontstaan als filosofie die het moest hebben van een waarde als spontaniteit; wanneer de dingen op zijn beloop (de tao) worden gelaten valt alles vanzelf op zijn plaats. Dat impliceert dat de regering overbodig is. Taoïstisch geïnspireerde volksbewegingen zijn in het verleden regelmatig tegen het gezag opgestaan. Dat gebeurde bijvoorbeeld wanneer de levensomstandigheden te bar werden, of de uitbuiting ondraaglijk. ». Jan de Meyer meent echter dat de Chinese regering Falun Gong met argusogen volgt ook vanwege de band die de beweging heeft met het boeddhisme: « In de geschiedenis hebben vele Boeddha's bestaan. De historische is Sakyamuni Boeddha, maar in oude geschriften wordt ook gesproken van de Maitreya Boeddha. Dit is de messias, die ooit zal opstaan om de wereld te redden.

De socialistische autoriteiten in China hebben lang geprobeerd de beweging belachelijk te maken door te wijzen op de « onwetenschappelijke », bovennatuurlijke aspecten van Falun Gong. Het optreden werd echter langzaam maar harder : de laatste tijd worden leiders en leden op grote schaal opgepakt en berecht

Het zijn echter niet alleen Falungong en talloze andere Qigong-groeperingen die de Chinese leiders kopzorgen geven. Ook andere religies en filosofieën vinden in China meer en meer aanhang. Sommige ervan zijn door het christendom geïnspireerd. Zo was er in zuid-China de Koning Beiliwang sekte. De leider ervan is inmiddels enige jaren geleden geëxecuteerd.

Leden of aanhangers van de Falun Gong worden na hun arrestatie vaak gefolterd. Amnesty International publiceerde een rapport over martelingen in China, waar ook Falun Gong aanhangers het slachtoffer van zijn. Amnesty meldde : « Holle retoriek tegen de spirituele beweging Falun Gong, welke in juli '99 als een ketterse organisatie is verbannen, heeft zich geïntensiveerd in de officiële media, wat het klimaat van agressie en onverdraagzaamheid jegens Falun Gong blijkbaar verergerd heeft. Vastgehouden Falun Gong beoefenaars, waaronder grote aantallen vrouwen, liepen het gevaar gemarteld te worden, waaronder seksueel misbruik, met name wanneer zij weigerden hun geloof op te geven. Volgens overzeese Falun Gong bronnen zouden meer dan 800 mensen die vastgehouden worden in verband met Falun Gong gestorven zijn sinds 1999, in de meeste gevallen ten gevolge van marteling of mishandeling. ». Intussen is het aantal slachtoffers al opgelopen tot ver boven de duizend.

Volgens bronnen in China en duizenden bekentenissen van slachtoffers van de afgelopen vier jaar, implementeerde de communistische partijleider Jiang Zeming de vervolging volgens een drietand systeem binnen alle niveaus van de overheid. Vernietig beoefenaars fysiek; verwoest hun reputatie; vernietig ze financieel.

Talloze bevelschriften afgegeven door Jiang, waarvan de veiligheids- en propaganda machines geen andere keuze hadden dan ze op te volgen, waren illegaal en ongrondwettig. In juli 1999 verklaarde Jiang, via het Bureau van Burgerlijke Zaken (een administratieve tak), Falun Gong als een illegale organisatie. Volgens Artikelen 2, 80 en 81 van de Grondwet

de la République populaire de Chine, seul le Congrès national du Peuple a la possibilité de déclarer illégale une organisation. Le président n'a pas ce pouvoir. Pourtant c'est bien cette décision du pouvoir exécutif qui a lancé la campagne de persécution.

En octobre 1999, le Congrès national du Peuple a adopté une série de lois dirigées contre le Falun Gong. Un article du Washington Post du 2 novembre 1999 commente ce fait. « Si les dirigeants de la Chine communiste n'ont pas les lois dont ils ont besoin pour persécuter durement un mouvement de méditation pacifique, le parti donne simplement l'ordre de rédiger quelques nouvelles lois, qui entrent maintenant en vigueur avec effet rétroactif. ». Ces lois ont été édictées par Jiang Zeming, le Congrès national du Peuple se contentant de les avaliser. En agissant de la sorte, il outrepassa tout bonnement les pouvoirs que la Constitution accorde au président. Appliquer ces lois avec effet rétroactif afin de poursuivre et condamner à de la prison les pratiquants du Falun Gong est tout aussi illégal. Bien que de nombreuses provinces se soient empressées d'appliquer la politique de Jiang Zeming à l'encontre du Falun Gong, quelques provinces du sud, comme Guandong, n'ont pas fait preuve du zèle escompté par le président. Celui-ci s'est donc rendu dans ces provinces du sud en février 2000 afin de les y encourager et de s'assurer qu'elles suivaient sa politique. Il a notamment critiqué la province de Guandong pour n'avoir pas « fait tout son possible pour persécuter le Falun Gong » et pour avoir agi « avec mollesse ». Il a demandé au gouverneur de la province de Guandong, Li Changchun, de faire une déclaration lors de la conférence du Bureau politique pour « exprimer ses regrets » quant à son manque d'efforts en la matière.

Sous la pression de Jiang Zeming, la province de Guandong s'est progressivement mise, comme d'autres provinces du sud, à arrêter les adeptes du Falun Gong et à les envoyer massivement dans des camps de travail. Parmi les premiers adeptes du Falun Gong que la province de Guandong a envoyés dans des camps de travail se trouvait un ancien camarade de classe de Hu Jintao, le vice-président chinois (l'homme qui allait succéder à Jiang Zeming comme président et dirigeant du parti communiste). Hu Jintao s'est montré très passif dans l'exécution de la campagne de Jiang Zeming contre le Falun Gong. Afin de le forcer à accepter, Jiang Zeming lui a envoyé un double message fort : personne ne peut échapper aux poursuites et aucun dirigeant chinois ne peut tenter d'échapper à ses responsabilités exécutives.

Fin 2003, le Falun Dafa InfoCenter (FDI) confirmait les détails relatifs à 852 décès, grâce à des sources informées qui établissaient le nombre de décès à plus de mille. Selon le FDI, ils seraient plusieurs centaines de milliers à être détenus et plus de 100.000 à avoir été condamnés aux travaux forcés, sans procès, comme de coutume dans les paradis socialistes pour travailleurs.

N° 95 de MM. Dominiek LOOTENS-STAE(L) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des crimes commis par la Chine communiste contre la liberté de religion ».

van de Volksrepubliek China, heeft alleen het Congres van het Nationale Volk de mogelijkheid een organisatie illegaal te verklaren. De President heeft deze macht niet. Het was echter dit uitvoerende bevel dat de vervolgingscampagne initieerde.

In oktober 1999 accepteert het Nationale Volkscongres een serie wetten die erop gericht zijn Falun Gong aan te vallen. Met betrekking tot deze wetten, wordt in een artikel uit de Washington Post van 2 november 1999 gezegd : « Als het Chinas communistische leiders ontbreekt aan de wetten die ze nodig hebben om een vreedzame meditatiebeweging zo hard te vervolgen, geeft de partij simpelweg opdracht tot het maken van een paar nieuwe wetten. Nu worden deze toegepast, met terugwerkende kracht. ». Deze wetten werden gedictieerd door Jiang, het Nationale Volkscongres slechts gebruikend als een rubberen stempel. Door dit te doen stapte hij eenvoudigweg over de autoriteit die de President door de Grondwet gegeven is. Deze wetten met terugwerkende kracht toepassen om Falun Gong beoefenaars te vervolgen en ze tot celstraffen te veroordelen is eveneens een illegale handeling. Alhoewel veel provincies snel waren met het inwerking stellen van Jians beleid jegens Falun Gong, voerden enkele zuidelijke provincies, zoals Guandong, de vervolging niet zo krachtig uit als Jiang had geëist. Jiang bezocht daarom in februari 2000 deze zuidelijke provincies, om hen aan te sporen en zeker te stellen dat ze zijn beleid volgden. Hij bekritiseerde met name de provincie Guandong voor niet « haar best gedaan te hebben in het vervolgen van Falun Gong » en voor « te zacht » te zijn geweest. Hij vroeg de provincie gouverneur van Guandong, Li Changchun, om een verklaring af te leggen tijdens de conferentie van het Politieke Bureau om zijn « spijt te betuigen » wat betreft zijn gebrek aan inspanningen op dit gebied.

Onder de druk van Jiang, begonnen Guandong net als andere zuidelijke provincies langzaam Falun Gong beoefenaars op te pakken en ze massaal naar werkkampen te sturen. Onder een van de eersten die uit de Guandong provincie naar werkkampen gestuurd werden, bevond zich een vroegere klasgenoot van Hu Jintao, de vice-president van China (en de man die Jiang zou opvolgen als president en voorzitter van de communistische partij). Hu is zeer passief geweest in het uitvoeren van Jians campagne tegen Falun Gong. Om Hu te dwingen dit te accepteren, stuurde Jiang een krachtige dubbele boodschap uit : niemand mag uitgezonderd worden van de vervolging, en niemand van het Chinese leiderschap mag proberen zijn verantwoordelijkheid voor het uitvoeren ervan te ontvluchten.

Aan het eind van 2003 waren de details van 852 sterfgevallen bevestigd door het Falun Dafa InfoCenter (FDI), met geïnformeerde bronnen die het werkelijke dodental ruim in de duizenden stelden. Volgens het InfoCenter zijn er honderdduizenden vastgehouden, met meer dan 100.000 die veroordeeld zijn tot gedwongen werkkamp, typisch zonder rechtsproces, zoals dat gaat in socialistische arbeidersparadijzen.

Nr. 95 van de heren Dominiek LOOTENS-STAE(L) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de door communistisch China begane misdaden tegen de vrijheid van religie ».

JUSTIFICATION

En 1948, l'ONU adopta une résolution qui décrivait en 19 articles comment prévenir et punir le génocide. Il avait été convenu que la collaboration internationale était une nécessité en cas de génocide. Cela signifie qu'en cas de génocide, la communauté internationale est tenue d'intervenir. Malheureusement cela signifie que la majorité des États membres hésitent longtemps avant de considérer qu'un massacre est un génocide, afin d'échapper à cette obligation. La définition que cette convention internationale donne du génocide est la suivante : « Le génocide s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein d'un groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants d'un groupe à un autre groupe. ».

Le gouvernement chinois réprime toujours plus sévèrement le mouvement spirituel Falun Gong. Pour ses disciples, le Falun Gong n'est rien d'autre qu'une doctrine de méditation et mouvement basée sur le Qigong. Des millions de Chinois pratiquent le matin dans les parcs les mouvements méditatifs lents du Qigong, issus des arts martiaux spirituels.

Le Falun Gong fixe le nombre de ses adeptes à 100 millions, dont 80 millions en Chine. Le gouvernement chinois quant à lui évoque plutôt 2 millions d'adeptes. Néanmoins il a lancé une campagne de diffamation contre les adeptes du Falun Gong, campagne d'une ampleur que les citoyens chinois n'avaient plus connue depuis la Révolution Culturelle (1966-1976). Qu'est-ce qui fait si peur au gouvernement et le pousse à des mesures aussi drastiques ? Pour le sinologue et chercheur de la NWO, l'organisation néerlandaise de la recherche scientifique, le docteur Jan A.M. De Meyer, « ce n'est pas seulement le pouvoir des masses qui inquiète les autorités chinoises. Le Falun Gong contient un mélange d'éléments bouddhistes et, dans une moindre mesure, taoïstes. Cela fait des siècles que le mot « taoïsme » rend les autorités chinoises extrêmement nerveuses. Pour elles, il est synonyme de rébellion et de troubles potentiels contre le pouvoir. Le taoïsme, philosophie qui met l'accent sur une valeur comme la spontanéité, existait déjà avant notre ère ; lorsqu'on laisse les choses suivre leur cours (tao), elles trouvent naturellement leur place. Ce qui sous-entend l'inutilité du gouvernement. Des mouvements populaires d'inspiration taoïste se sont régulièrement soulevés contre le pouvoir, dans le passé, par exemple lorsque les conditions de vie étaient trop dures ou l'exploitation insupportable. ». Mais Jan De Meyer pense que le gouvernement se méfie aussi du Falun Gong en raison des liens du mouvement avec le bouddhisme. « L'histoire a connu de nombreux Bouddhas. Sakyamuni est le bouddha historique mais des textes anciens font aussi état du bouddha Maitreya. Ce sont des messies qui viendront un jour pour sauver le monde.

Pendant longtemps, les autorités socialistes chinoises se sont efforcées de ridiculiser le mouvement en mettant l'accent sur les aspects surnaturels, « non scientifiques » du Falun Gong. Toutefois, leur attitude s'est durcie peu à peu : ces derniers temps, on arrête en grand nombre ses dirigeants et ses membres, on les traduit en justice.

Ce ne sont pas seulement le Falun Gong et les nombreux autres groupes Qigong qui posent problème aux dirigeants chinois. D'autres religions et philosophies remportent elles aussi de plus en plus de succès en Chine. Certaines d'entre elles sont même inspirées du christianisme. Il y avait ainsi la secte du Beiliwang (le roi établi) dans le sud de la Chine dont le dirigeant a entre-temps été exécuté il y a quelques années.

VERANTWOORDING

In 1948 nam de VN een resolutie aan. Hierin werd in 19 artikelen beschreven hoe genocide moet worden voorkomen en gestraft. Er werd afgesproken dat in geval van genocide internationale samenwerking noodzakelijk is. Dit betekent dat de internationale gemeenschap in het geval van genocide verplicht is in te grijpen. Helaas betekent dit dat de meeste lidstaten lang aarzelen alvorens massamoorden als genocide aan te merken, om onder deze verplichting uit te komen. De definitie in deze internationale conventie luidt als volgt : « Genocide betekent een van de volgende daden, gepleegd met de intentie een nationale, etnische, raciale of religieuze groep gedeeltelijk of totaal te vernietigen. Hieronder vallen :

- a) Vermoorden van leden van de groep;
- b) Veroorzaken van ernstige geestelijke of lichamelijke schade aan leden van de groep;
- c) Het opzettelijk implementeren van leefomstandigheden die gericht zijn op gedeeltelijke of totale fysieke vernietiging van de groep;
- d) Maatregelen die erop gericht zijn geboorten binnen een groep te verhinderen;
- e) Het onder dwang transformeren van kinderen van de ene groep naar een andere groep. ».

De Chinese regering treedt steeds harder op tegen de spirituele beweging Falun Gong. Falun Gong is niet meer dan een op Qigong gebaseerde meditatie-en bewegingsleer, stellen de volgelingen. Miljoenen Chinezen praktiseren 's ochtends in het park de meditatieve, trage Qigong-bewegingen, afkomstig uit de religieuze gevechtssporten.

De Falun Gong stelt het aantal aanhangers inmiddels op 100 miljoen, van wie tachtig miljoen in China. De Chinese regering zelf houdt het liever op 2 miljoen. Niettemin begon ze een lastercampagne tegen Falun Gong-aanhangers op een schaal, die de Chinese burgers sinds de Culturele Revolutie (1966-1976) niet meer hadden meegemaakt. Wat maakt de regering zo benauwd en waarom trekt zij zo drastisch aan de noodrem ? Sinoloog en onderzoeker van de Nederlandse organisatie voor Wetenschappelijk Onderzoek (NWO) dr. Jan A.M. De Meyer : « Het is niet alleen de macht van het getal die de Chinese autoriteiten zorgen baart. Falun Gong bevat een mengeling van boeddhistische en in mindere mate ook taoïstische elementen. Al eeuwenlang worden Chinese overheden uiterst nerveus zodra het woord « taoïsme » valt. Dat staat voor hen synoniem voor potentiële onrust en rebellie tegen het gezag. Het taoïsme is al voor onze jaartelling ontstaan als filosofie die het moest hebben van een waarde als spontaniteit; wanneer de dingen op zijn beloop (de tao) worden gelaten valt alles vanzelf op zijn plaats. Dat impliceert dat de regering overbodig is. Taoïstisch geïnspireerde volksbewegingen zijn in het verleden regelmatig tegen het gezag opgestaan. Dat gebeurde bijvoorbeeld wanneer de levensomstandigheden te bar werden, of de uitbuiting ondraaglijk. ». Jan de Meyer meent echter dat de Chinese regering Falun Gong met argusogen volgt ook vanwege de band die de beweging heeft met het boeddhisme : « In de geschiedenis hebben vele Boeddha's bestaan. De historische is Sakyamuni Boeddha, maar in oude geschriften wordt ook gesproken van de Maitreya Boeddha. Dit is de messias, die ooit zal opstaan om de wereld te redden.

De socialistische autoriteiten in China hebben lang geprobeerd de beweging belachelijk te maken door te wijzen op de « onwetenschappelijke », bovennatuurlijke aspecten van Falun Gong. Het optreden werd echter langzaam harder: de laatste tijd worden leiders en leden op grote schaal opgepakt en berecht.

Het zijn echter niet alleen Falungong en talloze andere Qigong-groeperingen die de Chinese leiders kopzorgen geven. Ook andere religies en filosofieën vinden in China meer en meer aanhang. Sommige ervan zijn door het christendom geïnspireerd. Zo was er in zuid-China de Koning Beiliwang sekte. De leider ervan is inmiddels enige jaren geleden geëxecuteerd.

Les membres et les disciples du Falun Gong sont souvent torturés après leur arrestation. Amnesty International a publié un rapport sur la torture en Chine dont sont aussi victimes les disciples du Falun Gong. Amnesty a signalé que la rhétorique creuse dirigée contre le mouvement spirituel Falun Gong, interdit en juillet 1999 car organisation hérétique, s'est intensifiée dans les médias officiels, ce qui a manifestement renforcé le climat d'agression et d'intolérance à l'encontre du Falun Gong. Les pratiquants emprisonnés du Falun Gong, dont de nombreuses femmes, courent le risque d'être torturé, et les femmes risquent aussi d'être abusées sexuellement si elles refusent de renoncer à leur foi. Selon des sources expatriées du Falun Gong, plus de 800 personnes détenues en raison de leurs liens avec le Falun Gong seraient décédées depuis 1999, dans la plupart des cas des suites de tortures ou de mauvais traitements. Depuis, le nombre de victimes dépasse déjà largement le millier.

Selon des sources en Chine et des milliers d'aveux de victimes au cours des quatre dernières années, le dirigeant du parti communiste Jiang Zeming a mis en place des persécutions à tous les niveaux de pouvoir suivant un système triple : destruction physique des pratiquants, destruction de leur réputation et destruction financière. Il a émis d'innombrables ordres illégaux et inconstitutionnels que les machines de sécurité et de propagande n'avaient d'autre choix que de suivre. En juillet 1999, il a décrété, par l'intermédiaire du Bureau des Affaires Civiles (une branche administrative), que le Falun Gong était une organisation illégale. En vertu des articles 2, 80 et 81 de la Constitution de la République populaire de Chine, seul le Congrès national du Peuple a la possibilité de déclarer illégale une organisation. Le président n'a pas ce pouvoir. Pourtant c'est bien cette décision du pouvoir exécutif qui a lancé la campagne de persécution.

En octobre 1999, le Congrès national du Peuple a adopté une série de lois dirigées contre le Falun Gong. Un article du Washington Post du 2 novembre 1999 commente ce fait. « Si les dirigeants de la Chine communiste n'ont pas les lois dont ils ont besoin pour persécuter durement un mouvement de méditation pacifique, le parti donne simplement l'ordre de rédiger quelques nouvelles lois, qui entrent maintenant en vigueur avec effet rétroactif. » Ces lois ont été édictées par Jiang Zeming, le Congrès national du Peuple se contentant de les avaliser. En agissant de la sorte, il outrepassa tout bonnement les pouvoirs que la Constitution accorde au président. Appliquer ces lois avec effet rétroactif afin de poursuivre et condamner à de la prison les pratiquants du Falun Gong est tout aussi illégal.

Bien que de nombreuses provinces se soient empressées d'appliquer la politique de Jiang Zeming à l'encontre du Falun Gong, quelques provinces du sud, comme Guandong, n'ont pas fait preuve du zèle escompté par le président. Celui-ci s'est donc rendu dans ces provinces du sud en février 2000 afin de les y encourager et de s'assurer qu'elles suivaient sa politique. Il a notamment critiqué la province de Guandong pour n'avoir pas « fait tout son possible pour persécuter le Falun Gong » et pour avoir agi « avec mollesse ». Il a demandé au gouverneur de la province de Guandong, Li Changchun, de faire une déclaration lors de la conférence du Bureau politique pour « exprimer ses regrets » quant à son manque d'efforts en la matière.

Sous la pression de Jiang Zeming, la province de Guandong s'est progressivement mise, comme d'autres provinces du sud, à arrêter les adeptes du Falun Gong et à les envoyer massivement dans des camps de travail. Parmi les premiers adeptes du Falun Gong que la province de Guandong a envoyés dans des camps de travail se trouvait un ancien camarade de classe de Hu Jintao, le vice-président chinois (l'homme qui allait succéder à Jiang Zeming comme président et dirigeant du parti communiste). Hu Jintao s'est montré très passif dans l'exécution de la campagne de Jiang Zeming contre le Falun Gong. Afin de le forcer à accepter, Jiang Zeming lui a envoyé un double message fort : personne ne peut échapper aux poursuites et aucun dirigeant chinois ne peut tenter d'échapper à ses responsabilités exécutives.

Fin 2003, le Falun Dafa InfoCenter (FDI) confirmait les détails relatifs à 852 décès, grâce à des sources informées qui établissaient le nombre de décès à plus de mille. Selon le FDI, ils seraient plusieurs centaines de

Leden of aanhangers van de Falun Gong worden na hun arrestatie vaak gefolterd. Amnesty International publiceerde een rapport over martelingen in China, waar ook Falun Gong aanhangers het slachtoffer van zijn. Amnesty meldde : « Holle retoriek tegen de spirituele beweging Falun Gong, welke in juli '99 als een ketterse organisatie is verbannen, heeft zich geïntensiveerd in de officiële media, wat het klimaat van agressie en onverdraagzaamheid jegens Falun Gong blijkbaar verergerd heeft. Vastgehouden Falun Gong beoefenaars, waaronder grote aantallen vrouwen, liepen het gevaar gemarteld te worden, waaronder seksueel misbruik, met name wanneer zij weigerden hun geloof op te geven. Volgens overzeese Falun Gong bronnen zouden meer dan 800 mensen die vastgehouden worden in verband met Falun Gong gestorven zijn sinds 1999, in de meeste gevallen ten gevolge van marteling of mishandeling. ». Intussen is het aantal slachtoffers al opgelopen tot ver boven de duizend.

Volgens bronnen in China en duizenden bekentenissen van slachtoffers van de afgelopen vier jaar, implementeerde de communistische partijleider Jiang Zeming de vervolging volgens een drietand systeem binnen alle niveaus van de overheid. Vernietig beoefenaars fysiek; verwoest hun reputatie; vernietig ze financieel. Talloze bevelschriften afgegeven door Jiang, waarvan de veiligheids- en propaganda machines geen andere keuze hadden dan ze op te volgen, waren illegaal en ongrondwettig. In juli 1999 verklaarde Jiang, via het Bureau van Burgerlijke Zaken (een administratieve tak), Falun Gong als een illegale organisatie. Volgens Artikelen 2, 80 en 81 van de Grondwet van de Volksrepubliek China, heeft alleen het Congres van het Nationale Volk de mogelijkheid een organisatie illegaal te verklaren. De President heeft deze macht niet. Het was echter dit uitvoerende bevel dat de vervolgingscampagne initieerde.

In oktober 1999 accepteert het Nationale Volkscongres een serie wetten die erop gericht zijn Falun Gong aan te vallen. Met betrekking tot deze wetten, wordt in een artikel uit de Washington Post van 2 november 1999 gezegd : « Als het Chinas communistische leiders ontbreekt aan de wetten die ze nodig hebben om een vreedzame meditatiebeweging zo hard te vervolgen, geeft de partij simpelweg opdracht tot het maken van een paar nieuwe wetten. Nu worden deze toegepast, met terugwerkende kracht. ». Deze wetten werden gedicteerd door Jiang, het Nationale Volkscongres slechts gebruikend als een rubberen stempel. Door dit te doen stapte hij eenvoudigweg over de autoriteit die de President door de Grondwet gegeven is. Deze wetten met terugwerkende kracht toepassen om Falun Gong beoefenaars te vervolgen en ze tot celstraffen te veroordelen is eveneens een illegale handeling.

Alhoewel veel provincies snel waren met het inwerking stellen van Jangs beleid jegens Falun Gong, voerden enkele zuidelijke provincies, zoals Guandong, de vervolging niet zo krachtig uit als Jiang had geëist. Jiang bezocht daarom in februari 2000 deze zuidelijke provincies, om hen aan te sporen en zeker te stellen dat ze zijn beleid volgden. Hij bekritiseerde met name de provincie Guandong voor niet « haar best gedaan te hebben in het vervolgen van Falun Gong » en voor « te zacht » te zijn geweest. Hij vroeg de provincie gouverneur van Guandong, Li Changchun, om een verklaring af te leggen tijdens de conferentie van het Politieke Bureau om zijn « spijt te betuigen » wat betreft zijn gebrek aan inspanningen op dit gebied.

Onder de druk van Jiang, begonnen Guandong net als andere zuidelijke provincies langzaam Falun Gong beoefenaars op te pakken en ze massaal naar werkkampen te sturen. Onder een van de eersten die uit de Guandong provincie naar werkkampen gestuurd werden, bevond zich een vroegere klasgenoot van Hu Jintao, de vice-president van China (en de man die Jiang zou opvolgen als president en voorzitter van de communistische partij). Hu is zeer passief geweest in het uitvoeren van Jangs campagne tegen Falun Gong. Om Hu te dwingen dit te accepteren, stuurde Jiang een krachtige dubbele boodschap uit : niemand mag uitgezonderd worden van de vervolging, en niemand van het Chinese leiderschap mag proberen zijn verantwoordelijkheid voor het uitvoeren ervan te ontvluchten.

Aan het eind van 2003 waren de details van 852 sterfgevallen bevestigd door het Falun Dafa InfoCenter (FDI), met geïnformeerde bronnen die het werkelijke dodental ruim in de duizenden stelden. Volgens het

milliers à être détenus et plus de 100.000 à avoir été condamnés aux travaux forcés, sans procès, comme de coutume dans les paradis socialistes pour travailleurs.

N° 96 de MM. Jos VAN ASSCHE (N) et Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« Ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des crimes de Léopold II de Saxe-Cobourg au Congo. ».

JUSTIFICATION

En 1948, l'ONU adopta une résolution qui décrivait en 19 articles comment prévenir et punir le génocide. Il avait été convenu que la collaboration internationale était une nécessité en cas de génocide. Cela signifie qu'en cas de génocide, la communauté internationale est tenue d'intervenir. Malheureusement cela signifie que la majorité des États membres hésitent longtemps avant de considérer qu'un massacre est un génocide, afin d'échapper à cette obligation. La définition que cette convention internationale donne du génocide est la suivante : « Le génocide s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein d'un groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants d'un groupe à un autre groupe. ».

On prétend souvent que la Belgique n'a jamais eu l'intention de devenir une puissance coloniale. En effet, au dix-neuvième siècle il était peu question en Belgique de l'ambition coloniale. D'autres pays comme l'Angleterre, la France, le Portugal, l'Espagne et aussi les Pays-Bas avaient déjà depuis longtemps tout fait pour réaliser leurs rêves coloniaux. Dans la jeune Belgique, seul un très petit groupe carressait un tel rêve : le roi – d'abord Léopold I^{er} (1831-1865), ensuite Léopold II (1865-1909) – et quelques uns de ses proches collaborateurs. Ils ne pouvaient compter sur guère de compréhension ou d'intérêt de la part de la classe politique et ils ne reçurent aucune aide de sa part. Léopold I^{er} a fait – sans l'aide du gouvernement belge – quelque cinquante tentatives pour décrocher une colonie, en pure perte. Léopold II aussi a dû agir seul. Grâce à l'explorateur anglais Stanley, il a fini par obtenir en 1885 un territoire d'outremer : son empire colonial sera le Congo, un territoire d'Afrique centrale quatre-vingts fois plus grand que la Belgique. Le gouvernement et le parlement belges sont restés relativement impassibles. Ils ont bien donné l'autorisation à Léopold II d'être chef d'État du Congo, mais ils ne voulaient assumer aucune responsabilité financière dans son « aventure » coloniale.

InfoCenter zijn er honderdduizenden vastgehouden, met meer dan 100.000 die veroordeeld zijn tot gedwongen werkkamp, typisch zonder rechtsproces, zoals dat gaat in socialistische arbeidersparadijzen.

Dominiek LOOTENS-STAEL (N)
Johan DEMOL (N)

Nr. 96 van de heren Jos VAN ASSCHE (N) en Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« Of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de misdaden van Leopold II van Saksen-Cobourg in Congo. ».

VERANTWOORDING

In 1948 nam de VN een resolutie aan. Hierin werd in 19 artikelen beschreven hoe genocide moet worden voorkomen en gestraft. Er werd afgesproken dat in geval van genocide internationale samenwerking noodzakelijk is. Dit betekent dat de internationale gemeenschap in het geval van genocide verplicht is in te grijpen. Helaas betekent dit dat de meeste lidstaten lang aarzelen alvorens massamoorden als genocide aan te merken, om onder deze verplichting uit te komen. De definitie in deze internationale conventie luidt als volgt : « Genocide betekent een van de volgende daden, gepleegd met de intentie een nationale, etnische, raciale of religieuze groep gedeeltelijk of totaal te vernietigen. Hieronder vallen :

- a) Vermoorden van leden van de groep;
- b) Veroorzaken van ernstige geestelijke of lichamelijke schade aan leden van de groep;
- c) Het opzettelijk implementeren van leefomstandigheden die gericht zijn op gedeeltelijke of totale fysieke vernietiging van de groep;
- d) Maatregelen die erop gericht zijn geboorten binnen een groep te verhinderen;
- e) Het onder dwang transformeren van kinderen van de ene groep naar een andere groep. ».

Vaak wordt beweerd dat België nooit de bedoeling heeft gehad een koloniale mogendheid te worden. Inderdaad was er in België in de negentiende eeuw van koloniale ambitie nauwelijks sprake. Andere landen – zoals Engeland, Frankrijk, Portugal, Spanje en ook Nederland – waren al lang in de weer om hun koloniale dromen te verwezenlijken. In het jonge België koesterde maar een heel kleine groep dergelijke dromen : de koning – eerst Leopold I (1831-1865), daarna Leopold II (1865-1909) – en enkele van zijn naaste medewerkers. Zij konden op weinig begrip of belangstelling rekenen bij de politieke klasse en kregen van hen geen enkele steun. Leopold I ondernam – zonder steun van de Belgische regering – zowat vijftig pogingen om een kolonie te verwerven, allemaal tevergeefs. Ook Leopold II moest op eigen houtje handelen. Dankzij de Engelse ontdekkingsreiziger Stanley slaagde hij er in 1885 ten slotte wel in een overzees gebied in handen te krijgen: zijn koloniale rijk werd Congo, een gebied in Centraal-Afrika dat tachtig keer groter was dan België. De Belgische regering en het parlement bleven daar vrij onbewogen bij. Zij gaven Leopold II wel de toestemming staatshoofd te worden van Congo, maar wilden geen enkele financiële verantwoordelijkheid dragen voor zijn

L'État du Congo sera donc la propriété privée de Léopold II. Dès 1890, l'État belge sera quand même mêlé à la politique de la colonie. Avec le changement de siècle, l'intérêt pour le Congo grandit aussi auprès de la population. La presse fortement critique les méthodes inhumaines employées pour récolter le caoutchouc sont. Les hommes politiques belges sont aussi mis sous forte pression pour reprendre officiellement la propriété privée du roi. Le Congo devient finalement une colonie officiellement belge en 1908 – et la Belgique une véritable puissance coloniale. Du reste, le gouvernement belge n'y a pas seulement été incité par des considérations humanitaires, mais aussi – ou surtout ? – par l'espoir de bénéfices substantiels. Entre-temps, il était en effet devenu clair que la colonie était une affaire en or : le commerce du caoutchouc, de l'ivoire et de l'huile de palme est apparu très lucratif. Esclavage, enlèvements, tortures, viols, décapitations et mains tranchées ont essentiellement marqué les vingt années de terreur sous Léopold II. Adam Hochschild estime que 10 millions de Congolais ont perdu la vie au cours de cette période.

Les atrocités de Léopold II de Saxe-Cobourg peuvent soutenir sans rougir la comparaison avec l'holocauste organisé par le national-socialisme. En ce qui concerne les atrocités ou le nombre de victimes, Léopold de Saxe-Cobourg n'a sûrement rien à envier à d'autres dirigeants criminels comme Adolf Hitler, Mao ou Pol Pot quelques décennies plus tard. On peut sans hésitation comparer la terreur de Léopold II de Saxe-Cobourg aux pires crimes contre l'humanité de l'histoire. Le site officiel de la monarchie belge nie et minimise les crimes de Léopold II au Congo. Au contraire, l'homme y est même présenté comme le bienfaiteur qui a débarrassé le Congo de l'esclavage. On peut lire textuellement sur le site internet :

« 1890

En juillet, la Conférence internationale de Bruxelles condamne l'esclavage et provoque le démarrage de la campagne antiesclavagiste en Afrique, sous l'impulsion du Roi.

1904

Suite à des excès commis par les Européens en Afrique, la réputation de Léopold et son oeuvre d'outremer sont mises en cause. Le Roi institue une commission internationale d'enquête, qui reconnaît les mérites de l'action royale au Congo, tout en relevant des abus et des lacunes, que Léopold II s'efforcera de corriger. ».

De telles déclarations révisionnistes sont naturellement révoltantes. Elles sont un affront direct à la vérité et à la mémoire des millions de Congolais qui ont péri sous le régime de terreur de Léopold II.

L'histoire officielle de ce pays présente toujours Léopold II comme le grand bienfaiteur qui a apporté la civilisation et a supprimé l'esclavage.

En réalité, Léopold II et ses acolytes étaient tout le contraire de Robin des Bois : ils volaient les pauvres pour s'enrichir. On oublie trop souvent que le grand bienfaiteur est littéralement passé sur le corps des Congolais.

N° 97 de MM. Jos VAN ASSCHE (N) et Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

koloniale « avontuur ». De Congostaat zou dus het privé-terrein worden van Leopold II. Van 1890 af raakte de Belgische staat dan toch betrokken bij het beleid van de kolonie. Ook bij de bevolking groeide rond de eeuwwisseling de belangstelling voor Congo. In de pers werd namelijk bittere kritiek geleverd op de onmenselijke methodes die werden gehanteerd in de rubberoogst. Dat zette de Belgische politici onder zware druk om het privé-terrein van de koning officieel over te nemen. In 1908 werd Congo uiteindelijk een officiële Belgische kolonie – en België een echte koloniale mogendheid. Overigens werd de Belgische regering hiertoe niet alleen aangezet door humanitaire overwegingen, maar ook – of vooral ? – door de hoop op stevige winsten. Intussen was immers duidelijk geworden dat met de kolonie grof geld kon worden verdiend : de handel van rubber, ivoor en palmolie bleek erg winstgevend. De 20 jaar onder het schrikbewind van Leopold II werd voornamelijk gekenmerkt door slavernij, ontvoeringen, martelingen, verkrachtingen, onthoofdingen, afhakken van handen. Adam Hochschild berekende dat in die periode 10 miljoen Congolezen het leven lieten.

De gruwelijkheden van Leopold II van Saksen-Coburg kunnen dus zonder enig verpinken de vergelijking doorstaan met de holocaust die de nationaal-socialisten organiseerden. Wanneer het aankomt op gruwelijkheden of op het aantal slachtoffers moet Leopold II van Saksen-Coburg zeker niet onderdoen voor andere misdadige staatshoofden zoals Adolf Hitler, Mao of Pol Pot enkele decennia later. De terreur van Leopold II van Saksen-Coburg kan men zonder schroom rekenen tot de ergste misdaden tegen de menselijkheid uit de geschiedenis. De officiële webstek van de Belgische monarchie ontkent en minimaliseert de wandaden van Leopold II in Congo. In tegendeel wordt de man zelfs voorgesteld als de weldoener die de slavernij in Congo heeft afgeschaft. We lezen letterlijk op die webstek :

« 1890

De Internationale Conferentie van Brussel veroordeelt in juli de slavernij en ligt (onder impuls van de Koning) aan de basis van een campagne tegen de slavernij in Afrika.

1904

De reputatie van Leopold II en zijn overzeese onderneming worden in vraag gesteld als gevolg van uitspattingen van Europeanen in Afrika. De Koning roept een internationale onderzoekscommissie in het leven die de verdiensten van het koninklijk beleid in Kongo erkent, maar ook wijst op enkele wantoestanden en lacunes, die de Koning dan probeerde te verhelpen. ».

Zulke revisionistische uitspattingen zijn uiteraard hemeltergend. Ze zijn een regelrechte blamage voor de waarheid, en voor de nagedachtenis voor de miljoenen Congolezen die omkwamen onder het terreurregime van Leopold II.

In de officiële geschiedschrijving in dit land wordt Leopold II nog steeds voorgesteld als de grote weldoener die de beschaving bracht en de slavernij afschafte.

In werkelijkheid waren Leopold II en zijn trawanten omgekeerde Robin Hoods : ze stalen van de armen om zichzelf te verrijken. Dat de grote weldoener hierbij letterlijk over lijken ging wordt maar al te vaak uit het oog verloren.

Nr. 97 van de heren Jos VAN ASSCHE (N) en Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« *Ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des crimes de Léopold II de Saxe-Cobourg au Congo.* ».

JUSTIFICATION

En 1948, l'ONU adopta une résolution qui décrivait en 19 articles comment prévenir et punir le génocide. Il avait été convenu que la collaboration internationale était une nécessité en cas de génocide. Cela signifie qu'en cas de génocide, la communauté internationale est tenue d'intervenir. Malheureusement cela signifie que la majorité des États membres hésitent longtemps avant de considérer qu'un massacre est un génocide, afin d'échapper à cette obligation. La définition que cette convention internationale donne du génocide est la suivante : « Le génocide s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein d'un groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants d'un groupe à un autre groupe. ».

On prétend souvent que la Belgique n'a jamais eu l'intention de devenir une puissance coloniale. En effet, au dix-neuvième siècle il était peu question en Belgique de l'ambition coloniale. D'autres pays comme l'Angleterre, la France, le Portugal, l'Espagne et aussi les Pays-Bas avaient déjà depuis longtemps tout fait pour réaliser leurs rêves coloniaux. Dans la jeune Belgique, seul un très petit groupe carressait un tel rêve : le roi – d'abord Léopold I^{er} (1831-1865), ensuite Léopold II (1865-1909) – et quelques uns de ses proches collaborateurs. Ils ne pouvaient compter sur guère de compréhension ou d'intérêt de la part de la classe politique et ils ne reçurent aucune aide de sa part. Léopold I^{er} a fait – sans l'aide du gouvernement belge – quelque cinquante tentatives pour décrocher une colonie, en pure perte. Léopold II aussi a dû agir seul. Grâce à l'explorateur anglais Stanley, il a fini par obtenir en 1885 un territoire d'outremer : son empire colonial sera le Congo, un territoire d'Afrique centrale quatre-vingts fois plus grand que la Belgique. Le gouvernement et le parlement belges sont restés relativement impassibles. Ils ont bien donné l'autorisation à Léopold II d'être chef d'État du Congo, mais ils ne voulaient assumer aucune responsabilité financière dans son « aventure » coloniale. L'État du Congo sera donc la propriété privée de Léopold II. Dès 1890, l'État belge sera quand même mêlé à la politique de la colonie. Avec le changement de siècle, l'intérêt pour le Congo grandit aussi auprès de la population. La presse fortement critique les méthodes inhumaines employées pour récolter le caoutchouc sont. Les hommes politiques belges sont aussi mis sous forte pression pour reprendre officiellement la propriété privée du roi. Le Congo devient finalement une colonie officiellement belge en 1908 – et la Belgique une véritable puissance coloniale. Du reste, le gouvernement belge n'y a pas seulement été incité par des considérations humanitaires, mais aussi – ou surtout ? – par l'espoir de bénéfices substantiels. Entre-temps, il était en effet devenu clair que la colonie était une affaire en or : le commerce du caoutchouc, de l'ivoire et de l'huile de palme est apparu très lucratif. Esclavage, enlèvements, tortures, viols, décapitations et mains tranchées ont essentiellement marqué les vingt années de terreur sous Léopold II. Adam Hochschild estime que 10 millions de Congolais ont perdu la vie au cours de cette période.

Les atrocités de Léopold II de Saxe-Cobourg peuvent soutenir sans rougir la comparaison avec l'holocauste organisé par le national-socialisme.

« *Of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de misdaden van Leopold II van Saksen-Cobourg in Congo.* ».

VERANTWOORDING

In 1948 nam de VN een resolutie aan. Hierin werd in 19 artikelen beschreven hoe genocide moet worden voorkomen en gestraft. Er werd afgesproken dat in geval van genocide internationale samenwerking noodzakelijk is. Dit betekent dat de internationale gemeenschap in het geval van genocide verplicht is in te grijpen. Helaas betekent dit dat de meeste lidstaten lang aarzelen alvorens massamoorden als genocide aan te merken, om onder deze verplichting uit te komen. De definitie in deze internationale conventie luidt als volgt : « Genocide betekent een van de volgende daden, gepleegd met de intentie een nationale, etnische, raciale of religieuze groep gedeeltelijk of totaal te vernietigen. Hieronder vallen :

- a) Vermoorden van leden van de groep;
- b) Veroorzaken van ernstige geestelijke of lichamelijke schade aan leden van de groep;
- c) Het opzettelijk implementeren van leefomstandigheden die gericht zijn op gedeeltelijke of totale fysieke vernietiging van de groep;
- d) Maatregelen die erop gericht zijn geboorten binnen een groep te verhinderen;
- e) Het onder dwang transformeren van kinderen van de ene groep naar een andere groep. ».

Vaak wordt beweerd dat België nooit de bedoeling heeft gehad een koloniale mogendheid te worden. Inderdaad was er in België in de negentiende eeuw van koloniale ambitie nauwelijks sprake. Andere landen – zoals Engeland, Frankrijk, Portugal, Spanje en ook Nederland – waren al lang in de weer om hun koloniale dromen te verwezenlijken. In het jonge België koesterde maar een heel kleine groep dergelijke dromen : de koning – eerst Leopold I (1831-1865), daarna Leopold II (1865-1909) – en enkele van zijn naaste medewerkers. Zij konden op weinig begrip of belangstelling rekenen bij de politieke klasse en kregen van hen geen enkele steun. Leopold I ondernam – zonder steun van de Belgische regering – zowat vijftig pogingen om een kolonie te verwerven, allemaal tevergeefs. Ook Leopold II moest op eigen houtje handelen. Dankzij de Engelse ontdekkingsreiziger Stanley slaagde hij er in 1885 ten slotte wel in een overzees gebied in handen te krijgen : zijn koloniale rijk werd Congo, een gebied in Centraal-Afrika dat tachtig keer groter was dan België. De Belgische regering en het parlement bleven daar vrij onbewogen bij. Zij gaven Leopold II wel de toestemming staatshoofd te worden van Congo, maar wilden geen enkele financiële verantwoordelijkheid dragen voor zijn koloniale « avontuur ». De Congostaat zou dus het privé-terrein worden van Leopold II. Van 1890 af raakte de Belgische staat dan toch betrokken bij het beleid van de kolonie. Ook bij de bevolking groeide rond de eeuwwisseling de belangstelling voor Congo. In de pers werd namelijk bittere kritiek geleverd op de onmenselijke methodes die werden gehanteerd in de rubberoogst. Dat zette de Belgische politici onder zware druk om het privé-terrein van de koning officieel over te nemen. In 1908 werd Congo uiteindelijk een officiële Belgische kolonie – en België een echte koloniale mogendheid. Overigens werd de Belgische regering hiertoe niet alleen aangezet door humanitaire overwegingen, maar ook – of vooral ? – door de hoop op stevige winsten. Intussen was immers duidelijk geworden dat met de kolonie grof geld kon worden verdiend : de handel van rubber, ivoor en palmolie bleek erg winstgevend. De 20 jaar onder het schrikbewind van Leopold II werd voornamelijk gekenmerkt door slavernij, ontvoeringen, martelingen, verkrachtelingen, onthoofdingen, afhakken van handen. Adam Hochschild berekende dat in die periode 10 miljoen Congolezen het leven lieten.

De gruwelijkheden van Leopold II van Saksen-Coburg kunnen dus zonder enig verpinken de vergelijking doorstaan met de holocaust die de

lisme. En ce qui concerne les atrocités ou le nombre de victimes, Léopold de saxe-Cobourg n'a sûrement rien à envier à d'autres dirigeants criminels comme Adolf Hitler, Mao ou Pol Pot quelques décennies plus tard. On peut sans hésitation comparer la terreur de Léopold II de Saxe-Cobourg aux pires crimes contre l'humanité de l'histoire.

Le site officiel de la monarchie belge nie et minimise les crimes de Léopold II au Congo. Au contraire, l'homme y est même présenté comme le bienfaiteur qui a débarrassé le Congo de l'esclavage. On peut lire textuellement sur le site internet :

« 1890

En juillet, la Conférence internationale de Bruxelles condamne l'esclavage et provoque le démarrage de la campagne antiesclavagiste en Afrique, sous l'impulsion du Roi.

1904

Suite à des excès commis par les Européens en Afrique, la réputation de Léopold et son oeuvre d'outremer sont mises en cause. Le Roi institue une commission internationale d'enquête, qui reconnaît les mérites de l'action royale au Congo, tout en relevant des abus et des lacunes, que Léopold II s'efforcera de corriger. »

De telles déclarations révisionnistes sont naturellement révoltantes. Elles sont un affront direct à la vérité et à la mémoire des millions de Congolais qui ont péri sous le régime de terreur de Léopold II.

L'histoire officielle de ce pays présente toujours Léopold II comme le grand bienfaiteur qui a apporté la civilisation et a supprimé l'esclavage.

En réalité, Léopold II et ses acolytes étaient tout le contraire de Robin des Bois : ils volaient les pauvres pour s'enrichir. On oublie trop souvent que le grand bienfaiteur est littéralement passé sur le corps des Congolais.

N° 98 de MM. Dominiek LOOTENS-STAELE (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des crimes commis contre les dissidents politiques par la dictature communiste en Éthiopie ».

JUSTIFICATION

Né en 1937, Haile Mengistu dirigea l'Éthiopie de 1977 à 1991. Cette période de dictature marxiste se caractérisa par la répression brutale de toute forme d'opposition ainsi que par une mauvaise gestion et une famine qui tuèrent des millions de personnes. En 1974 Mengistu participa au renversement de Haile Selassié. En 1975, Selassié perdit d'ailleurs la vie, pro-

nationaal-socialisten organiseerden. Wanneer het aankomt op gruweligheden of op het aantal slachtoffers moet Leopold II van Saksen-Coburg zeker niet onderdoen voor andere misdadige staatshoofden zoals Adolf Hitler, Mao of Pol Pot enkele decennia later. De terreur van Leopold II van Saksen-Coburg kan men zonder schroom rekenen tot de ergste misdaden tegen de menselijkheid uit de geschiedenis.

De officiële webstek van de Belgische monarchie ontkent en minimaliseert de wandaden van Leopold II in Congo. In tegendeel wordt de man zelfs voorgesteld als de weldoener die de slavernij in Congo heeft afgeschaft. We lezen letterlijk op die webstek :

« 1890

De Internationale Conferentie van Brussel veroordeelt in juli de slavernij en ligt (onder impuls van de Koning) aan de basis van een campagne tegen de slavernij in Afrika.

1904

De reputatie van Leopold II en zijn overzeese onderneming worden in vraag gesteld als gevolg van uitspattingen van Europeanen in Afrika. De Koning roept een internationale onderzoekscommissie in het leven die de verdiensten van het koninklijk beleid in Kongo erkent, maar ook wijst op enkele wantoestanden en lacunes, die de Koning dan probeerde te verhelpen. »

Zulke revisionistische uitspattingen zijn uiteraard hemeltergend. Ze zijn een regelrechte blamage voor de waarheid, en voor de nagedachtenis voor de miljoenen Congolezen die omkwamen onder het terreurregime van Leopold II.

In de officiële geschiedschrijving in dit land wordt Leopold II nog steeds voorgesteld als de grote weldoener die de beschaving bracht en de slavernij afschafte.

In werkelijkheid waren Leopold II en zijn trawanten omgekeerde Robin Hoods : ze stalen van de armen om zichzelf te verrijken. Dat de grote weldoener hierbij letterlijk over lijken ging wordt maar al te vaak uit het oog verloren.

Jos VAN ASSCHE (N)
Dominiek LOOTENS-STAELE (N)

Nr. 98 van de heren Dominiek LOOTENS-STAELE (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de misdaden die de communistische dictatuur in Ethiopië pleegde tegen politieke dissidenten ».

VERANTWOORDING

De in 1937 geboren Haile Mengistu was Ethiopisch staatshoofd tussen 1977 en 1991. Deze periode van marxistische dictatuur werd gekenmerkt door brutale onderdrukking van iedere vorm van oppositie, en door wanbeleid en hongersnood met miljoenen doden tot gevolg. Mengistu hielp in 1974 mee om staatshoofd Haile Selassie omver te werpen. In 1975

bablement étranglé à la suite d'ordres explicites donnés en ce sens par Mengistu lui-même. Le général Aman Andom, à la tête du gouvernement du Derg, fut tué en 1974 lorsqu'il s'opposa à son arrestation par un fidèle de Mengistu suite à un mandat d'arrêt émis par Mengistu lui-même. Au cours de cette opération, Mengistu ordonna également l'exécution sans procès de près de 60 opposants politiques.

Après avoir éliminé ses deux prédécesseurs, Mengistu devint chef d'État en 1977. Son régime, soutenu financièrement par l'Union soviétique, le Bloc de l'Est et Cuba, se caractérisa par un totalitarisme absolu et la militarisation massive du pays. En 1977 et 1978, Mengistu organisa ce qui serait plus tard appelé la « terreur rouge », une campagne d'arrestations, de tortures et de meurtres de milliers d'opposants au régime socialo-communiste. Au cours de la première vague de la terreur rouge, on arrêta tous ceux qui étaient soupçonnés d'appartenir à l'opposition politique ou d'y être favorables. Être jeune et lettré suffisait souvent pour être considéré par Mengistu comme étant impliqué dans des activités contre-révolutionnaires. Au cours de cette première vague, 2.500 jeunes au moins furent tués (*Africa Watch* Sept. 1991, 104). Et des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants furent emprisonnés. En outre, les familles des personnes exécutées devaient encore payer les frais de l'exécution avant que les autorités ne leur rendent le corps de la victime. La deuxième vague de terreur rouge visa principalement les anciens « partenaires » de Mengistu. On estime que, 4.000 membres du Meison (Mouvement socialiste pan-éthiopien) ont été exécutés en octobre 1977. Et tous les membres du Meison ont dû abandonner les postes haut placés.

Lors de la troisième vague en 1978, on a encore assassiné au moins 5.000 étudiants et on en a certainement enfermé 30.000 dans des prisons et des camps. Le communisme devint la doctrine officielle de l'État, on mit en place un Politburo et on créa un parti unique (le parti éthiopien des travailleurs). On nationalisa toutes les entreprises étrangères sans aucune forme de compensation.

Suite à cette politique économique et militaire désastreuse, le pays fut confronté à une famine apocalyptique dans les années 1980 et à des rébellions dans le nord du pays. Au début des années 1990, Mengistu dut fuir le pays et se réfugia au Zimbabwe auprès de l'un de ses acolytes communistes : le dictateur Mugabe.

N° 99 de MM. Dominiek LOOTENS-STAEL (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« ou se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des crimes commis contre les dissidents politiques par la dictature communiste en Éthiopie ».

JUSTIFICATION

Né en 1937, Haïlé Mengistu dirigea l'Éthiopie de 1977 à 1991. Cette période de dictature marxiste se caractérisa par la répression brutale de toute forme d'opposition ainsi que par une mauvaise gestion et une famine qui tuèrent des millions de personnes. En 1974 Mengistu participa au renversement de Haïlé Selassié. En 1975, Selassié perdit d'ailleurs la vie, probablement étranglé à la suite d'ordres explicites donnés en ce sens par Mengistu lui-même. Le général Aman Andom, à la tête du gouvernement

stierf Selassié trouwens, waarschijnlijk gewurgd na expliciete orders in die zin door Mengistu zelf. Generaal Aman Andom die de Dergueregering leidde wordt in november 1974 gedood toen hij zich verzette tegen zijn arrestatie door een Mengistu-getrouwe, die gevolg gaf aan een arrestatiebevel van Mengistu zelf.

Mengistu beval tijdens die operatie ook de executie zonder proces van bijna 60 politieke tegenstanders. Na zijn twee voorgangers omgebracht te hebben wordt Mengistu in 1977 staatshoofd. Zijn beleid wordt gekenmerkt door een absoluut totalitarisme, en door de massale bewapening van het land, financieel gesteund door de Sovjetunie, het Oostblok en Cuba. In 1977 en 1978 organiseerde Mengistu wat later zou bekend raken als « de rode terreur », een campagne waarbij duizenden tegenstanders van het socialistisch-communistische regime worden opgepakt, gefolterd en vermoord. Tijdens een eerste golf van de rode terreur werd iedereen die ervan verdacht werd lid te zijn van, of sympathie te hebben voor de politieke oppositie, opgepakt. Jong en geletterd zijn was meestal al aanwijzing genoeg voor Mengistu om aan te tonen dat men betrokken was bij contrarevolutionaire activiteiten. Tijdens deze eerste golf werden zeker 2.500 jongeren gedood (*Africa Watch* Sep. 1991, 104). En werden duizenden mannen, vrouwen en kinderen opgesloten. De families van de geëxecuteerden dienden daarenboven nog de kosten van de executie te betalen, voor dat de overheid het lichaam van de geëxecuteerde wou vrijgeven. Bij de tweede golf van de rode terreur werden voornamelijk de voormalige coalitiegenoten van Mengistu geviseerd. In oktober 1977 werden naar schatting 4.000 leden van de MEISON (Ethiopische Socialistische Beweging) geëxecuteerd, en werden alle MEISON-leden verwijderd van hooggeplaatste posities.

Bij de derde golf in 1978 werden nog minstens 5.000 studenten vermoord, en zeker 30.000 opgesloten in gevangenissen en kampen. Het communisme werd de officiële staatsdoctrine, er werd een Politburo geïnstalleerd, en een eenheidspartij opgericht (de Ethiopische Arbeiderspartij). Alle buitenlandse bedrijven werden zonder enige vorm van compensatie genationaliseerd.

Als gevolg van deze desastreuze economische en militaire politiek werd het land in de jaren 1980 geconfronteerd met een apocalyptische hongersnood, en met opstanden in de noordelijke regio's van het land. Begin jaren 1990 moet Mengistu het land ontvluchten, en vindt onderdak bij één van zijn communistische trawanten in Zimbabwe: de dictator Mugabe.

Nr. 99 van de heren Dominiek LOOTENS-STAEL (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« of zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de misdaden die de communistische dictatuur in Ethiopië pleegde tegen politieke dissidenten ».

VERANTWOORDING

De in 1937 geboren Haile Mengistu was Ethiopisch staatshoofd tussen 1977 en 1991. Deze periode van marxistische dictatuur werd gekenmerkt door brutale onderdrukking van iedere vorm van oppositie, en door wanbeleid en hongersnood met miljoenen doden tot gevolg. Mengistu hielp in 1974 mee om staatshoofd Haile Selassié omver te werpen. In 1975 stierf Selassié trouwens, waarschijnlijk gewurgd na expliciete orders in die zin door Mengistu zelf. Generaal Aman Andom die de Dergueregering

du Derg, fut tué en 1974 lorsqu'il s'opposa à son arrestation par un fidèle de Mengistu suite à un mandat d'arrêt émis par Mengistu lui-même. Au cours de cette opération, Mengistu ordonna également l'exécution sans procès de près de 60 opposants politiques. Après avoir éliminé ses deux prédécesseurs, Mengistu devint chef d'État en 1977. Son régime, soutenu financièrement par l'Union soviétique, le Bloc de l'Est et Cuba, se caractérisa par un totalitarisme absolu et la militarisation massive du pays. En 1977 et 1978, Mengistu organisa ce qui serait plus tard appelé la « terreur rouge », une campagne d'arrestations, de tortures et de meurtres de milliers d'opposants au régime socialo-communiste. Au cours de la première vague de la terreur rouge, on arrêta tous ceux qui étaient soupçonnés d'appartenir à l'opposition politique ou d'y être favorables. Être jeune et lettré suffisait souvent pour être considéré par Mengistu comme étant impliqué dans des activités contre-révolutionnaires. Au cours de cette première vague, 2.500 jeunes au moins furent tués (Africa Watch Sept. 1991, 104). Et des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants furent emprisonnés. En outre, les familles des personnes exécutées devaient encore payer les frais de l'exécution avant que les autorités ne leur rendent le corps de la victime. La deuxième vague de terreur rouge visa principalement les anciens « partenaires » de Mengistu. On estime que, 4.000 membres du Meison (Mouvement socialiste panéthiopien) ont été exécutés en octobre 1977. Et tous les membres du Meison ont dû abandonner les postes haut placés.

Lors de la troisième vague en 1978, on a encore assassiné au moins 5.000 étudiants et on en a certainement enfermé 30.000 dans des prisons et des camps.

Le communisme devint la doctrine officielle de l'État, on mit en place un Politburo et on créa un parti unique (le parti éthiopien des travailleurs). On nationalisa toutes les entreprises étrangères sans aucune forme de compensation.

Suite à cette politique économique et militaire désastreuse, le pays fut confronté à une famine apocalyptique dans les années 1980 et à des rébellions dans le nord du pays. Au début des années 1990, Mengistu dut fuir le pays et se réfugia au Zimbabwe auprès de l'un de ses acolytes communistes : le dictateur Mugabe.

N° 100 de MM. Dominiek LOOTENS-STAELE (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres nie, minimise, justifie ou légitime les violations à grande échelle des droits de l'homme commises par feu le roi Hassan II du Maroc. ».

JUSTIFICATION

Le décès du roi Hassan II a mis au jour la vraie nature de certains politiques « belgo »-marocains. Dans un commentaire, Tahlaoui portait pratiquement aux nues le roi tyrannique et cruel. Elle le qualifiait « d'homme

leïde wordt in november 1974 gedood toen hij zich verzette tegen zijn arrestatie door een Mengistu-getrouwe, die gevolg gaf aan een arrestatiebevel van Mengistu zelf. Mengistu beval tijdens die operatie ook de executie zonder proces van bijna 60 politieke tegenstanders. Na zijn twee voorgangers omgebracht te hebben wordt Mengistu in 1977 staatsvoorzitter. Zijn beleid wordt gekenmerkt door een absoluut totalitarisme, en door de massale bewapening van het land, financieel gesteund door de Sovjetunie, het Oostblok en Cuba. In 1977 en 1978 organiseerde Mengistu wat later zou bekend raken als « de rode terreur », een campagne waarbij duizenden tegenstanders van het socialistisch-communistische regime worden opgepakt, gefolterd en vermoord. Tijdens een eerste golf van de rode terreur werd iedereen die ervan verdacht werd lid te zijn van, of sympathie te hebben voor de politieke oppositie, opgepakt. Jong en geletterd zijn was meestal al aanwijzing genoeg voor Mengistu om aan te tonen dat men betrokken was bij contrarevolutionaire activiteiten. Tijdens deze eerste golf werden zeker 2500 jongeren gedood (*Africa Watch* Sep. 1991, 104). En werden duizenden mannen, vrouwen en kinderen opgesloten. De families van de geëxecuteerden dienden daarenboven nog de kosten van de executie te betalen, voor dat de overheid het lichaam van de geëxecuteerde wou vrijgeven. Bij de tweede golf van de rode terreur werden voornamelijk de voormalige coalitiegenoten van Mengistu geïdoleerd. In oktober 1977 werden naar schatting 4.000 leden van de MEISON (Ethiopische Socialistische Beweging) geëxecuteerd, en werden alle MEISON-leden verwijderd van hooggeplaatste posities.

Bij de derde golf in 1978 werden nog minstens 5.000 studenten vermoord, en zeker 30.000 opgesloten in gevangenissen en kampen.

Het communisme werd de officiële staatsdoctrine, er werd een Politburo geïnstalleerd, en een eenheidspartij opgericht (de Ethiopische Arbeiderspartij). Alle buitenlandse bedrijven werden zonder enige vorm van compensatie genationaliseerd.

Als gevolg van deze desastreuze economische en militaire politiek werd het land in de jaren 1980 geconfronteerd met een apocalyptische hongersnood, en met opstanden in de noordelijke regio's van het land. Begin jaren 1990 moet Mengistu het land ontvluchten, en vindt onderdak bij één van zijn communistische trawanten in Zimbabwe : de dictator Mugabe.

Dominiek LOOTENS-STAELE (N)

Jos VAN ASSCHE (N)

Nr. 100 van de heren Dominiek LOOTENS-STAELE (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden de grootschalige schendingen van mensenrechten door wijlen Koning Hassan II Van Marokko ontkent, minimaliseert, rechtvaardigt of goedpraat. ».

VERANTWOORDING

Bij de dood van koning Hassan kwam de ware aard van vele « Belgisch »-Marokkaanse politici boven. In een commentaarstukje prees Talhaoui de tirannieke en wrede koning bijna de hemel in. Zij noemde

sage doté de capacités de dirigeant » et louait son intelligence et son « respect des différentes cultures ». Mais elle oubliait naturellement qu'Hassan II avait assis son pouvoir en recourant aux tortures, aux disparitions, aux exécutions arbitraires, aux emprisonnements d'opposants et aux autres techniques impitoyables de répression. Fauzaya s'attendrit sur « les photos d'Hassan II qui trônaient dans les magasins et les écoles. Au Maroc même, on aimait tout particulièrement le voir. Tous les soirs, le journal télévisé s'ouvrait sur sa photo. ». Oui, c'est ça. Il en était de même avec Tito, Ceaucescu, Staline et Mao. De nombreux dictateurs tentent ainsi d'établir un culte de la personnalité afin de mieux asseoir leur pouvoir. Fauzaya Talhaoui nous présente une façade démocratique, moderne et occidentale. Mais derrière cette façade se cache la pensée arabe séculaire et islamique totalitaire, et son adoration aveugle pour ce dirigeant « qui descend du prophète Mahomet ». Si même des intellectuels marocains comme Talhaoui acceptent sans critique un tel culte de la personnalité contraire à la démocratie, il ne faut alors pas se faire d'illusions sur les convictions démocratiques des simples marocains sans instruction. Si même Fauzaya ne critique pas les tortures, le despotisme et les violations des droits de l'homme qui ont marqué le règne d'Hassan II, qui osera formuler ces critiques ? Elle occupe une position privilégiée. Elle vit dans un pays occidental et, étant donné sa position au sein de la société, elle n'a pas à craindre les services secrets d'Hassan II. Un simple dissident marocain inconnu vivant en Belgique ou en France doit naturellement faire preuve de davantage de prudence dans ses critiques de la dynastie. Les services secrets marocains pourraient l'enlever, le rouer de coups, le faire disparaître sans laisser de traces ou simplement l'assassiner, comme ce fut le cas pour Ben Barka. Mais un professeur à l'UIA (université d'Anvers) de surcroît députée à la Chambre d'un parti de la majorité ne court pas ce risque. Ce serait trop flagrant. Et même si Fauzaya devait compter avec des représailles de la part de ses frères musulmans ... les intellectuels n'ont-ils pas le satané devoir de prendre des risques au nom de la vérité ? N'ont-ils pas le devoir d'être le porte-parole de leurs concitoyens opprimés et contraints au silence ? Ne se rend-elle pas compte qu'elle plante un couteau dans les dos de ses concitoyens martyrisés et persécutés en flagornant leurs tortionnaires ?

Le commentaire de Fatima Bali lors de la mort du roi Hassan II témoigne de son courage, de son réalisme et de son bon sens. Contrairement à Fauzaya Talhaoui, elle n'a pas de diplôme universitaire, elle n'enseigne pas à l'université d'Anvers et elle n'a écrit aucun article sur les droits de l'homme. Mais elle reconnaît au moins le caractère despotique et impitoyable du régime d'Hassan II. Certains intellectuels éprouvent une admiration malade pour les dirigeants sanguinaires, cruels et parfois carrément psychopathes. Dans la plupart des pays occidentaux, le communisme n'a jamais rencontré de succès auprès des travailleurs à qui il était pourtant destiné. Ils sentaient instinctivement que Lénine, Staline, Mao, Brejnev et Pol Pot étaient des fous dangereux. En revanche, les intellectuels, les étudiants et les artistes s'engouent souvent de ces tueurs de masse. En observant les différences de réactions entre Fatima Bali et Fauzaya Talhaoui, on voit comment le même schéma se répète. Fatima Bali n'est probablement pas capable d'écrire un article bien construit, philosophique et pourvu de notes de bas de page sur les droits de l'homme dans l'islam. Mais elle sait ce que sont la peur, la cruauté et la souffrance et elle y réagit avec une justesse naturelle et intuitive. Ses origines berbères y sont peut-être aussi pour quelque chose : elle peut voir la société marocaine d'en bas, du point de vue de la sous-classe berbère méprisée par les arabes de souche. (C'est d'ailleurs, tant au Maroc qu'en Algérie, un racisme ouvert et institutionnalisé.) Elle démasque la mascarade et les pieux mensonges entourant Hassan II. Elle dit ouvertement que, dans notre pays aussi, de nombreux Marocains ont peur de dire ce qu'ils pensent vraiment d'Hassan II. Elle confirme également que le bras des tristement célèbres services secrets d'Hassan II s'étend jusqu'en Belgique : « Les Marocains étaient contrôlés ici. Tout ce qu'ils faisaient ou laissaient était suivi à la trace par des services d'espionnage spécialisés. ». Fatima déclare sans détour au sujet des amicales qui étaient liées aux consulats « qu'il s'agissait de la terreur à l'état pur. Les membres de ces organisations s'en prenaient durement à ceux qui étaient politiquement actifs en Belgique. Heureusement, ces amicales ont disparu. Mais cette disparition ne signifie pas que les immigrés marocains ne sont plus suivis. On continue de nous garder à l'œil. ». Fatima Bali se montre également critique vis-à-vis de la dévotion dont font preuve de nombreux

hem « een wijs man met leiderscapaciteiten » en ze roemde zijn intelligentie en zijn « eerbied voor de verschillende culturen ». Daarbij vergeet ze natuurlijk dat Hassan zijn leiderschap verdedigd heeft met behulp van martelingen, verdwijningen, willekeurige executies, het opsluiten van oppositieleden en andere bikkelharde repressietechnieken. « Hassan foto prijkte in winkels en scholen, » zegt Fauzaya vertederd. « In Marokko zelf was hij bijzonder graag gezien. Elke avond was zijn foto te zien bij het begin van het tv-journaal. ». Ja, dat zal wel. Dat was met Tito, Ceaucescu, Stalin en Mao ook zo. Vele dictators proberen op die manier een personencultus op te bouwen om hun macht te bestendigen. Fauzaya Talhaoui houdt ons een democratische, moderne en westerse façade voor. Maar daarachter gaat het eeuwenoude Arabische en islamitische totalitaire denken schuil, met zijn blinde bewondering voor de Leider Die Van Mohammed Afstamt. Als zelfs Marokkaanse intellectuelen als Talhaoui zo'n ondemocratische personencultus zonder kritiek aanvaarden, dan moet men zich geen illusies maken over de democratische ingesteldheid van de gewone onontwikkelde Marokkanen. Als zelfs Fauzaya geen kritiek heeft op de folteringen, het despotisme en de schendingen van de mensenrechten onder Hassan, wie zal die kritiek dan wel durven formuleren ? Zij bevindt zich in een bevoorrechte positie. Zij woont in een westers land, en gezien haar maatschappelijke positie hoeft zij niet bang te zijn voor Hassans geheime diensten. Een simpele onbekende Marokkaanse dissident die in België of Frankrijk woont moet natuurlijk voorzichtiger zijn met zijn kritiek op de dynastie. De Marokkaanse geheime diensten zouden hem kunnen ontvoeren, in elkaar slaan, spoorloos laten verdwijnen, of gewoon vermoorden, zoals ze met Ben Barka gedaan hebben. Maar een docent aan de UIA die tegelijk ook kamerlid was van een regeringspartij loopt dat risico niet. Dat zou al te opvallend zijn. En zelfs als Fauzaya rekening moest houden met wraakacties van haar islamitische broeders ... hebben intellectuelen niet de verdomde plicht risico's te lopen ter wille van de waarheid ? Hebben zij niet de plicht de spreekbuis te zijn van hun onderdrukte en monddood gemaakte landgenoten ? Beseft zij niet dat zij haar gemartelde en vervolgte landgenoten een dolk in de rug steekt door hun beulen stroop om de mond te smeren ?

De commentaar van Fatima Bali op de dood van koning Hassan getuigde van moed, realisme en gezond verstand. Zij heeft geen universitaire graad zoals Fauzaya Talhaoui, zij doceert niet aan de UIA en zij heeft geen artikelen geschreven over de mensenrechten. Maar zij herkent tenminste het despotische en meedogenloze karakter van Hassans regime. Sommige intellectuelen koesteren een ziekelijke bewondering voor bloed-dorstige, wrede en soms ronduit psychopathische leiders. In de meeste westerse landen heeft het communisme nooit bijval gevonden bij de arbeiders voor wie het allemaal bedoeld was. Zij voelden instinctief aan dat Lenin, Stalin, Mao, Breznev en Pol Pot gevaarlijke gekken waren. Maar de intellectuelen, de studenten en de kunstenaars, die dweepten dikwijls met die massamoordenaars. In de verschillende reacties van Fatima Bali en Fauzaya Talhaoui zien we hoe hetzelfde patroon zich herhaalt. Fatima Bali kan waarschijnlijk geen doorwrocht, filosofisch onderbouwd en van voetnoten voorzien artikel schrijven over de mensenrechten in de islam. Maar ze weet wat angst en wreedheid en pijn zijn, en zij reageert daarop met een natuurlijke, intuïtieve trefzekerheid. Misschien speelt haar Berberse afkomst daarbij ook een rol : zij kan de Marokkaanse samenleving van onderuit zien, vanuit het kikvorsperspectief van de door volbloed-Arabieren geminachte Berberse onderklasse. (Dat is overigens zowel in Marokko als in Algerije openlijk en geïnstitutionaliseerd racisme.) Zij doorziet de maskerade en de vrome leugens rond Hassan II. Zij zegt openlijk dat vele Marokkanen ook in ons land gewoon bang zijn om eerlijk hun mening over Hassan II te zeggen. Zij bevestigt ook dat de lange arm van Hassans beruchte geheime dienst tot in België reikte : « De Marokkanen werden hier gecontroleerd. Al wat ze deden of lieten werd op de voet gevolgd door gespecialiseerde spionagediensten. ». Over de amicales die verbonden waren aan de Marokkaanse consulaten zegt Fatima Bali zonder omwegen : « Die amicales, dat was zuivere terreur. Leden van deze organisaties paktten al wie in België politiek actief was, hard aan. Gelukkig zijn de amicales opgedoekt. ... Maar dat wil niet zeggen dat de Marokkaanse migranten niet meer gevolgd worden. ... We worden nog steeds in het oog gehouden. ». Fatima Bali laat zich ook kritisch uit over de devotie van vele Marokkanen voor Hassan II. Dat verschijnsel blijft niet beperkt tot Marokko zelf, of tot de oudere generatie. Ook jonge migranten

Marocains à l'égard d'Hassan II. Ce phénomène ne se limite pas au Maroc même ou à l'ancienne génération. Les jeunes immigrés s'y laissent aussi prendre. Fatima déclare à ce sujet : « Hassan II prétendait descendre du prophète Mahomet, ce qui lui conférait une aura particulière. Et cette aura faisait que les gens continuaient de le vénérer d'une manière assez naïve. Je sais de quoi je parle. Il y a quelques années, j'ai dit ouvertement qu'Hassan II n'était pas mon roi mais celui de ma mère. Eh bien, j'ai été submergée par une vague de réactions indignées de Marocains anversois. Simplement parce que j'avais dit que je vivais ici et non au Maroc et que le roi avait donc moins d'importance pour moi. Soyez sans crainte, celui qui prend ouvertement ses distances par rapport au souverain marocain sera vraiment puni par sa communauté. ». Et Fatima ne faisait pas allusion à une répression par les autorités marocaines mais bien à une répression par de simples immigrés marocains. Le pluralisme et la tolérance sont des concepts inconnus dans le monde musulman. Bien sûr, le plus inquiétant c'est que Hassan II n'était pas un cas isolé. Il n'était qu'un représentant de la cruauté et du despotisme naturellement présents toutes les sociétés islamiques. La tyrannie, la torture et la répression de l'opposition y sont aussi normales que le lever du soleil. Même des intellectuels formés à l'occidentale comme Fauzaya n'échappent pas au mode de pensée islamique.

À son palmarès, Hassan II n'avait pas seulement d'innombrables tortures, meurtres perpétrés en guise de représailles, disparitions et exécutions; au cours de son règne, il a également amassé de fabuleuses richesses. Son pouvoir financier avait des ramifications dans plusieurs pays européens. Hassan II était à la tête d'Omnium Nord-Africain, un groupe financier gravitant autour de la banque Paribas. À ce titre, il contrôlait dix entreprises dans le secteur agro-alimentaire, trois dans le secteur automobile, trois entreprises textiles, deux sociétés chimiques, six entreprises minières, deux compagnies d'assurances, trois banques, une chaîne de télévision et un journal. Ce n'était pas seulement : « L'État, c'est moi. ». C'était aussi : « L'économie, c'est moi. ». Dans ses 21 palais, Hassan II entretenait un harem d'une quarantaine de femmes. Selon la loi islamique, un homme ne peut avoir que quatre épouses en même temps mais seul un grincheux y trouverait à redire. Allah en personne a en effet consenti à faire une exception pour son cher prophète Mahomet : celui-ci a pu avoir autant de femmes que son coeur le désirait. (J'aurais bien mentionné une autre partie du corps que le coeur mais je crains alors d'être poursuivi pour blasphème et outrage au prophète.) Hassan II a clairement reçu ce privilège en héritage. Il a en effet toujours affirmé descendre directement de Mahomet, par *ius sanguinis* donc. Une simple filiation autorise-t-elle cela ? Le *ius sanguinis* n'était pourtant qu'une perfide invention de feu le Vlaams Blok ?

Hassan II a peut-être pu invoquer des circonstances atténuantes pour l'exécution de son ami et confident Oufkir. Il est vrai que celui-ci avait commis un coup d'État. En fait, le roi n'avait peut-être pas le choix. Dans cette situation très instable, l'exécution rapide de l'un des responsables du coup d'État était peut-être un moindre mal à côté d'une guerre civile. Telle était alors la situation d'Hassan II : tuer ou être tué. Mais il n'y a aucune justification des mesures cruelles qui ont suivi. La veuve d'Oufkir, ses six enfants et sa nièce ont disparu sans laisser de traces. Pendant 17 ans, ils seraient restés enfermés dans des conditions inhumaines, sans aucune forme de procès ni condamnation. Le même sort a frappé la famille de Mahammed Lamine el Leili, l'un des premiers dirigeants du Polisario. Onze membres de sa famille ont été arrêtés et ont disparu sans laisser de traces. En vérité, on reconnaît bien là la politique d'un homme « sage doté de capacités de dirigeant » : ne pas se contenter de frapper son ennemi mais frapper aussi tous les membres de sa famille, enfants compris. Je cite ici une publication d'Amnesty International (Zand over Marokko, p. 53) qui rapporte le témoignage d'une femme sahraouie sur le sort qui fut le sien après sa « disparition » : « Les Marocains ont amené environ 42 femmes, dont je faisais partie, et 70 hommes sahraouis à Agadir. Nous étions tous connus pour nos contacts avec le Polisario. On nous a emmenés à Agadir et enfermés dans une très petite cellule. Pendant un mois, nous avons dû rester debout. Parfois, nous nous efforcions de nous serrer un peu plus afin que l'une d'entre nous puisse s'asseoir avec son bébé. Nous recevions à manger une fois par jour : rien qu'un petit morceau de pain et un peu d'eau sale. On nous interrogeait tous les jours. On nous battait, on recevait des décharges électriques, on nous versait de la

laten zich daardoor meeslepen. Fatima zegt daarover : « Hassan II noemde zich de afstammeling van de profeet Mohammed. Dat gaf de vorst een speciale aura. En die aura maakte dat mensen hem, op een wat naïeve manier, blijven vereren. Ik weet waarover ik spreek. Enkele jaren geleden zei ik openlijk dat Hassan II niet mijn koning, maar die van mijn moeder was. Nou, ik werd overdonderd door een lawine van verontwaardigde reacties van Antwerpse Marokkanen. Gewoon omdat ik had gezegd dat ik hier leef, en niet in Marokko, en dat de koning daarom minder betekenis voor mij had. Wees er dus maar gerust van dat wie zich écht openlijk tegen de Marokkaanse vorst afzet, serieus wat repressie zal ondergaan vanuit zijn omgeving. ». En Fatima bedoelde niet de repressie van de Marokkaanse overheid, van de gewone Marokkaanse immigranten zelf. Pluralisme en verdraagzaamheid zijn nu eenmaal onbekende begrippen in de islamitische wereld. En dat is natuurlijk nog het meest verontwaardigende : Hassan II was geen geïsoleerd geval. Hij was slechts een exponent van de wreedheid en de het despotisme die in alle islamitische maatschappijen vanzelfsprekend gevonden worden. Men vindt tirannie, foltering en onderdrukking van de oppositie even normaal als het opgaan van de zon. Zelfs westerse opgeleide intellectuelen als Fauzaya ontsnappen niet aan dat islamitische denkpatroon.

Hassan II had niet alleen een lang palmares van foltering, wraakmoorden, verdwijningen en executies, hij had gedurende zijn regeerperiode ook fabelachtige rijkdommen bijeengeschraapt. Zijn financiële macht had vertakkingen in verschillende Europese landen. Hassan II stond aan het hoofd van Omnium Nord-Africain, een financiële groep rond de bank Paribas. In die functie controleerde hij tien bedrijven in de sector landbouw en voeding, drie in de automobielsector, drie textielondernemingen, twee chemische bedrijven, zes mijnbouwbedrijven, twee verzekeringsmaatschappijen, drie banken, een televisieketen en een krant. Het was niet alleen : « L'État, c'est moi. ». Het was ook : « L'économie, c'est moi. ». In zijn ééneentwintig paleizen onderhield Hassan een harem van een veertigtal vrouwen. Goed, volgens de islamitische wetgeving mag een man slechts met vier vrouwen tegelijk getrouwd zijn, maar alleen een kniesoor zal daarover zeuren. Allah stelde immers in hoogsteigen persoon een uitzondering in voor zijn beminde profeet Mohammed. Die mocht zoveel vrouwen hebben als zijn hartje lustte. (Ik zou een ander lichaamsdeel dan het hart willen vernoemen, maar ik vrees dat ik dan aan vervolgd zal worden wegens godslastering en belediging van de profeet.) Hassan II heeft dat voorrecht klaarblijkelijk in erfpacht gekregen. Hij beveerde immers altijd dat hij rechtstreeks van Mohammed afstamde, volgens het *ius sanguinis* dus. Måg dat trouwens zomaar van verzameld links ? Het *ius sanguinis* was toch een perfide uitvinding van het vroegere Vlaams Blok ?

Misschien kon Hassan verzachtende omstandigheden invoeren voor de executie van zijn vriend en vertrouweling Oufkir. Tenslotte had die een staatsgreep gepleegd. Misschien had de koning inderdaad geen keuze. In die uiterst labiele situatie was de snelle executie van één kopstuk van de coup misschien inderdaad het mindere kwaad vergeleken met een burgeroorlog. Hassan zat toen in een situatie van : doden of gedood worden. Maar er is geen enkel excuus voor de wraakmaatregelen die achteraf volgden. De weduwe van Oufkir, zijn zes kinderen en zijn nicht verdwenen spoorloos. Zij zouden zeventien jaar in onmenselijke omstandigheden opgesloten blijven, zonder enige vorm van proces of veroordeling. Hetzelfde lot trof de familie van Mahammed Lamine el Leili, een van de eerste leiders van het Polisario. Elf leden van zijn familie zijn gearresteerd en spoorloos verdwenen. Waarlijk, hierin herkent men echt het beleid van een « wijs man met leiderscapaciteiten » : niet alleen de vijand treffen, maar ook al zijn familieleden, tot de kinderen toe. Ik citeer hier uit een publicatie van Amnesty International (Zand over Marokko blz. 53) het getuigenis van een Saharane vrouw over haar lotgevallen nadat zij « verdwenen » was : « De Marokkanen brachten ongeveer 42 vrouwen, onder wie ikzelf, en 70 Saharane mannen naar Agadir. Wij stonden allen bekend om onze contacten met Polisario. ... We werden overgebracht naar Agadir, en in een zeer kleine cel gestopt. We moesten een maand lang rechtop blijven staan. Soms probeerden we wat dichter tegen elkaar te staan zodat een van ons met haar baby kon gaan zitten. Eénmaal per etmaal kregen we eten: alleen stukje brood en wat vuil water. Elke dag waren er ondervragingen. We werden geslagen, we kregen elektrische schokken toegediend en ze goten Javel – een sterk soort bleekwater – door

Javel -un puissant agent de blanchiment – dans le nez. Certains enfants sont morts en cellule ... ». Tous les témoignages et tous les rapports insistent toujours sur le même élément : ces tortures ne visent pas à arracher des informations. Les bourreaux d'Hassan II torturaient tout simplement par sadisme et par cruauté. Ces cruautés ne se justifiaient pas. C'était de « l'art pour l'art ».

Maintenant que Fauzaya Talhaoui appartenait à un parti gouvernemental et qu'elle était donc devenue un pilier de l'establishment belge, elle rêvait peut-être de lutter contre les obscurantistes racistes de l'opposition en recourant aux techniques de torture en usage au Maroc. La falaqa par exemple consiste à frapper des heures durant la plante des pieds jusqu'à ce qu'ils ne soient plus que des masses sanglantes. Ou la torture de « l'avion » (tayyara), tant appréciée des bourreaux du roi Hassan II : le prisonnier est suspendu la tête en bas et attaché par les chevilles et les poignets. Dans cette position forcée d'avion, même le plus solide gaillard ne peut tenir plus de quelques heures sans perdre connaissance. On trouvait aussi le « perroquet » (farrukh) particulièrement amusant dans les geôles d'Hassan II : le prisonnier, plié en deux, les genoux contre la poitrine, les poignets liés aux chevilles, est accroché à une barre. Les bourreaux d'Hassan II aimaient aussi à utiliser l'eau comme instrument de torture. Il s'agit là de fourrer un chiffon mouillé dans la bouche du prisonnier, afin qu'il s'étouffe lentement. Si on tient à faire durer le plaisir, on ne mouille pas trop le chiffon, on l'humidifie. La sensation d'étouffement reste la même mais le prisonnier met beaucoup plus de temps à perdre connaissance. Après, on le laisse reprendre ses esprits pour ensuite remettre ça. Et encore, et encore. *Groen!* prône le recyclage et l'emploi; la torture par l'eau répond à ces deux exigences. Comme variante, on remplace parfois l'eau par un liquide corrosif ou une solution savonneuse. Cela semble primitif mais c'est meilleur marché que l'électricité. Nulle part je n'ai lu que Fauzaya Talhaoui s'était fait rappeler à l'ordre ou taper sur les doigts par les dirigeants d'Agalev, je peux donc en déduire que le parti mère approuve ses déclarations et qu'il les a estimées « sages » et faisant preuve de « grandes capacités de dirigeant ». Le bureau d'Agalev aurait au moins dû se plaindre des variantes non écologiques de la torture par l'eau, avec des produits détergents et chimiques qui étaient quand même tabou pour Agalev, non ? Pour leurs amis marocains, les écologistes sont toujours prêts à faire preuve d'une certaine indulgence. Les droits de l'homme sont quand même une question de culture, n'est-ce pas ? De quel droit imposerions-nous d'ailleurs à d'autres cultures nos droits de l'homme inaliénables, issus de concepts occidentaux et chrétiens ? Le respect des autres cultures n'est pas un vain mot chez les verts. Nous autres occidentaux, nous trouvons évidemment que la torture est une chose horrible mais peut-être que les Marocains n'ont pas cette sensibilité exacerbée. Peut-être aiment-ils même être torturés. Voyez la popularité délirante d'Hassan II ! N'est-ce pas la preuve qu'au Maroc on n'attache pas tant d'importance à nos concepts occidentaux des droits de l'homme ? Nous n'allons quand même pas donner dans le néo-colonialisme en nous mêlant de leurs affaires ? Un Marocain qui ne peut pas entrer dans une boîte de nuit ou un jeune délinquant marocain qui doit séjourner une petite semaine en prison (sans falaqa, ni avion ou perroquet, ni même un coup de pied au derrière) : voilà des violations des droits de l'homme capables d'émouvoir aux larmes un vrai progressiste. La vision d'Auschwitz, des croisades et de l'Apartheid revient alors le hanter. Mais des Marocains torturés à mort et exécutés, cela ne vaut pas la peine d'en parler. Il s'agit simplement de la politique menée par un « homme sage doté de capacités de dirigeant ». Ah, à côté d'un pouvoir aussi fort, même le programme en 70 points n'était qu'un vulgaire jus de chaussette. Cela n'aurait pas broyé les pieds d'un seul Marocain. Dans le pire des cas il aurait échoué en France en panne ou avec un pneu crevé. Mais la logique impénétrable de la gauche considère la chose comme une horrible violation des droits de l'homme.

Talhaoui en revanche est suffisamment courageuse et honnête pour dénoncer l'hypocrisie de la Déclaration Islamique Universelle des Droits de l'Homme. Selon le texte, les droits qui y sont repris ne peuvent être limités que par la loi. Dans les textes occidentaux sur les droits de l'homme, on entend naturellement par là les lois séculaires, mais le commentateur du texte arabe précise expressément que la « Loi », c'est la charia. Une disposition comme « En particulier, personne ne doit être exposé à

onze neuzen naar binnen. Sommige kinderen stierven in de cel ... ». En alle getuigenissen en alle rapporten hameren steeds op hetzelfde element : die martelingen zijn niet bedoeld om inlichtingen los te krijgen. Hassans beulen folterden gewoon uit sadisme, gewoon uit wraak. Het waren niet eens doelgerichte wreedheden. Het was *l'art pour l'art*.

Nu Fauzaya Talhaoui tot een regeringspartij behoorde en dus een steunpilaar geworden was van het Belgische establishment droomde zij er misschien van de racistische duisterlingen van de oppositie te bestrijden met de marteltechnieken die in Marokko gebruikelijk zijn. Falaqa bijvoorbeeld, waarbij urenlang op de voetzolen wordt geslagen tot de voeten nog slechts bloederige klompen zijn. Of het zogenaamde « vliegtuigje » (tayyara) dat zo geliefd is bij de beulen van koning Hassan. De gevangene wordt daarbij met zijn gezicht naar beneden horizontaal opgehangen aan zijn enkels en zijn polsen. In die verkrampde vliegtuighouding kan zelfs de sterkste kerel het slechts enkele uren volhouden zonder het bewustzijn te verliezen. Ook de « papegaai » (farrukh) vinden ze in de folterkamers van Hassan II bijzonder grappig: de gevangene wordt dubbelgevouwen met zijn knieën tegen zijn borstkas, zijn polsen worden aan zijn enkels vastgebonden en dan wordt hij aan een staaf opgehangen. Hassans beulen hielden ook van de watermarteling. Daarbij proppt men de gevangene een natte dweil in de mond, zodat hij langzaam stikt. Als men het plezier echt wil rekken, dan maakt men de dweil niet té nat, alleen maar vochtig. Het gevoel van verstikking blijft hetzelfde, maar het duurt veel langer voor de gevangene het bewustzijn verliest. Men kan hem dan laten bijkomen, om daarna alles nog eens over te doen. En nog eens, en nog eens. Groen is voorstander van recyclage en hergebruik, en de watermarteling voldoet aan beide vereisten. Als variant giet men in plaats van water soms een bijtende vloeistof of een zeepoplossing op de dweil. Het lijkt primitief, maar het is goedkoper dan de behandeling met electriciteit. Ik heb nergens gelezen dat Fauzaya Talhaoui door de partijtop van Agalev werd teruggefloten of op de vingers getikt, dus ik kan alleen maar veronderstellen dat de moederpartij met haar uitlatingen akkoord gaat en dat ook allemaal « wijs » vond, en getuigend van « sterke leiderscapaciteiten ». De partijraad van Agalev had toch minstens moeten protesteren tegen de milieu-onvriendelijke varianten van de watermarteling, met detergents en chemicaliën. Die waren voor Agalev toch taboe ? Voor hun Marokkaanse vrienden zijn de groenen altijd bereid tot enige inschikkelijkheid. Mensenrechten zijn immers cultuurgebonden, nietwaar ? Met welk recht gaan wij onze westerse en uit het christendom voortgekomen opvattingen over onvervreemdbare mensenrechten trouwens opleggen aan andere culturen ? Respect voor andere culturen is bij de groenen geen ijdel woord. Wij westerlingen vinden marteling natuurlijk iets afgrijselijk. Maar misschien zijn Marokkanen niet zo overdreven teergevoelig. Misschien worden ze zelfs graag gemarteld. Kijk maar hoe waanzinnig populair Hassan II was ! Dat bewijst toch dat men daar niet zo zwaar tilt aan onze westerse concepten over mensenrechten ? We gaan toch niet aan neokolonialisme doen door ons daarmee te bemoeien ? Een Marokkaan die niet in een dancing binnenmag, of een Marokkaanse jeugd delinquent die een weekje in de cel moet zitten – gewoon maar zitten : geen falaqa, geen vliegtuigje, geen papegaaitje, zelfs geen schop onder zijn broek – dat zijn schendingen van de mensenrechten die de ware progressieveling tot tranen toe kunnen bewegen. Dan ziet hij voor zijn geestesoog Auschwitz, de kruistochten en de Apartheid weer opdoemen. Maar Marokkanen die geëxecuteerd en doodgefolterd worden, dat is niet de moeite om erover te praten. Dat is gewoon het beleid van « een wijs man met leiderscapaciteiten ». Ach, vergeleken met zo'n sterk leiderschap was zelfs het 70-puntenplan natuurlijk maar slappe koffie. Daar zou niet één Marokkaan verbijzeldde voeten aan overhouden. In het eerste geval zou hij in Frankrijk stranden met motorpech of een lekke band. Maar in de ondoorgroendelijke linkse logica is dat wel een gruwelijke schending van de mensenrechten.

Maar Talhaoui is wel dapper en eerlijk genoeg om de hypocrisie in de *Déclaration Islamique Universelle des Droits de l'Homme* aan te klagen. De daarin opgesomde rechten kunnen volgens de tekst enkel beperkt worden door de wet. In de westerse teksten over mensenrechten worden daarmee natuurlijk seculiere wereldlijke wetten bedoeld, maar in de toelichting bij de Arabische tekst wordt uitdrukkelijk vermeld dat « *la Loi* » hier staat voor de sjaria. Een bepaling als « *En particulier, personne ne doit*

des blessures ni à la mort sauf sous l'autorité de la Loi » est donc vidée de son sens. Des peines comme couper les mains et les pieds, fouetter ou lapider les femmes soupçonnées de débauche ou exécuter des musulmans qui abjurent leur foi sont donc autorisées dans le cadre de ces prétendus droits de l'homme car elles sont conformes à la charia. D'autres droits sont aussi réduits à rien par ce renvoi à la charia. Le commentaire de Fauzaya elle-même quant à la position d'un individu face à l'État dans la pensée islamique m'avait inspiré quelque optimisme. Elle écrivait alors : « Le musulman n'est pas « opposé » à l'État, il en fait partie intégrante car l'État et l'individu ne font qu'un. Dans un tel contexte, il en résulte principalement que les droits individuels ne sont pas nécessaires et qu'il est vain de les invoquer contre l'État en cas de violation de ces droits. « À l'époque, j'avais pris cela pour une critique prudente mais claire. Hélas, c'était faire preuve de trop d'optimisme. Manifestement, Fauzaya considère une telle situation comme normale. Visiblement, elle ne voit aucune objection à ce qu'un individu ne puisse faire valoir des droits inaliénables contre l'État, le roi ou le Descendant du Prophète, et doive si nécessaire se laisser torturer sans protester. La vérité est très simple. Vous ne devez pas la chercher dans les archives, pas même dans les documents d'Amnesty International pour ma part. Il vous suffit d'acheter un billet d'avion pour l'Afrique du Nord et de tenter d'y créer un parti d'opposition. Un parti écologiste d'inspiration marxiste par exemple. Contentez-vous de publier un pamphlet réclamant l'abdication du roi, ou la libération de prisonniers politiques, ou le retrait des troupes marocaines du Sahara occidental, ou une répartition plus juste des richesses. Si vous avez tellement confiance en la sagesse et l'humanité du monarque alaouite, un tel test pratique ne devrait pas poser de problème. Vous n'avez pas à craindre un père aimant comme le roi du Maroc. Relevez le gant. Entamez une cure d'opposition au Maroc. Occuper ici un siège confortable au parlement est ennuyeux comparé à l'existence aventureuse et imprévisible que vous pourriez mener là-bas en tant que porte-parole d'un parti de l'opposition. Vous n'auriez plus à pester contre un ennemi de pacotille, inoffensif et relativement impuissant. Vous pourriez dénoncer pour changer des gens qui violent réellement les droits de l'homme, de véritables assassins, de véritables exploités et de véritables sadiques.

N° 101 de MM. Dominiek LOOTENS-STAELE (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes nie, minimise, justifie ou légitime les violations à grande échelle des droits de l'homme commises par feu le roi Hassan II du Maroc. ».

JUSTIFICATION

Le décès du roi Hassan II a mis au jour la vraie nature de certains politiques « belgo »-marocains. Dans un commentaire, Tahlaoui portait pratiquement aux nues le roi tyrannique et cruel. Elle le qualifiait « d'homme sage doté de capacités de dirigeant » et louait son intelligence et son « respect des différentes cultures ». Mais elle oubliait naturellement qu'Hassan II avait assis son pouvoir en recourant aux tortures, aux dispa-

être exposé à des blessures ni à la mort, sauf sous l'autorité de la Loi. » wordt dan volledig inhoudsloos. Straffen als het afhakken van handen en voeten, het geselen of stenigen van vrouwen die verdacht worden van onthucht of het executeren van moslims die hun geloof verzaken zijn binnen het kader van deze zogenaamde mensenrechten dus toegelaten, want zij zijn in overeenstemming met de sjaria. Ook andere rechten worden met die verwijzing naar de sjaria volledig uitgehold. « Ook de toelichting van Fauzaya zelf over de positie van de enkeling tegenover de staat in het islamitische denken had mij tot enig optimisme geïnspireerd. Zij schreef toen : « De moslim staat niet in een « tegenstanderpositie » tegenover de staat, hij maakt er integraal deel van uit omdat staat en individu één zijn. Het belangrijkste gevolg dat daaruit voortvloeit is het feit dat er in een dergelijke context geen behoefte bestaat aan individuele rechten en dat het zinloos is deze rechten tegen de staat in te roepen in het geval dat ze geschonden worden. ». Ik had dat toen opgevat als een voorzichtige maar duidelijke kritiek. Helaas, ik was te optimistisch. Klaarblijkelijk vindt Fauzaya zo'n toestand normaal. Klaarblijkelijk heeft zij er geen bezwaar tegen dat het individu tegenover de staat of de koning of de Afstammeling de Profeet geen onvervreembare rechten kan laten gelden, en zich desnoods zonder protest moet laten martelen. De waarheid is heel eenvoudig te achterhalen. U moet ze niet zoeken in de archieven, voor mijn part zelfs niet in de documenten van Amnesty International. U moet gewoon een vliegtuigticketje nemen naar Noord-Afrika, en daar moet U maar eens proberen een oppositiepartij op te richten. Een marxistisch geïnspireerde milieupartij bijvoorbeeld. U moet maar eens een pamfletje uitgeven waarin U het aftreden van de koning eist, of de vrijlating van politieke gevangenen, of de terugtrekking van de Marokkaanse troepen uit de Westelijke Sahara, of een eerlijker verdeling van de rijkdommen. Als uw vertrouwen in de wijsheid en de menselijkheid van de Alawietische monarchie zo groot is, dan kan zo'n praktijktest toch geen enkel probleem zijn ? Voor een liefhebbende vader als de koning van Marokko moet U toch niet bevreesd zijn? Neem de handschoen op. Begin een oppositiekuur in Marokko. Hier in het parlement op een pluchen zetel zitten is saai vergeleken met het avontuurlijke en onvoorspelbare bestaan dat U daar zou kunnen leiden als spreekbuis van een oppositiepartij. Dan zou U niet meer moeten fulmineren tegen een ongevaarlijke en relatief machteloze schijnvijand. Dan zou U voor de afwisseling eens échte mensenrechtenschenders kunnen aanklagen, échte moordenaars, échte uitbuiters en échte sadisten.

Nr. 101 van de heren Dominiek LOOTENS-STAELE (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan de grootschalige schendingen van mensenrechten door wijlen Koning Hassan II Van Marokko ontkent, minimaliseert, rechtvaardigt of goedpraat. ».

VERANTWOORDING

Bij de dood van koning Hassan kwam de ware aard van vele « Belgisch »-Marokkaanse politici boven. In een commentaarstukje prees Talhaoui de tirannieke en wrede koning bijna de hemel in. Zij noemde hem « een wijs man met leiderscapaciteiten » en ze roemde zijn intelligentie en zijn « eerbied voor de verschillende culturen ». Daarbij vergeet ze natuurlijk dat Hassan zijn leiderschap verdedigd heeft met behulp van

ritions, aux exécutions arbitraires, aux emprisonnements d'opposants et aux autres techniques impitoyables de répression. Fauzaya s'attendrit sur « les photos d'Hassan II qui trônaient dans les magasins et les écoles ». Au Maroc même, on aimait tout particulièrement le voir. Tous les soirs, le journal télévisé s'ouvrait sur sa photo. « Oui, c'est ça. Il en était de même avec Tito, Ceaucescu, Staline et Mao. De nombreux dictateurs tentent ainsi d'établir un culte de la personnalité afin de mieux asseoir leur pouvoir. Fauzaya Talhaoui nous présente une façade démocratique, moderne et occidentale. Mais derrière cette façade se cache la pensée arabe séculaire et islamique totalitaire, et son adoration aveugle pour ce dirigeant « qui descend du prophète Mahomet ». Si même des intellectuels marocains comme Talhaoui acceptent sans critique un tel culte de la personnalité contraire à la démocratie, il ne faut alors pas se faire d'illusions sur les convictions démocratiques des simples marocains sans instruction. Si même Fauzaya ne critique pas les tortures, le despotisme et les violations des droits de l'homme qui ont marqué le règne d'Hassan II, qui osera formuler ces critiques ? Elle occupe une position privilégiée. Elle vit dans un pays occidental et, étant donné sa position au sein de la société, elle n'a pas à craindre les services secrets d'Hassan II. Un simple dissident marocain inconnu vivant en Belgique ou en France doit naturellement faire preuve de davantage de prudence dans ses critiques de la dynastie. Les services secrets marocains pourraient l'enlever, le rouer de coups, le faire disparaître sans laisser de traces ou simplement l'assassiner, comme ce fut le cas pour Ben Barka. Mais un professeur à l'UIA (université d'Anvers) de surcroît députée à la Chambre d'un parti de la majorité ne court pas ce risque. Ce serait trop flagrant. Et même si Fauzaya devait compter avec des repréailles de la part de ses frères musulmans ... les intellectuels n'ont-ils pas le satané devoir de prendre des risques au nom de la vérité ? N'ont-ils pas le devoir d'être le porte-parole de leurs concitoyens opprimés et contraints au silence ? Ne se rend-elle pas compte qu'elle plante un couteau dans les dos de ses concitoyens martyrisés et persécutés en flagrant leurs tortionnaires ?

Le commentaire de Fatima Bali lors de la mort du roi Hassan II témoigne de son courage, de son réalisme et de son bon sens. Contrairement à Fauzaya Talhaoui, elle n'a pas de diplôme universitaire, elle n'enseigne pas à l'université d'Anvers et elle n'a écrit aucun article sur les droits de l'homme. Mais elle reconnaît au moins le caractère despotique et impitoyable du régime d'Hassan II. Certains intellectuels éprouvent une admiration maladroite pour les dirigeants sanguinaires, cruels et parfois carrément psychopathes. Dans la plupart des pays occidentaux, le communisme n'a jamais rencontré de succès auprès des travailleurs à qui il était pourtant destiné. Ils sentaient instinctivement que Lénine, Staline, Mao, Brejnev et Pol Pot étaient des fous dangereux. En revanche, les intellectuels, les étudiants et les artistes s'engouent souvent de ces tueurs de masse. En observant les différences de réactions entre Fatima Bali et Fauzaya Talhaoui, on voit comment le même schéma se répète. Fatima Bali n'est probablement pas capable d'écrire un article bien construit, philosophique et pourvu de notes de bas de page sur les droits de l'homme dans l'islam. Mais elle sait ce que sont la peur, la cruauté et la souffrance et elle y réagit avec une justesse naturelle et intuitive. Ses origines berbères y sont peut-être aussi pour quelque chose : elle peut voir la société marocaine d'en bas, du point de vue de la sous-classe berbère méprisée par les arabes de souche. (C'est d'ailleurs, tant au Maroc qu'en Algérie, un racisme ouvert et institutionnalisé.) Elle démasque la mascarade et les pieux mensonges entourant Hassan II. Elle dit ouvertement que, dans notre pays aussi, de nombreux Marocains ont peur de dire ce qu'ils pensent vraiment d'Hassan II. Elle confirme également que le bras des tristement célèbres services secrets d'Hassan II s'étend jusqu'en Belgique : « Les Marocains étaient contrôlés ici. Tout ce qu'ils faisaient ou laissaient était suivi à la trace par des services d'espionnage spécialisés. ». Fatima déclare sans détour au sujet des amicales qui étaient liées aux consulats « qu'il s'agissait de la terreur à l'état pur. Les membres de ces organisations s'en prenaient durement à ceux qui étaient politiquement actifs en Belgique. Heureusement, ces amicales ont disparu. Mais cette disparition ne signifie pas que les immigrés marocains ne sont plus suivis. On continue de nous garder à l'œil. ». Fatima Bali se montre également critique vis-à-vis de la dévotion dont font preuve de nombreux Marocains à l'égard d'Hassan II. Ce phénomène ne se limite pas au Maroc même ou à l'ancienne génération. Les jeunes immigrés s'y laissent aussi prendre. Fatima déclare à ce sujet : « Hassan II prétendait descendre du

martelingen, verdwijningen, willekeurige executies, het opsluiten van oppositieleden en andere bikkelharde repressietechnieken. « Hassan foto prijkte in winkels en scholen, » zegt Fauzaya vertederd. « In Marokko zelf was hij bijzonder graag gezien. Elke avond was zijn foto te zien bij het begin van het tv-journaal. » Ja, dat zal wel. Dat was met Tito, Ceaucescu, Stalin en Mao ook zo. Vele dictators proberen op die manier een personencultus op te bouwen om hun macht te bestendigen. Fauzaya Talhaoui houdt ons een democratische, moderne en westerse façade voor. Maar daarachter gaat het eeuwenoude Arabische en islamitische totalitaire denken schuil, met zijn blinde bewondering voor de Leider Die Van Mohammed Afstamt. Als zelfs Marokkaanse intellectuelen als Talhaoui zo'n ondemocratische personencultus zonder kritiek aanvaarden, dan moet men zich geen illusies maken over de democratische ingesteldheid van de gewone onontwikkelde Marokkanen. Als zelfs Fauzaya geen kritiek heeft op de foltering, het despotisme en de schendingen van de mensenrechten onder Hassan, wie zal die kritiek dan wel durven formuleren ? Zij bevindt zich in een bevoorrechte positie. Zij woont in een westers land, en gezien haar maatschappelijke positie hoeft zij niet bang te zijn voor Hassans geheime diensten. Een simpele onbekende Marokkaanse dissident die in België of Frankrijk woont moet natuurlijk voorzichtiger zijn met zijn kritiek op de dynastie. De Marokkaanse geheime diensten zouden hem kunnen ontvoeren, in elkaar slaan, spoorloos laten verdwijnen, of gewoon vermoorden, zoals ze met Ben Barka gedaan hebben. Maar een docent aan de UIA die tegelijk ook kamerlid was van een regeringspartij loopt dat risico niet. Dat zou al te opvallend zijn. En zelfs als Fauzaya rekening moest houden met wraakacties van haar islamitische broeders ... hebben intellectuelen niet de verdomde plicht risico's te lopen ter wille van de waarheid ? Hebben zij niet de plicht de spreekbuis te zijn van hun onderdrukte en monddood gemaakte landgenoten ? Beseft zij niet dat zij haar gemartelde en vervolgd landgenoten een dolk in de rug steekt door hun beulen stroop om de mond te smeren ?

De commentaar van Fatima Bali op de dood van koning Hassan getuigde van moed, realisme en gezond verstand. Zij heeft geen universitaire graad zoals Fauzaya Talhaoui, zij doceert niet aan de UIA en zij heeft geen artikelen geschreven over de mensenrechten. Maar zij herkent tenminste het despotische en meedogenloze karakter van Hassans regime. Sommige intellectuelen koesteren een ziekelijke bewondering voor bloeddorstige, wrede en soms ronduit psychopathische leiders. In de meeste westerse landen heeft het communisme nooit bijval gevonden bij de arbeiders voor wie het allemaal bedoeld was. Zij voelden instinctief aan dat Lenin, Stalin, Mao, Breznev en Pol Pot gevaarlijke gekken waren. Maar de intellectuelen, de studenten en de kunstenaars, die dweepten dikwijls met die massamoordenaars. In de verschillende reacties van Fatima Bali en Fauzaya Talhaoui zien we hoe hetzelfde patroon zich herhaalt. Fatima Bali kan waarschijnlijk geen doorwrocht, filosofisch onderbouwd en van voetnoten voorzien artikel schrijven over de mensenrechten in de islam. Maar ze weet wat angst en wreedheid en pijn zijn, en zij reageert daarop met een natuurlijke, intuïtieve trefzekerheid. Misschien speelt haar Berberse afkomst daarbij ook een rol : zij kan de Marokkaanse samenleving van onderuit zien, vanuit het kikvorsperspectief van de door volbloed-Arabiërs geminachte Berberse onderklasse. (Dat is overigens zowel in Marokko als in Algerije openlijk en geïnstitutionaliseerd racisme.) Zij doorziet de maskerade en de vrome leugens rond Hassan II. Zij zegt openlijk dat vele Marokkanen ook in ons land gewoon bang zijn om eerlijk hun mening over Hassan II te zeggen. Zij bevestigt ook dat de lange arm van Hassans beruchte geheime dienst tot in België reikte : « De Marokkanen werden hier gecontroleerd. Al wat ze deden of lieten werd op de voet gevolgd door gespecialiseerde spionagediensten. ». Over de amicales die verbonden waren aan de Marokkaanse consulaten zegt Fatima Bali zonder omwegen : « Die amicales, dat was zuivere terreur. Leden van deze organisaties paktten al wie in België politiek actief was, hard aan. Gelukkig zijn de amicales opgedoekt. ... Maar dat wil niet zeggen dat de Marokkaanse migranten niet meer gevolgd worden. ... We worden nog steeds in het oog gehouden. ». Fatima Bali laat zich ook kritisch uit over de devotie van vele Marokkanen voor Hassan II. Dat verschijnsel blijft niet beperkt tot Marokko zelf, of tot de oudere generatie. Ook jonge migranten laten zich daardoor meeslepen. Fatima zegt daarover : « Hassan II noemde zich de afstammeling van de profeet Mohammed. Dat gaf de vorst een speciale aura. En die aura maakte dat mensen hem, op een wat naïeve manier, blijven vereren. Ik weet waarover ik spreek. Enkele jaren

prophète Mahomet, ce qui lui conférait une aura particulière. Et cette aura faisait que les gens continuaient de le vénérer d'une manière assez naïve. Je sais de quoi je parle. Il y a quelques années, j'ai dit ouvertement qu'Hassan II n'était pas mon roi mais celui de ma mère. Eh bien, j'ai été submergée par une vague de réactions indignées de Marocains anversois. Simplement parce que j'avais dit que je vivais ici et non au Maroc et que le roi avait donc moins d'importance pour moi. Soyez sans crainte, celui qui prend ouvertement ses distances par rapport au souverain marocain sera vraiment puni par sa communauté. » Et Fatima ne faisait pas allusion à une répression par les autorités marocaines mais bien à une répression par de simples immigrés marocains. Le pluralisme et la tolérance sont des concepts inconnus dans le monde musulman. Bien sûr, le plus inquiétant c'est que Hassan II n'était pas un cas isolé. Il n'était qu'un représentant de la cruauté et du despotisme naturellement présents toutes les sociétés islamiques. La tyrannie, la torture et la répression de l'opposition y sont aussi normales que le lever du soleil. Même des intellectuels formés à l'occidentale comme Fauzaya n'échappent pas au mode de pensée islamique.

À son palmarès, Hassan II n'avait pas seulement d'innombrables tortures, meurtres perpétrés en guise de représailles, disparitions et exécutions; au cours de son règne, il a également amassé de fabuleuses richesses. Son pouvoir financier avait des ramifications dans plusieurs pays européens. Hassan II était à la tête d'Omnium Nord-Africain, un groupe financier gravitant autour de la banque Paribas. À ce titre, il contrôlait dix entreprises dans le secteur agro-alimentaire, trois dans le secteur automobile, trois entreprises textiles, deux sociétés chimiques, six entreprises minières, deux compagnies d'assurances, trois banques, une chaîne de télévision et un journal. Ce n'était pas seulement : « L'État, c'est moi. » C'était aussi : « L'économie, c'est moi. » Dans ses 21 palais, Hassan II entretenait un harem d'une quarantaine de femmes. Selon la loi islamique, un homme ne peut avoir que quatre épouses en même temps mais seul un grincheux y trouverait à redire. Allah en personne a en effet consenti à faire une exception pour son cher prophète Mahomet : celui-ci a pu avoir autant de femmes que son cœur le désirait. (J'aurais bien mentionné une autre partie du corps que le cœur mais je crains alors d'être poursuivi pour blasphème et outrage au prophète.) Hassan II n'y a clairement reçu ce privilège en héritage. Il a en effet toujours affirmé descendre directement de Mahomet, par *ius sanguinis* donc. Une simple filiation autorise-t-elle cela ? Le *ius sanguinis* n'était pourtant qu'une perfide invention de feu le Vlaams Blok ?

Hassan II a peut-être pu invoquer des circonstances atténuantes pour l'exécution de son ami et confident Oufkir. Il est vrai que celui-ci avait commis un coup d'État. En fait, le roi n'avait peut-être pas le choix. Dans cette situation très instable, l'exécution rapide de l'un des responsables du coup d'État était peut-être un moindre mal à côté d'une guerre civile. Telle était alors la situation d'Hassan II : tuer ou être tué. Mais il n'y a aucune justification des mesures cruelles qui ont suivi. La veuve d'Oufkir, ses six enfants et sa nièce ont disparu sans laisser de traces. Pendant 17 ans, ils seraient restés enfermés dans des conditions inhumaines, sans aucune forme de procès ni condamnation. Le même sort a frappé la famille de Mohammed Lamine el Leili, l'un des premiers dirigeants du Polisario. Onze membres de sa famille ont été arrêtés et ont disparu sans laisser de traces. En vérité, on reconnaît bien là la politique d'un homme « sage doté de capacités de dirigeant » : ne pas se contenter de frapper son ennemi mais frapper aussi tous les membres de sa famille, enfants compris. Je cite ici une publication d'Amnesty International (Zand over Marokko, p. 53) qui rapporte le témoignage d'une femme sahraouie sur le sort qui fut le sien après sa « disparition » : « Les Marocains ont amené environ 42 femmes, dont je faisais partie, et 70 hommes sahraouis à Agadir. Nous étions tous connus pour nos contacts avec le Polisario. On nous a emmenés à Agadir et enfermés dans une très petite cellule. Pendant un mois, nous avons dû rester debout. Parfois, nous nous efforcions de nous serrer un peu plus afin que l'une d'entre nous puisse s'asseoir avec son bébé. Nous recevions à manger une fois par jour : rien qu'un petit morceau de pain et un peu d'eau sale. On nous interrogeait tous les jours. On nous battait, on recevait des décharges électriques, on nous versait de la Javel – un puissant agent de blanchiment – dans le nez. Certains enfants sont morts en cellule ... ». Tous les témoignages et tous les rapports insistent toujours sur le même élément : ces tortures ne visent pas à arracher

geleden zei ik openlijk dat Hassan II niet mijn koning, maar die van mijn moeder was. Nou, ik werd overdonderd door een lawine van verontwaardigde reacties van Antwerpse Marokkanen. Gewoon omdat ik had gezegd dat ik hier leef, en niet in Marokko, en dat de koning daarom minder betekenis voor mij had. Wees er dus maar gerust van dat wie zich écht openlijk tegen de Marokkaanse vorst afzet, serieus wat repressie zal ondervinden vanuit zijn omgeving. » En Fatima bedoelde niet de repressie van de Marokkaanse overheid, van de gewone Marokkaanse immigranten zelf. Pluralisme en verdraagzaamheid zijn nu eenmaal onbekende begrippen in de islamitische wereld. En dat is natuurlijk nog het meest verontrustende : Hassan II was geen geïsoleerd geval. Hij was slechts een exponent van de wreedheid en de het despotisme die in alle islamitische maatschappijen vanzelfsprekend gevonden worden. Men vindt tirannie, foltering en onderdrukking van de oppositie even normaal als het opgaan van de zon. Zelfs westers opgeleide intellectuelen als Fauzaya ontsnappen niet aan dat islamitische denkpatroon.

Hassan II had niet alleen een lang palmares van foltering, wraakmoorden, verdwijningen en executies, hij had gedurende zijn regeerperiode ook fabelachtige rijkdommen bijeengeschraapt. Zijn financiële macht had vertakkingen in verschillende Europese landen. Hassan II stond aan het hoofd van Omnium Nord-Africain, een financiële groep rond de bank Paribas. In die functie controleerde hij tien bedrijven in de sector landbouw en voeding, drie in de automobielsector, drie textielondernemingen, twee chemische bedrijven, zes mijnbouwbedrijven, twee verzekeringsmaatschappijen, drie banken, een televisieketen en een krant. Het was niet alleen : « *L'État, c'est moi.* ». Het was ook : « *L'économie, c'est moi.* ». In zijn ééneentwintig paleizen onderhield Hassan een harem van een veertigtal vrouwen. Goed, volgens de islamitische wetgeving mag een man slechts met vier vrouwen tegelijk getrouwd zijn, maar alleen een kniesoor zal daarover zeuren. Allah stelde immers in hoogsteigen persoon een uitzondering in voor zijn beminde profeet Mohammed. Die mocht zoveel vrouwen hebben als zijn hartje lustte. (Ik zou een ander lichaamsdeel dan het hart willen vernoemen, maar ik vrees dat ik dan aan vervolgd zal worden wegens godslastering en belediging van de profeet.) Hassan II heeft dat voorrecht klaarblijkelijk in erfpacht gekregen. Hij beweerde immers altijd dat hij rechtstreeks van Mohammed afstamde, volgens het *ius sanguinis* dus. Måg dat trouwens zomaar van verzameld links ? Het *ius sanguinis* was toch een perfide uitvinding van het vroegere Vlaams Blok ?

Misschien kon Hassan verzachtende omstandigheden inroepen voor de executie van zijn vriend en vertrouweling Oufkir. Tenslotte had die een staatsgreep gepleegd. Misschien had de koning inderdaad geen keuze. In die uiterst labiele situatie was de snelle executie van één kopstuk van de coup misschien inderdaad het mindere kwaad vergeleken met een burgeroorlog. Hassan zat toen in een situatie van : doden of gedood worden. Maar er is geen enkel excuus voor de wraakmaatregelen die achteraf volgden. De weduwe van Oufkir, zijn zes kinderen en zijn nicht verdwenen spoorloos. Zij zouden zeventien jaar in onmenselijke omstandigheden opgesloten blijven, zonder enige vorm van proces of veroordeling. Hetzelfde lot trof de familie van Mohammed Lamine el Leili, een van de eerste leiders van het Polisario. Elf leden van zijn familie zijn gearresteerd en spoorloos verdwenen. Waarlijk, hierin herkent men echt het beleid van een « wijs man met leiderscapaciteiten » : niet alleen de vijand treffen, maar ook al zijn familieleden, tot de kinderen toe. Ik citeer hier uit een publicatie van Amnesty International (Zand over Marokko blz. 53) het getuigenis van een Saharase vrouw over haar lotgevallen nadat zij « verdwenen » was : « De Marokkanen brachten ongeveer 42 vrouwen, onder wie ikzelf, en 70 Saharase mannen naar Agadir. Wij stonden allen bekend om onze contacten met Polisario. ... We werden overgebracht naar Agadir, en in een zeer kleine cel gestopt. We moesten ene maand lang rechtop blijven staan. Soms probeerden we wat dichter tegen elkaar te staan zodat een van ons met haar baby kon gaan zitten. Eénmaal per etmaal kregen we eten: alleen stukje brood en wat vuil water. Elke dag waren er ondervragingen. We werden geslagen, we kregen elektrische schokken toegediend en ze goten Javel – een sterk soort bleekwater – door onze neuzen naar binnen. Sommige kinderen stierven in de cel ... ». En alle getuigenissen en alle rapporten hameren steeds op hetzelfde element : die martelingen zijn niet bedoeld om inlichtingen los te krijgen.

des informations. Les bourreaux d'Hassan II torturaient tout simplement par sadisme et par cruauté. Ces cruautés ne se justifiaient pas. C'était de « l'art pour l'art ».

Maintenant que Fauzaya Talhaoui appartenait à un parti gouvernemental et qu'elle était donc devenue un pilier de l'establishment belge, elle rêvait peut-être de lutter contre les obscurantistes racistes de l'opposition en recourant aux techniques de torture en usage au Maroc. La falaqa par exemple consiste à frapper des heures durant la plante des pieds jusqu'à ce qu'ils ne soient plus que des masses sanglantes. Ou la torture de « l'avion » (tayyara), tant appréciée des bourreaux du roi Hassan II : le prisonnier est suspendu la tête en bas et attaché par les chevilles et les poignets. Dans cette position forcée d'avion, même le plus solide gaillard ne peut tenir plus de quelques heures sans perdre connaissance. On trouvait aussi le « perroquet » (farrukh) particulièrement amusant dans les geôles d'Hassan II : le prisonnier, plié en deux, les genoux contre la poitrine, les poignets liés aux chevilles, est accroché à une barre. Les bourreaux d'Hassan II aimaient aussi à utiliser l'eau comme instrument de torture. Il s'agit là de fourrer un chiffon mouillé dans la bouche du prisonnier, afin qu'il s'étouffe lentement. Si on tient à faire durer le plaisir, on ne mouille pas trop le chiffon, on l'humidifie. La sensation d'étouffement reste la même mais le prisonnier met beaucoup plus de temps à perdre connaissance. Après, on le laisse reprendre ses esprits pour ensuite remettre ça. Et encore, et encore. Groen! prône le recyclage et l'emploi; la torture par l'eau répond à ces deux exigences. Comme variante, on remplace parfois l'eau par un liquide corrosif ou une solution savonneuse. Cela semble primitif mais c'est meilleur marché que l'électricité. Nulle part je n'ai lu que Fauzaya Talhaoui s'était fait rappeler à l'ordre ou taper sur les doigts par les dirigeants d'Agalev, je peux donc en déduire que le parti mère approuve ses déclarations et qu'il les a estimées « sages » et faisant preuve de « grandes capacités de dirigeant ». Le bureau d'Agalev aurait au moins dû se plaindre des variantes non écologiques de la torture par l'eau, avec des produits détergents et chimiques qui étaient quand même tabou pour Agalev, non ? Pour leurs amis marocains, les écologistes sont toujours prêts à faire preuve d'une certaine indulgence. Les droits de l'homme sont quand même une question de culture, n'est-ce pas ? De quel droit imposerions-nous d'ailleurs à d'autres cultures nos droits de l'homme inaliénables, issus de concepts occidentaux et chrétiens ? Le respect des autres cultures n'est pas un vain mot chez les verts. Nous autres occidentaux, nous trouvons évidemment que la torture est une chose horrible mais peut-être que les Marocains n'ont pas cette sensibilité exacerbée. Peut-être aiment-ils même être torturés. Voyez la popularité délirante d'Hassan II ! N'est-ce pas la preuve qu'au Maroc on n'attache pas tant d'importance à nos concepts occidentaux des droits de l'homme ? Nous n'allons quand même pas donner dans le néo-colonialisme en nous mêlant de leurs affaires ? Un Marocain qui ne peut pas entrer dans une boîte de nuit ou un jeune délinquant marocain qui doit séjourner une petite semaine en prison (sans falaqa, ni avion ou perroquet, ni même un coup de pied au derrière) : voilà des violations des droits de l'homme capables d'émouvoir aux larmes un vrai progressiste. La vision d'Auschwitz, des croisades et de l'Apartheid revient alors le hanter. Mais des Marocains torturés à mort et exécutés, cela ne vaut pas la peine d'en parler. Il s'agit simplement de la politique menée par un « homme sage doté de capacités de dirigeant ». Ah, à côté d'un pouvoir aussi fort, même le programme en 70 points n'était qu'un vulgaire jus de chaussette. Cela n'aurait pas broyé les pieds d'un seul Marocain. Dans le pire des cas il aurait échoué en France en panne ou avec un pneu crevé. Mais la logique impénétrable de la gauche considère la chose comme une horrible violation des droits de l'homme.

Talhaoui en revanche est suffisamment courageuse et honnête pour dénoncer l'hypocrisie de la Déclaration Islamique Universelle des Droits de l'Homme. Selon le texte, les droits qui y sont repris ne peuvent être limités que par la loi. Dans les textes occidentaux sur les droits de l'homme, on entend naturellement par là les lois séculaires, mais le commentaire du texte arabe précise expressément que la « Loi », c'est la charia. Une disposition comme « En particulier, personne ne doit être exposé à des blessures ni à la mort sauf sous l'autorité de la Loi » est donc vidée de son sens. Des peines comme couper les mains et les pieds, fouetter ou lapider les femmes soupçonnées de débauche ou exécuter des musulmans

Hassans beulen folterden gewoon uit sadisme, gewoon uit wraak. Het waren niet eens doelgerichte wreedheden. Het was l'art pour l'art.

Nu Fauzaya Talhaoui tot een regeringspartij behoorde en dus een steunpilaar geworden was van het Belgische establishment droomde zij er misschien van de racistische duisterlingen van de oppositie te bestrijden met de marteltechnieken die in Marokko gebruikelijk zijn. Falaqa bijvoorbeeld, waarbij urenlang op de voetzolen wordt geslagen tot de voeten nog slechts bloederige klompen zijn. Of het zogenaamde « vliegtuigje » (tayyara) dat zo geliefd is bij de beulen van koning Hassan. De gevangene wordt daarbij met zijn gezicht naar beneden horizontaal opgehangen aan zijn enkels en zijn polsen. In die verkrampde vliegtuighouding kan zelfs de sterkste kerel het slechts enkele uren volhouden zonder het bewustzijn te verliezen. Ook de « papegaai » (farrukh) vinden ze in de folterkamers van Hassan II bijzonder grappig : de gevangene wordt dubbelgevouwen met zijn knieën tegen zijn borstkas, zijn polsen worden aan zijn enkels vastgebonden en dan wordt hij aan een staaf opgehangen. Hassans beulen hielden ook van de watermarteling. Daarbij propt men de gevangene een natte dweil in de mond, zodat hij langzaam stikt. Als men het plezier echt wil rekken, dan maakt men de dweil niet té nat, alleen maar vochtig. Het gevoel van verstikking blijft hetzelfde, maar het duurt veel langer voor de gevangene het bewustzijn verliest. Men kan hem dan laten bijkomen, om daarna alles nog eens over te doen. En nog eens, en nog eens. Groen is voorstander van recyclage en hergebruik, en de watermarteling voldoet aan beide vereisten. Als variant giet men in plaats van water soms een bijtende vloeistof of een zeepoplossing op de dweil. Het lijkt primitief, maar het is goedkoper dan de behandeling met electriciteit. Ik heb nergens gelezen dat Fauzaya Talhaoui door de partijtop van Agalev werd teruggefloten of op de vingers getikt, dus ik kan alleen maar veronderstellen dat de moederpartij met haar uitlatingen akkoord gaat en dat ook allemaal « wijs » vond, en getuigend van « sterke leiderscapaciteiten ». De partijraad van Agalev had toch minstens moeten protesteren tegen de milieu-onvriendelijke varianten van de watermarteling, met detergents en chemicaliën. Die waren voor Agalev toch taboe ? Voor hun Marokkaanse vrienden zijn de groenen altijd bereid tot enige inschikkelijkheid. Mensenrechten zijn immers cultuurgebonden, nietwaar ? Met welk recht gaan wij onze westerse en uit het christendom voortgekomen opvattingen over onvervreemdbare mensenrechten trouwens opleggen aan andere culturen ? Respect voor andere culturen is bij de groenen geen ijdel woord. Wij westerlingen vinden marteling natuurlijk iets afgrijselijk. Maar misschien zijn Marokkanen niet zo overdreven teergevoelig. Misschien worden ze zelfs graag gemarteld. Kijk maar hoe waanzinnig populair Hassan II was ! Dat bewijst toch dat men daar niet zo zwaar tilt aan onze westerse concepten over mensenrechten ? We gaan toch niet aan neokolonialisme doen door ons daarmee te bemoeien ? Een Marokkaan die niet in een dancing binnenmag, of een Marokkaanse jeugd delinquent die een weekje in de cel moet zitten – gewoon maar zitten : geen falaqa, geen vliegtuigje, geen papegaaitje, zelfs geen schop onder zijn broek – dat zijn schendingen van de mensenrechten die de ware progressieveling tot tranen toe kunnen bewegen. Dan ziet hij voor zijn geestesoog Auschwitz, de kruistochten en de Apartheid weer opdoemen. Maar Marokkanen die geëxecuteerd en doodgefolterd worden, dat is niet de moeite om erover te praten. Dat is gewoon het beleid van « een wijs man met leiderscapaciteiten ». Ach, vergeleken met zo'n sterk leiderschap was zelfs het 70-puntenplan natuurlijk maar slappe koffie. Daar zou niet één Marokkaan verbrijzelde voeten aan overhouden. In het ergste geval zou hij in Frankrijk stranden met motorpech of een lekke band. Maar in de ondoorgrondelijke linkse logica is dat wel een gruwelijke schending van de mensenrechten.

Maar Talhaoui is wel dapper en eerlijk genoeg om de hypocrisie in de *Déclaration Islamique Universelle des Droits de l'Homme* aan te klagen. De daarin opgesomde rechten kunnen volgens de tekst enkel beperkt worden door de wet. In de westerse teksten over mensenrechten worden daarmee natuurlijk seculiere wereldlijke wetten bedoeld, maar in de toelichting bij de Arabische tekst wordt uitdrukkelijk vermeld dat « la Loi » hier staat voor de sjaria. Een bepaling als « *En particulier, personne ne doit être exposé à des blessures ni à la mort, sauf sous l'autorité de la Loi.* » wordt dan volledig inhoudsloos. Straffen als het afhakken van handen en voeten, het geselen of stenigen van vrouwen die verdacht worden van on-

qui abjurent leur foi sont donc autorisées dans le cadre de ces prétendus droits de l'homme car elles sont conformes à la charia. D'autres droits sont aussi réduits à rien par ce renvoi à la charia. Le commentaire de Fauzaya elle-même quant à la position d'un individu face à l'État dans la pensée islamique m'avait inspiré quelque optimisme. Elle écrivait alors : « Le musulman n'est pas « opposé » à l'État, il en fait partie intégrante car l'État et l'individu ne font qu'un. Dans un tel contexte, il en résulte principalement que les droits individuels ne sont pas nécessaires et qu'il est vain de les invoquer contre l'État en cas de violation de ces droits. » À l'époque, j'avais pris cela pour une critique prudente mais claire. Hélas, c'était faire preuve de trop d'optimisme. Manifestement, Fauzaya considère une telle situation comme normale. Visiblement, elle ne voit aucune objection à ce qu'un individu ne puisse faire valoir des droits inaliénables contre l'État, le roi ou le Descendant du Prophète, et doive si nécessaire se laisser torturer sans protester. La vérité est très simple. Vous ne devez pas la chercher dans les archives, pas même dans les documents d'Amnesty International pour ma part. Il vous suffit d'acheter un billet d'avion pour l'Afrique du Nord et de tenter d'y créer un parti d'opposition. Un parti écologiste d'inspiration marxiste par exemple. Contentez-vous de publier un pamphlet réclamant l'abdication du roi, ou la libération de prisonniers politiques, ou le retrait des troupes marocaines du Sahara occidental, ou une répartition plus juste des richesses. Si vous avez tellement confiance en la sagesse et l'humanité du monarque alaouite, un tel test pratique ne devrait pas poser de problème. Vous n'avez pas à craindre un père aimant comme le roi du Maroc. Relevez le gant. Entamez une cure d'opposition au Maroc. Occuper ici un siège confortable au parlement est ennuyeux comparé à l'existence aventureuse et imprévisible que vous pourriez mener là-bas en tant que porte-parole d'un parti de l'opposition. Vous n'auriez plus à pester contre un ennemi de pacotille, inoffensif et relativement impuissant. Vous pourriez dénoncer pour changer des gens qui violent réellement les droits de l'homme, de véritables assassins, de véritables exploiters et de véritables sadiques.

N° 102 de MM. Dominiek LOOTENS-STAEEL (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres nie, minimise, justifie ou approuve le génocide des chrétiens par les musulmans aux Philippines. »

JUSTIFICATION

On a retrouvé le cadavre du prêtre philippin Roman Gallardo début mai 2000 dans un village isolé sur l'île de Basilan. Avant son exécution, il avait été torturé longuement. Il était couvert de contusions et les ongles de ses doigts et de ses orteils avaient été arrachés. Gallardo a été enlevé en même temps que trois autres enseignants d'une école catholique et assassiné par des combattants d'Abu Sayyaf, un groupe terroriste local qui lutte pour l'instauration d'un État islamique sur les îles du sud des Philippines. Une enseignante catholique enlevée en même temps que lui a subi des tortures encore plus atroces avant d'être tuée. On lui avait broyé les mains et coupé un des seins. Les quatre victimes appartenaient à un groupe de 29 catholiques emmenés comme otages par les musulmans. Leur sort avait fait la une de la presse internationale car il avait coïncidé avec

tucht of het executeren van moslims die hun geloof verzaken zijn binnen het kader van deze zogenaamde mensenrechten dus toegelaten, want zij zijn in overeenstemming met de sjaria. Ook andere rechten worden met die verwijzing naar de sjaria volledig uitgehold. ». Ook de toelichting van Fauzaya zelf over de positie van de enkeling tegenover de staat in het islamitische denken had mij tot enig optimisme geïnspireerd. Zij schreef toen : « De moslim staat niet in een « tegenstanderpositie » tegenover de staat, hij maakt er integraal deel van uit omdat staat en individu één zijn. Het belangrijkste gevolg dat daaruit voortvloeit is het feit dat er in een dergelijke context geen behoefte bestaat aan individuele rechten en dat het zinloos is deze rechten tegen de staat in te roepen in het geval dat ze geschonden worden. ». Ik had dat toen opgevat als een voorzichtige maar duidelijke kritiek. Helaas, ik was te optimistisch. Klaarblijkelijk vindt Fauzaya zo'n toestand normaal. Klaarblijkelijk heeft zij er geen bezwaar tegen dat het individu tegenover de staat of de koning of de Afstammeling de Profet geen onvervreemdbare rechten kan laten gelden, en zich desnoods zonder protest moet laten martelen. De waarheid is heel eenvoudig te achterhalen. U moet ze niet zoeken in de archieven, voor mijn part zelfs niet in de documenten van Amnesty International. U moet gewoon een vliegtuigticketje nemen naar Noord-Afrika, en daar moet U maar eens proberen een oppositiepartij op te richten. Een marxistisch geïnspireerde milieupartij bijvoorbeeld. U moet maar eens een pamfletje uitgeven waarin U het aftreden van de koning eist, of de vrijlating van politieke gevangenen, of de terugtrekking van de Marokkaanse troepen uit de Westelijke Sahara, of een eerlijker verdeling van de rijkdommen. Als uw vertrouwen in de wijsheid en de menselijkheid van de Alawietische monarchie zo groot is, dan kan zo'n praktijktest toch geen enkel probleem zijn ? Voor een liefhebbende vader als de koning van Marokko moet U toch niet bevreesd zijn ? Neem de handschoen op. Begin een oppositiekuur in Marokko. Hier in het parlement op een pluchen zetel zitten is saai vergeleken met het avontuurlijke en onvoorspelbare bestaan dat U daar zou kunnen leiden als spreekbuis van een oppositiepartij. Dan zou U niet meer moeten fulmineren tegen een ongevaarlijke en relatief machteloze schijnvijand. Dan zou U voor de afwisseling eens échte mensenrechtenschenders kunnen aanklagen, échte moordenaars, échte uitbuiters en échte sadisten.

Nr. 102 van de heren Dominiek LOOTENS-STAEEL (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

« Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden de genocide door moslims tegen christenen op de Filipijnen ontkent, minimaliseert, rechtvaardigt of goedkeurt. »

VERANTWOORDING

Het lichaam van de Filipijnse priester Roman Gallardo werd begin mei 2000 teruggevonden in een afgelegen dorp op het eiland Basilan. Voor zijn executie was hij langdurig gefolterd. Hij zat vol blauwe plekken en de nagels van zijn vingers en zijn tenen waren uitgerukt. Gallardo was samen met drie leerkrachten van een katholieke school ontvoerd en vermoord door strijders van Abu Sayyaf, een plaatselijke terreurgroep die vecht voor de oprichting van een islamitische staat op de zuidelijke eilanden van de Filipijnen. Een katholieke leraar die samen met hem was ontvoerd onderging nog gruwelijker martelingen voor ze werd afgeslacht. Haar handen waren verbrijzeld en één van haar borsten was afgesneden. De vier slachtoffers hoorden bij een groep van negenentwintig katholieken die door de moslims als gijzelaars waren meegenomen. Hun lotge-

l'enlèvement spectaculaire par Abu Sayyaf d'un groupe de touristes, dont des occidentaux, en vacances en Malaisie. Tout d'un coup, les médias occidentaux s'intéressaient à la terreur islamique qui sévissait dans le sud des Philippines. Mais bien avant l'enlèvement du premier touriste occidental, des dizaines de philippins catholiques avaient déjà été enlevés, détenus en otages et tués par les musulmans. Les écoles catholiques sont souvent la cible de cette terreur. Depuis longtemps, les musulmans ne se limitent plus à des meurtres et des enlèvements de personnes individuelles. La prise en otages de toute une classe d'écoliers catholiques sur Mindanao et les îles voisines est une procédure courante pour les rebelles islamiques. Tout comme à l'époque glorieuse de Mohammed lui-même, la terreur islamique et les riches butins sont intimement mêlés. Les écoliers retenus en otages sont utilisés comme des boucliers vivants lors des affrontements avec l'armée gouvernementale. Ils sont des monnaies d'échange pratiques pour forcer des concessions politiques et pour rançonner leurs parents. Très souvent, les enseignants catholiques sont décapités selon les meilleures traditions coraniques, avec un cimeterre. D'ailleurs « Abu Sayyaf » signifie « père du sabre ». À cet égard, le meurtre de Roman Gallardo était atypique : après avoir été torturé, il a tout simplement été abattu prosaïquement d'une balle dans la tête. Abu Sayyaf comme le bien plus important Front de libération islamique Moro luttent en faveur d'un État islamique indépendant. Selon eux, les îles habitées par des musulmans doivent se séparer des Philippines. La Libye et l'Arabie saoudite soutiennent financièrement ces groupes terroristes. Ces dernières années, la guérilla a probablement déjà fait plus de 200.000 morts.

Un fait symbolique illustre parfaitement l'ambivalence et la faiblesse des autorités philippines : pendant des années le FLIM a pu aménager sans être inquiété son camp de base Abubakr près de Cotabato City, sans que l'armée ne puisse (ou n'ose) intervenir. Les combattants musulmans ont pu y bâtir impunément une mosquée et une madrasah et les autorités n'osaient même pas intervenir lorsqu'ils demandaient une « contribution volontaire » aux habitants des alentours et aux voyageurs. Dans une tentative bien intentionnée mais quelque peu ridicule de réinsérer ces guérilleros islamiques dans la société, des officiers de l'armée avaient même, avec l'accord de leur supérieurs, mis en place un programme près d'Abubakr pour apprendre les techniques agricoles aux rebelles. Il s'agit bien entendu d'une initiative complètement surréaliste mais qui présente aussi des similitudes pénibles avec l'attitude faible et timorée de nos propres gouvernements face aux musulmans. Tout cela est d'autant plus irrationnel quand on sait que les musulmans sont très minoritaires aux Philippines : ils ne représentent que quatre pour cent de la population. 4 % ! C'est autant qu'en Belgique et bien moins qu'à Bruxelles. Mais 4 % de musulmans suffisent donc pour déclencher une guérilla séparatiste. Assez pour jeter tout le pays dans une guerre civile sanglante.

La terreur aux Philippines illustre une modération historique aussi vieille que l'islam lui-même. Les musulmans ont tout au long de l'histoire adopté deux stratégies seulement dans leurs contacts avec les autres croyants. S'ils sont suffisamment forts, ils visent la domination absolue; si ce n'est pas possible, ils s'efforcent de se séparer du pays non musulman où ils vivent pour fonder leur propre État. Ce sont là leurs deux seuls modèles de pensée. Au cours des treize siècles d'existence de l'islam, il n'y a aucun exemple durable de communautés importantes de musulmans vivant en paix avec d'autres croyants au sein d'un même État. À l'aube du 21^e siècle, rien n'a changé. Au Liban, la guerre civile a éclaté lorsque les musulmans ont été suffisamment forts pour imposer leur modèle de domination à un pays jusque là multireligieux et multiculturel. Dans chaque État de la Malaisie où les musulmans obtiennent la majorité (même très légèrement), le droit islamique est immédiatement introduit. Au Nigeria aussi, ainsi que dans toute une série d'autres pays africains, ils travaillent lentement mais sûrement à l'instauration de ce modèle de domination. Que les musulmans soit numériquement majoritaires est utile, mais ce n'est pas une absolue nécessité. Si elles disposent de moyens financiers et/ou militaires nécessaires, des minorités musulmanes peuvent aussi s'emparer du pouvoir. Bien sûr, la répression des minorités par une majorité agressive est le cas le plus fréquent, mais l'histoire a aussi connu une succession de groupes minoritaires agressifs ou simplement énergiques qui ont dirigé des majorités récalcitrantes. Si la domination n'est pas une option réaliste, alors tous les groupes islamiques quelle que soit leur taille cherchent à

vallen haalden de internationale pers omdat zij samenvielen met de spectaculaire ontvoering door Abu Sayyaf van een aantal toeristen uit een vakantieoord in Maleisië, onder wie een aantal westerlingen. Daarmee kwam de islamitische terreur in de zuidelijke Filippijnen plots in de schijnwerpers van de westerse media. Maar lang voor de eerste westerse toerist erbij betrokken raakte, waren al duizenden Filippijnse katholieken ontvoerd, gegijzeld en vermoord door de moslims. Dikwijls zijn katholieke scholen het mikpunt van die terreur. De moslims beperken zich al lang niet meer tot individuele moorden en ontvoeringen. Het gijzelen van een hele klas katholieke schoolkinderen is op Mindanao en de aangrenzende eilanden een standaardprocedure voor de islamitische rebellen. Zoals al in de glorierijke dagen van Mohammed zelf vormen islamitische terreur en grof geldgewin een onontwarbaar kluwen. De gegijzelde scholieren worden gebruikt als levende schilden bij gevechten met het regeringsleger. Zij zijn handige ruilobjecten om politieke toegevingen af te dwingen en om hun ouders losgeld af te persen. Zeer vaak worden katholieke leerkrachten volgens de beste koranische tradities met een kromzwaard onthoofd. « Abu Sayyaf » betekent trouwens « vader van het zwaard ». De moord op Roman Gallardo was in dat opzicht atypisch : na de martelsessie werd hij gewoon heel prozaïsch door het hoofd geschoten. Zowel Abu Sayyaf als het veel grotere *Moro Islamic Liberation Front* vechten voor een onafhankelijke islamitische staat. Volgens hen moeten de door moslims bewoonde eilanden zich afscheuren van de Filippijnen. Deze terreurgroepen worden financieel gesteund door Libië en Saoedi-Arabië. De guerrilla heeft de voorbije jaren waarschijnlijk al aan 200.000 mensen het leven gekost.

De tweeslachtigheid en de zwakte van de Filippijnse overheid blijkt het best uit één symbolisch feit: het MILF heeft haar basiskamp Abubakr jarenlang ongestoord kunnen uitbouwen vlak bij de stad Cotabato City, zonder dat het leger daartegen mocht (of durfde ?) optreden. De moslimstrijders konden er ongehinderd een moskee en een madrasah bouwen, en de overheid durfde zelfs niet optreden toen zij omwonenden en reizigers een « vrijwillige belasting » afpersten. In een goedbedoelde maar enigszins ridicule poging de islamitische guerrillastrijders opnieuw in de samenleving te integreren, hadden legerofficieren met instemming van hogerhand nabij Abubakr zelfs een programma op touw gezet om de rebellen landbouwtechnieken aan te leren. Het is natuurlijk volkomen surrealistisch, maar het vertoont ook pijnlijke overeenkomsten met de zwakke en kruiperige houding van onze eigen regeringen tegenover de moslims. Dat alles wordt nog onwezenlijker als men weet dat de moslims op de Filippijnen slechts een piepkleine minderheid zijn : ze vormen slechts vier procent van de bevolking. Vier procent ! Dat is zoveel als in België, en héél wat minder dan in Brussel. Maar vier procent moslims is dus genoeg om een separatistische guerrilla te beginnen. Genoeg om heel het land in een bloedige burgeroorlog te storten.

De terreur op de Filippijnen illustreert een historische wetmatigheid die zo oud is als de islam zelf. Moslims hebben heel de geschiedenis door slechts twee strategieën gehanteerd in hun contacten met andersgelovigen. Als zij sterk genoeg zijn streven ze naar absolute dominantie, en als dat niet haalbaar is, dan proberen ze zich los te scheuren uit het niet-islamitische land waarin zij wonen, om een eigen staat te stichten. Dat zijn de twee enige modellen waarbinnen zij denken. In de dertien eeuwen dat de islam bestaat is er niet één duurzaam voorbeeld gekend van grote groepen moslims die binnen dezelfde staat in vrede naast andersgelovigen samenleefden. Dat is op de drempel van de énéntwintigste eeuw nog niet veranderd. De Libanese burgeroorlog brak uit toen de moslims sterk genoeg waren om hun dominantiemodel aan het voorheen multireligieuze en multiculturele Libanon op te leggen. In elke Maleisische deelstaat waar de moslims een meerderheid behalen – zelfs een zeer krappe meerderheid ! – wordt onmiddellijk het islamitische recht ingevoerd. Ook in Nigeria, en een hele reeks andere Afrikaanse staten, werkt men langzaam maar zeker naar het dominantiemodel toe. Het is daarbij nuttig, maar niet absoluut noodzakelijk, dat de moslims qua aantallen in de meerderheid zijn. Als zij over de nodige financiële en/of militaire middelen beschikken kunnen ook minderheden de macht grijpen. De onderdrukking van minderheidsgroepen door een agressieve meerderheid komt vanzelfsprekend het meest voor, maar daarnaast is de geschiedenis ook een aaneenschakeling van agressieve of gewoon daadkrachtige minderheidsgroepen die de scepter zwaaiden over onwillige meerderheden. Als dominantie geen realistische

obtenir aussi vite que possible le séparatisme et la dissolution de l'État dans lequel ils vivent. La création du Pakistan, qui coûta la vie à plus d'un demi-million de personnes, est l'exemple le plus cruel et le plus barbare de ce séparatisme islamique. Mais c'est loin d'être un cas isolé. À l'heure actuelle, des mouvements séparatistes islamiques violents sont actifs au Cachemire, en Birmanie et aux Philippines. Kalim Saddiqui, qui était le dirigeant sanguinaire de l'époque du parlement musulman officieux en Grande-Bretagne, voulait que les musulmans britanniques forment leur propre nation, avec leurs propres lois et leurs propres tribunaux. Étant donné que les musulmans vivant en Grande-Bretagne étaient plutôt dispersés sur le territoire, Saddiqui n'envisageait pas cet État musulman du point de vue territorial, et en cela il est plutôt atypique. Mais il n'y a qu'une seule façon de décrire l'autonomie et les structures qu'il exigeait pour les musulmans britanniques : la formation d'un État distinct non territorial. Les partisans de la ligne dure chez les Black Muslims aux États-Unis ont un discours bien plus simple : ils revendiquent tout simplement une série d'États. Pas de discussions interminables sur l'intégration, l'assimilation ou l'égalité des droits, non, ils veulent former leur propre nation. Les blancs, les asiatiques, les juifs et les chrétiens qui y vivraient n'auraient pas de chance. Ils devraient simplement déguerpir.

On peut parfaitement être un juif athée ou agnostique sans traverser de crise identitaire. Mais dans l'islam, c'est, par définition, impossible. L'identité islamique absorbe toutes les autres dimensions de l'identité et les réduit à un seul élément : la foi en Allah et son prophète. Celui qui se convertit à l'islam n'adopte pas seulement une autre religion. Il rejoint consciemment ou inconsciemment une autre nation. À terme, le séparatisme est donc une conséquence logique et inévitable. Et pas seulement aux Philippines.

N° 103 de MM. Dominiek LOOTENS-STAELE (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes nie, minimise, justifie ou approuve le génocide des chrétiens par les musulmans aux Philippines. »

JUSTIFICATION

On a retrouvé le cadavre du prêtre philippin Roman Gallardo début mai 2000 dans un village isolé sur l'île de Basilan. Avant son exécution, il avait été torturé longuement. Il était couvert de contusions et les ongles de ses doigts et de ses orteils avaient été arrachés. Gallardo a été enlevé en même temps que trois autres enseignants d'une école catholique et assassiné par des combattants d'Abu Sayyaf, un groupe terroriste local qui lutte pour l'instauration d'un État islamique sur les îles du sud des Philippines. Une enseignante catholique enlevée en même temps que lui a subi des tortures encore plus atroces avant d'être tuée. On lui avait broyé les mains et coupé un des seins. Les quatre victimes appartenaient à un groupe de 29 catholiques emmenés comme otages par les musulmans. Leur sort avait fait la une de la presse internationale car il avait coïncidé avec l'enlèvement spectaculaire par Abu Sayyaf d'un groupe de touristes, dont des occidentaux, en vacances en Malaisie. Tout d'un coup, les médias occidentaux s'intéressaient à la terreur islamique qui sévissait dans le sud des Philippines. Mais bien avant l'enlèvement du premier touriste occidental, des dizaines de philippins catholiques avaient déjà été enlevés,

sché optie is, dan streven alle islamitische groepen van enige omvang zo snel dat haalbaar is naar separatisme en het opbreken van de staat waarin zij wonen. De stichting van Pakistan, waarbij minstens een half miljoen mensen werd afgeslacht, is het wreedste en meest barbaarse voorbeeld van dat islamitische separatisme. Maar het is lang niet het enige. Momenteel zijn er zeer gewelddadige islamitische afscheidingsbewegingen actief in Kasjmir, Birma en op de Filipijnen. Kalim Saddiqui, de toenmalige bloeddorstige leider van het officieuze moslimparlement in Groot-Brittannië, wou dat de Britse moslims een eigen natie vormen, met een eigen wetgeving en eigen rechtbanken. Omdat de moslims in Groot-Brittannië tamelijk verspreid wonen zag Saddiqui die moslimstaat niet territoriaal, en dat opzicht is hij atypisch. Maar de autonomie en de structuren die hij voor de Britse moslims opeiste kan men niet anders omschrijven : dit is de vorming van een afzonderlijke niet-territoriale staat. De hardliners bij de Black Muslims in Verenigde Staten houden het allemaal veel eenvoudiger: zij eisen gewoon een aantal staten voor zichzelf op. Geen overloos geklets over integratie of assimilatie of gelijke rechten, nee, ze willen een eigen natie vormen. De blanken, de Aziaten, de joden en de christenen die daar wonen hebben pech. Zij moeten maar oprukken.

Men kan perfect een atheïstische of een agnostische jood zijn zonder in een identiteitscrisis te belanden. Maar in de islam is dat per definitie onmogelijk. De islamitische identiteit slurpt alle andere dimensies van identiteit op en reduceert ze tot één punt: het geloof in Allah en zijn profet. Wie zich tot de islam bekeert, neemt niet alleen een andere godsdienst aan. Hij gaat bewust of onbewust tot een andere natie behoren. Op termijn is separatisme dan een logisch en onvermijdelijk gevolg. En echt niet alleen op de Filipijnen.

Nr. 103 van de heren Dominiek LOOTENS-STAELE (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan de genocide door moslims tegen christenen op de Filipijnen ontkennt, minimaliseert, rechtvaardigt of goedkeurt. »

VERANTWOORDING

Het lichaam van de Filipijnse priester Roman Gallardo werd begin mei 2000 teruggevonden in een afgelegen dorp op het eiland Basilan. Voor zijn executie was hij langdurig gefolterd. Hij zat vol blauwe plekken en de nagels van zijn vingers en zijn tenen waren uitgerukt. Gallardo was samen met drie leerkrachten van een katholieke school ontvoerd en vermoord door strijders van Abu Sayyaf, een plaatselijke terreurgroep die vecht voor de oprichting van een islamitische staat op de zuidelijke eilanden van de Filipijnen. Een katholieke leraar die samen met hem was ontvoerd onderging nog gruwelijker martelingen voor ze werd afgeslacht. Haar handen waren verbrijzeld en één van haar borsten was afgesneden. De vier slachtoffers hoorden bij een groep van negentwintig katholieken die door de moslims als gijzelaars waren meegenomen. Hun lotgevallen haalden de internationale pers omdat zij samenvielen met de spectaculaire ontvoering door Abu Sayyaf van een aantal toeristen uit een vakantieoord in Maleisië, onder wie een aantal westerlingen. Daarmee kwam de islamitische terreur in de zuidelijke Filipijnen plots in de schijnwerpers van de westerse media. Maar lang voor de eerste westerse

détenus en otages et tués par les musulmans. Les écoles catholiques sont souvent la cible de cette terreur. Depuis longtemps, les musulmans ne se limitent plus à des meurtres et des enlèvements de personnes individuelles. La prise en otages de toute une classe d'écoliers catholiques sur Mindanao et les îles voisines est une procédure courante pour les rebelles islamiques. Tout comme à l'époque glorieuse de Mohammed lui-même, la terreur islamique et les riches butins sont intimement mêlés. Les écoliers retenus en otages sont utilisés comme des boucliers vivants lors des affrontements avec l'armée gouvernementale. Ils sont des monnaies d'échange pratiques pour forcer des concessions politiques et pour rançonner leurs parents. Très souvent, les enseignants catholiques sont décapités selon les meilleures traditions coraniques, avec un cimeterre. D'ailleurs « Abu Sayyaf » signifie « père du sabre ». À cet égard, le meurtrier de Roman Gallardo était atypique : après avoir été torturé, il a tout simplement été abattu prosaïquement d'une balle dans la tête. Abu Sayyaf comme le bien plus important Front de libération islamique Moro luttent en faveur d'un État islamique indépendant. Selon eux, les îles habitées par des musulmans doivent se séparer des Philippines. La Libye et l'Arabie saoudite soutiennent financièrement ces groupes terroristes. Ces dernières années, la guérilla a probablement déjà fait plus de 200.000 morts.

Un fait symbolique illustre parfaitement l'ambivalence et la faiblesse des autorités philippines : pendant des années le FLIM a pu aménager sans être inquiété son camp de base Abubakr près de Cotabato City, sans que l'armée ne puisse (ou n'ose) intervenir. Les combattants musulmans ont pu y bâtir impunément une mosquée et une madrasah et les autorités n'osaient même pas intervenir lorsqu'ils demandaient une « contribution volontaire » aux habitants des alentours et aux voyageurs. Dans une tentative bien intentionnée mais quelque peu ridicule de réinsérer ces guérilleros islamiques dans la société, des officiers de l'armée avaient même, avec l'accord de leur supérieurs, mis en place un programme près d'Abubakr pour apprendre les techniques agricoles aux rebelles. Il s'agit bien entendu d'une initiative complètement surréaliste mais qui présente aussi des similitudes pénibles avec l'attitude faible et timorée de nos propres gouvernements face aux musulmans. Tout cela est d'autant plus irréel quand on sait que les musulmans sont très minoritaires aux Philippines : ils ne représentent que quatre pour cent de la population. 4 % ! C'est autant qu'en Belgique et bien moins qu'à Bruxelles. Mais 4 % de musulmans suffisent donc pour déclencher une guérilla séparatiste. Assez pour jeter tout le pays dans une guerre civile sanglante.

La terreur aux Philippines illustre une modération historique aussi vieille que l'islam lui-même. Les musulmans ont tout au long de l'histoire adopté deux stratégies seulement dans leurs contacts avec les autres croyants. S'ils sont suffisamment forts, ils visent la domination absolue; si ce n'est pas possible, ils s'efforcent de se séparer du pays non musulman où ils vivent pour fonder leur propre État. Ce sont là leurs deux seuls modèles de pensée. Au cours des treize siècles d'existence de l'islam, il n'y a aucun exemple durable de communautés importantes de musulmans vivant en paix avec d'autres croyants au sein d'un même État. À l'aube du 21^e siècle, rien n'a changé. Au Liban, la guerre civile a éclaté lorsque les musulmans ont été suffisamment forts pour imposer leur modèle de domination à un pays jusque là multireligieux et multiculturel. Dans chaque État de la Malaisie où les musulmans obtiennent la majorité (même très légèrement), le droit islamique est immédiatement introduit. Au Nigeria aussi, ainsi que dans toute une série d'autres pays africains, ils travaillent lentement mais sûrement à l'instauration de ce modèle de domination. Que les musulmans soit numériquement majoritaires est utile, mais ce n'est pas une absolue nécessité. Si elles disposent de moyens financiers et/ou militaires nécessaires, des minorités musulmanes peuvent aussi s'emparer du pouvoir.

Bien sûr, la répression des minorités par une majorité agressive est le cas le plus fréquent, mais l'histoire a aussi connu une succession de groupes minoritaires agressifs ou simplement énergiques qui ont dirigé des majorités récalcitrantes. Si la domination n'est pas une option réaliste, alors tous les groupes islamiques quelle que soit leur taille cherchent à obtenir aussi vite que possible le séparatisme et la dissolution de l'État dans lequel ils vivent. La création du Pakistan, qui coûta la vie à plus d'un demi-million de personnes, est l'exemple le plus cruel et le plus barbare

toerist erbij betrokken raakte, waren al duizenden Filippijnse katholieken ontvoerd, gegijzeld en vermoord door de moslims. Dikwijls zijn katholieke scholen het mikpunt van die terreur. De moslims beperken zich al lang niet meer tot individuele moorden en ontvoeringen. Het gijzelen van een hele klas katholieke schoolkinderen is op Mindanao en de aangrenzende eilanden een standaardprocedure voor de islamitische rebellen. Zoals al in de glorieuzere dagen van Mohammed zelf vormen islamitische terreur en grof geldgewin een onontwaaierbaar kluwen. De gegijzelde scholieren worden gebruikt als levende schilden bij gevechten met het regeringsleger. Zij zijn handige ruilobjecten om politieke toegevingen af te dwingen en om hun ouders losgeld af te persen. Zeer vaak worden katholieke leerkrachten volgens de beste koranische tradities met een kromzwaard onthoofd. « Abu Sayyaf » betekent trouwens « vader van het zwaard ». De moord op Roman Gallardo was in dat opzicht atypisch : na de martelsessie werd hij gewoon heel prozaïsch door het hoofd geschoten. Zowel Abu Sayyaf als het veel grotere *Moro Islamic Liberation Front* vechten voor een onafhankelijke islamitische staat. Volgens hen moeten de door moslims bewoonde eilanden zich afscheuren van de Filippijnen. Deze terreurgroepen worden financieel gesteund door Libië en Saoedi-Arabië. De guerrilla heeft de voorbije jaren waarschijnlijk al aan 200.000 mensen het leven gekost.

De tweeslachtigheid en de zwakte van de Filippijnse overheid blijkt het best uit één symbolisch feit : het MILF heeft haar basiskamp Abubakr jarenlang ongestoord kunnen uitbouwen vlak bij de stad Cotabato City, zonder dat het leger daartegen mocht (of durfde ?) optreden. De moslimstrijders konden er ongehinderd een moskee en een madrasah bouwen, en de overheid durfde zelfs niet optreden toen zij omwonenden en reizigers een « vrijwillige belasting » afpersten. In een goedbedoelde maar enigszins ridicule poging de islamitische guerrillastrijders opnieuw in de samenleving te integreren, hadden legerofficieren met instemming van hogerhand nabij Abubakr zelfs een programma op touw gezet om de rebellen landbouwtechnieken aan te leren. Het is natuurlijk volkomen surrealistisch, maar het vertoont ook pijnlijke overeenkomsten met de zwakte en kruiperige houding van onze eigen regeringen tegenover de moslims. Dat alles wordt nog onwezenlijker als men weet dat de moslims op de Filippijnen slechts een piepkleine minderheid zijn : ze vormen slechts vier procent van de bevolking. Vier procent ! Dat is zowat als in België, en héél wat minder dan in Brussel. Maar vier procent moslims is dus genoeg om een separatistische guerrilla te beginnen. Genoeg om heel het land in een bloedige burgeroorlog te storten.

De terreur op de Filippijnen illustreert een historische wetmatigheid die zo oud is als de islam zelf. Moslims hebben heel de geschiedenis door slechts twee strategieën gehanteerd in hun contacten met andersgelovigen. Als zij sterk genoeg zijn streven ze naar absolute dominantie, en als dat niet haalbaar is, dan proberen ze zich los te scheuren uit het niet-islamitische land waarin zij wonen, om een eigen staat te stichten. Dat zijn de twee enige modellen waarbinnen zij denken. In de dertiende eeuw dat de islam bestaat is er niet één duurzaam voorbeeld gekend van grote groepen moslims die binnen dezelfde staat in vrede naast andersgelovigen samenleefden. Dat is op de drempel van de ééntwintigste eeuw nog niet veranderd. De Libanese burgeroorlog brak uit toen de moslims sterk genoeg waren om hun dominantiemodel aan het voorheen multireligieuze en multiculturele Libanon op te leggen. In elke Maleisische deelstaat waar de moslims een meerderheid behalen – zelfs een zeer krappe meerderheid ! – wordt onmiddellijk het islamitische recht ingevoerd. Ook in Nigeria, en een hele reeks andere Afrikaanse staten, werkt men langzaam maar zeker naar het dominantiemodel toe. Het is daarbij nuttig, maar niet absoluut noodzakelijk, dat de moslims qua aantallen in de meerderheid zijn. Als zij over de nodige financiële en/of militaire middelen beschikken kunnen ook minderheden de macht grijpen.

De onderdrukking van minderheidsgroepen door een agressieve meerderheid komt vanzelfsprekend het meest voor, maar daarnaast is de geschiedenis ook een aaneenschakeling van agressieve of gewoon daadkrachtige minderheidsgroepen die de scepter zwaaiden over onwillige meerderheden. Als dominantie geen realistische optie is, dan streven alle islamitische groepen van enige omvang zo snel dat haalbaar is naar separatisme en het opbreken van de staat waarin zij wonen. De stichting van Pakistan, waarbij minstens een half miljoen mensen werd afgeslacht, is

de ce séparatisme islamique. Mais c'est loin d'être un cas isolé. À l'heure actuelle, des mouvements séparatistes islamiques violents sont actifs au Cachemire, en Birmanie et aux Philippines. Kalim Saddiqui, qui était le dirigeant sanguinaire de l'époque du parlement musulman officieux en Grande-Bretagne, voulait que les musulmans britanniques forment leur propre nation, avec leurs propres lois et leurs propres tribunaux. Étant donné que les musulmans vivant en Grande-Bretagne étaient plutôt dispersés sur le territoire, Saddiqui n'envisageait pas cet État musulman du point de vue territorial, et en cela il est plutôt atypique. Mais il n'y a qu'une seule façon de décrire l'autonomie et les structures qu'il exigeait pour les musulmans britanniques : la formation d'un État distinct non territorial. Les partisans de la ligne dure chez les Black Muslims aux États-Unis ont un discours bien plus simple : ils revendiquent tout simplement une série d'États. Pas de discussions interminables sur l'intégration, l'assimilation ou l'égalité des droits, non, ils veulent former leur propre nation. Les blancs, les asiatiques, les juifs et les chrétiens qui y vivraient n'auraient pas de chance. Ils devraient simplement déguerpir.

On peut parfaitement être un juif athée ou agnostique sans traverser de crise identitaire. Mais dans l'islam, c'est, par définition, impossible. L'identité islamique absorbe toutes les autres dimensions de l'identité et les réduit à un seul élément : la foi en Allah et son prophète. Celui qui se convertit à l'islam n'adopte pas seulement une autre religion. Il rejoint consciemment ou inconsciemment une autre nation. À terme, le séparatisme est donc une conséquence logique et inévitable. Et pas seulement aux Philippines.

N° 104 de MM. Dominiek LOOTENS-STAELE (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes nie, minimise, justifie ou approuve le génocide des chrétiens par les musulmans au Soudan.* ».

JUSTIFICATION

Les médias utilisent toujours les mêmes manœuvres de diversion pour passer sous silence le génocide soudanais. On parle de sécheresse, de maladies et de manque d'aide, mais on refuse de citer la véritable raison de la famine : la politique d'extermination menée par le gouvernement de Khartoum. Seul le journal De Morgen fait exception à cette règle. Cette pratique de mystification, d'autocensure et de dissimulation de faits atroces présente un parallélisme remarquable avec le discours négationniste. Il est un fait que de nombreux juifs sont morts de sous-alimentation et de maladies dans les camps de concentration allemands mais seuls les négationnistes les plus rigoristes prétendent sérieusement que la mort de millions de juifs européens au cours de la période 1942-1945 est la conséquence d'épidémies et de famines. Il en va de même pour les millions de victimes de « l'archipel du Goulag ». Ces personnes n'ont pas été victimes de catastrophes naturelles ou de mauvaises récoltes. Elles ont été assassinées délibérément et de sang froid, tout comme les victimes du génocide soudanais. En effet, le pays est frappé par une sécheresse persistante mais une sécheresse ne suffit pas à elle seule pour affamer des centaines de milliers de personnes. Les famines qui frappent le Soudan depuis de nombreuses années sont totalement artificielles. Elles ne sont même pas l'effet secondaire involontaire de la guerre civile. Non, elles sont la pierre

het wreedste en meest barbaarse voorbeeld van dat islamitische separatisme. Maar het is lang niet het enige. Momenteel zijn er zeer gewelddadige islamitische afscheidingsbewegingen actief in Kasjmir, Birma en op de Filipijnen. Kalim Saddiqui, de toenmalige bloeddorstige leider van het officieuze moslimparlement in Groot-Brittannië, wou dat de Britse moslims een eigen natie vormen, met een eigen wetgeving en eigen rechtbanken. Omdat de moslims in Groot-Brittannië tamelijk verspreid wonen zag Saddiqui die moslimstaat niet territoriaal, en dat opzicht is hij atypisch. Maar de autonomie en de structuren die hij voor de Britse moslims opeiste kan men niet anders omschrijven : dit is de vorming van een afzonderlijke niet-territoriale staat. De hardliners bij de Black Muslims in Verenigde Staten houden het allemaal veel eenvoudiger : zij eisen gewoon een aantal staten voor zichzelf op. Geen oeverloos geklets over integratie of assimilatie of gelijke rechten, nee, ze willen een eigen natie vormen. De blanken, de Aziaten, de joden en de christenen die daar wonen hebben pech. Zij moeten maar opkrassen.

Men kan perfect een atheïstische of een agnostische jood zijn zonder in een identiteitscrisis te belanden. Maar in de islam is dat per definitie onmogelijk. De islamitische identiteit slurpt alle andere dimensies van identiteit op en reduceert ze tot één punt: het geloof in Allah en zijn profeet. Wie zich tot de islam bekeert, neemt niet alleen een andere godsdienst aan. Hij gaat bewust of onbewust tot een andere natie behoren. Op termijn is separatisme dan een logisch en onvermijdelijk vervolg. En echt niet alleen op de Filipijnen.

Nr. 104 van de heren Dominiek LOOTENS-STAELE (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan de genocide door moslims op Christenen in Soedan ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren.* ».

VERANTWOORDING

De media gebruiken steeds dezelfde afleidingsmanoeuvres om de genocide in Soedan buiten beeld te houden. Men schrijft over droogte, ziekten en gebrekkige hulpverlening, maar men weigert de ware oorzaak van de hongersnood te noemen : de uitroeiingspolitiek van de regering in Khartoum. De Morgen is de enige uitzondering op die regel. Deze praktijk van misleiding, zelfcensuur en verblooming van gruwelijke feiten vertoont een merkwaardige parallel met het negationistische discours. Natuurlijk zijn vele joden in de Duitse concentratiekampen aan ondervoeding en ziekten gestorven, maar alleen bikkelharte negationisten zullen in ernst beweren dat de dood van miljoenen Europese joden in de periode '42-'45 het gevolg was van epidemieën en hongersnoden. Hetzelfde geldt voor de miljoenen slachtoffers van de Goelagarchipel. Die mensen waren niet het slachtoffer van natuurrampen of mislukte oogsten. Zij werden opzettelijk en in koelen bloede vermoord, net zoals de slachtoffers van de genocide in Soedan. Het land wordt inderdaad geteisterd door een langdurige droogte, maar door droogte alleen zouden geen honderdduizenden mensen verhongeren. De hongersnoden die Soedan al sinds vele jaren teisteren zijn volkomen kunstmatig. Ze zijn zelfs niet het onbedoelde neven-effect van de burgeroorlog. Nee, ze zijn een hoeksteen van het beleid van de islamitische regering om de « ongelovigen » in het Zuiden uit te roeien.

angulaire de la politique du gouvernement islamique pour exterminer les « impies » du Sud. Le gouvernement de Khartoum a empêché toute aide humanitaire pendant des années. Année après année, les négociations pour importer de la nourriture s'éternisent délibérément jusqu'à ce que la saison des pluies rende les routes et les aérodromes impraticables. Si les organisations humanitaires utilisent quand même un terrain d'aviation, celui-ci est rapidement bombardé. En 1989, l'armée gouvernementale a délibérément abattu un avion d'aide humanitaire. En 1990, des centres d'aide et des convois de nourriture ont été bombardés à plusieurs reprises. En 1991, des terroristes palestiniens ont fait sauter l'hôtel Acropol, le quartier général de l'aide humanitaire, pour le compte du gouvernement. La même année, le Soudan a vendu 12 millions de tonnes de céréales à l'étranger en échange de devises fortes. L'aide humanitaire que les sabotages du gouvernement immobilisent dans des entrepôts est également saisie et vendue à l'Arabie saoudite. Les bénéficiaires servent à acheter des armes. Il ne reviennent pas à l'aide humanitaire. Ce sont les bourreaux qui se taillent la part du lion, pas les victimes. Dans ce cas-ci, une seule chose peut encore aider : une intervention militaire.

Il s'agit ici d'une génocide dont les motifs sont aussi bien religieux que raciaux. Les Soudanais arabisés du Nord considèrent que les noirs du Sud sont inférieurs et primitifs. En outre, ceux du Sud sont chrétiens ou animistes. Ils refusent de se convertir à l'islam et ne se soumettent pas à la charia. La guerre au Soudan est en même temps une guerre raciale et un véritable djihad.

À Khartoum, le vrai pouvoir est détenu par les frères musulmans fondamentalistes, notamment dirigés par le célèbre docteur El Tourabi. Il n'éprouvait aucune honte au sujet de la famine. Il a, par le passé, déclaré ouvertement : « Plusieurs dizaines de milliers de morts à cause de la faim sont un prix peu élevé pour la révolution islamique au Soudan. Nous mettrons rapidement fin à la guerre dans le Sud en recourant massivement aux armes chimiques. ». Entre-temps ces armes chimiques ont été livrées par l'Irak. D'ailleurs El Tourabi pouvait compter sur l'aide de presque tout le monde islamique : la Libye, l'Iran, le Pakistan et l'OLP lui fournissent ou lui ont fourni hommes et/ou matériel militaire. L'Arabie saoudite finance la guerre à coup de millions de pétrodollars. On ne peut d'ailleurs pas accuser les musulmans soudanais d'ingratitude : alors que dans le Sud des centaines de milliers « d'impies » mouraient de faim, El Tourabi envoyait des avions-cargos remplis de nourriture au régime islamique d'Afghanistan. Composante indissociable du djihad, l'esclavagisme, une pratique encouragée ouvertement par le coran, refait surface. Dans le seul camp de Safada, 7.000 enfants ont été vendus publiquement, et ce nombre ne représente qu'une fraction du nombre total. De nombreuses femmes noires décharnées ne voient souvent aucune autre solution lorsqu'elles ne parviennent plus à nourrir leur famille. Au moins, les enfants vendus aux esclavagistes ont une chance de survivre, même si c'est dans des conditions épouvantables. Une partie des esclaves est envoyée par bateaux en Arabie saoudite via une route des esclaves, tolérée officieusement, en mer Rouge. Mais la plupart des esclaves sont destinés au marché intérieur. Les garçons travaillent dans l'agriculture, comme domestiques ou gardiens de bestiaux, les filles atterrissent dans des harems ou des bordels. Souvent les esclavagistes offrent des armes en échange d'esclaves : un fusil automatique s'échange contre six enfants noirs. Souvent les chasseurs d'esclaves attaquent des villages noirs, volent le bétail et emportent les femmes et les enfants comme butin. Si les parents s'y opposent, ils sont abattus. Les membres de l'ethnie Dinka en sont les principales victimes.

Faire des reportages sur les famines et les catastrophes naturelles passe encore mais accuser les arabes de racisme envers les noirs ne s'inscrit pas dans le cadre du politiquement correct. Et, officiellement, l'islam est une religion tolérante et humaine. Il vaut donc mieux étouffer les horreurs d'un djihad. Autrement, ce serait jouer le jeu de l'extrême-droite, n'est-ce pas ? Ce qu'il faut à tout prix éviter. À cet égard, le Soudan n'est qu'un détail de l'histoire. On retrouve les mêmes familles politiques dans tous les gouvernements européens, parfois seules, parfois en coalition : démocrates-chrétiens, socialistes et libéraux. Ces trois familles se présentent comme des défenseurs des minorités ethniques, des pourfendeurs du racisme, de l'intolérance et des épurations ethniques. Le Soudan montre à quel point ce discours pseudo-moral noble est creux, mensonger et hypocrite. Du point de vue militaire, le Soudan est considéré comme très faible.

De regering in Khartoum heeft jarenlang alle hulpverlening tegengehouden. Onderhandelingen over de aanvoer van voedsel worden jaar na jaar opzettelijk gerekt tot het regenseizoen de wegen en vliegvelden onbruikbaar maakt. Als hulporganisaties toch een vliegveldje in gebruik nemen wordt het prompt gebombardeerd. In 1989 werd een vliegtuig met hulpgoederen opzettelijk neergehaald door het regeringsleger. In 1990 werden herhaaldelijk bombardementen uitgevoerd op hulpcentra en voedselkonvoien. In 1991 werd het Acropolhotel, het centrum van de hulpverleners, opgeblazen door Palestijnse terroristen die in opdracht van de regering handelden. In hetzelfde jaar verkocht Soedan 12 miljoen ton graan in het buitenland in ruil voor harde deviezen. De voedselhulp die door de sabotage van de regering in de opslagplaatsen blijft liggen wordt eveneens in beslag genomen en verkocht aan Saoedi-Arabië. Met de winst worden wapens aangekocht. Het is duidelijk dat humanitaire hulp hier niet zal baten. Het leeuwendeel daarvan komt terecht bij de beulen, niet bij de slachtoffers. Hier helpt nog slechts één ding: een militaire interventie.

Het gaat hier om een genocide die zowel religieuze als raciale motieven heeft. De gearbiseerde Soedanezen uit het Noorden beschouwen de zwarten uit het Zuiden als inferieur en primitief. Bovendien zijn die zuinderlingen christenen of animisten. Zij weigeren zich tot de islam te bekeren en zij onderwerpen zich niet aan de sjaria. De oorlog in Soedan is tegelijk een rassenoorlog en een heuse djihad.

De echte macht in Khartoum berust bij de fundamentalistische Moslimbroeders onder leiding van bijvoorbeeld de beruchte arts El Tourabi. Hij schaamde zich absoluut niet voor de hongersnoden. Hij verklaarde ooit volkomen openlijk : « Tienduizenden hongerdoden zouden een geringe prijs zijn voor de islamitische revolutie in Soedan. Wij zullen de oorlog in het zuiden spoedig beëindigen door de massale inzet van chemische wapens. ». Die chemische wapens zijn intussen geleverd door Irak. El Tourabi kon trouwens rekenen op hulp uit zowat heel de islamitische wereld. Libië, Iran, Pakistan en de P.L.O. steun(d)en hem met manschappen en/of militair materieel. Saoedi-Arabië financiert de oorlog met miljoenen oliedollars. Men kan de Soedanese moslims trouwens niet van ondankbaarheid beschuldigen: terwijl in het Zuiden honderdduizenden « ongelovigen » verhongerden stuurde El Tourabi wel vrachtvliegtuigen vol voedsel naar het islamitische regime in Afghanistan. Als onvervreemdbaar bestanddeel van de djihad steekt ook de slavernij de kop weer op, een praktijk die door de koran openlijk wordt aangemoedigd. Alleen al in het opvangkamp Safada werden 7.000 kinderen openlijk verkocht, en dat is maar een fractie van het totaal. Vele uitgemergelde zwarte vrouwen zien dikwijls geen andere oplossing als zij hun gezin niet meer kunnen voeden. De kinderen die aan slavenhandelaars worden verkocht hebben tenminste nog een kans om te overleven, zij het dan in erbarmelijke omstandigheden. Een deel van de slaven wordt naar Saoedi-Arabië verscheept, via een officieus getolereerde slavenroute over de Rode Zee. De meeste slaven zijn echter voor de binnenlandse markt bestemd. Jongens worden werkgesteld in de landbouw, als huisknechtjes of veehouders, meisjes komen in harems of bordelen terecht. Dikwijls bieden de slavenhandelaars wapens aan in ruil voor slaven : één automatisch geweer heeft de tegenwaarde van zes zwarte kinderen. Dikwijls overvallen slavenjagers zwarte dorpen, roven het vee en nemen de vrouwen en kinderen mee als krijgsbuit. Als de ouders zich verzetten worden ze doodgeschoten. Vooral de Dinka-stam is hiervan het slachtoffer.

Reportages maken over hongersnoden en natuurrampen, dat kan natuurlijk nog door beugel, maar het racisme van Arabieren tegenover negers aanklagen, dat past natuurlijk niet in het politiek correcte schema. En volgens de officiële versie is de islam een verdraagzame en humane religie, dus de gruwelen van een echte moderne djihad kan men ook beter in de doofpot stoppen. Anders zou dat zeker extreem-rechts in de kaart spelen, nietwaar ? En dat moet natuurlijk tot elke prijs vermeden worden. Soedan is daarbij slechts een detail in de geschiedenis. In alle Europese regeringen zwaaiden dezelfde politieke families de plak, soms alleen, soms in een coalitie : christendemocraten, socialisten en liberalen. Die drie families profileren zich als de beschermers van etnische minderheden, als de grote strijders tegen racisme, onverdraagzaamheid en etnische zuiveringen. In Soedan blijkt hoe hol, leugenachtig en hypocriet dat hoog-

L'Europe peut, sans problèmes et sans grands risques sur le plan militaire, intervenir pour renverser le régime fondamentaliste de Khartoum et mettre un terme au génocide en cours dans les provinces du sud. Mesdames et Messieurs des gouvernements européens, chers membres des partis « démocratiques », si vous exprimez votre horreur du racisme et du génocide, est-ce seulement par démagogie, à usage interne ? S'agit-il seulement d'un truc bon marché pour discréditer les partis nationalistes et « d'extrême-droite » ? Ou n'osez-vous critiquer que les génocides du passé, commis par des régimes disparus depuis longtemps ? Si votre indignation et votre horreur sont sincères, envoyez une expédition militaire au Soudan et mettez un terme à ce génocide raciste. Mais si vous n'en avez pas le courage, épargnez nous votre rhétorique et votre hypocrisie sur l'antiracisme et les droits de l'homme universels. Et reconnaissez honnêtement que vos déclarations grandiloquentes ne sont que des slogans électoraux creux, que vous ne mettez jamais en œuvre. Reconnaissez honnêtement que vous vous souciez seulement des voix qui vont à « l'extrême-droite » parce que vous risquez de perdre vos sièges et votre pouvoir politique, mais que vous n'en avez rien à faire si cent mille, cinq cents mille ou un million de noirs soudanais sont assassinés ou vendus comme esclaves.

N° 105 de MM. Dominiek LOOTENS-STAEEL (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres nie, minimise, justifie ou approuve le génocide des chrétiens par les musulmans au Soudan. ».

JUSTIFICATION

Les médias utilisent toujours les mêmes manœuvres de diversion pour passer sous silence le génocide soudanais. On parle de sécheresse, de maladies et de manque d'aide, mais on refuse de citer la véritable raison de la famine : la politique d'extermination menée par le gouvernement de Khartoum. Seul le journal De Morgen fait exception à cette règle. Cette pratique de mystification, d'autocensure et de dissimulation de faits atroces présente un parallélisme remarquable avec le discours négationniste. Il est un fait que de nombreux juifs sont morts de sous-alimentation et de maladies dans les camps de concentration allemands mais seuls les négationnistes les plus rigoristes prétendent sérieusement que la mort de millions de juifs européens au cours de la période 1942-1945 est la conséquence d'épidémies et de famines. Il en va de même pour les millions de victimes de « l'archipel du Goulag ». Ces personnes n'ont pas été victimes de catastrophes naturelles ou de mauvaises récoltes. Elles ont été assassinées délibérément et de sang froid, tout comme les victimes du génocide soudanais. En effet, le pays est frappé par une sécheresse persistante mais une sécheresse ne suffit pas à elle seule pour affamer des centaines de milliers de personnes. Les famines qui frappent le Soudan depuis de nombreuses années sont totalement artificielles. Elles ne sont même pas l'effet secondaire involontaire de la guerre civile. Non, elles sont la pierre angulaire de la politique du gouvernement islamique pour exterminer les « impies » du Sud. Le gouvernement de Khartoum a empêché toute aide humanitaire pendant des années. Année après année, les négociations pour importer de la nourriture s'éternisent délibérément jusqu'à ce que la saison des pluies rende les routes et les aérodromes impraticables. Si les organisations humanitaires utilisent quand même un terrain d'aviation,

staande pseudo-morele discours wel is. Soedan is militair gezien een heel zwak broertje. Europa kan zonder enig probleem en zonder grote risico's militair tussenbeide komen om de fundamentalistische regering in Khartoum ten val te brengen en de genocide in de zuidelijke provincies te beëindigen. Dames en heren van de Europese regeringen, geachte leden van de « democratische » partijen, als U uw afschuw uitschreeuwt over racisme en genocide, is dat dan alleen maar demagogie voor binnenlands gebruik ? Is dat alleen maar een goedkope truc om de nationalistische en « extreem-rechtse » partijen in diskrediet te brengen ? Of durft U alleen de genocides uit het verleden aanklagen, van regimes die al lang geleden ten val gebracht zijn ? Als uw verontwaardiging en uw afschuw oprecht zijn, stuur een militaire expeditie naar Soedan en maak een einde aan die racistische volkerenmoord. Maar als U daar de moed niet voor hebt, bespaar ons dan uw retoriek en uw hypocrisie over antiracisme en universele mensenrechten. Zeg dan gewoon eerlijk dat al uw hoogdravende verklaringen daarover alleen maar holle verkiezings slogans zijn, die U toch nooit in praktijk wil brengen. Zeg dan gewoon eerlijk dat U alleen becommerd bent om de stemmenwinst van « extreem-rechts » omdat U daardoor zetels en politieke macht dreigt te verliezen, maar dat het U eigenlijk geen barst kan schelen of er nu honderdduizend, vijfhonderdduizend of een miljoen Soedanese negers worden vermoord en als slaven verkocht.

Nr. 105 van de heren Dominiek LOOTENS-STAEEL (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden de genocide door moslims op Christenen in Soedan ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren. ».

VERANTWOORDING

De media gebruiken steeds dezelfde afleidingsmanoeuvres om de genocide in Soedan buiten beeld te houden. Men schrijft over droogte, ziekten en gebrekkige hulpverlening, maar men weigert de ware oorzaak van de hongersnood te noemen : de uitroeiingspolitiek van de regering in Khartoum. De Morgen is de enige uitzondering op die regel. Deze praktijk van misleiding, zelfcensuur en verbloeiing van gruwelijke feiten vertoont een merkwaardige parallel met het negationistische discours. Natuurlijk zijn vele joden in de Duitse concentratiekampen aan ondervoeding en ziekten gestorven, maar alleen bikkelharde negationisten zullen in ernst beweren dat de dood van miljoenen Europese joden in de periode '42-'45 het gevolg was van epidemieën en hongersnoden. Hetzelfde geldt voor de miljoenen slachtoffers van de Goelagarchipel. Die mensen waren niet het slachtoffer van natuurrampen of mislukte oogsten. Zij werden opzettelijk en in koelen bloede vermoord, net zoals de slachtoffers van de genocide in Soedan. Het land wordt inderdaad geteisterd door een langdurige droogte, maar door droogte alleen zouden geen honderdduizenden mensen verhongeren. De hongersnoden die Soedan al sinds vele jaren teisteren zijn volkomen kunstmatig. Ze zijn zelfs niet het onbedoelde neven-effect van de burgeroorlog. Nee, ze zijn een hoeksteen van het beleid van de islamitische regering om de « ongelovigen » in het Zuiden uit te roeien. De regering in Khartoum heeft jarenlang alle hulpverlening tegengehouden. Onderhandelingen over de aanvoer van voedsel worden jaar na jaar opzettelijk gerekt tot het regenseizoen de wegen en vliegvelden onbruikbaar maakt. Als hulporganisaties toch een vliegveldje in gebruik nemen wordt het prompt gebombardeerd. In 1989 werd een vliegtuig met hulpgoederen opzettelijk neergehaald door het regeringsleger. In 1990 werden

celui-ci est rapidement bombardé. En 1989, l'armée gouvernementale a délibérément abattu un avion d'aide humanitaire. En 1990, des centres d'aide et des convois de nourriture ont été bombardés à plusieurs reprises. En 1991, des terroristes palestiniens ont fait sauter l'hôtel Acropol, le quartier général de l'aide humanitaire, pour le compte du gouvernement. La même année, le Soudan a vendu 12 millions de tonnes de céréales à l'étranger en échange de devises fortes. L'aide humanitaire que les sabotages du gouvernement immobilisent dans des entrepôts est également saisie et vendue à l'Arabie saoudite. Les bénéficiaires servent à acheter des armes. Il ne reviennent pas à l'aide humanitaire. Ce sont les bourreaux qui se taillent la part du lion, pas les victimes. Dans ce cas-ci, une seule chose peut encore aider : une intervention militaire.

Il s'agit ici d'une génocide dont les motifs sont aussi bien religieux que raciaux. Les Soudanais arabisés du Nord considèrent que les noirs du Sud sont inférieurs et primitifs. En outre, ceux du Sud sont chrétiens ou animistes. Ils refusent de se convertir à l'islam et ne se soumettent pas à la charia. La guerre au Soudan est en même temps une guerre raciale et un véritable djihad.

À Khartoum, le vrai pouvoir est détenu par les frères musulmans fondamentalistes, notamment dirigés par le célèbre docteur El Tourabi. Il n'éprouvait aucune honte au sujet de la famine. Il a, par le passé, déclaré ouvertement : « Plusieurs dizaines de milliers de morts à cause de la faim sont un prix peu élevé pour la révolution islamique au Soudan. Nous mettrons rapidement fin à la guerre dans le Sud en recourant massivement aux armes chimiques. ». Entre-temps ces armes chimiques ont été livrées par l'Irak. D'ailleurs El Tourabi pouvait compter sur l'aide de presque tout le monde islamique : la Libye, l'Iran, le Pakistan et l'OLP lui fournissent ou lui ont fourni hommes et/ou matériel militaire. L'Arabie saoudite finance la guerre à coup de millions de pétrodollars. On ne peut d'ailleurs pas accuser les musulmans soudanais d'ingratitude : alors que dans le Sud des centaines de milliers « d'impies » mouraient de faim, El Tourabi envoyait des avions-cargos remplis de nourriture au régime islamique d'Afghanistan. Composante indissociable du djihad, l'esclavagisme, une pratique encouragée ouvertement par le coran, refait surface. Dans le seul camp de Safada, 7.000 enfants ont été vendus publiquement, et ce nombre ne représente qu'une fraction du nombre total. De nombreuses femmes noires déshabillées ne voient souvent aucune autre solution lorsqu'elles ne parviennent plus à nourrir leur famille. Au moins, les enfants vendus aux esclavagistes ont une chance de survivre, même si c'est dans des conditions épouvantables. Une partie des esclaves est envoyée par bateaux en Arabie saoudite via une route des esclaves, tolérée officieusement, en mer Rouge. Mais la plupart des esclaves sont destinés au marché intérieur. Les garçons travaillent dans l'agriculture, comme domestiques ou gardiens de bestiaux, les filles atterrissent dans des harems ou des bordels. Souvent les esclavagistes offrent des armes en échange d'esclaves : un fusil automatique s'échange contre six enfants noirs. Souvent les chasseurs d'esclaves attaquent des villages noirs, volent le bétail et emportent les femmes et les enfants comme butin. Si les parents s'y opposent, ils sont abattus. Les membres de l'ethnie Dinka en sont les principales victimes.

Faire des reportages sur les famines et les catastrophes naturelles passe encore mais accuser les arabes de racisme envers les noirs ne s'inscrit pas dans le cadre du politiquement correct. Et, officiellement, l'islam est une religion tolérante et humaine. Il vaut donc mieux étouffer les horreurs d'un djihad. Autrement, ce serait jouer le jeu de l'extrême-droite, n'est-ce pas ? Ce qu'il faut à tout prix éviter. À cet égard, le Soudan n'est qu'un détail de l'histoire. On retrouve les mêmes familles politiques dans tous les gouvernements européens, parfois seules, parfois en coalition : démocrates-chrétiens, socialistes et libéraux. Ces trois familles se présentent comme des défenseurs des minorités ethniques, des pourfendeurs du racisme, de l'intolérance et des épurations ethniques. Le Soudan montre à quel point ce discours pseudo-moral noble est creux, mensonger et hypocrite. Du point de vue militaire, le Soudan est considéré comme très faible. L'Europe peut, sans problèmes et sans grands risques sur le plan militaire, intervenir pour renverser le régime fondamentaliste de Khartoum et mettre un terme au génocide en cours dans les provinces du sud. Mesdames et Messieurs des gouvernements européens, chers membres des partis « démocratiques », si vous exprimez votre horreur du racisme et du génocide, est-ce seulement par démagogie, à usage interne ? S'agit-

herhaaldelijk bombardementen uitgevoerd op hulpcentra en voedselknoopen. In 1991 werd het Acropolhotel, het centrum van de hulpverleners, opgeblazen door Palestijnse terroristen die in opdracht van de regering handelden. In hetzelfde jaar verkocht Soedan 12 miljoen ton graan in het buitenland in ruil voor harde deviezen. De voedselhulp die door de sabotage van de regering in de opslagplaatsen blijft liggen wordt eveneens in beslag genomen en verkocht aan Saoedi-Arabië. Met de winst worden wapens aangekocht. Het is duidelijk dat humanitaire hulp hier niet zal baten. Het leeuwendeel daarvan komt terecht bij de beulen, niet bij de slachtoffers. Hier helpt nog slechts één ding : een militaire interventie.

Het gaat hier om een genocide die zowel religieuze als raciale motieven heeft. De gearbiseerde Soedanezen uit het Noorden beschouwen de zwarten uit het Zuiden als inferieur en primitief. Bovendien zijn die zuiderlingen christenen of animisten. Zij weigeren zich tot de islam te bekeren en zij onderwerpen zich niet aan de sjaria. De oorlog in Soedan is tegelijk een rassenoerlog en een heuse djihad.

De echte macht in Khartoum berust bij de fundamentalistische Moslimbroeders onder leiding van bvb de beruchte arts El Tourabi. Hij schaamde zich absoluut niet voor de hongersnoden. Hij verklaarde ooit volkomen openlijk : « Tienduizenden hongerdoden zouden een geringe prijs zijn voor de islamitische revolutie in Soedan. Wij zullen de oorlog in het zuiden spoedig beëindigen door de massale inzet van chemische wapens. ». Die chemische wapens zijn intussen geleverd door Irak. El Tourabi kon trouwens rekenen op hulp uit zowat heel de islamitische wereld. Libië, Iran, Pakistan en de P.L.O. steun(d)en hem met manschappen en/of militair materieel. Saoedi-Arabië financiert de oorlog met miljoenen oledollars. Men kan de Soedanese moslims trouwens niet van ondankbaarheid beschuldigen : terwijl in het Zuiden honderdduizenden « ongelovigen » verhongerden stuurde El Tourabi wel vrachtvliegtuigen vol voedsel naar het islamitische regime in Afghanistan. Als onvervreemdbaar bestanddeel van de djihad steekt ook de slavernij de kop weer op, een praktijk die door de koran openlijk wordt aangemoedigd. Alleen al in het opvangkamp Safada werden 7.000 kinderen openlijk verkocht, en dat is maar een fractie van het totaal. Vele uitgemergelde zwarte vrouwen zien dikwijls geen andere oplossing als zij hun gezin niet meer kunnen voeden. De kinderen die aan slavenhandelaars worden verkocht hebben tenminste nog een kans om te overleven, zij het dan in erbarmelijke omstandigheden. Een deel van de slaven wordt naar Saoedi-Arabië verscheept, via een officieus getolereerde slavenroute over de Rode Zee. De meeste slaven zijn echter voor de binnenlandse markt bestemd. Jongens worden werkgesteld in de landbouw, als huisknechtjes of veehouders, meisjes komen in harems of bordelen terecht. Dikwijls bieden de slavenhandelaars wapens aan in ruil voor slaven : één automatisch geweer heeft de tegenwaarde van zes zwarte kinderen. Dikwijls overvallen slavenjagers zwarte dorpen, roven het vee en nemen de vrouwen en kinderen mee als krijgsbuit. Als de ouders zich verzetten worden ze doodgeschoten. Vooral de Dinka-stam is hiervan het slachtoffer.

Reportages maken over hongersnoden en natuurrampen, dat kan natuurlijk nog door beugel, maar het racisme van Arabieren tegenover negers aanklagen, dat past natuurlijk niet in het politiek correcte schema. En volgens de officiële versie is de islam een verdraagzame en humane religie, dus de gruwelen van een echte moderne djihad kan men ook beter in de doofpot stoppen. Anders zou dat zeker extreem-rechts in de kaart spelen, nietwaar ? En dat moet natuurlijk tot elke prijs vermeden worden. Soedan is daarbij slechts een detail in de geschiedenis. In alle Europese regeringen zwaaiden dezelfde politieke families de plak, soms alleen, soms in een coalitie: christendemocraten, socialisten en liberalen. Die drie families profileren zich als de beschermers van etnische minderheden, als de grote strijders tegen racisme, onverdraagzaamheid en etnische zuiveringen. In Soedan blijkt hoe hol, leugenachtig en hypocriet dat hoogstaande pseudo-morele discours wel is. Soedan is militair gezien een heel zwak broertje. Europa kan zonder enig probleem en zonder grote risico's militair tussenbeide komen om de fundamentalistische regering in Khartoum ten val te brengen en de genocide in de zuidelijke provincies te beëindigen. Dames en heren van de Europese regeringen, geachte leden van de « democratische » partijen, als U uw afschuw uitschreeuwt over racisme

il seulement d'un truc bon marché pour discréditer les partis nationalistes et « d'extrême-droite » ? Ou n'osez-vous critiquer que les génocides du passé, commis par des régimes disparus depuis longtemps ? Si votre indignation et votre horreur sont sincères, envoyez une expédition militaire au Soudan et mettez un terme à ce génocide raciste. Mais si vous n'en avez pas le courage, épargnez nous votre rhétorique et votre hypocrisie sur l'antiracisme et les droits de l'homme universels. Et reconnaissez honnêtement que vos déclarations grandiloquentes ne sont que des slogans électoraux creux, que vous ne mettez jamais en œuvre. Reconnaissez honnêtement que vous vous souciez seulement des voix qui vont à « l'extrême-droite » parce que vous risquez de perdre vos sièges et votre pouvoir politique, mais que vous n'en avez rien à faire si cent mille, cinq cents mille ou un million de noirs soudanais sont assassinés ou vendus comme esclaves.

N° 106 de MM. Frederic ERENS (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membre est condamné pour infraction aux lois relatives à l'emploi des langues en matière administrative. ».

JUSTIFICATION

Ce sont les lois du 18 juillet 1966 qui règlent l'emploi des langues en matière administrative dans ce pays. Dans les services locaux, ce sont les articles 17 à 22 des lois coordonnées du 18 juillet 1966 qui dictent l'emploi des langues par les pouvoirs locaux bruxellois (communes et CPAS). Dans les institutions régionales bruxelloises, ce sont plus particulièrement les articles 32 à 37 de la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles. Ces lois partent du principe du bilinguisme général des services, tant en ce qui concerne les services internes que dans les contacts avec le public. Pour cela, les fonctionnaires locaux bruxellois sont tenus de prouver la connaissance de la deuxième langue par le biais d'un examen linguistique. Étant donné que les auteurs estiment que tant les Bruxellois néerlandophones que les Bruxellois francophones doivent pouvoir s'adresser dans leur langue aux services publics bruxellois, nous sommes d'avis que ces principes doivent être maintenus et – je vous le répète encore une fois – doivent être strictement appliqués.

Les accords de courtoisie linguistique ont été conclus dans un cadre totalement illégal. Dire que l'accord de courtoisie linguistique a résolu les problèmes serait excessivement cynique. Mais, d'un autre côté, ce ne fut jamais l'objectif de cet accord. La seule raison d'être de l'accord de courtoisie linguistique – outre de désamorcer une crise gouvernementale menaçante – était d'institutionnaliser l'illégalité, d'augmenter l'efficacité des recrutements unilingues et de continuer à saper le bilinguisme légal. Ce fut, vous vous l'imaginez, un accord sur la non-application de la loi ! La Région bruxelloise s'est ainsi profilée comme une république bananière de premier ordre. Nous ne devons donc plus non plus parler d'un accord de courtoisie linguistique mais plutôt d'un accord de violation linguistique.

en genocide, is dat dan alleen maar demagogie voor binnenlands gebruik ? Is dat alleen maar een goedkope truc om de nationalistische en « extreem-rechtse » partijen in diskrediet te brengen ? Of durft U alleen de genocides uit het verleden aanklagen, van regimes die al lang geleden ten val gebracht zijn ? Als uw verontwaardiging en uw afschuw oprecht zijn, stuur een militaire expeditie naar Soedan en maak een einde aan die racistische volkerenmoord. Maar als U daar de moed niet voor hebt, bespaar ons dan uw retoriek en uw hypocrisie over antiracisme en universele mensenrechten. Zeg dan gewoon eerlijk dat al uw hoogdravende verklaringen daarover alleen maar holle verkiezings slogans zijn, die U toch nooit in praktijk wil brengen. Zeg dan gewoon eerlijk dat U alleen bekommerd bent om de stemmenwinst van « extreem-rechts » omdat U daarvoor zetels en politieke macht dreigt te verliezen, maar dat het U eigenlijk geen barst kan schelen of er nu honderdduizend, vijfhonderdduizend of een miljoen Soedanese negers worden vermoord en als slaven verkocht.

Dominiek LOOTENS-STAEL (N)
Johan DEMOL (N)

Nr. 106 van de heren Frederic ERENS (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor overtreding van de wetten op taalgebruik in bestuurszaken. ».

VERANTWOORDING

In de plaatselijke diensten zijn het de artikels 17 tot 22 van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 die het taalgebruik door de Brusselse plaatselijke besturen (gemeenten en OCMW's) voorschrijven. Specifiek voor wat de Brusselse gewestelijke instellingen betreft, wordt het taalgebruik geregeld door de artikels 32 tot 37 van de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen. Zij stellen het principe voorop van de algemene tweetaligheid van de diensten, zowel voor wat betreft de binnendiensten, als voor wat betreft de communicatie met het publiek. Dit zou moeten gerealiseerd worden door van de Brusselse plaatselijke ambtenaren een bewezen kennis van de tweede taal te eisen door middel van het afleggen van een taalexamen. Aangezien de indieners van oordeel zijn dat zowel de Brusselse Nederlandstaligen als de Brusselse Franstaligen in hun eigen taal terecht moeten kunnen in de Brusselse overheidsdiensten, zijn wij van mening dat deze principes gehandhaafd dienen te blijven, en nogmaals : strikt dienen te worden toegepast.

De taalhoffelijkheidssakkoorden werden gesloten in een kader van totale wetteloosheid. Stellen dat het taalhoffelijkheidssakkoord de problemen heeft opgelost zou van een al te verregaand cynisme spreken. Maar anderzijds : dat was ook nooit de bedoeling van dit akkoord. De enige reden van bestaan van het taalhoffelijkheidssakkoord was – naast het rap-rap oplossen van een dreigende regeringscrisis – het institutionaliseren van de illegaliteit, het efficiënter doen verlopen van de ééntalige aanwervingen, en de wettelijke tweetaligheid verder uithollen. Het werd, stel U voor, een akkoord over het niet-toepassen van de wet ! Het Brusselse Gewest profileerde zich daarmee als een eersteklas bananenrepubliek. We moeten dan ook niet langer spreken over een taalhoffelijkheidssakkoord, maar over een taalwetovertreedingsakkoord.

À partir de 1998, le nombre de nominations illégales a fortement augmenté, alors que le nombre de suspensions concernant les communes restait inacceptablement bas et atteignait même un nouveau minimum record en ce qui concerne les CPAS. Sur ce dernier point aussi, le vice-gouverneur de Bruxelles Hugo Nys dit clairement qu'il n'y pas eu de différence notable par rapport aux années précédentes, quand il suspendait environ 30 % des nominations pour non-respect de la législation linguistique. C'est aussi le status quo pour le nombre de nominations irrégulières annulées par le gouvernement ... soit quelque zéro pour cent. Manifestement, la législation linguistique fait partie de ces lois qu'on peut enfreindre.

Bien que la Commission permanente de contrôle linguistique ait clairement montré dans ses avis antérieurs que la circulaire relative à l'accord de courtoisie linguistique était illégale, on a persévéré dans la malveillance et tous les partis flamands, à l'exception du Vlaams Belang, ont capitulé devant la culture politique non démocratique des francophones qui consiste à enfreindre les lois. Ceci aussi parce que, en dépit des avis de la Commission permanente de contrôle linguistique et des divers arrêts du Conseil d'État, ils continuent d'affirmer avec insistance que les contractuels ne sont pas soumis à la législation linguistique.

Entre-temps, il est aussi apparu que l'Office bruxellois de l'emploi ne brille ni par son zèle ni par son ardeur au travail dans la recherche de candidats bilingues. Les francophones ont donc tout intérêt à l'absence d'une réserve de recrutement convenable, afin qu'ils puissent ainsi continuer à enfreindre à leur gré la législation linguistique. Contrairement à l'accord, les unilingues, recrutés en masse, ne connaissent toujours pas, ou à peine, le néerlandais après deux ans. L'acquisition dans les deux ans d'un brevet linguistique était pourtant une condition majeure lors du recrutement. Il faut naturellement dire que le comportement du gouvernement bruxellois n'a pas beaucoup d'autorité morale en la matière. Le ministre-président bruxellois de l'époque Daniel Ducarme ne parlait pas non plus un traître mot de néerlandais. En fait, au lieu de licencier après deux ans ceux qui refusent d'apprendre le néerlandais, ce que la logique aurait voulu, on prolonge, mine de rien, leur contrat de deux ans. Le VLD a déclaré d'un ton pince-sans-rire au parlement flamand que c'était normal, vu l'extrême difficulté des examens linguistiques à leurs yeux. Apparemment, M. Gatz estime qu'il suffit de savoir compter jusque deux en néerlandais et de pouvoir dire « ja » et « neen » pour obtenir un brevet linguistique. L'accord de violation linguistique a donc eu pour conséquence qu'aujourd'hui plus que jamais, on engage des francophones unilingues à des fonctions qui exigent un bon niveau de bilinguisme. Il en résulte que les services aux néerlandophones régresse à vue d'oeil à Bruxelles. Ces pratiques, qui confrontent systématiquement la minorité flamande à des pratiques tout bonnement honteuses, ne peuvent être qualifiées autrement que de fascistes.

La situation est d'ailleurs telle que la prolongation des contrats de la première génération de contractuels n'est plus possible, étant donné qu'un engagement après quatre ans, aussi illégal soit-il, n'est plus contestable. Concrètement, cela veut dire que, alors que les contrats contestés pourraient encore être prolongés, on ne pourrait plus obliger les contractuels à obtenir ce brevet linguistique.

Le seul contrôle que les Flamands exerçaient encore autrefois sur les résultats de l'accord de violation linguistique se faisait par le biais des prétendus rapports linguistiques trimestriels, où les résultats et les chiffres de l'application de l'accord auraient dû apparaître noir sur blanc.

Toutefois ces rapports linguistiques ont toujours été très difficiles – passez l'euphémisme – à réaliser. Sans l'insistance répétée du Vlaams Blok de l'époque, ils n'auraient probablement pas vu le jour. La raison en est assez claire : même le gouvernement avait honte de ces chiffres.

Il ressort en effet de ces rapports que l'accord de violation linguistique a fait augmenter spectaculairement le nombre de nominations illégales au point que la précédente majorité bruxelloise a décidé de ne plus reprendre la partie consacrée aux rapports linguistiques lors de la formation du gouvernement. Le seul moyen de contrôle flamand sur les nominations illégales fut donc tout bonnement supprimé. Les partis flamands de la majoi-

Vanaf 1998 steeg het aantal illegale benoemingen aanzienlijk, terwijl het aantal schorsingen wat de gemeenten betreft onaanvaardbaar laag bleef, en wat de OCMW's betreft zelfs een nieuw dieptepunt bereikte. Ook over het laatste zegt de Brusselse vice-gouverneur Hugo Nys duidelijk dat er geen noemenswaardige verschillen zijn met de voorbije jaren, toen hij ongeveer 30 % van de benoemingen schorste omdat ze niet in orde zijn met de taalwetgeving. Het aantal onregelmatige benoemingen dat door de regering werd vernietigd blijft ook status quo, op zowat ... nul procent. De taalwet is blijkbaar een wet die wél mag worden overtreden.

Alhoewel de Vaste Commissie voor Taaltoezicht dus in vroegere uitspraken duidelijk te kennen gaf dat de omzendbrief betreffende het taalhoffelijkheidssakkoord onwettig was, werd volhard in de boosheid, en capituleerden de Vlaamse partijen op uitzondering van het Vlaams Belang na allemaal voor de francofone ondemocratische politieke cultuur van wetsovertredingen. Dit mede omdat zij, ondanks adviezen van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht en ondanks verscheidene arresten van de Raad van State, bij hoog en laag blijven beweren dat contractuelen niet onder de taalwetgeving vallen.

Intussen is ook gebleken dat de Brusselse arbeidsdienst bij het zoeken naar tweetalige kandidaten niet direct uitblinkt in veel ijver en werklust. De Franstaligen hebben er dus alle belang bij dat er geen degelijke wervingsreserve is, zodat ze naar believen de taalwet kunnen blijven overtreden. De eentaligen, die wel « en masse » werden aangeworven, kennen tegen het akkoord in na een periode van twee jaar nog steeds geen of bijna geen Nederlands. Het binnen de twee jaar behalen van een taalbrevet was nochtans een belangrijke vereiste bij de aanwerving. Het moet natuurlijk gezegd worden dat de Brusselse regering op dat vlak niet al te veel moreel gezag heeft. Ook de toenmalige Brusselse minister-voorzitter Ducarme sprak geen gebenedijd woord Nederlands. Echter, in plaats van deze Nederlandsonwilligen dan na twee jaar te ontslaan, wat de logica zelf zou zijn, verlengd men doodleuk voor nog eens twee jaar hun contract. In het Vlaams Parlement verklaarde de VLD daarover doodleuk dat dit wel OK is, daar de taalexamen in hun ogen véél te moeilijk zijn. Blijkbaar is het voor de heer Gatz voldoende dat men in het Nederlands tot twee kan tellen, en « ja » en « neen » kan zeggen, om een taalbrevet te krijgen. Het Taalwetvertredingsakkoord heeft dus tot gevolg gehad dat nu meer dan ooit ééntalig Franstaligen worden aangeworven voor functies die een degelijke tweetaligheid vereisen. De dienstverlening voor de Nederlandstaligen in Brussel gaat er dan ook zienderogen op achteruit. Deze praktijken, waarbij de Vlaamse minderheid systematisch te recht komt in ronduit mensonterende praktijken kan men niet anders dan als fascistisch bestempelen.

Het is trouwens zo dat nu een verlenging van de contracten voor de eerste generatie contractuelen niet meer mogelijk is, daar een aanwerving na vier jaar, ook al is ze onwettig, niet meer aanvechtbaar is. Dit wil *in concreto* zeggen dat wanneer de omstreden contracten nu nogmaals zouden worden verlengd men de contractuelen op geen enkele manier meer kan dwingen om alsnog hun taalbrevet te halen.

De enige controle die de Vlamingen vroeger nog hadden op de resultaten van het taalwetvertredingsakkoord waren de zogenaamde driemaandelijks taalrapporten, waarin zwart op wit de resultaten en cijfers van de uitvoering van het akkoord zouden te zien zijn.

Die taalrapporten kwamen echter – om het met een eufemisme te zeggen – maar zeer moeilijk tot stand. Zonder het herhaaldelijk aandringen van het toenmalige Vlaams Blok zouden er waarschijnlijk zelfs helemaal geen taalrapporten zijn geweest. De rede daarvoor is nogal duidelijk : zelfs de regering vond de cijfers beschamend.

Omdat uit deze taalrapporten inderdaad bleek dat door het taalwetvertredingsakkoord het aantal illegale benoemingen spectaculair steeg, besloot de vorige Brusselse meerderheid de passus over de taalrapporten niet meer op te nemen bij de regeringsvorming. Het enige Vlaamse controlemiddel op de illegale benoemingen werd dus gewoon overboord gekieperd. De Vlaamse meerderheidspartijen zwegden als vermoord. Het flu-

rité sont restés aussi silencieux que des morts. Le velours des portefeuilles ministériels accordés à leurs partis est apparemment plus important que les droits des Flamands de Bruxelles.

Bien que la Flandre et les Flamands soient les grands argentiers de la Région bruxelloise, les autorités flamandes n'osent ou ne veulent pas se servir de leur supériorité. Les accords du Lombard ou du Lambermont autorisent la Flandre à verser année après année toujours plus d'argent dans toutes sortes de caisses bruxelloises, tout en lui laissant année après année toujours moins de place pour participer à la gestion de sa propre capitale. Avec une arrogance inouïe, Bruxelles la francophone exige toujours plus d'argent flamand pour mener une politique ouvertement anti-flamande. Le financement flamand de Bruxelles n'est ni plus ni moins qu'un énième transfert nord-sud. Contrairement à la Flandre, la Région wallonne répercute, par manque d'argent, de nombreux coûts sur les communes bruxelloises, qui à leur tour s'adressent à la Région bruxelloise. Ainsi, la Flandre paie indirectement les coûts que la Région wallonne ne veut pas assumer.

Et les partis flamands de la majorité : ils opinent docilement pour ne pas troubler cette chère paix communautaire.

Comme les auteurs l'ont déjà dit précédemment, ils partent du principe qu'il est possible de créer une bonne entente entre les Bruxellois francophones et néerlandophones, à condition que qu'il y ait des accords clairs effectivement respectés et qu'on tienne compte des droits et des aspirations des deux communautés linguistiques. Au cours des décennies précédentes, nous avons toutefois dû constater que cette volonté de bonne entente faisait défaut chez bien des hommes politiques francophones. Cela se traduit notamment par le déni des droits linguistiques les plus élémentaires aux néerlandophones bruxellois, par le refus pertinent de respecter la législation linguistique et de respecter la jurisprudence constante de juridictions telles le Conseil d'État et la Commission permanente de contrôle linguistique.

Dans une série de cas, cette situation illégale mène parfois des situations navrantes, comme par exemple dans les hôpitaux des CPAS où, selon une étude, un tiers des patients néerlandophones doit s'exprimer en français pour se faire comprendre. Les auteurs ne sont pas les seuls à avoir fait ce constat, le rapport du Conseil de l'Europe est parvenu à la même conclusion ! Étant donné que dans le secteur des soins de santé, la communication entre les médecins/ le personnel paramédical et les patients est très importante pour la qualité des soins médicaux, de telles situations intolérables sont absolument inacceptables. Dans les circonstances actuelles (tant que le personnel ne sera pas bilingue), les auteurs exigent qu'on commence à dédoubler le secteur bicommunautaire, dédoublement qui se poursuivra aussi longtemps que durera cette situation intolérable sur le plan linguistique.

Dans les administrations locales, cette mauvaise volonté se traduit d'abord par l'engagement massif par les administrations communales et les CPAS francophones de personnel ne connaissant pas le néerlandais, ce qui est totalement illégal. Même dans les services régionaux les néerlandophones ne peuvent pas toujours s'exprimer dans leur langue. Ici le problème se rencontre surtout dans les institutions pararégionales et dans les institutions privées auxquelles les autorités ont confié une série de tâches. Nous pensons principalement au secteur des logements sociaux, des maisons de repos et des hôpitaux, où les situations sont navrantes. Par cette politique illégale, une partie importante des services publics ne satisfait plus aujourd'hui au bilinguisme fixé par la loi. On réduit ainsi à néant, lentement mais sûrement, le principe du bilinguisme généralisé, ce qui menace grandement les services aux citoyens néerlandophones.

Il ne faut pas chercher bien loin les raisons permettant ces infractions massives aux lois linguistiques : la défaillance de la tutelle d'une part et une force contraignante lacunaire de la législation linguistique d'autre part.

La tutelle sur les pouvoirs locaux concernant l'application de la législation linguistique dépend en première instance du vice-gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale et (depuis la création

weel van de ministerpostjes voor hun partij is blijkbaar belangrijker dan de rechten van de Brusselse Vlamingen.

Hoewel Vlaanderen en de Vlamingen de grootste financiers van het Brussels Gewest zijn, durft of wil de Vlaamse overheid echter niet op haar strepen te staan. Door Lombard- en andere Lambermontakkoorden mag Vlaanderen jaar na jaar meer gelden storten in allerhande Brusselse kassen, terwijl het jaar na jaar minder inspraak en medezeggenschap krijgt in het bestuur van haar eigen hoofdstad. Met een ongekende arrogantie eist francofoon Brussel meer en meer Vlaams geld om een ronduit Vlaamsvijandig beleid te voeren. De Vlaamse financiering van Brussel is ook niet meer of niet minder dan een zoveelste transfer van noord naar zuid. In tegenstelling tot Vlaanderen wentelt het Waals Gewest uit gebrek zeer veel kosten af op de Brusselse gemeenten, die op hun beurt weer gaan aankloppen bij het Brussels Gewest. Indirect betaalt Vlaanderen zo die kosten waar het Waals Gewest niet voor wil opdraaien.

En de Vlaamse meerderheidspartijen : zij knikken gedwee omwille van de lieve communautaire vrede.

Zoals eerder reeds gesteld, stellen de indieners voorop dat een goede verstandhouding tussen Brusselse Nederlandstaligen en Franstaligen mogelijk is, op voorwaarde dat er duidelijke afspraken bestaan die ook effectief worden nageleefd en waarbij loyaal met de rechten en verzuchtingen van beide taalgemeenschappen rekening wordt gehouden. We hebben echter de voorbije tientallen jaren moeten vaststellen dat deze wil tot goede verstandhouding bij vele Franstalige politici niet aanwezig is. Dat uit zich onder meer in het ontzeggen van de meest elementaire taalrechten aan de Brusselse Nederlandstaligen, door pertinent te weigeren de taalwetgeving na te leven en de vaste rechtspraak na te volgen zoals die werd opgebouwd door rechtscolleges als de Raad van State en de Vaste Commissie voor Taaltoezicht.

Deze onwettige toestand leidt in een aantal gevallen soms tot schrijnende toestanden, zoals bijvoorbeeld in de OCMW-ziekenhuizen, waar uit een studie blijkt dat eenderde van de Nederlandstalige patiënten op het Frans moet overschakelen om zich verstaanbaar te maken. Dit zeggen niet alleen de indieners, dit zegt ook een rapport van de Raad van Europa ! Aangezien in de geneeskundige sector de communicatie tussen arts/paramedisch personeel en de patiënten van zeer groot belang is voor de kwaliteit van de verstrekte medische zorgen, zijn zulke wantoestanden absoluut onaanvaardbaar. In de huidige omstandigheden – zolang de tweetaligheid van het personeel geen feit is – eisen de indieners dat er een aanvang moet worden gemaakt van de ontdebelling van de bicommunautaire sector die moet worden doorgezet als zou blijken dat de taalwantoestanden toch blijven duren.

In de plaatselijke besturen uit zich deze onwil in de eerste plaats in het massaal aanstellen van Nederlandsonkundig personeel door de Franstalige gemeente- en OCMW-besturen, wat volkomen illegaal is. Maar ook in de gewestelijke diensten kunnen de Nederlandstaligen niet altijd in hun eigen taal aan hun trekken komen. Hier situeert het probleem zich vooral in de pararegionale instellingen en bij de private instellingen waaraan de overheid een aantal taken heeft uitbesteed. Wij denken dan vooral aan de sociale huisvestings-, rusthuizen- en ziekenhuissector, waar de toestanden schrijnend zijn. Door deze illegale politiek voldoet thans een aanzienlijk deel van de overheidsdiensten niet meer aan de wettelijk opgelegde tweetaligheid. Op deze manier werd het principe van de veralgemeende tweetaligheid langzaam maar zeker tenietgedaan en is de dienstverlening ten aanzien van de Nederlandstalige burgers zwaar in het gedrang gekomen.

De redenen waarom de taalwet zo massaal overtreden kan worden, hoeft niet ver gezocht te worden, en situeert zich enerzijds in een falende voogdij en anderzijds in een gebrekkige afdwingbaarheid van de taalwetbepalingen.

De voogdij over de plaatselijke besturen inzake de toepassing van de taalwetgeving ligt in eerste instantie bij de vice-gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad en (sinds 1989 met de instel-

de la Région de Bruxelles-Capitale en 1989) en dernière instance du ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale compétent pour les communes et des membres du Collège de la CCC compétents pour les CPAS.

Pour chaque membre du personnel engagé par un pouvoir local, un dossier doit être transmis au vice-gouverneur qui contrôle alors la conformité de ce dossier avec la législation linguistique. S'il apparaît que la personne engagée n'a pas réussi l'examen linguistique exigé auprès du Secrétariat permanent de recrutement, le vice-gouverneur suspend cette nomination. Il transmet également le dossier au(x) ministre(s) de tutelle qui dispose(nt) de 40 jours pour annuler cette nomination. C'est lors de cette dernière étape que l'application de la législation linguistique échoue. De 1989 à 1996, le vice-gouverneur a, par exemple, suspendu pas moins de 2.668 nominations illégales dans les communes bruxelloises (environ un tiers de toutes les nominations). Le ministre bruxellois de tutelle n'en a annulé que ... trois (3 !).

En ce qui concerne les CPAS, 1.174 désignations illégales ont été suspendues. La tutelle (les membres du collège de la CCC Grijp et Gosuin) en a annulé ... 68 (à peine 5,8 %). C'est donc en dernière instance la tutelle bruxelloise qui refuse d'intervenir.

C'est pourquoi les auteurs souhaitent qu'on retire la tutelle sur les pouvoirs locaux bruxellois aux ministres de tutelle bruxellois et qu'on la confie à nouveau au ministre fédéral de l'Intérieur.

Une deuxième cause explique non-respect de la législation linguistique : on ne peut contraindre effectivement son application. Lors de l'instauration des facilités actuelles en 1963, le législateur a créé une juridiction dont la tâche consiste notamment à veiller au respect de la loi linguistique, à savoir la Commission permanente de contrôle linguistique. Mais quarante années d'expérience ont montré les imperfections structurelles de cette Commission permanente de contrôle linguistique. Nous résumons les principaux dysfonctionnements, ainsi que les solutions proposées par le Vlaams Belang. La Commission permanente de contrôle linguistique est composée de mandataires politiques, ce qui dans la pratique, empêche cette juridiction de rendre des avis neutres et objectifs. C'est une tare. En outre, cette politisation contribue à l'indécision et à l'impuissance voulue là où la Commission permanente de contrôle linguistique est effectivement compétente et en mesure d'intervenir de manière contraignante contre les autorités bruxelloises qui refusent de respecter la législation linguistique. Il apparaît en effet que la Commission permanente de contrôle linguistique a, à ce jour, toujours refusé de faire usage du droit de subrogation dont elle dispose à Bruxelles depuis le 1^{er} janvier 1995, soit la possibilité d'agir de manière contraignante à la place et aux frais des autorités contrevenantes afin de restaurer la légalité en matière linguistique. Cette inaction s'explique principalement par la politisation de ce collège. L'absence presque totale de moyens de recours contre les avis de la Commission permanente de contrôle linguistique est un deuxième dysfonctionnement. À cet égard, le Vlaams Belang souhaite la création de cette possibilité, auprès du Conseil d'État.

Dans la pratique, le citoyen ne peut pas imposer l'application pratique de la législation linguistique. C'est une troisième faille. Pour nous, le citoyen doit donc dans l'avenir avoir la possibilité d'imposer effectivement ses droits linguistiques par la voie juridique. Il faut aussi appliquer désormais des sanctions effectives et contraignantes aux infractions à la législation linguistique. Il est vrai qu'en théorie cette possibilité existe déjà partiellement sous la forme de l'annulation des actes illégaux et de sanctions disciplinaires à l'encontre des fonctionnaires qui ne respectent pas la législation linguistique, mais dans la pratique, les instances de tutelle n'en ont encore jamais fait usage. Pour y parvenir, on pense à l'annulation des actes administratifs et/ou à l'imposition d'astreintes.

Nous pensons que ces points peuvent être matérialisés si la Commission permanente de contrôle linguistique était réformée en un immense tribunal administratif prévoyant une procédure d'extrême urgence. Tout

ling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest) in laatste instantie bij de minister in de Brusselse Hoofdstedelijke Regering die over de gemeenten bevoegd is en de collegeleden van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie die voor de OCMW's bevoegd zijn.

Voor elk personeelslid dat door een plaatselijk bestuur wordt aangeworven, moet een dossier naar de vice-gouverneur worden doorgezonden, die dit dossier dan controleert op de conformiteit met de taalwetgeving. Indien blijkt dat de aangeworven persoon niet het vereiste taalexamen heeft afgelegd bij het Vast Wervingssecretariaat, dan schorst de vice-gouverneur deze benoeming. Hij maakt tevens het dossier over aan de voogdijminister(s), die 40 dagen de tijd hebben om deze benoeming te vernietigen. Het is op dit laatste vlak dat de toepassing van de taalwetgeving misloopt. Van 1989 tot 1996 werden er door de vice-gouverneur bijvoorbeeld niet minder dan 2.668 onwettige benoemingen van de Brusselse gemeenten geschorst (ongeveer één derde van alle benoemingen). Hiervan werden er door de Brusselse voogdijminister ... drie (3 !) vernietigd.

Voor wat de OCMW's betreft, werden 1.174 onwettige aanstellingen geschorst. Hiervan werden er door de bevoegde voogdij (de Collegeleden Grijp en Gosuin van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie) ... 68 (slechts 5,8 %) vernietigd.

Het is dus in laatste instantie de Brusselse voogdij die weigert in te grijpen. Daarom wensen de indieners dat de voogdij over de Brusselse plaatselijke besturen uit handen wordt genomen van de Brusselse voogdijministers en terug overgaat naar de federale minister van Binnenlandse Zaken.

Een tweede oorzaak voor het niet-naleven van de taalwetgeving, is het feit dat de toepassing ervan niet effectief kan worden afgedwongen. Bij het instellen van de huidige taalregeling in 1963, heeft de wetgever een rechtscollege in het leven geroepen dat onder meer tot taak heeft om erover te waken dat de taalwet zou worden nageleefd, namelijk de Vaste Commissie voor Taaltoezicht. Na 40 jaar ervaring blijkt echter dat deze Vaste Commissie voor Taaltoezicht een aantal structurele onvolkomenheden vertoont. We sommen de voornaamste disfuncties op, alsook de oplossingen die het Vlaams Belang vooropstelt. Een eerste euvel bestaat erin dat de Vaste Commissie voor Taaltoezicht is samengesteld uit politieke mandatarissen, waardoor dit rechtscollege, zoals de praktijk heeft aangetoond, geen onpartijdige en objectieve adviezen kan uitvaardigen en elk moreel gezag ontbeert. Bovendien draagt deze politisering bij tot besluiteloosheid en tot zelfgewilde machteloosheid daar waar de Vaste Commissie voor Taaltoezicht effectief over de bevoegdheid en de mogelijkheid beschikt om dwingend op te treden tegen Brusselse overheden die weigeren de taalwetgeving na te leven. Het blijkt immers dat de Vaste Commissie tot nog toe altijd heeft geweigerd om gebruik te maken van het subrogatierecht waarover zij sinds 1 januari 1995 in Brussel beschikt, zijnde de mogelijkheid om zelf in de plaats en op kosten van de overtredende overheid dwingend op te treden om de wettigheid in taalzaken te herstellen. De voornaamste oorzaak moet ook hier worden gezocht in de politisering van dit college. Een tweede disfunctie doet zich voor op het vlak van het ontbreken van bijna elke beroepsmogelijkheid tegen adviezen van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht. Het Vlaams Belang wenst in dit verband dat deze mogelijkheid wordt gecreëerd, en wel bij de Raad van State.

Een derde gebrek vindt men in het feit dat de toepassing van de taalwetgeving in de praktijk door de burger veelal niet kan worden afgedwongen. Voor ons dient de burger in de toekomst derhalve de mogelijkheid te krijgen om zijn taalrechten effectief via gerechtelijke weg af te dwingen. Tevens dienen er voortaan effectieve en afdwingbare sancties te worden gesteld op overtredingen van de taalwetgeving. Deze mogelijkheid bestaat momenteel weliswaar in theorie reeds gedeeltelijk onder de vorm van nietigheid van onwettige handelingen en tuchtmaatregelen tegen ambtenaren die de taalwet niet naleven, maar werd in de praktijk door de voogdij-instanties nog nooit gebruikt. Om dit te realiseren wordt gedacht aan de vernietiging van administratieve rechtshandelingen en/of aan het opleggen van dwangsommen.

Wij menen dat al deze punten te kunnen verwezenlijken indien de Vaste Commissie voor Taaltoezicht zou worden omgevormd tot een heuse administratieve rechtbank waar een procedure bij hoogdringendheid voor-

ceci implique d'intégrer la législation linguistique dans le contexte du droit administratif.

Il faut aussi inverser le système d'annulation des nominations illégales. Lorsqu'aujourd'hui le vice-gouverneur suspend une nomination, les deux ministres compétents doivent annuler la nomination, sinon la suspension est nul et non avenue. Il faut inverser la situation. La suspension devrait déboucher automatiquement sur une annulation sauf annulation de la suspension par les deux ministres compétents.

N° 107 de MM. Dominiek LOOTENS-STAELE (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes se rend coupable d'utilisation de mots qui incitent à enfreindre les lois relatives à l'emploi des langues en matière administrative.* ».

JUSTIFICATION

Ce sont les lois du 18 juillet 1966 qui règlent l'emploi des langues en matière administrative dans ce pays.

Dans les services locaux, ce sont les articles 17 à 22 des lois coordonnées du 18 juillet 1966 qui dictent l'emploi des langues par les pouvoirs locaux bruxellois (communes et CPAS). Dans les institutions régionales bruxelloises, ce sont plus particulièrement les articles 32 à 37 de la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles.

Ces lois partent du principe du bilinguisme général des services, tant en ce qui concerne les services internes que dans les contacts avec le public. Pour cela, les fonctionnaires locaux bruxellois sont tenus de prouver la connaissance de la deuxième langue par le biais d'un examen linguistique. Étant donné que les auteurs estiment que tant les Bruxellois néerlandophones que les Bruxellois francophones doivent pouvoir s'adresser dans leur langue aux services publics bruxellois, nous sommes d'avis que ces principes doivent être maintenus et – je vous le répète encore une fois – doivent être strictement appliqués.

Les accords de courtoisie linguistique ont été conclus dans un cadre totalement illégal. Dire que l'accord de courtoisie linguistique a résolu les problèmes serait excessivement cynique. Mais, d'un autre côté, ce ne fut jamais l'objectif de cet accord. La seule raison d'être de l'accord de courtoisie linguistique – outre de désamorcer une crise gouvernementale menaçante – était d'institutionnaliser l'illégalité, d'augmenter l'efficacité des recrutements unilingues et de continuer à saper le bilinguisme légal. Ce fut, vous vous l'imaginez, un accord sur la non-application de la loi ! La Région bruxelloise s'est ainsi profilée comme une république bananière de premier ordre. Nous ne devons donc plus parler d'un accord

zien wordt. Dit alles impliceert dat de taalwetgeving in de context van het administratief recht wordt opgenomen.

Tevens dient het systeem van het vernietigen van onwettige benoemingen omgekeerd te worden. Wanneer de vice-gouverneur op dit ogenblik een benoeming schorst, moeten beide bevoegde ministers de benoeming vernietigen, zolang is de schorsing ongedaan gemaakt. Men moet dit omkeren. In dit geval zou de schorsing automatisch worden omgezet in een vernietiging, tenzij beide bevoegde ministers de schorsing teniet doen.

Frederic ERENS (N)
Erland PISON (N)

Nr. 107 van de heren Dominiek LOOTENS-STAELE (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot overtreding van de wetten op taalgebruik in bestuurszaken.* ».

VERANTWOORDING

De wetten van 18 juli 1966 regelen het taalgebruik in bestuurszaken in dit land.

In de plaatselijke diensten zijn het de artikels 17 tot 22 van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 die het taalgebruik door de Brusselse plaatselijke besturen (gemeenten en OCMW's) voorschrijven. Specifiek voor wat de Brusselse gewestelijke instellingen betreft, wordt het taalgebruik geregeld door de artikels 32 tot 37 van de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen.

Zij stellen het principe voorop van de algemene tweetaligheid van de diensten, zowel voor wat betreft de binnendiensten, als voor wat betreft de communicatie met het publiek. Dit zou moeten gerealiseerd worden door van de Brusselse plaatselijke ambtenaren een bewezen kennis van de tweede taal te eisen door middel van het afleggen van een taalexamen. Aangezien de indieners van oordeel zijn dat zowel de Brusselse Nederlandstaligen als de Brusselse Franstaligen in hun eigen taal terecht moeten kunnen in de Brusselse overheidsdiensten, zijn wij van mening dat deze principes gehandhaafd dienen te blijven, en nogmaals : strikt dienen te worden toegepast.

De taalhoffelijkheidssakkoorden werden gesloten in een kader van totale wetteloosheid. Stellen dat het taalhoffelijkheidssakkoord de problemen heeft opgelost zou van een al te verre gaand cynisme spreken. Maar anderszijds : dat was ook nooit de bedoeling van dit akkoord. De enige reden van bestaan van het taalhoffelijkheidssakkoord was – naast het rap-rap oplossen van een dreigende regeringscrisis – het institutionaliseren van de illegaliteit, het efficiënter doen verlopen van de éentalige aanwervingen, en de wettelijke tweetaligheid verder uithollen. Het werd, stel U voor, een akkoord over het niet-toepassen van de wet! Het Brusselse Gewest profileerde zich daarmee als een eerste klas bananenrepubliek. We moe-

de courtoisie linguistique mais plutôt d'un accord de violation linguistique.

À partir de 1998, le nombre de nominations illégales a fortement augmenté, alors que le nombre de suspensions concernant les communes restait inacceptablement bas et atteignait même un nouveau minimum record en ce qui concerne les CPAS. Sur ce dernier point aussi, le vice-gouverneur de Bruxelles Hugo Nys dit clairement qu'il n'y pas eu de différence notable par rapport aux années précédentes, quand il suspendait environ 30 % des nominations pour non-respect de la législation linguistique. C'est aussi le status quo pour le nombre de nominations irrégulières annulées par le gouvernement ... soit quelque zéro pour cent. Manifestement, la législation linguistique fait partie de ces lois qu'on peut enfreindre.

Bien que la Commission permanente de contrôle linguistique ait clairement montré dans ses avis antérieurs que la circulaire relative à l'accord de courtoisie linguistique était illégale, on a persévéré dans la malveillance et tous les partis flamands, à l'exception du Vlaams Belang, ont capitulé devant la culture politique non démocratique des francophones qui consiste à enfreindre les lois. Ceci aussi parce que, en dépit des avis de la Commission permanente de contrôle linguistique et des divers arrêts du Conseil d'État, ils continuent d'affirmer avec insistance que les contractuels ne sont pas soumis à la législation linguistique.

Entre-temps, il est aussi apparu que l'Office bruxellois de l'emploi ne brille ni par son zèle ni par son ardeur au travail dans la recherche de candidats bilingues. Les francophones ont donc tout intérêt à l'absence d'une réserve de recrutement convenable, afin qu'ils puissent ainsi continuer à enfreindre à leur gré la législation linguistique. Contrairement à l'accord, les unilingues, recrutés en masse, ne connaissent toujours pas, ou à peine, le néerlandais après deux ans. L'acquisition dans les deux ans d'un brevet linguistique était pourtant une condition majeure lors du recrutement. Il faut naturellement dire que le comportement du gouvernement bruxellois n'a pas beaucoup d'autorité morale en la matière. Le ministre-président bruxellois de l'époque Daniel Ducarme ne parlait pas non plus un traître mot de néerlandais.

En fait, au lieu de licencier après deux ans ceux qui refusent d'apprendre le néerlandais, ce que la logique aurait voulu, on prolonge, mine de rien, leur contrat de deux ans. Le VLD a déclaré d'un ton pince-sans-rire au parlement flamand que c'était normal, vu l'extrême difficulté des examens linguistiques à leurs yeux. Apparemment, M. Gatz estime qu'il suffit de savoir compter jusque deux en néerlandais et de pouvoir dire « ja » et « neen » pour obtenir un brevet linguistique. L'accord de violation linguistique a donc eu pour conséquence qu'aujourd'hui plus que jamais, on engage des francophones unilingues à des fonctions qui exigent un bon niveau de bilinguisme. Il en résulte que les services aux néerlandophones régresse à vue d'oeil à Bruxelles. Ces pratiques, qui confrontent systématiquement la minorité flamande à des pratiques tout bonnement honteuses, ne peuvent être qualifiées autrement que de fascistes.

La situation est d'ailleurs telle que la prolongation des contrats de la première génération de contractuels n'est plus possible, étant donné qu'un engagement après quatre ans, aussi illégal soit-il, n'est plus contestable. Concrètement, cela veut dire que, alors que les contrats contestés pourraient encore être prolongés, on ne pourrait plus obliger les contractuels à obtenir ce brevet linguistique.

Le seul contrôle que les Flamands exerçaient encore autrefois sur les résultats de l'accord de violation linguistique se faisait par le biais des prétendus rapports linguistiques trimestriels, où les résultats et les chiffres de l'application de l'accord auraient dû apparaître noir sur blanc.

Toutefois ces rapports linguistiques ont toujours été très difficiles – passez l'euphémisme – à réaliser. Sans l'insistance répétée du Vlaams Blok de l'époque, ils n'auraient probablement pas vu le jour. La raison en est assez claire : même le gouvernement avait honte de ces chiffres.

Il ressort en effet de ces rapports que l'accord de violation linguistique a fait augmenter spectaculairement le nombre de nominations illégales au

ten dan ook niet langer spreken over een taalhoffelijkheidsakkord, maar over een taalwetvertredingsakkord.

Vanaf 1998 steeg het aantal illegale benoemingen aanzienlijk, terwijl het aantal schorsingen wat de gemeenten betreft onaanvaardbaar laag bleef, en wat de OCMW's betreft zelfs een nieuw dieptepunt bereikte. Ook over het laatste zegt de Brusselse vice-gouverneur Hugo Nys duidelijk dat er geen noemenswaardige verschillen zijn met de voorbije jaren, toen hij ongeveer 30 % van de benoemingen schorste omdat ze niet in orde zijn met de taalwetgeving. Het aantal onregelmatige benoemingen dat door de regering werd vernietigd blijft ook status quo, op zowat... nul procent. De taalwet is blijkbaar een wet die wél mag worden overtreden.

Alhoewel de Vaste Commissie voor Taaltoezicht dus in vroegere uitspraken duidelijk te kennen gaf dat de omzendbrief betreffende het taalhoffelijkheidsakkord onwettig was, werd volhard in de boosheid, en capituleerden de Vlaamse partijen op uitzondering van het Vlaams Belang na allemaal voor de francofone ondemocratische politieke cultuur van wetsovertredingen. Dit mede omdat zij, ondanks adviezen van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht en ondanks verscheidene arresten van de Raad van State, bij hoog en laag blijven beweren dat contractuelen niet onder de taalwetgeving vallen.

Intussen is ook gebleken dat de Brusselse arbeidsdienst bij het zoeken naar tweetalige kandidaten niet direct uitblinkt in veel ijver en werklust. De Franstaligen hebben er dus alle belang bij dat er geen degelijke wervingsreserve is, zodat ze naar believen de taalwet kunnen blijven overtreden. De eentaligen, die wel « en masse » werden aangeworven, kennen tegen het akkoord in na een periode van twee jaar nog steeds geen of bijna geen Nederlands. Het binnen de twee jaar behalen van een taalbrevet was nochtans een belangrijke vereiste bij de aanwerving. Het moet natuurlijk gezegd worden dat de Brusselse regering op dat vlak niet al te veel moreel gezag heeft. Ook de toenmalige Brusselse minister-voorzitter Ducarme sprak geen gebenedijd woord Nederlands.

Echter, in plaats van deze Nederlandsonwilligen dan na twee jaar te ontslaan, wat de logica zelve zou zijn, verlengd men doodleuk voor nog eens twee jaar hun contract. In het Vlaams Parlement verklaarde de VLD daarover doodleuk dat dit wel OK is, daar de taalexamens in hun ogen véél te moeilijk zijn. Blijkbaar is het voor de heer Gatz voldoende dat men in het Nederlands tot twee kan tellen, en « ja » en « neen » kan zeggen, om een taalbrevet te krijgen. Het Taalwetvertredingsakkord heeft dus tot gevolg gehad dat nu meer dan ooit ééntalig Franstaligen worden aangeworven voor functies die een degelijke tweetaligheid vereisen. De dienstverlening voor de Nederlandstaligen in Brussel gaat er dan ook zien-derogen op achteruit. Deze praktijken, waarbij de Vlaamse minderheid systematisch terechtkomt in ronduit mensonterende praktijken kan men niet anders dan als fascistisch bestempelen.

Het is trouwens zo dat nu een verlenging van de contracten voor de eerste generatie contractuelen niet meer mogelijk is, daar een aanwerving na vier jaar, ook al is ze onwettig, niet meer aanvechtbaar is. Dit wil *in concreto* zeggen dat wanneer de omstrede contracten nu nogmaals zouden worden verlengd men de contractuelen op geen enkele manier meer kan dwingen om alsnog hun taalbrevet te halen.

De enige controle die de Vlamingen vroeger nog hadden op de resultaten van het taalwetvertredingsakkord waren de zogenaamde drie-maandelijkse taalrapporten, waarin zwart op wit de resultaten en cijfers van de uitvoering van het akkoord zouden te zien zijn.

Die taalrapporten kwamen echter – om het met een euphemisme te zeggen – maar zeer moeilijk tot stand. Zonder het herhaaldelijk aandringen van het toenmalige Vlaams Blok zouden er waarschijnlijk zelfs helemaal geen taalrapporten zijn geweest. De rede daarvoor is nogal duidelijk : zelfs de regering vond de cijfers beschamend.

Omdat uit deze taalrapporten inderdaad bleek dat door het taalwetvertredingsakkord het aantal illegale benoemingen spectaculair steeg,

point que la précédente majorité bruxelloise a décidé de ne plus reprendre la partie consacrée aux rapports linguistiques lors de la formation du gouvernement. Le seul moyen de contrôle flamand sur les nominations illégales fut donc tout bonnement supprimé. Les partis flamands de la majorité sont restés aussi silencieux que des morts. Le velours des portefeuilles ministériels accordés à leurs partis est apparemment plus important que les droits des Flamands de Bruxelles.

Bien que la Flandre et les Flamands soient les grands argentiers de la Région bruxelloise, les autorités flamandes n'osent ou ne veulent pas se servir de leur supériorité. Les accords du Lombard ou du Lambermont autorisent la Flandre à verser année après année toujours plus d'argent dans toutes sortes de caisses bruxelloises, tout en lui laissant année après année toujours moins de place pour participer à la gestion de sa propre capitale. Avec une arrogance inouïe, Bruxelles la francophone exige toujours plus d'argent flamand pour mener une politique ouvertement anti-flamande. Le financement flamand de Bruxelles n'est ni plus ni moins qu'un énième transfert nord-sud. Contrairement à la Flandre, la Région wallonne répercute, par manque d'argent, de nombreux coûts sur les communes bruxelloises, qui à leur tour s'adressent à la Région bruxelloise. Ainsi, la Flandre paie indirectement les coûts que la Région wallonne ne veut pas assumer. Et les partis flamands de la majorité : ils opinent docilement pour ne pas troubler cette chère paix communautaire.

Comme les auteurs l'ont déjà dit précédemment, ils partent du principe qu'il est possible de créer une bonne entente entre les Bruxellois francophones et néerlandophones, à condition que qu'il y ait des accords clairs effectivement respectés et qu'on tienne compte des droits et des aspirations des deux communautés linguistiques. Au cours des décennies précédentes, nous avons toutefois dû constater que cette volonté de bonne entente faisait défaut chez bien des hommes politiques francophones. Cela se traduit notamment par le déni des droits linguistiques les plus élémentaires aux néerlandophones bruxellois, par le refus pertinent de respecter la législation linguistique et de respecter la jurisprudence constante de juridictions telles le Conseil d'État et la Commission permanente de contrôle linguistique.

Dans une série de cas, cette situation illégale mène parfois des situations navrantes, comme par exemple dans les hôpitaux des CPAS où, selon une étude, un tiers des patients néerlandophones doit s'exprimer en français pour se faire comprendre. Les auteurs ne sont pas les seuls à avoir fait ce constat, le rapport du Conseil de l'Europe est parvenu à la même conclusion ! Étant donné que dans le secteur des soins de santé, la communication entre les médecins / le personnel paramédical et les patients est très importante pour la qualité des soins médicaux, de telles situations intolérables sont absolument inacceptables. Dans les circonstances actuelles (tant que le personnel ne sera pas bilingue), les auteurs exigent qu'on commence à dédoubler le secteur bilingue, dédoublement qui se poursuivra aussi longtemps que durera cette situation intolérable sur le plan linguistique.

Dans les administrations locales, cette mauvaise volonté se traduit d'abord par l'engagement massif par les administrations communales et les CPAS francophones de personnel ne connaissant pas le néerlandais, ce qui est totalement illégal. Même dans les services régionaux les néerlandophones ne peuvent pas toujours s'exprimer dans leur langue. Ici le problème se rencontre surtout dans les institutions pararéionales et dans les institutions privées auxquelles les autorités ont confié une série de tâches. Nous pensons principalement au secteur des logements sociaux, des maisons de repos et des hôpitaux, où les situations sont navrantes. Par cette politique illégale, une partie importante des services publics ne satisfait plus aujourd'hui au bilinguisme fixé par la loi. On réduit ainsi à néant, lentement mais sûrement, le principe du bilinguisme généralisé, ce qui menace grandement les services aux citoyens néerlandophones.

Il ne faut pas chercher bien loin les raisons permettant ces infractions massives aux lois linguistiques : la défaillance de la tutelle d'une part et une force contraignante lacunaire de la législation linguistique d'autre part.

besloot de vorige Brusselse meerderheid de passus over de taalrapporten niet meer op te nemen bij de regeringvorming. Het enige Vlaamse controlemiddel op de illegale benoemingen werd dus gewoon overboord gekieperd. De Vlaamse meerderheidspartijen zwegen als vermoord. Het fluweel van de ministerpostjes voor hun partij is blijkbaar belangrijker dan de rechten van de Brusselse Vlamingen.

Hoewel Vlaanderen en de Vlamingen de grootste financiers van het Brussels Gewest zijn, durft of wil de Vlaamse overheid echter niet op haar strepen te staan. Door Lombard- en andere Lambermontakkoorden mag Vlaanderen jaar na jaar meer gelden storten in allerhande Brusselse kassen, terwijl het jaar na jaar minder inspraak en medezeggenschap krijgt in het bestuur van haar eigen hoofdstad. Met een ongekende arrogantie eist francofoon Brussel meer en meer Vlaams geld om een rond-uit Vlaamsvijandig beleid te voeren. De Vlaamse financiering van Brussel is ook niet meer of niet minder dan een zoveelste transfer van noord naar zuid. In tegenstelling tot Vlaanderen wentelt het Waals Gewest uit geldgebrek zeer veel kosten af op de Brusselse gemeenten, die op hun beurt weer gaan aankloppen bij het Brussels Gewest. Indirect betaalt Vlaanderen zo die kosten waar het Waals Gewest niet voor wil opdraaien. En de Vlaamse meerderheidspartijen : zij knikken gedwee omwille van de lieve communautaire vrede.

Zoals eerder reeds gesteld, stellen de indieners voorop dat een goede verstandhouding tussen Brusselse Nederlandstaligen en Franstaligen mogelijk is, op voorwaarde dat er duidelijke afspraken bestaan die ook effectief worden nageleefd en waarbij loyaal met de rechten en verzuchtingen van beide taalgemeenschappen rekening wordt gehouden. We hebben echter de voorbije tientallen jaren moeten vaststellen dat deze wil tot goede verstandhouding bij vele Franstalige politici niet aanwezig is. Dat uit zich onder meer in het ontzeggen van de meest elementaire taalrechten aan de Brusselse Nederlandstaligen, door pertinent te weigeren de taalwetgeving na te leven en de vaste rechtspraak na te volgen zoals die werd opgebouwd door rechtscollages als de Raad van State en de Vaste Commissie voor Taaltoezicht.

Deze onwettige toestand leidt in een aantal gevallen soms tot schrijnende toestanden, zoals bijvoorbeeld in de OCMW-ziekenhuizen, waar uit een studie blijkt dat eenderde van de Nederlandstalige patiënten op het Frans moet overschakelen om zich verstaanbaar te maken. Dit zeggen niet alleen de indieners, dit zegt ook een rapport van de Raad van Europa ! Aangezien in de geneeskundige sector de communicatie tussen arts/paramedisch personeel en de patiënten van zeer groot belang is voor de kwaliteit van de verstrekte medische zorgen, zijn zulke wantoestanden absoluut onaanvaardbaar. In de huidige omstandigheden – zolang de tweetaligheid van het personeel geen feit is – eisen de indieners dat er een aanvang moet worden gemaakt van de ontdebelling van de bilingue sector die moet worden doorgezet als zou blijken dat de taalwantoestanden toch blijven duren.

In de plaatselijke besturen uit zich deze onwil in de eerste plaats in het massaal aanstellen van Nederlandsonkundig personeel door de Franstalige gemeente- en OCMW-besturen, wat volkomen illegaal is. Maar ook in de gewestelijke diensten kunnen de Nederlandstaligen niet altijd in hun eigen taal aan hun trekken komen. Hier situeert het probleem zich vooral in de pararegionale instellingen en bij de private instellingen waaraan de overheid een aantal taken heeft uitbesteed. Wij denken dan vooral aan de sociale huisvestings-, rusthuizen- en ziekenhuissector, waar de toestanden schrijnend zijn. Door deze illegale politiek voldoet thans een aanzienlijk deel van de overheidsdiensten niet meer aan de wettelijk opgelegde tweetaligheid. Op deze manier werd het principe van de veralgemeende tweetaligheid langzaam maar zeker tenietgedaan en is de dienstverlening ten aanzien van de Nederlandstalige burgers zwaar in het gedrang gekomen.

De redenen waarom de taalwet zo massaal overtreden kan worden, hoeft niet ver gezocht te worden, en situeert zich enerzijds in een falende voorgedij en anderzijds in een gebrekkige afdwingbaarheid van de taalwetbepalingen.

La tutelle sur les pouvoirs locaux concernant l'application de la législation linguistique dépend en première instance du vice-gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale et (depuis la création de la Région de Bruxelles-Capitale en 1989) en dernière instance du ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale compétent pour les communes et des membres du Collège de la CCC compétents pour les CPAS.

Pour chaque membre du personnel engagé par un pouvoir local, un dossier doit être transmis au vice-gouverneur qui contrôle alors la conformité de ce dossier avec la législation linguistique. S'il apparaît que la personne engagée n'a pas réussi l'examen linguistique exigé auprès du Secrétariat permanent de recrutement, le vice-gouverneur suspend cette nomination. Il transmet également le dossier au(x) ministre(s) de tutelle qui dispose(nt) de 40 jours pour annuler cette nomination. C'est lors de cette dernière étape que l'application de la législation linguistique échoue. De 1989 à 1996, le vice-gouverneur a, par exemple, suspendu pas moins de 2.668 nominations illégales dans les communes bruxelloises (environ un tiers de toutes les nominations). Le ministre bruxellois de tutelle n'en a annulé que ... trois (3 !).

En ce qui concerne les CPAS, 1.174 désignations illégales ont été suspendues. La tutelle (les membres du collège de la CCC Grijs et Gosuin) en a annulé ... 68 (à peine 5,8 %).

C'est donc en dernière instance la tutelle bruxelloise qui refuse d'intervenir.

C'est pourquoi les auteurs souhaitent qu'on retire la tutelle sur les pouvoirs locaux bruxellois aux ministres de tutelle bruxellois et qu'on la confie à nouveau au ministre fédéral de l'intérieur.

Une deuxième cause explique non-respect de la législation linguistique : on ne peut contraindre effectivement son application. Lors de l'instauration des facilités actuelles en 1963, le législateur a créé une juridiction dont la tâche consiste notamment à veiller au respect de la loi linguistique, à savoir la Commission permanente de contrôle linguistique. Mais quarante années d'expérience ont montré les imperfections structurelles de cette Commission permanente de contrôle linguistique. Nous résumons les principaux dysfonctionnements, ainsi que les solutions proposées par le Vlaams Belang.

La Commission permanente de contrôle linguistique est composée de mandataires politiques, ce qui dans la pratique, empêche cette juridiction de rendre des avis neutres et objectifs. C'est une tare. En outre, cette politisation contribue à l'indécision et à l'impuissance voulue là où la Commission permanente de contrôle linguistique est effectivement compétente et en mesure d'intervenir de manière contraignante contre les autorités bruxelloises qui refusent de respecter la législation linguistique. Il apparaît en effet que la Commission permanente de contrôle linguistique a, à ce jour, toujours refusé de faire usage du droit de subrogation dont elle dispose à Bruxelles depuis le 1^{er} janvier 1995, soit la possibilité d'agir de manière contraignante à la place et aux frais des autorités contrevenantes afin de restaurer la légalité en matière linguistique. Cette inaction s'explique principalement par la politisation de ce collège. L'absence presque totale de moyens de recours contre les avis de la Commission permanente de contrôle linguistique est un deuxième dysfonctionnement. À cet égard, le Vlaams Belang souhaite la création de cette possibilité, auprès du Conseil d'État.

Dans la pratique, le citoyen ne peut pas imposer l'application pratique de la législation linguistique. C'est une troisième faille. Pour nous, le citoyen doit donc dans l'avenir avoir la possibilité d'imposer effectivement ses droits linguistiques par la voie juridique. Il faut aussi appliquer désormais des sanctions effectives et contraignantes aux infractions à la législation linguistique. Il est vrai qu'en théorie cette possibilité existe déjà partiellement sous la forme de l'annulation des actes illégaux et de sanctions disciplinaires à l'encontre des fonctionnaires qui ne respectent pas la législation linguistique, mais dans la pratique, les instances de tutelle n'en ont

De voogdij over de plaatselijke besturen inzake de toepassing van de taalwetgeving ligt in eerste instantie bij de vice-gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad en (sinds 1989 met de instelling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest) in laatste instantie bij de minister in de Brusselse Hoofdstedelijke Regering die over de gemeenten bevoegd is en de collegeleden van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie die voor de OCMW's bevoegd zijn.

Voor elk personeelslid dat door een plaatselijk bestuur wordt aangevraagd, moet een dossier naar de vice-gouverneur worden doorgezonden, die dit dossier dan controleert op de conformiteit met de taalwetgeving. Indien blijkt dat de aangeworven persoon niet het vereiste taalexamen heeft afgelegd bij het Vast Wervingssecretariaat, dan schorst de vice-gouverneur deze benoeming. Hij maakt tevens het dossier over aan de voogdijminister(s), die 40 dagen de tijd hebben om deze benoeming te vernietigen. Het is op dit laatste vlak dat de toepassing van de taalwetgeving misloopt. Van 1989 tot 1996 werden er door de vice-gouverneur bijvoorbeeld niet minder dan 2.668 onwettige benoemingen van de Brusselse gemeenten geschorst (ongeveer één derde van alle benoemingen). Hiervan werden er door de Brusselse voogdijminister ... drie (3 !) vernietigd.

Voor wat de OCMW's betreft, werden 1.174 onwettige aanstellingen geschorst. Hiervan werden er door de bevoegde voogdij (de Collegeleden Grijs en Gosuin van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie) ... 68 (slechts 5,8 %) vernietigd.

Het is dus in laatste instantie de Brusselse voogdij die weigert in te grijpen.

Daarom wensen de indieners dat de voogdij over de Brusselse plaatselijke besturen uit handen wordt genomen van de Brusselse voogdijministers en terug overgaat naar de federale minister van Binnenlandse Zaken.

Een tweede oorzaak voor het niet-naleven van de taalwetgeving, is het feit dat de toepassing ervan niet effectief kan worden afgedwongen. Bij het instellen van de huidige taalregeling in 1963, heeft de wetgever een rechtscollege in het leven geroepen dat onder meer tot taak heeft om ervoor te waken dat de taalwet zou worden nageleefd, namelijk de Vaste Commissie voor Taaltoezicht. Na 40 jaar ervaring blijkt echter dat deze Vaste Commissie voor Taaltoezicht een aantal structurele onvolkomenheden vertoont. We sommen de voornaamste disfuncties op, alsook de oplossingen die het Vlaams Belang vooropstelt.

Een eerste euvel bestaat erin dat de Vaste Commissie voor Taaltoezicht is samengesteld uit politieke mandatarissen, waardoor dit rechtscollege, zoals de praktijk heeft aangetoond, geen onpartijdige en objectieve adviezen kan uitvaardigen en elk moreel gezag ontbeert. Bovendien draagt deze politisering bij tot besluiteloosheid en tot zelfgewilde machteloosheid daar waar de Vaste Commissie voor Taaltoezicht effectief over de bevoegdheid en de mogelijkheid beschikt om dwingend op te treden tegen Brusselse overheden die weigeren de taalwetgeving na te leven. Het blijkt immers dat de Vaste Commissie tot nog toe altijd heeft geweigerd om gebruik te maken van het subrogatierecht waarover zij sinds 1 januari 1995 in Brussel beschikt, zijnde de mogelijkheid om zelf in de plaats en op kosten van de overtreedende overheid dwingend op te treden om de wetgeving in taalzaken te herstellen. De voornaamste oorzaak moet ook hier worden gezocht in de politisering van dit college. Een tweede disfunctie doet zich voor op het vlak van het ontbreken van bijna elke beroepsmogelijkheid tegen adviezen van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht. Het Vlaams Belang wenst in dit verband dat deze mogelijkheid wordt gecreëerd, en wel bij de Raad van State.

Een derde gebrek vindt men in het feit dat de toepassing van de taalwetgeving in de praktijk door de burger veelal niet kan worden afgedwongen. Voor ons dient de burger in de toekomst derhalve de mogelijkheid te krijgen om zijn taalrechten effectief via gerechtelijke weg af te dwingen. Tevens dienen er voortaan effectieve en afdwingbare sancties te worden gesteld op overtredingen van de taalwetgeving. Deze mogelijkheid bestaat momenteel weliswaar in theorie reeds gedeeltelijk onder de vorm van nietigheid van onwettige handelingen en tuchtmaatregelen tegen ambtenaren die de taalwet niet naleven, maar werd in de praktijk

encore jamais fait usage. Pour y parvenir, on pense à l'annulation des actes administratifs et/ou à l'imposition d'astreintes.

Nous pensons que ces points peuvent être matérialisés si la Commission permanente de contrôle linguistique était réformée en un immense tribunal administratif prévoyant une procédure d'extrême urgence. Tout ceci implique d'intégrer la législation linguistique dans le contexte du droit administratif. Il faut aussi inverser le système d'annulation des nominations illégales. Lorsqu'aujourd'hui le vice-gouverneur suspend une nomination, les deux ministres compétents doivent annuler la nomination, sinon la suspension est nul et non avenue. Il faut inverser la situation. La suspension devrait déboucher automatiquement sur une annulation sauf annulation de la suspension par les deux ministres compétents.

N° 108 de MM. Dominiek LOOTENS-STAELE (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour infraction aux lois relatives à l'emploi des langues en matière administrative.* ».

JUSTIFICATION

Ce sont les lois du 18 juillet 1966 qui règlent l'emploi des langues en matière administrative dans ce pays. Dans les services locaux, ce sont les articles 17 à 22 des lois coordonnées du 18 juillet 1966 qui dictent l'emploi des langues par les pouvoirs locaux bruxellois (communes et CPAS). Dans les institutions régionales bruxelloises, ce sont plus particulièrement les articles 32 à 37 de la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles.

Ces lois partent du principe du bilinguisme général des services, tant en ce qui concerne les services internes que dans les contacts avec le public. Pour cela, les fonctionnaires locaux bruxellois sont tenus de prouver la connaissance de la deuxième langue par le biais d'un examen linguistique. Étant donné que les auteurs estiment que tant les Bruxellois néerlandophones que les Bruxellois francophones doivent pouvoir s'adresser dans leur langue aux services publics bruxellois, nous sommes d'avis que ces principes doivent être maintenus et – je vous le répète encore une fois – doivent être strictement appliqués.

Les accords de courtoisie linguistique ont été conclus dans un cadre totalement illégal. Dire que l'accord de courtoisie linguistique a résolu les problèmes serait excessivement cynique. Mais, d'un autre côté, ce ne fut jamais l'objectif de cet accord. La seule raison d'être de l'accord de courtoisie linguistique – outre de désamorcer une crise gouvernementale menaçante – était d'institutionnaliser l'illégalité, d'augmenter l'efficacité des recrutements unilingues et de continuer à saper le bilinguisme légal. Ce fut, vous vous l'imaginez, un accord sur la non-application de la loi ! La Région bruxelloise s'est ainsi profilée comme une république bananière de premier ordre. Nous ne devons donc plus non plus parler d'un accord de courtoisie linguistique mais plutôt d'un accord de violation linguistique.

door de voorgedij-instanties nog nooit gebruikt. Om dit te realiseren wordt gedacht aan de vernietiging van administratieve rechtshandelingen en/of aan het opleggen van dwangsommen.

Wij menen dat al deze punten te kunnen verwezenlijken indien de Vaste Commissie voor Taaltoezicht zou worden omgevormd tot een heuse administratieve rechtbank waar een procedure bij hoogdringendheid voorzien wordt. Dit alles impliceert dat de taalwetgeving in de context van het administratief recht wordt opgenomen. Tevens dient het systeem van het vernietigen van onwettige benoemingen omgekeerd te worden. Wanneer de vice-gouverneur op dit ogenblik een benoeming schorst, moeten beide bevoegde ministers de benoeming vernietigen, zoniet is de schorsing ongedaan gemaakt. Men moet dit omkeren. In dit geval zou de schorsing automatisch worden omgezet in een vernietiging, tenzij beide bevoegde ministers de schorsing teniet doen.

Nr. 108 van de heren Dominiek LOOTENS-STAELE (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het règlement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor overtreding van de wetten op taalgebruik in bestuurszaken.* ».

VERANTWOORDING

In de plaatselijke diensten zijn het de artikels 17 tot 22 van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 die het taalgebruik door de Brusselse plaatselijke besturen (gemeenten en OCMW's) voorschrijven. Specifiek voor wat de Brusselse gewestelijke instellingen betreft, wordt het taalgebruik geregeld door de artikels 32 tot 37 van de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen.

Zij stellen het principe voorop van de algemene tweetaligheid van de diensten, zowel voor wat betreft de binnendiensten, als voor wat betreft de communicatie met het publiek. Dit zou moeten gerealiseerd worden door van de Brusselse plaatselijke ambtenaren een bewezen kennis van de tweede taal te eisen door middel van het afleggen van een taalexamen. Aangezien de indieners van oordeel zijn dat zowel de Brusselse Nederlandstaligen als de Brusselse Franstaligen in hun eigen taal terecht moeten kunnen in de Brusselse overheidsdiensten, zijn wij van mening dat deze principes gehandhaafd dienen te blijven, en nogmaals: strikt dienen te worden toegepast.

De taalhoffelijkheidssakkoorden werden gesloten in een kader van totale wettelosheid. Stellen dat het taalhoffelijkheidssakkoord de problemen heeft opgelost zou van een al te verregaand cynisme spreken. Maar anderszijds : dat was ook nooit de bedoeling van dit akkoord. De enige reden van bestaan van het taalhoffelijkheidssakkoord was – naast het rap-rap oplossen van een dreigende regeringscrisis – het institutionaliseren van de illegaliteit, het efficiënter doen verlopen van de ééntalige aanwervingen, en de wettelijke tweetaligheid verder uithollen. Het werd, stel U voor, een akkoord over het niet-toepassen van de wet! Het Brusselse Gewest profileerde zich daarmee als een eersteklas bananenrepubliek. We moeten dan ook niet langer spreken over een taalhoffelijkheidssakkoord, maar over een taalwetovertreedingsakkoord.

À partir de 1998, le nombre de nominations illégales a fortement augmenté, alors que le nombre de suspensions concernant les communes restait inacceptablement bas et atteignait même un nouveau minimum record en ce qui concerne les CPAS. Sur ce dernier point aussi, le vice-gouverneur de Bruxelles Hugo Nys dit clairement qu'il n'y pas eu de différence notable par rapport aux années précédentes, quand il suspendait environ 30 % des nominations pour non-respect de la législation linguistique. C'est aussi le status quo pour le nombre de nominations irrégulières annulées par le gouvernement ... soit quelque zéro pour cent. Manifestement, la législation linguistique fait partie de ces lois qu'on peut enfreindre.

Bien que la Commission permanente de contrôle linguistique ait clairement montré dans ses avis antérieurs que la circulaire relative à l'accord de courtoisie linguistique était illégale, on a persévéré dans la malveillance et tous les partis flamands, à l'exception du Vlaams Belang, ont capitulé devant la culture politique non démocratique des francophones qui consiste à enfreindre les lois. Ceci aussi parce que, en dépit des avis de la Commission permanente de contrôle linguistique et des divers arrêts du Conseil d'État, ils continuent d'affirmer avec insistance que les contractuels ne sont pas soumis à la législation linguistique.

Entre-temps, il est aussi apparu que l'Office bruxellois de l'emploi ne brille ni par son zèle ni par son ardeur au travail dans la recherche de candidats bilingues. Les francophones ont donc tout intérêt à l'absence d'une réserve de recrutement convenable, afin qu'ils puissent ainsi continuer à enfreindre à leur gré la législation linguistique. Contrairement à l'accord, les unilingues, recrutés en masse, ne connaissent toujours pas, ou à peine, le néerlandais après deux ans. L'acquisition dans les deux ans d'un brevet linguistique était pourtant une condition majeure lors du recrutement. Il faut naturellement dire que le comportement du gouvernement bruxellois n'a pas beaucoup d'autorité morale en la matière. Le ministre-président bruxellois de l'époque Daniel Ducarme ne parlait pas non plus un traître mot de néerlandais.

En fait, au lieu de licencier après deux ans ceux qui refusent d'apprendre le néerlandais, ce que la logique aurait voulu, on prolonge, mine de rien, leur contrat de deux ans.

Le VLD a déclaré d'un ton pince-sans-rire au parlement flamand que c'était normal, vu l'extrême difficulté des examens linguistiques à leurs yeux. Apparemment, M. Gatz estime qu'il suffit de savoir compter jusque deux en néerlandais et de pouvoir dire « ja » et « neen » pour obtenir un brevet linguistique. L'accord de violation linguistique a donc eu pour conséquence qu'aujourd'hui plus que jamais, on engage des francophones unilingues à des fonctions qui exigent un bon niveau de bilinguisme. Il en résulte que les services aux néerlandophones régresse à vue d'oeil à Bruxelles. Ces pratiques, qui confrontent systématiquement la minorité flamande à des pratiques tout bonnement honteuses, ne peuvent être qualifiées autrement que de fascistes.

La situation est d'ailleurs telle que la prolongation des contrats de la première génération de contractuels n'est plus possible, étant donné qu'un engagement après quatre ans, aussi illégal soit-il, n'est plus contestable. Concrètement, cela veut dire que, alors que les contrats contestés pourraient encore être prolongés, on ne pourrait plus obliger les contractuels à obtenir ce brevet linguistique.

Le seul contrôle que les Flamands exerçaient encore autrefois sur les résultats de l'accord de violation linguistique se faisait par le biais des prétendus rapports linguistiques trimestriels, où les résultats et les chiffres de l'application de l'accord auraient dû apparaître noir sur blanc.

Toutefois ces rapports linguistiques ont toujours été très difficiles – passez l'euphémisme – à réaliser. Sans l'insistance répétée du Vlaams Blok de l'époque, ils n'auraient probablement pas vu le jour. La raison en est assez claire : même le gouvernement avait honte de ces chiffres.

Il ressort en effet de ces rapports que l'accord de violation linguistique a fait augmenter spectaculairement le nombre de nominations illégales au point que la précédente majorité bruxelloise a décidé de ne plus reprendre

Vanaf 1998 steeg het aantal illegale benoemingen aanzienlijk, terwijl het aantal schorsingen wat de gemeenten betreft onaanvaardbaar laag bleef, en wat de OCMW's betreft zelfs een nieuw dieptepunt bereikte. Ook over het laatste zegt de Brusselse vice-gouverneur Hugo Nys duidelijk dat er geen noemenswaardige verschillen zijn met de voorbije jaren, toen hij ongeveer 30 % van de benoemingen schorste omdat ze niet in orde zijn met de taalwetgeving. Het aantal onregelmatige benoemingen dat door de regering werd vernietigd blijft ook status quo, op zowat ... nul procent. De taalwet is blijkbaar een wet die wel mag worden overtreden.

Alhoewel de Vaste Commissie voor Taaltoezicht dus in vroegere uitspraken duidelijk te kennen gaf dat de omzendbrief betreffende het taalhoffelijkheidssakkoord onwettig was, werd volhard in de boosheid, en capituleerden de Vlaamse partijen op uitzondering van het Vlaams Belang na allemaal voor de francofone ondemocratische politieke cultuur van wetsovertredingen. Dit mede omdat zij, ondanks adviezen van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht en ondanks verscheidene arresten van de Raad van State, bij hoog en laag blijven beweren dat contractuelen niet onder de taalwetgeving vallen.

Intussen is ook gebleken dat de Brusselse arbeidsdienst bij het zoeken naar tweetalige kandidaten niet direct uitblinkt in veel ijver en werklust. De Franstaligen hebben er dus alle belang bij dat er geen degelijke wervingsreserve is, zodat ze naar believen de taalwet kunnen blijven overtreden. De eentaligen, die wel « en masse » werden aangeworven, kennen tegen het akkoord in na een periode van twee jaar nog steeds geen of bijna geen Nederlands. Het binnen de twee jaar behalen van een taalbrevet was nochtans een belangrijke vereiste bij de aanwerving. Het moet natuurlijk gezegd worden dat de Brusselse regering op dat vlak niet al te veel moreel gezag heeft. Ook de toenmalige Brusselse minister-voorzitter Ducarme sprak geen gebenedijd woord Nederlands.

Echter, in plaats van deze Nederlandsonwilligen dan na twee jaar te ontslaan, wat de logica zelve zou zijn, verlengd men doodleuk voor nog eens twee jaar hun contract.

In het Vlaams Parlement verklaarde de VLD daarover doodleuk dat dit wel OK is, daar de taalexamen in hun ogen véél te moeilijk zijn. Blijkbaar is het voor dhr Gatz voldoende dat men in het Nederlands tot twee kan tellen, en « ja » en « neen » kan zeggen, om een taalbrevet te krijgen. Het Taalwetovertrappingsakkoord heeft dus tot gevolg gehad dat nu meer dan ooit ééntalig Franstaligen worden aangeworven voor functies die een degelijke tweetaligheid vereisen. De dienstverlening voor de Nederlandstaligen in Brussel gaat er dan ook zienderogen op achteruit. Deze praktijken, waarbij de Vlaamse minderheid systematisch terecht komt in ronduit mensonterende praktijken kan men niet anders dan als fascistisch bestempelen.

Het is trouwens zo dat nu een verlenging van de contracten voor de eerste generatie contractuelen niet meer mogelijk is, daar een aanwerving na vier jaar, ook al is ze onwettig, niet meer aanvechtbaar is. Dit wil *in concreto* zeggen dat wanneer de omstrepen contracten nu nogmaals zouden worden verlengd men de contractuelen op geen enkele manier meer kan dwingen om alsnog hun taalbrevet te halen.

De enige controle die de Vlamingen vroeger nog hadden op de resultaten van het taalwetovertrappingsakkoord waren de zogenaamde drie-maandelijke taalrapporten, waarin zwart op wit de resultaten en cijfers van de uitvoering van het akkoord zouden te zien zijn.

Die taalrapporten kwamen echter – om het met een eufemisme te zeggen – maar zeer moeilijk tot stand. Zonder het herhaaldelijk aandringen van het toenmalige Vlaams Blok zouden er waarschijnlijk zelfs helemaal geen taalrapporten zijn geweest. De rede daarvoor is nogal duidelijk : zelfs de regering vond de cijfers beschamend.

Omdat uit deze taalrapporten inderdaad bleek dat door het taalwetovertrappingsakkoord het aantal illegale benoemingen spectaculair steeg, besloot de vorige Brusselse meerderheid de passus over de taalrapporten

la partie consacrée aux rapports linguistiques lors de la formation du gouvernement. Le seul moyen de contrôle flamand sur les nominations illégales fut donc tout bonnement supprimé. Les partis flamands de la majorité sont restés aussi silencieux que des morts. Le velours des portefeuilles ministériels accordés à leurs partis est apparemment plus important que les droits des Flamands de Bruxelles.

Bien que la Flandre et les Flamands soient les grands argentiers de la Région bruxelloise, les autorités flamandes n'osent ou ne veulent pas se servir de leur supériorité. Les accords du Lombard ou du Lambermont autorisent la Flandre à verser année après année toujours plus d'argent dans toutes sortes de caisses bruxelloises, tout en lui laissant année après année toujours moins de place pour participer à la gestion de sa propre capitale. Avec une arrogance inouïe, Bruxelles la francophone exige toujours plus d'argent flamand pour mener une politique ouvertement anti-flamande. Le financement flamand de Bruxelles n'est ni plus ni moins qu'un énième transfert nord-sud. Contrairement à la Flandre, la Région wallonne répercute, par manque d'argent, de nombreux coûts sur les communes bruxelloises, qui à leur tour s'adressent à la Région bruxelloise. Ainsi, la Flandre paie indirectement les coûts que la Région wallonne ne veut pas assumer.

Et les partis flamands de la majorité : ils opinent docilement pour ne pas troubler cette chère paix communautaire.

Comme les auteurs l'ont déjà dit précédemment, ils partent du principe qu'il est possible de créer une bonne entente entre les Bruxellois francophones et néerlandophones, à condition que qu'il y ait des accords clairs effectivement respectés et qu'on tienne compte des droits et des aspirations des deux communautés linguistiques. Au cours des décennies précédentes, nous avons toutefois dû constater que cette volonté de bonne entente faisait défaut chez bien des hommes politiques francophones. Cela se traduit notamment par le déni des droits linguistiques les plus élémentaires aux néerlandophones bruxellois, par le refus pertinent de respecter la législation linguistique et de respecter la jurisprudence constante de juridictions telles le Conseil d'État et la Commission permanente de contrôle linguistique.

Dans une série de cas, cette situation illégale mène parfois des situations navrantes, comme par exemple dans les hôpitaux des CPAS où, selon une étude, un tiers des patients néerlandophones doit s'exprimer en français pour se faire comprendre. Les auteurs ne sont pas les seuls à avoir fait ce constat, le rapport du Conseil de l'Europe est parvenu à la même conclusion ! Étant donné que dans le secteur des soins de santé, la communication entre les médecins / le personnel paramédical et les patients est très importante pour la qualité des soins médicaux, de telles situations intolérables sont absolument inacceptables. Dans les circonstances actuelles (tant que le personnel ne sera pas bilingue), les auteurs exigent qu'on commence à dédoubler le secteur bicommunautaire, dédoublement qui se poursuivra aussi longtemps que durera cette situation intolérable sur le plan linguistique.

Dans les administrations locales, cette mauvaise volonté se traduit d'abord par l'engagement massif par les administrations communales et les CPAS francophones de personnel ne connaissant pas le néerlandais, ce qui est totalement illégal. Même dans les services régionaux les néerlandophones ne peuvent pas toujours s'exprimer dans leur langue. Ici le problème se rencontre surtout dans les institutions pararéionales et dans les institutions privées auxquelles les autorités ont confié une série de tâches. Nous pensons principalement au secteur des logements sociaux, des maisons de repos et des hôpitaux, où les situations sont navrantes. Par cette politique illégale, une partie importante des services publics ne satisfont plus aujourd'hui au bilinguisme fixé par la loi. On réduit ainsi à néant, lentement mais sûrement, le principe du bilinguisme généralisé, ce qui menace grandement les services aux citoyens néerlandophones.

Il ne faut pas chercher bien loin les raisons permettant ces infractions massives aux lois linguistiques : la défaillance de la tutelle d'une part et une force contraignante lacunaire de la législation linguistique d'autre part.

niet meer op te nemen bij de regeringsvorming. Het enige Vlaamse controlemiddel op de illegale benoemingen werd dus gewoon overboord gekieperd. De Vlaamse meerderheidspartijen zwegen als vermoord. Het fluweel van de ministerpostjes voor hun partij is blijkbaar belangrijker dan de rechten van de Brusselse Vlamingen.

Hoewel Vlaanderen en de Vlamingen de grootste financiers van het Brussels Gewest zijn, durft of wil de Vlaamse overheid echter niet op haar strepen te staan. Door Lombard- en andere Lambermontakkoorden mag Vlaanderen jaar na jaar meer gelden storten in allerhande Brusselse kassen, terwijl het jaar na jaar minder inspraak en medezeggenschap krijgt in het bestuur van haar eigen hoofdstad. Met een ongekende arrogantie eist francofoon Brussel meer en meer Vlaams geld om een rond-uit Vlaamsvijandig beleid te voeren. De Vlaamse financiering van Brussel is ook niet meer of niet minder dan een zoveelste transfer van noord naar zuid. In tegenstelling tot Vlaanderen wentelt het Waals Gewest uit geldgebrek zeer veel kosten af op de Brusselse gemeenten, die op hun beurt weer gaan aankloppen bij het Brussels Gewest. Indirect betaalt Vlaanderen zo die kosten waar het Waals Gewest niet voor wil opdraaien.

En de Vlaamse meerderheidspartijen : zij knikken gedwee omwille van de lieve communautaire vrede.

Zoals eerder reeds gesteld, stellen de indieners voorop dat een goede verstandhouding tussen Brusselse Nederlandstaligen en Franstaligen mogelijk is, op voorwaarde dat er duidelijke afspraken bestaan die ook effectief worden nageleefd en waarbij loyaal met de rechten en verzuchtingen van beide taalgemeenschappen rekening wordt gehouden. We hebben echter de voorbije tientallen jaren moeten vaststellen dat deze wil tot goede verstandhouding bij vele Franstalige politici niet aanwezig is. Dat uit zich onder meer in het ontzeggen van de meest elementaire taalrechten aan de Brusselse Nederlandstaligen, door pertinent te weigeren de taalwetgeving na te leven en de vaste rechtspraak na te volgen zoals die werd opgebouwd door rechtscollages als de Raad van State en de Vaste Commissie voor Taaltoezicht.

Deze onwettige toestand leidt in een aantal gevallen soms tot schrijnende toestanden, zoals bijvoorbeeld in de OCMW-ziekenhuizen, waar uit een studie blijkt dat eenderde van de Nederlandstalige patiënten op het Frans moet overschakelen om zich verstaanbaar te maken. Dit zeggen niet alleen de indieners, dit zegt ook een rapport van de Raad van Europa ! Aangezien in de geneeskundige sector de communicatie tussen arts/paramedisch personeel en de patiënten van zeer groot belang is voor de kwaliteit van de verstrekte medische zorgen, zijn zulke wantoestanden absoluut onaanvaardbaar. In de huidige omstandigheden – zolang de tweetaligheid van het personeel geen feit is – eisen de indieners dat er een aanvang moet worden gemaakt van de ontubbeling van de bicommunautaire sector die moet worden doorgezet als zou blijken dat de taalwantoestanden toch blijven duren.

In de plaatselijke besturen uit zich deze onwil in de eerste plaats in het massaal aanstellen van Nederlands-onkundig personeel door de Franstalige gemeente- en OCMW-besturen, wat volkomen illegaal is. Maar ook in de gewestelijke diensten kunnen de Nederlandstaligen niet altijd in hun eigen taal aan hun trekken komen. Hier situeert het probleem zich vooral in de pararegionale instellingen en bij de private instellingen waaraan de overheid een aantal taken heeft uitbesteed. Wij denken dan vooral aan de sociale huisvestings-, rusthuizen- en ziekenhuissector, waar de toestanden schrijnend zijn. Door deze illegale politiek voldoet thans een aanzienlijk deel van de overheidsdiensten niet meer aan de wettelijk opgelegde tweetaligheid. Op deze manier werd het principe van de veralgemeende tweetaligheid langzaam maar zeker tenietgedaan en is de dienstverlening ten aanzien van de Nederlandstalige burgers zwaar in het gedrang gekomen.

De redenen waarom de taalwet zo massaal overtreden kan worden, hoeft niet ver gezocht te worden, en situeert zich enerzijds in een falende voorgedij en anderzijds in een gebrekkige afdwingbaarheid van de taalwetbepalingen.

La tutelle sur les pouvoirs locaux concernant l'application de la législation linguistique dépend en première instance du vice-gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale et (depuis la création de la Région de Bruxelles-Capitale en 1989) en dernière instance du ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale compétent pour les communes et des membres du Collège de la CCC compétents pour les CPAS.

Pour chaque membre du personnel engagé par un pouvoir local, un dossier doit être transmis au vice-gouverneur qui contrôle alors la conformité de ce dossier avec la législation linguistique. S'il apparaît que la personne engagée n'a pas réussi l'examen linguistique exigé auprès du Secrétariat permanent de recrutement, le vice-gouverneur suspend cette nomination. Il transmet également le dossier au(x) ministre(s) de tutelle qui dispose(nt) de 40 jours pour annuler cette nomination. C'est lors de cette dernière étape que l'application de la législation linguistique échoue. De 1989 à 1996, le vice-gouverneur a, par exemple, suspendu pas moins de 2.668 nominations illégales dans les communes bruxelloises (environ un tiers de toutes les nominations). Le ministre bruxellois de tutelle n'en a annulé que ... trois (3 !).

En ce qui concerne les CPAS, 1.174 désignations illégales ont été suspendues. La tutelle (les membres du collège de la CCC Grijp et Gosuin) en a annulé ... 68 (à peine 5,8 %). C'est donc en dernière instance la tutelle bruxelloise qui refuse d'intervenir. C'est pourquoi les auteurs souhaitent qu'on retire la tutelle sur les pouvoirs locaux bruxellois aux ministres de tutelle bruxellois et qu'on la confie à nouveau au ministre fédéral de l'intérieur.

Une deuxième cause explique non-respect de la législation linguistique : on ne peut contraindre effectivement son application. Lors de l'instauration des facilités actuelles en 1963, le législateur a créé une juridiction dont la tâche consiste notamment à veiller au respect de la loi linguistique, à savoir la Commission permanente de contrôle linguistique. Mais quarante années d'expérience ont montré les imperfections structurelles de cette Commission permanente de contrôle linguistique. Nous résumons les principaux dysfonctionnements, ainsi que les solutions proposées par le Vlaams Belang.

La Commission permanente de contrôle linguistique est composée de mandataires politiques, ce qui dans la pratique, empêche cette juridiction de rendre des avis neutres et objectifs. C'est une tare. En outre, cette politisation contribue à l'indécision et à l'impuissance voulue là où la Commission permanente de contrôle linguistique est effectivement compétente et en mesure d'intervenir de manière contraignante contre les autorités bruxelloises qui refusent de respecter la législation linguistique. Il apparaît en effet que la Commission permanente de contrôle linguistique a, à ce jour, toujours refusé de faire usage du droit de subrogation dont elle dispose à Bruxelles depuis le 1^{er} janvier 1995, soit la possibilité d'agir de manière contraignante à la place et aux frais des autorités contrevenantes afin de restaurer la légalité en matière linguistique. Cette inaction s'explique principalement par la politisation de ce collège. L'absence presque totale de moyens de recours contre les avis de la Commission permanente de contrôle linguistique est un deuxième dysfonctionnement. À cet égard, le Vlaams Belang souhaite la création de cette possibilité, auprès du Conseil d'État. Dans la pratique, le citoyen ne peut pas imposer l'application pratique de la législation linguistique.

C'est une troisième faille. Pour nous, le citoyen doit donc dans l'avenir avoir la possibilité d'imposer effectivement ses droits linguistiques par la voie juridique. Il faut aussi appliquer désormais des sanctions effectives et contraignantes aux infractions à la législation linguistique. Il est vrai qu'en théorie cette possibilité existe déjà partiellement sous la forme de l'annulation des actes illégaux et de sanctions disciplinaires à l'encontre des fonctionnaires qui ne respectent pas la législation linguistique, mais dans la pratique, les instances de tutelle n'en ont encore jamais fait usage. Pour y parvenir, on pense à l'annulation des actes administratifs et/ou à l'imposition d'astreintes.

De voogdij over de plaatselijke besturen inzake de toepassing van de taalwetgeving ligt in eerste instantie bij de vice-gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad (sinds 1989 met de instelling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest) in laatste instantie bij de minister in de Brusselse Hoofdstedelijke Regering die over de gemeenten bevoegd is en de collegeleden van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie die voor de OCMW's bevoegd zijn.

Voor elk personeelslid dat door een plaatselijk bestuur wordt aangevraagd, moet een dossier naar de vice-gouverneur worden doorgezonden, die dit dossier dan controleert op de conformiteit met de taalwetgeving. Indien blijkt dat de aangevraagd persoon niet het vereiste taalexamen heeft afgelegd bij het Vast Wervingssecretariaat, dan schorst de vice-gouverneur deze benoeming. Hij maakt tevens het dossier over aan de voogdijminister(s), die 40 dagen de tijd hebben om deze benoeming te vernietigen. Het is op dit laatste vlak dat de toepassing van de taalwetgeving misloopt. Van 1989 tot 1996 werden er door de vice-gouverneur bijvoorbeeld niet minder dan 2.668 onwettige benoemingen van de Brusselse gemeenten geschorst (ongeveer één derde van alle benoemingen). Hiervan werden er door de Brusselse voogdijminister ... drie (3 !) vernietigd.

Voor wat de OCMW's betreft, werden 1.174 onwettige aanstellingen geschorst. Hiervan werden er door de bevoegde voogdij (de Collegeleden Grijp en Gosuin van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie) ... 68 (slechts 5,8 %) vernietigd. Het is dus in laatste instantie de Brusselse voogdij die weigert in te grijpen. Daarom wensen de indieners dat de voogdij over de Brusselse plaatselijke besturen uit handen wordt genomen van de Brusselse voogdijministers en terug overgaat naar de federale minister van Binnenlandse Zaken.

Een tweede oorzaak voor het niet-naleven van de taalwetgeving, is het feit dat de toepassing ervan niet effectief kan worden afgedwongen. Bij het instellen van de huidige taalregeling in 1963, heeft de wetgever een rechtscollege in het leven geroepen dat onder meer tot taak heeft om erover te waken dat de taalwet zou worden nageleefd, namelijk de Vaste Commissie voor Taaltoezicht. Na 40 jaar ervaring blijkt echter dat deze Vaste Commissie voor Taaltoezicht een aantal structurele onvolkomenheden vertoont. We sommen de voornaamste disfuncties op, alsook de oplossingen die het Vlaams Belang vooropstelt.

Een eerste euvel bestaat erin dat de Vaste Commissie voor Taaltoezicht is samengesteld uit politieke mandatarissen, waardoor dit rechtscollege, zoals de praktijk heeft aangetoond, geen onpartijdige en objectieve adviezen kan uitvaardigen en elk moreel gezag ontbeert. Bovendien draagt deze politisering bij tot besluiteloosheid en tot zelfgewilde machteloosheid daar waar de Vaste Commissie voor Taaltoezicht effectief over de bevoegdheid en de mogelijkheid beschikt om dwingend op te treden tegen Brusselse overheden die weigeren de taalwetgeving na te leven. Het blijkt immers dat de Vaste Commissie tot nog toe altijd heeft geweigerd om gebruik te maken van het subrogatierecht waarover zij sinds 1 januari 1995 in Brussel beschikt, zijnde de mogelijkheid om zelf in de plaats en op kosten van de overtredende overheid dwingend op te treden om de wettigheid in taalzaken te herstellen. De voornaamste oorzaak moet ook hier worden gezocht in de politisering van dit college. Een tweede disfunctie doet zich voor op het vlak van het ontbreken van bijna elke beroepsmogelijkheid tegen adviezen van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht. Het Vlaams Belang wenst in dit verband dat deze mogelijkheid wordt gecreëerd, en wel bij de Raad van State.

Een derde gebrek vindt men in het feit dat de toepassing van de taalwetgeving in de praktijk door de burger veelal niet kan worden afgedwongen. Voor ons dient de burger in de toekomst derhalve de mogelijkheid te krijgen om zijn taalrechten effectief via gerechtelijke weg af te dwingen. Tevens dienen er voortaan effectieve en afdwingbare sancties te worden gesteld op overtredingen van de taalwetgeving. Deze mogelijkheid bestaat momenteel weliswaar in theorie reeds gedeeltelijk onder de vorm van nietigheid van onwettige handelingen en tuchtmaatregelen tegen ambtenaren die de taalwet niet naleven, maar werd in de praktijk door de voogdij-instansies nog nooit gebruikt. Om dit te realiseren wordt gedacht aan de vernietiging van administratieve rechtshandelingen en/of aan het opleggen van dwangsommen.

Nous pensons que ces points peuvent être matérialisés si la Commission permanente de contrôle linguistique était réformée en un immense tribunal administratif prévoyant une procédure d'extrême urgence. Tout ceci implique d'intégrer la législation linguistique dans le contexte du droit administratif.

Il faut aussi inverser le système d'annulation des nominations illégales. Lorsqu'aujourd'hui le vice-gouverneur suspend une nomination, les deux ministres compétents doivent annuler la nomination, sinon la suspension est nul et non avenue. Il faut inverser la situation. La suspension devrait déboucher automatiquement sur une annulation sauf annulation de la suspension par les deux ministres compétents.

N° 109 de MM. Dominiek LOOTENS-STAELE (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à enfreindre les lois relatives à l'emploi des langues en matière judiciaire.* ».

JUSTIFICATION

L'emploi des langues en matière judiciaire est réglé par la loi du 15 juin 1935.

La loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire vaut pour tous les tribunaux et précise où chacune des langues nationales (français, néerlandais, allemand) doit être employée. Il va de soi que la loi prend en considération la division constitutionnelle de la Belgique en quatre régions linguistiques : la région de langue française, la région de langue néerlandaise, la région de langue allemande, la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Dans les arrondissements flamands, l'ensemble de la procédure se déroule en néerlandais. Dans les arrondissements wallons, elle se déroule en français sauf pour les tribunaux d'Eupen où l'allemand est la langue de la procédure. Pour l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde, la réglementation est compliquée. L'arrondissement comprend en effet des communes unilingues néerlandophones et des communes bilingues (français-néerlandais).

Les parties peuvent demander de commun accord que la procédure se poursuive dans une autre langue. L'affaire est alors portée devant un tribunal de l'autre région linguistique. À Bruxelles, le défendeur ou la défense peuvent demander que l'affaire soit poursuivie dans une langue autre que celle choisie par le demandeur; c'est au juge de se prononcer. S'il y a plusieurs défendeurs, ce qui est souvent le cas en matière répressive, la langue de la majorité peut être prépondérante dans le choix de la langue du procès. Les prévenus qui parlent peu ou pas cette langue peuvent bénéficier d'une traduction.

Devant toutes les juridictions civiles et commerciales, les parties comparissant en personne font usage de la langue de leur choix pour tous

Wij menen dat al deze punten te kunnen verwezenlijken indien de Vaste Commissie voor Taaltoezicht zou worden omgevormd tot een heuse administratieve rechtbank waar een procedure bij hoogdringendheid voorzien wordt. Dit alles impliceert dat de taalwetgeving in de context van het administratief recht wordt opgenomen.

Tevens dient het systeem van het vernietigen van onwettige benoemingen omgekeerd te worden. Wanneer de vice-gouverneur op dit ogenblik een benoeming schorst, moeten beide bevoegde ministers de benoeming vernietigen, zolang is de schorsing ongedaan gemaakt. Men moet dit omkeren. In dit geval zou de schorsing automatisch worden omgezet in een vernietiging, tenzij beide bevoegde ministers de schorsing teniet doen.

Nr. 109 van de heren Dominiek LOOTENS-STAELE (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot overtreding van de wetten op taalgebruik in gerechtszaken.* ».

VERANTWOORDING

Het taalgebruik in gerechtszaken wordt geregeld volgens de wet van 15 juni 1935.

De wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken geldt voor alle rechtbanken en zij schrijft voor waar welke landstaal moet gebruikt worden : Nederlands, Frans of Duits. Vanzelfsprekend gaat de wet voort op de grondwettelijke indeling van België in vier taalggebieden : het Nederlandse, het Franse, het Duitse en het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

In de Vlaamse arrondissementen wordt de gehele rechtspleging in het Nederlands gevoerd. In de Waalse arrondissementen gebeurt dat in het Frans behalve voor de rechtbanken in Eupen waar Duits de taal van de rechtspleging is. Voor het arrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde is er een ingewikkelde regeling. Het arrondissement bevat namelijk eentalig Nederlandse gemeenten en tweetalige gemeenten (Nederlands-Frans).

De partijen kunnen eenstemmig vragen dat de rechtspleging wordt voortgezet in een andere taal. De zaak wordt dan doorverwezen naar een rechtbank van het andere taalgebied. In Brussel mag de verweerder of de verdediging vragen de zaak in een andere taal dan de taal die de inleider gekozen heeft, voort te zetten; de rechter beslist. Als er meerdere verweerders zijn, wat in strafzaken veelal het geval is, kan de taal van de meerderheid doorslaggevend zijn voor de keuze van de taal van het proces. Verdachten die de taal niet of onvoldoende machtig zijn, kunnen een vertaling krijgen.

Voor al de burgerlijke rechtbanken en rechtbanken van koophandel mogen de verschijnende partijen mondeling de taal spreken die zij ver-

leurs dires et déclarations. Si le juge ne comprend pas la langue employée par les parties ou par l'une d'elles, il fait appel au concours d'un interprète juré.

La loi fixe également pour Bruxelles le rapport entre les magistrats francophones et néerlandophones ainsi que le nombre d'entre eux devant connaître le nombre d'entre eux devant connaître l'autre langue.

N° 110 de MM. Dominiek LOOTENS-STAEL (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à enfreindre les lois relatives à l'emploi des langues en matière judiciaire.* ».

JUSTIFICATION

L'emploi des langues en matière judiciaire est réglé par la loi du 15 juin 1935.

La loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire vaut pour tous les tribunaux et précise où chacune des langues nationales (français, néerlandais, allemand) doit être employée. Il va de soi que la loi prend en considération la division constitutionnelle de la Belgique en quatre régions linguistiques : la région de langue française, la région de langue néerlandaise, la région de langue allemande, la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Dans les arrondissements flamands, l'ensemble de la procédure se déroule en néerlandais. Dans les arrondissements wallons, elle se déroule en français sauf pour les tribunaux d'Eupen où l'allemand est la langue de la procédure. Pour l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde, la réglementation est compliquée. L'arrondissement comprend en effet des communes unilingues néerlandophones et des communes bilingues (français-néerlandais).

Les parties peuvent demander de commun accord que la procédure se poursuive dans une autre langue. L'affaire est alors portée devant un tribunal de l'autre région linguistique. À Bruxelles, le défendeur ou la défense peuvent demander que l'affaire soit poursuivie dans une langue autre que celle choisie par le demandeur; c'est au juge de se prononcer. S'il y a plusieurs défendeurs, ce qui est souvent le cas en matière répressive, la langue de la majorité peut être prépondérante dans le choix de la langue du procès. Les prévenus qui parlent peu ou pas cette langue peuvent bénéficier d'une traduction.

Devant toutes les juridictions civiles et commerciales, les parties comparaisant en personne font usage de la langue de leur choix pour tous leurs dires et déclarations. Si le juge ne comprend pas la langue employée par les parties ou par l'une d'elles, il fait appel au concours d'un interprète juré.

La loi fixe également pour Bruxelles le rapport entre les magistrats francophones et néerlandophones ainsi que leur nombre.

kiezen. Als de rechter die taal niet verstaat, doet hij een beroep op een beëdigd tolk.

De wet legt ook voor Brussel de verhouding vast tussen Nederlandstalige en Franstalige magistraten en het aantal van hen dat de andere taal moet kennen.

Nr. 110 van de heren Dominiek LOOTENS-STAEL (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot overtreding van de wetten op taalgebruik in gerechtszaken.* ».

VERANTWOORDING

Het taalgebruik in gerechtszaken wordt geregeld volgens de wet van 15 juni 1935.

De wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken geldt voor alle rechtbanken en zij schrijft voor waar welke landstaal moet gebruikt worden : Nederlands, Frans of Duits. Vanzelfsprekend gaat de wet voort op de grondwettelijke indeling van België in vier taalgieden : het Nederlandse, het Franse, het Duitse en het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

In de Vlaamse arrondissementen wordt de gehele rechtspleging in het Nederlands gevoerd. In de Waalse arrondissementen gebeurt dat in het Frans behalve voor de rechtbanken in Eupen waar Duits de taal van de rechtspleging is. Voor het arrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde is er een ingewikkelde regeling. Het arrondissement bevat namelijk eentalig Nederlandse gemeenten en tweetalige gemeenten (Nederlands-Frans).

De partijen kunnen eenstemmig vragen dat de rechtspleging wordt voortgezet in een andere taal. De zaak wordt dan doorverwezen naar een rechtbank van het andere taalgebied. In Brussel mag de verweerder of de verdediging vragen de zaak in een andere taal dan de taal die de inleider gekozen heeft, voort te zetten; de rechter beslist. Als er meerdere verweerders zijn, wat in strafzaken veelal het geval is, kan de taal van de meerderheid doorslaggevend zijn voor de keuze van de taal van het proces. Verdachten die de taal niet of onvoldoende machtig zijn, kunnen een vertaling krijgen.

Voor al de burgerlijke rechtbanken en rechtbanken van koophandel mogen de verschijnende partijen mondeling de taal spreken die zij kiezen. Als de rechter die taal niet verstaat, doet hij een beroep op een beëdigd tolk.

De wet legt ook voor Brussel de verhouding vast tussen Nederlandstalige en Franstalige magistraten en het aantal van hen dat de andere taal moet kennen.

N° 111 de MM. Dominiek LOOTENS-STAEI (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à enfreindre les lois relatives à l'emploi des langues en matière législative.* ».

JUSTIFICATION

L'emploi des langues en matière législative est réglé par la loi du 31 mai 1961.

N° 112 de MM. Dominiek LOOTENS-STAEI (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour des infractions aux lois relatives à l'emploi des langues en matière législative.* ».

JUSTIFICATION

L'emploi des langues en matière législative est réglé par la loi du 31 mai 1961.

N° 113 de MM. Dominiek LOOTENS-STAEI (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à enfreindre les lois relatives à l'emploi des langues en matière législative.* ».

Nr. 111 van de heren Dominiek LOOTENS-STAEI (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot overtredingen van de wetten op het taalgebruik in wetgevingszaken.* ».

VERANTWOORDING

Het taalgebruik in wetgevingszaken wordt geregeld volgens de wet van 31 mei 1961.

Nr. 112 van de heren Dominiek LOOTENS-STAEI (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor overtredingen van de wetten op het taalgebruik in wetgevingszaken.* ».

VERANTWOORDING

Het taalgebruik in wetgevingszaken wordt geregeld volgens de wet van 31 mei 1961.

Nr. 113 van de heren Dominiek LOOTENS-STAEI (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot overtredingen van de wetten op het taalgebruik in wetgevingszaken.* ».

JUSTIFICATION

L'emploi des langues en matière législative est réglé par la loi du 31 mai 1961.

N° 114 de MM. Dominiek LOOTENS-STAEL (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour des infractions aux lois relatives à l'emploi des langues en matière législative. ».

JUSTIFICATION

L'emploi des langues en matière législative est réglé par la loi du 31 mai 1961.

N° 115 de MM. Dominiek LOOTENS-STAEL (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour infraction aux lois relatives à l'emploi des langues en matière judiciaire. ».

JUSTIFICATION

L'emploi des langues en matière judiciaire est réglé par la loi du 15 juin 1935.

La loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire vaut pour tous les tribunaux et précise où chacune des langues nationales (français, néerlandais, allemand) doit être employée. Il va de soi que la loi prend en considération la division constitutionnelle de la Belgique en quatre régions linguistiques : la région de langue française, la région de langue néerlandaise, la région de langue allemande, la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Dans les arrondissements flamands, l'ensemble de la procédure se déroule en néerlandais. Dans les arrondissements wallons, elle se déroule en français sauf pour les tribunaux d'Eupen où l'allemand est la langue de la procédure. Pour l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde, la réglementation est compliquée. L'arrondissement comprend en effet des communes unilingues néerlandophones et des communes bilingues (français-néerlandais).

VERANTWOORDING

Het taalgebruik in wetgevingszaken wordt geregeld volgens de wet van 31 mei 1961.

Nr. 114 van de heren Dominiek LOOTENS-STAEL (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervullen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor overtredingen van de wetten op het taalgebruik in wetgevingszaken. ».

VERANTWOORDING

Het taalgebruik in wetgevingszaken wordt geregeld volgens de wet van 31 mei 1961.

Nr. 115 van de heren Dominiek LOOTENS-STAEL (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor overtreding van de wetten op taalgebruik in gerechtszaken. ».

VERANTWOORDING

Het taalgebruik in gerechtszaken wordt geregeld volgens de wet van 15 juni 1935.

De wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken geldt voor alle rechtbanken en zij schrijft voor waar welke landstaal moet gebruikt worden : Nederlands, Frans of Duits. Vanzelfsprekend gaat de wet voort op de grondwettelijke indeling van België in vier taalgebieden : het Nederlandse, het Franse, het Duitse en het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

In de Vlaamse arrondissementen wordt de gehele rechtspleging in het Nederlands gevoerd. In de Waalse arrondissementen gebeurt dat in het Frans behalve voor de rechtbanken in Eupen waar Duits de taal van de rechtspleging is. Voor het arrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde is er een ingewikkelde regeling. Het arrondissement bevat namelijk eentalig Nederlandse gemeenten en tweetalige gemeenten (Nederlands-Frans).

Les parties peuvent demander de commun accord que la procédure se poursuive dans une autre langue. L'affaire est alors portée devant un tribunal de l'autre région linguistique. À Bruxelles, le défendeur ou la défense peuvent demander que l'affaire soit poursuivie dans une langue autre que celle choisie par le demandeur; c'est au juge de se prononcer. S'il y a plusieurs défendeurs, ce qui est souvent le cas en matière répressive, la langue de la majorité peut être prépondérante dans le choix de la langue du procès. Les prévenus qui parlent peu ou pas cette langue peuvent bénéficier d'une traduction.

Devant toutes les juridictions civiles et commerciales, les parties comparissant en personne font usage de la langue de leur choix pour tous leurs dires et déclarations. Si le juge ne comprend pas la langue employée par les parties ou par l'une d'elles, il fait appel au concours d'un interprète juré.

La loi fixe également pour Bruxelles le rapport entre les magistrats francophones et néerlandophones ainsi que le nombre d'entre eux devant connaître l'autre langue.

N° 116 de MM. Dominiek LOOTENS-STAELE (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour infraction aux lois relatives à l'emploi des langues en matière judiciaire. »

JUSTIFICATION

L'emploi des langues en matière judiciaire est réglé par la loi du 15 juin 1935.

La loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire vaut pour tous les tribunaux et précise où chacune des langues nationales (français, néerlandais, allemand) doit être employée. Il va de soi que la loi prend en considération la division constitutionnelle de la Belgique en quatre régions linguistiques : la région de langue française, la région de langue néerlandaise, la région de langue allemande, la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Dans les arrondissements flamands, l'ensemble de la procédure se déroule en néerlandais. Dans les arrondissements wallons, elle se déroule en français sauf pour les tribunaux d'Eupen où l'allemand est la langue de la procédure. Pour l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde, la réglementation est compliquée. L'arrondissement comprend en effet des communes unilingues néerlandophones et des communes bilingues (français-néerlandais).

Les parties peuvent demander de commun accord que la procédure se poursuive dans une autre langue. L'affaire est alors portée devant un tribunal de l'autre région linguistique. À Bruxelles, le défendeur ou la défense peuvent demander que l'affaire soit poursuivie dans une langue autre que celle choisie par le demandeur; c'est au juge de se prononcer. S'il y a plusieurs défendeurs, ce qui est souvent le cas en matière répressive, la langue de la majorité peut être prépondérante dans le choix de la langue du procès. Les prévenus qui parlent peu ou pas cette langue peuvent bénéficier d'une traduction.

De partijen kunnen eenstemmig vragen dat de rechtspleging wordt voortgezet in een andere taal. De zaak wordt dan doorverwezen naar een rechtbank van het andere taalgebied. In Brussel mag de verweerder of de verdediging vragen de zaak in een andere taal dan de taal die de inleider gekozen heeft, voort te zetten; de rechter beslist. Als er meerdere verweerders zijn, wat in strafzaken veelal het geval is, kan de taal van de meerderheid doorslaggevend zijn voor de keuze van de taal van het proces. Verdachten die de taal niet of onvoldoende machtig zijn, kunnen een vertaling krijgen.

Voor al de burgerlijke rechtbanken en rechtbanken van koophandel mogen de verschijnende partijen mondeling de taal spreken die zij verkiezen. Als de rechter die taal niet verstaat, doet hij een beroep op een beëdigd tolk.

De wet legt ook voor Brussel de verhouding vast tussen Nederlands-talige en Franstalige magistraten en het aantal van hen dat de andere taal moet kennen.

Nr. 116 van de heren Dominiek LOOTENS-STAELE (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor overtreding van de wetten op taalgebruik in gerechtszaken. »

VERANTWOORDING

Het taalgebruik in gerechtszaken wordt geregeld volgens de wet van 15 juni 1935.

De wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken geldt voor alle rechtbanken en zij schrijft voor waar welke landstaal moet gebruikt worden : Nederlands, Frans of Duits. Vanzelfsprekend gaat de wet voort op de grondwettelijke indeling van België in vier taalgebieden : het Nederlandse, het Franse, het Duitse en het tweetalig gebied Brussel-hoofdstad.

In de Vlaamse arrondissementen wordt de gehele rechtspleging in het Nederlands gevoerd. In de Waalse arrondissementen gebeurt dat in het Frans behalve voor de rechtbanken in Eupen waar Duits de taal van de rechtspleging is. Voor het arrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde is er een ingewikkelde regeling. Het arrondissement bevat namelijk eentalig Nederlandse gemeenten en tweetalige gemeenten (Nederlands-Frans).

De partijen kunnen eenstemmig vragen dat de rechtspleging wordt voortgezet in een andere taal. De zaak wordt dan doorverwezen naar een rechtbank van het andere taalgebied. In Brussel mag de verweerder of de verdediging vragen de zaak in een andere taal dan de taal die de inleider gekozen heeft, voort te zetten; de rechter beslist. Als er meerdere verweerders zijn, wat in strafzaken veelal het geval is, kan de taal van de meerderheid doorslaggevend zijn voor de keuze van de taal van het proces. Verdachten die de taal niet of onvoldoende machtig zijn, kunnen een vertaling krijgen.

Devant toutes les juridictions civiles et commerciales, les parties comparaisant en personne font usage de la langue de leur choix pour tous leurs dires et déclarations. Si le juge ne comprend pas la langue employée par les parties ou par l'une d'elles, il fait appel au concours d'un interprète juré. La loi fixe également pour Bruxelles le rapport entre les magistrats francophones et néerlandophones ainsi que le nombre d'entre eux devant connaître l'autre langue.

N° 117 de MM. Frederic ERENS (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à enfreindre les lois relatives à l'emploi des langues en matière administrative.* ».

JUSTIFICATION

Ce sont les lois du 18 juillet 1966 qui règlent l'emploi des langues en matière administrative dans ce pays.

Dans les services locaux, ce sont les articles 17 à 22 des lois coordonnées du 18 juillet 1966 qui dictent l'emploi des langues par les pouvoirs locaux bruxellois (communes et CPAS). Dans les institutions régionales bruxelloises, ce sont plus particulièrement les articles 32 à 37 de la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles.

Ces lois partent du principe du bilinguisme général des services, tant en ce qui concerne les services internes que dans les contacts avec le public. Pour cela, les fonctionnaires locaux bruxellois sont tenus de prouver la connaissance de la deuxième langue par le biais d'un examen linguistique. Étant donné que les auteurs estiment que tant les Bruxellois néerlandophones que les Bruxellois francophones doivent pouvoir s'adresser dans leur langue aux services publics bruxellois, nous sommes d'avis que ces principes doivent être maintenus et – je vous le répète encore une fois – doivent être strictement appliqués.

Les accords de courtoisie linguistique ont été conclus dans un cadre totalement illégal. Dire que l'accord de courtoisie linguistique a résolu les problèmes serait excessivement cynique. Mais, d'un autre côté, ce ne fut jamais l'objectif de cet accord. La seule raison d'être de l'accord de courtoisie linguistique – outre de désamorcer une crise gouvernementale menaçante – était d'institutionnaliser l'illégalité, d'augmenter l'efficacité des recrutements unilingues et de continuer à saper le bilinguisme légal. Ce fut, vous vous l'imaginez, un accord sur la non-application de la loi ! La Région bruxelloise s'est ainsi profilée comme une république bananière de premier ordre. Nous ne devons donc plus non plus parler d'un accord de courtoisie linguistique mais plutôt d'un accord de violation linguistique.

À partir de 1998, le nombre de nominations illégales a fortement augmenté, alors que le nombre de suspensions concernant les communes restait inacceptablement bas et atteignait même un nouveau minimum record

Voor al de burgerlijke rechtbanken en rechtbanken van koophandel mogen de verschijnende partijen mondeling de taal spreken die zij verkiezen. Als de rechter die taal niet verstaat, doet hij een beroep op een beëdigd tolk. De wet legt ook voor Brussel de verhouding vast tussen Nederlandstalige en Franstalige magistraten en het aantal van hen dat de andere taal moet kennen.

Dominiek LOOTENS-STAEL (N)
Johan DEMOL (N)

Nr. 117 van de heren Frederic ERENS (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervullen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot overtreding van de wetten op taalgebruik in bestuurszaken.* ».

VERANTWOORDING

De wetten van 18 juli 1966 regelen het taalgebruik in bestuurszaken in dit land.

In de plaatselijke diensten zijn het de artikels 17 tot 22 van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 die het taalgebruik door de Brusselse plaatselijke besturen (gemeenten en OCMW's) voorschrijven. Specifiek voor wat de Brusselse gewestelijke instellingen betreft, wordt het taalgebruik geregeld door de artikels 32 tot 37 van de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen.

Zij stellen het principe voorop van de algemene tweetaligheid van de diensten, zowel voor wat betreft de binnendiensten, als voor wat betreft de communicatie met het publiek. Dit zou moeten gerealiseerd worden door van de Brusselse plaatselijke ambtenaren een bewezen kennis van de tweede taal te eisen door middel van het afleggen van een taalexamen. Aangezien de indieners van oordeel zijn dat zowel de Brusselse Nederlandstaligen als de Brusselse Franstaligen in hun eigen taal terecht moeten kunnen in de Brusselse overheidsdiensten, zijn wij van mening dat deze principes gehandhaafd dienen te blijven, en nogmaals : strikt dienen te worden toegepast.

De taalhoffelijkheidssakkoorden werden gesloten in een kader van totale wetteloosheid. Stellen dat het taalhoffelijkheidssakkoord de problemen heeft opgelost zou van een al te verregaand cynisme spreken. Maar anderszijds : dat was ook nooit de bedoeling van dit akkoord. De enige reden van bestaan van het taalhoffelijkheidssakkoord was – naast het rap-rap oplossen van een dreigende regeringscrisis – het institutionaliseren van de illegaliteit, het efficiënter doen verlopen van de ééntalige aanwervingen, en de wettelijke tweetaligheid verder uithollen. Het werd, stel U voor, een akkoord over het niet-toepassen van de wet! Het Brusselse Gewest profileerde zich daarmee als een eersteklas bananenrepubliek. We moeten dan ook niet langer spreken over een taalhoffelijkheidssakkoord, maar over een taalwetovertrappingsakkoord.

Vanaf 1998 steeg het aantal illegale benoemingen aanzienlijk, terwijl het aantal schorsingen wat de gemeenten betreft onaantvaardbaar laag bleef, en wat de OCMW's betreft zelfs een nieuw dieptepunt bereikte. Ook

en ce qui concerne les CPAS. Sur ce dernier point aussi, le vice-gouverneur de Bruxelles Hugo Nys dit clairement qu'il n'y pas eu de différence notable par rapport aux années précédentes, quand il suspendait environ 30 % des nominations pour non-respect de la législation linguistique. C'est aussi le status quo pour le nombre de nominations irrégulières annulées par le gouvernement ... soit quelque zéro pour cent. Manifestement, la législation linguistique fait partie de ces lois qu'on peut enfreindre.

Bien que la Commission permanente de contrôle linguistique ait clairement montré dans ses avis antérieurs que la circulaire relative à l'accord de courtoisie linguistique était illégale, on a persévéré dans la malveillance et tous les partis flamands, à l'exception du Vlaams Belang, ont capitulé devant la culture politique non démocratique des francophones qui consiste à enfreindre les lois. Ceci aussi parce que, en dépit des avis de la Commission permanente de contrôle linguistique et des divers arrêts du Conseil d'État, ils continuent d'affirmer avec insistance que les contractuels ne sont pas soumis à la législation linguistique.

Entre-temps, il est aussi apparu que l'Office bruxellois de l'emploi ne brille ni par son zèle ni par son ardeur au travail dans la recherche de candidats bilingues. Les francophones ont donc tout intérêt à l'absence d'une réserve de recrutement convenable, afin qu'ils puissent ainsi continuer à enfreindre à leur gré la législation linguistique. Contrairement à l'accord, les unilingues, recrutés en masse, ne connaissent toujours pas, ou à peine, le néerlandais après deux ans. L'acquisition dans les deux ans d'un brevet linguistique était pourtant une condition majeure lors du recrutement. Il faut naturellement dire que le comportement du gouvernement bruxellois n'a pas beaucoup d'autorité morale en la matière. Le ministre-président bruxellois de l'époque Daniel Ducarme ne parlait pas non plus un traître mot de néerlandais. En fait, au lieu de licencier après deux ans ceux qui refusent d'apprendre le néerlandais, ce que la logique aurait voulu, on prolonge, mine de rien, leur contrat de deux ans.

Le VLD a déclaré d'un ton pince-sans-rire au parlement flamand que c'était normal, vu l'extrême difficulté des examens linguistiques à leurs yeux. Apparemment, M. Gatz estime qu'il suffit de savoir compter jusque deux en néerlandais et de pouvoir dire « ja » et « neen » pour obtenir un brevet linguistique. L'accord de violation linguistique a donc eu pour conséquence qu'aujourd'hui plus que jamais, on engage des francophones unilingues à des fonctions qui exigent un bon niveau de bilinguisme. Il en résulte que les services aux néerlandophones régresse à vue d'œil à Bruxelles. Ces pratiques, qui confrontent systématiquement la minorité flamande à des pratiques tout bonnement honteuses, ne peuvent être qualifiées autrement que de fascistes.

La situation est d'ailleurs telle que la prolongation des contrats de la première génération de contractuels n'est plus possible, étant donné qu'un engagement après quatre ans, aussi illégal soit-il, n'est plus contestable. Concrètement, cela veut dire que, alors que les contrats contestés pourraient encore être prolongés, on ne pourrait plus obliger les contractuels à obtenir ce brevet linguistique.

Le seul contrôle que les Flamands exerçaient encore autrefois sur les résultats de l'accord de violation linguistique se faisait par le biais des prétendus rapports linguistiques trimestriels, où les résultats et les chiffres de l'application de l'accord auraient dû apparaître noir sur blanc.

Toutefois ces rapports linguistiques ont toujours été très difficiles – passez l'euphémisme – à réaliser. Sans l'insistance répétée du Vlaams Blok de l'époque, ils n'auraient probablement pas vu le jour. La raison en est assez claire : même le gouvernement avait honte de ces chiffres.

Il ressort en effet de ces rapports que l'accord de violation linguistique a fait augmenter spectaculairement le nombre de nominations illégales au point que la précédente majorité bruxelloise a décidé de ne plus reprendre la partie consacrée aux rapports linguistiques lors de la formation du gouvernement. Le seul moyen de contrôle flamand sur les nominations illégales fut donc tout bonnement supprimé. Les partis flamands de la majorité sont restés aussi silencieux que des morts. Le velours des portefeuilles ministériels accordés à leurs partis est apparemment plus important que les droits des Flamands de Bruxelles.

over het laatste zegt de Brusselse vice-gouverneur Hugo Nys duidelijk dat er geen noemenswaardige verschillen zijn met de voorbije jaren, toen hij ongeveer 30 % van de benoemingen schorste omdat ze niet in orde zijn met de taalwetgeving. Het aantal onregelmatige benoemingen dat door de regering werd vernietigd blijft ook status quo, op zowat ... nul procent. De taalwet is blijkbaar een wet die wél mag worden overtreden.

Alhoewel de Vaste Commissie voor Taaltoezicht dus in vroegere uitspraken duidelijk te kennen gaf dat de omzendbrief betreffende het taalhoffelijkheidsakkoord onwettig was, werd volhard in de boosheid, en capituleerden de Vlaamse partijen op uitzondering van het Vlaams Belang na allemaal voor de francofone ondemocratische politieke cultuur van wetsovertredingen. Dit mede omdat zij, ondanks adviezen van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht en ondanks verscheidene arresten van de Raad van State, bij hoog en laag blijven beweren dat contractuelen niet onder de taalwetgeving vallen.

Intussen is ook gebleken dat de Brusselse arbeidsdienst bij het zoeken naar tweetalige kandidaten niet direct uitblinkt in veel ijver en werklust. De Franstaligen hebben er dus alle belang bij dat er geen degelijke wervingsreserve is, zodat ze naar believen de taalwet kunnen blijven overtreden. De eentaligen, die wel « en masse » werden aangeworven, kennen tegen het akkoord in na een periode van twee jaar nog steeds geen of bijna geen Nederlands. Het binnen de twee jaar behalen van een taalbrevet was nochtans een belangrijke vereiste bij de aanwerving. Het moet natuurlijk gezegd worden dat de Brusselse regering op dat vlak niet al te veel moreel gezag heeft. Ook de toenmalige Brusselse minister-voorzitter Ducarme sprak geen gebenedijd woord Nederlands. Echter, in plaats van deze Nederlandsonwilligen dan na twee jaar te ontslaan, wat de logica zelf zou zijn, verlengd men doodleuk voor nog eens twee jaar hun contract.

In het Vlaams Parlement verklaarde de VLD daarover doodleuk dat dit wel OK is, daar de taalexamens in hun ogen véél te moeilijk zijn. Blijkbaar is het voor de heer Gatz voldoende dat men in het Nederlands tot twee kan tellen, en « ja » en « neen » kan zeggen, om een taalbrevet te krijgen. Het Taalwetovertrappingsakkoord heeft dus tot gevolg gehad dat nu meer dan ooit ééntalig Franstaligen worden aangeworven voor functies die een degelijke tweetaligheid vereisen. De dienstverlening voor de Nederlandstaligen in Brussel gaat er dan ook zienderogen op achteruit. Deze praktijken, waarbij de Vlaamse minderheid systematisch terecht komt in ronduit mensonterende praktijken kan men niet anders dan als fascistisch bestempelen.

Het is trouwens zo dat nu een verlenging van de contracten voor de eerste generatie contractuelen niet meer mogelijk is, daar een aanwerving na vier jaar, ook al is ze onwettig, niet meer aanvechtbaar is. Dit wil in concreto zeggen dat wanneer de omstrede contracten nu nogmaals zouden worden verlengd men de contractuelen op geen enkele manier meer kan dwingen om alsnog hun taalbrevet te halen.

De enige controle die de Vlamingen vroeger nog hadden op de resultaten van het taalwetovertrappingsakkoord waren de zogenaamde driem-aandelijke taalrapporten, waarin zwart op wit de resultaten en cijfers van de uitvoering van het akkoord zouden te zien zijn.

Die taalrapporten kwamen echter – om het met een eufemisme te zeggen – maar zeer moeilijk tot stand. Zonder het herhaaldelijk aandringen van het toenmalige Vlaams Blok zouden er waarschijnlijk zelfs helemaal geen taalrapporten zijn geweest. De rede daarvoor is nogal duidelijk: zelfs de regering vond de cijfers beschamend.

Omdat uit deze taalrapporten inderdaad bleek dat door het taalwetovertrappingsakkoord het aantal illegale benoemingen spectaculair steeg, besloot de vorige Brusselse meerderheid de passus over de taalrapporten niet meer op te nemen bij de regeringsvorming. Het enige Vlaamse controlemiddel op de illegale benoemingen werd dus gewoon overboord gekieperd. De Vlaamse meerderheidspartijen zwegen als vermoord. Het fluweel van de ministerpostjes voor hun partij is blijkbaar belangrijker dan de rechten van de Brusselse Vlamingen.

Bien que la Flandre et les Flamands soient les grands argentiers de la Région bruxelloise, les autorités flamandes n'osent ou ne veulent pas se servir de leur supériorité. Les accords du Lombard ou du Lambermont autorisent la Flandre à verser année après année toujours plus d'argent dans toutes sortes de caisses bruxelloises, tout en lui laissant année après année toujours moins de place pour participer à la gestion de sa propre capitale. Avec une arrogance inouïe, Bruxelles la francophone exige toujours plus d'argent flamand pour mener une politique ouvertement anti-flamande. Le financement flamand de Bruxelles n'est ni plus ni moins qu'un énième transfert nord-sud. Contrairement à la Flandre, la Région wallonne répercute, par manque d'argent, de nombreux coûts sur les communes bruxelloises, qui à leur tour s'adressent à la Région bruxelloise. Ainsi, la Flandre paie indirectement les coûts que la Région wallonne ne veut pas assumer.

Et les partis flamands de la majorité : ils opinent docilement pour ne pas troubler cette chère paix communautaire.

Comme les auteurs l'ont déjà dit précédemment, ils partent du principe qu'il est possible de créer une bonne entente entre les Bruxellois francophones et néerlandophones, à condition que qu'il y ait des accords clairs effectivement respectés et qu'on tienne compte des droits et des aspirations des deux communautés linguistiques. Au cours des décennies précédentes, nous avons toutefois dû constater que cette volonté de bonne entente faisait défaut chez bien des hommes politiques francophones. Cela se traduit notamment par le déni des droits linguistiques les plus élémentaires aux néerlandophones bruxellois, par le refus pertinent de respecter la législation linguistique et de respecter la jurisprudence constante de juridictions telles le Conseil d'État et la Commission permanente de contrôle linguistique.

Dans une série de cas, cette situation illégale mène parfois des situations navrantes, comme par exemple dans les hôpitaux des CPAS où, selon une étude, un tiers des patients néerlandophones doit s'exprimer en français pour se faire comprendre. Les auteurs ne sont pas les seuls à avoir fait ce constat, le rapport du Conseil de l'Europe est parvenu à la même conclusion ! Étant donné que dans le secteur des soins de santé, la communication entre les médecins/ le personnel paramédical et les patients est très importante pour la qualité des soins médicaux, de telles situations intolérables sont absolument inacceptables. Dans les circonstances actuelles (tant que le personnel ne sera pas bilingue), les auteurs exigent qu'on commence à dédoubler le secteur bicommunautaire, dédoublement qui se poursuivra aussi longtemps que durera cette situation intolérable sur le plan linguistique.

Dans les administrations locales, cette mauvaise volonté se traduit d'abord par l'engagement massif par les administrations communales et les CPAS francophones de personnel ne connaissant pas le néerlandais, ce qui est totalement illégal. Même dans les services régionaux les néerlandophones ne peuvent pas toujours s'exprimer dans leur langue. Ici le problème se rencontre surtout dans les institutions pararégionales et dans les institutions privées auxquelles les autorités ont confié une série de tâches. Nous pensons principalement au secteur des logements sociaux, des maisons de repos et des hôpitaux, où les situations sont navrantes. Par cette politique illégale, une partie importante des services publics ne satisfait plus aujourd'hui au bilinguisme fixé par la loi. On réduit ainsi à néant, lentement mais sûrement, le principe du bilinguisme généralisé, ce qui menace grandement les services aux citoyens néerlandophones.

Il ne faut pas chercher bien loin les raisons permettant ces infractions massives aux lois linguistiques : la défaillance de la tutelle d'une part et une force contraignante lacunaire de la législation linguistique d'autre part.

La tutelle sur les pouvoirs locaux concernant l'application de la législation linguistique dépend en première instance du vice-gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale et (depuis la création de la Région de Bruxelles-Capitale en 1989) en dernière instance du ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale compétent pour les communes et des membres du Collège de la CCC compétents pour les CPAS.

Hoewel Vlaanderen en de Vlamingen de grootste financiers van het Brussels Gewest zijn, durft of wil de Vlaamse overheid echter niet op haar strepen te staan. Door Lombard- en andere Lambermontakkoorden mag Vlaanderen jaar na jaar meer gelden storten in allerhande Brusselse kassen, terwijl het jaar na jaar minder inspraak en medezeggenschap krijgt in het bestuur van haar eigen hoofdstad. Met een ongekeerde arrogantie eist francofoon Brussel meer en meer Vlaams geld om een ronduit Vlaamsvijandig beleid te voeren. De Vlaamse financiering van Brussel is ook niet meer of niet minder dan een zoveelste transfer van noord naar zuid. In tegenstelling tot Vlaanderen wentelt het Waals Gewest uit gebrek zeer veel kosten af op de Brusselse gemeenten, die op hun beurt weer gaan aankloppen bij het Brussels Gewest. Indirect betaalt Vlaanderen zo die kosten waar het Waals Gewest niet voor wil opdraaien.

En de Vlaamse meerderheidspartijen : zij knikken gedwee omwille van de lieve communautaire vrede.

Zoals eerder reeds gesteld, stellen de indieners voorop dat een goede verstandhouding tussen Brusselse Nederlandstaligen en Franstaligen mogelijk is, op voorwaarde dat er duidelijke afspraken bestaan die ook effectief worden nageleefd en waarbij loyaal met de rechten en verzuchtingen van beide taalgemeenschappen rekening wordt gehouden. We hebben echter de voorbije tientallen jaren moeten vaststellen dat deze wil tot goede verstandhouding bij vele Franstalige politici niet aanwezig is. Dat uit zich onder meer in het ontzeggen van de meest elementaire taalrechten aan de Brusselse Nederlandstaligen, door pertinent te weigeren de taalwetgeving na te leven en de vaste rechtspraak na te volgen zoals die werd opgebouwd door rechtscolleges als de Raad van State en de Vaste Commissie voor Taaltoezicht.

Deze onwettige toestand leidt in een aantal gevallen soms tot schrijnende toestanden, zoals bijvoorbeeld in de OCMW-ziekenhuizen, waar uit een studie blijkt dat eenderde van de Nederlandstalige patiënten op het Frans moet overschakelen om zich verstaanbaar te maken. Dit zeggen niet alleen de indieners, dit zegt ook een rapport van de Raad van Europa ! Aangezien in de geneeskundige sector de communicatie tussen arts/paramedisch personeel en de patiënten van zeer groot belang is voor de kwaliteit van de verstrekte medische zorgen, zijn zulke wantoestanden absoluut onaanvaardbaar. In de huidige omstandigheden – zolang de tweetaligheid van het personeel geen feit is – eisen de indieners dat er een aanvang moet worden gemaakt van de ontubling van de bicommunautaire sector die moet worden doorgezet als zou blijken dat de taalwantoestanden toch blijven duren.

In de plaatselijke besturen uit zich deze onwil in de eerste plaats in het massaal aanstellen van Nederlandsonkundig personeel door de Franstalige gemeente- en OCMW-besturen, wat volkomen illegaal is. Maar ook in de gewestelijke diensten kunnen de Nederlandstaligen niet altijd in hun eigen taal aan hun trekken komen. Hier situeert het probleem zich vooral in de pararegionale instellingen en bij de private instellingen waaraan de overheid een aantal taken heeft uitbesteed. Wij denken dan vooral aan de sociale huisvestings-, rusthuizen- en ziekenhuissector, waar de toestanden schrijnend zijn. Door deze illegale politiek voldoet thans een aanzienlijk deel van de overheidsdiensten niet meer aan de wettelijk opgelegde tweetaligheid. Op deze manier werd het principe van de veralgemeende tweetaligheid langzaam maar zeker tenietgedaan en is de dienstverlening ten aanzien van de Nederlandstalige burgers zwaar in het gedrang gekomen.

De redenen waarom de taalwet zo massaal overtreden kan worden, hoeft niet ver gezocht te worden, en situeert zich enerzijds in een falende voorgedij en anderzijds in een gebrekkige afdwingbaarheid van de taalwetsbepalingen.

De voorgedij over de plaatselijke besturen inzake de toepassing van de taalwetgeving ligt in eerste instantie bij de vice-gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad en (sinds 1989 met de instelling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest) in laatste instantie bij de minister in de Brusselse Hoofdstedelijke Regering die over de gemeenten bevoegd is en de collegeleden van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie die voor de OCMW's bevoegd zijn.

Pour chaque membre du personnel engagé par un pouvoir local, un dossier doit être transmis au vice-gouverneur qui contrôle alors la conformité de ce dossier avec la législation linguistique. S'il apparaît que la personne engagée n'a pas réussi l'examen linguistique exigé auprès du Secrétariat permanent de recrutement, le vice-gouverneur suspend cette nomination. Il transmet également le dossier au(x) ministre(s) de tutelle qui dispose(nt) de 40 jours pour annuler cette nomination. C'est lors de cette dernière étape que l'application de la législation linguistique échoue. De 1989 à 1996, le vice-gouverneur a, par exemple, suspendu pas moins de 2.668 nominations illégales dans les communes bruxelloises (environ un tiers de toutes les nominations). Le ministre bruxellois de tutelle n'en a annulé que ... trois (3 !).

En ce qui concerne les CPAS, 1.174 désignations illégales ont été suspendues. La tutelle (les membres du collège de la CCC Grijp et Gosuin) en a annulé ...68 (à peine 5,8 %).

C'est donc en dernière instance la tutelle bruxelloise qui refuse d'intervenir.

C'est pourquoi les auteurs souhaitent qu'on retire la tutelle sur les pouvoirs locaux bruxellois aux ministres de tutelle bruxellois et qu'on la confie à nouveau au ministre fédéral de l'intérieur.

Une deuxième cause explique non-respect de la législation linguistique : on ne peut contraindre effectivement son application. Lors de l'instauration des facilités actuelles en 1963, le législateur a créé une juridiction dont la tâche consiste notamment à veiller au respect de la loi linguistique, à savoir la Commission permanente de contrôle linguistique. Mais quarante années d'expérience ont montré les imperfections structurelles de cette Commission permanente de contrôle linguistique. Nous résumons les principaux dysfonctionnements, ainsi que les solutions proposées par le Vlaams Belang.

La Commission permanente de contrôle linguistique est composée de mandataires politiques, ce qui dans la pratique, empêche cette juridiction de rendre des avis neutres et objectifs. C'est une tare. En outre, cette politisation contribue à l'indécision et à l'impuissance voulue là où la Commission permanente de contrôle linguistique est effectivement compétente et en mesure d'intervenir de manière contraignante contre les autorités bruxelloises qui refusent de respecter la législation linguistique. Il apparaît en effet que la Commission permanente de contrôle linguistique a, à ce jour, toujours refusé de faire usage du droit de subrogation dont elle dispose à Bruxelles depuis le 1^{er} janvier 1995, soit la possibilité d'agir de manière contraignante à la place et aux frais des autorités contrevenantes afin de restaurer la légalité en matière linguistique. Cette inaction s'explique principalement par la politisation de ce collège. L'absence presque totale de moyens de recours contre les avis de la Commission permanente de contrôle linguistique est un deuxième dysfonctionnement. À cet égard, le Vlaams Belang souhaite la création de cette possibilité, auprès du Conseil d'État. Dans la pratique, le citoyen ne peut pas imposer l'application pratique de la législation linguistique.

C'est une troisième faille. Pour nous, le citoyen doit donc dans l'avenir avoir la possibilité d'imposer effectivement ses droits linguistiques par la voie juridique. Il faut aussi appliquer désormais des sanctions effectives et contraignantes aux infractions à la législation linguistique. Il est vrai qu'en théorie cette possibilité existe déjà partiellement sous la forme de l'annulation des actes illégaux et de sanctions disciplinaires à l'encontre des fonctionnaires qui ne respectent pas la législation linguistique, mais dans la pratique, les instances de tutelle n'en ont encore jamais fait usage. Pour y parvenir, on pense à l'annulation des actes administratifs et/ou à l'imposition d'astreintes. Nous pensons que ces points peuvent être matérialisés si la Commission permanente de contrôle linguistique était réformée en un immense tribunal administratif prévoyant une procédure d'extrême urgence. Tout ceci implique d'intégrer la législation linguistique dans le contexte du droit administratif.

Il faut aussi inverser le système d'annulation des nominations illégales. Lorsqu'aujourd'hui le vice-gouverneur suspend une nomination, les deux

Voor elk personeelslid dat door een plaatselijk bestuur wordt aangevraagd, moet een dossier naar de vice-gouverneur worden doorgezonden, die dit dossier dan controleert op de conformiteit met de taalwetgeving. Indien blijkt dat de aangevraagde persoon niet het vereiste taalexamen heeft afgelegd bij het Vast Wervingssecretariaat, dan schorst de vice-gouverneur deze benoeming. Hij maakt tevens het dossier over aan de voogdijminister(s), die 40 dagen de tijd hebben om deze benoeming te vernietigen. Het is op dit laatste vlak dat de toepassing van de taalwetgeving misloopt. Van 1989 tot 1996 werden er door de vice-gouverneur bijvoorbeeld niet minder dan 2 668 onwettige benoemingen van de Brusselse gemeenten geschorst (ongeveer één derde van alle benoemingen). Hiervan werden er door de Brusselse voogdijminister ... drie (3 !) vernietigd.

Voor wat de OCMW's betreft, werden 1.174 onwettige aanstellingen geschorst. Hiervan werden er door de bevoegde voogdij (de Collegeleden Grijp en Gosuin van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie) ... 68 (slechts 5,8 %) vernietigd.

Het is dus in laatste instantie de Brusselse voogdij die weigert in te grijpen.

Daarom wensen de indieners dat de voogdij over de Brusselse plaatselijke besturen uit handen wordt genomen van de Brusselse voogdijministers en terug overgaat naar de federale minister van Binnenlandse Zaken.

Een tweede oorzaak voor het niet-naleven van de taalwetgeving, is het feit dat de toepassing ervan niet effectief kan worden afgedwongen. Bij het instellen van de huidige taalregeling in 1963, heeft de wetgever een rechtscollege in het leven geroepen dat onder meer tot taak heeft om erover te waken dat de taalwet zou worden nageleefd, namelijk de Vaste Commissie voor Taaltoezicht. Na 40 jaar ervaring blijkt echter dat deze Vaste Commissie voor Taaltoezicht een aantal structurele onvolkomenheden vertoont. We sommen de voornaamste disfuncties op, alsook de oplossingen die het Vlaams Belang vooropstelt.

Een eerste euvel bestaat erin dat de Vaste Commissie voor Taaltoezicht is samengesteld uit politieke mandatarissen, waardoor dit rechtscollege, zoals de praktijk heeft aangetoond, geen onpartijdige en objectieve adviezen kan uitvaardigen en elk moreel gezag ontbeert. Bovendien draagt deze politisering bij tot besluiteloosheid en tot zelfgewilde machteloosheid daar waar de Vaste Commissie voor Taaltoezicht effectief over de bevoegdheid en de mogelijkheid beschikt om dwingend op te treden tegen Brusselse overheden die weigeren de taalwetgeving na te leven. Het blijkt immers dat de Vaste Commissie tot nog toe altijd heeft geweigerd om gebruik te maken van het subrogatierecht waarover zij sinds 1 januari 1995 in Brussel beschikt, zijnde de mogelijkheid om zelf in de plaats en op kosten van de overtredende overheid dwingend op te treden om de wetgeving in taalzaken te herstellen. De voornaamste oorzaak moet ook hier worden gezocht in de politisering van dit college. Een tweede disfunctie doet zich voor op het vlak van het ontbreken van bijna elke beroepsmogelijkheid tegen adviezen van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht. Het Vlaams Belang wenst in dit verband dat deze mogelijkheid wordt gecreëerd, en wel bij de Raad van State.

Een derde gebrek vindt men in het feit dat de toepassing van de taalwetgeving in de praktijk door de burger veelal niet kan worden afgedwongen. Voor ons dient de burger in de toekomst derhalve de mogelijkheid te krijgen om zijn taalrechten effectief via gerechtelijke weg af te dwingen. Tevens dienen er voortaan effectieve en afdwingbare sancties te worden gesteld op overtredingen van de taalwetgeving. Deze mogelijkheid bestaat momenteel weliswaar in theorie reeds gedeeltelijk onder de vorm van nietigheid van onwettige handelingen en tuchtmaatregelen tegen ambtenaren die de taalwet niet naleven, maar werd in de praktijk door de voogdij-instanties nog nooit gebruikt. Om dit te realiseren wordt gedacht aan de vernietiging van administratieve rechtshandelingen en/of aan het opleggen van dwangsommen.

Wij menen dat al deze punten te kunnen verwezenlijken indien de Vaste Commissie voor Taaltoezicht zou worden omgevormd tot een heuse

ministres compétents doivent annuler la nomination, sinon la suspension est nul et non avenue. Il faut inverser la situation. La suspension devrait déboucher automatiquement sur une annulation sauf annulation de la suspension par les deux ministres compétents.

N° 118 de MM. Dominiek LOOTENS-STAEL (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, insérer un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Les notions de racisme et de xénophobie ne s'appliquent pas aux formes de distinction, exclusion, restriction et préférence faites entre Belges et étrangers. ».

JUSTIFICATION

Les auteurs estiment qu'une distinction effectuée sur la base de la nationalité ne peut être assimilée à du racisme. À cet égard, ils renvoient expressément à l'article 1^{er}, point 2 de la Convention internationale du 7 mars 1966 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale : « La présente Convention ne s'applique pas aux distinctions, exclusions, restrictions ou préférences établies par un État partie à la Convention selon qu'il s'agit de ses ressortissants ou de non-ressortissants. ».

N° 119 de MM. Dominiek LOOTENS-STAEL (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Les notions de racisme et de xénophobie ne s'appliquent pas aux formes de distinction, exclusion, restriction et préférence faites entre Belges et étrangers. ».

JUSTIFICATION

Les auteurs estiment qu'une distinction effectuée sur la base de la nationalité ne peut être assimilée à du racisme. À cet égard, ils renvoient expressément à l'article 1^{er}, point 2 de la Convention internationale du 7 mars 1966 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale : « La présente Convention ne s'applique pas aux distinctions, exclu-

administratieve rechtbank waar een procedure bij hoogdringendheid voorzien wordt. Dit alles impliceert dat de taalwetgeving in de context van het administratief recht wordt opgenomen. Tevens dient het systeem van het vernietigen van onwettige benoemingen omgekeerd te worden. Wanneer de vice-gouverneur op dit ogenblik een benoeming schorst, moeten beide bevoegde ministers de benoeming vernietigen, zoniet is de schorsing ongedaan gemaakt. Men moet dit omkeren. In dit geval zou de schorsing automatisch worden omgezet in een vernietiging, tenzij beide bevoegde ministers de schorsing teniet doen.

Frederic ERENS (N)

Erland PISON (N)

Nr. 118 van de heren Dominiek LOOTENS-STAEL (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, een tweede lid in te voegen, luidend :

« De begrippen racisme en xenofobie zijn niet van toepassing op vormen van onderscheid, uitsluiting, beperking of voorkeur die in acht worden genomen tussen Belgen en vreemdelingen. ».

VERANTWOORDING

De indieners zijn van oordeel dat een onderscheid dat gemaakt wordt op grond van nationaliteit niet als racisme kan aangemerkt worden. Zij verwijzen hierbij uitdrukkelijk naar artikel 1, punt 2, van het verdrag van 7 maart 1966 inzake de uitbanning van alle vormen van rassendiscriminatie : « Dit Verdrag is niet van toepassing op vormen van onderscheid, uitsluiting, beperking of voorkeur die door een Staat die partij is bij dit Verdrag in acht worden genomen tussen onderdanen en niet-onderdanen. ».

Nr. 119 van de heren Dominiek LOOTENS-STAEL (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, een tweede lid toe te voegen, luidend :

« De begrippen racisme en xenofobie zijn niet van toepassing op vormen van onderscheid, uitsluiting, beperking of voorkeur die in acht worden genomen tussen Belgen en vreemdelingen. ».

VERANTWOORDING

De indieners zijn van oordeel dat een onderscheid dat gemaakt wordt op grond van nationaliteit niet als racisme kan aangemerkt worden. Zij verwijzen hierbij uitdrukkelijk naar artikel 1, punt 2, van het verdrag van 7 maart 1966 inzake de uitbanning van alle vormen van rassendiscriminatie : « Dit Verdrag is niet van toepassing op vormen van onderscheid,

sions, restrictions ou préférences établies par un État partie à la Convention selon qu'il s'agit de ses ressortissants ou de non-ressortissants. ».

N° 120 de MM. Jos VAN ASSCHE (N) et Frederic ERENS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes incite des tiers à brûler de l'argent ou à le détruire de quelque autre manière que ce soit, ou brûle ou détruit lui-même de l'argent.* ».

JUSTIFICATION

Tout ce qui altère la valeur de l'argent, donc aussi la contrefaçon ou la destruction d'argent, relève du faux-monnayage, punissable de 25 ans de travaux forcés.

À l'occasion de toute l'affaire Agusta-Dassault, où les partis socialistes de ce pays avaient reçu de l'argent noir de commerçants d'armes, un gros bonnet du SP avait déclaré que pour lui on pouvait brûler cet argent.

N° 121 de MM. Johan DEMOL (N) et Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour infraction à la loi modifiée sur les drogues de 1921 et à la loi sur les drogues de 2003.* ».

JUSTIFICATION

La détention et/ou la consommation de cannabis restent passibles d'une peine, tant pour les mineurs que pour les majeurs. Il n'y a donc pas de légalisation de la consommation de cannabis.

uitsluiting, beperking of voorkeur die door een Staat die partij is bij dit Verdrag in acht worden genomen tussen onderdanen en niet-onderdanen. ».

Dominiek LOOTENS-STAEL (N)
Erland PISON (N)

Nr. 120 van de heren Jos VAN ASSCHE (N) en Frederic ERENS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan derden aanspoort geld in brand te steken of op welke andere manier dan ook te vernietigen, of zelf geld in brand steekt of vernietigt.* ».

VERANTWOORDING

Alles wat de waarde van de munt verandert, dus ook het namaken of vernietigen van geld, valt onder de noemer valsmunterij, strafbaar met 25 jaar dwangarbeid.

Naar aanleiding van de hele Agusta/Dassault-affaire waarbij de socialistische partijen in dit land illegaal geld kregen toegestopt van wapenhandelaars, verklaarde een kopstuk van de Socialistische Partij, dat wat hem betreft het geld in brand mocht gestoken worden.

Jos VAN ASSCHE (N)
Frederic ERENS (N)

Nr. 121 van de heren Johan DEMOL (N) en Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor overtreding van de gewijzigde drugwet van 1921 en de drugwet van 2003.* ».

VERANTWOORDING

Aan cannabisbezit en/of -gebruik kan altijd een straf vasthangen, zowel voor minderjarigen als voor meerderjarigen. Er is dus geen legalisering van cannabisgebruik.

La détention et/ou la consommation de cannabis est interdite et continue à faire l'objet de poursuites. Un procès-verbal est dressé et, dans le cas de mineurs, les parents sont avertis. Lorsqu'il s'agit de faits graves ou qu'il y a récidive, le juge de la jeunesse intervient.

Le cannabis reste aussi interdit pour les majeurs.

Lorsque la police constate une détention de cannabis pour usage personnel, elle dresse un procès-verbal simplifié qui mentionne notamment :

- le lieu et la date des faits;
- la nature des faits (type et quantité du produit);
- l'identité complète de l'auteur;
- un résumé de sa version des faits.

Si la détention s'accompagne de circonstances aggravantes ou de trouble de l'ordre public, la police dresse un procès-verbal ordinaire qu'elle transmet au parquet. Là, le procureur peut prendre diverses mesures :

- classement sans suite moyennant admonestation policière et renvoi éventuel vers un service d'aide spécialisée,
- probation prétorienne,
- transaction financière,
- renvoi devant le tribunal correctionnel.

Ces dispositions de la nouvelle loi sur les stupéfiants ne s'appliquent qu'au cannabis. La détention et/ou la consommation d'autres drogues illégales font toujours l'objet de poursuites. Un procès-verbal est dressé, le parquet intervient et il y a éventuellement un renvoi devant le tribunal correctionnel. Le droit pénal s'applique en vertu de la loi du 24 février 1921, avec aggravation des peines : amende et peine de prison. La nouvelle loi insiste aussi sur l'importance de l'aide.

En ce qui concerne la circulation : le code de la route interdit la conduite sous l'influence du cannabis.

N° 122 de MM. Johan DEMOL (N) et Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour infraction à la loi modifiée sur les drogues de 1921 et à la loi sur les drogues de 2003.* ».

JUSTIFICATION

La détention et/ou la consommation de cannabis restent passibles d'une peine, tant pour les mineurs que pour les majeurs. Il n'y a donc pas de légalisation de la consommation de cannabis.

La détention et/ou la consommation de cannabis est interdite et continue à faire l'objet de poursuites. Un procès-verbal est dressé et, dans le

Cannabisbezit en/of -gebruik is verboden en wordt altijd vervolgd. Er wordt een procesverbaal opgesteld en bij minderjarigen zullen de ouders worden verwittigd. Wanneer het wel om ernstige feiten gaat of er sprake is van herhaling, wordt de jeugdrechter ingeschakeld.

Ook voor meerderjarigen blijft cannabis verboden.

De politie maakt bij vaststelling van bezit voor eigen gebruik wel een vereenvoudigd procesverbaal op, waarin onder andere worden opgenomen :

- plaats en datum van de feiten;
- aard van de feiten (type en hoeveelheid van het product);
- volledige identiteit van de dader;
- samenvatting van zijn versie van de feiten.

Indien bezit gepaard gaat met verzwarende omstandigheden of verstoring van de openbare orde, maakt de politie een gewoon procesverbaal op, dat wordt doorgestuurd naar het parket. Bij het parket kan de procureur dan verschillende maatregelen treffen :

- seponering met waarschuwing van de politie en eventueel doorverwijzing naar gespecialiseerde hulpverlening;
- pretoriaanse probatie;
- minnelijke schikking;
- doorverwijzing naar de correctionele rechtbank.

Deze bepalingen uit de nieuwe drugwet zijn enkel van toepassing op cannabis. Bezit en/of gebruik van alle andere illegale drugs wordt altijd vervolgd. Er wordt een procesverbaal opgemaakt, het parket wordt ingeschakeld en er volgt eventueel een verwijzing naar de correctionele rechtbank. Het strafrecht geldt zoals beschreven in de wet van 24 februari 1921, mét verzwarende : geldboete én gevangenisstraf. De nieuwe wet beklemtoont ook hier wel het belang van hulpverlening.

Wat het verkeer betreft : de verkeerswet verbiedt rijden onder invloed van cannabis.

Nr. 122 van de heren Johan DEMOL (N) en Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor overtreding van de gewijzigde drugwet van 1921 en de drugwet van 2003.* ».

VERANTWOORDING

Aan cannabisbezit en/of -gebruik kan altijd een straf vasthangen, zowel voor minderjarigen als voor meerderjarigen. Er is dus geen legalisering van cannabisgebruik.

Cannabisbezit en/of -gebruik is verboden en wordt altijd vervolgd. Er wordt een procesverbaal opgesteld en bij minderjarigen zullen de ouders

cas de mineurs, les parents sont avertis. Lorsqu'il s'agit de faits graves ou qu'il y a récidive, le juge de la jeunesse intervient.

Le cannabis reste aussi interdit pour les majeurs.

Lorsque la police constate une détention de cannabis pour usage personnel, elle dresse un procès-verbal simplifié qui mentionne notamment :

- le lieu et la date des faits,
- la nature des faits (type et quantité du produit),
- l'identité complète de l'auteur,
- un résumé de sa version des faits.

Si la détention s'accompagne de circonstances aggravantes ou de trouble de l'ordre public, la police dresse un procès-verbal ordinaire qu'elle transmet au parquet. Là, le procureur peut prendre diverses mesures :

- Classement sans suite moyennant admonestation policière et renvoi éventuel vers un service d'aide spécialisée;
- Probation prétorienne;
- Transaction financière;
- Renvoi devant le tribunal correctionnel.

Ces dispositions de la nouvelle loi sur les stupéfiants ne s'appliquent qu'au cannabis. La détention et/ou la consommation d'autres drogues illégales font toujours l'objet de poursuites. Un procès-verbal est dressé, le parquet intervient et il y a éventuellement un renvoi devant le tribunal correctionnel. Le droit pénal s'applique en vertu de la loi du 24 février 1921, avec aggravation des peines : amende et peine de prison. La nouvelle loi insiste aussi sur l'importance de l'aide.

En ce qui concerne la circulation : le code de la route interdit la conduite sous l'influence du cannabis.

N° 123 de MM. Frederic ERENS (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour des infractions en matière de travail au noir.* ».

JUSTIFICATION

Les articles 146 et 150 de la loi du 14 juillet 1994, ainsi que la loi du 6 juillet 1976 et la loi du 6 avril 1960 répriment le travail au noir.

Le ministre CD&V Leo Delcroix a dû démissionner en 1994 de son poste de ministre de la défense suite à ses déclarations mensongères

worden verwittigd. Wanneer het wel om ernstige feiten gaat of er sprake is van herhaling, wordt de jeugdrechter ingeschakeld.

Ook voor meerderjarigen blijft cannabis verboden.

De politie maakt bij vaststelling van bezit voor eigen gebruik wel een vereenvoudigd procesverbaal op, waarin onder andere worden opgenomen :

- plaats en datum van de feiten;
- aard van de feiten (type en hoeveelheid van het product);
- volledige identiteit van de dader
- samenvatting van zijn versie van de feiten.

Indien bezit gepaard gaat met verzwarende omstandigheden of verstoring van de openbare orde, maakt de politie een gewoon procesverbaal op, dat wordt doorgestuurd naar het parket. Bij het parket kan de procureur dan verschillende maatregelen treffen :

- Seponering met waarschuwing van de politie en eventueel doorverwijzing naar gespecialiseerde hulpverlening;
- Pretoriaanse probatie;
- Minnelijke schikking;
- Doorverwijzing naar de correctionele rechtbank

Deze bepalingen uit de nieuwe drugwet zijn enkel van toepassing op cannabis. Bezit en/of gebruik van alle andere illegale drugs wordt altijd vervolgd. Er wordt een procesverbaal opgemaakt, het parket wordt ingeschakeld en er volgt eventueel een verwijzing naar de correctionele rechtbank. Het strafrecht geldt zoals beschreven in de wet van 24 februari 1921, mét verzwarende : geldboete én gevangenisstraf. De nieuwe wet beklemtoont ook hier wel het belang van hulpverlening.

Wat het verkeer betreft : de verkeerswet verbiedt rijden onder invloed van cannabis.

Johan DEMOL (N)
Dominiek LOOTENS-STAELE (N)

Nr.123 van de heren Frederic ERENS (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor overtredingen op het sluiwerk.* ».

VERANTWOORDING

Artikels 146 en 150 van de wet van 14 juli 1994, alsmede de wet van 6 juli 1976 en de wet van 6 april 1960 behelzen de beteugeling van het zwartwerk of het sluiwerk.

CD&V-minister Leo Delcroix moest in 1994 aftreden als minister van defensie wegens leugenachtige verklaringen over zijn villa in Zuid-Frank-

concernant sa villa dans le sud de la France. Des agents des postes de son arrondissement électoral avaient travaillé au noir à la construction de celle-ci. Les facteurs eux-mêmes ont été condamnés à une amende.

N° 124 de MM. Frederic ERENS (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour des infractions en matière de travail au noir.* ».

JUSTIFICATION

Les articles 146 et 150 de la loi du 14 juillet 1994, ainsi que la loi du 6 juillet 1976 et la loi du 6 avril 1960 répriment le travail au noir. Le ministre CD&V Leo Delcroix a dû démissionner en 1994 de son poste de ministre de la défense suite à ses déclarations mensongères concernant sa villa dans le sud de la France. Des agents des postes de son arrondissement électoral avaient travaillé au noir à la construction de celle-ci. Les facteurs eux-mêmes ont été condamnés à une amende.

N° 125 de MM. Johan DEMOL (N) et Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes s'enrichit injustement aux dépens des personnes défavorisées dans la société.* ».

JUSTIFICATION

Le commissaire chargé de remettre de l'ordre dans les affaires de la société montoise de logements sociaux Toit et Moi, s'est offert en cadeau une voiture de service de 1.900 euros par mois (VW Phaeton) et bénéficie en outre de business seats coûteux au club de football RAEC Mons. Grâce à toute une série de trucs, il a réussi à faire grimper son salaire déjà élevé de 149.000 euros à 250.000 euros. Inutile de mentionner qu'il est évidemment membre du PS.

Un ancien président de la société Le Logis Dourais perçoit toujours 1.000 euros par mois à ne rien faire.

rijk. Bij de bouw daarvan waren zwartwerkende postbeambten uit zijn kiesdistrict betrokken. De postbodes zelf werden tot een boete veroordeeld.

Nr. 124 van de heren Frederic ERENS (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor overtredingen op het sluiwerk.* ».

VERANTWOORDING

Artikels 146 en 150 van de wet van 14 juli 1994, alsmede de wet van 6 juli 1976 en de wet van 6 april 1960 behelzen de beteugeling van het zwartwerk of het sluiwerk. CD&V-minister Leo Delcroix moest in 1994 aftreden als minister van Defensie wegens leugenachtige verklaringen over zijn villa in Zuid-Frankrijk. Bij de bouw daarvan waren zwartwerkende postbeambten uit zijn kiesdistrict betrokken. De postbodes zelf werden tot een boete veroordeeld.

Frederic ERENS (N)
Erland PISON (N)

Nr. 125 van de heren Johan DEMOL (N) en Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan zich onrecht verrijkt ten nadele van de minderbegoeden in de samenleving.* ».

VERANTWOORDING

De commissaris die orde op zaken moest stellen bij de Bergense huisvestingsmaatschappij Toit et Moi heeft zichzelf een dienstwagen van 1.900 euro per maand cadeau gedaan (VW Phaeton) en geniet ook nog eens van dure business-seats bij voetbalclub RAEC Bergen. Dankzij allerlei trukjes heeft hij zijn nochtans reeds rainte loon van 149.000 euro weten op te trekken naar 250.000 euro. Nodeloos te melden dat hij uiteraard van PS-signatuur is.

Ook een oud-voorzitter van Le Logis Dourais krijgt nog steeds 1.000 euro per maand uitbetaald om niets te doen.

Le directeur et le président de la société Le Foyer Hensitois sont également soupçonnés d'avoir bidouillé leurs notes de frais. Idem pour les gestionnaires de la société Le Foyer Saint-Ghislainois.

Le bourgmestre de Flémalle (PS bien entendu) aurait perçu indûment de l'argent en tant que président de la société Le Travailleur chez Lui.

L'ancien directeur de la maison de repos Les Heures Claires à Spa est en prison pour un détournement de 194.000 euros.

Le directeur de la société de logements sociaux de La Calamine a été remercié parce qu'il aurait détourné 45.000 euros.

À Wareme, le président de la société Le Home Waremmien a fait des dépenses personnelles avec l'argent de l'institution.

Les partis qui s'enrichissent aux dépens des moins-nantis de notre société ne méritent pas de continuer à bénéficier des divers droits dont peuvent bénéficier les groupes politiques.

N° 126 de MM. Johan DEMOL (N) et Dominiek LOOTENS-STAELE (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou auquel un de ses membres appartient s'enrichit injustement aux dépens des personnes défavorisées dans la société.* ».

JUSTIFICATION

Le commissaire chargé de remettre de l'ordre dans les affaires de la société montoise de logements sociaux Toit et Moi, s'est offert en cadeau une voiture de service de 1.900 euros par mois (VW Phaeton) et bénéficie en outre de business seats coûteux au club de football RAEC Mons. Grâce à toute une série de trucs, il a réussi à faire grimper son salaire déjà élevé de 149.000 euros à 250.000 euros. Inutile de mentionner qu'il est évidemment membre du PS.

Un ancien président de la société Le Logis Dourais perçoit toujours 1.000 euros par mois à ne rien faire.

Le directeur et le président de la société Le Foyer Hensitois sont également soupçonnés d'avoir bidouillé leurs notes de frais. Idem pour les gestionnaires de la société Le Foyer Saint-Ghislainois.

Le bourgmestre de Flémalle (PS bien entendu) aurait perçu indûment de l'argent en tant que président de la société Le Travailleur chez Lui.

L'ancien directeur de la maison de repos Les Heures Claires à Spa est en prison pour un détournement de 194.000 euros.

Le directeur de la société de logements sociaux de La Calamine a été remercié parce qu'il aurait détourné 45.000 euros.

À Wareme, le président de la société Le Home Waremmien a fait des dépenses personnelles avec l'argent de l'institution.

De directeur en voorzitter van Le Foyer Hensitois worden eveneens verdacht van geknoei met onkosten. Idem voor beheerders van Le Foyer Saint Ghislainois.

De burgemeester van Flémalle (PS natuurlijk) zou onrechtmatig geld hebben gekregen als voorzitter van Le Travailleur chez Lui.

De oud-directeur van het rusthuis Heures Claires te Spa zit in de cel voor verduistering van 194.000 euro.

De directeur van de sociale huisvestingsmaatschappij te Kelmis werd ontslagen omdat hij 45.000 euro zou hebben verduisterd.

Te Borgworm deed de voorzitter van Le Home Waremmien persoonlijke uitgaven met geld van de instelling.

Partijen die zich verrijken op de kap van minderbegoeden in onze samenleving verdienen het niet om nog langer te kunnen genieten van de diverse rechten die politieke fracties kunnen genieten.

Nr.126 van de heren Johan DEMOL (N) en Dominiek LOOTENS-STAELE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waartoe een van haar leden behoort zich onterecht verrijkt ten nadele van de minderbegoeden in de samenleving.* ».

VERANTWOORDING

De commissaris die orde op zaken moest stellen bij de Bergense huisvestingsmaatschappij Toit et Moi heeft zichzelf een dienstwagen van 1.900 euro per maand cadeau gedaan (VW Phaeton) en geniet ook nog eens van dure business-seats bij voetbalclub RAEC Bergen. Dankzij allerlei trukjes heeft hij zijn nochtans reeds rainte loon van 149.000 euro weten op te trekken naar 250.000 euro. Nodeloos te melden dat hij uiteraard van PS-signatuur is.

Ook een oud-voorzitter van Le Logis Dourais krijgt nog steeds 1.000 euro per maand uitbetaald om niets te doen.

De directeur en voorzitter van Le Foyer Hensitois worden eveneens verdacht van geknoei met onkosten. Idem voor beheerders van Le Foyer Saint Ghislainois.

De burgemeester van Flémalle (PS natuurlijk) zou onrechtmatig geld hebben gekregen als voorzitter van Le Travailleur chez Lui.

De oud-directeur van het rusthuis Heures Claires te Spa zit in de cel voor verduistering van 194.000 euro.

De directeur van de sociale huisvestingsmaatschappij te Kelmis werd ontslagen omdat hij 45.000 euro zou hebben verduisterd.

Te Borgworm deed de voorzitter van Le Home Waremmien persoonlijke uitgaven met geld van de instelling.

Les partis qui s'enrichissent aux dépens des moins-nantis de notre société ne méritent pas de continuer à bénéficier des divers droits dont peuvent bénéficier les groupes politiques.

N° 127 de MM. Johan DEMOL (N) et Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou auquel un de ses membres appartient exploite à son profit personnel des ouvriers payés par quelque pouvoir public que ce soit.* ».

JUSTIFICATION

À Charleroi, trois échevins, bien entendu membres du PS, ont été inculpés pour fraude à la société de logements sociaux La Carolorégienne. Son directeur, lui aussi PS, aurait employé des ouvriers de La Carolorégienne pour effectuer des travaux dans son appartement privé à la côte belge; dans le kot d'étudiant de son fils à Bruxelles et dans sa résidence secondaire de Carcassonne.

Le directeur de la société de logements sociaux Les Habitations Sociales de Binche et Environs – encore un PS ! – a aussi été arrêté pour fait effectuer des travaux dans des logements privés par des ouvriers de la société.

Manifestement certains hommes politiques prétendent sociaux trouvent nécessaire de s'enrichir personnellement aux dépens des moins-nantis.

N° 128 de MM. Johan DEMOL (N) et Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes exploite à son profit personnel des ouvriers payés par quelque pouvoir public que ce soit.* ».

JUSTIFICATION

À Charleroi, trois échevins, bien entendu membres du PS, ont été inculpés pour fraude à la société de logements sociaux La Carolorégienne. Son directeur, lui aussi PS, aurait employé des ouvriers de La Carolorégienne.

Partijen die zich verrijken op de kap van minderbegoeden in onze samenleving verdienen het niet om nog langer te kunnen genieten van de diverse rechten die politieke fracties kunnen genieten.

Nr. 127 van de heren Johan DEMOL (N) en Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waartoe een van haar leden behoort, misbruikt maakt van door welke overheid dan ook betaalde arbeiders voor eigen gewin.* ».

VERANTWOORDING

In Charleroi werden drie schepen van uiteraard de PS in beschuldiging gesteld wegens fraude bij de huisvestingsmaatschappij La Carolorégienne. De directeur ervan – eveneens van PS-signatuur – zou arbeiders van La Carolorégienne hebben ingeschakeld voor werken aan zijn persoonlijk appartement aan de Vlaamse kust; aan het studentenkot van zijn zoon in Brussel, en aan zijn buitenverblijf in Carcassonne.

Ook de directeur van sociale huisvestingsmaatschappij Habitations Sociales de Binche et Environs – weerom een PS'er ! – is opgepakt omdat hij arbeiders van de maatschappij werken liet uitvoeren aan privé-woningen.

Blijkbaar vinden sommige zogenaamde sociale politici het nodig om zich persoonlijk te verrijken op kap van minderbegoeden.

Nr. 128 van de heren Johan DEMOL (N) en Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan misbruikt maakt van door welke overheid dan ook betaalde arbeiders voor eigen gewin.* ».

VERANTWOORDING

In Charleroi werden drie schepen van uiteraard de PS in beschuldiging gesteld wegens fraude bij de huisvestingsmaatschappij La Carolorégienne. De directeur ervan – eveneens van PS-signatuur – zou arbeiders

régienne pour effectuer des travaux dans son appartement privé à la côte belge; dans le kot d'étudiant de son fils à Bruxelles et dans sa résidence secondaire de Carcassonne.

Le directeur de la société de logements sociaux Les Habitations Sociales de Binche et Environs – encore un PS ! – a aussi été arrêté pour fait effectuer des travaux dans des logements privés par des ouvriers de la société.

Manifestement certains hommes politiques prétendent sociaux trouvent nécessaire de s'enrichir personnellement aux dépens des moins-nantis.

N° 129 de MM. Jos VAN ASSCHE (N) et Dominiek LOOTENS-STAELE (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou auquel un de ses membres appartient cherche systématiquement à éluder les impôts ou ne paie pas les impôts prévus.* ».

JUSTIFICATION

Début février 2004, le ministre-président bruxellois de l'époque, Daniel Ducarme (MR), a dû démissionner de toutes ses fonctions ministérielles, après la parution dans la presse wallonne d'articles concernant des fraudes dans ses déclarations d'impôts. En 1999, Ducarme n'avait pas rendu de déclaration; en 2000, il l'avait rendue avec cinq mois de retard et pour 2001, 2002 et 2003, il n'avait pas non plus rendu de déclaration. C'est ainsi que la dette du ministre-président bruxellois de l'époque auprès du fisc s'élevait à plus de 200.000 euros. La défense de Ducarme et du MR – il n'y aurait eu démission que pour ne pas porter atteinte aux intérêts du parti et de la Région – ne tient pas debout. Ducarme et son parti affirment qu'il ne s'agit là que d'un dossier fiscal strictement personnel. Mais c'est un non-sens. Un ministre doit montrer l'exemple à tout moment. Il est donc impossible qu'un ministre qui élude massivement le fisc reste en place.

Les personnes qui portent un surnom ducal ne doivent pas non plus penser que payer ses impôts n'est réservé qu'aux petits paysans et aux sujets, et que la noblesse qui méprise le peuple en est dispensée.

N° 130 de MM. Jos VAN ASSCHE (N) et Dominiek LOOTENS-STAELE (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti poli-*

van La Carolorégienne hebben ingeschakeld voor werken aan zijn persoonlijk appartement aan de Vlaamse kust; aan het studentenkot van zijn zoon in Brussel, en aan zijn buitenverblijf in Carcassonne.

Ook de directeur van sociale huisvestingsmaatschappij Habitations Sociales de Binche et Environs – weerom een PS'er ! – is opgepakt omdat hij arbeiders van de maatschappij werken liet uitvoeren aan privé-woningen.

Blijkbaar vinden sommige zogenaamde sociale politici het nodig om zich persoonlijk te verrijken op kap van minderbevoegden.

Johan DEMOL (N)
Dominiek LOOTENS-STAELE (N)

Nr. 129 van de heren Jos VAN ASSCHE (N) en Dominiek LOOTENS-STAELE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waartoe een van haar leden behoort, systematisch tracht belastingen te ontduiken of voorziene belastingen niet betaalt.* ».

VERANTWOORDING

Begin februari 2004 diende de toenmalige Brusselse minister-voorzitter Ducarme (MR) ontslag te nemen uit al zijn ministeriële functies. Ducarme nam ontslag nadat in de Waalse pers artikels verschenen over zijn gesjoemel met belastingaangiften. Voor het jaar 1999 had Ducarme geen aangifte ingediend, voor het jaar 2000 vijf maanden te laat, en voor de jaren 2001, 2002 én 2003 werd eveneens geen aangifte ingediend. Zo stond de toenmalige Brusselse minister-voorzitter voor meer dan 200.000 euro bij de fiscus in het krijt. De verdediging van Ducarme en de MR dat het ontslag slechts gegeven wordt om de belangen van de partij en het Gewest niet te schaden houdt geen steek. Ducarme en zijn partij beweren dat het hier slechts gaat om een puur-persoonlijk fiscaal dossier. Dat is echter onzin. Een minister dient ten allen tijde het voorbeeld te geven, waaruit volgt dat een minister die op vrij grote schaal de fiscus onplicht onmogelijk in functie kan blijven.

Ook mensen met hertogelijke bijnamen dienen niet te denken dat belastingen betalen slechts een zaak is van boerkes en feodalen, en niet van adellijke heren die neerkijken op het volk.

Nr. 130 van de heren Jos VAN ASSCHE (N) en Dominiek LOOTENS-STAELE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij*

tique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes cherche systématiquement à éluder les impôts ou ne paie pas les impôts prévus. ».

JUSTIFICATION

Début février 2004, le ministre-président bruxellois de l'époque, Daniel Ducarme (MR), a dû démissionner de toutes ses fonctions ministérielles, après la parution dans la presse wallonne d'articles concernant des fraudes dans ses déclarations d'impôts. En 1999, Ducarme n'avait pas rendu de déclaration; en 2000, il l'avait rendue avec cinq mois de retard et pour 2001, 2002 et 2003, il n'avait pas non plus rendu de déclaration. C'est ainsi que la dette du ministre-président bruxellois de l'époque auprès du fisc s'élevait à plus de 200.000 euros. La défense de Ducarme et du MR - il n'y aurait eu démission que pour ne pas porter atteinte aux intérêts du parti et de la Région - ne tient pas debout. Ducarme et son parti affirment qu'il ne s'agit là que d'un dossier fiscal strictement personnel. Mais c'est un non-sens. Un ministre doit montrer l'exemple à tout moment. Il est donc impossible qu'un ministre qui étudie massivement le fisc reste en place.

Les personnes qui portent un surnom ducal ne doivent pas non plus penser que payer ses impôts n'est réservé qu'aux petits paysans et aux sujets, et que la noblesse qui méprise le peuple en est dispensée.

N° 131 de MM. Johan DEMOL (N) et Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour homicide. ».

JUSTIFICATION

L'homicide est condamné en vertu des articles 393-397 et 411 du Code pénal.

N° 132 de MM. Johan DEMOL (N) et Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti poli-

die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan systematisch tracht belastingen te ontduiken of voorziene belastingen niet betaalt. ».

VERANTWOORDING

Begin februari 2004 diende de toenmalige Brusselse minister-voorzitter Ducarme (MR) ontslag te nemen uit al zijn ministeriële functies. Ducarme nam ontslag nadat in de Waalse pers artikels verschenen over zijn gesjoemel met belastingaangiften. Voor het jaar 1999 had Ducarme geen aangifte ingediend, voor het jaar 2000 vijf maanden te laat, en voor de jaren 2001, 2002 én 2003 werd eveneens geen aangifte ingediend. Zo stond de toenmalige Brusselse minister-voorzitter voor meer dan 200.000 euro bij de fiscus in het krijt. De verdediging van Ducarme en de MR dat het ontslag slechts gegeven wordt om de belangen van de partij en het Gewest niet te schaden houdt geen steek. Ducarme en zijn partij beweren dat het hier slechts gaat om een puur-persoonlijk fiscaal dossier. Dat is echter onzin. Een minister dient ten allen tijde het voorbeeld te geven, waaruit volgt dat een minister die op vrij grote schaal de fiscus oplicht onmogelijk in functie kan blijven.

Ook mensen met hertogelijke bijnamen dienen niet te denken dat belastingen betalen slechts een zaak is van boerkes en feodalen, en niet van adellijke heren die neerkijken op het volk.

Jos VAN ASSCHE (N)
Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Nr. 131 van de heren Johan DEMOL (N) en Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor doodslag. ».

VERANTWOORDING

De bestraffing van doodslag wordt geregeld volgens de artikels 393-397 en 411 van de strafwet.

Nr. 132 van de heren Johan DEMOL (N) en Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij

tique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour homicide. ».

JUSTIFICATION

L'homicide est condamné en vertu des articles 393-397 et 411 du Code pénal.

N° 133 de MM. Johan DEMOL (N) et Dominiek LOOTENS-STAELE (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à enfreindre la législation sur le commerce des bourgeons de résineux. ».

JUSTIFICATION

La loi du 4 mai 1900 sur le commerce des bourgeons de résineux (*Moniteur belge* du 11 mai 1900) interdit d'exposer en vente, de vendre, d'acheter, de détenir, de colporter ou de transporter des bourgeons de résineux.

N° 134 de MM. Johan DEMOL (N) et Dominiek LOOTENS-STAELE (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à enfreindre la législation sur le commerce des bourgeons de résineux. ».

JUSTIFICATION

La loi du 4 mai 1900 sur le commerce des bourgeons de résineux (*Moniteur belge* du 11 mai 1900) interdit d'exposer en vente, de vendre, d'acheter, de détenir, de colporter ou de transporter des bourgeons de résineux.

waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor doodslag. ».

VERANTWOORDING

De bestraffing van doodslag wordt geregeld volgens de artikels 393-397 en 411 van de strafwet.

Nr. 133 van de heren Johan DEMOL (N) en Dominiek LOOTENS-STAELE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot overtreding van de wetgeving op handel in scheuten van harsbomen. ».

VERANTWOORDING

De wet van 4 mei 1900 op de handel in scheuten van harsbomen (*Belgisch Staatsblad* van 11 mei 1900) verbiedt de koop, verkoop, bewaring, het rond venten, te koop te zetten of vervoeren van bepaalde scheuten van harsbomen.

Nr. 134 van de heren Johan DEMOL (N) en Dominiek LOOTENS-STAELE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot overtreding van de wetgeving op handel in scheuten van harsbomen. ».

VERANTWOORDING

De wet van 4 mei 1900 op de handel in scheuten van harsbomen (*Belgisch Staatsblad* van 11 mei 1900) verbiedt de koop, verkoop, bewaring, het rond venten, te koop te zetten of vervoeren van bepaalde scheuten van harsbomen.

N° 135 de MM. Johan DEMOL (N) et Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour infraction à la législation sur le commerce des bourgeons de résineux.* ».

JUSTIFICATION

La loi du 4 mai 1900 sur le commerce des bourgeons de résineux (*Moniteur belge* du 11 mai 1900) interdit d'exposer en vente, de vendre, d'acheter, de détenir, de colporter ou de transporter des bourgeons de résineux.

N° 136 de MM. Johan DEMOL (N) et Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour infraction à la législation sur le commerce des bourgeons de résineux.* ».

JUSTIFICATION

La loi du 4 mai 1900 sur le commerce des bourgeons de résineux (*Moniteur belge* du 11 mai 1900) interdit d'exposer en vente, de vendre, d'acheter, de détenir, de colporter ou de transporter des bourgeons de résineux.

N° 137 de MM. Johan DEMOL (N) et Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou*

Nr. 135 van de heren Johan DEMOL (N) en Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor overtreding van de wetgeving op handel in scheuten van harsbomen.* ».

VERANTWOORDING

De wet van 4 mei 1900 op de handel in scheuten van harsbomen (*Belgisch Staatsblad* van 11 mei 1900) verbiedt de koop, verkoop, bewaring, het rond venten, te koop te zetten of vervoeren van bepaalde scheuten van harsbomen.

Nr. 136 van de heren Johan DEMOL (N) en Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor overtreding van de wetgeving op handel in scheuten van harsbomen.* ».

VERANTWOORDING

De wet van 4 mei 1900 op de handel in scheuten van harsbomen (*Belgisch Staatsblad* van 11 mei 1900) verbiedt de koop, verkoop, bewaring, het rond venten, te koop te zetten of vervoeren van bepaalde scheuten van harsbomen.

Nr. 137 van de heren Johan DEMOL (N) en Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste*

une de leurs composantes est condamné pour infraction à la loi interdisant le commerce de la coque du Levant. ».

JUSTIFICATION

Quiconque a jeté dans les eaux courantes des substances qui sont de nature à enivrer le poisson ou à le détruire et dans le but d'atteindre un de ces résultats, est puni d'une amende de 100 à 1.000 euros et d'un emprisonnement de huit jours à trois mois ou d'une de ces peines seulement, sans préjudice des dommages et intérêts s'il y a lieu.

La loi du 25 février 1913 interdit la mise en vente, etc. des « coques du Levant ». Le composant actif de ces coques engourdit les poissons. L'arrêté royal du 7 juin 1913 a porté exécution de cette loi.

N° 138 de MM. Johan DEMOL (N) et Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour infraction à la loi interdisant le commerce de la coque du Levant. ».

JUSTIFICATION

Quiconque a jeté dans les eaux courantes des substances qui sont de nature à enivrer le poisson ou à le détruire et dans le but d'atteindre un de ces résultats, est puni d'une amende de 100 à 1.000 euros et d'un emprisonnement de huit jours à trois mois ou d'une de ces peines seulement, sans préjudice des dommages et intérêts s'il y a lieu.

La loi du 25 février 1913 interdit la mise en vente, etc. des « coques du Levant ». Le composant actif de ces coques engourdit les poissons. L'arrêté royal du 7 juin 1913 a porté exécution de cette loi.

N° 139 de MM. Johan DEMOL (N) et Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à enfreindre la loi interdisant le commerce de la coque du Levant. ».

opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor overtreding van het verbod op handel van Levantse bessen. ».

VERANTWOORDING

Al wie in de waterlopen stoffen werpt, van dien aard dat de vis bedwelmd of vernield wordt en met de bedoeling een van deze resultaten te bekomen, wordt gestraft met een geldboete van 100 tot 1.000 euro en/of met gevangenisstraf van 8 dagen tot 3 maanden. Dit onverminderd de eventuele schadevergoeding.

De wet van 25 februari 1913 verbiedt het te koop stellen, enz. van zgn. Levantse bessen. Het actieve bestanddeel van deze bessen verdooft de vissen. Deze wet is uitgevoerd door het koninklijk besluit van 7 juni 1913.

Nr. 138 van de heren Johan DEMOL (N) en Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor overtreding van het verbod op handel van Levantse bessen. ».

VERANTWOORDING

Al wie in de waterlopen stoffen werpt, van dien aard dat de vis bedwelmd of vernield wordt en met de bedoeling een van deze resultaten te bekomen, wordt gestraft met een geldboete van 100 tot 1.000 euro en/of met gevangenisstraf van 8 dagen tot 3 maanden. Dit onverminderd de eventuele schadevergoeding.

De wet van 25 februari 1913 verbiedt het te koop stellen, enz. van zgn. Levantse bessen. Het actieve bestanddeel van deze bessen verdooft de vissen. Deze wet is uitgevoerd door het koninklijk besluit van 7 juni 1913.

Nr. 139 van de heren Johan DEMOL (N) en Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot overtreding van het verbod op handel van Levantse bessen. ».

JUSTIFICATION

Quiconque a jeté dans les eaux courantes des substances qui sont de nature à enivrer le poisson ou à le détruire et dans le but d'atteindre un de ces résultats, est puni d'une amende de 100 à 1.000 euros et d'un emprisonnement de huit jours à trois mois ou d'une de ces peines seulement, sans préjudice des dommages et intérêts s'il y a lieu.

La loi du 25 février 1913 interdit la mise en vente, etc. des « coques du Levant ». Le composant actif de ces coques engourdit les poissons. L'arrêté royal du 7 juin 1913 a porté exécution de cette loi.

N° 140 de MM. Johan DEMOL (N) et Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à enfreindre la loi interdisant le commerce de la coque du Levant. »

JUSTIFICATION

Quiconque a jeté dans les eaux courantes des substances qui sont de nature à enivrer le poisson ou à le détruire et dans le but d'atteindre un de ces résultats, est puni d'une amende de 100 à 1.000 euros et d'un emprisonnement de huit jours à trois mois ou d'une de ces peines seulement, sans préjudice des dommages et intérêts s'il y a lieu.

La loi du 25 février 1913 interdit la mise en vente, etc. des « coques du Levant ». Le composant actif de ces coques engourdit les poissons. L'arrêté royal du 7 juin 1913 a porté exécution de cette loi.

N° 141 de MM. Dominiek LOOTENS-STAEL (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres a été condamné pour infraction à l'article 89 du Code rural de 1886. »

VERANTWOORDING

Al wie in de waterlopen stoffen werpt, van dien aard dat de vis bedweld of vernield wordt en met de bedoeling een van deze resultaten te bekomen, wordt gestraft met een geldboete van 100 tot 1.000 euro en/of met gevangenisstraf van 8 dagen tot 3 maanden. Dit onverminderd de eventuele schadevergoeding.

De wet van 25 februari 1913 verbiedt het te koop stellen, enz. van zgn. Levantse bessen. Het actieve bestanddeel van deze bessen verdooft de visen. Deze wet is uitgevoerd door het koninklijk besluit van 7 juni 1913.

Nr. 140 van de heren Johan DEMOL (N) en Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aanzegget wordt tot overtreding van het verbod op handel van Levantse bessen. »

VERANTWOORDING

Al wie in de waterlopen stoffen werpt, van dien aard dat de vis bedweld of vernield wordt en met de bedoeling een van deze resultaten te bekomen, wordt gestraft met een geldboete van 100 tot 1.000 euro en/of met gevangenisstraf van 8 dagen tot 3 maanden. Dit onverminderd de eventuele schadevergoeding.

De wet van 25 februari 1913 verbiedt het te koop stellen, enz. van zgn. Levantse bessen. Het actieve bestanddeel van deze bessen verdooft de visen. Deze wet is uitgevoerd door het koninklijk besluit van 7 juni 1913.

Johan DEMOL (N)
Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Nr. 141 van de heren Dominiek LOOTENS-STAEL (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden is veroordeeld wordt voor overtreding van artikel 89 van het Veldwetboek van 1886. »

JUSTIFICATION

L'article 89 du Code rural de 1886 punit : ceux qui jeteront des bêtes mortes sur les chemins publics ou sur les propriétés contiguës, dans un cours d'eau, un étang ou un canal.

Manifestement, le législateur avait déjà prédit en 1886 l'affluence massive des musulmans et leurs fêtes du sacrifice.

N° 142 de MM. Dominiek LOOTENS-STAEEL (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour infraction à l'article 89 du Code rural de 1886. ».

JUSTIFICATION

L'article 89 du Code rural de 1886 punit : ceux qui jeteront des bêtes mortes sur les chemins publics ou sur les propriétés contiguës, dans un cours d'eau, un étang ou un canal.

Manifestement, le législateur avait déjà prédit en 1886 l'affluence massive des musulmans et leurs fêtes du sacrifice.

N° 143 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à enfreindre la loi sur le faux serment. ».

JUSTIFICATION

La loi sur le faux serment est réglée en vertu des articles 215-226 du Code pénal.

C'est essentiellement dans les dossiers judiciaires relatifs au scandale socialiste Agusta-Dassault que des ténors socialistes ont parfois osé faire un faux serment.

VERANTWOORDING

Artikel 89 van het Veldwetboek van 1886 stelt dat strafbaar is : zij die een dood dier op de openbare weg, op een daaraan palend eigendom of in ene waterloop, vaart of vijver werpen.

Blijkbaar was de wetgever in 1886 profetisch genoeg om de enorme toeloop van moslims en hun offerfeesten reeds te voorzien.

Nr. 142 van de heren Dominiek LOOTENS-STAEEL (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan veroordeeld wordt voor overtreding van artikel 89 van het Veldwetboek van 1886. ».

VERANTWOORDING

Artikel 89 van het Veldwetboek van 1886 stelt dat strafbaar is : zij die een dood dier op de openbare weg, op een daaraan palend eigendom of in ene waterloop, vaart of vijver werpen.

Blijkbaar was de wetgever in 1886 profetisch genoeg om de enorme toeloop van moslims en hun offerfeesten reeds te voorzien.

Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)
Johan DEMOL (N)

Nr. 143 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot overtreding van de wet op meened. ».

VERANTWOORDING

De wet op de meened wordt geregeld volgens artikels 215-226 van het strafwetboek.

Voornamelijk in gerechtelijke dossiers rond het socialistische Agusta-Dassaultschandaal durfden socialistische kopstukken al wel eens meened plegen.

N° 144 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à enfreindre la loi sur le faux serment.* ».

JUSTIFICATION

La loi sur le faux serment est réglée en vertu des articles 215-226 du Code pénal.

C'est essentiellement dans les dossiers judiciaires relatifs au scandale socialiste Agusta-Dassault que des ténors socialistes ont parfois osé faire un faux serment.

N° 145 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour infraction à la loi sur le faux serment.* ».

JUSTIFICATION

La loi sur le faux serment est réglée en vertu des articles 215-226 du Code pénal.

C'est essentiellement dans les dossiers judiciaires relatifs au scandale socialiste Agusta-Dassault que des ténors socialistes ont parfois osé faire un faux serment.

N° 146 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti poli-*

Nr. 144 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot overtreding van de wet op meened.* ».

VERANTWOORDING

De wet op de meened wordt geregeld volgens artikels 215-226 van het strafwetboek.

Voornamelijk in gerechtelijke dossiers rond het socialistische Agusta-Dassaultschandaal durfden socialistische kopstukken al wel eens meened plegen.

Nr. 145 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor overtreding van de wet op meened.* ».

VERANTWOORDING

De wet op de meened wordt geregeld volgens artikels 215-226 van het strafwetboek.

Voornamelijk in gerechtelijke dossiers rond het socialistische Agusta-Dassaultschandaal durfden socialistische kopstukken al wel eens meened plegen.

Nr. 146 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij*

tique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour infraction à la loi sur le faux serment. ».

JUSTIFICATION

La loi sur le faux serment est réglée en vertu des articles 215-226 du Code pénal.

C'est essentiellement dans les dossiers judiciaires relatifs au scandale socialiste Agusta-Dassault que des ténors socialistes ont parfois osé faire un faux serment.

N° 147 de MM. Frederic ERENS (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour infraction à la loi sur le détournement et la concussion. ».

JUSTIFICATION

Le détournement et la concussion (par les fonctionnaires) sont réglés par les articles 240-244 du Code pénal.

N° 148 de MM. Frederic ERENS (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour infraction à la loi sur le détournement et la concussion. ».

JUSTIFICATION

Le détournement et la concussion (par les fonctionnaires) sont réglés par les articles 240-244 du Code pénal.

die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor overtreding van de wet op meened. ».

VERANTWOORDING

De wet op de meened wordt geregeld volgens artikels 215-226 van het strafwetboek.

Voornamelijk in gerechtelijke dossiers rond het socialistische Agusta-Dassaultschandaal durfden socialistische kopstukken al wel eens meened plegen.

Frederic ERENS (N)
Valérie SEYNS (N)

Nr. 147 van de heren Frederic ERENS (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor de overtreding van de wet op verduistering en knevelarij. ».

VERANTWOORDING

Verduistering en knevelarij (ambtenaren) wordt geregeld via artikels 240-244 van het strafwetboek.

Nr. 148 van de heren Frederic ERENS (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor de overtreding van de wet op verduistering en knevelarij. ».

VERANTWOORDING

Verduistering en knevelarij (ambtenaren) wordt geregeld via artikels 240-244 van het strafwetboek.

N° 149 de MM. Frederic ERENS (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour infraction à la loi sur l'abus d'autorité par les fonctionnaires.* ».

JUSTIFICATION

L'abus d'autorité par les fonctionnaires est réglé par les articles 254-259 du Code pénal.

N° 150 de MM. Frederic ERENS (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour infraction à la loi sur l'abus d'autorité par les fonctionnaires.* ».

JUSTIFICATION

L'abus d'autorité par les fonctionnaires est réglé par les articles 254-259 du Code pénal.

N° 151 de MM. Frederic ERENS (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour infraction à la loi sur l'empiètement par les fonctionnaires.* ».

Nr. 149 van de heren Frederic ERENS (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor de overtreding van de wet op het misbruik van gezag door ambtenaren.* ».

VERANTWOORDING

Het misbruik van gezag door ambtenaren wordt geregeld via artikels 254-259 van het strafwetboek.

Nr. 150 van de heren Frederic ERENS (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor de overtreding van de wet op het misbruik van gezag door ambtenaren.* ».

VERANTWOORDING

Het misbruik van gezag door ambtenaren wordt geregeld via artikels 254-259 van het strafwetboek.

Nr. 151 van de heren Frederic ERENS (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor de overtreding van de wet op de aanmatiging van macht door ambtenaren.* ».

JUSTIFICATION

L'empiètement par les fonctionnaires est réglé par l'article 239 du Code pénal.

N° 152 de MM. Frederic ERENS (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour infraction à la loi sur l'empiètement par les fonctionnaires.* ».

JUSTIFICATION

L'empiètement par les fonctionnaires est réglé par l'article 239 du Code pénal.

N° 153 de MM. Frederic ERENS (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour l'organisation du travail des enfants.* ».

JUSTIFICATION

Le travail des enfants est interdit par les articles 6 et 7 de la loi du 16 mars 1971 et par l'arrêté royal du 11 mars 1993 relatif au travail des enfants.

N° 154 de MM. Frederic ERENS (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti poli-*

VERANTWOORDING

De aanmatiging van macht door ambtenaren wordt geregeld via artikel 239 van het strafwetboek.

Nr. 152 van de heren Frederic ERENS (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor de overtreding van de wet op de aanmatiging van macht door ambtenaren.* ».

VERANTWOORDING

De aanmatiging van macht door ambtenaren wordt geregeld via artikel 239 van het strafwetboek.

Nr. 153 van de heren Frederic ERENS (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor de organisatie van kinderarbeid.* ».

VERANTWOORDING

Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor de organisatie van kinderarbeid.

Nr. 154 van de heren Frederic ERENS (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij*

tique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour l'organisation du travail des enfants. ».

JUSTIFICATION

Le travail des enfants est interdit par les articles 6 et 7 de la loi du 16 mars 1971 et par l'arrêté royal du 11 mars 1993 relatif au travail des enfants.

N° 155 de MM. Frederic ERENS (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour infraction à la loi relative à l'occupation de travailleurs étrangers. ».

JUSTIFICATION

L'occupation de travailleurs étrangers est réglée par la loi du 30 avril 1999, telle que publiée au *Moniteur belge* du 21 mai 1999.

N° 156 de MM. Frederic ERENS (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour infraction à la loi relative à l'occupation des travailleurs étrangers. ».

JUSTIFICATION

L'occupation de travailleurs étrangers est réglée par la loi du 30 avril 1999, telle que publiée au *Moniteur belge* du 21 mai 1999.

waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor de organisatie van kinderarbeid. ».

VERANTWOORDING

Kinderarbeid wordt verboden via artikels 6 en 7 van de wet van 16 maart 1971 en via het koninklijk besluit van 11 maart 1993 betreffende de kinderarbeid.

Nr. 155 van de heren Frederic ERENS (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor overtreding van de wet op de tewerkstelling van buitenlandse werknemers. ».

VERANTWOORDING

De tewerkstelling van buitenlandse werknemers wordt geregeld via de wet van 30 april 1999, zoals verschenen in het *Staatsblad* van 21 mei 1999.

Nr. 156 van de heren Frederic ERENS (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor overtreding van de wet op de tewerkstelling van buitenlandse werknemers. ».

VERANTWOORDING

De tewerkstelling van buitenlandse werknemers wordt geregeld via de wet van 30 april 1999, zoals verschenen in het *Staatsblad* van 21 mei 1999.

Frederic ERENS (N)
Johan DEMOL (N)

N° 157 de Mme Valérie SEYNS (N) et M. Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour bigamie.* ».

JUSTIFICATION

Dans notre pays, la bigamie est punie en vertu de l'article 147 du Code civil et de l'article 391 du Code pénal.

N° 158 de Mme Valérie SEYNS (N) et M. Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour bigamie.* ».

JUSTIFICATION

Dans notre pays, la bigamie est punie en vertu de l'article 147 du Code civil et de l'article 391 du Code pénal.

N° 159 de M. Dominiek LOOTENS-STAEL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs.* ».

Nr. 157 van mevr. Valérie SEYNS (N) en de heer Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor bigamie.* ».

VERANTWOORDING

Bigamie wordt in ons land strafbaar gesteld volgens het artikel 147 van het burgerlijk wetboek en artikel 391 van het strafwetboek.

Nr. 158 van mevr. Valérie SEYNS (N) en de heer Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor bigamie.* ».

VERANTWOORDING

Bigamie wordt in ons land strafbaar gesteld volgens het artikel 147 van het burgerlijk wetboek en artikel 391 van het strafwetboek.

Valérie SEYNS (N)
Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Nr. 159 van de heer Dominiek LOOTENS-STAEL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor het verontreinigen van de zee door het storten vanaf schepen en luchtvaartuigen.* ».

JUSTIFICATION

La pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs est punie en vertu de la convention du 15 février 1972 et de la loi du 8 février 1978.

N° 160 de M. Dominiek LOOTENS-STAEL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs.* ».

JUSTIFICATION

La pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs est punie en vertu de la convention du 15 février 1972 et de la loi du 8 février 1978.

N° 161 de M. Dominiek LOOTENS-STAEL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à polluer la mer par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs.* ».

JUSTIFICATION

La pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs est punie en vertu de la convention du 15 février 1972 et de la loi du 8 février 1978.

N° 162 de M. Dominiek LOOTENS-STAEL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

VERANTWOORDING

Het verontreinigen van de zee door het storten vanaf schepen en luchtvaartuigen wordt strafbaar gesteld volgens het verdrag van 15 februari 1972 en de wet van 8 februari 1978.

Nr. 160 van de heer Dominiek LOOTENS-STAEL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor het verontreinigen van de zee door het storten vanaf schepen en luchtvaartuigen.* ».

VERANTWOORDING

Het verontreinigen van de zee door het storten vanaf schepen en luchtvaartuigen wordt strafbaar gesteld volgens het verdrag van 15 februari 1972 en de wet van 8 februari 1978.

Nr. 161 van de heer Dominiek LOOTENS-STAEL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot het verontreinigen van de zee door het storten vanaf schepen en luchtvaartuigen.* ».

VERANTWOORDING

Het verontreinigen van de zee door het storten vanaf schepen en luchtvaartuigen wordt strafbaar gesteld volgens het verdrag van 15 februari 1972 en de wet van 8 februari 1978.

Nr. 162 van de heer Dominiek LOOTENS-STAEL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à polluer la mer par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs. ».

JUSTIFICATION

La pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs est punie en vertu de la convention du 15 février 1972 et de la loi du 8 février 1978.

N° 163 de M. Dominiek LOOTENS-STAEEL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour extorsion. ».

JUSTIFICATION

L'extorsion est punie en vertu des articles 470 et 476 du Code pénal.

N° 164 de M. Dominiek LOOTENS-STAEEL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour extorsion. ».

JUSTIFICATION

L'extorsion est punie en vertu des articles 470 et 476 du Code pénal.

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot het verontreinigen van de zee door het storten vanaf schepen en luchtvaartuigen. ».

VERANTWOORDING

Het verontreinigen van de zee door het storten vanaf schepen en luchtvaartuigen wordt strafbaar gesteld volgens het verdrag van 15 februari 1972 en de wet van 8 februari 1978.

Nr. 163 van de heer Dominiek LOOTENS-STAEEL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor afpersing. ».

VERANTWOORDING

Afpersing is strafbaar gesteld volgens de artikelen 470 en 476 van het strafwetboek.

Nr. 164 van de heer Dominiek LOOTENS-STAEEL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor afpersing. ».

VERANTWOORDING

Afpersing wordt strafbaar gesteld volgens artikelen 470 en 476 van het strafwetboek.

Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)
Valérie SEYNS (N)

N° 165 de Mme Valérie SEYNS (N) et M. Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour violation du secret des lettres.* ».

JUSTIFICATION

La violation du secret des lettres est punie en vertu de l'article 460 du Code pénal. Le secret des lettres est garanti par l'article 8 de la CEDH et par l'article 12 de la déclaration des Nations Unies.

N° 166 de Mme Valérie SEYNS (N) et M. Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour violation du secret des lettres.* ».

JUSTIFICATION

La violation du secret des lettres est punie en vertu de l'article 460 du Code pénal. Le secret des lettres est garanti par l'article 8 de la CEDH et par l'article 12 de la déclaration des Nations Unies.

N° 167 de Mme Valérie SEYNS (N) et M. Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour incendie.* ».

Nr. 165 van mevr. Valérie SEYNS (N) en de heer Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor de schending van het briefgeheim.* ».

VERANTWOORDING

De schending van het briefgeheim wordt bestraft volgens artikel 460 van het strafwetboek. Het briefgeheim wordt gegarandeerd via artikel 8 van de EVRM en via artikel 12 van de verklaring van de Verenigde Naties.

Nr. 166 van mevr. Valérie SEYNS (N) en de heer Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor de schending van het briefgeheim.* ».

VERANTWOORDING

De schending van het briefgeheim wordt bestraft volgens artikel 460 van het strafwetboek. Het briefgeheim wordt gegarandeerd via artikel 8 van de EVRM en via artikel 12 van de verklaring van de Verenigde Naties.

Nr. 167 van mevr. Valérie SEYNS (N) en de heer Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor brandstichting.* ».

JUSTIFICATION

L'incendie est puni en vertu des articles 510-520 du Code pénal.

N° 168 de Mme Valérie SEYNS (N) et M. Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour incendie. ».

JUSTIFICATION

L'incendie est puni en vertu des articles 510-520 du Code pénal.

N° 169 de Mme Valérie SEYNS (N) et M. Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour effraction et escalade. ».

JUSTIFICATION

L'effraction et l'escalade sont punies en vertu des articles 336, 412, 417, 439, 467, 471 et 542 du Code pénal.

N° 170 de Mme Valérie SEYNS (N) et M. Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour effraction et escalade. ».

VERANTWOORDING

Brandstichting wordt strafbaar gesteld volgens de artikels 510-520 van het strafwetboek.

Nr. 168 van mevr. Valérie SEYNS (N) en de heer Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor brandstichting. ».

VERANTWOORDING

Brandstichting wordt strafbaar gesteld volgens de artikels 510-520 van het strafwetboek.

Nr. 169 van mevr. Valérie SEYNS (N) en de heer Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor braak en inklimming. ».

VERANTWOORDING

Braak en inklimming wordt strafbaar gesteld volgens de artikels 336, 412, 417, 439, 467, 471 en 542 van het strafwetboek.

Nr. 170 van mevr. Valérie SEYNS (N) en de heer Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor braak en inklimming. ».

JUSTIFICATION

L'effraction et l'escalade sont punies en vertu des articles 336, 412, 417, 439, 467, 471 et 542 du Code pénal.

N° 171 de M. Dominiek LOOTENS-STAEL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour escroquerie.* ».

JUSTIFICATION

L'escroquerie est punie en vertu des articles 508bis et 508ter du Code pénal.

N° 172 de M. Dominiek LOOTENS-STAEL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour escroquerie.* ».

JUSTIFICATION

L'escroquerie est punie en vertu des articles 508bis et 508ter du Code pénal.

N° 173 de MM. Frederic ERENS (N) et Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

VERANTWOORDING

Braak en inklimming wordt strafbaar gesteld volgens de artikels 336, 412, 417, 439, 467, 471 en 542 van het strafwetboek.

Valérie SEYNS (N)
Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Nr. 171 van de heer Dominiek LOOTENS-STAEL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor afzetterij.* ».

VERANTWOORDING

Afzetterij wordt strafbaar gesteld volgens artikels 508bis en 508ter van het strafwetboek.

Nr. 172 van de heer Dominiek LOOTENS-STAEL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor afzetterij.* ».

VERANTWOORDING

Afzetterij wordt strafbaar gesteld volgens artikels 508bis en 508ter van het strafwetboek.

Dominiek LOOTENS-STAEL (N)
Valérie SEYNS (N)

Nr. 173 van de heren Frederic ERENS (N) en Dominiek LOOTENS-STAEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour infraction à la loi sur la maltraitance des enfants. ».

JUSTIFICATION

La maltraitance des enfants est punie en vertu des articles 396-410 du Code pénal.

N° 174 de MM. Frederic ERENS (N) et Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour infraction à la loi sur la maltraitance des enfants. ».

JUSTIFICATION

La maltraitance des enfants est punie en vertu des articles 396-410 du Code pénal.

N° 175 de MM. Frederic ERENS (N) et Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour infraction à la loi sur le travail des enfants. ».

JUSTIFICATION

Le travail des enfants est puni en vertu des articles 7.12-7.14 de la loi du 16 mars 1971 et de l'arrêté royal du 11 mars 1993.

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor overtreding van de wet op de kindermishandeling. ».

VERANTWOORDING

De bestraffing van kindermishandeling wordt georganiseerd volgens artikels 396-410 van het strafwetboek.

Nr. 174 van de heren Frederic ERENS (N) en Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor overtreding van de wet op de kindermishandeling. ».

VERANTWOORDING

De bestraffing van kindermishandeling wordt georganiseerd volgens artikels 396-410 van het strafwetboek.

Nr. 175 van de heren Frederic ERENS (N) en Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor overtreding van de wet op de kinderarbeid. ».

VERANTWOORDING

De bestraffing van kinderarbeid wordt geregeld volgens artikels 7.12-7.14 van de wet van 16 maart 1971 en het koninklijk besluit van 11 maart 1993.

N° 176 de MM. Frederic ERENS (N) et Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour infraction à la loi sur le travail des enfants.* ».

JUSTIFICATION

Le travail des enfants est puni en vertu des articles 7.12-7.14 de la loi du 16 mars 1971 et de l'arrêté royal du 11 mars 1993.

N° 177 de MM. Frederic ERENS (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent aux abattages.* ».

JUSTIFICATION

La loi du 28 février 1947 réprime l'abattage.

Ceux qui auront abattu ou fait abattre illégalement un animal seront punis d'un emprisonnement de six mois à cinq ans.

N° 178 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

Nr. 176 van de heren Frederic ERENS (N) en Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor overtreding van de wet op de kinderarbeid.* ».

VERANTWOORDING

De bestraffing van kinderarbeid wordt geregeld volgens artikels 7.12-7.14 van de wet van 16 maart 1971 en het koninklijk besluit van 11 maart 1993.

Frederic ERENS (N)
Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)

Nr. 177 van de heren Frederic ERENS (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot sluikslachten.* ».

VERANTWOORDING

De wet van 28 februari 1947 beteugelt het zogenaamde sluikslachten.

Met gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar wordt bestraft zij die ene dier op onwettige wijze geslacht hebben of hebben doen slachten.

Frederic ERENS (N)
Erland PISON (N)

Nr. 178 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à enfreindre la loi sur la contrefaçon et la falsification des timbres et des poinçons. ».

JUSTIFICATION

La contrefaçon et la falsification des timbres et des poinçons sont réglées et punies en vertu de l'article 181 du Code pénal.

N° 179 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à enfreindre la loi sur la contrefaçon et la falsification des timbres et des poinçons. ».

JUSTIFICATION

La contrefaçon et la falsification des timbres et des poinçons sont réglées et punies en vertu de l'article 181 du Code pénal.

N° 180 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes se rend coupable de l'utilisation de substances à effet hormonal ou à effet antihormonal chez les animaux. ».

JUSTIFICATION

L'utilisation de substances à effet hormonal ou à effet antihormonal chez les animaux est réglé par la loi du 15 juillet 1985, modifiée par les lois des 11 juillet 1994, 17 mars 1997 et 10 août 2001.

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot overtreding van de wet op het namaken of vervalsen van zegels en stempels. ».

VERANTWOORDING

Het namaken van zegels en stempels wordt geregeld en bestraft volgens artikel 181 van het strafwetboek.

Nr. 179 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot overtreding van de wet op het namaken of vervalsen van zegels en stempels. ».

VERANTWOORDING

Het namaken van zegels en stempels wordt geregeld en bestraft volgens artikel 181 van het strafwetboek.

Nr. 180 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot overtreding van de wet op het gebruik van hormonale en/of anti-hormonale stoffen bij dieren. ».

VERANTWOORDING

Het gebruik van hormonale en/of anti-hormonale stoffen bij dieren wordt geregeld volgens de wet van 15 juli 1985, gewijzigd bij de wetten van 11 juli 1994, 17 maart 1997 en 10 augustus 2001.

N° 181 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à enfreindre la loi relative à l'utilisation de substances à effet hormonal ou à effet antihormonal chez les animaux.* ».

JUSTIFICATION

L'utilisation de substances à effet hormonal ou à effet antihormonal chez les animaux est réglé par la loi du 15 juillet 1985, modifiée par les lois des 11 juillet 1994, 17 mars 1997 et 10 août 2001.

N° 182 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à enfreindre la loi relative au recel.* ».

JUSTIFICATION

Le recel est puni en vertu des articles 505-506 du Code pénal.

N° 183 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à enfreindre la loi relative au recel.* ».

Nr. 181 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot overtreding van de wet op het gebruik van hormonale en/of anti-hormonale stoffen bij dieren.* ».

VERANTWOORDING

Het gebruik van hormonale en/of anti-hormonale stoffen bij dieren wordt geregeld volgens de wet van 15 juli 1985, gewijzigd bij de wetten van 11 juli 1994, 17 maart 1997 en 10 augustus 2001.

Nr. 182 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot overtreding van de wet op heling.* ».

VERANTWOORDING

Heling wordt strafbaar gesteld volgens artikels 505-506 van het strafwetboek.

Nr. 183 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot overtreding van de wet op heling.* ».

JUSTIFICATION

Le recel est puni en vertu des articles 505-506 du Code pénal.

N° 184 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à enfreindre la loi relative à la prise d'otage.* ».

JUSTIFICATION

La prise d'otage est punie en vertu de l'article 347bis du Code pénal.

N° 185 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à enfreindre la loi relative à la prise d'otage.* ».

JUSTIFICATION

La prise d'otage est punie en vertu de l'article 347bis du Code pénal.

N° 186 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti poli-*

VERANTWOORDING

Heling wordt strafbaar gesteld volgens artikels 505-506 van het strafwetboek.

Nr. 184 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot overtreding van de wet op gijzeling.* ».

VERANTWOORDING

Gijzeling wordt strafbaar gesteld volgens artikel 347bis van de strafwet.

Nr. 185 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot overtreding van de wet op gijzeling.* »

VERANTWOORDING

Gijzeling wordt strafbaar gesteld volgens artikel 347bis van de strafwet.

Nr. 186 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij*

tique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour infraction à la loi relative à l'utilisation de substances à effet hormonal ou à effet antihormonal chez les animaux. ».

JUSTIFICATION

L'utilisation de substances à effet hormonal ou à effet antihormonal chez les animaux est réglé par la loi du 15 juillet 1985, modifiée par les lois des 11 juillet 1994, 17 mars 1997 et 10 août 2001.

N° 187 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour infraction à la loi relative à l'utilisation de substances à effet hormonal ou à effet antihormonal chez les animaux. ».

JUSTIFICATION

L'utilisation de substances à effet hormonal ou à effet antihormonal chez les animaux est réglé par la loi du 15 juillet 1985, modifiée par les lois des 11 juillet 1994, 17 mars 1997 et 10 août 2001.

N° 188 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour infraction à la loi relative au recel. ».

JUSTIFICATION

Le recel est puni en vertu des articles 505-506 du Code pénal.

die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor overtreding van de wet op het gebruik van hormonale en/of anti-hormonale stoffen bij dieren. ».

VERANTWOORDING

Het gebruik van hormonale en/of anti-hormonale stoffen bij dieren wordt geregeld volgens de wet van 15 juli 1985, gewijzigd bij de wetten van 11 juli 1994, 17 maart 1997 en 10 augustus 2001.

Nr.187 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor overtreding van de wet op het gebruik van hormonale en/of anti-hormonale stoffen bij dieren. ».

VERANTWOORDING

Het gebruik van hormonale en/of anti-hormonale stoffen bij dieren wordt geregeld volgens de wet van 15 juli 1985, gewijzigd bij de wetten van 11 juli 1994, 17 maart 1997 en 10 augustus 2001.

Nr. 188 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor overtreding van de wet op heeling. ».

VERANTWOORDING

Heling wordt strafbaar gesteld volgens artikels 505-506 van het strafwetboek.

N° 189 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour infraction à la loi relative au recel.* ».

JUSTIFICATION

Le recel est puni en vertu des articles 505-506 du Code pénal.

N° 190 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour infraction à la loi sur la contrefaçon et la falsification des timbres et des poinçons.* ».

JUSTIFICATION

La contrefaçon et la falsification des timbres et des poinçons sont réglées et punies en vertu de l'article 181 du Code pénal.

N° 191 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour infraction à la loi sur la contrefaçon et la falsification des timbres et des poinçons.* ».

Nr. 189 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor overtreding van de wet op heling.* ».

VERANTWOORDING

Heling wordt strafbaar gesteld volgens artikels 505-506 van het strafwetboek.

Nr. 190 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor overtreding van de wet op het namaken of vervalsen van zegels en stempels.* ».

VERANTWOORDING

Het namaken van zegels en stempels wordt geregeld en bestraft volgens artikel 181 van het strafwetboek.

Nr. 191 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor overtreding van de wet op het namaken of vervalsen van zegels en stempels.* ».

JUSTIFICATION

La contrefaçon et la falsification des timbres et des poinçons sont réglées et punies en vertu de l'article 181 du Code pénal.

N° 192 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour infraction à la loi relative à la prise d'otage.* ».

JUSTIFICATION

La prise d'otage est punie en vertu de l'article 347bis du Code pénal.

N° 193 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour infraction à la loi relative à la prise d'otage.* ».

JUSTIFICATION

La prise d'otage est punie en vertu de l'article 347bis du Code pénal.

N° 194 de MM. Frederic ERENS (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

VERANTWOORDING

Het namaken van zegels en stempels wordt geregeld en bestraft volgens artikel 181 van het strafwetboek.

Nr. 192 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor overtreding van de wet op gijzeling.* ».

VERANTWOORDING

Gijzeling wordt strafbaar gesteld volgens artikel 347bis van de strafwet.

Nr. 193 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor overtreding van de wet op gijzeling.* ».

VERANTWOORDING

Gijzeling wordt strafbaar gesteld volgens artikel 347bis van de strafwet.

Frederic ERENS (N)
Valérie SEYNS (N)

Nr. 194 van de heren Frederic ERENS (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour infraction à l'article 87 du Code rural de 1886.* ».

JUSTIFICATION

Sont punissables en vertu de l'article 87 du Code rural de 1886 « Ceux qui, sans motif légitime, se seront introduits dans un terrain clos ou dans une dépendance de l'habitation où se trouvent des fruits pendants par branches ou par racines; ceux qui auront cueilli des fruits appartenant à autrui; ceux qui auront laissé passer leurs bestiaux ou leurs bêtes de trait, de charge ou de monture sur les prairies en état de végétation ou sur le terrain d'autrui avant l'enlèvement de la récolte; ceux dont les chèvres ou les bêtes à laine seront trouvées pâturant sur le terrain d'autrui, sans le consentement du propriétaire, ou broutant les haies ou les arbres le long des chemins publics ou des héritages quelconques. ».

N° 195 de MM. Frederic ERENS (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour infraction à l'article 87 du Code rural de 1886.* ».

JUSTIFICATION

Sont punissables en vertu de l'article 87 du Code rural de 1886 « Ceux qui, sans motif légitime, se seront introduits dans un terrain clos ou dans une dépendance de l'habitation où se trouvent des fruits pendants par branches ou par racines; ceux qui auront cueilli des fruits appartenant à autrui; ceux qui auront laissé passer leurs bestiaux ou leurs bêtes de trait, de charge ou de monture sur les prairies en état de végétation ou sur le terrain d'autrui avant l'enlèvement de la récolte; ceux dont les chèvres ou les bêtes à laine seront trouvées pâturant sur le terrain d'autrui, sans le consentement du propriétaire, ou broutant les haies ou les arbres le long des chemins publics ou des héritages quelconques. ».

N° 196 de MM. Frederic ERENS (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti poli-*

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden is veroordeeld wordt voor overtreding van artikel 87 van het Veldwetboek van 1886.* ».

VERANTWOORDING

Artikel 87 van het Veldwetboek van 1886 stelt dat strafbaar is : zij die zonder wettige reden binnentreden in ene besloten erf of in een aanhorigheid van een woning waar takken of wortelvaste vruchten staan; zij die aan een ander toebehorende vruchten plukken; zij die hun vee, trek- of lastdieren laten lopen over andermans weiden in de groei of over andermans grond waarvan de oogst nog niet is weggehaald; zij wier geiten of woldieren worden aangetroffen, grazend op andermans grond zonder verlof van de eigenaar, of knabbelend aan hagen of bomen langs openbare weg of langs een erf.

Nr. 195 van de heren Frederic ERENS (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan veroordeeld wordt voor overtreding van artikel 87 van het Veldwetboek van 1886.* ».

VERANTWOORDING

Artikel 87 van het Veldwetboek van 1886 stelt dat strafbaar is : zij die zonder wettige reden binnentreden in ene besloten erf of in een aanhorigheid van een woning waar takken of wortelvaste vruchten staan; zij die aan een ander toebehorende vruchten plukken; zij die hun vee, trek- of lastdieren laten lopen over andermans weiden in de groei of over andermans grond waarvan de oogst nog niet is weggehaald; zij wier geiten of woldieren worden aangetroffen, grazend op andermans grond zonder verlof van de eigenaar, of knabbelend aan hagen of bomen langs openbare weg of langs een erf.

Nr. 196 van de heren Frederic ERENS (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij*

tique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour infraction à l'article 88 du Code rural de 1886. ».

JUSTIFICATION

Sont punissables en vertu de l'article 88 du Code rural de 1886 : « Ceux qui auront établi des ruches à miel à une distance de moins de 20 mètres d'une habitation ou de la voie publique ainsi que, ceux qui auront jeté des pierres ou d'autres corps durs ou d'autres objets pouvant souiller ou dégrader dans les jardins, enclos, prairies naturelles ou artificielles et dans les arbres, de même que ceux qui, par défaut de précaution, auront détruit et ceux dont les animaux auront détruit, en tout ou en partie, les greffes des arbres. ».

N° 197 de MM. Frederic ERENS (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour infraction à l'article 88 du Code rural de 1886. ».

JUSTIFICATION

Sont punissables en vertu de l'article 88 du Code rural de 1886 : « Ceux qui auront établi des ruches à miel à une distance de moins de 20 mètres d'une habitation ou de la voie publique ainsi que, ceux qui auront jeté des pierres ou d'autres corps durs ou d'autres objets pouvant souiller ou dégrader dans les jardins, enclos, prairies naturelles ou artificielles et dans les arbres, de même que ceux qui, par défaut de précaution, auront détruit et ceux dont les animaux auront détruit, en tout ou en partie, les greffes des arbres. ».

N° 198 de MM. Frederic ERENS (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour des infractions à la loi relative à la répression des abattages. ».

die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan veroordeeld wordt voor overtreding van artikel 88 van het Veldwetboek van 1886. ».

VERANTWOORDING

Artikel 88 van het Veldwetboek van 1886 stelt dat strafbaar is : zij die bijenkorven plaatsen op minder dan twintig meter afstand van een woning of openbare weg; alsmede zij die stenen of andere harde lichamen of andere voorwerpen die kunnen bevuilen of beschadigen in tuinen, besloten erven, natuur- of kunstweiden of bomen werpen; evenals zij die door gebrek aan voorzorg enten van bomen vernielen of gedeeltelijk vernielen en zij wier dieren dit doen.

Nr. 197 van de heren Frederic ERENS (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden is veroordeeld wordt voor overtreding van artikel 88 van het Veldwetboek van 1886. ».

VERANTWOORDING

Artikel 88 van het Veldwetboek van 1886 stelt dat strafbaar is : zij die bijenkorven plaatsen op minder dan twintig meter afstand van een woning of openbare weg; alsmede zij die stenen of andere harde lichamen of andere voorwerpen die kunnen bevuilen of beschadigen in tuinen, besloten erven, natuur- of kunstweiden of bomen werpen; evenals zij die door gebrek aan voorzorg enten van bomen vernielen of gedeeltelijk vernielen en zij wier dieren dit doen.

Nr. 198 van de heren Frederic ERENS (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor overtredingen op de wet ter beteugeling van het sluikslachten. ».

JUSTIFICATION

La loi du 28 février 1947 réprime l'abattage.

Ceux qui auront abattu ou fait abattre illégalement un animal seront punis d'un emprisonnement de six mois à cinq ans.

N° 199 de MM. Frederic ERENS (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour des infractions à la loi relative à la répression des abattages.* ».

JUSTIFICATION

La loi du 28 février 1947 réprime l'abattage.

Ceux qui auront abattu ou fait abattre illégalement un animal seront punis d'un emprisonnement de six mois à cinq ans.

N° 200 de MM. Frederic ERENS (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour infraction à l'article 11 du Code rural de 1886.* ».

JUSTIFICATION

L'article 11 du Code rural dispose que « Le glanage et le râtelage, dans les lieux où l'usage en est reçu, ne peuvent être pratiqués que par les vieillards, les infirmes, les femmes et les enfants âgés de moins de douze ans et seulement sur le territoire de leur commune, dans les champs non clos, entièrement dépouillés et vidés de leurs récoltes, et à partir du lever jusqu'au coucher du soleil » pour autant que le râtelage soit pratiqué sans utiliser un râteau à dents de fer.

VERANTWOORDING

De wet van 28 februari 1947 beteugelt het zogenaamde sluikslachten.

Met gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar wordt bestraft zij die een dier op onwettige wijze geslacht hebben of hebben doen slachten.

Nr. 199 van de heren Frederic ERENS (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor overtredingen op de wet ter beteugeling van het sluikslachten.* ».

VERANTWOORDING

De wet van 28 februari 1947 beteugelt het zogenaamde sluikslachten.

Met gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar wordt bestraft zij die een dier op onwettige wijze geslacht hebben of hebben doen slachten.

Nr. 200 van de heren Frederic ERENS (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan veroordeeld wordt voor overtreding van artikel 11 van het Veldwetboek van 1886.* ».

VERANTWOORDING

Artikel 11 van het Veldwetboek van 1886 stelt dat alleen bejaarden, gebrekkigen, vrouwen en kinderen beneden de twaalf jaar tussen zonsopgang en zonsondergang mogen aren lezen en naharken in plaatsen waar zulks gebruikelijk is en slechts in niet-omheinde, op het grondgebied van hun gemeenten liggende velden waar de volledige oogst reeds is ingehaald; en dit op voorwaarde dat het naharken niet gebeurt met een hark met ijzeren tanden.

N° 201 de MM. Frederic ERENS (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour infraction à l'article 11 du Code rural de 1886.* ».

JUSTIFICATION

L'article 11 du Code rural dispose que « Le glanage et le râtelage, dans les lieux où l'usage en est reçu, ne peuvent être pratiqués que par les vieillards, les infirmes, les femmes et les enfants âgés de moins de douze ans et seulement sur le territoire de leur commune, dans les champs non clos, entièrement dépouillés et vidés de leurs récoltes, et à partir du lever jusqu'au coucher du soleil » pour autant que le râtelage soit pratiqué sans utiliser un râteau à dents de fer.

N° 202 de MM. Frederic ERENS (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour infraction à l'article 30 du Code rural de 1886.* ».

JUSTIFICATION

L'article 30 du Code rural de 1886 dispose que « Le fossé non mitoyen doit être creusé par celui qui veut clore, à une distance de l'héritage voisin égale à la moitié de la profondeur de ce fossé. Cette distance sera de toute la profondeur, si le fossé est construit contre une terre labourable ou contre un terrain en pente. ».

N° 203 de MM. Frederic ERENS (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti poli-*

Nr. 201 van de heren Frederic ERENS (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden veroordeeld wordt voor overtreding van artikel 11 van het Veldwetboek van 1886.* ».

VERANTWOORDING

Artikel 11 van het Veldwetboek van 1886 stelt dat alleen bejaarden, gebrekkigen, vrouwen en kinderen beneden de twaalf jaar tussen zonsopgang en zonsondergang mogen aren lezen en naharken in plaatsen waar zulks gebruikelijk is en slechts in niet-omheinde, op het grondgebied van hun gemeenten liggende velden waar de volledige oogst reeds is ingehaald; en dit op voorwaarde dat het naharken niet gebeurt met een hark met ijzeren tanden.

Nr. 202 van de heren Frederic ERENS (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden veroordeeld wordt voor overtreding van artikel 30 van het Veldwetboek van 1886.* ».

VERANTWOORDING

Artikel 30 van het Veldwetboek van 1886 stelt dat hij die tot afsluiting van zijn erf een niet-gemene sloot wil graven, tussen die sloot en het naburige erf half zoveel afstand moet laten als de sloot diep is. Is het naburige erf een stuk bouwland of een hellend terrein, dan moet de afstand even groot zijn als de sloot diep is.

Nr. 203 van de heren Frederic ERENS (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij*

tique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour infraction à l'article 30 du Code rural de 1886. ».

JUSTIFICATION

L'article 30 du Code rural de 1886 dispose que « Le fossé non mitoyen doit être creusé par celui qui veut clore, à une distance de l'héritage voisin égale à la moitié de la profondeur de ce fossé. Cette distance sera de toute la profondeur, si le fossé est construit contre une terre labourable ou contre un terrain en pente. ».

N° 204 de MM. Frederic ERENS (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« ou se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à commettre des actes de terrorisme. ».

JUSTIFICATION

Il est inacceptable qu'on abuse de la liberté (de la presse) pour inciter à commettre des actes de terrorisme. L'État de droit ne peut pas le tolérer.

N° 205 de MM. Frederic ERENS (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« ou se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à commettre des actes de terrorisme. ».

JUSTIFICATION

Il est inacceptable qu'on abuse de la liberté (de la presse) pour inciter à commettre des actes de terrorisme. L'État de droit ne peut pas le tolérer.

die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan veroordeeld wordt voor overtreding van artikel 30 van het Veldwetboek van 1886. ».

VERANTWOORDING

Artikel 30 van het Veldwetboek van 1886 stelt dat hij die tot afsluiting van zijn erf een niet-gemene sloot wil graven, tussen die sloot en het naburige erf half zoveel afstand moet laten als de sloot diep is. Is het naburige erf een stuk bouwland of een hellend terrein, dan moet de afstand even groot zijn als de sloot diep is.

Frederic ERENS (N)
Erland PISON (N)

Nr. 204 van de heren Frederic ERENS (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« of zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot het plegen van terreurdaden. ».

VERANTWOORDING

Het is onaanvaardbaar dat de (pers)vrijheid wordt misbruikt om aan te zetten tot het plegen van terreurdaden. Dit kan door de rechtsstaat niet geduld worden.

Nr. 205 van de heren Frederic ERENS (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« of zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot het plegen van terreurdaden. ».

VERANTWOORDING

Het is onaanvaardbaar dat de (pers)vrijheid wordt misbruikt om aan te zetten tot terreurdaden. Dit kan door de rechtsstaat niet geduld worden.

Frederic ERENS (N)
Jos VAN ASSCHE (N)

N° 206 de MM. Jos VAN ASSCHE (N) et Frederic ERENS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour traite d'êtres humains.* »

JUSTIFICATION

La traite des êtres humains est punie en vertu des articles 372-378 du Code pénal.

N° 207 de MM. Jos VAN ASSCHE (N) et Frederic ERENS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour traite d'êtres humains.* »

JUSTIFICATION

La traite des êtres humains est punie en vertu des articles 372-378 du Code pénal.

N° 208 de MM. Jos VAN ASSCHE (N) et Frederic ERENS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour mise en circulation d'actions ou de parts falsifiées.* »

Nr. 206 van de heren Jos VAN ASSCHE (N) en Frederic ERENS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor mensenhandel.* »

VERANTWOORDING

Mensenhandel wordt strafbaar gesteld door artikels 372-378 van het strafwetboek.

Nr. 207 van de heren Jos VAN ASSCHE (N) en Frederic ERENS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor mensenhandel.* »

VERANTWOORDING

Mensenhandel wordt strafbaar gesteld door artikels 372-378 van het strafwetboek.

Nr. 208 van de heren Jos VAN ASSCHE (N) en Frederic ERENS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor het in omloop brengen van valse aandelen en deelbewijzen.* »

JUSTIFICATION

La mise en circulation d'actions ou de parts falsifiées est interdite par les articles 177 et 178 du Code pénal.

N° 209 de MM. Jos VAN ASSCHE (N) et Frederic ERENS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour mise en circulation d'actions ou de parts falsifiées. ».

JUSTIFICATION

La mise en circulation d'actions ou de parts falsifiées est interdite par les articles 177 et 178 du Code pénal.

N° 210 de MM. Jos VAN ASSCHE (N) et Frederic ERENS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour traite d'êtres humains mineurs d'âge. ».

JUSTIFICATION

La traite des êtres humains est punie en vertu des articles 372-378 du Code pénal.

N° 211 de MM. Jos VAN ASSCHE (N) et Frederic ERENS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti poli-

VERANTWOORDING

Het in omloop brengen van valse aandelen en deelbewijzen is verboden volgens artikel 177 en 178 van het strafwetboek.

Nr. 209 van de heren Jos VAN ASSCHE (N) en Frederic ERENS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor het in omloop brengen van valse aandelen en deelbewijzen. ».

VERANTWOORDING

Het in omloop brengen van valse aandelen en deelbewijzen is verboden volgens artikel 177 en 178 van het strafwetboek.

Nr. 210 van de heren Jos VAN ASSCHE (N) en Frederic ERENS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor mensenhandel van minderjarigen. ».

VERANTWOORDING

Mensenhandel wordt strafbaar gesteld door artikels 372-378 van het strafwetboek.

Nr. 211 van de heren Jos VAN ASSCHE (N) en Frederic ERENS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij

tique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour traite d'êtres humains mineurs d'âge. ».

JUSTIFICATION

La traite des êtres humains est punie en vertu des articles 372-378 du Code pénal.

N° 212 de MM. Jos VAN ASSCHE (N) et Frederic ERENS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à la traite d'êtres humains mineurs d'âge. ».

JUSTIFICATION

La traite des êtres humains est punie en vertu des articles 372-378 du Code pénal.

N° 213 de MM. Jos VAN ASSCHE (N) et Frederic ERENS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à la traite d'êtres humains mineurs d'âge. ».

JUSTIFICATION

La traite des êtres humains est punie en vertu des articles 372-378 du Code pénal.

waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor mensenhandel van minderjarigen. ».

VERANTWOORDING

Mensenhandel wordt strafbaar gesteld door artikels 372-378 van het strafwetboek.

Nr. 212 van de heren Jos VAN ASSCHE (N) en Frederic ERENS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot mensenhandel van minderjarigen. ».

VERANTWOORDING

Mensenhandel wordt strafbaar gesteld door artikels 372-378 van het strafwetboek.

Nr. 213 van de heren Jos VAN ASSCHE (N) en Frederic ERENS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervullen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot mensenhandel van minderjarigen. ».

VERANTWOORDING

Mensenhandel wordt strafbaar gesteld door artikels 372-378 van het strafwetboek.

N° 214 de MM. Jos VAN ASSCHE (N) et Frederic ERENS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à la traite d'êtres humains.* ».

JUSTIFICATION

La traite des êtres humains est punie en vertu des articles 372-378 du Code pénal.

N° 215 de MM. Jos VAN ASSCHE (N) et Frederic ERENS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à la traite d'êtres humains.* ».

JUSTIFICATION

La traite des êtres humains est punie en vertu des articles 372-378 du Code pénal.

N° 216 de MM. Frederic ERENS (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« *ou se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à la libération de détenus* ».

JUSTIFICATION

Il est inacceptable qu'on abuse de la liberté (de la presse) pour inciter à la libération illégale de détenus.

Nr. 214 van de heren Jos VAN ASSCHE (N) en Frederic ERENS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot mensenhandel.* ».

VERANTWOORDING

Mensenhandel wordt strafbaar gesteld door artikels 372-378 van het strafwetboek.

Nr. 215 van de heren Jos VAN ASSCHE (N) en Frederic ERENS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot mensenhandel.* ».

VERANTWOORDING

Mensenhandel wordt strafbaar gesteld door artikels 372-378 van het strafwetboek.

Jos VAN ASSCHE (N)
Frederic ERENS (N)

Nr. 216 van de heren Frederic ERENS (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« *of zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot de bevrijding van gedetineerden* ».

VERANTWOORDING

Het is onaanvaardbaar dat de (pers)vrijheid wordt misbruikt om aan te zetten tot de onwettige bevrijding van gevangenen.

N° 217 de MM. Frederic ERENS (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« ou se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à la libération de détenus ».

JUSTIFICATION

Il est inacceptable qu'on abuse de la liberté (de la presse) pour inciter à la libération illégale de détenus.

N° 218 de MM. Frederic ERENS (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« ou se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à la consommation d'héroïne ».

JUSTIFICATION

Il est inacceptable qu'on abuse de la liberté (de la presse) pour inciter à la consommation d'héroïne. L'État de droit ne peut pas le tolérer. La lutte contre la drogue doit être considérée comme une mission prioritaire pour la société dans son ensemble.

N° 219 de MM. Frederic ERENS (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« ou se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à la consommation d'héroïne ».

JUSTIFICATION

Il est inacceptable qu'on abuse de la liberté (de la presse) pour inciter à la consommation d'héroïne. L'État de droit ne peut pas le tolérer. La lutte contre la drogue doit être considérée comme une mission prioritaire pour la société dans son ensemble.

Nr. 217 van de heren Frederic ERENS (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« of zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot de bevrijding van gedetineerden ».

VERANTWOORDING

Het is onaanvaardbaar dat de (pers)vrijheid wordt misbruikt om aan te zetten tot de onwettige bevrijding van gevangenen.

Nr. 218 van de heren Frederic ERENS (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« of zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot het gebruik van heroïne ».

VERANTWOORDING

Het is onaanvaardbaar dat de (pers)vrijheid wordt misbruikt om aan te zetten tot het gebruik van heroïne. Dit kan door de rechtsstaat niet geduld worden. De strijd tegen drugs moet als een prioritaire opdracht van de hele samenleving worden beschouwd.

Nr. 219 van de heren Frederic ERENS (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« of zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot het gebruik van heroïne ».

VERANTWOORDING

Het is onaanvaardbaar dat de (pers)vrijheid wordt misbruikt om aan te zetten tot het gebruik van heroïne. Dit kan door de rechtsstaat niet geduld worden. De strijd tegen drugs moet als een prioritaire opdracht van de hele samenleving worden beschouwd.

N° 220 de MM. Frederic ERENS (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« ou se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à la consommation de cocaïne ».

JUSTIFICATION

Il est inacceptable qu'on abuse de la liberté (de la presse) pour inciter à la consommation de stupéfiants. L'État de droit ne peut pas le tolérer. La lutte contre la drogue doit être considérée comme une mission prioritaire pour la société dans son ensemble.

N° 221 de MM. Frederic ERENS (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« ou se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à la consommation de cocaïne ».

JUSTIFICATION

Il est inacceptable qu'on abuse de la liberté (de la presse) pour inciter à la consommation de stupéfiants. L'État de droit ne peut pas le tolérer. La lutte contre la drogue doit être considérée comme une mission prioritaire pour la société dans son ensemble.

N° 222 de MM. Frederic ERENS (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« ou se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à la consommation de stupéfiants »

JUSTIFICATION

Il est inacceptable qu'on abuse de la liberté (de la presse) pour inciter à la consommation de stupéfiants. L'État de droit ne peut pas le tolérer.

Nr. 220 van de heren Frederic ERENS (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« of zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot het gebruik van cocaïne ».

VERANTWOORDING

Het is onaanvaardbaar dat de (pers)vrijheid wordt misbruikt om aan te zetten tot het gebruik van verdovende middelen. Dit kan door de rechtsstaat niet geduld worden. De strijd tegen drugs moet als een prioritaire opdracht van de hele samenleving worden beschouwd.

Nr. 221 van de heren Frederic ERENS (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« of zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot het gebruik van cocaïne ».

VERANTWOORDING

Het is onaanvaardbaar dat de (pers)vrijheid wordt misbruikt om aan te zetten tot het gebruik van verdovende middelen. Dit kan door de rechtsstaat niet geduld worden. De strijd tegen drugs moet als een prioritaire opdracht van de hele samenleving worden beschouwd.

Nr. 222 van de heren Frederic ERENS (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« of zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot het gebruik van verdovende middelen ».

VERANTWOORDING

Het is onaanvaardbaar dat de (pers)vrijheid wordt misbruikt om aan te zetten tot het gebruik van verdovende middelen. Dit kan door de rechtsstaat niet geduld worden.

N° 223 de MM. Frederic ERENS (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« ou se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à la consommation de stupéfiants ».

JUSTIFICATION

Il est inacceptable qu'on abuse de la liberté (de la presse) pour inciter à la consommation de stupéfiants. L'État de droit ne peut pas le tolérer.

N° 224 de MM. Frederic ERENS (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« ou se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à commettre des incendies criminels ».

JUSTIFICATION

Il est inacceptable qu'on abuse de la liberté (de la presse) pour inciter à commettre des incendies criminels. L'État de droit ne peut pas le tolérer.

N° 225 de MM. Frederic ERENS (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« ou se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à commettre des incendies criminels ».

JUSTIFICATION

Il est inacceptable qu'on abuse de la liberté (de la presse) pour inciter à commettre des incendies criminels. L'État de droit ne peut pas le tolérer.

Nr. 223 van de heren Frederic ERENS (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« of zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot het gebruik van verdovende middelen ».

VERANTWOORDING

Het is onaanvaardbaar dat de (pers)vrijheid wordt misbruikt om aan te zetten tot het gebruik van verdovende middelen. Dit kan door de rechtsstaat niet geduld worden.

Nr. 224 van de heren Frederic ERENS (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« of zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot het plegen van brandstichting ».

VERANTWOORDING

Het is onaanvaardbaar dat de (pers)vrijheid wordt misbruikt om aan te zetten tot brandstichting. Dit kan door de rechtsstaat niet geduld worden.

Nr. 225 van de heren Frederic ERENS (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« of zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot het plegen van brandstichting ».

VERANTWOORDING

Het is onaanvaardbaar dat de (pers)vrijheid wordt misbruikt om aan te zetten tot het plegen van brandstichting. Dit kan door de rechtsstaat niet geduld worden.

Frederic ERENS (N)
Jos VAN ASSCHE (N)

N° 226 de MM. Erland PISON (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour l'exploitation sexuelle d'enfants.* ».

JUSTIFICATION

L'exploitation sexuelle d'enfants est punie en vertu des articles 372-378 du Code pénal.

N° 227 de MM. Erland PISON (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour l'exploitation sexuelle d'enfants.* ».

JUSTIFICATION

L'exploitation sexuelle d'enfants est punie en vertu des articles 372-378 du Code pénal.

N° 228 de MM. Erland PISON (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour infraction à la loi sur l'avortement.* ».

JUSTIFICATION

Les articles 348-353 du Code pénal fixent les modalités en matière d'avortement (le meurtre d'un enfant qui n'est pas encore né).

Nr. 226 van de heren Erland PISON (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor de seksuele uitbuiting van kinderen.* ».

VERANTWOORDING

Seksuele uitbuiting van kinderen wordt strafbaar gesteld door artikels 372-378 van het strafwetboek.

Nr. 227 van de heren Erland PISON (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor de seksuele uitbuiting van kinderen.* ».

VERANTWOORDING

De seksuele uitbuiting van kinderen wordt strafbaar gesteld door artikels 372-378 van het strafwetboek.

Nr. 228 van de heren Erland PISON (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor de overtreding op de wet omtrent abortus.* ».

VERANTWOORDING

De modaliteiten omtrent abortus – de moord op het ongebooren kind – worden vastgelegd in artikels 348-353 van het strafwetboek.

N° 229 de MM. Erland PISON (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour infraction à la loi sur l'avortement.* ».

JUSTIFICATION

Les articles 348-353 du Code pénal fixent les modalités en matière d'avortement (le meurtre d'un enfant qui n'est pas encore né).

N° 230 de MM. Erland PISON (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à l'exploitation sexuelle d'enfants.* ».

JUSTIFICATION

L'exploitation sexuelle d'enfants est punie en vertu des articles 372-378 du Code pénal.

N° 231 de MM. Erland PISON (N) et Johan DEMOL (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à l'exploitation sexuelle d'enfants.* ».

Nr. 229 van de heren Erland PISON (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor de overtreding op de wet omtrent abortus.* ».

VERANTWOORDING

De modaliteiten omtrent abortus – de moord op het ongeborn kind – worden vastgelegd in artikels 348-353 van het strafwetboek.

Nr. 230 van de heren Erland PISON (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot de seksuele uitbuiting van kinderen.* ».

VERANTWOORDING

De seksuele uitbuiting van kinderen wordt strafbaar gesteld door artikels 372-378 van het strafwetboek.

Nr. 231 van de heren Erland PISON (N) en Johan DEMOL (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot de seksuele uitbuiting van kinderen.* ».

JUSTIFICATION

L'exploitation sexuelle d'enfants est punie en vertu des articles 372-378 du Code pénal.

N° 232 de M. Johan DEMOL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« ou se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à user de violence contre des personnes qui n'observent pas les jours de repos d'un culte. ».

JUSTIFICATION

On voit ici apparaître petit à petit le problème du fondamentalisme religieux. Face à ce phénomène, l'État de droit démocratique doit réagir de la manière la plus ferme qui soit.

N° 233 de M. Johan DEMOL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« ou se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à user de violence contre des personnes qui n'observent pas les jours de repos d'un culte ».

JUSTIFICATION

On voit ici apparaître petit à petit le problème du fondamentalisme religieux. Face à ce phénomène, l'État de droit démocratique doit réagir de la manière la plus ferme qui soit.

N° 234 de M. Johan DEMOL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

VERANTWOORDING

Seksuele uitbuiting van kinderen wordt strafbaar gesteld door artikels 372-378 van het strafwetboek.

Erland PISON (N)
Johan DEMOL (N)

Nr. 232 van de heer Johan DEMOL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« of zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot het gebruik van geweld tegen personen die de rustdagen van een eredienst niet onderhouden. ».

VERANTWOORDING

De problematiek van het religieus fundamentalisme komt hier om de hoek kijken. Tegen dit fenomeen moet door de democratische rechtstaat op de meest krachtige wijze weerwerk geboden worden.

Nr. 233 van de heer Johan DEMOL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« of zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot het gebruik van geweld tegen personen die de rustdagen van een eredienst niet onderhouden ».

VERANTWOORDING

De problematiek van het religieus fundamentalisme komt hier om de hoek kijken. Tegen dit fenomeen moet door de democratische rechtstaat op de meest krachtige wijze weerwerk geboden worden.

Nr. 234 van de heer Johan DEMOL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« ou se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent au meurtre ».

JUSTIFICATION

Il est inacceptable qu'on abuse de la liberté (de la presse) pour inciter au meurtre. L'État de droit ne peut pas le tolérer.

N° 235 de M. Johan DEMOL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« ou se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent au meurtre ».

JUSTIFICATION

Il est inacceptable qu'on abuse de la liberté (de la presse) pour inciter au meurtre. L'État de droit ne peut pas le tolérer.

N° 236 de M. Johan DEMOL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« ou se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à l'infanticide ».

JUSTIFICATION

Il est inacceptable qu'on abuse de la liberté (de la presse) pour inciter à l'infanticide. L'État de droit ne peut pas le tolérer.

N° 237 de M. Johan DEMOL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« ou se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à l'infanticide ».

JUSTIFICATION

Il est inacceptable qu'on abuse de la liberté (de la presse) pour inciter à l'infanticide. L'État de droit ne peut pas le tolérer.

« of zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot moord ».

VERANTWOORDING

Het is onaanvaardbaar dat de (pers)vrijheid wordt misbruikt om aan te zetten tot moord. Dit kan door de rechtsstaat niet geduld worden.

Nr. 235 van de heer Johan DEMOL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« of zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot moord ».

VERANTWOORDING

Het is onaanvaardbaar dat de (pers)vrijheid wordt misbruikt om aan te zetten tot moord. Dit kan door de rechtsstaat niet geduld worden.

Nr. 236 van de heer Johan DEMOL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« of zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot kindermoord. ».

VERANTWOORDING

Het is onaanvaardbaar dat de (pers)vrijheid wordt misbruikt om aan te zetten tot kindermoord. Dit kan door de rechtsstaat niet geduld worden.

Nr. 237 van de heer Johan DEMOL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« of zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot kindermoord ».

VERANTWOORDING

Het is onaanvaardbaar dat de (pers)vrijheid wordt misbruikt om aan te zetten tot kindermoord. Dit kan door de rechtsstaat niet geduld worden.

N° 238 de M. Johan DEMOL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« ou se rend coupable de l'utilisation de mots et de propos incendiaires inspirés par le fanatisme religieux. »

JUSTIFICATION

Le fanatisme religieux est un problème toujours croissant dans notre pays qui s'explique aussi par la présence massive d'étrangers non européens aux traditions religieuses et culturelles totalement différentes. Les émeutes raciales de novembre 2005 sont significatives à cet égard. Face à ce phénomène, l'État de droit démocratique doit réagir de la manière la plus ferme qui soit.

N° 239 de M. Johan DEMOL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« ou se rend coupable de l'utilisation de mots et de propos incendiaires inspirés par le fanatisme religieux ».

JUSTIFICATION

Le fanatisme religieux est un problème toujours croissant dans notre pays qui s'explique aussi par la présence massive d'étrangers non européens aux traditions religieuses et culturelles totalement différentes. Les émeutes raciales de novembre 2005 sont significatives à cet égard. Face à ce phénomène, l'État de droit démocratique doit réagir de la manière la plus ferme qui soit.

N° 240 de M. Johan DEMOL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« ou se rend coupable de l'utilisation de mots dont l'objectif est d'abolir la liberté d'expression ».

JUSTIFICATION

On ne peut en aucun cas abuser de la liberté de la presse et de la liberté d'expression pour plaider en faveur de la restriction de la liberté d'ex-

Nr. 238 van de heer Johan DEMOL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« of zich bezondigt aan opruiende taal en woorden die ingegeven zijn door religieus fanatisme. »

VERANTWOORDING

Het religieus fanatisme is een probleem dat in ons land – mede door de massale aanwezigheid van niet-Europese vreemdelingen met een totaal verschillende religieuze en culturele achtergrond – meer en meer de kop opsteekt. De rassensrellen van november 2005 zijn in dat opzicht tekenend. Tegen dit fenomeen moet door de democratische rechtstaat op de meest krachtige wijze weerwerk geboden worden.

Nr. 239 van de heer Johan DEMOL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« of zich bezondigt aan opruiende taal en woorden die ingegeven zijn door religieus fanatisme. »

VERANTWOORDING

Het religieus fanatisme is een probleem dat in ons land – mede door de massale aanwezigheid van niet-Europese vreemdelingen met een totaal verschillende religieuze en culturele achtergrond – meer en meer de kop opsteekt. De rassensrellen van november 2005 zijn in dat opzicht tekenend. Tegen dit fenomeen moet door de democratische rechtstaat op de meest krachtige wijze weerwerk geboden worden.

Nr. 240 van de heer Johan DEMOL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« of zich bezondigt aan het gebruik van woorden die ingegeven zijn door de bedoeling om de vrijheid van meningsuiting af te schaffen ».

VERANTWOORDING

De persvrijheid en de vrijheid van meningsuiting mogen in geen geval misbruikt worden voor pleidooien om de vrijheid van meningsuiting van

pression des autres. L'État de droit doit intervenir fermement dans un tel cas.

N° 241 de M. Johan DEMOL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« ou se rend coupable de l'utilisation de mots dont l'objectif est d'abolir la liberté d'expression ».

JUSTIFICATION

On ne peut en aucun cas abuser de la liberté de la presse et de la liberté d'expression pour plaider en faveur de la restriction de la liberté d'expression des autres. L'État de droit doit intervenir fermement dans un tel cas.

N° 242 de M. Johan DEMOL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« ou se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à s'introduire illégalement dans le domicile d'autrui ».

JUSTIFICATION

L'article 15 de la Constitution qui garantit l'inviolabilité du domicile est un principe important dans un État de droit démocratique. L'État de droit a le devoir d'intervenir fermement contre tout abus de la liberté de la presse qui violerait ce principe.

N° 243 de M. Johan DEMOL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« ou se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à s'introduire illégalement dans le domicile d'autrui ».

anderen te beknotten. De democratische rechtstaat moet in een dergelijk geval krachtig optreden.

Nr. 241 van de heer Johan DEMOL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« of zich bezondigt aan het gebruik van woorden die ingegeven zijn door de bedoeling om de vrijheid van meningsuiting af te schaffen ».

VERANTWOORDING

De persvrijheid en de vrijheid van meningsuiting mogen in geen geval misbruikt worden voor pleidooien om de vrijheid van meningsuiting van anderen te beknotten. De democratische rechtstaat moet in een dergelijk geval krachtig optreden.

Nr. 242 van de heer Johan DEMOL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« of zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot het wederrechtelijk binnendringen van andermans woning ».

VERANTWOORDING

De door artikel 15 van de Grondwet gewaarborgde onschendbaarheid van de woning is een belangrijk principe in een democratische rechtstaat. De rechtstaat heeft de plicht om krachtig op te treden tegen elk misbruik van de persvrijheid dat aan dit principe afbreuk doet.

Nr. 243 van de heer Johan DEMOL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« of zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot het wederrechtelijk binnendringen van andermans woning ».

JUSTIFICATION

L'article 15 de la Constitution qui garantit l'inviolabilité du domicile est un principe important dans un État de droit démocratique. L'État de droit a le devoir d'intervenir fermement contre tout abus de la liberté de la presse qui violerait ce principe.

N° 244 de M. Johan DEMOL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« ou se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à user de violence contre des personnes qui ne participent pas aux actes et aux cérémonies d'un culte ».

JUSTIFICATION

Il est inacceptable d'abuser de la liberté de la presse ou de la liberté d'expression pour inciter à user de violence contre des personnes qui ne participent pas aux actes et aux cérémonies d'un culte. On voit ici apparaître petit à petit le problème du fondamentalisme religieux. Face à ce phénomène, l'État de droit démocratique doit réagir de la manière la plus ferme qui soit.

N° 245 de M. Johan DEMOL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« ou se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à user de violence contre des personnes qui ne participent pas aux actes et aux cérémonies d'un culte ».

JUSTIFICATION

Il est inacceptable d'abuser de la liberté de la presse ou de la liberté d'expression pour inciter à user de violence contre des personnes qui ne participent pas aux actes et aux cérémonies d'un culte. On voit ici apparaître petit à petit le problème du fondamentalisme religieux. Face à ce phénomène, l'État de droit démocratique doit réagir de la manière la plus ferme qui soit.

VERANTWOORDING

De door artikel 15 van de Grondwet gewaarborgde onschendbaarheid van de woning is een belangrijk principe in een democratische rechtstaat. De rechtstaat heeft de plicht om krachtig op te treden tegen elk misbruik van de persvrijheid dat aan dit principe afbreuk doet.

Nr. 244 van de heer Johan DEMOL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« of zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot het gebruik van geweld tegen personen die niet deelnemen aan handelingen en aan plechtigheden van een eredienst ».

VERANTWOORDING

Het is onaanvaardbaar dat de persvrijheid of vrijheid van meningsuiting wordt misbruikt om aan te zetten tot het aanwenden van geweld tegen personen die niet deelnemen aan bepaalde religieuze handelingen en plechtigheden. De problematiek van het religieus fundamentalisme komt hier om de hoek kijken. Tegen dit fenomeen moet door de democratische rechtstaat op de meest krachtige wijze weerwerk geboden worden.

Nr. 245 van de heer Johan DEMOL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« of zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot het gebruik van geweld tegen personen die niet deelnemen aan handelingen en aan plechtigheden van een eredienst ».

VERANTWOORDING

Het is onaanvaardbaar dat de persvrijheid of vrijheid van meningsuiting wordt misbruikt om aan te zetten tot het aanwenden van geweld tegen personen die niet deelnemen aan bepaalde religieuze handelingen en plechtigheden. De problematiek van het religieus fundamentalisme komt hier om de hoek kijken. Tegen dit fenomeen moet door de democratische rechtstaat op de meest krachtige wijze weerwerk geboden worden.

N° 246 de M. Johan DEMOL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour braconnage.* ».

JUSTIFICATION

L'article 557 du Code pénal punit le braconnage.

Le législateur a en effet estimé que le vol des récoltes ou autres productions utiles de la terre fixées par les racines ou aux branches doit être considéré comme un larcin et mérite donc une peine moins sévère. Ce vol est donc disqualifié en contravention de deuxième classe, tout comme le délit d'avoir fait passer sur la parcelle d'autrui leurs chiens à un moment où elle était chargée de grains en tuyaux, de raisons ou autres produits mûrs ou voisins de la maturité. La peine de base établie pour ces infractions est une amende de 5 à 15 euros et une peine de prison de 1 à 4 jours qui peut être portée à 7 jours en cas de récidive.

Le législateur a en outre prévu que lorsque le vol de productions utiles de la terre fixées par les racines ou aux branches est commis au moyen de fausses clés par un fonctionnaire public dans le cadre de ses fonctions ou en utilisant le titre ou le signe distinctif d'un fonctionnaire, les peines seraient aggravées.

N° 247 de M. Johan DEMOL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour braconnage.* ».

JUSTIFICATION

L'article 557 du Code pénal punit le braconnage.

Le législateur a en effet estimé que le vol des récoltes ou autres productions utiles de la terre fixées par les racines ou aux branches doit être considéré comme un larcin et mérite donc une peine moins sévère. Ce vol est donc disqualifié en contravention de deuxième classe, tout comme le délit d'avoir fait passer sur la parcelle d'autrui leurs chiens à un moment

Nr. 246 van de heer Johan DEMOL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor moeskopperij.* ».

VERANTWOORDING

Moeskopperij wordt strafbaar gesteld volgens artikel 557 van het strafwetboek.

De wetgever oordeelde namelijk dat de roof van veldvruchten of andere nuttige wortel- of takvaste voortbrengselen van de bodem als kruimeldiefstal diende aanzien te worden en aldus een mildere straf verdiende. Deze diefstal werd aldus gediskwalificeerd tot een overtreding van de tweede klasse, net zoals het misdrijf van hondenloperij, met name het laten lopen van zijn hond op andermans perceel dat bezet is met graan op de halm, druiven aan de tros of andere rijpe of bijna rijpe voortbrengsels. dat met gewassen perceel. Als basisstraf voor deze vergrijpen werd een geldboete voorzien van 5 tot 15 euro en een gevangenisstraf van 1 dag tot 4 dagen die kan oplopen tot 7 dagen wanneer de hongerige worteldief, de moeskop geheten meermaals voor hetzelfde vergrijp gestraft wordt.

De wetgever heeft er zelfs aan toegevoegd dat wanneer de roof van wortel- of takvaste voortbrengselen van de bodem gepleegd zouden zijn met valse sleutels, door een openbaar ambtenaar door middel van zijn ambtbediening of met aanneming van de titel of het kenteken van een ambtenaar dit zwaardere straffen tot gevolg zouden hebben.

Nr. 247 van de heer Johan DEMOL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor moeskopperij.* ».

VERANTWOORDING

Moeskopperij wordt strafbaar gesteld volgens artikel 557 van het strafwetboek.

De wetgever oordeelde namelijk dat de roof van veldvruchten of andere nuttige wortel- of takvaste voortbrengselen van de bodem als kruimeldiefstal diende aanzien te worden en aldus een mildere straf verdiende. Deze diefstal werd aldus gediskwalificeerd tot een overtreding van de tweede klasse, net zoals het misdrijf van hondenloperij, met name het

où elle était chargée de grains en tuyaux, de raisons ou autres produits mûrs ou voisins de la maturité. La peine de base établie pour ces infractions est une amende de 5 à 15 euros et une peine de prison de 1 à 4 jours qui peut être portée à 7 jours en cas de récidive.

Le législateur a en outre prévu que lorsque le vol de productions utiles de la terre fixées par les racines ou aux branches est commis au moyen de fausses clés par un fonctionnaire public dans le cadre de ses fonctions ou en utilisant le titre ou le signe distinctif d'un fonctionnaire, les peines seraient aggravées.

N° 248 de M. Johan DEMOL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour avoir fait aboyer des chiens contre des passants. ».

JUSTIFICATION

L'article 556 du Code pénal déclare que sont punissables, « ceux qui auront excité ou n'auront pas retenu leurs chiens, lorsqu'ils attaquent ou poursuivent les passants, quant bien même il n'en serait résulté aucun mal ou dommage. ».

N° 249 de M. Johan DEMOL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour avoir fait aboyer des chiens contre des passants. ».

JUSTIFICATION

L'article 556 du Code pénal déclare que sont punissables, « ceux qui auront excité ou n'auront pas retenu leurs chiens, lorsqu'ils attaquent ou poursuivent les passants, quant bien même il n'en serait résulté aucun mal ou dommage. ».

laten lopen van zijn hond op andermans perceel dat bezet is met graan op de halm, druiven aan de tros of andere rijpe of bijna rijpe voortbrengsels, dat met gewassen perceel. Als basisstraf voor deze vergrijpen werd een geldboete voorzien van 5 tot 15 euro en een gevangenisstraf van 1 dag tot 4 dagen die kan oplopen tot 7 dagen wanneer de hongerige worteldief, de moeskop geheten meermaals voor hetzelfde vergrijp gestraft wordt.

De wetgever heeft er zelfs aan toegevoegd dat wanneer de roof van wortel- of takvaste voortbrengselen van de bodem gepleegd zouden zijn met valse sleutels, door een openbaar ambtenaar door middel van zijn ambtbediening of met aanneming van de titel of het kenteken van een ambtenaar dit zwaardere straffen tot gevolg zouden hebben.

Nr. 248 van de heer Johan DEMOL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor het laten blaffen van honden naar voorbijgangers. ».

VERANTWOORDING

Artikel 556 van het strafwetboek bepaalt dat strafbaar zijn, « Zij die hun honden aanhitsen of niet terughouden, wanneer deze de voorbijgangers aanvallen of vervolgen, zelfs als er geen kwaad of schade uit volgt. ».

Nr. 249 van de heer Johan DEMOL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor het laten blaffen van honden naar voorbijgangers. ».

VERANTWOORDING

Artikel 556 van het strafwetboek bepaalt dat strafbaar zijn, « Zij die hun honden aanhitsen of niet terughouden, wanneer deze de voorbijgangers aanvallen of vervolgen, zelfs als er geen kwaad of schade uit volgt. ».

Johan DEMOL (N)
Valérie SEYNS (N)

N° 250 de MM. Erland PISON (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour délit d'initié dans des opérations boursières.* ».

JUSTIFICATION

Le délit d'initié dans des opérations boursières est réglé par l'AR du 5 août 1990.

N° 251 de MM. Erland PISON (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour délit d'initié dans des opérations boursières.* ».

JUSTIFICATION

Le délit d'initié dans des opérations boursières est réglé par l'AR du 5 août 1990.

N° 252 de MM. Erland PISON (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique auquel il appartient ou l'un de ses membres est condamné pour insolvabilité frauduleuse.* ».

JUSTIFICATION

L'insolvabilité frauduleuse est punie en vertu de l'article 490bis du Code pénal.

Nr. 250 van de heren Erland PISON (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor misbruik van voorkennis in beurszaken.* ».

VERANTWOORDING

Misbruik van voorkennis in beurszaken wordt geregeld via het KB van 5 augustus 1991.

Nr. 251 van de heren Erland PISON (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor misbruik van voorkennis in beurszaken.* ».

VERANTWOORDING

Misbruik van voorkennis in beurszaken wordt geregeld via het K.B. van 5 augustus 1991.

Nr. 252 van de heren Erland PISON (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende zin te vervolledigen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij waartoe de fractie behoort of waarvan een van haar leden wordt veroordeeld voor bedrieglijk onvermogen.* ».

VERANTWOORDING

Bedrieglijk onvermogen wordt bestraft volgens artikel 490bis van het strafwetboek.

N° 253 de MM. Erland PISON (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour insolvabilité frauduleuse.* ».

JUSTIFICATION

L'insolvabilité frauduleuse est punie en vertu de l'article 490bis du Code pénal.

N° 254 de MM. Erland PISON (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour avoir attenté aux personnes et aux propriétés en bande.* ».

JUSTIFICATION

Attenter aux personnes et aux propriétés en bande est puni en vertu des articles 322-326 du Code pénal.

N° 255 de MM. Erland PISON (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* la phrase suivante :

« *Un groupe politique ne peut être reconnu ou conserver le bénéfice de la reconnaissance lorsque le parti politique qu'il représente, celui auquel ce dernier a succédé ou une de leurs composantes est condamné pour avoir attenté aux personnes et aux propriétés en bande.* ».

Nr. 253 van de heren Erland PISON (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor bedrieglijk onvermogen.* ».

VERANTWOORDING

Bedrieglijk onvermogen wordt bestraft volgens artikel 490bis van het strafwetboek.

Nr. 254 van de heren Erland PISON (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor aanslagen op personen en eigendommen in bende.* ».

VERANTWOORDING

Aanslagen op personen en eigendommen in bende wordt bestraft volgens artikels 322-326 van het strafwetboek.

Nr. 255 van de heren Erland PISON (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende zin aan het slot toe te voegen :

« *Een politieke fractie kan niet worden erkend of kan haar erkenning niet behouden wanneer de politieke partij die ze vertegenwoordigt, de partij die door die laatste opgevolgd is of een van de componenten ervan wordt veroordeeld voor aanslagen op personen en eigendommen in bende.* ».

JUSTIFICATION

Attenter aux personnes et aux propriétés en bande est puni en vertu des articles 322-326 du Code pénal.

N° 256 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« ou lorsqu'un des membres se rend coupable de la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des méfaits commis par les rebelles maoïstes au Népal. ».

JUSTIFICATION

Une rébellion maoïste contre le gouvernement a éclaté en 1996 au Népal. Entre 1996 et 2005, les rebelles de gauche ont tué au moins 4.500 Népalais. Dans les districts où ils ont pris le pouvoir par les armes ils ont aussi installé un régime de terreur. Ainsi, tout le monde est tenu de céder 5 % de son salaire aux rebelles, en guise de « taxe » révolutionnaire. Ceux qui ne peuvent pas payer suffisamment sont torturés et assassinés.

Un membre au moins de chaque famille doit aussi intégrer les troupes maoïstes.

Les organisations internationales de défense des droits de l'homme évoquent aussi des cas d'enlèvements d'enfants à des fins d'endoctrinement par les rebelles socialistes. D'autres enfants seraient utilisés comme boucliers humains par ces héros de gauche.

N° 257 de MM. Frederic ERENS (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« Ainsi que pour la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des méfaits commis par les rebelles maoïstes au Népal. ».

JUSTIFICATION

Une rébellion maoïste contre le gouvernement a éclaté en 1996 au Népal. Entre 1996 et 2005, les rebelles de gauche ont tué au moins 4.500 Népalais. Dans les districts où ils ont pris le pouvoir par les armes

VERANTWOORDING

Aanslagen op personen en eigendommen in bende wordt bestraft volgens artikels 322-326 van het strafwetboek.

Erland PISON (N)
Jos VAN ASSCHE (N)

Nr. 256 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« of wanneer een van haar leden zich bezondigt aan het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de wandaden van de maoïstische rebellen in Nepal. ».

VERANTWOORDING

In 1996 begon in Nepal een opstand van maoïstische rebellen tegen de regering. Tussen 1996 en 2005 doodden de linkse opstandelingen maar liefst 4.500 Nepalezen. Tevens voeren ze een bewind van terreur in die districten waar ze gewapenderhand de macht hebben gegrepen. Zo dient iedereen verplicht 5 % van zijn loon af te staan aan de rebellen, als een soort van revolutionaire belasting. Mensen die niet voldoende kunnen betalen worden gefolterd en gedood.

Tevens dient elk gezin verplicht minstens één gezinslid te leveren aan de maoïstische troepen.

Internationale mensenrechtenorganisaties noemen ook gevallen waarbij de socialistische rebellen kinderen ontvoeren om ze te indoctrineren. Andere kinderen zouden door deze linkse helden als levend schild worden gebruikt.

Frederic ERENS (N)
Valérie SEYNS (N)

Nr. 257 van de heren Frederic ERENS (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« evenals voor het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de wandaden van de maoïstische rebellen in Nepal. ».

VERANTWOORDING

In 1996 begon in Nepal een opstand van maoïstische rebellen tegen de regering. Tussen 1996 en 2005 doodden de linkse opstandelingen maar liefst 4.500 Nepalezen. Tevens voeren ze een bewind van terreur in die

ils ont aussi installé un régime de terreur. Ainsi, tout le monde est tenu de céder 5 % de son salaire aux rebelles, en guise de « taxe » révolutionnaire. Ceux qui ne peuvent pas payer suffisamment sont torturés et assassinés. Un membre au moins de chaque famille doit aussi intégrer les troupes maoïstes.

Les organisations internationales de défense des droits de l'homme évoquent aussi des cas d'enlèvements d'enfants à des fins d'endoctrinement par les rebelles socialistes. D'autres enfants seraient utilisés comme boucliers humains par ces héros de gauche.

N° 258 de M. Johan DEMOL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« ou se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à la confusion d'intérêts. ».

JUSTIFICATION

La confusion d'intérêts conduit à des situations inacceptables comme, par exemple, au sein du Parti Socialiste où ces pratiques sont monnaie courante; en témoignent les derniers scandales en Wallonie.

N° 259 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« ou se rend coupable de l'utilisation de mots qui incitent à la confusion d'intérêts ».

JUSTIFICATION

La confusion d'intérêts conduit à des situations inacceptables comme, par exemple, au sein du Parti Socialiste où ces pratiques sont monnaie courante; en témoignent les derniers scandales en Wallonie.

districten waar ze gewapenderhand de macht hebben gegrepen. Zo dient iedereen verplicht 5 % van zijn loon af te staan aan de rebellen, als een soort van revolutionaire belasting. Mensen die niet voldoende kunnen betalen worden gefolterd en gedood. Tevens dient elk gezin verplicht minstens één gezinslid te leveren aan de maoïstische troepen.

Internationale mensenrechtenorganisaties noemen ook gevallen waarbij de socialistische rebellen kinderen ontvoeren om ze te indoctrineren. Andere kinderen zouden door deze linkse helden als levend schild worden gebruikt.

Frederic ERENS (N)
Erland PISON (N)

Nr. 258 van de heer Johan DEMOL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« of zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot belangenvermenging. ».

VERANTWOORDING

Belangenvermenging leidt tot onaanvaardbare toestanden zoals bijvoorbeeld binnen de Parti Socialiste waar deze praktijken schering en inslag zijn; getuige hiervan de recentste schandalen in Wallonië.

Johan DEMOL (N)
Valérie SEYNS (N)

Nr. 259 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« of zich bezondigt aan het gebruik van woorden waarbij aangezet wordt tot belangenvermenging. ».

VERANTWOORDING

Belangenvermenging leidt tot onaanvaardbare toestanden zoals bijvoorbeeld binnen de Parti Socialiste waar deze praktijken schering en inslag zijn; getuige hiervan de recentste schandalen in Wallonië.

N° 260 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« *ou se rend coupable de confusion d'intérêts.* ».

JUSTIFICATION

La confusion d'intérêts conduit à des situations inacceptables comme, par exemple, au sein du Parti Socialiste où ces pratiques sont monnaie courante; en témoignent les derniers scandales en Wallonie.

N° 261 de M. Johan DEMOL (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« *ou se rend coupable de confusion d'intérêts.* ».

JUSTIFICATION

La confusion d'intérêts conduit à des situations inacceptables comme, par exemple, au sein du Parti Socialiste où ces pratiques sont monnaie courante; en témoignent les derniers scandales en Wallonie.

N° 262 de MM. Johan DEMOL (N) et Frederic ERENS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« *ou nie, minimise, justifie ou approuve les crimes d'honneur.* ».

JUSTIFICATION

Dans l'ensemble du monde islamique, les crimes d'honneur font tout naturellement partie de l'ordre social. Au Pakistan, il arrive même souvent que les filles soient assassinées ou aspergées d'acide sulfurique lorsqu'elles refusent une demande en mariage. Les hommes assassinent par-

Nr. 260 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« *of zich bezondigt aan belangenvermenging.* ».

VERANTWOORDING

Belangenvermenging leidt tot onaanvaardbare toestanden zoals bijvoorbeeld binnen de Parti Socialiste waar deze praktijken schering en inslag zijn; getuige hiervan de recentste schandalen in Wallonië.

Frederic ERENS (N)
Valérie SEYNS (N)

Nr. 261 van de heer Johan DEMOL (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« *of zich bezondigt aan belangenvermenging.* ».

VERANTWOORDING

Belangenvermenging leidt tot onaanvaardbare toestanden zoals bijvoorbeeld binnen de Parti Socialiste waar deze praktijken schering en inslag zijn; getuige hiervan de recentste schandalen in Wallonië.

Johan DEMOL (N)
Valérie SEYNS (N)

Nr. 262 van de heren Johan DEMOL (N) en Frederic ERENS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« *of het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van eremoorden.* ».

VERANTWOORDING

In heel de islamitische wereld is eerwraak een vanzelfsprekend onderdeel van de sociale ordening. In Pakistan worden meisjes vaak zelfs vermoord of met zwavelzuur overgoten als ze een huwelijksaanzoek afwijzen. Mannen vermoorden soms hun echtgenote omdat zij op straat met

fois leur épouse parce qu'elle a parlé en rue avec un autre homme. Pas parce qu'elle a eu des relations sexuelles, pas parce qu'elle a flirté, uniquement pour une conversation. Au Pakistan, il n'est pas rare qu'une femme soit arrosée d'essence et brûlée vive. Même dans la Turquie relativement occidentalisée, les « crimes d'honneur » sont monnaie courante. Si un homme soupçonne son épouse d'infidélité, alors on s'attend à ce qu'il assassine son rival. Il s'agit d'un acte approuvé et encouragé socialement, et les tribunaux le considèrent comme une circonstance atténuante, souvent même une cause d'excuse.

Dans les autres pays islamiques aussi, le sang doit couler pour venger l'honneur. Parfois, les parents tuent leurs filles et les frères leurs soeurs parce qu'ils les soupçonnent d'avoir eu des relations sexuelles avant le mariage. L'écrivaine berbère algérienne et chanteuse Djura en donne de nombreux exemples dans son livre « Le voile du silence ». Elle a d'ailleurs failli être assassinée par son frère parce qu'elle vivait avec un Français. Elle et son ami ont tous deux été gravement blessés mais ils ont survécu. Et sa terrible expérience n'est pas un cas isolé.

Il y a quelques années, une jeune fille turque a été assassinée en France par ses parents et ses frères parce qu'elle avait flirté avec un jeune Français. Ils n'avaient pas eu de relations sexuelles, leur crime le plus terrible avait été un baiser passionné ; qui lui a valu la peine capitale. Une équipe de reportage d'une chaîne de télévision française s'est rendue dans le village turc dont la famille était originaire et a demandé aux habitants leur réaction face au drame. La réponse la plus représentative est venue d'un vieux père de famille qui s'est exclamé avec une sainte indignation : « Si cela avait été ma fille, je l'aurais aussi tuée. ».

Aux États-Unis, un Palestinien a tué sa fille parce qu'elle menait une vie trop dissolue à ses yeux : il a poignardé sa fille à plusieurs reprises pendant que sa mère la tenait par les bras (!). L'assassin était en relations avec un groupe terroriste et était surveillé en permanence. Les détails de ce meurtre furent donc enregistrés par les micros de la FBI. Mais dans la plupart des cas, de tels crimes d'honneur sont simplement classés comme des accidents, des suicides ou des meurtres non résolus ...

Aux Pays-Bas aussi, dans le milieu immigré, les crimes d'honneur sont de plus en plus fréquents. La ministre de l'Intégration, Rita Verdonck a qualifié d'inquiétant le nombre de crimes d'honneur. Elle a annoncé des mesures pour s'attaquer au problème. On a donc affecté 200.000 euros, des plus nécessaires, à cet objectif. En quelques mois, d'octobre 2004 à mars 2005, onze crimes d'honneur ont été commis aux Pays-Bas. Dans 26 autres cas, on a recouru à la violence pour venger « l'honneur » de la famille et dans environ 30 cas des personnes ont été menacées. Tous les observateurs s'accordent à dire que ces chiffres ne sont que la partie émergée de l'iceberg. La plupart des cas ne sont jamais signalés. Dans 43 % des cas rapportés, il s'agit de familles turques. On a aussi trouvé des cas de crimes d'honneur dans des familles kosovares, irakiennes et marocaines. En dehors du milieu islamique, on a aussi signalé quelques cas impliquant des Colombiens et des Antillais. La police suppose qu'à ce jour les actions préventives ont permis d'éviter chaque année une quinzaine de crimes d'honneur.

Samia Sarwar, âgée de 29 ans et mère de deux enfants, a été abattue le 6 avril 1999 devant le bureau de son avocat. Après des années de violence domestique, Samia a tenté de divorcer de son mari violent. Toutefois, sa famille a estimé qu'elle portait ainsi atteinte à l'honneur de la famille et qu'il fallait donc la tuer. Son avocate, Hina Jilani, fut aussi visée par les coups de feu mais ne fut pas blessée. Une collègue, Shahtaj Qisalbash, a été enlevée puis relâchée par la suite.

En 1995, Samia Sarwar avait temporairement regagné le domicile parental parce que son époux l'avait poussée dans les escaliers alors qu'elle attendait son deuxième enfant. À l'époque, elle avait demandé l'aide de ses parents pour divorcer de son mari mais ils avaient refusé de l'aider. En mars 1999, la coupe était pleine et Samia avait fui vers Lahore. Par l'intermédiaire de ses avocats, elle avait gardé le contact avec sa famille.

een andere man heeft gepraat. Geen seks, geen flirt, gewoon een gesprek. In Pakistan gebeurt dat heel vaak door een vrouw met benzine te overgieten en levend te verbranden. Zelfs in het relatief westerse Turkije zijn zogenaamde « ermoorden » de gewoonste zaak van de wereld. Als een man zijn echtgenote van ontrouw verdenkt, dan wordt van hem verwacht dat hij zijn rivaal vermoordt. Dat wordt maatschappelijk goedgekeurd en aangemoedigd, en de rechtbanken beschouwen het als een verzachtende omstandigheid, vaak zelfs als een verschoningsgrond.

Ook in andere islamitische landen moet er bloed vloeien om de « eer » te wreken. Ouders vermoorden soms hun dochters en broers vermoorden hun zusters omdat ze hen verdenken van een seksuele relatie voor het huwelijk. De Algerijnse-Berberse schrijfster en zangeres Djura geeft daarvan een groot aantal voorbeelden in haar boek « Een sluier van Stilte ». Ze werd trouwens zelfs bijna door haar broer vermoord omdat zij samenwoonde met een Fransman. Zowel zichzelf als haar vriend liepen zware verwondingen op, maar ze bleven allebei in leven. En haar verschrikkelijke ervaring is absoluut niet uniek.

Enige jaren geleden werd een Turks meisje in Frankrijk door haar ouders en haar broers vermoord omdat zij met een Franse jongen had geflirt. Ze hadden geen seksuele betrekkingen gehad, hun ergste wandaad was een hartstochtelijke kus. Maar daar stond de doodstraf op. Een reportageploeg van een Frans tv-station trok ook naar het Turkse dorp waarvan die familie afkomstig was, en daar vroegen ze de inwoners naar hun reactie op dat drama. Het meest typerende antwoord kwam van een oudere huisvader die met heilige verontwaardiging zei : « Als het mijn kind was geweest, zou ik haar ook vermoord hebben. ».

In de Verenigde Staten vermoordde een Palestijn zijn dochter omdat ze naar zijn normen een te losbandig leven leidde : hij stak het meisje herhaaldelijk met een mes terwijl haar moeder haar armen vasthield (!). De moordenaar had banden met een terroristische groepering, en hij stond onder permanente surveillance. De details over deze moord werden dan ook door de microfoons van het FBI geregistreerd. Maar in de meeste gevallen worden zo'n ermoorden gewoon geseponeerd als ongelukken, zelfmoorden of onopgeloste misdaden ...

Ook in Nederland worden in het migrantenmilieu steeds meer ermoorden gepleegd. Minister van Integratie Rita Verdonck noemde het aantal gevallen van eerwraak « zorgwekkend ». Zij kondigde maatregelen aan om het probleem aan te pakken. Daarvoor wordt 200.000 euro uitgetrokken. Dat is ook hard nodig. In enkele maanden tijd, tussen oktober 2004 en maart 2005 werden in Nederland elf ermoorden gepleegd. In nog eens zeventwintig gevallen werd geweld gebruikt om de « eer » van de familie te wreken, in ongeveer dertig gevallen werden mensen bedreigd. Alle waarnemers zijn het erover eens dat deze cijfers slechts het topje van de ijsberg zijn. De meeste gevallen worden nooit gerapporteerd. In 43 % van de geregistreerde gevallen ging het om Turkse families. Er kwamen ook gevallen van eerwraak voor in Kosovarse, Iraakse en Marokkaanse families. Buiten het islamitische milieu werden ook enkele gevallen gesignaleerd waarbij Colombianen en Antillianen betrokken waren. De politie vermoedt dat ze tot nu toe door preventief ingrijpen jaarlijks een vijftiental ermoorden heeft kunnen voorkomen.

Samia Sarwar, een 29-jarige moeder van twee jonge kinderen, werd op 6 april 1999 voor het kantoor van haar advocaat doodgeschoten. Samia probeerde na jaren van huiselijk geweld een scheiding van haar gewelddadige echtgenoot te bemachtigen. Haar familie vond echter, dat zij door dit doen de eer van de familie had aangetast, en daarom moest ze worden gedood. Samia's advocaat Hina Jilani was ook onder vuur genomen, maar ongedeerd gebleven. Een collega Shahtaj Qisalbash, werd ontvoerd en na verloop van tijd vrijgelaten.

Samia Sarwar was in 1995 tijdelijk teruggekeerd naar haar ouderlijk huis, omdat haar echtgenoot haar van de trap had gegooid, terwijl ze in verwachting was van haar tweede kind. Ze had toen haar ouders om hulp gevraagd bij de scheiding van haar man, maar de ouders weigerden iedere medewerking. In maart 1999 was de maat vol voor Samia, zij vluchtte naar Lahore. Via haar advocaten hield ze contact met haar familie. Ten-

Elle avait fini par accepter de rencontrer sa mère, à condition que celle-ci vienne seule (car elle craignait pour sa vie).

Le 6 avril, la mère de Samia vint au bureau de Hina Jilani. Elle était accompagnée de l'oncle de Samia et d'un autre homme, qui devait so-disant la soutenir pour marcher. Une fois à l'intérieur, l'homme sortit une arme, tua Samia, tira sur Hina et prit la fuite en emmenant Shahtaj, qui fut libérée plus tard.

Des membres de la chambre de commerce de Peshawar, présidée par le père de Samia, et l'uléma local (théologien musulman) ont déclaré publiquement que les crimes d'honneur sont conformes aux traditions religieuses et tribales. Ils ont en outre accusé Hina et sa soeur Asma Jahangir, elle aussi avocate des droits de l'homme, de « tromper » les femmes. Une fatwa appelle les croyants à tuer les deux hérétiques.

En 2002, Asma Jahangir a reçu le Geuzenpenning (prix néerlandais pour les droits de l'homme).

Hina Jilani et sa soeur Asma Jahangir sont des avocates des droits de l'homme respectées sur le plan international. Elles sont connues pour défendre les droits de la femme au Pakistan. Asma Jahangir est également rapporteuse spéciale de l'ONU chargée de la question des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires.

Quelques jours plus tard, le 12 avril, le rapporteur spécial de l'ONU chargé de la question de l'indépendance des juges et des avocats, Param Coomaraswamy, s'adressait publiquement à la commission de l'ONU des droits de l'homme. Il fit état de sa grande inquiétude au sujet des crimes d'honneur et, plus particulièrement, des menaces dont sont victimes les avocats des droits de l'homme. Param Coomaraswamy a appelé les autorités pakistanaises à respecter leurs obligations internationales par rapport aux principes de l'ONU concernant le rôle des avocats et à assurer immédiatement la sécurité d'Asma Jahangir et de ses collègues.

Bien que les autorités pakistanaises aient fait savoir à la commission de l'ONU pour les droits de l'homme que toutes les mesures allaient être prises pour protéger Asma, elles n'ont pas condamné publiquement les menaces. Il n'y a pas eu de réaction officielle aux fatwas et les autorités n'ont rien tenté pour arrêter les meurtriers. Bien que tout le monde sache qui a commis le meurtre, personne n'a été inculpé ni arrêté en dépit des protestations publiques et des pétitions adressées à la cour.

Les vies de millions de femmes pakistanaises sont déterminées par la tradition du purdah (voile) et l'obéissance aux hommes. La conception traditionnelle de l'honneur restreint les droits les plus élémentaires des femmes. Chaque année, au Pakistan, des milliers de femmes de tous âges sont assassinées dans tout le pays au nom de l'honneur.

Les crimes d'honneur sont en hausse constante ces dernières années car le concept d'honneur semble toujours s'étendre. Les soupçons les plus vagues comme une rumeur de village ou, dans les cas les plus extrêmes, un homme qui rêve de l'infidélité de son épouse, suffisent à déclencher une violence extrême. Dans ces cas, les femmes n'ont même pas la possibilité de dissiper un éventuel malentendu. La seule manière acceptée socialement pour restaurer l'honneur de l'époux et de la famille est de bannir la femme, de l'attaquer ou de la tuer. Dans de telles affaires d'honneur, la femme est perçue comme la coupable et le mari comme celui devant se défendre. Les crimes d'honneur touchent divers pays, dont le Pakistan, l'Irak, la Turquie et la Jordanie. Dans ce dernier pays, les crimes d'honneur sont de moins en moins bien acceptés dans la société probablement parce que la famille royale a condamné ces violences au cours des dernières années.

Les tentatives prudentes de femmes pakistanaises pour réclamer leur droits, comme celui de choisir leur époux ou de pouvoir divorcer d'un époux violent, sont aussi de plus en plus souvent perçues comme des atteintes à l'honneur. Cette émancipation prudente a entraîné une réaction

slotte stemde ze toe om haar moeder te ontmoeten, mits zij alleen zou komen (want zij vreesde voor haar leven).

Op 6 april kwam Samia's moeder naar het kantoor van Hina Jilani. Zij was in het gezelschap van Samia's oom en een andere man, die zogenaamd de moeder bij het lopen moest ondersteunen. Eenmaal binnen, haalde de man een geweer tevoorschijn, schoot Samia dood, schoot op Hina en op de vluchtweg nam hij Shahtaj mee. Later werd zij vrijgelaten.

Leden van de Kamer van Koophandel in Peshawar, waarvan Samia's vader voorzitter is, en de lokale ulema (islamitische schriftgeleerden) hebben publiekelijk verklaard, dat de eremoord in lijn is met de religieuze en tribale tradities. Ook hebben zij Hina en haar zuster Asma Jahangir, die eveneens mensenrechtenadvocaat is, beschuldigd van het « misleiden » van vrouwen. In een fatwa worden de gelovigen opgeroepen de twee ketterse vrouwen te doden.

Asma Jahangir kreeg in 2002 de Geuzenpenning.

Hina Jilani en haar zuster Asma Jahangir zijn internationaal gerespecteerde mensenrechtenadvocaten, en bekende voorvechters van de rechten van vrouwen in Pakistan. Asma Jahangir is eveneens Speciale Rapporteur van de VN inzake Buitengerechtigde, Standrechtelijke of Willekeurige Executies.

Een aantal dagen later op 12 april deed de Speciale VN Rapporteur betreffende de Onafhankelijkheid van rechters en advocaten, Param Coomaraswamy, een publieke uitspraak richting de VN Commissie voor de Rechten van de Mens. Hij sprak zijn grote bezorgdheid uit over de ermoorden, en in het bijzonder over de bedreigingen van de mensenrechtenadvocaten. Param Coomaraswamy riep de Pakistaanse overheid op zich te houden aan haar internationale verplichtingen volgens de VN Principes inzake de Rol van Advocaten en om onmiddellijk de veiligheid te garanderen van Asma Jahangir en haar collega's.

Ondanks dat de Pakistaanse overheid de VN Commissie voor de Rechten van de Mens heeft bericht, dat alle maatregelen genomen zouden worden om Asma te beschermen, heeft ze geen enkele publieke veroordeling van de dreigementen uitgesproken. Er is geen officiële reactie geweest op de fatwa's en ook heeft de overheid geen poging ondernomen de moordenaars te arresteren. Ondanks het feit dat iedereen weet wie de moord heeft gepleegd, ondanks publieke protesten en petitie naar het gerechtshof, is niemand voorgeleid of gearresteerd.

De levens van miljoenen Pakistaanse vrouwen worden bepaald door gewoonten van de purdah en gehoorzaamheid aan mannen. Traditionele visies op de eer beperken de meest basale rechten van vrouwen. Elk jaar worden in Pakistan duizenden vrouwen, van alle leeftijden en in alle delen van het land, vermoord uit naam van de eer.

Het aantal ermoorden lijkt de laatste jaren gestaag toe te nemen, omdat eer een steeds breder begrip schijnt te worden. De meest vage verdenkingen, zoals een dorpsgerucht of in een extreem geval, de droom van een man over het overspel van zijn vrouw, is genoeg om zwaar geweld te ontlokken. Vrouwen wordt in die gevallen niet eens de kans geboden eventuele misverstanden op te helderen. De enige sociaal geaccepteerde manier voor de echtgenoot en familie om de eer op te schonen is de vrouw buiten te sluiten, aan te vallen of te vermoorden. In dergelijke eerezaken wordt de vrouw als schuldige gezien en de man als iemand die zich moet verdedigen. Meldingen van ermoorden komen uit verschillende landen, waaronder Pakistan, Irak, Turkije en Jordanië. In het laatste land neemt de maatschappelijke goedkeuring voor eerwraak af, waarschijnlijk omdat de koninklijke familie van Jordanië de laatste jaren zich fel uitgesproken heeft tegen dit geweld.

Voorzichtige stappen van Pakistaanse vrouwen om hun rechten op te eisen, zoals het zelf kiezen van een echtgenoot of het willen scheiden van een gewelddadige man, worden ook in toenemende mate gezien als een aantasting van de eer. De reactie op deze voorzichtige emanci-

forte et rapide qui s'est traduite par une augmentation des crimes d'honneur.

Au Pakistan, le code d'honneur est à l'origine une tradition des Baluch et des Pathan. Lorsqu'une femme se marie, la famille du futur époux paie une dot au père. Si la femme est « salie », le père (ou l'époux si elle est déjà mariée) a droit à une compensation. Quand un époux tue sa femme prétendument adultère et que l'amant supposé parvient à s'échapper, l'amant doit alors payer une compensation pour la mort de la femme et pour sa vie sauve. Souvent, l'amant donne une de ses sœurs et une forte somme d'argent.

Les mariages Satta-watta, l'échange d'enfants pour renforcer les liens familiaux, sont un lourd fardeau pour les femmes. Si plus tard elles choisissent un autre époux que celui à qui elles ont été promises enfant, il est fréquent qu'elles soient enlevées par leur propre famille et qu'elles disparaissent à jamais.

Les concepts d'honneur et de honte diffèrent pour les hommes et les femmes, bien qu'en théorie ils soit valables pour les deux sexes. Il ressort d'une enquête effectuée dans le nord du Baluchistan et dans la province frontalière du nord-ouest qu'on ne punit pas les hommes des relations illégitimes alors qu'on peut tuer les femmes à la moindre rumeur. Selon la Sindh Graduates Association, on a signalé 132 crimes d'honneur rien que pour le premier trimestre 1999.

Le droit pénal comporte une série de règles très discriminatoires, les règles relatives à l'adultère étant les plus terribles. Si une femme est violée et qu'elle ne parvient pas à trouver quatre témoins, elle sera accusée d'adultère. Le témoignage d'une femme ne vaut que la moitié de celui d'un homme. Lorsqu'une femme est libérée, souvent elle est assassinée par la suite par sa famille. Les lois de Qisas et Diyat (concernant les lésions corporelles, la mort pour dette ou meurtre) permettent aux familles des victimes et des suspects de se mettre d'accord sur le degré de la peine. Cela peut mener à des situations où le suspect est sur le point d'être exécuté tandis que les familles sont toujours en pleines négociations. Il arrive aussi que la famille puisse pardonner le meurtrier et que des hommes soient punis différemment selon qu'ils aient assassiné leur épouse ou quelqu'un d'autre. Généralement, les femmes ne peuvent pas négocier elles-mêmes et elles ont aussi moins de chances d'être libérées à la suite de telles négociations entre les familles.

La police entretient la tradition en ne protégeant pas les femmes mais en les condamnant en acceptant, contre de l'argent, de ramener les femmes dans leur famille ou leur clan et en refusant d'enregistrer les plaintes contre des suspects.

Quand il y a un procès, l'affaire est traitée avec une grande souplesse. Il y a de nombreuses manières de contourner la loi pour permettre à un « meurtrier d'honneur » de s'en tirer. La tradition reste donc immuable. Pire encore, le crime d'honneur est de plus en plus souvent utilisé comme couverture pour des crimes commis pour d'autres motifs. En juillet 1999, le sénat a rejeté une résolution condamnant les crimes d'honneur.

Voici les raisons des crimes d'honneur : la volonté d'épouser l'homme de son choix, le refus d'un mariage arrangé, l'adultère (supposé), ou la demande de divorce. Même en cas de viol c'est la femme qui est jugée coupable. Par exemple, Jamilla, 16 ans, a été violée à plusieurs reprises par un jeune fonctionnaire du département provincial d'agriculture. Son oncle a déposé plainte auprès de la police qui a en revanche arrêté la jeune fille avant de la livrer à son clan. En mars 1999, elle fut abattue sur décision du conseil tribal des anciens à cause du déshonneur qu'elle avait infligé au clan et que seule la mort pouvait laver. La police enferma le violeur pour assurer sa sécurité lorsque le clan était à sa recherche.

Le Pakistan a ratifié la Convention des Nations Unies sur les femmes. Il est donc tenu de garantir les droits des femmes.

patie is zowel hard als snel, resulterend in een toename aan eremoorden.

Oorspronkelijk is in Pakistan de erecode een Baluch en Pathaanse traditie. Als vrouwen trouwen, dan betaalt de familie van de bruidegom een bruidsprijs aan de vader. Als de vrouw « aangetast » is dan heeft de vader of – als ze gehuwd is – de echtgenoot een recht op compensatie. Wanneer een echtgenoot zijn vermeende overspelige vrouw doodt en haar vermeende minnaar weet te ontsnappen, dan behoort de minnaar een prijs te betalen voor het leven van de vrouw, dat verloren is gegaan en voor zijn leven dat gered is. Vaak overhandigt de minnaar een zuster samen met een grote som geld.

Satta-watta huwelijken, de uitwisseling van kinderen om familiebanden te smeden, omvat een grote last voor vrouwen. Wanneer zij later een andere echtgenoot kiezen, dan aan wie zij als kind beloofd zijn, dan komt het regelmatig voor dat zij ontvoerd worden door eigen familie en nooit meer terugkeren.

Ideeën over eer en schaamte gelden niet gelijkkelijk voor mannen en vrouwen, hoewel in theorie ze wel voor beide seksen geldt. Uit onderzoek in Noord Baluchistan en de Noordwestelijke Grensprovincie, konden mannen ongestraft voort na hun « ongelimiteerde » relatie, terwijl vrouwen vermoord konden worden naar aanleiding van het kleinste gerucht. Volgens de Sindh Graduates Association werden alleen al in de eerste drie maanden van 1999, 132 eremoorden gemeld.

Het strafrecht heeft een aantal zeer discriminerende wetregels en waarvan de regels met betrekking tot overspel het ergst zijn. Vrouwen die verkracht zijn en geen vier getuigen weten te vinden worden beschuldigd van overspel. Een getuigenis van een vrouw is namelijk maar de helft waard van die van een man. Wanneer de vrouwen toch vrijkomen, worden ze regelmatig achteraf gedood door familie. De wet op Qisas en Diyat (betreffende lichamelijk letsel, dood door schuld en moord) maakt het mogelijk voor de families van slachtoffer en verdachte om te onderhandelen over de strafmaat. Dit kan tot situaties leiden dat de verdachte al op het executie terrein staat, terwijl de families nog druk staan te onderhandelen. Ook komt het erop neer dat de familie de moordenaar kan vergeven en dat mannen die hun echtgenoten vermoorden niet op dezelfde manier worden gestraft als wanneer een ander was vermoord. Vrouwen kunnen meestal niet zelf onderhandelen en zij hebben ook minder kans om vrij te komen door dergelijke onderhandelingen tussen families.

De politie houdt de traditie in stand door de vrouwen niet te beschermen maar af te keuren, door geld te accepteren om de vrouwen naar hun familie of clan te brengen en door klachten tegen verdachten niet te registreren.

Wanneer het al tot een juridisch proces komt, dan wordt de zaak met enorme soepelheid afgehandeld. Er zijn vele mazen in de wet om als « eremoordenaar » er doorheen te glippen. Dus de traditie blijft onverminderd in stand. Sterker, steeds vaker wordt « eremoord » als dekmantel gebruikt voor moorden die gepleegd zijn uit andere motieven. In juli 1999 werd een resolutie, die eremoorden veroordeelt, door de senaat afgevoerd.

Redenen voor eremoorden zijn : willen trouwen met de man van eigen keuze, weigering van een gearrangeerd huwelijk, (vermeend) overspel of aanvraag van een scheiding. Zelfs bij verkrachting wordt de vrouw als schuldige gezien. De zestienjarige Jamilla bijvoorbeeld, was herhaaldelijk verkracht door een jonge ambtenaar van het provinciale departement van landbouw. Haar oom diende een klacht in bij de politie, maar de politie daarentegen arresteerde Jamilla en overhandigde haar aan de clan. In maart 1999 werd zij doodgeschoten, omdat een tribale oudererraad had geoordeeld, dat zij schande had toegebracht aan de clan en dat de eer alleen door haar dood kon worden hersteld. De politie sloot de verkrachter voor zijn eigen veiligheid op, toen de clan op zoek naar was naar hem.

Pakistan heeft het VN-Vrouwenverdrag geratificeerd en is daarom verplicht de mensenrechten van vrouwen te garanderen.

Le Pakistan a également ratifié la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant. Pourtant, les autorités sont systématiquement incapables de prévenir les violences à l'encontre des femmes et des enfants, d'enquêter sur ces violences et de les punir. Le Pakistan n'a pris aucune mesure pour lutter contre les discriminations. C'est pourquoi Amnesty International fait les recommandations urgentes suivantes :

- La révision et l'adaptation du droit pénal pour que la loi instaure l'égalité et qu'elle offre la même protection aux femmes et aux jeunes filles.
- L'introduction de sanctions qui font du mariage des jeunes filles et des femmes contre une dot un délit.
- Une nouvelle législation qui fait de la violence domestique un délit. Une application adéquate de la loi. Il appartient au cadre juridique d'exécuter la loi.
- Toutes les autorités provinciales doivent enquêter sur les crimes d'honneur et amener les auteurs devant le tribunal. La police doit enregistrer directement et sans discrimination les crimes d'honneur et mener une enquête.
- Le Pakistan doit retirer sa réserve sur la Convention des Nations Unies sur les femmes et ratifier le protocole facultatif. Le Pakistan doit faire les rapports auxquels il est contraint par l'ONU en vertu de la Convention sur les femmes et de la Convention sur les droits de l'enfant.
- La suppression de la peine de mort.
- Le lancement via les médias, l'enseignement et des discours publics d'une campagne nationale et publique pour informer les hommes et les femmes sur l'égalité des droits des femmes en vertu de la Convention des Nations Unies sur les femmes.
- L'offre d'une formation de sensibilisation aux différences entre les sexes aux cadres du pouvoir exécutif, de la police et de la justice.
- La collecte de données et de matériel statistique pour donner une visibilité au problème des crimes d'honneur.
- La garantie pour les militants des droits de l'homme, les avocats et les organisations féminines de pouvoir travailler en toute sécurité et sans crainte.
- L'extension des services aux femmes et aux jeunes filles en fuite, tant de la part de l'État que des ONG. Aussi longtemps que le Pakistan ne prendra pas au sérieux son obligation, en vertu de la Convention des Nations Unies sur les femmes, de combattre les traditions et les pratiques discriminatoires, les femmes et les jeunes filles continueront à payer pour l'honneur de leur famille.

N° 263 de MM. Johan DEMOL (N) et Frederic ERENS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« ou utilise des mots qui incitent à la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des crimes d'honneur. ».

Pakistan heeft eveneens het VN Verdrag voor de Rechten van het Kind geratificeerd. Toch faalt de overheid keer op keer om geweld tegen vrouwen en meisjes te voorkomen, te onderzoeken en te bestraffen. Pakistan heeft geen stappen ondernomen om discriminatie tegen te gaan. Daarom doet Amnesty International de volgende urgente aanbevelingen :

- Herziening en aanpassing van het strafrecht opdat er gelijkheid voor de wet bestaat en opdat vrouwen en meisjes gelijke bescherming door de wet genieten.
- Het invoeren van strafmaatregelen voor het uithuwelijken van meisjes en vrouwen tegen een financiële compensatie een misdrijf.
- Nieuwe wetgeving, dat huiselijk geweld tot een misdrijf maakt. Een adequate uitoefening van de wet. Het juridische kader behoort de wet uit te voeren.
- Alle provinciale overheden behoren eremoorden te onderzoeken en de daders voor het gerecht te brengen. De politie behoort direct en zonder discriminatie eremoorden te registreren en te onderzoeken.
- Pakistan zou zijn behoud op het VN-Vrouwenverdrag moeten terugtrekken en het Facultatieve Protocol ratificeren. Pakistan zou de rapportages moeten uitvoeren waartoe het verplicht is volgens het VN-Vrouwenverdrag en het Verdrag inzake de Rechten van het Kind.
- Afschaffing van de doodstraf.
- Het oprichten van een nationale en publieke campagne via de media, het onderwijs en via publieke uitspraken om mannen en vrouwen te informeren over de gelijke rechten van vrouwen onder het VN-Vrouwenverdrag.
- Het aanbieden van gender-sensibiliseringstraining aan het kader van de uitvoerende macht, politie en justitie.
- Het verzamelen van gegevens en statistisch materiaal opdat het probleem van eremoorden zichtbaar wordt.
- De garantie dat mensenrechtenactivisten, advocaten en vrouwenorganisaties veilig en zonder vrees hun werk kunnen doen.
- Het uitbreiden van diensten voor gevluchte vrouwen en meisjes, zowel van de staat als van NGOs. Zolang Pakistan zijn verplichting onder het VN-Vrouwenverdrag om discriminerende tradities en praktijken tegen te gaan niet serieus neemt, dan zullen vrouwen meisjes de prijs blijven betalen voor de eer van hun familie.

Nr. 263 van de heren Johan DEMOL (N) en Frederic ERENS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« of woorden gebruiken die aanzetten tot het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen, goedkeuren of uitvoeren van eremoorden. ».

JUSTIFICATION

Dans l'ensemble du monde islamique, les crimes d'honneur font tout naturellement partie de l'ordre social. Au Pakistan, il arrive même souvent que les filles soient assassinées ou aspergées d'acide sulfurique lorsqu'elles refusent une demande en mariage. Les hommes assassinent parfois leur épouse parce qu'elle a parlé en rue avec un autre homme. Pas parce qu'elle a eu des relations sexuelles, pas parce qu'elle a flirté, uniquement pour une conversation. Au Pakistan, il n'est pas rare qu'une femme soit arrosée d'essence et brûlée vive. Même dans la Turquie relativement occidentalisée, les « crimes d'honneur » sont monnaie courante. Si un homme soupçonne son épouse d'infidélité, alors on s'attend à ce qu'il assassine son rival. Il s'agit d'un acte approuvé et encouragé socialement, et les tribunaux le considèrent comme une circonstance atténuante, souvent même une cause d'excuse.

Dans les autres pays islamiques aussi, le sang doit couler pour venger l'honneur. Parfois, les parents tuent leurs filles et les frères leurs sœurs parce qu'ils les soupçonnent d'avoir eu des relations sexuelles avant le mariage. L'écrivaine berbère algérienne et chanteuse Djura en donne de nombreux exemples dans son livre « Le voile du silence ». Elle a d'ailleurs failli être assassinée par son frère parce qu'elle vivait avec un Français. Elle et son ami ont tous deux été gravement blessés mais ils ont survécu. Et sa terrible expérience n'est pas un cas isolé.

Il y a quelques années, une jeune fille turque a été assassinée en France par ses parents et ses frères parce qu'elle avait flirté avec un jeune Français. Ils n'avaient pas eu de relations sexuelles, leur crime le plus terrible avait été un baiser passionné ; qui lui a valu la peine capitale. Une équipe de reportage d'une chaîne de télévision française s'est rendue dans le village turc dont la famille était originaire et a demandé aux habitants leur réaction face au drame. La réponse la plus représentative est venue d'un vieux père de famille qui s'est exclamé avec une sainte indignation : « Si cela avait été ma fille, je l'aurais aussi tuée. ».

Aux États-Unis, un Palestinien a tué sa fille parce qu'elle menait une vie trop dissolue à ses yeux : il a poignardé sa fille à plusieurs reprises pendant que sa mère la tenait par les bras (!). L'assassin était en relations avec un groupe terroriste et était surveillé en permanence. Les détails de ce meurtre furent donc enregistrés par les micros du FBI. Mais dans la plupart des cas, de tels crimes d'honneur sont simplement classés comme des accidents, des suicides ou des meurtres non résolus ...

Aux Pays-Bas aussi, dans le milieu immigré, les crimes d'honneur sont de plus en plus fréquents. La ministre de l'Intégration, Rita Verdonck a qualifié d'inquiétant le nombre de crimes d'honneur. Elle a annoncé des mesures pour s'attaquer au problème. On a donc affecté 200.000 euros, des plus nécessaires, à cet objectif. En quelques mois, d'octobre 2004 à mars 2005, onze crimes d'honneur ont été commis aux Pays-Bas. Dans 26 autres cas, on a recouru à la violence pour venger « l'honneur » de la famille et dans environ 30 cas des personnes ont été menacées. Tous les observateurs s'accordent à dire que ces chiffres ne sont que la partie émergée de l'iceberg. La plupart des cas ne sont jamais signalés. Dans 43 % des cas rapportés, il s'agit de familles turques. On a aussi trouvé des cas de crimes d'honneur dans des familles kosovares, irakiennes et marocaines. En dehors du milieu islamique, on a aussi signalé quelques cas impliquant des Colombiens et des Antillais. La police suppose qu'à ce jour les actions préventives ont permis d'éviter chaque année une quinzaine de crimes d'honneur.

Samia Sarwar, âgée de 29 ans et mère de deux enfants, a été abattue le 6 avril 1999 devant le bureau de son avocat. Après des années de violence domestique, Samia a tenté de divorcer de son mari violent. Toutefois, sa famille a estimé qu'elle portait ainsi atteinte à l'honneur de la famille et qu'il fallait donc la tuer. Son avocate, Hina Jilani, fut aussi visée par les coups de feu mais ne fut pas blessée. Une collègue, Shahtaj Qisalbash, a été enlevée puis relâchée par la suite.

VERANTWOORDING

In heel de islamitische wereld is eerwraak een vanzelfsprekend onderdeel van de sociale ordening. In Pakistan worden meisjes vaak zelfs vermoord of met zwavelzuur overgoten als ze een huwelijksaanzoek afwijzen. Mannen vermoorden soms hun echtgenote omdat zij op straat met een andere man heeft gepraat. Geen seks, geen flirt, gewoon een gesprek. In Pakistan gebeurt dat heel vaak door een vrouw met benzine te overgieten en levend te verbranden. Zelfs in het relatief westerse Turkije zijn zogenaamde « eremoorden » de gewoonste zaak van de wereld. Als een man zijn echtgenote van ontrouw verdenkt, dan wordt van hem verwacht dat hij zijn rivaal vermoordt. Dat wordt maatschappelijk goedgekeurd en aangemoedigd, en de rechtbanken beschouwen het als een verzachtende omstandigheid, vaak zelfs als een verschooningsgrond.

Ook in andere islamitische landen moet er bloed vloeien om de « eer » te wreken. Ouders vermoorden soms hun dochters en broers vermoorden hun zusters omdat ze hen verdenken van een seksuele relatie voor het huwelijk. De Algerijnse-Berberse schrijfster en zangeres Djura geeft daarvan een groot aantal voorbeelden in haar boek « Een sluier van Stilte ». Ze werd trouwens zelfs bijna door haar broer vermoord omdat zij samenwoonde met een Fransman. Zowel zijzelf als haar vriend liepen zware verwondingen op, maar ze bleven allebei in leven. En haar verschrikkelijke ervaring is absoluut niet uniek.

Enige jaren geleden werd een Turks meisje in Frankrijk door haar ouders en haar broers vermoord omdat zij met een Franse jongen had geflirt. Ze hadden geen seksuele betrekkingen gehad, hun ergste wandaad was een hartstochtelijke kus. Maar daar stond de doodstraf op. Een reportageploeg van een Frans tv-station trok ook naar het Turkse dorp waarvan die familie afkomstig was, en daar vroegen ze de inwoners naar hun reactie op dat drama. Het meest typerende antwoord kwam van een oudere huisvader die met heilige verontwaardiging zei : « Als het mijn kind was geweest, zou ik haar ook vermoord hebben. ».

In de Verenigde Staten vermoordde een Palestijn zijn dochter omdat ze naar zijn normen een te losbandig leven leidde : hij stak het meisje herhaaldelijk met een mes terwijl haar moeder haar armen vasthield (!). De moordenaar had banden met een terroristische groepering, en hij stond onder permanente surveillance. De details over deze moord werden dan ook door de microfoons van het FBI geregistreerd. Maar in de meeste gevallen worden zo'n eremoorden gewoon geseponeerd als ongelukken, zelfmoorden of onopgeloste misdaden ...

Ook in Nederland worden in het migrantenmilieu steeds meer eremoorden gepleegd. Minister van Integratie Rita Verdonck noemde het aantal gevallen van eerwraak « zorgwekkend ». Zij kondigde maatregelen aan om het probleem aan te pakken. Daarvoor wordt 200.000 euro uitgetrokken. Dat is ook hard nodig. In enkele maanden tijd, tussen oktober 2004 en maart 2005 werden in Nederland elf eremoorden gepleegd. In nog eens zesentwintig gevallen werd geweld gebruikt om de « eer » van de familie te wreken, in ongeveer dertig gevallen werden mensen bedreigd. Alle waarnemers zijn het erover eens dat deze cijfers slechts het topje van de ijsberg zijn. De meeste gevallen worden nooit gerapporteerd. In 43 % van de geregistreerde gevallen ging het om Turkse families. Er kwamen ook gevallen van eerwraak voor in Kosovaarse, Iraakse en Marokkaanse families. Buiten het islamitische milieu werden ook enkele gevallen signaleerd waarbij Colombianen en Antillianen betrokken waren. De politie vermoedt dat ze tot nu toe door preventief ingrijpen jaarlijks een vijftiental eremoorden heeft kunnen voorkomen.

Samia Sarwar, een 29-jarige moeder van twee jonge kinderen, werd op 6 april 1999 voor het kantoor van haar advocaat doodgeschoten. Samia probeerde na jaren van huiselijk geweld een scheiding van haar geweldadige echtgenoot te bemachtigen. Haar familie vond echter, dat zij door dit doen de eer van de familie had aangetast, en daarom moest ze worden gedood. Samia's advocaat Hina Jilani was ook onder vuur genomen, maar ongedeerd gebleven. Een collega Shahtaj Qisalbash, werd ontvoerd en na verloop van tijd vrijgelaten.

En 1995, Samia Sarwar avait temporairement regagné le domicile parental parce que son époux l'avait poussée dans les escaliers alors qu'elle attendait son deuxième enfant. À l'époque, elle avait demandé l'aide de ses parents pour divorcer de son mari mais ils avaient refusé de l'aider. En mars 1999, la coupe était pleine et Samia avait fui vers Lahore. Par l'intermédiaire de ses avocats, elle avait gardé le contact avec sa famille. Elle avait fini par accepter de rencontrer sa mère, à condition que celle-ci vienne seule (car elle craignait pour sa vie).

Le 6 avril, la mère de Samia vint au bureau de Hina Jilani. Elle était accompagnée de l'oncle de Samia et d'un autre homme, qui devait soutenir la soutenir pour marcher. Une fois à l'intérieur, l'homme sortit une arme, tua Samia, tira sur Hina et prit la fuite en emmenant Shahtaj, qui fut libérée plus tard. Des membres de la chambre de commerce de Peshawar, présidée par le père de Samia, et l'uléma local (théologien musulman) ont déclaré publiquement que les crimes d'honneur sont conformes aux traditions religieuses et tribales. Ils ont en outre accusé Hina et sa sœur Asma Jahangir, elle aussi avocate des droits de l'homme, de « tromper » les femmes. Une fatwa appelle les croyants à tuer les deux hérétiques.

En 2002, Asma Jahangir a reçu le Geuzenpenning (prix néerlandais pour les droits de l'homme).

Hina Jilani et sa sœur Asma Jahangir sont des avocates des droits de l'homme respectées sur le plan international. Elles sont connues pour défendre les droits de la femme au Pakistan. Asma Jahangir est également rapporteuse spéciale de l'ONU chargée de la question des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires.

Quelques jours plus tard, le 12 avril, le rapporteur spécial de l'ONU chargé de la question de l'indépendance des juges et des avocats, Param Coomaraswamy, s'adressait publiquement à la commission de l'ONU des droits de l'homme. Il fit état de sa grande inquiétude au sujet des crimes d'honneur et, plus particulièrement, des menaces dont sont victimes les avocats des droits de l'homme. Param Coomaraswamy a appelé les autorités pakistanaïses à respecter leurs obligations internationales par rapport aux principes de l'ONU concernant le rôle des avocats et à assurer immédiatement la sécurité d'Asma Jahangir et de ses collègues.

Bien que les autorités pakistanaïses aient fait savoir à la commission de l'ONU pour les droits de l'homme que toutes les mesures allaient être prises pour protéger Asma, elles n'ont pas condamné publiquement les menaces. Il n'y a pas eu de réaction officielle aux fatwas et les autorités n'ont rien tenté pour arrêter les meurtriers. Bien que tout le monde sache qui a commis le meurtre, personne n'a été inculpé ni arrêté en dépit des protestations publiques et des pétitions adressées à la cour.

Les vies de millions de femmes pakistanaïses sont déterminées par la tradition du purdah (voile) et l'obéissance aux hommes. La conception traditionnelle de l'honneur restreint les droits les plus élémentaires des femmes. Chaque année, au Pakistan, des milliers de femmes de tous âges sont assassinées dans tout le pays au nom de l'honneur.

Les crimes d'honneur sont en hausse constante ces dernières années car le concept d'honneur semble toujours s'étendre. Les soupçons les plus vagues comme une rumeur de village ou, dans les cas les plus extrêmes, un homme qui rêve de l'infidélité de son épouse, suffisent à déclencher une violence extrême. Dans ces cas, les femmes n'ont même pas la possibilité de dissiper un éventuel malentendu. La seule manière acceptée socialement pour restaurer l'honneur de l'époux et de la famille est de bannir la femme, de l'attaquer ou de la tuer. Dans de telles affaires d'honneur, la femme est perçue comme la coupable et le mari comme celui devant se défendre. Les crimes d'honneur touchent divers pays, dont le Pakistan, l'Irak, la Turquie et la Jordanie. Dans ce dernier pays, les crimes d'honneur sont de moins en moins bien acceptés dans la société probablement parce que la famille royale a condamné ces violences au cours des dernières années.

Samia Sarwar was in 1995 tijdelijk teruggekeerd naar haar ouderlijk huis, omdat haar echtgenoot haar van de trap had gegooid, terwijl ze in verwachting was van haar tweede kind. Ze had toen haar ouders om hulp gevraagd bij de scheiding van haar man, maar de ouders weigerden iedere medewerking. In maart 1999 was de maat vol voor Samia, zij vluchtte naar Lahore. Via haar advocaten hield ze contact met haar familie. Ten slotte stemde ze toe om haar moeder te ontmoeten, mits zij alleen zou komen (want zij vreesde voor haar leven).

Op 6 april kwam Samia's moeder naar het kantoor van Hina Jilani. Zij was in het gezelschap van Samia's oom en een andere man, die zogenaamd de moeder bij het lopen moest ondersteunen. Eenmaal binnen, haalde de man een geweer tevoorschijn, schoot Samia dood, schoot op Hina en op de vluchtweg nam hij Shahtaj mee. Later werd zij vrijgelaten. Leden van de Kamer van Koophandel in Peshawar, waarvan Samia's vader voorzitter is, en de lokale ulema (islamitische schriftgeleerden) hebben publiekelijk verklaard, dat de eremoord in lijn is met de religieuze en tribale tradities. Ook hebben zij Hina en haar zuster Asma Jahangir, die eveneens mensenrechtenadvocaat is, beschuldigd van het « misleiden » van vrouwen. In een fatwa worden de gelovigen opgeroepen de twee ketterse vrouwen te doden.

Asma Jahangir kreeg in 2002 de Geuzenpenning.

Hina Jilani en haar zuster Asma Jahangir zijn internationaal gerespecteerde mensenrechtenadvocaten, en bekende voorvechters van de rechten van vrouwen in Pakistan. Asma Jahangir is eveneens Speciale Rapporteur van de VN inzake Buitengerechtelijke, Standrechtelijke of Willekeurige Executies.

Een aantal dagen later op 12 april deed de Speciale VN Rapporteur betreffende de Onafhankelijkheid van rechters en advocaten, Param Coomaraswamy, een publieke uitspraak richting de VN Commissie voor de Rechten van de Mens. Hij sprak zijn grote bezorgdheid uit over de ermoorden, en in het bijzonder over de bedreigingen van de mensenrechtenadvocaten. Param Coomaraswamy riep de Pakistaanse overheid op zich te houden aan haar internationale verplichtingen volgens de VN Principes inzake de Rol van Advocaten en om onmiddellijk de veiligheid te garanderen van Asma Jahangir en haar collega's.

Ondanks dat de Pakistaanse overheid de VN Commissie voor de Rechten van de Mens heeft bericht, dat alle maatregelen genomen zouden worden om Asma te beschermen, heeft ze geen enkele publieke veroordeling van de dreigementen uitgesproken. Er is geen officiële reactie geweest op de fatwa's en ook heeft de overheid geen poging ondernomen de moordenaars te arresteren. Ondanks het feit dat iedereen weet wie de moord heeft gepleegd, ondanks publieke protesten en petitieën naar het gerechtshof, is niemand voorgeleid of gearresteerd.

De levens van miljoenen Pakistaanse vrouwen worden bepaald door gewoonten van de purdah en gehoorzaamheid aan mannen. Traditionele visies op de eer beperken de meest basale rechten van vrouwen. Elk jaar worden in Pakistan duizenden vrouwen, van alle leeftijden en in alle delen van het land, vermoord uit naam van de eer.

Het aantal ermoorden lijkt de laatste jaren gestaag toe te nemen, omdat er een steeds breder begrip schijnt te worden. De meest vage verdenkingen, zoals een dorpsgerucht of in een extreem geval, de droom van een man over het overspel van zijn vrouw, is genoeg om zwaar geweld te ontlokken. Vrouwen wordt in die gevallen niet eens de kans geboden eventuele misverstanden op te helderen. De enige sociaal geaccepteerde manier voor de echtgenoot en familie om de eer op te schonen is de vrouw buiten te sluiten, aan te vallen of te vermoorden. In dergelijke erezaken wordt de vrouw als schuldige gezien en de man als iemand die zich moet verdedigen. Meldingen van ermoorden komen uit verschillende landen, waaronder Pakistan, Irak, Turkije en Jordanië. In het laatste land neemt de maatschappelijke goedkeuring voor eerwraak af, waarschijnlijk omdat de koninklijke familie van Jordanië de laatste jaren zich fel uitgesproken heeft tegen dit geweld.

Les tentatives prudentes de femmes pakistanaises pour réclamer leur droits, comme celui de choisir leur époux ou de pouvoir divorcer d'un époux violent, sont aussi de plus en plus souvent perçues comme des atteintes à l'honneur. Cette émancipation prudente a entraîné une réaction forte et rapide qui s'est traduite par une augmentation des crimes d'honneur.

Au Pakistan, le code d'honneur est à l'origine une tradition des Baluch et des Pathan. Lorsqu'une femme se marie, la famille du futur époux paie une dot au père. Si la femme est « salie », le père (ou l'époux si elle est déjà mariée) a droit à une compensation. Quand un époux tue sa femme prétendument adultère et que l'amant supposé parvient à s'échapper, l'amant doit alors payer une compensation pour la mort de la femme et pour sa vie sauve. Souvent, l'amant donne une de ses soeurs et une forte somme d'argent.

Les mariages Satta-watta, l'échange d'enfants pour renforcer les liens familiaux, sont un lourd fardeau pour les femmes. Si plus tard elles choisissent un autre époux que celui à qui elles ont été promises enfant, il est fréquent qu'elles soient enlevées par leur propre famille et qu'elles disparaissent à jamais.

Les concepts d'honneur et de honte diffèrent pour les hommes et les femmes, bien qu'en théorie ils soit valables pour les deux sexes. Il ressort d'une enquête effectuée dans le nord du Baluchistan et dans la province frontalière du nord-ouest qu'on ne punit pas les hommes des relations illégitimes alors qu'on peut tuer les femmes à la moindre rumeur. Selon la Sindh Graduates Association, on a signalé 132 crimes d'honneur rien que pour le premier trimestre 1999.

Le droit pénal comporte une série de règles très discriminatoires, les règles relatives à l'adultère étant les plus terribles. Si une femme est violée et qu'elle ne parvient pas à trouver quatre témoins, elle sera accusée d'adultère. Le témoignage d'une femme ne vaut que la moitié de celui d'un homme. Lorsqu'une femme est libérée, souvent elle est assassinée par la suite par sa famille. Les lois de Qisas et Diyat (concernant les lésions corporelles, la mort pour dette ou meurtre) permettent aux familles des victimes et des suspects de se mettre d'accord sur le degré de la peine. Cela peut mener à des situations où le suspect est sur le point d'être exécuté tandis que les familles sont toujours en pleines négociations. Il arrive aussi que la famille puisse pardonner le meurtrier et que des hommes soient punis différemment selon qu'ils aient assassiné leur épouse ou quelqu'un d'autre. Généralement, les femmes ne peuvent pas négocier elles-mêmes et elles ont aussi moins de chances d'être libérées à la suite de telles négociations entre les familles.

La police entretient la tradition en ne protégeant pas les femmes mais en les condamnant en acceptant, contre de l'argent, de ramener les femmes dans leur famille ou leur clan et en refusant d'enregistrer les plaintes contre des suspects.

Quand il y a un procès, l'affaire est traitée avec une grande souplesse. Il y a de nombreuses manières de contourner la loi pour permettre à un « meurtrier d'honneur » de s'en tirer. La tradition reste donc immuable. Pire encore, le crime d'honneur est de plus en plus souvent utilisé comme couverture pour des crimes commis pour d'autres motifs. En juillet 1999, le sénat a rejeté une résolution condamnant les crimes d'honneur.

Voici les raisons des crimes d'honneur : la volonté d'épouser l'homme de son choix, le refus d'un mariage arrangé, l'adultère (supposé), ou la demande de divorce. Même en cas de viol c'est la femme qui est jugée coupable. Par exemple, Jamilla, 16 ans, a été violée à plusieurs reprises par un jeune fonctionnaire du département provincial d'agriculture. Son oncle a déposé plainte auprès de la police qui a en revanche arrêté la jeune fille avant de la livrer à son clan. En mars 1999, elle fut abattue sur décision du conseil tribal des anciens à cause du déshonneur qu'elle avait infligé au clan et que seule la mort pouvait laver. La police enferma le violeur pour assurer sa sécurité lorsque le clan était à sa recherche.

Voorzichtige stappen van Pakistaanse vrouwen om hun rechten op te eisen, zoals het zelf kiezen van een echtgenoot of het willen scheiden van een gewelddadige man, worden ook in toenemende mate gezien als een aantasting van de eer. De reactie op deze voorzichtige emancipatie is zowel hard als snel, resulterend in een toename aan eremoorden.

Oorspronkelijk is in Pakistan de erecode een Baluch en Pathaanse traditie. Als vrouwen trouwen, dan betaalt de familie van de bruidegom een bruidsprijs aan de vader. Als de vrouw « aangetast » is dan heeft de vader of – als ze gehuwd is – de echtgenoot een recht op compensatie. Wanneer een echtgenoot zijn vermeende overspelige vrouw doodt en haar vermeende minnaar weet te ontsnappen, dan behoort de minnaar een prijs te betalen voor het leven van de vrouw, dat verloren is gegaan en voor zijn leven dat gered is. Vaak overhandigt de minnaar een zuster samen met een grote som geld.

Satta-watta huwelijken, de uitwisseling van kinderen om familiebanden te smeden, omvat een grote last voor vrouwen. Wanneer zij later een andere echtgenoot kiezen, dan aan wie zij als kind beloofd zijn, dan komt het regelmatig voor dat zij ontvoerd worden door eigen familie en nooit meer terugkeren.

Ideeën over eer en schaamte gelden niet gelijkelijk voor mannen en vrouwen, hoewel in theorie ze wel voor beide seksen geldt. Uit onderzoek in Noord Baluchistan en de Noordwestelijke Grensprovincie, konden mannen ongestraft voort na hun « ongelimiteerde » relatie, terwijl vrouwen vermoord konden worden naar aanleiding van het kleinste gerucht. Volgens de Sindh Graduates Association werden alleen al in de eerste drie maanden van 1999, 132 eremoorden gemeld.

Het strafrecht heeft een aantal zeer discriminerende wetregels en waarvan de regels met betrekking tot overspel het ergst zijn. Vrouwen die verkracht zijn en geen vier getuigen weten te vinden worden beschuldigd van overspel. Een getuigenis van een vrouw is namelijk maar de helft waard van die van een man. Wanneer de vrouwen toch vrijkomen, worden ze regelmatig achteraf gedood door familie. De wet op Qisas en Diyat (betreffende lichamelijk letsel, dood door schuld en moord) maakt het mogelijk voor de families van slachtoffer en verdachte om te onderhandelen over de strafmaat. Dit kan tot situaties leiden dat de verdachte al op het executie terrein staat, terwijl de families nog druk staan te onderhandelen. Ook komt het erop neer dat de familie de moordenaar kan vergeven en dat mannen die hun echtgenoten vermoorden niet op dezelfde manier worden gestraft als wanneer een ander was vermoord. Vrouwen kunnen meestal niet zelf onderhandelen en zij hebben ook minder kans om vrij te komen door dergelijke onderhandelingen tussen families.

De politie houdt de traditie in stand door de vrouwen niet te beschermen maar af te keuren, door geld te accepteren om de vrouwen naar hun familie of clan te brengen en door klachten tegen verdachten niet te registreren.

Wanneer het al tot een juridisch proces komt, dan wordt de zaak met enorme soepelheid afgehandeld. Er zijn vele mazen in de wet om als « eremoordenaar » er doorheen te glijpen. Dus de traditie blijft onverminderd in stand. Sterker, steeds vaker wordt « eremoord » als dekmantel gebruikt voor moorden die gepleegd zijn uit andere motieven. In juli 1999 werd een resolutie, die eremoorden veroordeelt, door de senaat afgevoerd.

Redenen voor eremoorden zijn : willen trouwen met de man van eigen keuze, weigering van een gearrangeerd huwelijk, (vermeend) overspel of aanvraag van een scheiding. Zelfs bij verkrachting wordt de vrouw als schuldige gezien. De zestienjarige Jamilla bijvoorbeeld, was herhaaldelijk verkracht door een jonge ambtenaar van het provinciale departement van landbouw. Haar oom diende een klacht in bij de politie, maar de politie daarentegen arresteerde Jamilla en overhandigde haar aan de clan. In maart 1999 werd zij doodgeschoten, omdat een tribale ouderenraad had geoordeeld, dat zij schande had toegebracht aan de clan en dat de eer alleen door haar dood kon worden hersteld. De politie sloot de verkrachter voor zijn eigen veiligheid op, toen de clan op zoek naar was naar hem.

Le Pakistan a ratifié la Convention des Nations Unies sur les femmes. Il est donc tenu de garantir les droits des femmes.

Le Pakistan a également ratifié la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant. Pourtant, les autorités sont systématiquement incapables de prévenir les violences à l'encontre des femmes et des enfants, d'enquêter sur ces violences et de les punir. Le Pakistan n'a pris aucune mesure pour lutter contre les discriminations. C'est pourquoi Amnesty International fait les recommandations urgentes suivantes :

- La révision et l'adaptation du droit pénal pour que la loi instaure l'égalité et qu'elle offre la même protection aux femmes et aux jeunes filles.
- L'introduction de sanctions qui font du mariage des jeunes filles et des femmes contre une dot un délit.
- Une nouvelle législation qui fait de la violence domestique un délit. Une application adéquate de la loi. Il appartient au cadre juridique d'exécuter la loi.
- Toutes les autorités provinciales doivent enquêter sur les crimes d'honneur et amener les auteurs devant le tribunal. La police doit enregistrer directement et sans discrimination les crimes d'honneur et mener une enquête.
- Le Pakistan doit retirer sa réserve sur la Convention des Nations Unies sur les femmes et ratifier le protocole facultatif. Le Pakistan doit faire les rapports auxquels il est contraint par l'ONU en vertu de la Convention sur les femmes et de la Convention sur les droits de l'enfant.
- La suppression de la peine de mort.
- Le lancement via les médias, l'enseignement et des discours publics d'une campagne nationale et publique pour informer les hommes et les femmes sur l'égalité des droits des femmes en vertu de la Convention des Nations Unies sur les femmes.
- L'offre d'une formation de sensibilisation aux différences entre les sexes aux cadres du pouvoir exécutif, de la police et de la justice.
- La collecte de données et de matériel statistique pour donner une visibilité au problème des crimes d'honneur.
- La garantie pour les militants des droits de l'homme, les avocats et les organisations féminines de pouvoir travailler en toute sécurité et sans crainte.
- L'extension des services aux femmes et aux jeunes filles en fuite, tant de la part de l'État que des ONG. Aussi longtemps que le Pakistan ne prendra pas au sérieux son obligation, en vertu de la Convention des Nations Unies sur les femmes, de combattre les traditions et les pratiques discriminatoires, les femmes et les jeunes filles continueront à payer pour l'honneur de leur famille.

N° 264 de M. Frédéric ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« ou nie, minimise, justifie ou approuve le recours aux crimes d'honneur. ».

Pakistan heeft het VN-Vrouwenverdrag geratificeerd en is daarom verplicht de mensenrechten van vrouwen te garanderen.

Pakistan heeft eveneens het VN Verdrag voor de Rechten van het Kind geratificeerd. Toch faalt de overheid keer op keer om geweld tegen vrouwen en meisjes te voorkomen, te onderzoeken en te bestraffen. Pakistan heeft geen stappen ondernomen om discriminatie tegen te gaan. Daarom doet Amnesty International de volgende urgente aanbevelingen :

- Herziening en aanpassing van het strafrecht opdat er gelijkheid voor de wet bestaat en opdat vrouwen en meisjes gelijke bescherming door de wet genieten.
- Het invoeren van strafmaatregelen voor het uithuwelijken van meisjes en vrouwen tegen een financiële compensatie een misdrijf.
- Nieuwe wetgeving, dat huiselijk geweld tot een misdrijf maakt. Een adequate uitoefening van de wet. Het juridische kader behoort de wet uit te voeren.
- Alle provinciale overheden behoren eremoorden te onderzoeken en de daders voor het gerecht te brengen. De politie behoort direct en zonder discriminatie eremoorden te registreren en te onderzoeken.
- Pakistan zou zijn behoud op het VN-Vrouwenverdrag moeten terugtrekken en het Facultatieve Protocol ratificeren. Pakistan zou de rapportages moeten uitvoeren waartoe het verplicht is volgens het VN-Vrouwenverdrag en het Verdrag inzake de Rechten van het Kind.
- Afschaffing van de doodstraf.
- Het oprichten van een nationale en publieke campagne via de media, het onderwijs en via publieke uitspraken om mannen en vrouwen te informeren over de gelijke rechten van vrouwen onder het VN-Vrouwenverdrag.
- Het aanbieden van gender-sensibiliseringstraining aan het kader van de uitvoerende macht, politie en justitie.
- Het verzamelen van gegevens en statistisch materiaal opdat het probleem van eremoorden zichtbaar wordt.
- De garantie dat mensenrechtenactivisten, advocaten en vrouwenorganisaties veilig en zonder vrees hun werk kunnen doen.
- Het uitbreiden van diensten voor gevluchte vrouwen en meisjes, zowel van de staat als van NGOs. Zolang Pakistan zijn verplichting onder het VN-Vrouwenverdrag om discriminerende tradities en praktijken tegen te gaan niet serieus neemt, dan zullen vrouwen meisjes de prijs blijven betalen voor de eer van hun familie.

Johan DEMOL (N)
Frederic ERENS (N)

Nr. 264 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« of die het gebruik van eremoorden ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren. ».

JUSTIFICATION

Dans l'ensemble du monde islamique, les crimes d'honneur font tout naturellement partie de l'ordre social. Au Pakistan, il arrive même souvent que les filles soient assassinées ou aspergées d'acide sulfurique lorsqu'elles refusent une demande en mariage. Les hommes assassinent parfois leur épouse parce qu'elle a parlé en rue avec un autre homme. Pas parce qu'elle a eu des relations sexuelles, pas parce qu'elle a flirté, uniquement pour une conversation. Au Pakistan, il n'est pas rare qu'une femme soit arrosée d'essence et brûlée vive. Même dans la Turquie relativement occidentalisée, les « crimes d'honneur » sont monnaie courante. Si un homme soupçonne son épouse d'infidélité, alors on s'attend à ce qu'il assassine son rival. Il s'agit d'un acte approuvé et encouragé socialement, et les tribunaux le considèrent comme une circonstance atténuante, souvent même une cause d'excuse.

Dans les autres pays islamiques aussi, le sang doit couler pour venger l'honneur. Parfois, les parents tuent leurs filles et les frères leurs sœurs parce qu'ils les soupçonnent d'avoir eu des relations sexuelles avant le mariage. L'écrivaine berbère algérienne et chanteuse Djura en donne de nombreux exemples dans son livre « Le voile du silence ». Elle a d'ailleurs failli être assassinée par son frère parce qu'elle vivait avec un Français. Elle et son ami ont tous deux été gravement blessés mais ils ont survécu. Et sa terrible expérience n'est pas un cas isolé.

Il y a quelques années, une jeune fille turque a été assassinée en France par ses parents et ses frères parce qu'elle avait flirté avec un jeune Français. Ils n'avaient pas eu de relations sexuelles, leur crime le plus terrible avait été un baiser passionné ; qui lui a valu la peine capitale. Une équipe de reportage d'une chaîne de télévision française s'est rendue dans le village turc dont la famille était originaire et a demandé aux habitants leur réaction face au drame. La réponse la plus représentative est venue d'un vieux père de famille qui s'est exclamé avec une sainte indignation : « Si cela avait été ma fille, je l'aurais aussi tuée. ».

Aux États-Unis, un Palestinien a tué sa fille parce qu'elle menait une vie trop dissolue à ses yeux : il a poignardé sa fille à plusieurs reprises pendant que sa mère la tenait par les bras (!). L'assassin était en relations avec un groupe terroriste et était surveillé en permanence. Les détails de ce meurtre furent donc enregistrés par les micros du FBI. Mais dans la plupart des cas, de tels crimes d'honneur sont simplement classés comme des accidents, des suicides ou des meurtres non résolus ...

Aux Pays-Bas aussi, dans le milieu immigré, les crimes d'honneur sont de plus en plus fréquents. La ministre de l'Intégration, Rita Verdonck a qualifié d'inquiétant le nombre de crimes d'honneur. Elle a annoncé des mesures pour s'attaquer au problème. On a donc affecté 200.000 euros, des plus nécessaires, à cet objectif. En quelques mois, d'octobre 2004 à mars 2005, onze crimes d'honneur ont été commis aux Pays-Bas. Dans 26 autres cas, on a recouru à la violence pour venger « l'honneur » de la famille et dans environ 30 cas des personnes ont été menacées. Tous les observateurs s'accordent à dire que ces chiffres ne sont que la partie émergée de l'iceberg. La plupart des cas ne sont jamais signalés. Dans 43 % des cas rapportés, il s'agit de familles turques. On a aussi trouvé des cas de crimes d'honneur dans des familles kosovares, irakiennes et marocaines. En dehors du milieu islamique, on a aussi signalé quelques cas impliquant des Colombiens et des Antillais. La police suppose qu'à ce jour les actions préventives ont permis d'éviter chaque année une quinzaine de crimes d'honneur.

Samia Sarwar, âgée de 29 ans et mère de deux enfants, a été abattue le 6 avril 1999 devant le bureau de son avocat. Après des années de violence domestique, Samia a tenté de divorcer de son mari violent. Toutefois, sa famille a estimé qu'elle portait ainsi atteinte à l'honneur de la famille et qu'il fallait donc la tuer. Son avocate, Hina Jilani, fut aussi visée par les coups de feu mais ne fut pas blessée. Une collègue, Shahtaj Qisalbash, a été enlevée puis relâchée par la suite.

VERANTWOORDING

In heel de islamitische wereld is eerwraak een vanzelfsprekend onderdeel van de sociale ordening. In Pakistan worden meisjes vaak zelfs vermoord of met zwavelzuur overgoten als ze een huwelijksaanzoek afwijzen. Mannen vermoorden soms hun echtgenote omdat zij op straat met een andere man heeft gepraat. Geen seks, geen flirt, gewoon een gesprek. In Pakistan gebeurt dat heel vaak door een vrouw met benzine te overgieten en levend te verbranden. Zelfs in het relatief westerse Turkije zijn zogenaamde « ermoorden » de gewoonste zaak van de wereld. Als een man zijn echtgenote van ontrouw verdenkt, dan wordt van hem verwacht dat hij zijn rivaal vermoordt. Dat wordt maatschappelijk goedgekeurd en aangemoedigd, en de rechtbanken beschouwen het als een verzachtende omstandigheid, vaak zelfs als een verschoningsgrond.

Ook in andere islamitische landen moet er bloed vloeien om de « eer » te wreken. Ouders vermoorden soms hun dochters en broers vermoorden hun zusters omdat ze hen verdenken van een seksuele relatie voor het huwelijk. De Algerijnse-Berberse schrijfster en zangeres Djura geeft daarvan een groot aantal voorbeelden in haar boek « Een sluier van Stilte ». Ze werd trouwens zelfs bijna door haar broer vermoord omdat zij samenwoonde met een Fransman. Zowel zichzelf als haar vriend liepen zware verwondingen op, maar ze bleven allebei in leven. En haar verschrikkelijke ervaring is absoluut niet uniek.

Enige jaren geleden werd een Turks meisje in Frankrijk door haar ouders en haar broers vermoord omdat zij met een Franse jongen had geflirt. Ze hadden geen seksuele betrekkingen gehad, hun ergste wandaad was een hartstochtelijke kus. Maar daar stond de doodstraf op. Een reportageploeg van een Frans tv-station trok ook naar het Turkse dorp waarvan die familie afkomstig was, en daar vroegen ze de inwoners naar hun reactie op dat drama. Het meest typerende antwoord kwam van een oudere huisvader die met heilige verontwaardiging zei : « Als het mijn kind was geweest, zou ik haar ook vermoord hebben. ».

In de Verenigde Staten vermoordde een Palestijn zijn dochter omdat ze naar zijn normen een te losbandig leven leidde : hij stak het meisje herhaaldelijk met een mes terwijl haar moeder haar armen vasthield (!). De moordenaar had banden met een terroristische groepering, en hij stond onder permanente surveillance. De details over deze moord werden dan ook door de microfoons van het FBI geregistreerd. Maar in de meeste gevallen worden zo'n ermoorden gewoon geseponeerd als ongelukken, zelfmoorden of onopgeloste misdaden ...

Ook in Nederland worden in het migrantenmilieu steeds meer ermoorden gepleegd. Minister van Integratie Rita Verdonck noemde het aantal gevallen van eerwraak « zorgwekkend ». Zij kondigde maatregelen aan om het probleem aan te pakken. Daarvoor wordt 200.000 euro uitgetrokken. Dat is ook hard nodig. In enkele maanden tijd, tussen oktober 2004 en maart 2005 werden in Nederland elf ermoorden gepleegd. In nog eens zesentwintig gevallen werd geweld gebruikt om de « eer » van de familie te wreken, in ongeveer dertig gevallen werden mensen bedreigd. Alle waarnemers zijn het erover eens dat deze cijfers slechts het topje van de ijsberg zijn. De meeste gevallen worden nooit gerapporteerd. In 43 % van de geregistreerde gevallen ging het om Turkse families. Er kwamen ook gevallen van eerwraak voor in Kosovaarse, Iraakse en Marokkaanse families. Buiten het islamitische milieu werden ook enkele gevallen signaleerd waarbij Colombianen en Antillianen betrokken waren. De politie vermoedt dat ze tot nu toe door preventief ingrijpen jaarlijks een vijftiental ermoorden heeft kunnen voorkomen.

Samia Sarwar, een 29-jarige moeder van twee jonge kinderen, werd op 6 april 1999 voor het kantoor van haar advocaat doodgeschoten. Samia probeerde na jaren van huiselijk geweld een scheiding van haar gewelddadige echtgenoot te bemachtigen. Haar familie vond echter, dat zij door dit doen de eer van de familie had aangetast, en daarom moest ze worden gedood. Samia's advocaat Hina Jilani was ook onder vuur genomen, maar ongedeerd gebleven. Een collega Shahtaj Qisalbash, werd ontvoerd en na verloop van tijd vrijgelaten.

En 1995, Samia Sarwar avait temporairement regagné le domicile parental parce que son époux l'avait poussée dans les escaliers alors qu'elle attendait son deuxième enfant. À l'époque, elle avait demandé l'aide de ses parents pour divorcer de son mari mais ils avaient refusé de l'aider. En mars 1999, la coupe était pleine et Samia avait fui vers Lahore. Par l'intermédiaire de ses avocats, elle avait gardé le contact avec sa famille. Elle avait fini par accepter de rencontrer sa mère, à condition que celle-ci vienne seule (car elle craignait pour sa vie).

Le 6 avril, la mère de Samia vint au bureau de Hina Jilani. Elle était accompagnée de l'oncle de Samia et d'un autre homme, qui devait soi-disant la soutenir pour marcher. Une fois à l'intérieur, l'homme sortit une arme, tua Samia, tira sur Hina et prit la fuite en emmenant Shahtaj, qui fut libérée plus tard.

Des membres de la chambre de commerce de Peshawar, présidée par le père de Samia, et l'uléma local (théologien musulman) ont déclaré publiquement que les crimes d'honneur sont conformes aux traditions religieuses et tribales. Ils ont en outre accusé Hina et sa sœur Asma Jahangir, elle aussi avocate des droits de l'homme, de « tromper » les femmes. Une fatwa appelle les croyants à tuer les deux hérétiques.

En 2002, Asma Jahangir a reçu le Geuzenpenning (prix néerlandais pour les droits de l'homme).

Hina Jilani et sa sœur Asma Jahangir sont des avocates des droits de l'homme respectées sur le plan international. Elles sont connues pour défendre les droits de la femme au Pakistan. Asma Jahangir est également rapporteuse spéciale de l'ONU chargée de la question des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires.

Quelques jours plus tard, le 12 avril, le rapporteur spécial de l'ONU chargé de la question de l'indépendance des juges et des avocats, Param Coomaraswamy, s'adressait publiquement à la commission de l'ONU des droits de l'homme. Il fit état de sa grande inquiétude au sujet des crimes d'honneur et, plus particulièrement, des menaces dont sont victimes les avocats des droits de l'homme. Param Coomaraswamy a appelé les autorités pakistanaïses à respecter leurs obligations internationales par rapport aux principes de l'ONU concernant le rôle des avocats et à assurer immédiatement la sécurité d'Asma Jahangir et de ses collègues.

Bien que les autorités pakistanaïses aient fait savoir à la commission de l'ONU pour les droits de l'homme que toutes les mesures allaient être prises pour protéger Asma, elles n'ont pas condamné publiquement les menaces. Il n'y a pas eu de réaction officielle aux fatwas et les autorités n'ont rien tenté pour arrêter les meurtriers. Bien que tout le monde sache qui a commis le meurtre, personne n'a été inculpé ni arrêté en dépit des protestations publiques et des pétitions adressées à la cour.

Les vies de millions de femmes pakistanaïses sont déterminées par la tradition du purdah (voile) et l'obéissance aux hommes. La conception traditionnelle de l'honneur restreint les droits les plus élémentaires des femmes. Chaque année, au Pakistan, des milliers de femmes de tous âges sont assassinées dans tout le pays au nom de l'honneur.

Les crimes d'honneur sont en hausse constante ces dernières années car le concept d'honneur semble toujours s'étendre. Les soupçons les plus vagues comme une rumeur de village ou, dans les cas les plus extrêmes, un homme qui rêve de l'infidélité de son épouse, suffisent à déclencher une violence extrême. Dans ces cas, les femmes n'ont même pas la possibilité de dissiper un éventuel malentendu. La seule manière acceptée socialement pour restaurer l'honneur de l'époux et de la famille est de bannir la femme, de l'attaquer ou de la tuer. Dans de telles affaires d'honneur, la femme est perçue comme la coupable et le mari comme celui qui doit se défendre. Les crimes d'honneur touchent divers pays, dont le Pakistan, l'Irak, la Turquie et la Jordanie. Dans ce dernier pays, les crimes d'honneur sont de moins en moins bien acceptés dans la société probablement parce que la famille royale a condamné ces violences au cours des dernières années.

Samia Sarwar was in 1995 tijdelijk teruggekeerd naar haar ouderlijk huis, omdat haar echtgenoot haar van de trap had gegooid, terwijl ze in verwachting was van haar tweede kind. Ze had toen haar ouders om hulp gevraagd bij de scheiding van haar man, maar de ouders weigerden iedere medewerking. In maart 1999 was de maat vol voor Samia, zij vluchtte naar Lahore. Via haar advocaten hield ze contact met haar familie. Tenslotte stemde ze toe om haar moeder te ontmoeten, mits zij alleen zou komen (want zij vreesde voor haar leven).

Op 6 april kwam Samia's moeder naar het kantoor van Hina Jilani. Zij was in het gezelschap van Samia's oom en een andere man, die zogenaamd de moeder bij het lopen moest ondersteunen. Eenmaal binnen, haalde de man een geweer tevoorschijn, schoot Samia dood, schoot op Hina en op de vluchtweg nam hij Shahtaj mee. Later werd zij vrijgelaten.

Leden van de Kamer van Koophandel in Peshawar, waarvan Samia's vader voorzitter is, en de lokale ulema (islamitische schriftgeleerden) hebben publiekelijk verklaard, dat de eremoord in lijn is met de religieuze en tribale tradities. Ook hebben zij Hina en haar zuster Asma Jahangir, die eveneens mensenrechtenadvocaat is, beschuldigd van het « misleiden » van vrouwen. In een fatwa worden de gelovigen opgeroepen de twee ketterse vrouwen te doden.

Asma Jahangir kreeg in 2002 de Geuzenpenning.

Hina Jilani en haar zuster Asma Jahangir zijn internationaal gerespecteerde mensenrechtenadvocaten, en bekende voorvechters van de rechten van vrouwen in Pakistan. Asma Jahangir is eveneens Speciale Rapporteur van de VN inzake Buitengerechtelijke, Standrechtelijke of Willekeurige Executies.

Een aantal dagen later op 12 april deed de Speciale VN Rapporteur betreffende de Onafhankelijkheid van rechters en advocaten, Param Coomaraswamy, een publieke uitspraak richting de VN Commissie voor de Rechten van de Mens. Hij sprak zijn grote bezorgdheid uit over de ermoorden, en in het bijzonder over de bedreigingen van de mensenrechtenadvocaten. Param Coomaraswamy riep de Pakistaanse overheid op zich te houden aan haar internationale verplichtingen volgens de VN Principes inzake de Rol van Advocaten en om onmiddellijk de veiligheid te garanderen van Asma Jahangir en haar collega's.

Ondanks dat de Pakistaanse overheid de VN Commissie voor de Rechten van de Mens heeft bericht, dat alle maatregelen genomen zouden worden om Asma te beschermen, heeft ze geen enkele publieke veroordeling van de dreigementen uitgesproken. Er is geen officiële reactie geweest op de fatwa's en ook heeft de overheid geen poging ondernomen de moordenaars te arresteren. Ondanks het feit dat iedereen weet wie de moord heeft gepleegd, ondanks publieke protesten en petitities naar het gerechtshof, is niemand voorgeleid of gearresteerd.

De levens van miljoenen Pakistaanse vrouwen worden bepaald door gewoonten van de purdah en gehoorzaamheid aan mannen. Traditionele visies op de eer beperken de meest basale rechten van vrouwen. Elk jaar worden in Pakistan duizenden vrouwen, van alle leeftijden en in alle delen van het land, vermoord uit naam van de eer.

Het aantal ermoorden lijkt de laatste jaren gestaag toe te nemen, omdat er een steeds breder begrip schijnt te worden. De meest vage verdenkingen, zoals een dorpsgerucht of in een extreem geval, de droom van een man over het overspel van zijn vrouw, is genoeg om zwaar geweld te ontlokken. Vrouwen wordt in die gevallen niet eens de kans geboden eventuele misverstanden op te helderen. De enige sociaal geaccepteerde manier voor de echtgenoot en familie om de eer op te schonen is de vrouw buiten te sluiten, aan te vallen of te vermoorden. In dergelijke erezaken wordt de vrouw als schuldige gezien en de man als iemand die zich moet verdedigen. Meldingen van ermoorden komen uit verschillende landen, waaronder Pakistan, Irak, Turkije en Jordanië. In het laatste land neemt de maatschappelijke goedkeuring voor eerwraak af, waarschijnlijk omdat de koninklijke familie van Jordanië de laatste jaren zich fel uitgesproken heeft tegen dit geweld.

Les tentatives prudentes de femmes pakistanaises pour réclamer leur droits, comme celui de choisir leur époux ou de pouvoir divorcer d'un époux violent, sont aussi de plus en plus souvent perçues comme des atteintes à l'honneur. Cette émancipation prudente a entraîné une réaction forte et rapide qui s'est traduite par une augmentation des crimes d'honneur.

Au Pakistan, le code d'honneur est à l'origine une tradition des Baluch et des Pathan. Lorsqu'une femme se marie, la famille du futur époux paie une dot au père. Si la femme est « salie », le père (ou l'époux si elle est déjà mariée) a droit à une compensation. Quand un époux tue sa femme prétendument adultère et que l'amant supposé parvient à s'échapper, l'amant doit alors payer une compensation pour la mort de la femme et pour sa vie sauve. Souvent, l'amant donne une de ses sœurs et une forte somme d'argent.

Les mariages Satta-watta, l'échange d'enfants pour renforcer les liens familiaux, sont un lourd fardeau pour les femmes. Si plus tard elles choisissent un autre époux que celui à qui elles ont été promises enfant, il est fréquent qu'elles soient enlevées par leur propre famille et qu'elles disparaissent à jamais.

Les concepts d'honneur et de honte diffèrent pour les hommes et les femmes, bien qu'en théorie ils soit valables pour les deux sexes. Il ressort d'une enquête effectuée dans le nord du Baluchistan et dans la province frontalière du nord-ouest qu'on ne punit pas les hommes des relations illégitimes alors qu'on peut tuer les femmes à la moindre rumeur. Selon la Sindh Graduates Association, on a signalé 132 crimes d'honneur rien que pour le premier trimestre 1999.

Le droit pénal comporte une série de règles très discriminatoires, les règles relatives à l'adultère étant les plus terribles. Si une femme est violée et qu'elle ne parvient pas à trouver quatre témoins, elle sera accusée d'adultère. Le témoignage d'une femme ne vaut que la moitié de celui d'un homme. Lorsqu'une femme est libérée, souvent elle est assassinée par la suite par sa famille. Les lois de Qisas et Diyat (concernant les lésions corporelles, la mort pour dette ou meurtre) permettent aux familles des victimes et des suspects de se mettre d'accord sur le degré de la peine. Cela peut mener à des situations où le suspect est sur le point d'être exécuté tandis que les familles sont toujours en pleines négociations. Il arrive aussi que la famille puisse pardonner le meurtrier et que des hommes soient punis différemment selon qu'ils aient assassiné leur épouse ou quelqu'un d'autre. Généralement, les femmes ne peuvent pas négocier elles-mêmes et elles ont aussi moins de chances d'être libérées à la suite de telles négociations entre les familles.

La police entretient la tradition en ne protégeant pas les femmes mais en les condamnant en acceptant, contre de l'argent, de ramener les femmes dans leur famille ou leur clan et en refusant d'enregistrer les plaintes contre des suspects.

Quand il y a un procès, l'affaire est traitée avec une grande souplesse. Il y a de nombreuses manières de contourner la loi pour permettre à un « meurtrier d'honneur » de s'en tirer. La tradition reste donc immuable. Pire encore, le crime d'honneur est de plus en plus souvent utilisé comme couverture pour des crimes commis pour d'autres motifs. En juillet 1999, le sénat a rejeté une résolution condamnant les crimes d'honneur.

Voici les raisons des crimes d'honneur : la volonté d'épouser l'homme de son choix, le refus d'un mariage arrangé, l'adultère (supposé), ou la demande de divorce. Même en cas de viol c'est la femme qui est jugée coupable. Par exemple, Jamilla, 16 ans, a été violée à plusieurs reprises par un jeune fonctionnaire du département provincial d'agriculture. Son oncle a déposé plainte auprès de la police qui a en revanche arrêté la jeune fille avant de la livrer à son clan. En mars 1999, elle fut abattue sur décision du conseil tribal des anciens à cause du déshonneur qu'elle avait infligé au clan et que seule la mort pouvait laver. La police enferma le violeur pour assurer sa sécurité lorsque le clan était à sa recherche.

Voorzichtige stappen van Pakistaanse vrouwen om hun rechten op te eisen, zoals het zelf kiezen van een echtgenoot of het willen scheiden van een gewelddadige man, worden ook in toenemende mate gezien als een aantasting van de eer. De reactie op deze voorzichtige emancipatie is zowel hard als snel, resulterend in een toename aan eremoorden.

Oorspronkelijk is in Pakistan de erecode een Baluch en Pathaanse traditie. Als vrouwen trouwen, dan betaalt de familie van de bruidegom een bruidsprijs aan de vader. Als de vrouw « aangetast » is dan heeft de vader of – als ze gehuwd is – de echtgenoot een recht op compensatie. Wanneer een echtgenoot zijn vermeende overspelige vrouw doodt en haar vermeende minnaar weet te ontsnappen, dan behoort de minnaar een prijs te betalen voor het leven van de vrouw, dat verloren is gegaan en voor zijn leven dat gered is. Vaak overhandigt de minnaar een zuster samen met een grote som geld.

Satta-watta huwelijken, de uitwisseling van kinderen om familiebanden te smeden, omvat een grote last voor vrouwen. Wanneer zij later een andere echtgenoot kiezen, dan aan wie zij als kind beloofd zijn, dan komt het regelmatig voor dat zij ontvoerd worden door eigen familie en nooit meer terugkeren.

Ideeën over eer en schaamte gelden niet gelijkkelijk voor mannen en vrouwen, hoewel in theorie ze wel voor beide seksen geldt. Uit onderzoek in Noord Baluchistan en de Noordwestelijke Grensprovincie, konden mannen ongestraft voort na hun « ongelimiteerde » relatie, terwijl vrouwen vermoord konden worden naar aanleiding van het kleinste gerucht. Volgens de Sindh Graduates Association werden alleen al in de eerste drie maanden van 1999, 132 eremoorden gemeld.

Het strafrecht heeft een aantal zeer discriminerende wetregels en waarvan de regels met betrekking tot overspel het ergst zijn. Vrouwen die verkracht zijn en geen vier getuigen weten te vinden worden beschuldigd van overspel. Een getuigenis van een vrouw is namelijk maar de helft waard van die van een man. Wanneer de vrouwen toch vrijkomen, worden ze regelmatig achteraf gedood door familie. De wet op Qisas en Diyat (betreffende lichamelijk letsel, dood door schuld en moord) maakt het mogelijk voor de families van slachtoffer en verdachte om te onderhandelen over de strafmaat. Dit kan tot situaties leiden dat de verdachte al op het executie terrein staat, terwijl de families nog druk staan te onderhandelen. Ook komt het erop neer dat de familie de moordenaar kan vergeven en dat mannen die hun echtgenoten vermoorden niet op dezelfde manier worden gestraft als wanneer een ander was vermoord. Vrouwen kunnen meestal niet zelf onderhandelen en zij hebben ook minder kans om vrij te komen door dergelijke onderhandelingen tussen families.

De politie houdt de traditie in stand door de vrouwen niet te beschermen maar af te keuren, door geld te accepteren om de vrouwen naar hun familie of clan te brengen en door klachten tegen verdachten niet te registreren.

Wanneer het al tot een juridisch proces komt, dan wordt de zaak met enorme soepelheid afgehandeld. Er zijn vele mazen in de wet om als « eremoordenaar » er doorheen te glijpen. Dus de traditie blijft onverminderd in stand. Sterker, steeds vaker wordt « eremoord » als dekmantel gebruikt voor moorden die gepleegd zijn uit andere motieven. In juli 1999 werd een resolutie, die eremoorden veroordeelt, door de senaat afgevoerd.

Redenen voor eremoorden zijn : willen trouwen met de man van eigen keuze, weigering van een gearrangeerd huwelijk, (vermeend) overspel of aanvraag van een scheiding. Zelfs bij verkrachting wordt de vrouw als schuldige gezien. De zestienjarige Jamilla bijvoorbeeld, was herhaaldelijk verkracht door een jonge ambtenaar van het provinciale departement van landbouw. Haar oom diende een klacht in bij de politie, maar de politie daarentegen arresteerde Jamilla en overhandigde haar aan de clan. In maart 1999 werd zij doodgeschoten, omdat een tribale ouderenraad had geoordeeld, dat zij schande had toegebracht aan de clan en dat de eer alleen door haar dood kon worden hersteld. De politie sloot de verkrachter voor zijn eigen veiligheid op, toen de clan op zoek naar was naar hem.

Le Pakistan a ratifié la Convention des Nations Unies sur les femmes. Il est donc tenu de garantir les droits des femmes. Le Pakistan a également ratifié la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant. Pourtant, les autorités sont systématiquement incapables de prévenir les violences à l'encontre des femmes et des enfants, d'enquêter sur ces violences et de les punir. Le Pakistan n'a pris aucune mesure pour lutter contre les discriminations. C'est pourquoi Amnesty International fait les recommandations urgentes suivantes :

- La révision et l'adaptation du droit pénal pour que la loi instaure l'égalité et qu'elle offre la même protection aux femmes et aux jeunes filles.
- L'introduction de sanctions qui font du mariage des jeunes filles et des femmes contre une dot un délit.
- Une nouvelle législation qui fait de la violence domestique un délit. Une application adéquate de la loi. Il appartient au cadre juridique d'exécuter la loi.
- Toutes les autorités provinciales doivent enquêter sur les crimes d'honneur et amener les auteurs devant le tribunal. La police doit enregistrer directement et sans discrimination les crimes d'honneur et mener une enquête.
- Le Pakistan doit retirer sa réserve sur la Convention des Nations Unies sur les femmes et ratifier le protocole facultatif. Le Pakistan doit faire les rapports auxquels il est contraint par l'ONU en vertu de la Convention sur les femmes et de la Convention sur les droits de l'enfant.
- La suppression de la peine de mort.
- Le lancement via les médias, l'enseignement et des discours publics d'une campagne nationale et publique pour informer les hommes et les femmes sur l'égalité des droits des femmes en vertu de la Convention des Nations Unies sur les femmes.
- L'offre d'une formation de sensibilisation aux différences entre les sexes aux cadres du pouvoir exécutif, de la police et de la justice.
- La collecte de données et de matériel statistique pour donner une visibilité au problème des crimes d'honneur.
- La garantie pour les militants des droits de l'homme, les avocats et les organisations féminines de pouvoir travailler en toute sécurité et sans crainte.
- L'extension des services aux femmes et aux jeunes filles en fuite, tant de la part de l'État que des ONG. Aussi longtemps que le Pakistan ne prendra pas au sérieux son obligation, en vertu de la Convention des Nations Unies sur les femmes, de combattre les traditions et les pratiques discriminatoires, les femmes et les jeunes filles continueront à payer pour l'honneur de leur famille.

N° 265 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« *ou utilise des mots qui incitent à la négation, la minimisation, la justification, l'approbation ou l'exécution des crimes d'honneur.* ».

Pakistan heeft het VN-Vrouwenverdrag geratificeerd en is daarom verplicht de mensenrechten van vrouwen te garanderen. Pakistan heeft eveneens het VN Verdrag voor de Rechten van het Kind geratificeerd. Toch faalt de overheid keer op keer om geweld tegen vrouwen en meisjes te voorkomen, te onderzoeken en te bestraffen. Pakistan heeft geen stappen ondernomen om discriminatie tegen te gaan. Daarom doet Amnesty International de volgende urgente aanbevelingen :

- Herziening en aanpassing van het strafrecht opdat er gelijkheid voor de wet bestaat en opdat vrouwen en meisjes gelijke bescherming door de wet genieten.
- Het invoeren van strafmaatregelen voor het uithuwelijken van meisjes en vrouwen tegen een financiële compensatie een misdrijf.
- Nieuwe wetgeving, dat huiselijk geweld tot een misdrijf maakt. Een adequate uitvoering van de wet. Het juridische kader behoort de wet uit te voeren.
- Alle provinciale overheden behoren eremoorden te onderzoeken en de daders voor het gerecht te brengen. De politie behoort direct en zonder discriminatie eremoorden te registreren en te onderzoeken.
- Pakistan zou zijn behoud op het VN-Vrouwenverdrag moeten terugtrekken en het Facultatieve Protocol ratificeren. Pakistan zou de rapportages moeten uitvoeren waartoe het verplicht is volgens het VN-Vrouwenverdrag en het Verdrag inzake de Rechten van het Kind.
- Afschaffing van de doodstraf.
- Het oprichten van een nationale en publieke campagne via de media, het onderwijs en via publieke uitspraken om mannen en vrouwen te informeren over de gelijke rechten van vrouwen onder het VN-Vrouwenverdrag.
- Het aanbieden van gender-sensibiliseringstraining aan het kader van de uitvoerende macht, politie en justitie.
- Het verzamelen van gegevens en statistisch materiaal opdat het probleem van eremoorden zichtbaar wordt.
- De garantie dat mensenrechtenactivisten, advocaten en vrouwenorganisaties veilig en zonder vrees hun werk kunnen doen.
- Het uitbreiden van diensten voor gevluchte vrouwen en meisjes, zowel van de staat als van NGO's. Zolang Pakistan zijn verplichting onder het VN-Vrouwenverdrag om discriminerende tradities en praktijken tegen te gaan niet serieus neemt, dan zullen vrouwen meisjes de prijs blijven betalen voor de eer van hun familie.

Nr. 265 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« *of die woorden gebruiken die aanzetten tot het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen, goedkeuren of uitvoeren van eremoorden.* ».

JUSTIFICATION

Dans l'ensemble du monde islamique, les crimes d'honneur font tout naturellement partie de l'ordre social. Au Pakistan, il arrive même souvent que les filles soient assassinées ou aspergées d'acide sulfurique lorsqu'elles refusent une demande en mariage. Les hommes assassinent parfois leur épouse parce qu'elle a parlé en rue avec un autre homme. Pas parce qu'elle a eu des relations sexuelles, pas parce qu'elle a flirté, uniquement pour une conversation. Au Pakistan, il n'est pas rare qu'une femme soit arrosée d'essence et brûlée vive. Même dans la Turquie relativement occidentalisée, les « crimes d'honneur » sont monnaie courante. Si un homme soupçonne son épouse d'infidélité, alors on s'attend à ce qu'il assassine son rival. Il s'agit d'un acte approuvé et encouragé socialement, et les tribunaux le considèrent comme une circonstance atténuante, souvent même une cause d'excuse.

Dans les autres pays islamiques aussi, le sang doit couler pour venger l'honneur. Parfois, les parents tuent leurs filles et les frères leurs sœurs parce qu'ils les soupçonnent d'avoir eu des relations sexuelles avant le mariage. L'écrivaine berbère algérienne et chanteuse Djura en donne de nombreux exemples dans son livre « Le voile du silence ». Elle a d'ailleurs failli être assassinée par son frère parce qu'elle vivait avec un Français. Elle et son ami ont tous deux été gravement blessés mais ils ont survécu. Et sa terrible expérience n'est pas un cas isolé.

Il y a quelques années, une jeune fille turque a été assassinée en France par ses parents et ses frères parce qu'elle avait flirté avec un jeune Français. Ils n'avaient pas eu de relations sexuelles, leur crime le plus terrible avait été un baiser passionné; qui lui a valu la peine capitale. Une équipe de reportage d'une chaîne de télévision française s'est rendue dans le village turc dont la famille était originaire et a demandé aux habitants leur réaction face au drame. La réponse la plus représentative est venue d'un vieux père de famille qui s'est exclamé avec une sainte indignation : « Si cela avait été ma fille, je l'aurais aussi tuée. »

Aux États-Unis, un Palestinien a tué sa fille parce qu'elle menait une vie trop dissolue à ses yeux : il a poignardé sa fille à plusieurs reprises pendant que sa mère la tenait par les bras (!). L'assassin était en relations avec un groupe terroriste et était surveillé en permanence. Les détails de ce meurtre furent donc enregistrés par les micros du FBI. Mais dans la plupart des cas, de tels crimes d'honneur sont simplement classés comme des accidents, des suicides ou des meurtres non résolus ...

Aux Pays-Bas aussi, dans le milieu immigré, les crimes d'honneur sont de plus en plus fréquents. La ministre de l'Intégration, Rita Verdonck a qualifié d'inquiétant le nombre de crimes d'honneur. Elle a annoncé des mesures pour s'attaquer au problème. On a donc affecté 200.000 euros, des plus nécessaires, à cet objectif. En quelques mois, d'octobre 2004 à mars 2005, onze crimes d'honneur ont été commis aux Pays-Bas. Dans 26 autres cas, on a recouru à la violence pour venger « l'honneur » de la famille et dans environ 30 cas des personnes ont été menacées. Tous les observateurs s'accordent à dire que ces chiffres ne sont que la partie émergée de l'iceberg. La plupart des cas ne sont jamais signalés. Dans 43 % des cas rapportés, il s'agit de familles turques. On a aussi trouvé des cas de crimes d'honneur dans des familles kosovares, irakiennes et marocaines. En dehors du milieu islamique, on a aussi signalé quelques cas impliquant des Colombiens et des Antillais. La police suppose qu'à ce jour les actions préventives ont permis d'éviter chaque année une quinzaine de crimes d'honneur.

Samia Sarwar, âgée de 29 ans et mère de deux enfants, a été abattue le 6 avril 1999 devant le bureau de son avocat. Après des années de violence domestique, Samia a tenté de divorcer de son mari violent. Toutefois, sa famille a estimé qu'elle portait ainsi atteinte à l'honneur de la famille et qu'il fallait donc la tuer. Son avocate, Hina Jilani, fut aussi visée par les coups de feu mais ne fut pas blessée. Une collègue, Shahtaj Qisalbash, a été enlevée puis relâchée par la suite.

VERANTWOORDING

In heel de islamitische wereld is eerwraak een vanzelfsprekend onderdeel van de sociale ordening. In Pakistan worden meisjes vaak zelfs vermoord of met zwavelzuur overgoten als ze een huwelijksaanzoek afwijzen. Mannen vermoorden soms hun echtgenote omdat zij op straat met een andere man heeft gepraat. Geen seks, geen flirt, gewoon een gesprek. In Pakistan gebeurt dat heel vaak door een vrouw met benzine te overgieten en levend te verbranden. Zelfs in het relatief westerse Turkije zijn zogenaamde « eremoorden » de gewoonste zaak van de wereld. Als een man zijn echtgenote van ontrouw verdenkt, dan wordt van hem verwacht dat hij zijn rivaal vermoordt. Dat wordt maatschappelijk goedgekeurd en aangemoedigd, en de rechtbanken beschouwen het als een verzachtende omstandigheid, vaak zelfs als een verschooningsgrond.

Ook in andere islamitische landen moet er bloed vloeien om de « eer » te wreken. Ouders vermoorden soms hun dochters en broers vermoorden hun zusters omdat ze hen verdenken van een seksuele relatie voor het huwelijk. De Algerijnse-Berberse schrijfster en zangeres Djura geeft daarvan een groot aantal voorbeelden in haar boek « Een sluier van Stilte ». Ze werd trouwens zelfs bijna door haar broer vermoord omdat zij samenwoonde met een Fransman. Zowel zijzelf als haar vriend liepen zware verwondingen op, maar ze bleven allebei in leven. En haar verschrikkelijke ervaring is absoluut niet uniek.

Enige jaren geleden werd een Turks meisje in Frankrijk door haar ouders en haar broers vermoord omdat zij met een Franse jongen had geflirt. Ze hadden geen seksuele betrekkingen gehad, hun ergste wandaad was een hartstochtelijke kus. Maar daar stond de doodstraf op. Een reportageploeg van een Frans tv-station trok ook naar het Turkse dorp waarvan die familie afkomstig was, en daar vroegen ze de inwoners naar hun reactie op dat drama. Het meest typerende antwoord kwam van een oudere huisvader die met heilige verontwaardiging zei : « Als het mijn kind was geweest, zou ik haar ook vermoord hebben. »

In de Verenigde Staten vermoordde een Palestijn zijn dochter omdat ze naar zijn normen een te losbandig leven leidde : hij stak het meisje herhaaldelijk met een mes terwijl haar moeder haar armen vasthield (!). De moordenaar had banden met een terroristische groepering, en hij stond onder permanente surveillance. De details over deze moord werden dan ook door de microfoons van het FBI geregistreerd. Maar in de meeste gevallen worden zo'n eremoorden gewoon geseponneerd als ongelukken, zelfmoorden of onopgeloste misdaden ...

Ook in Nederland worden in het migrantenmilieu steeds meer eremoorden gepleegd. Minister van Integratie Rita Verdonck noemde het aantal gevallen van eerwraak « zorgwekkend ». Zij kondigde maatregelen aan om het probleem aan te pakken. Daarvoor wordt 200.000 euro uitgetrokken. Dat is ook hard nodig. In enkele maanden tijd, tussen oktober 2004 en maart 2005 werden in Nederland elf eremoorden gepleegd. In nog eens zesentwintig gevallen werd geweld gebruikt om de « eer » van de familie te wreken, in ongeveer dertig gevallen werden mensen bedreigd. Alle waarnemers zijn het erover eens dat deze cijfers slechts het topje van de ijsberg zijn. De meeste gevallen worden nooit gerapporteerd. In 43 % van de geregistreerde gevallen ging het om Turkse families. Er kwamen ook gevallen van eerwraak voor in Kosovaarse, Iraakse en Marokkaanse families. Buiten het islamitische milieu werden ook enkele gevallen signaleerd waarbij Colombianen en Antillianen betrokken waren. De politie vermoedt dat ze tot nu toe door preventief ingrijpen jaarlijks een vijftiental eremoorden heeft kunnen voorkomen.

Samia Sarwar, een 29-jarige moeder van twee jonge kinderen, werd op 6 april 1999 voor het kantoor van haar advocaat doodgeschoten. Samia probeerde na jaren van huiselijk geweld een scheiding van haar gewelddadige echtgenoot te bemachtigen. Haar familie vond echter, dat zij door dit doen de eer van de familie had aangetast, en daarom moest ze worden gedood. Samia's advocaat Hina Jilani was ook onder vuur genomen, maar ongedeerd gebleven. Een collega Shahtaj Qisalbash, werd ontvoerd en na verloop van tijd vrijgelaten.

En 1995, Samia Sarwar avait temporairement regagné le domicile parental parce que son époux l'avait poussée dans les escaliers alors qu'elle attendait son deuxième enfant. À l'époque, elle avait demandé l'aide de ses parents pour divorcer de son mari mais ils avaient refusé de l'aider. En mars 1999, la coupe était pleine et Samia avait fui vers Lahore. Par l'intermédiaire de ses avocats, elle avait gardé le contact avec sa famille. Elle avait fini par accepter de rencontrer sa mère, à condition que celle-ci vienne seule (car elle craignait pour sa vie).

Le 6 avril, la mère de Samia vint au bureau de Hina Jilani. Elle était accompagnée de l'oncle de Samia et d'un autre homme, qui devait soigner la soutèner pour marcher. Une fois à l'intérieur, l'homme sortit une arme, tua Samia, tira sur Hina et prit la fuite en emmenant Shahtaj, qui fut libérée plus tard.

Des membres de la chambre de commerce de Peshawar, présidée par le père de Samia, et l'uléma local (théologien musulman) ont déclaré publiquement que les crimes d'honneur sont conformes aux traditions religieuses et tribales. Ils ont en outre accusé Hina et sa sœur Asma Jahangir, elle aussi avocate des droits de l'homme, de « tromper » les femmes. Une fatwa appelle les croyants à tuer les deux hérétiques.

En 2002, Asma Jahangir a reçu le Geuzenpenning (prix néerlandais pour les droits de l'homme).

Hina Jilani et sa sœur Asma Jahangir sont des avocates des droits de l'homme respectées sur le plan international. Elles sont connues pour défendre les droits de la femme au Pakistan. Asma Jahangir est également rapporteuse spéciale de l'ONU chargée de la question des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires.

Quelques jours plus tard, le 12 avril, le rapporteur spécial de l'ONU chargé de la question de l'indépendance des juges et des avocats, Param Coomaraswamy, s'adressait publiquement à la commission de l'ONU des droits de l'homme. Il fit état de sa grande inquiétude au sujet des crimes d'honneur et, plus particulièrement, des menaces dont sont victimes les avocats des droits de l'homme. Param Coomaraswamy a appelé les autorités pakistanaïses à respecter leurs obligations internationales par rapport aux principes de l'ONU concernant le rôle des avocats et à assurer immédiatement la sécurité d'Asma Jahangir et de ses collègues.

Bien que les autorités pakistanaïses aient fait savoir à la commission de l'ONU pour les droits de l'homme que toutes les mesures allaient être prises pour protéger Asma, elles n'ont pas condamné publiquement les menaces. Il n'y a pas eu de réaction officielle aux fatwas et les autorités n'ont rien tenté pour arrêter les meurtriers. Bien que tout le monde sache qui a commis le meurtre, personne n'a été inculpé ni arrêté en dépit des protestations publiques et des pétitions adressées à la cour.

Les vies de millions de femmes pakistanaïses sont déterminées par la tradition du purdah (voile) et l'obéissance aux hommes. La conception traditionnelle de l'honneur restreint les droits les plus élémentaires des femmes. Chaque année, au Pakistan, des milliers de femmes de tous âges sont assassinées dans tout le pays au nom de l'honneur.

Les crimes d'honneur sont en hausse constante ces dernières années car le concept d'honneur semble toujours s'étendre. Les soupçons les plus vagues comme une rumeur de village ou, dans les cas les plus extrêmes, un homme qui rêve de l'infidélité de son épouse, suffisent à déclencher une violence extrême. Dans ces cas, les femmes n'ont même pas la possibilité de dissiper un éventuel malentendu. La seule manière acceptée socialement pour restaurer l'honneur de l'époux et de la famille est de bannir la femme, de l'attaquer ou de la tuer. Dans de telles affaires d'honneur, la femme est perçue comme la coupable et le mari comme celui devant se défendre. Les crimes d'honneur touchent divers pays, dont le Pakistan, l'Irak, la Turquie et la Jordanie. Dans ce dernier pays, les crimes d'honneur sont de moins en moins bien acceptés dans la société probablement parce que la famille royale a condamné ces violences au cours des dernières années.

Samia Sarwar was in 1995 tijdelijk teruggekeerd naar haar ouderlijk huis, omdat haar echtgenoot haar van de trap had gegooid, terwijl ze in verwachting was van haar tweede kind. Ze had toen haar ouders om hulp gevraagd bij de scheiding van haar man, maar de ouders weigerden iedere medewerking. In maart 1999 was de maat vol voor Samia, zij vluchtte naar Lahore. Via haar advocaten hield ze contact met haar familie. Tenslotte stemde ze toe om haar moeder te ontmoeten, mits zij alleen zou komen (want zij vreesde voor haar leven).

Op 6 april kwam Samia's moeder naar het kantoor van Hina Jilani. Zij was in het gezelschap van Samia's oom en een andere man, die zogenaamd de moeder bij het lopen moest ondersteunen. Eenmaal binnen, haalde de man een geweer tevoorschijn, schoot Samia dood, schoot op Hina en op de vluchtweg nam hij Shahtaj mee. Later werd zij vrijgelaten.

Leden van de Kamer van Koophandel in Peshawar, waarvan Samia's vader voorzitter is, en de lokale ulema (islamitische schriftgeleerden) hebben publiekelijk verklaard, dat de eremoord in lijn is met de religieuze en tribale tradities. Ook hebben zij Hina en haar zuster Asma Jahangir, die eveneens mensenrechtenadvocaat is, beschuldigd van het « misleiden » van vrouwen. In een fatwa worden de gelovigen opgeroepen de twee ketterse vrouwen te doden.

Asma Jahangir kreeg in 2002 de Geuzenpenning.

Hina Jilani en haar zuster Asma Jahangir zijn internationaal gerespecteerde mensenrechtenadvocaten, en bekende voorvechters van de rechten van vrouwen in Pakistan. Asma Jahangir is eveneens Speciale Rapporteur van de VN inzake Buitengerechtelijke, Standrechtelijke of Willekeurige Executies.

Een aantal dagen later op 12 april deed de Speciale VN Rapporteur betreffende de Onafhankelijkheid van rechters en advocaten, Param Coomaraswamy, een publieke uitspraak richting de VN Commissie voor de Rechten van de Mens. Hij sprak zijn grote bezorgdheid uit over de ermoorden, en in het bijzonder over de bedreigingen van de mensenrechtenadvocaten. Param Coomaraswamy riep de Pakistaanse overheid op zich te houden aan haar internationale verplichtingen volgens de VN Principes inzake de Rol van Advocaten en om onmiddellijk de veiligheid te garanderen van Asma Jahangir en haar collega's.

Ondanks dat de Pakistaanse overheid de VN Commissie voor de Rechten van de Mens heeft bericht, dat alle maatregelen genomen zouden worden om Asma te beschermen, heeft ze geen enkele publieke veroordeling van de dreigementen uitgesproken. Er is geen officiële reactie geweest op de fatwa's en ook heeft de overheid geen poging ondernomen de moordenaars te arresteren. Ondanks het feit dat iedereen weet wie de moord heeft gepleegd, ondanks publieke protesten en petitie naar het gerechtshof, is niemand voorgeleid of gearresteerd.

De levens van miljoenen Pakistaanse vrouwen worden bepaald door gewoonten van de purdah en gehoorzaamheid aan mannen. Traditionele visies op de eer beperken de meest basale rechten van vrouwen. Elk jaar worden in Pakistan duizenden vrouwen, van alle leeftijden en in alle delen van het land, vermoord uit naam van de eer.

Het aantal ermoorden lijkt de laatste jaren gestaag toe te nemen, omdat er een steeds breder begrip schijnt te worden. De meest vage verdenkingen, zoals een dorpsgerucht of in een extreem geval, de droom van een man over het overspel van zijn vrouw, is genoeg om zwaar geweld te ontlokken. Vrouwen wordt in die gevallen niet eens de kans geboden eventuele misverstanden op te helderen. De enige sociaal geaccepteerde manier voor de echtgenoot en familie om de eer op te schonen is de vrouw buiten te sluiten, aan te vallen of te vermoorden. In dergelijke erezaken wordt de vrouw als schuldige gezien en de man als iemand die zich moet verdedigen. Meldingen van ermoorden komen uit verschillende landen, waaronder Pakistan, Irak, Turkije en Jordanië. In het laatste land neemt de maatschappelijke goedkeuring voor eerwraak af, waarschijnlijk omdat de koninklijke familie van Jordanië de laatste jaren zich fel uitgesproken heeft tegen dit geweld.

Les tentatives prudentes de femmes pakistanaises pour réclamer leur droits, comme celui de choisir leur époux ou de pouvoir divorcer d'un époux violent, sont aussi de plus en plus souvent perçues comme des atteintes à l'honneur. Cette émancipation prudente a entraîné une réaction forte et rapide qui s'est traduite par une augmentation des crimes d'honneur.

Au Pakistan, le code d'honneur est à l'origine une tradition des Baluch et des Pathan. Lorsqu'une femme se marie, la famille du futur époux paie une dot au père. Si la femme est « salie », le père (ou l'époux si elle est déjà mariée) a droit à une compensation. Quand un époux tue sa femme prétendument adultère et que l'amant supposé parvient à s'échapper, l'amant doit alors payer une compensation pour la mort de la femme et pour sa vie sauve. Souvent, l'amant donne une de ses soeurs et une forte somme d'argent.

Les mariages Satta-watta, l'échange d'enfants pour renforcer les liens familiaux, sont un lourd fardeau pour les femmes. Si plus tard elles choisissent un autre époux que celui à qui elles ont été promises enfant, il est fréquent qu'elles soient enlevées par leur propre famille et qu'elles disparaissent à jamais.

Les concepts d'honneur et de honte diffèrent pour les hommes et les femmes, bien qu'en théorie ils soit valables pour les deux sexes. Il ressort d'une enquête effectuée dans le nord du Baluchistan et dans la province frontalière du nord-ouest qu'on ne punit pas les hommes des relations illégitimes alors qu'on peut tuer les femmes à la moindre rumeur. Selon la Sindh Graduates Association, on a signalé 132 crimes d'honneur rien que pour le premier trimestre 1999.

Le droit pénal comporte une série de règles très discriminatoires, les règles relatives à l'adultère étant les plus terribles. Si une femme est violée et qu'elle ne parvient pas à trouver quatre témoins, elle sera accusée d'adultère. Le témoignage d'une femme ne vaut que la moitié de celui d'un homme. Lorsqu'une femme est libérée, souvent elle est assassinée par la suite par sa famille. Les lois de Qisas et Diyat (concernant les lésions corporelles, la mort pour dette ou meurtre) permettent aux familles des victimes et des suspects de se mettre d'accord sur le degré de la peine. Cela peut mener à des situations où le suspect est sur le point d'être exécuté tandis que les familles sont toujours en pleines négociations. Il arrive aussi que la famille puisse pardonner le meurtrier et que des hommes soient punis différemment selon qu'ils aient assassiné leur épouse ou quelqu'un d'autre. Généralement, les femmes ne peuvent pas négocier elles-mêmes et elles ont aussi moins de chances d'être libérées à la suite de telles négociations entre les familles.

La police entretient la tradition en ne protégeant pas les femmes mais en les condamnant en acceptant, contre de l'argent, de ramener les femmes dans leur famille ou leur clan et en refusant d'enregistrer les plaintes contre des suspects.

Quand il y a un procès, l'affaire est traitée avec une grande souplesse. Il y a de nombreuses manières de contourner la loi pour permettre à un « meurtrier d'honneur » de s'en tirer. La tradition reste donc immuable. Pire encore, le crime d'honneur est de plus en plus souvent utilisé comme couverture pour des crimes commis pour d'autres motifs. En juillet 1999, le sénat a rejeté une résolution condamnant les crimes d'honneur.

Voici les raisons des crimes d'honneur : la volonté d'épouser l'homme de son choix, le refus d'un mariage arrangé, l'adultère (supposé), ou la demande de divorce. Même en cas de viol c'est la femme qui est jugée coupable. Par exemple, Jamilla, 16 ans, a été violée à plusieurs reprises par un jeune fonctionnaire du département provincial d'agriculture. Son oncle a déposé plainte auprès de la police qui a en revanche arrêté la jeune fille avant de la livrer à son clan. En mars 1999, elle fut abattue sur décision du conseil tribal des anciens à cause du déshonneur qu'elle avait infligé au clan et que seule la mort pouvait laver. La police enferma le violeur pour assurer sa sécurité lorsque le clan était à sa recherche.

Voorzichtige stappen van Pakistaanse vrouwen om hun rechten op te eisen, zoals het zelf kiezen van een echtgenoot of het willen scheiden van een gewelddadige man, worden ook in toenemende mate gezien als een aantasting van de eer. De reactie op deze voorzichtige emancipatie is zowel hard als snel, resulterend in een toename aan ermoorden.

Oorspronkelijk is in Pakistan de erecode een Baluch en Pathaanse traditie. Als vrouwen trouwen, dan betaalt de familie van de bruidegom een bruidsprijs aan de vader. Als de vrouw « aangetast » is dan heeft de vader of – als ze gehuwd is – de echtgenoot een recht op compensatie. Wanneer een echtgenoot zijn vermeende overspelige vrouw doodt en haar vermeende minnaar weet te ontsnappen, dan behoort de minnaar een prijs te betalen voor het leven van de vrouw, dat verloren is gegaan en voor zijn leven dat gered is. Vaak overhandigt de minnaar een zuster samen met een grote som geld.

Satta-watta huwelijken, de uitwisseling van kinderen om familiebanden te smeden, omvat een grote last voor vrouwen. Wanneer zij later een andere echtgenoot kiezen, dan aan wie zij als kind beloofd zijn, dan komt het regelmatig voor dat zij ontvoerd worden door eigen familie en nooit meer terugkeren.

Ideeën over eer en schaamte gelden niet gelijkelijk voor mannen en vrouwen, hoewel in theorie ze wel voor beide seksen geldt. Uit onderzoek in Noord Baluchistan en de Noordwestelijke Grensprovincie, konden mannen ongestraft voort na hun « ongelimiteerde » relatie, terwijl vrouwen vermoord konden worden naar aanleiding van het kleinste gerucht. Volgens de Sindh Graduates Association werden alleen al in de eerste drie maanden van 1999, 132 ermoorden gemeld.

Het strafrecht heeft een aantal zeer discriminerende wetregels en waarvan de regels met betrekking tot overspel het ergst zijn. Vrouwen die verkracht zijn en geen vier getuigen weten te vinden worden beschuldigd van overspel. Een getuigenis van een vrouw is namelijk maar de helft waard van die van een man. Wanneer de vrouwen toch vrijkomen, worden ze regelmatig achteraf gedood door familie. De wet op Qisas en Diyat (betreffende lichamelijk letsel, dood door schuld en moord) maakt het mogelijk voor de families van slachtoffer en verdachte om te onderhandelen over de strafmaat. Dit kan tot situaties leiden dat de verdachte al op het executieterrein staat, terwijl de families nog druk staan te onderhandelen. Ook komt het erop neer dat de familie de moordenaar kan vergeven en dat mannen die hun echtgenoten vermoorden niet op dezelfde manier worden gestraft als wanneer een ander was vermoord. Vrouwen kunnen meestal niet zelf onderhandelen en zij hebben ook minder kans om vrij te komen door dergelijke onderhandelingen tussen families.

De politie houdt de traditie in stand door de vrouwen niet te beschermen maar af te keuren, door geld te accepteren om de vrouwen naar hun familie of clan te brengen en door klachten tegen verdachten niet te registreren.

Wanneer het al tot een juridisch proces komt, dan wordt de zaak met enorme soepelheid afgehandeld. Er zijn vele mazen in de wet om als « ermoordenaar » er doorheen te glippen. Dus de traditie blijft onverminderd in stand. Sterker, steeds vaker wordt « ermoord » als dekmantel gebruikt voor moorden die gepleegd zijn uit andere motieven. In juli 1999 werd een resolutie, die ermoorden veroordeelt, door de senaat afgewezen.

Redenen voor ermoorden zijn : willen trouwen met de man van eigen keuze, weigering van een gearrangeerd huwelijk, (vermeend) overspel of aanvraag van een scheiding. Zelfs bij verkrachting wordt de vrouw als schuldige gezien. De zestienjarige Jamilla bijvoorbeeld, was herhaaldelijk verkracht door een jonge ambtenaar van het provinciale departement van landbouw. Haar oom diende een klacht in bij de politie, maar de politie daarentegen arresteerde Jamilla en overhandigde haar aan de clan. In maart 1999 werd zij doodgeschoten, omdat een tribale oudererraad had geoordeeld, dat zij schande had toegebracht aan de clan en dat de eer alleen door haar dood kon worden hersteld. De politie sloot de verkrachter voor zijn eigen veiligheid op, toen de clan op zoek naar was naar hem.

Le Pakistan a ratifié la Convention des Nations Unies sur les femmes. Il est donc tenu de garantir les droits des femmes. Le Pakistan a également ratifié la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant. Pourtant, les autorités sont systématiquement incapables de prévenir les violences à l'encontre des femmes et des enfants, d'enquêter sur ces violences et de les punir. Le Pakistan n'a pris aucune mesure pour lutter contre les discriminations. C'est pourquoi Amnesty International fait les recommandations urgentes suivantes :

- La révision et l'adaptation du droit pénal pour que la loi instaure l'égalité et qu'elle offre la même protection aux femmes et aux jeunes filles.
- L'introduction de sanctions qui font du mariage des jeunes filles et des femmes contre une dot un délit.
- Une nouvelle législation qui fait de la violence domestique un délit. Une application adéquate de la loi. Il appartient au cadre juridique d'exécuter la loi.
- Toutes les autorités provinciales doivent enquêter sur les crimes d'honneur et amener les auteurs devant le tribunal. La police doit enregistrer directement et sans discrimination les crimes d'honneur et mener une enquête.
- Le Pakistan doit retirer sa réserve sur la Convention des Nations Unies sur les femmes et ratifier le protocole facultatif. Le Pakistan doit faire les rapports auxquels il est contraint par l'ONU en vertu de la Convention sur les femmes et de la Convention sur les droits de l'enfant.
- La suppression de la peine de mort.
- Le lancement via les médias, l'enseignement et des discours publics d'une campagne nationale et publique pour informer les hommes et les femmes sur l'égalité des droits des femmes en vertu de la Convention des Nations Unies sur les femmes.
- L'offre d'une formation de sensibilisation aux différences entre les sexes aux cadres du pouvoir exécutif, de la police et de la justice.
- La collecte de données et de matériel statistique pour donner une visibilité au problème des crimes d'honneur.
- La garantie pour les militants des droits de l'homme, les avocats et les organisations féminines de pouvoir travailler en toute sécurité et sans crainte.
- L'extension des services aux femmes et aux jeunes filles en fuite, tant de la part de l'État que des ONG. Aussi longtemps que le Pakistan ne prendra pas au sérieux son obligation, en vertu de la Convention des Nations Unies sur les femmes, de combattre les traditions et les pratiques discriminatoires, les femmes et les jeunes filles continueront à payer pour l'honneur de leur famille.

N° 266 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« ou utilise des mots qui incitent à la négation, la minimisation, la justification, l'approbation ou l'exécution des excisions rituelles sur les femmes. ».

Pakistan heeft het VN-Vrouwenverdrag geratificeerd en is daarom verplicht de mensenrechten van vrouwen te garanderen. Pakistan heeft eveneens het VN Verdrag voor de Rechten van het Kind geratificeerd. Toch faalt de overheid keer op keer om geweld tegen vrouwen en meisjes te voorkomen, te onderzoeken en te bestraffen. Pakistan heeft geen stappen ondernomen om discriminatie tegen te gaan. Daarom doet Amnesty International de volgende urgente aanbevelingen :

- Herziening en aanpassing van het strafrecht opdat er gelijkheid voor de wet bestaat en opdat vrouwen en meisjes gelijke bescherming door de wet genieten.
- Het invoeren van strafmaatregelen voor het uithuwelijken van meisjes en vrouwen tegen een financiële compensatie een misdrijf.
- Nieuwe wetgeving, dat huiselijk geweld tot een misdrijf maakt. Een adequate uitvoering van de wet. Het juridische kader behoort de wet uit te voeren.
- Alle provinciale overheden behoren eremorden te onderzoeken en de daders voor het gerecht te brengen. De politie behoort direct en zonder discriminatie eremorden te registreren en te onderzoeken.
- Pakistan zou zijn behoud op het VN-Vrouwenverdrag moeten terugtrekken en het Facultatieve Protocol ratificeren. Pakistan zou de rapportages moeten uitvoeren waartoe het verplicht is volgens het VN-Vrouwenverdrag en het Verdrag inzake de Rechten van het Kind.
- Afschaffing van de doodstraf.
- Het oprichten van een nationale en publieke campagne via de media, het onderwijs en via publieke uitspraken om mannen en vrouwen te informeren over de gelijke rechten van vrouwen onder het VN-Vrouwenverdrag.
- Het aanbieden van gender-sensibiliseringstraining aan het kader van de uitvoerende macht, politie en justitie.
- Het verzamelen van gegevens en statistisch materiaal opdat het probleem van eremorden zichtbaar wordt.
- De garantie dat mensenrechtenactivisten, advocaten en vrouwenorganisaties veilig en zonder vrees hun werk kunnen doen.
- Het uitbreiden van diensten voor gevluchte vrouwen en meisjes, zowel van de staat als van NGO's. Zolang Pakistan zijn verplichting onder het VN-Vrouwenverdrag om discriminerende tradities en praktijken tegen te gaan niet serieus neemt, dan zullen vrouwen meisjes de prijs blijven betalen voor de eer van hun familie.

Nr. 266 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervullen :

« of woorden gebruiken die aanzetten tot het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen, goedkeuren of uitvoeren van rituele vrouwenbesnijdenissen. ».

JUSTIFICATION

L'excision des femmes peut se manifester sous différentes formes. Elle peut consister en l'ablation totale ou partielle des organes génitaux féminins. La forme la plus extrême est l'infibulation, également appelée excision pharaonique. Elle représente 15 % de toutes les excisions pratiquées en Afrique. Elle consiste en une clitoridectomie (ablation totale ou partielle du clitoris), une excision (ablation totale ou partielle des petites lèvres) et une ablation des grandes lèvres. Ensuite, les restes des grandes lèvres sont cousus ensemble en ne laissant qu'une petite ouverture pour l'écoulement du flux menstruel et de l'urine. En Afrique, la clitoridectomie et l'excision représentent 85 % des mutilations sexuelles féminines. Dans certaines traditions, l'excision rituelle se limite à placer un couteau contre le vagin, parfois, quelques poils sont rasés ou le clitoris est incisé. Des activistes tentent de proposer ce type d'excision rituelle comme solution de remplacement.

Le type d'excision, l'âge auquel elle est pratiquée et la façon de faire varient en fonction des circonstances : l'origine ethnique, le pays ou la région, l'environnement rural ou urbain, et le niveau socio-économique. L'opération peut se pratiquer à des âges différents, de juste après la naissance au moment de la première grossesse. La plupart du temps, il s'agit de fillettes de quatre à huit ans. Selon l'OMS, l'âge diminue, ce qui signifierait que la pratique est de moins en moins liée aux rites de passage à l'âge adulte. Ce serait particulièrement le cas en zone urbaine.

Certaines filles sont seules au moment de l'excision, mais généralement elles sont regroupées avec des sœurs ou des voisines. Lorsqu'il s'agit d'un rite d'initiation (passage à l'âge adulte et adhésion complète au clan), comme en Afrique, les filles excisées ont toutes à peu près le même âge. La mutilation peut se dérouler à la maison ou chez les voisins, dans une clinique ou dans un lieu choisi pour l'occasion. C'est généralement le cas lorsqu'il s'agit d'un rite initiatique. Il s'agit alors souvent d'un arbre ou d'une rivière sacrés. L'excision est pratiquée par une femme plus âgée, une sage-femme ou un chaman traditionnels, un coiffeur ou encore un médecin ou une sage-femme qualifiés. Les filles ne savent pas toujours ce qui les attend. Souvent, le rituel s'accompagne des fêtes et de cadeaux. En cas de rite initiatique, c'est une fête pour l'ensemble de la communauté à laquelle généralement seules les femmes participent.

Généralement, les filles ne sont pas anesthésiées. Parfois, on leur dit de s'asseoir dans de l'eau froide avant l'opération. On utilise toutes sortes d'instruments : un morceau de verre, des ciseaux, un couvercle de boîte de conserve ou un autre objet coupant. Après l'excision, les restes des lèvres sont cousus ensemble avec du fil ou avec des épines de buisson. Parfois les jambes sont attachées l'une à l'autre pendant quarante jours. On utilise parfois de la poudre antiseptique mais plus généralement des onguents traditionnels faits d'herbes, de lait, d'œufs, de cendre et de fumier. Lors des rites d'initiation, les filles sont isolées pour se reposer et être initiées. Les hôpitaux avec anesthésie et médecins qualifiés sont réservés aux riches.

Dans le monde, quelque 135 millions de filles et de femmes ont été excisées et, chaque année, deux millions de filles risquent de subir le même sort c.-à-d. environ 6.000 par jour. Les excisions se pratiquent surtout en Afrique centrale et dans plusieurs pays du Moyen-Orient. Elles sont aussi pratiquées dans d'autres régions du monde, en particulier dans les communautés immigrées (en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient). Les mutilations génitales sont pratiquées dans plus de 28 pays africains. On ne dispose pas de chiffres pour l'Asie. On a bien constaté des cas dans plusieurs communautés en Indonésie, au Sri Lanka et en Malaisie mais on ne sait pas grand-chose des méthodes utilisées. En Inde, une petite secte musulmane, les Daudi Bohra, pratique effectivement l'excision des femmes. Au Moyen-Orient, les mutilations sont pratiquées en Égypte, à Oman, au Yémen et aux Émirats Arabes Unis. On mentionne des cas d'excision dans certaines communautés indiennes d'Amérique centrale et du sud mais, là encore, on manque d'informations. Dans les pays

VERANTWOORDING

Vrouwenbesnijdenis kan verschillende verschijningsvormen aannemen. Het kan de gehele of de gedeeltelijke verwijdering van het vrouwelijke geslachtsorgaan inhouden. De meest extreme vorm is infibulatie, ook wel faraonische besnijdenis genoemd. Vijftien procent van alle besnijdenissen in Afrika behoren hiertoe. Het bestaat uit clitoridectomie (geheel of gedeeltelijk wegsnijden van de clitoris), excisie (geheel of gedeeltelijk wegsnijden van de kleine schaamlippen) en het wegsnijden van de grote schaamlippen. Daarna worden de restanten van de grote schaamlippen aan elkaar genaaid tot een klein opening blijft voor de menstruatie en het plaspen. In Afrika vormt clitoridectomie en excisie 85 procent van de besnijdenissen. In sommige tradities wordt een rituele besnijdenis uitgevoerd, waarbij een mes tegen de vagina wordt gehouden, soms wat haar wordt weggeschoren of in de clitoris wordt geprikt. Activisten proberen een dergelijke rituele besnijdenis als alternatief aan te bieden.

Welke vorm van besnijdenis, de leeftijd waarop het wordt uitgevoerd, en de manier waarop het gedaan wordt, verschilt naar de omstandigheden. De etnische achtergrond, het land of de regio, stedelijke of plattelandsgebied en de sociaal-economische omgeving. De operatie kan op verschillende leeftijden plaats vinden, variërend van net na de geboorte tot gedurende de eerste zwangerschap. Meestal gebeurt het bij meisjes tussen de vier en acht jaar. Volgens de Wereld Gezondheidsorganisatie daalt de leeftijd, wat zou betekenen dat de praktijk steeds minder verbonden is met initiatieriten naar de volwassenheid. Met name in de stedelijke gebieden zou dit het geval zijn.

Sommige meisjes ondergaan de besnijdenis in hun eentje, maar meestal gaan meisjes, vaak zussen of buurmeisjes, gezamenlijk in een groep onder het mes. Daar waar vrouwenbesnijdenis onderdeel is van de initiatierite (naar de volwassenheid en volledig lidmaatschap van de clan), zoals in Afrika, worden meisjes van dezelfde leeftijdscategorie besneden. De verminking kan thuis uitgevoerd worden of in het huis van de burens, in een kliniek of bij een speciaal uitgekozen plek. Dat laatste is meestal bij de initiatierites het geval. Het gaat dan vaak om een heilige boom of rivier. Degene die de besnijdenis uitvoert kan een oudere vrouw, een traditionele vroedvrouw of sjamaan, een kapper of een gekwalificeerde dokter of vroedvrouw zijn. De meisjes weten soms wel en soms niet wat er gaat gebeuren. Regelmatig is het ritueel omlijst met feestelijkheden en cadeautjes. In het geval van de initiatieriten is het een feestelijke gebeurtenis voor de gehele gemeenschap. Bij de feestelijke bijeenkomsten mogen meestal alleen vrouwen aanwezig zijn.

Meestal worden de meisjes niet verdoofd. Soms wordt hen gezegd in koud water te gaan zitten voordat de operatie begint. Allerlei instrumenten worden gebruikt, een stuk glas, een schaar, een deksel van een blikje of iets anders scherp. Na de besnijdenis worden de restanten van de lippen bij elkaar genaaid met draad of met doornen van een struik. Soms worden de benen bij elkaar gebonden voor wel veertig dagen. Antiseptisch poeder wordt gebruikt, maar meestal traditionele zalftjes van kruiden, melk, eieren, as en mest. Bij initiatieriten worden de meisjes naar een aparte plek gebracht om uit te rusten en om onderwijs te krijgen. Ziekenhuizen met gekwalificeerde dokters en narcose zijn alleen voor mensen met geld weggelegd.

Wereldwijd zijn ongeveer 135 miljoen meisjes en vrouwen besneden, terwijl er jaarlijks rond de twee miljoen meisjes het risico lopen op de ingreep. Dat is ongeveer 6.000 per dag. Vrouwenbesnijdenis komt vooral voor in midden-Afrika en in een aantal landen in het Midden-Oosten. Ook wordt het in de andere delen van de wereld gepraktiseerd en dan met name bij migrantengemeenschappen (uit Afrika en Midden-Oosten). Genitale verminking wordt gedaan in meer dan 28 Afrikaanse landen. Er zijn geen cijfers bekend over Azië. Wel is het geconstateerd bij een aantal gemeenschappen in Indonesië, Sri Lanka en Maleisië, maar er is heel weinig bekend over de methoden. In India bestaat een kleine moslimsekte, de Daudi Bohra, die wel besnijdenis van vrouwen uitvoert. In het Midden-Oosten komt de verminking voor in Egypte, Oman, Jemen en de Verenigde Arabische Emiraten. Er zijn meldingen van vrouwenbesnijdenis bij sommige indianengemeenschappen in Centraal- en Zuid-Amerika, maar ook hier is heel weinig informatie

industrialisés, les excisions ne sont pratiquées que par des immigrés originaires de pays où on excise les femmes.

Les conséquences physiques et émotionnelles d'une excision peuvent être très importantes. Dans les cas les plus graves, les mutilations génitales peuvent entraîner la mort.

Au cours de l'excision, les filles subissent un choc et une douleur extrêmes. Hémorragies et séquelles aux organes entourant les lèvres et le clitoris sont fréquents. Après l'opération, infections chroniques, hémorragies, abcès et petites tumeurs sur les nerfs causent un grand inconfort et une extrême douleur. Les filles se retiennent souvent d'uriner et souffrent encore longtemps de cystites. L'infibulation, la forme la plus extrême d'excision, entraîne des conséquences encore pires : calculs rénaux, atteinte des reins, rétention du flux menstruel, infections utérines, chéloïdes, kystes, voire stérilité. Les risques de contracter ou transmettre le sida sont très élevés. En particulier, parce qu'on ne nettoie généralement pas les instruments lorsqu'on excise en même temps des filles d'une même tranche d'âge.

Souvent, le premier rapport sexuel ne peut se faire qu'après une lente et très douloureuse ouverture des lèvres cousues ensemble. Il faut même parfois littéralement découper une ouverture. Il est donc fréquent que les femmes présentent de graves blessures parce que leur époux a mal coupé. Dans tous les types d'excision, le risque de contracter le sida est toujours élevé.

La peau qui reste se déchire presque toujours. Les femmes infibulées doivent pratiquement toujours être coupées sinon l'enfant ne peut pas sortir. Après l'accouchement, les femmes sont recousues, afin qu'elles restent « étroites » pour leur époux. À force d'être tout le temps coupées et recousues, les cicatrices chéloïdiennes deviennent énormes chez ces femmes et entraîne la perte de la sensibilité.

Les rapports sexuels restent douloureux pour beaucoup de femmes, voire parfois dangereux. La disparition du clitoris laisse supposer que le plaisir sexuel est moindre. Il ressort toutefois d'une étude que 90 % des femmes interrogées éprouvent un orgasme. Les mécanismes du plaisir sexuel des femmes ne sont pas encore tout à fait clairs mais heureusement il ne semble pas dépendre exclusivement des organes.

Les conséquences psychologiques sont bien plus difficiles à mesurer. Seul un petit nombre de cas sont mentionnés et étudiés. En dépit du manque de données scientifiques, il y a de nombreux récits sur les sentiments de peur, d'humiliation et de trahison. De tels sentiments ne semblent pas positifs pour le développement des jeunes femmes. D'un autre côté, les sentiments d'appartenance au groupe, de respect des traditions de sa communauté et d'être une « bonne » femme sont très importants pour beaucoup de femmes et satisfaisants sur le plan émotionnel. Il est donc aussi possible qu'une femme subisse une pression psychologique lorsqu'elle n'est pas excisée. Notamment lorsqu'elle appartient à une minorité (comme les femmes immigrées) et qu'elle est tiraillée entre les coutumes de sa communauté et la culture dominante.

Il est difficile d'obtenir des données sur les conséquences physiques et émotionnelles. Les effets médicaux à court et à moyen terme sont en général rapportés par des hôpitaux et des cliniques. Mais il est difficile d'évaluer la mortalité et les problèmes de santé liés à l'excision. Pour les partisans de l'excision, ils sont rares, pour ses opposants, ils ne sont que trop fréquents. Le secret entourant l'excision et les gens qui la pratiquent complique fort la collecte. On sait par contre que les complications, lorsqu'elles surviennent, sont rarement ou jamais attribuées aux personnes ayant pratiqué l'excision. On incrimine généralement la fille ou ses parents. Soit la fille est impure soit ses parents n'ont pas accompli correctement les rituels. Tout ceci ne facilite pas l'étude de l'excision et de toutes ses conséquences. Les récits des femmes constituent la principale source d'informations, et elles doivent généralement retrouver des souvenirs profondément enfouis, qui ont été déformés par le temps. Une étude solide des conséquences physiques et émotionnelles est évidemment nécessaire,

pour handen. In de geïndustrialiseerde landen wordt het alleen door migranten, afkomstig uit de landen waar vrouwenbesnijdenis wordt uitgevoerd, gepraktiseerd.

Lichamelijk en emotioneel kunnen de gevolgen van een besnijdenis heel groot zijn. In het ergste geval kan genitale verminking zelfs tot de dood leiden.

Gedurende de besnijdenis zelf ondervinden de meisjes extreme pijn en shock. Onophoudelijk bloeden en blijvende schade aan de organen rondom de labia en clitoris komen regelmatig voor. Na de operatie zorgen chronische infecties, onophoudelijk bloeden, abscessen en kleine tumoren op de zenuwen voor groot ongemak en extreme pijn. De meisjes houden vaak hun plas op en hebben daarom nog tijdenlang last van blaasontsteking. Infibulatie (de meest extreme vorm van vrouwenbesnijdenis) heeft nog ergere gevolgen : nierstenen, schade aan de nieren, het niet wegvloeien van menstratiebloed, infecties aan de baarmoeder, excessieve groei van littekenweefsel, cystes en zelfs onvruchtbaarheid. De kans op HIV/AIDS en de verspreiding ervan is zeer groot. Vooral omdat meestal de instrumenten niet schoongemaakt worden. Zeker wanneer hele leeftijdsgroepen meisjes tegelijkertijd onder het mes gaan.

Het eerste seksuele contact kan vaak alleen na een langzame en zeer pijnlijke opening van de aaneen genaaide lippen. Soms is het zelfs nodig om het letterlijk open te knippen. Het komt daarbij voor dat de vrouwen zwaar letsel oplopen, omdat hun echtgenoten verkeerd of onhandig knippen. Bij alle vormen van besnijdenis is de kans op HIV/AIDS constant levensgroot aanwezig.

Bijna altijd scheurt de resterende huid open. Vrouwen die infibulatie hebben ondergaan, moeten bijna altijd opengeknipt worden, anders kan het kind niet naar buiten komen. Na de bevalling worden de vrouwen opnieuw dichtgenaaid om ze « strak » te houden voor hun echtgenoten. Door het constante openknippen en dichtnaaien groeit het littekenweefsel enorm. Ongevoeligheid is dan het gevolg.

Seksueel contact blijft voor veel vrouwen pijnlijk, soms zelfs gevaarlijk. Het feit dat de clitoris verwijderd is, doet vermoeden dat het seksuele genot vermindert is. Maar toch blijkt uit één onderzoek, dat negentig procent van de geïnterviewde vrouwen wel een orgasme beleeft. De mechanismen van seksueel plezier van vrouwen zijn nog niet geheel duidelijk, maar gelukkig lijkt het niet geheel afhankelijk van de organen.

De psychologische gevolgen zijn veel moeilijker te meten. Slechts een klein aantal gevallen zijn gemeld en onderzocht. Ondanks het gebrek aan wetenschappelijke gegevens, zijn er genoeg verhalen over gevoelens van angst, vernedering en verraad. Zulke gevoelens lijken niet positief te zijn voor de ontwikkeling van jonge vrouwen. Aan de andere kant is het gevoel erbij te horen, de tradities van haar samenleving in ere te houden en een « goede » vrouw te zijn voor veel vrouwen heel belangrijk en emotioneel bevredigend. Het is dus daardoor ook mogelijk, dat een vrouw juist psychologische belasting ondervindt, wanneer zij niet besneden is. Met name als de vrouw tot een minderheid behoort – zoals migranten-vrouwen – en gevangen is tussen de gewoonten van haar gemeenschap en de cultuur van de meerderheid.

De gegevens over de lichamelijke en emotionele gevolgen zijn moeilijk te achterhalen. De medische effecten op de korte en middellange tijd zijn meestal afkomstig uit ziekenhuizen en klinieken. Maar de schaal waarop overlijden en gezondheidsproblemen zich voordoen is moeilijk in te schatten. Voorstanders beweren dat het zelden voorkomt en tegenstanders juist heel vaak. De geheimzinnigheid rondom vrouwenbesnijdenis en de mensen die het uitvoeren maakt het verzamelen van informatie over besnijdenis heel moeilijk. Wel is bekend, dat als er complicaties optreden, dat die dan zelden of nooit aan de uitvoerders geweten worden. Meestal wordt met een beschuldigende vinger naar het meisje of haar ouders gewezen. Of het meisje is onzedelijk of de ouders hebben de rituelen niet naar behoren uitgevoerd. Dit maakt het onderzoek naar vrouwenbesnijdenis en naar alle gevolgen er niet makkelijker op. De verhalen van vrouwen is de grootste bron van informatie, die ze meestal diep uit hun herinnering moeten opdiepen – met alle vertekeningen van de tijd. Hier-

mais ce qui est surtout indispensable c'est de mettre un terme à cette pratique avilissante pour la femme.

N° 267 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« ou nie, minimise, justifie ou approuve les excisions rituelles sur les femmes. ».

JUSTIFICATION

L'excision des femmes peut se manifester sous différentes formes. Elle peut consister en l'ablation totale ou partielle des organes génitaux féminins. La forme la plus extrême est l'infibulation, également appelée excision pharaonique. Elle représente 15 % de toutes les excisions pratiquées en Afrique. Elle consiste en une clitoridectomie (ablation totale ou partielle du clitoris), une excision (ablation totale ou partielle des petites lèvres) et une ablation des grandes lèvres. Ensuite, les restes des grandes lèvres sont cousus ensemble en ne laissant qu'un petite ouverture pour l'écoulement du flux menstruel et de l'urine. En Afrique, la clitoridectomie et l'excision représentent 85 % des mutilations sexuelles féminines. Dans certaines traditions, l'excision rituelle se limite à placer un couteau contre le vagin, parfois, quelques poils sont rasés ou le clitoris est incisé. Des activistes tentent de proposer ce type d'excision rituelle comme solution de remplacement.

Le type d'excision, l'âge auquel elle est pratiquée et la façon de faire varient en fonction des circonstances : l'origine ethnique, le pays ou la région, l'environnement rural ou urbain, et le niveau socio-économique. L'opération peut se pratiquer à des âges différents, de juste après la naissance au moment de la première grossesse. La plupart du temps, il s'agit de fillettes de quatre à huit ans. Selon l'OMS, l'âge diminue, ce qui signifierait que la pratique est de moins en moins liée aux rites de passage à l'âge adulte. Ce serait particulièrement le cas en zone urbaine.

Certaines filles sont seules au moment de l'excision, mais généralement elles sont regroupées avec des sœurs ou des voisins. Lorsqu'il s'agit d'un rite d'initiation (passage à l'âge adulte et adhésion complète au clan), comme en Afrique, les filles excisées ont toutes à peu près le même âge. La mutilation peut se dérouler à la maison ou chez les voisins, dans une clinique ou dans un lieu choisi pour l'occasion. C'est généralement le cas lorsqu'il s'agit d'un rite initiatique. Il s'agit alors souvent d'un arbre ou d'une rivière sacrés. L'excision est pratiquée par une femme plus âgée, une sage-femme ou un chaman traditionnels, un coiffeur ou encore un médecin ou une sage-femme qualifiés. Les filles ne savent pas toujours ce qui les attend. Souvent, le rituel s'accompagne des fêtes et de cadeaux. En cas de rite initiatique, c'est une fête pour l'ensemble de la communauté à laquelle généralement seules les femmes participent.

Généralement, les filles ne sont pas anesthésiées. Parfois, on leur dit de s'asseoir dans de l'eau froide avant l'opération. On utilise toutes sortes d'instruments : un morceau de verre, des ciseaux, un couvercle de boîte de conserve ou un autre objet coupant. Après l'excision, les restes des lèvres sont cousus ensemble avec du fil ou avec des épines de buisson. Parfois les jambes sont attachées l'une à l'autre pendant quarante jours.

mee is het dus duidelijk dat gedegen onderzoek naar de lichamelijke en emotionele gevolgen nodig is, maar vooral is het noodzakelijk, dat een einde wordt gemaakt aan deze vrouw-onterende praktijk.

Nr. 267 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« of het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van rituele vrouwenbesnijdenissen. ».

VERANTWOORDING

Vrouwenbesnijdenis kan verschillende verschijningsvormen aannemen. Het kan de gehele of de gedeeltelijke verwijdering van het vrouwelijke geslachtsorgaan inhouden. De meest extreme vorm is infibulatie, ook wel faraonische besnijdenis genoemd. Vijftien procent van alle besnijdenissen in Afrika behoren hiertoe. Het bestaat uit clitoridectomie (geheel of gedeeltelijk wegsnijden van de clitoris), excisie (geheel of gedeeltelijk wegsnijden van de kleine schaamlippen) en het wegsnijden van de grote schaamlippen. Daarna worden de restanten van de grote schaamlippen aan elkaar genaaid tot een klein opening blijft voor de menstruatie en het plassen. In Afrika vormt clitoridectomie en excisie 85 procent van de besnijdenissen. In sommige tradities wordt een rituele besnijdenis uitgevoerd, waarbij een mes tegen de vagina wordt gehouden, soms wat haar wordt weggeschoren of in de clitoris wordt geprikt. Activisten proberen een dergelijke rituele besnijdenis als alternatief aan te bieden.

Welke vorm van besnijdenis, de leeftijd waarop het wordt uitgevoerd, en de manier waarop het gedaan wordt, verschilt naar de omstandigheden. De etnische achtergrond, het land of de regio, stedelijke of plattelandsgedebied en de sociaal-economische omgeving. De operatie kan op verschillende leeftijden plaats vinden, variërend van net na de geboorte tot gedurende de eerste zwangerschap. Meestal gebeurt het bij meisjes tussen de vier en acht jaar. Volgens de Wereld Gezondheidsorganisatie daalt de leeftijd, wat zou betekenen dat de praktijk steeds minder verbonden is met initiatieriten naar de volwassenheid. Met name in de stedelijke gebieden zou dit het geval zijn.

Sommige meisjes ondergaan de besnijdenis in hun eentje, maar meestal gaan meisjes, vaak zussen of buurmeisjes, gezamenlijk in een groep onder het mes. Daar waar vrouwenbesnijdenis onderdeel is van de initiatierite (naar de volwassenheid en volledig lidmaatschap van de clan), zoals in Afrika, worden meisjes van dezelfde leeftijdscategorie besneden. De verminking kan thuis uitgevoerd worden of in het huis van de burens, in een kliniek of bij een speciaal uitgekozen plek. Dat laatste is meestal bij de initiatierites het geval. Het gaat dan vaak om een heilige boom of rivier. Degene die de besnijdenis uitvoert kan een oudere vrouw, een traditionele vroedvrouw of sjamaan, een kapper of een gekwalificeerde dokter of vroedvrouw zijn. De meisjes weten soms wel en soms niet wat er gaat gebeuren. Regelmatig is het ritueel omlijst met feestelijkheden en cadeautjes. In het geval van de initiatieriten is het een feestelijke gebeurtenis voor de gehele gemeenschap. Bij de feestelijke bijeenkomsten mogen meestal alleen vrouwen aanwezig zijn.

Meestal worden de meisjes niet verdoofd. Soms wordt hen gezegd in koud water te gaan zitten voordat de operatie begint. Allerlei instrumenten worden gebruikt, een stuk glas, een schaar, een deksel van een blikje of iets anders scherp. Na de besnijdenis worden de restanten van de lippen bij elkaar genaaid met draad of met doornen van een struik. Soms worden de benen bij elkaar gebonden voor wel veertig dagen. Antisep-

On utilise parfois de la poudre antiseptique mais plus généralement des onguents traditionnels faits d'herbes, de lait, d'oeufs, de cendre et de fumier. Lors des rites d'initiation, les filles sont isolées pour se reposer et être initiées. Les hôpitaux avec anesthésie et médecins qualifiés sont réservés aux riches.

Dans le monde, quelque 135 millions de filles et de femmes ont été excisées et, chaque année, deux millions de filles risquent de subir le même sort c.-à-d. environ 6.000 par jour. Les excisions se pratiquent surtout en Afrique centrale et dans plusieurs pays du Moyen-Orient. Elles sont aussi pratiquées dans d'autres régions du monde, en particulier dans les communautés immigrées (en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient). Les mutilations génitales sont pratiquées dans plus de 28 pays africains. On ne dispose pas de chiffres pour l'Asie. On a bien constaté des cas dans plusieurs communautés en Indonésie, au Sri Lanka et en Malaisie mais on ne sait pas grand-chose des méthodes utilisées. En Inde, une petite secte musulmane, les Daudi Bohra, pratique effectivement l'excision des femmes. Au Moyen-Orient, les mutilations sont pratiquées en Égypte, à Oman, au Yémen et aux Émirats Arabes Unis. On mentionne des cas d'excision dans certaines communautés indiennes d'Amérique centrale et du sud mais, là encore, on manque d'informations. Dans les pays industrialisés, les excisions ne sont pratiquées que par des immigrants originaires de pays où on excise les femmes.

Les conséquences physiques et émotionnelles d'une excision peuvent être très importantes. Dans les cas les plus graves, les mutilations génitales peuvent entraîner la mort.

Au cours de l'excision, les filles subissent un choc et une douleur extrêmes. Hémorragies et séquelles aux organes entourant les lèvres et le clitoris sont fréquents. Après l'opération, infections chroniques, hémorragies, abcès et petites tumeurs sur les nerfs causent un grand inconfort et une extrême douleur. Les filles se retiennent souvent d'uriner et souffrent encore longtemps de cystites. L'infibulation, la forme la plus extrême d'excision, entraîne des conséquences encore pires : calculs rénaux, atteinte des reins, rétention du flux menstruel, infections utérines, chéloïdes, kystes, voire stérilité. Les risques de contracter ou transmettre le sida sont très élevés. En particulier, parce qu'on ne nettoie généralement pas les instruments lorsqu'on excise en même temps des filles d'une même tranche d'âge.

Souvent, le premier rapport sexuel ne peut se faire qu'après une lente et très douloureuse ouverture des lèvres cousues ensemble. Il faut même parfois littéralement découper une ouverture. Il est donc fréquent que les femmes présentent de graves blessures parce que leur époux a mal coupé. Dans tous les types d'excision, le risque de contracter le sida est toujours élevé.

La peau qui reste se déchire presque toujours. Les femmes infibulées doivent pratiquement toujours être coupées sinon l'enfant ne peut pas sortir. Après l'accouchement, les femmes sont recousues, afin qu'elles restent « étroites » pour leur époux. À force d'être tout le temps coupées et recousues, les cicatrices chéloïdiennes deviennent énormes chez ces femmes et entraîne la perte de la sensibilité.

Les rapports sexuels restent douloureux pour beaucoup de femmes, voire parfois dangereux. La disparition du clitoris laisse supposer que le plaisir sexuel est moindre. Il ressort toutefois d'une étude que 90 % des femmes interrogées éprouvent un orgasme. Les mécanismes du plaisir sexuel des femmes ne sont pas encore tout à fait clairs mais heureusement il ne semble pas dépendre exclusivement des organes.

Les conséquences psychologiques sont bien plus difficiles à mesurer. Seul un petit nombre de cas sont mentionnés et étudiés. En dépit du manque de données scientifiques, il y a de nombreux récits sur les sentiments de peur, d'humiliation et de trahison. De tels sentiments ne semblent pas positifs pour le développement des jeunes femmes. D'un autre côté, les sentiments d'appartenance au groupe, de respect des traditions de sa communauté et d'être une « bonne » femme sont très importants pour

tisch poeder wordt gebruikt, maar meestal traditionele zalfjes van kruiden, melk, eieren, as en mest. Bij initiatierites worden de meisjes naar een aparte plek gebracht om uit te rusten en om onderwijs te krijgen. Ziekenhuizen met gekwalificeerde dokters en narcose zijn alleen voor mensen met geld weggelegd.

Wereldwijd zijn ongeveer 135 miljoen meisjes en vrouwen besneden, terwijl er jaarlijks rond de twee miljoen meisjes het risico lopen op de ingreep. Dat is ongeveer 6.000 per dag. Vrouwenbesnijdenis komt vooral voor in midden-Afrika en in een aantal landen in het Midden-Oosten. Ook wordt het in de andere delen van de wereld gepraktiseerd en dan met name bij migrantengemeenschappen (uit Afrika en Midden-Oosten). Genitale verminking wordt gedaan in meer dan 28 Afrikaanse landen. Er zijn geen cijfers bekend over Azië. Wel is het geconstateerd bij een aantal gemeenschappen in Indonesië, Sri Lanka en Maleisië, maar er is heel weinig bekend over de methoden. In India bestaat een kleine moslimsekte, de Daudi Bohra, die wel besnijdenis van vrouwen uitvoert. In het Midden-Oosten komt de verminking voor in Egypte, Oman, Jemen en de Verenigde Arabische Emiraten. Er zijn meldingen van vrouwenbesnijdenis bij sommige indianengemeenschappen in Centraal- en Zuid-Amerika, maar ook hier is heel weinig informatie voor handen. In de geïndustrialiseerde landen wordt het alleen door migranten, afkomstig uit de landen waar vrouwenbesnijdenis wordt uitgevoerd, gepraktiseerd.

Lichamelijk en emotioneel kunnen de gevolgen van een besnijdenis heel groot zijn. In het ergste geval kan genitale verminking zelfs tot de dood leiden.

Gedurende de besnijdenis zelf ondervinden de meisjes extreme pijn en shock. Onophoudelijk bloeden en blijvende schade aan de organen rondom de labia en clitoris komen regelmatig voor. Na de operatie zorgen chronische infecties, onophoudelijk bloeden, abscessen en kleine tumoren op de zenuwen voor groot ongemak en extreme pijn. De meisjes houden vaak hun plas op en hebben daarom nog tijdenlang last van blaasontsteking. Infibulatie (de meest extreme vorm van vrouwenbesnijdenis) heeft nog ergere gevolgen : nierstenen, schade aan de nieren, het niet wegvloeien van menstruatiebloed, infecties aan de baarmoeder, excessieve groei van littekenweefsel, cystes en zelfs onvruchtbaarheid. De kans op HIV/AIDS en de verspreiding ervan is zeer groot. Vooral omdat meestal de instrumenten niet schoongemaakt worden. Zeker wanneer hele leeftijdsgroepen meisjes tegelijkertijd onder het mes gaan.

Het eerste seksuele contact kan vaak alleen na een langzame en zeer pijnlijke opening van de aaneen genaaide lippen. Soms is het zelfs nodig om het letterlijk open te knippen. Het komt daarbij voor dat de vrouwen zwaar letsel oplopen, omdat hun echtgenoten verkeerd of onhandig knippen. Bij alle vormen van besnijdenis is de kans op HIV/AIDS constant levensgroot aanwezig.

Bijna altijd scheurt de resterende huid open. Vrouwen die infibulatie hebben ondergaan, moeten bijna altijd opengeknipt worden, anders kan het kind niet naar buiten komen. Na de bevalling worden de vrouwen opnieuw dichtgenaaid om ze « strak » te houden voor hun echtgenoten. Door het constante openknippen en dichtnaaien groeit het littekenweefsel enorm. Ongevoeligheid is dan het gevolg.

Seksueel contact blijft voor veel vrouwen pijnlijk, soms zelfs gevaarlijk. Het feit dat de clitoris verwijderd is, doet vermoeden dat het seksueel genot vermindert is. Maar toch blijkt uit één onderzoek, dat negentig procent van de geïnterviewde vrouwen wel een orgasme beleeft. De mechanismen van seksueel plezier van vrouwen zijn nog niet geheel duidelijk, maar gelukkig lijkt het niet geheel afhankelijk van de organen.

De psychologische gevolgen zijn veel moeilijker te meten. Slechts een klein aantal gevallen zijn gemeld en onderzocht. Ondanks het gebrek aan wetenschappelijke gegevens, zijn er genoeg verhalen over gevoelens van angst, vernedering en verraad. Zulke gevoelens lijken niet positief te zijn voor de ontwikkeling van jonge vrouwen. Aan de andere kant is het gevoel erbij te horen, de tradities van haar samenleving in ere te houden en een « goede » vrouw te zijn voor veel vrouwen heel belangrijk en emo-

beaucoup de femmes et satisfaisants sur le plan émotionnel. Il est donc aussi possible qu'une femme subisse une pression psychologique lorsqu'elle n'est pas excisée. Notamment lorsqu'elle appartient à une minorité (comme les femmes immigrées) et qu'elle est tiraillée entre les coutumes de sa communauté et la culture dominante.

Il est difficile d'obtenir des données sur les conséquences physiques et émotionnelles. Les effets médicaux à court et à moyen terme sont en général rapportés par des hôpitaux et des cliniques. Mais il est difficile d'évaluer la mortalité et les problèmes de santé liés à l'excision. Pour les partisans de l'excision, ils sont rares, pour ses opposants, ils ne sont que trop fréquents. Le secret entourant l'excision et les gens qui la pratiquent complique fort la collecte. On sait par contre que les complications, lorsqu'elles surviennent, sont rarement ou jamais attribuées aux personnes ayant pratiqué l'excision. On incrimine généralement la fille ou ses parents. Soit la fille est impure soit ses parents n'ont pas accompli correctement les rituels. Tout ceci ne facilite pas l'étude de l'excision et de toutes ses conséquences. Les récits des femmes constituent la principale source d'informations, et elles doivent généralement retrouver des souvenirs profondément enfouis, qui ont été déformés par le temps. Une étude solide des conséquences physiques et émotionnelles est évidemment nécessaire, mais ce qui est surtout indispensable c'est de mettre un terme à cette pratique avilissante pour la femme.

N° 268 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« *ou utilise des mots qui incitent à la négation, la minimisation, la justification, l'approbation ou l'exécution des excisions sur les femmes.* ».

JUSTIFICATION

L'excision des femmes peut se manifester sous différentes formes. Elle peut consister en l'ablation totale ou partielle des organes génitaux féminins. La forme la plus extrême est l'infibulation, également appelée excision pharaonique. Elle représente 15 % de toutes les excisions pratiquées en Afrique. Elle consiste en une clitoridectomie (ablation totale ou partielle du clitoris), une excision (ablation totale ou partielle des petites lèvres) et une ablation des grandes lèvres. Ensuite, les restes des grandes lèvres sont cousus ensemble et ne laissant qu'une petite ouverture pour l'écoulement du flux menstruel et de l'urine. En Afrique, la clitoridectomie et l'excision représentent 85 % des mutilations sexuelles féminines. Dans certaines traditions, l'excision rituelle se limite à placer un couteau contre le vagin, parfois, quelques poils sont rasés ou le clitoris est incisé. Des activistes tentent de proposer ce type d'excision rituelle comme solution de remplacement.

Le type d'excision, l'âge auquel elle est pratiquée et la façon de faire varient en fonction des circonstances : l'origine ethnique, le pays ou la région, l'environnement rural ou urbain, et le niveau socio-économique. L'opération peut se pratiquer à des âges différents, de juste après la naissance au moment de la première grossesse. La plupart du temps, il s'agit de fillettes de quatre à huit ans. Selon l'OMS, l'âge diminue, ce qui signifierait que la pratique est de moins en moins liée aux rites de passage à l'âge adulte. Ce serait particulièrement le cas en zone urbaine.

tioneel bevredigend. Het is dus daardoor ook mogelijk, dat een vrouw juist psychologische belasting ondervindt, wanneer zij niet besneden is. Met name als de vrouw tot een minderheid behoort – zoals migranten-vrouwen – en gevangen is tussen de gewoonten van haar gemeenschap en de cultuur van de meerderheid.

De gegevens over de lichamelijke en emotionele gevolgen zijn moeilijk te achterhalen. De medische effecten op de korte en middellange tijd zijn meestal afkomstig uit ziekenhuizen en klinieken. Maar de schaal waarop overlijden en gezondheidsproblemen zich voordoen is moeilijk in te schatten. Voorstanders beweren dat het zelden voorkomt en tegenstanders juist heel vaak. De geheimzinnigheid rondom vrouwen-besnijdenis en de mensen die het uitvoeren maakt het verzamelen van informatie over besnijdenis heel moeilijk. Wel is bekend, dat als er complicaties optreden, dat die dan zelden of nooit aan de uitvoerders geweten worden. Meestal wordt met een beschuldigende vinger naar het meisje of haar ouders gewezen. Of het meisjes is onzedelijk of de ouders hebben de rituelen niet naar behoren uitgevoerd. Dit maakt het onderzoek naar vrouwen-besnijdenis en naar alle gevolgen er niet makkelijker op. De verhalen van vrouwen is de grootste bron van informatie, die ze meestal diep uit hun herinnering moeten opdiepen – met alle vertekeningen van de tijd. Hiermee is het dus duidelijk dat gedegen onderzoek naar de lichamelijke en emotionele gevolgen nodig is, maar vooral is het noodzakelijk, dat een einde wordt gemaakt aan deze vrouw-onterende praktijk.

Nr. 268 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« *of woorden gebruiken die aanzetten tot het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen, of goedkeuren van vrouwenbesnijdenissen.* ».

VERANTWOORDING

Vrouwenbesnijdenis kan verschillende verschijningsvormen aannemen. Het kan de gehele of de gedeeltelijke verwijdering van het vrouwelijke geslachtsorgaan inhouden. De meest extreme vorm is infibulatie, ook wel faraonische besnijdenis genoemd. Vijftien procent van alle besnijdenissen in Afrika behoren hiertoe. Het bestaat uit clitoridectomie (geheel of gedeeltelijk wegsnijden van de clitoris), excisie (geheel of gedeeltelijk wegsnijden van de kleine schaamlippen) en het wegsnijden van de grote schaamlippen. Daarna worden de restanten van de grote schaamlippen aan elkaar genaaid tot een klein opening blijft voor de menstruatie en het plassen. In Afrika vormt clitoridectomie en excisie 85 procent van de besnijdenissen. In sommige tradities wordt een rituele besnijdenis uitgevoerd, waarbij een mes tegen de vagina wordt gehouden, soms wat haar wordt weggeschoren of in de clitoris wordt geprikt. Activisten proberen een dergelijke rituele besnijdenis als alternatief aan te bieden.

Welke vorm van besnijdenis, de leeftijd waarop het wordt uitgevoerd, en de manier waarop het gedaan wordt, verschilt naar de omstandigheden. De etnische achtergrond, het land of de regio, stedelijke of plattelandsgebied en de sociaal-economische omgeving. De operatie kan op verschillende leeftijden plaats vinden, variërend van net na de geboorte tot gedurende de eerste zwangerschap. Meestal gebeurt het bij meisjes tussen de vier en acht jaar. Volgens de Wereld Gezondheidsorganisatie daalt de leeftijd, wat zou betekenen dat de praktijk steeds minder verbonden is met initiatieriten naar de volwassenheid. Met name in de stedelijke gebieden zou dit het geval zijn.

Certaines filles sont seules au moment de l'excision, mais généralement elles sont regroupées avec des sœurs ou des voisines. Lorsqu'il s'agit d'un rite d'initiation (passage à l'âge adulte et adhésion complète au clan), comme en Afrique, les filles excisées ont toutes à peu près le même âge. La mutilation peut se dérouler à la maison ou chez les voisins, dans une clinique ou dans un lieu choisi pour l'occasion. C'est généralement le cas lorsqu'il s'agit d'un rite initiatique. Il s'agit alors souvent d'un arbre ou d'une rivière sacrés. L'excision est pratiquée par une femme plus âgée, une sage-femme ou un chaman traditionnels, un coiffeur ou encore un médecin ou une sage-femme qualifiés. Les filles ne savent pas toujours ce qui les attend. Souvent, le rituel s'accompagne des fêtes et de cadeaux. En cas de rite initiatique, c'est une fête pour l'ensemble de la communauté à laquelle généralement seules les femmes participent.

Généralement, les filles ne sont pas anesthésiées. Parfois, on leur dit de s'asseoir dans de l'eau froide avant l'opération. On utilise toutes sortes d'instruments : un morceau de verre, des ciseaux, un couvercle de boîte de conserve ou un autre objet coupant. Après l'excision, les restes des lèvres sont cousus ensemble avec du fil ou avec des épines de buisson. Parfois les jambes sont attachées l'une à l'autre pendant quarante jours. On utilise parfois de la poudre antiseptique mais plus généralement des onguents traditionnels faits d'herbes, de lait, d'oeufs, de cendre et de fumier. Lors des rites d'initiation, les filles sont isolées pour se reposer et être initiées. Les hôpitaux avec anesthésie et médecins qualifiés sont réservés aux riches.

Dans le monde, quelque 135 millions de filles et de femmes ont été excisées et, chaque année, deux millions de filles risquent de subir le même sort c.-à-d. environ 6.000 par jour. Les excisions se pratiquent surtout en Afrique centrale et dans plusieurs pays du Moyen-Orient. Elles sont aussi pratiquées dans d'autres régions du monde, en particulier dans les communautés immigrées (en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient). Les mutilations génitales sont pratiquées dans plus de 28 pays africains. On ne dispose pas de chiffres pour l'Asie. On a bien constaté des cas dans plusieurs communautés en Indonésie, au Sri Lanka et en Malaisie mais on ne sait pas grand-chose des méthodes utilisées. En Inde, une petite secte musulmane, les Daudi Bohra, pratique effectivement l'excision des femmes. Au Moyen-Orient, les mutilations sont pratiquées en Égypte, à Oman, au Yémen et aux Émirats Arabes Unis. On mentionne des cas d'excision dans certaines communautés indiennes d'Amérique centrale et du sud mais, là encore, on manque d'informations. Dans les pays industrialisés, les excisions ne sont pratiquées que par des immigrants originaires de pays où on excise les femmes.

Les conséquences physiques et émotionnelles d'une excision peuvent être très importantes. Dans les cas les plus graves, les mutilations génitales peuvent entraîner la mort.

Au cours de l'excision, les filles subissent un choc et une douleur extrêmes. Hémorragies et séquelles aux organes entourant les lèvres et le clitoris sont fréquents. Après l'opération, infections chroniques, hémorragies, abcès et petites tumeurs sur les nerfs causent un grand inconfort et une extrême douleur. Les filles se retiennent souvent d'uriner et souffrent encore longtemps de cystites. L'infibulation, la forme la plus extrême d'excision, entraîne des conséquences encore pires : calculs rénaux, atteinte des reins, rétention du flux menstruel, infections utérines, chéloïdes, kystes, voire stérilité. Les risques de contracter ou transmettre le sida sont très élevés. En particulier, parce qu'on ne nettoie généralement pas les instruments lorsqu'on excise en même temps des filles d'une même tranche d'âge.

Souvent, le premier rapport sexuel ne peut se faire qu'après une lente et très douloureuse ouverture des lèvres cousues ensemble. Il faut même parfois littéralement découper une ouverture. Il est donc fréquent que les femmes présentent de graves blessures parce que leur époux a mal coupé. Dans tous les types d'excision, le risque de contracter le sida est toujours élevé.

Sommige meisjes ondergaan de besnijdenis in hun eentje, maar meestal gaan meisjes, vaak zussen of buurmeisjes, gezamenlijk in een groep onder het mes. Daar waar vrouwenbesnijdenis onderdeel is van de initiatierite (naar de volwassenheid en volledig lidmaatschap van de clan), zoals in Afrika, worden meisjes van dezelfde leeftijdscategorie besneden. De verminking kan thuis uitgevoerd worden of in het huis van de buren, in een kliniek of bij een speciaal uitgekozen plek. Dat laatste is meestal bij de initiatierites het geval. Het gaat dan vaak om een heilige boom of rivier. Degene die de besnijdenis uitvoert kan een oudere vrouw, een traditionele vroedvrouw of sjamaan, een kapper of een gekwalificeerde dokter of vroedvrouw zijn. De meisjes weten soms wel en soms niet wat er gaat gebeuren. Regelmatig is het ritueel omlijst met feestelijkheden en cadeautjes. In het geval van de initiatieriten is het een feestelijke gebeurtenis voor de gehele gemeenschap. Bij de feestelijke bijeenkomsten mogen meestal alleen vrouwen aanwezig zijn.

Meestal worden de meisjes niet verdoofd. Soms wordt hen gezegd in koud water te gaan zitten voordat de operatie begint. Allerlei instrumenten worden gebruikt, een stuk glas, een schaar, een deksel van een blikje of iets anders scherp. Na de besnijdenis worden de restanten van de lippen bij elkaar genaaid met draad of met doornen van een struik. Soms worden de benen bij elkaar gebonden voor wel veertig dagen. Antiseptisch poeder wordt gebruikt, maar meestal traditionele zalfjes van kruiden, melk, eieren, as en mest. Bij initiatieriten worden de meisjes naar een aparte plek gebracht om uit te rusten en om onderwijs te krijgen. Ziekenhuizen met gekwalificeerde dokters en narcose zijn alleen voor mensen met geld weggelegd.

Wereldwijd zijn ongeveer 135 miljoen meisjes en vrouwen besneden, terwijl er jaarlijks rond de twee miljoen meisjes het risico lopen op de ingreep. Dat is ongeveer 6.000 per dag. Vrouwenbesnijdenis komt vooral voor in midden-Afrika en in een aantal landen in het Midden-Oosten. Ook wordt het in de andere delen van de wereld geïmplementeerd en dan met name bij migrantengemeenschappen (uit Afrika en Midden-Oosten). Genitale verminking wordt gedaan in meer dan 28 Afrikaanse landen. Er zijn geen cijfers bekend over Azië. Wel is het geconstateerd bij een aantal gemeenschappen in Indonesië, Sri Lanka en Maleisië, maar er is heel weinig bekend over de methoden. In India bestaat een kleine moslimsekte, de Daudi Bohra, die wel besnijdenis van vrouwen uitvoert. In het Midden-Oosten komt de verminking voor in Egypte, Oman, Jemen en de Verenigde Arabische Emiraten. Er zijn meldingen van vrouwenbesnijdenis bij sommige indianengemeenschappen in Centraal- en Zuid-Amerika, maar ook hier is heel weinig informatie voor handen. In de geïndustrialiseerde landen wordt het alleen door migranten, afkomstig uit de landen waar vrouwenbesnijdenis wordt uitgevoerd, geïmplementeerd.

Lichamelijk en emotioneel kunnen de gevolgen van een besnijdenis heel groot zijn. In het ergste geval kan genitale verminking zelfs tot de dood leiden.

Gedurende de besnijdenis zelf ondervinden de meisjes extreme pijn en shock. Onophoudelijk bloeden en blijvende schade aan de organen rondom de labia en clitoris komen regelmatig voor. Na de operatie zorgen chronische infecties, onophoudelijk bloeden, abcessen en kleine tumoren op de zenuwen voor groot ongemak en extreme pijn. De meisjes houden vaak hun plas op en hebben daarom nog tijdenlang last van blaasontsteking. Infibulatie (de meest extreme vorm van vrouwenbesnijdenis) heeft nog ergere gevolgen : nierstenen, schade aan de nieren, het niet wegvoeren van menstratiebloed, infecties aan de baarmoeder, excessieve groei van littekenweefsel, cystes en zelfs onvruchtbaarheid. De kans op HIV/AIDS en de verspreiding ervan is zeer groot. Vooral omdat meestal de instrumenten niet schoongemaakt worden. Zeker wanneer hele leeftijdsgroepen meisjes tegelijkertijd onder het mes gaan.

Het eerste seksuele contact kan vaak alleen na een langzame en zeer pijnlijke opening van de aaneen genaaide lippen. Soms is het zelfs nodig om het letterlijk open te knippen. Het komt daarbij voor dat de vrouwen zwaar letsel oplopen, omdat hun echtgenoten verkeerd of onhandig knippen. Bij alle vormen van besnijdenis is de kans op HIV/AIDS constant levensgroot aanwezig.

La peau qui reste se déchire presque toujours. Les femmes infibulées doivent pratiquement toujours être coupées sinon l'enfant ne peut pas sortir. Après l'accouchement, les femmes sont recousues, afin qu'elles restent « étroites » pour leur époux. À force d'être tout le temps coupées et recousues, les cicatrices chéloïdiennes deviennent énormes chez ces femmes et entraîne la perte de la sensibilité.

Les rapports sexuels restent douloureux pour beaucoup de femmes, voire parfois dangereux. La disparition du clitoris laisse supposer que le plaisir sexuel est moindre. Il ressort toutefois d'une étude que 90 % des femmes interrogées éprouvent un orgasme. Les mécanismes du plaisir sexuel des femmes ne sont pas encore tout à fait clairs mais heureusement il ne semble pas dépendre exclusivement des organes.

Les conséquences psychologiques sont bien plus difficiles à mesurer. Seul un petit nombre de cas sont mentionnés et étudiés. En dépit du manque de données scientifiques, il y a de nombreux récits sur les sentiments de peur, d'humiliation et de trahison. De tels sentiments ne semblent pas positifs pour le développement des jeunes femmes. D'un autre côté, les sentiments d'appartenance au groupe, de respect des traditions de sa communauté et d'être une « bonne » femme sont très importants pour beaucoup de femmes et satisfaisants sur le plan émotionnel. Il est donc aussi possible qu'une femme subisse une pression psychologique lorsqu'elle n'est pas excisée. Notamment lorsqu'elle appartient à une minorité (comme les femmes immigrées) et qu'elle est tiraillée entre les coutumes de sa communauté et la culture dominante.

Il est difficile d'obtenir des données sur les conséquences physiques et émotionnelles. Les effets médicaux à court et à moyen terme sont en général rapportés par des hôpitaux et des cliniques. Mais il est difficile d'évaluer la mortalité et les problèmes de santé liés à l'excision. Pour les partisans de l'excision, ils sont rares, pour ses opposants, ils ne sont que trop fréquents. Le secret entourant l'excision et les gens qui la pratiquent complique fort la collecte. On sait par contre que les complications, lorsqu'elles surviennent, sont rarement ou jamais attribuées aux personnes ayant pratiqué l'excision. On incrimine généralement la fille ou ses parents. Soit la fille est impure soit ses parents n'ont pas accompli correctement les rituels. Tout ceci ne facilite pas l'étude de l'excision et de toutes ses conséquences. Les récits des femmes constituent la principale source d'informations, et elles doivent généralement retrouver des souvenirs profondément enfouis, qui ont été déformés par le temps. Une étude solide des conséquences physiques et émotionnelles est évidemment nécessaire, mais ce qui est surtout indispensable c'est de mettre un terme à cette pratique avilissante pour la femme.

N° 269 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« ou nie, minimise, justifie ou approuve les excisions sur les femmes. ».

JUSTIFICATION

L'excision des femmes peut se manifester sous différentes formes. Elle peut consister en l'ablation totale ou partielle des organes génitaux féminins. La forme la plus extrême est l'infibulation, également appelée excision pharaonique. Elle représente 15 % de toutes les excisions pratiquées en Afrique. Elle consiste en une clitoridectomie (ablation totale ou partielle du clitoris), une excision (ablation totale ou partielle des petites

Bijna altijd scheurt de resterende huid open. Vrouwen die infibulatie hebben ondergaan, moeten bijna altijd opengeknipt worden, anders kan het kind niet naar buiten komen. Na de bevalling worden de vrouwen opnieuw dichtgenaaid om ze « strak » te houden voor hun echtgenoten. Door het constante openknippen en dichtnaaien groeit het littekenweefsel enorm. Ongevoeligheid is dan het gevolg.

Seksueel contact blijft voor veel vrouwen pijnlijk, soms zelfs gevaarlijk. Het feit dat de clitoris verwijderd is, doet vermoeden dat het seksueel genot vermindert is. Maar toch blijkt uit één onderzoek, dat negentig procent van de geïnterviewde vrouwen wel een orgasme beleeft. De mechanismen van seksueel plezier van vrouwen zijn nog niet geheel duidelijk, maar gelukkig lijkt het niet geheel afhankelijk van de organen.

De psychologische gevolgen zijn veel moeilijker te meten. Slechts een klein aantal gevallen zijn gemeld en onderzocht. Ondanks het gebrek aan wetenschappelijke gegevens, zijn er genoeg verhalen over gevoelens van angst, vernedering en verraad. Zulke gevoelens lijken niet positief te zijn voor de ontwikkeling van jonge vrouwen. Aan de andere kant is het gevoel erbij te horen, de tradities van haar samenleving in ere te houden en een « goede » vrouw te zijn voor veel vrouwen heel belangrijk en emotioneel bevredigend. Het is dus daardoor ook mogelijk, dat een vrouw juist psychologische belasting ondervindt, wanneer zij niet besneden is. Met name als de vrouw tot een minderheid behoort – zoals migranten-vrouwen – en gevangen is tussen de gewoonten van haar gemeenschap en de cultuur van de meerderheid.

De gegevens over de lichamelijke en emotionele gevolgen zijn moeilijk te achterhalen. De medische effecten op de korte en middellange tijd zijn meestal afkomstig uit ziekenhuizen en klinieken. Maar de schaal waarop overlijden en gezondheidsproblemen zich voordoen is moeilijk in te schatten. Voorstanders beweren dat het zelden voorkomt en tegenstanders juist heel vaak. De geheimzinnigheid rondom vrouwen-besnijden en de mensen die het uitvoeren maakt het verzamelen van informatie over besnijdenis heel moeilijk. Wel is bekend, dat als er complicaties optreden, dat die dan zelden of nooit aan de uitvoerders geweten worden. Meestal wordt met een beschuldigende vinger naar het meisje of haar ouders gewezen. Of het meisjes is onzedelijk of de ouders hebben de rituelen niet naar behoren uitgevoerd. Dit maakt het onderzoek naar vrouwen-besnijden en naar alle gevolgen er niet makkelijker op. De verhalen van vrouwen is de grootste bron van informatie, die ze meestal diep uit hun herinnering moeten opdiepen – met alle vertekeningen van de tijd. Hiermee is het dus duidelijk dat gedegen onderzoek naar de lichamelijke en emotionele gevolgen nodig is, maar vooral is het noodzakelijk, dat een einde wordt gemaakt aan deze vrouw-onterende praktijk.

Nr. 269 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« of het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen, of goedkeuren van vrouwenbesnijdenissen. ».

VERANTWOORDING

Vrouwenbesnijdenis kan verschillende verschijningsvormen aannemen. Het kan de gehele of de gedeeltelijke verwijdering van het vrouwelijke geslachtsorgaan inhouden. De meest extreme vorm is infibulatie, ook wel faraonische besnijdenis genoemd. Vijftien procent van alle besnijdenissen in Afrika behoren hiertoe. Het bestaat uit clitoridectomie (geheel of gedeeltelijk wegsnijden van de clitoris), excisie (geheel of gedeeltelijk

lèvres) et une ablation des grandes lèvres. Ensuite, les restes des grandes lèvres sont cousus ensemble en ne laissant qu'une petite ouverture pour l'écoulement du flux menstruel et de l'urine. En Afrique, la clitoridectomie et l'excision représentent 85 % des mutilations sexuelles féminines. Dans certaines traditions, l'excision rituelle se limite à placer un couteau contre le vagin, parfois, quelques poils sont rasés ou le clitoris est incisé. Des activistes tentent de proposer ce type d'excision rituelle comme solution de remplacement.

Le type d'excision, l'âge auquel elle est pratiquée et la façon de faire varient en fonction des circonstances : l'origine ethnique, le pays ou la région, l'environnement rural ou urbain, et le niveau socio-économique. L'opération peut se pratiquer à des âges différents, de juste après la naissance au moment de la première grossesse. La plupart du temps, il s'agit de fillettes de quatre à huit ans. Selon l'OMS, l'âge diminue, ce qui signifierait que la pratique est de moins en moins liée aux rites de passage à l'âge adulte. Ce serait particulièrement le cas en zone urbaine.

Certaines filles sont seules au moment de l'excision, mais généralement elles sont regroupées avec des sœurs ou des voisines. Lorsqu'il s'agit d'un rite d'initiation (passage à l'âge adulte et adhésion complète au clan), comme en Afrique, les filles excisées ont toutes à peu près le même âge. La mutilation peut se dérouler à la maison ou chez les voisins, dans une clinique ou dans un lieu choisi pour l'occasion. C'est généralement le cas lorsqu'il s'agit d'un rite initiatique. Il s'agit alors souvent d'un arbre ou d'une rivière sacrés. L'excision est pratiquée par une femme plus âgée, une sage-femme ou un chaman traditionnels, un coiffeur ou encore un médecin ou une sage-femme qualifiés. Les filles ne savent pas toujours ce qui les attend. Souvent, le rituel s'accompagne des fêtes et de cadeaux. En cas de rite initiatique, c'est une fête pour l'ensemble de la communauté à laquelle généralement seules les femmes participent.

Généralement, les filles ne sont pas anesthésiées. Parfois, on leur dit de s'asseoir dans de l'eau froide avant l'opération. On utilise toutes sortes d'instruments : un morceau de verre, des ciseaux, un couvercle de boîte de conserve ou un autre objet coupant. Après l'excision, les restes des lèvres sont cousus ensemble avec du fil ou avec des épines de buisson. Parfois les jambes sont attachées l'une à l'autre pendant quarante jours. On utilise parfois de la poudre antiseptique mais plus généralement des onguents traditionnels faits d'herbes, de lait, d'oeufs, de cendre et de fumier. Lors des rites d'initiation, les filles sont isolées pour se reposer et être initiées. Les hôpitaux avec anesthésie et médecins qualifiés sont réservés aux riches.

Dans le monde, quelque 135 millions de filles et de femmes ont été excisées et, chaque année, deux millions de filles risquent de subir le même sort c.-à-d. environ 6.000 par jour. Les excisions se pratiquent surtout en Afrique centrale et dans plusieurs pays du Moyen-Orient. Elles sont aussi pratiquées dans d'autres régions du monde, en particulier dans les communautés immigrées (en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient). Les mutilations génitales sont pratiquées dans plus de 28 pays africains. On ne dispose pas de chiffres pour l'Asie. On a bien constaté des cas dans plusieurs communautés en Indonésie, au Sri Lanka et en Malaisie mais on ne sait pas grand-chose des méthodes utilisées. En Inde, une petite secte musulmane, les Daudi Bohra, pratique effectivement l'excision des femmes. Au Moyen-Orient, les mutilations sont pratiquées en Égypte, à Oman, au Yémen et aux Émirats Arabes Unis. On mentionne des cas d'excision dans certaines communautés indiennes d'Amérique centrale et du sud mais, là encore, on manque d'informations. Dans les pays industrialisés, les excisions ne sont pratiquées que par des immigrants originaires de pays où on excise les femmes.

Les conséquences physiques et émotionnelles d'une excision peuvent être très importantes. Dans les cas les plus graves, les mutilations génitales peuvent entraîner la mort.

Au cours de l'excision, les filles subissent un choc et une douleur extrêmes. Hémorragies et séquelles aux organes entourant les lèvres et le

wegsnijden van de kleine schaamlippen) en het wegsnijden van de grote schaamlippen. Daarna worden de restanten van de grote schaamlippen aan elkaar genaaid tot een klein opening blijft voor de menstruatie en het plassen. In Afrika vormt clitoridectomie en excisie 85 procent van de besnijdenissen. In sommige tradities wordt een rituele besnijdenis uitgevoerd, waarbij een mes tegen de vagina wordt gehouden, soms wat haar wordt weggeschoren of in de clitoris wordt geprikt. Activisten proberen een dergelijke rituele besnijdenis als alternatief aan te bieden.

Welke vorm van besnijdenis, de leeftijd waarop het wordt uitgevoerd, en de manier waarop het gedaan wordt, verschilt naar de omstandigheden. De etnische achtergrond, het land of de regio, stedelijke of plattelandsgedebied en de sociaal-economische omgeving. De operatie kan op verschillende leeftijden plaats vinden, variërend van net na de geboorte tot gedurende de eerste zwangerschap. Meestal gebeurt het bij meisjes tussen de vier en acht jaar. Volgens de Wereld Gezondheidsorganisatie daalt de leeftijd, wat zou betekenen dat de praktijk steeds minder verbonden is met initiatieriten naar de volwassenheid. Met name in de stedelijke gebieden zou dit het geval zijn.

Sommige meisjes ondergaan de besnijdenis in hun eentje, maar meestal gaan meisjes, vaak zussen of buurmeisjes, gezamenlijk in een groep onder het mes. Daar waar vrouwenbesnijdenis onderdeel is van de initiatierite (naar de volwassenheid en volledig lidmaatschap van de clan), zoals in Afrika, worden meisjes van dezelfde leeftijdscategorie besneden. De verminking kan thuis uitgevoerd worden of in het huis van de burens, in een kliniek of bij een speciaal uitgekozen plek. Dat laatste is meestal bij de initiatierites het geval. Het gaat dan vaak om een heilige boom of rivier. Degene die de besnijdenis uitvoert kan een oudere vrouw, een traditionele vroedvrouw of sjamaan, een kapper of een gekwalificeerde dokter of vroedvrouw zijn. De meisjes weten soms wel en soms niet wat er gaat gebeuren. Regelmatig is het ritueel omlijst met feestelijkheden en cadeautjes. In het geval van de initiatieriten is het een feestelijke gebeurtenis voor de gehele gemeenschap. Bij de feestelijke bijeenkomsten mogen meestal alleen vrouwen aanwezig zijn.

Meestal worden de meisjes niet verdoofd. Soms wordt hen gezegd in koud water te gaan zitten voordat de operatie begint. Allerlei instrumenten worden gebruikt, een stuk glas, een schaar, een deksel van een blikje of iets anders scherp. Na de besnijdenis worden de restanten van de lippen bij elkaar genaaid met draad of met doornen van een struik. Soms worden de benen bij elkaar gebonden voor wel veertig dagen. Antiseptisch poeder wordt gebruikt, maar meestal traditionele zalftjes van kruiden, melk, eieren, as en mest. Bij initiatierites worden de meisjes naar een aparte plek gebracht om uit te rusten en om onderwijs te krijgen. Ziekenhuizen met gekwalificeerde dokters en narcose zijn alleen voor mensen met geld weggelegd.

Wereldwijd zijn ongeveer 135 miljoen meisjes en vrouwen besneden, terwijl er jaarlijks rond de twee miljoen meisjes het risico lopen op de ingreep. Dat is ongeveer 6.000 per dag. Vrouwenbesnijdenis komt vooral voor in midden-Afrika en in een aantal landen in het Midden-Oosten. Ook wordt het in de andere delen van de wereld gepraktiseerd en dan met name bij migrantengemeenschappen (uit Afrika en Midden-Oosten). Genitale verminking wordt gedaan in meer dan 28 Afrikaanse landen. Er zijn geen cijfers bekend over Azië. Wel is het geconstateerd bij een aantal gemeenschappen in Indonesië, Sri Lanka en Maleisië, maar er is heel weinig bekend over de methoden. In India bestaat een kleine moslimsekte, de Daudi Bohra, die wel besnijdenis van vrouwen uitvoert. In het Midden-Oosten komt de verminking voor in Egypte, Oman, Jemen en de Verenigde Arabische Emiraten. Er zijn meldingen van vrouwenbesnijdenis bij sommige india-nengemeenschappen in Centraal- en Zuid-Amerika, maar ook hier is heel weinig informatie voor handen. In de geïndustrialiseerde landen wordt het alleen door migranten, afkomstig uit de landen waar vrouwenbesnijdenis wordt uitgevoerd, gepraktiseerd.

Lichamelijk en emotioneel kunnen de gevolgen van een besnijdenis heel groot zijn. In het ergste geval kan genitale verminking zelfs tot de dood leiden.

Gedurende de besnijdenis zelf ondervinden de meisjes extreme pijn en shock. Onophoudelijk bloeden en blijvende schade aan de organen

clitoris sont fréquents. Après l'opération, infections chroniques, hémorragies, abcès et petites tumeurs sur les nerfs causent un grand inconfort et une extrême douleur. Les filles se retiennent souvent d'uriner et souffrent encore longtemps de cystites. L'infibulation, la forme la plus extrême d'excision, entraîne des conséquences encore pires : calculs rénaux, atteinte des reins, rétention du flux menstruel, infections utérines, chéloïdes, kystes, voire stérilité. Les risques de contracter ou transmettre le sida sont très élevés. En particulier, parce qu'on ne nettoie généralement pas les instruments lorsqu'on excise en même temps des filles d'une même tranche d'âge.

Souvent, le premier rapport sexuel ne peut se faire qu'après une lente et très douloureuse ouverture des lèvres cousues ensemble. Il faut même parfois littéralement découper une ouverture. Il est donc fréquent que les femmes présentent de graves blessures parce que leur époux a mal coupé. Dans tous les types d'excision, le risque de contracter le sida est toujours élevé.

La peau qui reste se déchire presque toujours. Les femmes infibulées doivent pratiquement toujours être coupées sinon l'enfant ne peut pas sortir. Après l'accouchement, les femmes sont recousues, afin qu'elles restent « étroites » pour leur époux. À force d'être tout le temps coupées et recousues, les cicatrices chéloïdiennes deviennent énormes chez ces femmes et entraîne la perte de la sensibilité.

Les rapports sexuels restent douloureux pour beaucoup de femmes, voire parfois dangereux. La disparition du clitoris laisse supposer que le plaisir sexuel est moindre. Il ressort toutefois d'une étude que 90 % des femmes interrogées éprouvent un orgasme. Les mécanismes du plaisir sexuel des femmes ne sont pas encore tout à fait clairs mais heureusement il ne semble pas dépendre exclusivement des organes.

Les conséquences psychologiques sont bien plus difficiles à mesurer. Seul un petit nombre de cas sont mentionnés et étudiés. En dépit du manque de données scientifiques, il y a de nombreux récits sur les sentiments de peur, d'humiliation et de trahison. De tels sentiments ne semblent pas positifs pour le développement des jeunes femmes. D'un autre côté, les sentiments d'appartenance au groupe, de respect des traditions de sa communauté et d'être une « bonne » femme sont très importants pour beaucoup de femmes et satisfaisants sur le plan émotionnel. Il est donc aussi possible qu'une femme subisse une pression psychologique lorsqu'elle n'est pas excisée. Notamment lorsqu'elle appartient à une minorité (comme les femmes immigrées) et qu'elle est tiraillée entre les coutumes de sa communauté et la culture dominante.

Il est difficile d'obtenir des données sur les conséquences physiques et émotionnelles. Les effets médicaux à court et à moyen terme sont en général rapportés par des hôpitaux et des cliniques. Mais il est difficile d'évaluer la mortalité et les problèmes de santé liés à l'excision. Pour les partisans de l'excision, ils sont rares, pour ses opposants, ils ne sont que trop fréquents. Le secret entourant l'excision et les gens qui la pratiquent complique fort la collecte. On sait par contre que les complications, lorsqu'elles surviennent, sont rarement ou jamais attribuées aux personnes ayant pratiqué l'excision. On incrimine généralement la fille ou ses parents. Soit la fille est impure soit ses parents n'ont pas accompli correctement les rituels. Tout ceci ne facilite pas l'étude de l'excision et de toutes ses conséquences. Les récits des femmes constituent la principale source d'informations, et elles doivent généralement retrouver des souvenirs profondément enfouis, qui ont été déformés par le temps. Une étude solide des conséquences physiques et émotionnelles est évidemment nécessaire, mais ce qui est surtout indispensable c'est de mettre un terme à cette pratique avilissante pour la femme.

rondom de labia en clitoris komen regelmatig voor. Na de operatie zorgen chronische infecties, onophoudelijk bloeden, abscessen en kleine tumoren op de zenuwen voor groot ongemak en extreme pijn. De meisjes houden vaak hun plas op en hebben daarom nog tijdenlang last van blaasontsteking. Infibulatie (de meest extreme vorm van vrouwenbesnijdenis) heeft nog ergere gevolgen : nierstenen, schade aan de nieren, het niet wegvloeien van menstruatiebloed, infecties aan de baarmoeder, excessieve groei van littekenweefsel, cystes en zelfs onvruchtbaarheid. De kans op HIV/AIDS en de verspreiding ervan is zeer groot. Vooral omdat meestal de instrumenten niet schoongemaakt worden. Zeker wanneer hele leeftijdsgroepen meisjes tegelijkertijd onder het mes gaan.

Het eerste seksuele contact kan vaak alleen na een langzame en zeer pijnlijke opening van de aaneen genaaide lippen. Soms is het zelfs nodig om het letterlijk open te knippen. Het komt daarbij voor dat de vrouwen zwaar letsel oplopen, omdat hun echtgenoten verkeerd of onhandig knippen. Bij alle vormen van besnijdenis is de kans op HIV/AIDS constant levensgroot aanwezig.

Bijna altijd scheurt de resterende huid open. Vrouwen die infibulatie hebben ondergaan, moeten bijna altijd opengeknipt worden, anders kan het kind niet naar buiten komen. Na de bevalling worden de vrouwen opnieuw dichtgenaaid om ze « strak » te houden voor hun echtgenoten. Door het constante openknippen en dichtnaaien groeit het littekenweefsel enorm. Ongevoeligheid is dan het gevolg.

Seksueel contact blijft voor veel vrouwen pijnlijk, soms zelfs gevaarlijk. Het feit dat de clitoris verwijderd is, doet vermoeden dat het seksueel genot vermindert is. Maar toch blijkt uit één onderzoek, dat negentig procent van de geïnterviewde vrouwen wel een orgasme beleeft. De mechanismen van seksueel plezier van vrouwen zijn nog niet geheel duidelijk, maar gelukkig lijkt het niet geheel afhankelijk van de organen.

De psychologische gevolgen zijn veel moeilijker te meten. Slechts een klein aantal gevallen zijn gemeld en onderzocht. Ondanks het gebrek aan wetenschappelijke gegevens, zijn er genoeg verhalen over gevoelens van angst, vernedering en verraad. Zulke gevoelens lijken niet positief te zijn voor de ontwikkeling van jonge vrouwen. Aan de andere kant is het gevoel erbij te horen, de tradities van haar samenleving in ere te houden en een « goede » vrouw te zijn voor veel vrouwen heel belangrijk en emotioneel bevredigend. Het is dus daardoor ook mogelijk, dat een vrouw juist psychologische belasting ondervindt, wanneer zij niet besneden is. Met name als de vrouw tot een minderheid behoort – zoals migranten-vrouwen – en gevangen is tussen de gewoonten van haar gemeenschap en de cultuur van de meerderheid.

De gegevens over de lichamelijke en emotionele gevolgen zijn moeilijk te achterhalen. De medische effecten op de korte en middellange tijd zijn meestal afkomstig uit ziekenhuizen en klinieken. Maar de schaal waarop overlijden en gezondheidsproblemen zich voordoen is moeilijk in te schatten. Voorstanders beweren dat het zelden voorkomt en tegenstanders juist heel vaak. De geheimzinnigheid rondom vrouwenbesnijdenis en de mensen die het uitvoeren maakt het verzamelen van informatie over besnijdenis heel moeilijk. Wel is bekend, dat als er complicaties optreden, dat die dan zelden of nooit aan de uitvoerders geweten worden. Meestal wordt met een beschuldigende vinger naar het meisje of haar ouders gewezen. Of het meisjes is onzedelijk of de ouders hebben de rituelen niet naar behoren uitgevoerd. Dit maakt het onderzoek naar vrouwenbesnijdenis en naar alle gevolgen er niet makkelijker op. De verhalen van vrouwen is de grootste bron van informatie, die ze meestal diep uit hun herinnering moeten opdiepen – met alle vertekeningen van de tijd. Hiermee is het dus duidelijk dat gedegen onderzoek naar de lichamelijke en emotionele gevolgen nodig is, maar vooral is het noodzakelijk, dat een einde wordt gemaakt aan deze vrouw-onterende praktijk.

N° 270 de MM. Dominiek LOOTENS-STAEL (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« ou lorsqu'un des membres occupe indûment un logement du CPAS. ».

JUSTIFICATION

À Anvers, un échevin gagne plusieurs milliers d'euros par mois – sans compter les extras comme les frais de garde des enfants, etc. On considère, dans la plupart des milieux, qu'il s'agit là d'un revenu correct. Le CPAS est là pour ceux qui n'ont pas un revenu correct, pour ceux qui doivent survivre avec environ le dixième d'un tel revenu, en gros le minimum de moyens d'existence. Les personnes qui gagnent à peine plus que le minimum essuient généralement un refus de la part du CPAS.

L'échevine Agalev Chantal Pauwels a pu louer sans aucun problème un logement auprès du CPAS pour 140 euros par mois. À une époque où les listes d'attente pour obtenir un logement social sont interminables, Mme Pauwels n'a rencontré aucune difficulté.

N° 271 de MM. Dominiek LOOTENS-STAEL (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« ou occupe indûment un logement du CPAS. ».

JUSTIFICATION

À Anvers, un échevin gagne plusieurs milliers d'euros par mois – sans compter les extras comme les frais de garde des enfants, etc. On considère, dans la plupart des milieux, qu'il s'agit là d'un revenu correct. Le CPAS est là pour ceux qui n'ont pas un revenu correct, pour ceux qui doivent survivre avec environ le dixième d'un tel revenu, en gros le minimum de moyens d'existence. Les personnes qui gagnent à peine plus que le minimum essuient généralement un refus de la part du CPAS.

L'échevine Agalev Chantal Pauwels a pu louer sans aucun problème un logement auprès du CPAS pour 140 euros par mois. À une époque où les listes d'attente pour obtenir un logement social sont interminables, Mme Pauwels n'a rencontré aucune difficulté.

N° 272 de MM. Dominiek LOOTENS-STAEL (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

Nr. 270 van de heren Dominiek LOOTENS-STAEL (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« of wanneer een van haar leden ten onrechte gebruik maakt van OCMW-woningen. ».

VERANTWOORDING

Als schepen in Antwerpen verdien je maandelijks vele duizenden euro – exclusief extraatjes als onkosten voor kinderopvang etc.. In de meeste kringen heet zoiets een behoorlijk inkomen. Het OCMW is er voor de mensen die minder dan een behoorlijk inkomen hebben, mensen die het met ongeveer een tiende van zo'n inkomen moeten doen, grofweg het bestaansminimum. Mensen die een tikje meer hebben dan dat bestaansminimum, stuiten bij het OCMW meestal op een Njet.

Agalev schepen Chantal Pauwels kon bij het OCMW probleemloos een woning huren voor 140 euro per maand. In een tijd dat er ellenlange wachtlijsten zijn voor sociale woningen. Pauwels zelf had daar geen problemen mee.

Nr. 271 van de heren Dominiek LOOTENS-STAEL (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« of ten onrechte gebruik maakt van OCMW-woningen. ».

VERANTWOORDING

Als schepen in Antwerpen verdien je maandelijks vele duizenden euro – exclusief extraatjes als onkosten voor kinderopvang etc. In de meeste kringen heet zoiets een behoorlijk inkomen. Het OCMW is er voor de mensen die minder dan een behoorlijk inkomen hebben, mensen die het met ongeveer een tiende van zo'n inkomen moeten doen, grofweg het bestaansminimum. Mensen die een tikje meer hebben dan dat bestaansminimum, stuiten bij het OCMW meestal op een Njet.

Agalev schepen Chantal Pauwels kon bij het OCMW probleemloos een woning huren voor 140 euro per maand. In een tijd dat er ellenlange wachtlijsten zijn voor sociale woningen. Pauwels zelf had daar geen problemen mee.

Nr. 272 van de heren Dominiek LOOTENS-STAEL (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« ou fait installer des douches trop coûteuses avec l'argent du contribuable. ».

JUSTIFICATION

La présidente socialiste du CPAS anversoïis, Monica De Coninck, estime qu'elle doit pouvoir prendre régulièrement une douche dans son bureau de présidente du CPAS. Aussitôt dit, aussitôt fait. La douche personnelle de Monica coûte 9.172,06 euros. Une paille ... car Monica doit être belle lorsqu'elle coupe des rubans, préside des réunions et visite des maisons de repos. Entre-temps, la dette cumulée du CPAS s'élève à 13 milliards d'anciens francs.

Nous revenons aussi volontiers un instant sur l'affaire Marie Arena. L'étoile montante du PS a été mise en cause parce qu'elle avait pris des libertés avec les coûts réels de rénovation de son cabinet. Facture : 300.000 euros. « Pour tout le bâtiment » a déclaré Arena à la presse francophone, mais ce n'était pas vrai. Il s'est avéré que ce n'était que pour son cabinet. Marie Arena fut attaquée de toutes parts lorsque la vérité éclata. Elle déclara alors n'avoir pas menti, mais s'être seulement mal exprimée ...

La douche de 6.300 euros est bien entendu l'exemple le plus frappant. Selon Arena, ce n'était pas du luxe, c'était seulement pour son hygiène personnelle. Oui, et cela à un coût. On reconnaît bien là la gauche caviar.

Elle se défend encore en expliquant que les rénovations n'étaient pas pour elle (on ose l'espérer ...) mais bien pour les 4,2 millions de francophones. « Ce n'est pas mon immeuble mais bien celui de tous. » Si c'est vrai qu'attendent donc les francophones pour aller tous prendre une douche dans son cabinet ?

N° 273 de MM. Dominiek LOOTENS-STAEEL (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« ou fait installer des douches trop coûteuses avec l'argent du contribuable. ».

JUSTIFICATION

La présidente socialiste du CPAS anversoïis, Monica De Coninck, estime qu'elle doit pouvoir prendre régulièrement une douche dans son bureau de présidente du CPAS. Aussitôt dit, aussitôt fait. La douche personnelle de Monica coûte 9.172,06 euros. Une paille ... car Monica doit être belle lorsqu'elle coupe des rubans, préside des réunions et visite des maisons de repos. Entre-temps, la dette cumulée du CPAS s'élève à 13 milliards d'anciens francs.

Nous revenons aussi volontiers un instant sur l'affaire Marie Arena. L'étoile montante du PS a été mise en cause parce qu'elle avait pris des libertés avec les coûts réels de rénovation de son cabinet. Facture : 300.000 euros. « Pour tout le bâtiment » a déclaré Arena à la presse francophone, mais ce n'était pas vrai. Il s'est avéré que ce n'était que pour son cabinet. Marie Arena fut attaquée de toutes parts lorsque la vérité éclata. Elle déclara alors n'avoir pas menti, mais s'être seulement mal exprimée ...

« of onaanvaardbaar dure douches laat installeren met geld van de belastingbetaler. ».

VERANTWOORDING

De Antwerpse socialistische OCMW-voorzitster Monica De Coninck vindt dat ze regelmatig in haar eigen OCMW-voorzitsterbureau een douche moet kunnen nemen. Zo gezegd, zo gedaan. De exclusieve douche van Monica kost 9.172,06 EUR. Een peulschil ... want Monica moet er goed uitzien wanneer ze de linten doorknipt, de vergaderingen voorziet en de bejaardentehuizen bezoekt. Intussen had het OCMW een gecumuleerde schuld van 13 miljard oude franken.

We komen ook graag nog even terug op de affaire Marie Arena. De rijzende ster van de Parti Socialiste kwam in opspraak omdat ze een loopje nam met de waarheid over de renovatiekosten van haar kabinet. Prijskaartje : 300.000 euro. « Voor het hele gebouw », verklaarde Arena aan de Franstalige pers, maar dat klopt dus niet. Het bleek alleen te gaan over haar kabinet. Marie Arena kwam onder vuur te liggen toen de waarheid uittekte en zei dan maar dat ze « niet gelogen » heeft, maar zich wel « slecht heeft uitgedrukt » ...

Het meest tot de verbeelding spreekt natuurlijk een douche van 6.300 euro. « Geen luxe », zegt Arena, « maar puur voor mijn persoonlijke hygiëne ». Ja, en dat mag wat kosten. Zo kennen we de kaviaarsocialisten weer.

« De renovaties », zo verdedigt Arena zich nog, « hebben niet op mij betrekking » (we durven het hopen voor haar ...), maar wel op de 4,2 miljoen Franstaligen. Het is niet mijn gebouw, wel het gebouw van allen ». Als dat zo is, waar wachten die Franstaligen dan op om met zijn allen eens een douche te gaan nemen op het kabinet ?

Nr. 273 van de heren Dominiek LOOTENS-STAEEL (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« of onaanvaardbaar dure douches laat installeren met geld van de belastingbetaler. ».

VERANTWOORDING

De Antwerpse socialistische OCMW-voorzitster Monica De Coninck vindt dat ze regelmatig in haar eigen OCMW-voorzitsterbureau een douche moet kunnen nemen. Zo gezegd, zo gedaan. De exclusieve douche van Monica kost 9.172,06 EUR. Een peulschil ... want Monica moet er goed uitzien wanneer ze de linten doorknipt, de vergaderingen voorziet en de bejaardentehuizen bezoekt. Intussen had het OCMW een gecumuleerde schuld van 13 miljard oude franken.

We komen ook graag nog even terug op de affaire Marie Arena. De rijzende ster van de Parti Socialiste kwam in opspraak omdat ze een loopje nam met de waarheid over de renovatiekosten van haar kabinet. Prijskaartje : 300.000 euro. « Voor het hele gebouw », verklaarde Arena aan de Franstalige pers, maar dat klopt dus niet. Het bleek alleen te gaan over haar kabinet. Marie Arena kwam onder vuur te liggen toen de waarheid uittekte en zei dan maar dat ze « niet gelogen » heeft, maar zich wel « slecht heeft uitgedrukt » ...

La douche de 6.300 euros est bien entendu l'exemple le plus frappant. Selon Arena, ce n'était pas du luxe, c'était seulement pour son hygiène personnelle. Oui, et cela à un coût. On reconnaît bien là la gauche caviar.

Elle se défend encore en expliquant que les rénovations n'étaient pas pour elle (on ose l'espérer...) mais bien pour les 4,2 millions de francophones. « Ce n'est pas mon immeuble mais bien celui de tous. » Si c'est vrai qu'attendent donc les francophones pour aller tous prendre une douche dans son cabinet ?

N° 274 de MM. Dominiek LOOTENS-STAEEL (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« ou paie des amendes Agusta avec de l'argent destiné à la lutte contre la pauvreté. ».

JUSTIFICATION

Le SP.A connaît des difficultés financières pour avoir pris à sa charge les amendes des condamnés dans l'affaire Agusta. Qu'à cela ne tienne : la ville d'Anvers a reçu de l'argent des autorités fédérales pour lutter contre la pauvreté dans les grandes villes. Le SP.A a donc vendu son ancien secrétariat anversoïis, qu'il avait payé 7 millions de francs, à la ville d'Anvers pour la somme de 27 millions de francs. Bénéfice : 20 millions de francs, au frais de monsieur tout le monde, qui a vu l'argent pour lutter contre la pauvreté partir en fumée. Au conseil communal, le président du SP.A à l'époque, Patrick Janssens, avait assisté personnellement au vote pour s'assurer que l'argent tombe bien dans les griffes rouges. Et le VLD, le CD&V et Agalev ? Ils n'ont pas démenti les critiques cinglantes du Vlaams Blok, mais ils se sont tus et ils ont voté en faveur de l'achat.

N° 275 de MM. Dominiek LOOTENS-STAEEL (N) et Jos VAN ASSCHE (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« ou paie des amendes Agusta avec de l'argent destiné à la lutte contre la pauvreté. ».

JUSTIFICATION

Le SP.A connaît des difficultés financières pour avoir pris à sa charge les amendes des condamnés dans l'affaire Agusta. Qu'à cela ne tienne : la ville d'Anvers a reçu de l'argent des autorités fédérales pour lutter contre la pauvreté dans les grandes villes. Le SP.A a donc vendu son ancien secrétariat anversoïis, qu'il avait payé 7 millions de francs, à la ville d'Anvers pour la somme de 27 millions de francs. Bénéfice : 20 millions de francs, au frais de monsieur tout le monde, qui a vu l'argent pour lutter contre la

Het meest tot de verbeelding spreekt natuurlijk een douche van 6.300 euro. « Geen luxe », zegt Arena, « maar puur voor mijn persoonlijke hygiëne ». Ja, en dat mag wat kosten. Zo kennen we de kaviaarsocialisten weer.

« De renovaties », zo verdedigt Arena zich nog, « hebben niet op mij betrekking » (we durven het hopen voor haar ...), maar wel op de 4,2 miljoen Franstaligen. Het is niet mijn gebouw, wel het gebouw van allen ». Als dat zo is, waar wachten die Franstaligen dan op om met zijn allen eens een douche te gaan nemen op het kabinet ?

Nr. 274 van de heren Dominiek LOOTENS-STAEEL (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« of Agustaboetes betalen met geld bedoeld voor armoedebestrijding. ».

VERANTWOORDING

Omdat de partij SP.A de boetes van de Agusta-veroordeelden op zich heeft genomen, zit SP.a in financiële problemen. Maar geen nood : de stad Antwerpen kreeg van de federale overheid geld om de armoede in de grootstad te bestrijden. Dus liet de SP.A haar voormalig secretariaat in Antwerpen, dat het zelf aankocht voor 7 miljoen frank, aankopen door de stad Antwerpen voor maar liefst 27 miljoen frank. Winst 20 miljoen frank, op kosten van de gewone man, die aan dat armoedegeld nu niets heeft. In de gemeenteraad volgde toenmalig SP.A-voorzitter Patrick Janssens persoonlijk de stemming, om er zeker van te zijn dat het armoedegeld in de rode klauwen belande. En VLD, CD&V en Agalev ? Die ontkenen de striemende Vlaams Blok-kritiek niet, maar zweggen, en keurden mee goed.

Nr. 275 van de heren Dominiek LOOTENS-STAEEL (N) en Jos VAN ASSCHE (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« of Agustaboetes betalen met geld bedoeld voor armoedebestrijding. ».

VERANTWOORDING

Omdat de partij SP.A de boetes van de Agusta-veroordeelden op zich heeft genomen, zit SP.A in financiële problemen. Maar geen nood : de stad Antwerpen kreeg van de federale overheid geld om de armoede in de grootstad te bestrijden. Dus liet de SP.A haar voormalig secretariaat in Antwerpen, dat het zelf aankocht voor 7 miljoen frank, aankopen door de stad Antwerpen voor maar liefst 27 miljoen frank. Winst 20 miljoen frank, op kosten van de gewone man, die aan dat armoedegeld nu niets heeft. In

pauvreté partir en fumée. Au conseil communal, le président du SP.A à l'époque, Patrick Janssens, avait assisté personnellement au vote pour s'assurer que l'argent tombe bien dans les griffes rouges. Et le VLD, le CD&V et Agalev ? Ils n'ont pas démenti les critiques cinglantes du Vlaams Blok, mais ils se sont tus et ils ont voté en faveur de l'achat.

N° 276 de MM. Frederic ERENS (N) et Erland PISON (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

« ou lorsqu'ils signent des contrats sans les lire, gaspillant ainsi l'argent du contribuable. »

JUSTIFICATION

Le sénateur Jean-Marie Happart (PS), vice-président de la société de promotion du circuit de Francorchamps, a laissé entendre dans une interview à la RTBF qu'il avait signé avec Bernie Ecclestone, le patron de la F1, la convention controversée, qui devait garantir l'organisation du Grand Prix de Francorchamps, sur ordre d'un ministre.

Il y a quelque temps, l'organisateur du Grand Prix de Formule 1 de Francorchamps faisait faillite. Si le Grand Prix n'avait plus lieu, le gouvernement wallon devrait payer les frais. Il devrait déboursier 14 millions d'euros par an jusqu'en 2010. Les partis wallons se critiquent les uns les autres en ce qui concerne le fameux accord signé en 2003.

Happart déclare qu'il n'avait pas lu le document, vu qu'il était en partie rédigé en anglais. Il dit n'avoir signé que sur ordre d'un ministre dont il ne veut pas divulguer le nom. Le député wallon et ancien ministre wallon de l'Économie, Serge Kubla (MR) a déclaré à la RTBF n'avoir jamais donné un tel ordre et a pointé d'un doigt accusateur vers le ministre du Budget Michel Daerden qui a immédiatement réfuté cette accusation.

N° 277 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« ou lorsqu'ils signent des contrats sans les lire, gaspillant ainsi l'argent du contribuable. »

JUSTIFICATION

Le sénateur Jean-Marie Happart (PS), vice-président de la société de promotion du circuit de Francorchamps, a laissé entendre dans une inter-

de gemeenteraad volgde toenmalig SP.A-voorzitter Patrick Janssens persoonlijk de stemming, om er zeker van te zijn dat het armoedegeld in de rode klauwen belande. En VLD, CD&V en Agalev ? Die ontkenden de striemende Vlaams Blok-kritiek niet, maar zwegen, en keurden mee goed.

Dominiek LOOTENS-STAEEL (N)
Jos VAN ASSCHE (N)

Nr. 276 van de heren Frederic ERENS (N) en Erland PISON (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« of wanneer ze contracten ondertekent zonder ze te lezen, en hierdoor geld van de belastingbetaler verspilt. »

VERANTWOORDING

Senator Jean-Marie Happart (PS), vice-voorzitter van de vereniging ter promotie van het circuit van Francorchamps, liet in een interview met de RTBF verstaan dat hij de controversiële conventie met Formule 1-baas Bernie Ecclestone, die de organisatie van de Grote Prijs in Francorchamps moest garanderen, getekend heeft op bevel van een minister.

Een tijd geleden ging de organisator van de Grote Prijs Formule 1 in Francorchamps failliet. Als de Grote Prijs niet doorgaat, zou de Waalse regering voor de kosten moeten opdraaien. Tot 2010 zou ze jaarlijks 14 miljoen euro moeten ophoesten. De Waalse partijen wezen mekaar met de vinger betreffende het bewuste akkoord dat werd afgesloten in 2003.

Happart verklaarde dat hij het document niet had gelezen, aangezien een deel ervan in het Engels was opgesteld. Hij zei het enkel getekend te hebben in opdracht van een minister. De naam van de minister wilde hij niet geven. Waals volksvertegenwoordiger en Waals ex-minister van Economie Serge Kubla (MR) ontkende ten overstaan van de RTBF ooit de opdracht te hebben gegeven en wees eerder met een beschuldigende vinger naar begrotingsminister Daerden. Die ontkende dat eveneens meteen.

Frederic ERENS (N)
Erland PISON (N)

Nr. 277 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« of wanneer ze contracten ondertekent zonder ze te lezen, en hierdoor geld van de belastingbetaler verspilt. »

VERANTWOORDING

Senator Jean-Marie Happart (PS), vice-voorzitter van de vereniging ter promotie van het circuit van Francorchamps, liet in een interview met

view à la RTBF qu'il avait signé avec Bernie Ecclestone, le patron de la F1, la convention controversée, qui devait garantir l'organisation du Grand Prix de Francorchamps, sur ordre d'un ministre.

Il y a quelque temps, l'organisateur du Grand Prix de Formule 1 de Francorchamps faisait faillite. Si le Grand Prix n'avait plus lieu, le gouvernement wallon devrait payer les frais. Il devrait déboursier 14 millions d'euros par an jusqu'en 2010. Les partis wallons se critiquent les uns les autres en ce qui concerne le fameux accord signé en 2003.

Happart déclare qu'il n'avait pas lu le document, vu qu'il était en partie rédigé en anglais. Il dit n'avoir signé que sur ordre d'un ministre dont il ne veut pas divulguer le nom. Le député wallon et ancien ministre wallon de l'Économie, Serge Kubla (MR) a déclaré à la RTBF n'avoir jamais donné un tel ordre et a pointé d'un doigt accusateur vers le ministre du Budget Michel Daerden qui a immédiatement réfuté cette accusation.

N° 278 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 a) de l'article 9 du règlement, compléter le premier alinéa par les mots suivants :

« ou lorsque, en raison de connaissances linguistiques lacunaires, ils signent des contrats désavantageux, gaspillant ainsi l'argent du contribuable. ».

JUSTIFICATION

Le sénateur Jean-Marie Happart (PS), vice-président de la société de promotion du circuit de Francorchamps, a laissé entendre dans une interview à la RTBF qu'il avait signé avec Bernie Ecclestone, le patron de la F1, la convention controversée, qui devait garantir l'organisation du Grand Prix de Francorchamps, sur ordre d'un ministre.

Il y a quelque temps, l'organisateur du Grand Prix de Formule 1 de Francorchamps faisait faillite. Si le Grand Prix n'avait plus lieu, le gouvernement wallon devrait payer les frais. Il devrait déboursier 14 millions d'euros par an jusqu'en 2010. Les partis wallons se critiquent les uns les autres en ce qui concerne le fameux accord signé en 2003.

Happart déclare qu'il n'avait pas lu le document, vu qu'il était en partie rédigé en anglais. Il dit n'avoir signé que sur ordre d'un ministre dont il ne veut pas divulguer le nom. Le député wallon et ancien ministre wallon de l'Économie, Serge Kubla (MR) a déclaré à la RTBF n'avoir jamais donné un tel ordre et a pointé d'un doigt accusateur vers le ministre du Budget Michel Daerden qui a immédiatement réfuté cette accusation.

N° 279 de M. Frederic ERENS (N) et Mme Valérie SEYNS (N)

Article unique

Au point 4 b) de l'article 9 du règlement, ajouter *in fine* les mots suivants :

de RTBF verstaan dat hij de controversiële conventie met Formule 1-baas Bernie Ecclestone, die de organisatie van de Grote Prijs in Francorchamps moest garanderen, getekend heeft op bevel van een minister.

Een tijd geleden ging de organisator van de Grote Prijs Formule 1 in Francorchamps failliet. Als de Grote Prijs niet doorgaat, zou de Waalse regering voor de kosten moeten opdraaien. Tot 2010 zou ze jaarlijks 14 miljoen euro moeten ophoesten. De Waalse partijen wezen mekaar met de vinger betreffende het bewuste akkoord dat werd afgesloten in 2003.

Happart verklaarde dat hij het document niet had gelezen, aangezien een deel ervan in het Engels was opgesteld. Hij zei het enkel getekend te hebben in opdracht van een minister. De naam van de minister wilde hij niet geven. Waals volksvertegenwoordiger en Waals ex-minister van Economie Serge Kubla (MR) ontkende ten overstaan van de RTBF ooit de opdracht te hebben gegeven en wees eerder met een beschuldigende vinger naar begrotingsminister Daerden. Die ontkende dat eveneens meteen.

Nr. 278 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 a) van artikel 9 van het reglement, het eerste lid met de volgende woorden te vervolledigen :

« of wanneer ze door een gebrekkige talenkennis nadelige contracten ondertekent, en hierdoor geld van de belastingbetaler verspilt. ».

VERANTWOORDING

Senator Jean-Marie Happart (PS), vice-voorzitter van de vereniging ter promotie van het circuit van Francorchamps, liet in een interview met de RTBF verstaan dat hij de controversiële conventie met Formule 1-baas Bernie Ecclestone, die de organisatie van de Grote Prijs in Francorchamps moest garanderen, getekend heeft op bevel van een minister.

Een tijd geleden ging de organisator van de Grote Prijs Formule 1 in Francorchamps failliet. Als de Grote Prijs niet doorgaat, zou de Waalse regering voor de kosten moeten opdraaien. Tot 2010 zou ze jaarlijks 14 miljoen euro moeten ophoesten. De Waalse partijen wezen mekaar met de vinger betreffende het bewuste akkoord dat werd afgesloten in 2003.

Happart verklaarde dat hij het document niet had gelezen, aangezien een deel ervan in het Engels was opgesteld. Hij zei het enkel getekend te hebben in opdracht van een minister. De naam van de minister wilde hij niet geven. Waals volksvertegenwoordiger en Waals ex-minister van Economie Serge Kubla (MR) ontkende ten overstaan van de RTBF ooit de opdracht te hebben gegeven en wees eerder met een beschuldigende vinger naar begrotingsminister Daerden. Die ontkende dat eveneens meteen.

Nr. 279 van de heer Frederic ERENS (N) en mevr. Valérie SEYNS (N)

Enig artikel

Bij punt 4 b) van artikel 9 van het reglement, de volgende woorden aan het slot toe te voegen :

« ou lorsque, en raison de connaissances linguistiques lacunaires, ils signent des contrats désavantageux, gaspillant ainsi l'argent du contribuable. »

JUSTIFICATION

Le sénateur Jean-Marie Happart (PS), vice-président de la société de promotion du circuit de Francorchamps, a laissé entendre dans une interview à la RTBF qu'il avait signé avec Bernie Ecclestone, le patron de la F1, la convention controversée, qui devait garantir l'organisation du Grand Prix de Francorchamps, sur ordre d'un ministre.

Il y a quelque temps, l'organisateur du Grand Prix de Formule 1 de Francorchamps faisait faillite. Si le Grand Prix n'avait plus lieu, le gouvernement wallon devrait payer les frais. Il devrait déboursier 14 millions d'euros par an jusqu'en 2010. Les partis wallons se critiquent les uns les autres en ce qui concerne le fameux accord signé en 2003.

Happart déclare qu'il n'avait pas lu le document, vu qu'il était en partie rédigé en anglais. Il dit n'avoir signé que sur ordre d'un ministre dont il ne veut pas divulguer le nom. Le député wallon et ancien ministre wallon de l'Économie, Serge Kubla (MR) a déclaré à la RTBF n'avoir jamais donné un tel ordre et a pointé d'un doigt accusateur vers le ministre du Budget Michel Daerden qui a immédiatement réfuté cette accusation.

« of wanneer ze door een gebrekkige talenkennis nadelige contracten ondertekent, en hierdoor geld van de belastingbetaler verspilt. »

VERANTWOORDING

Senator Jean-Marie Happart (PS), vice-voorzitter van de vereniging ter promotie van het circuit van Francorchamps, liet in een interview met de RTBF verstaan dat hij de controversiële conventie met Formule 1-baas Bernie Ecclestone, die de organisatie van de Grote Prijs in Francorchamps moest garanderen, getekend heeft op bevel van een minister.

Een tijd geleden ging de organisator van de Grote Prijs Formule 1 in Francorchamps failliet. Als de Grote Prijs niet doorgaat, zou de Waalse regering voor de kosten moeten opdraaien. Tot 2010 zou ze jaarlijks 14 miljoen euro moeten ophoesten. De Waalse partijen wezen mekaar met de vinger betreffende het bewuste akkoord dat werd afgesloten in 2003.

Happart verklaarde dat hij het document niet had gelezen, aangezien een deel ervan in het Engels was opgesteld. Hij zei het enkel getekend te hebben in opdracht van een minister. De naam van de minister wilde hij niet geven. Waals volksvertegenwoordiger en Waals ex-minister van Economie Serge Kubla (MR) ontkende ten overstaan van de RTBF ooit de opdracht te hebben gegeven en wees eerder met een beschuldigende vinger naar begrotingsminister Daerden. Die ontkende dat eveneens meteen.

Frederic ERENS (N)
Valérie SEYNS (N)

